
Google


BIBLIOTECA NAZIONALE CENTRALE - FIRENZE
II
5
10
12
RACCOLTA NENCINI


OTIVM
SINE LITERIS
MORS EST
Ex Libris Joannis Nencini
1870



HISTOIRE

DU CONSULAT

ET DE L'EMPIRE.

Impr. de E. GUYOT, succ. de STAPLEAUX, rue de Schaerbeek, 12.

HISTOIRE

DU CONSULAT

ET DE L'EMPIRE

PAR A. THIERS,

ANCIEN PRÉSIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES, MEMBRE DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE.

TOME CINQUIÈME.

Édition autorisée pour la Belgique et l'Étranger, *interdite pour la France.*



BRUXELLES.

MELINE, CANS ET COMPAGNIE.

BOULEVARD DE WATERLOO, 35.

1857

LIVRE QUARANTE-HUITIÈME.

LUTZEN ET BAUTZEN.

Suite de la mission du prince de Schwarzenberg. — Ce prince quitte Paris après avoir essayé de dire à l'Impératrice et à M. de Bassano ce qu'il n'a osé dire à Napoléon. — Ce qui s'est passé à Vienne depuis la défection de la Prusse. — La cour d'Autriche persévère plus que jamais dans son projet de médiation armée, et veut imposer aux puissances belligérantes une paix toute favorable à l'Allemagne. — Efforts de cette cour pour ménager des adhérents à sa politique. — Ce qu'elle a fait auprès du roi de Saxe, retiré à Ratisbonne, pour en obtenir la disposition des troupes saxonnes et des places fortes de l'Elbe, et la renonciation au grand-duché de Varsovie. — L'Autriche ayant obtenu du roi Frédéric-Auguste la faculté de disposer de ses forces militaires, en profite pour se débarrasser de la présence du corps polonais à Cracovie. — Ne voulant pas rentrer en lutte avec les Russes, elle conclut un arrangement secret avec eux, par lequel elle doit retirer sans combattre le corps auxiliaire, et ramener le prince Poniatowski dans les États autrichiens. — Négociations de l'Autriche avec la Bavière. — M. de Narbonne arrive à Vienne sur ces entrefaites. — Accueil empressé qu'il reçoit de l'empereur et de M. de Metternich. — M. de Metternich cherche à lui persuader qu'il faut faire la paix, et lui laisse entendre qu'on ne pourra obtenir qu'à ce prix l'appui sérieux de l'Autriche. — Il lui insinue de nouveau quelles pourront être les conditions de cette paix. — M. de Narbonne, ayant reçu de Paris ses dernières instructions, transmet à la cour de Vienne les importantes communications dont il est chargé. — D'après ces communications, l'Autriche doit sommer la Russie, la Prusse et l'Angleterre de poser les armes, leur offrir ensuite la paix aux conditions indiquées par Napoléon, et si elles s'y refusent, entrer avec cent mille hommes en Silésie, afin d'en opérer la conquête pour elle-même. — Manière dont M. de Metternich écoute ces propositions. — Il paraît les accepter, déclare que l'Autriche prendra le rôle actif qu'on lui conseille, offrira la paix aux nations belligérantes, mais à des conditions qu'elle se réserve de fixer, et pèsera de tout son poids sur la puissance qui refuserait d'y souscrire. — M. de Narbonne, s'apercevant bientôt d'un sous-entendu, veut s'expliquer avec M. de Metternich, et lui demande si, dans le cas où la France n'accepterait pas les conditions autrichiennes, l'Autriche tournerait ses armes contre elle. — M. de Metternich cherche d'abord à éluder cette question, puis répond nettement qu'on agira contre quiconque se refuserait à une paix équitable, en ayant du reste toute partialité pour la France. — Évidence de la faute qu'on a commise, en poussant soi-même l'Autriche à devenir médiatrice, d'alliée qu'elle était. — Tout à coup on apprend que le corps d'armée du prince de Schwarzenberg rentre en Bohême, au lieu de se préparer à reprendre les hostilités, que le corps polonais doit traverser sans armes le territoire autrichien, que le roi de Saxe se retire de Ratisbonne à Prague pour se jeter définitivement dans les bras de l'Autriche. — Nouvelles réclamations de M. de Narbonne. — Il insiste pour que le corps autrichien, conformément au traité d'alliance, reste aux ordres de la France, et demande formellement si ce traité existe encore. — M. de Metternich refuse de répondre à cette question. — M. de Narbonne attend, pour insister davantage, de nouveaux ordres de sa cour. — Surprise et irritation de Napoléon, arrivé à Mayence, en apprenant la retraite du corps autrichien, et surtout le projet de désarmer le corps polonais. — Il ordonne au prince Poniatowski de ne déposer les armes à aucun prix, et enjoint à M. de Narbonne, sans toutefois provoquer un éclat, de faire expliquer la cour d'Autriche, et de tâcher de pénétrer le secret de la conduite du roi de Saxe. —

Napoléon, au surplus, se promet de mettre bientôt un terme à ces complications par sa prochaine entrée en campagne. — Ses dispositions militaires à Mayence. — Bien qu'il ait préparé les éléments d'une armée active de 300 mille hommes, et d'une réserve de près de 200 mille, Napoléon n'en peut réunir que 190 ou 200 mille au début des hostilités. — Son plan de campagne. — Situation des coalisés. — Forces dont ils disposent pour les premières opérations. — L'Autriche ne voulant pas se joindre à eux avant d'avoir épuisé tous les moyens de négociation, ils sont réduits à 100 ou 110 mille hommes pour un jour de bataille. — Composition de leur état-major. — Mort du prince Kutusof, le 28 avril, à Bunzlau. — Marche des coalisés sur l'Elster, et de Napoléon sur la Saale. — Habiles combinaisons de Napoléon pour se joindre au prince Eugène. — Arrivée de Ney à Naumbourg, du prince Eugène à Mersebourg. — Beau combat de Ney à Weissenfels le 29 avril, et jonction des deux armées françaises. — Vaillante conduite de nos jeunes conscrits devant les masses de la cavalerie russe et prussienne. — Arrivée de Napoléon à Weissenfels, et marche sur Lutzen le 1er mai. — Mort de Bessières, duc d'Istrie. — Projets de Napoléon en présence de l'ennemi. — Il médite de marcher sur Leipzig, d'y passer l'Elster, et de se rabattre ensuite dans le flanc des coalisés. — Position assignée au maréchal Ney, près du village de Kaja, pour couvrir l'armée pendant le mouvement sur Leipzig. — Tandis que Napoléon veut tourner les coalisés, ceux-ci songent à exécuter contre lui la même manœuvre, et se préparent à l'attaquer à Kaja. — Plan de bataille proposé par le général Diebitch, et adopté par les souverains alliés. — Le corps de Ney subitement attaqué. — Merveilleuse promptitude de Napoléon à changer ses dispositions, et à se rabattre sur Lutzen. — Mémorable bataille de Lutzen. — Importance et conséquences de cette bataille. — Napoléon poursuit les coalisés vers Dresde, et dirige Ney sur Berlin. — Marche vers l'Elbe. — Entrée à Dresde. — Passage de l'Elbe. — Maître de la capitale de la Saxe, Napoléon somme le roi Frédéric-Auguste d'y revenir sous peine de déchéance. — Ce qui s'était passé à Vienne pendant que Napoléon livrait la bataille de Lutzen. — M. de Narbonne recevant l'ordre de faire expliquer l'Autriche relativement au corps auxiliaire et au corps polonais, insiste auprès de M. de Metternich, et lui remet une note catégorique. — Prières de M. de Metternich pour détourner M. de Narbonne de cette démarche. — M. de Narbonne ayant persisté, le cabinet de Vienne répond que le traité d'alliance du 14 mars 1812 n'est plus applicable aux circonstances actuelles. — On reçoit à Vienne les nouvelles du théâtre de la guerre. — Bien que les coalisés se vantent d'être vainqueurs, les résultats démontrent bientôt qu'ils sont vaincus. — Satisfaction apparente de M. de Metternich. — Empressement du cabinet de Vienne à se saisir maintenant de son rôle de médiateur, et envoi de M. de Bubna à Dresde pour communiquer les conditions qu'on croirait pouvoir faire accepter aux puissances belligérantes, ou pour lesquelles du moins on serait prêt à s'unir à la France. — Napoléon, en apprenant ce qu'a fait M. de Narbonne, regrette qu'on ait poussé l'Autriche aussi vivement, mais la connaissance précise des conditions de cette puissance l'irrite au dernier point. — Il prend la résolution de s'aboucher directement avec la Russie et l'Angleterre, d'annuler ainsi le rôle de l'Autriche après avoir voulu le rendre trop considérable, et de faire contre elle des préparatifs militaires qui la réduisent à subir la loi, au lieu de l'imposer. — En attendant, ordre à M. de Narbonne de cesser toute insistance, et de s'enfermer dans la plus extrême réserve. — Napoléon envoie le prince Eugène à Milan pour y organiser l'armée d'Italie, et prépare de nouveaux armements dans la supposition d'une guerre avec l'Europe entière. — Réception du roi de Saxe à Dresde. — Napoléon se dispose à partir de Dresde, afin de pousser les coalisés de l'Elbe à l'Oder, en leur livrant une seconde bataille. — Leur plan de s'arrêter à Bautzen et d'y combattre à outrance étant bien connu, Napoléon, au lieu d'envoyer le maréchal Ney sur Berlin, le dirige sur Bautzen. — Arrivée de M. de Bubna à Dresde au moment où Napoléon allait en partir. — Habileté de M. de Bubna à supporter la première irritation de Napoléon, et à l'adoucir. — Explication qu'il donne des conditions de l'Autriche. — Modifications avec lesquelles Napoléon les accepterait peut-être. — Napoléon feint de se laisser adoucir, pour gagner du temps et pouvoir achever ses nouveaux armements. — Il consent à un congrès où seront appelés même les Espagnols, et à un armistice dont il se propose de profiter pour s'aboucher directement avec la Russie. — Départ de M. de Bubna avec la réponse de Napoléon pour son beau-père. — A peine M. de Bubna est-il parti que Napoléon, conformément à ce qui a été convenu, envoie M. de Caulaincourt au quartier général russe, sous le prétexte de négocier un armistice. — Départ de Napoléon pour Bautzen. — Distribution de ses corps d'armée, et marche du maréchal Ney, avec soixante mille hommes, sur les derrières de Bautzen. — Description de la position de Bautzen, propre à livrer deux batailles. — Bataille du 20 mai. — Seconde bataille du 21, dans laquelle les formidables positions des Prussiens et des Russes sont emportées après avoir été vaillamment défendues. — Le lendemain 22, Napoléon pousse, l'épée dans les reins, les coalisés sur l'Oder. — Combat de Reichenbach et mort de Duroc. — Arrivée sur les bords de l'Oder et occupation de Breslau. — Détresse des souverains coalisés, et nécessité pour eux de conclure un armistice. — Après avoir refusé de recevoir M. de Caulaincourt de peur d'inspirer des défiances à l'Autriche, ils envoient des commissaires aux avant-postes afin de négocier un armistice. — Ces commissaires s'abouchent avec M. de Caulaincourt. — Leurs prétentions. — Refus péremptoire de Napoléon. — Pendant les derniers événements militaires, M. de Bubna se rend à Vienne. — Il y fait naître une sorte de joie par l'espérance de vaincre la résistance de Napoléon aux conditions de paix proposées, moyennant certaines modifications auxquelles on consent, et il revient au quartier général français. — Napoléon, se sentant serré de près par l'Autriche, allègue ses occupations militaires pour ne pas recevoir immédiatement M. de Bubna, et le renvoie à M. de Bassano. — S'apercevant toutefois qu'il sera obligé de se prononcer sous quelques jours, et qu'il aura, s'il refuse leurs conditions, les Autrichiens sur les bras, il consent à un armistice qui sauve les coalisés de leur perte totale, et signe cet armistice funeste, non dans la pensée de négocier, mais dans celle de gagner deux mois pour achever ses armements. — Conditions de cet armistice, et fin de la première campagne de Saxe, dite campagne du printemps.

Après le départ de Napoléon, le prince de Schwarzenberg était resté confondu de tout ce qu'il avait vu et entendu, et très-mécontent de n'avoir ni pu, ni osé exprimer une seule des vérités qu'il avait mission de dire à la cour de France. Il essaya de se montrer plus ouvert avec l'Impératrice, auprès de laquelle il avait accès, car, outre qu'il était pour elle Allemand et ambassadeur de son père, il avait été le négociateur de son mariage, et avait, par conséquent, tous

les titres pour en être écouté. Malheureusement ses discours à cette princesse ne pouvaient pas avoir grand effet. Marie-Louise, éblouie du prestige dont elle était entourée, éprise alors de son époux qui lui plaisait, et qui la comblait de soins, formait des vœux ardents pour ses triomphes, mais n'avait sur lui aucun crédit. Ses yeux étaient encore rouges des larmes qu'elle avait versées en le quittant, lorsqu'elle reçut l'ambassadeur de son père. Elle écouta avec chagrin ce que lui dit le prince de Schwarzenberg sur les dangers de la situation présente, sur les passions soulevées en Europe contre la France, sur la nécessité de conclure la paix avec les uns, et de la conserver au moins avec les autres. Pour toute réponse la jeune impératrice répéta ce qu'on lui avait appris à dire des forces immenses de Napoléon; mais entendant peu ce qui avait rapport à la guerre, elle se borna surtout à demander qu'on ménageât sa situation en France, et qu'après l'y avoir envoyée comme un gage de paix, on ne l'exposât pas à devenir une nouvelle victime des orages révolutionnaires. Les infortunes de Marie-Antoinette avaient laissé un tel souvenir dans les esprits, que souvent Marie-Louise se sentait saisie de terreurs subites, et se regardait comme en grand danger si l'Autriche était encore une fois en guerre avec la France. Elle parla de ses craintes au prince de Schwarzenberg, mais sans le toucher beaucoup, car il ne les prenait pas au sérieux, et d'ailleurs il pensait en politique et en militaire, et bien qu'un peu gêné par les faveurs qu'il avait reçues de la cour de France, il songeait par-dessus tout à la fortune de son pays et à la sienne. Il ne pouvait pas résulter grand'chose de pareils entretiens. Ceux que le prince de Schwarzenberg eut avec M. de Bassano, qui était resté quelques jours encore à Paris, auraient pu avoir plus d'utilité, mais n'en eurent malheureusement aucune.

Lors du mariage de Marie-Louise, le prince de Schwarzenberg avait poussé l'intimité avec M. de Bassano presque jusqu'à l'intrigue; ils étaient donc très-familiers l'un avec l'autre, et pouvaient se parler librement. M. de Schwarzenberg tenta de dire la vérité, sans y apporter cependant tout le courage qu'il aurait dû y mettre, et qui plus tard l'aurait excusé de manquer à la reconnaissance envers Napoléon, s'il ne parvenait pas à en être écouté. Il essaya de contester quelque peu les allégations de M. de Bassano, de rabattre quelque chose des immenses armements dont ce ministre faisait un continuel étalage, de parler de l'inexpérience de notre infanterie, surtout de la destruction de notre cavalerie, de la fureur patriotique que nous allions rencontrer chez les coalisés, des passions qui entraînaient en ce moment les peuples de l'Europe et dominaient les gouvernements eux-mêmes, de l'impossibilité où serait l'Autriche de se battre contre l'Allemagne pour la France, à moins qu'elle ne parût le faire pour une paix tout allemande. M. de Bassano ne sembla guère comprendre ces vérités, et avec une naïveté qui honorait sa bonne foi, mais pas du tout son jugement politique, allégua souvent le traité d'alliance, et surtout le mariage. Le prince de Schwarzenberg, perdant patience, laissa échapper ces mots : Le mariage, le mariage!... la politique l'a fait, la politique pourrait le défaire! — A ce cri de franchise sorti de la bouche du prince de Schwarzenberg, M. de Bassano, surpris, commença à entrevoir la situation; mais au lieu de venir au secours de la faiblesse de son interlocuteur, qui n'osait pas avouer ce qu'il savait, c'est que l'Autriche ne se battrait point pour nous contre les Allemands, qu'elle se joindrait même à eux si nous n'acceptions pas la paix qu'elle avait imaginée, il feignit de ne pas comprendre, afin de n'avoir pas à répondre, et se prêta à ce que l'entretien se terminât par de nouvelles et mensongères protestations de fidélité à l'alliance. Sans doute, paraître n'avoir pas compris, afin d'éviter un éclat, pouvait être habile, bien qu'une explication franche, amicale et complète eût été beaucoup plus habile à notre avis; mais en dissimulant avec le représentant de l'Autriche, il fallait au moins ne pas dissimuler avec Napoléon; il fallait lui dire à lui ce qu'on affectait de n'avoir pas entendu d'un autre, c'est que, s'il ne faisait pas des sacrifices, il aurait l'Autriche de plus sur les bras, et succomberait sous une coalition de l'Europe entière. M. de Bassano jugea qu'il valait mieux ne rien répéter à l'Empereur de ce qu'il avait recueilli, afin de ne pas l'irriter contre l'Autriche. L'intention était honnête assurément; mais on perd, en les servant ainsi, les maîtres qu'on n'a point habitués au langage de la vérité. Si le monde entier, si la nature des choses devaient les ménager comme on les ménage soi-même, il se pourrait que taire le mal ce fût le conjurer; mais comme il n'y a de soumis que soi, les faits qu'on leur laisse ignorer ne font que s'aggraver, grandir et se convertir bientôt en désastres!

Le prince de Schwarzenberg partit de Paris

fort mécontent de tout ce qu'il avait vu, et, s'il avait été juste, il aurait dû être aussi mécontent de lui que des autres, car il n'avait pas même su faire entendre autant de vérités que son gouvernement l'avait autorisé à en dire, et autant qu'il en devait à Napoléon, pour se laver envers lui de tout reproche d'ingratitude, en acceptant le nouveau rôle qu'il allait bientôt jouer.

A Vienne les choses ne se passaient pas mieux, bien qu'avec beaucoup plus de clairvoyance et d'esprit de la part des représentants de la France et de l'Autriche. Tandis que M. de Narbonne était en route pour s'y rendre, la situation avait encore empiré pour nous, et M. de Metternich et l'empereur, pressés entre l'opinion universelle de l'Allemagne qui les sommait de se joindre à la coalition, et la France envers laquelle ils étaient engagés, ne savaient plus comment se tirer d'embarras, et se trouvaient condamnés chaque jour à de plus pénibles dissimulations. Leur but n'avait pas changé, car il n'y en avait qu'un de sage et d'honnête à poursuivre dans leur situation. Passer de l'état d'allié de la France à celui d'allié de la Russie, de la Prusse, de l'Angleterre, par un état intermédiaire, celui d'arbitre, imposer aux uns comme aux autres une paix avantageuse à l'Allemagne, se tenir à ce rôle intermédiaire le plus longtemps possible, ne se réunir à la coalition qu'à la dernière extrémité, était aux yeux du prudent empereur, de l'habile ministre, la seule conduite à tenir. Pour l'empereur, elle conciliait, comme nous l'avons dit, ses intérêts de souverain allemand avec ses devoirs de père; pour le ministre, elle offrait une manière convenable de passer d'une politique à l'autre, et de rester décemment à la tête des affaires. Pour les deux elle avait le grand mérite d'épargner à l'Autriche la guerre avec la France, qui, à leurs yeux, présentait toujours des chances singulièrement effrayantes. Mais faire accepter aux coalisés, exaltés par la haine et l'espérance, cette lente transition vers eux, faire accepter à Napoléon des conseils modérés, était une chose presque impossible, dans laquelle toute la dextérité du monde pouvait échouer, surtout au milieu des incidents continuels d'une situation extraordinaire. Il eût été plus commode sans aucun doute de s'expliquer nettement et immédiatement avec tous, de dire aux coalisés comme à Napoléon qu'on voulait la paix, qu'on la voulait allemande pour l'Allemagne d'abord, dont on devait avoir les intérêts à cœur, pour l'Europe ensuite, à l'équilibre de laquelle une Allemagne indépendante était indispensable; que, pouvant jeter dans la balance un poids décisif, on était prêt à le faire contre celui qui n'admettrait pas complétement et tout de suite ce système de pacification générale. Mais parler ainsi avant d'avoir deux cent mille hommes en Bohême pouvait être chose basardeuse en présence d'un caractère aussi impétueux que Napoléon, et d'une coalition aussi enivrée de succès inespérés que l'était celle de la Russie, de l'Angleterre et de la Prusse. Il était donc prudent de gagner du temps avant de s'expliquer. Le cabinet autrichien n'y négligea rien : il était en fonds d'habileté pour réussir dans une tâche pareille.

D'abord il avait voulu en Allemagne même se ménager des adhérents à sa politique médiatrice, et il les avait cherchés parmi les princes engagés comme lui dans l'alliance française, par prudence ou par intérêt. Il avait commencé par s'adresser secrètement à la Prusse, qui, avec une mobilité tenant à sa position et aux passions de son peuple, avait versé tout d'un coup de la médiation dans la guerre. Ne pouvant plus se servir de la Prusse, il avait, toujours en secret, tourné ses efforts vers la Saxe et la Bavière, qui ne demandaient pas mieux que d'avoir la paix, surtout de l'avoir avantageuse à l'Allemagne, et il les avait rattachées à sa politique. Il avait amené, comme on l'a vu, le roi de Saxe à quitter Dresde, à nous refuser son contingent en cavalerie, et à enfermer dans Torgau son contingent en infanterie. Mais ce n'était plus assez, il voulait maintenant le conduire de Ratisbonne à Prague, pour en disposer plus complétement, et lui faire adopter toutes ses vues. La principale de ces vues consistait à obtenir du vieux roi le sacrifice de la Pologne, présent bien flatteur de Napoléon, mais présent chimérique et dangereux, dont la campagne de Moscou venait de démontrer le péril et l'inanité. Ayant le consentement du roi de Saxe pour la suppression du grand-duché de Varsovie, le cabinet autrichien espérait trouver moins de difficultés de la part de Napoléon, qui n'aurait plus l'embarras et le désagrément d'abandonner un allié pour lequel il avait toujours affiché la plus grande faveur. Alors, avec les territoires qui s'étendent du Bug à la Warta, on avait de quoi reconstituer la Prusse, on délivrait la Russie de ce grand-duché de Varsovie, qui était pour elle un fantôme accusateur et menaçant; on lui donnait quelque chose pour le duc d'Oldenbourg, et on repre-

nait pour soi, ce qui au milieu de beaucoup de vues de bien public n'était pas indifférent à l'Autriche, la portion de la Gallicie perdue après la bataille de Wagram. C'était donc un point bien important à obtenir du roi de Saxe, et on poursuivait cet objet auprès de lui avec secret, dextérité et insistance. On voulait enfin que la Saxe n'employât ses forces qu'avec celles de l'Autriche, en même temps, dans la même mesure. Ses forces consistaient dans la belle cavalerie qui avait suivi la cour, dans les dix mille hommes d'infanterie cantonnés à Torgau, dans la place de Torgau elle-même, dans la forteresse de Kœnigstein sur l'Elbe, et enfin dans le contingent polonais du prince Poniatowski, qui s'était retiré vers Cracovie à la suite du prince de Schwarzenberg. Cette dernière partie des forces saxonnes était la plus intéressante aux yeux de l'Autriche, non à cause de son importance militaire, mais à cause de sa position toute spéciale. Il fallait empêcher, en effet, que le corps polonais, à la réouverture prochaine des hostilités, ne se mît en mouvement sur l'ordre qu'il recevrait de Napoléon, et n'attirât ainsi les Russes vers la Bohême. Ajoutez qu'à la reprise des hostilités ce n'était pas seulement aux Polonais que Napoléon devait envoyer des ordres de mouvement, mais au corps autrichien lui-même. Pour dénouer tant de complications, M. de Metternich, avec sa fertilité d'esprit ordinaire, avait imaginé un premier moyen, adroit mais dangereux s'il était divulgué, c'était de continuer par convention écrite ce qu'on avait déjà fait par convention tacite, c'est-à-dire de se retirer devant les Russes en feignant d'y être contraint par des forces supérieures. En conséquence, employant à un double usage M. de Lebzeltern, qui avait été envoyé à Kalisch pour y offrir la médiation autrichienne, on était convenu des faits suivants par une note, échangée entre les parties, qu'on s'était promis de tenir à jamais secrète. Le général russe, baron de Sacken, dénoncerait l'armistice par lequel les Russes avaient suspendu les hostilités avec les Autrichiens à la fin de la dernière campagne, et feindrait de déployer sur leur flanc une force considérable; ceux-ci, de leur côté, feindraient de se retirer par nécessité, repasseraient la haute Vistule, abandonneraient Cracovie, rentreraient en Gallicie, et emmèneraient le corps polonais de Poniatowski avec eux, en l'obligeant à subir cette prétendue nécessité. Une fois arrivés là, les Russes s'arrêteraient et respecteraient les frontières autrichiennes. Mais pour ne pas garder les Polonais si près du grand-duché de Varsovie, et surtout pour ne pas les laisser séjourner au milieu de la Gallicie, à laquelle ils pouvaient mettre le feu, le cabinet autrichien voulait convenir avec le roi de Saxe, leur grand-duc, de les ramener à travers les États autrichiens sur l'Elbe, où Napoléon ferait d'eux ce qu'il lui plairait. On aurait ainsi résolu l'une des plus grosses difficultés du moment.

Les Russes avaient accepté la secrète convention dont nous venons de parler, et M. de Nesselrode, devenu, non pas encore en titre mais en fait, le ministre dirigeant d'Alexandre, s'était hâté de la signer. Restait à faire agréer ces divers arrangements au roi de Saxe.

Ce pauvre roi, horriblement tourmenté, ne sachant plus à qui se donner, mais suivant volontiers l'Autriche, dont la position ressemblait fort à la sienne, avait consenti à tout ce qu'on lui avait proposé. Il avait stipulé à l'égard de sa cavalerie conduite à Ratisbonne, de son infanterie enfermée dans Torgau, de la place de Torgau et de celle de Kœnigstein, qu'il ne serait usé de ces forces et de ces places que d'accord avec l'Autriche, conjointement avec elle, et conformément à son plan de médiation. A l'égard des troupes polonaises, il avait consenti que, rentrées en Gallicie, on leur ôtât momentanément leurs armes, sauf à les leur rendre ensuite, et qu'on les conduisît à travers les États autrichiens, en leur fournissant tout ce dont elles auraient besoin, à un point de la Bavière ou de la Saxe qui serait ultérieurement désigné. Par malheur pour cette combinaison, il se trouvait dans les troupes polonaises un bataillon de voltigeurs français, et ce n'était pas une médiocre affaire de désarmer des Français, surtout en prétendant rester les alliés de la France.

Ce point obtenu, il fallait arracher au roi de Saxe l'abandon définitif du duché de Varsovie, afin d'ôter à Napoléon, avons-nous dit, un embarras et un argument, et l'Autriche voulait proposer à la Saxe comme dédommagement de la Pologne la jolie principauté d'Erfurt, jusqu'ici gardée en dépôt par la France, et un moment offerte en dédommagement au duc d'Oldenbourg. Mais la Saxe, tout en cédant aux vues de l'Autriche, s'était défendue quand on lui avait parlé du sacrifice du grand-duché de Varsovie, car Erfurt, quoiqu'une jolie enclave de ses États, ne valait pas cette glorieuse couronne de Pologne, qui un siècle auparavant brillait si bien

au front des princes de Saxe. Aussi le cabinet autrichien voulait-il amener le roi de Saxe de Bavière en Bohême, pour mieux disposer de lui. Afin de l'y attirer, il faisait valoir auprès de ce prince l'avantage d'être à Prague dans un pays inviolable, et à quelques heures de Dresde, en mesure par conséquent de parler chaque jour à ses sujets, et de conserver leur affection.

Les négociations entamées avec la Bavière étaient tout aussi délicates, et présentaient même beaucoup plus de difficultés. Outre qu'il fallait lui faire agréer un projet de médiation qui était tout à fait en dehors de la politique de Napoléon (ce qui ne laissait pas d'avoir ses dangers), il fallait la disposer à un sacrifice nullement utile à la cause générale, mais très-utile à l'Autriche, c'était le rétablissement de la frontière de l'Inn, entamée aux dépens de l'Autriche et au profit de la Bavière par le traité de paix de 1809. Ici il n'y avait que la menace à employer, et aucun dédommagement à offrir, car il ne se trouvait autour de la Bavière que les territoires de Baden, de Wurtemberg, de Saxe, qu'on n'aurait au comment démembrer au profit d'un voisin. La tâche était difficile, et on courait la chance que la Bavière mécontente ne révélât tout à Napoléon. Quant à nos alliés de Bade, de Wurtemberg, l'Autriche n'avait pu les aborder qu'avec beaucoup de ménagements, leur voisinage des bords du Rhin les rendant tout à fait dépendants de la domination vigilante de Napoléon.

C'est au milieu de ce travail subtil et secret que M. de Narbonne vint surprendre l'Autriche, et lui apporter des vues malheureusement bien différentes des siennes. Au lieu du projet de reconstituer la Prusse, et de rendre l'Allemagne indépendante, M. de Narbonne apportait un bouleversement de l'Allemagne plus grand encore que celui auquel on voulait remédier, c'est-à-dire la Prusse détruite définitivement, la Saxe substituée à la Prusse, et l'Autriche payée il est vrai par la Silésie, mais plus dépendante que jamais! Certes il n'y avait pas avec de telles propositions grand moyen de s'entendre; ajoutez que M. de Narbonne, récemment entré dans la faveur de Napoléon, arrivait naturellement avec le désir de se distinguer, et surtout avec la prétention de n'être pas comme son prédécesseur dupe de M. de Metternich! Dispositions dangereuses, quoique fort concevables, car ce qu'il y aurait eu de mieux, c'eût été de paraître dupe sans l'être, et même de l'être réellement, plutôt que de forcer l'Autriche à se prononcer, en lui montrant qu'on l'avait devinée.

L'accueil de M. de Metternich à M. de Narbonne fut des plus empressés et des plus flatteurs. M. de Metternich, ne se contentant pas d'être un esprit politique profond, se piquait d'être aussi un esprit aimable et sincère, et savait l'être au besoin. Il fit avec M. de Narbonne assaut de grâce; il l'accueillit comme un ami auquel il n'avait rien à cacher, et avec le secours duquel il voulait sauver la France, l'Autriche, l'Europe d'une affreuse catastrophe, en s'expliquant franchement et tout de suite sur toutes choses. Il se donna donc beaucoup de peine pour savoir si M. de Narbonne apportait enfin quelques concessions à la politique européenne, qui prouvassent de la part de Napoléon une disposition à la paix. Mais M. de Narbonne attendait encore de Paris ses dernières instructions, dans lesquelles on devait lui tracer point par point la manière dont il ferait successivement à l'Autriche les importantes ouvertures dont on allait le charger. Jusque-là il n'avait presque rien à dire, si ce n'est que Napoléon entendait ne rien céder, mais que si l'Autriche voulait devenir sa complice, il la payerait bien, avec des territoires qu'on prendrait n'importe à qui. En pareille situation, se taire, beaucoup écouter, beaucoup deviner, en attendant qu'il pût parler, était tout ce que M. de Narbonne avait de mieux à faire, et c'est ce qu'il fit. Comme il ne parlait pas, M. de Metternich essaya de parler. Il dit des choses qu'on aurait dû deviner sans qu'il les dît, et qu'on aurait au moins dû comprendre, quand il prenait soin de les répéter si souvent, et avec une bonne volonté si évidente de les rendre utiles. On était à Vienne, suivant M. de Metternich (et il disait vrai), dans une position des plus difficiles depuis la défection de la Prusse. L'Allemagne entière demandait qu'on se joignît aux Russes et aux Anglais contre les Français. Toutes les classes à Vienne, quoique moins hardies qu'à Berlin, tenaient au fond le même langage, et ce qu'il y avait de plus grave, c'est que l'armée partageait leur avis. Tout le monde voulait qu'on profitât de l'occasion pour affranchir l'Allemagne du joug de la France, et pour faire cesser un état de choses intolérable. L'Autriche savait sans doute tout ce qu'il y avait d'exagéré, d'imprudent dans ce langage. Elle savait que Napoléon était très-puissant, très-redoutable, qu'il ne fallait pas s'attaquer à lui témérairement; et lui, M. de Metternich, n'allait pas retomber dans les fautes dont il avait voulu

détourner la politique autrichienne par le mariage de Marie-Louise. Il n'oubliait donc ni la puissance de Napoléon, ni le mariage, ni le traité d'alliance du mois de mars 1812, et il ne se laisserait pas plus conduire par le peuple des capitales que par celui des salons et des états-majors. Il fallait pourtant reconnaître des vérités qui étaient évidentes, et ne pas tomber soi-même dans l'aveuglement qu'on reprochait à ses adversaires; il fallait se dire qu'il y avait en Europe un soulèvement universel des esprits contre la France, au moins contre son chef, et en France même un besoin de repos bien légitime; qu'on gagnerait des batailles sans doute, mais que des batailles ne suffiraient pas longtemps pour résister à un tel mouvement; qu'il fallait donc pactiser, pactiser en conservant sa juste grandeur, mais sans vouloir opprimer l'indépendance des autres, au point de rendre leur situation intolérable. — M. de Metternich ajoutait que l'Autriche n'avait que des vues droites, modérées, qu'elle voulait rester l'alliée de la France, qu'on ne pouvait pas cependant exiger d'elle qu'elle versât le sang de ses peuples pour appesantir une chaîne dont elle portait sa lourde part; que si on lui demandait d'appuyer de toutes ses forces un projet de paix acceptable par l'Europe, ses peuples lui pardonneraient peut-être de demeurer unie à la France pour un tel but, mais que dans le cas contraire, elle exciterait chez ses propres sujets un soulèvement universel. A ce propos, M. de Metternich citait des arrestations de personnages considérables, celle de M. de Hormayer notamment, et en outre des destitutions nombreuses, qu'on avait été obligé d'ordonner pour imposer silence aux plus turbulents des patriotes germaniques. Mais il faisait remarquer qu'il y a terme à tout, que le cabinet était un nageur nageant vigoureusement contre le courant, mais ne pouvant le remonter que si Napoléon lui tendait la main. Puis craignant qu'il n'y eût quelque apparence ou de blâme ou de menace dans ses paroles, il se confondait en protestations d'attachement, d'estime, d'admiration pour Napoléon, et tenait, disait-il, à se séparer de tous ceux qui voudraient tendre à l'abaisser. — L'abaisser, grand Dieu! s'écriait spirituellement M. de Metternich; il s'agit de le laisser grand trois ou quatre fois comme Louis XIV. Ah! s'il voulait se contenter d'être grand de la sorte, combien il nous rendrait tous heureux, et combien il assurerait l'avenir de son fils, avenir qui est devenu le nôtre!

M. de Metternich n'obtenant en réponse à ces généralités si vraies que des généralités banales sur l'étendue de nos armements, sur nos prochaines victoires, sur la nécessité de nous ménager, renouvelait avec adresse, et avec un regard interrogateur, ces coups de sonde déjà donnés dans la profondeur de notre ambition. Il répétait alors ce qu'il avait dit déjà plusieurs fois, sur l'impossibilité de maintenir la chimère du grand-duché de Varsovie, condamnée par la campagne de 1812; sur la nécessité de renforcer les puissances intermédiaires, et, par préférence à toutes, la Prusse, seule capable de remplacer la Pologne à jamais détruite; sur la nécessité de reconstituer l'Allemagne; sur l'impossibilité de faire durer la Confédération du Rhin, institution à jamais ruinée dans l'esprit des peuples germaniques, et beaucoup plus incommode qu'utile à Napoléon; sur l'impossibilité de faire agréer par les puissances belligérantes l'adjonction définitive au territoire français de Lubeck, Hambourg, Brême; sur tous les points enfin que nous avons précédemment indiqués, et à l'égard desquels s'était déjà manifestée clairement la pensée du cabinet autrichien. — Nous aurons déjà bien assez de peine, ajoutait M. de Metternich, d'empêcher qu'on ne parle de la Hollande, de l'Espagne, de l'Italie! L'Angleterre en parlera probablement, et si elle cède sur la Hollande et sur l'Italie, elle ne cédera certainement pas sur l'Espagne. Mais nous n'en dirons rien pour ne pas compliquer les affaires, et, s'il le faut, nous laisserons l'Angleterre de côté, et nous traiterons sans elle. Nous amènerons peut-être la Russie et la Prusse à s'en séparer, si nous leur présentons des conditions acceptables, et, dans ce cas, la France nous retrouvera ses fidèles alliés! Mais de grâce, qu'elle s'explique, qu'elle nous fasse connaître ses intentions, et qu'elle nous rende possible de rester ses alliés, en nous donnant à soutenir une cause raisonnable, une cause que nous puissions avouer à nos peuples! Quant à ce qui concernait particulièrement les intérêts autrichiens, M. de Metternich montrait un dégagement de toute préoccupation, qui prouvait bien qu'il n'avait qu'à puiser à droite ou à gauche dans les offres qu'on faisait de tous les côtés à l'Autriche! — Que ne lui offrait-on pas en effet, disait-il, de la part des coalisés!... Mais il n'écouterait pas leurs folles propositions; il se contenterait de ce qu'on ne pouvait pas refuser à l'Autriche, de cette portion de la Gallicie qu'on lui avait prise en 1809 pour agrandir l'impossible duché de Varsovie, des provinces illy-

riennes dont la France avait promis la restitution, et il parlait de cela comme d'une chose faite, assurée, irrévocable, tandis qu'il en avait à peine été dit quelques mots entre les cabinets français et autrichien.

Tel fut le langage (d'ailleurs peu nouveau) de M. de Metternich. L'empereur François, plus mesuré, moins hardi dans ses entretiens, se contenta, en recevant personnellement M. de Narbonne de la façon la plus gracieuse, de lui dire combien il était satisfait du bonheur que sa fille avait trouvé en France, combien il appréciait le génie de son gendre, combien il tenait à rester son allié; mais il ne lui dissimula pas qu'il ne pouvait l'être que dans l'intérêt de la paix, car ses peuples ne lui pardonneraient point de l'être pour un autre but. Il ajouta que cette paix, il faudrait l'acheter de deux manières, par des victoires et par des sacrifices; que son gendre avait bien fait d'employer ses grands talents à créer de vastes ressources, car la lutte serait plus opiniâtre encore qu'il ne l'imaginait; mais enfin qu'avec des succès il amènerait sans doute ses adversaires à des idées plus modérées, et que si, après les avoir vaincus, il voulait accorder au repos des peuples quelques sacrifices nécessaires, l'Autriche s'y employant fortement, on arriverait à une paix durable, paix que son gendre après tant de travaux glorieux devait lui-même désirer, et qu'il souhaitait vivement, quant à lui, non-seulement comme souverain, mais comme père, car elle assurerait le bonheur de sa fille chérie, et l'avenir d'un petit-fils auquel il portait l'intérêt le plus tendre.

A toutes ces manifestations M. de Narbonne avait répondu du mieux qu'il avait pu, toujours en vantant la grandeur de son maître, en répétant qu'il fallait le ménager, et s'était servi de l'art, qu'il avait appris dans les salons, de couvrir de beaucoup d'aisance et de grâce l'impossibilité de rien dire de sérieux. Du reste, tout en faisant bonne contenance, il avait deviné le secret des intentions autrichiennes. L'Autriche évidemment n'était pas disposée à tirer le canon pour la France contre l'Allemagne; toutefois elle n'entendait pas, comme la Prusse, passer brusquement de l'alliance à la guerre. L'empereur ne voulait pas oublier complétement son rôle de père; le ministre voulait opérer décemment sa transition d'une politique à l'autre, et ils songeaient à se présenter comme médiateurs, à offrir une paix acceptable, et à peser de tout leur poids sur les uns et les autres pour la faire accepter. Une preuve de ce projet ressortait de toutes parts. L'Autriche armait, non pas avec le génie de Napoléon, mais avec une précipitation au moins égale, et sans précisément le nier, elle n'en disait rien. Bien certainement elle nous l'eût dit, s'en serait même vantée, si elle eût armé pour nous.

Tout de suite M. de Narbonne jugea que ce qu'on pourrait obtenir de mieux de cette cour, ce serait la neutralité, et qu'avec des ménagements, en lui parlant peu et en ne lui demandant rien, on la retiendrait assez longtemps dans un rôle inactif, qui devait nous suffire. Il y aurait eu sans doute mieux à faire, comme nous l'avons remarqué déjà, c'eût été, en lui pardonnant ses dissimulations, son demi-abandon, de reconnaître qu'elle avait raison au fond de ne vouloir travailler qu'à la paix, et à une paix toute germanique, dès lors de s'y prêter franchement, d'entrer dans ses vues, de faire d'elle un médiateur entièrement à nous, et d'obtenir ainsi la paix, telle qu'elle travaillait à la conclure, car la France sans le grand-duché de Varsovie, sans la Confédération du Rhin, sans les villes hanséatiques, sans l'Espagne, mais avec la Hollande, la Belgique, les provinces rhénanes, le Piémont, la Toscane, les États romains, indépendamment des royaumes vassaux de Westphalie, de Lombardie et de Naples, était encore plus grande qu'il ne le lui aurait fallu pour être vraiment forte! Le mieux eût donc été d'entrer sans aucun ressentiment dans les vues de l'Autriche, et de l'oser dire à Napoléon. Mais M. de Narbonne l'eût osé en vain, et ne songea pas même à l'essayer. A défaut de cette conduite, se proposer la neutralité de l'Autriche, et tendre à paralyser cette cour au lieu de tendre à la rendre plus active, était la seconde conduite en mérite, en prudence, en chances de succès. M. de Narbonne le comprit parfaitement, et allait conseiller cette conduite à son gouvernement, lorsqu'il reçut ses instructions si longtemps attendues, et qui étaient certes tout le contraire de la neutralité.

Expédiées le 29 mars, arrivées le 9 avril, elles apportèrent à M. de Narbonne le moyen de sortir du langage insignifiant dans lequel il s'était jusque-là renfermé, et cette fois poussant la franchise aussi loin que possible, il lut à M. de Metternich le texte même de M. de Bassano, texte bien fait pour exciter le sourire du ministre autrichien par le ton de jactance que le ministre français avait ajouté à la politique impétueuse de Napoléon. M. de Narbonne lut donc ce projet, consistant à dire à l'Autriche qu'il fallait qu'elle

s'emparât du rôle principal; que, puisqu'elle voulait la paix, il fallait qu'elle se mît en mesure de la dicter, en préparant de grandes forces, et en sommant ensuite les puissances belligérantes de s'arrêter, sous menace de jeter cent mille hommes dans leur flanc, puis enfin en jetant ces cent mille hommes en Silésie si elles ne s'arrêtaient pas, et en gardant la Silésie pour elle, tandis que Napoléon refoulerait au delà de la Vistule Prussiens, Russes, Anglais, Suédois, etc.... — M. de Metternich écouta ce projet avec une apparente impassibilité, questionna beaucoup pour se le faire expliquer dans toutes ses parties, puis cependant toucha un point qui n'était pas traité dans cette dépêche. — Si les puissances belligérantes, demanda-t-il, s'arrêtent à notre sommation, quelles bases de paix leur offrirons-nous? — A cette question, M. de Narbonne ne put répondre, car la dépêche de M. de Bassano, se bornant pour l'instant à envisager le cas de guerre, annonçait des développements ultérieurs. Napoléon en effet ne voulait pas dire encore, dans le cas où l'on entrerait tout de suite en négociation, quelle Europe il entendait faire. M. de Metternich affecta de prendre patience quant à ce dernier point, et de réfléchir beaucoup à ce qu'on lui apportait, comme si tout ce qu'il avait entendu pouvait fournir matière à de longues réflexions. Il promit de répondre aussi vite que le permettait un sujet aussi grave.

Si dans le très-grand embarras où il se trouvait en ce moment, entre des coalisés impatients qui voulaient qu'il se déclarât immédiatement leur allié, et Napoléon qui entendait le retenir dans ses chaînes, on lui avait demandé quel moyen il souhaitait pour en sortir, certes il n'en aurait pas imaginé un autre que celui qu'on lui envoyait de Paris. En quoi consistait en effet son embarras? Il consistait premièrement à oser dire à Napoléon que l'Autriche se portait médiatrice, ce qui entraînait l'abandon du rôle d'alliée, secondement à trouver un prétexte pour des armements dont l'étendue ne pouvait plus être justifiée, troisièmement à entrer en explication sur l'emploi prochain du corps auxiliaire autrichien, qui, au lieu de se battre avec les Russes, allait rentrer en Gallicie. Sur ces trois points, qui mettaient l'Autriche dans un singulier état de gêne à l'égard de la France, on venait miraculeusement à son secours, comme nous allons le montrer, et M. de Metternich était trop habile pour ne pas saisir au passage une si bonne fortune.

Il prit deux jours pour répondre, après avoir, très-probablement, pris à peine une heure pour réfléchir. En conséquence il fit appeler M. de Narbonne, et lui annonça, avec un air de satisfaction facile à concevoir, qu'après avoir consulté son maître, il était prêt à s'expliquer, les graves sujets dont il s'agissait n'admettant pas de remise. — Il était, disait-il, trop heureux de se trouver sur les points les plus importants de la dernière communication parfaitement d'accord avec l'empereur Napoléon! Ainsi, tout d'abord, le cabinet autrichien pensait, comme ce monarque, qu'il ne lui était pas possible de se renfermer dans un rôle secondaire, et de borner son action à ce qu'elle avait été en 1812; qu'il fallait, pour des circonstances si différentes, un concours tout différent. L'Autriche l'avait prévu, et s'y préparait. C'était la cause des armements auxquels elle se livrait, et qui, indépendamment du corps auxiliaire revenu de la Pologne, du corps d'observation resté en Gallicie, allaient lui procurer bientôt cent mille hommes en Bohême. Quant à la manière de se présenter aux puissances belligérantes, l'Autriche ne l'entendait pas autrement que l'empereur Napoléon, et elle se poserait devant elles en médiateur armé. Elle proposerait aux puissances de s'arrêter, de convenir d'un armistice, et de nommer des plénipotentiaires. Si elles y consentaient, ce serait le cas alors d'énoncer des conditions, et on attendait impatiemment à ce sujet les nouvelles communications promises par le cabinet français. Si au contraire elles refusaient d'admettre aucune proposition de paix, alors ce serait le cas d'agir, et de régler la manière d'employer les forces de l'Autriche concurremment avec celles de la France. Ce cas évidemment ferait ressortir l'insuffisance du dernier traité d'alliance, et la nécessité de le modifier en se conformant aux circonstances. De tout cela enfin il résultait de nouvelles dispositions à prendre pour le corps auxiliaire autrichien, qui se trouvait aux frontières de Pologne dans une situation absolument fausse, et qu'on allait ramener sur le territoire autrichien avec le corps polonais, pour empêcher qu'il ne fût employé contrairement aux vues des deux cabinets. Du reste à cette déclaration M. de Metternich joignit l'expression d'un parfait contentement, répétant qu'il était bien heureux d'être si complétement d'accord avec le cabinet français, et affirmant qu'il ferait concorder de son mieux son ancienne qualité d'allié avec la récente qualité de médiateur qu'on l'avait invité à prendre.

Jamais, dans ce jeu redoutable et compliqué de

la diplomatie, on n'avait mieux joué et plus gagné que M. de Metternich en cette occasion. D'un seul coup en effet il avait résolu tous ses embarras. D'allié esclave il s'était fait hautement médiateur, et médiateur armé. Il avait osé professer que le traité d'alliance de mars 1812 n'était plus applicable aux circonstances présentes; il avait motivé ses armements sans nous laisser un seul mot à objecter; il avait enfin résolu d'avance une grosse et prochaine difficulté qui se préparait pour lui, celle de l'emploi à faire du corps auxiliaire autrichien. Quant à l'offre d'entrer dans les vues de la France, d'agir avec elle pour achever de bouleverser l'Allemagne, de déplacer la Prusse, c'est-à-dire de la détruire, de prendre la Silésie, etc., il n'est pas besoin d'ajouter que l'Autriche n'en voulait à aucun prix, non par amour pour la Prusse, mais par amour de la commune indépendance. Elle éludait donc cette offre, en considérant ce cas comme un cas de guerre, dont on aurait à s'occuper plus tard, lorsque les puissances belligérantes auraient refusé toutes les ouvertures de paix, ce qui n'était guère vraisemblable. M. de Metternich termina sa déclaration en annonçant qu'un courrier extraordinaire allait en porter la copie au prince de Schwarzenberg à Paris.

Le ton seul de la communication l'eût rendue suspecte, quand bien même le sens n'en eût pas été clair. La solennité avec laquelle M. de Metternich appuyait sur les points essentiels, l'empressement qu'il mettait à informer le prince de Schwarzenberg à Paris, indiquaient le désir de prendre acte, tout de suite et dans les deux capitales à la fois, de l'importante déclaration qu'il venait de faire, ce qui révélait bien plutôt les précautions d'amis prêts à se quitter, que la cordialité d'amis prêts à confondre leurs intérêts et leurs efforts. M. de Narbonne était beaucoup trop clairvoyant pour ne pas s'apercevoir que sous cette affectation à paraître d'accord sur tous les points, il y avait le plus complet et le plus redoutable dissentiment. Qu'avait en effet entendu le cabinet français par son imprudente communication? Il avait entendu qu'au lieu de la coopération partielle stipulée par le traité de 1812, l'Autriche serait tenue de fournir à la France la totalité de ses forces, c'est-à-dire cent ou cent cinquante mille hommes; que pour pouvoir en arriver là elle emploierait la forme qui lui était la plus commode à cause de l'esprit de ses peuples, celle de la médiation, et que sur le refus probable, même certain, des puissances, d'accepter les propositions qu'on leur présenterait, l'Autriche entrerait en lutte avec toutes ses armées, et se payerait de ses efforts par les dépouilles de la Prusse. Or, c'était justement le contraire qu'entendait M. de Metternich, sous des paroles copiées avec affectation sur les nôtres. Il admettait en effet que le traité de 1812, borné à un secours de trente mille hommes, n'était plus applicable aux circonstances; qu'il fallait intervenir avec cent cinquante mille hommes, intervenir, comme le voulait la France, sous la forme de la médiation armée, sommer les puissances belligérantes, leur proposer un armistice, et puis peser sur elles pour leur faire accepter les conditions qu'on aurait jugées bonnes. Or, bien qu'on dût s'attendre à des prétentions assez peu modérées de la part de l'Angleterre, de la Russie et de la Prusse, l'Autriche était assurée de les amener à céder par la seule menace d'unir ses forces aux nôtres, et par conséquent n'avait guère la crainte de se trouver en dissentiment avec elles. Il n'y avait réellement pour elle de difficulté à prévoir que de la part de Napoléon, qui ne voulait ni abandonner le grand-duché de Varsovie pour refaire la Prusse, ni laisser abolir la Confédération du Rhin, ni surtout renoncer aux départements hanséatiques. Le poids des cent cinquante mille Autrichiens devait donc être employé à peser sur lui, et sur lui seul. L'alliance, ainsi agrandie dans son but et ses moyens, mais convertie en médiation, n'était plus qu'une contrainte qu'on lui préparait, en se servant des propres termes de sa proposition.

M. de Narbonne, sans aigreur ni emportement, plutôt avec le persiflage d'un homme d'esprit qui ne veut pas être pris pour dupe, chercha pourtant à faire expliquer M. de Metternich, et à lui arracher une partie de son secret. — L'alliance, dit-il, ne sera plus limitée, soit; l'Autriche jouera dans cette grande crise le rôle qui sied à sa puissance, nous en sommes d'accord; elle interviendra non plus avec 30 mille hommes, mais avec 150 mille, pour faire accepter les conditions de la paix, mais quelles conditions? — Celles dont nous serons convenus, répondit M. de Metternich, et sur lesquelles nous vous pressons vainement de vous expliquer depuis trois mois, celles dont nous espérions aujourd'hui même la communication de votre part, et que vous nous faites attendre encore, ce qui rend notre déclaration incomplète en un point essentiel, celui des conditions que nous présenterons aux puissances belligérantes en les som-

mant d'accepter un armistice ou la guerre. — M. de Narbonne ici se trouvait mis dans son tort par l'habile joueur auquel il avait affaire, et qui n'avait en ce moment l'avantage que parce qu'il avait la raison de son côté, la France n'osant pas avouer des conditions de paix qui, dans l'état des choses, n'étaient pas avouables. — Mais, reprit M. de Narbonne, si ces conditions, que je ne connais pas encore, n'étaient pas telles que vous les désirez... — Là-dessus, M. de Metternich ne voulant pas accomplir trop de choses en un jour, et se contentant du terrain conquis, lequel était certes assez grand, puisque l'Autriche était parvenue à convertir l'alliance en médiation armée, M. de Metternich se hâta d'interrompre M. de Narbonne, et lui dit : Ces conditions ne m'inquiètent pas... Votre maître sera raisonnable... il n'est pas possible qu'il ne le soit pas... Quoi! il risquerait tout pour cette ridicule chimère du grand-duché de Varsovie, pour ce protectorat non moins ridicule de la Confédération du Rhin, pour ces villes hanséatiques qui n'ont plus de valeur pour lui le jour où, concluant la paix générale, il renonce au blocus continental!... Non, non, ce n'est pas possible!... — M. de Narbonne, ne voulant pas permettre à son adversaire de lui échapper, dit encore à M. de Metternich : Mais supposez que mon maître pensât autrement que vous, qu'il mit sa gloire à ne pas céder des territoires constitutionnellement réunis à l'Empire, à ne pas renoncer à un titre qu'on ne lui dispute que pour l'humilier, et qu'il voulût conserver à la France tout ce qu'il avait conquis pour elle, alors qu'adviendrait-il? — Il adviendrait... il adviendrait, répliqua M. de Metternich avec un mélange d'embarras et d'impatience, il adviendrait que vous seriez obligés d'accorder ce que la France vous demande elle-même, ce qu'elle a bien le droit de vous demander après tant d'efforts glorieux, c'est-à-dire la paix, la paix avec cette juste grandeur qu'elle a conquise par tant de sang, et qu'il n'entre dans l'esprit de personne, même de l'Angleterre, de lui disputer. — Ici M. de Narbonne insistant de nouveau, et lui disant : Mais enfin supposez que mon maître ne fût pas raisonnable (du moins comme vous l'entendez), supposez qu'il ne voulût pas de vos conditions, quelque acceptables qu'elles vous paraissent; eh bien, comment comprenez-vous en ce cas le rôle du médiateur?... Pensez-vous qu'il devrait employer contre nous cette force que nous sommes convenus de porter de 30 mille hommes à 150 mille? — Pressé d'en dire plus qu'il ne voulait, M. de Metternich, toujours plus impatienté, finit par s'écrier : Eh bien, oui! le médiateur, son titre l'indique, est un arbitre impartial; le médiateur armé, son titre l'indique encore, est un arbitre qui a dans les mains la force nécessaire pour faire respecter la justice, dont on l'a constitué le ministre... — Puis, comme fâché d'en avoir trop dit, M. de Metternich ajouta : Bien entendu que toute la faveur de cet arbitre est pour la France, et que tout ce qu'il pourra conserver de partialité sera pour elle. — Mais enfin, dans certains cas, vous nous feriez la guerre? reprit encore M. de Narbonne. — Non, non, répondit M. de Metternich, nous ne vous la ferons pas, parce que vous serez raisonnables. — Alors M. de Narbonne, cherchant à rendre plaisante une conversation qu'il craignait d'avoir rendue trop grave, dit à M. de Metternich : J'aime à croire que par la nouvelle situation que vous avez prise, vous voulez gagner du temps, et nous ménager le loisir de remporter quelque victoire... Dans ce cas, permettez-moi de n'avoir plus de doute, l'arbitre sera pour nous, si c'est la victoire qui doit le décider. — Je compte sur vos victoires, répondit M. de Metternich, et j'ai besoin d'y compter, car il en faudra plus d'une pour ramener vos adversaires à la raison. Mais, ne vous y trompez pas, le lendemain d'une victoire nous vous parlerions avec plus de fermeté qu'aujourd'hui.

M. de Metternich, poussé à bout, s'était exprimé avec une vivacité qui prouvait à quel point son cabinet était résolu à soutenir le système de paix auquel il s'était attaché, et ici éclatait tout entière la grande faute que redoutaient avec raison MM. de Caulaincourt, de Talleyrand, de Cambacérès, lorsqu'ils conseillaient de ne point s'adresser à l'Autriche. A s'adresser à elle, il n'aurait fallu le faire que décidés à accepter ses conditions, qui heureusement pour nous étaient fort acceptables; mais si on ne voulait pas de ces conditions, qu'elle avait assez clairement indiquées pour qu'il fût facile de les deviner, il fallait alors gagner du temps, ne pas la pousser à augmenter ses armements, ne pas lui demander plus de 30 mille hommes, ne pas même exiger qu'elle nous les fournît exactement, se contenter de ce qu'elle ferait, quoi que ce fût, ajourner les explications, et se hâter en attendant de rejeter les coalisés au delà de l'Elbe, de l'Oder, de la Vistule, afin de les séparer tellement de l'Autriche, qu'elle fût dans l'impossibi-

lité de leur tendre la main. Du reste, la faute était non pas à M. de Narbonne, envoyé pour la commettre, choisi pour la commettre plus vite, plus complétement qu'un autre ; la faute était à Napoléon, à sa prétention de faire de l'Autriche un instrument, quand elle ne pouvait plus l'être, et, en voulant ainsi en faire un instrument, de lui mettre lui-même à la main les armes qu'elle devait tourner bientôt contre nous.

Les conséquences de cette faute furent immédiates, et se précipitèrent, on peut le dire, les unes sur les autres. A peine l'Autriche avait-elle pris la position de médiateur armé par sa déclaration du 12 avril, qu'elle profita du terrain acquis pour s'avancer dans la voie qu'elle venait de s'ouvrir. Le roi de Saxe était toujours à Ratisbonne, assailli des conseils, des menaces, des sollicitations de tout le monde. La Prusse l'avait sommé de se joindre à la coalition, lui promettant toutes sortes de dédommagements s'il se joignait à elle, lui adressant toute espèce de menaces s'il s'y refusait. Il avait décliné avec beaucoup de ménagement les offres de la Prusse, en se fondant sur les engagements qu'il avait contractés avec la France, et il avait adhéré aux vues de l'Autriche. Les pourparlers de celle-ci, pour l'amener à renoncer au grand-duché de Varsovie, n'avaient pas cessé. Cette fois elle avait un argument nouveau à produire. — La France et l'Autriche venaient, disait-elle, de se mettre d'accord. La France avait demandé la médiation de l'Autriche, l'Autriche y avait consenti. On ne faisait donc rien que de conforme aux vues de Napoléon, et on ôterait à celui-ci un grave embarras en lui apportant la renonciation de la Saxe au grand-duché de Varsovie. On rendrait ainsi la paix non-seulement facile, mais certaine. D'ailleurs il fallait sauver le solide, c'est-à-dire la Saxe, en sacrifiant le chimérique, c'est-à-dire la Pologne, et renoncer à un rêve qui n'était plus de mise dans le temps actuel. — Vaincu par ces raisons, Frédéric-Auguste, qui sentait lui-même que les conquêtes n'étaient pas sa vocation, et qu'en s'associant à un conquérant sorti de l'enfer des révolutions, il avait accepté une association autant au-dessus de son génie que de sa conscience, souscrivit à la renonciation qui lui était demandée, et la signa le 15 avril, trois jours après la déclaration de médiation armée faite par l'Autriche, sur notre imprudente provocation.

Mais ce n'était pas tout ce que l'Autriche souhaitait du roi de Saxe. On savait que Napoléon allait arriver à Mayence, puis à Erfurt, pour se mettre à la tête de ses armées, et qu'il pourrait d'un mouvement de sa main reprendre le pauvre roi, retiré en Bavière, et lui faire encore perdre l'esprit, la mémoire, le sentiment du vrai, en lui promettant qu'il serait roi de Pologne. Cet enchanteur, à la fois séduisant et terrible, devait passer trop près de Ratisbonne pour qu'on y laissât le faible Frédéric-Auguste exposé à sa redoutable influence. On insista de nouveau auprès de celui-ci pour qu'il se rendit à Prague. — Les coalisés, lui disait-on, étaient entrés dans Dresde, et là ils s'apprêtaient à gouverner le royaume de Saxe à la façon du baron de Stein, à peu près comme on avait gouverné la Vieille-Prusse, en persuadant aux peuples qu'ils étaient les maîtres de leur sort, et qu'ils pouvaient se donner à qui ils voulaient, quand leurs princes désertaient les intérêts de la commune patrie. Il fallait donc qu'il se hâtât de venir à Prague, en lieu sûr, à une petite journée de Dresde, d'où il administrerait son royaume comme s'il y était, et sans courir aucune espèce de danger, ni de la part des coalisés ni de la part des Français.

Dans le moment même où l'on disait ces choses, le roi de Saxe avait reçu la sommation envoyée de Paris, et reproduite par le maréchal Ney, d'avoir à livrer sa belle cavalerie à ce maréchal, qui en avait besoin pour ouvrir la campagne. C'était demander à cet excellent roi presque la vie. Il ressentait plus que personne la crainte des Cosaques, qui faisaient peur à ceux qu'ils venaient secourir plus qu'à ceux qu'ils venaient combattre. Trois mille cavaliers et artilleurs superbes, escortant un trésor avec lequel on payait comptant de quoi les nourrir chaque jour, étaient une sorte de garde au sein de laquelle ce roi fugitif dormait en repos. En outre les chefs de ses troupes avaient déclaré ne plus vouloir servir avec les Français. En présence de ces circonstances, le comte de Marcolini, vieillard complaisant, de même humeur que son maître, ayant un peu plus d'esprit mais beaucoup moins d'honneur, et gouvernant ce maître par habitude, lui persuada que la retraite à Prague était la seule résolution à prendre. Presque en même temps le ministre de France, M. de Serra, insistant pour avoir une réponse relativement à la cavalerie, Frédéric-Auguste saisi d'épouvante, et plein de regrets de s'être mis dans de tels embarras pour la chimère de ses ancêtres, se décida brusquement à partir. Il avait auprès de lui un ministre éclairé, M. de Senft, qui l'avait jusque-là maintenu dans l'al-

liance de la France, et qui avait joué à Dresde le même rôle que M. de Metternich à Vienne, M. de Hardenberg à Berlin, M. de Cetto à Munich. Il fut vaincu comme tous ces partisans de l'alliance française, et céda. Sans avertir le ministre de France, dans la nuit du 19 au 20 avril, la cour de Saxe partit pour Prague dans une longue suite de voitures, au milieu de trois mille cavaliers et artilleurs sortant de Ratisbonne le sabre au poing, la mèche allumée, dans la crainte de rencontrer les Français, et prenant la route de Lintz, afin de les éviter. M. de Serra reçut au dernier moment une lettre pour l'Empereur, dans laquelle le bon Frédéric-Auguste disait que sur l'invitation de l'Autriche, dont il connaissait la parfaite entente avec la France, il se rendait à Prague, mais toujours en restant l'allié fidèle du grand monarque qui l'avait comblé de tant de bienfaits.

Lorsque cette nouvelle parvint à Vienne, l'empereur François et son ministre M. de Metternich ne cachèrent guère leur joie de tenir enfin un si précieux instrument de leurs desseins. Au même instant, croyant n'avoir plus autant à se cacher, relativement au corps auxiliaire, ils écrivirent au prince Poniatowski qu'il fallait évacuer Cracovie, et rentrer dans les États autrichiens, car les hostilités allaient recommencer, et on ne voulait pas attirer les Russes en Bohême en se battant contre eux. On l'avertit de plus que pendant le trajet, les armes des Polonais, des Saxons et des Français, seraient déposées sur des chariots pour leur être ensuite restituées. Cet avis fut donné au prince Poniatowski au moment même où lui arrivait de Paris l'ordre de se préparer à rentrer en campagne, et à coopérer avec le corps autrichien, qui allait recevoir de son côté les instructions de Napoléon. Le prince Poniatowski s'était hâté de mander le tout à M. de Narbonne, pour que cet ambassadeur lui expliquât ces énigmes auxquelles il ne comprenait plus rien.

M. de Narbonne apprenant la brusque fuite du roi de Saxe à Prague, la retraite forcée du corps polonais, le projet de désarmer ce corps, et l'espèce de défection du corps autrichien auxiliaire, reconnut dans cet ensemble de faits le développement des desseins de l'Autriche, qui, moins gênée depuis qu'elle s'était hardiment constituée médiatrice, d'un côté attirait le roi de Saxe à Prague pour apporter à son plan de pacification l'adhésion si importante de ce prince, de l'autre ramenait les troupes autrichiennes en arrière pour mettre un terme à son rôle de puissance belligérante, et enfin faisait disparaître, avec le corps polonais, les restes du gouvernement du grand-duché, retirés sur la frontière de Gallicie. En effet depuis l'évacuation de Varsovie, les ministres du grand-duché s'étaient réfugiés avec le prince Poniatowski à Cracovie, où ils présentaient un dernier semblant de gouvernement de Pologne.

M. de Narbonne, qui s'était constitué le surveillant assidu de la politique autrichienne, courut de nouveau chez M. de Metternich, pour lui demander compte de tant de singularités, qui venaient de se produire presque en même temps. Il trouva M. de Metternich embarrassé d'avoir à répondre à tant de questions, et presque fâché de ce que les résultats qu'il désirait se fussent accomplis si vite. Commençant par le roi de Saxe, M. de Metternich se hâta de dire à M. de Narbonne qu'il leur était tombé en Bohême comme la foudre, et que personne n'était plus surpris que l'empereur et lui de cette soudaine arrivée à Prague. — Comme la foudre, soit, lui répondit M. de Narbonne, mais je vous crois aussi habile que Franklin à la diriger. — Du reste, l'ambassadeur de France ne s'arrêta pas davantage à un sujet sur lequel il n'aurait eu que des démentis à donner, ce qui n'était ni séant ni politique, et il en vint tout de suite au point le plus important, c'est-à-dire à la prétention qu'on avait de ramener le corps polonais en Bohême, et de l'y désarmer, ce qui exigeait une explication immédiate, car il pouvait survenir à Cracovie un conflit entre le prince Poniatowski et le comte de Frimont, chargé du désarmement, et même un éclat direct avec l'Autriche, si les ordres de Napoléon au corps auxiliaire autrichien ne rencontraient que la désobéissance. M. de Metternich, ne voulant pas avouer l'arrangement secret signé avec les Russes, s'excusa le plus adroitement qu'il put, en disant que l'avis donné au prince Poniatowski était un avis tout amical, qui ne l'obligeait à rien; qu'ayant rempli loyalement les devoirs de compagnons d'armes envers les Polonais depuis la retraite commencée en commun, on les prévenait de l'impossibilité où l'on allait être de les soutenir; que les Russes approchaient en force, qu'on ne voulait pas les attirer sur le territoire autrichien en les combattant de nouveau, et se mettre d'ailleurs en contradiction avec le rôle de médiateur qu'on venait de prendre à l'instigation de la France; qu'on était donc résolu à rentrer en Gallicie où l'on es-

pérait n'être pas suivi, si on s'abstenait de toute hostilité, et que par suite on avait offert au prince Poniatowski de s'y retirer avec les Autrichiens, pour n'être pas fait prisonnier, ce qui entraînait l'obligation de déposer momentanément les armes, car il n'était pas d'usage de traverser en armes un territoire neutre.

Telles furent les explications de M. de Metternich. Il y avait bien des réponses à lui opposer, car s'il avait pris une position simple et vraie, en nous conseillant ouvertement la paix, et en se chargeant sur notre provocation du rôle de médiateur pour y travailler, il s'en fallait qu'il eût osé prendre une position aussi franche à l'égard du traité d'alliance. En effet, tout en le disant insuffisant dans quelques-unes de ses dispositions, il ne contestait pas le principe de l'alliance, et dès lors le concours des forces demeurait obligatoire, au moins pour le corps auxiliaire autrichien. Il restait donc bien des moyens de répondre à M. de Metternich, mais il eût été beaucoup plus habile de le laisser dans l'idée qu'il pouvait remplir à la fois les deux rôles de médiateur et d'allié, afin de lui imposer le plus longtemps possible les obligations du rôle d'allié. Malheureusement M. de Narbonne n'avait pas été envoyé dans cette intention, et il persista à embarrasser son antagoniste. — Le traité d'alliance, lui dit-il, existait encore; M. de Metternich en convenait, et mettait même beaucoup de soins à le soutenir. A la vérité, on considérait ce traité comme n'étant plus entièrement applicable aux circonstances, mais en ce point seulement qu'un secours de trente mille hommes ne paraissait plus proportionné à la gravité de la situation. Il n'en résultait pourtant pas que le secours de trente mille hommes serait lui-même refusé. Ces trente mille Autrichiens joints aux Polonais pouvaient présenter une force de quarante-cinq mille hommes, qui, placée sur le flanc gauche des coalisés, leur porterait des coups sensibles, ou du moins paralyserait par sa seule présence cinquante mille de leurs soldats. Enfin, Napoléon partant pour l'armée, avait annoncé qu'il donnerait bientôt des ordres au corps autrichien, en vertu du traité du 14 mars 1812. Allait-on désobéir, déclarer que le traité n'existait plus, le déclarer à l'Europe, à Napoléon lui-même? Et puis ne songeait-on pas à l'honneur des armes? Allait-on se retirer devant quelques mille Russes, car le corps de Sacken n'était pas de plus de vingt mille hommes, et, après être rentré ainsi timidement dans ses frontières, irait-on s'y cacher, et désarmer ses propres alliés? Était-ce là une conduite digne de l'Autriche? Ces alliés eux-mêmes consentiraient-ils à remettre leurs armes, quand parmi eux surtout se trouvaient des Français? Et s'ils refusaient de les remettre, les désarmerait-on de vive force, ou bien les livrerait-on aux Russes?...

Il n'y avait rien à répondre à ces observations. M. de Metternich n'ayant eu encore que la hardiesse de se déclarer médiateur, et n'ayant pas eu celle de dépouiller entièrement la qualité d'allié. Aussi, évitant des questions trop embarrassantes, M. de Metternich se porta sur un terrain où il lui était plus facile de se défendre, celui de la prudence. — Qu'importaient à Napoléon, qui allait pousser de front avec sa redoutable épée les maladroits coalisés venus au-devant de lui, qu'importaient, dit M. de Metternich, quelques mille Autrichiens et Polonais de plus à Cracovie? Pour une satisfaction assez vaine, celle de compromettre l'Autriche (car au fond on ne voulait pas autre chose), on allait la placer dans une position fausse à l'égard des puissances belligérantes, auxquelles elle avait à se présenter comme arbitre, rendre impossible son rôle de médiatrice, l'exposer à un soulèvement de l'opinion publique si elle tirait un coup de fusil contre les coalisés, lui faire peut-être perdre le timon des affaires allemandes, qu'elle tenait déjà d'une main tremblante et tourmentée. Si elle refusait ces trente mille hommes aujourd'hui, c'était pour en offrir cent cinquante mille plus tard, lorsqu'on serait convenu de conditions de paix acceptables, ce qui dépendait de la France seule, et ce qu'elle pouvait même rendre instantané. Il fallait d'ailleurs être raisonnable, et ne pas demander à l'Autriche de se battre contre les Allemands pour les Polonais. Ce n'était pas là une situation soutenable, dans l'état des opinions à Vienne, à Dresde, à Berlin. Quant à l'honneur, on y avait songé, et si on voulait se retirer, c'était parce qu'on était sûr d'avoir devant soi des forces considérables. Quant aux Polonais, on offrait de les recevoir, de les nourrir, et on ne le ferait que pour plaire à la France, car les admettre en Gallicie, c'était accepter déjà la plus incommode visite, et ce serait s'exposer à la plus dangereuse que de les y laisser armés. De plus leur souverain, le roi de Saxe, avait consenti à leur désarmement momentané. Restait le bataillon français : eh bien, quant à celui-là, on comprenait sa susceptibilité justifiée par tant d'exploits! on ferait à Napoléon le sacrifice de

respecter dans ces quelques centaines d'hommes, sa gloire, celle de l'armée française, et on violerait les principes en autorisant ce bataillon à demeurer en armes sur un territoire neutre, car effectivement on avait, au su de Napoléon, déclaré neutre le territoire de la Bohême pour empêcher les Russes d'y pénétrer.

En abandonnant le terrain du droit pour se porter sur celui de la prudence, M. de Metternich redevenait plus fort, et on ne pouvait regretter qu'une chose, c'est que la situation ne lui permît pas d'être plus franc, et que M. de Narbonne n'eût pas la permission d'être plus modéré, car nous serions arrivés sur-le-champ à une médiation équitable et acceptée de l'Europe entière. Quoi qu'il en soit, M. de Narbonne reconnut tout de suite qu'on s'abusait en voulant obtenir de l'Autriche un concours efficace avec nos conditions sous-entendues de paix, et que la neutralité était tout ce qu'on pourrait en attendre, et encore au prix de victoires promptes et décisives. Il en fit part à M. de Bassano, en sollicitant des directions nouvelles pour la situation si difficile dans laquelle il se trouvait placé. Un nouveau fait que lui mandait de Munich notre ambassadeur, M. Mercy d'Argenteau, révélait tout le travail de l'Autriche pour amener des adhérents à son système de médiation armée. Elle avait cherché à faire de la Bavière ce qu'elle avait fait de la Saxe, une alliée de la France à double entente : alliée, si la France acceptait une paix allemande; ennemie, si elle persistait à vouloir une paix oppressive pour l'Allemagne. La Bavière, affamée de repos, assaillie des cris du patriotisme germanique, avait prêté l'oreille aux propositions de l'Autriche, et les avait presque admises, jusqu'au moment où celle-ci, songeant à ses propres intérêts, lui avait redemandé la ligne de l'Inn, ce qui entraînait pour la Bavière un sacrifice de territoire sans compensation possible. Au simple énoncé de cette prétention, la Bavière était redevenue fidèle à la France, et plusieurs indiscrétions calculées de sa part avaient appris à notre légation que l'Autriche avait essayé sans succès de séduire l'un de nos alliés allemands. Ces détails avaient été mandés à M. de Narbonne à Vienne, à M. de Bassano à Paris. Ils confirmaient pleinement les idées qu'on ne pouvait manquer de se faire en voyant agir la cour de Vienne et en l'entendant parler, c'est qu'elle cherchait à créer un parti intermédiaire, pour parvenir à une paix à son gré, au gré de l'Allemagne, et non au gré de Napoléon! Hélas! que n'acceptions-nous une telle paix, qui ne retranchait rien à notre grandeur véritable, et ne retranchait quelque chose qu'à cette grandeur chimérique et impossible que Napoléon s'obstinait à défendre!

Ces faits si importants et si multipliés de la politique européenne s'étaient passés du 1er au 20 avril, pendant que Napoléon préparait son départ de Paris, en partait, arrivait à Mayence, et y donnait ses premiers ordres. Rendu le 17 avril à Mayence, il s'était mis tout de suite au travail, et pendant qu'il portait sur toutes choses son regard ardent et sa main puissante, il avait arrêté au passage les courriers diplomatiques allant et venant, et avait appris, non pas complétement, car tous les courriers ne traversaient pas Mayence, mais suffisamment, ce que nous venons de rapporter, et avait pu s'en faire une idée au moins approximative. Ce qui l'avait le plus surpris, c'était le brusque départ du roi de Saxe pour Prague, au moment où l'armée française arrivait pour dégager ses États; c'était la politique si compliquée de l'Autriche à l'égard de ce prince, et il avait même supposé, ne sachant pas tout, que l'Autriche voulait entraîner le malheureux Frédéric-Auguste à commettre des fautes, pour le perdre dans l'affection de la France, et ôter à celle-ci tout motif de lui conserver le grand-duché de Varsovie. La retraite du corps autrichien lui avait paru moins obscure, et il avait vu que l'Autriche, sans nier l'alliance, en repoussait les obligations. Mais le désarmement des Polonais l'avait indigné, et il avait expédié un courrier à Cracovie pour enjoindre au prince Poniatowski de ne se laisser désarmer à aucun prix, de rentrer, s'il le fallait, en Pologne, d'y faire à tout risque la guerre de partisans, et de périr plutôt que de remettre ses armes, ajoutant avec une véhémence et une grandeur de langage qui n'appartenaient qu'à lui : *L'Empereur ne tient nullement à conserver des hommes qui se seraient déshonorés.* — De plus, il maintenait l'avertissement, donné au comte de Frimont, de se tenir prêt à obéir à ses premiers ordres.

Se servant de M. de Caulaincourt comme ministre des affaires étrangères en l'absence de M. de Bassano, il écrivit à M. de Narbonne qu'il ne comprenait pas la conduite de l'Autriche, ou plutôt qu'il commençait à la trop comprendre; qu'il s'était laissé aller à la confiance à son égard, mais qu'il s'apercevait qu'elle jouait double jeu, et qu'elle ménageait à la fois ses ennemis et lui;

que la politique de cette puissance à l'égard de la Saxe était singulièrement obscure, qu'il fallait tâcher d'en découvrir le secret, et chercher à savoir si la place de Torgau, où s'était retirée l'infanterie saxonne, serait ou non fidèle à la France, ce qu'il importait fort de connaître dans un moment où l'on se préparait à opérer sur l'Elbe; qu'il fallait encore faire expliquer l'Autriche sur ce qu'on avait à attendre du corps auxiliaire, la forcer à dire s'il obéirait ou non, et surtout lui bien persuader qu'elle devait renoncer au désarmement des troupes polonaises. Napoléon, en un mot, recommandait à M. de Narbonne de percer tous les mystères qui l'entouraient, mais sans éclat, en ménageant le père de l'Impératrice, et en lui donnant, à lui Napoléon, le temps de couper à Dresde, où il allait marcher, le nœud gordien qu'on ne pouvait pas dénouer à Vienne. En même temps il écrivit à M. de Bassano qui était resté à Paris, pour que celui-ci montrât au prince de Schwarzenberg les nouvelles reçues, en lui demandant compte de l'étrange contradiction qui se trouvait entre ses paroles et les faits survenus à Cracovie. Le prince de Schwarzenberg avait dit en effet à Napoléon que ses ordres seraient exécutés par le comte de Frimont, et néanmoins tout à cette heure annonçait le contraire.

Du reste c'étaient là pour Napoleon des sujets de peu d'inquiétude. Ces embarras, ces ruses, il se promettait d'y mettre un terme prochain, en débouchant bientôt en Saxe avec deux cent mille hommes par toutes les issues de la Thuringe. A peine arrivé à Mayence, il y avait employé son temps avec cette activité, cette intelligence sans égales, qui en faisaient le premier administrateur du monde. Quoiqu'il fût le plus obéi des hommes, et celui qui commandait le mieux, quoiqu'il n'eût pas perdu un instant, il y avait dans les résultats accomplis de nombreux mécomptes. Malgré l'ordre précis de n'expédier des dépôts que des détachements bien organisés, bien vêtus, bien armés, malgré la présence à Mayence et le zèle infatigable du vieux duc de Valmy, il manquait encore à tous les corps beaucoup de matériel et surtout beaucoup d'officiers. Mais dix ou quinze jours de travail sur les lieux suffisaient à Napoléon pour tout réparer.

Il commença par l'argent, dont on était entièrement dépourvu. La trésorerie, en effet, interprétant trop à la rigueur l'ordre de centraliser les caisses à Magdebourg, pour les mettre à l'abri des surprises de la guerre, n'avait pas laissé de caisse à Mayence. Quantité d'opérations administratives étaient arrêtées par cette seule circonstance. Napoléon fit remédier à cette erreur. Il apportait d'ailleurs sa caisse particulière, restée un secret pour tous ses coopérateurs, et il en tira ce qu'il fallait pour les besoins imprévus, toujours si fréquents à la guerre. Des officiers de la ligne ou de la garde, revenus de Russie après avoir tout perdu, attendaient encore leur indemnité. On la leur compta immédiatement. Beaucoup de détachements arrivaient les uns avec une simple veste, les autres avec leur habillement entier, mais avec un armement incomplet. Les objets manquants ou n'étaient point encore confectionnés, ou étaient en route à la suite des corps. Les régiments provisoires notamment, qu'on avait composés, comme nous l'avons dit, avec des bataillons épars, étaient les plus mal pourvus, faute d'une administration commune. Ils n'avaient ni drapeaux, ni musique, ni souvent les objets d'équipement les plus indispensables. Les officiers manquaient dans ces régiments, et surtout dans les régiments de cohortes, qui étaient commandés presque en entier par des officiers tirés de la réforme. Le matériel de l'artillerie en canons était arrivé, mais le harnachement et beaucoup d'autres objets n'avaient pas suivi. Les chevaux de trait étaient en nombre insuffisant. La cavalerie, ainsi qu'il était facile de le prévoir, était la plus en arrière de toutes les armes. Indépendamment de celle que le général Bourcier réorganisait en Hanovre avec des chevaux pris en Allemagne, et avec des hommes revenant de Russie, le duc de Plaisance recueillait dans tous les dépôts du Rhin ce qui était prêt à servir, et devait le conduire en régiments provisoires à la grande armée; et ici encore c'étaient les chevaux qui constituaient la plus grosse difficulté.

Napoléon pourvut à tout avec son activité et son argent comptant. Des officiers envoyés de tous les côtés allaient accélérer le transport de ce qui était resté sur les routes, en payant et en requérant des charrois extraordinaires. Le pays sur les bords du Rhin, et sur ceux du Mein, étant riche en toutes choses, Napoléon fit amener à prix d'argent les ouvriers et les matières, et de plus chargea les régiments, en leur avançant des fonds, de se pourvoir eux-mêmes de ce dont ils avaient besoin, ce qu'ils firent avec empressement et succès. Les chevaux abondant dans la contrée, on courut en acheter jusqu'à Stuttgardt, et on en trouva beaucoup soit de

trait, soit de selle. Quant aux officiers, dont il avait été appelé un grand nombre d'Espagne, et qui arrivaient par les voitures publiques, Napoléon les employait sur-le-champ. Lorsque cette source était insuffisante, il se faisait désigner, dans les revues qu'il passait en personne, les individus capables de remplir les grades vacants, leur délivrait des brevets sans attendre le travail des bureaux de la guerre, et les faisait reconnaître le jour même dans les régiments. Il avait dit qu'il ne serait plus l'empereur Napoléon, mais le général Bonaparte, et il tenait parole. Il avait réduit ses propres équipages au plus strict nécessaire, et exigé que tous les généraux suivissent son exemple. — Il faut que *nous soyons légers*, disait-il, car nous aurons beaucoup d'ennemis à battre, et nous ne le pourrons qu'en nous multipliant, c'est-à-dire en marchant vite.

Animant ainsi tout de sa présence, dès qu'un régiment avait ce qu'il lui fallait, sous le double rapport du matériel et du personnel, il l'envoyait rejoindre ou le maréchal Ney à Wurzbourg, ou le maréchal Marmont à Hanau, ou la garde impériale à Francfort. La garde en particulier exigeait les plus grands soins, car la partie valide était sur l'Elbe avec le prince Eugène, les débris à réorganiser étaient répandus entre Fulde et Francfort, et tout ce qui était de nouvelle levée couvrait les routes de Paris à Mayence. Les cavaliers amenaient, outre le cheval qu'ils montaient, deux chevaux de main pour leurs camarades revenus démontés de Russie. Napoléon s'occupa de réunir ces éléments, et, grâce à lui, l'organisation de ces divers corps d'armée fut singulièrement accélérée. Le corps du général Lauriston, exclusivement composé de cohortes, avait déjà rejoint le prince Eugène sur l'Elbe. Ceux des maréchaux Ney et Marmont étaient prêts à entrer en campagne. Le corps du général Bertrand débouchait sur Augsbourg, et y trouvait l'artillerie, que Napoléon lui avait envoyée pour le dispenser de la traîner à travers les Alpes, de l'argent pour acheter en Bavière deux mille chevaux de trait, et les trois mille recrues destinées d'abord aux cadres revenus de Russie, mais définitivement attribuées au corps arrivant d'Italie. Tout s'accomplissait si vite, jusqu'à l'éducation des hommes, qu'on faisait chaque jour arrêter les troupes en marche, pour répéter les manœuvres que Napoléon avait spécialement recommandées, et qui consistaient à former le bataillon en carré, à le déployer en ligne, puis à le reployer en colonne d'attaque.

Ce n'est pas ainsi assurément qu'on peut créer de bonnes armées. Mais quand, par suite d'une politique sans mesure, on s'est condamné à tout faire vite, il est au moins heureux de savoir apporter à l'exécution des choses cette prodigieuse rapidité.

D'ailleurs, il faut le dire, par son génie particulier la nation française se prêtait merveilleusement aux fautes de Napoléon, et était même une séduction pour l'entraîner à les commettre. Cette nation prompte, intelligente et héroïque, qui, depuis les premiers temps de son histoire, n'a cessé d'être en guerre avec l'Europe, qui pendant vingt-deux ans de révolution, de 1792 à 1815, ne s'est pas reposée un jour, tandis que les nations avec lesquelles elle était successivement aux prises, se reposaient tour à tour, est la seule peut-être au monde dont on puisse en trois mois convertir les enfants en soldats. En 1813, la chose était plus facile que jamais. Napoléon possédait des sous-officiers, des officiers et des généraux consommés, qui avaient pratiqué vingt ans la guerre, qui avaient en eux-mêmes et en lui une confiance sans bornes, qui, tout en lui gardant rancune du désastre de Moscou, voulaient réparer ce désastre, et il ne leur fallait pas beaucoup de temps pour s'emparer de cette jeunesse française, et la remplir de tous les sentiments dont ils étaient animés. Avec de tels éléments on pouvait encore accomplir des prodiges. Il ne restait qu'un vœu à former, c'est que tout ce sang généreux ne fût pas versé uniquement pour ajouter un nouvel éclat à une gloire déjà bien assez éclatante, et qu'il servît aussi à sauver notre grandeur, non pas cette folle grandeur qui se piquait d'avoir des préfets à Rome et à Hambourg, mais cette grandeur raisonnable, qui consistait à nous asseoir définitivement dans les limites que la nature nous a tracées, et que notre révolution de 1789, joignant à la promulgation de principes immortels l'achèvement de notre territoire national, nous avait glorieusement conquises! Suivons ces tristes événements, et on verra à quelles épreuves nous étions encore réservés.

Napoléon avait calculé qu'en laissant environ 30 mille hommes à Dantzig et à Thorn, 30 mille à Stettin, Custrin, Glogau, Spandau, ce qui faisait 60 mille hommes pour les places de la Vistule et de l'Oder, le prince Eugène, renforcé par le corps du général Lauriston qui lui avait été envoyé en mars, pourrait réunir 80 mille combattants sur l'Elbe. Il espérait déboucher avec

150 mille de la Thuringe, en recueillir en passant 50 mille venant d'Italie, et aller ainsi avec 200 mille hommes donner la main aux 80 mille du prince Eugène. C'était plus qu'il n'en fallait pour accabler les 150 mille soldats dont les Russes et les Prussiens se flattaient de disposer à l'ouverture de la campagne. Venaient ensuite les trois armées de réserve, l'une en formation en Italie, l'autre à Mayence, la troisième en Westphalie, lesquellrs devaient être prêtes en juin ou juillet. Il y avait là de quoi tenir tête, et aux ennemis présents qu'on allait avoir sur les bras au printemps, rt aux ennemis futurs que l'été ou la politique de l'Autriche pouvait amener en ligne quelques mois après.

Comme il arrive toujours, il y avait du mécompte, non pas précisément dans le nombre des troupes réunies, mais dans l'époque de leur réunion, ce qui devait priver Napoléon d'une partie des forces sur lesquelles il avait compté pour le début des hostilités. Ainsi, au lieu de 280 mille hommes de troupes actives dans les derniers jours d'avril ou les premiers jours de mai, c'étaient 200 mille hommes qu'il allait avoir sous la main, mais 200 mille réellement présents au drapeau, et c'était du reste assez pour reconduire promptement sur l'Elbe et sur l'Oder, même sur la Vistule, les ennemis imprudents qui étaient venus le braver de si près. Voici l'état et la distribution de ses forces, à la fin d'avril, au moment où les opérations allaient commencer.

Le prince Eugène, après avoir laissé 27 à 28 mille hommes à Dantzig, 32 ou 33 mille dans les autres places de la Vistule et de l'Oder, ce qui faisait les 60 mille dont nous venons de parler, avait à peu près 80 mille hommes de troupes actives, mais point assez disponibles pour les amener toutes à la rencontre de Napoléon, quand celui-ci déboucherait en Saxe. Ainsi le prince Poniatowski, rejeté vers les frontières de la Bohême, était séparé du prince Eugène par la masse entière des coalisés, qui avaient passé l'Elbe sur plusieurs points. De tout ce qu'il y avait de Polonais à notre service, on n'avait pu recueillir que la division Dombrowski, forte d'environ 2 mille fantassins et de 1,500 cavaliers, et occupée actuellement à se réorganiser à Cassel. Du corps de Reynier, depuis la séparation des Saxons, il restait la division française Durutte, qui avait été de 15 mille hommes, et qui était encore de 4 mille après avoir fait la campagne de 1812, en Pologne, il est vrai, et point en Russie. Les 28 mille hommes de la division Lagrange et du corps de Grenier étaient réduits à 24 mille par les combats journaliers avec les Prussiens et les Russes. Ces trois divisions (car le corps de Grenier avait été divisé en deux), placées sous les ordres supérieurs du maréchal Macdonald, et confiées directement aux généraux Fressinet, Gérard et Charpentier, présentaient, après un hiver passé devant l'ennemi, une troupe excellente. Enfin le corps du général Lauriston, qui aurait dû être de 40 mille combattants, n'était plus, par suite des maladies et du retard de plusieurs cohortes, que de 32 mille, mais tous hommes faits, et commandés par des divisionnaires du plus grand mérite, tels que le général Maison par exemple. De ce corps il avait fallu détacher encore la division Puthod, afin de couvrir le bas Elbe, en attendant que les maréchaux Davoust et Victor, avec leurs bataillons réorganisés, pussent l'un reprendre Hambourg, l'autre occuper Magdebourg. Toutefois parmi ces bataillons réorganisés il y en avait huit, ceux du maréchal Victor, qui étaient restés jusqu'ici à la disposition du prince Eugène, et qui gardaient Dessau, point fort important puisqu'il était placé à peu de distance du confluent de l'Elbe et de la Saale, et que c'était derrière ces deux cours d'eau que le prince Eugène et Napoléon devaient opérer leur jonction. (Voir la carte n° 58.) Ce prince avait enfin la cavalerie remontée en Hanovre, qui arrivait lentement, et 3 mille hommes de la garde impériale, qu'il devait bientôt rendre à la grande armée. C'est par suite de ces détachements, de ces retards, de ces réductions, que le prince Eugène ne pouvait venir joindre Napoléon qu'avec 62 mille hommes environ, au lieu de 80 mille, dont il aurait pu disposer, s'il n'avait été séparé du prince Poniatowski, s'il n'avait été obligé d'envoyer la division Puthod sur le bas Elbe, et si ses corps n'avaient fait pendant l'hiver quelques pertes inévitables. Mais ces 62 mille hommes étaient tous présents sous les armes, très-animés, et très-bien commandés. Ils étaient répandus sur l'Elbe depuis Wittenberg jusqu'à Magdebourg, prêts à étendre la main derrière la Saale, pour se joindre à Napoléon, qu'ils attendaient avec impatience. Ils avaient tout récemment si bien reçu les Prussiens et les Russes en avant de Magdebourg, qu'ils les avaient rendus fort circonspects.

Sur le Mein, Napoléon avait espéré réunir 150 mille hommes, et 200 mille après sa jonction avec le général Bertrand. Il avait supposé que le

maréchal Ney pourrait avoir 60 mille hommes, le maréchal Marmont 40, le général Bertrand 50, et que la garde n'en compterait pas moins de 40. En ajoutant à ces forces environ 10 mille hommes des petits princes allemands, il devait atteindre le chiffre de 200 mille combattants au moment de son apparition en Saxe. Voici les réductions qu'il avait encore subies en passant de l'espérance à la réalité.

Le maréchal Ney, au lieu de 60 mille hommes n'en avait que 48 mille, parce que les Wurtembergeois et les Bavarois lui manquaient, et surtout parce qu'il n'avait pu attirer à lui la cavalerie saxonne. Il possédait quatre belles divisions d'infanterie française, formées avec des cohortes et des régiments provisoires, ayant en fait d'instruction deux mois d'avance sur les autres, et, depuis plus d'un mois et demi, exercées sous ses yeux autour de Wurzbourg. Elles comprenaient environ 42 mille fantassins présents au drapeau, et en attendaient encore 7 à 8 mille. Napoléon y avait joint ceux des alliés qui avaient été les plus obéissants, parce qu'ils étaient les plus rapprochés de nous, les Hessois, les Badois, les Francfortois, au nombre de 4 mille hommes, sous le général Marchand. Quinze cents artilleurs et 500 hussards, qui composaient toute sa cavalerie, portaient son corps à 48 mille hommes, ainsi que nous venons de le dire.

Le second corps du Rhin qui s'organisait à Hanau, sous le maréchal Marmont, ne s'élevait pas à 40 mille hommes, comme on l'avait supposé, mais à 32 mille, beaucoup de détachements étant encore en retard. La troisième des divisions de ce corps, celle du général Teste, ayant trop d'hommes en arrière, s'était vue obligée de les attendre avant de rejoindre la grande armée. Elle devait, dès qu'elle serait complétée, aller en Hesse pour veiller sur la royauté menacée du roi Jérôme, recueillir en passant la division Dombrowski, et se réunir ensuite sur l'Elbe au corps dont elle était destinée à faire partie. Les trois divisions restantes offraient 26 ou 27 mille combattants, parmi lesquels le beau corps d'infanterie de marine, et à leur tête d'illustres divisionnaires, tels que les généraux Compans et Bonnet. Ce dernier était celui qui s'était signalé en Espagne, ce qui prouve que Napoléon tirait de cette contrée tout ce qu'il y avait de mieux pour l'opposer à la nouvelle coalition.

Enfin la garde impériale, qui devait s'élever à plus de 40 mille hommes, était loin d'être prête, malgré l'activité que Napoléon avait déployée pour la réorganiser. Il y avait environ 3 mille soldats de vieille garde, 8 à 9 mille de jeune garde, les uns et les autres en état de partir, plus 3 mille cavaliers, et ce qu'il fallait d'artilleurs pour servir cent bouches à feu. Ces 15 à 16 mille hommes devaient recueillir les 3 mille hommes que le prince Eugène avait auprès de lui, et laissaient derrière eux 25 mille hommes en route, lesquels allaient bientôt se former à Mayence, à Hanau, à Wurzbourg, quand on leur aurait fait place.

Le général Bertrand était celui qui avait éprouvé le moins de mécomptes dans la composition de son corps d'armée. Il amenait quatre divisions d'infanterie, dont trois françaises et une italienne, comprenant 36 à 37 mille fantassins et 2,500 artilleurs. Au lieu de 6 mille cavaliers qu'il s'était flatté d'avoir, il n'avait pu en réunir que 2,500, le 19ᵉ de chasseurs et deux régiments de hussards en formation à Turin et à Florence n'ayant pu être prêts à temps. Ajoutant à cet effectif 3 mille conscrits qu'il venait de recueillir à Augsbourg, il avait à peu près 43 mille hommes, bien disposés et plus instruits que le reste de la nouvelle armée, parce qu'ils se composaient de vieux cadres, et de conscrits comptant un an ou deux d'instruction. Le général Bertrand n'ayant jamais commandé des troupes, Napoléon lui avait donné pour le seconder le général Morand, l'ancien compagnon de Friant et de Gudin dans le 1ᵉʳ corps, et l'un des meilleurs généraux de l'armée. Napoléon ne pouvait pas lui laisser quatre divisions, la plupart des maréchaux n'en ayant que trois. Il lui attribua les divisions Morand et Peyri (celle-ci italienne), qui se trouvaient en avant des autres, et destina au maréchal Oudinot les divisions Pactod et Lorencez qui étaient restées en arrière. Les Wurtembergeois et les Bavarois, quand on pourrait les amener, devaient fournir une troisième division, les premiers au général Bertrand, les seconds au maréchal Oudinot.

En tenant compte de ces diverses réductions, Napoléon pouvait, avec les 48 mille hommes du maréchal Ney, avec les 27 mille du maréchal Marmont, avec les 15 mille de la garde et les 45 mille du général Bertrand, déboucher en Saxe à la tête de 135 mille hommes et de 350 bouches à feu, donner la main au prince Eugène qui l'attendait sur l'Elbe avec 62 mille hommes et 100 bouches à feu, et opposer ainsi à l'ennemi 200 mille combattants, véritablement présents au drapeau. Ces 200 mille combattants devaient

être bientôt complétés par 50 mille autres, et suivis de trois armées de réserve, qui porteraient le total de nos forces à 400 mille soldats au moins. C'était un résultat prodigieux, quand on songe que Napoléon n'avait eu que trois mois pour réunir ces éléments dispersés, ou presque détruits; c'était même un résultat peu croyable. Aussi les Allemands, dont la haine s'exhalait en railleries autant qu'en cris de rage, publiaient-ils des caricatures dans lesquelles ils représentaient des détachements de soldats, qui après être sortis de Mayence par une porte, y rentraient par l'autre, afin de simuler une suite incessante de troupes passant le Rhin. Mais en voyant aujourd'hui les corps français défiler en longues colonnes de Mayence sur Francfort, de Francfort sur Fulde ou Wurzbourg, il fallait bien y croire, et les craindre. Il est vrai que les attelages de l'artillerie étaient composés de jeunes chevaux, presque tous blessés à cause de leur âge, et de l'inexpérience des conducteurs, que la cavalerie était presque nulle, que les maréchaux Ney et Marmont avaient chacun 500 hommes à cheval pour s'éclairer, le général Bertrand 2,500; il est vrai que pour former une réserve de grosse cavalerie capable de charger en ligne, il fallait se contenter de 3 mille chasseurs et grenadiers à cheval de la garde, de 4 à 5 mille hussards et cuirassiers amenés du Hanovre par le général Latour-Maubourg, et presque tous montés sur des chevaux qui avaient à peine l'âge du service; mais c'était l'esprit qui animait l'ensemble sur lequel il fallait compter. Ces généraux, ces officiers, les uns venant d'Espagne ou d'Italie, les autres échappés miraculeusement de Russie et apaisés après un moment d'irritation, étaient indignés de voir, non pas la gloire de la France, mais sa puissance mise en doute, étaient résolus pour la rétablir à des efforts extraordinaires, et tout en blâmant la politique qui les condamnait à ces efforts désespérés, avaient tellement communiqué leur esprit à leurs jeunes soldats, que ceux-ci, naguère arrachés avec peine à leurs familles, montraient une ardeur singulière, et poussaient le cri de Vive l'Empereur! chaque fois qu'ils apercevaient Napoléon, Napoléon l'auteur des guerres sanglantes dans lesquelles ils allaient tous périr, l'auteur détesté par leurs familles, naguère encore détesté par eux-mêmes, et tous les jours blâmé hautement dans les bivacs et les états-majors : noble et touchante inconséquence du patriotisme au désespoir!

Napoléon ayant mis la dernière main à ses préparatifs, quitta Mayence le 26 avril, visita successivement Wurzbourg et Fulde, et se rendit à Weimar, où l'avait précédé le maréchal Ney avec ses jeunes et vaillantes divisions. Son plan, conçu avec la rapidité et la sûreté ordinaires de son coup d'œil, consistait à laisser les coalisés, déjà portés au delà de l'Elbe, s'avancer autant qu'ils voudraient, même jusque sur la haute Saale, puis à se diriger lui-même sur Erfurt et Weimar, à défiler derrière la Saale comme derrière un rideau (expression de ses dépêches), à joindre le prince Eugène vers Naumbourg ou Weissenfels, à passer ensuite cette rivière en masse, et à prendre avec 200 mille hommes l'ennemi en flanc, dans les environs de Leipzig. Si la fortune le secondait, il pouvait obtenir de ce plan les plus importants résultats. Il pouvait après avoir vaincu les coalisés dans une grande bataille, en prendre un bon nombre, rejeter ceux qu'il n'aurait pas pris au delà de l'Elbe et de l'Oder, débloquer ses garnisons de l'Oder, rentrer vainqueur dans Berlin, se remettre en communication avec Dantzig, et montrer plus terrible que jamais le lion qu'on avait cru abattu.

Dans ces vues, il avait fait marcher en tête le maréchal Ney, et l'avait dirigé sur Erfurt, Weimar et Naumbourg, pour occuper tous les passages de la Saale, avant que l'ennemi eût le temps de s'en emparer. (Voir les cartes n[os] 34 et 58.) Il lui avait même enjoint d'occuper les passages si connus de Saalfeld, d'Iéna, de Dornbourg, de ne point franchir la Saale, de la garder seulement, et il avait attiré à lui le général Bertrand, suivi à peu de distance du maréchal Oudinot, par Bamberg et Cobourg sur Saalfeld. Les rois de Bavière et de Wurtemberg, moins incertains dans leur conduite, le premier depuis les intrigues avortées de l'Autriche, le second depuis le prodigieux développement de nos forces, avaient enfin mis en mouvement six ou sept mille hommes chacun, de manière à fournir deux divisions de plus, l'une pour le général Bertrand, l'autre pour le maréchal Oudinot, ce qui devait porter nos forces concentrées à environ 212 mille hommes. Napoléon avait en même temps ordonné au prince Eugène de s'avancer en masse dans la direction de Dessau, assez près du point où la Saale et l'Elbe se confondent, et de remonter la Saale jusque vers Weissenfels. (Voir la carte n° 58.) Quant à lui, il suivait le maréchal Ney et le général Bertrand, avec la garde et le corps du maréchal Marmont. Le 26 il était à Erfurt, le 28 à Eckartsberg, près du célèbre

champ de bataille d'Awerstaedt. Il avait commandé partout d'immenses approvisionnements, à Wurzbourg qui appartenait au frère de l'empereur François, à Erfurt qui appartenait à la France, à Weimar, à Naumbourg qui appartenaient aux maisons de Saxe. Il avait vaincu à force d'argent le patriotisme germanique, un peu moins ardent dans ces contrées que dans les autres. Il pouvait donc espérer que ses soldats vivraient sans être réduits à commettre de trop grands désordres. Son opération délicate en ce moment, c'était ce double mouvement le long de la Saale, consistant pour lui à la descendre, pour le prince Eugène à la remonter, et dont le résultat devait être de réunir en une seule masse les 212 mille hommes dont il disposait. Mais les coalisés, quoique placés bien près de lui, n'étaient ni assez avisés, ni assez alertes pour deviner sa manœuvre et la déjouer. Ils étaient pourtant bien proches, et d'un seul pas auraient pu l'interrompre et la faire échouer.

Jusque-là ils avaient fait de leur mieux pour employer le temps utilement, mais n'y avaient pas aussi bien réussi que Napoléon. L'armée russe, comme on l'a vu, avait presque autant souffert que nous pendant la retraite de Moscou, et ne comptait pas plus de 100 mille hommes, qu'elle avait eu à peine le loisir de recruter, et qui étaient dispersés depuis Cracovie jusqu'à Dantzig. Vingt mille Russes environ sous les généraux Sacken et Doctoroff étaient opposés aux Polonais et aux Autrichiens autour de Cracovie ; 20 mille était restés devant Thorn et Dantzig ; 8 à 9 mille couraient sur le bas Elbe vers Hambourg et Lubeck, sous Tettenborn et Czernicheff ; 10 mille avaient suivi Wittgenstein au delà de Berlin, et, avec le corps prussien d'York, observaient Magdebourg ; 12 mille, dont la plus grande partie en cavalerie, avaient, sous Wintzingerode, passé l'Elbe à Dresde ; 30 mille enfin, composant le corps principal et consistant dans la garde, les grenadiers et le reste de l'armée de Kutusof, étaient demeurés sur l'Oder avec le quartier général.

Les Prussiens avaient reconstitué leur armée avec une promptitude qui tenait à une organisation secrètement et longuement préparée. Les traités qui les liaient à Napoléon les obligeaient à n'avoir sous les armes que 42 mille hommes, dont ils avaient dû nous donner 20 mille pour faire avec nous la dernière campagne, et sur ces 20 mille plus d'un tiers avaient péri. Mais ils avaient entretenu des cadres nombreux, et laissé en congé dans les villes et les campagnes des soldats tout formés, qui n'attendaient qu'un signal pour revenir sous les drapeaux. Ils avaient pu par ce moyen et par les levées spontanées de la jeunesse prussienne, réunir 120 mille hommes, dont 60 mille de troupes actives, parfaitement instruites, environ 40 mille hommes de troupes en formation destinées à rejoindre les premières, et environ 20 mille dans les places. Ils espéraient porter cet armement à 150 mille hommes, dont 100 mille en ligne, à condition de recevoir bientôt des subsides anglais. La jeunesse des écoles et du commerce remplissait les bataillons de chasseurs à pied, annexés aux régiments d'infanterie ; la jeunesse noble ou riche entrait dans les chasseurs à cheval, annexés à chaque régiment de cavalerie.

Pour l'instant, en défalquant ce qu'il avait fallu laisser sur les derrières, ou employer au blocus des places, ou envoyer en courses lointaines vers les extrémités de leur ligne, les coalisés avaient à présenter sur le champ de bataille, à leur droite le corps prussien d'York, qui depuis sa défection n'avait pas quitté le corps russe de Wittgenstein, et réuni à ce dernier formait une masse de 30 mille hommes ; à leur centre le corps de Wintzingerode de 12 à 15 mille hommes de cavalerie et d'infanterie légères, marchant à l'avant-garde ; en seconde ligne et toujours à leur centre, Blucher avec 26 mille Prussiens, Kutusof avec 30 mille Russes ; à leur gauche enfin, mais hors de portée, 10 ou 12 mille hommes sous le général Sacken, c'est-à-dire un total de 110 à 112 mille combattants. Ce n'était pas beaucoup pour tant de hardiesse, de présomption, de promesses magnifiques répandues dans toute l'Europe pour la soulever contre nous.

Les coalisés avaient compté sur un secours qui se faisait encore attendre, c'était celui du prince Bernadotte. Dans l'entrevue d'Abo, le futur roi de Suède était convenu avec Alexandre de concourir aux efforts de la coalition au moyen d'un corps de 30 mille Suédois, auxquels s'adjoindraient 15 ou 20 mille Russes dont il aurait le commandement. Les Anglais, pour faciliter la composition de cette armée, avaient accordé un subside de 25 millions de francs. Le prix de la guerre faite à la France était, comme on l'a vu, la Norwége. Les Anglais, pour enchaîner le prince Bernadotte au moyen d'un pacte pour ainsi dire infernal, voulaient ajouter à la Norwége la Guadeloupe, l'une des dépouilles de la France. Néan-

moins il ne se pressait guère de remplir ses engagements, et songeait avant tout à envoyer ses troupes en Norwége pour se saisir du prix promis à sa défection. On cherchait à l'en dissuader, surtout par ménagement pour le Danemark, qu'on espérait amener à la coalition en lui offrant un dédommagement soit en Poméranie, soit dans les territoires hanséatiques. Le prince royal de Suède n'écoutait guère ces remontrances, et persistait à ne s'occuper que de la Norwége. Aussi la coalition était-elle pleine de défiances à son égard, défiances assez concevables, car, même en ce moment, de nombreux émissaires se succédant à Paris affirmaient que le parti de l'ancien maréchal Bernadotte n'était pas pris, et que, moyennant quelques avantages, on pourrait le ramener à de meilleurs sentiments envers la France.

Privés de ce secours, privés de celui de l'Autriche, qui ne s'était pas encore jointe à eux, parce qu'elle voulait épuiser auparavant toutes les chances d'une solution pacifique, et parce que d'ailleurs elle n'était pas prête, les coalisés avaient formé la résolution de recevoir avec leurs 112 mille hommes le choc de Napoléon, de faire même mieux, et d'aller se heurter à lui. D'abord ils avaient douté, ou fait semblant de douter de l'étendue de ses forces, puis, quand il n'avait plus été possible de les contester, ils en avaient nié la qualité, soutenant que c'étaient des enfants menés par des vieillards, et que les meilleurs soldats de la Russie et de la Prusse, animés du plus ardent patriotisme, n'avaient pas à s'inquiéter de leur nombre. De plus on était en plaine, et ces jeunes fantassins ne résisteraient pas au choc d'une cavalerie qui était la plus nombreuse et la plus belle de l'Europe. Après tant de vanteries, repasser l'Elbe à l'approche de Napoléon eût été difficile, et même fort dangereux. On aurait ainsi profondément découragé les esprits en Allemagne, après les avoir prodigieusement excités; on aurait surtout, en s'éloignant, rendu l'Autriche à Napoléon. Il fallait donc combattre où l'on était, et pourtant, dans l'impatience de s'avancer afin d'affranchir de nouvelles parties de l'Allemagne, on s'était porté au delà de l'Elbe, qu'on avait passé à gauche, c'est-à-dire à Dresde, ne pouvant le passer à droite à cause de Magdebourg, et on s'était ainsi engagé dans un véritable coupe-gorge. On était en effet entre le prince Eugène d'un côté, les montagnes de la Bohême de l'autre, Napoléon en face, exposé à recevoir une forte attaque de front, tandis qu'on recevrait un coup mortel dans le flanc. Le prudent Kutusof, devenu depuis ses triomphes une sorte d'oracle, n'aimant pas les Allemands et leurs démonstrations patriotiques, persistait à dire qu'il fallait s'en tenir à ce qu'on avait fait, garder le grand-duché de Varsovie, conclure à ce prix la paix avec la France, et rentrer chez soi. Alexandre, arrêté dans son rôle de libérateur de l'Allemagne, qui le séduisait alors autant que l'avait séduit après Tilsit celui de conquérant de Constantinople, était singulièrement contrarié par cette opposition, qu'il n'osait pas négliger au point de passer outre. Aussi, tandis que Wintzingerode, marchant avec l'ardent Blucher, avait traversé l'Elbe dès le commencement d'avril, le corps de bataille russe était demeuré en arrière, et n'était entré que le 26 à Dresde, jour même où Napoléon arrivait à Erfurt. Mais tout à coup, Kutusof, épuisé par la dernière campagne, et expirant en quelque sorte au milieu de son triomphe, était mort à Bunzlau. A partir de cet instant, les considérations de la prudence perdaient le seul chef qui fût assez accrédité pour les faire valoir, et Alexandre, entouré des enthousiastes allemands, ne devait plus songer qu'à prendre l'offensive la plus prompte. Livrer bataille tout de suite, n'importe où, n'importe comment, n'était plus chose mise en question, pourvu que ce fût dans les plaines de la Saxe, où la cavalerie des coalisés devait avoir tant d'avantages contre les Français, qui n'avaient qu'une jeune infanterie sans cavalerie.

On continua donc à s'avancer les 27, 28, 29 avril, entre le prince Eugène qui était au confluent de la Saale et de l'Elbe, et Napoléon qui venait de la forêt de Thuringe. Il y aurait eu certainement un moyen de conjurer le danger de cette position, c'eût été de se porter en toute hâte sur Leipzig, Lutzen, Weissenfels, Naumbourg, avec les 100 mille hommes dont on disposait (défalcation faite du corps de Sacken, laissé en Pologne), de couper la ligne de la Saale, et de s'interposer entre Napoléon et le prince Eugène pour empêcher leur jonction. (Voir la carte n° 58.) Cette opération naturellement indiquée était fort praticable, car on était dès le 28 entre la Pleiss et l'Elster à la hauteur de Leipzig. Mais il aurait fallu que quelqu'un commandât, et Kutusof étant mort, Alexandre, qui était resté la seule autorité militaire, écoutant tous les avis sans savoir en adopter aucun, on s'avançait avec le désir et la crainte tout à la fois de rencontrer Napoléon. Il était convenu qu'à cause de l'importance de leur rôle les Russes auraient le comman-

dement, et parmi eux on cherchait vainement à qui le donner. Tormazoff était le plus ancien de leurs généraux, mais le moins capable. Wittgenstein, singulièrement vanté pour avoir défendu la Dwina contre les Français qui ne voulaient pas la franchir, était fort en faveur, et chargé de commander lorsqu'on serait devant l'ennemi. Mais ses succès, si exagérés, n'étaient pas même son ouvrage; ils étaient dus à son chef d'état-major, le général Diebitch, officier entreprenant, plein d'esprit et de talents militaires, donnant son avis sans parvenir à le faire suivre. Le commandement ne pouvait donc être ni prompt, ni sûr, ni obéi, et en attendant on poussa devant soi jusqu'à la hauteur de Leipzig. Wittgenstein et d'York à droite dans la direction de Halle, Wintzingerode en avant-garde à Lutzen, Blucher et le gros de l'armée russe au centre, entre Rotha et Borna, Miloradovich à gauche sur la route de Chemnitz qui longe le pied des montagnes de la Bohême, pour se garantir de ce côté, si par hasard Napoléon s'y présentait. On marchait sachant qu'il avançait, mais ne voyant pas une chose qu'il était pourtant facile de deviner, c'est qu'au lieu de longer les montagnes de la Bohême en sortant de la forêt de Thuringe, il prendrait la direction opposée, et descendrait la Saale afin de se joindre au vice-roi.

Napoléon, qui connaissait ses adversaires, se doutait bien qu'ils ne feraient pas ce qu'il faudrait pour empêcher sa jonction avec le prince Eugène, et cependant il ne négligea rien pour en assurer le succès, comme s'il avait eu devant lui l'ennemi le plus avisé et le plus alerte. Arrivé, ainsi que nous l'avons dit, le 28 avril à Eckartsberg, il avait porté en avant le long de la Saale, de manière à en fermer successivement tous les débouchés, le maréchal Ney, le général Bertrand et le maréchal Oudinot. En même temps il avait attiré à lui, par un mouvement contraire, le prince vice-roi, en lui faisant remonter la Saale par Halle et Mersebourg. Il suivait Ney avec la garde et Marmont. Pour opérer la jonction projetée il ne restait, le 28, qu'à occuper l'espace compris entre Mersebourg et Naumbourg, en allant à la rencontre du prince Eugène à Weissenfels, qui est entre deux. (Voir la carte n° 58.) Napoléon, pour rendre en quelque sorte infaillible le succès de sa manœuvre, ne s'était pas contenté de faire avancer l'un vers l'autre Ney et Eugène afin d'amener leur réunion à Weissenfels, il avait détaché du corps de Marmont la division Compans, la mieux commandée, la plus nombreuse de ce corps, et l'avait portée à gauche sur Freybourg, pour qu'elle vînt, en doublant les têtes de colonne de Ney et d'Eugène, former entre eux une espèce de soudure. Ces mouvements furent ordonnés d'Eckartsberg le 28 au soir, pour être exécutés le lendemain 29. Ney devait descendre la Saale de Naumbourg à Weissenfels, avec ses deux premières divisions, passer cette rivière à la hauteur de Weissenfels, s'emparer de cette ville, tandis que ses autres divisions le suivraient, et que Bertrand et Oudinot viendraient occuper les débouchés par lui abandonnés d'Iéna, de Dornbourg et de Naumbourg. De son côté le prince Eugène devait remonter la Saale, le corps de Lauriston jusqu'à la hauteur de Halle, celui de Macdonald, jusqu'à la hauteur de Mersebourg et au-dessus, afin de donner la main à Ney. Ces diverses instructions étaient tracées avec une précision, une prévoyance admirables. Du reste Napoléon, ne supposant pas que l'ennemi fût si près avec la masse de ses forces, séjourna encore à Eckartsberg de sa personne, pour mettre de l'ordre à la queue de ses colonnes.

Le 29, le maréchal Ney descendit en effet la Saale, la franchit un peu au-dessus de Weissenfels, sur des ponts qu'on n'avait pas eu de peine à y jeter, et s'avança dans les immenses plaines qui se déploient au delà de cette rivière. C'est au milieu de ces plaines qu'on rencontre Lutzen, Lutzen que Gustave-Adolphe a rendu célèbre, que Napoléon, quelques jours après, devait rendre plus célèbre encore.

Suivant les instructions tactiques de Napoléon, le maréchal Ney cheminait à travers la plaine de Weissenfels, avec la division Souham formée en plusieurs carrés. Des avant-postes de cavalerie lui avaient clairement révélé l'approche des nombreux escadrons de Wintzingerode. Ce général allemand, qui commandait l'avant-garde russe, avait sous ses ordres la division d'infanterie du prince Eugène de Wurtemberg, et huit à neuf mille hommes d'une superbe cavalerie. Il avait le jour même dépassé Weissenfels, pour venir chercher sur la Saale des nouvelles des Français. Ney se présenta bientôt pour lui en donner.

Nos conscrits voyant l'ennemi pour la première fois, mais conduits par des officiers qui avaient passé leur vie en sa présence, et par un maréchal dont l'attitude seule aurait suffi pour les rassurer, s'avançaient avec le frémissement d'un jeune et bouillant courage. Ils avaient à franchir une ondulation de terrain assez marquée, et apercevaient au delà de nombreux escadrons ap-

puyés par de l'infanterie légère et de l'artillerie attelée. Ils reçurent les premiers boulets sans s'étonner. Des tirailleurs choisis traversèrent ce terrain ondulé, et forcèrent les tirailleurs ennemis à reculer. On les suivit, on descendit dans l'enfoncement du sol, on remonta sur le côté opposé, puis on déboucha en plusieurs carrés dans la plaine, et on fit sur l'ennemi un feu très-vif d'artillerie. Après quelques volées de canon, la division de cavalerie Landskoy s'élança au galop sur nos carrés. C'était le moment critique. Le vieux et intrépide Souham, l'héroïque Ney, les généraux de brigade, se placèrent chacun dans un carré pour soutenir leur infanterie qui n'était pas habituée à ce spectacle. Au signal donné, un feu de mousqueterie exécuté à propos accueillit la cavalerie ennemie, et l'arrêta court. Nos jeunes soldats, étonnés que ce fût si peu, attendirent un nouvel assaut, le reçurent mieux encore, et jonchèrent la terre des cavaliers de Landskoy. Puis Ney rompant les carrés, et les formant en colonnes, poussa l'ennemi devant lui. Il félicita ses braves conscrits, qui remplirent l'air des cris mille fois répétés de Vive l'Empereur! A partir de ce moment, on pouvait tout espérer d'eux. Ils entrèrent à la suite des Russes dans Weissenfels, les en expulsèrent, et à la chute du jour furent maîtres de ce point décisif. Ney, qui depuis sa jeunesse n'avait jamais combattu avec des soldats aussi novices, se hâta d'écrire à Napoléon pour lui exprimer sa joie et sa confiance. — Ces enfants, lui écrivit-il, sont des héros ; je ferai avec eux tout ce que vous voudrez. —

Au même instant Macdonald, formant la tête de colonne du prince Eugène, était entré dans Merseburg, et avait mêlé ses avant-postes avec ceux du maréchal Ney. Le général Lauriston, qui le suivait, avait trouvé les ponts de Halle fortement occupés par le général prussien Kleist. Ces ponts, comme on doit s'en souvenir en se reportant à l'un des actes héroïques de l'infortuné général Dupont dans la campagne de 1806, s'étendent sur plusieurs bras de la Saale, et sont impossibles à enlever, à moins qu'ils ne soient aux mains d'une troupe démoralisée. Ce n'était plus l'état d'esprit des Prussiens, qu'un noble patriotisme, une sorte de désespoir national enflammaient. Ils occupaient les ponts de Halle avec de l'infanterie et une nombreuse artillerie. Le général Lauriston n'insista pas pour forcer une position qu'on allait faire tomber le lendemain en la tournant.

Napoléon, en lisant les récits de ses généraux, partagea leur joie et écrivit à Munich, à Stuttgardt, à Carlsruhe, à Paris, pour raconter les prouesses de ses jeunes soldats. Il quitta le lendemain 30 Eckartsberg, et alla coucher à Weissenfels.

Sa jonction avec le prince Eugène étant opérée sur la basse Saale, il songea naturellement à tirer de cette jonction le parti qu'il s'en était promis, celui de déboucher en masse dans les fameuses plaines de Lutzen, de courir sur Leipzig en une forte colonne, de passer l'Elster à Leipzig même, et puis exécutant un mouvement de conversion, la gauche en avant, de marcher sur les coalisés, et de les pousser contre les montagnes de la Bohême. (Voir la carte n° 58.) N'ayant pas assez de cavalerie pour s'éclairer, car celle qu'il avait restait forcément clouée à l'infanterie de peur d'être écrasée, il n'entrevoyait que fort incomplétement les projets de l'ennemi. Mais plusieurs reconnaissances, plusieurs rapports interprétés avec sa faculté ordinaire de divination, lui avaient appris que les Russes et les Prussiens affluaient sur sa droite, qu'ils se trouvaient par conséquent entre lui et les montagnes, sur le haut Elster, qui était le cours d'eau que nous devions rencontrer après avoir franchi la Saale. Le plan de Napoléon offrait donc encore les plus grandes chances de succès, et il résolut de s'avancer de Weissenfels sur Lutzen, pour de là se porter sur Leipzig en masse serrée, et y passer l'Elster. Toutefois ne pouvant marcher avec près de deux cent mille hommes sur une seule voie, il dirigea par la grande route de Lutzen à Leipzig, le maréchal Ney, la garde et le maréchal Marmont. Pour flanquer à droite cette colonne qui était la principale, il ordonna au général Bertrand et au maréchal Oudinot, restés sur la haute Saale, de déboucher de Naumbourg sur Stössen. Pour la flanquer à gauche, il ordonna au prince Eugène de déboucher de Merseburg, et de se porter avec toutes ses forces sur Leipzig par la route de Mackranstaedt. Ces divers corps partant ainsi de la Saale, à trois ou quatre lieues les uns des autres, convergeaient tous vers le point commun de Leipzig. Ces dispositions arrêtées pour être exécutées le lendemain 1er mai, il s'occupa, ce qui lui arrivait souvent pendant cette marche, de l'organisation de ses troupes, et en particulier de celle de la garde impériale. Le prince Eugène lui amenait quatre bataillons de vieille garde, deux de jeune, plus une certaine portion d'artillerie et de cavalerie appartenant à ce corps d'élite. C'était tout ce qu'on avait pu recueillir

des débris de Moscou. Le prince Eugène avait eu soin de les faire reposer et équiper. Napoléon réunit les quatre bataillons de la vieille garde à deux qu'il avait avec lui, ce qui lui en fit six. Il réunit les deux de jeune garde aux quatorze de la division Dumoutier, qui fut élevée de la sorte à seize. Il agit de même pour les autres armes, et parvint ainsi à porter la garde à 17 ou 18 mille hommes, sans compter les autres divisions qui achevaient de s'organiser sur les derrières. Il laissa au prince Eugène les quatre mille cavaliers remontés que le général Latour-Maubourg était allé prendre dans le Hanovre, et qui formaient avec la cavalerie de la garde la seule troupe à cheval capable d'exécuter une attaque en ligne.

Le lendemain 1er mai, il monta de bonne heure à cheval, ayant à ses côtés les maréchaux Ney, Mortier, Bessières, Soult, Duroc, et M. de Caulaincourt. Il voulait jouir par ses propres yeux du spectacle qui avait tant charmé le maréchal Ney l'avant-veille, celui de nos jeunes soldats supportant gaiement et solidement les assauts de la cavalerie ennemie.

Cette vaste plaine de Lutzen, quoique fort unie, présentait cependant, comme toute plaine, ses accidents de terrain. En sortant de Weissenfels on rencontrait un ravin dont le cours était assez long, le lit assez profond, et appelé le Rippach, du nom d'un village qu'il traversait. Dès le matin les troupes du maréchal Ney y marchèrent avec confiance, disposées en carrés entre lesquels se trouvait l'artillerie, et précédées de nombreux tirailleurs. Parvenues au bord du ravin elles rompirent les carrés pour le passer, franchirent l'obstacle, reformèrent les carrés, et s'avancèrent en tirant du canon. C'était toujours la division Souham qui marchait la première, et avec une excellente attitude. Au moment où elle se déployait, le maréchal Bessières qui commandait ordinairement la cavalerie de la garde, et qui par ce motif n'aurait pas dû être là, mais qui avait voulu suivre Napoléon, se porta un peu à droite, afin de mieux observer le mouvement de l'ennemi. Tout à coup un boulet lui fracassant le poignet avec lequel il tenait la bride de son cheval, l'atteignit en pleine poitrine, et le renversa. Il avait passé en un instant de la vie à la mort! C'était la seconde fois, hélas! que ce brave homme était frappé à côté de Napoléon! Une première fois à Wagram, il avait été atteint par un boulet, mais en avait été quitte pour une contusion ; cette fois il était tué sur le coup! Était-ce notre bonheur qui s'évanouissait? était-ce la fortune qui, après nous avoir avertis en 1809, nous frappait enfin en 1813? Malgré la confiance générale qu'inspirait l'entrain des troupes, ce pénible sentiment pénétra plus d'un cœur. Bessières, commandant de la cavalerie de la garde, fait par Napoléon maréchal et duc d'Istrie, était un vaillant homme, vif comme les Gascons ses compatriotes, et comme eux cherchant à se faire valoir; mais spirituel, sensé, ayant souvent le courage de dire à Napoléon des vérités utiles, non pas en forme de boutades passagères, mais avec assez de sérieux et de suite. Napoléon l'aimait, l'estimait, lui donna un regret sincère, puis après avoir prononcé ces mots : *La mort s'approche de nous*, il poussa son cheval en avant, pour voir marcher ses jeunes soldats, pendant qu'on emportait Bessières dans un manteau. Il éprouva la même satisfaction que Ney deux jours auparavant. Il vit ses conscrits assaillis par des charges réitérées de cavalerie, les repoussant avec une imperturbable bonne humeur, et abattant devant leurs rangs trois ou quatre cents cavaliers ennemis. On finit cette journée à Lutzen, content de ce que l'on avait vu faire à nos soldats, triste plus qu'on ne le disait de la mort de Bessières, dans laquelle beaucoup de gens s'obstinaient à découvrir un présage. Pourtant le temps était beau, les troupes étaient très-animées; tout semblait sourire de nouveau, la nature et la fortune! Napoléon alla visiter le monument de Gustave-Adolphe, frappé dans cette plaine, comme Épaminondas, au sein de la victoire, et ordonna qu'on élevât aussi un monument au duc d'Istrie, tué dans les mêmes lieux. Il lui consacra quelques belles paroles dans le bulletin de la journée, et écrivit à sa veuve une lettre faite pour enorgueillir une famille, et la consoler autant que la gloire console.

Le lendemain 2 mai, journée mémorable, l'une des dernières faveurs accordées par la fortune à nos armes, Napoléon se leva dès trois heures du matin pour donner ses ordres, et dicter une multitude de lettres. On n'avait plus que quatre lieues à parcourir pour être à Leipzig, et pour avoir passé l'Elster. Les rapports d'espions, plus explicites que ceux des jours précédents, disaient que les Russes et les Prussiens continuaient leur mouvement sur notre droite, que de Leipzig ils étaient remontés, en cheminant derrière l'Elster, sur Zwenkau et Pegau, apparemment pour nous chercher où nous n'étions pas, c'est-à-dire sur une route plus rapprochée des montagnes. (Voir la carte n° 58.) Napoléon à cette nouvelle se con-

firma dans la pensée de se porter en masse sur Leipzig, de se rabattre ensuite dans le flanc de l'ennemi, et afin de réaliser cette pensée, il régla ses mouvements avec une profondeur de prudence qui, au milieu des incertitudes où il était faute de cavalerie, lui procura le plus éclatant, le plus mérité des triomphes. Le prince Eugène, arrivé à Mackranstaedt dans la journée, avait le pas sur le corps de bataille, et Napoléon le lui laissa pour qu'il pût se porter immédiatement sur Leipzig. Il lui ordonna d'envoyer le corps de Lauriston directement sur Leipzig, puis de diriger Macdonald à droite sur Zwenkau, point où devaient se rencontrer les détachements les plus avancés de l'ennemi, et lui recommanda de se tenir de sa personne entre Lauriston et Macdonald, avec la division Durutte, la cavalerie de Latour-Maubourg et une forte réserve d'artillerie, afin d'aller au secours de celui des deux qui aurait de trop fortes affaires sur les bras. Napoléon s'apprêta à le suivre avec la garde, pour aider celui d'eux tous qui en aurait besoin. Mais avec une prévoyance dont il était seul capable, se doutant que les coalisés pourraient bien, pendant ce mouvement sur Leipzig, se réunir en masse sur sa droite, car il était possible qu'ils eussent remonté l'Elster pour le prendre lui-même en flanc, il retint Ney avec ses cinq divisions aux environs de Lutzen, et l'établit à un groupe de cinq villages, dont le principal s'appelait Kaja. Ce village était situé à une lieue au-dessus de Lutzen, au bord du *Floss-Graben*, canal d'irrigation qui traversait toute la plaine entre la Saale et l'Elster. Ney, placé sur ce point avec ses cinq divisions, devait y former le pivot solide autour duquel nous allions opérer notre mouvement de conversion. Restaient Marmont, Bertrand, Oudinot, marchant à la suite de l'armée, et se trouvant, Marmont au bord du Rippach, Bertrand un peu plus en arrière, Oudinot sur la Saale même. Napoléon ordonna à Marmont et à Oudinot de franchir successivement le Rippach, et de venir se ranger sur la droite de Ney pour le secourir, ou en être secourus s'ils étaient brusquement abordés par l'ennemi, et de se porter ensuite tous ensemble sur l'Elster, entre Zwenkau et Pegau, dans le cas où ils n'auraient rencontré personne. Ney était donc le point solide autour duquel une moitié de l'armée allait pivoter, pendant que l'autre moitié, se portant en avant, entrerait dans Leipzig, et opérerait le mouvement de conversion qui devait nous placer dans le flanc de l'ennemi. Avec de telles précautions, dont on va bientôt apprécier la profonde sagesse, il n'y avait presque pas de danger sérieux à craindre, en exécutant devant une armée de plus de cent mille hommes une opération extrêmement délicate, mais nécessaire si on voulait arriver à des résultats considérables. Amis et ennemis, nous présentions à peu près 300 mille combattants, à quatre ou cinq lieues les uns des autres.

Ces dispositions ordonnées avec indication précise à chaque chef de corps du but qu'on voulait atteindre, et de la conduite à tenir dans toutes les éventualités, Napoléon se mit à dicter des lettres le reste de la matinée, ne voulant monter à cheval qu'à neuf ou dix heures, parce que c'était alors seulement que chacun devait être en pleine marche vers sa destination. Il écrivit au vieux duc de Valmy sur la composition de certains bataillons, au général Lemarois, gouverneur du grand-duché de Berg, sur les dépôts de cavalerie qui étaient dans son arrondissement, au prince Poniatowski sur la jonction des deux armées de l'Elbe et du Main, et sur leur marche ultérieure, au major général sur la mise en jugement du gouverneur de Spandau qui avait capitulé, à plusieurs autres personnages enfin sur une multitude d'objets, et entre autres au duc de Rovigo sur la manière de parler des événements militaires dans un moment où l'opinion défiante accueillait moins facilement que jamais les assertions du gouvernement, et terminait ses observations par ces mots remarquables : *Vérité, simplicité*, voilà ce qu'il faut aujourd'hui.

Après avoir ainsi dicté une quantité de lettres avec une parfaite liberté d'esprit, il partit à dix heures, et suivi d'un escadron de la garde il courut vers Leipzig, dont il était à quatre lieues seulement. Au nombre des officiers de haut grade qui l'accompagnaient se trouvait le maréchal Ney, venu pour voir de quel côté se porterait la tempête qui semblait s'amasser autour de nous. Une demi-heure suffisait au maréchal pour rejoindre son corps au galop, si elle se dirigeait vers les villages que ses cinq divisions étaient chargées de garder. En ce moment le maréchal Macdonald coupant devant nous, de gauche à droite, la route de Leipzig, s'avançait sur Zwenkau ; à gauche, le général Lauriston s'avançait de Mackranstaedt sur Leipzig. Le prince Eugène, avec la réserve que Napoléon lui avait composée, et qui consistait, avons-nous dit, dans la division Durutte et la cavalerie de Latour-Maubourg,

était sur la route même de Leipzig, prêt à porter secours, ou au maréchal Macdonald, ou au général Lauriston. Toute la garde suivait en masse le prince Eugène sur Leipzig. Après avoir traversé ces nombreuses colonnes, qui le saluaient des cris répétés de Vive l'Empereur! Napoléon arriva devant Leipzig pour y être témoin du spectacle le plus animé.

La fusillade et la canonnade y étaient en effet très-vives. L'intrépide Maison, commandant la première division du corps de Lauriston, attaquait avec sa résolution et son intelligence accoutumées la ville de Leipzig, que défendait le général Kleist avec l'infanterie prussienne. Des terrains marécageux et boisés, traversés par plusieurs bras de l'Elster, précèdent, comme on le sait, la ville de Leipzig, lorsqu'on vient de Lutzen, et il faut franchir la longue suite des ponts jetés sur ces divers bras pour parvenir jusqu'à la ville elle-même. Des tirailleurs remplissaient les bouquets de bois environnants; une forte artillerie, appuyée par l'infanterie prussienne, était au village de Lindenau, qui se trouve à l'entrée des ponts de l'Elster. Le général Maison, après avoir forcé les tirailleurs ennemis à se replier, et mis une partie de son artillerie en batterie, s'était porté au village de Leutsch, situé à la gauche de Lindenau, et avec du canon et une colonne d'infanterie, avait ouvert un feu de flanc sur Lindenau. Il avait ensuite jeté dans le premier bras de l'Elster un bataillon, qui, passant à gué, devait prendre à revers les Prussiens chargés de défendre la tête des ponts. Cette opération terminée, il avait formé une colonne d'attaque qu'il dirigeait lui-même, et avait abordé à la baïonnette les troupes chargées de défendre Lindenau. Les Prussiens, après s'être vaillamment défendus, se voyant menacés d'être pris à revers par la colonne qui était entrée dans les eaux de l'Elster, avaient évacué le premier pont, en y mettant le feu, et Maison les avait suivis à la tête de son infanterie. Napoléon regarda quelques instants avec sa lunette cette attaque si bien conduite, vit ses soldats pénétrant pêle-mêle avec les Prussiens dans Leipzig, et les nombreux habitants de cette ville montés sur les toits de leurs maisons pour savoir quel serait leur sort!

Tandis que par un beau temps de mai il contemplait cette scène, semblable à tant d'autres qui avaient rempli sa vie, une canonnade retentit tout à coup sur sa droite, juste du côté de Kaja, vers les villages où il avait laissé en faction le corps de Ney. Son esprit, qui avait calculé toutes les chances de cette vaste manœuvre, ne pouvait être ni surpris, ni déconcerté. Il écouta quelques instants cette canonnade, qui ne fit que s'accroître, et bientôt devint terrible. — Tandis que nous allions les tourner, s'écria Napoléon, ils essayent de nous tourner nous-mêmes; il n'y a pas de mal, ils nous trouveront prêts partout. — Sur-le-champ il expédia Ney au galop, lui enjoignit de s'établir dans les cinq villages, d'y tenir comme un roc, ce qui était possible, puisqu'il avait 48 mille hommes, et qu'il allait être secouru à droite, à gauche, en arrière par des forces considérables. Puis avec la promptitude d'un esprit préparé à tout, il ordonna le renversement entier de son ordre de marche, chose si difficile à prescrire à temps, et à exécuter avec précision, surtout quand on opère avec de si grandes masses. D'abord il recommanda au général Lauriston de ne pas se dessaisir de la ville de Leipzig, mais de n'y laisser qu'une de ses trois divisions, et d'échelonner les deux autres en arrière, la tête tournée vers Zwenkau, pour remonter l'Elster jusqu'à Zwenkau même, et se porter sur la gauche de Ney. (Voir la carte n° 58.) Il prescrivit à Macdonald, dont les instructions étaient de se diriger sur Zwenkau, de se rabattre de Zwenkau sur Eisdorf, petit village placé tout près de la gauche de Ney, au bord du *Floss-Graben*. Le *Floss-Graben* était ce canal d'irrigation qui traversait, avons-nous dit, la plaine de Lutzen, et que nos troupes avaient dû franchir pour se rendre à Leipzig, tandis que le corps de Ney, établi à Kaja, était resté en deçà, et y appuyait sa gauche. Macdonald devait remonter le *Floss-Graben* jusqu'à Eisdorf et Kitzen, et à cette hauteur il était en mesure de flanquer la gauche de Ney, et de déborder même l'ennemi venu de Zwenkau. Le prince Eugène, laissant Lauriston à Leipzig, devait avec le reste de ses troupes soutenir Macdonald. Telles furent les dispositions à la gauche de Ney. Marmont étant demeuré sur les bords du Rippach, en arrière de Lutzen, était en ce moment en marche. Napoléon lui ordonna de venir se placer à la droite du corps de Ney, à Starsiedel, l'un des cinq villages que ce corps avait été chargé de garder. Le général Bertrand, qui était encore un peu plus loin, eut ordre de déboucher sur les derrières mêmes de l'ennemi, en se liant à Marmont. Ainsi Ney allait être flanqué à droite et à gauche par des corps qui devaient non-seulement l'appuyer, mais se

recourber sur les deux flancs de l'ennemi. Enfin, pour qu'il ne fût pas enfoncé par le centre, Napoléon fit rebrousser chemin à la garde tout entière, et la dirigea par la route de Lutzen sur Kaja. Il apportait à Ney le secours de 18 mille hommes d'infanterie, qui cette fois n'étaient plus une troupe de parade, mais une vigoureuse troupe de combat, vouée comme son Empereur à tous les dangers, dans une campagne où il s'agissait de rétablir à quelque prix que ce fût le prestige de nos armes. Il fallait deux heures aux uns, trois heures aux autres pour arriver au feu; mais il était onze heures du matin, et tous avaient le temps de prendre part à cette grande bataille, et de concourir au rétablissement de notre puissance ébranlée. Ce vaste renversement de son ordre de marche si promptement conçu et prescrit, Napoléon partit au galop, traversant les colonnes de sa garde qui rétrogradaient vers ce champ de bataille, que nous avions espéré trouver devant nous, et qu'il fallait aller chercher sur notre droite, en arrière. La canonnade du reste n'avait cessé de s'accroître en vivacité et en étendue. L'air en était rempli, et tout annonçait l'une des plus mémorables journées de cette ère sanglante et héroïque.

Voici ce qui s'était passé du côté de l'ennemi, et ce qui avait amené à Kaja la rencontre que Napoléon avait cru trouver au delà de Leipzig. A la nouvelle des deux combats que le général Wintzingerode avait livrés avec sa cavalerie, en avant et en arrière de Weissenfels, les 29 avril et 1er mai, les coalisés avaient enfin compris que Napoléon, cessant de descendre la Saale pour joindre le vice-roi, venait de la passer pour marcher de la Saale à l'Elster, franchir ensuite l'Elster, et les prendre en flanc. Puisqu'on avait voulu la bataille, on l'avait à souhait, et dans cette plaine de Lutzen, où la belle cavalerie des alliés devait jouir de tous ses avantages contre une jeune infanterie, qui avait à peine quelques escadrons pour s'éclairer. Le comte de Wittgenstein qui remplaçait Kutusof, qu'on disait absent et point mort pour ménager l'esprit superstitieux du soldat russe, avait été appelé, et son chef d'état-major Diebitch avait donné pour lui le plan de la bataille. Il avait proposé de profiter du mouvement de flanc qu'exécutait Napoléon pour le prendre en flanc lui-même, de l'attaquer vers Lutzen, c'est-à-dire vers Kaja, où l'on n'apercevait que de simples détachements, de l'y aborder en masse, puis, ses postes enlevés, de fondre sur lui avec les vingt-cinq mille hommes de la cavalerie alliée, et si l'infanterie française si brusquement assaillie était culbutée, de la jeter dans les terrains marécageux qui s'étendent de Leipzig à Mersebourg, point de jonction de la Saale et de l'Elster. Si l'on réussissait, on pouvait faire essuyer à Napoléon un vrai désastre. Le plan était ingénieusement conçu; il obtint l'assentiment des deux souverains, et celui du fougueux Blucher, qui demandait à tout prix une prochaine bataille. Mais ce n'est pas tout que d'imaginer un plan, il faut l'exécuter. Or un plan, quelque excellent qu'il soit, qui vient d'en bas au lieu de venir d'en haut, a peu de chances d'une bonne exécution. Il fallait ici que les ordres remontassent de Diebitch à Wittgenstein, de Wittgenstein à Alexandre et à Frédéric-Guillaume, pour redescendre ensuite jusqu'à leurs généraux, et c'étaient de bien longs détours paur faire agir cent mille hommes entre onze heures du matin et six heures du soir. Pourtant comme on était très-rapprochés les uns des autres, très-dévoués à l'œuvre commune, et que les petits sentiments, obstacle ordinaire aux grandes choses, avaient peu de part aux résolutions de chacun, les tiraillements furent moindres qu'il ne fallait s'y attendre avec une telle organisation du commandement, et le 1er mai au soir tout fut en mouvement vers le but indiqué.

Il fut convenu que dans la nuit du 1er au 2 mai on passerait l'Elster, ceux qui venaient de Leipzig et de Ratha à Zwenkau, ceux qui venaient de Borna à Pegau; qu'on franchirait ensuite le *Floss-Graben*, et qu'on irait par un mouvement de conversion se rabattre sur les cinq villages placés à la droite de Lutzen, où l'on avait aperçu quelques bivacs seulement, et que là on se précipiterait en masse sur le flanc de l'armée française, la cavalerie prête à charger au galop lorsque l'infanterie aurait enlevé les villages.

Toute la nuit fut employée à ces manœuvres. Wittgenstein et d'York, venant de Leipzig avec 24 mille hommes, passèrent l'Elster à Zwenkau, y rencontrèrent Blucher qui le traversait aussi avec 25 mille, ce qui entraîna une certaine confusion et quelque retard. Les 18 mille hommes composant les gardes et les réserves qu'amenait l'empereur Alexandre, franchirent l'Elster à Pegau, et taus ensemble vinrent se ranger sur le terrain qu'avait reconnu la cavalerie de Wintzingerode sur le flanc de l'armée française, parallèlement à la route de Lutzen à Leipzig. Cette cavalerie était forte de 12 à 15 mille hommes. Miloradovich, avec 12 mille soldats, était plus

haut sur l'Elster, le long des montagnes où l'on avait supposé d'abord que Napoléon pourrait se présenter. C'était une masse d'environ 92 mille combattants de la première qualité, animés pour la plupart, surtout les Prussiens, d'un ardent patriotisme. Les mouvements qui leur étaient prescrits avaient pris du temps. A dix heures du matin ils défilaient encore, et s'applaudissaient de voir l'armée française en marche sur Leipzig, dans l'espérance de la surprendre. Quant au corps de Ney, blotti dans les villages, il ne laissait apercevoir que quelques feux, et n'avait l'apparence que de détachements placés là par précaution. Alexandre et Frédéric-Guillaume, abandonnant le commandement à Wittgenstein qui commandait à peine, puisqu'un autre pensait pour lui, parcouraient à cheval les rangs de leurs soldats, recueillaient leurs acclamations, et contribuaient ainsi à augmenter une perte de temps déjà beaucoup trop grande.

Les coalisés ayant franchi le *Floss-Graben* au-dessus de nous pour se porter à Lutzen, tandis que nous l'avions franchi au-dessous, et en sens contraire, pour nous porter vers Leipzig, appuyaient leur droite au *Floss-Graben*, leur gauche au ravin du Rippach, et avaient en face les cinq villages qui allaient être si violemment disputés. Le village de Gross-Gorschen s'offrait d'abord à eux; ensuite venait celui de Rahna à leur gauche, celui de Klein-Gorschen à leur droite. Quoiqu'on fût en plaine, ces trois villages étaient au fond d'une dépression de terrain assez peu sensible, dans laquelle se réunissaient de petits ruisseaux bordés d'arbres, formant des mares pour l'usage du bétail, et allant dégorger leurs eaux dans le *Floss-Graben*. Du point où ils étaient les coalisés apercevaient distinctement ces trois villages de Gross-Gorschen en première ligne, de Rahna et de Klein-Gorschen en seconde ligne; puis en regardant au delà, ils voyaient le terrain se relever graduellement, et au-dessus apparaître le village de Kaja à droite, contre le *Floss-Graben*, le village de Starsiedel à gauche, près du Rippach, et enfin beaucoup plus loin le clocher pointu de Lutzen et la route de Leipzig.

Il fut convenu que Blucher attaquerait d'abord les trois premiers villages, que Wittgenstein et d'York l'appuieraient, que Wintzingerode, placé à gauche avec toute sa cavalerie, serait prêt à fondre sur les Français dès qu'on les croirait ébranlés, qu'enfin la garde et les réserves russes, infanterie et cavalerie, rangées à droite, le long du *Floss-Graben*, seraient prêtes à se porter à l'appui de ceux qui fléchiraient. On ne désespérait pas de voir arriver Miloradovich à temps pour prendre part à la bataille. Sans lui on était encore 80,000 hommes, bien concentrés et parfaitement résolus.

Après avoir donné une heure de repos aux troupes, les Prussiens de Blucher attaquèrent les premiers, sous les yeux des deux souverains, qui, placés à quelque distance sur une légère éminence, pouvaient assister aux actes de dévouement de leurs soldats. Vers midi, Blucher, présent malgré ses soixante et douze ans à toutes les attaques, et digne adversaire du maréchal Ney qu'il allait combattre dans cette journée, s'avança à la tête de la division de Kleist sur Gross-Gorschen. La division Souham, du corps de Ney, avertie par ces longs préparatifs, avait pu se mettre sous les armes. Quatre bataillons étaient en dehors du village avec du canon. Le général Blucher, précédé de trois batteries, exécuta sur les quatre bataillons de Souham un feu violent et bien dirigé. Les jeunes soldats de Souham firent bonne contenance, mais deux ou trois de leurs pièces ayant été démontées, et l'infanterie de la division de Kleist les abordant avec une extrême vigueur, ils furent rejetés dans Gross-Gorschen, puis débordés de droite et de gauche, et culbutés sur Rahna et Klein-Gorschen formant la seconde position. La joie fut vive sur le terrain du haut duquel Alexandre et Frédéric-Guillaume observaient la bataille; et l'espérance d'une grande victoire surgit au cœur de tous. A gauche de cette action fort chaude, en face de Starsiedel, Wintzingerode avec ses troupes à cheval s'approcha des villages attaqués, dans l'intention de les déborder et de saisir l'occasion d'une charge décisive. Mais le combat commençait à peine, et bien des vicissitudes pouvaient en changer la face avant la fin de la journée.

Repliés sur Klein-Gorschen et Rahna, les soldats de Souham n'étaient plus aussi faciles à déloger. Les fossés, les clôtures, les mares d'eau qui se trouvaient entre ces villages, offraient de nombreux moyens de résistance. La division Souham, forte de 12 mille hommes, et ralliée tout entière sous son vieux général qui joignait à une rare intrépidité une expérience de vingt années, se défendait avec vigueur. Malheureusement la division Girard, qui était un peu à droite, dans la direction de Starsiedel, ne s'attendant pas à cette attaque, était encore dans le désordre du bivac, et l'envoi de ses chevaux au fourrage condamnait son artillerie à une complète immobi-

lité. Souham pouvait donc être débordé de ce côté. Mais en ce moment le maréchal Marmont, ayant franchi le Rippach, débouchait de Starsiedel en face de Wintzingerode. Ce maréchal, marchant le bras en écharpe à la tête de ses soldats, rangea d'un côté la division Bonnet, de l'autre la division Compans, et les disposa toutes deux en plusieurs carrés, de manière à couvrir la droite de Souham et à protéger le ralliement de la division Girard. Wintzingerode n'osant aborder ces fantassins, qui paraissaient solides comme des murailles, les cribla de boulets sans les ébranler. A l'abri de cet appui, la division Girard se forma, et vint s'établir à la droite de Souham, sur le prolongement de Rahna et de Klein-Gorschen.

A ce spectacle, Blucher et les deux souverains s'aperçurent que l'armée française était moins surprise qu'ils ne l'avaient espéré, et que ce ne serait pas une tâche aisée que de lui enlever ces villages auxquels elle paraissait si fortement attachée. Ne connaissant pas d'obstacles, ayant dans le cœur, outre son courage, toutes les passions germaniques, Blucher se saisit de sa seconde division, celle de Ziethen, et la conduisit avec tant d'énergie sur Klein-Gorschen et Rahna, où s'était transportée la lutte, qu'il parvint à ébranler les divisions Souham et Girard. On se battit corps à corps dans les jardins et les larges places de ces deux villages, et enfin les Prussiens, animés d'une sorte de rage, expulsèrent nos jeunes soldats, et les rejetèrent vers Kaja d'un côté, vers Starsiedel de l'autre. Mais Kaja n'était pas facile à enlever, et Starsiedel était couvert par les carrés des divisions Bonnet et Compans. Pourtant Blucher, emporté par son héroïque ardeur, s'avançait, résolu à surmonter tous les obstacles, lorsque de nouvelles forces survinrent de notre côté.

C'était l'instant où le maréchal Ney, dépêché par Napoléon, arrivait de Leipzig au galop, amenant au pas de course celles de ses divisions qui étaient en arrière de Kaja. Blucher allait enfin rencontrer une énergie capable de contenir la sienne. Ney, chemin faisant, avait fait prendre les armes aux divisions qui n'étaient pas encore engagées. Il avait dirigé celle de Marchand, composée des Allemands des petits princes, au delà du *Floss-Graben*, sur Eisdorf, par la route que suivait Macdonald pour déborder l'ennemi. Il avait ordonné à la division Ricard, placée entre Lutzen et Kaja, de le rejoindre le plus promptement possible, et, trouvant celle de Brenier à Kaja même, il s'était mis à sa tête pour marcher à l'appui de Souham et de Girard, repoussés de Klein-Gorschen et de Rahna.

L'action était en ce moment d'une extrême violence. A l'aspect de ce visage énergique de Ney, aux yeux ardents, au nez relevé, dominant un corps carré d'une force athlétique, nos jeunes soldats reprennent confiance. Ney les rallie derrière la division Brenier, et, comme invulnérable sous un feu continu d'artillerie, fait toutes ses dispositions pour reconquérir les villages abandonnés. On y marche en effet, baïonnette baissée. On trouve les Prussiens qui les dépassaient déjà, et qui n'entendaient pas abandonner leur conquête. Pourtant, si pour les Prussiens il s'agit de rétablir la grandeur de leur patrie, il s'agit pour nos généraux, pour nos officiers, de conserver la grandeur de la nôtre, et, remplissant nos conscrits du feu qui les anime, ils les poussent en avant, et rentrent dans Klein-Gorschen d'un côté, dans Rahna de l'autre. Là, le combat devient furieux. On lutte corps à corps au milieu des ruines de ces villages. Souham, Girard, revenus dans Klein-Gorschen et Rahna à la suite de Brenier, y établissent de nouveau leurs soldats, qui n'avaient jamais vu le feu, et qui, assistant pour leur début à l'une des plus cruelles boucheries de cette époque, étaient comme enivrés par la poudre et la nouveauté du spectacle. Ils restent maîtres des deux villages, et repoussent les Prussiens jusque sur Gross-Gorschen, leur première conquête.

Napoléon arrive sur ces entrefaites, parcourant les files des blessés, qui, les membres brisés, criaient Vive l'Empereur ! Il voit Ney, qui se soutient au centre, Eugène, qui avec Macdonald marche à gauche par delà le *Floss-Graben*, pour déborder l'ennemi vers Eisdorf, et Marmont, qui formé sur la droite en plusieurs carrés se maintient à Starsiedel. Il n'aperçoit pas encore Bertrand qui chemine au loin, mais il compte sur son arrivée, et il sait que la garde accourt à perte d'haleine. Il est tranquille et laisse continuer la bataille.

Mais Blucher, qui a encore la garde royale et les réserves, et qui n'a besoin de consulter personne pour disposer de tout ce qui est Prussien, s'en saisit, et les porte en avant avec une sorte de fureur patriotique. A droite, il jette un ou deux bataillons au delà du *Floss-Graben*, pour conserver Eisdorf où il voit marcher une colonne de Français ; à gauche, il lance la garde royale à cheval sur les divisions Bonnet et Com-

pans, rangées en carrés devant Starsiedel, et fait dire à Wintzingerode d'appuyer cette attaque avec toute la cavalerie russe. Au centre, il fond avec l'infanterie de la garde royale sur Klein-Gorschen et Rahna. Cet effort, tenté avec la résolution de gens qui veulent vaincre ou mourir, réussit comme les résolutions de l'héroïsme désespéré. Blucher est blessé au bras, mais il ne quitte pas le champ de bataille, emporte de nouveau les villages de Klein-Gorschen et de Rahna, et, sans reprendre haleine, marche sur Kaja, que pour la première fois il parvient à nous enlever, tandis que sa cavalerie, lancée sur les divisions Bonnet et Compans, tâche d'enfoncer leurs carrés. Mais les marins de Bonnet, habitués à la grosse artillerie, reçoivent les boulets, puis les assauts de la cavalerie, sans laisser apercevoir le moindre ébranlement.

Kaja néanmoins est forcé, notre centre est tout ouvert, et si les coalisés, agissant avec ensemble, envoient l'armée russe à l'appui de Blucher, la ligne de Ney peut être percée, sans que notre garde impériale ait le temps de fermer la brèche. Napoléon, au milieu du feu, rallie les conserits. — Jeunes gens, leur dit-il, j'avais compté sur vous pour sauver l'Empire, et vous fuyez! — Il n'a pas encore sous la main la garde, qui s'avance en toute hâte; il n'a plus ces quatre-vingts escadrons de Murat, qu'il lançait autrefois si à propos dans les champs d'Eylau ou de la Moskowa. Mais il lui reste la division Ricard, la cinquième de Ney, et il ordonne au comte Lobau de se mettre à la tête de cette vaillante division pour reprendre Kaja. Lobau conduit à l'ennemi cette jeune infanterie, pendant que Souham, Girard, Brenier, s'occupent à rallier leurs soldats. Il marche sur Kaja, y rencontre la garde prussienne, l'aborde à la baïonnette, et la repousse. On rentre dans ce village, et on ramène les Prussiens vers le terrain légèrement enfoncé où se trouvent les deux villages de Rahna et Klein-Gorschen. En même temps, Souham, Girard, sous la conduite de Ney, reviennent à la charge avec leurs divisions ralliées, et le combat rétabli continue avec la même violence. On se fusille, on se mitraille presque à bout portant. Girard, ce brave général qui en Estramadure avait essuyé une surprise malheureuse, se comporte en héros. Blessé, il reste au milieu du feu.

Cette scène de carnage s'étend d'une aile à l'autre sur plus de deux lieues. Macdonald avec ses trois divisions, après avoir enlevé Rapitz aux troupes avancées de l'ennemi, s'approche d'Eisdorf et de Kitzen, et fait entendre son canon sur notre gauche, au delà du *Floss-Graben*. Vers le côté opposé, Bertrand débouche par delà la position de Marmont, et on aperçoit au loin sur notre droite sa première division, celle de Morand, s'approchant en plusieurs carrés.

C'est le moment pour les coalisés d'essayer un dernier effort, avant qu'ils soient débordés de toutes parts. Jusqu'ici il n'y a eu d'engagés que Blucher et Wintzingerode, c'est-à-dire environ 40 mille hommes. Il leur reste en arrière à gauche, d'York et Wittgenstein avec 18 mille hommes, puis les 18 mille hommes des gardes et des réserves russes.

Blucher, tout sanglant, demande qu'on le soutienne, et qu'on porte un grand coup au centre, car il n'y a que ce point où l'on puisse obtenir des résultats décisifs, un vaste croissant de feux commençant à envelopper de droite et de gauche l'armée alliée. Il n'y a pas à hésiter, et on ordonne à la seconde ligne, celle de Wittgenstein et d'York, de marcher à l'appui des troupes si maltraitées de Blucher. Il y aurait mieux à faire encore, ce serait de lancer, outre Wittgenstein et d'York, les gardes et les réserves russes sur le centre des Français, et d'envoyer la cavalerie de Wintzingerode, et toute celle dont on peut disposer, sur les divisions de Marmont, qui n'ont d'appui que leurs carrés. Mais l'empereur Alexandre, affectant de se montrer partout, et n'étant pas où il faudrait être, ne commande pas, et empêche Wittgenstein de commander, tandis que le sage roi de Prusse, qui n'a pas même le souci de paraître brave, quoiqu'il le soit, n'ose pas donner un ordre. Toutefois, la résolution de tenter un dernier effort, prise assez confusément, est mise à exécution. Il est six heures du soir, et il est temps encore de percer le centre de l'armée française, où Blucher, en se faisant presque détruire, a presque détruit deux divisions de Ney. Les troupes de Wittgenstein et d'York viennent soutenir et dépasser le corps à moitié anéanti de Blucher. Elles marchent sur les ruines enflammées de Klein-Gorschen et de Rahna, passent à travers les débris de l'armée prussienne, et sous une pluie de feu, s'avancent sur Kaja, pendant que Wintzingerode avec la garde prussienne à cheval et une partie de la cavalerie russe, s'élance sur les carrés de Marmont, qui ont pris une position un peu en arrière pour s'appuyer à Starsiedel. Vains assauts! Les carrés de Bonnet et de Compans, comme des citadelles enflammées,

vomissent des feux de leurs murailles restées debout; mais à droite, les dix-huit mille hommes de Wittgenstein et d'York, conduits avec la vigueur que comporte cette circonstance extrême, repoussent les divisions de Ney, aussi maltraitées que celles de Blucher, les refoulent dans Kaja, entrent dans ce village, en débouchent, et se trouvent face à face avec la garde de Napoléon. Au delà du *Floss-Graben*, le prince de Wurtemberg dispute Eisdorf aux troupes de Macdonald.

A son tour, c'est à Napoléon à tenter un effort décisif, car vainement ses ailes sont prêtes à se reployer sur l'ennemi, si son centre est enfoncé. Mais il a encore sous la main les dix-huit mille hommes et la puissante réserve d'artillerie de la garde impériale. Au milieu de nos conscrits, dont quelques-uns fuient jusqu'à lui, au milieu des balles et des boulets qui tombent autour de sa personne, il fait avancer la jeune garde, et ordonne aux seize bataillons de la division Dumoutier de rompre leurs carrés, de se former en colonnes d'attaque, de marcher la gauche sur Kaja, la droite sur Starsiedel, de charger tête baissée, d'enfoncer à tout prix les lignes ennemies, de vaincre en un mot, car il le faut absolument. Pendant ce temps, la vieille garde reste, disposée en six carrés, comme autant de redoutes destinées à fermer le centre de notre ligne. Napoléon prescrit en même temps à Drouot d'aller avec quatre-vingts bouches à feu de la garde se placer un peu obliquement sur notre droite en avant de Starsiedel, afin de prendre de front la cavalerie qui attaque sans interruption les divisions de Marmont, et de prendre en flanc la ligne d'infanterie de Wittgenstein et d'York.

Ces ordres donnés sont exécutés à la minute même. Les seize bataillons de la jeune garde, conduits par le général Dumoutier et le maréchal Mortier, s'avancent en colonnes d'attaque, rallient en chemin celles des troupes de Ney qui peuvent encore combattre, et rentrent à Kaja sous une pluie de feu. Après avoir repris ce village ils le dépassent, et refoulent sur Klein-Gorschen et Rahna les troupes de Wittgenstein, d'York, de Blucher, culbutées pêle-mêle dans l'enfoncement où sont situés ces villages. Ils s'arrêtent ensuite sur la déclivité du terrain, et laissent à Drouot l'espace nécessaire pour faire agir son artillerie. Celui-ci, se servant avec art de l'avantage du sol, dirige une partie de ses quatre-vingts pièces de canon sur la cavalerie ennemie, et avec le reste prend en écharpe l'infanterie de Wittgenstein et d'York, et fait pleuvoir sur les uns et les autres les boulets et la mitraille. Accablées par cette masse de feux, l'infanterie et la cavalerie ennemies sont bientôt obligées de battre en retraite. Au même instant sur notre gauche et au delà du *Floss-Graben*, deux divisions de Macdonald, les divisions Fressinet et Charpentier, abordent l'une Kitzen, l'autre Eisdorf, et les enlèvent au prince Eugène de Wurtemberg, malgré les secours envoyés par Alexandre. A l'extrémité opposée, c'est-à-dire à droite, Bonnet et Compans, conduits par Marmont, rompent enfin leurs carrés, et se portent en colonnes sur le flanc de l'ennemi, derrière lequel Morand fait déjà entendre son canon.

Il est près de huit heures : la confusion des idées commence à envahir l'état-major des coalisés. Frédéric-Guillaume et Alexandre, réunis avec leurs généraux sur l'éminence du haut de laquelle ils apercevaient la bataille, délibèrent sur ce qu'il reste à faire. Blucher, plus véhément que jamais, et le bras en écharpe, veut qu'à la tête de la garde russe on se précipite de nouveau sur le centre des Français. Selon lui, Miloradovich arrivera dans la nuit, pour servir de réserve et couvrir la retraite de l'armée s'il faut se retirer. On peut donc risquer sans regret toutes les troupes qui n'ont pas encore combattu. Wittgenstein et Diebitch répondent avec raison qu'on est débordé à droite vers Eisdorf, à gauche vers Starsiedel, que si on insiste on s'expose à être enveloppé, et à laisser au moins une partie de l'armée alliée dans les mains de Napoléon, qu'enfin le chef de l'artillerie n'a plus de munitions. — En présence de telles raisons, il n'y a plus qu'à battre en retraite. On en donne l'ordre en effet. Mais Blucher indigné, s'écrie au milieu de l'obscurité qui s'étend déjà sur les deux armées, que tant de sang généreux ne doit pas avoir été versé en vain, que la journée n'est pas perdue, qu'il va le prouver avec sa cavalerie seule, et qu'il fera rougir ceux qui se montrent si pressés d'abandonner une victoire presque assurée. Il restait en effet environ quatre à cinq mille hommes de cavalerie prussienne, principalement de la garde royale, qu'on pouvait encore mener au combat : il les réunit, se met à leur tête, et, bien que la nuit soit commencée, il fond comme un furieux sur les troupes françaises qui se trouvent à la gauche des alliés, en avant de Starsiedel, et qui sont celles du corps de Marmont. Les soldats de ce maréchal, fatigués d'une longue journée de combat, étaient à peine en rang. Le premier régiment, le 37ᵉ léger, de récente formation, surpris par cette subite irrup-

tion de la cavalerie prussienne, se débande. Marmont, accouru avec son état-major, est lui-même emporté dans la déroute. Descendu de cheval, marchant à pied le bras en écharpe, il est ramené avec les soldats fugitifs du 37e. Mais les divisions Bonnet et Compans, formées à temps, résistent à tous les emportements de Blucher. Malheureusement, au milieu de l'obscurité, tirant indistinctement sur tout ce qui venait vers elles, elles tuent quelques soldats du 37e, plusieurs même des officiers de Marmont, notamment celui qu'il avait envoyé auprès de Napoléon après la bataille de Salamanque, le colonel Jardet.

Ce trouble passager est bientôt apaisé, et nous nous couchons enfin sur ce champ de bataille, couvert de ruines, inondé de sang, que les coalisés sont obligés de nous abandonner après nous l'avoir disputé si longtemps. Mais nous ne possédions plus la belle cavalerie que nous avions autrefois pour courir à la suite des vaincus, et ramasser par milliers les prisonniers et les canons. D'ailleurs devant un ennemi se battant avec un pareil acharnement, il y avait lieu d'être circonspect, et il fallait renoncer à recueillir tous les trophées de la victoire.

Napoléon voulut qu'on restât en place : il savait bien que de Kaja, comme d'un roc inébranlable, il avait arrêté la fougue de ses ennemis, follement enivrés de leurs succès, et qu'ils ne feraient pas un pas de plus. Il était vrai en effet qu'à partir de ce moment sa fortune devait se rétablir, à une condition toutefois, c'est que sa raison se rétablirait elle-même. Il coucha sur le champ de bataille, attendant le lendemain pour recueillir ce qu'il pourrait des trophées de sa victoire, mais appréciant déjà très-bien quelle en serait la portée.

Le lendemain 3 mai, il était à cheval dès la pointe du jour pour faire relever les blessés, remettre l'ordre dans ses troupes, et poursuivre l'ennemi. Il traversa au galop cet enfoncement de terrain, où les villages de Rahna, de Klein-Gorschen et de Gross-Gorschen brûlaient encore, remonta vers la position que les deux souverains alliés avaient occupée pendant la bataille, et vit plus clairement ce qu'on avait voulu essayer contre lui, c'est-à-dire le tourner, tandis qu'il tournait les autres. Mais sa rare prévoyance, en se ménageant à Kaja un pivot solide autour duquel il pouvait manœuvrer en sûreté, avait complétement déjoué le plan de ses ennemis. Avec la cavalerie perdue en Russie il les aurait pris par milliers. Dans l'état des choses, il ne put ramasser que des blessés et des canons démontés, et de ces trophées il en recueillit un grand nombre. Sur les 92 mille hommes de l'armée coalisée, 65 mille à peu près avaient été engagés, mais avec acharnement. De notre côté il n'y en avait pas eu beaucoup plus, car quatre divisions de Ney, deux de Marmont, une de la garde, deux de Macdonald avait seules participé à l'action. Sur ces corps, la perte était grande des deux côtés. Les Prussiens et les Russes, surtout les Prussiens, avaient perdu au moins vingt mille hommes, et nous dix-sept ou dix-huit mille. Nous en avions même perdu plus que l'ennemi, jusqu'au moment où la formidable artillerie de la garde avait fait pencher en notre faveur la balance du carnage. Les Prussiens s'étaient conduits héroïquement; les Russes, sans passion, mais bravement. Les uns et les autres avaient montré dans leurs conseils la confusion d'une coalition. Notre infanterie s'était comportée avec le courage impétueux de la jeunesse, et avait eu l'avantage d'être dirigée par Napoléon lui-même. Celui-ci n'avait jamais plus exposé sa vie, plus déployé son génie, montré à un plus haut degré les talents, non-seulement d'un général à grandes vues qui prépare savamment ses opérations, mais du général de bataille qui, sur le terrain et selon la chance des événements, change ses plans, bouleverse ses conceptions, pour adopter celle que la circonstance exige. C'était le cas d'être satisfait, quoique les résultats matériels ne fussent pas aussi considérables qu'ils l'avaient été jadis quand nous avions toutes les armes à leur état de perfection, et que nous combattions contre des adversaires qui n'avaient pas encore la résolution du désespoir; c'était, disons-nous, le cas d'être satisfait, et pour Napoléon de remercier cette généreuse nation qui lui avait encore une fois prodigué son sang le plus pur, et d'être sage, au moins pour elle! Napoléon allait-il accueillir cette faveur du ciel dans l'esprit où il aurait fallu la désirer et la recevoir, dans l'esprit avec lequel la nation l'avait attendue et payée de son sang, et n'allait-il pas revenir à tous les rêves de son insatiable ambition? C'est ce que les événements devaient bientôt décider.

Pour le moment, il n'y avait qu'à profiter de la victoire, et dans l'art d'en profiter, Napoléon n'avait pas plus d'égal que dans celui de la préparer. Après avoir passé la journée du 3 mai sur le champ de bataille, et l'avoir employée à ramasser ses blessés, à remettre ensemble ses corps ébranlés par un choc si rude, à recueillir surtout

des renseignements sur la marche de l'ennemi, il reconnut promptement à quel point le coup porté aux coalisés était décisif, car malgré leurs fastueuses prétentions, ils rétrogradaient en toute hâte. On n'apercevait sur les routes que des colonnes de troupes ou d'équipages en retraite, et on les voyait sans pouvoir les saisir faute de cavalerie. Mais il était évident qu'ils ne s'arrêteraient plus qu'à l'Elbe, et peut-être à l'Oder. Cette défaite, réelle, incontestable, ne les empêchait pas de tenir le langage le plus arrogant. Alexandre, tout joyeux de s'être bien comporté au feu, osait appeler cette journée une victoire, et, il faut le dire, c'était une triste habitude de ses généraux d'en imposer étrangement sur les événements militaires, comme s'ils n'avaient pas fait depuis deux siècles d'assez grandes choses pour être véridiques. Toutefois, qu'il en fût ainsi chez les Russes, on pouvait le concevoir, car on ment aux nations en proportion de leur ignorance; mais les Allemands auraient mérité qu'on leur débitât moins de mensonges sur cette journée! Pourtant les Prussiens, tout étourdis apparemment d'avoir tenu tête à Napoléon, eurent le courage d'écrire partout, surtout à Vienne, qu'ils avaient remporté une véritable victoire, et que s'ils se retiraient c'était faute de munitions, et par un simple calcul militaire! Calcul soit, mais celui du vaincu qui va chercher ses sûretés loin de l'ennemi dont il ne peut plus soutenir l'approche. Les coalisés en effet marchèrent aussi vite que possible pour repasser l'Elster, la Pleiss, la Mulde, l'Elbe, et mettre cent lieues de pays entre eux et les Français.

Napoléon, après s'être convaincu de l'importance de cette bataille de Lutzen par la promptitude de l'ennemi à battre en retraite, écrivit à Munich, à Stuttgardt, à Paris, des lettres pleines d'un juste orgueil, et d'une admiration bien méritée pour ses jeunes soldats. Il alla coucher le 3 au soir à Pégau, et, suivant son usage, se leva au milieu de la nuit pour ordonner ses dispositions de marche. Il se pouvait que les coalisés prissent deux directions, que les Prussiens gagnassent par Torgau la route de Berlin, afin d'aller couvrir leur capitale, et que les Russes suivissent la route de Dresde pour rentrer en Silésie. Il se pouvait au contraire qu'abandonnant Berlin à son sort, et au zèle du prince royal de Suède, les coalisés continuassent à marcher tous ensemble sur Dresde, restant appuyés aux montagnes de la Bohême et à l'Autriche, pour décider celle-ci en leur faveur, en lui affirmant qu'ils étaient victorieux, ou que, s'ils ne l'étaient pas cette fois, ils le seraient la prochaine. L'une et l'autre de ces manières d'agir étaient possibles, car pour l'une et pour l'autre il y avait de fortes raisons à faire valoir. Si en effet il importait fort de demeurer réunis, et de se tenir serrés à l'Autriche, il importait également de ne pas abandonner Berlin et toutes les ressources de la monarchie prussienne aux Français. Napoléon combina ses dispositions dans cette double hypothèse. Si les coalisés se divisaient, il pouvait se diviser aussi, et d'une part envoyer une colonne de 80 mille hommes à la suite des Prussiens, laquelle les poursuivrait à outrance, passerait l'Elbe après eux, puis entrerait victorieuse à Berlin, et d'autre part marcher lui-même avec 140 mille hommes à la suite des Russes, les talonner sans relâche, pénétrer dans Dresde avec eux, puis les rejeter en Pologne. Si au contraire les coalisés ne se séparaient point, il fallait suivre leur exemple, ajourner la satisfaction d'entrer à Berlin, et poursuivre en masse un ennemi qui se retirait en masse. Napoléon, avec une profondeur de combinaisons dont il était seul capable, arrêta son plan de manière à pouvoir se plier à l'une ou à l'autre hypothèse. Il laissa le corps de Ney en arrière pour se remettre de ses blessures, car sur 17 ou 18 mille hommes morts ou blessés de notre côté, ce corps en avait eu 12 mille à lui seul. Il autorisa le maréchal à rester deux jours à Lutzen pour y établir dans un bon hôpital ses blessés les plus maltraités, et préparer le transport à Leipzig de ceux qui étaient moins gravement atteints. Il lui ordonna d'entrer ensuite à Leipzig en grand appareil. Cette ville avait montré un esprit assez hostile pour qu'on ne lui épargnât pas le spectacle de nos triomphes, et la terreur de nos armes. De Leipzig le maréchal devait marcher sur Torgau, et y rallier les Saxons, raffermis probablement dans leur fidélité par la victoire de Lutzen. En les replaçant avec la division Durutte sous le général Reynier, c'était un corps de 14 à 15 mille hommes dont le maréchal Ney se trouverait renforcé. Napoléon lui donna en outre le maréchal Victor, non-seulement avec les seconds bataillons de ce maréchal réorganisés à Erfurt, mais avec une partie de ceux du maréchal Davoust, que celui-ci devait prêter pour quelques jours. Le maréchal Victor pouvoit avoir ainsi vingt-deux bataillons, faisant environ 15 ou 16 mille hommes. Enfin, restait la division Puthod, la quatrième du corps de Lauriston, laissée avec le général Sébastiani sur la gauche de l'Elbe, pour châtier les Cosaques de Tettenborn, de

Donnenberg et de Czernichef. Napoléon prescrivit à cette division de se diriger en toute hâte sur Wittenberg, pour se joindre au delà de Torgau au maréchal Ney. Il s'en fiait de la sûreté du bas Elbe et des départements hanséatiques au général Vandamme, qui déjà était à Brême avec une partie des bataillons des anciens corps recomposés, et à la victoire de Lutzen elle-même. Le maréchal Ney, qui de ses 48 mille hommes en conservait 35 ou 36, allait donc recueillir Reynier avec 15 ou 16 mille Français et Saxons, le duc de Bellune avec 15 mille Français, le général Sébastiani avec 14 mille, ce qui devait former un total de 80 mille hommes sous huit jours. C'est à lui que revenait l'honneur de poursuivre Blucher, si Blucher prenait la route de Berlin, et d'entrer dans cette capitale après lui. Napoléon voulait ainsi opposer la fougue de Ney à la fougue du héros de la Prusse. Si au contraire l'ennemi, ne s'étant pas divisé, songeait à combattre encore une fois avant de repasser l'Elbe, ce qui était peu vraisemblable, il suffisait de deux jours pour ramener les 80 mille hommes de Ney dans le flanc de l'armée coalisée. Napoléon, poursuivant au lieu d'être poursuivi, avait le choix du moment et du lieu où il lui conviendrait de livrer une seconde bataille.

Napoléon se réservait le soin de marcher lui-même à la suite de la principale masse des coalisés avec Oudinot et Bertrand, renforcés l'un d'une division bavaroise, l'autre d'une division wurtembergeoise, avec Marmont qui n'avait pas perdu plus de 600 à 700 hommes, avec Macdonald qui en avait perdu à peine 2 mille, avec Lauriston, qui en avait laissé 600 ou 700 devant Leipzig, avec la garde enfin, diminuée d'un millier d'hommes, c'est-à-dire avec environ 140 mille combattants. Ces dispositions arrêtées, et après avoir recommandé à Ney de bien remettre ses troupes, d'exiger l'établissement de six mille lits pour ses blessés à Leipzig, de se pourvoir dans la même ville de tout ce dont il aurait besoin, Napoléon partit de Pégau en trois colonnes. La principale, composée de Macdonald, de Marmont, de la garde, et dirigée par le prince Eugène en personne, devait gagner par Borna la grande route de Dresde, celle qui passe par Waldheim et Wilsdruff. La seconde, composée de Bertrand et d'Oudinot, se tenant à quatre ou cinq lieues sur la droite, devait suivre par Rochlitz, Mittwejda et Freyberg le pied des montagnes de Bohême. La troisième, formée du corps de Lauriston seulement, et se tenant à quelques lieues sur la gauche, devait par Wurtzen courir sur Meissen, l'un des points de passage de l'Elbe les plus utiles à occuper, et lier Napoléon avec le maréchal Ney. L'ennemi était assez évidemment en retraite pour qu'on ne fût pas exposé à le trouver en masse sur un point quelconque, et des colonnes de cinquante, de soixante mille hommes, suffisaient pour toutes les rencontres probables. D'ailleurs en quelques heures on pouvait réunir deux de ces colonnes, ce qui permettait de prévenir tout accident, et outre qu'on vivait plus à l'aise, qu'on s'éclairait mieux en suivant les trois routes qui menaient à l'Elbe, on avait aussi la chance d'envelopper par cette sorte de réseau les détachements égarés, qu'on ne pouvait pas prendre à la course faute de cavalerie.

Napoléon partit le 5 mai au matin pour Borna, afin de se mettre à la suite de sa principale colonne. Le prince Eugène le précédait. Arrivé à Kolditz sur la Mulde, ce prince trouva l'arrière-garde des Prussiens postée le long de la rivière, dont les ponts étaient détruits. Il remonta un peu à droite, découvrit un passage pour une colonne et pour une partie de son artillerie, et vint s'établir sur une hauteur qui dominait la grande route de Dresde. Les Prussiens furent alors obligés d'abandonner les bords de la rivière, et de se retirer en toute hâte, en défilant sous le feu de vingt pièces de canon. Ils perdirent ainsi quelques centaines d'hommes, et se retirèrent vers Leissnig, en passant à travers les lignes d'un corps russe qui était en position à Seyfersdorf, en avant de Harta. Ce corps était celui de Miloradovich, qu'une fausse combinaison avait privé d'assister à la bataille de Lutzen. Miloradovich était un vaillant homme, impatient de se signaler, comme il l'avait déjà fait tant de fois, et désireux aussi de répondre aux Prussiens, qui se plaignaient fort de ce qu'à Lutzen on avait laissé peser sur eux seuls tout le poids de la bataille, propos assez fréquents entre alliés associés à une œuvre aussi difficile que la guerre. Après s'être ouvert pour laisser défiler les Prussiens, Miloradovich reforma ses rangs, et profitant des avantages de sa position, il tint ferme. Le prince Eugène l'attaqua avec vigueur, et ne parvint à le déloger qu'en le tournant. On perdit 700 à 800 hommes de part et d'autre, mais faute de cavalerie nous ne pûmes faire des prisonniers. Les Russes, bien qu'ayant sacrifié plusieurs centaines d'hommes pour ralentir notre marche, furent obligés de nous livrer un grand nombre de voitures chargées de blessés, et d'en dé-

truire beaucoup d'autres chargées de bagages.

On les poursuivit le 6 et le 7 sans relâche, Napoléon voulant arriver à Dresde le 8 mai au plus tard. Les Prussiens avaient pris la route de Meissen, les Russes celle de Dresde, sans qu'on pût encore conclure de cette double direction qu'ils se sépareraient, les uns pour couvrir Berlin, les autres pour couvrir Breslau. Napoléon ayant dirigé le corps de Lauriston par Wurtzen sur Meissen, le pressa de hâter sa marche vers l'Elbe, afin de surprendre, s'il était possible, le passage de ce fleuve, ce qui était d'un grand intérêt, car nous avions des pontonniers et pas de pontons, ce matériel lourd à porter étant fort en arrière. Napoléon avait une autre raison de pousser vivement le général Lauriston sur Meissen pour y franchir l'Elbe, c'était le désir de faire tomber ainsi la résistance qu'on essayerait peut-être de nous opposer à Dresde même. On ne pouvait en effet tenter un passage de vive force auprès de cette ville, qu'en s'exposant à la détruire, et c'était déjà bien assez d'avoir fait sauter deux arches de son pont de pierre, accident de guerre auquel elle avait été infiniment sensible, sans endommager encore les beaux édifices dont ses électeurs l'avaient décorée.

Le 7 on se porta sur Nossen et Wilsdruff. Le vice-roi trouva Miloradovich arrêté dans une bonne position qu'il semblait résolu à défendre. On la lui enleva brusquement, et on lui fit payer par quelques centaines d'hommes cette inutile bravade. Le lendemain 8 mai on parut sur cet amphithéâtre de collines, du haut duquel on aperçoit la belle ville de Dresde, assise sur les deux bords de l'Elbe et au pied des montagnes de Bohême, comme Florence sur les deux bords de l'Arno et au pied de l'Apennin. Le temps était superbe, la campagne émaillée des fleurs du printemps présentait l'aspect le plus riant, et c'était le cœur serré qu'on regardait ce riche bassin, exposé, si l'ennemi résistait, à devenir en quelques heures la proie des flammes. On descendit les gradins de cet amphithéâtre en autant de colonnes qu'il y avait de routes rayonnant vers Dresde, et l'on vit avec joie les noires colonnes de l'armée russe, renonçant à combattre, s'enfoncer dans les rues de la ville, et repasser l'Elbe dont elles brûlèrent les ponts. Depuis la rupture du pont de pierre, on avait, pour le service des armées coalisées, établi trois passages, un avec des bateaux au-dessus de la ville, un au-dessous avec des radeaux, un dans la ville même, en remplaçant par deux arches en charpente les deux arches de pierre que le maréchal Davout avait fait sauter. On aperçut tous ces ponts en flammes, ce qui annonçait que les Russes cherchaient un asile derrière l'Elbe. Nous entrâmes donc dans la ville principale, c'est-à-dire dans la vieille ville, laquelle est située sur la gauche du fleuve, et les Russes restèrent dans la ville neuve, située sur la rive droite.

A peine nos colonnes entraient-elles dans Dresde, qu'une députation municipale vint à la rencontre du prince vice-roi, afin d'implorer sa clémence. La ville en effet, au souvenir de la conduite qu'elle avait tenue depuis un mois, était fort alarmée. Elle avait voulu assaillir les Français, qui ne s'étaient sauvés que par leur bonne attitude; elle avait reçu les souverains étrangers sous des arcs de triomphe, et jonché de fleurs la route qu'ils parcouraient. Elle avait adressé des instances et même des menaces à son roi, pour qu'il suivît l'exemple du roi de Prusse, et, il faut le dire, ce qui était fort légitime de la part des Prussiens, l'était un peu moins de la part des Saxons, que nous avions relevés au lieu de les abaisser. Les habitants attendaient donc avec une sorte d'effroi ce que Napoléon déciderait à leur égard. Il était accouru effectivement, et était arrivé aux portes de la ville un peu après le vice-roi, qui, avec sa modestie accoutumée, avait renvoyé à son père la députation municipale.

Napoléon reçut à cheval les clefs de Dresde, en disant avec hauteur à ceux qui les lui présentaient qu'il voulait bien accepter les clefs de leur ville, mais pour les remettre à leur souverain; qu'il leur pardonnait leurs mauvais traitements envers les Français, mais qu'ils n'en devaient de reconnaissance qu'au roi Frédéric-Auguste; que c'était en considération des vertus, de l'âge, de la loyauté de ce prince, qu'il les dispensait de l'application des lois de la guerre; qu'ils se préparassent donc à l'accueillir avec les respects qu'ils lui devaient, à relever, mais pour lui seul, les arcs de triomphe qu'ils avaient si imprudemment dressés à l'empereur Alexandre, et qu'ils le remerciassent bien en le revoyant, de la clémence avec laquelle ils étaient traités en ce moment, car sans lui l'armée française les eût foulés aux pieds comme une ville conquise; que toutefois ils y prissent garde, et ne fissent rien pour favoriser l'ennemi, car le moindre acte de trahison serait immédiatement suivi de châtiments terribles. Cela dit, Napoléon leur ordonna de préparer du pain pour ses colonnes en marche,

La plus grande discipline fut prescrite aux troupes, et observée par elles. Napoléon cependant voulait franchir l'Elbe pour faire évacuer aux Russes la ville neuve, afin d'éviter les combats d'une rive à l'autre, qui ne pouvaient qu'endommager cette belle capitale. Il ne voulait pas même attendre que le général Lauriston eût exécuté son passage à Meissen, cette opération n'étant pas certaine, et dépendant des obstacles et des moyens que ce général rencontrerait. A peine avait-il donné une heure aux premières dispositions que réclamait le paisible établissement de l'armée, qu'il remonta à cheval pour opérer une reconnaissance des bords de l'Elbe. Au pont de pierre qui est au milieu même de la ville, les arches en bois avaient été incendiées, et bien que le passage fût facile à rétablir, il était impossible de le faire sans provoquer une canonnade, et sans la rendre, ce que Napoléon cherchait à éviter. Les Russes logés dans les maisons qui bordaient la rive droite de l'Elbe lui tirèrent quelques coups de fusil dont il ne tint compte, et il sortit de la ville pour aller reconnaître les passages au-dessus et au-dessous. Au-dessus le passage n'était pas praticable, parce que la rive droite, sur laquelle il fallait aborder, dominait la rive gauche, de laquelle on devait partir. Napoléon descendit au galop au-dessous de Dresde, et suivant le cours de l'Elbe, qui à une petite lieue fait un détour au midi, il trouva à Priesnitz un terrain propre à un passage de vive force. En cet endroit la rive que nous occupions dominait celle qu'occupaient les Russes, et on y pouvait établir de l'artillerie pour protéger les opérations de l'armée. Napoléon disposa toutes choses pour le lendemain même, 9 mai. Quelques bateaux, restes du pont établi au-dessus de la ville, quelques embarcations ramassées par la cavalerie le long du fleuve, avaient été réunis et mis à l'abri des entreprises de l'ennemi pour être employés le jour suivant.

Le lendemain en effet Napoléon, à cheval dès la pointe du jour, descendit à Priesnitz avec une forte colonne d'infanterie et toute l'artillerie de la garde, et fit commencer le passage sous ses yeux. Les Russes étaient rangés sur l'autre rive, et paraissaient résolus à la défendre. Napoléon ordonna l'établissement d'une forte batterie sur les hauteurs de Priesnitz, afin de balayer la plage située vis-à-vis, et fit monter sur-le-champ les voltigeurs dans les embarcations qu'on s'était procurées. Trois cents passèrent à la fois, et chassèrent les tirailleurs russes, tandis que par un va-et-vient continuel d'autres allèrent les rejoindre et les renforcer. Sur-le-champ ils commencèrent un fossé pour se couvrir, pendant que la canonnade s'établissait au-dessus de leurs têtes. Les Russes amenèrent de l'artillerie, Napoléon en amena davantage, et bientôt ce fut sous le feu de cinquante pièces de canon russes, et de quatre-vingts françaises, que le travail du pont fut continué. Les boulets tombaient de tout côté, et l'un de ces boulets venant heurter un magasin de planches près duquel Napoléon était placé, lui lança à la tête un éclat de bois, qui l'atteignit sans le blesser. — Quelques Italiens rangés en cet endroit cédèrent à un mouvement de peur, pour lui plus que pour eux. — *Non fa male,* leur dit-il, en les qualifiant de quelques expressions plaisantes, et provoquant parmi eux de grands éclats de rire, il les fit, à son exemple, rester gaiement sous une grêle de projectiles.

La place n'étant plus tenable pour les Russes sous les quatre-vingts bouches à feu des Français, ils se retirèrent, et cessèrent d'opposer des obstacles au travail du pont, qui ne devait être achevé que le lendemain 10. Heureusement les Russes avaient aussi évacué la ville neuve, et là le passage pouvait être rétabli sur-le-champ sans provoquer de canonnade. Des madriers furent jetés sur les piliers en pierre des arches détruites, et on put communiquer entre les deux parties de la ville. Nos troupes allèrent occuper le faubourg de Neustadt, ou ville neuve. Ce même jour le général Bertrand et le maréchal Oudinot arrivèrent. Napoléon les répartit entre Dresde et Pirna. Il apprit que le général Lauriston avait rencontré à Meissen la queue des Prussiens, et qu'il avait réussi à franchir l'Elbe sans grande difficulté. Nous étions donc sur tous les points maîtres du cours de ce fleuve, et en possession tranquille de la capitale de la Saxe. La promesse de Napoléon, qui avait dit qu'il renverrait les coalisés plus vite qu'ils n'étaient venus, se trouvait accomplie, car, entré en campagne le 1er mai, il était le 10 possesseur de la Saxe, et avait rejeté les coalisés au delà de l'Elbe.

Avant de les suivre plus loin, Napoléon résolut de s'arrêter quelques jours à Dresde, pour rallier ses troupes et les faire reposer, pour recueillir les divers corps de cavalerie qui s'apprêtaient à le rejoindre, pour rappeler le roi de Saxe dans ses États, et adapter enfin ses combinaisons militaires à celles des coalisés. Les projets des Prussiens et des Russes n'étaient pas encore parfaitement clairs, et on en recevait des rapports

contradictoires. Il semblait cependant qu'ils nous livraient Berlin, et qu'ils mettaient au-dessus de l'intérêt bien grand sans doute de défendre cette capitale, l'intérêt plus grand encore de rester réunis, et surtout de se tenir toujours appuyés à l'Autriche, ce qui rendait la conduite des affaires diplomatiques aussi importante à cette heure que celle des affaires militaires. Napoléon, après avoir de nouveau assigné au corps de Noy la direction de Torgau, ce qui lui laissait la liberté de l'acheminer sur Berlin ou de le ramener sur Dresde, après avoir renouvelé et précisé davantage les ordres qui devaient porter ce corps à 80 mille hommes, s'occupa sur-le-champ des affaires diplomatiques, qui réclamaient en effet toute son attention.

Le roi de Saxe avait fui non-seulement ses États, mais la Bavière, au moment même où Napoléon arrivait, et cela pour aller à Prague se jeter dans les bras de l'Autriche, dont il avait évidemment adopté la politique. Il y avait de quoi lui en vouloir; mais déclarer ce prince déchu, c'eût été proclamer nous-mêmes une défection de plus, donner raison aux Allemands qui disaient que nos alliés étaient traités en esclaves, se mettre en outre un grand embarras sur les bras, car qu'eût-on fait de la Saxe si on ne la lui avait rendue? C'était enfin déclarer trop crûment à l'Autriche comment on considérait et comment on se proposait de traiter cette politique de la médiation, qui était la sienne, et n'était devenue celle du roi de Saxe qu'à son instigation. Napoléon ne contenait jamais son ambition, mais il contenait quelquefois sa colère, et il donna cette fois un exemple d'empire sur lui-même, trop rare dans sa vie. Il feignit de n'avoir pas compris la conduite du roi de Saxe, de l'attribuer à de faux conseils, et de ne voir dans ce monarque qu'un prince troublé mais loyal. Il lui adressa donc l'un de ses aides de camp à Prague, avec la sommation formelle, sous peine de déchéance, de revenir immédiatement à Dresde, d'y amener sa cavalerie, son artillerie, sa cour, tout ce qui l'avait suivi, et de rendre au général Reynier la place de Torgau avec les dix mille Saxons qui l'occupaient. M. de Serra, notre ministre auprès de la cour de Saxe, qui avait accompagné à Prague le roi Frédéric-Auguste, avait ordre de se transporter auprès de lui à l'instant même, et d'exiger une réponse immédiate.

Les déterminations à l'égard de l'Autriche importaient bien davantage, et étaient devenues encore plus délicates qu'auparavant, par suite de ce qui s'était passé à Vienne pendant que Napoléon livrait la bataille de Lutzen et marchait sur Dresde. M. de Narbonne, fort inquiet de ce qui pourrait survenir à Cracovie entre les Russes, les Autrichiens, les Polonais, à la réception des ordres de Napoléon qui enjoignaient aux Polonais de ne pas se laisser désarmer, n'avait cessé d'insister auprès de M. de Metternich pour qu'il prît à ce sujet une résolution satisfaisante. De son côté M. de Metternich, engagé avec les Russes par la convention secrète que nous avons fait connaître, avait toujours éludé, et persisté à dire qu'il lui était impossible d'être à la fois médiateur et belligérant. Enfin M. de Narbonne recevant de Paris par M. de Bassano, de Mayence par M. de Caulaincourt, des instructions plus formelles encore de l'Empereur, qui ne voulait qu'à aucun prix les Polonais déposassent les armes, qui prétendait même continuer à donner des ordres au corps auxiliaire autrichien, crut devoir employer les grands moyens pour amener M. de Metternich à sortir des ambiguïtés dans lesquelles il se renfermait. M. de Narbonne ignorait que dans les archives de l'ambassade se trouvait l'interdiction de présenter aucune note écrite, qui ne partît du cabinet même. En conséquence il se rendit chez M. de Metternich, et lui annonça qu'il allait lui remettre une note, avec sommation de s'expliquer catégoriquement sur le traité d'alliance dont il refusait en ce moment l'exécution littérale. — Jusqu'ici, dit-il, j'ai pris patience, et écouté comme acceptables toutes les excuses au moyen desquelles vous cherchez à éluder vos engagements, et à dissimuler l'étendue de vos préparatifs, que vous nous avoueriez s'ils étaient faits pour nous. Mais je suis forcé par les événements de Gallicie de provoquer une explication catégorique, et de vous demander si vous êtes ou si vous n'êtes plus notre allié, si vous entendez enfin manquer au traité d'alliance du 14 mars 1812? Si vous n'y voulez pas manquer, il faut absolument faire agir le corps autrichien auxiliaire, en vous conformant aux ordres de l'empereur Napoléon, et par-dessus tout ne pas songer à désarmer nos alliés. — On ne pouvait placer M. de Metternich dans une position plus embarrassante, et se mettre soi-même envers lui dans une position plus périlleuse. S'il eût été libre, il aurait cédé peut-être, et ordonné quelques hostilités simulées dont il se serait ensuite excusé auprès des Russes par l'intermédiaire de M. de Lebzeltern. Malheureusement il avait promis de ne pas renouveler les hostilités, par un engage-

ment secret, mais formel et écrit, que les Russes auraient été autorisés à publier si on l'avait violé. Il n'y avait donc pas moyen de se plier aux exigences de M. de Narbonne, et M. de Metternich fut obligé de lui résister, très-doucement dans la forme, mais très-opiniâtrément dans le fond. — Oui, je suis votre allié, répondit-il à M. de Narbonne ; je le suis, je veux continuer à l'être ; mais je suis médiateur aussi, et tant que mon rôle de médiateur ne sera pas épuisé par le refus de conditions raisonnables, je ne puis pas redevenir belligérant. — M. de Metternich reproduisit ensuite tout ce système d'argumentation adroite et subtile, que l'on connait déjà, et dont nous n'avions pas intérêt à le faire sortir, tant que nous ne voulions pas en arriver à un éclat avec l'Autriche, et à la guerre avec cette puissance. Puis abandonnant les subtilités, et abordant les considérations de bon sens, M. de Metternich supplia M. de Narbonne de ne pas insister davantage, de ne pas le mettre dans une fausse position, en lui demandant ce qu'il ne pouvait pas accorder, c'est-à-dire la reprise des hostilités contre les Russes. — Si je vous refuse trente mille hommes aujourd'hui, répéta-t-il, c'est pour vous en donner cent cinquante mille plus tard, lorsque nous serons d'accord sur une paix proposable et acceptable par l'Europe. — Ces paroles fort sages ramenaient la seule, la grande question du moment, celle des conditions de la paix, sur laquelle nous avions complétement tort, et qui devait entraîner notre ruine. M. de Narbonne revenant encore à la charge, M. de Metternich alla jusqu'à lui dire que c'était une faute d'insister à ce point, car il croyait savoir que Napoléon ne voulait pas qu'on poussât à bout la cour d'Autriche. En effet, M. de Bubna revenant de Paris fort touché des soins dont il avait été l'objet, affirmait que Napoléon désirait marcher d'accord avec son beau-père, et que, si on s'y prenait bien, on amènerait bientôt un arrangement raisonnable des affaires européennes. M. de Bubna courut effectivement chez M. de Narbonne, le pressa de ne pas troubler l'intimité prête à renaître entre le gendre et le beau-père, le supplia de prendre patience, lui disant que, moyennant qu'on fût tant soit peu raisonnable, les coalisés le seraient si peu, que de gré ou de force la cour d'Autriche reviendrait à Napoléon, et qu'alors ce n'étaient pas trente mille Autrichiens qu'on aurait, mais deux cent mille.

Ce langage était fort sensé, mais M. de Narbonne, tout plein des dépêches qu'il avait reçues, alarmé de ce qui pourrait arriver si les ordres de Napoléon parvenant à Cracovie à M. de Frimont n'y rencontraient que la désobéissance, si le prince Poniatowski refusant de se laisser désarmer, il éclatait une collision entre les Polonais et les Autrichiens, cédant aussi à l'impulsion de son rôle, qu'il s'était attaché à entendre tout autrement que son prédécesseur M. Otto, crut bien faire en remettant une note formelle par laquelle, invoquant le traité d'alliance du 14 mars 1812, rappelant la confirmation que les Autrichiens lui en avaient plusieurs donnée, il sommait la cour de Vienne ou d'exécuter ce traité, ou de déclarer qu'il n'existait plus. Craignant néanmoins après cette démarche la réponse qui pourrait lui être adressée, et voulant la prévenir, il demanda une entrevue à l'empereur François, et admis tout de suite auprès de ce monarque, le conjura de ne pas rejeter l'Autriche et la France, l'une à l'égard de l'autre, dans un état d'hostilité qui jusqu'ici n'avait amené que des malheurs, et pouvait en entraîner de plus grands encore. L'empereur accueillit M. de Narbonne avec beaucoup de politesse et de calme, lui répéta tout ce que lui avait dit M. de Metternich, ajouta même assez finement que s'il avait voulu s'assurer de l'accord qui existait entre le souverain et le ministre dirigeant, il allait se retirer édifié ; que pour lui, il désirait rester l'allié de son gendre, mais sans abandonner un rôle qui était le seul que le peuple autrichien lui vît adopter avec plaisir, celui de médiateur ; qu'il y persisterait jusqu'au bout, et ne s'en départirait que lorsqu'il aurait perdu toute espérance d'opérer un rapprochement entre les puissances belligérantes. Il finit, comme M. de Metternich, par dire qu'il était porté à croire que M. de Narbonne, sans doute pour dégager sa responsabilité personnelle, en faisait trop, et allait au delà des vraies intentions de son maître.

M. de Narbonne insista de nouveau sur les graves conséquences que pourrait avoir un éclat public à Cracovie, sur la nécessité de le prévenir, et refusa de retirer sa note.

M. de Metternich, obligé enfin d'y répondre, avait un moyen tout simple de sortir d'embarras, c'était de recourir à la déclaration qu'il avait faite le 12 avril, quand on lui avait proposé d'entrer dans les événements par une action des plus vives. Il avait pris acte alors de ce qu'on lui proposait pour avouer le rôle de médiateur armé, pour annoncer des armements considérables mis au service de la médiation, et pour établir que

le traité du 14 mars 1812, en restant en vigueur comme principe d'alliance, n'était plus, quant aux moyens d'action, applicable aux circonstances. S'en référant à cette déclaration, M. de Metternich répondit que la cour de Vienne ne pouvait obtempérer à la demande de faire agir le corps auxiliaire, parce que d'abord cette cour était devenue médiatrice sur la provocation même de la France, qu'elle ne pouvait plus dès lors se mettre en hostilités avec l'une des puissances belligérantes, et que, secondement, le corps auxiliaire n'étant que l'un des moyens stipulés par le traité d'alliance, et ces moyens étant reconnus insuffisants pour les circonstances, il convenait d'en ajourner l'emploi.

La réponse était habile, et surtout fâcheuse pour nous, car elle nous condamnait à entendre dire une seconde fois que le traité d'alliance, tout en demeurant virtuellement en vigueur, cessait d'être exécutable, ce qui lui ôtait toute efficacité. Cependant, pourvu qu'il maintînt au moins l'Autriche neutre, il fallait nous en contenter, et ne pas ébranler nous-mêmes ce qui en restait, en fournissant l'occasion de répéter sans cesse qu'il n'était plus applicable aux circonstances. M. de Narbonne était assurément allé trop loin, mais loin dans la voie où on l'avait dirigé, et où on l'avait constamment poussé à marcher plus vite.

M. de Metternich, qui ne désirait pas une rupture avec la France, sentit que dans les craintes de M. de Narbonne il y avait cependant quelque chose de fondé, c'était la possibilité d'un éclat entre le prince Poniatowski et le général comte de Frimont, si on persistait à désarmer le corps polonais. Heureusement il était facile d'y remédier, et il n'y manqua pas. Déjà il avait concédé que le bataillon français compris dans l'armée polonaise ne serait point désarmé à son entrée sur le territoire autrichien. Il accorda de même que l'armée polonaise, toujours libre d'ailleurs de ne pas se retirer derrière la frontière autrichienne si elle préférait combattre seule contre les Russes, aurait elle aussi la faculté, si elle voulait traverser la Bohême pour se rendre en Saxe, de conserver ses armes pendant le trajet. Il promit enfin qu'elle trouverait à chaque gîte le logement et les vivres nécessaires. — Il a suffi à l'empereur François, dit M. de Metternich, de savoir que l'empereur Napoléon, dans un sentiment de susceptibilité militaire que justifie sa gloire, ait désapprouvé, quant au corps polonais, l'exécution d'une formalité qui est toute du droit des gens, pour qu'il y ait spontanément renoncé. Pourtant, ajouta M. de Metternich, l'empereur François demande avec instance que le séjour d'un corps en armes sur le territoire neutre soit le plus court possible.

L'inconvénient de ces contestations n'était pas seulement de faciliter à l'Autriche des déclarations dont elle devait plus tard faire un usage funeste pour nous, mais de la porter à désespérer de notre raison, en nous voyant si impérieux, si peu accommodants, et de mûrir ainsi plus vite la fatale résolution, qu'autour d'elle tout l'invitait à prendre. On pouvait effectivement, après chaque scène de ce genre, s'apercevoir que M. de Metternich était plus gêné, plus contraint avec nous, c'est-à-dire plus engagé avec nos adversaires. Chaque fois on les entendait eux-mêmes, à Vienne, se vanter plus hautement de l'avoir conquis, tellement que le retentissement de ces propos arrivait à M. de Narbonne par tous les échos de la cour et des salons.

Cependant le bruit des derniers événements militaires vint heureusement interrompre ces tristes contestations. Tout à coup on apprit qu'une grande bataille avait été livrée, que des torrents de sang avaient coulé, et que nous étions battus, à en croire les propagateurs de nouvelles, qui pour la plupart étaient nos ennemis. Partout on affirmait notre défaite avec une assurance inouïe. On se fondait pour répandre ces rumeurs sur des lettres mêmes de l'empereur Alexandre (non pas, il est vrai, du roi de Prusse, trop sage pour écrire de telles choses), mais sur plusieurs lettres des généraux prussiens. L'empereur Alexandre était si content de lui, les généraux prussiens avaient le sentiment de s'être si bravement battus, qu'ils ne se sentaient presque pas vaincus, bien qu'ils le fussent au point de ne pouvoir tenir nulle part. L'ambassadeur d'Angleterre, lord Cathcart, militaire expérimenté, témoin de la bataille, avait trouvé ces mensonges ridicules, et avait dit lui-même que si on ne remportait que des victoires de ce genre, il faudrait bientôt traiter à tout prix. M. de Metternich avait trop d'esprit pour ajouter foi à de pareilles forfanteries. Pourtant les assertions étaient si positives, qu'il en était surpris, ne croyant pas qu'on pût mentir à ce point, et il en exprima son étonnement à M. de Narbonne. C'est dans ces positions que le grand seigneur, militaire, spirituel et fier, se révélait chez M. de Narbonne avec tous ses avantages. — Nous sommes vaincus, dit-il à tout le monde, soit...

Nous verrons dans quelques jours sur quelle route seront les vaincus et les vainqueurs. — Quatre jours après, en effet, on apprit que les soi-disant vaincus étaient aux portes de Dresde, et les soi-disant vainqueurs au delà de l'Elbe. La confusion en fut d'autant plus grande. Dans les salons de Vienne, on se déchaîna contre l'incapacité militaire des deux souverains alliés, mais, au lieu d'être plus porté vers nous, on insista davantage sur la nécessité pour l'Autriche de courir à leur secours, et de s'unir à eux afin de sauver l'Europe d'un joug intolérable.

M. de Metternich se transporta tout de suite chez M. de Narbonne, et, avec une assurance qui n'était pas sans sincérité, lui dit que les victoires de Napoléon ne l'étonnaient point, car il avait basé sur ces victoires tous ses calculs pacifiques; que pour rendre la paix acceptable, il *fallait faire tomber les deux tiers au moins* des propositions russes, anglaises, prussiennes; que la victoire de Lutzen servirait à cela, qu'il y avait compté, et qu'il eût été trompé dans ses espérances s'il en avait été autrement (assertion qui était vraie, quoiqu'elle pût paraître singulière); mais qu'il restait un tiers de ces propositions dont il était impossible de méconnaître la raison, la justice, la sagesse, et qu'il fallait les admettre; qu'il était temps pour le cabinet de Vienne de se saisir enfin de son rôle de médiateur, pris à l'instigation de la France, et avec le consentement des autres puissances belligérantes; que bientôt il serait trop tard, au train dont marchaient les affaires, pour exercer ce rôle utilement; qu'il allait donc expédier immédiatement deux plénipotentiaires, l'un pour le quartier général français, l'autre pour le quartier général russe; qu'il fallait, pour être écouté, choisir des porteurs de paroles agréables à ceux auxquels on les adressait, que le général comte de Bubna ayant paru plaire à Napoléon (nous avons dit qu'il était militaire et homme d'esprit), on le lui renvoyait; que M. de Stadion, célèbre jadis dans le parti antifrançais, avait plus de chances qu'un autre d'être bien accueilli au quartier général des coalisés, et qu'on allait l'y acheminer; que loin d'être un ennemi dangereux pour la France, il lui serait plus utile qu'un ami, car il mettrait d'autant plus de hardiesse à dire aux Russes et aux Prussiens les vérités qu'il importait de leur faire entendre; que d'accord aujourd'hui avec l'empereur et M. de Metternich sur les conditions de la médiation et de la paix, il était seul capable, en s'appuyant sur les victoires de Napoléon, de faire agréer ces conditions aux puissances belligérantes. — En toutes ces choses M. de Metternich avait raison, et il était doublement habile, car, outre qu'il choisissait dans M. de Stadion un négociateur qui, par cela même qu'il nous était hostile, obtiendrait plus de crédit chez les coalisés, il occupait et compromettait un rival, un antagoniste, le chef en un mot du parti antifrançais, du parti qui voulait le plus tôt possible la guerre avec nous. Ôter un tel chef à ce parti, c'était pour soi et pour nous la meilleure des conduites.

On annonça donc qu'on allait dépêcher MM. de Bubna et de Stadion pour proposer un armistice, et provoquer une première explication sur les conditions de la paix future. Sans prétendre les imposer à Napoléon, on déclara cependant qu'on prendrait la liberté de lui indiquer celles qu'on jugeait acceptables par toutes les parties belligérantes, et, ne voulant pas en faire mystère à M. de Narbonne, M. de Metternich, qui les lui avait déjà clairement indiquées en plus d'une circonstance, les lui énonça cette fois l'une après l'autre, avec la plus extrême précision. C'était ce que nous avons exposé si souvent, la suppression du grand-duché de Varsovie et sa rétrocession à la Prusse, sauf quelques portions revenant de droit à la Russie et à l'Autriche; c'était la reconstitution de la Prusse au moyen du grand-duché, et de territoires à trouver en Allemagne; c'était l'abandon de la Confédération du Rhin, et enfin la renonciation aux départements hanséatiques, c'est-à-dire aux villes de Brême, Hambourg et Lubeck. On devait ne rien dire de la Hollande, de l'Italie, de l'Espagne, pour ne pas soulever des difficultés insolubles, et on ajournerait au besoin la paix maritime, s'il n'y avait pas moyen de s'entendre avec l'Angleterre, afin de conclure tout de suite la paix continentale, qui était la plus urgente. Telles étaient, indépendamment de la restitution des provinces illyriennes que nous avions à peu près promise à l'Autriche, ces conditions qui nous laissaient la Westphalie, la Lombardie et Naples comme royaumes vassaux, la Hollande, la Belgique, les provinces rhénanes, le Piémont, la Toscane, l'État romain, comme départements français! Telle était la France qu'on nous offrait, et dont nous regardions l'offre comme un outrage! Quant à l'Espagne, on était certain qu'il en faudrait faire le sacrifice pour avoir la paix avec l'Angleterre, mais que ce sacrifice suffirait. M. de Metternich avait eu, disait-il, plus d'une occasion de s'en assurer. On a vu

par nos récits antérieurs, que, sous ce rapport au moins, il n'y aurait pas difficulté insurmontable de la part de Napoléon.

M. de Narbonne répéta plusieurs fois que Napoléon victorieux n'accepterait pas ces conditions, mais M. de Metternich répéta à son tour que Napoléon était plus raisonnable qu'on ne voulait le représenter; que d'ailleurs ces conditions étaient inévitables, et qu'il faudrait lutter fortement encore pour les faire agréer aux puissances coalisées.

Restait le roi de Saxe, qu'on savait placé entre la déchéance ou le retour à Dresde, et pour l'Autriche il n'y avait pas sur ce sujet deux partis à prendre. Quelques insensés, à qui les moyens ne coûtaient pas, du moins en paroles, disaient à Vienne qu'il fallait s'emparer de la personne de ce monarque, et l'empêcher ainsi de retomber, en retournant à Dresde, sous le joug de Napoléon. Il n'y avait à penser à rien de pareil, et on ne songea pas un instant à retenir le roi Frédéric-Auguste. Au surplus on n'en aurait pas eu le temps, car il avait été obligé de répondre sur-le-champ à nos sommations, et, quoique en pleurant, de consentir à l'invitation que Napoléon lui avait adressée. Il s'apprêta en effet à partir de Prague avec ses troupes et sa cour, demandant instamment le secret, et le promettant de son côté à l'Autriche, sur les négociations qui avaient eu lieu entre les cabinets de Dresde et de Vienne. Le secret n'était ni bien profond ni bien noir. C'était une adhésion à la politique médiatrice, que le pauvre roi de Saxe avait bien pu considérer comme n'étant pas une trahison, lorsqu'il la voyait suivie et préconisée par le beau-père de Napoléon, sans qu'il en résultât de rupture entre eux. Il fit donc annoncer son arrivée à Dresde sous deux jours, temps qui était rigoureusement nécessaire à une cour aussi peu expéditive pour faire ses apprêts de voyage. Elle était composée effectivement de beaucoup de princes et princesses, quelques-uns très-vieux, et tous de même honnêteté et de même timidité que le roi.

Lorsque Napoléon apprit successivement tout ce qui vient d'être rapporté, il se mit en mesure de recevoir convenablement son allié, redevenu fidèle; mais auparavant il donna ses instructions à son représentant à Vienne. Il s'aperçut enfin de la faute qu'on avait commise en poussant l'Autriche à entrer si avant dans les événements, et en la provoquant à se constituer médiatrice armée, c'est-à-dire arbitre, quand on ne voulait pas subir son arbitrage. Il s'aperçut aussi de l'erreur dans laquelle il était tombé, en croyant qu'il pourrait engager cette puissance dans ses projets par l'offre des dépouilles de la Prusse, et en ne voyant pas qu'avant tout l'Autriche tenait à reconstituer l'Allemagne pour être indépendante, et ne trouvait pas d'agrandissement territorial qui valût l'indépendance. Mais, comme font souvent les princes qui ne veulent pas avoir tort, il rejeta toute la faute sur son représentant, c'est-à-dire sur M. de Narbonne, qui, avec la mission qu'il avait reçue, avec les instructions dont il était porteur, ne pouvait pas agir autrement qu'il avait fait. Toutefois, comme Napoléon aimait ce personnage si distingué, il l'improuva, sans aucune sévérité de langage, d'avoir poussé les choses si loin, d'avoir remis une note malgré les prescriptions du cabinet qui défendaient d'en remettre sans ordre formel, et d'avoir amené M. de Metternich à déclarer par deux fois que le traité d'alliance n'était plus applicable aux circonstances. — Il regrettait, disait-il, qu'on eût mis l'empereur son beau-père dans une position dont bientôt ce monarque sentirait la fausseté, car les Français n'en étaient encore qu'à leur première victoire, et allaient sous peu de jours en remporter d'autres. Quoi qu'il en soit, l'Autriche, obligée prochainement de revenir en arrière, en serait pour la confusion de ses fausses démarches; mais pour le moment il fallait que M. de Narbonne se montrât calme, réservé sans froideur, et ne demandât, ne répondît plus rien à la cour de Vienne, afin qu'elle reconnût qu'on ne la tenait plus pour alliée, tout en l'acceptant pour médiatrice, sans l'accepter cependant pour médiatrice armée. —

Napoléon, malgré ce langage modéré en apparence, était exaspéré au fond du cœur contre l'Autriche et contre son beau-père. Malgré sa prodigieuse sagacité, le penchant à se flatter, penchant auquel cèdent tous les hommes, quelque clairvoyants qu'ils soient, lorsqu'ils se sont mis dans une position où ils ont besoin de s'abuser eux-mêmes, le penchant à se flatter l'avait porté à croire qu'il obtiendrait tout de l'Autriche moyennant qu'il la payât bien, et il était profondément irrité de voir qu'elle trompait si complétement ses calculs. Les conditions qu'on lui mandait, et qui n'auraient pas dû lui paraître nouvelles, lui étaient odieuses. Il avait renoncé dans sa pensée au grand-duché de Varsovie, surtout après avoir reconnu de près les difficultés de cette création; mais au lendemain de cette guerre de 1812, entreprise pour humilier la

Russie, pour reconstituer la Pologne, pour appesantir plus que jamais son joug sur l'Europe, au lendemain de cette guerre, se trouver avec la Russie agrandie, avec la Pologne non pas refaite mais irrévocablement détruite, supporter la défection de la Prusse, l'en récompenser même, renoncer au protectorat de la Confédération du Rhin, abandonner les villes hanséatiques, cause première de la brouille avec la Russie, c'était une multiplicité de déboires, dont aucun n'affaiblissait sa vraie puissance, mais dont tous étaient un cruel échec pour son orgueil! Au point de vue des véritables intérêts de la France, aucun de ces sacrifices n'était à regretter. Le grand-duché de Varsovie n'était qu'un essai chimérique, tant que la Prusse et l'Autriche ne songeaient pas à reconstituer la Pologne, car c'étaient elles après tout que la Pologne était destinée à couvrir, et puisqu'elles n'en voulaient pas, il était puéril de s'obstiner à leur faire du bien malgré elles. Quant à la Prusse, nous n'avions intérêt, ni par rapport à la Russie, ni par rapport à l'Autriche, à la maintenir si faible! Quant au protectorat du Rhin, c'était un vain titre, odieux aux Allemands, capable uniquement de nous attirer leur haine, sans nous donner sur eux aucune influence réelle. Quant aux villes hanséatiques enfin, s'obstiner à les conserver, c'était étendre notre frontière militaire et commerciale au delà de toute raison. C'est à peine, en effet, si nous pouvions défendre le Zuyderzée et le Texel, car au delà du Wahal il n'existait plus de solide frontière pour nous; il avait même fallu tout l'esprit ingénieux de Napoléon pour faire rentrer la Hollande dans un bon système de défense, et encore n'y avait-il que très-imparfaitement réussi. Toutefois la possession de la Hollande offrait de si grands avantages maritimes, que cette magnifique possession pouvait être un objet de désirs pour une ambition à la façon de Charlemagne. Mais les villes hanséatiques nous imposaient une charge sans compensation, car elles étaient impossibles à défendre, à moins d'étendre la France jusqu'à l'Elbe, et commercialement elles étaient indispensables à l'alimentation de l'Allemagne et inutiles à la nôtre. Relativement au blocus continental, leur avantage tombait avec ce blocus, et avec la paix. Si même nous eussions été sages, nous aurions dû renoncer tout de suite au royaume de Westphalie, en dédommageant de quelque façon le roi Jérôme; mais enfin on ne nous le demandait pas, puisque l'empereur Alexandre avait refusé de prendre avec le grand-duc de Hesse l'engagement de lui rendre ses États, et il n'y avait pas à s'en occuper. Ce n'était donc que l'orgueil, l'implacable orgueil qui pouvait porter Napoléon à repousser les conditions imaginées par l'Autriche. — Il ne voulait pas, disait-il, se laisser humilier. — Il appelait être humilié ne pouvoir pas réaliser tous les rêves de son immense ambition, même quand on ne portait aucune atteinte à sa puissance réelle. Hélas! la punition de l'orgueil qui a trop entrepris sur autrui, c'est précisément de ne pouvoir céder, alors même qu'il le trouverait juste et nécessaire! Il est cloué à ses folles prétentions comme Prométhée à son rocher : exemple terrible pour ceux qui, n'écoutant que leurs désirs, se font un jeu des droits et de la dignité des hommes!

La certitude acquise des intentions de l'Autriche, qui n'auraient pas dû être nouvelles pour Napoléon, car de fréquentes insinuations les lui avaient clairement révélées depuis quatre mois, l'irrita profondément contre cette puissance. Il y vit une double trahison de l'alliance et de la parenté, et se dit, ce qu'il s'était dit autrefois bien souvent, jusqu'au jour où un brusque mouvement d'humeur contre la Russie l'avait décidé à un mariage autrichien, qu'il n'y avait jamais à compter sur la cour de Vienne, qu'il y avait toujours chez elle un abîme de dissimulation, d'astuce, d'égoïsme; qu'on devait chercher à s'entendre avec tout le monde plutôt qu'avec elle, et sacrifices pour sacrifices, en faire, s'il le fallait, à la Russie, à l'Angleterre même, plutôt qu'à l'Autriche ou à la Prusse. Un hasard poussa cette irritation au dernier terme. On avait arrêté à Dresde un courrier venant de Vienne, et porteur de dépêches de M. de Stackelberg, qui était représentant de la Russie auprès de l'Autriche, depuis que les rapports avaient été rétablis entre ces deux puissances à l'occasion de la médiation. On avait trouvé dans les dépêches de M. de Stackelberg à M. de Nesselrode beaucoup de détails singuliers, et on avait pu y voir que M. de Metternich, dans une position difficile, qui le condamnait à une extrême dissimulation, prodiguait les témoignages aux uns et aux autres, mais aux Russes et aux Prussiens encore plus qu'aux Français. M. de Metternich en effet, pour se faire pardonner de ne pas apporter immédiatement à nos ennemis toutes les forces de l'Autriche, de ne pas adopter toutes leurs conditions de paix, n'hésitait pas, quand il était en tête-à-tête avec eux, à se dire contraint dans sa conduite par le traité d'alliance du

14 mars 1812, par le mariage de Marie-Louise, par le danger d'une guerre avec la France, par l'inachèvement des préparatifs de l'Autriche, et manifestait, quand il le pouvait en sûreté, des préférences de cœur pour la coalition. Qu'il en fût ainsi, et même plus, on devait, sans avoir lu une seule des dépêches de la diplomatie étrangère, en être convaincu, ne pas s'en étonner, ne pas s'en émouvoir, et accepter comme vrai tout ce que disait M. de Metternich, qui disait vrai en effet lorsqu'il affirmait qu'à certaines conditions il se rangerait de notre côté. Il fallait comprendre que M. de Metternich étant Allemand, ne pouvait et ne devait pas nous aimer, et que s'il nous ménageait c'était par politique, et uniquement pour ne pas compromettre étourdiment son pays avec nous; il fallait profiter de sa prudence même pour en tirer tout le parti possible, mais rien que le parti possible. A la vérité nous raisonnons ici comme la politique, dont l'art consiste à comprendre toutes les situations, à les ménager et à s'en servir, et Napoléon raisonnait comme raisonnent l'orgueil, la victoire et le despotisme. Ces soudaines révélations l'irritèrent, comme si avec son esprit, qui était tout lumière dans le calme des passions, tout flamme et fumée dans l'emportement de ces passions funestes, il n'avait pas dû les prévoir. Un détail notamment l'exaspéra plus que tout le reste. Dans le moment où l'on attendait avec impatience à Vienne des nouvelles de la bataille prévue mais non connue du 2 mai, M. de Metternich, dans ses effusions pour les Russes, avait écrit à M. de Stackelberg que s'il recevait des dépêches même pendant la nuit, il le ferait éveiller pour les lui communiquer. C'étaient de bien grandes attentions pour la Russie, et de la part surtout d'un ministre qui se disait l'allié persévérant de la France! Puis on avait trouvé une lettre du roi de Saxe au général Thielmann, laquelle, supposant comme vraisemblable l'arrivée des Français victorieux sur l'Elbe, lui enjoignait, en tenant la place de Torgau fermée pour les Russes, de la tenir encore plus fermée pour les Français. Napoléon ne voulut pas voir dans ces instructions si prévoyantes le bon et imprévoyant monarque saxon, mais le renard de Vienne qu'il prétendait reconnaître à sa finesse. Tout cela rapproché, exagéré, apprécié par la colère, parut une trahison complète, tandis que ce n'était que le labeur d'une prudence embarrassée cherchant à passer à travers mille écueils. Encore une fois, il fallait profiter des conseils que M. de Metternich nous donnait à nous-mêmes, et de la crainte que nous n'avions pas cessé de lui inspirer, pour sortir de cette situation en faisant le moins de sacrifices possible; et comme il ne s'agissait de sacrifier que ce qui touchait à la vanité, et rien de ce qui appartenait à la puissance réelle, il fallait se soumettre, de bonne ou mauvaise grâce, mais se soumettre : il fallait bien après tout payer de quelque chose le désastre de Moscou! Trop heureux de ne pas le payer de l'existence elle-même! Qu'on nous pardonne la répétition de ces inutiles réflexions, cinquante ans après l'événement, qu'on les pardonne au chagrin que nous inspire la vue directe et continue des fatales résolutions qui ont perdu non pas Napoléon seulement (peu importe le sort d'un homme quel qu'il puisse être), mais la grandeur de notre patrie!

Quoi qu'il en soit, Napoléon revint brusquement à la politique qui avait été proposée dans le conseil tenu aux Tuileries en janvier dernier, et fortement appuyée par MM. de Caulaincourt, de Talleyrand et de Cambacérès, celle qui consistait à laisser l'Autriche de côté, sans la heurter toutefois, pour chercher à s'entendre directement avec la Russie. Cette politique, avons-nous dit, sage en ce qu'elle tendait à ne pas trop mêler l'Autriche aux événements actuels, à ne pas lui attribuer un rôle dont elle abuserait contre nous, avait néanmoins un inconvénient pratique des plus graves, c'était la difficulté de s'aboucher avec l'empereur Alexandre. Cette difficulté, déjà grande en janvier, avait dû s'accroître encore par les derniers événements militaires, par l'espérance dont les Allemands berçaient Alexandre, de faire de lui le libérateur de l'Europe et le premier des monarques régnants. Il est vrai que la bataille de Lutzen, puis après cette bataille une nouvelle victoire à laquelle il était permis de s'attendre, pouvaient dissiper les fumées dont Alexandre était enivré, et faciliter l'abouchement avec lui. Napoléon l'espéra avec cette force d'espérer qui est propre aux esprits puissants, et qui chez eux se convertit en force d'agir, et il fit toutes ses dispositions en conséquence.

Il résolut de continuer cette campagne sans relâche, de frapper le plus prochainement possible quelque coup décisif, d'en profiter pour conclure la paix, mais en s'entendant avec la Russie, même avec l'Angleterre, plutôt qu'avec les puissances allemandes, d'accorder à l'Angleterre le sacrifice de tout ou partie de cette Espagne dont il était dégoûté, dont le monde surtout ne serait

pas étonné de le trouver dégoûté, dont l'abandon paraîtrait de sa part un soulagement bien plus qu'un sacrifice, et ne serait certes pas un aveu bien humiliant à faire, car sa faute d'avoir voulu s'en emparer était aujourd'hui le secret de l'univers. En cédant en totalité ou en partie la Pologne à la Russie, en totalité ou en partie l'Espagne aux Bourbons, il lui semblait que tout serait arrangeable, et qu'il ne subirait pas le joug de la Prusse, qui, selon lui, l'avait trahi ostensiblement, de l'Autriche qui le trahissait secrètement, et qu'il s'affranchirait ainsi d'alliés infidèles par des sacrifices devenus inévitables, sur lesquels d'ailleurs la destinée avait rendu deux arrêts de nature à dégager son orgueil, pour la Pologne Moscou! pour l'Espagne l'opiniâtreté invincible des Espagnols! Si la guerre n'amenait pas prochainement un résultat décisif et une négociation, il voulait prolonger cette situation jusqu'à ce que la seconde série de ses armements fût terminée, qu'il eût deux cent mille hommes de plus en bataille, ce qui, avec les premiers trois cent mille qui se complétaient d'heure en heure, composerait un total de cinq cent mille combattants, et lui permettrait de ne plus dissimuler avec l'Autriche, de l'accepter même au nombre de ses ennemis, et alors, placé sur l'Elbe comme jadis sur l'Adige, à Dresde comme jadis à Vérone, au pied des montagnes de Bohême comme jadis au pied des Alpes, d'y essayer dans des proportions bien plus vastes, non pas seulement contre une puissance, mais contre l'Europe entière, une nouvelle campagne d'Italie, dans laquelle le général Bonaparte devenu l'empereur Napoléon, resté aussi jeune de caractère, mais devenu plus grand de conception, mûri par une expérience sans égale, renouvellerait à son âge mûr les prodiges de sa jeunesse, prodiges agrandis de tout ce que le temps avait ajouté à sa position, finirait aujourd'hui comme autrefois par des triomphes éclatants, et se reposerait enfin en laissant reposer le monde! Hélas! il ne manquait à ce beau rêve qu'une chose, c'est que l'humanité fût infatigable comme Napoléon, et voulût périr tout entière pour satisfaire l'ambition d'un conquérant, qui au génie d'un géomètre joignait l'imagination d'un poëte épique!

Ces résolutions prises, Napoléon fit ce qu'il faisait toujours, il passa aux dispositions pratiques, car, merveille de contrastes, autant il était chimérique dans les conceptions, autant il était précis et positif dans l'exécution. D'abord il adressa à M. de Narbonne une suite de dépêches (il y en eut jusqu'à trois en un jour sur le même sujet), dans lesquelles on voyait tout le changement qui s'était opéré dans son esprit. Il fallait, disait-il, ne plus rien demander à l'Autriche, mais en même temps ne plus la brusquer, ne plus la sommer surtout, être en un mot à son égard réservé et tranquille, et cependant ne point la tromper, car le mensonge n'était bon à rien. Il fallait lui laisser voir qu'on ne comptait plus sur elle, et qu'on avait compris cette maxime qu'elle répétait si volontiers à chaque occasion, que le traité du 14 mars 1812 *n'était plus applicable aux circonstances.* Ensuite quand elle apprendrait qu'en Italie, en Bavière, en France, on faisait des armements rapides et vastes, il n'était pas nécessaire de les nier, il convenait même d'en donner le véritable chiffre, s'il était mis en doute, en ne leur assignant aucun autre motif que la gravité des événements. Napoléon écrivait encore à M. de Narbonne, que l'Autriche comprendrait certainement cette nouvelle attitude, et qu'il était à désirer qu'elle la comprît; qu'elle devait se dire que son intervention n'était pas indispensable à la France pour s'aboucher avec les autres puissances, qu'entre l'empereur Napoléon et l'empereur Alexandre il y avait une brouille politique et nullement une brouille personnelle, et que les deux souverains n'avaient jamais cessé d'avoir l'un pour l'autre un penchant qui renaîtrait à la première démonstration amicale de Napoléon. *Une mission directe* ou *quartier général russe,* ajoutait Napoléon, *partagerait le monde en deux.* Cette parole révélait toute sa pensée; elle signifiait que M. de Caulaincourt, dont on connaissait l'ancienne intimité avec Alexandre, envoyé à ce prince, ferait changer la face des choses, en mettant dans un camp la France et la Russie, et le reste du monde dans l'autre. Mais il n'en était plus ainsi, depuis qu'on avait si profondément blessé l'orgueil de l'empereur Alexandre; et en tout cas c'était bien imprudent à dire, car il suffisait d'indiquer une telle pensée, pour faire que l'Autriche, sans perdre un jour, une heure, se jetât dans les bras de la Russie, et que les deux mois de temps dont on avait besoin pour convertir en cinq cent mille hommes les trois cent mille qu'on avait en ce moment, se réduisissent à quelques jours! Heureusement, M. de Narbonne avait trop d'esprit pour commettre la faute de laisser apercevoir cette chance à M. de Metternich. Il pouvait y trouver des motifs de confiance, mais nullement ceux d'une jactance aussi dangereuse qu'inutile.

Napoléon après avoir exprimé sa vraie pensée

à M. de Narbonne par l'intermédiaire de M. de Caulaincourt, qui remplaçait à Dresde M. de Bassano retenu encore à Paris, fit appeler le prince Eugène. Le vice-roi, bien qu'il eût des défauts, ceux de son origine à moitié créole, c'est-à-dire un peu de nonchalance et de négligence des détails, et que par ces défauts il eût encouru souvent le blâme de Napoléon, le vice-roi avait néanmoins conquis toute son estime par une rare bravoure, un vif sentiment d'honneur, et une résignation exemplaire à supporter une situation affreuse pendant la retraite. Napoléon lui témoigna sa satisfaction, lui annonça qu'il constituait en faveur de sa fille une fort belle dotation, celle du duché de Galliera, et que cette récompense allait être publiée par le *Moniteur* comme prix des services par lui rendus dans la campagne de 1812. Puis il lui dit qu'il fallait partir tout de suite pour Milan, où il reverrait sa famille, de laquelle il était séparé depuis plus d'une année, et se mettrait en mesure de remplir une mission importante. Napoléon lui apprit ce qu'il avait à y faire [1]. Il devait d'abord prendre le commandement non-seulement du royaume de Lombardie, mais du Piémont et de la Toscane, sous le rapport militaire bien entendu, et employer tout l'été à organiser une belle armée d'Italie. Les éléments nécessaires se trouvaient sur les lieux soit en cadres, soit en conscrits déjà instruits. Les cadres du 4e corps, avec lequel le prince Eugène avait fait la campagne de Russie, venaient de rentrer en Italie, et pouvaient fournir vingt-quatre bataillons. L'armée italienne pouvait en fournir vingt-quatre au moins. Les régiments du Piémont, qui avaient recouvré les bataillons envoyés en Espagne, revenus vides mais plus aguerris que jamais, permettraient de porter à quatre-vingts bataillons peut-être l'armée de la haute Italie. L'artillerie abondait dans cette contrée, et au mois de juillet on devait y avoir facilement cent cinquante bouches à feu attelées. La cavalerie, qui aurait dû être prête pour le général Bertrand, et qui ne l'avait pas été pour lui, le serait pour le prince Eugène. Il était donc facile d'avoir là une armée de quatre-vingt mille hommes dans deux ou trois mois, et beaucoup mieux organisée que l'armée avec laquelle on venait de vaincre les coalisés en Saxe, parce qu'on aurait du temps et du repos pour la pourvoir du matériel nécessaire. Enfin Napoléon destinait au prince Eugène des lieutenants du premier mérite, le général Grenier, qui avait reçu récemment une blessure, mais qui allait retourner en Italie pour s'y guérir, et enfin l'illustre Miollis, à la fois savant, homme d'esprit, spartiate et soldat héroïque.

Restait Murat. Ce malheureux prince perdait presque la tête sous la couronne que Napoléon y avait posée. Profondément atteint dans son orgueil par les paroles insérées au *Moniteur* après son départ de l'armée, craignant d'avoir encouru pour toujours la disgrâce de Napoléon, d'être réservé dès lors avec son royaume de Naples à quelque compensation, à quelque arrangement de paix, ayant prêté l'oreille aux ouvertures que l'Autriche adressait à tous ceux qui avaient envie d'abandonner la France sans l'oser, ayant peur à chaque pas de faire trop ou trop peu, il était dans l'état du roi de Bavière, du roi de Saxe, de tous ces alliés enfin, qui trop honnêtes pour nous trahir ne l'étaient pas assez pour n'y point penser, et avec bien plus de remords qu'eux, car il devait tout à Napoléon, dont il avait épousé la sœur, sœur dont il se défiait même, bien qu'elle n'eût pas moins envie que lui de conserver ce royaume tant aimé, ce royaume cause de leurs fautes et de leurs malheurs! Dans cette situation il y avait des moments où il semblait tomber en délire. Sa santé s'altérait visiblement, et ce héros, si beau à voir sur le champ de bataille de la Moskowa, devenu un faible roi, tourmenté de soucis, perdait à la fois sa beauté, sa sérénité, son courage. Son peuple, auquel il avait su plaire, en était saisi de compassion, et comme pour le consoler, le couvrait d'applaudissements, quand il le voyait. Quelquefois ce pauvre Murat songeait à venir se jeter aux pieds de Napoléon, et à lui offrir de commander les restes de sa cavalerie; quelquefois il voulait se donner à l'Autriche, et il avait dépêché à celle-ci un prince Cariati, dont la conduite était devenue à Vienne un tel scandale, que M. de Narbonne avait été obligé de la signaler à Napoléon.

Tout cela chez Napoléon excitait la pitié, mais une pitié sans bienveillance, et il était décidé à y mettre fin. Il ne doutait pas que sur un ordre formel de sa part, appuyé d'une menace positive, menace plus facile à réaliser à l'égard de Naples qu'à l'égard de la Suède, Murat n'accourût à ses pieds, et il résolut d'abord de l'appeler à l'armée,

[1] Ici encore, je ne m'en fie pas à des conjectures. Je raconte les faits d'après des pièces authentiques, d'après des lettres de Napoléon au prince Eugène, lettres où tous ces faits sont rappelés ou consignés, et toujours motivés longuement.

et ensuite d'exiger ses troupes pour les joindre à celles du prince Eugène. Murat avait employé tout son temps, depuis 1808, à créer une armée napolitaine, et il était le seul homme capable d'y réussir, car, outre sa renommée, il avait pour charmer les Napolitains sa belle et gracieuse figure. Environ dix mille soldats de cette armée avaient été dispersés çà et là dans l'immensité des troupes envoyées en Russie, et de ces 10 mille soldats, on en avait sauvé 3 à 4 mille. Mais Murat avait encore sous les armes près de 40 mille hommes parfaitement organisés, et Napoléon imagina d'en prendre 20 mille pour les adjoindre à Eugène. Quand l'Autriche verra cent mille combattants sur l'Adige, dit-il au vice-roi, elle sentira que c'est à elle à compter avec nous, et non pas nous avec elle. — Ces instructions données verbalement au prince Eugène, puis consignées par écrit en plusieurs dépêches, Napoléon lui serra la main avec une affection dont il ne s'était jamais départi envers ce prince, bien qu'il s'en défiât quelquefois, comme de tout ce qui lui était le plus cher, et il le fit partir le jour même.

On a vu quelles dispositions il avait prises pour rassembler une armée à Mayence, avec les cadres revenus d'Espagne. La consommation des hommes, incessante dans la Péninsule, permettant de comprendre ce qui restait dans des cadres toujours moins nombreux, Napoléon comptait sur soixante cadres de bataillons à Mayence, lesquels devaient se remplir chaque jour de conscrits des anciennes classes. Il espérait y joindre aussi les cadres de soixante escadrons de cavalerie, recrutés avec les cavaliers formés dans les dépôts, et montés avec les chevaux tirés de France. En Westphalie, la réorganisation des corps du maréchal Davoust et du duc de Bellune devait fournir, comme on a vu, cent douze bataillons, c'est-à-dire au moins 90 mille hommes d'infanterie. Déjà les vingt-huit seconds bataillons réorganisés à Erfurt étaient réunis sous le duc de Bellune, qui, outre les douze qui lui appartenaient, avait les seize du maréchal Davoust. Vingt-huit venaient d'arriver à Brême sous le général Vandamme. Les autres devaient bientôt suivre ceux-là. Lorsqu'ils seraient tous formés, on se proposait, comme nous l'avons déjà dit, de mettre ensemble les quatre bataillons de chaque régiment, de recomposer ainsi les vingt-huit anciens régiments, d'en donner seize au maréchal Davoust, douze au maréchal Victor, et de créer une armée de 120 mille hommes, avec une nombreuse artillerie tirée de Hollande et des départements hanséatiques, avec le reste de la cavalerie remontée par le général Bourcier. Si le Danemark, objet en ce moment des caresses de l'Angleterre et de la Russie, qui tâchaient de lui arracher, moyennant indemnité, le sacrifice volontaire de la Norwége, nous revenait comme tout le faisait espérer, on pouvait se promettre douze à quinze mille Danois, excellents soldats, ce qui devait porter à 130 mille hommes au moins l'armée du bas Elbe. C'étaient donc trois armées, une à Milan, une à Mayence, une à Hambourg, que Napoléon préparait, indépendamment de ce qu'il avait déjà sous la main, et dont l'organisation avançait à chaque heure, surtout depuis qu'il était à Dresde. Il comptait sur 100 mille hommes en Italie, sur 70 mille à Mayence, sur 130 mille entre Magdebourg et Hambourg, c'est-à-dire sur 600 mille combattants, en comprenant ce qu'il avait en Saxe, force énorme, bien propre à altérer, il faut le reconnaître, la rectitude de son jugement, en lui inspirant une confiance sans bornes.

Il adressa au maréchal Davoust les instructions les plus précises pour ces diverses organisations, dont une partie devait se faire sous la forte et savante main de ce maréchal. Il lui annonça qu'on lui rendrait bientôt les bataillons qu'on lui avait empruntés pour les prêter au duc de Bellune; il lui prescrivit de rentrer le plus tôt possible dans Hambourg, de profiter pour cela du mouvement projeté sur Berlin, d'exercer partout, et notamment à Hambourg, une justice rigoureuse. Napoléon était exaspéré contre les villes hanséatiques, qui venaient d'expulser les douaniers, les percepteurs des impôts, les officiers de police français, et en plusieurs endroits de les assassiner, qui avaient accueilli les Cosaques avec transport, et qui semblaient le but des efforts militaires et diplomatiques de la coalition. Il voulait ramener ces villes sous son autorité par la force et par la terreur, et s'il fallait les rendre, les rendre ruinées à l'Allemagne. Il ordonna au maréchal Davoust de faire fusiller les membres de l'ancien sénat qui s'étaient remis en possession de leur pouvoir, les principaux meneurs qui avaient excité l'insurrection, quelques-uns des officiers de la légion hanséatique qu'on avait levée contre nous; il ordonna d'arrêter et de priver de leurs biens les cinq cents principaux négociants, qui passaient pour ennemis de la France; enfin, de saisir partout, sans examen, les denrées coloniales et les marchandises anglaises, qui depuis l'insurrection de Hambourg avaient pénétré par l'Elbe avec abon-

dance. Il y aurait là, disait-il, de quoi payer la guerre dont les négociants de ces pays étaient en partie la cause. Ne se cachant jamais lâchement derrière ses agents, quand il prescrivait des mesures rigoureuses, il voulut que le maréchal Davoust, en exécutant ces instructions formidables, déclarât qu'il agissait d'après les ordres formels de l'Empereur, et il comptait, ajoutait-il, sur son inflexibilité connue, pour qu'aucune partie de ces ordres ne restât inexécutée. Heureusement qu'il comptait aussi, sans le dire, sur l'honnêteté et la sagesse de ce maréchal qui, tout rigoureux qu'il était, saurait attendre pour agir que la colère de son maître se fût évaporée en paroles effrayantes. De tous ces ordres la principale partie devait rester sans exécution; et il ne devait en résulter que de grosses contributions, dont l'armée vivrait pendant plus de six mois, depuis Hambourg jusqu'à Dresde.

Napoléon, passant à cheval le temps qu'il n'employait pas à travailler dans son cabinet, avait parcouru les bords de l'Elbe, reconnu Kœnigstein et Pirna, ainsi que tout le pays au-dessus et au-dessous de Dresde, ordonné l'établissement de deux ponts, un en charpente à Dresde même, pour raccorder les parties subsistantes du pont de pierre, et un de radeaux à Priesnitz, où l'armée avait opéré un passage de vive force. Il avait fait construire de fortes têtes de pont embrassant l'une et l'autre rive, pour le cas où il serait obligé de se replier sur la ligne de l'Elbe à la suite d'une bataille perdue, et avait veillé lui-même à la création de vastes hôpitaux et de vastes manutentions de vivres, situés sur la rive gauche, afin que rien ne fût exposé aux entreprises de l'ennemi. Tous ces travaux il les faisait exécuter à prix d'argent tiré de son trésor secret, afin d'attirer à lui le peuple de Dresde, qu'il voulait en même temps intimider et satisfaire. Les détachements de cavalerie amenés des dépôts par le duc de Plaisance ayant rejoint, il les avait fondus dans le corps du général Latour-Maubourg, de manière à remettre ensemble les escadrons de chaque régiment. Ce corps était monté ainsi à huit mille beaux cavaliers, et avec trois mille cavaliers saxons qui allaient revenir, avec mille ou deux mille cavaliers bavarois et wurtembergeois qui étaient attendus, devait sous quelques jours s'élever à 12 mille hommes à cheval. Quatre mille hommes de la garde devaient porter à 16 mille le total de notre cavalerie, ce qui composait déjà une force respectable, et indépendante des troupes légères de cette arme que chaque corps avait pour s'éclairer. Des détachements venus des dépôts sous le duc de Plaisance, il restait au moins trois mille cavaliers, destinés au général Sébastiani, pour compléter ses régiments lorsqu'il serait arrivé à Wittenberg. L'armée aurait alors 25 mille hommes à cheval capables de charger en ligne. C'était huit ou dix jours encore à attendre pour passer d'un état presque nul en fait de cavalerie à un état assez imposant. De plus le général Barrois avait amené une seconde division d'infanterie de la jeune garde, et il s'en préparait une troisième en Franconie sous le général Delaborde. Ainsi se complétaient, pendant ces quelques jours de repos à Dresde les 300 mille hommes qui formaient le premier armement de Napoléon, et qui suffiraient peut-être à dicter des lois à l'Europe coalisée. C'est dans ce repos si actif qu'il attendait le roi de Saxe, sommé de se rendre à Dresde, et le comte de Bubna, annoncé de Vienne avec tant d'appareil.

Le roi de Saxe en effet n'avait pas perdu une heure pour déférer à la sommation de son redoutable allié. Il avait quitté Prague, demandant, comme nous l'avons dit, et promettant le secret à l'Autriche sur tout ce qui s'était passé. Le 12 mai, le vieux roi, entouré de sa famille, de sa belle cavalerie, tant de fois réclamée en vain, arriva, par la route de Peterswalde, aux portes de Dresde. Napoléon, qui avait résolu de jouer une sorte de comédie, mais grande comme il lui convenait, était sorti de la ville à la tête de sa garde pour recevoir le monarque saxon, auquel il était heureux, disait-il, de restituer ses États reconquis par les armes de la France. L'armée française était sur pied; le temps était superbe, et tout se prêtait à une scène imposante. Napoléon, arrivé près du vieux roi, descendit de cheval et l'embrassa affectueusement, comme un prince qui, pour le rejoindre, se serait arraché aux mains d'ennemis dangereux, et non comme un prince repentant qui revenait à lui ramené par la crainte. Frédéric-Auguste ne put se défendre d'une vive émotion, car s'il avait peur de Napoléon, il l'aimait, n'en ayant reçu que du bien, bien chimérique et écrasant pour sa faiblesse, puisque c'était la lourde couronne de Pologne, mais bien enfin, et en le retrouvant si puissant, si amical, il fut saisi d'un sentiment de reconnaissance. Napoléon l'accueillit avec autant de respect que de dignité, en présence des habitants de Dresde accourus en foule pour assister à cette entrevue, et, du reste, les peuples

sont si enfants, que, frappés de ce spectacle, les Saxons furent émus eux-mêmes, et pour ainsi dire apaisés par la vue des deux monarques réconciliés. Il faut ajouter que les Russes s'étaient comportés en Saxe de manière à diminuer beaucoup la haine qu'inspiraient les Français.

Napoléon conduisit Frédéric-Auguste à son palais, qu'il affecta de lui rendre, et dîna le jour même à sa table en très-grande pompe. Il s'était logé provisoirement au palais du roi, mais avec le projet publiquement annoncé de se choisir une demeure plus militaire, moins gênante, et dans l'intention aussi de laisser à son hôte l'apparence d'un prince tout à fait maître chez lui. On cherchait pour Napoléon une maison de campagne aux portes de Dresde, où il pourrait jouir de la plénitude de son temps et de la beauté de la saison, et aurait l'air, qui lui allait si bien, de camper.

Après ces démonstrations vinrent les épanchements et les explications entre Napoléon et le vieux roi. Ce prince agité fit-il à Napoléon les aveux dont on l'accusa depuis pour justifier la spoliation d'une partie de ses États? On l'a prétendu en effet, mais tout, dans les documents existants, prouve le contraire. Il est probable que les vues de l'Autriche durent, sans qu'il fût infidèle, se découvrir d'elles-mêmes dans ses récits, et que s'il les révéla, ce fut sans le vouloir, car elles étaient fort claires par elles-mêmes, et peu coupables après tout, bien que Napoléon les prît dans le moment en fort mauvaise part. Il est certain que les révélations qui avaient complétement changé les dispositions de Napoléon à l'égard de l'Autriche lui étaient parvenues avant le 12 mai, jour de l'entrée du roi Frédéric-Auguste à Dresde, et qu'il avait tout appris soit par M. de Narbonne, soit par les dépêches interceptées, et rien par le roi de Saxe, encore absent de sa capitale.

Napoléon dans cet entretien rassura Frédéric-Auguste sur les suites de la guerre, lui fit partager sa confiance, et lui rendit autant de calme que ce prince pouvait en éprouver au milieu du tumulte des armes, pour lesquelles il était si peu fait. L'union était redevenue entière, et Napoléon voulut surtout qu'elle parût telle, car il lui convenait de se montrer en parfaite intimité avec ses alliés, dont on le disait aussi craint que haï, ce qui était vrai assurément des peuples allemands, mais beaucoup moins de leurs souverains.

Le premier avantage que Napoléon tira de la présence du roi à Dresde, fut de mettre la main sur ses troupes. La cavalerie saxonne était superbe. En la complétant avec quelques recrues, elle devait monter à environ trois mille cavaliers, séduits déjà comme leur roi par les habiles caresses de Napoléon. On la confia le jour même au brave Latour-Maubourg. Quant à l'infanterie enfermée dans Torgau, elle fut exposée à une épreuve assez dangereuse. Le général Thielmann, l'un des patriotes allemands les plus ardents et les plus sincères, s'était fort compromis par sa conduite. Il était allé visiter à Dresde l'empereur Alexandre, lui avait témoigné son dévouement à la cause des coalisés, mais, en sujet soumis, n'avait pas osé lui livrer Torgau, ayant l'ordre de son roi de n'ouvrir cette place qu'aux Autrichiens. Revenu à Torgau il avait été désespéré de voir, après la bataille de Lutzen, son roi retombé dans les mains des Français, et de plus il avait conçu pour son propre compte des craintes assez vives. Cédant au double stimulant du patriotisme et des inquiétudes personnelles, il avait alors essayé d'ébranler la fidélité de ses troupes, et de les amener à passer du côté des Russes, en se fondant sur ce que le roi n'était pas libre, et ne donnait que des ordres arrachés par la force. Bien que ses accents patriotiques retentissent au cœur de ses officiers, il ne put les entraîner, et tous avec leurs soldats demeurèrent fidèles à l'autorité de leur souverain. Il s'enfuit, après cette tentative infructueuse, au camp d'Alexandre, abandonnant son infanterie, qui dès ce moment rentra sans difficulté sous le commandement du général Reynier, pour les talents et le caractère duquel elle avait conçu une estime méritée.

Pendant ce temps, le maréchal Ney, se conformant aux instructions qu'il avait reçues, avait traversé Leipzig, et s'était transporté à Torgau, où il avait recueilli les Saxons. Un peu à gauche, à Wittenberg, ce maréchal avait le duc de Bellune avec ses bataillons organisés, à droite le général Lauriston établi avec son corps à Meissen. Le général Sébastiani amenant la cavalerie remontée en Hanovre, et la division Puthod (celle du corps de Lauriston qui était restée en arrière), n'était pas encore arrivé. Néanmoins avec Reynier, Victor, Lauriston, le maréchal Ney avait assez de forces pour marcher sur Berlin, et il en attendait l'ordre avec impatience.

Napoléon, avant de le lui expédier, voulait avoir des renseignements précis sur les desseins des coalisés. Déjà il avait porté au delà de l'Elbe

le corps du prince Eugène, qui depuis le départ de ce prince avait passé sous le commandement du maréchal Macdonald, et l'avait dirigé sur Bischoffswerda, où ce corps était entré en écrasant une arrière-garde ennemie, et en passant au milieu des flammes. On accusait en ce moment les Russes de vouloir se conduire en Allemagne comme en Russie, c'est-à-dire de brûler les pays qu'ils évacuaient. Il est certain que la malheureuse petite ville de Bischoffswerda venait d'être incendiée, peut-être par les obus, et sans qu'il y eût de la faute de personne. De Bischoffswerda, le maréchal Macdonald s'était dirigé sur Bautzen. Là, les rapports étaient devenus plus précis, et les Russes unis aux Prussiens avaient paru résolus à livrer une seconde bataille. Leur résolution était en effet conforme aux apparences. Malgré les pertes qu'ils avaient essuyées, malgré le danger d'une nouvelle défaite, la nécessité de combattre encore une fois entre l'Elbe et l'Oder, n'avait parmi eux fait doute pour personne. Reculer davantage, c'était abandonner les trois quarts de la monarchie prussienne, et surtout Berlin qu'on n'avait pas pu défendre directement par l'envoi d'un corps détaché, mais qu'une forte position conservée en Lusace protégeait jusqu'à un certain point. C'était avouer à l'Allemagne, à l'Europe qu'on s'était impudemment vanté après Lutzen, que dans cette journée on avait été tellement battu, qu'il n'y avait plus moyen de s'arrêter nulle part, ni derrière l'Elbe, ni même derrière l'Oder; c'était donner congé aux patriotes allemands auxquels on avait donné rendez-vous sur tous les champs de bataille de la Saxe, c'était donner congé à l'Autriche, qu'on ne retenait qu'à force de promesses, de vanteries, d'exagérations, et surtout à force de voisinage, en restant en quelque façon physiquement attaché à elle. Il fallait donc vaincre ou périr, plutôt que de se laisser arracher des montagnes de la Bohême, au pied desquelles on s'était arrêté en quittant Dresde, et profiter pour s'y défendre de l'un des nombreux cours d'eau qui descendent du *Riesen-Gebirge* à travers la Lusace, et divisent l'espace compris entre l'Elbe et l'Oder. A Bautzen notamment, où passe la Sprée, se trouvait une forte position, double en quelque sorte, car elle offre deux champs de bataille, l'un en avant de la Sprée, l'autre en arrière, position rendue célèbre par le grand Frédéric pendant la guerre de sept ans [1], sur laquelle on pouvait recevoir une et même deux batailles défensives, la gauche aux montagnes de la Bohême, la droite à de vastes marécages. Moitié renommée, moitié avantage du site, on s'était décidé pour cette position de Bautzen, et on était résolu à y combattre avec acharnement. Des 92 mille hommes qu'on avait pu réunir le 2 mai dans les plaines de Lutzen, 20 mille à peu près avaient été perdus ou par le feu ou par la marche, mais on les avait remplacés par 30 mille autres, les uns trouvés en Silésie, au moyen des réserves que la Prusse avait préparées dans cette riche province, les autres tirés du corps qui bloquait les places de la Vistule. Ce corps était celui de Barclay de Tolly, fort de 15 mille Russes, qui venait d'enlever Thorn à une garnison en grande partie bavaroise, dévorée de maladies, et logée dans des ouvrages à peine défensifs. C'était la seule des garnisons de l'Oder et de la Vistule qui eût succombé, et il avait paru aux coalisés beaucoup plus utile de gagner une grande bataille que de bloquer des places, qu'on avait peu de chances de prendre, et qui, situées au milieu de populations extrêmement hostiles, ne pouvaient exercer aucune action au delà de leurs murs. On avait donc rassemblé en avant et en arrière de Bautzen, le long de la Sprée, sous la protection de vastes abatis et de nombreuses redoutes, environ cent mille Prussiens et Russes, très-animés, très-difficiles à forcer dans cet asile, et on était prêt à livrer là une bataille décisive. On avait confié aux généraux prussiens Bulow et Borstell le soin de couvrir comme ils pourraient Berlin et le Brandebourg, aux coureurs de Czernicheff et de Tettenborn la tâche de se maintenir sur le bas Elbe, en mangeant, buvant, brûlant aux dépens des Allemands qu'ils venaient délivrer, et on s'était proposé de résoudre soi-même la grande question européenne sous les yeux de l'Autriche, au pied même de ses montagnes. On avait adressé à celle-ci les plus belles descriptions de la position prise, des forces réunies, et on l'avait suppliée de ne se laisser ni intimider ni séduire par le tyran de l'Europe, qui allait bientôt, disait-on, être réduit aux abois.

Tels étaient les détails que nos espions et nos reconnaissances, poussées maintenant plus loin depuis l'augmentation de notre cavalerie, avaient rapportés de tous côtés. N'ayant passé à Dresde que sept jours, temps strictement nécessaire pour réinstaller le roi de Saxe dans ses États, pour réunir un peu de cavalerie, et pour porter ses corps en ligne, Napoléon prit le parti de marcher tout de suite en avant, et d'aller dissi-

[1] Le grand Frédéric y avait livré la bataille dite de Hochkirch.

per une nouvelle fois les fumées dont s'enivrait l'orgueil des coalisés. Déjà le maréchal Macdonald était en vue de Bautzen ; il le fit appuyer à droite et le long des montagnes par le maréchal Oudinot, avec deux divisions françaises et une bavaroise, à gauche par le maréchal Marmont avec ses trois divisions, dont deux françaises et une allemande, plus à gauche encore par le général Bertrand, avec une division française, une italienne et une wurtembergeoise. Il avait en même temps tenu le maréchal Ney et le général Lauriston en avant de l'Elbe, en mesure de se porter ou à droite vers la grande armée, ou à gauche sur Berlin. Le maréchal Ney était à Luckau, le général Lauriston à Dobriluch, ce dernier liant le maréchal Ney avec la grande armée. (Voir la carte n° 58.) Napoléon leur enjoignit le 15 mai, jour où il reçut les renseignements certains qu'il avait attendus, de se diriger sans délai sur Hoyerswerda, de manière à déboucher sur le flanc et les derrières de la position de Bautzen, laquelle deviendrait difficile à conserver lorsque soixante mille hommes seraient en marche pour la tourner. Voulant utiliser toutes les forces dont il n'avait pas ailleurs un besoin indispensable, Napoléon enjoignit au général Reynier de suivre Ney et Lauriston. Il laissa le maréchal Victor, duc de Bellune, en avant de Wittenberg, comme une menace permanente contre Berlin, menace qui se réaliserait plus tard selon les événements, et il s'apprêta lui-même à partir aussitôt que les mouvements prescrits seraient assez avancés vers le but indiqué pour que sa présence sur les lieux devînt nécessaire. Déjà la garde elle-même avait été acheminée sur Bautzen, où tendaient en ce moment toutes nos forces, et où allait les suivre l'attention de l'Europe. Ayant 160 ou 170 mille hommes à opposer à 100 mille, quelque forte que fût la position de ceux-ci, Napoléon ne devait guère avoir d'inquiétude sur le résultat. La manœuvre ordonnée au maréchal Ney valait toutes les positions du monde, et l'armée française, pour vaincre, aurait pu se passer, même dans son état actuel, de sa supériorité numérique.

Napoléon allait quitter Dresde, lorsque parut enfin M. de Bubna, le 16 mai au soir, venant de Vienne le plus vite qu'il avait pu, afin de regagner le temps qu'on lui avait fait perdre à remanier ses instructions au fur et à mesure des nouvelles qui arrivaient des deux quartiers généraux. Napoléon lui donna audience sur-le-champ, et bien qu'il eût résolu de dissimuler à l'égard de l'Autriche, bien qu'il eût beaucoup de bienveillance personnelle pour M. de Bubna, il lui fit au premier instant un accueil un peu rude. Loin des hommes, il calculait froidement, avec toute l'exactitude de son esprit ; quand il les avait devant lui, sa nature ardente recevait de leur présence un stimulant presque irrésistible. Il ne sut pas contenir l'irritation que lui inspiraient les efforts de l'Autriche pour lui faire la loi, à lui gendre et allié, et surtout les prétendues duplicités de M. de Metternich, dont il croyait avoir la preuve. Il s'emporta contre ce dernier, et fit à son sujet des menaces qui, rapportées par un témoin malveillant, auraient pu avoir de funestes conséquences. Heureusement M. de Bubna avait beaucoup d'esprit, par suite beaucoup de penchant pour son glorieux interlocuteur, beaucoup de désir de la paix, et n'était homme à abuser d'aucun des emportements dont il était témoin. Il ne se troubla point, et tira d'abord de son portefeuille une lettre de l'empereur François pour Napoléon. Cette lettre était d'un père et d'un honnête homme, et renfermait l'entière vérité. Tout à la fois affectueuse et sincère, elle montrait à Napoléon la gravité décisive de cette situation, le danger de déterminations irréfléchies, lui traçait clairement la limite qui séparait les devoirs du père de ceux du souverain, et le suppliait avec dignité, mais avec instance, d'écouter pour son propre intérêt et pour celui du monde les ouvertures que M. de Bubna était chargé de lui faire. Cette lettre était propre à émouvoir une nature vive comme celle de Napoléon, et elle produisait effectivement une impression favorable. L'empereur François, plus réservé que M. de Metternich, ayant en outre moins à parler et à agir, avait pu garder plus aisément sa position, avait été moins obligé de caresser alternativement les uns et les autres, n'avait donc pas encouru les mêmes reproches de duplicité, et quand il alléguait d'ailleurs la double qualité de père et de souverain pour expliquer sa double conduite, avait bien raison après tout, car s'il avait accordé à Napoléon sa fille qu'il aimait, et s'il tenait compte de ce lien, il ne devait pas oublier cependant l'intérêt de sa monarchie qui avait de grands dommages à réparer, l'intérêt de l'Allemagne sans laquelle l'Autriche ne pouvait exister, et s'il cherchait à concilier ces intérêts divers, il était certes dans l'exact accomplissement de tous ses devoirs à la fois.

Napoléon, quoique fort irrité, le sentait bien au fond, et cette lettre l'adoucit visiblement, sans

apporter néanmoins beaucoup de changements à ses résolutions. Il écouta les propositions que M. de Bubna avait à lui faire, non pas à titre de conditions, car toutes les formes étaient soigneusement observées envers lui, mais à titre de conjectures sur ce qu'il était possible d'obtenir des puissances belligérantes, à titre de propositions que l'Autriche serait décidée à appuyer comme raisonnables. Ces diverses propositions étaient déjà connues de Napoléon, et s'il n'était pas converti, il était du moins un peu calmé à leur égard. Il les écouta avec attention, feignant de les entendre énoncer pour la première fois, demeura tranquille pendant qu'on les lui exposait, mais peu à peu laissa voir la vraie raison de ses refus, et cette raison, c'était l'orgueil, l'orgueil qui souffrait en lui d'abandonner, ou des titres qu'il avait pris avec un grand appareil, ou des territoires qu'il avait annexés solennellement à l'Empire. Le grand-duché de Varsovie était perdu, il avait péri à Moscou. Sous ce rapport tout le désagrément était subi. D'ailleurs, la grandeur de la catastrophe avait quelque chose qui était digne de la destinée de Napoléon. Son parti était donc arrêté à ce sujet, et au surplus il ne s'agissait pas là de son empire, il s'agissait d'une vaste combinaison politique, le rétablissement de la Pologne, qu'il avait tentée, disait-il, dans l'intérêt de l'Europe elle-même, et à laquelle il n'était pas tenu de se sacrifier, les hommes et la Providence n'ayant pas voulu l'y aider. Sur un autre sujet, plus grave peut-être, l'Espagne, Napoléon (ce qui étonna profondément M. de Bubna) ne se montrait plus aussi absolu, bien qu'il évitât de s'expliquer. Il ne disait pas ce qu'il céderait relativement à cette question, mais il paraissait décidé à céder quelque chose, et, quant à présent, afin d'amener l'Angleterre à négocier, il se déclarait prêt à admettre les insurgés espagnols aux conférences. Ici se révélait, sans que M. de Bubna pût la pénétrer, la nouvelle disposition de Napoléon à se montrer plus facile pour la Russie et l'Angleterre que pour les puissances allemandes. M. de Bubna, qui n'espérait pas tant à l'égard de la question espagnole, fut surpris et enchanté. Mais les points mêmes auxquels l'Autriche tenait le plus étaient justement ceux qui faisaient éprouver à Napoléon les plus pénibles émotions. Récompenser la Prusse de sa défection en la reconstituant, lui était singulièrement antipathique. Pourtant comme il était à la fois violent et prompt à pardonner, sur ce point on pouvait l'adoucir encore. Mais renoncer au titre de protecteur de la Confédération du Rhin, lui semblait une humiliation qu'on voulait lui imposer. L'abandon des départements hanséatiques, réunis constitutionnellement à l'Empire, lui semblait une autre humiliation tout aussi difficile à dévorer. M. de Bubna avait beau dire que le titre de protecteur de la Confédération du Rhin était un vain titre, sans aucune utilité pour la France, Napoléon s'armait de cette raison même pour répondre que l'inutilité du titre rendant la chose de nulle valeur, le désir de l'humilier en devenait plus évident. Relativement aux territoires hanséatiques, le négociateur autrichien affirmait que ce serait déjà une difficile concession à arracher aux puissances belligérantes que celle de la réunion de la Hollande à la France, mais que pour les territoires hanséatiques, l'Angleterre à cause de la mer, la Prusse à cause du voisinage, la Russie à cause du duché d'Oldenbourg, ne consentiraient jamais à nous les accorder. Napoléon avait à leur sujet une raison, qui n'était pas tout à fait d'orgueil, mais de politique, et devant laquelle M. de Bubna était moins armé de bonnes réponses, c'est que la France avait besoin de ces territoires, comme moyen d'échange, pour se faire restituer ses colonies par l'Angleterre. M. de Metternich lui-même s'était placé à ce point de vue dans plus d'un entretien sur cette question. Ici M. de Bubna répondait qu'il n'apportait que des propositions préalables, qui n'avaient rien de définitif, qu'on pourrait débattre plus tard, et modifier au gré de tous; que l'Angleterre étant présente, on pourrait mettre Lubeck, Hambourg, Brême en balance avec la Guadeloupe, l'Ile de France, le Cap, et ne céder les unes que contre les autres ; et il faisait de vives instances pour qu'on se réunît au moins dans un congrès, à Prague, par exemple, où l'empereur François se rendrait lui-même, pour être plus près des puissances belligérantes, et pouvoir employer plus efficacement ses bons offices.

Cette entrevue avait duré plusieurs heures. Napoléon paraissait adouci, sans donner à penser toutefois qu'il fût ébranlé, et on convint qu'il reverrait le lendemain M. de Bubna, avant de partir pour rejoindre l'armée. Bien qu'il fût décidé à ne pas subir les conditions qu'on cherchait à lui faire agréer, surtout à ne pas les subir de la part de l'Autriche, bien qu'il se crût en mesure d'imposer d'autres conditions moyennant qu'il eût deux ou trois mois pour achever ses derniers armements, il était cependant frappé de

l'utilité d'un congrès, d'abord pour montrer à ses alliés allemands, à la France et à l'Europe des dispositions pacifiques; secondement, pour se ménager ces deux ou trois mois dont il avait besoin afin de compléter ses forces; troisièmement enfin, pour saisir l'occasion de renouer des relations directes avec la Russie et avec l'Angleterre, relations dont il espérait profiter pour s'entendre avec celles-ci sans l'intervention des puissances allemandes, et à leur détriment. Il rendrait ainsi à l'Autriche ce qu'elle lui avait fait. Elle s'était servie en quelque sorte de lui pour devenir médiatrice, et devenue médiatrice par lui, elle se servait de la médiation pour lui dicter la paix qu'elle voulait. A finesse, finesse plus grande. Après s'être servi de l'Autriche pour s'aboucher dans un congrès avec les puissances en apparence les plus hostiles, il se passerait d'elle pour traiter, traiterait sans elle, et jusqu'à un certain point contre elle. Les succès diplomatiques étaient autant de son goût que les succès militaires, et il était aussi fier de gagner à un jeu qu'à l'autre, sans compter d'ailleurs que si l'Autriche, ayant égard à ses observations, comme le promettait M. de Bubna, pesait assez fortement sur les puissances coalisées pour leur arracher des conditions plus satisfaisantes, la paix alors obtenue et acceptée des mains de son beau-père serait aussi séante que de la main de tout autre. Par ces motifs, Napoléon prit le parti de dissimuler avec l'Autriche, de se montrer touché de ses raisons, d'agréer un congrès à Prague ou autre part, non-seulement un congrès, mais un armistice que des négociateurs envoyés aux avant-postes stipuleraient à la vue des deux armées. Avant que cet armistice fût conclu il espérait gagner encore une bataille, ce qui améliorerait fort sa situation dans le futur congrès, et cet armistice en tout cas lui procurerait le temps de terminer les vastes préparatifs au moyen desquels il croyait pouvoir dicter ses conditions à l'Europe, loin de recevoir les siennes, et lui fournirait de plus l'occasion d'ouvrir des communications avec l'empereur Alexandre, soin dont il était préoccupé au moins autant que de tout autre.

Il revit donc le lendemain 17 mai M. de Bubna, et paraissant se rendre à une partie de ses raisons, tout en persistant à affirmer qu'il mourrait les armes à la main, et en ferait mourir bien d'autres avant de consentir à certaines des conditions proposées, il déclara qu'il était prêt à accepter à la fois un congrès et un armistice, et à admettre dans ce congrès les représentants des insurgés espagnols, ce qui avait toujours été pour l'Angleterre la condition essentielle et préalable de toute négociation. M. de Bubna, étonné et ravi d'avoir obtenu tant de choses, surtout la dernière, qui était tout à fait inespérée, offrit d'écrire sur-le-champ à M. de Stadion, qui s'était transporté au quartier général russe pour y faire ce que lui M. de Bubna faisait au quartier général français, et de l'informer de l'acquiescement formel que l'empereur Napoléon donnait à la réunion d'un congrès et à la conclusion d'un armistice. La lettre de M. de Bubna pour M. de Stadion, rédigée à l'instant, et corrigée de la main de Napoléon lui-même, disait en substance que nullement enorgueilli par le succès récent de ses armes, l'empereur des Français, impatient de mettre un terme aux maux de l'Europe, consentait à la réunion immédiate d'un congrès à Prague, que même, pour faire cesser plus tôt l'effusion du sang, il était prêt à envoyer des commissaires aux avant-postes afin de négocier une suspension d'armes. Cette dernière condition, que M. de Bubna était si enchanté d'avoir obtenue, était justement celle à laquelle Napoléon tenait le plus, par les raisons que nous venons d'exposer. M. de Bubna fit donc partir la lettre par un courrier qui devait la porter en toute hâte au quartier général russe, pour qu'elle fût remise sans perte de temps à M. de Stadion. Il demanda ensuite à retourner à Vienne, afin d'aller y réjouir l'empereur François et M. de Metternich par l'annonce des excellentes dispositions dans lesquelles il avait trouvé Napoléon, et surtout afin de les préparer à modifier quelques-unes des conditions proposées. Napoléon approuva fort cette nouvelle course de M. de Bubna à Vienne, lui dit avec sincérité que ces modifications pourraient seules donner la paix, et la donneraient certainement si elles étaient suffisantes. Il lui confia en même temps une lettre pour son beau-père. Dans cette lettre affectueuse et filiale, autant que celle de l'empereur François avait été amicale et paternelle, Napoléon laissait voir la véritable plaie qui chez lui était saignante; il disait qu'il était prêt à la paix, mais qu'étant devenu gendre de l'empereur François, il remettait son honneur dans les mains de son beau-père, qu'il y tenait plus qu'à la puissance, plus qu'à la vie, et qu'il était résolu à mourir les armes à la main, avec tout ce que la France comptait d'hommes généreux, plutôt que de devenir la risée de ses ennemis, en acceptant des conditions humiliantes. Il expédia ensuite M. de Bubna,

après l'avoir comblé des marques de sa faveur.

Ainsi fut ouverte cette négociation, en partie sincère, en partie simulée de la part de Napoléon, mais entreprise avec une complète bonne foi et un grand zèle par le représentant de l'Autriche, qui se flattait d'avoir rapproché par son savoir-faire les plus redoutables puissances de l'univers prêtes à s'entre-choquer de nouveau. Immédiatement après avoir expédié M. de Bubna, Napoléon fit lui-même ses préparatifs de départ, mais avant de quitter Dresde il voulut tirer de ces négociations entamées le principal résultat qu'il en espérait, et qui consistait à s'aboucher directement avec Alexandre pour échapper à l'influence de l'Autriche. Sous le prétexte de l'armistice qui devait se négocier tout de suite et à la vue des deux armées si on tenait à prévenir une nouvelle et sanglante bataille, il imagina d'envoyer aux avant-postes M. de Caulaincourt, l'homme désigné entre tous pour un semblable rapprochement, car il avait joui non-seulement de l'estime, mais de toute la faveur d'Alexandre, de sa familiarité la plus intime et la plus journalière. M. de Caulaincourt était même désigné à ce point qu'on pouvait dire qu'il l'était trop, et qu'à son aspect l'intention de Napoléon éclaterait d'une manière frappante, alarmerait la Prusse, mettrait l'Autriche en éveil, peut-être précipiterait les résolutions les plus fatales. Calculant peu quand il désirait, Napoléon était si pressé d'essayer un rapprochement direct avec la Russie, qu'il ne tint aucun compte des inconvénients que nous venons de signaler, et qu'en partant de Dresde il fit partir M. de Caulaincourt avec une lettre pour M. de Nesselrode, datée du 18 mai, comme celle de M. de Bubna pour M. de Stadion. Il était dit dans cette lettre qu'en conséquence de ce qui avait été convenu avec M. de Bubna, l'empereur Napoléon se hâtait d'envoyer un commissaire aux avant-postes pour négocier un armistice, ce qui lui semblait urgent, vu le voisinage des armées, et qu'il avait choisi parmi ses grands officiers le personnage jugé le plus agréable à l'empereur Alexandre.

Cela fait, tous les ordres nécessaires ayant été donnés au général Durosnel pour que les têtes de pont de l'Elbe fussent bien armées, pour que les hôpitaux fussent prêts à recevoir beaucoup de blessés, pour que les vivres abondassent en cas de retraite, pour que la population fût fortement contenue pendant les redoutables scènes auxquelles il fallait s'attendre, pour que le faible et bon roi de Saxe, resté tremblant dans son palais, fût rassuré tous les jours contre les faux bruits, Napoléon partit le 18, et s'achemina vers Bautzen, confiant, serein, plein d'espérance, vivant au milieu des périls et du sang, des souffrances d'autrui et des siennes, comme d'autres vivent au milieu des distractions et des plaisirs.

Sur sa route il trouva ruinée, brûlant encore, et veuve de ses habitants presque tous réfugiés dans les bois, la pauvre ville de Bischoffswerda. Le désastre de cette petite cité, bien étrangère aux querelles des potentats qui l'avaient ainsi traitée, toucha la vive et impressionnable nature de Napoléon. Elle le toucha comme vous touche un pauvre animal qu'on a blessé sans le vouloir, et qu'on voit gémissant à ses pieds. Il prescrivit qu'une somme fût prise sur son trésor particulier pour contribuer à la reconstruire, disposition très-sérieusement ordonnée, et qui, privée plus tard d'exécution, ne le fut point par la faute de Napoléon. Il continua ensuite son voyage, et alla coucher à mi-chemin de Dresde à Bautzen.

Le lendemain 19 mai, il fut rendu de très-bonne heure devant Bautzen, où sa garde venait d'arriver, et où ses troupes l'attendaient avec impatience, comptant sur un nouveau triomphe. Il monta aussitôt à cheval pour faire, suivant sa coutume, la reconnaissance des lieux où il s'apprêtait à livrer bataille. Voici quelle était la position sur laquelle nous allions nous rencontrer encore une fois avec l'Europe coalisée, afin de rétablir le prestige de nos armes. (Voir la carte n° 59.)

Ainsi que nous l'avons déjà dit, cette position était adossée aux plus hautes montagnes de la Bohême, au *Riesen-Gebirge*, terrain neutre, contre lequel les uns et les autres pouvaient s'appuyer avec sécurité, car aucun des belligérants ne devait être tenté de s'aliéner l'Autriche en violant son territoire. A notre droite, on voyait donc s'élever ces montagnes couvertes de noirs sapins, puis la Sprée sortir de leur flanc, couler dans un lit profondément encaissé, et passer autour de la petite ville de Bautzen, sous un pont de pierre fortement barricadé. Tout à fait devant soi on découvrait la ville de Bautzen, qu'entourait un vieux mur crénelé, flanqué de tours et armé de canons, puis à gauche la Sprée, qui après avoir circulé à travers des hauteurs boisées, fort inférieures aux montagnes de droite, allait tout à coup se répandre dans un lit ouvert, au milieu de prairies verdoyantes, entre-

mêlées d'étangs, et s'étendant à perte de vue.

Telle était la première ligne, celle de la Sprée, qui n'était pas facile à emporter. A droite, sur les hautes montagnes et sur leur penchant, on apercevait des abatis de bois, et, derrière, beaucoup de canons, de baïonnettes et d'uniformes russes. Au centre, au-dessus et au-dessous de Bautzen, on découvrait aussi un grand nombre de troupes russes, et à gauche, sur les mamelons boisés à travers lesquels la Sprée s'ouvrait un chemin pour s'échapper dans la plaine, on discernait également des masses d'infanterie et de cavalerie, les unes déployées en ligne, les autres postées derrière des ouvrages de campagne, et toutes dénotant par leur équipement qu'elles appartenaient à l'armée prussienne.

Napoléon résolut de forcer dès le lendemain 20 mai cette ligne de la Sprée, que défendaient des troupes nombreuses et bien postées. Ce devait être l'occasion d'une première bataille. Puis il se proposait d'en livrer une autre pour forcer la seconde ligne, qui s'apercevait derrière la première, et qui paraissait plus redoutable encore. Il décida que le lendemain le maréchal Oudinot, à droite, passerait la Sprée vers les montagnes, soit à gué, soit sur un pont de chevalets, et chercherait à rejeter l'ennemi sur sa seconde position; qu'au centre le maréchal Macdonald enlèverait le pont de pierre construit sur la Sprée en face de Bautzen, et tâcherait d'emporter cette ville d'assaut; qu'un peu au-dessous du centre le maréchal Marmont franchirait la Sprée sur des pontons, entre Bautzen et le village de Nimschütz, et s'établirait dans une bonne position qui se trouve au delà; qu'à gauche enfin le général Bertrand, opérant son passage à Nieder-Gurck, vis-à-vis des derniers mamelons dont la Sprée baigne le pied avant de se répandre dans les prairies, s'efforcerait d'enlever ces mamelons, ou du moins de s'établir dans le voisinage. Telle devait être l'œuvre de la première journée. Pendant ce temps, le maréchal Ney, achevant son mouvement sur Hoyerswerda avec une masse d'environ soixante mille hommes, arriverait sur la basse Sprée, à Klix, quatre lieues au-dessous de Bautzen. Il pourrait le lendemain, en forçant le passage à Klix même, attaquer par le flanc la seconde position que Napoléon attaquerait de front. Il n'y avait pas de redoutes ni d'opiniâtreté qui pussent tenir devant cet ensemble de combinaisons.

Dans la journée, et vers le soir du 19, on avait entendu au loin, sur la gauche, une canonnade assez vive, laquelle, sans inspirer des inquiétudes pour le maréchal Ney, bien capable de se suffire avec ses soixante mille hommes, avait cependant donné lieu de penser que l'ennemi tentait un effort pour empêcher la jonction des deux parties de notre armée. Des aides de camp vinrent dans la soirée apprendre ce qui s'était passé.

Les coalisés, prêtant à Napoléon des fautes qu'il n'était pas dans l'habitude de commettre, avaient supposé que le maréchal Ney s'avançait avec son corps seulement, fort suivant eux de vingt-cinq mille hommes tout au plus, après les pertes qu'il avait essuyées à la bataille de Lutzen. Ils avaient détaché Barclay de Tolly, qui depuis son arrivée de Thorn formait en quelque sorte un corps isolé sur les ailes de l'armée principale, et lui avaient adjoint le général d'York avec 8 mille hommes, ce qui portait à 23 ou 24 mille combattants la force de ce détachement. On imaginait que ce serait assez pour causer un grand dommage au maréchal Ney, grâce à la surprise qu'il éprouverait, à son ignorance des lieux qu'il traversait pour la première fois, et que, sans le détruire, on le mettrait au moins hors de cause pour le jour de la bataille décisive. En conséquence les généraux Barclay de Tolly et d'York s'étaient acheminés de Klix sur Hoyerswerda, l'un tenant la gauche, l'autre la droite.

En ce moment la division italienne Peyri, la seconde du corps de Bertrand, avait été détachée dans la direction de Hoyerswerda, pour tendre la main à Ney qui s'approchait. C'est Napoléon qui en avait donné l'ordre, afin de tenir toujours ses corps en communication. Malheureusement le général Peyri n'avait pas exécuté cette commission délicate avec les précautions convenables. Il ne s'était éclairé ni sur la droite, par laquelle il pouvait se trouver en contact avec l'armée ennemie, ni devant lui, sur la route où il devait rencontrer Ney. Il tomba donc à l'improviste aux environs de Kœnigswarta avec les sept ou huit mille jeunes Italiens de sa division, au milieu des quinze mille soldats aguerris de Barclay de Tolly, fut assailli, enveloppé, se défendit bravement, mais aurait succombé, si le général Kellermann (le fils du vieux duc de Valmy), arrivant sur la route de Hoyerswerda avec la cavalerie de Ney, ne l'eût dégagé en chargeant les Russes impétueusement. Le général Peyri perdit néanmoins près de deux mille hommes en morts, blessés ou prisonniers, et trois pièces de canon.

Au même instant le général prussien d'York, placé à la droite de Barclay de Tolly, cherchait le

corps de Ney, et venait se heurter non pas à Ney lui-même, mais à son lieutenant Lauriston, qui s'avançait avec vingt mille hommes. C'est aux environs du village de Weissig qu'il fit cette fâcheuse rencontre. Il se trouva en présence de la première division de Lauriston; soutint contre elle un combat acharné, mais y laissa plus de deux mille hommes, et fut contraint à se retirer sur la Sprée, où il rejoignit le soir du 19 le corps russe de Barclay de Tolly. La perte était peu de chose pour nous à cause de notre supériorité numérique, elle avait de l'importance pour les coalisés, car elle affaiblissait singulièrement un corps dont ils avaient grand besoin pour la défense des positions qu'il s'agissait de nous disputer.

Le soir du 19, chacun était revenu à son poste. Barclay de Tolly s'était reporté vers l'extrême droite des coalisés; le général d'York, réduit de 8 mille hommes à 6 mille, très-fatigués, était retourné au centre : Ney n'était plus qu'à quelques lieues du village de Klix, où il devait franchir la Sprée; la division Peyri, ramassant ses débris, s'était ralliée autour du général Bertrand du mieux qu'elle avait pu. Ces combats, qui autrefois eussent été considérés comme des batailles, n'étaient plus que les escarmouches de ces luttes gigantesques. Le lendemain 20 mai, Napoléon, mesurant ce qu'il lui fallait de temps pour forcer la première ligne, ne voulut commencer l'action qu'à midi, afin que la nuit fût une limite obligée entre la première opération et la seconde. On employa la matinée à préparer les ponts de chevalets, et les bateaux nécessaires aux divers passages de la Sprée.

A midi, placé de sa personne en face de Bautzen, Napoléon donna le signal, et l'action commença par un feu général de nos tirailleurs, qui s'étaient dispersés le long de la Sprée, pour éloigner de ses bords les tirailleurs de l'ennemi. A droite le maréchal Oudinot, se conformant aux ordres qu'il avait reçus, s'approcha de la Sprée vers le village de Sinkwitz avec la division Pactod. Deux colonnes d'infanterie, descendant presque sans être aperçues dans le lit fort encaissé de la rivière, passèrent l'une à gué, l'autre sur un pont de chevalets, et cachées par l'escarpement de la rive droite, débouchèrent sur cette rive avant que l'ennemi eût pu remarquer leur présence. Mais arrivées de l'autre côté de la Sprée, elles se trouvèrent en face des troupes russes, formant l'aile gauche des coalisés. Cette aile gauche, placée sous les ordres de Miloradovitch, se composait de l'ancien corps de Miloradovitch, de celui de Wittgenstein et de la division du prince Eugène de Wurtemberg. Les deux brigades du général Pactod furent chargées immédiatement par plusieurs colonnes d'infanterie, mais tinrent ferme, donnèrent le temps à la division française Lorencez, la seconde du maréchal Oudinot, de venir se placer sur leur droite, et finirent par rester maîtresses du terrain qu'elles avaient envahi. Le maréchal Oudinot fit passer à leur suite la division bavaroise, et avec ces trois divisions réunies s'avança jusqu'au pied des montagnes de notre droite, surtout de la principale, dite le Tronberg, et entreprit de la gravir sous le feu de l'ennemi, la gauche au village de Jessnitz, la droite dans la direction de Klein-Kunitz.

Pendant que ces événements avaient lieu à notre droite, au centre le maréchal Macdonald avec ses trois divisions abordait de front la ville de Bautzen, en débutant par l'attaque du pont de pierre qui était fortement barricadé, et gardé par de l'infanterie. Afin d'ébranler le courage des défenseurs de ce pont, il fit descendre dans le lit de la Sprée une colonne qui franchit la rivière sur quelques chevalets. Le maréchal alors se jeta sur le pont de pierre, l'enleva sans difficulté, et courut sur la ville qu'il enveloppa avec deux de ses divisions. Avec sa troisième, celle du général Gérard, il prit soin d'éloigner la division du prince Eugène de Wurtemberg, qui paraissait vouloir se porter au secours de Bautzen. En même temps il fit attaquer les portes de la ville à coups de canon afin de les abattre, et de pénétrer dans l'intérieur baïonnette baissée.

Un peu au-dessous de Bautzen, vis-à-vis de Nimschütz, le maréchal Marmont avait également franchi la Sprée avec ses trois divisions, et s'était porté sur le terrain qui lui était assigné, entre le centre et la gauche de la position générale. Mais pour s'y établir il fallait enlever le village de Burk, défendu par le général prussien Kleist, officier aussi habile que vigoureux. Le maréchal Marmont, avec les divisions Bonnet et Compans, aborda le village de Burk, et l'emporta non sans peine. Au delà commençait la seconde position des coalisés. Un ruisseau fangeux, profond, bordé d'arbres, en formait la première défense. Trois villages, celui de Nadelwitz à droite, celui de Nieder-Kayne au centre, celui de Bazankwitz à gauche, occupaient le bord de ce ruisseau. Le général Kleist s'était replié sur ces villages, et y avait appelé le général d'York à son secours. Outre ces deux corps prussiens, le maréchal

Marmont avait à sa gauche, sur quelques mamelons boisés, Blucher lui-même avec 20 mille hommes, et en arrière à droite la ville de Bautzen, qui n'était pas encore prise. Il ne songeait donc pas à entamer la seconde position des coalisés, et tout ce qu'il désirait, c'était de se maintenir sur le terrain qu'il avait conquis. Il fit bonne contenance, et admirablement secondé par ses troupes, il résista à toutes les attaques des Prussiens. Le général Kleist sortit de Bazankwitz sur sa gauche pour l'aborder à la baïonnette, mais le général Bonnet avec les marins supporta la charge, et la repoussa victorieusement. Au même instant la cavalerie de Blucher fondit sur cette brave troupe, qui était déjà aux prises avec l'infanterie prussienne. Le 37e léger et le 4e de marins la reçurent en carrés, avec une fermeté imperturbable. Tandis qu'il se maintenait de la sorte, le maréchal Marmont, pour ne pas avoir à dos la ville de Bautzen, qui était attaquée mais point enlevée, détacha la divison Compans sur sa droite, laquelle trouvant une partie des murs de la ville de Bautzen plus accessible, les escalada, et en facilita l'entrée aux troupes du maréchal Macdonald. Sur ces entrefaites le général Bertrand, au-dessous du maréchal Marmont, franchissait la Sprée à Nieder-Gurck, au pied des mamelons où était campé Blucher. Il avait d'abord réussi à traverser la Sprée, qui dans cet endroit se divise en plusieurs bras marécageux, mais quand il lui avait fallu gravir la berge élevée de la rive droite, et déboucher en présence du corps de Blucher, il avait dû s'arrêter, car il se trouvait devant une position extrêmement forte, défendue par tout ce que l'armée prussienne renfermait de plus énergique. Toutefois il avait lui-même occupé un mamelon sur la rive droite de la Sprée, et y avait logé un régiment, le 23e, qui devait y être protégé par toute l'artillerie que nous avions sur la rive gauche. Il était six heures du soir, et la première ligne de l'ennemi était tout entière tombée dans nos mains. A droite, le maréchal Oudinot avait franchi la Sprée et enlevé aux Russes la montagne dite de Tronberg ; au centre le maréchal Macdonald avait enlevé le pont de pierre de Bautzen, ainsi que la ville elle-même, et le maréchal Marmont, après avoir franchi la Sprée, avait pris pied au bord du ruisseau où commençait la seconde ligne de l'ennemi ; à gauche enfin le général Bertrand s'était assuré un débouché au delà de la Sprée, en face des mamelons occupés par Blucher, et formant le point le plus important de la seconde position. Le résultat auquel nous aspirions était donc obtenu, et sans de trop grandes pertes. Certainement, si l'ennemi eût moins compté sur sa seconde ligne, il eût pu nous disputer la première avec encore plus de vigueur. Il l'avait néanmoins vaillamment défendue, et nous avions glorieusement surmonté sa résistance. Ce premier acte était terminé selon nos désirs, et le maréchal Ney arrivant au même instant à Klix, tout promettait un égal succès pour le lendemain, bien que la journée s'annonçât comme plus difficile, par cela seul qu'elle devait être décisive.

Napoléon entra dans Bautzen à huit heures du soir, rassura les habitants épouvantés, et vint camper en dehors, au milieu de sa garde formée en plusieurs carrés. Il disposa tout pour l'attaque du lendemain 21.

Du terrain qu'on avait conquis en passant la Sprée, on pouvait se faire une idée plus exacte de la seconde position qui restait à emporter. (Voir la carte n° 59.) Le ruisseau qui en formait le principal linéament, appelé le Bloesaer-Wasser[1], du nom de l'un des villages qu'il traversait, sortait des sombres montagnes de la droite, et après s'être fait jour à travers leurs contours abrupts, longeait le plateau sur lequel s'élevait Bautzen, en baignait le pied, coulait parmi des saules et des peupliers en contre-bas de Nadelwitz, de Nieder-Kayne, de Bazankwitz, villages en face desquels s'était placé la veille le maréchal Marmont, puis, arrivé à notre gauche, à la hauteur du village de Kreckwitz, tournait en arrière des mamelons boisés sur lesquels Blucher avait pris position, suivait leur revers en rétrogradant jusqu'à Klein-Bautzen, passait ainsi derrière ces mamelons, tandis que la Sprée passait par devant, les quittait à un village appelé Preititz, et s'en allait enfin se confondre avec la Sprée à travers la vaste plaine, mêlée de prairies et d'étangs, dont nous avons parlé.

La gauche des Russes, composée des anciens corps de Miloradovitch, de Wittgenstein et de la division du prince Eugène de Wurtemberg, s'était repliée sur l'une des montagnes élevées,

[1] Sur les lieux mêmes que j'ai visités récemment encore, ce ruisseau ne porte aucun nom que celui qu'on donne à la plupart des ruisseaux dans tous les pays, *ruisseau du moulin ;* mais, sur un plan allemand fort détaillé et fort bien fait, dont il existe un exemplaire au dépôt de la guerre, il porte le nom de *Bloesaer-Wasser*, que j'emploie ici pour le désigner plus facilement dans le cours de mon récit.

où le ruisseau du Bloesaer-Wasser prensit sa souree entre Jenkwitz et Pilitz, et devait la défendre à outrance contre notre droite établie sur le Tronberg. Le centre, composé des gardes et des réserves russes, chargé de défendre le milieu de la position, s'était placé en arrière du Bloesaer-Wasser, c'est-à-dire à Baschütz, sur un relèvement du terrain qui se trouvait en face de Nadelwitz et de Nieder-Kayne, et s'y était établi sous la protection de plusieurs redoutes et d'une forte artillerie. Le centre des coalisés présentait ainsi un ampithéâtre hérissé de canons, et, si pour l'attaquer, Marmont, la garde et Macdonald, formant le centre de l'armée française, descendaient du plateau de Bautzen, franchissaient le Bloesaer-Wasser à Nieder-Kayne ou à Bazankwitz, il leur fallait traverser une prairie marécageuse sous un feu plongeant épouvantable, puis enlever à découvert la hauteur de Baschütz garnie de redoutes.

Vers leur droite, c'est-à-dire vers notre gauche, les coalisés, au lieu de s'établir en arrière du Bloesaer-Wasser, s'étaient postés en avant. Attachant avec raison une grande importance à ces mamelons boisés que la Sprée perçait pour déboucher en plaine, et derrière lesquels coulait le Bloesaer-Wasser, ils y avaient laissé Blucher pour les disputer avec sa vigueur accoutumée, de manière que leur ligne, à son extrémité, au lieu de rétrograder comme le Bloesaer-Wasser, présentait une espèce de promontoire avancé. Blucher était là avec vingt mille hommes, attendant que le général Bertrand voulût sortir du pied-à-terre qu'il s'était assuré la veille en passant la Sprée à Nieder-Gurek. Blucher avait à sa gauche, le long du Bloesaer-Wasser, c'est-à-dire à Kreckwitz, les restes très-fatigués de Kleist et d'York, puis, au revers des mamelons, la cavalerie prussienne et une partie de la cavalerie russe pour couvrir ses derrières. Enfin, dans la plaine humide et verdoyante qui s'étendait au delà de ces mamelons, et au milieu de laquelle la Sprée et le Bloesaer-Wasser allaient se confondre, se trouvait sur une légère éminence, marquée par un moulin à vent, Barclay de Tolly avec ses quinze mille Russes. Il était là pour résister aux tentatives du maréchal Ney, dont les coalisés ne pouvaient pas encore apprécier toute l'importance.

C'était donc un ensemble formidable de positions à enlever, car notre droite, sous le maréchal Oudinot, devait se maintenir sur le Tronberg qu'elle avait conquis, le dépasser même, s'il était possible; notre centre sous Macdonald et Marmont, appuyé par la garde, devait descendre au bord du Bloesaer-Wasser, le franchir, traverser la prairie au delà, sous le feu des redoutes russes de Baschütz, et emporter ces redoutes. Notre gauche enfin, sous le général Bertrand, avait la difficile tâche de s'élever sur les mamelons défendus par Blucher et de les lui arracher. On aurait bien pu succomber à cette triple tâche, devant des obstacles de terrain aussi nombreux, derrière lesquels étaient rangés près de cent mille Russes et Prussiens déterminés, si on n'avait eu contre eux que la ressource d'une attaque de front. Mais Ney, arrivé dans la soirée même à Klix avec 60 mille hommes, devait y passer la Sprée, traverser la vaste plaine entremêlée de prairies et d'étangs qui était à notre extrême gauche et à l'extrême droite des coalisés, forcer tous les obstacles qui seraient sur son chemin, défiler par derrière les mamelons occupés par Blucher, et se diriger sur le clocher de Hochkirch, qu'on apercevait au fond même de ce champ de bataille, recouvert d'un cuivre verdâtre et brillant. De tout côté on voyait ce clocher, et Napoléon l'avait indiqué au maréchal Ney comme but frappant de ses efforts. Le maréchal avait ordre de se mettre en mouvement dès le matin, de franchir la Sprée à Klix coûte que coûte, de déboucher ensuite sur les derrières de l'ennemi, et de faire le plus tôt possible entendre son canon vers Preititz et Klein-Bautzen, sur la route de Hochkirch. C'est ce moment que Napoléon attendait pour faire attaquer Blucher, de front par Bertrand, de flanc par Marmont, pour franchir ensuite le ruisseau du Bloesser-Wasser, et aller assaillir les redoutes du centre, défendues par la garde russe. Il était possible que si Ney avait paru à temps à Klein-Bautzen, Blucher fût non-seulement repoussé, mais pris tout entier. Il était certain au moins que sa retraite devait déterminer celle de toute l'armée ennemie.

Telles étaient les savantes dispositions de Napoléon pour la journée du lendemain 21, lesquelles, ordonnées d'un peu loin, surtout pour Ney qui cheminait à grande distance, laissaient un peu plus à faire que de coutume à l'intelligence de ses lieutenants. Chacun coucha au bivac sur le terrain qu'il avait conquis, par un très-beau temps, et avec pleine confiance dans le résultat de la prochaine journée. Napoléon bivaqua au milieu des carrés de sa garde, sur le plateau de Bautzen, apercevant, du point où il était, toutes les positions de l'ennemi, mais non le terrain que Ney devait parcourir, et que lui ca-

chaient les mamelons occupés par l'armée prussienne. En ce moment il se demandait si cette nouvelle bataille ne serait pas prévenue par la réponse à sa lettre du 18, dans laquelle il adhérait au principe d'un armistice proposé par l'Autriche, et annonçait l'envoi de M. de Caulaincourt pour le négocier. Mais le 20 au soir cette réponse ne lui était point parvenue, soit qu'on ne voulût point recevoir M. de Caulaincourt et lui permettre d'approcher l'empereur Alexandre, soit qu'on préférât tenter encore une fois le sort des armes. De ces deux suppositions, la seconde était celle qui convenait le mieux à Napoléon, car il était sûr que la nouvelle bataille provoquerait de sages réflexions chez les plus récalcitrants de ses ennemis. Quoi qu'il en pût être, il se livra à son repos accoutumé la veille des grandes batailles.

Vis-à-vis de lui, dans une position qui correspondait assez exactement à la sienne, à la maison de poste de Neu-Burschwitz, les souverains alliés, agités comme le sont toujours les gens inexpérimentés en présence des situations graves, étaient engagés dans une délibération triste et laborieuse, qui dura toute la nuit. Quant à braver les chances d'une seconde bataille, ils y étaient fermement décidés. Ils avaient reçu la lettre relative à l'armistice et à la mission de M. de Caulaincourt, et leur parti à cet égard avait été arrêté sur-le-champ. Ils s'étaient dit que s'ils admettaient auprès d'eux M. de Caulaincourt, l'Autriche concevrait à l'instant les plus grands ombrages, et ne manquerait pas de voir dans cette admission la probabilité d'un arrangement direct entre la France et la Russie. Ils avaient donc pris la détermination de renvoyer très-poliment M. de Caulaincourt à M. de Stadion, comme au représentant de la puissance médiatrice chargée de tous les pourparlers, même de ceux qui étaient relatifs à l'armistice, et de différer en outre cette réponse jusqu'après le résultat de la bataille, car le parti des patriotes allemands, qui menait directement l'armée prussienne et indirectement l'armée russe, aurait jeté les hauts cris, si on avait accepté un armistice avant d'y être contraint par la nécessité la plus impérieuse. Résolus à la bataille, les souverains alliés s'étaient mis à en discuter les chances. Le roi de Prusse se flattait peu, l'empereur de Russie beaucoup. Celui-ci était rempli d'un beau feu de guerre qui ne lui laissait pas de repos. Il s'était pour ainsi dire emparé du commandement suprême, et, pour l'exercer plus à son aise, l'avait conféré nominalement au comte de Wittgenstein, qui avait pour inspirateur le général Diebitch. Le commandement réel aurait dû appartenir à Barclay de Tolly, à cause de ses antécédents et de son rang, mais on s'était débarrassé de son inflexibilité en lui assignant une espèce de rôle isolé à l'extrême droite des coalisés, dans les terrains inondés entre le Bloesaer-Wasser et la Sprée, à la position dite du moulin à vent. La discussion entre Alexandre et les nombreux officiers russes et prussiens, qui lui apportaient tour à tour leur avis, et le lui faisaient successivement adopter, roula précisément sur la position de Barclay de Tolly. On avait singulièrement renforcé la gauche de Miloradovitch; le centre était couvert par les fortes redoutes de Baschütz, et défendu par la garde impériale russe. La droite sur les mamelons était invincible, suivant Blucher, et les Prussiens juraient que ces mamelons deviendraient, grâce à eux, les Thermopyles de l'Allemagne. Mais Barclay de Tolly pourrait-il résister à Ney, qui semblait se diriger vers lui? Telle était la vraie question. Alexandre, dont le coup d'œil n'était pas encore très-exercé, s'était persuadé que Napoléon voulait lui arracher l'appui des montagnes, et par ce motif il n'entendait affaiblir ce côté au profit d'aucun autre. M. de Muffling, officier d'état-major distingué, qui avait soigneusement reconnu le terrain, insistait sur le danger qui menaçait Barclay de Tolly, et finit par se faire écouter d'Alexandre, porté du reste à écouter tous les donneurs d'avis par bienveillance de caractère et désir honnête de tout comprendre. Mais sur la réponse du comte de Wittgenstein que Barclay de Tolly avait 15 mille hommes, Alexandre parut rassuré et tout l'état-major avec lui, excepté M. de Muffling. Puis le jour commençant à paraître, il fallut bien terminer la délibération et courir chacun à son poste.

Napoléon, en effet, y appelait tout le monde, et était au sien de grand matin. De la position où se trouvaient les souverains, on le voyait, sur le plateau de Bautzen, à cheval, donnant des ordres, et tout à fait à portée du canon ennemi. Lord Cathcart, l'ambassadeur britannique, ayant une excellente lunette anglaise avec laquelle on apercevait tous les mouvements de Napoléon, chacun l'empruntait pour voir ce terrible adversaire et aurait voulu deviner ce qui se passait dans son esprit, comme on discernait ce qui se passait autour de sa personne. Un uniforme jaune et galonné qu'on découvrait à côté de lui, était le sujet d'une extrême curiosité. On se demandait si celui qui était revêtu de cet uniforme ne serait pas Murat, dont le costume était toujours sin-

gulier, et si par hasard ce ne serait pas une preuve que la cavalerie française, réorganisée, était enfin arrivée sur le champ de bataille. Bientôt après on sut que cet uniforme jaune était celui d'un postillon saxon, dont Napoléon se servait pour se faire indiquer l'emplacement des villages dont les noms étaient inscrits sur sa carte.

Mais déjà une effroyable canonnade remplissait de ses retentissements la vaste étendue de ce champ de bataille. Le maréchal Oudinot, à notre droite, était sur les hauteurs du Tronberg, qu'il avait conquises la veille, et les disputait aux Russes de Miloradovitch qui s'efforçaient de les lui reprendre. Au centre, Macdonald, Marmont, immobiles, ayant entre eux les carrés de la garde, et derrière eux la cavalerie de Latour-Mauhourg, attendaient les ordres de Napoléon, qui lui-même attendait le succès de la manœuvre confiée au maréchal Ney. Le général Bertrand à gauche, achevant le passage de la Sprée commencé la veille, gravissait avec ses trois divisions l'escarpement de la rive droite, protégé par l'artillerie de la rive gauche. Mais c'était à deux lieues au-dessous, c'est-à-dire à Klix, que se passait l'événement décisif de la journée. Le maréchal Ney venait effectivement de franchir la Sprée sur ce point, et de refouler les avant-postes de Barclay de Tolly.

Arrivé au delà de la Sprée, il avait à sa droite les revers des mamelons occupés par Blucher, et les étangs qui longeaient le pied de ces mamelons, devant lui le moulin à vent où était établi Barclay de Tolly, et à gauche les bords marécageux du Bloesaer-Wasser. Il marcha directement et résolûment sur le moulin à vent. A droite il détacha vers Pliskowitz l'une des trois divisions du corps de Lauriston, celle que commandait le général Maison, pour essayer de gravir les mamelons qui étaient couverts d'artillerie et d'uniformes prussiens. A gauche il dirigea les deux autres divisions du général Lauriston, sous ce général lui-même, pour passer le Bloesaer-Wasser au-dessous de Gleine, et déborder ainsi la position de l'ennemi.

En mouvement dès le matin, ayant passé la Sprée à Klix de très-bonne heure, il aborda également de très-bonne heure la position occupée par Barclay de Tolly. Ce dernier lui lança force boulets, car il avait plus de canons que de soldats. Obligé en effet de garder une ligne fort étendue, du pied des mamelons où était Blucher jusque vers les vastes prairies que traversait le Bloesaer-Wasser, il n'avait au moulin même que cinq à six mille hommes. Mais des boulets n'arrêtaient pas le maréchal Ney. Il continua de s'avancer sur le moulin à vent, et, tout énergique qu'était Barclay de Tolly, parvint à le culbuter. Barclay avait en ce moment à ses côtés M. de Muffling, qui avait tant insisté pour attirer sur cette partie de la position l'attention d'Alexandre, et, après l'avoir rendu témoin de sa résistance et de ses périls, il le dépêcha auprès de Blucher pour demander du secours. Craignant, s'il s'obstinait en avant du Bloesaer-Wasser, d'y être refoulé en désordre, il le repassa à Gleine, et alla s'établir sur le penchant des hauteurs qui remplissaient le fond du champ de bataille pour disputer aux Français les routes de Würschen et de Hochkirch, que toute l'armée coalisée devait suivre en se retirant. Il y rencontra les troupes de Lauriston qui vinrent le harceler, mais contre lesquelles l'avantage des lieux lui permettait de se défendre.

Ney, après avoir enlevé le moulin à vent, remonta un peu à droite pour prendre à revers les mamelons où il avait aperçu la masse des troupes prussiennes, et se trouva devant le village de Preititz, qui était situé sur le Bloesaer-Wasser, juste au point où ce ruisseau, après avoir tourné derrière la position de Blucher, se redressait pour déboucher dans la plaine. Il fit emporter ce village par la division Souham, et, une fois là, commença de concevoir quelques doutes sur ce qui lui restait à faire. Il apercevait bien dans le fond le clocher de Hochkirch, but assigné à ses efforts; mais ayant devant lui des masses profondes de cavalerie, auxquelles il n'avait qu'un peu de cavalerie légère à opposer, ayant à gauche Barclay de Tolly dans une position avantageuse, à droite les mamelons occupés par Blucher, séparé de Napoléon par une distance de trois lieues, et par des collines boisées, ce héros, qui éprouvait quelquefois, comme nous avons eu déjà l'occasion de le dire, des hésitations d'esprit, jamais de cœur, s'arrêta pour écouter le canon du reste de l'armée, et ne pas s'engager trop vite.

Pendant ce temps arrivait le secours destiné à Barclay de Tolly, que M. de Muffling avait eu beaucoup de peine à obtenir de l'incrédulité de Blucher et de Gneisenau. Ces deux derniers en effet, lorsque M. de Muffling parvint auprès d'eux, étaient occupés à débiter des harangues patriotiques aux troupes prussiennes, à leur parler de ces Thermopyles germaniques où l'on devait mourir, et ne voulaient pas croire qu'ils fussent menacés d'être pris à revers. Pourtant, sur les

instances de M. de Muffling, Blucher ordonna à quelques bataillons de Kleist et à deux de la garde royale de quitter ses derrières, et d'aller reprendre Preititz.

Effectivement ces bataillons rebroussèrent chemin, donnèrent tête baissée sur Preititz, y trouvèrent la division Souham qui n'était pas sur ses gardes, et lui enlevèrent ce village ainsi que le pont du Bloesaer-Wasser. Ney, surpris de cette brusque attaque, revint à la charge avec sa seconde division, passa à son tour sur le corps des bataillons prussiens, et rentra dans le village de Preititz. Ce village reconquis, il fallait marcher devant soi, rallier Lauriston par la gauche, et, suivi de Reynier, tourner la position de Blucher, recevoir en carré, comme on l'avait fait tant de fois, les masses de la cavalerie prussienne, puis gravir les pentes que défendait Barclay de Tolly, et aller couper les routes de Würschen et de Hochkirch, qui devaient servir de retraite à l'aile droite des coalisés. On eût pris là 25 mille Prussiens et 200 bouches à feu, et dissous la coalition. Le général Jomini, chef d'état-major du corps de Ney, adressa de vives instances à l'illustre maréchal pour qu'il en agît ainsi, mais celui-ci voulut attendre que les détonations de l'artillerie, qui venaient seulement de se faire entendre sur sa droite, fussent plus prononcées et plus proches, et qu'il fût moins isolé sur ce champ de bataille si vaste, si compliqué, dont il n'avait aucune connaissance.

Cependant il en avait fait assez pour rendre intenable la position de l'ennemi. Napoléon, impatient de commencer l'attaque, mais ne cédant jamais à ses impatiences sur le champ de bataille, n'avait ordonné le feu de son côté que lorsqu'il avait jugé l'événement mûr. En effet, le général Bertrand protégé par l'artillerie de la rive gauche de la Sprée avait gravi les escarpements de la rive droite, et était parvenu à déboucher en face de Blucher. Celui-ci, adossé aux mamelons boisés dont nous avons parlé, avait sa droite à ces mamelons, sa gauche au Bloesaer-Wasser et au village de Kreckwitz, son infanterie à ses deux ailes, sa cavalerie au milieu, et une longue ligne d'artillerie sur son front. Le général Bertrand était venu se déployer devant lui, la division Morand à gauche, la division wurtembergeoise à droite, la division italienne en réserve. Entre la position du général Bertrand et la ville de Bautzen se trouvaient Marmont, la garde et Macdonald, souhaitant avec ardeur l'ordre d'entrer en action.

A peine le canon de Ney avait-il retenti sur les derrières de Blucher, que Napoléon s'était empressé de donner le signal. Marmont, ayant outre son artillerie toute celle de la garde, avait ouvert un feu effroyable sur les redoutes du centre qui étaient devant lui, puis avait dirigé une partie de ce feu un peu obliquement sur Kreckwitz et le flanc de Blucher, dont la position était ainsi devenue fort difficile.

Après quelques instants de cette canonnade, Bertrand se mettait en mouvement pour aborder la ligne de Blucher, lorsqu'il vit la cavalerie prussienne fondre sur lui au galop. Mais la division Morand la reçut en carré, sans en être ébranlée, la repoussa à coups de fusil, puis se porta en colonnes d'attaque sur Blucher. Pendant ce temps la division wurtembergeoise s'avançait sur Kreckwitz, qui était dans le coude du Bloesaer-Wasser, sur le flanc des mamelons boisés. Le canon de Marmont avait tellement ébranlé les troupes qui gardaient Kreckwitz, qu'un bataillon wurtembergeois s'y élançant avec vigueur parvint à s'en emparer. Blucher voyant son front menacé, attira à lui sa seconde division, celle de Ziethen, et la porta en ligne pour l'opposer au corps de Bertrand. Cette division trouva Morand très-ferme à son poste et ne le fit point reculer, mais elle gagna du terrain sur la division wurtembergeoise, et dépassant Kreckwitz enleva le bataillon qui s'était emparé de ce village. Marmont alors redoubla son feu oblique sur Kreckwitz, tandis que Morand, de la défensive passant à l'attaque, fit plier la division Ziethen, et la poussa sur les mamelons qui servaient d'appui à Blucher. Il aurait fallu en ce moment que Blucher pût attirer à lui toute la garde royale prussienne, le corps de Kleist et une partie des forces russes. Mais à toutes ses demandes de secours on répondit que ces troupes étaient occupées à disputer Preititz sur ses derrières, qu'elles l'avaient même perdu, et que s'il ne se retirait bien vite, loin de s'obstiner à défendre la position que tout à l'heure il appelait les Thermopyles de l'Allemagne, il allait être pris avec son corps d'armée par le maréchal Ney. Devant l'évidence de ce danger, que M. de Muffling eut quelque peine à lui faire comprendre, il se décida, le désespoir au cœur, à battre en retraite, ayant bonne envie de se plaindre de Barclay de Tolly, qui, disait-il, n'avait pas protégé ses derrières, mais ne l'osant pas, et s'en dédommageant par mille invectives contre l'état-major russe, qui avait inutilement accumulé dans les montagnes des forces dont on aurait eu grand besoin sur la droite des alliés. Blucher se retira

donc, et passa en vue de Preititz, tout près de Ney, qui en était resté maître. Par un bonheur inouï pour lui, tandis qu'il descendait de ces mamelons, où il avait promis de résister à tous les efforts des Français, et en descendant par Klein-Bautzen, Ney, croyant plus prudent de les faire évacuer avant de se porter sur Hochkirch, les gravissait par Preititz, de sorte que Ney y montait d'un côté pendant que Blucher en descendait de l'autre. Blucher put donc opérer sa retraite sans fâcheuse rencontre, traversa les lignes de la cavalerie russe et prussienne, qui était demeurée en bataille derrière lui pour le recevoir, et dont le long déploiement avait tant imposé au maréchal Ney.

Mais la victoire n'en était pas moins assurée. Bertrand suivit Blucher en retraite ; Marmont avec son corps, Mortier avec la jeune garde, voyant le mouvement rétrograde de l'ennemi, descendirent sur le bord du Bloesaer-Wasser, le franchirent, et traversèrent la prairie inondée qui s'étendait au pied des redoutes de Baschütz. La jeune garde les escalada sans grand dommage, car le mouvement de retraite imprimé à la droite des coalisés s'était communiqué au reste de leur armée. Ce mouvement général vint à propos dégager Oudinot, qui, à notre droite, assailli sur le Tronberg par toutes les forces de Miloradovitch, avait été contraint de se replier et de prendre position en arrière, la gauche à Rabitz, la droite à Grubtitz, où il avait trouvé l'appui de l'intrépide Gérard, commandant la droite de Macdonald. Au bruit de la victoire remportée sur toute cette immense ligne, Oudinot reprit l'offensive contre les Russes qui se retiraient, et les poussa vivement. Sur une étendue de trois lieues on se mit à poursuivre les coalisés ; mais, faute d'un terrain propre à la cavalerie, faute aussi d'en avoir assez, on ne put recueillir en fait de prisonniers et de canons que les blessés et les pièces démontées, dont le nombre au surplus était considérable, et suffisait pour donner un grand éclat à cette victoire. Certes, si le maréchal Ney eût été cette fois aussi téméraire qu'il était intrépide, et il faut reconnaître que sa position, à la distance où il se trouvait de Napoléon, avait dû lui inspirer de l'inquiétude, si l'heureuse audace des temps passés l'avait animé, on aurait ramassé dans cette journée plus de trophées qu'à Austerlitz, à Iéna ou à Friedland, car on aurait pris toute la droite de l'armée ennemie, et notamment Blucher, notre adversaire le plus ardent. Telle quelle, la victoire était des plus brillantes ; elle faisait tomber une position formidable, défendue par près de cent mille hommes, et la dernière illusion des alliés, du moins pour cette partie de la campagne. Ils ne pouvaient plus se flatter de nous fermer le chemin de l'Oder ; ils ne pouvaient plus surtout, à moins d'un armistice immédiat, rester attachés au territoire de l'Autriche, et, par son territoire, à sa politique.

Quant aux pertes, bien qu'en aient dit depuis les écrivains allemands, elles étaient moindres de notre côté que du côté des coalisés. Ceux-ci ont avoué pour les deux journées une perte d'environ 15 mille hommes en morts et blessés, et elle fut beaucoup plus considérable. La nôtre ne pouvait pas, en s'en rapportant à des états fort précis, être évaluée à plus de 13 mille hommes, en morts ou blessés, bien que nous fussions les assaillants, et que notre tâche fût de beaucoup la plus laborieuse. La situation des combattants explique cette différence. Le maréchal Oudinot, le 21 au matin, occupait une position dominante que les Russes avaient été obligés de lui enlever. Au centre, les maréchaux Macdonald et Marmont n'avaient eu, dans cette même journée du 21, qu'à tirer du canon, sans être exposés à souffrir de la canonnade de l'ennemi. Dans l'engagement du général Bertrand contre Blucher, la situation était également difficile pour les deux adversaires, et le général Blucher avait essuyé une horrible canonnade de flanc de la part du maréchal Marmont. Enfin, du côté du maréchal Ney, l'action la plus vive s'était passée au village de Preititz, qu'on s'était pris et repris dans des conditions également meurtrières pour les deux partis. Ce qui donna lieu à tous les faux bruits que répandirent les coalisés, suivant leur usage, sur les pertes que nous avions éprouvées, c'est qu'abandonnant le champ de bataille, ils nous laissèrent leurs blessés, et que les habitants de la Lusace, touchés du malheur de tant de victimes la plupart allemandes, se mirent à les ramasser sur le champ de bataille, et à les porter les unes et les autres dans de petites voitures de paysans, quelquefois dans de simples brouettes, soit aux villes les plus prochaines, soit même jusqu'à Dresde. Or, dans ces nombreuses victimes, il y avait autant de blessés des coalisés que des nôtres. Sous un rapport seulement nous eûmes à regretter quelques pertes que ne firent pas les coalisés, ce fut sous le rapport des égarés. C'est le titre qu'on donne à ceux qui ne se retrouvent ni parmi les blessés ni parmi les morts, et qui la plupart du temps sont des déserteurs. Il y eut

dans la division italienne Peyri et dans les trois divisions allemandes qui servaient dans les corps d'Oudinot, de Ney et de Bertrand, deux à trois mille déserteurs qui, ayant à leur portée les montagnes de la Bohême, allèrent s'y soustraire aux dangers d'une guerre qu'ils faisaient à contre-cœur.

Au surplus la victoire, ici comme à Lutzen, allait se juger par ses conséquences sinon par ses trophées. Dès le lendemain matin 22 mai, Napoléon voulut poursuivre l'ennemi l'épée dans les reins, le rejeter au delà de l'Oder, et entrer en même temps dans cette ville de Breslau, où s'était célébrée l'alliance de la Russie et de la Prusse, et dans cette ville de Berlin, vraie capitale de ce qu'on appelait la patrie germanique, où fermentaient les passions les plus violentes. Tandis qu'il allait marcher en personne à la suite des souverains battus, il se crut suffisamment fort pour se séparer de l'un de ses corps, celui du maréchal Oudinot, qui avait le plus souffert dans les journées des 20 et 21, qui avait besoin de trois ou quatre jours pour se refaire, et qui était assez aguerri, assez vigoureusement conduit pour qu'on le hasardât sur Berlin. Napoléon lui adjoignit huit bataillons qui tenaient garnison à Magdebourg, et devaient y être remplacés par la division Teste (celle des divisions de Marmont qui était demeurée en Hesse); il y ajouta un millier de chevaux laissés à Dresde, ce qui allait reporter ce corps à 23 ou 24 mille hommes, force suffisante pour battre le général Bulow, chargé de couvrir Berlin. Le maréchal Oudinot devait aborder vivement le général Bulow, le rejeter sur l'Oder, et s'avancer ensuite sur Berlin, tandis que Napoléon avec la grande armée elle-même pousserait les coalisés sur Breslau.

Après un repos de quelques heures, Napoléon, le 22 mai au matin, donna ses ordres, puis se porta en avant, se faisant précéder par les généraux Reynier et Lauriston, qui n'avaient presque pas combattu la veille, et par le maréchal Ney, qui marchait après eux. Il suivait avec la garde, et avait derrière lui Marmont, Bertrand et Macdonald. Il lui restait après les pertes des deux journées, après la séparation du maréchal Oudinot, une force totale d'au moins 135 mille hommes, que l'approche du duc de Bellune, arrivant avec ses bataillons réorganisés, devait reporter à 150 mille. C'était plus qu'il n'en fallait contre un ennemi qui ne comptait pas plus de 80 mille combattants. Il partit donc le 22 au matin, et voulut assister de sa personne à la poursuite, afin d'essayer lui-même sa cavalerie, réorganisée tout récemment. Les alliés se retiraient par la route de Bautzen à Gorlitz. On fit route toute la journée par un temps beau, mais extrêmement chaud, à travers un pays très-accidenté, ainsi qu'il fallait s'y attendre en longeant le pied des plus hautes montagnes de la Bohême. (Voir la carte n° 58.) Napoléon, faisant la guerre aux avant-postes comme à vingt ans, dirigeait en personne les manœuvres de détail, avec une précision, une justesse de coup d'œil qu'admiraient tous ceux qui l'accompagnaient, et même des témoins assez peu bienveillants, tels que des officiers d'état-major étrangers obligés de le suivre en qualité d'alliés[1]. Arrivé près de Reichenbach, on aperçut au fond d'un bassin assez ouvert une ligne de hauteurs, sur laquelle l'infanterie ennemie opéra sa retraite, en laissant derrière elle pour la protéger un rideau de cavalerie. Le hardi Lefebvre-Desnouettes, à la tête des lanciers polonais et des lanciers rouges de la garde, fondit sur la cavalerie ennemie avec sa vigueur et sa dextérité accoutumées. Il la repoussa vivement, mais bientôt il attira sur lui une masse de beaucoup supérieure à la sienne. Napoléon, qui avait sous la main les douze mille cavaliers de Latour-Maubourg, les lança sur l'ennemi, et la plaine de Reichenbach nous resta, couverte d'un assez bon nombre de Russes et de Prussiens. Malheureusement nous avions perdu un excellent officier de cavalerie, le général Bruyère, vieux soldat d'Italie, dont un boulet avait fracassé la cuisse. Malgré l'avantage de cette rencontre, Napoléon put s'apercevoir que sa cavalerie, quoique mêlée d'anciens cavaliers revenus de Russie, était réorganisée depuis trop peu de temps pour valoir autant qu'autrefois. La plupart des chevaux étaient en effet blessés ou fatigués. Il put voir aussi que des ennemis animés de sentiments énergiques étaient plus difficiles à entamer dans une retraite, que des ennemis démoralisés faisant la guerre sans passion, comme ceux qu'il poursuivait après Austerlitz ou après Iéna. Néanmoins il avait mené les coalisés fort vite depuis le matin, car vers la chute du jour on avait déjà fait huit lieues au moins. Après le combat de cavalerie livré dans la plaine, le général Reynier avec l'infanterie saxonne occupa les hauteurs de Reichenbach, et on pouvait le soir même aller encore coucher à Gorlitz. Mais, à Gorlitz, il aurait fallu engager un combat d'arrière-garde, et Napoléon, jugeant que

[1] Entre autres le major saxon Odeleben, qui, attaché à Napoléon comme officier d'état-major, a rendu compte des circonstances les plus minutieuses de la campagne de Saxe.

c'était assez, résolut de terminer là les peines de cette journée, et ordonna qu'on dressât sa tente sur le terrain qu'on occupait. Il descendait de cheval, lorsque l'on entendit tout à coup pousser un cri : Kirgener est mort! — En entendant ces mots Napoléon s'écria : La fortune nous en veut bien aujourd'hui! — Mais au premier cri en succéda bientôt un second : Duroc est mort! — Ce n'est pas possible, répondit Napoléon, je viens de lui parler. — C'était non-seulement possible, c'était vrai. Un boulet qui venait de frapper un arbre près de Napoléon, avait en ricochant tué successivement le général Kirgener, excellent officier du génie, puis Duroc lui-même, le grand maréchal du palais. — Duroc, quelques minutes auparavant, atteint d'une tristesse singulière, tristesse d'honnête homme, qui lui était assez ordinaire, mais plus marquée ce jour-là, avait dit à M. de Caulaincourt : Mon ami, observez-vous l'Empereur?... Il vient d'avoir des victoires après des revers, et ce serait le cas de profiter de la leçon du malheur... Mais, vous le voyez, il n'est pas changé... il est insatiable de combats... La fin de tout ceci ne saurait être heureuse! — A peine M. de Caulaincourt avait-il par un signe de tête approbatif exprimé la communauté de ses sentiments avec Duroc, que ce dernier avait rencontré cette fin malheureuse qu'il prévoyait. La blessure de Duroc était des plus douloureuses. Le boulet avait déchiré ses entrailles, et on les avait enveloppées dans des compresses imbibées d'opium, pour rendre ses derniers moments moins cruels, car on ne conservait aucune espérance de le sauver. — Napoléon accourut, lui prit les mains, l'appela son ami, lui parla d'une autre vie, où ils trouveraient le terme de leurs travaux, et prononça ces paroles avec une sorte de remords qu'il n'avouait pas, mais qu'il sentait au fond de son cœur. — Duroc, avec émotion, le remercia de ces témoignages, lui confia le sort de sa fille unique, lui souhaita de vivre, de vaincre les ennemis de la France, et de se reposer ensuite dans une paix nécessaire. — Quant à moi, lui dit-il, j'ai vécu en honnête homme, je meurs en soldat, je ne me reproche rien... Je vous recommande encore une fois ma fille. — Puis, Napoléon restant auprès de son lit, lui tenant les mains, et demeurant comme plongé dans des réflexions profondes, Duroc ajouta : Partez, sire, partez... Ce spectacle est trop pénible pour vous. — Napoléon sortit en lui disant : Adieu, mon ami; nous nous reverrons... peut être bientôt!... —

On a prétendu que ces mots de Duroc : *Je ne me reproche rien*, faisaient allusion à quelques injustes reproches de Napoléon, qui, dans ses mouvements de vivacité, n'épargnait pas même les hommes qu'il estimait le plus. Mais il rendait pleine justice à son grand maréchal. Duroc, né en Auvergne, d'une famille de gentilshommes militaires et pauvres, avait été élevé dans les écoles de l'ancienne artillerie, et avait les mœurs sévères, l'esprit arrêté de cette arme. Triste par nature, sensé, discret, peu ambitieux, se défiant des prospérités éblouissantes de l'Empire, il regrettait presque d'être attaché à un char courant au travers des précipices, mais il n'avait pu s'empêcher de le suivre, attiré par le génie de Napoléon, flatté de sa confiance, comblé de ses bienfaits. Un homme sage, même en se défiant de la fortune, ne sait pas toujours la repousser. Grand maréchal du palais, ayant en quelque sorte l'inspection de toutes choses et de tout le monde, Duroc ne manqua jamais d'informer Napoléon de ce qu'il fallait qu'il sût, sans toutefois desservir ni calomnier personne, parce qu'il voulait uniquement être utile, et jamais satisfaire ses antipathies ou ses préférences. Il était le second ami sûr et vraiment dévoué que Napoléon perdait dans l'espace de vingt jours. Aussi Napoléon était-il profondément ému de cette perte. Sorti de la chaumière où l'on avait placé Duroc mourant, il alla s'asseoir sur des fascines, assez près des avant-postes. Il était là, pensif, les mains étendues sur ses genoux, les yeux humides, entendant à peine les coups de fusil des tirailleurs, et ne sentant pas les caresses d'un chien appartenant à un régiment de la garde, qui galopait souvent à côté de son cheval, et qui, en ce moment, s'était posé devant lui pour lécher ses mains. Un écuyer étant venu l'arracher à cette rêverie, il se leva brusquement, et cacha ses larmes, pour n'être pas surpris dans cet état d'émotion. Telle est la nature humaine, changeante, insaisissable dans ses aspects divers, et ne pouvant être jugée avec sûreté que par Dieu seul! Cet homme, attendri sur le sort d'un blessé, avait fait mutiler plus de quatre-vingt mille hommes depuis un mois, plus de deux millions depuis dix-huit ans, et allait en faire déchirer encore par les boulets quelques centaines de mille!

Napoléon ordonna sur-le-champ une cérémonie publique, où seraient prononcés solennellement les éloges funèbres des maréchaux Bessières et Duroc, par MM. Villemain et Victorin-Fabre. — Je ne veux pas de prêtres, écrivit-il le jour

même à l'archichancelier Cambacérès, sans doute sous l'influence de ses dernières querelles avec le clergé. — Il transporta à la fille de Duroc le duché de Frioul, ainsi que tous les dons qu'il avait accordés au père, et désigna M. le comte Melé pour son tuteur.

Mais telle est la guerre! On s'émeut un instant, puis, entraîné par le torrent des événements, on court des funérailles de la veille à celles du lendemain, s'excusant par l'oubli de soi-même de l'oubli d'autrui. Le lendemain 23 mai, on entra à Gerlitz, et on franchit la Neiss. Le 24, on franchit la Queiss, et le 25, le Bober. Les coalisés s'étaient séparés en deux colonnes, l'une à notre droite, composée des troupes de Miloradovitch et de la garde russe, l'autre à notre gauche, composée de Prussiens et de Barclay de Tolly, distribution correspondant à celle qu'ils présentaient sur le champ de bataille de Bautzen. Napoléon les suivit toutes deux. Une colonne formée des corps de Bertrand et de Marmont marcha sur la droite par Gorlitz, Lauban, Goldberg, Schweidnitz, en suivant le pied des montagnes. Une autre comprenant les corps de Reynier, de Lauriston, de Ney, la garde, et le quartier impérial, marcha au centre par Gerlitz, Bunzlau, Haynau, Liegnitz, Breslau. Sur notre gauche, le duc de Bellune, précédé de la cavalerie du général Sébastiani, se dirigea vers l'Oder pour débloquer Glogau. Nous étions en pleine Silésie, dans de riches campagnes, sur le territoire du roi de Prusse, que nous n'avions d'autre raison de ménager que celle d'économiser pour nous-mêmes les ressources du pays. Napoléon ordonna la plus sévère discipline, par prévoyance d'abord, et ensuite pour faire avec les Russes un contraste qui fût de nature à frapper les Allemands.

A Haynau, la division Maison, la meilleure du corps de Lauriston, essuya une surprise fâcheuse, et même assez meurtrière. Les coalisés se sentant vivement poursuivis, et voulant nous rendre moins pressants, imaginèrent de nous tendre un piége qui nous coûtât un peu cher, et le combinèrent avec beaucoup d'art. Dans la plaine de Haynau, où il y avait place pour une nombreuse cavalerie, et où l'on pénétrait après avoir traversé un village, on cacha sur le côté, et hors de vue, cinq ou six régiments de grosse cavalerie, puis on nous montra sur la route directe une espèce d'arrière-garde qui se retirait négligemment. Le général Maison, ayant conçu quelques craintes, s'avançait avec précaution; mais le maréchal Ney, stimulé par les reproches de Napoléon, qui se plaignait sans cesse de ne pas faire de prisonniers, poussa le général Maison en avant, et se mettant à ses côtés, voulut déboucher vivement dans la plaine. Ils n'avaient pas plutôt franchi le défilé du village, qu'on vit sur la droite un moulin en flammes, et à ce signal (convenu par les ennemis) une innombrable cavalerie fondit sur notre infanterie avant qu'elle eût le temps de se former en carré. La déroute fut grande, malgré tous les efforts du maréchal Ney et du général Maison. On perdit trois ou quatre pièces de canon, et un millier d'hommes sabrés ou dispersés. Le maréchal Ney ne parvint que très-difficilement à dégager sa personne, et le général Maison, après des efforts inouïs, réussit enfin à rallier sa division, mais l'âme dévorée de chagrin, et consentant avec peine à survivre à un accident, qui était, quant à lui, parfaitement immérité. Les Prussiens payèrent cette aventure, bonne pour eux, de la mort du colonel de Dolffs, le meilleur de leurs officiers de cavalerie après Blucher, et commandant chez eux la réserve de cette arme.

Le lendemain, le général Sébastiani, qui marchait en tête du corps du duc de Bellune vers Glogau, vengea dans les environs de Sprottau l'échec du général Maison, en prenant un immense parc d'artillerie et 500 prisonniers. Ce sont là les alternatives quotidiennes de la guerre; mais ces sortes d'escarmouches étaient en ce moment de peu de conséquence. On arriva le 27 sur la Katzbach, à Liegnitz, et notre corps de gauche, parvenu sur l'Oder, débloqua Glogau. Notre garnison, investie depuis cinq mois, se jeta pleine de joie dans les bras de ses libérateurs. Le général Lauriston, ayant de son côté joint l'Oder, arrêta soixante bateaux de vivres et de munitions qui devaient servir au siége de la place, et qui lui furent envoyés pour la ravitailler. Le maréchal Ney n'avait plus qu'une marche à exécuter pour entrer à Breslau.

On s'étonnera sans doute qu'il ne fût plus question d'armistice après la lettre du général de Bubna à M. de Stadion, et après celle de M. de Caulaincourt à M. de Nesselrode, l'une annonçant le projet d'armistice, et l'autre offrant les moyens de le négocier immédiatement. Mais, ainsi que nous l'avons déjà dit, on n'avait pas voulu admettre M. de Caulaincourt afin de ne donner d'ombrage ni aux alliés qu'on avait déjà, c'est-à-dire aux Prussiens, ni à ceux qu'on espérait, c'est-à-dire aux Autrichiens. On avait donc répondu que la médiation de l'Autriche ayant été acceptée, M. de

Caulaincourt devait s'adresser à M. de Stadion, représentant de la puissance médiatrice. Cette réponse signée de M. de Nesselrode, et accompagnée d'ailleurs des témoignages les plus flatteurs pour M. de Caulaincourt, fut renfermée dans une lettre de M. de Stadion au prince Berthier, et expédiée à ce dernier. Elle disait que, d'après le renvoi qui venait de lui être fait, M. de Stadion était prêt à s'aboucher avec M. de Caulaincourt, et avec des commissaires tant russes que prussiens, pour procéder sur-le-champ à la conclusion d'un armistice.

Cette double réponse, différée jusqu'au lendemain de la bataille, fut envoyée le 22 mai, et remise aux avant-postes français. Napoléon, l'ayant reçue, et voyant quel accueil on faisait à ses ouvertures, n'avait pas cru devoir se presser avec des gens qui se montraient si fiers, et répondit que lorsque les commissaires se présenteraient aux avant-postes, on les admettrait. Il avait ensuite continué sa marche, et il était, comme on vient de le voir, arrivé à Liegnitz, à une ou deux marches de Breslau.

Dans ce moment une vive agitation régnait parmi les coalisés. Malgré un fol orgueil, provenant chez eux de ce qu'ils nous résistaient un peu mieux qu'autrefois, ils commençaient à sentir les conséquences de deux grandes défaites. Les officiers prussiens, presque tous membres du *Tugendbund*, avaient une ardeur de sectaires, sectaires d'ailleurs de la plus noble des causes, celle de leur patrie; mais les troupes, dans lesquelles les jeunes soldats se trouvaient en assez forte proportion, se ressentaient des batailles perdues et des retraites rapides. Les Russes étaient beaucoup plus ébranlés que les Prussiens. La guerre, de patriotique qu'elle avait été pour eux, étant devenue purement politique depuis qu'ils avaient franchi la Pologne, ils en supportaient les souffrances avec impatience. En outre l'empereur Alexandre n'ayant pu refuser plus longtemps le commandement à Barclay de Tolly, seul homme capable de l'exercer quoique impopulaire parmi les soldats, celui-ci, avec l'ordinaire exactitude de son esprit, avait cherché à remettre l'ordre dans son armée, et n'y avait guère réussi au milieu de la confusion d'une retraite. Il pensait et disait, avec sa rudesse accoutumée, que l'armée russe allait se dissoudre si on ne la ramenait en Pologne pour s'y refaire pendant deux mois derrière la Vistule, et non-seulement il le disait, mais il voulait agir en conséquence. Aussi avait-il fallu la volonté formellement exprimée d'Alexandre pour lui faire abandonner la route de Breslau, celle qui menait directement en Pologne, et l'obliger à prendre celle de Schweidnitz. C'est là qu'on espérait s'arrêter, dans le fameux camp de Bunzelwitz, si longtemps occupé par Fréderic le Grand, et dans le voisinage de l'Autriche, voisinage toujours fortement recommandé par les diplomates de la coalition. Barclay de Tolly avait obéi, en déclarant toutefois cette conduite politique peut-être, mais très-peu militaire, et laissant craindre une opposition opiniâtre à des ordres de la même nature, fussent-ils donnés par l'empereur.

Les Allemands, et Alexandre lui-même, toujours infatué de son rôle de libérateur de l'Europe, avaient envoyé à Barclay de Tolly M. de Muffling, qui avait quelques titres à ses yeux, pour avoir défendu sa conduite dans la journée du 21 mai et mis en grande évidence ses dangers et ses services. M. de Muffling avait tâché de l'ébranler dans ses résolutions, mais n'avait rien gagné sur l'inflexibilité de son caractère, et pour réussir à le convaincre l'avait conduit au camp de Bunzelwitz, afin de lui en montrer les avantages. Mais on avait trouvé la place de Schweidnitz, qui était l'appui de ce camp, détruite par les Français en 1807, et point relevée encore par les Prussiens en 1813; en outre, la position de Bunzelwitz insignifiante comparativement aux moyens dont disposaient les armées modernes. Barclay de Tolly avait soutenu, et avec raison, que les armées coalisées ne tiendraient pas quelques heures dans une position pareille, et qu'elles sortiraient presque anéanties d'une nouvelle rencontre avec Napoléon. Cette visite n'avait donc eu d'autre résultat que de confirmer le général russe dans sa résolution de laisser les Prussiens en Silésie, et d'aller refaire son armée en Pologne, sauf à revenir dans deux mois sur l'Oder. Mais pendant ce temps la coalition pouvait être dissoute.

On reconnut bientôt, après toutes ces conférences, qu'il n'y avait d'autre ressource que de donner suite à l'idée d'un armistice, déjà mise en avant par la diplomatie des puissances belligérantes. On se réunit chez les deux monarques alliés à Schweidnitz, et on tomba d'accord sur la nécessité d'une suspension d'armes, comme unique moyen d'échapper aux difficultés de la situation. Par malheur pour les coalisés, les meneurs prussiens n'en voulaient pas. Le général Gneisenau, membre du *Tugendbund*, homme de cœur et d'esprit, mais ardent et irréfléchi, rempli des passions de ses compatriotes, successeur du général Scharnhorst dans les fonctions

de chef d'état-major de Blucher, tenait tout haut contre le projet d'un armistice un langage des plus violents, et qui pouvait être dangereux avec des têtes aussi vives que celles des officiers prussiens. Pourtant la nécessité de suspendre les hostilités était impérieuse, et l'on convint d'envoyer des commissaires au quartier général français, afin de négocier un armistice. En même temps on essaya d'agir sur les esprits les plus exaltés, en leur promettant de ne poser les armes que pour les reprendre bientôt, et lorsqu'on les aurait reprises, de ne plus les quitter qu'après la destruction de l'ennemi commun. On ne s'en tint pas à l'envoi des commissaires au quartier général, on fit partir M. de Nesselrode pour Vienne. Il devait y exposer les dangers que couraient les puissances belligérantes, l'impossibilité pour elles de se tenir plus longtemps attachées à la Bohême, et, si le cabinet de Vienne ne prenait immédiatement son parti, la vraisemblance d'une retraite forcée en Pologne, laquelle entraînerait infailliblement la dissolution de la coalition, et la perte pour l'Autriche d'une occasion unique de sauver l'Europe et elle-même. Il était armé d'un stimulant puissant, c'était la menace d'un arrangement direct de la Russie avec la France, arrangement direct que l'empereur Alexandre avait repoussé noblement, mais qu'il dépendait de lui de négocier en quelques heures, car il n'avait pour cela qu'à laisser pénétrer M. de Caulaincourt jusqu'à lui. Du reste, la seule apparition de ce noble personnage aux avant-postes avait agi déjà sur le cabinet autrichien, et M. de Nesselrode en arrivant à Vienne devait trouver tout produit l'effet qu'on attendait de cet argument. Pour seconder M. de Nesselrode, M. de Stadion avait écrit de son côté, les Prussiens du leur, et tous s'étaient servis de M. de Caulaincourt comme d'un épouvantail qui devait amener le cabinet de Vienne à se décider tout de suite.

M. de Nesselrode partit donc pour la capitale de l'Autriche, tandis que le général de Kleist au nom des Prussiens, le général comte de Schouvaloff au nom des Russes, se rendaient aux avant-postes français. Ils y arrivèrent le 29 mai à dix heures du matin. Ils furent reçus par le prince Berthier, qui en référa sur-le-champ à l'Empereur.

Celui-ci, étant engagé par les réponses qu'il avait faites, ne pouvait pas refuser de négocier, bien qu'il eût intérêt à battre une dernière fois les coalisés, et à les pousser en désordre sur la Vistule, loin de l'Autriche, qui ne deviendrait certainement pas leur alliée, s'ils étaient rejetés si loin d'elle. Pourtant l'état de sa cavalerie, le désir d'avoir achevé la seconde série de ses armements, afin de tenir tête même à l'Autriche, et de ne conclure que la paix qu'il voudrait, l'espérance d'être prêt en deux mois, et de reprendre alors ses opérations victorieuses après avoir échappé aux grandes chaleurs de l'été, le disposaient assez à une suspension d'armes. Il consentit donc au principe d'un armistice, parce qu'il était lié en quelque sorte, parce que le refus aurait eu une signification trop peu pacifique, et surtout parce qu'il se flattait d'avoir le temps de redevenir par ses armements le maître des conditions de la paix. Mais il entendait garder, par les arrangements temporaires dont on allait convenir, la Silésie jusqu'à Breslau, et la basse Allemagne jusqu'à l'Elbe, Hambourg et Lubeck compris, que ces villes fussent ou ne fussent pas reconquises par les troupes françaises. De plus, il voulait que l'interruption des opérations militaires durât deux mois au moins, et que pendant toute la durée de cette interruption les garnisons de ses places de l'Oder et de la Vistule ne mangeassent pas leurs vivres, mais fussent ravitaillées à prix d'argent. M. de Caulaincourt, l'épouvantail de l'Autriche, fut envoyé à Gebersdorf le 30 mai, entre les deux armées, afin de traiter sur les bases que nous venons d'indiquer.

Il trouva les commissaires prussiens et russes fort animés, affectant de l'être encore plus qu'ils ne l'étaient, beaucoup trop orgueilleux pour leur situation, fort polis toutefois envers l'ancien ambassadeur de France en Russie. M. de Caulaincourt put voir aussi que le sentiment d'une cause juste était d'un grand secours dans les défaites, et que Napoléon aurait une violente lutte à soutenir, s'il persistait à ne rien céder à l'Europe. Les commissaires se montrèrent presque fixés sur les trois points qui suivent. Ils ne voulaient pas abandonner pendant l'armistice Breslau, devenu la seconde capitale des Prussiens; ils ne voulaient pas davantage nous concéder l'occupation de Hambourg, car c'était établir d'avance un préjugé en faveur de la réunion définitive des villes hanséatiques à la France, et enfin ils entendaient ne donner qu'une durée d'un mois à l'armistice. M. de Caulaincourt eut sur ces trois points une conférence qui dura dix heures, et parut n'avoir rien gagné après une discussion aussi longue. Il en référa à l'Empereur, qui était à Neumarkt, aux portes de Breslau, et avait eu la prudence, trop rare chez lui, de ne pas entrer

dans cette ville, afin de ne pas s'ôter la possibilité de la céder, s'il en fallait faire le sacrifice. Il s'était contenté d'y envoyer un détachement des troupes du maréchal Ney.

Le ton, les exigences des commissaires alliés l'irritèrent singulièrement [1]. Il leur fit répondre que l'armistice ne lui était pas nécessaire, tandis que pour eux il était indispensable ; que si on voulait donner à cette suspension d'armes le caractère d'une capitulation, il allait marcher en avant et les rejeter au delà de la Vistule ; qu'ils seraient battus une troisième fois, une quatrième, aussi souvent, en un mot, qu'ils s'exposeraient à rencontrer l'armée française ; que si, avec une pareille conviction, il consentait à s'arrêter, c'était pour rendre à l'Europe des espérances de paix dont elle avait besoin, et n'être pas accusé d'avoir fait évanouir ces espérances ; qu'il voulait la moitié de la Silésie au moins, qu'il n'abandonnerait pas Hambourg, et que, quant à Breslau, s'il y renonçait, ce serait pure complaisance de sa part, car il en était maître. Toutefois il évita de s'expliquer d'une manière absolue à cet égard, laissant entrevoir que Breslau serait l'équivalent de Hambourg. Mais il fut péremptoire relativement à la durée de l'armistice, disant que stipuler un mois pour traiter tant de matières si difficiles, c'était tracer autour de lui le cercle de Popilius ; qu'il était habitué à y renfermer les autres, et pas du tout à y être enfermé lui-même, et que voulant sérieusement d'un congrès, il demandait le temps de le tenir, et de le faire aboutir à un résultat. — Par malheur, il ne le voulait pas franchement, et cherchait à se procurer le temps d'armer, non celui de négocier.

Les commissaires se revirent, et se mirent à disputer sur ces divers thèmes, au village de Pleiswitz, après avoir pris la précaution de stipuler une suspension d'armes provisoire pendant la durée de ces pourparlers. Les commissaires alliés tenaient toujours à leurs prétentions, sans néanmoins se montrer invincibles, car ils avaient de l'armistice un besoin impérieux. De son côté, Napoléon venait d'apprendre une nouvelle qui le disposait à être un peu plus accommodant. M. de Bassano, récemment arrivé de Paris à Dresde, s'était transporté à Liegnitz, pour y reprendre ses fonctions diplomatiques à la suite du quartier général, et à peine à Liegnitz, il y avait été rejoint par M. de Bubna revenant de Vienne, et apportant des explications détaillées sur tous les points que Napoléon avait traités avec lui à Dresde les 17 et 18 mai dernier. Voici ce que M. de Bubna racontait de son voyage et de ses négociations.

De retour à Vienne, il avait peint Napoléon comme plus débonnaire encore qu'il ne l'avait trouvé, bien que Napoléon eût feint de se montrer à lui plus accommodant qu'il ne voulait l'être. Il avait surtout fait valoir sa disposition à recevoir les insurgés espagnols dans un congrès, comme une concession inespérée, et mis un grand soin à taire ses emportements contre M. de Metternich. Il n'avait parlé de ces emportements qu'à M. de Narbonne. Ce rapport très-adroit avait infiniment satisfait l'empereur François et M. de Metternich, qui désiraient l'un et l'autre sortir de cette situation sans la guerre. De plus, ils avaient été fort contents des lettres de Napoléon, et avaient tenu un certain compte des répugnances qu'il avait manifestées à l'égard de quelques-unes des conditions proposées. Sur la dissolution du grand-duché de Varsovie, sur son démembrement au profit de la Prusse, de la Russie, de l'Autriche, sur l'abandon de l'Illyrie à cette dernière, ils avaient considéré Napoléon comme rendu, quoiqu'il ne l'eût pas formellement dit à M. de Bubna. Mais, puisque M. de Bubna l'avait trouvé plus tenace sur la renonciation au protectorat de la Confédération du Rhin, et sur la restitution des villes hanséatiques, l'empereur François et M. de Metternich s'étaient décidés sur ces deux points à admettre quelques modifications, et ils avaient imaginé les suivantes, qui étaient de nature à sauver ce que Napoléon appelait son honneur. Les provinces hanséatiques ne seraient restituées pour reconstituer les villes libres de Lubeck, Brême et Hambourg, qu'à la paix avec l'Angleterre. De plus la question de la Confédération du Rhin serait renvoyée également à la paix générale, à celle qui comprendrait toutes les puissances de l'univers, même l'Amérique. Si on ne traitait dans le moment qu'avec la Russie, la Prusse et l'Autriche, on ajournerait ces deux points. Si au contraire on traitait avec tout le monde, Napoléon pourrait bien faire à la paix universelle, qui comprenait la paix maritime et devait lui procurer tant d'avantages et tant de lustre, le sacrifice des deux points contestés.

[1] Nous possédons aux archives toute la correspondance de Napoléon avec M. de Caulaincourt pendant la négociation de cet armistice, et c'est d'après cette correspondance elle-même que j'écris ce récit.

On avait donc réexpédié sur-le-champ M. de Bubna pour le quartier général français, avec ces deux modifications, qui étaient en effet fort importantes, et l'empereur François avait adressé une nouvelle lettre à Napoléon, dans laquelle, répondant à la prière que celui-ci lui avait faite de soigner son honneur, il disait ces mots : *Le jour où je vous ai donné ma fille, votre honneur est devenu le mien. Ayez confiance en moi, et je ne vous demanderai rien dont votre gloire ait à souffrir.* — A tous ces témoignages, M. de Bubna devait ajouter la déclaration formelle que l'Autriche n'était encore engagée avec personne, et que si Napoléon acceptait les conditions de paix ainsi modifiées, elle était prête à se lier avec lui par de nouveaux articles joints au traité d'alliance du 14 mars 1812.

Telles étaient les dispositions de la cour de Vienne lorsque M. de Bubna s'était remis en route, et elles étaient sincères, car à ce moment l'Autriche n'avait pas encore entendu parler d'arrangement direct entre la Russie et la France; elle n'avait donc ni mécontentement, ni raison particulière de se hâter, et elle offrait ces conditions parce qu'elle était assurée de les faire agréer à la Russie et à la Prusse par la seule menace de s'unir à Napoléon. M. de Bubna, ayant fait diligence, était arrivé le 30 mai à Lirgnitz, auprès de M. de Bassano, et avait longuement exposé les propositions qu'on l'avait chargé de faire. Malgré la froideur de M. de Bassano, il les avait exposées avec bonne foi, et avec la chaleur d'un homme qui désirait réussir, pour son pays d'abord, et aussi pour sa gloire personnelle. M. de Bassano rendit compte sur-le-champ, et par écrit, de cette conférence à Napoléon, sans dire un seul mot pour appuyer ou combattre des propositions dont le rejet est le plus grand malheur qui soit jamais avenu à la France.

Certes une pareille nouvelle aurait dû sembler bien bonne à Napoléon, car il dépendait de lui de terminer sa longue lutte avec l'Europe, et de la terminer en obtenant un empire magnifique, en obtenant surtout la paix maritime, qui par l'effet qu'elle devait produire aurait couvert bien suffisamment le sacrifice de Hambourg et de la Confédération du Rhin. Malheureusement cette communication l'irrita au lieu de le satisfaire. Il y vit la résolution de l'Autriche d'intervenir immédiatement, ce qui était vrai, et de ne pas laisser prolonger les hostilités sans imposer son arbitrage. Or, il fallait, ou qu'il consentît à des conditions dont il ne voulait à aucun prix, même modifiées, ou qu'il courût la chance d'avoir à l'instant même l'Autriche sur les bras, et il ne pouvait être en mesure de faire face à ce nouvel ennemi que sous deux mois. Ce fut donc le coup d'éperon qui le décida à céder sur quelques points contestés dans l'armistice. Au lieu d'être accommodant avec l'Autriche, qui lui demandait des sacrifices définitifs, il le devint avec la Prusse et la Russie, qui n'exigeaient que des sacrifices provisoires. Il écrivit à M. de Bassano en chiffres : *Gagnez du temps, ne vous expliquez pas avec M. de Bubna, emmenez-le avec vous à Dresde, et retardez le moment où nous serons obligés d'accepter ou de refuser les propositions autrichiennes. Je vais conclure l'armistice, et alors le temps dont j'ai besoin sera tout gagné. Si pourtant on persiste à exiger pour la conclusion de cet armistice des conditions qui ne me conviennent pas, je vous fournirai des thèmes pour prolonger les pourparlers avec M. de Bubna, et pour me ménager les quelques jours qu'il me faudrait pour rejeter les coalisés loin du territoire de l'Autriche.* —

Dans le moment, pour son malheur et le nôtre, Napoléon venait de recevoir la nouvelle que le maréchal Davoust était aux portes de Hambourg, et serait certainement entré dans cette ville le 1er juin. On était au 3 ; il imagina donc de résoudre la difficulté de Hambourg, en disant dans l'armistice que, relativement aux provinces hanséatiques, on accepterait ce que le sort des armes aurait décidé le 8 juin à minuit. Quant à Breslau, il accorda qu'on laisserait entre les deux armées un terrain neutre d'une dizaine de lieues, lequel comprendrait Breslau, et quant à la durée de l'armistice, qu'elle s'étendrait jusqu'au 20 juillet, avec six jours de délai entre la dénonciation de l'armistice et la reprise des hostilités, ce qui conduirait jusqu'au 26 juillet, et ferait près de deux mois. Il envoya ces conditions avec injonction de rompre à l'instant même si elles n'étaient pas admises.

M. de Caulaincourt les ayant présentées le 4 juin, les commissaires, qui avaient ordre de céder si Breslau ne restait pas dans les mains de Napoléon, cédèrent en effet, et cet armistice funeste, qui a été l'un des plus grands malheurs de Napoléon, fut signé le 4 juin. Il fut convenu qu'on adopterait pour ligne de démarcation entre les deux armées la Katzbach, afin de laisser Breslau en dehors comme neutre ; qu'après la Katzbach on prendrait l'Oder, ce qui nous assurait la basse Silésie pour y stationner et y vivre ;

après l'Oder, l'ancienne frontière qui avait toujours séparé la Saxe de la Prusse, ce qui laissait en notre possession tous les États de la Saxe; enfin la ligne de l'Elbe, depuis Wittenberg jusqu'à la mer, sauf ce qui serait avenu des villes hanséatiques. Il fut stipulé en outre que les garnisons bloquées de la Vistule et de l'Oder seraient successivement approvisionnées à prix d'argent. On apprit le jour même que Hambourg et les villes hanséatiques étaient rentrées dans les mains du maréchal Davoust, ce qui nous en assurait l'occupation pendant la suspension d'armes.

Tel fut ce déplorable armistice, qu'il fallait certainement accepter si on voulait la paix, mais rejeter absolument si on ne la voulait point, car il valait mieux dans ce cas achever sur-le-champ la ruine des coalisés, et que Napoléon au contraire, accepta justement parce qu'il était opposé à cette paix, et qu'il désirait se procurer deux mois pour achever ses armements, et être en mesure de refuser les conditions de l'Autriche[1] ! Cette faute, qui procédait de toutes les autres, et les résumait à elle seule, faisait partie de cette suite fatale de résolutions follement ambitieuses, qui devaient précipiter la fin de son règne. Elle causa cependant, excepté chez les Prussiens, une fausse et universelle joie dans toute l'Europe, parce qu'elle avait une forte apparence de paix. Napoléon, en faisant entrer son armée dans ses cantonnements, décréta la construction d'un monument placé au sommet des Alpes, et qui porterait ces mots : NAPOLÉON AU PEUPLE FRANÇAIS, EN MÉMOIRE DE SES GÉNÉREUX EFFORTS CONTRE LA COALITION DE 1813. — Cette idée avait bien toute la grandeur de son génie ; mais, pour ce peuple français et même pour lui, il eût mieux valu envoyer à Paris un traité de paix stipulant l'abandon de la Confédération du Rhin, de Hambourg, de l'Illyrie, de l'Espagne, avec ces mots : SACRIFICES DE NAPOLÉON AU PEUPLE FRANÇAIS. — Napoléon fût demeuré un personnage, non pas plus poétique, mais plus véritablement grand, et ce noble peuple n'eût pas perdu le fruit de son sang le plus pur versé pendant vingt années.

[1] Nous n'en sommes point réduits aux conjectures relativement aux motifs de ce fameux armistice, si justement blâmé comme une grande faute politique et militaire, puisqu'il donna le temps de se sauver aux coalisés réduits aux abois. Jusqu'ici on avait prêté à Napoléon les motifs les plus ridicules, et qui n'étaient conformes ni à son caractère, ni à son génie. Mais, heureusement pour l'histoire, il écrivit au prince Eugène, à M. de Bassano, au ministre de la guerre, les raisons qui le décidèrent, et on y voit que, forcé de s'expliquer avec l'Autriche sous quelques jours, et exposé dès lors à avoir cette puissance immédiatement sur les bras, il signa l'armistice pour gagner deux mois, temps nécessaire à la seconde série de ses armements. Dans ce cas, on peut dire que la faute de l'armistice ne fut autre que celle même de ne vouloir pas consentir aux conditions de l'Autriche.

LIVRE QUARANTE-NEUVIÈME.

DRESDE ET VITTORIA.

Napoléon se hâte peu d'arriver à Dresde, afin de différer sa rencontre avec M. de Bubna.—Ses dispositions pour le campement, le bien-être et la sûreté de ses troupes pendant la durée de l'armistice.—Son retour à Dresde et son établissement dans le palais Marcolini.— A peine est-il arrivé que M. de Bubna présente une note pour déclarer que la médiation de l'Autriche étant acceptée par les puissances belligérantes, la France est priée de nommer ses plénipotentiaires, et de faire connaître ses intentions. — En réponse à cette note, Napoléon élève des difficultés de forme sur l'acceptation de la médiation, et évite de s'expliquer sur le désir exprimé par M. de Metternich de venir à Dresde.—Conduite du cabinet autrichien en recevant cette réponse. — M. de Metternich se rend auprès des souverains alliés pour convenir avec eux de tout ce qui est relatif à la médiation. — Il obtient l'acceptation formelle de cette médiation, et repart après avoir acquis la connaissance précise des intentions des alliés. — Comme l'avait prévu M. de Metternich, Napoléon en apprenant cette entrevue, veut le voir, et l'invite à se rendre à Dresde. — Arrivée de M. de Metternich dans cette ville le 25 juin. — Discussions préalables avec M. de Bassano sur la médiation, sur sa forme, sur sa durée, sur la manière de la concilier avec le traité d'alliance. — Entrevue avec Napoléon.— Entretien orageux et célèbre.—Napoléon, regrettant les emportements imprudents auxquels il s'est livré, charge M. de Bassano de reprendre l'entretien avec M. de Metternich. — Nouvelle entrevue dans laquelle Napoléon, déployant autant de souplesse qu'il avait d'abord montré de violence, consent à la médiation, mais en arrachant à M. de Metternich une prolongation d'armistice jusqu'au 17 août, seule chose à laquelle il tint, dans l'intérêt de ses préparatifs militaires. — Acceptation formelle de la médiation autrichienne, et assignation du 5 juillet pour la réunion des plénipotentiaires à Prague.— Retour de M. de Metternich à Gitschin, auprès de l'empereur François. — La nécessité de s'entendre avec la Prusse et la Russie sur la prolongation de l'armistice et sur l'envoi des plénipotentiaires à Prague, entraîne un nouveau délai, d'abord jusqu'au 8, puis jusqu'au 12 juillet. — Napoléon, auquel ces délais convenaient, s'en réjouit en affectant de s'en plaindre, et en fait naître de nouveaux en partant lui-même pour Magdebourg. — Son départ le 10 juillet. — Il apprend en route les événements d'Espagne. — Ce qui s'était passé dans ce pays depuis que les Anglais avaient été expulsés de la Castille, et que les armées du Centre, d'Andalousie et de Portugal avaient été réunies. — Projets de lord Wellington pour la campagne de 1813. — Il se propose de marcher sur la Vieille-Castille avec 70 mille Anglo-Portugais et 20 mille Espagnols. — Projets des Français. — Possibilité en opérant bien de tenir tête aux Anglais, et de les rejeter même en Portugal. — Nouveaux conflits entre l'autorité de Paris et celle de Madrid, et fâcheuses instructions qui en sont la suite. — Il résulte de ces instructions et de la lenteur de Joseph à évacuer Madrid, une nouvelle dispersion des forces françaises. — Reprise des opérations en mai 1813. — Quatre divisions de l'armée de Portugal ayant été envoyées au général Clausel dans le nord de la Péninsule, Joseph, qui aurait pu réunir 76 mille hommes contre lord Wellington, n'en a que 52 mille à lui opposer. — Retraite sur Valladolid et Burgos. — Le manque de vivres précipite notre marche rétrograde. — Deux opinions dans l'armée, l'une consistant à se retirer sur la Navarre afin d'être plus sûr de rejoindre le général Clausel, l'autre consistant à se tenir toujours sur la grande route de

Bayonne afin de couvrir la frontière de France. — Les ordres réitérés de Paris font incliner Joseph et Jourdan vers cette dernière opinion. — Nombreux avis expédiés au général Clausel pour l'engager à se réunir à l'armée entre Burgos et Vittoria. — Retraite sur Miranda del Ebro et sur Vittoria. — Espérance d'y rallier le général Clausel. — Malheureuse inaction de Joseph et de Jourdan dans les journées du 19 et du 20 juin. — Funeste bataille de Vittoria le 21 juin, et ruine complète des affaires des Français en Espagne. — A qui peut-on imputer ces déplorables événements? — Irritation violente de Napoléon contre son frère Joseph, et ordre de le faire arrêter s'il vient à Paris. — Envoi du maréchal Soult à Bayonne pour rallier l'armée, et reprendre l'offensive. — Retour de Napoléon à Dresde, après une excursion de quelques jours à Torgau, à Wittenberg, à Magdebourg et à Leipsig. — Suite des négociations de Prague. — MM. de Humboldt et d'Anstett nommés représentants de la Prusse et de la Russie au congrès de Prague. — Ces négociateurs, rendus le 11 juillet à Prague, se plaignent amèrement de n'y pas voir arriver les plénipotentiaires français au jour convenu. — Chagrin et doléances de M. de Metternich. — Napoléon, revenu le 15 à Dresde, après avoir différé sous divers prétextes la nomination des plénipotentiaires français, désigne enfin MM. de Narbonne et de Caulaincourt. — Une fausse interprétation donnée à la convention qui prolonge l'armistice lui fournit un nouveau prétexte pour ajourner le départ de M. de Caulaincourt. — Son espérance en gagnant du temps est de faire remettre au 1er septembre la reprise des hostilités. — Redoublement de plaintes de la part des plénipotentiaires, et déclaration de M. de Metternich qu'on n'accordera pas un jour de plus au delà du 10 août pour la dénonciation de l'armistice, et du 17 pour la reprise des hostilités. — La difficulté soulevée au sujet de l'armistice étant levée, Napoléon expédie M. de Caulaincourt avec des instructions qui soulèvent des questions de forme presque insolubles. — Pendant ce temps il quitte Dresde le 25 juillet pour aller voir l'Impératrice à Mayence. — Finances et police de l'empire durant la guerre de Saxe; affaires des séminaires de Tournay et de Gand, et du jury d'Anvers. — Retour de Napoléon à Dresde le 4 août, après avoir passé la revue des nouveaux corps qui se rendent en Saxe. — Vaines difficultés de forme au moyen desquelles on a même empêché la constitution du congrès de Prague. — M. de Metternich déclare une dernière fois que si le 10 août à minuit les bases de paix n'ont pas été posées, l'armistice sera dénoncé, et l'Autriche se réunira à la coalition. — Pensée véritable de Napoléon dans ce moment décisif. — Ne se flattant plus d'empêcher la Russie et la Prusse de reprendre les hostilités le 17 août, il voudrait, en ouvrant une négociation sérieuse avec l'Autriche, différer l'entrée en action de celle-ci. — Il entame effectivement avec l'Autriche une négociation secrète qui doit être conduite par M. de Caulaincourt et ignorée de M. de Narbonne. — Ouverture de M. de Caulaincourt à M. de Metternich le 6 août, quatre jours avant l'expiration de l'armistice. — Surprise de M. de Metternich. — Sa réponse sous quarante-huit heures, et déclaration authentique des intentions de l'Autriche, donnée au nom de l'empereur François. — Avantages tout à fait inespérés offerts à Napoléon. — Nobles efforts de M. de Caulaincourt pour décider Napoléon à accepter la paix qu'on lui offre. — Contre-proposition de celui-ci, envoyée seulement le 10, et jugée inacceptable par l'Autriche. — Le 10 août s'étant passé sans l'adoption des bases proposées, l'Autriche déclare le congrès de Prague dissous avant qu'il ait été ouvert, et proclame son adhésion à la coalition. — Napoléon, éprouvant un moment de regret, ordonne à M. de Caulaincourt de prolonger son séjour à Prague, mais inutilement. — L'empereur de Russie ayant précédé le roi de Prusse en Bohême, et ayant conféré avec l'empereur François, déclare, au nom des souverains alliés, les dernières propositions de Napoléon inacceptables. — Retour et noble affliction de M. de Caulaincourt. — Départ de Napoléon de Dresde le 16 août. — Sa confiance et ses projets. — Profondeur de ses conceptions pour la seconde partie de la campagne de 1813. — Il prend le cours de l'Elbe pour ligne de défense, et se propose de manœuvrer concentriquement autour de Dresde, afin de battre successivement toutes les masses ennemies qui voudront l'attaquer de front, de flanc ou par derrière. — Projets de la coalition et forces immenses mises en présence dans cette guerre gigantesque. — L'armée de Silésie, commandée par Blucher, étant la première en mouvement, Napoléon marche à elle pour la rejeter sur la Katzbach. — Combats des 20, 21 et 22 août, à la suite desquels Blucher est obligé de se replier derrière la Katzbach. — Napoléon apprend le 22 au soir l'apparition de la grande armée des coalisés sur les derrières de Dresde. — Son retour précipité sur Dresde. — Il s'arrête à Stolpen, et forme le projet de déboucher par Kœnigstein, afin de prendre l'armée coalisée à revers, et de la jeter dans l'Elbe. — Les terreurs des habitants de Dresde et les hésitations du maréchal Saint-Cyr en cette circonstance détournent Napoléon de la plus belle et de la plus féconde de ses conceptions. — Son retour à Dresde le 26, et inutile attaque de cette ville par les coalisés. — Célèbre bataille de Dresde livrée le 27 août. — Défaite complète de l'armée coalisée et mort de Moreau. — Position du général Vandamme à Péterswalde sur les derrières des alliés. — Nouveau et vaste projet sur Berlin qui détourne Napoléon des opérations autour de Dresde. — Désastre du général Vandamme à Kulm amené par le plus singulier concours de circonstances. — Conséquences de ce désastre. — Retour de confiance chez les coalisés et aggravation de la situation de Napoléon, dont les dernières victoires se trouvent annulées. — Sa situation au 30 août 1813.

En signant l'armistice de Pleiswitz, Napoléon n'avait d'autre intention que de gagner deux mois de temps pour compléter ses armements, et les proportionner aux forces des nouveaux ennemis qu'il allait s'attirer, mais il n'avait pas eu un moment la pensée de la paix, ne voulant à aucun prix la conclure aux conditions que l'Autriche prétendait y mettre. Ces conditions révélées tant de fois depuis quatre mois, tantôt par de simples insinuations, tantôt par les déclarations récentes et formelles de M. de Bubna, étaient, comme on l'a vu, les suivantes : Dissolution du grand-duché de Varsovie; reconstitution de la Prusse au moyen d'une partie considérable de ce grand-duché, et de quelques portions des provinces hanséatiques; restitution à l'Allemagne des villes libres de Lubeck, de Brême, de Hambourg; abolition de la Confédération du Rhin; rétrocession à l'Autriche de l'Illyrie et des portions de la Pologne qui lui avaient jadis appartenu. Quoique cette paix continentale, prélude assuré de la paix maritime,

laissât à la France, indépendamment de la Belgique et des provinces rhénanes, la Hollande, le Piémont, la Toscane, l'État romain, maintenus en départements français, la Westphalie, la Lombardie, Naples, constitués en royaumes vassaux, Napoléon la repoussait absolument, non à cause des pertes de territoire qui étaient presque nulles, mais comme une atteinte à sa gloire, et lui préférait sans hésiter la guerre avec l'Europe entière. C'était sans doute une insigne témérité pour lui-même, une cruauté pour tant de victimes destinées à périr sur les champs de bataille, une sorte d'attentat envers la France, exposée à tant de dangers uniquement pour l'orgueil de son chef, mais enfin c'était une résolution à peu près prise, et dans laquelle il y avait fort peu de chance de l'ébranler. Il eût fallu autour de lui de meilleurs conseillers, et surtout de plus autorisés, pour le faire revenir de cette détermination fatale. Pourtant, bien que tout à fait résolu (ce qui résulte d'une manière incontestable de ses ordres, de ses communications diplomatiques, et de quelques aveux inévitables faits à ses coopérateurs les plus intimes), bien que résolu, il ne pouvait lui convenir de laisser apercevoir sa véritable pensée, ni aux puissances avec lesquelles il avait à traiter, ni à la plupart des agents de son gouvernement, du zèle desquels il avait grand besoin. En effet, connue de l'Autriche, la pensée de Napoléon aurait définitivement décidé cette puissance contre nous, accéléré ses armements déjà bien assez actifs, répandu le désespoir parmi nos alliés déjà bien assez dégoûtés de notre alliance, rendu impossible une prolongation d'armistice à laquelle Napoléon tenait essentiellement, et qu'il ne désespérait pas d'obtenir en traînant les négociations en longueur. Avouée aux hommes qui composaient son gouvernement, sa résolution de ne pas accepter la paix se serait bientôt répandue dans le public, aurait augmenté l'aversion qu'inspirait sa politique, étendu cette aversion à sa personne et à sa dynastie, rendu les levées d'hommes plus difficiles, et irrité, découragé l'armée, qui, ne voyant plus de terme à l'effusion de son sang, serait devenue plus hardie et plus sévère dans son langage. Il semblait effectivement que l'opposition, comprimée partout, se fût réfugiée dans les camps, et que nos militaires de tout grade, pour prix des sacrifices qu'on exigeait d'eux, voulussent exercer la liberté inaliénable de l'esprit français. Après s'être précipités le matin au milieu des dangers, ils déploraient le soir dans les bivacs l'obstination fatale qui faisait couler tant de sang pour une politique qu'ils commençaient à ne plus comprendre. Ils avaient bien admis qu'après Moscou et la Bérézina il fallût une revanche éclatante aux armes françaises; mais après Lutzen, après Bautzen, le prestige de nos armes étant rétabli, ils auraient été révoltés, et peut-être glacés dans leur zèle, s'ils avaient appris que Napoléon, pouvant conserver la Belgique, les provinces rhénanes, la Hollande, le Piémont, la Toscane, Naples, ne s'en contentait pas, et voulait encore immoler des milliers d'hommes pour garder Lubeck, Hambourg, Brême, pour conserver le vain titre de protecteur de la Confédération du Rhin! Par toutes ces raisons, Napoléon ne dit à personne, excepté peut-être à M. de Bassano, sa pensée tout entière; il n'en dit à chacun que ce que chacun avait besoin d'en savoir pour accomplir sa tâche particulière, réservant pour lui seul la connaissance complète de ses funestes desseins.

On vient de voir que M. de Bubna avait reparu au quartier général avec les conditions de l'Autriche, et que ces conditions avaient été considérablement modifiées, puisque en remettant à la paix maritime le sacrifice des villes hanséatiques et de la Confédération du Rhin, on avait fait tomber la seule objection qu'elles pussent raisonnablement provoquer. Napoléon se sentant alors serré de près, et craignant d'avoir à se prononcer immédiatement, ce qui lui eût mis l'Autriche sur les bras avant qu'il fût en mesure de lui résister, avait signé l'armistice si désavantageux de Pleiswitz, non pour avoir le temps de traiter, mais pour avoir celui d'armer. Il écrivit sous le secret au prince Eugène et au ministre de la guerre qu'il signait cet armistice, dont il prévoyait en partie le danger, pour avoir le temps de se préparer contre l'Autriche, à laquelle il entendait faire la loi au lieu de la recevoir d'elle. Il recommanda à l'un et à l'autre de ne rien négliger pour que l'armée d'Italie destinée à menacer l'Autriche par la Carinthie, pour que l'armée de Mayence destinée à la menacer par la Bavière, fussent prêtes à la fin de juillet, et d'agir de manière que les jours *comptassent double*, car on avait à peine deux mois pour achever les armements que les circonstances rendaient indispensables. Toutefois il n'avoua ni à l'un ni à l'autre quelle était cette loi de l'Autriche qu'il ne voulait pas subir, il leur laissa même croire que les exigences de cette puissance étaient exorbitantes, et ne tendaient à rien moins qu'à ruiner la puissance de

la France et à offenser son honneur. Il écrivit au prince Cambacérès, auquel il avait remis en partant le dépôt de son autorité, que l'armistice signé pourrait sans doute conduire à la paix, qu'il *ne fallait pas toutefois que ce fût une raison de ralentir les préparatifs de guerre, mais au contraire une raison de les redoubler*, *car ce n'était qu'autant qu'on verrait que nous étions formidables sur tous les points*, *que la paix pourrait être sûre et honorable.*—Mais au prince Cambacérès pas plus qu'aux autres, il n'osa dire ce qu'il entendait par une paix sûre et honorable, et il se garda de lui avouer qu'il ne considérait pas comme telle une paix qui, indépendamment du Rhin et des Alpes, concédait directement ou indirectement à la France la Hollande, la Westphalie, le Piémont, la Lombardie, la Toscane, les États romains et Naples.

A M. de Bassano seul, qu'il ne pouvait pas tromper, puisque ce ministre était l'intermédiaire de toutes les communications de la France avec les puissances européennes, et duquel il n'avait pas d'ailleurs la moindre objection à craindre, il découvrit sa vraie pensée, en lui confiant le soin de recevoir à sa place M. de Bubna. Il lui dit qu'il ne voulait pas voir cet envoyé, pour n'avoir pas à se prononcer sur les conditions de l'Autriche; il lui enjoignit de l'emmener à Dresde, où devait bientôt revenir le quartier général français, et de l'y retenir jusqu'à son retour, ce qui ferait gagner une dizaine de jours, et conduirait à la mi-juin avant d'avoir réuni les plénipotentiaires. En soulevant ensuite des difficultés de forme, il était possible d'atteindre le mois de juillet sans s'être prononcé sur le fond des choses. Puis en montrant au dernier moment quelque disposition à traiter, et en argumentant du peu de temps qui resterait alors, il serait encore possible de faire prolonger d'un mois la durée de l'armistice, ce qui après juin et juillet assurerait tout le mois d'août, et procurerait ainsi trois mois pour armer, trois mois dont les puissances coalisées profiteraient sans doute, mais pas autant que la France, car elles n'étaient administrées ni avec la même activité ni avec le même génie.

Ce plan arrêté, Napoléon fit partir M. de Bassano pour Dresde, en le chargeant d'annoncer sa prochaine arrivée dans cette capitale, et de lui chercher en dehors des résidences royales une habitation commode et convenable, où il fût à la fois à la ville et à la campagne, où il pût travailler en liberté, respirer un air pur, et se trouver à portée des camps d'instruction établis au bord de l'Elbe. Il ordonna d'y amener une partie de sa maison, la Comédie française elle-même, afin d'y déployer une sorte de splendeur pacifique, qui respirât la satisfaction, la confiance et le penchant au repos, penchant qui n'avait jamais moins pénétré dans son âme. *Il est bon*, écrivit-il au prince Cambacérès, *qu'on croie que nous nous amusons ici*.

Suivant son usage, Napoléon ne quitta point ses troupes sans avoir assuré leur entretien, leur bonne santé, et leur instruction pendant la durée de la suspension d'armes. Il s'était réservé, d'après les conditions de cet armistice, la basse Silésie, pays riche en toutes sortes de ressources tant pour la nourriture que pour le vêtement des hommes. Il y répartit ses corps d'armée, depuis les montagnes de la Bohême jusqu'à l'Oder, de la manière suivante. Il plaça Reynier à Gorlitz avec le 7e corps, Macdonald à Lowenberg avec le 11e, Lauriston à Goldberg avec le 5e, Ney à Liegnitz avec le 3e, Marmont à Buntzlau avec le 6e, Bertrand à Sprottau avec le 4e, Mortier aux environs de Glogau avec l'infanterie de la jeune garde, Victor à Crossen avec le 2e, Latour-Maubourg et Sébastiani au bord de l'Oder avec la cavalerie de réserve. Le maréchal Oudinot, avec le corps destiné à marcher sur Berlin, fut cantonné sur les limites de la Saxe et du Brandebourg, lesquelles formaient de l'Oder à l'Elbe la ligne de démarcation stipulée par l'armistice. Ces divers corps durent camper dans des villages ou des baraques, manœuvrer, se reposer et bien vivre. Ils devaient être entretenus au moyen de réquisitions sur le pays, ménagées de manière à pouvoir y subsister trois mois au moins, et à y former des approvisionnements pour l'époque du renouvellement des hostilités. Napoléon prescrivit en outre des levées de draps et de toiles dans la partie de la Silésie qui lui était restée, et qui les produisait en abondance, afin de réparer le vêtement déjà usé de ses soldats. La Silésie devant, dans tous les cas, revenir à la Prusse, puisque l'Autriche n'en voulait pas, il n'avait à la ménager que pour en faire durer les ressources aussi longtemps que ses besoins.

De toutes ses places sur l'Oder et la Vistule, celle de Glogau ayant eu seule l'avantage d'être débloquée, il en renouvela la garnison et les approvisionnements, et ordonna d'en perfectionner les moyens de défense. Il expédia des officiers à Custrin, Stettin, Dantzig, pour apprendre à ces garnisons les derniers triomphes de nos

armes, pour leur porter des récompenses, et veiller à ce que les vivres consommés chaque jour fussent remplacés immédiatement par des quantités égales, conformément aux conditions expresses de l'armistice. Il avait été convenu par l'une des stipulations de l'armistice, que l'importante place de Hambourg dépendrait du sort des armes, et resterait à ceux qui l'occuperaient le 8 juin au soir. Elle était rentrée dans nos mains le 29 mai, par l'arrivée du général Vandamme à la tête de deux divisions, et serait redevenue plus tôt notre propriété sans l'intervention singulière et un moment inexplicable du Danemark dans cette occasion. Jusque-là le Danemark nous avait été fidèle, et il nous le devait, puisque c'était pour lui conserver la Norwége que nous avions la guerre avec la Suède. A la suite de notre désastre de Moscou, il avait été vivement sollicité par la Russie et l'Angleterre d'abandonner la Norwége à la Suède, avec promesse de l'indemniser aux dépens de la France s'il cédait, et avec menace, s'il résistait, d'abattre la monarchie danoise. A ces sollicitations menaçantes de la Russie et de l'Angleterre, s'étaient jointes les instances plus douces de l'Autriche, invitant le Danemark à s'unir à elle, et lui promettant la conservation de la Norwége, s'il adhérait à sa politique médiatrice. Au milieu de ce conflit de suggestions de tout genre, le Danemark, craignant que la France ne fût plus en mesure de le soutenir, avait loyalement demandé à Napoléon l'autorisation de traiter pour son compte, afin d'échapper aux périls qui le menaçaient, et Napoléon, touché de sa franchise, y avait généreusement consenti. Il lui avait même renvoyé les matelots danois qui servaient sur notre flotte, pour que sa situation s'approchât davantage de la neutralité. L'espérance du Danemark avait été, en se remettant en paix avec l'Angleterre par l'intermédiaire de la Russie, et en restant neutre ensuite avec tout le monde, de s'assurer la conservation de la Norwége. Bientôt on lui avait signifié que non-seulement il fallait qu'il nous déclarât la guerre, ce qui coûtait fort à sa loyauté, mais qu'il fallait en outre qu'il renonçât à la Norwége, sauf une indemnité éventuelle, de manière que la défection envers nous ne l'aurait pas même sauvé de la spoliation. Révolté de ces exigences, le Danemark nous était enfin revenu, et l'une de ses divisions, qui s'était tenue aux portes de Hambourg dans une attitude équivoque et presque inquiétante, nous avait tendu la main, au lieu de nous menacer. Vandamme alors, que rien ne retenait, avait expulsé le rassemblement de Tettenborn, composé de Cosaques, de Prussiens, de Mecklembourgeois, de soldats des villes hanséatiques, et avait arboré de nouveau les aigles françaises sur tout le cours de l'Elbe inférieur. Napoléon avait sur-le-champ expédié au maréchal Davoust l'ordre de s'établir fortement dans Hambourg, Brême et Lubeck, lui avait réitéré l'injonction de punir sévèrement la révolte de ces villes, d'en tirer les ressources nécessaires pour l'armée, et de créer sur le bas Elbe un vaste établissement militaire qui complétât les défenses de ce grand fleuve, où nous allions avoir Kœnigstein, Dresde, Torgau, Wittenberg, Magdebourg et Hambourg. Cette ligne si importante, objet de si vifs débats dans la négociation de l'armistice, nous était donc assurée, indépendamment de celle de l'Oder, dont nous avions la partie la plus essentielle, celle qui faisait face à Dresde. Quelques troupes de partisans, il est vrai, avaient passé la ligne de l'Elbe, et parcouraient en ce moment la Westphalie, la Hesse, la Saxe, répandant partout la terreur des Cosaques, devenue presque superstitieuse. Napoléon forma sur ses derrières un corps d'infanterie et de cavalerie pour les poursuivre à outrance, et sabrer sans pitié ceux qu'on prendrait en deçà de l'Elbe. Le duc de Padoue, destiné, comme on l'a dit, à commander un troisième corps de cavalerie, lorsque les deux premiers, ceux de Latour-Maubourg et de Sébastiani, seraient complétés, se trouvait alors à Leipzig avec le noyau de son corps. Il comptait environ trois mille cavaliers et quelques pièces d'artillerie attelée. Napoléon lui adjoignit la division polonaise Dombrowski, la division Teste (quatrième de Marmont), laissée en arrière pour achever son organisation, une seconde division wurtembergeoise récemment arrivée, quelques bataillons de garnison de Magdebourg, ce qui formait un rassemblement de 8 mille cavaliers et de 12 mille fantassins. Il lui prescrivit de s'occuper uniquement de la police du pays compris entre l'Elbe et le Rhin, de le pacifier, de le purger de coureurs, et s'il en surprenait quelques-uns postérieurement au 8 juin, terme extrême assigné aux hostilités, de les traiter comme des bandits, et tout au moins de les faire prisonniers, afin de s'emparer de leurs chevaux qui étaient excellents.

Ces premiers soins donnés à l'exécution de l'armistice et au bien-être des troupes pendant la suspension d'armes, Napoléon s'achemina vers Dresde, où il avait le projet de passer tout le

temps des prochaines négociations, et rétrograda vers l'Elbe avec la cavalerie et l'infanterie de la vieille garde, marchant lui-même au pas de ses troupes par journées d'étapes. Il ne fut de retour à Dresde que le 10 juin, ce qui convenait à son calcul de se trouver le plus tard possible en présence de M. de Bubna. Le roi de Saxe vint à sa rencontre, et les habitants de Dresde eux-mêmes, voyant avec plaisir la guerre écartée de leurs foyers, et leur roi honoré, lui firent un accueil auquel on n'aurait pas dû s'attendre de la part d'une population allemande.

Napoléon descendit au palais Marcolini, dont M. de Bassano avait fait choix pour lui. Ce palais, entouré d'un vaste et beau jardin, était situé dans le faubourg de Friedrichstadt, tout près de la prairie de l'Osterwise, où des troupes nombreuses pouvaient manœuvrer au bord de l'Elbe. Napoléon y trouva sa maison déjà installée et toute prête à le recevoir. Là, sans être à charge à la cour de Saxe, sans être incommodé par elle, il avait ce qu'il désirait, un établissement convenable, de l'air, de la verdure et un champ de manœuvre. Il décida qu'il aurait le matin un lever comme aux Tuileries, au milieu du jour des revues et des manœuvres, le soir des dîners, des réceptions, et les chefs-d'œuvre de Corneille, de Racine, de Molière, représentés par les premiers acteurs de la Comédie française. Le lendemain même de son retour à Dresde, sa vie telle qu'il l'avait ordonnée commençait avec la précision et l'invariabilité d'une consigne militaire. Mais en même temps M. de Bubna, qui, arrivé de Vienne depuis plus de quinze jours, attendait vainement le moment de le voir, lui rappela sa présence par une note formelle, à laquelle il fallait de toute nécessité répondre clairement et promptement.

Pour comprendre cette note et son importance, il est indispensable de connaître les dernières circonstances survenues en Autriche, où comme ailleurs les événements se succédaient avec une prodigieuse rapidité, sous la violente impulsion que Napoléon imprimait partout à la marche des choses. En employant M. de Caulaincourt dans la négociation de l'armistice, afin de susciter l'occasion d'un arrangement direct avec la Russie, Napoléon avait fourni à celle-ci une arme dangereuse, et dont elle devait faire un funeste usage. Si l'empereur Alexandre, moins blessé par les dédains de Napoléon, moins épris du rôle tout nouveau de roi des rois, avait pu partager à quelque degré l'opinion du prince Kutusof, qui voulait qu'on se tirât de cette guerre en signant avec la France une paix toute russe, c'eût été un grand à-propos de lui envoyer M. de Caulaincourt, qui avait été longtemps son confident et presque son ami. Mais enivré de l'encens que brûlaient devant lui les Allemands, Alexandre était devenu, malgré sa douceur ordinaire, un ennemi implacable auquel il était dangereux de chercher à s'adresser. Au lieu de le toucher par l'envoi de M. de Caulaincourt, on lui fournit seulement un moyen de mettre un terme aux longues hésitations de l'Autriche. C'était le cas en effet pour Alexandre de dire à cette puissance : Décidez-vous, car si, faute de nous secourir, vous nous laissez encore battre comme à Lutzen, comme à Bautzen, nous serons forcés de traiter avec notre commun ennemi, d'accepter les avances qu'il nous fait, de conclure avec lui une paix exclusivement avantageuse à la Russie, et de vous livrer définitivement à son ressentiment, qui ne doit pas être médiocre, car si vous n'avez pas assez fait pour nous secourir, vous avez assez fait pour lui inspirer une profonde défiance. — Ce langage à la cour de Vienne serait venu d'autant plus à propos le lendemain de Bautzen, qu'un nouveau mouvement en arrière allait éloigner les coalisés des frontières de l'Autriche, et les priver de tout contact avec elle. C'était donc le moment ou jamais de s'unir, car un pas de plus, et les mains tendues les unes vers les autres ne pourraient plus se joindre.

Telles sont les raisons qu'on avait résolu d'employer auprès de l'empereur François et de M. de Metternich ; et tandis que MM. Kleist et de Schouvaloff négociaient à Pleiswitz l'armistice du 4 juin, on avait appelé M. de Stadion, on lui avait fait remarquer le choix de M. de Caulaincourt pour cette négociation, on avait même ajouté le mensonge à la vérité, car on avait parlé de prétendues insinuations que ce personnage se serait permises (ce qui était faux), et desquelles on pouvait conclure que Napoléon songeait à s'entendre directement avec la Russie aux dépens de l'Autriche. Tout ce que l'envoi de M. de Caulaincourt permettait de supposer en fait de tentatives diplomatiques, on l'avait donné pour accompli, et on avait pressé M. de Stadion de déclarer à son cabinet, que ce qu'on refusait aujourd'hui, on serait obligé de l'accepter dans quelques jours, sous la pression des circonstances et des victoires de Napoléon. M. de Stadion, qui n'aimait pas la France, et qui avait été fort

offusqué de la présence de M. de Caulaincourt, s'était hâté de peindre à sa cour, en l'exagérant beaucoup, le danger d'un arrangement direct entre la France et la Russie. Ne comptant même pas assez sur l'influence des paroles écrites, on avait expédié, comme nous l'avons dit, M. de Nesselrode, le même qui pendant quarante ans n'a cessé de conseiller à ses divers maîtres une politique profonde par sa patience, mais pas toujours d'accord avec leur tempérament irritable. Jeune alors, simple, modeste, moins dogmatique que M. de Metternich, moins entreprenant, mais doué d'autant de finesse, et fait pour gagner la confiance d'un prince éclairé comme Alexandre, il avait déjà obtenu sur lui un ascendant très-marqué. Le czar, quoiqu'il eût laissé à M. de Romanzoff le vain titre de chancelier, en mémoire de la Finlande et de la Bessarabie conquises sous son ministère, avait amené M. de Nesselrode à son quartier général, et ne dirigeait plus les affaires qu'avec lui et par son conseil. Il l'avait expédié dès le 1er juin pour Vienne, avec la mission de prier, de supplier, de menacer au besoin la cour d'Autriche, en montrant la tête de Méduse, c'est-à-dire Napoléon s'abouchant avec Alexandre, et renouvelant sur l'Oder l'entrevue du Niémen, et peut-être à Breslau l'alliance de Tilsit. M. de Nesselrode s'était mis en route sur-le-champ, se dirigeant sur Vienne à travers la Bohême.

Il n'en fallait pas tant pour donner à deux esprits aussi clairvoyants que l'empereur François et M. de Metternich une commotion décisive. L'Autriche, en effet, replacée par la fortune dans une grande situation, dont elle avait été précipitée depuis vingt ans par l'épée de Napoléon, courait cependant un grave danger. Tout le monde la caressait en ce moment, tout le monde se présentait à elle les mains pleines des dons les plus magnifiques. Alexandre lui offrait non-seulement l'Illyrie et une part de la Pologne, mais l'Italie, mais le Tyrol, mais la couronne impériale d'Allemagne, que Napoléon avait fait tomber de sa tête, et, plus que tout cela, l'indépendance. La France lui offrait avec l'Illyrie et une part de la Pologne, non pas l'Italie, non pas le Tyrol, non pas la couronne impériale, mais ce qui l'eût charmée un siècle auparavant, la Silésie, sans l'indépendance il est vrai, à laquelle elle tenait plus qu'à tout le reste. Elle n'avait donc qu'à choisir; mais si, voulant jouir trop longtemps de ce rôle de puissance universellement courtisée, elle ne se décidait pas à propos, il était possible qu'après avoir été flattée, caressée par tous, elle finît par être honnie par tous aussi, et écrasée sous leur commun ressentiment, car si Napoléon et Alexandre s'entendaient, il devait en résulter une paix exclusivement russe; l'Autriche n'aurait rien de la Pologne, rien de l'Illyrie, rien de l'Italie; on ne céderait point à son désir de reconstituer l'Allemagne, sauf quelques dédommagements qu'on accorderait peut-être à la Prusse, et, loin de recouvrer son indépendance, elle retomberait sous la domination de Napoléon devenue plus dure que jamais. Il suffisait pour cela d'un instant, et, dans les conjonctures présentes, les choses se décidant à coups d'épée, et quels coups d'épée! c'était assez de quarante-huit heures pour changer la face du monde.

Plein de ces préoccupations, M. de Metternich avait déjà songé à conduire son maître à Prague, afin d'être tout près du théâtre des batailles et des négociations, et de pouvoir, du haut de la Bohême comme d'un observatoire élevé et voisin, suivre le torrent si rapide des choses, et s'y jeter au besoin. La nouvelle du choix de M. de Caulaincourt pour négocier l'armistice l'avait affecté au point de rendre son émotion visible aux yeux pénétrants de M. de Narbonne. Les lettres de M. de Stadion ne lui avaient plus laissé un seul doute, et en vingt-quatre heures l'empereur et son ministre avaient formé la résolution de quitter Vienne pour Prague, au grand étonnement du public, surpris non d'une telle résolution, mais de la promptitude avec laquelle elle avait été prise. Dans les rapports où l'on était avec la France, on avait en quelque sorte l'obligation de lui tout expliquer, et M. de Metternich s'était hâté de dire à M. de Narbonne que, les négociations étant à la veille de commencer par l'intermédiaire de l'Autriche, il fallait que le médiateur se rapprochât des parties soumises à sa médiation; qu'à Prague on gagnerait six jours au moins sur chaque communication, ce qui importait fort, la paix du monde devant se conclure en six semaines. Cette raison justifiait le voyage à Prague, mais non pas le départ en vingt-quatre heures. Des renseignements secrets et l'air contraint de M. de Metternich avaient achevé de tout révéler à la vigilance de la légation française. M. Narbonne avait su, par des informations sûres, que la cour de Vienne accélérait son départ par la crainte d'un arrangement direct de la France avec la Russie, et ces informations lui expliquaient en outre les nouveaux sentiments qu'il avait cru découvrir chez M. de

Metternich. M. de Narbonne, en effet, avait trouvé le ministre autrichien sensiblement refroidi, ce qui était naturel, car si M. de Metternich s'était échappé de notre alliance comme un serpent s'échappe à force de mouvements alternatifs des étreintes d'une main puissante, toutefois il n'avait pas entièrement déserté notre cause, et dans l'intention fort sage de tout terminer sans guerre, il avait défendu auprès des coalisés le système d'une paix modérée, ce qui n'avait pas été facile, et il était fondé à nous en vouloir de chercher à négocier une paix désastreuse pour lui, tandis qu'il s'efforçait d'en stipuler une très-acceptable pour nous.

Du reste, M. de Narbonne avait eu à peine le temps d'entretenir M. de Metternich, et ce dernier, parti en toute hâte, était avec l'empereur François à Gitschin, résidence située à une vingtaine de lieues de Prague, dès le 3 juin au soir. En y arrivant il avait rencontré M. de Nesselrode, qui, apprenant le départ de la cour, avait rebroussé chemin pour la joindre. Les paroles que ces deux hommes d'État, alors si importants, avaient pu s'adresser, on les devine. M. de Nesselrode avait, au nom de l'empereur de Russie et du roi de Prusse, supplié M. de Metternich de mettre fin à de trop longues hésitations, de ne pas laisser battre de nouveau les alliés, car, battus encore une fois, ils seraient obligés de se soumettre à Napoléon, de traiter avec lui aux dépens de l'Autriche, et de consacrer pour jamais la dépendance de l'Europe. M. de Nesselrode s'était appliqué surtout à montrer à M. de Metternich que Napoléon trahissait les Autrichiens, car tandis que ceux-ci soutenaient pour lui le système d'une paix modérée, il songeait à les sacrifier, et à conclure une paix accablante pour eux seuls. Il avait donc pressé instamment le ministre autrichien de suivre enfin l'exemple de la Prusse, et de s'unir par un traité formel aux souverains alliés. M. de Metternich n'avait besoin d'être ni éclairé ni excité, car il l'était suffisamment. Mais ce ministre, dont le mérite a toujours été d'avoir, avec un esprit sans froideur, une politique sans passion, s'attachait de plus en plus au système de conduite qu'il avait adopté, celui d'épuiser le rôle intermédiaire d'arbitre, avant de passer au rôle de belligérant. Ce système de conduite, outre qu'il dégageait l'honneur de l'empereur François, son honneur de souverain et de père, avait l'avantage de ménager aussi la considération de l'Autriche, de lui procurer le temps dont elle avait besoin pour armer, et, par-dessus tout, de rendre possible une conclusion pacifique, car c'eût été un bien beau résultat pour elle que de reconstituer la Prusse, de rétablir l'indépendance de l'Allemagne, de recouvrer en outre l'Illyrie et la part perdue de la Gallicie, sans courir les hasards peut-être funestes (personne ne le savait alors) d'une nouvelle guerre avec Napoléon.

M. de Metternich, avec une prévoyance profonde, voulait s'épargner non-seulement la chance bien dangereuse de voir tout le monde, fatigué de ses temporisations, s'arranger à ses dépens, mais la chance aussi de se faire battre par la France, ce qu'il redoutait fort malgré les événements de l'année précédente, et, par ce motif, il cherchait d'une main à tenir la Prusse et la Russie, pour qu'elles ne pussent lui échapper, et de l'autre à contenir Napoléon, pour lui faire accepter une paix que l'Europe pût agréer. Aussi avait-il dit à M. de Nesselrode qu'il s'était engagé à être médiateur, qu'il remplirait franchement ce rôle pendant les deux mois qui allaient suivre, qu'il lui fallait indispensablement, à l'égard de la France, passer par le rôle de médiateur avant d'en arriver à celui d'ennemi, que jusque-là il ne pouvait prendre parti; mais que, si des conditions de paix raisonnables étaient définitivement repoussées, il conseillerait à son maître, l'armistice expiré, de s'unir aux puissances alliées, et de tenter un suprême et dernier effort pour arracher l'Europe à la domination de Napoléon.

Ce qu'on s'était promis actuellement, en conséquence de ces vues, c'était, de la part de la Russie, de ne pas se laisser séduire par l'appât d'un arrangement direct; de la part de l'Autriche, de déclarer la guerre au jour indiqué, si les conditions de la médiation n'étaient pas acceptées par la France. M. de Metternich, profitant du voisinage de Prague, y avait rappelé M. de Bubna pour vingt-quatre heures, lui avait bien expliqué la position, lui avait positivement affirmé qu'on n'était pas encore engagé avec les belligérants, l'avait autorisé à donner à l'appui de ce fait la parole d'honneur de l'empereur François, mais l'avait autorisé aussi à signifier de la manière la plus expresse qu'on finirait par s'engager, si la durée de l'armistice n'était pas employée à négocier sincèrement une paix modérée. Il l'avait en même temps chargé d'annoncer au cabinet français que la médiation de l'Autriche était formellement acceptée par la Prusse et par la Russie, ce qui obligeait dès lors le médiateur à demander à chacun ses conditions, et

notamment à la France qui était instamment priée de faire connaître les siennes. M. de Bubna devait, à cette occasion, témoigner le désir de M. de Metternich de venir un moment à Dresde, pour tout terminer sur les lieux, dans un entretien cordial avec Napoléon. Là, en effet, on pouvait finir en quelques heures, car si M. de Metternich parvenait à persuader Napoléon, tout serait dit, les coalisés étant dans l'impossibilité de refuser les conditions quo l'Autriche déclarerait acceptables.

Telles sont les choses, fort importantes comme on le voit, que M. de Bubna, revenu à Dresde, voulait communiquer à Napoléon, et dont il ne disait qu'une partie à M. de Bassano, sachant l'inutilité des explications avec ce ministre, qui recevait les opinions de son maître et ne les faisait pas. Napoléon étant arrivé le 10 juin, M. de Bubna avait remis le 11 une note pour déclarer que la Russie et la Prusse avaient officiellement accepté la médiation de l'Autriche, que celle-ci était occupée à leur demander leurs conditions de paix et qu'on attendait que la France voulût bien énoncer les siennes. Ce n'était là qu'une mise en demeure, ayant pour but non d'amener une entière et immédiate énonciation des conditions de la France, mais de provoquer les pourparlers préliminaires, les épanchements confidentiels, préalable indispensable et plus ou moins long, suivaot le temps dont on dispose, des déclarations officielles et définitives.

Si Napoléon avait voulu la paix, celle du moins qui était possible et dont il conoaissait les conditions, il n'aurait pas perdu de temps, quarante jours au plus lui restant pour la négocier. On était en effet au 10 juin, et l'armistice expirait au 20 juillet. Avec son ardeur accoutumée, il aurait appelé M. de Metternich à Dresde, aurait tâché de lui arracher quelque modification aux propositions de l'Autriche, ce qui était très-possible avec le désir qu'elle avait d'en finir pacifiquement, et aurait renvoyé ce ministre, une, deux et trois fois, au quartier général des puissances alliées, pour aplanir les difficultés de détail toujours nombreuses dans tout traité, mais devant l'être bien davantage dans un traité qui allait embrasser les intérêts du monde entier. Mais la preuve évidente qu'il ne la voulait pas (indépendamment des preuves irréfragables contenues dans sa correspondance), c'était le temps qu'il perdait et qu'il allait perdre encore. Son projet, comme nous l'avons dit, c'était de différer le moment de s'expliquer, de multiplier pour cela les questions de forme, puis de paraître s'amender tout à coup lorsque la suspension d'armes serait près d'expirer, de se montrer alors disposé à céder, d'obtenir à la faveur de ces manifestations pacifiques une prolongation d'armistice, de se donner aiosi jusqu'au 1er septembre pour terminer ses préparatifs militaires, de rompre à cette époque sur un motif bien choisi qui pût faire illusion au public, et de tomber soudainement avec toutes ses forces sur la coalition, de la dissoudre, et de rétablir plus puissante que jamais sa domination actuellement contestée, calcul pardonnable assurément, et dont l'histoire des princes conquérants n'est que trop remplie, s'il avait été fondé sur la réalité des choses! Avec de telles vues, il n'était pas temps encore de recevoir M. de Bubna, et de lui répondre par oui ou par non, sur des conditions qui se réduisaient à un petit nombre de points dont aucun ne prêtait à l'équivoque. Aussi Napoléon prit-il la résolution de laisser passer quatre ou cinq jours avant d'admettre auprès de lui M. de Bubna et de répondre à sa note, ajournement fort concevable si aucun terme n'avait été fixé aux négociations, et si, comme lors du traité de Westphalie, on avait eu pour négocier des mois et même des années. Mais perdre quatre ou cinq jours sur quarante pour une première question de forme, qui en supposait encore mille autres, c'était trop dire ce qu'on voulait, ou plutôt ce qu'on ne voulait pas.

Toutefois Napoléon venait d'arriver à Dresde, fatigué sans doute, accablé de soins de tout genre, et à la rigueur on pouvait comprendre qu'il ne reçût point M. de Bubna le jour même. Il n'y avait pas d'ailleurs de souverain au monde qui fût plus dispensé que lui de se plier aux convenances d'autrui, et qui s'y pliât moins. Ces retards envers M. de Bubna n'avaient donc encore rien de bien significatif. Seulement Napoléon prouvait ainsi qu'il n'était pas pressé, car lorsqu'il l'était, les jours, les nuits, la fatigue, le repos, tout devenait égal pour lui, et n'être pas pressé de la paix en ce moment, c'était ne pas la désirer. M. de Bassano reçut la dépêche de M. de Bubna, affecta de la trouver infiniment grave, dit que sous trois ou quatre jours on répondrait, et que sous trois ou quatre jours aussi Napoléon donnerait audience à M. de Bubna, et s'expliquerait avec lui sur le contenu de sa note.

Dans cet intervalle la réponse fut préparée et rédigée. Elle était de nature, plus encore que le temps volontairement perdu, à révéler les

dispositions véritables du gouvernement français. On objecta d'abord à M. de Bubna qu'il n'avait aucun caractère pour remettre une note. Cet agent, en effet, reçu officieusement par Napoléon, et envoyé auprès de lui comme lui étant plus agréable qu'on autre, et comme plus spirituel notamment que le prince de Schwarzenberg qui l'était peu, n'avait jamais été formellement accrédité, ni à titre de plénipotentiaire ni à titre d'ambassadeur; il n'avait donc pas qualité pour remettre une note. C'était là une difficulté bien mesquine, car on avait déjà échangé avec ce personnage les communications les plus importantes. Néanmoins on rédigea une première réponse à M. de Bubna, dans laquelle on soutint qu'il fallait que la note qu'il avait présentée fût signée de M. de Metternich, pour prendre place dans les archives du cabinet français, car il n'avait, quant à lui, aucun titre qui pût donner à cette note un caractère d'authenticité. Après cette difficulté de forme, on éleva des difficultés de fond. La première était relative à la médiation elle-même. Sans doute, disait-on, la France avait paru disposée à admettre la médiation de l'Autriche, avait même promis de l'accepter; mais une résolution si importante ne pouvait pas se supposer, se déduire d'un simple entretien, et il fallait un acte officiel, dans lequel on déterminerait le but, la forme, la portée, la durée de cette médiation. Ce n'était pas tout : cette médiation, comment se concilierait-elle avec le traité d'alliance? le cabinet autrichien serait-il médiateur, c'est-à-dire arbitre, arbitre prêt à se prononcer contre l'une ou l'autre partie, et à se prononcer les armes à la main, comme il était d'usage que le fît un médiateur armé? Alors que devenait le traité d'alliance de l'Autriche avec la France? Il fallait s'expliquer sur ce point. Enfin, quelle que fût la portée de la médiation, il y avait une question de forme sur laquelle l'honneur ne permettait pas de garder le silence. Ainsi le médiateur se saisissant si brusquement, et on peut dire si cavalièrement, de son rôle, annonçait déjà une manière de traiter qui ne pouvait convenir à la France. Il paraissait en effet vouloir s'entremettre entre toutes les parties belligérantes, porter lui seul la parole de celles-ci à celles-là, et ne les jamais placer en présence les unes des autres (ce qui était effectivement le secret désir de l'Autriche, afin d'empêcher l'arrangement direct). Une telle manière de négocier n'était pas admissible. La France ne reconnaissait à personne le droit de traiter pour elle ses propres affaires. S'y prendre de la sorte, c'était lui imposer une paix concertée avec d'autres, et la France, si longtemps victorieuse, au point de dicter des conditions à l'Europe, n'en était pas réduite, surtout quand la victoire lui était revenue, à accepter les conditions de qui que ce soit. Elle voulait bien, pour parvenir à la paix dont tout le monde avait besoin, renoncer à dicter des conditions ; jamais elle ne consentirait à s'en laisser dicter, l'Europe fût-elle réunie tout entière pour lui faire la loi.

On remplit plusieurs notes de ces chicanes, et Napoléon en remplit lui-même un long entretien avec M. de Bubna. Il lui accorda cet entretien le 14 juin, et les notes furent signées et remises le 15. M. de Bassano les accompagna d'une lettre personnelle pour M. de Metternich, dont le ton était même contraire au but qu'on se proposait d'atteindre, car Napoléon voulait qu'on gagnât du temps, et la hauteur de langage n'était pas un moyen d'y réussir. Dans cette lettre, il imputait le temps perdu à M. de Metternich, se plaignait maladroitement de ce que l'armistice ayant été signé le 4 juin, on fût si peu avancé le 15, comme si M. de Bubna n'avait pas été dès les derniers jours de mai au quartier général français, demandant une entrevue sans pouvoir l'obtenir, comme si l'Autriche sur tous les points ne se fût pas montrée impatiente de provoquer et de donner des explications. Enfin, quant au désir exprimé par M. de Metternich de venir à Dresde, M. de Bassano, sans même éluder, répondait d'une manière à peine polie que les questions étaient encore trop peu mûries pour qu'une entrevue de M. de Metternich, soit avec le ministre des affaires étrangères, soit avec Napoléon lui-même, pût avoir l'utilité qu'on en attendait, et qu'on en espérait plus tard.

Telles furent les réponses dont M. de Bubna dut se contenter, et qui furent expédiées à M. de Metternich à Prague. Il fallait un jour pour se rendre dans cette capitale de la Bohême, un jour pour en revenir, et si M. de Metternich et son maître mettaient trois ou quatre jours pour se résoudre, on devait atteindre le 20 juin avant d'être obligé de parler de nouveau. De son côté, il serait bien permis à la diplomatie française d'employer quelques jours à se décider sur le texte de la convention par laquelle on accepterait la médiation, d'employer quelques jours encore pour réunir les plénipotentiaires, et on aurait ainsi gagné le 1er juillet sans s'être abouché avec la diplomatie européenne. Il suffirait alors

de se montrer conciliant un moment, du 1er au 10 juillet par exemple, pour être fondé à demander que l'expiration de l'armistice fût reportée du 20 juillet au 20 août, ce qui, avec six jours pour la dénonciation des hostilités, conduirait au 26 août, fort près de ce 1er septembre, terme désiré par Napoléon. Tels étaient ses calculs et les moyens employés pour en obtenir le succès.

Pendant qu'il ne visait qu'à perdre le temps dans les négociations, il ne visait au contraire qu'à le bien employer dans l'accomplissement de ses vastes conceptions militaires. Le premier projet de Napoléon, lorsqu'il comptait sur l'alliance ou la neutralité de l'Autriche, était de s'avancer jusqu'à l'Oder et à la Vistule, pour rejeter les Russes sur le Niémen, et les ramener chez eux vaincus et séparés des Prussiens. Tous les préparatifs actuels étant faits dans la supposition de la guerre avec l'Autriche, les plans ne pouvaient plus être les mêmes, car en s'avançant seulement jusqu'à l'Oder, il eût laissé les armées autrichiennes sur ses flancs et ses derrières. Il n'avait donc à choisir pour future ligne défensive qu'entre l'Elbe et le Rhin, ou le Mein tout au plus. Il préféra l'Elbe pour des raisons profondes, généralement peu connues et mal appréciées. (Voir la carte n° 28.) Disons d'abord que se porter sur le Rhin ou sur le Mein revenait à peu près au même, car la petite rivière du Mein, en décrivant plusieurs contours à travers le pays montueux de la Franconie, et venant après un cours très-bref tomber dans le Rhin à Mayence, pouvait bien servir à défendre les approches du Rhin, quand on se battait avec des armées de soixante ou quatre-vingt mille hommes, mais ne pouvait plus avoir cet avantage depuis qu'on se battait avec des masses de cinq à six cent mille, et eût été débordée par la droite ou par la gauche avant quinze jours. On devait donc ne considérer le Mein que comme une annexe de la ligne du Rhin, c'est-à-dire comme le Rhin lui-même, et il n'y avait à choisir qu'entre le Rhin et l'Elbe. Poser ainsi la question, c'était presque la résoudre. Se retirer tout de suite sur le Rhin, c'était faire à l'Europe un abandon de territoire plus humiliant cent fois que les sacrifices qu'elle demandait pour accorder la paix. C'était abandonner non-seulement les alliances de la Saxe, de la Bavière, du Wurtemberg, de Bade, etc.; mais les villes hanséatiques, qui nous étaient si vivement disputées, mais la Westphalie et la Hollande qui ne l'étaient pas, car la Hollande elle-même n'est plus couverte quand on est sur le Rhin. Et comment exiger dans un traité le protectorat de la Confédération du Rhin, qu'on déclarait en rétrogradant sur le Rhin ne pouvoir plus défendre? comment prétendre aux villes hanséatiques, à la Westphalie, à la Hollande, qu'on reconnaissait ne pouvoir plus occuper? A prendre ce terrain pour champ de bataille, il eût été bien plus simple d'accepter tout de suite les conditions de paix de l'Autriche, car en renonçant à la Confédération du Rhin et aux villes hanséatiques, on eût conservé au moins sans contestation la Westphalie et la Hollande, et soustrait définitivement à tous les hasards le trône de Napoléon, et, ce qui valait mieux, la grandeur territoriale de la France. Indépendamment de ces raisons, qui politiquement étaient décisives, il y en avait une autre, qui moralement et patriotiquement était tout aussi forte, c'est que rétrograder sur le Rhin, c'était consentir à transporter en France le théâtre de la guerre. Sans doute, tant que le Rhin n'était point franchi par l'ennemi, on pouvait considérer la guerre comme se faisant hors de France; mais le voisinage était tel, que pour les provinces frontières la souffrance était presque la même. De plus, en obtenant des victoires sur le haut Rhin, entre Strasbourg et Mayence par exemple, Napoléon n'était pas assuré qu'un de ses lieutenants ne laisserait pas forcer sa position au-dessous de lui, et alors la guerre se trouverait transportée en France, et ce ne serait plus la situation d'un conquérant se battant pour la domination du monde, ce serait celle d'un envahi réduit à se battre pour la conservation de ses propres foyers. Mieux eût valu, nous le répétons, accepter la paix tout de suite, car outre qu'elle n'était pas humiliante, qu'elle était même infiniment glorieuse, elle n'exigeait pas de Napoléon un sacrifice comparable à celui que lui eût infligé la retraite volontaire sur le Rhin. Ceux donc qui le blâment d'avoir adopté la ligne de l'Elbe feraient mieux de lui adresser le reproche de n'avoir pas accepté la paix, car cette paix entraînait cent fois moins de sacrifices de tout genre que la retraite immédiate sur le Rhin. La déplorable idée de continuer la guerre pour les villes hanséatiques et pour la Confédération du Rhin étant admise, il n'y avait évidemment qu'une conduite à tenir, c'était d'occuper et de défendre la ligne de l'Elbe.

Le grand esprit de Napoléon ne pouvait pas se tromper à cet égard, et planant comme l'aigle sur la carte de l'Europe, il s'était abattu sur

Dresde, comme sur le roc d'où il tiendrait tête à tous ses ennemis. Le récit des événements prouvera bientôt que s'il y fut forcé, ce fut, non point par le vice de la position elle-même, mais par suite de l'extension extraordinaire donnée à ses combinaisons, de l'épuisement de son armée, et des passions patriotiques excitées contre lui dans toute l'Europe. Six ans plus tôt, avec l'armée de Friedland, il y aurait tenu contre le monde entier.

La ligne de l'Elbe, quoique présentant dans sa partie supérieure un obstacle moins considérable que le Rhin, avait cependant l'avantage d'être moins longue, moins accidentée, plus facile à parcourir intérieurement pour porter secours d'un point à un autre, et, depuis les montagnes de la Bohême jusqu'à la mer, semée de solides appuis, tels que Kœnigstein, Dresde, Torgau, Wittenberg, Magdebourg, Hambourg. Quelques-uns de ces appuis exigeaient des travaux, et c'est pour ce motif que Napoléon, dans ses calculs militaires, qui étaient plus profonds que ses calculs politiques, voulait sans cesse allonger l'armistice, pour réparer la faute de l'avoir signé. Il s'agissait de savoir si la ligne de l'Elbe s'appuyant à son extrême droite aux montagnes de la Bohême, et si la Bohême donnant à l'Autriche le moyen de déboucher sur les derrières de cette position, il était possible de se défendre contre un mouvement tournant de l'ennemi. C'était la question que s'adressaient beaucoup d'esprits éclairés, et qu'ils s'adressaient tout haut. Mais Napoléon qui, à mesure que son malheur commençait à délier certaines langues timides, permettait ces objections, Napoléon faisait des gestes de dédain quand on lui disait que sa position de Dresde pourrait être tournée par une descente des Autrichiens sur Freyberg ou sur Chemnitz. (Voir les cartes n°s 28 et 58.) Ce n'était pas, en effet, au général de l'armée d'Italie, qui retrouvait agrandie la position qu'il avait si longtemps occupée autour de Vérone, qui retrouvait dans l'Elbe l'Adige, dans la Bohême le Tyrol, dans Dresde Vérone elle-même, et qui, fortement établi jadis au débouché des Alpes, avait fondu tour à tour sur ceux qui se présentaient ou devant lui ou derrière lui, et les avait plus maltraités encore lorsqu'ils s'aventuraient sur ses derrières, ce n'était pas au général de l'armée d'Italie qu'on pouvait faire peur d'une position semblable. Il répondait avec raison que ce qu'il demanderait au Ciel de plus heureux, c'était que la principale masse ennemie voulût bien, tandis qu'il serait posté sur l'Elbe, déboucher en arrière de ce fleuve, qu'il courrait sur elle, et la prendrait tout entière entre l'Elbe et la forêt de Thuringe. Le prochain désastre des coalisés à Dresde prouva bientôt la justesse de ses prévisions, et si plus tard, comme on le verra, il fut forcé sur l'Elbe, ce ne fut point par la Bohême, mais par l'Elbe inférieur, que ses lieutenants n'avaient pas su défendre, et après plusieurs accidents qui l'avaient prodigieusement affaibli. Sa pensée, toujours profonde et d'une portée sans égale lorsqu'il s'agissait des hautes combinaisons de la guerre, était donc de s'établir fortement sur les divers points de l'Elbe, de manière à pouvoir s'en éloigner quelques jours sans crainte, soit qu'il fallût prévenir la masse qui s'avancerait de front, soit qu'il fallût revenir rapidement sur celle qui aurait par la Bohême débouché sur ses derrières; en un mot de recommencer avec 300 mille hommes contre 700 mille, ce qu'il avait accompli dans sa jeunesse avec 50 mille Français contre 80 mille Autrichiens, et les résultats prouveront qu'avec des éléments moins usés, la supériorité incomparable de ses conceptions eût triomphé cette seconde fois comme la première. Mais la gloire de réaliser sur une échelle si vaste les prodiges de sa jeunesse ne devait pas lui être accordée, pour le punir d'avoir trop abusé des hommes et des choses, des corps et des âmes!

Pour que la ligne de l'Elbe pût avoir toute sa valeur, il fallait employer le temps de la suspension d'armes à en fortifier les points principaux, et se hâter, soit qu'on réussît ou non à prolonger la durée de l'armistice. Le premier point était celui de Kœnigstein, à l'endroit même où l'Elbe sort des montagnes de la Bohême pour entrer en Saxe. (Voir la carte n° 58.) Deux rochers, ceux de Kœnigstein et de Lilienstein, placés comme deux sentinelles avancées, l'un à gauche, l'autre à droite du fleuve, resserrent l'Elbe à son entrée dans les plaines germaniques, et en commandent le cours, fort étroit en cette partie. Sur le rocher de Kœnigstein, situé de notre côté, c'est-à-dire sur la gauche du fleuve, se trouvait la forteresse de ce nom, laquelle domine le célèbre camp de Pirna, illustré par les guerres du grand Frédéric. Il n'y avait rien à ajouter aux ouvrages de cette citadelle; seulement la garnison étant saxonne, Napoléon prit soin de la renouveler peu à peu et sans affectation par des troupes françaises. Il ordonna d'y rassembler dix mille quintaux de farine et d'y construire des

fours, afin de pouvoir y nourrir une centaine de mille hommes pendant neuf ou dix jours, on va voir dans quelle intention. Sur le rocher opposé situé à la rive droite, celui de Lilienstein, presque tout était à créer. Napoléon commanda des travaux rapides qui permissent d'y loger deux mille hommes en sûreté, et en chargea le général Roguet, l'un des généraux distingués de sa garde. Puis il fit ramasser le nombre de bateaux nécessaires pour y jeter un pont spacieux et solide, capable de donner passage à une armée considérable, et qui, protégé par ces deux forts de Lilienstein et de Kœnigstein, fût à l'abri de toute attaque. Dans sa profonde prévoyance, Napoléon calculait que si une armée ennemie, réalisant les pronostics de plus d'un esprit alarmé, débouchait de la Bohême sur ses derrières, pour attaquer Desde pendant qu'il serait sur Bautzen par exemple, il pourrait passer l'Elbe à Kœnigstein, et prendre à revers cette armée imprudente. On reconnaîtra bientôt quelle vue pénétrante de l'avenir supposait une telle précaution.

Après Kœnigstein et Lilienstein, placés au débouché des montagnes, venait Dresde, centre des prochaines opérations, Dresde, qui allait devenir, comme nous l'avons déjà dit, ce que Vérone avait été dans les guerres d'Italie. Pendant sa dernière campagne d'Autriche, ne voulant pas exposer Dresde à être le but des opérations de l'ennemi, et désirant épargner à son placide allié, le roi de Saxe, l'épreuve d'un siége, Napoléon avait conseillé aux ministres saxons de démolir les fortifications de Dresde, et de les remplacer par celles de Torgau. Par une négligence trop ordinaire, on avait démoli Dresde sans édifier Torgau, dont les ouvrages étaient à peine commencés. C'était chose fort regrettable, mais Napoléon y pourvut par des travaux qui, bien qu'improvisés, devaient suffire à leur objet. De l'enceinte de Dresde il restait les bastions, qu'il fit réparer et armer. Il suppléa aux courtines par des fossés remplis d'eau et par de fortes palissades. En avant de Dresde, comme dans toutes les villes déjà anciennes, il existait de grands faubourgs, dont la défense importait autant que celle de la ville elle-même. Napoléon les fit envelopper de palissades, et, en avant de toutes les parties saillantes de leur pourtour, il ordonna de construire des redoutes bien armées, se flanquant les unes les autres, et offrant une première ligne d'ouvrages difficile à forcer. Sur la rive droite, c'est-à-dire dans la Neustadt (ville neuve), il décida la construction d'une suite d'ouvrages plus serrés, qui devinrent bientôt une vaste tête de pont presque complétement fortifiée. Deux ponts en charpente, établis l'un au-dessus, l'autre au-dessous du pont de pierre, servaient avec celui-ci aux communications de la ville et de l'armée. Les choses ainsi disposées, trente mille hommes devaient se soutenir dans Dresde environ quinze jours contre deux cent mille hommes, si un chef de grand caractère était chargé du commandement. A ces moyens de défense, Napoléon ajouta d'immenses magasins, dont nous ferons bientôt connaître le mode d'approvisionnement, ainsi que de vastes hôpitaux, suffisants pour l'armée la plus nombreuse. Il y avait déjà seize mille malades ou blessés dans Dresde ; il en prépara l'évacuation, afin d'avoir à sa disposition les seize mille lits qui deviendraient vacants, outre tous ceux qu'il allait établir encore. Avec les toiles de la Silésie il avait de quoi se procurer le principal matériel de ces hôpitaux.

Après Dresde Napoléon s'occupa de Torgau et de Wittenberg. Il avait pour principe qu'avec du bois on pouvait tout, et que des ouvrages en terre pourvus de fortes palissades étaient capables d'opposer la plus longue résistance. C'est ainsi qu'il résolut de suppléer à ce qui manquait aux fortifications de Torgau et de Wittenberg, et il donna les ordres nécessaires pour que ces travaux fussent achevés en six ou sept semaines. Des milliers de paysans saxons bien payés travaillaient jour et nuit à Kœnigstein, à Dresde, à Torgau, à Wittenberg. Sur ces deux derniers points comme sur les autres, l'établissement des magasins et des hôpitaux accompagnait la construction des ouvrages défensifs. A Magdebourg, l'une des plus fortes places de l'Europe, il n'y avait rien ou presque rien à ajouter en fait de murailles; il suffisait d'en terminer l'armement et d'en composer la garnison. Napoléon résolut d'y consacrer un corps d'armée, qui, sans être entièrement immobilisé, pût tout à la fois servir de garnison et rayonner autour de la place, de manière à lier entre elles nos deux principales masses agissantes, celle du haut Elbe et celle du bas Elbe. Dans cette vue, il imagina de transférer à Magdebourg la presque totalité de ses blessés, et de plus le dépôt de cavalerie du général Bourcier. D'abord il importait que nos blessés et le dépôt de nos remontes en Allemagne fussent à l'abri de toute attaque, et dans un emplacement qui ne gênât pas le mouvement de nos forces

actives. Sous ces divers rapports Magdebourg présentait tous les avantages nécessaires, car à des remparts presque invincibles cette place joignait de nombreux bâtiments pour hôpitaux, et des espaces libres pour y construire des écuries en planches. Elle était en outre située à une distance presque égale de Hambourg et de Dresde, ce qui en faisait un dépôt précieux entre les deux points extrêmes de notre ligne de bataille. Napoléon après y avoir nommé pour gouverneur son aide de camp, le général Lemarois, officier intelligent et vigoureux, lui donna pour instructions sommaires *de convertir Magdebourg tout entier en écuries et en hôpitaux.* Il calculait qu'en faisant descendre par eau à Magdebourg tous les blessés et malades qui le gênaient à Dresde, qu'en y transportant le dépôt de cavalerie du général Bourcier actuellement en Hanovre, il aurait toujours sur quinze ou dix-huit mille blessés ou convalescents, sur dix ou douze mille cavaliers démontés, trois à quatre mille convalescents guéris, trois à quatre mille cavaliers en état de servir à pied, et pouvant fournir à la défense un fond de garnison de sept à huit mille hommes constamment assuré. Dès lors, un corps mobile d'une vingtaine de mille hommes, établi à Magdebourg pour y lier entre elles nos armées du haut et du bas Elbe, pourrait, en laissant cinq à six mille hommes au dedans, en porter quinze mille au dehors, et rayonner même à une grande distance sans que la place fût compromise. On voit avec quel art subtil et profond il savait combiner ses ressources, et les faire concourir à l'accomplissement de ses vastes desseins.

De Magdebourg à Hambourg le cours de l'Elbe restait sans défense, car de l'une à l'autre de ces villes il n'y avait pas un seul point fortifié. Ce sujet avait occupé Napoléon dès le jour de la signature de l'armistice, et après avoir conçu divers projets, il avait envoyé le général Haxo pour vérifier sur les lieux mêmes quel était celui qui vaudrait le mieux. A la suite d'un long examen, il s'était arrêté à l'idée de construire à Werben, plus près de Magdebourg que de Hambourg, au sommet du coude que l'Elbe forme en tournant du nord à l'ouest, et à son point le plus rapproché de Berlin, une espèce de citadelle faite avec de la terre et des palissades, munie de baraques et de magasins, et dans laquelle trois mille hommes pourraient se maintenir assez longtemps. Enfin Hambourg fut le dernier et le plus important objet de sa sollicitude.

Il fallait bien que cette grande place de commerce, qui était l'un des principaux motifs pour lesquels il se refusait à une paix nécessaire, fût non pas seulement défendue en paroles contre les négociateurs, mais en fait contre les armées coalisées. Le temps manquait malheureusement, et là comme ailleurs on ne pouvait exécuter que des travaux d'urgence. Il eût fallu dix ans et quarante milliens pour faire de Hambourg une place qui, comme Dantzig, Magdebourg ou Metz, pût soutenir un long siége. Napoléon en faisant relever et armer les bastions de l'ancienne enceinte, en faisant creuser et inonder ses fossés, remplacer ses murailles par des palissades, et lier entre elles les différentes îles qui entourent Hambourg, y prépara un vaste établissement militaire, moitié place forte, moitié camp retranché, où un homme ferme, comme le prouva bientôt l'illustre maréchal Davout, pouvait opposer une longue résistance. Restait au-dessous de Hambourg, à l'embouchure même de l'Elbe, le fort de Gluckstadt, dont la garde fut confiée aux Danois, réduits alors par d'indignes traitements à vaincre ou à succomber avec nous.

Ainsi des montagnes de la Bohême jusqu'à l'océan du Nord, la ligne de l'Elbe devait se trouver jalonnée d'une suite de points fortifiés, d'une valeur proportionnée au rôle de chacun d'eux, et pourvue de ponts qui nous appartiendraient exclusivement, de telle sorte qu'on pût à volonté se porter au delà, revenir en deçà, manœuvrer en un mot dans tous les sens, offensivement et défensivement. La maxime de Napoléon, qu'on ne devait défendre le cours d'un fleuve qu'offensivement, c'est-à-dire en s'assurant de tous ses passages, et en se ménageant toujours le moyen de le franchir, cette maxime allait recevoir ici sa plus savante application.

Il fallait toutefois suffire à la dépense de ces travaux, qui pour s'exécuter avec rapidité devaient être soldés comptant. Il fallait joindre aux établissements militaires qui viennent d'être énumérés, d'immenses approvisionnements, afin que les masses d'hommes qui allaient se mouvoir sur cette ligne y fussent pourvues de tout ce qui leur serait nécessaire. Ici l'esprit ingénieux de Napoléon ne lui fit pas plus défaut que son impitoyable volonté pour faire subir aux peuples les lourdes charges de la guerre.

On a vu qu'il avait ordonné au maréchal Davout de tirer une cruelle vengeance de la révolte des habitants de Hambourg, de Lubeck et de Brême, de faire fusiller immédiatement les an-

ciens sénateurs, les officiers ou soldats de la légion banséatique, les fonctionnaires de l'insurrection qui n'auraient pas eu le temps de s'évader, et puis de dresser une liste des cinq cents principaux négociants pour prendre leurs biens, et *déplacer la propriété*, avait-il dit. Il avait compté, en donnant ces ordres, sur l'inexorable rigueur du maréchal Davoust, mais aussi, pour l'honneur de tous deux, sur le bon sens et la probité de ce maréchal. Celui-ci était arrivé quelques jours après le général Vandamme, n'avait pas trouvé un seul délinquant à fusiller, et s'y était pris, du reste, de manière à n'en trouver aucun. La frontière du Danemark placée aux portes mêmes de la ville, l'avait aidé à sauver tout le monde. Quelques exécutions regrettables avaient eu lieu antérieurement, mais c'était lors du premier mouvement insurrectionnel du mois de février, et en punition des indignes traitements exercés contre les fonctionnaires français.

Le maréchal fut donc assez heureux pour n'avoir personne à fusiller. Il restait à dresser des listes de proscription, qui n'entraîneraient pas la perte de la vie, mais celle des biens, et cette mesure ne lui semblait pas plus sage que l'autre. Les Hambourgeois coupables, ou supposés tels, étaient en masse dans la petite ville d'Altona, véritable faubourg de la ville de Hambourg, demandant à revenir dans leurs demeures, à charge au Danemark qui ne voulait pas être compromis avec la France, et faisant faute à celle-ci, qui désirait et pouvait tirer d'eux de grandes ressources, ce qui était plus profitable que d'en tirer des vengeances. Le maréchal Davoust représenta à Napoléon qu'il valait mieux pardonner à ceux qui rentreraient dans un temps prochain, leur imposer pour unique châtiment une forte contribution, qu'ils se diraient d'abord incapables de payer, qu'ils payeraient ensuite, se borner ainsi à leur faire peur, et les punir par un côté très-sensible pour eux, très-utile pour l'armée, l'argent. Pas de sang et de grandes ressources, fut le résumé de la politique qu'il conseilla à l'empereur.

Napoléon, qui avait le goût des grandes ressources et pas du tout celui du sang, accepta cette transaction. — *Si le lendemain de votre entrée*, écrivit-il au maréchal Davoust, *vous en eussiez fait fusiller quelques-uns, c'eût été bien, maintenant c'est trop tard. Les punitions pécuniaires valent mieux.* — C'est ainsi que le despotisme et la guerre habituent les hommes à parler, même ceux qui n'ont aucune cruauté dans le cœur. Il fut donc décidé que tout Hambourgeois rentré dans quinze jours serait pardonné, que les autres seraient frappés de séquestre, et que la ville de Hambourg acquitterait en argent ou en matières une contribution de cinquante millions. Une petite partie de cette contribution dut peser sur Lubeck, Brême, et les campagnes de la 32e division militaire. Dix millions durent être soldés comptant, vingt en bons à échéance. Quant au surplus, il fut ouvert un compte pour payer les chevaux, les blés, les riz, les vins, les viandes salées, le bétail, les bois qu'on allait exiger de Hambourg, de Lubeck et de Brême. Sur le même compte devait être porté le prix de toutes les maisons qu'on allait démolir pour élever les ouvrages défensifs de Hambourg. Les Hambourgeois se plaignirent beaucoup, voulurent présenter leurs doléances à Napoléon, qui refusa de les recevoir, et cette fois trouvèrent inflexible le maréchal qu'ils avaient eu pour défenseur quelques jours auparavant. Ils acquittèrent néanmoins la partie de la contribution qui devait être soldée sur-le-champ, soit en argent, soit en matières. C'était ce qui importait le plus aux besoins de l'armée. Dix millions environ furent envoyés à Dresde; de grandes quantités de grains, de bétail, de spiritueux furent embarqués sur l'Elbe pour le remonter.

Dès que Napoléon se vit en possession de ces ressources, il en disposa de manière à se procurer sur tous les points du fleuve et particulièrement à Dresde, de quoi nourrir les nombreuses troupes qu'il allait y concentrer. Il voulait avoir à Dresde, centre principal de ses opérations, de quoi entretenir trois cent mille hommes pendant deux mois, et notamment une suffisante réserve de biscuit, laquelle portée sur le dos des soldats permettrait de manœuvrer sept ou huit jours de suite sans être retenu par la considération des vivres. Il fallait pour cela cent mille quintaux de grains ou de farine à Dresde, huit ou dix mille à Kœnigstein. Il s'en trouvait environ soixante-dix mille à Magdebourg, qu'on avait mis tout l'hiver à réunir dans cette place, soit pour l'approvisionnement de siége, soit pour suffire à l'entretien des troupes de passage. Napoléon ordonna que ces soixante-dix mille quintaux fussent transportés par l'Elbe à Dresde, et remplacés immédiatement par une quantité égale tirée de Hambourg. Grâce à cette combinaison, ces masses immenses de denrées n'avaient que la moitié du chemin à parcourir. On s'était aperçu que la chaleur et la fatigue donnaient la dyssenterie à

nos jeunes soldats, et qu'une ration de riz les guérissait très-vite. On s'empara de tout ce qu'il y avait de riz à Hambourg, à Brême, à Lubeck; on prit de même les spiritueux, les viandes salées, le bétail, les chevaux, les cuirs, les draps, les toiles. Ces matières furent embarquées sur l'Elbe, en suivant le procédé que nous venons d'indiquer, de prendre à Magdebourg ce qui s'y trouvait déjà, et de le remplacer par des envois de Hambourg. Tous les bateliers du fleuve, requis et payés avec des bons sur Hambourg, furent mis en mouvement dès les premiers jours de juin, dans le moment même où, sous prétexte de fatigue, Napoléon refusait de recevoir M. de Bubna. Ainsi dans les mains de Napoléon, l'Elbe était tout à la fois une puissante ligne de défense, et une source inépuisable d'approvisionnements.

Mais il ne borna pas ses précautions à cette ligne seule. Au delà de Dresde à Liegnitz, et en deçà de Dresde à Erfurt, il voulait avoir aussi des magasins bien fournis. Profitant de la richesse de la basse Silésie, sur laquelle était campée l'armée qui avait combattu à Bautzen, et n'ayant guère à ménager cette province, il ordonna qu'on employât les deux mois de l'armistice à réunir une réserve de vingt jours de vivres pour chaque corps, en confectionnant tous les jours beaucoup plus que le nécessaire. En arrière de Dresde, à Erfurt, à Weimar, à Leipzig, à Nuremberg, à Wurzbourg, pays saxons ou franconiens, il était chez des alliés, et il n'usa de l'abondance du pays qu'en payant ce qu'il prenait. Il y ordonna la formation à prix d'argent de très-grands approvisionnements. Toutefois il s'écarta de ces ménagements à l'égard de la ville de Leipzig, qui s'était montrée ouvertement hostile. Il prit les tissus de toile et de laine, les grains, les spiritueux, dont les magasins de Leipzig étaient abondamment pourvus, et de plus fit occuper les établissements publics pour y créer des hôpitaux. Il y joignit la menace de faire brûler la ville au premier mouvement insurrectionnel. Les villes d'Erfurt, de Naumbourg, de Weimar, de Wurzbourg, furent également remplies d'hôpitaux. Erfurt dont il s'était toujours réservé la possession depuis 1809, Wurzbourg qui était la capitale du grand-duché de Wurtzbourg, places qui l'une et l'autre étaient susceptibles d'une certaine résistance, furent armées, afin d'avoir une suite de points fortifiés sur la route de Mayence, si des événements qu'on ne prévoyait pas alors rendaient une retraite nécessaire, car, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, Napoléon, qui dans ses calculs politiques ne voulait jamais admettre la possibilité des revers, l'admettait toujours dans ses calculs militaires. Enfin ne pouvant trouver qu'en France les armes, les munitions de guerre, et certains objets d'équipement, tandis que les vivres il les trouvait partout, il conclut avec des compagnies allemandes, des marchés, soldés comptant, pour transporter de Mayence à Dresde, par les trois routes de Cassel, d'Eisenach et de Hof, les objets d'armement et d'équipement qu'il était impossible de se procurer en Saxe.

Telles furent les mesures imaginées par Napoléon, pour qu'à la reprise des opérations sa ligne de bataille fût tout à la fois fortement défendue, et largement approvisionnée. Restait un dernier soin à prendre, celui de proportionner le nombre des soldats à l'étendue que la guerre allait acquérir, et Napoléon ne l'avait pas négligé, car dans son vaste esprit toutes les mesures allaient ensemble, sans attendre que l'une fît naître la pensée de l'autre. Toutes étaient conçues simultanément, avec un accord parfait, et ordonnées sans perte d'une heure.

On a déjà vu qu'en se flattant de l'idée que l'Autriche accéderait peut-être à ses plans, il avait pourtant pris ses mesures dans une hypothèse contraire, et qu'il avait préparé en Westphalie, sur le Rhin, en Italie, trois armées de réserve capables d'entrer prochainement en ligne. Les deux mois de l'armistice, qu'il voulait étendre à trois mois, étaient destinés à terminer vers le commencement d'août cette œuvre commencée en mars.

En Westphalie s'étaient, comme nous l'avons dit, les régiments réorganisés de la grande armée de Russie qui devaient composer deux grands corps sous les maréchaux Victor et Davoust, celui-ci de seize régiments, celui-là de douze. Les autres régiments de la grande armée avaient été renvoyés en Italie d'où ils étaient originaires. Les bataillons de chaque régiment ne pouvant être réorganisés tous à la fois, on avait d'abord reconstitué les seconds bataillons, puis les quatrièmes, enfin les premiers, selon l'époque du retour des cadres, et on avait successivement composé les divisions de seconds, de quatrièmes et de premiers bataillons, de manière que chaque régiment était réparti en trois divisions. Napoléon, pressé de faire cesser un état de choses vicieux, voulut réunir les trois bataillons déjà prêts, et former les divisions par régiments, non

plus par bataillons. Il ne manquait que les troisièmes bataillons, qui allaient être bientôt disponibles à leur tour, et alors tous les régiments devaient être portés à quatre bataillons. Le maréchal Davoust forma avec les siens quatre belles divisions, et le maréchal Victor trois. Tandis que ces organisations s'achevaient, Napoléon arrêta l'emplacement et l'emploi de ces deux corps d'armée. Celui du maréchal Victor, resté en arrière jusqu'ici, fut acheminé sur la ligne frontière de l'armistice, et cantonné le long de l'Oder, aux environs de Crossen, pour achever de s'y instruire, et pour s'y approvisionner conformément aux prescriptions adressées à tous les autres corps.

Napoléon pensant que, pour garder les départements hanséatiques et le bas Elbe, le maréchal Davoust, renforcé par les Danois, aurait trop de quatre divisions, car d'après toutes les vraisemblances les grands coups devaient se porter sur l'Elbe supérieur, imagina de partager le corps de ce maréchal, de lui laisser deux divisions, d'en confier deux au général Vandamme, et de placer celles-ci à Wittenberg, d'où il pourrait les attirer à lui, s'il en avait besoin, ou les renvoyer sur le bas Elbe, si elles devenaient nécessaires au maréchal Davoust.

Les autres corps destinés à renforcer la masse des troupes actives s'organisaient à Mayence. Là, comme on doit s'en souvenir, se rendaient les cadres tirés de France ou d'Espagne, qu'on remplissait sur les bords du Rhin de conscrits rapidement instruits, et qu'on réunissait ensuite dès qu'on avait pu se procurer deux bataillons du même régiment, afin d'éviter autant que possible la formation vicieuse en régiments provisoires. Il y avait à Mayence quatre divisions dont l'organisation était presque achevée, et qui dans deux mois seraient en aussi bon état qu'on pouvait l'espérer dans la situation des choses. Napoléon les destinait au maréchal Saint-Cyr, blessé en 1812 sur la Dwina, mais actuellement remis de ses fatigues et de sa blessure. C'étaient par conséquent trois corps d'armée, ceux du maréchal Victor, du général Vandamme, du maréchal Saint-Cyr, comprenant environ 80 mille hommes d'infanterie, sans les armes spéciales, dont Napoléon allait accroître ses forces en Saxe contre l'apparition éventuelle de l'Autriche sur le théâtre de la guerre. Ce puissant renfort était indépendant de l'augmentation que devaient recevoir les corps avec lesquels il avait ouvert la campagne. Outre les quatre divisions déjà prêtes à Mayence, Napoléon avait encore rassemblé les éléments de deux autres, qui allaient se former sous le maréchal Augereau, et être rejointes par deux divisions bavaroises. La cour de Bavière un moment attirée, comme la Saxe, à la politique médiatrice de l'Autriche, s'était subitement rejetée en arrière, dès qu'on lui avait demandé sur les bords de l'Inn des sacrifices sans compensation. Elle s'était hâtée de renouveler ses armements, et on pouvait compter de sa part sur deux bonnes divisions, à la condition toutefois que la victoire viendrait contenir l'esprit de son peuple, et encourager la fidélité de son roi. Ces quatre divisions, deux françaises et deux bavaroises, devaient menacer l'Autriche vers le haut Palatinat.

Enfin Napoléon avait suivi avec son attention accoutumée l'exécution des ordres donnés au prince Eugène, pour qu'avec les cadres revenus de Russie, avec ceux qui revenaient chaque jour d'Espagne, on refît en Italie une armée de soixante mille hommes, à laquelle il voulait joindre vingt mille Napolitains. Murat, toujours flottant entre les sentiments les plus contraires, blessé par les traitements de Napoléon, mais voulant avant tout sauver sa couronne, ne sachant avec qui elle serait sauvée plus sûrement, ou avec l'Autriche, ou avec la France, faisait encore attendre l'envoi de son contingent. Napoléon à peine rentré à Dresde l'avait sommé de se décider, et avait enjoint à M. Durand de Mareuil, ministre de France à Naples, de se retirer si les ordres de marche n'étaient donnés immédiatement au corps napolitain. Il restait dans les dépôts de quoi fournir six à sept mille hommes de cavalerie légère à la future armée d'Italie, ce qui suffisait dans cette contrée, où la cavalerie, trouvant peu l'occasion de charger en ligne, n'était qu'un moyen de s'éclairer. Les arsenaux et les dépôts d'Italie contenaient encore les éléments d'une belle artillerie. Napoléon se flattait donc d'avoir en Italie au 1er août une armée de 80 mille hommes, pourvue de 200 bouches à feu, menaçant d'envahir l'Autriche par l'Illyrie, et ayant pour but Vienne elle-même. Il calculait que l'Autriche, eût-elle armé trois cent mille hommes, ce qui était beaucoup dans l'état de ses finances et avec le temps dont elle disposait, n'en pourrait pas tirer plus de deux cent mille combattants présents au feu, dont il faudrait qu'elle détournât cinquante mille pour tenir tête au prince Eugène en Italie, trente mille pour faire face au maréchal Augereau en

Bavière, ce qui ne lui laisserait pas plus de cent vingt mille hommes à ajouter à la masse des troupes coalisées sur l'Elbe.

Les trois corps de Victor, de Vandamme, de Saint-Cyr (sans compter celui d'Augereau, qui n'était pas destiné à agir sur l'Elbe), lui semblaient déjà une ressource presque suffisante contre l'apparition de l'Autriche sur le terrain de cette lutte formidable. Mais le corps de Poniatowski, après bien des vicissitudes, amené à travers la Gallicie et la Bohême à Zittau, sur la ligne où campaient nos corps de Silésie, était une nouvelle ressource d'une véritable importance, bien moins par la quantité que par la qualité des soldats. Il n'y en avait pas de plus braves, de plus aguerris, de plus dévoués à la France. De leur patrie, il ne leur restait que le souvenir, et le désir de la venger. Napoléon résolut de leur en donner une, en les faisant Français, et en les prenant au service de la France. En attendant leur annexion définitive à l'armée française, il les plaça sous l'administration directe de M. de Bassano, et prescrivit à ce ministre de leur payer leur solde arriérée, de les pourvoir de vêtements, d'armes, de tout ce qui leur manquait, de leur faire en un mot passer ces deux mois dans une véritable abondance. Ils pouvaient, en recueillant quelques débris de troupes polonaises épars çà et là, mais sans toucher ni à la division Dombrowski, ni à divers détachements de leur nation répandus dans les places, réunir environ douze mille hommes d'infanterie et trois mille de cavalerie. C'était une nouvelle force ajoutée à celles qui avaient combattu à Lutzen et à Bautzen.

Enfin, au nombre des ressources créées pour la campagne d'automne, et pour l'éventualité de la guerre avec l'Autriche, il fallait compter le développement donné à la garde impériale. Elle n'avait eu que deux divisions à l'entrée en campagne, une de vieille, l'autre de jeune garde. Une troisième division avait rejoint au moment de l'armistice, une quatrième venait d'arriver, une cinquième était en marche, ce qui, avec douze mille hommes de cavalerie et deux cents bouches à feu, devait composer un corps de près de cinquante mille hommes, dont trente mille de jeune infanterie, que Napoléon entendait ne pas ménager comme la vieille garde, mais employer dans toutes les grandes batailles, qui malheureusement allaient être nombreuses et sanglantes.

Restait la cavalerie, qui avait manqué au commencement de la campagne, et qui avait été l'un des motifs de Napoléon pour signer l'armistice. Une cavalerie insuffisante équivaut à peu près à une cavalerie nulle, car elle n'ose pas s'engager de peur d'être accablée, et demeure cachée derrière l'infanterie qu'elle ne sert pas même à éclairer. C'est ce qu'on avait vu à Lutzen et à Bautzen. Les deux corps de Latour-Maubourg et de Sébastiani ne montaient pas au 1er juin à plus de huit mille cavaliers. On pouvait en tirer quatre mille des dépôts du général Bourcier, et environ vingt-huit mille de France, les uns amenés par le duc de Plaisance, les autres en marche sous le duc de Padoue, ce qui devait porter à quarante mille hommes les forces de l'armée d'Allemagne en troupes à cheval, sans compter la cavalerie de la garde impériale et des alliés, Saxons, Wurtembergeois et Bavarois. Seulement dans les vingt-huit mille cavaliers tirés de France, il y en avait quelques mille venant à pied, et auxquels il fallait fournir des chevaux. Les troubles survenus sur la gauche de l'Elbe par suite de l'insurrection des villes hanséatiques, avaient singulièrement nui aux remontes. Napoléon ordonna de les reprendre, et fit insérer sur cet objet un article dans le traité d'alliance par lequel le Danemark s'était définitivement rattaché à la France. Par ce traité la France promettait d'entretenir toujours vingt mille hommes de troupes actives à Hambourg, afin de concourir à la défense des provinces danoises, et le Danemark s'engageait en retour à fournir à la France dix mille hommes d'infanterie, deux mille de cavalerie, les uns et les autres soldés par le trésor français, et à procurer dix mille chevaux à condition qu'ils seraient payés comptant. C'était, indépendamment des achats recommencés en Hanovre, une nouvelle ressource pour monter les cavaliers qui venaient de France à pied. On avait donc la presque certitude de réunir sous deux ou trois mois près de quarante mille cavaliers de toutes armes, non compris dix à douze mille de la garde, et huit à dix mille des alliés, ce qui devait composer une force totale de soixante mille hommes à cheval. Napoléon attribua deux mille hommes environ de cavalerie légère ou de ligne à chaque corps d'armée pour s'éclairer. Le reste, il le forma suivant son usage en divers corps de réserve, destinés à combattre en ligne. Les généraux Latour-Maubourg et Sébastiani en commandaient déjà deux, qui avaient fait la campagne du printemps. Le duc de Padoue commandait le troisième, qui venait d'arriver et était occupé à châtier les Cosaques.

Le comte de Valmy, fils du vieux duc de Valmy, fut placé à la tête du quatrième. Napoléon en voulut créer un cinquième avec des régiments nouvellement tirés d'Espagne. Depuis qu'il avait donné l'ordre d'évacuer Madrid, et de concentrer toutes les forces françaises dans le nord de la Péninsule, la cavalerie qui avait eu pour mission principale de lier entre eux les divers corps d'occupation, était beaucoup moins nécessaire. Il y avait encore trente-six régiments de cavalerie dans la Péninsule, dont vingt de dragons, onze de chasseurs, cinq de hussards. Napoléon crut que c'était assez de vingt, surtout en ne prenant que les cadres, et en laissant la plus grande partie des hommes en Espagne. Il ordonna donc le départ de dix régiments de dragons, quatre de chasseurs, deux de hussards. Il en destina deux à l'Italie, quatorze à l'Allemagne, et recommanda de transporter tout de suite ces cadres à Mayence, où ils allaient se remplir de sujets empruntés aux dernières conscriptions et déjà passablement instruits. Les chevaux requis en France, et payés comptant, devaient servir à les monter. Napoléon se promettait encore quatorze ou quinze mille cavaliers, provenant de cette origine, et enfermés tous dans des cadres excellents. C'était un dernier supplément qui à l'automne devait porter à soixante-quinze mille hommes au moins le total de sa cavalerie. A ces préparatifs pour l'infanterie et la cavalerie, Napoléon ajouta ceux qui concernaient l'artillerie, et il fit ses dispositions pour qu'elle pût mettre en mouvement mille bouches à feu de campagne.

Ainsi établi sur la ligne de l'Elbe, qu'il avait rendue formidable par les appuis qu'il s'y était ménagés, Napoléon se flattait d'avoir sans les garnisons 400 mille combattants, plus 20 mille en Bavière et 80 mille en Italie, ce qui porterait la totalité de ses ressources à 500 mille hommes de troupes actives, et à 700 mille en y comprenant les non présents sous les armes. C'était pour atteindre à ces nombres énormes, suffisants dans sa puissante main pour battre la coalition, même accrue de l'Autriche, qu'il avait consenti à un armistice qui donnait aux coalisés le temps d'échapper à ses poursuites, et malheureusement aussi celui d'augmenter considérablement leurs forces. La question était de savoir si, en fait de création de ressources, le temps profiterait aux coalisés autant qu'à Napoléon. Les coalisés, il est vrai, n'avaient pas son génie, et c'est sur quoi il fondait ses espérances, mais ils avaient la passion, seule chose qui puisse suppléer au génie, surtout quand elle est ardente et sincère. Napoléon, ne tenant guère compte de la passion, avait supposé que le temps lui servirait plus qu'à ses ennemis, et c'est dans cet espoir qu'il mettait tant d'art à le bien employer en fait de préparatifs militaires, et à le perdre en fait de négociations.

La réponse envoyée à M. de Metternich, le 15 juin, avait été interprétée comme elle devait l'être, et l'habile ministre autrichien avait parfaitement compris que lorsque sur quarante jours restant pour négocier la paix générale, on en perdrait d'abord cinq pour répondre à la note constitutive de la médiation, indépendamment de ceux qu'on allait perdre encore pour résoudre les questions de forme, il fallait en conclure qu'on était peu pressé d'arriver à une solution pacifique. Il se pouvait, à la vérité, que Napoléon ne voulût dire sa véritable pensée que dans les derniers moments; il se pouvait aussi que dans les difficultés qu'il avait soulevées, il y en eût quelqu'une qui lui tînt sérieusement à cœur, et par ces considérations M. de Metternich ne désespérait pas complétement de la paix, soit aux conditions proposées par l'Autriche, soit à des conditions qui s'en approcheraient. Dans l'un et l'autre cas, il avait pensé qu'il fallait à son tour attendre Napoléon, en employant toutefois un moyen de le stimuler. Les deux souverains de Prusse et de Russie insistaient vivement pour voir l'empereur François, dans l'espérance de l'attacher définitivement à ce qu'ils appelaient la cause européenne. Mais l'empereur François, croyant devoir à sa qualité de père et de médiateur, d'observer une extrême réserve à l'égard de deux souverains devenus ennemis implacables de la France, ne voulait pas, tant qu'il n'aurait pas été contraint à nous déclarer la guerre, s'aboucher avec eux. Les mêmes raisons de réserve n'existaient pas pour M. de Metternich, et ce ministre s'était rendu à Oppontschna afin de conférer avec les deux monarques coalisés. Son intention était de profiter de cette occasion pour les amener à ses idées, chose plus facile sans doute que d'y amener Napoléon, mais difficile aussi, et exigeant bien des soins et des efforts, car ils voulaient la guerre tout de suite, à tout prix, et jusqu'au renversement de Napoléon, ce qui n'était pas encore, du moins alors, le point de vue de l'Autriche. M. de Metternich était donc parti ostensiblement, certain que lorsque Napoléon le saurait en conférence avec les deux souverains, il en éprouverait une vive jalousie, et au lieu de lui refuser de venir à Dresde,

lui en adresserait la pressante invitation. Cette vue, bientôt confirmée par l'événement, avait paru aussi fine que juste à l'empereur François, qui par ce motif avait approuvé le voyage de M. de Metternich à Oppontschna.

Tandis que ce ministre était en route pour s'y rendre, la Prusse et la Russie venaient de se lier par un traité de subsides avec l'Angleterre. Par ce traité, conclu le 15 juin et revêtu de la signature de lord Cathcart, de M. de Nesselrode et de M. de Hardenberg, l'Angleterre s'engageait à fournir immédiatement 2 millions sterling à la Russie et à la Prusse, et à prendre à sa charge la moitié d'une émission de papier-monnaie, intitulé *papier fédératif*, et destiné à circuler dans tous les États alliés. La somme émise devait être de 5 millions sterling. C'étaient donc 4 millions 1/2 sterling (112 millions 500 mille francs) que l'Angleterre fournissait aux deux puissances, à condition qu'elles tiendraient sur pied, en troupes actives, la Russie 160 mille hommes, la Prusse 80 mille, qu'elles feraient à l'ennemi commun de l'Europe une guerre à outrance, et qu'elles ne traiteraient pas sans l'Angleterre, ou du moins sans se concerter avec elle. Les souverains de Russie et de Prusse ayant informé lord Cathcart qu'ils étaient sommés d'accepter la médiation de l'Autriche, et qu'ils y étaient disposés, sauf les conditions de paix qui seraient déterminées d'accord avec le cabinet britannique, lord Cathcart n'avait pas vu là une infraction au traité de subsides, et il avait reconnu lui-même qu'il fallait se prêter à tous les désirs de l'Autriche, car probablement les conditions que cette puissance regardait comme indispensables ne seraient pas admises par Napoléon, et l'on entraînerait ainsi cette puissance à la guerre par la voie toute pacifique de la médiation.

M. de Metternich arrivé à Oppontschna avait été accablé de caresses et de sollicitations par les souverains et leurs ministres. Les uns et les autres, pour le décider, disaient leurs forces immenses, irrésistibles même si l'Autriche se joignait à eux, et dans ce cas Napoléon perdu, l'Europe sauvée. Ils disaient encore la paix impossible avec lui, car évidemment il ne la voulait pas, et en outre peu sûre, car si on laissait échapper l'occasion de l'accabler pendant qu'il était affaibli, il reprendrait les armes dès qu'il aurait recouvré ses forces, et la lutte avec lui serait éternelle. Ces points de vue n'étaient pas, ne pouvaient pas être ceux de l'Autriche. Cette puissance n'était pas comme la Russie enivrée du rôle de libératrice de l'Europe, comme la Prusse réduite à vaincre ou à périr, comme l'Angleterre à l'abri de toutes les conséquences d'une guerre malheureuse : elle avait de plus des liens avec Napoléon, que la décence, et chez l'empereur François l'affection pour sa fille, ne permettaient pas de rompre sans les plus graves motifs. Elle rêvait d'ailleurs la possibilité de rétablir l'indépendance de l'Europe sans une guerre qu'elle regardait comme pleine de périls, même contre Napoléon affaibli. Elle était donc d'avis que si on pouvait conclure une paix avantageuse et qui offrît des sûretés, il fallait en saisir l'occasion, et ne pas tout compromettre pour vouloir tout regagner d'un seul coup. Si par exemple Napoléon renonçait à sa chimère polonaise (c'est ainsi qu'on qualifiait le grand-duché de Varsovie), s'il consentait à reconstituer la Prusse, à rendre à l'Allemagne son indépendance par l'abolition de la Confédération du Rhin, à lui rendre son commerce par la restitution des villes hanséatiques, il valait mieux accepter cette paix que s'exposer au danger d'une guerre formidable, qui à côté de bonnes chances en présentait d'effrayantes. Si l'Angleterre n'inclinait pas vers cette manière de penser, il fallait l'y amener forcément, en lui signifiant qu'on la laisserait seule. Pour elle d'ailleurs le point le plus important était obtenu, car il était facile de voir que Napoléon allait renoncer à l'Espagne, puisqu'il admettait au congrès les représentants de l'insurrection de Cadix, ce qu'il n'avait jamais accordé. Il fallait donc imposer la paix à l'Angleterre comme à Napoléon, car cette paix était un besoin urgent pour le monde entier, et on avait le moyen de l'obtenir, en menaçant l'Angleterre de traiter sans elle, et Napoléon de l'accabler sous les forces réunies de l'Europe. Telles étaient les idées de l'Autriche, que les deux souverains de Prusse et de Russie, dominés par les passions du moment, étaient loin de partager. Ils auraient voulu une paix beaucoup plus rigoureuse pour la France ; et par exemple la Westphalie, la Hollande, ne leur semblaient pas devoir être concédées à Napoléon. Ils parlaient de lui ôter une partie au moins de l'Italie, pour la rendre à l'Autriche, qui n'avait pas besoin qu'on éveillât en elle ce genre d'appétit, mais chez laquelle la prudence faisait taire l'ambition. M. de Metternich, tout en trouvant ces vœux fort légitimes, avait déclaré que l'Autriche, dans l'espoir d'une conclusion pacifique, se bornerait à demander l'abandon du duché de Varsovie, la

reconstitution de la Prusse, l'abolition de la Confédération du Rhin, la restitution des villes hanséatiques, et ne ferait la guerre que si ces conditions étaient refusées par la France. On lui avait répondu qu'elles le seraient inévitablement, à quoi le ministre autrichien avait facilement répliqué que si elles étaient refusées, alors son maître pourrait honorablement devenir membre de l'alliance, et le deviendrait résolûment.

Il suffisait que l'Autriche posât des conditions d'une manière formelle, pour qu'on fût obligé de les admettre, car sans elle la guerre à Napoléon ne présentait aucune chance. Dictant la loi à la Prusse et à la Russie, elle la dictait par suite à l'Angleterre, qui bientôt se verrait contrainte de traiter si le continent finissait lui-même par traiter. On devait donc subir les volontés de l'Autriche, mais on les subissait sans répugnance, car on était convaincu que les conditions par elle imaginées seraient rejetées par Napoléon, et on croyait, en lui cédant, la tenir bien plus qu'être tenu par elle. Le résultat de ces conférences avait été qu'on accepterait la médiation autrichienne, qu'on s'aboucherait avec Napoléon par l'intermédiaire de l'Autriche, que celle-ci lui proposerait les conditions précitées, qu'elle ne lui déclarerait la guerre qu'en cas de refus, que jusque-là elle demeurerait neutre, que relativement à l'Angleterre, en l'informant de cette situation, on ajournerait la paix avec elle pour simplifier la question: toutefois l'opinion était que la paix continentale devait entraîner prochainement et inévitablement la paix maritime.

Ces bases adoptées, M. de Metternich était revenu à Gitschin, auprès de son maître, et avait trouvé en y arrivant sa prévoyance parfaitement justifiée. En effet, Napoléon, inquiet de ce qui se passait en Bohême, sachant que les allées et venues étaient continuelles entre Gitschin, résidence de son beau-père, et Reichenbach, quartier général des coalisés, sachant même que M. de Metternich avait dû voir les deux souverains de Russie et de Prusse à Oppontschna, n'avait pas pensé qu'il fallût pousser l'application à perdre son temps, jusqu'à rester étranger à tout ce qui se tramait entre les puissances, et peut-être jusqu'à laisser nouer à côté de lui une coalition redoutable, dont il pourrait prévenir la formation en intervenant à propos. En voyant M. de Metternich, avec lequel il avait fort la coutume de s'entretenir, il se flattait au moins de pénétrer les desseins de la coalition, ce qui pour lui n'était pas de médiocre importance, et surtout de se ménager une nouvelle prolongation d'armistice, seul résultat auquel il tînt beaucoup, car pour la paix il n'y tenait nullement aux conditions proposées. En conséquence il avait fait dire par M. de Bassano à M. de Bubna qu'il recevrait volontiers M. de Metternich à Dresde, et qu'il croyait même sa présence devenue nécessaire pour l'entier éclaircissement des questions qu'il s'agissait de résoudre. M. de Bubna avait sur-le-champ écrit à Gitschin, et c'est ainsi que M. de Metternich, en revenant de son entrevue avec Alexandre et Frédéric-Guillaume, avait trouvé l'invitation de se rendre à Dresde auprès de Napoléon. Comme c'était justement ce que lui et l'empereur François désiraient, il n'y avait pas à hésiter sur l'acceptation du rendez-vous offert, et M. de Metternich s'était décidé à se mettre de nouveau en route. Au moment de son départ, l'empereur François lui avait remis une lettre pour son gendre, dans laquelle il donnait pouvoir à son ministre des affaires étrangères de signer tous articles relatifs à la modification du traité d'alliance, et à l'acceptation de la médiation autrichienne. Dans cette lettre, il pressait de nouveau Napoléon de se résoudre à la paix, qui était, disait-il, la plus belle et l'unique gloire qui lui restât à conquérir.

M. de Metternich arriva le 25 juin à Dresde, et le lendemain 26 eut une première entrevue avec M. de Bassano, car ostensiblement c'était avec ce ministre qu'il devait négocier. Ils employèrent environ deux jours à de vaines chicanes sur le traité d'alliance, qui existait toujours et pourtant devait rester suspendu, sur la manière de concilier le rôle de médiateur et celui d'allié, sur la forme de la médiation, sur la prétention du médiateur d'être le seul intermédiaire des puissances belligérantes. Fidèle à son système de gagner du temps, Napoléon avait ainsi gagné deux jours; mais M. de Metternich n'était pas venu pour s'aboucher uniquement avec un ministre sans influence, et il avait d'ailleurs à remettre une lettre de l'empereur François à l'empereur Napoléon; il fallait donc qu'il le vît, et sans de plus longs retards. Napoléon, de son côté, plein d'un courroux que la présence de M. de Metternich faisait bouillonner dans ses veines, était maintenant tout disposé à le recevoir. Pénétrer le secret de son interlocuteur, lui arracher une prolongation d'armistice, n'était déjà plus son but; mais lui dire son fait, épancher sa passion, était en réalité son plus pressant besoin. Il reçut M. de Metternich le 28 juin dans la

seconde moitié du jour. En traversant les antichambres du palais Marcolini, M. de Metternich les trouva remplies de ministres étrangers, d'officiers de tous grades, et rencontra notamment le prince Berthier, qui souhaitait la paix, sans l'oser dire à Napoléon, et ne savait manifester ses désirs qu'auprès de ceux auxquels il aurait fallu les cacher. A l'aspect de M. de Metternich, une sorte d'anxiété parut sur tous les visages. Le prince Berthier, en le conduisant jusqu'à l'appartement de l'empereur, lui dit : Eh bien, nous apportez-vous la paix?... Soyez donc raisonnable... terminons cette guerre, car nous avons besoin de la faire cesser, et vous autant que nous. — A ce ton, M. de Metternich put juger que les rapports de ses espions étaient parfaitement vrais, que partout en France on désirait ardemment la paix, même dans l'armée, ce qui malheureusement n'était pas une manière de disposer nos ennemis à la conclure. Il eût mieux valu en effet montrer plus d'amour de la paix à Napoléon, et moins à M. de Metternich ; mais ainsi sont faites les cours où l'on n'ose pas parler : souvent on dit à tout le monde ce qu'il faudrait ne dire qu'au maître. M. de Metternich, introduit dans le cabinet de Napoléon, le trouva debout, l'épée au côté, le chapeau sous le bras, se contenant comme quelqu'un qui ne va pas se contenir longtemps, poli mais froid. — Vous voilà donc, monsieur de Metternich, lui dit-il, vous venez bien tard !... Et sur-le-champ, suivant le langage convenu du cabinet français, il s'efforça, par un premier exposé de la situation, de mettre sur le compte de l'Autriche le temps perdu depuis l'armistice, et il n'y avait pas moins de vingt-quatre jours écoulés sans aucun résultat, puisqu'on était au 28 juin, et que l'armistice avait été signé le 4. Puis, il fit un détail de ses relations avec l'Autriche, se plaignit d'elle amèrement, et s'étendit fort au long sur le peu de sûreté des rapports avec cette puissance. — J'ai, dit-il, rendu trois fois son trône à l'empereur François ; j'ai même commis la faute d'épouser sa fille, espérant me le rattacher, mais rien n'a pu le ramener à de meilleurs sentiments. L'année dernière, comptant sur lui, j'ai conclu un traité d'alliance par lequel je lui garantissais ses États, et par lequel il me garantissait les miens. S'il m'avait dit que ce traité ne lui convenait point, je n'aurais pas insisté, je ne me serais même pas engagé dans la guerre de Russie. Mais enfin, il l'a signé, et après une seule campagne, que les éléments ont rendue malheureuse, le voilà qui chancelle, et ne veut plus ce qu'il semblait vouloir chaudement, s'interpose entre mes ennemis et moi, pour négocier la paix, à ce qu'il dit, mais en réalité pour m'arrêter dans mes victoires, et arracher de mes mains des adversaires que j'allais détruire... — Si vous ne teniez plus à mon alliance, ajouta Napoléon, qui commençait à s'animer en parlant, si elle vous pesait, si elle vous entraînait avec le reste de l'Europe à une guerre qui vous répugnait, pourquoi ne pas me le dire? Je n'aurais pas insisté pour vous contraindre ; votre neutralité m'aurait suffi, et à l'heure qu'il est la coalition serait déjà dissoute. Mais, sous prétexte de ménager la paix en interposant votre médiation, vous avez armé, et puis, vos armements terminés, ou presque terminés, vous prétendez me dicter des conditions qui sont celles de mes ennemis eux-mêmes ; en un mot, vous vous posez comme gens qui sont prêts à me déclarer la guerre. Expliquez-vous : est-ce la guerre que vous voulez avec moi?... Les hommes seront donc toujours incorrigibles !... les leçons ne leur serviront donc jamais !... Les Russes et les Prussiens, malgré de cruelles expériences, ont osé, enhardis par les succès du dernier hiver, venir à ma rencontre, et je les ai battus, bien battus, quoiqu'ils vous aient dit le contraire. Vous voulez donc, vous aussi, avoir votre tour ? Eh bien soit, vous l'aurez... Je vous donne rendez-vous à Vienne, en octobre.—

Cette manière si étrange de traiter, cette façon méprisante de qualifier un mariage dont au reste il ne paraissait nullement fâché comme homme privé, offensa et irrita M. de Metternich, sans lui imposer beaucoup, car une fermeté froide lui aurait causé bien plus d'impression. — Sire, répondit-il, nous ne voulons pas vous déclarer la guerre ; mais nous voulons mettre fin à un état de choses devenu intolérable pour l'Europe, à un état de choses qui nous menace tous, à chaque instant, d'un bouleversement universel. Votre Majesté y est aussi intéressée que nous, car la fortune pourrait bien un jour vous trahir, et dans cette mobilité effrayante des choses, il ne serait pas impossible que vous-même rencontrassiez des chances fatales. — Mais que voulez-vous donc, reprit Napoléon, que venez-vous me demander ? — Une paix, ajouta M. de Metternich, une paix nécessaire, indispensable, une paix dont vous avez besoin autant que nous, une paix qui assure votre situation et la nôtre... — Et alors, avec des ménagements infinis, insinuant plutôt qu'énonçant une condi-

tion après l'autre, M. de Metternich essaya d'énumérer celles que nous avons déjà fait connaître. Napoléon, bondissant comme un lion, laissait à peine achever le ministre autrichien, et l'interrompait à chaque énonciation, comme s'il eût entendu chaque fois un outrage ou un blasphème. — Oh! dit-il, je vous devine... Aujourd'hui vous me demandez seulement l'Illyrie pour procurer des ports à l'Autriche, quelques portions de la Westphalie et du grand-duché de Varsovie pour reconstituer la Prusse, les villes de Lubeck, Hambourg et Brême pour rétablir le commerce de l'Allemagne, et pour relever sa prétendue indépendance l'abolition du protectorat du Rhin, d'un vain titre, à vous entendre!... Mais je sais votre secret, je sais ce qu'au fond vous désirez tous... Vous Autrichiens, vous voulez l'Italie tout entière; vos amis les Russes veulent la Pologne, les Prussiens la Saxe, les Anglais la Hollande et la Belgique, et si je cède aujourd'hui, demain vous me demanderez ces objets de vos ardents désirs. Mais pour cela préparez-vous à lever des millions d'hommes, à verser le sang de plusieurs générations, et à venir traiter au pied des hauteurs de Montmartre!...—Napoléon, en prononçant ces mots, était pour ainsi dire hors de lui, et on prétend même qu'il se permit envers M. de Metternich des paroles outrageantes, ce que ce dernier a toujours nié.

M. de Metternich alors essaya de montrer à Napoléon qu'il n'était pas question de telles choses, qu'une guerre imprudemment prolongée pourrait peut-être faire renaître de semblables prétentions, que sans doute il y avait en Europe des fous dont les événements de 1812 avaient exalté la tête, qu'il y en avait bien quelques-uns de cette espèce à Saint-Pétersbourg, à Londres ou à Berlin, mais qu'il n'y en avait pas à Vienne; que là on demandait juste ce qu'on voulait, et rien au delà; que du reste le vrai moyen de déjouer les prétentions de ces fous, c'était d'accepter la paix, et une paix honorable, car celle qu'on offrait était non pas seulement honorable, mais glorieuse. — Un peu radouci par ces paroles, Napoléon dit à M. de Metternich que s'il ne s'agissait que de l'abandon de quelques territoires, il pourrait bien céder; mais qu'on s'était coalisé pour lui dicter la loi, pour le contraindre à céder, pour lui ôter son prestige, et, avec une naïveté d'orgueil singulière, laissa voir que ce qui le touchait sensiblement ici, c'étaient moins les sacrifices exigés de lui, que l'humiliation de recevoir la loi après l'avoir toujours faite. —Puis, avec une fierté de soldat qui lui allait bien: Vos souverains, dit-il à M. de Metternich, vos souverains nés sur le trône ne peuvent comprendre les sentiments qui m'animent. Ils rentrent battus dans leurs capitales, et pour eux il n'en est ni plus ni moins. Moi je suis un soldat, j'ai besoin d'honneur, de gloire; je ne puis pas reparaître amoindri au milieu de mon peuple; il faut que je reste grand, glorieux, admiré!... — Quand donc finira cet état de choses, répliqua M. de Metternich, si les défaites comme les victoires sont un égal motif de continuer ces guerres désolantes?... Victorieux, vous voulez tirer les conséquences de vos victoires; vaincu, vous voulez vous relever! Sire, nous serons donc toujours les armes à la main, dépendant éternellement, vous comme nous, du hasard des batailles!... — Mais, reprit Napoléon, je ne suis pas à moi, je suis à cette brave nation qui vient à ma voix de verser son sang le plus généreux. A tant de dévouement je ne dois pas répondre par des calculs personnels, par de la faiblesse; je dois lui conserver tout entière la grandeur qu'elle a achetée par de si héroïques efforts. — Mais, Sire, reprit à son tour M. de Metternich, cette brave nation dont tout le monde admire le courage, a elle-même besoin de repos. Je viens de traverser vos régiments; vos soldats sont des enfants. Vous avez fait des levées anticipées, et appelé une génération à peine formée; cette génération une fois détruite par la guerre actuelle, anticiperez-vous de nouveau? en appellerez-vous une plus jeune encore?... — Ces paroles, qui touchaient au reproche le plus souvent reproduit par les ennemis de Napoléon, le piquèrent au vif. Il pâlit de colère; son visage se décomposa, et n'étant plus maître de lui, il jeta, ou laissa tomber à terre son chapeau, que M. de Metternich ne ramassa point, et allant droit à celui-ci, il lui dit:—Vous n'êtes pas militaire, monsieur, vous n'avez pas, comme moi, l'âme d'un soldat; vous n'avez pas vécu dans les camps; vous n'avez pas appris à mépriser la vie d'autrui et la vôtre, quand il le faut... Que me font, à moi, deux cent mille hommes!... — Ces paroles, dont nous ne reproduisons pas la familiarité soldatesque, émurent profondément M. de Metternich. — Ouvrons, s'écria le ministre autrichien, ouvrons, Sire, les portes et les fenêtres; que l'Europe entière vous entende, et la cause que je viens défendre auprès de vous n'y perdra point! —Redevenu un peu plus maître de lui-même, Napoléon dit à M. de Metternich avec un sourire ironique: — Après tout, les Fran-

çais dont vous défendez ici le sang, n'ont pas tant à se plaindre de moi. J'ai perdu, cela est vrai, deux cent mille hommes en Russie; il y avait dans le nombre cent mille soldats français des meilleurs; ceux-là je les regrette... oui, je les regrette vivement... Quant aux autres, c'étaient des Italiens, des Polonais, et principalement des Allemands... — A ces paroles, Napoléon ajouta un geste qui signifiait que cette dernière perte le touchait peu. — Soit, reprit M. de Metternich, mais vous conviendrez, Sire, que ce n'est pas une raison à donner à un Allemand. — Vous parliez pour les Français, je vous ai répondu pour eux, répliqua Napoléon. — Puis, à cette occasion, il employa plus d'une heure à raconter à M. de Metternich qu'en Russie il avait été surpris et vaincu par le mauvais temps; qu'il pouvait tout prévoir, tout surmonter, excepté la nature; qu'il savait se battre avec les hommes, mais non avec les éléments. N'ayant pas revu M. de Metternich depuis la catastrophe de 1812, il s'étudia à refaire à ses yeux le prestige de son invincibilité, beaucoup trop détruit dans l'esprit de certains hommes, et mit un grand soin à prouver que sur le champ de bataille on ne l'avait jamais vaincu, ce qui était vrai; que s'il avait perdu des canons, c'était par le froid qui, en tuant les chevaux, avait détruit le moyen de traîner l'artillerie. Pendant qu'il parlait, marchant avec une extrême animation, il avait rencontré et repoussé du pied dans un coin de l'appartement son chapeau resté à terre. Au milieu des allées et venues de ce long entretien, il revint à l'idée fondamentale de son discours, c'est que l'Autriche, à laquelle il avait fait remise tant de fois des peines qu'elle avait encourues, à laquelle il avait demandé une archiduchesse pour l'épouser, faute, disait-il, bien grande de sa part, osait encore, au mépris de tant de bons procédés, lui déclarer la guerre. — Faute, reprit M. de Metternich, pour Napoléon conquérant, mais non pas faute pour Napoléon politique et fondateur d'empire, — Faute ou non, reprit Napoléon, vous voulez donc me déclarer la guerre! Soit, quels sont vos moyens? Deux cent mille hommes en Bohême, dites-vous, et vous prétendez me faire croire à des fables pareilles! C'est tout au plus si vous en avez cent, et je soutiens que ces cent se réduiront probablement à quatre-vingt mille en ligne. — Là-dessus il conduisit M. de Metternich dans son cabinet de travail, lui montra ses notes et ses cartes, lui dit que M. de Narbonne avait couvert l'Autriche de ses espions, et qu'on tenterait en vain de l'effrayer par des chimères; que les Autrichiens n'avaient pas même cent mille hommes en Bohême. — En effet, la prétention des Autrichiens était d'en avoir trois cent cinquante mille sous les armes, dont cent mille sur la route d'Italie, cinquante mille en Bavière, deux cent mille en Bohême. C'étaient là les propos d'hommes qui n'avaient pas l'habitude de ce genre de calculs, et qui ne savaient pas que si l'Autriche avait trois cent cinquante mille hommes sur ses contrôles, elle en aurait tout au plus deux cent mille au feu, dont cinquante peut-être sur la route d'Italie, trente sur celle de Bavière et cent ou cent vingt en Bohême. Napoléon, par l'expérience qu'il avait des mécomptes qu'on essuie à la guerre sous le rapport des nombres, traita légèrement les assertions de M. de Metternich, que celui-ci, étranger à l'administration militaire, n'était pas capable de justifier suffisamment. Laissant là ce sujet sur lequel il n'était pas facile de s'entendre, Napoléon dit à M. de Metternich : Du reste, ne vous mêlez pas de cette querelle, dans laquelle vous courez trop de dangers pour trop peu d'avantages, tenez-vous à part. Vous voulez l'Illyrie, eh bien, je vous la cède; mais soyez neutre, et je me battrai à côté de vous et sans vous. La paix que vous voulez procurer à l'Europe, je la lui donnerai sûrement, et équitablement pour tous. Mais la paix que vous cherchez à conclure au moyen de votre médiation est une paix imposée, qui me fait jouer aux yeux du monde le rôle d'un vaincu auquel on dicte la loi... la loi, quand je viens de remporter deux victoires éclatantes!... M. de Metternich revint à l'idée de la médiation, dont il ne pouvait se départir, s'efforça de la montrer non comme une contrainte qu'il s'agissait de faire subir à Napoléon, mais comme une intervention officieuse d'un allié, d'un ami, d'un père, qui, au jugement du monde, quand on connaîtrait les conditions proposées, serait encore considéré comme bien partial pour son gendre. — Ah! vous persistez, s'écria Napoléon avec colère, vous voulez toujours me dicter la loi, eh bien, soit, la guerre! mais à revoir, à Vienne [1].... —

[1] Cette célèbre entrevue est de toutes celles où Napoléon a figuré personnellement, la plus difficile à reproduire, faute de documents suffisants. Pour les autres entretiens de Napoléon rapportés précédemment dans cette histoire, il existait des documents nombreux, soit dans nos archives diplomatiques, soit dans les archives diplomatiques étrangères; pour celui dont il s'agit ici au contraire, Napoléon n'ayant rien adressé à ses agents extérieurs, on manque de l'un des moyens d'informa-

Cette mémorable entrevue, qui ne décida pas la question de la paix et de la guerre, ainsi qu'on le verra bientôt, mais qui fit éclater d'une manière si peu opportune les dispositions intérieures de Napoléon, cette mémorable entrevue avait duré cinq à six heures. Il était presque nuit lorsqu'elle se termina, à ce point que les deux interlocuteurs pouvaient à peine distinguer les traits l'un de l'autre. Napoléon ne voulant pas en quittant M. de Metternich se séparer brouillé, lui dit quelques mots plus doux, et lui assigna un nouveau rendez-vous pour les jours suivants. La longueur de l'entretien avait fort préoccupé les habitués de l'antichambre impériale. L'anxiété des visages était plus grande encore que lorsque M. de Metternich était entré. Le major général Berthier, accouru pour savoir quelque chose de ce qui s'était passé, demanda à M. de Metternich s'il était content de l'Empereur. — Oui, répondit le ministre autrichien, j'en suis content, car il a éclairé ma conscience, et, je vous le jure, votre maître a perdu la raison !

Ce n'était pas la violence de cet entretien qui en cette occasion avait causé le plus de tort aux affaires de l'Empire, c'était la triste conviction que Napoléon avait dû laisser dans l'esprit de M. de Metternich, que jamais il n'accepterait les conditions si modérées dans lesquelles l'Autriche s'était renfermée. Heureusement néamoins, M. de Metternich, attachant sa gloire et sa sûreté à obtenir par la paix les conditions qu'il croyait indispensables, était homme à sacrifier l'orgueil à la politique, et à ne pas prendre feu tant qu'il resterait une chance de réussir ; Napoléon pouvait dès lors donner carrière à son humeur, pourvu qu'au dernier moment il eût un retour de bon sens, et qu'il agréât la paix encore si prodigieusement belle qu'on lui offrait. Les explosions de son caractère, on était tout prêt à les pardonner à son génie et à sa puissance, et on aurait volontier supporté un désagrément pour un grand résultat. Du reste, quand on avait souffert de son humeur impétueuse, on était promptement dédommagé, car lorsqu'il s'était livré à ses passions, il en était honteux, revenait bien vite, se hâtait de caresser ceux qu'il avait le plus blessés, et leur prodiguait les séductions pour leur faire oublier ses écarts. La situation que nous retraçons devait bientôt en fournir un nouvel exemple.

A peine s'était-il séparé du ministre autrichien qu'il était déjà plein de regret de s'être autant abandonné à son emportement naturel, car il n'avait obtenu de cette entrevue rien de ce qu'il s'était promis. Loin de pénétrer les secrets du ministre autrichien, il lui avait révélé les siens en lui laissant voir l'obstination invincible de son orgueil, et il avait nui surtout à son principal dessein, celui de faire prolonger l'armistice, en montrant trop clairement que cet armistice ne conduirait point à la paix. Aussi ordonna-t-il sur-le-champ à M. de Bassano de courir après M. de Metternich, et de lui parler de l'objet essentiel, dont il n'avait pas été dit grand'chose dans l'entrevue, c'est-à-dire de la médiation autrichienne, de sa forme, de ses conditions, du délai dans lequel elle devrait s'exercer. M. de Metternich avait même pu croire qu'elle était refusée, au langage de Napoléon. Pour détruire cette idée, M. de Bassano eut l'ordre d'entreprendre, de concert avec M. de Metternich, la rédaction d'une convention relative au mode de la médiation, ce qui prouverait au ministre autrichien que, malgré les emportements de Napoléon, tout n'était pas perdu, et que la résolution de repousser tout arbitrage pacifique n'était pas définitivement arrêtée dans la pensée du gouvernement français.

La journée suivante fut en effet consacrée par MM. de Metternich et de Bassano à débattre la question de la médiation, et il ne fut plus rien dit de ce traité d'alliance, dont on avait eu la maladresse de fournir à l'Autriche le moyen de se dégager un article après l'autre, et dont les tristes restes ne valaient pas la peine qu'on s'irritât pour les sauver. On parla uniquement de la médiation, de la manière dont elle s'exercerait, et du sentiment que l'Autriche y apporterait à l'égard de la France. M. de Metternich renouvela l'assurance d'une médiation toute partiale pour nous, mais parut tenir beaucoup à la forme qui

tion les plus certaines. Il se contenta d'en parler à M. de Bassano, qui plus tard fut l'auteur des diverses versions publiées par des écrivains avec lesquels il était lié. Cet entretien mémorable serait donc à peu près perdu, si M. de Metternich n'en avait écrit lui-même, avec le plus grand détail, et en temps utile, toutes les particularités. Ayant obtenu de son obligeance la communication de ce récit, qui m'a paru trop sévère pour Napoléon, mais généralement exact, j'ai conservé dans ce qu'on vient de lire tout ce qui m'a semblé incontestable, d'après la connaissance que j'avais des négociations du moment, et d'après les autres récits publiés par les écrivains auxquels M. de Bassano avait communiqué ses souvenirs. Je n'ai, comme dans toutes les occasions semblables, conservé que ce que j'ai considéré comme à l'abri de toute contestation. Ce qui est incontestable me paraissait d'ailleurs suffisant pour donner de cette scène historique une idée qui fût à la fois exacte et complète.

constituait le médiateur intermédiaire exclusif des parties contractantes. On essaya d'une rédaction sans pouvoir tomber d'accord, parce que M. de Bassano voulait la surcharger de précautions que M. de Metternich trouvait gênantes. Mais les détails furent débattus sans aigreur, et du ton de gens décidés à s'entendre. Tout fut renvoyé à l'Empereur, et M. de Metternich dut le revoir le 30 juin pour résoudre avec lui les dernières difficultés.

Le 30, en effet, M. de Metternich, accompagné de M. de Bassano, revit Napoléon, et le trouva tout changé, comme un ciel épuré par un orage. Il était ouvert, gai, plein d'un aimable repentir. — Vous persistez donc à faire le méchant avec nous? dit-il à M. de Metternich avec une familiarité pleine de grâce. — Puis il prit des mains de M. de Bassano le projet de convention, dont il connaissait les points sujets à difficulté, et il se mit à en lire les articles l'un après l'autre. A chaque article, comme s'il eût été du parti de M. de Metternich, il disait : — Mais cela n'a pas le sens commun, ne s'inquiétant guère de l'amour-propre de son ministre, et il paraissait presque toujours abonder dans les idées du diplomate autrichien. S'adressant ensuite à M. de Bassano, il lui dit : — Asseyez-vous et écrivez. Et il dicta un projet simple, clair, comme il était capable de le faire. Cette rédaction, qui écartait toutes les difficultés, une fois terminée, il demanda à M. de Metternich : — Ce projet vous convient-il? — Oui, sire, répondit l'illustre diplomate, sauf quelques expressions. — Lesquelles? reprit Napoléon. — M. de Metternich les ayant indiquées, Napoléon les changea sur-le-champ à l'entière satisfaction de son interlocuteur, s'attachant à lui complaire en tout. Enfin, ce projet, qui déclarait que dans le désir et l'espérance de rétablir la paix, au moins parmi les États du continent, l'empereur d'Autriche offrait sa médiation à l'empereur Napoléon; que l'empereur Napoléon l'acceptait, et que les plénipotentiaires des diverses puissances se réuniraient à Prague le 5 juillet au plus tard, ce projet, complétement arrêté, Napoléon, toujours du ton le plus aisé, dit à M. de Metternich : — Mais ce n'est pas tout, il me faut une prolongation d'armistice... Comment, en effet, du 5 au 20 juillet, terminer une négociation qui doit embrasser les intérêts du monde entier, et qui, si l'on voulait bien régler toutes les difficultés, exigerait des années? — La question effectivement était embarrassante, quoique sur les points importants on eût pu s'entendre en quelques heures, si on l'avait voulu. Mais au premier aspect la question n'admettait pas d'autre réponse qu'un assentiment. M. de Metternich, vaincu par toutes les condescendances de cette journée, n'était pas disposé à compromettre la médiation à laquelle il attachait tant de prix pour quelques jours de plus ou de moins dans la durée des négociations. Il répondit qu'il espérait faire accepter la prolongation demandée aux Prussiens et aux Russes, bien qu'ils fussent convaincus que l'armistice, utile seulement à la France, leur était nuisible à eux, et il ne disputa que sur l'étendue de cette prolongation. Napoléon voulait obtenir jusqu'au 20 août pour gagner le 26 avec les six jours accordés pour la dénonciation de l'armistice. M. de Metternich contestait un terme aussi long, non pas en son nom, mais au nom de ceux dont il devait obtenir l'assentiment, et répétait que si l'on voulait agir avec une entière bonne foi, tout pourrait être terminé en une journée. Napoléon répondait qu'il lui en fallait quarante au moins pour juger des vues de ses adversaires, et faire connaître les siennes. — Quant à moi, vous pouvez être sûr, ajoutait-il, que je ne vous dirai mes véritables intentions que le quarantième jour. — Alors, répliqua M. de Metternich, les trente-neuf jours qui précèdent le quarantième sont inutiles. — La conversation ayant pris ce tour plaisant, on touchait évidemment à un accord, et après discussion, M. de Metternich parut disposé à prolonger l'armistice jusqu'au 10 août, avec six jours pour se prévenir de la reprise des hostilités, ce qui devait conduire au 16, et entraînait une prolongation de vingt jours, du 26 juillet au 16 août. Napoléon alors, feignant de trouver du 5 juillet au 16 août les quarante jours dont il avait besoin pour négocier, et au fond, bien qu'il en souhaitât davantage, jugeant bon de gagner au moins ce temps pour l'achèvement de ses préparatifs, déclara qu'il acceptait la proposition de M. de Metternich. En conséquence on ajouta un dernier article, par lequel il était dit que, vu le peu de temps qui restait pour négocier d'après les termes de l'armistice signé à Pleiswitz, l'empereur Napoléon s'engageait à ne pas dénoncer cet armistice avant le 10 août (16 août en ajoutant les six jours pour l'avis préalable), et que l'empereur d'Autriche se chargeait d'obtenir le même engagement de la part du roi de Prusse et de l'empereur de Russie. Napoléon voulut qu'on signât à l'instant même, et renvoya ensuite M. de Metternich comblé de toutes sortes de caresses. Ainsi le lion changé tout à coup en sirène avait su

arracher à l'habile ministre autrichien la seule chose qu'il désirât véritablement, c'est-à-dire une prolongation d'armistice. Ne voulant pas la paix aux conditions proposées, ne voulant que le temps nécessaire pour en imposer une qui fût à son gré, vingt jours de plus étaient pour lui une conquête d'un prix inestimable. Le sacrifice des questions de forme qu'il avait paru faire en simplifiant autant le texte de la convention, n'en était pas un de sa part, car sur le point important de savoir si les parties contractantes s'aboucheraient toutes ensemble dans une conférence commune, ou ne traiteraient que par l'entremise du médiateur, il avait éludé, mais non abandonné la difficulté, en se taisant dans la rédaction; et il était fort aise de l'avoir réservée, car elle lui restait pour occuper les premiers jours du congrès, et pour perdre le temps dans lequel on était renfermé, sans avoir à s'expliquer sur le fond des choses. C'était à M. de Metternich, souhaitant ardemment le succès de la médiation, à regretter que cette difficulté n'eût pas été vidée tout de suite, et qu'elle demeurât comme un gros obstacle sur le chemin des négociations. Napoléon avait donc avec quelques instants de douceur réparé jusqu'à un certain point le mal causé par les imprudents éclats de sa colère, et obtenu tout ce qu'il désirait. Heureux ce singulier génie, heureuse la France, s'il avait pu employer cette merveilleuse souplesse à la tirer du faux pas où il l'avait engagée!

Maintenant, l'habileté de la part de l'Autriche, si passionnée pour le succès de la médiation, eût consisté à ne pas laisser à Napoléon un seul prétexte de perdre du temps, et dès lors à lui répondre sur-le-champ que la convention constitutive de la médiation était acceptée, que la prolongation de l'armistice l'était également, et que les négociateurs, comme on l'avait stipulé, se réuniraient exactement le 5 juillet. Malheureusement il n'en fut pas ainsi. M. de Metternich, parti de Dresde le 30 juin, jour même de la signature, et arrivé le 1er juillet à Gitschin, causa une grande joie à son maître en lui annonçant que la médiation était acceptée, ce qui faisait passer la cour d'Autriche de la situation embarrassante d'alliée de la France à la situation indépendante et forte de son arbitre, et lui procurait un lustre dont elle avait besoin auprès du public autrichien. M. de Metternich n'eut donc pas de peine à obtenir de l'empereur François la ratification immédiate de la convention. Mais, soit qu'il n'eût pas entièrement pénétré les intentions dilatoires de Napoléon, soit qu'il fût dominé par des difficultés toutes matérielles, M. de Metternich fournit lui-même des prétextes aux pertes de temps, en demandant de remettre du 5 au 8 juillet la réunion des plénipotentiaires. Après avoir demandé cette remise, laquelle, d'après ce qu'on a vu des projets de Napoléon, ne devait pas rencontrer d'obstacle de notre part, M. de Metternich s'adressa aux souverains réunis à Reichenbach, pour leur annoncer l'acceptation de la médiation, pour leur faire agréer la prolongation de l'armistice, et obtenir le prompt envoi de leurs plénipotentiaires à Prague.

Les coalisés de Reichenbach n'avaient pas compris toute la portée de l'armistice de Pleiswitz en le signant. Ils n'y avaient vu d'abord que l'avantage de se soustraire aux conséquences immédiates de la bataille de Bautzen, sans songer aux avantages de temps qu'il procurait à Napoléon. Maintenant qu'ils étaient sortis de péril, qu'ils avaient ainsi recueilli le principal fruit de l'armistice, qu'ils voyaient les armements de Napoléon se développer chaque jour, bien que les leurs se développassent aussi, ils étaient presque aux regrets d'une suspension d'armes qui pourtant les avait sauvés, et ils n'étaient nullement enclins à en prolonger la durée. Une circonstance d'ailleurs les disposait plus mal encore à l'égard de la prolongation consentie par M. de Metternich, c'est qu'ils avaient pour vivre la partie la moins fertile de la Silésie, tandis que Napoléon avait la meilleure, et qu'ils craignaient de manquer bientôt de moyens de subsistance. De plus, auprès des Allemands, surtout des Prussiens, tout ajournement des hostilités semblait un pas fait dans la politique pacifique de l'Autriche, et une sorte de trahison. Il y eut donc quelque peine à leur arracher leur consentement, et assez pour entraîner une nouvelle perte de temps. Toutefois les deux souverains alliés n'avaient rien à refuser à l'Autriche, et dès qu'elle voulait une chose, ils devaient l'accorder. Or l'Autriche s'étant engagée envers Napoléon à prolonger l'armistice, on ne pouvait pas lui faire l'outrage de déclarer son engagement imprudent et nul. On le ratifia donc, mais en demandant, vu les distances et le temps déjà écoulé, une nouvelle remise du 8 au 12 juillet, pour la réunion des plénipotentiaires à Prague, et en promettant, du reste, qu'ils seraient exacts au rendez-vous. M. de Metternich informa M. de Bassano de ces dernières déterminations; mais,

en les lui faisant connaître, il s'exprima au sujet de la prolongation de l'armistice comme à l'égard d'une chose qui allait de soi, et ne communiqua point son acceptation officielle par les souverains de Prusse et de Russie.

Rien ne convenait mieux à Napoléon que des délais dont il n'était pas l'auteur. Il fit répondre comme s'il se résignait au lieu de se réjouir. Depuis que la cour d'Autriche s'était transportée de Vienne aux environs de Prague, il avait rappelé à Dresde M. de Narbonne, l'y avait retenu quelques jours, et puis l'avait expédié de nouveau pour qu'il continuât à Prague ainsi qu'à Vienne son rôle d'ambassadeur. Napoléon le chargea d'exprimer des regrets au sujet du dernier retard, et en même temps de se plaindre de la négligence qu'on paraissait mettre à communiquer officiellement le consentement donné à la prolongation de l'armistice, comme si ce consentement avait pu être douteux. Il l'autorisa de plus à déclarer que, lorsque les négociateurs russe et prussien seraient connus et partis pour leur destination, la France désignerait et ferait partir ses négociateurs, et d'insinuer que ce seraient probablement MM. de Narbonne et de Caulaincourt.

Tandis qu'il adressait ces réponses, Napoléon se proposait de tirer des délais imprudents auxquels l'Autriche s'était prêtée, de nouveaux délais qu'il rattacherait adroitement à ceux dont il n'était pas cause. Depuis longtemps il avait projeté certaines excursions pour visiter, suivant son usage, les lieux qui allaient devenir le théâtre de la guerre, et il voulait, s'il en avait le loisir, parcourir les bords de l'Elbe depuis Kœnigstein jusqu'à Hambourg, aller même passer quelques jours à Mayence avec l'Impératrice, qui était impatiente de le revoir, et à laquelle il désirait donner des témoignages publics d'affection. En se montrant tendre et soigneux pour Marie-Louise, il augmentait pour l'empereur François la difficulté d'oublier les liens de paternité qui l'unissaient à la France. Il résolut de commencer par la plus utile de ces excursions, par celle qui devait lui procurer la vue des points importants de Torgau, de Wittenberg, de Magdebourg. On était arrivé au 8 juillet. Napoléon, qui n'avait aucun doute sur la réunion des plénipotentiaires russes et prussiens à Prague, le 12 au plus tard, aurait pu nommer les siens, rédiger leurs instructions et les faire partir, ou les tenir prêts à partir au premier signal. Eût-il même fallu différer de quelques jours ses excursions, il l'aurait dû, car aucun intérêt n'égalait en ce moment celui d'une prompte réunion du congrès, et d'ailleurs les inspections locales auxquelles il voulait se livrer, les revues de troupes qu'il se proposait de passer, n'auraient pas eu moins d'utilité pour être retardées d'une semaine. Au contraire, en prenant patience encore un jour, il aurait reçu de Prague les communications qu'il se plaignait de n'avoir pas reçues, il aurait connu les plénipotentiaires désignés, l'époque précise de leur réunion, et l'acceptation formelle du nouveau terme assigné à l'armistice. Mais il lui convenait mieux de se dire contraint à s'absenter immédiatement, parce qu'alors il n'était tenu de répondre qu'à son retour, et les quatre ou cinq jours qu'il allait gagner ainsi pouvaient être considérés comme une conséquence du temps qu'on avait perdu du 5 au 12 juillet. Il déclara donc tout à coup qu'ayant différé son départ jusqu'au 9, sans avoir rien reçu de Prague, il se voyait obligé, par les affaires urgentes de son armée, de quitter Dresde le 10. En même temps, de peur de donner à ses ennemis le moyen de le faire enlever par une troupe de cosaques, malgré l'armistice, il ne dit pas où il allait, certain que lorsqu'on apprendrait qu'il était quelque part, il n'y serait déjà plus. Il ne dit pas non plus combien il resterait absent, laissant espérer que ce serait trois jours au plus, que par conséquent on n'aurait pas beaucoup à attendre les réponses que son départ ajournait inévitablement. La diplomatie autrichienne ayant ainsi perdu huit jours involontairement, il allait en perdre encore très-volontairement quatre ou cinq, ce qui devait remettre la réunion des plénipotentiaires, fixée d'abord au 5 juillet, puis au 12, à une nouvelle époque qui n'était pas déterminée.

Le 10 juillet au matin, il partit donc pour Torgau en toute hâte, ne prenant point un vain prétexte quand il disait s'absenter pour des affaires importantes, et ne trompant que sur l'urgence de ces affaires.

Au moment même où il quittait Dresde, on y apprenait les derniers événements d'Espagne, qui, bien qu'on dût les prévoir d'après ce qui s'était passé, n'en devaient pas moins causer une surprise bien agréable pour nos ennemis, bien douloureuse pour nous, et d'une influence funeste pour l'ensemble de nos affaires. Il faut faire connaître ces événements, qui par leurs conséquences politiques se lient nécessairement à ceux dont l'Allemagne était alors le théâtre.

Après la réunion des trois armées du Centre, de Portugal et d'Andalousie, la situation des Français dans la Péninsule offrait encore bien des chances favorables. Le maréchal Suchet, se maintenant par son corps le plus avancé à Valence, et par deux autres corps en Catalogne et en Aragon, était maître de la partie de l'Espagne la plus essentielle pour nous, et en avait toutes les places fortes en sa possession. Le roi Joseph était à Madrid avec l'armée du Centre, ayant devant lui, répandue sur le Tage, de Tarancon à Almaraz, l'armée d'Andalousie, et sur sa droite en arrière, entre la Tormès et le Douro, l'armée de Portugal. Dans cette position, il n'avait rien à craindre, si, persistant à tenir ensemble ces forces récemment réunies, il était toujours prêt à tomber en masse sur les Anglais à leur première apparition. Ces trois armées, en janvier 1813, présentaient 86 mille hommes de toutes armes, comprenant le reste de ce que la France avait envoyé de meilleur en Espagne. Délivré des résistances du maréchal Soult que Napoléon avait emmené avec lui en Allemagne, débarrassé aussi des entêtements du général Caffarelli, il pouvait se promettre une exécution plus fidèle de ses ordres. Par suite de ces changements, le général Clausel commandait l'armée du nord, le général Reille celle de Portugal, le comte d'Erlon celle du Centre, le général Gazan celle d'Andalousie. Sans le redoutable effet produit par les événements de Russie, la situation de Joseph n'eût pas été mauvaise. Mais ces événements avaient singulièrement excité les esprits, et réveillé chez les Espagnols l'espérance d'être prochainement délivrés de notre domination.

Les cortès de Cadix gouvernaient toujours assez confusément, mais avec un ardent patriotisme, les affaires de l'insurrection espagnole, et lord Wellington, avec beaucoup de suite et de fermeté, celles de l'insurrection portugaise. Les cortès avaient, comme nous l'avons rapporté ailleurs, terminé leur constitution, et, copiant exactement celle que la France s'était donnée en 1791, elles avaient adopté une chambre unique et un roi pourvu seulement du véto suspensif. En attendant que ce roi pût leur être rendu, les cortès prétendaient représenter la souveraineté tout entière, s'étaient attribué le titre de Majesté, et accordaient celui d'Altesse à une régence élective, composée de cinq membres, et investie du pouvoir exécutif en l'absence de Ferdinand VII. Les cortès avaient contre elles, outre les Français et les rares partisans de Joseph, tous les amis du vieux régime qu'elles avaient aboli, et se trouvaient sans cesse en conflit avec la régence, suspecte à leurs yeux parce qu'elle avait été composée de grands personnages du clergé et de l'armée. C'est ce qui explique pourquoi Séville et toute l'Andalousie étant abandonnées par les Français, les cortès avaient mieux aimé demeurer au milieu du peuple de Cadix, plus confiantes dans le peuple de cette ville que dans aucun autre. Sans les malheurs de Russie, sans la défaite de Salamanque, Joseph, moins contrarié, mieux pourvu d'argent, aurait pu avec le temps tirer un grand parti des divisions des Espagnols.

En ce moment une question avait fort ajouté à ces divisions, c'était celle du commandement des armées. Les succès de lord Wellington, et surtout les qualités que l'armée portugaise avait déployées sous ses ordres, avaient suggéré à certains membres des cortès l'idée de lui offrir le commandement en chef des troupes espagnoles. L'esprit indépendant et jaloux de la nation avait d'abord opposé des obstacles à ce projet, mais l'espérance de voir l'armée espagnole égaler bientôt et surpasser même l'armée portugaise, et en particulier la victoire de Salamanque, avaient fait taire toutes les répugnances, et on avait nommé lord Wellington généralissime. Cet illustre personnage avait mis à son acceptation deux conditions, la première qu'il obtiendrait l'assentiment de son gouvernement, et la seconde qu'il exercerait sur l'organisation et les mouvements de l'armée espagnole une autorité absolue. Le cabinet britannique ayant tout naturellement consenti à ce qu'il acceptât l'autorité qu'on lui offrait, il s'était transporté à Cadix pendant l'hiver, pour s'entendre avec la régence sur toutes les questions que soulevait son futur commandement. Accueilli avec de grands honneurs, mais attaqué en même temps par les journaux organes des jalousies nationales, il avait plus d'une fois regretté de s'être exposé à un semblable traitement, et aurait même refusé le généralat, s'il n'avait craint par son refus de porter un coup funeste à l'insurrection. On lui avait pourtant accordé à peu près l'autorité qu'il désirait, mais il craignait fort de ne pas tirer grand parti des Espagnols, faute d'argent et faute de bons officiers. On lui promettait l'argent, sans moyen de le fournir, et quant aux officiers, il aurait en vain voulu suppléer à ceux qui lui manquaient par des officiers anglais. Jamais l'armée espagnole n'aurait souffert, malgré l'exemple de l'armée

portugaise, qu'on lui donnât des étrangers pour la conduire. Il était parti du reste encore plus applaudi qu'attaqué, et résolu à s'occuper presque exclusivement de l'armée espagnole de Galice, qui devait servir sous ses ordres immédiats.

Revenu à Fresnada, sur la frontière nord du Portugal, il avait employé tout l'hiver à préparer la campagne prochaine. Son projet était d'avoir environ 45 mille Anglais, supérieurement organisés, 25 mille Portugais, et environ 30 mille Espagnols instruits et équipés le moins mal possible, et de s'avancer ainsi avec une centaine de mille hommes sur le nord de la Péninsule, afin de couper au pied de l'arbre la puissance des Français en Espagne. Toutefois, depuis que la concentration des trois armées de Portugal, du centre et du midi, avait réuni à Madrid une force de 80 à 90 mille Français, égaux pour le moins aux Anglais, et bien supérieurs aux Portugais et aux Espagnols, il regardait son entreprise comme très-hasardeuse, ne voulait la tenter qu'avec beaucoup de circonspection, et à condition que les insurgés de Catalogne et de Murcie, soutenus par l'armée anglo-sicilienne, feraient en sa faveur une forte diversion sur Valence, et que les flottes anglaises, secondant les bandes des Asturies et des Pyrénées, donneraient de continuelles occupations à notre armée du nord. Consulté sur un projet d'invasion dans le midi de la France pendant qu'on se battait en Saxe avec Napoléon, il avait répondu que le premier soin des Anglais devait être de forcer les Français à repasser les Pyrénées pour rentrer en France qu'à leur suite. Mais ce résultat, il avait été bien loin de le promettre en présence des 86 mille hommes actuellement concentrés sous Joseph autour de Madrid.

Ces idées du général en chef britannique, qu'il était facile de deviner, même sans le secours d'aucune information, indiquent suffisamment quel aurait dû être le plan des Français pour rendre cette campagne plus heureuse que les précédentes, et ce plan devait être avant tout de rester réunis, et puis de bien choisir la position sur laquelle ils s'établiraient. Malheureusement le choix de leurs positions en avant et en arrière de Madrid n'était pas des mieux entendus. Lorsque en effet il faudrait se replier pour tenir tête aux Anglo-Portugais dans la Vieille-Castille, entre Salamanque et Valladolid, il était à craindre qu'on n'arrivât point à temps, et surtout qu'on ne fût obligé de se priver, pour la garde de Madrid, de forces très-regrettables un jour de bataille. Le mieux eût donc été d'évacuer Madrid, de se transporter à Valladolid, de n'y garder que l'indispensable en fait de matériel, d'expédier sur Vittoria, malades, blessés, vivres et munitions, et d'être ainsi dans la nouvelle capitale qu'on aurait adoptée, concentrés et en même temps allégés de tout poids inutile. C'était l'avis du maréchal Jourdan ; mais, quoique d'une parfaite sagesse, ses avis étaient donnés sans énergie, et il en eût fallu beaucoup pour vaincre la répugnance de Joseph à évacuer Madrid. Depuis qu'il avait vu lord Wellington fuir devant lui, et qu'il avait pu rentrer triomphant dans sa capitale, il s'était encore une fois cru roi d'Espagne, et sans les événements de Russie, il n'aurait pas même conservé de doute sur son établissement définitif dans ce pays. Lui proposer maintenant de sortir de Madrid, c'était lui proposer de redevenir roi vagabond, de rendre aux Espagnols toutes les espérances qu'ils avaient perdues, de traîner de nouveau sur les routes une foule de malheureux attachés à son sort, et de se priver du plus clair de son revenu, qui consistait dans l'octroi de Madrid, et dans le produit des deux ou trois provinces environnantes. Pourtant Joseph avait l'esprit si juste, qu'il n'avait pas absolument repoussé l'idée de quitter Madrid lorsque le maréchal Jourdan lui en avait parlé, et que si ce dernier eût insisté davantage, on aurait pu évacuer Madrid en janvier, employer les mois de février et de mars à réprimer les bandes du nord, puis revenir en avril pour être tous réunis au mois de mai contre le duc de Wellington, en prenant un mois entier pour faire reposer les troupes et les préparer à la campagne décisive de 1813. Ces idées, parfaitement conçues par le maréchal Jourdan, restèrent donc en projet jusqu'à ce qu'on reçût de Paris des dépêches de Napoléon, contenant pour cette campagne des instructions fort arrêtées.

Nous avons exposé déjà les pensées de Napoléon à l'égard de l'Espagne pour l'année 1813. Dégoûté d'une entreprise qui avait déplorablement divisé ses forces, il y aurait volontiers renoncé s'il l'avait pu, mais ayant attiré les Anglais dans la Péninsule, il ne dépendait plus de lui de se débarrasser d'eux à volonté. En ouvrant par exemple à Ferdinand VII les portes de Valençay, il aurait eu les Anglais à Toulouse ou à Bordeaux au lieu de les avoir à Burgos ou à Valladolid. Il fallait donc continuer à combattre au delà des Pyrénées pour n'être pas obligé



de combattre en deçà. Mais Napoléon, comme on l'a vu, avait réduit cette tâche autant que possible pour 1813, car loin d'envoyer des renforts en Espagne, il en avait tiré au contraire des cadres et beaucoup d'hommes d'élite, en se tenant en mesure néanmoins de conserver la Castille vieille, les provinces basques, la Catalogne et l'Aragon. Son projet secret était de traiter avec l'Angleterre, en restituant l'Espagne, moins les provinces de l'Èbre, à Ferdinand VII, et en dédommageant celui-ci avec le Portugal, que la maison de Bragance pouvait bien abandonner depuis qu'elle avait trouvé au Brésil un si bel asile. C'est ce qui explique pourquoi Napoléon avait consenti pour la première fois à admettre dans un congrès les représentants de l'insurrection espagnole.

C'est d'après ces idées que Napoléon avait tracé ses instructions, mais toujours d'une manière trop générale, absorbé qu'il était par les préparatifs de la campagne de Saxe. Dépité de ce qu'un courrier employait quelquefois trente ou quarante jours pour aller de Paris à Madrid, tenant surtout à soumettre les provinces de l'Èbre qu'il avait le projet d'adjoindre à la France, il prescrivit de rétablir à tout prix les communications, répétant avec sa fougue ordinaire, quand une pensée le préoccupait, qu'il était scandaleux, déshonorant, qu'aux portes de France on fût plus en péril qu'au milieu de la Manche ou de la Castille, et qu'on ne pût aller de Bayonne à Burgos sans être dévalisé et égorgé. Il ordonna donc d'employer l'hiver à réduire Mina, Longa, Porlier et tous les chefs de bandes qui infestaient la Navarre, le Guipuscoa, la Biscaye, l'Alava. Pour y réussir plus certainement, il voulut qu'on évacuât Madrid, qui ne l'intéressait plus guère depuis qu'il songeait à rendre la couronne à Ferdinand VII, que Joseph transférât sa cour à Valladolid, qu'il ramenât dès lors la masse des troupes françaises dans la Vieille-Castille, qu'il rapprochât l'armée de Portugal de Burgos, et qu'il en prêtât une grande partie au général Clausel pour détruire les bandes, qu'il reportât l'armée d'Andalousie de Talavera à Salamanque, l'armée du Centre de Madrid à Ségovie, laissant tout au plus un détachement dans cette capitale, afin qu'elle ne parût pas définitivement abandonnée. Il prescrivit enfin une dernière disposition, c'était de donner à l'armée d'Andalousie une attitude offensive, pour persuader aux Anglais que l'on conservait des projets sur le Portugal. Napoléon espérait ainsi, en portant de Madrid à Valladolid le siége du gouvernement et en n'ayant plus qu'une seule armée au lieu de trois, soumettre par la queue de cette armée les bandes espagnoles qui ravageaient le nord, et par sa tête menacer le Portugal, de manière à y fixer les Anglais et à les détourner de toute entreprise sur le midi de la France. Malheureusement il y avait encore dans ce plan bien des illusions. D'abord il était fort peu probable que nous songeassions sérieusement à Lisbonne, lorsque nous étions réduits à évacuer Madrid, et lord Wellington avait montré assez de bon sens pour qu'on ne pût pas se flatter de l'induire en de telles erreurs. D'ailleurs il n'était pas nécessaire de l'inquiéter sur le Portugal pour le retenir dans la Péninsule; il suffisait de le battre en Castille, à Salamanque, à Valladolid, à Burgos, n'importe où, pour le clouer de nouveau derrière les lignes de Torrès-Védras. Mais ce grand objet, on le compromettait évidemment en prêtant l'armée de Portugal au général Clausel, dans l'espérance de soumettre les bandes du nord de l'Espagne. Ces bandes étaient pour assez longtemps indomptables, et Joseph avec raison les représentait comme une Vendée, sur laquelle les moyens moraux pourraient plus que les moyens physiques. Il était donc bien douteux que vingt mille hommes de plus missent le général Clausel en mesure de vaincre les bandes du nord, et il était bien certain que vingt mille hommes de moins mettraient Joseph dans l'impossibilité de gagner une bataille sur les Anglais. Mais, tout occupé de refaire la puissance militaire de la France, y travaillant jour et nuit, continuant à ne pas lire la correspondance d'Espagne, ordonnant de trop loin, et sans une attention assez soutenue, Napoléon crut qu'un détachement de vingt mille hommes accordé au général Clausel lui permettrait d'en finir avec les guérillas pendant l'hiver, et que le printemps venu, on pourrait se reporter à temps, et tous ensemble, à la rencontre des Anglais.

Les instructions de Napoléon, transmises par le ministre de la guerre dès le mois de janvier, et réitérées en février, n'arrivèrent pour la première fois qu'au milieu de février, pour la seconde qu'au commencement de mars, c'est-à-dire trente jours environ après leur départ. C'était une première perte de temps extrêmement fâcheuse, naissant des circonstances mêmes qui affectaient si vivement Napoléon, c'est-à-dire de

l'occupation de toutes les routes par les bandes insurgées. Il en coûtait beaucoup à Joseph, comme nous venons de le dire, d'abandonner Madrid, car son autorité sur les Espagnols, ses finances, et les familles des afrancesados, allaient également en souffrir. Mais déjà sa raison et le maréchal Jourdan lui avaient dit qu'il fallait se résoudre à ce sacrifice. Les ordres de Napoléon ne servirent qu'à l'y déterminer définitivement. Mieux eût valu sans doute le faire plus tôt, car les troupes qu'on allait prêter au général Clausel seraient redevenues libres plus promptement, mais Joseph, quoique inclinant par bon sens à cette résolution, n'avait pu s'y décider qu'à la dernière extrémité. En conséquence il ordonna la translation de sa cour et de son gouvernement à Valladolid, mais en laissant une division à Madrid. La masse des blessés et des malades à évacuer (il y en avait neuf mille), du matériel à mettre en sûreté, des familles de fonctionnaires à transporter, était si grande, que cette évacuation exigea près d'un mois. Le nouvel établissement ne fut pas terminé avant le commencement d'avril. Les troupes furent distribuées de la manière suivante. (Voir la carte n° 43.) L'armée de Portugal fut transférée de Salamanque à Burgos. Elle avait été réduite, par le renvoi des cadres inutiles et le versement de l'effectif dans un moindre nombre de régiments, de huit divisions à six, et elle y avait gagné en organisation ce qu'elle avait perdu en force numérique. Trois de ces divisions furent envoyées au général Clausel pour l'aider à soumettre les bandes; une fut retenue à Burgos; deux furent échelonnées en avant de Palencia, prêtes à soutenir la cavalerie le long de l'Esla, et observant l'armée espagnole de la Galice. L'armée d'Andalousie, transportée de la vallée du Tage dans celle du Douro, et se liant par sa droite avec celle de Portugal, occupa le Douro et la Tormès pour se tenir en garde contre l'armée anglo-portugaise campée dans le Béira. Elle occupait Zamora, Toro, Salamanque, Avila. Une de ses divisions, celle du général Leval, fut laissée à Madrid, pour continuer l'occupation apparente de la capitale, et en percevoir les produits. Enfin l'une des deux divisions de l'armée du Centre fut établie à Valladolid même, l'autre à Ségovie, afin d'appuyer la division Leval, qui restait en l'air au milieu de la Nouvelle-Castille.

Ces trois armées, qui au mois de janvier présentaient encore 86 mille hommes aguerris, dont 12 mille de superbe cavalerie, n'en comptaient plus en avril que 76 mille, par suite du départ des cadres et des hommes d'élite que Napoléon avait appelés en Saxe. Leur division en trois armées offrait bien des inconvénients, car malgré la révocation des chefs qui avaient opposé à l'autorité de Joseph de si funestes résistances, il restait encore dans les trois états-majors des tendances à l'isolement, des habitudes d'exploiter le pays pour le compte de chaque armée, extrêmement dangereuses. Fondre ces armées en une seule, bien compacte, placer celle-ci sous un chef unique, tel que le général Clausel, aussi vigoureux sur le champ de bataille que soumis à l'état-major royal, la réunir tout entière entre Valladolid et Burgos, lui procurer du repos, réparer son matériel, composer ses magasins, eût été probablement un moyen de tout sauver. Malheureusement on n'en fit rien.

On laissa les trois armées séparées, car Napoléon n'aurait pas vu avec plaisir la réunion dans les mains de Joseph d'une pareille masse de forces. Chaque état-major conserva ainsi ses prétentions, et quand, par le conseil de Jourdan, Joseph ordonna aux administrations de ces trois armées les mesures nécessaires pour la création des magasins, chacune d'elles refusa d'obéir à l'état-major général. Il fallut un ordre nouveau de Paris, qui mit plus d'un mois à parvenir à Madrid, pour obliger chacun des trois intendants à déférer aux injonctions de l'intendant en chef. Le temps le plus précieux pour la formation des approvisionnements fut ainsi perdu. Enfin, après avoir envoyé trois divisions de l'armée de Portugal au général Clausel pour l'aider à soumettre les bandes, il fallut lui en expédier une quatrième, puis en acheminer une cinquième jusqu'à Briviesca, de manière que le général Reille n'en conserva qu'une avec lui. Il dut même la partager en deux, et placer l'une de ses brigades à Burgos, l'autre à Palencia, derrière la cavalerie qui gardait l'Esla. On n'avait donc, si les Anglo-Portugais arrivaient brusquement, que deux des trois armées à leur opposer, et déjà le bienfait de la concentration, auquel on avait dû, après la malheureuse bataille de Salamanque, le rétablissement de nos affaires, était presque annulé. Si encore ces renforts envoyés au général Clausel l'avaient mis en mesure d'anéantir les bandes de guérillas, le mal de la dispersion, quoique irréparable, n'aurait pas été sans compensation. Mais cette Vendée espagnole était aussi difficile à vaincre que l'avait été la Vendée française, et il devenait évident que la force sans

les moyens moraux et politiques serait insuffisante pour y réussir.

La marine anglaise, côtoyant sans cesse le rivage des Asturies de Santander à Saint-Sébastien, y versant des armes, des munitions, des objets d'équipement, des vivres, concourant à l'attaque ou à la défense des postes maritimes, apportait aux insurgés un secours qui doublait leurs moyens et leur audace. Porlier, Campillo, Longa, Mina, Mérino, tantôt réunis, tantôt séparés, toujours bien informés, évitaient nos colonnes dès qu'elles étaient en nombre, ne les abordaient que lorsqu'elles s'étaient divisées pour courir après eux, et alors avaient l'art de se rejoindre pour les accabler. Ils n'avaient remporté nulle part d'avantages considérables, mais il avaient détruit jusqu'à deux bataillons à la fois, notamment à Lerin, et bien que le général Clausel eût cinquante mille hommes à leur opposer, qu'il mît la plus grande activité à les poursuivre, il ne parvenait que rarement à les atteindre, et presque jamais à garantir les communications, parce que, pour garder efficacement les routes, il eût fallu en occuper tous les points, ce qui était absolument impossible. Le général Clausel avait repris Castro sur le bord de la mer, rendu les Anglais circonspects, traité Mina rudement, ravitaillé Pampelune, actes fort méritoires sans doute, mais de peu d'importance pour les affaires générales de la Péninsule. Il n'en fallait pas moins trois à quatre mille hommes d'escorte pour voyager en sûreté de Bayonne à Burgos, si l'objet ou le personnage escorté attirait l'attention de l'ennemi; et en attendant, pour un si mince résultat, on consumait les forces des troupes qui étaient la dernière ressource qu'on pût opposer aux Anglais !

Tandis qu'on s'épuisait de la sorte en courses inutiles, les mois d'avril et de mai s'étaient écoulés, et le moment des grandes opérations étant venu, lord Wellington avait quitté ses cantonnements. Il entrait en campagne avec 48 mille Anglais, 20 mille Portugais, 24 mille Espagnols, ces derniers mieux armés, mieux vêtus que de coutume : il avait ainsi plus de 90 mille hommes à sa disposition. Son intention était de faire passer d'abord l'Esla par sa gauche, que commandait sir Thomas Graham, et de n'aborder avec son centre et sa droite la ligne du Douro, plus difficile à forcer, que lorsque sa gauche se trouverait par le passage de l'Esla sur les derrières des Français qui défendaient le Douro. (Voir la carte n° 43.) Cette fois il marchait avec un parc d'artillerie de siége, et n'était plus exposé à échouer devant un ouvrage comme le fort de Burgos.

Le 11 mai sa gauche exécuta un premier mouvement, et se répandit le long de l'Esla. La cavalerie du général Reille, n'étant soutenue que par une brigade d'infanterie, n'avait pu se montrer ni hardie ni vigilante, et l'Esla était passé avant qu'elle fût en mesure de le savoir ou de l'empêcher. Les Anglais ne se hâtèrent pas de nous pousser vivement, car une aile ne voulait pas marcher sans l'autre, et vers le 20 mai seulement lord Wellington, avec sa droite, se porta sur Salamanque et la Tormès. Le 24 il fut signalé au général Gazan comme s'avançant à la tête de forces considérables.

L'armée française, qui aurait dû être prête et concentrée dès le 1er mai aux environs de Valladolid, se voyait surprise dans la situation la plus fâcheuse. Sans doute le maréchal Jourdan plus jeune, Joseph plus actif et plus décidé, n'auraient pas souffert que les choses restassent dans l'état où l'ennemi allait les trouver. Ainsi, malgré l'extrême difficulté des informations en Espagne, ils auraient tâché de se tenir plus au courant des mouvements des Anglais; malgré les ordres de l'Empereur, qui après tout étaient des instructions plutôt que des ordres, ils auraient pu, à l'approche du danger, rappeler les divisions de l'armée de Portugal prêtées au général Clausel, attirer auprès d'eux ce général lui-même, seul capable de commander en chef dans une grande bataille; ils auraient pu au moins concentrer davantage les armées d'Andalousie et du Centre, et ce qui restait de celle de Portugal; enfin, malgré la résistance des administrations particulières, qu'il fallait briser au besoin, ils auraient pu créer à Burgos les magasins sans lesquels il était impossible que dans un tel pays on manœuvrât en liberté. Mais Jourdan, dégoûté du régime impérial dont il voyait de si près les abus, d'une guerre dont il avait depuis longtemps prédit les funestes conséquences, se ressentant déjà des effets de l'âge, retenu seulement par son affection pour Joseph, et n'aspirant qu'à rentrer en France, se contentait de signaler avec un rare bon sens les fautes qu'on allait commettre, et ne savait pas communiquer à Joseph le courage de les prévenir. Joseph, jugeant avec discernement le vice des choses, savait s'irriter quelquefois contre son frère et jamais lui désobéir, ni prendre, comme général et comme roi, l'autorité qu'après

tout ou ne l'aurait pas puni d'avoir prise. Jourdan se consolait trop de tout ce qu'il voyait par le mépris peu dissimulé d'un honnête homme; Joseph se désolait, mais les choses n'en suivaient pas moins leur cours parfois heureux, plus ordinairement malheureux, et destiné à devenir désastreux dans un temps très-prochain.

C'est ainsi que lord Wellington, en marche dès le 11 mai par sa gauche, le 20 par sa droite, trouva l'armée d'Andalousie dispersée de Madrid à Salamanque, celle du Centre de Ségovie à Valladolid, celle de Portugal de Burgos à Pampelune.

Le premier soin devait être de rappeler de Madrid la division Leval, et de lui faire repasser le Guadarrama pour la transporter à Valladolid. Le général Gazan aurait pu en donner l'ordre sur-le-champ, mais comme il s'agissait d'abandonner définitivement la capitale, il crut devoir venir, à Valladolid même, s'en entendre avec Joseph. On perdit ainsi deux jours. L'autorisation d'évacuer fut expédiée le 25 de Valladolid. En même temps on envoya à toutes les troupes sur les lignes de la Tormès, du Douro, de l'Esla, l'ordre de rétrograder lentement, afin de ménager à la division Leval le temps de se replier, et comme le général Roille n'avait pour appuyer sa cavalerie le long de l'Esla qu'une des deux brigades de la division Maucune, on lui prêta une division de l'armée du Centre, celle du général Darmagnac. On laissa le reste de l'armée du Centre échelonné sur Ségovie pour recueillir la division Leval. L'armée d'Andalousie, la plus entière des trois, dut se retirer de Salamanque sur Tordesillas (voir la carte n° 43), en cédant le terrain peu à peu, afin que toutes nos troupes dispersées eussent le temps de se concentrer. A ces mesures, dictées par la situation, on en ajouta une dernière, ce fut d'avertir le général Clausel de l'approche des Anglais, de lui redemander les cinq divisions de l'armée de Portugal, de l'engager à venir lui-même avec quelques troupes de l'armée du Nord, afin d'avoir au moins 80 mille hommes à opposer aux Anglais. Enfin on écrivit au ministre de la guerre Clarke, pour lui faire connaître l'état des choses et le presser d'ordonner de son côté la concentration des forces. Ce ministre, demeuré seul à Paris depuis que Napoléon était parti pour l'Allemagne, ne savait que répéter sans discernement les ordres de l'Empereur, qui prescrivaient, comme objet essentiel, de rétablir les communications avec la France, de rester maître avant tout des provinces du nord, et de prendre une attitude offensive à l'égard du Portugal, afin de détourner les Anglais de toute tentative contre les côtes de France. Quelques jours même avant l'apparition des Anglais, il n'avait pas craint d'ordonner l'envoi en Aragon d'une nouvelle division de l'armée de Portugal, pour maintenir les communications avec le maréchal Suchet. Il n'y avait donc pas grand secours à attendre du duc de Feltre. Le seul service qu'il pût rendre, c'était de transmettre de son côté au général Clausel l'avis de la marche des Anglais, ce qui n'était pas indifférent, car, malgré tout ce qu'on avait fait pour communiquer sûrement avec l'armée du Nord, on n'était pas certain d'y réussir avant trois ou quatre semaines. Au surplus, le général Clausel était si bon compagnon d'armes, et comprenait si bien l'importance de battre les Anglais, qu'aussitôt averti il ne pouvait manquer de renvoyer les divisions de l'armée de Portugal, et de venir lui-même avec les troupes disponibles de l'armée du Nord.

Heureusement pour les premiers jours de la campagne, on avait affaire à un ennemi solide, mais circonspect, et nos soldats, aussi vaillants que bien commandés, n'étaient pas faciles à déconcerter. Le général Reille recueillit sa cavalerie, se retira en bon ordre sur Palencia, et avec la division d'infanterie Maucune, la seule qui lui restât, avec la division Darmagnac qui lui avait été prêtée, mit hors d'atteinte la route de Valladolid à Burgos, laquelle était la ligne de retraite de l'armée. Le général Villatte, placé sur la Tormès, la défendit vaillamment, même trop vaillamment, car s'il était utile de retarder l'ennemi, il était dangereux de prétendre l'arrêter, et il perdit ainsi quelques centaines d'hommes, mais après en avoir fait perdre beaucoup plus aux Anglais. Grâce à cette attitude et à la prudente lenteur de lord Wellington, le général Leval put évacuer Madrid, et repasser sain et sauf le Guadarrama, ramenant avec lui les derniers restes de notre établissement à Madrid. Il rejoignit l'armée du Centre à Ségovie. Le 2 juin on se trouvait dans les positions suivantes: le général Reille entre Rio-Seco et Palencia avec sa cavalerie et deux divisions; l'armée d'Andalousie à Tordesillas sur le Douro, avec ses quatre divisions; enfin l'armée du Centre à Valladolid avec une division française et une espagnole. C'était un total d'environ 52 mille hommes, au lieu de 76 mille qu'on aurait pu réunir, si on n'avait pas sitôt renoncé

aux avantages de la concentration pour le chimérique projet de la destruction des bandes.

Une fois groupés autour de Valladolid, il y avait trois partis à prendre (voir la carte n° 43) : le premier, de s'arrêter et de livrer bataille tout de suite avec 52 mille hommes contre 90 mille, ce qui était imprudent et prématuré, chaque pas fait en arrière donnant la chance de recouvrer une ou plusieurs divisions de l'armée de Portugal ; le second, de se retirer sur Burgos, puis sur Miranda et Vittoria, jusqu'à ce qu'on eût rejoint l'armée du Nord elle-même, ce qui était simple et peu chanceux ; le troisième enfin, de ne pas quitter la ligne du Douro, de manœuvrer sur ce fleuve en le remontant transversalement jusqu'à Aranda, même jusqu'à Soria, d'où, par une route que le maréchal Ney avait suivie en 1808, on serait tombé entre Tudéla et Logroño, c'est-à-dire en Navarre, précisément au point où l'on était assuré de rencontrer le général Clausel et même le maréchal Suchet, si des événements extaordinaires exigeaient la concentration générale de toutes nos forces, plan assez hardi en apparence, mais le plus sûr en réalité. Les trois projets furent pris en considération et discutés. Personne n'imagina de se battre immédiatement avec 52 mille hommes contre 90 mille, quand on devait se flatter d'en avoir chaque jour davantage. On ne méconnut pas le mérite du troisième plan, consistant à remonter le cours du Douro jusqu'aux approches de la Navarre, mais on le jugea téméraire et compliqué, et surtout on lui trouva le défaut d'abandonner la route de Bayonne, et de négliger le soin des communications, si recommandé par les instructions de Paris, comme si une armée anglaise aurait jamais osé franchir les Pyrénées, en laissant une armée de 80 mille Français sur ses derrières, et de 150 mille en comptant le maréchal Suchet. Par ces divers motifs on préféra le second plan, celui qui consistait à se retirer paisiblement sur Burgos, en écrivant lettres sur lettres pour ramener les divisions prêtées au général Clausel, sinon toutes, au moins celles qui recevraient en temps utile l'avis qu'on leur expédiait.

Cette retraite commença donc, et il fallut après Madrid abandonner Valladolid même, cette seconde capitale qu'on venait de se créer dans la Vieille-Castille. On achemina devant soi le matériel, les malades, les blessés, les afrancesados, et la marche ne put être que fort lente. Les troupes, mal approvisionnées, étaient obligées de s'étendre pour vivre, ce qui rendait la retraite peu sûre. Heureusement nous avions dix mille hommes d'une excellente cavalerie, l'ennemi n'était pas entreprenant, et on put ainsi se retirer sans accident fâcheux. Lord Wellington, attendant la fortune sans jamais courir après elle, savait bien qu'il en faudrait venir à une bataille générale, et se résignait à cette chance, mais avec la résolution de ne combattre, suivant son usage, que sur un terrain favorable, et jusqu'à ce moment il semblait se contenter d'un seul résultat, celui de nous ramener vers les Pyrénées. Dans cette intention, il portait toujours en avant sa gauche, partie des frontières de la Galice, de manière à menacer notre droite (droite en tournant le dos aux Pyrénées), et à décider ainsi plus vite nos mouvements rétrogrades. On ne comprend même pas comment ce général si sensé se hâtait lui-même de nous pousser sur nos renforts, et ne cherchait pas une occasion de nous joindre, lorsque au lieu d'être 70 mille nous n'étions que 50 mille.

Le 6 juin on atteignit les environs de Palencia, et une reconnaissance exécutée par Joseph et Jourdan révéla complétement cette disposition des Anglais de porter toujours leur gauche renforcée sur notre droite. Le 7 on continua de marcher sur Burgos, et on vint prendre la position de Castro-Xeriz, entre la Puyserga et l'Arlanzon, en avant de Burgos. La rareté des subsistances ne permettant pas de conserver cette importante position aussi longtemps qu'on l'aurait voulu, on se replia sur Burgos le 9. Le général Reille avec la division Maucune et la division Darmagnac s'établit sur le Rio Hormaza, le général Gazan avec l'armée d'Andalousie derrière le Rio Urbel, à cheval sur l'Arlanzon, l'armée du Centre dans l'intérieur de Burgos.

On s'était pressé, faute de vivres, d'arriver à Burgos, et on devait, faute de vivres encore, se presser d'en partir. Les nombreux convois de malades, d'expatriés, de conducteurs d'artillerie, accumulés à Burgos, avaient dévoré les magasins peu considérables qu'on avait formés dans cette ville, et les troupes pouvaient à peine y subsister quelques jours. On achemina de nouveau ces convois sur Miranda et Vittoria, et on eut le tort, une fois la résolution adoptée de rétrograder jusqu'aux Pyrénées, de ne pas envoyer tous les embarras à Bayonne, pour en délivrer complétement l'armée. On fit reposer les troupes quelques jours afin de consommer les subsistances qui restaient, et de gagner un temps qui

était gagné pour la concentration, car chaque jour qui s'écoulait ajoutait aux chances de rallier le général Clausel. A Burgos d'ailleurs on avait trouvé la division Lamartinière, l'une de celles qu'on avait prêtées à l'armée du Nord, et qui était la plus nombreuse de l'armée de Portugal. Elle procurait près de 6 mille hommes de plus au général Reille, ce qui permit de rendre à l'armée du Centre la division Darmagnac qu'on lui avait temporairement empruntée.

C'était une nouvelle raison de se rapprocher de l'Èbre, et de pousser plus loin le mouvement rétrograde, car si on ne ralliait pas toutes les divisions envoyées au général Clausel, on pouvait du moins en recouvrer encore une ou deux, et un tel renfort était d'une importance décisive. Au surplus les vivres manquaient et il fallait aller se nourrir plus loin. Ici s'élevait pour la seconde fois la question de savoir si l'on continuerait à suivre la grande route de Bayonne, pour rester fidèle aux ordres qui avaient tant recommandé le soin des communications avec la France, ou si l'on opérerait un mouvement transversal, pour déboucher sur l'Èbre à Logroño, au lieu d'y arriver par Miranda, ce qui rendait la réunion avec le général Clausel presque infaillible. C'était, sans aucune des objections qu'il avait d'abord provoquées, le plan qui avait été repoussé à Valladolid, et qui consistait à se porter en Navarre par Soria, afin de rejoindre plus sûrement le général Clausel. Cette fois le détour à faire était si peu considérable, et la certitude de la jonction avec le général Clausel, qui opérait en Navarre, d'un intérêt si capital, qu'on a peine à comprendre la résistance à une telle proposition. Les généraux Reille et d'Erlon l'appuyèrent fort; mais le maréchal Jourdan et Joseph, moins bien inspirés que de coutume, dominés surtout par les instructions de Paris répétées à chaque courrier, craignirent de découvrir les communications avec Bayonne, et persistèrent à se diriger directement sur Miranda et Vittoria. Seulement, n'ayant pas de nouvelles du général Clausel, on lui envoya, cette fois sous l'escorte de quinze cents hommes, l'avis de l'arrivée de l'armée dans la direction de Vittoria. On prit donc encore le parti de rétrograder sur l'Èbre par Briviesca, Pancorbo, Miranda.

Le 12 juin le général Reille, voyant les Anglais essayer de nouveau de déborder notre droite (nous répétons qu'il s'agit de notre droite le dos tourné aux Pyrénées), voulut les contraindre à déployer leurs forces, et tint en arrière du Rio Hormaza. Les Anglais montrèrent environ 25 mille hommes, mais le général Reille, qui n'en avait pas la moitié, manœuvra avec tant d'aplomb et de vigueur, qu'il leur tua trois ou quatre cents hommes, sans en perdre lui-même plus d'une cinquantaine, et repassa le Rio Hormaza et même l'Arlanzon dans un ordre parfait. Il était évident que les Anglais, sans être impatients de nous livrer bataille, voulaient cependant nous contraindre à leur céder le terrain en débordant toujours l'une de nos ailes. Le 13 on se détermina à partir de Burgos, et comme dans cette campagne on savait lord Wellington pourvu d'un équipage de siége considérable, que d'ailleurs on ne voulait pas se priver de deux ou trois mille hommes en les laissant à Burgos que nous n'avions guère l'espérance de revoir, on se décida à faire sauter le fort qui nous avait rendu de si grands services l'année précédente. Il fut résolu que les munitions dont il était rempli, et qu'on ne pouvait pas transporter, seraient livrées aux flammes ainsi que le fort lui-même.

Le 13, pendant que nous marchions sur Briviesca, l'armée fut attristée par une effroyable explosion, triste signe d'une retraite sans espoir de retour, et on sut, par l'arrière-garde, que cette opération, exécutée sans les précautions nécessaires, avait causé à nos troupes, et surtout à la ville, des dommages assez considérables. On arriva le 14 juin à Briviesca, le 15 à Pancorbo, le 16 à Miranda. Parvenu à ce dernier point, on était au bord de l'Èbre, et un pas de plus on allait être à Vittoria, au pied même des Pyrénées. (Voir la carte n° 43.) L'ennemi s'était avancé par sa gauche jusqu'à Villarcajo, continuant sa manœuvre accoutumée de déborder notre droite. En même temps on avait appris que le général Clausel, à la première nouvelle de l'approche des Anglais, s'était hâté de diriger sur l'armée la division Sarrut qu'on venait de recueillir en route, la division Foy qui était encore sur le revers des Pyrénées, entre Mondragon et Tolosa, et qu'il s'avançait lui-même par Logroño en remontant l'Èbre, avec les deux divisions restantes de l'armée de Portugal, et deux divisions de l'armée du Nord. On l'espérait à Logroño pour le 20.

C'était le cas d'exécuter le plus simple des mouvements, c'est-à-dire de descendre l'Èbre de Miranda à Logroño, ce qui aurait entraîné un détour de quelques lieues à peine, et assuré d'une manière certaine la jonction avec le général Clausel. Mais la route directe de Bayonne

par Vittoria préoccupait plus que jamais Joseph et Jourdan. On craignait non-seulement de la découvrir en descendant l'Èbre jusqu'à Logroño, mais même en restant sur la route de Miranda à Vittoria, de ne pas la protéger assez, car l'ennemi pouvait par Villarcajo franchir les montagnes un peu plus haut, se porter par Orduña sur Bilbao, pousser de Bilbao à Tolosa, et nous couper la route de Bayonne. Pour parer à ce danger, le maréchal Jourdan voulait porter l'armée de Portugal par Puente-Larra sur Orduña, afin de fermer le débouché par lequel la route de Vittoria à Bayonne aurait pu être interceptée. C'était l'obstination du ministre de la guerre à reproduire les premiers ordres de Napoléon qui amenait cette funeste pensée, laquelle aurait privé Joseph des trois divisions du général Reille jusqu'à ce qu'on eût repassé les Pyrénées, et eût replacé l'armée, même après la réunion avec le général Clausel, dans le dangereux état d'infériorité numérique où elle se trouvait dans le moment. Or, il n'était pas probable que les Anglais nous laissassent franchir les Pyrénées sans livrer bataille, bien qu'en apparence ils n'eussent d'autre but que celui de nous faire évacuer l'Espagne. Le maréchal Jourdan était disposé à ne pas leur supposer d'autre intention, et il faut reconnaître que leur conduite habituelle donnait quelque crédit à une opinion pareille.

On avait séjourné le 17 juin à Miranda, pour procurer quelque repos à l'armée. Il fallait cependant prendre un parti, car on ne pouvait demeurer plus longtemps en cet endroit, et permettre à l'ennemi de nous devancer aux divers cols des Pyrénées. Il y avait toujours eu deux avis bien distincts dans l'état-major : l'un consistant à se diriger le plus tôt possible, par un mouvement transversal, sur Logroño et la Navarre, afin de rallier le général Clausel, sans tenir compte du mouvement des Anglais contre notre droite, car ils ne pouvaient pas songer à passer ces montagnes tant qu'ils n'auraient pas gagné sur nous une bataille décisive; l'autre au contraire consistant à donner une attention extrême au mouvement par lequel les Anglais menaçaient nos communications, et à parer à ce mouvement en ne quittant pas la grande route de Bayonne, et en y appelant le général Clausel, qu'on espérait d'ailleurs y voir arriver d'un instant à l'autre. Le premier avis était celui du général Reille et du comte d'Erlon; le second était celui du maréchal Jourdan et du roi Joseph, fatalement dominés par les ordres de Paris.

Le conflit entre les deux opinions fut fort vif à Miranda, car le moment était venu d'opter entre l'une ou l'autre. Le général Reille soutenait que le général Clausel s'étant fait annoncer sur l'Èbre aux environs de Logroño, il fallait se hâter d'y descendre pour le rejoindre, et que toute considération devait céder devant le grand intérêt de la concentration de nos forces, répétant ce qu'il avait toujours dit, que le mouvement par lequel les Anglais cherchaient à nous déborder n'était pas une menace sérieuse, tant qu'ils ne nous auraient pas sérieusement battus. Le maréchal Jourdan et Joseph, au contraire, craignaient par-dessus tout le mouvement qui, transportant les Anglais par Orduña sur Bilbao et Tolosa, les placerait entre nous et Bayonne, au revers de la grande chaîne des Pyrénées. De plus, le convoi comprenant toutes nos évacuations, nos malades, nos blessés, les expatriés espagnols, se trouvait à Vittoria; et descendre sur Logroño c'était le découvrir et le livrer à l'ennemi. Enfin le général Clausel, auquel on avait indiqué Vittoria comme point de rendez-vous, pouvait bien s'y être dirigé sans venir à Logroño, et, dans ce cas, il serait lui-même aussi compromis que le convoi.

Il faut reconnaître que l'avis du général Reille et du comte d'Erlon, bien que le meilleur, comme on le verra bientôt, avait perdu de son mérite apparent depuis qu'on avait envoyé le convoi à Vittoria, et qu'on avait fait dire au général Clausel de s'y rendre; car, sans même partager la crainte d'être tourné par Orduña, le danger de découvrir le convoi, peut-être le général Clausel lui-même en descendant obliquement sur Logroño, était un motif très-spécieux de continuer à marcher directement sur Vittoria, et on ne saurait blâmer Joseph et le maréchal Jourdan d'avoir persisté dans leur première opinion, surtout en tenant compte des ordres de Paris, qui leur faisaient un devoir impérieux de veiller à leurs communications avec la France.

Joseph et le maréchal Jourdan ne se bornèrent pas à adopter la marche directe sur Vittoria, ils voulurent se donner tout repos d'esprit relativement au danger d'être tournés par Orduña et Bilbao, et ils prescrivirent au général Reille de se porter par Puente-Larra sur Osma, par Osma sur Orduña et Bilbao, tandis que le reste de l'armée s'avancerait immédiatement sur Vittoria. On espérait rallier à Vittoria le général Clausel, gagner par cette réunion plus qu'on n'aurait perdu par le départ du général Reille, et, adossé ainsi aux Pyrénées avec les généraux Gazan,

d'Erlon, Clausel, ayant sur le revers de ces montagnes le général Reille pour parer à un mouvement tournant, opposer partout à l'ennemi une barrière de fer. Mais en prenant de telles dispositions, il aurait fallu avertir le général Clausel autrement que par des paysans ou des officiers détachés; il aurait fallu, par un régiment de cavalerie (arme dont on avait beaucoup plus qu'on ne pouvait en employer), lui adresser à Logroño même l'indication du vrai rendez-vous, et expédier des ordres positifs pour hâter le départ du convoi de Vittoria, afin de ne pas l'y rencontrer sur son chemin, et de n'y pas tomber dans un encombrement dangereux[1].

Le sens, le jugement ne faisaient jamais défaut ni à Joseph, ni au maréchal Jourdan; mais, ainsi que nous l'avons dit ailleurs, l'activité qui multiplie les précautions, qui ne se fie jamais aux ordres donnés une seule fois, cette activité qui vient de la jeunesse et d'une extrême ardeur d'esprit, leur manquait absolument. Ils résolurent donc de diriger le général Reille avec ce qu'il avait de l'armée de Portugal sur Osma, les généraux Gazan et d'Erlon avec les armées du Centre et d'Andalousie sur Vittoria, sans prendre malheureusement aucune des précautions que nous venons d'indiquer.

Le 18 le général Reille se mit en mouvement sur Osma avec les divisions Sarrut, Lamartinière et Maucune. Mais à peine cette dernière était-elle en marche qu'elle fut assaillie par une nuée d'ennemis, auxquels elle n'échappa qu'à force de vigueur et de présence d'esprit. Le général Reille arrivé à Osma, trouva des troupes nombreuses vers Barbarossa, déjà postées à tous les abords des montagnes, et ne permettant pas d'en approcher. C'étaient les Espagnols de l'armée de Galice qui avaient pris les devants pour occuper avant nous les passages des Pyrénées. On aurait pu croire que, conformément aux conjectures du maréchal Jourdan et du roi Joseph, ils allaient franchir les Pyrénées à Orduña pour couper la route de Bayonne; mais ils n'y songeaient pas. Ils voulaient seulement nous devancer au pied des montagnes, pour prendre des positions dominantes dans notre flanc, si nous étions décidés à livrer une bataille défensive le dos appuyé aux Pyrénées, ou nous précéder tout au plus au col de Salinas, pour nous entamer avant que nous eussions regagné la frontière de France.

Le général Reille, voyant la route d'Orduña interceptée, renonça facilement à une opération qu'il blâmait, et se décida à regagner par un mouvement latéral la grande route de Miranda à Vittoria. De son côté Joseph avait décampé dans la nuit du 18 au 19 juin pour se rendre à Vittoria, et le 19 au matin tous nos corps étaient en pleine marche sur cette ville. Vittoria, située au pied des Pyrénées sur le versant espagnol, s'élève au milieu d'une jolie plaine entourée de montagnes de tous les côtés. Si on y prend position le dos tourné aux Pyrénées, on a sur la droite le mont Arrato, qui vous sépare de la vallée de Murguia, devant soi la Sierra de Andia, et sur la gauche enfin des coteaux à travers lesquels passe la route de Salvatierra à Pampelune. Une petite rivière, celle de la Zadorra, arrose toute cette plaine, en coulant d'abord le long des Pyrénées où elle a sa source, puis en longeant à droite le mont Arrato, pour s'échapper par un défilé très-étroit à travers la Sierra de Andia.

Le gros de notre armée, venant de Miranda et des bords de l'Èbre, parcourait la grande route de Bayonne, qui pénètre directement dans la plaine de Vittoria par le défilé que suit la rivière de la Zadorra pour en sortir. Le général Reille y arrivait latéralement, en s'y introduisant par les divers cols du mont Arrato. Le corps avec lequel lord Wellington avait toujours essayé de nous déborder, et qui était composé d'Espagnols et d'Anglais, aurait pu nous devancer aux passages du mont Arrato, et occuper ainsi avant nous la plaine de Vittoria, si le général Reille, qui dans son mouvement latéral lui était opposé, ne l'eût contenu par la vigueur avec laquelle il disputa le terrain toute la journée du 19. Par le fait, le détour qu'on avait prescrit au général Reille, inutile quant au but qu'on s'était d'abord proposé, eut néanmoins des conséquences heureuses, car s'il ne nous préserva pas du danger chimérique de voir la route de Bayonne coupée au delà des Pyrénées, il nous sauva du danger de la voir interceptée en deçà, par l'occupation même du bassin de Vittoria. Le 19 au soir, nos trois armées s'y trouvaient réunies sans aucun accident. Le général Reille avait tué beaucoup de monde à l'ennemi, et n'en avait presque pas perdu.

Il devenait urgent d'arrêter ses résolutions.

[1] Nous nous permettons d'indiquer ces mesures, comme celles qu'on aurait dû prendre, parce qu'on a généralement reproché depuis à Joseph et au maréchal Jourdan de ne les avoir pas prises, et que le simple bon sens suffit d'ailleurs pour en apprécier la convenance et la nécessité.

Il n'était pas à présumer que lord Wellington nous laissât repasser les Pyrénées sans nous livrer bataille, car une fois parvenus à la grande chaîne, adossés à ses hauteurs, embusqués dans ses vallées, nous n'étions plus abordables, et concentrés d'ailleurs avant d'avoir été atteints, nous pouvions tomber sur l'armée anglaise avec 80 mille hommes et l'accabler. Lord Wellington avait déjà commis une faute assez grave en nous permettant d'aller si loin sans nous joindre, et en nous donnant ainsi tant de chances de rallier le général Clausel, mais on ne pouvait pas supposer qu'il la commettrait plus longtemps. On devait donc s'attendre à une bataille prochaine, à moins qu'on ne quittât tout de suite Vittoria pour franchir le col de Salinas, et descendre sur la Bidassoa. Mais ce parti était à peu près impossible. Repasser les Pyrénées sans combat, c'était fuir honteusement devant ceux que, quelques mois auparavant, on avait mis en fuite près de Salamanque; c'était abandonner le général Clausel aux plus grands périls, car on le laissait seul sur le revers des Pyrénées; c'était y laisser aussi, moins immédiatement compromis, mais compromis cependant, le maréchal Suchet avec tout ce qu'il avait de forces répandues depuis Saragosse jusqu'à Alicante. Ainsi l'honneur militaire, le salut du général Clausel, la sûreté du maréchal Suchet, tout défendait de repasser les Pyrénées, et il fallait combattre à leur pied, c'est-à-dire dans le bassin de Vittoria, où devait nous rejoindre le général Clausel. Si ce général arrivait à temps, on pouvait être 70 mille combattants au moins, et plus encoro, si le général Foy, qui était sur le revers entre Salinas et Tolosa, avec une division de l'armée de Portugal, arrivait également. On avait donc toute chance de battre les Anglais, qui, bien quo formant avec les Portugais et les Espagnols une masse de 90 mille hommes, n'étaient que 47 ou 48 mille soldats de leur nation. Pourtant il se pouvait qu'on ne fût pas rejoint sur-le-champ par le général Clausel, et qu'un ou deux jours se passassent à l'attendre. Il fallait, dans ce cas, se mettre en mesure de tenir tête aux Anglais jusqu'à l'arrivée du général Clausel, et pour cela reconnaître soigneusement le terrain et prendre toutes ses précautions pour le bien défendre. On aurait eu besoin ici d'une vigilance qui malheureusement avait toujours manqué dans la direction de cette armée.

Des six divisions de l'armée de Portugal on en avait trois, la division Maucune qui n'avait pas quitté l'armée, et les divisions Sarrut et Lamartinière qui avaient rejoint en route. Il s'en trouvait une quatrième, celle du général Foy, au revers des Pyrénées. Les deux autres, celles des généraux Barbot et Taupin, étaient encore auprès du général Clausel, qui les amenait renforcées de deux divisions de l'armée du Nord. Avec les divisions de l'armée de Portugal qu'on avait recouvrées, avec les armées du Centre et d'Andalousie, on aurait compté environ 60 mille hommes, sans les pertes de la retraite. Mais bien qu'on n'eût pas livré de combats sérieux, on avait perdu 3 à 4 mille hommes par maladie, fatigue, dispersion. Il en restait 56 à 57 mille, dont il fallait distraire une partie pour escorter le convoi qu'on ne pouvait pas garder à Vittoria, et on devait ainsi se trouver réduit à 54 mille hommes environ [1]. C'était laisser bien des chances à la mauvaise fortune que de combattre avec une pareille infériorité numérique. Mais comme on n'avait pas le choix, et qu'on pouvait être assailli par l'ennemi avant l'arrivée du général Clausel, il fallait se servir des localités le mieux possible pour compenser l'infériorité du nombre, et prendre ses mesures, sinon le 19 au soir, au moins le 20 au matin, car il était à présumer que les Anglais, parvenus aux Pyrénées en même temps que nous, ne nous laisseraient pas beaucoup de temps pour nous y asseoir. Dans la soirée même du 19 on aurait dû se débarrasser de l'immense convoi qui comprenait les blessés, les expatriés, le matériel, et se composait de plus de mille voitures, car c'était une horrible gêne s'il fallait combattre, et un désastre presque certain s'il fallait se retirer. En l'expédiant le soir même, et en l'escortant seulement jusqu'au revers de la montagne de Salinas, où l'on devait rencontrer le général Foy, il était possible de ramener à temps les troupes qui l'auraient accompagné. Après s'être délivré du convoi, il fallait se bien établir dans la plaine de Vittoria. Les

[1] Dans les Mémoires du maréchal Jourdan, imprimés récemment avec ceux du roi Joseph, on trouve des chiffres un peu différents; mais le maréchal, quoique toujours extrêmement véridique, a trop réduit les forces des Français pour atténuer la défaite de la bataille de Vittoria. Après des calculs qu'il serait trop long de reproduire, nous sommes arrivé à croire plus exacts, du moins plus rapprochés de la vérité, les chiffres que nous présentons ici. Du reste la différence n'est que de 4 à 5 mille hommes. Nous devons ajouter que le maréchal Jourdan a tout à fait raison contre les chiffres allégués par le ministre de la guerre, lesquels sont entièrement faux.

Anglais ayant toujours tenté de déborder notre droite, allaient continuer probablement la même manœuvre. Ils devaient, venant de Murguia, essayer de déboucher à travers les passages du mont Arrato dans la plaine de Vittoria, ce qui les conduirait aux bords de la Zadorra, qui longe, avons-nous dit, le pied du mont Arrato. Bien que cette rivière fût peu considérable, on pouvait en rendre le passage difficile en rompant tous ses ponts, et en couvrant ses gués d'artillerie, ce qui était aisé, puisque nous traînions après nous une masse énorme de canons. Or, il était indispensable de rendre ce passage non-seulement difficile, mais presque impossible, car, en traversant la Zadorra, l'ennemi pouvait tomber sur les derrières ou au moins sur le flanc de notre armée, rangée dans le bassin de Vittoria, et faisant face au défilé par lequel on y pénètre en venant de Miranda. Ce défilé, à travers lequel la Zadorra s'échappe, ainsi que nous l'avons déjà dit, et qui s'appelle le défilé de la Puebla, était le second obstacle à opposer à l'ennemi, et il fallait bien étudier le terrain pour chercher les meilleurs moyens de le défendre. Il y avait pour cela une position dont l'événement prouva les avantages, et qui aurait fourni le moyen d'interdire aux Anglais tout accès dans la plaine. En se portant en effet un peu en arrière, dans l'intérieur même du bassin de Vittoria, on rencontrait une éminence, celle de Zuazo, qui permettait de mitrailler l'ennemi débouchant du défilé, ou descendant des hauteurs de la Sierra de Andia, puis de l'y refouler en le chargeant à la baïonnette après l'avoir mitraillé. Cette position, assez rapprochée de Vittoria et des passages du mont Arrato par lesquels les Anglais menaçaient de déboucher sur nos derrières, permettait d'avoir toutes choses sous l'œil et sous la main, et de pourvoir rapidement aux diverses occurrences. Il était donc possible, en coupant les ponts de la Zadorra, en occupant avec soin la hauteur de Zuazo, de défendre le bassin de Vittoria avec ce qu'on avait de troupes, et d'y attendre en sûreté le général Clausel. Enfin, à toutes ces précautions on aurait dû joindre celle d'envoyer au général Clausel non pas des paysans mal payés, mais un régiment de cavalerie pour lui renouveler l'indication précise du rendez-vous. Or, comme nous l'avons déjà dit, on avait plus de cavalerie qu'il n'en fallait sur le terrain où l'on était appelé à combattre.

De ces diverses précautions, il n'en fut pris aucune. Le 19 au soir on ne fit point partir le convoi, et on n'envoya au général Clausel que des paysans sur lesquels on ne devait pas compter, et qui d'ailleurs, s'ils avaient été fidèles, auraient été exposés à être arrêtés. Le jour suivant 20, au lieu de monter à cheval pour reconnaître le terrain, Jourdan et Joseph ne sortirent point de Vittoria. Le maréchal Jourdan était atteint d'une fièvre violente, résultat de l'âge, des fatigues et du chagrin. Joseph, qui n'avait d'autres yeux que ceux du maréchal, remit au lendemain 21 la reconnaissance des lieux. Il se flattait, et le maréchal Jourdan aussi, que les Anglais, avec leur circonspection ordinaire, chercheraient à percer à travers les montagnes pour nous déborder, mais ne se hâteraient pas de nous attaquer de front. La seule chose que la maladie du maréchal Jourdan n'empêchât pas, c'était de se délivrer du convoi, dont on était embarrassé au point de ne savoir où se mettre, et on décida qu'il partirait dans la journée du 20. Afin de ne garder avec soi que l'artillerie de campagne, on ordonna aux armées de Portugal et d'Andalousie de fournir tous les attelages qui ne leur seraient pas indispensables pour traîner le gros canon au delà des Pyrénées. De plus, bien qu'on sût que la division Foy était sur le revers de la chaîne, entre Salinas et Tolosa, comme les bandes se glissaient à travers les moindres espaces, on donna à ce convoi la division Maucune pour l'escorter. Par suite de cette disposition, l'armée de Portugal se trouvait de nouveau réduite à deux divisions, et l'armée entière à 53 ou 54 mille hommes.

Ainsi toutes les mesures ordonnées le 20 consistèrent à faire partir pour Tolosa le convoi qui aurait dû partir le 19, à ranger le général Gazan avec l'armée d'Andalousie en face du défilé de la Puebla, le comte d'Erlon avec l'armée du Centre derrière le général Gazan, et puis à droite en arrière, le long de la Zadorra, le général Reille avec les deux divisions restantes de l'armée de Portugal, afin de tenir tête au corps tournant des Anglais qui venait par la route de Murguia. Aux négligences commises on ajouta celle de ne pas couper un seul des ponts de la Zadorra. Entre nos divers corps d'infanterie on plaça notre belle cavalerie, qui malheureusement, dans le terrain que nous occupions, ne pouvait pas rendre de grands services, car le bassin de Vittoria est semé de canaux nombreux qui arrêtent partout l'élan des troupes à cheval. Nous comptions environ 9 à 10 mille chevaux, ce qui réduisait notre infanterie à 43 ou 44 mille com-

battants, moitié à peu près de celle de l'ennemi.

Ainsi fut employée, c'est-à-dire perdue, la journée du 20. A chaque instant on se flattait de voir arriver le général Clausel, que tout devait faire espérer, mais que rien n'annonçait aux diverses issues par lesquelles il pouvait apparaître. L'infortuné Joseph était dans une anxiété extrême, sans en devenir plus actif, car chez les hommes qui n'ont pas l'esprit tourné à la prévoyance, l'attente produit l'agitation, mais non l'activité.

Le lendemain 21, le général Clausel n'avait point paru, et l'ennemi ne pouvant pas être supposé longtemps oisif, Joseph et Jourdan voulurent reconnaître le terrain pour s'y préparer à la lutte qu'ils sentaient bien devoir être prochaine. Le maréchal Jourdan, un peu débarrassé de sa fièvre, quoique souffrant encore, fit effort pour monter à cheval, et vint avec Joseph reconnaître la plaine de Vittoria. A droite de notre position et en arrière, au pied du mont Arrato, le général Reille, avec les divisions françaises Lamartinière et Sarrut, avec le reste d'une division espagnole, gardait les ponts de la Zadorra. Le pont de Durana, placé dans les montagnes du côté des Pyrénées, était gardé par la division espagnole. Le pont de Gamarra-Mayor, situé à la naissance de la plaine, était occupé par la division Lamartinière. Celui d'Arriaga, tout à fait au milieu de la plaine et à la hauteur de Vittoria, était défendu par la division Sarrut. Derrière ces divisions se trouvaient, outre la cavalerie légère, plusieurs divisions de dragons, prêtes à fondre sur toute troupe qui aurait franchi la Zadorra. Mieux eût valu détruire les ponts de cette petite rivière, et en défendre les gués avec de l'artillerie. Quoi qu'il en soit, la présence sur ce point d'un aussi bon officier que le général Reille avait de quoi rassurer.

En se reportant droit devant eux, vers l'entrée de la plaine, au débouché du défilé de la Puebla, Jourdan et Joseph gravirent l'éminence dont nous avons parlé, celle de Zuazo, coupant transversalement le bassin et dominant la sortie du défilé. Sur-le-champ avec son coup d'œil exercé, le maréchal Jourdan reconnut que c'était là qu'il fallait établir le général Gazan à la tête de toute l'armée d'Andalousie, qu'il fallait en outre hérisser la hauteur de canons, ranger ensuite le comte d'Erlon à droite sur la Zadorra, pour se lier au général Reille et garder le pont de Trespuentes qui débouchait sur le flanc de la hauteur de Zuazo. Cette remarque si juste, faite la veille, eût sauvé l'armée française, et probablement notre situation en Espagne. On envoya donc des officiers d'état-major pour transmettre ces ordres au général Gazan, et les lui faire exécuter en toute hâte.

Mais il était trop tard, et la bataille commençait à l'instant même. Lord Wellington, comme il était facile de le prévoir, ne voulut pas, après nous avoir accompagnés, pour ainsi dire, jusqu'aux Pyrénées, nous laisser repasser les montagnes sans nous livrer bataille, afin de les franchir, s'il le pouvait, à la suite d'une armée battue. Il avait porté le général Graham avec deux divisions anglaises, avec les Portugais et les Espagnols formant sa gauche, sur la route de Murguia, à travers les passages du mont Arrato, pour essayer de forcer le général Reille sur la Zadorra. Il avait dirigé son centre, composé de trois divisions, sous le maréchal Beresford, à travers les autres passages du mont Arrato, pour déboucher aussi sur la Zadorra, mais vers le milieu de la plaine, ce qui devait les faire aboutir au pont de Trespuentes, en face du général d'Erlon et sur le flanc de la position de Zuazo. Enfin sa droite, composée de deux divisions anglaises sous le général Hill, et de la division espagnole Morillo, nous ayant suivis sur la route de Miranda, devait percer le défilé de la Puebla, et venir déboucher au pied même de Zuazo. Tous ces corps étaient déjà en marche lorsque le maréchal Jourdan et Joseph envoyèrent au général Gazan l'ordre de rétrograder vers la hauteur de Zuazo, d'où l'on pouvait, avons-nous dit, cribler à la fois les troupes qui auraient forcé le défilé de la Puebla, et celles qui auraient franchi la Zadorra à Trespuentes.

Lorsque l'aide de camp de Joseph porteur de ses ordres arriva auprès du général Gazan, celui-ci, déjà aux prises avec l'ennemi, déclara ne pouvoir exécuter les mouvements qu'on lui prescrivait. Joseph et Jourdan accoururent auprès de lui et bientôt découvrirent ce qui se passait. A droite on apercevait les troupes de Beresford, qui, ayant franchi les cols les plus rapprochés du mont Arrato, essayaient de traverser la Zadorra à Trespuentes. Devant soi on voyait le général Hill engagé dans le défilé de la Puebla, mais avec précaution, et ayant jeté à sa droite, sur les hauteurs de la Sierra de Andia, la division espagnole Morillo, pour seconder les troupes anglaises qui voulaient forcer le passage.

Jourdan et Joseph ordonnèrent au général Gazan d'envoyer à gauche la brigade d'avant-garde Maransin sur les hauteurs de la Sierra de

Andia, pour en débusquer le plus tôt possible la division espagnole Morillo, de faire appuyer cette brigade par une division entière s'il le fallait, puis, la hauteur reprise, de culbuter les Espagnols dans le défilé de la Puebla, et de se jeter à leur suite dans le flanc du général Hill. Avec les divisions Darricau et Conroux, le général Gazan devait barrer le défilé, tenir à gauche la division Villatte en réserve, et enfin disposer sur sa droite la division Leval pour observer les troupes de Beresford, qui menaçaient la Zadorra à Trespuentes. Le comte d'Erlon, rangé en bataille derrière le général Gazan, devait faire observer la Zadorra, et être prêt à tomber sur les troupes qui voudraient la passer entre lui et le général Reille.

A peine ces ordres étaient-ils expédiés, que le feu, sur notre gauche, notre front et notre droite, s'étendit en un vaste cercle. Tout à fait en arrière, vers le général Reille, on n'entendait rien encore. Le général Gazan, qui avait reçu l'ordre de débarrasser d'abord les hauteurs à notre gauche, lesquelles formaient l'extrémité de la Sierra de Andia, ne fit pas attaquer avec assez d'ensemble les Espagnols qui les avaient gravies. Il envoya un régiment après l'autre, et n'obtint ainsi aucun résultat. Les Espagnols, bien abrités derrière des rochers et des bois, et très-habiles à défendre les terrains de cette nature, opposèrent une résistance assez vive à nos régiments mal engagés. Le général Gazan, pressé par le maréchal Jourdan d'agir avec plus de vigueur, détacha d'abord de son front une brigade de la division Conroux, puis une brigade de la division Darricau, pour soutenir l'avant-garde du général Maransin. Ces deux brigades, plus que suffisantes si elles avaient été portées en masse et simultanément sur la hauteur qui était à notre gauche, restèrent à mi-côte, tiraillant avec désavantage contre les Espagnols bien postés, et n'étant d'aucun secours pour l'avant-garde Maransin qui perdait beaucoup de monde. Deux heures s'écoulèrent ainsi sans avantage marqué, et ce retard était d'autant plus regrettable, que si on les eût bien employées, et qu'après avoir culbuté les Espagnols de la hauteur de la Sierra de Andia dans le défilé de la Puebla, on eût refoulé dans ce défilé les Anglais qui essayaient de le franchir, on aurait pu ensuite se reporter au secours du général Reille, qui allait être vigoureusement attaqué.

Le roi et le maréchal réitérant leurs ordres, le général Gazan se décida enfin à porter la division Villatte, rangée un peu en arrière à gauche, sur les hauteurs si mal et si longuement attaquées. La division Villatte gravit rapidement les pentes de la Sierra de Andia sous un feu plongeant des plus meurtriers, refoula néanmoins les Espagnols de bas en haut, et les ramena dans les bois qui couronnaient le sommet des hauteurs. Mais pendant ce temps, les divisions anglaises du général Hill, voyant notre front affaibli par l'envoi des deux premières brigades du général Conroux et du général Darricau, vayant de plus un village important, placé à notre gauche, celui de Subijana de Alava, tout à fait découvert par le départ de la division Villatte, se jetèrent sur ce village en débouchant vivement du défilé, et parvinrent à l'emporter. Dès cet instant les Anglais avaient fait irruption dans la plaine, et les repousser devenait fort difficile. Le maréchal Jourdan imagina de lancer sur eux l'une des divisions du comte d'Erlon, qui avait été placée en réserve sur la droite en arrière. Mais le comte d'Erlon s'apercevant que les troupes de Beresford menaçaient de passer la Zadorra à Trespuentes, y avait successivement envoyé ses deux divisions. Il ne restait donc pas de réserve, et par surcroît d'embarras le feu, qui du côté du général Reille n'avait commencé qu'assez tard, se faisait entendre violemment vers le fond de la plaine.

Décidés par cet ensemble de circonstances, le roi et le maréchal ordonnèrent un mouvement rétrograde sur l'éminence de Zuazo, d'où l'on pouvait, avec un grand feu d'artillerie, arrêter les ennemis qui avaient envahi la plaine par toutes les issues, les uns à notre droite en passant la Zadorra à Trespuentes, les autres sur notre front en débouchant du défilé de la Puebla, les autres enfin à notre gauche en descendant des hauteurs de la Sierra de Andia. En même temps le maréchal Jourdan prescrivit au général Tirlet, chef de notre artillerie, de placer force bouches à feu sur la hauteur de Zuazo.

Ces ordres, mieux exécutés que ceux qui avaient été donnés au général Gazan, amenèrent un résultat qui aurait pu être décisif. On rétrograda sur la hauteur de Zuazo, et le général Tirlet en un clin d'œil y réunit quarante-cinq bouches à feu. Attendant les Anglais qui sortaient du défilé de la Puebla, et l'une des colonnes de Beresford qui avait forcé le passage de la Zadorra à Trespuentes, il les couvrit de mitraille, et joncha en peu d'instants la terre de leurs morts. D'abord mises en désordre, les troupes anglaises se reformèrent, s'avancèrent au pas, et furent de nou-

veau rejetées en arrière par la mitraille. Si dans ce moment on avait eu quatre ou cinq mille hommes sous la main, et qu'on les eût lancés sur les masses ébranlées des Anglais, on aurait pu, en les refoulant dans le défilé, leur faire essuyer un sanglant échec. Malheureusement le général Gazan, au lieu de se replier sur la hauteur transversale de Zuazo, était allé vers la gauche se ranger à mi-côte sur le flanc de la Sierra de Andia, près de la division Villatte, ce qui laissait un espace ouvert entre ses troupes et celles du comte d'Erlon. Celui-ci avec ses deux divisions disputait de son mieux les passages de la Zadorra, au-dessus et au-dessous de Trespuentes. On n'avait donc sur la hauteur décisive de Zuazo que de l'artillerie sans appui. Au fond de la plaine, le général Reille, attaqué à Durana, à Gamarra-Mayor, à Arriagua, se défendait vaillamment, et chaque fois qu'on lui enlevait l'un de ses trois ponts, le reprenait avec la plus rare vigueur; mais en même temps il annonçait qu'il serait bientôt forcé, si l'on ne venait promptement à son secours. Le maréchal Jourdan, appréciant cette situation, conseilla à Joseph d'ordonner la retraite, seul parti qu'il y eût à prendre en ce moment. L'intention fut de la diriger sur la grande route de Bayonne, par Salinas et Tolosa, afin de sauver l'artillerie, car si par Salvatierra et Pampelune on avait chance de rejoindre le général Clausel, on avait la certitude de perdre tous ses canons, à cause de l'état des routes.

A peine l'ordre de la retraite fut-il donné, qu'on l'exécuta, mais sans le concert et l'ensemble qui auraient pu prévenir les inconvénients d'un mouvement rétrograde. Le comte d'Erlon ne voyant pas le général Gazan à sa gauche, et apercevant la cavalerie anglaise prête à fondre dans la plaine, chercha à s'appuyer vers la Zadorra en se retirant, et découvrit ainsi Vittoria. La cavalerie ennemie s'y précipita, et y fit naître une indicible confusion. Le convoi au salut duquel on avait consacré une division n'était pas parti tout entier. Il restait un parc d'artillerie de cent cinquante bouches à feu, beaucoup de familles fugitives, de bagages, et de soldats de corvée envoyés pour chercher des vivres. La vue des dragons anglais produisit sur ces gens une terreur panique des plus vives, et ils se mirent à fuir dans tous les sens en poussant des cris. Leur premier mouvement fut de se porter sur la grande route de Bayonne et le col de Salinas; mais le général Reille disputant à outrance la haute Zadorra, tantôt perdant, tantôt reprenant sa position, se battait sur cette même route qu'il couvrait de feu et de sang. Les fuyards se rejetèrent alors sur celle de Pampelune par Salvatierra. Le général Tirlet, accouru à Vittoria pour ordonner la retraite, connaissant le mauvais état de la route de Salvatierra, prévoyant que l'artillerie, surtout avec l'encombrement qui allait s'y former, ne pourrait pas y passer, sachant de plus que dans nos arsenaux de la frontière le matériel ne manquait pas, et que les attelages importaient seuls, prescrivit de couper les traits, et de sauver les hommes et les chevaux en abandonnant les canons.

La retraite, qui d'abord avait dû se diriger sur Salinas et Bayonne, se trouva donc par le mouvement du général Gazan, par une sorte d'instinct de conservation qui avait poussé les fuyards vers la route de Salvatierra où le canon ne s'entendait point, se trouva, disons-nous, dirigée sur Pampelune, c'est-à-dire sur la Navarre. On s'y rua avec une sorte de furie, laissant à Vittoria même un matériel immense. Dès cet instant la situation du général Reille devenait des plus périlleuses. Ce général avait tenu tant qu'il avait pu sur la Zadorra, rejetant les Anglais et les Espagnols au delà de cette petite rivière, chaque fois qu'ils avaient forcé un des trois ponts dont il avait la garde. Mais ayant vu le mouvement de retraite sur Salvatierra, il se décida lui-même à se retirer dans cette direction. Pour sortir sain et sauf de sa position périlleuse, il fallait qu'il contînt d'une part les troupes ennemies qui commençaient à franchir la Zadorra devant lui, de l'autre celles qui déjà débouchaient de Vittoria sur ses derrières. Il avait fort à propos tenu en réserve, à quelque distance des trois ponts, la brigade Fririon, composée des 2e léger et 36e de ligne, et en outre plusieurs régiments de cavalerie. Il ordonna sur-le-champ au général Sarrut qui défendait le pont d'Arriagua, au général Lamartinière qui défendait celui de Gamarra-Mayor, au général Cassalpaccia qui gardait avec les Espagnols et quelques centaines d'hommes du 3e de ligne le pont de Durana, de se replier en bon ordre vers Salvatierra, pendant que lui tiendrait tête aux Anglais venant de Vittoria. Le général Sarrut, en défendant le pont d'Arriagua, fut tué. Le général Menne le remplaça, et fut plusieurs fois assailli, mais ne se laissa point entamer. Le général Lamartinière opposa un calme, une vigueur rares à l'impulsion de l'ennemi victorieux. Pendant ce temps, le général Reille, qui s'attachait à les couvrir tous du

côté de Vittoria, reçut en plein le choc de la cavalerie anglaise. Mais avec les dragons de Digeon, de Tilly, de Mermet, il la contint, et parvint à protéger la retraite de son corps d'armée jusqu'à Betono. En cet endroit se trouvait un bois; on s'y enfonça, ce qui permit de parcourir en sûreté une partie du chemin qui menait à la route de Pampelune en tournant derrière Vittoria. Mais au sortir du bois on aperçut un gros corps de cavalerie qui nous attendait. Le général Reille le fit charger par le 3e de hussards et le 15e de dragons, puis marcha en hâte vers le village d'Arbulo. La cavalerie ennemie nous y poursuivit à outrance. Le général Reille, avec les 2e léger et 36e de ligne de la brigade Fririon, se forma en avant de ce village, pour donner au reste de son corps d'armée le temps de défiler. Assailli par les nombreux escadrons des Anglais, il les reçut en carré et couvrit le terrain de leurs morts. Toutes ses troupes ayant défilé, il traversa lui-même le village, et gagna ainsi sain et sauf la route de Salvatierra, où se précipitaient confusément les divers corps de notre armée et toute la queue du vaste convoi que nous avions conduit avec tant de peine de Madrid à Vittoria.

Nous avions eu dans cette fatale journée environ 5 mille morts ou blessés, et les Anglais à peu près autant. Mais en soldats de corvée, en fuyards, en valets d'armée, on nous avait pris 1,500 ou 1.800 hommes. Nous laissions en outre à l'ennemi 200 bouches à feu, non pas perdues en ligne, mais abandonnées faute d'une route convenable pour les faire passer, plus 400 caissons et un nombre infini de voitures de bagages. Joseph n'avait pas même sauvé sa propre voiture qui contenait tous ses papiers.

On se demandera naturellement où était en ce moment le général Clausel avec les 15 mille hommes qu'il aurait pu amener, ce que faisait sur le revers des monts le général Foy qui, renforcé de plusieurs petites garnisons et du général Maucune, avait, lui aussi, 15 mille hommes dont la présence aurait été si utile dans la fatale plaine de Vittoria. Ces 30 mille hommes, joints aux 52 ou 54 mille de Joseph, formant l'énorme masse de plus de 80 mille combattants, auraient pu accabler les Anglais et les rejeter en Portugal; et alors quelle différence, non-seulement pour les affaires de la Péninsule, mais de l'Europe entière, car les Anglais, qui exerçaient en Allemagne une si grande influence sur les résolutions des coalisés, s'ils avaient conçu quelques craintes pour leur armée de la Péninsule, auraient certainement facilité les négociations, jusqu'à rencontrer peut-être sur la limite des concessions possibles l'orgueil même de Napoléon! Mais cette fois, comme tant d'autres, ce n'était ni le nombre, ni la vaillance, ni le dévouement qui avaient manqué aux soldats de l'armée d'Espagne, c'était la direction. Le général Foy, qui n'était séparé de Joseph que par la montagne de Salinas, n'avait reçu aucun des avis qu'on lui avait adressés, et n'avait connu la présence de l'armée à Vittoria que par l'apparition de la division Maucune à la suite du convoi qu'elle escortait. Si ce mouvement de la division Maucune eût été ordonné deux jours plus tôt, on aurait pu mettre le convoi en sûreté, et ramener un renfort de dix à douze mille hommes à Vittoria. Quant au général Clausel, dès qu'il avait su la marche des Anglais et la retraite de notre armée, il avait réuni ses divisions en toute hâte, était arrivé le 20 à Logroño, y avait cherché de tous côtés des nouvelles de Joseph, n'avait trouvé que des habitants ou fugitifs ou silencieux, et personne qui pût ou voulût lui donner un renseignement. Seulement il avait rencontré des agents anglais faisant préparer des vivres, et d'après plusieurs vestiges recueillis sur la route, il avait été conduit à penser que l'armée française s'était portée de Miranda sur Vittoria. Le 21, il s'était décidé à s'avancer par Penacurada jusque sur le revers de la Sierra de Andia, pour voir s'il pourrait, à travers cette sierra, tendre la main à Joseph. Mais se doutant avec raison qu'il avait entre Joseph et lui l'armée anglaise, sans savoir ni où, ni en quel nombre, il s'était approché avec précaution, n'avait été joint par aucun des paysans qu'on lui avait dépêchés, et vers la chute du jour avait fini par apprendre qu'on s'était battu toute la journée, hélas, sans résultat heureux! Le 22 au matin, voulant connaître la vérité entière, et à tout prix tâcher de rejoindre l'armée française pour lui porter secours, il avait eu la hardiesse de gravir la Sierra de Andia et de jeter un regard sur la plaine de Vittoria. Des sommets de cette sierra il avait vu notre immense désastre, et séparé de Joseph par les Anglais victorieux, il n'avait dû songer qu'à son propre salut. Sans se troubler, il avait regagné les bords de l'Èbre, l'avait descendu jusqu'à Logroño, et ayant toujours entre Joseph et lui les Anglais qui nous poursuivaient en Navarre, il avait pris la résolution, l'une des plus sages et

des plus hardies qu'on ait jamais prises à la guerre, de s'enfoncer vers Saragosse, où il était amené par la raison de sauver son corps d'armée, et par la raison non moins puissante de couvrir les derrières du maréchal Suchet, et d'assurer la retraite de ce maréchal.

De leur côté Jourdan et Joseph, ayant regagné Pampelune avec une armée horriblement mécontente de ses chefs, non démoralisée toutefois, diminuée seulement de cinq à six mille hommes, privée de ses canons mais non de ses attelages, étaient encore en mesure d'opposer une forte résistance aux Anglais, indépendamment de la résistance naturelle qu'allaient leur présenter les Pyrénées elles-mêmes. Joseph, sur le conseil de Jourdan, après avoir laissé une garnison dans Pampelune, envoya l'armée d'Andalousie dans la vallée de Saint-Jean-Pied-de-Port, celle du Centre dans la vallée de Bastan, celle de Portugal dans la vallée de la Bidassoa, de manière à fermer ainsi toutes les issues, et à prendre le temps de reformer l'artillerie, et de faire cesser la distribution en trois armées différentes, laquelle venait d'occasionner de nouveau de si fâcheux embarras. Tandis qu'il ordonnait cette disposition, le général Foy, aidé du général Maucune, avait habilement et bravement tenu tête aux Anglais qui avaient voulu descendre de Salinas sur Tolosa, et les avait rejetés assez loin. On avait perdu l'Espagne, mais pas encore la frontière, et l'Empire, si longtemps envahisseur, n'était pas encore envahi, quoiqu'il fût bien près de l'être!

Telle fut la campagne de 1813 en Espagne, si tristement célèbre par le désastre de Vittoria, qui signalait nos derniers pas dans cette contrée, où nous avions pendant six années inutilement versé notre sang et celui des Espagnols. Si on veut prononcer sans passion sur les événements de cette campagne, il est facile de découvrir les vraies causes du revers définitif qu'on venait d'essuyer. La première cause, cette fois comme tant d'autres, il faut la chercher dans les ordres mêmes de Napoléon qui, ne considérant l'Espagne que comme un accessoire de ses immenses entreprises, ou ne lui consacrait pas les forces nécessaires, ou en subordonnait l'emploi à des calculs étrangers à l'Espagne elle-même, et inconciliables avec le succès des opérations dans ce pays. Cette année les forces qu'il y laissait, quoique réduites par le rappel d'un grand nombre de cadres, étaient depuis la concentration des trois armées d'Andalousie, du Centre et de Portugal, suffisantes pour se maintenir en Castille, puisqu'on aurait pu réunir quatre-vingt mille hommes contre les Anglais. Mais dans la double pensée de conserver les provinces du nord, qu'il entendait se réserver à la paix, et d'alarmer les Anglais pour le Portugal, afin de les détourner de toute entreprise contre le midi de la France, Napoléon avait amené de nouveau sans le vouloir la dispersion des trois armées depuis Salamanque jusqu'à Pampelune, de manière qu'après avoir recouvré l'ascendant sur les Anglais par notre concentration, nous venions de le perdre encore par une dissémination imprudente de nos forces. Cette cause essentielle de la journée de Vittoria ne saurait être cherchée ailleurs que dans les ordres de Paris, donnés par Napoléon loin des lieux, avant la connaissance des faits, et réitérés par le ministre de la guerre avec une obstination sans excuse, lorsque les événements et les objections du maréchal Jourdan en avaient démontré le danger. Après cette cause, il y en a une autre, fort ancienne, et toujours féconde en malheurs dans la Péninsule, c'est le défaut d'unité dans le commandement, qui fit qu'aucune administration ne voulant obéir, il n'y eut rien de préparé sur la route de l'armée, et qu'il fallut, en rétrogradant pour rallier le général Clausel, se replier avec une précipitation qui rendait le ralliement plus douteux et plus difficile, les pertes sur la route plus considérables. Ce défaut d'unité était le tort de Napoléon, toujours refusant à son frère l'autorité nécessaire; de Joseph, ne sachant pas la prendre; des généraux, ne sachant pas y suppléer par leur soumission. Après ces causes, le défaut d'activité chez Joseph et le maréchal Jourdan, l'un indolent, l'autre fatigué par l'âge et le chagrin, contribua beaucoup au malheur de la campagne. Plus actifs, plus prompts à se résoudre, Joseph et Jourdan auraient pu évacuer Madrid plus tôt, et se rallier plus tôt ou en avant de Valladolid, ou en avant de Burgos. A Vittoria même, il y eut deux jours perdus, deux jours précieux pour le départ du convoi et le déblayement du champ de bataille, pour le choix du terrain où l'on pouvait disputer à l'ennemi l'entrée de la plaine, pour la réunion au général Clausel. Dans cette occasion décisive, comme on l'a vu, le maréchal Jourdan était malade, et Joseph n'avait pas songé à le suppléer. Enfin des ordres de détail mal exécutés par les généraux avaient complété la série de fautes et de malheurs qui amenèrent la catastrophe finale de Vittoria.

Après tout, Napoléon, qui aurait dû dans ces funestes résultats s'attribuer la part la plus grande, car avec son génie si profond, sa connaissance si parfaite des choses, il était plus que personne capable de tout prévoir, et avec sa puissance si obéie capable de tout prévenir, Napoléon s'en prit à tout le monde au lieu de s'en prendre à lui-même, et à Joseph et à Jourdan plus volontiers qu'à qui que ce fût.

N'ayant pu suivre dans aucun de leurs détails les événements d'Espagne, absorbé qu'il était par la guerre de Saxe qu'il dirigeait en personne, croyant sur cet objet ce que lui écrivait le ministre Clarke, qui, tandis qu'il adressait à Joseph les lettres les plus affectueuses, faisait parvenir à Dresde les rapports les plus défavorables, il avait un double motif d'irritation, dans les résultats d'abord qui ne pouvaient manquer d'être déplorables, et dans les fautes qui révoltaient par leur évidence son grand sens militaire. Les résultats c'étaient l'Espagne perdue, la frontière du midi menacée, le moyen le plus puissant de négociation auprès de l'Angleterre annulé, puisque dans l'état des choses ce n'était plus rien que de lui céder l'Espagne; c'étaient en outre des sacrifices nouveaux à ajouter à ceux que demandait l'Autriche, dès lors la paix plus difficile que jamais, enfin une confiance, une exaltation nouvelles inspirées à tous ceux qui croyaient le moment venu d'accabler la France. Les fautes, c'étaient non-seulement celles que nous venons d'énumérer, et qui n'étaient que trop réelles, mais toutes celles que le ministre Clarke prêtait gratuitement au malheureux Joseph et au plus malheureux Jourdan, son chef d'état-major. Le ministre de la guerre n'avait pas dit en effet que les ordres de Napoléon, qui prescrivaient de détruire les bandes et de menacer le Portugal, ordres déplorablement réitérés par les bureaux de Paris, avaient été signalés par Jourdan comme une cause inévitable de désastre, que la résistance des administrations de chaque armée à l'ordonnateur en chef avait encore été dénoncée comme un autre inconvénient grave qui empêcherait que rien ne fût préparé à la reprise des opérations. Ce même ministre n'avait pas dit que les Anglais étaient près de 100 mille, et les Français tout au plus 50 mille. Il présentait au contraire des calculs qu'auraient à peine accueillis les gazettes les moins informées. Il ne comptait dans l'armée de lord Wellington que les Anglais, les évaluait à 40 ou 45 mille, négligeait les Portugais, devenus presque les égaux des Anglais, les Espagnols, excellents dans les montagnes, et attribuait à l'armée française non pas ce qu'elle avait eu sur le champ de bataille, mais ce qu'elle aurait pu avoir, si les ordres de Paris ne l'avaient dispersée, et lui supposait de 80 à 90 mille hommes contre 45 mille. Il avait en effet le courage, après le désastre de Vittoria, d'écrire à Joseph qu'il aurait dû avoir 90 mille hommes contre 45 mille, et que c'était chose bien étonnante qu'il se fût laissé battre avec une telle supériorité de force numérique. Ce fait seul donne une idée de ce qui pouvait se passer à côté même de Napoléon, lorsqu'il n'y regardait point de ses propres yeux, et qu'il se laissait informer par des ministres courtisans, ne lui disant que ce qu'il avait plaisir à entendre.

On comprend que Napoléon, en considérant d'une part les résultats, de l'autre les fautes vraies et les fautes imaginaires imputées à Joseph et au maréchal Jourdan, qui déjà lui déplaisaient fort, et avaient auprès de lui un redoutable accusateur dans le maréchal Soult présent à Dresde, on comprend que Napoléon dût être fort irrité. Il avait appris d'une manière sommaire les événements d'Espagne au moment de partir de Dresde pour exécuter les courses militaires dont nous avons déjà parlé. Il apprit successivement à Torgau, à Wittenberg, à Magdebourg le détail de ces événements, toujours par les rapports du ministre Clarke. Aussi son emportement fut-il extrême. Ce fut pour lui une occasion de se déchaîner contre Joseph et contre tous ses frères. L'abdication du roi Louis, la défection imminente de Murat qui s'annonçait déjà clairement, l'éclat que Jérôme avait fait l'année précédente en quittant l'armée, lui revinrent à l'esprit, et lui arrachèrent les paroles les plus amères. Le moment était venu en effet d'apercevoir quelle faute il avait commise en voulant renverser toutes les dynasties afin de leur substituer la sienne! Mais, pour être juste, il faut reconnaître que son ambition avait, bien plus que celle de ses frères, contribué à cette politique désordonnée, et qu'après leur avoir donné des trônes ou des armées à commander, il n'avait rien omis pour rendre leur tâche encore plus difficile qu'elle ne l'était naturellement. Il avait effectivement exigé d'eux une abnégation des intérêts de leurs sujets, un talent de tout faire avec rien, ou presque rien, qu'il était inhumain d'exiger de leur part, et qui devait amener plus d'un scandale de famille, comme l'abdication du roi de Hollande. A l'égard de Joseph notamment, après

l'avoir tiré de Naples, où ce prince avait une tâche appropriée à son caractère et à ses talents, où il rendait un petit peuple heureux en étant heureux lui-même, Napoléon l'avait transporté en Espagne presque sans le consulter, l'avait lancé dans une guerre effroyable, l'y avait aidé un moment de toutes ses forces, puis, au milieu des préoccupations de la guerre d'Autriche en 1809, de celle de Russie en 1812, l'avait laissé sans secours, sans argent, exposé à la haine de ses sujets, à la désobéissance, quelquefois même à l'arrogance des généraux, n'avait voulu écouter aucun de ses avis, presque tous justifiés par l'événement, et pour toute réponse n'avait cessé de se moquer de ses prétentions militaires et de ses mœurs, moqueries qui, de la cour de France, avaient retenti jusqu'au milieu de la cour d'Espagne, et avaient encore contribué à la déconsidération de la royauté nouvelle. Et pourtant Napoléon aimait sa famille; mais, gâté par un pouvoir sans bornes, il ne tenait pas plus compte des droits de ses frères que de ceux des peuples, et disposait d'eux comme d'instruments inanimés, jusqu'au jour où il devait trouver les peuples révoltés, et ses frères eux-mêmes presque en état de défection.

Ses traitements envers Joseph furent extrêmement rigoureux. — J'ai trop longtemps compromis mes affaires pour des imbéciles, écrivit-il à l'archichancelior Cambacérès, au ministre de la guerre, au ministre de la police; et, après ce préambule, il donna les ordres les plus sévères et les plus humiliants pour Joseph. Il fit d'abord pour le remplacer en Espagne le choix qui pouvait lui être le plus désagréable, celui du maréchal Soult, qui était en ce moment à Dresde. Napoléon conféra au maréchal Soult le titre de son lieutenant en Espagne, avec des pouvoirs extraordinaires, lui ordonna de partir immédiatement, de ne rester à Paris que douze heures, de n'y voir que l'archichancelier Cambacérès et le ministre de la guerre, et de se rendre ensuite à Bayonne pour y rallier l'armée et tenir tête aux Anglais. Jusque-là rien de plus naturel. Mais il enjoignit à Joseph de quitter l'Espagne sur-le-champ, lui interdit en même temps de venir à Paris, lui prescrivit de se retirer à Morfontaine, de s'y enfermer, de n'y recevoir personne, chargea le prince Cambacérès de défendre à tous les hauts fonctionnaires de l'aller visiter, comme si on avait eu de leur part de généreux mouvements à craindre, et à toutes ces injonctions il ajouta celle de le faire arrêter si ces ordres étaient enfreints! Devenu méfiant à l'égard des hommes, depuis qu'il avait été obligé de le devenir à l'égard de la fortune, il voyait partout des trames prêtes à se nouer contre la régence de sa femme, contre l'autorité de son fils. C'est pour ces motifs qu'il n'avait pas voulu laisser le duc d'Otrante, le maréchal Soult à Paris, et que, sous divers prétextes, il les tenait sans emploi à Dresde. Joseph mécontent à Paris, s'y entourant de mécontents, et peut-être un jour disputant la régence à Marie-Louise, telles étaient les images sinistres qui avaient traversé son esprit irrité, et qui lui dictèrent l'ordre inutile de faire arrêter son propre frère. Certes, si Joseph eût été capable de ces noirs projets, il aurait commencé par lui désobéir en Espagne, et probablement il lui serait ainsi devenu plus utile qu'en exécutant servilement des ordres donnés de trop loin, et sous l'empire de fatales distractions! Le simple bon sens présent sur les lieux et exclusivement appliqué à son objet, vaut souvent mieux que le génie absent ou distrait par des entreprises exorbitantes.

Si les événements d'Espagne, qui allaient rendre les ennemis de Napoléon plus exigeants, l'avaient en même temps rendu plus raisonnable et plus conciliant, on peut dire qu'un grand malheur fût devenu un grand bien : mais il n'en fut point ainsi. Après avoir visité Torgau, Wittenberg, Magdebourg, après avoir passé en revue les corps qu'il voulait inspecter, ordonné les travaux qu'il avait projetés sur l'Elbe, Napoléon revint à Dresde, pour y continuer le redoutable jeu de perdre du temps, d'arriver au terme de l'armistice sans s'être expliqué sur les conditions de la paix, et d'obtenir de la sorte une nouvelle suspension d'armes en feignant au dernier moment de négocier sérieusement. La Prusse et la Russie avaient choisi leurs plénipotentiaires, et les avaient envoyés à Prague, où ils étaient arrivés le 11 juillet, par conséquent un jour avant le terme assigné pour la réunion du congrès. Ni l'une ni l'autre de ces puissances n'avait fait les choix éclatants auxquels on s'était d'abord attendu. On avait cru que la Prusse désignerait le chancelier de Hardenberg, et la Russie M. de Nesselrode. Mais, à cause de l'Angleterre, ces puissances avaient évité de donner à ce congrès trop d'éclat; elles avaient voulu y paraître amenées et menées par l'Autriche, en n'y faisant figurer aucun personnage qui fût l'égal de M. de Metternich. La Prusse avait choisi M. de Humboldt, nom illustre déjà dans la science, mais peu connu encore dans la politique (le plénipo-

tentiaire prussien était le frère du savant qui est l'une des gloires de ce siècle). La Russie avait choisi le baron d'Anstett, Alsacien (par conséquent Français), appartenant à une famille d'émigrés, homme de quelque esprit, de peu de considération et de sentiments fort hostiles à la France. Quoique ce dernier choix fût assez déplaisant, comme au fond l'intention était de tout laisser faire à M. de Metternich, il fallait ne tenir compte que de lui seul, et ne pas prendre garde aux collaborateurs qu'on lui adjoignait. Ces deux négociateurs, à peine rendus à Prague, avaient communiqué leurs pouvoirs au médiateur, et ils se plaignaient du peu d'égards qu'on leur témoignait en les faisant attendre, sans même annoncer le jour de l'arrivée des plénipotentiaires français. Le 15 juillet on n'avait encore rien dit, et M. de Narbonne étant retourné à Prague comme ambassadeur, désigné en outre comme devant être l'un de nos plénipotentiaires, mais n'ayant reçu ni pouvoirs ni instructions, ne savait quel langage tenir ni quelle attitude prendre. A toutes les remontrances de M. de Metternich, transmises à Dresde, M. de Bassano avait répondu que la faute était au cabinet autrichien, qui avait laissé partir l'empereur Napoléon pour Magdebourg sans communiquer officiellement la ratification de la nouvelle convention prolongeant l'armistice jusqu'au 16 août. A ce reproche, M. de Metternich avait répliqué qu'ayant fait connaître officieusement cette ratification, on aurait bien pu, en attendant la communication officielle, nommer les plénipotentiaires et les faire partir, ce qui eût été au moins l'accomplissement des devoirs de politesse auxquels les grands États sont astreints les uns envers les autres, aussi bien que les individus eux-mêmes. Sans s'arrêter à cette réponse, M. de Bassano avait de nouveau tout rejeté sur M. de Metternich.

Napoléon étant revenu à Dresde le 15, après un voyage de cinq jours, et ayant enfin reçu la ratification de la nouvelle convention par l'Autriche, la Prusse et la Russie, ne pouvait plus différer la nomination de ses plénipotentiaires. En conséquence il chargea MM. de Narbonne et de Caulaincourt de le représenter au congrès de Prague. Il était impossible de choisir des hommes plus sages, plus éclairés, animés de plus nobles sentiments. En nommant M. de Caulaincourt, Napoléon nourrissait toujours la secrète espérance d'un rapprochement direct avec la Russie, et d'un traité de paix qui, sacrifiant l'Allemagne au profit des deux grands empires d'Orient et d'Occident, satisferait à fois la Russie et la France, triste paix, qui conviendrait peut-être à l'amour-propre de Napoléon, mais nullement aux intérêts vrais de son empire! Bien que ce fût peu probable, à en juger seulement par le choix de M. d'Anstett, Napoléon n'en désespérait pas tout à fait, et c'était même le seul cas où il voulût négocier sérieusement. M. de Caulaincourt, objet de ces illusions, ne les partageait point. Cet excellent citoyen, esprit profondément sensé, avait la vertu peu commune, en aimant fort à plaire, de s'exposer à déplaire pour dire la vérité, et était ainsi le modèle rare du courtisan honnête homme, qui compte pour rien les faveurs de cour, même les plus désirées, quand il s'agit d'épargner une faute au prince et un malheur au pays. Il avait dit à Napoléon qu'une espèce de paix astucieuse, obtenue de la défection des uns envers les autres, n'était plus à espérer dans l'état de forte cohésion auquel les divers cabinets étaient parvenus, que la Russie ne se laisserait plus détacher de l'Autriche, que la faveur dont il avait personnellement joui auprès de l'empereur Alexandre n'y servirait de rien, que les concessions demandées par l'Autriche étaient le seul moyen d'arriver à une paix honorable, que cette paix était indispensable, qu'il suppliait qu'on ne l'envoyât pas à Prague avec les mains liées, pour y éprouver la douleur de voir passer inutilement devant lui l'occasion de servir et de sauver sa patrie. Il était même allé jusqu'à déclarer que, sans une latitude suffisante, il n'accepterait pas la mission qui lui était destinée. Napoléon, qui avait besoin du nom de M. de Caulaincourt pour couvrir du respect que ce nom inspirait une négociation simulée, lui avait promis des pouvoirs étendus, et l'illustre négociateur, comptant sur cette promesse, s'était soumis à la volonté de son maître.

Ces deux choix, universellement approuvés, produisirent à Prague une impression qui corrigeait quelque peu le mauvais effet de nos éternels retards. Bien qu'on fût au 16 juillet, et qu'il ne restât plus que trente jours pour négocier, tout pouvait être sauvé néanmoins même à cette heure, lorsqu'un fâcheux incident vint fournir à Napoléon le prétexte spécieux qu'il cherchait pour perdre encore du temps. Il y avait à Neumarkt des commissaires des diverses parties belligérantes, réunis en commission permanente pour le règlement quotidien de ce qui concernait l'exécution de l'armistice. Lorsque le commis-

saire français leur avait communiqué la dernière convention qui prolongeait l'armistice du 10 août, avec un délai de six jours entre la dénonciation de l'armistice et le renouvellement des hostilités, ce qui fixait au 17 la malheureuse reprise de cette guerre, les commissaires prussien et russe avaient paru en être informés pour la première fois et être fort étonnés de ce qu'elle statuait. Après en avoir référé au quartier général des alliés, ils avaient reçu du commandant en chef Barclay de Tolly la confirmation de la convention, et en même temps la déclaration que ce ne serait pas le 17 août, mais le 10 que recommenceraient les hostilités. Cette déclaration était aussi étrange qu'imprévue. Selon le sens vrai de la convention, on ne pouvait pas dénoncer l'armistice avant le 10 août, et si effectivement on le dénonçait le 10, il devait s'écouler encore, d'après la première convention et d'après toutes les règles, un délai quelconque entre l'avis donné de la reprise des hostilités et leur reprise effective. Ce délai, fixé à six jours dans la première convention, devait subsister de droit dans la seconde. L'usage, l'intention des parties contractantes, le texte, tout était d'accord pour rendre cette interprétation incontestable. Mais voici ce qui avait amené la méprise qui allait fournir à Napoléon de si funestes prétextes. Les deux souverains de Prusse et de Russie étaient entourés d'esprits tellement ardents, qu'il leur en avait coûté beaucoup d'efforts pour faire agréer le premier armistice, quelque besoin qu'ils en éprouvassent. Ils n'avaient pu refuser le second aux instances de M. de Metternich; toutefois en y consentant ils avaient à peine osé l'avouer, et l'empereur Alexandre, partant pour Trachenberg, où devait avoir lieu une conférence générale des chefs de la coalition, avait dit sans détails au général Barclay de Tolly, qu'il avait consenti à une prolongation d'armistice jusqu'au 10 août, mais qu'il n'accorderait pas un jour de plus. En s'exprimant ainsi et d'une manière générale, l'empereur Alexandre n'avait parlé que du délai principal, et n'avait pas entendu exclure celui de six jours, placé de droit entre l'annonce et le fait même des hostilités. Mais Barclay de Tolly, poussant jusqu'à l'excès l'exactitude et l'observation des formes, n'avait cédé à aucune représentation, et avait déclaré ne pas vouloir prendre sur lui la solution d'une pareille difficulté sans en référer à l'empereur Alexandre lui-même.

Napoléon, en apprenant cette singulière contestation, en éprouva un premier déplaisir, car il s'était demandé si en effet elle ne serait pas sérieuse, et si on ne voudrait pas lui faire perdre les sept jours auxquels il tenait infiniment, car avec l'activité qu'il déployait en ce moment, chaque heure écoulée lui procurait d'importants résultats. Mais à la réflexion, en se rappelant ses discussions avec M. de Metternich, les calculs de temps qu'ils avaient faits ensemble, il n'avait pu conserver aucun doute sur l'interprétation de la seconde convention, et loin de s'inquiéter de l'incident, il avait résolu de s'en servir, et d'en tirer un prétexte nouveau et tout à fait plausible de perdre encore quelques jours; il fit sur-le-champ déclarer par M. de Narbonne à Prague, qu'un étrange incident s'étant élevé à Neumarkt, le sens de la convention en vertu de laquelle on allait se réunir et négocier étant contesté, il n'était ni de sa dignité ni de sa sûreté de traiter avec des gens qui entendaient ainsi leurs engagements, et qu'avant de faire partir M. de Caulaincourt il voulait une explication catégorique au sujet de ce qui venait d'être dit par le général Barclay de Tolly. M. de Narbonne, l'un des deux plénipotentiaires français, étant déjà rendu à Prague, les devoirs de politesse se trouvaient remplis selon lui, et le second plénipotentiaire français pouvait bien ne partir qu'après avoir obtenu l'explication demandée, et l'avoir obtenue pleinement satisfaisante.

Lorsque cette nouvelle difficulté fut connue à Prague, et elle le fut le 18 juillet par une dépêche partie de Dresde le 17, on en ressentit une impression fort vive et fort naturelle. Les deux plénipotentiaires prussien et russe affectèrent d'en être irrités, offensés même, beaucoup plus qu'ils ne l'étaient véritablement. Mais M. de Metternich en fut consterné, et l'empereur François blessé profondément. L'un et l'autre désiraient la paix, telle que nous l'avons définie, bien que l'empereur y crût moins que le ministre, et chaque chance de la conclure évanouie leur causait de sincères regrets. De plus, ils étaient humiliés du rôle qu'on leur faisait jouer. Les ennemis de leur politique de médiation se riaient d'eux, et aimaient à dire que, pour prix de leurs efforts pacifiques, Napoléon ne leur enverrait pas même un négociateur, et que ces inventeurs du congrès de Prague, loin de le conduire à bien, ne pourraient pas même le réunir. Ce fâcheux pronostic des partisans de la guerre semblait près de se réaliser, car déjà sous le plus futile prétexte, parce que la ratification de la seconde convention communiquée officieusement ne l'a-

vait pas été officiellement, Napoléon avait perdu cinq ou six jours; maintenant, sous un prétexte aussi frivole, parce que les commissaires de Neumarkt, simples agents d'exécution, n'ayant aucune autorité morale, élevaient une difficulté d'interprétation sur un texte qui leur était inconnu, on allait perdre quelques jours encore. Et quand on avait vingt jours devant soi, vingt-sept avec le délai contesté, en sacrifier cinq ou six à chaque occasion était un jeu visible et offensant. Le plus grave d'ailleurs, ce n'était pas la perte de temps, car si l'on voulait bien s'entendre, deux jours, n'en restât-il que deux, pouvaient suffire : le plus grave, c'était la disposition que cette manière d'agir révélait chez Napoléon. Puisqu'il se jouait ainsi de ses adversaires et du médiateur, évidemment il ne souhaitait point la paix, et après avoir obtenu le temps qu'il avait si ardemment désiré, et qu'il employait si bien, il ne prenait pas même la peine de dissimuler à quel point il se moquait de ceux dont il avait fait ses dupes — Tel était le langage, malheureusement très-fondé, que les partisans de la guerre tenaient partout, en ayant soin de le rendre blessant et amer pour l'empereur François et son ministre.

M. de Metternich vit M. de Narbonne et se montra à lui profondément affligé. — La nouvelle difficulté que vous venez de soulever, lui dit-il, n'est pas plus sérieuse que la précédente. Nous vous avions annoncé amicalement la ratification expresse de la convention en vertu de laquelle l'armistice est prolongé jusqu'au 16 août; vous ne pouviez donc pas douter de l'exactitude du fait, et ce n'était pas une raison de différer la nomination et l'envoi de vos plénipotentiaires, lorsque ceux des autres parties belligérantes devaient être ici le 12, qu'ils y arrivaient même le 11. Aujourd'hui les commissaires de Neumarkt, qui ne sont rien, qui ont toutes les passions des états-majors, prétendent interpréter un texte qui leur est inconnu, et vous affectez de prendre la chose au sérieux, jusqu'à vous montrer alarmés! Ce ne peut être une alarme bien sincère. Croyez-vous qu'on voudrait malgré nous, et par conséquent sans nous, recommencer les hostilités? le croyez-vous en vérité? Certainement non; dès lors de quoi s'agit-il? D'une difficulté insignifiante, dont vous auriez pu faire le sujet de notre entretien à la première réunion des plénipotentiaires, et sur laquelle vous auriez eu l'avis favorable des deux plénipotentiaires prussien et russe, et en tout cas l'avis décisif du médiateur, dont l'opinion vous était connue d'avance. Ce n'était donc pas la peine de perdre encore quelques jours, quand il nous en reste à peine une vingtaine d'ici au 10 août. Nous ne pouvons voir qu'une chose dans cette conduite, c'est le désir de l'empereur Napoléon de nous mener ainsi, sans avoir rien fait, jusqu'au terme de l'armistice. Mais qu'il ne s'y trompe pas, il ne parviendra pas à faire prolonger d'un jour la suspension d'armes. Aux difficultés que vous rencontrez à Neumarkt, vous devez juger de celles que nous avons eues à vaincre nous-mêmes pour obtenir une première prolongation. Vous n'en obtiendrez pas une seconde, soyez-en sûr. Que l'empereur Napoléon ne se fasse pas illusion sur un point plus important encore. Le terme du 10 août arrivé, il n'y aura plus un mot de paix à dire, et la guerre sera déclarée. Nous ne serons pas neutres, qu'il ne s'en flatte pas. Après avoir employé tous les moyens imaginables pour l'amener à des conditions raisonnables, qu'il connaît bien, que dès le premier jour nous lui avons fait connaître, sur lesquelles nous n'avons pas pu varier, car elles constituent le seul état tolérable pour l'Europe, il ne nous reste plus, s'il les refuse, qu'à devenir belligérants nous-mêmes. Si nous demeurions neutres (comme au fond il le désire), les alliés seraient battus, nous n'en doutons pas; mais après leur tour le nôtre viendrait, et nous l'aurions bien mérité. Nous ne commettrons donc pas cette faute. Aujourd'hui, quoi qu'on puisse vous dire, nous sommes libres. Je vous donne ma parole et celle de mon souverain, que nous n'avons d'engagements avec personne. Mais je vous donne ma parole aussi que le 10 août à minuit nous en aurons avec tout le monde, excepté avec vous, et que le 17 au matin vous aurez trois cent mille Autrichiens de plus sur les bras. Ce n'est pas légèrement, ce n'est pas sans douleur, car il est père et il aime sa fille, que l'empereur mon maître a pris cette résolution; mais il doit à son peuple, à lui-même, à l'Europe, de rendre à tous un état stable, puisqu'il en a le moyen, et que d'ailleurs l'alternative ne serait autre que de tomber quelques jours plus tard sous vos coups, dans une dépendance pire que celle où vous aviez mis la Prusse. Certes nous savons quelle chance on court en voulant combattre, même quand on est fort nombreux, l'empereur Napoléon à la tête des armées françaises; mais après y avoir bien réfléchi, nous préférons cette chance au déshonneur et à l'esclavage. Qu'on ne vienne donc point

après l'événement nous dire que nous vous avons trompés! Jusqu'au 10 août à minuit tout est possible, même à la dernière heure; le 10 août passé, pas un jour, pas un instant de répit, la guerre, la guerre avec tout le monde, même avec nous! — M. de Narbonne, saisi de ce langage, calme, triste et grand, dit à M. de Metternich : Quoi, pas un instant de répit, même si la négociation était commencée! — A une condition seulement, répondit M. de Metternich, c'est que les bases de la paix seraient admises en entier, et qu'il n'y aurait plus à régler que les détails. —

M. de Narbonne, qui avait parfaitement apprécié cette situation, et qui voyait bien qu'il n'y avait plus à jouer avec le temps et avec les hommes, qu'en agissant ainsi on n'abuserait plus personne, et qu'on ne tromperait que soi, écrivit à M. de Bassano qu'il fallait ou se décider à la guerre, à la guerre certaine, universelle avec l'Europe, ou que si on n'avait pas pris ce parti, si on souhaitait la paix, sauf à en modifier les conditions, il fallait négocier sérieusement, et même, ne voulût-on qu'une nouvelle prolongation d'armistice, ne pas paraître se moquer de ceux avec lesquels on traitait. Il demandait donc qu'on fit partir M. de Caulaincourt, car les négociateurs prussien et russe menaçaient tous les jours de se retirer (ce dont ils avaient le droit, puisqu'on était au 20 juillet, et qu'ils attendaient depuis le 11), et s'ils quittaient Prague tout serait fini. A peine obtiendrait-on de la bonne foi des coalisés que l'armistice fût respecté jusqu'au 17 août, et si même on l'obtenait, on ne le devrait qu'à la prudence et à la modération de l'Autriche.

Ces conseils si sages, dictés par la plus parfaite connaissance des choses, n'affectèrent pas beaucoup M. de Bassano, et encore moins Napoléon. Ce dernier toutefois, bien que décidé à la guerre plutôt qu'aux conditions apportées par M. de Bubna, bien que se flattant avec ses nouveaux préparatifs de battre tous les coalisés, l'Autriche fût-elle du nombre, n'était pas indifférent à l'espérance d'une nouvelle prolongation d'armistice, et, à force de la désirer, se faisait l'illusion étrange que peut-être il l'obtiendrait. Il doutait à la vérité d'amener la Prusse et la Russie à cette prolongation, animées comme elles paraissaient l'être; mais il y avait une combinaison meilleure pour lui que celle de retarder les hostilités avec toutes les puissances, c'était, en les laissant commencer avec la Prusse et la Russie, de les différer encore quelques jours avec l'Autriche seule, ce qui lui aurait donné le temps d'accabler les deux premières, puis de se rejeter sur l'Autriche elle-même, *qui aurait son tour*, comme avait très-bien dit M. de Metternich. Pour y réussir il y avait un moyen, c'était en ouvrant la négociation vers la fin de l'armistice, de manière à inspirer quelques espérances à M. de Metternich et à l'empereur François, d'obtenir qu'on négociât en se battant, ce qui était possible, ce qui s'était vu en plus d'une occasion, et ce qui retarderait probablement l'entrée en action de l'Autriche, car tant que ces conditions auraient chance d'être acceptées, il était vraisemblable qu'elle ne voudrait pas se mettre en guerre avec la France. Ainsi, arriver non pas à une nouvelle suspension d'armes qui arrêterait le bras de tout le monde, mais à une négociation continuée durant les hostilités, qui retiendrait quelques jours encore le bras de l'Autriche, était sa pensée actuelle. Mais pour cela il fallait faire quelque chose, et Napoléon, malgré le doute subsistant à Neumarkt, doute qui n'en était pas un pour lui, fit expédier à M. de Narbonne ses pouvoirs et ses instructions qui avaient été retenues jusque-là, avec la faculté accordée aux deux plénipotentiaires français de traiter l'un en l'absence de l'autre. Dès lors on n'était plus fondé à dire que la négociation était suspendue, puisque M. de Narbonne, à lui tout seul, pouvait la commencer, et la conduire même à son terme. Mais bien qu'on appréciât le mérite de M. de Narbonne en Autriche et en Europe, le duc de Vicence (M. de Caulaincourt) passait pour être seul initié à la pensée de Napoléon, et tant qu'il n'arrivait pas à Prague, on était généralement disposé à considérer la négociation comme n'étant pas sérieuse. Sur ce point Napoléon fit répéter que dès que l'énigme de Neumarkt serait éclaircie, il expédierait le duc de Vicence; et pour se donner un motif spécieux d'attacher tant d'importance à ce que disaient les commissaires de Neumarkt, il fit écrire à M. de Metternich que, communiquant par ces commissaires avec les places bloquées de Custrin, de Stettin, de Dantzig, tant pour les correspondances que pour les vivres, il avait besoin d'une explication claire et positive, et ne différait le départ de M. de Vicence que pour être assuré de l'obtenir.

M. de Bassano cherchant sans cesse à se modeler sur son maître, et à imiter sa coupable mais héroïque indifférence au milieu des dangers, écrivait à M. de Narbonne ce qui suit : — Je

vous envoie, lui disait-il, plus de *pouvoirs* que de *puissance*, vous aurez *les mains liées, mais les jambes et la bouche libres, pour vous promener et dîner.* — C'est de ce ton que parlait le ministre de l'Empire français, au moment suprême où se décidait à jamais le sort de son maître et de sa patrie!

Après s'être livré à ces jeux de mots, M. de Bassano permettait à M. de Narbonne de procéder à l'échange des pouvoirs, mais en tenant au mode de négocier sur lequel on avait déjà insisté. En conséquence, il devait offrir l'échange des pouvoirs dans une conférence commune, puis cette formalité remplie, proposer la discussion des matières dans des conférences auxquelles assisteraient tous les plénipotentiaires, sous les yeux du médiateur, qui serait ainsi témoin et partie des négociations, mais non pas leur intermédiaire exclusif. Il devait enfin proposer la rédaction de protocoles qui assureraient l'authenticité des conférences. Si toutes ces questions de forme étaient vidées, ce qui ne pouvait manquer d'être long, M. de Narbonne avait ordre de présenter pour première base de négociation l'*uti possidetis*, c'est-à-dire la conservation de ce que chacun possédait dans l'état présent de la guerre, comme si aucun des événements de 1812 et de 1813 ne s'était accompli.

La seule question de forme devait exiger beaucoup de temps, car sur cette question les coalisés avaient leur parti pris, et insister à ce sujet, c'était s'exposer à dépenser inutilement plusieurs mois, quand on n'avait plus que dix-huit jours. M. de Metternich, en effet, en apprenant que M. de Narbonne avait reçu ses pouvoirs, ne fut que médiocrement consolé de l'absence de M. le duc de Vicence, surtout lorsqu'il sut que M. de Narbonne voulait présenter et échanger ses pouvoirs dans une réunion générale des plénipotentiaires, s'abouchant entre eux sous la présidence du médiateur, mais ne s'astreignant pas à l'accepter pour unique intermédiaire de leurs communications. Ce dernier point, comme on l'a vu, avait acquis beaucoup d'importance, depuis que Napoléon avait clairement indiqué, en faisant choix de M. de Caulaincourt, la pensée de s'entendre directement avec la Russie aux dépens de l'Autriche. A dater de ce moment, la Prusse et la Russie, pour ne pas être soupçonnées d'entrer dans l'intention de Napoléon, surtout pour n'en pas être accusées, affectaient de tenir plus que l'Autriche elle-même à une forme de négociation qui faisait tout passer par l'entremise du médiateur. Aussi MM. de Humboldt et d'Anstett, particulièrement ce dernier, s'étaient-ils hâtés de remettre leurs pouvoirs à M. de Metternich, et ne voulaient-ils les remettre qu'à lui seul. M. de Metternich, tranquille désormais sur la négociation directe entre la Russie et la France, dont il avait voulu se garantir en venant à Prague, aurait acquiescé au désir de la France sur cette question de forme, uniquement pour faire commencer la négociation; mais cela ne dépendait plus de lui, la Russie et la Prusse tenant à ce qu'il fût rassuré plus même qu'il n'avait besoin de l'être. Aussi ne manqua-t-il pas de dire à M. de Narbonne que, quant à lui, il consentirait bien à cet échange de pouvoirs opéré en commun, mais que déjà les plénipotentiaires prussien et russe lui avaient remis directement leurs pouvoirs, s'étaient ainsi légitimés, et que certainement, ne fût-ce que par amour-propre, ils ne voudraient pas revenir sur ce qu'ils avaient fait. Il leur proposa en effet de céder sur ce point, mais il fut refusé, et malgré les autorisations envoyées à M. de Narbonne, la négociation ne fit pas un pas. M. de Metternich en montra de nouveau son chagrin à M. de Narbonne, lui répéta que jusqu'au 10 août le mal ne serait pas irréparable, mais que le 10 à minuit il serait sans remède.

Pendant ces inutiles allées et venues, Napoléon ne conservant plus aucune illusion sur la possibilité d'une négociation séparée avec la Russie, songeait tout au plus à retenir l'Autriche inactive quelques jours après le 17 août, afin d'avoir le temps d'accabler d'abord les Prussiens et les Russes, sauf à battre ensuite, et à leur tour, les Autrichiens eux-mêmes, s'ils étaient assez peu clairvoyants pour se prêter à ce calcul. Quant à la paix il n'y songeait guère, ne voulant à aucun prix abandonner les villes hanséatiques réunies constitutionnellement à l'Empire, renoncer au titre de protecteur de la Confédération du Rhin, porté jusqu'ici avec une sorte d'ostentation, enfin reconstituer la Prusse au lendemain même de sa défection. Chacun de ces sacrifices lui coûtait cruellement; pourtant il n'était pas possible, même après les triomphes de Lutzen et de Bautzen, que la terrible catastrophe de 1812 n'eût pas quelques conséquences, sinon pour la France, au moins pour lui, et il fallait savoir se résigner à payer sa faute par un déplaisir quel qu'il fût. Il aurait dû se trouver heureux après de si grands malheurs de n'être puni que dans son orgueil, et de n'avoir rien à sacrifier que la

France pût regretter véritablement, car, ainsi que nous l'avons déjà dit, et qu'on nous permettra de le redire encore, lorsqu'on lui laissait, outre les Alpes et le Rhin, la Hollande, le Piémont, la Toscane, Rome, à titre de départements français, la Westphalie, la Lombardie, Naples, à titre de principautés de famille, on lui concédait plus que la France ne devait désirer, et qu'elle ne pouvait posséder. Ici se présentent quelques réflexions que nous avons déjà indiquées, mais qu'il faut reproduire plus complétement au moment décisif, pour apprécier sainement les déterminations de Napoléon. Si l'on examine l'une après l'autre ses prétentions territoriales, on reconnaîtra combien il était peu raisonnable d'y tenir. La Hollande elle-même, qui était la moins déraisonnable de toutes, ne pouvait être qu'avec beaucoup de peine rattachée matériellement et moralement à l'Empire. Quand on en avait détaché ce que Napoléon avait pris au roi Louis en 1810, pour le punir de ses résistances, c'est-à-dire ce qui est situé à la gauche du Wahal, lequel est le Rhin véritable et constitue la plus puissante des barrières, on avait acquis tout ce qui était désirable sous le rapport des frontières, restant toujours la grave difficulté morale de morceler un pays aussi homogène que la Hollande, et dont toutes les parties sont faites pour vivre ensemble! Quant à la portion au delà du Wahal, qui s'étend jusqu'au Texel, et comprend Gorcum, Nimègue, Utrecht, Rotterdam, la Haye, Amsterdam, le Texel, c'est-à-dire la grande Hollande, il était impossible de la rattacher à la géographie militaire de la France, et Napoléon, dans ses plus habiles combinaisons pour la défense du territoire, n'avait jamais pu trouver une manière de couvrir le Zuiderzée, et d'établir une frontière solide de Wesel à Groningue. N'ayant pour protéger cette partie de la Hollande que la faible ligne de l'Yssel, il n'avait vu d'autre ressource que les inondations, et les avait ordonnées; or, un pays qu'on ne peut garder qu'en le noyant, il n'est pas seulement inhumain, il est impolitique de songer à le posséder. En ayant dans l'Océan la Rochelle, Brest, Cherbourg, Anvers et Flessingue, Napoléon avait contre l'Angleterre tout ce qu'il pouvait désirer, et ces terrains, moitié îles, moitié continent, qui s'étendent de Nimègue à Groningue, de Berg-op-Zoom au Texel, entre terre et mer, portant une race indépendante, fière, sage, riche, pleine de souvenirs assez glorieux pour ne pas vouloir les confondre avec ceux d'une autre nation, méritaient d'être laissés indépendants entre toutes les puissances de l'Europe, pour continuer à être la voie la plus large et la plus libre du commerce maritime! Quant au Piémont lui-même, était-il bien prudent de chercher à posséder un territoire au delà des Alpes, c'est-à-dire au delà de nos frontières naturelles, devant nous aliéner à jamais les Italiens, comme la possession de la Lombardie n'a cessé de les aliéner à l'Autriche, nous valant des haines au lieu d'influence, et destiné, au premier règne faible, à nous échapper inévitablement? Toutefois, dans un système de grandeur à la façon de Charlemagne, grandeur qui n'est dans les temps modernes qu'un pur anachronisme, car lorsque Charlemagne régnait sur le continent de l'Elbe à l'Èbre, il embrassait dans ses vastes États des pays à moitié sauvages, n'ayant encore aucune existence historique; dans un tel système, on peut concevoir l'addition de la Hollande, qui est une sorte d'appendice maritime de notre territoire, comme le Piémont en est une sorte d'appendice continental, utile à qui veut descendre souvent des Alpes; mais même dans ce système déjà faux, que faire de la Toscane et de Rome? Que faire de l'Illyrie, de Hambourg, de Lubeck? Ce n'était plus qu'un entraînement de conquêtes insensées, sans plan et sans limites, pouvant durer la vie d'un conquérant tel qu'Attila ou Alexandre, mais devant à sa mort donner lieu à un partage de territoires entre ses lieutenants ou ses voisins! Avec un tel système qui, ne reposant sur aucun principe politique, ne pouvait avoir aucune limite territoriale, dans lequel on pouvait tout faire entrer sauf à ne rien garder, il n'était pas possible de dire que l'empire de Napoléon fût véritablement moins grand parce que Hambourg ou Lubeck n'y seraient pas compris. Napoléon était tout autant Charlemagne sans ces villes qu'avec elles, car celui qui, outre Bruxelles, Anvers, Flessingue, Cologne, Mayence, Strasbourg, avait encore Utrecht, Amsterdam, le Texel, Turin, Florence, Rome, sans compter Cassel, Milan, Naples, était aussi grand, plus grand même que Charlemagne, de cette grandeur fabuleuse qui avait au neuvième siècle sa raison d'être, qui ne l'avait plus au dix-neuvième, et qui après son Charlemagne aurait eu inévitablement son Louis le Débonnaire. On ne comprend pas que le principal de cette grandeur chimérique étant accordé à Napoléon, il la compromit pour Hambourg, pour Lubeck, ou pour un vain titre comme celui de

protecteur de la Confédération du Rhin! Sans doute si l'honneur des armes eût été compromis, on conçoit qu'il ne voulût pas céder, car il vaut mieux perdre des provinces que l'honneur des armes! Cela vaut mieux pour la dignité et la sûreté d'un vaste empire; mais après Lutzen, mais après Bautzen, où des enfants avaient vengé le malheur de nos vieux soldats, l'honneur des armes était sauf; la vraie grandeur, et même la grandeur exagérée et inutile l'était aussi; il ne restait en souffrance que l'orgueil! Et à ce sentiment si personnel, il est triste de le dire, Napoléon était prêt à sacrifier non-seulement la solide grandeur de la France, celle qu'elle avait conquise sans lui pendant la révolution, mais cette grandeur factice, fabuleuse, qu'il y avait ajoutée par ses prodigieux exploits! Il allait sacrifier à ce sentiment sa femme, son fils et lui-même!

Toutefois ces questions agitaient profondément Napoléon, et si avec la faculté de se distraire par mille travaux de tout genre, faculté dont il était doué au plus haut degré, il arrivait à se donner un visage serein, si même, tout plein de ses vastes et profondes conceptions militaires, il parvenait à se donner confiance, il était parfois troublé et pensait sans cesse au grave sujet que nous venons d'exposer. Toujours en course autour de Dresde, faisant, avec son embonpoint qui commençait à être importun, des excursions de trente et quarante lieues par jour, dont la moitié à cheval, allant étudier le long des frontières de la Bohême les champs de bataille qui devaient bientôt se couvrir de sang, y amenant ses généraux avec lui, quelquefois les y envoyant sans lui pour les obliger à étudier le terrain, il emportait dans sa tête les mêmes pensées, et, soit en route, soit de retour à Dresde, il en conférait avec les personnages de toute profession qui le suivaient dans ses campagnes. Absolu par son pouvoir, il était par sa clairvoyance dépendant des esprits qui l'entouraient, car il lui était impossible de voir la désapprobation sur les visages sans éprouver le besoin de la combattre, de la dissiper, de la vaincre, et il avait souvent fort à faire. Si on était en effet bien soumis, bien appliqué à lui plaire, le sentiment du danger déliait les langues chez les plus courageux, attristait au moins les visages chez les plus timides!

Chacun suivant son état, militaire ou civil, apercevant de la situation ce qui le concernait, révélait les dangers qui le frappaient plus particulièrement. Les militaires qui avaient jugé excellente la position de l'Elbe, quand on n'avait affaire qu'aux Prussiens et aux Russes, étaient effrayés, depuis qu'il s'agissait des Autrichiens eux-mêmes, de se trouver sur l'Elbe avec la possibilité d'être tournés par ces derniers du côté de la Bohême, et d'avoir ainsi l'ennemi sur nos derrières, entre nous et la Thuringe. Les politiques voyaient clairement l'Autriche entraînée par l'esprit public de l'Allemagne, et sollicitée par son propre intérêt, prête à imiter la Prusse, et à compléter dès lors l'union de tous les États contre nous; et ils nous voyaient réduits à lutter contre l'Europe, exaltée par la haine, avec la France abattue par la fatigue! Aussi les uns et les autres étaient-ils d'avis d'admettre la médiation et ses conditions, quelles qu'elles fussent, en les supposant même beaucoup moins avantageuses qu'elles ne l'étaient réellement. Sans doute ils n'eussent voulu à aucun prix qu'on acceptât la France privée de ses frontières naturelles, mais si on leur avait dit qu'elle aurait, directement ou indirectement, Mayence, Cologne, Anvers, Flessingue, Amsterdam, le Texel, Cassel, Turin, Milan, Florence, Rome, Naples, ils auraient à genoux supplié Napoléon d'accepter. Mais on leur laissait ignorer le véritable état des choses; on parlait vaguement devant eux de sacrifices contraires à l'honneur, et sans savoir précisément ce qui en était, ils supposaient néanmoins que la France était encore assez redoutée pour qu'on n'osât pas lui offrir moins que ses frontières naturelles, et dans cette supposition, bien inférieure pourtant à la réalité, ils préféraient des sacrifices d'amour-propre au danger d'une lutte effroyable contre une coalition formée de toute l'Europe.

Politiques et militaires parlaient entre eux de ce sujet, ou dans leurs bivacs, ou dans les antichambres de Napoléon, se taisaient quand il survenait, et quelquefois même ne s'interrompaient qu'à demi, pour lui fournir l'occasion de reprendre l'entretien s'il daignait le continuer avec eux, ce que rarement il négligeait de faire. Avec les militaires, les réponses ne lui manquaient pas, car s'ils avaient raison en signalant la hardiesse de notre situation sur l'Elbe, où l'on pouvait être tourné par la Bohême en cas de guerre avec l'Autriche, ils avaient tort, ainsi que le faisaient plusieurs d'entre eux, de lui proposer la ligne de la Saale, ligne très-courte, n'embrassant que l'espace compris de Hof à Magdebourg, facile à forcer sur tous les points, et exposée à être tournée par la Bavière, comme celle de l'Elbe par la Bohême. On eût été, en adoptant cette

ligne, rejeté en huit jours sur le Rhin, et il eût été étrangement inconséquent d'abandonner dans les combats ce qu'on s'obstinait à défendre témérairement dans les négociations. Il n'y avait pas de milieu, ou il fallait renoncer tout de suite à l'Allemagne, et accepter les conditions de M. de Metternich, ou, si on la disputait diplomatiquement, il fallait aussi la disputer militairement, et on ne le pouvait que sur l'Elbe. Or, placé à Dresde, ayant à sa droite Kœnigsberg, à sa gauche Torgau, Wittenberg, Magdebourg, Hambourg, pouvant, comme il le fit bientôt à Dresde, accabler ceux qui essayeraient de le tourner, Napoléon avait encore d'immenses chances pour lui. Restait, il est vrai, le danger de se battre si loin du Rhin contre l'Europe entière, et, si un de ses lieutenants était faible ou maladroit sur la vaste ligne de Kœnigstein à Hambourg, de se trouver en l'air au milieu de l'Allemagne soulevée; mais alors il fallait avoir le bon sens de reconnaître, et le courage de dire que la faute de Napoléon était politique, et lui conseiller d'abandonner l'Allemagne, ce qui était la certitude d'une paix immédiate et glorieuse. Faute de poser ainsi la question, on se donnait tort contre Napoléon; car à vouloir garder l'Allemagne, il est bien vrai qu'on ne pouvait la défendre que sur l'Elbe. Aussi, dans leurs nombreux entretiens, le prince Berthier, les maréchaux Soult, Ney, Mortier, n'osant pas soutenir résolûment qu'il fallait rentrer sur le Rhin, s'exposaient à être réfutés victorieusement en proposant des lignes intermédiaires entre l'Elbe et le Rhin, étaient battus par la logique pressante de Napoléon, et se taisaient, en conservant cependant le sentiment d'un grand péril, car c'était un grand péril en effet que de se battre avec l'Europe, non sur le Rhin pour la défense légitime de notre sol, mais sur l'Elbe pour la pensée usurpatrice de la domination universelle. Les choses se passaient autrement lorsqu'il s'agissait de la question, toute politique, de la paix et de la guerre. Là Napoléon sentait bien qu'il avait tort, car il n'avait pas une bonne raison à faire valoir. Il ne disait pas la vérité, parlait vaguement de sacrifices, qui, d'abord modérés en apparence, deviendraient bientôt, s'il cédait, immodérés et inadmissibles, et laissait entendre, sans l'exprimer cependant, que l'Autriche osait lui redemander jusqu'à l'Italie. Alors il s'échauffait, parlait de l'honneur de l'Empire, et s'écriait qu'il valait mieux périr que de supporter de semblables conditions, surtout de la part de l'Autriche, qui, après lui avoir donné une archiduchesse en mariage, après avoir accepté son alliance en 1812, profitait du premier revers pour se tourner contre lui, comme si une pareille conduite, en supposant qu'elle fût telle que la dépeignait Napoléon, eût été bien criminelle de la part d'une puissance qui, longtemps battue et dépouillée d'une grande partie de ses États, saisissait l'occasion d'en recouvrer ce qu'elle pouvait, surtout contre un conquérant sans modération et sans mesure ! — Ses contradicteurs ignorant le secret des négociations, supposant toujours qu'il s'agissait de sacrifices bien plus considérables que ceux qu'on nous demandait véritablement, accordant qu'il était désagréable de céder, surtout à des gens qui nous dressaient en quelque sorte un guet-apens, se rejetaient sur le besoin urgent de la paix, et avaient là des avantages incontestables. Napoléon avait rencontré pour apôtre constant de la paix M. de Caulaincourt, qui le suppliait sans relâche de ne pas s'obstiner contre l'orage, et de passer par-dessus un déplaisir momentané pour sauver la France, l'armée, lui et son fils. Dans cette courageuse et civique tâche, M. de Caulaincourt était infatigable, et recommençait sans cesse avec une admirable persévérance. M. de Caulaincourt avait trouvé un singulier auxiliaire dans le duc d'Otrante, M. Fouché, qui, bien que cherchant à reconquérir la faveur impériale perdue, n'hésitait pas, inspiré par son bon sens et peut-être aussi par le danger que la chute de l'Empire devait faire courir à tous les hommes de la révolution, n'hésitait pas à soutenir hardiment qu'il fallait conclure la paix. Il ne s'agissait point, selon M. Fouché, de savoir laquelle ; c'était le secret des plénipotentiaires que Napoléon avait chargés de cette tâche; mais après Lutzen et Bautzen, en s'en rapportant à une sorte de notoriété publique, en songeant à la crainte que la France n'avait pas cessé d'inspirer, on ne pouvait pas douter, disait-il, que les conditions ne fussent encore très-belles; et si, comme tout le faisait présumer, on concédait à la France au delà du Rhin et des Alpes, on lui concédait plus qu'il ne lui fallait, plus qu'elle ne désirait. On devait donc, sauf les détails, signer la paix qui nous était offerte; car l'Europe était exaspérée, et la France épuisée commençait à partager l'exaspération de l'Europe contre un système qui ne laissait pas plus de bien-être au vainqueur qu'au vaincu. — Dans l'une de ces conversations, à laquelle avaient été présents M. Daru, M. de Caulaincourt,

M. de Bassano, même le roi de Saxe, M. Fouché se permit de dire à Napoléon que s'il ne donnait pas tout de suite la paix, il deviendrait bientôt odieux à la France, et qu'il y aurait danger non-seulement pour lui, mais pour son fils, pour sa dynastie ; que s'il ne saisissait pas cette dernière occasion de déposer les armes, il serait perdu ; que la France venait par honneur de faire un dernier effort, parce qu'elle ne voulait pas se retirer battue de son grand duel avec l'Europe, mais qu'après les victoires de Lutzen et de Bautzen elle considérait son honneur comme dégagé, et qu'à la seule condition de conserver le Rhin et les Alpes, que personne ne lui contestait plus, pas même l'Angleterre, elle se tiendrait pour satisfaite ; mais que si, malgré la possibilité évidente de signer une telle paix, on persistait à continuer la guerre, elle se regarderait comme sacrifiée à un système personnel à Napoléon, système insensé, qu'elle détestait autant que l'Europe elle-même, car elle en souffrait tout autant.

Ces hardies propositions causèrent à Napoléon une irritation extrême, et il ne sut répondre qu'en disant qu'on ignorait le secret des négociations, que les puissances belligérantes lui demandaient des choses inadmissibles ; que s'il les concédait, l'Europe le regarderait comme tellement affaibli, que bientôt elle exigerait tout ce qu'il ne pouvait pas accorder, et ce que personne parmi ses contradicteurs ne voudrait accorder ; qu'il fallait, pour garder le nécessaire, défendre même le superflu, se montrer indomptable, se résigner à livrer une ou deux batailles de plus, pour conserver une grandeur acquise par vingt années de sang versé, et savoir braver la guerre quelques jours encore pour avoir une vraie, une solide paix. En un mot dans cette conversation, comme dans toutes celles qu'il eut sur ce sujet, son art consistait, en cachant toujours les faits véritables, en laissant toujours ignorer qu'il ne s'agissait en réalité que de Hambourg et du protectorat de la Confédération du Rhin, son art consistait à soutenir que c'était tout ou rien, qu'il fallait tout défendre ou tout céder, et comme personne ne voulait tout céder, la conclusion était, selon lui, qu'il fallait tout défendre. Sa force d'esprit et de langage parvenait bien à embarrasser ses interlocuteurs, qui d'ailleurs, ignorant l'état des négociations, ne pouvaient pas lui répondre, mais elle ne parvenait pas à les convaincre, et les laissait terrifiés de la fatale résolution qui perçait dans son attitude et ses discours. Ils admiraient quelquefois son indomptable caractère en détestant son orgueil funeste, et s'en allaient silencieux, mécontents, la plupart du temps désolés. Un seul d'entre eux, ne paraissant pas se douter du péril, affirmait que le génie de l'Empereur était inépuisable en ressources, qu'il triompherait de tous ses ennemis, et retrouverait plus grande, ou aussi grande que jamais, sa puissance de 1810 et de 1811. Cet interlocuteur, on le devine, était M. de Bassano, et il était le moins excusable, car seul il savait le secret des choses, seul il savait que c'était pour Hambourg et le titre de protecteur de la Confédération du Rhin qu'on s'exposait à tout perdre. Il faut dire néanmoins, pour réduire à ce qu'elle doit être sa responsabilité, qui autrement serait si lourde, qu'il influait peu sur les résolutions de Napoléon, lequel ne semblait même pas touché de ses magnifiques pronostics, et qu'il parvenait uniquement à exciter chez M. de Caulaincourt des signes d'impatience peu flatteurs et peu dissimulés.

Ce n'est pas seulement à Dresde que Napoléon avait rencontré ces contradictions, atténuées du reste par la soumission du temps, c'était à Paris même. Le ministre de la police, duc de Rovigo, entendant plus que tout autre le retentissement de l'opinion publique, et ne craignant pas les accès d'humeur de Napoléon, auxquels il s'était habitué en n'y prenant pas garde, avait plusieurs fois osé lui écrire ce qu'aucun de ses ministres n'osait lui dire, c'est que la paix était urgente, indispensable, qu'il ne fallait pas attendre de la France fatiguée un nouvel effort, semblable à celui qu'elle venait de faire ; c'est que tous les ennemis du gouvernement jusque-là découragés, dispersés, reprenaient le courage avec l'espérance ; c'est que les révolutionnaires, longtemps accablés sous les souvenirs de quatre-vingt-treize, les Bourbons, longtemps et complétement oubliés, essayaient de se produire de nouveau, que ces derniers même répandaient des manifestes qu'on lisait sans colère et avec une certaine curiosité. Toutes ces assertions étaient vraies, et il était constant que l'idée d'un autre gouvernement que celui de Napoléon, idée qui depuis quatorze ans ne s'était présentée à l'esprit de personne, pas même au retour de Moscou, commençait, la situation se prolongeant, à pénétrer dans l'esprit de beaucoup de gens, et allait devenir générale si la guerre continuait ; que de même qu'on avait en 1799 cherché auprès du général Bonaparte un refuge contre l'anarchie, on irait bientôt chercher auprès des Bourbons

un refuge contre la guerre perpétuelle. C'est tout cela que plus ou moins clairement, plus ou moins adroitement, le ministre de la police, duc de Rovigo, avait essayé de faire entendre à Napoléon avec une hardiesse honorable, mais qui eût été plus méritoire et plus utile, si Napoléon avait attaché plus d'importance à ce qui venait de lui. Le prince Cambacérès ne se serait pas hasardé à en dire autant, bien qu'il en pensât davantage, parce que de sa part Napoléon eût pris la chose plus sérieusement, dès lors moins patiemment. Fatigué pourtant des lettres du duc de Rovigo, Napoléon chargea le prince Cambacérès de lui dire qu'elles l'importunaient, qu'en montrant tant d'amour pour la paix, on lui nuisait plus qu'on ne le servait ; que l'on contribuait à rendre les ennemis plus exigeants, en accréditant l'idée que la France ne pouvait plus faire la guerre ; que lui, Napoléon, savait seul comment il fallait s'y prendre pour donner la paix à la France avec sûreté et avec honneur ; que le duc de Rovigo, en se mêlant de cette affaire, se mêlait de ce qu'il ignorait, bref qu'il eût à se taire, car de pareilles indiscrétions ne seraient pas souffertes plus longtemps.

Cette dure réprimande n'était pas de nature à effrayer ni à décourager le duc de Rovigo, car il ne prenait pas plus au sérieux les colères de Napoléon, que Napoléon ne prenait au sérieux sa politique, et il devait bientôt se permettre une autre tentative, pas plus heureuse il est vrai, mais qui prouve à quel point le besoin de la paix était universellement senti, puisqu'il perçait à travers ce despotisme qui enveloppait alors la France entière, et pesait si lourdement sur elle.

Napoléon, après avoir fermé la bouche au duc de Rovigo, donna un emploi au duc d'Otrante. Il en avait déjà trouvé un en Espagne pour le maréchal Soult, et il en trouva un pour le duc d'Otrante par suite d'un accident aussi triste que singulier. L'infortuné Junot, depuis la blessure qu'il avait en Portugal reçue à la tête, n'avait jamais recouvré ses facultés physiques et morales. Dans la campagne de Russie, on ne lui avait pas vu son ardeur accoutumée, bien qu'il eût été moins blâmable qu'on ne l'avait prétendu, et il avait essuyé de Napoléon des reproches qui avaient achevé d'altérer sa raison. Envoyé à Laybach comme gouverneur de l'Illyrie, il y avait donné tout à coup des signes de folie, au point qu'il avait fallu le saisir de force et le transporter en Bourgogne, son pays natal, où il était mort. Napoléon nomma M. Fouché gouverneur de l'Illyrie, poste peu assorti à la grande situation de cet ancien ministre, mais que celui-ci accepta, parce qu'il regardait comme bonne toute manière de rentrer en fonctions. Il devait voir en passant à Prague M. de Metternich, et profiter d'anciennes relations pour soutenir auprès de ce diplomate les prétentions de la France. Le moyen était petit par rapport à l'objet, et ne pouvait compenser le mauvais effet qu'allait produire en Autriche une nomination qui prouvait de notre part peu de disposition à renoncer à l'Illyrie.

Napoléon, inébranlable quoique parfois agité, persista dans sa manière de négocier, laquelle, comme on l'a vu, consistait à gagner du temps, soit pour obtenir, s'il était possible, une nouvelle prolongation d'armistice, soit au moins pour différer de quelques semaines l'entrée en action de l'Autriche, soit aussi pour rompre le congrès sur une question de forme, et n'avoir pas à dire à l'Europe, surtout à la France, que c'était pour Hambourg et le protectorat du Rhin qu'on refusait la paix. Afin de réussir dans cette tactique, il fit concourir avec l'ouverture des négociations un second voyage qu'il avait résolu d'exécuter à la fin de juillet pour aller voir l'Impératrice à Mayence, et qui ne pouvait qu'apporter de nouvelles entraves à la marche des négociations. Il avait en effet assigné à Marie-Louise un rendez-vous à Mayence vers le 26 juillet, afin d'y demeurer quelques jours avec elle, et surtout afin d'y passer en revue les divisions destinées à former les corps des maréchaux Saint-Cyr et Augereau. Il laissa en partant des pouvoirs pour M. de Caulaincourt, qui devait se rendre à Prague dès qu'on aurait reçu des commissaires réunis à Neumarkt une réponse satisfaisante relativement au terme précis de l'armistice ; à ces pouvoirs il ajouta des instructions, concertées avec M. de Bassano, pour que M. de Caulaincourt, une fois à Prague, pût y employer d'une manière spécieuse les six à huit jours qui allaient s'écouler pendant le voyage projeté sur le Rhin.

On était au 24 juillet, et on ne supposait pas que la réponse de Neumarkt pût arriver avant le 25 ou le 26. M. de Caulaincourt devait se mettre en route le lendemain, perdre un jour ou deux à lier connaissance avec les plénipotentiaires, puis consacrer cinq ou six jours à discuter sur la remise des pouvoirs, et sur la forme des conférences. Si, dans son zèle pacifique, M. de Caulaincourt devenait pressant, et deman-

dait à M. de Bassano l'autorisation de passer outre, M. de Bassano devait lui permettre de faire quelques concessions relativement à l'échange des pouvoirs et à la forme des négociations, mais en lui défendant expressément d'aborder le fond des choses. Il serait aisé de gagner ainsi jusqu'au 3 ou 4 août, jour probable du retour de Napoléon à Dresde, et alors il tracerait lui-même la conduite qu'on devrait tenir ultérieurement.

Après avoir arrêté d'après ces données les instructions de M. de Caulaincourt, Napoléon fit ses dispositions pour partir le 24 juillet au soir. Il expédia en même temps quelques ordres relatifs à l'armée. Les deux mois perdus pour les négociations ne l'avaient pas été, comme on le pense bien, pour les préparatifs militaires. L'infanterie bien campée, bien nourrie, bien exercée, avait singulièrement gagné sous tous les rapports, et particulièrement sous celui de la force numérique. La cavalerie avait complétement changé d'aspect; elle était nombreuse et assez bien montée. Les jeunes chevaux, presque tous blessés à l'entrée en campagne, étaient en meilleur état. Nos cavaliers, si prompts à se former, savaient déjà se servir de leurs montures et les soigner. Napoléon avait, outre la cavalerie légère attachée à chaque armée, quatre beaux corps de cavalerie de réserve sous les généraux Latour-Maubourg, Sébastiani, de Padoue, de Valmy. La garde, formée à cinq divisions d'infanterie, comprenait en outre douze mille cavaliers avec deux cents bouches à feu bien servies. Quinze cents gardes d'honneur sous le général Dejean étaient arrivés à Dresde. Cette brave jeunesse, qui n'était pas d'abord partie dans de très-bonnes dispositions, parvenue maintenant en ligne, n'aspirait qu'à s'illustrer sous les yeux de la grande armée. Le corps du général Vandamme, que Napoléon avait vu à Magdebourg, composé d'hommes jeunes, mais de vieux cadres revenus de Moscou, était fort beau. Les quatre divisions organisées à Mayence, et destinées à venir par Wurzbourg, Hof, Freyberg, Dresde, s'établir à Kœnigstein, s'acheminaient vers ce point, et présentaient un aspect satisfaisant, quoique remplies de jeunes soldats comme tout le reste de l'armée. Les approvisionnements, commandés de toutes parts, arrivaient par l'Elbe à Dresde, où plus de cinquante mille quintaux de grains et farines étaient actuellement réunis. Grâce à l'activité du maréchal Davoust, les défenses de Hambourg étaient pour ainsi dire sorties de dessous terre. Elles portaient déjà deux cents bouches à feu en batterie, et allaient bientôt en recevoir trois cents. Tout s'achevait donc suivant les vues de Napoléon, et le progrès de ses desseins ne le disposait guère à la paix, ce qui autorisait M. de Bassano à répéter partout que les forces de l'Empereur étaient immenses et son génie toujours plus grand, que l'Europe en devait trembler, et que ce n'était pas au plus fort à faire des sacrifices au plus faible.

Napoléon cherchant à répandre un peu d'animation dans ses camps, où ses jeunes troupes, sauf les heures consacrées aux manœuvres, avaient été oisives pendant deux mois, imagina pour les occuper un genre d'exercice à la fois attrayant et utile. Il avait ordonné de les faire tirer à la cible, et pour les intéresser davantage à cet exercice si important, il voulut qu'on leur distribuât des prix proportionnés à leur adresse. Les meilleurs tireurs de chaque compagnie, au nombre de six, devaient recevoir un prix de quatre francs, puis se réunir à tous ceux du même bataillon, se mesurer ensemble, et concourir pour un nouveau prix triple du précédent. Ceux des bataillons devaient se réunir par régiments, ceux des régiments par divisions, ceux des divisions par corps d'armée, et concourir de nouveau pour des prix successivement plus élevés, de telle façon que les meilleurs tireurs d'un corps d'armée pouvaient remporter des prix qui allaient jusqu'à cent francs. Tous ces prix représentaient une dépense d'une centaine de mille francs, ce qui était peu de chose, et avait, outre l'avantage inappréciable d'améliorer le tir, celui d'occuper, d'amuser les hommes, de leur fournir l'occasion et le moyen de régaler leurs camarades. Napoléon fit aussi payer la solde aux officiers pour qu'ils pussent jouir des quelques jours de repos qui leur restaient, et qui, pour le plus grand nombre, étaient, hélas! les derniers de leur vie! La fête de Napoléon approchait, puisqu'elle se célébrait le 15 août. Il voulut que la célébration en fût fixée au 10, afin que les hostilités étant reprises le 17, les réjouissances ne fussent pas trop voisines des nouvelles scènes de carnage qu'il prévoyait. Ce jour du 10 il devait y avoir dans tous les camps des repas à ses frais et en son honneur. Les officiers devaient dîner chez les maréchaux, les soldats entre eux sur des tables servies en plein air. Le vin devait être prodigué, et bu soit à la santé de Napoléon, soit au triomphe des armes de la France. Ainsi Napoléon cherchait on quel-

que sorte à égayer la guerre, et à mêler les jeux à la mort! Le 24 juillet il partit pour Mayence, laissant derrière lui toutes choses invariablement prévues et arrêtées.

Le 26, les commissaires de Neumarkt répondirent enfin d'une manière satisfaisante, relativement au jour précis des futures hostilités, et il fut reconnu, après en avoir conféré avec l'empereur Alexandre, surtout après de vives observations de M. de Metternich, que le général en chef Barclay de Tolly avait mal compris les paroles de son maître, et que si l'armistice pouvait être dénoncé le 10 août, il n'expirerait cependant que le 16, ce qui remettait au 17 la reprise des hostilités. Ce malentendu, comme on l'a vu, venait du peu de clarté que l'empereur Alexandre avait mis à faire connaître une concession dont il était embarrassé devant les partisans impatients de la guerre, et du peu de penchant de ces derniers à interpréter les stipulations douteuses dans le sens de la paix. L'empereur Alexandre se trouvait alors à Trachenberg, petite ville de Silésie, où il s'était rendu de Reichenbach avec le roi de Prusse et la plupart des généraux de la coalition, pour conférer avec le prince de Suède sur le plan des opérations futures. Cette réunion, fort désirée des deux souverains qui voulaient enchaîner définitivement l'ancien maréchal Bernadotte à leur cause, et terminer ses longues hésitations, était loin de plaire aux officiers russes et allemands, notamment à ces derniers. On parlait de conférer au prince royal un commandement important; on lui préparait sur sa route des honneurs extraordinaires, afin de le toucher par l'endroit, si sensible chez lui, de la vanité. Ces empressements pour un homme qui n'avait aux yeux des Allemands et des Russes d'autre mérite que d'être général français, et qui était loin de compter parmi les premiers, excitaient au plus haut degré la jalousie nationale des états-majors alliés. Leurs monarques, disaient-ils, voulaient donc déclarer qu'un général français, même médiocre, valait mieux que tous les généraux de la coalition, et que c'était un titre d'honneur de porter les armes contre son pays. La perspective d'être placés sous ses ordres leur était souverainement désagréable.

Malheureusement on s'entretenait aussi d'un autre général français, celui-là grand homme de guerre, doué de véritables vertus civiques et guerrières, et non pas, comme Bernadotte, gratifié d'une couronne royale pour prix de médiocres services, mais de l'exil pour prix de services immenses, et qui, vaincu par l'ennui, le désœuvrement, l'irritation que lui inspirait un rival heureux, l'horreur que lui avait fait éprouver la campagne de Moscou, s'était laissé persuader de quitter l'Amérique pour l'Europe. Ce général était l'illustre Moreau. Il était venu à Stockholm, attiré dans cette capitale par Bernadotte, qui semblait pressé de se procurer des imitateurs. Entouré là des plus funestes conseils, agité, combattu, malheureux, se demandant s'il faisait bien ou mal, il marchait sans s'en apercevoir à un abîme, dominé par des sentiments confus qu'il croyait honnêtes, parce que, sous l'indignation sincère qu'il éprouvait, il ne voyait pas la part que la haine et l'oisiveté avaient à sa conduite. On se préoccupait beaucoup de cette arrivée, et on disait le général Moreau destiné à devenir le conseiller de l'empereur Alexandre. C'était une nouvelle cause de déplaisir pour les militaires russes et allemands qui, avec un redoublement de jalousie, demandaient si leurs souverains croyaient donc que pour vaincre les généraux français il n'y avait de suffisants que les généraux français eux-mêmes?

Quoi qu'il en soit, l'ancien maréchal Bernadotte était venu à Trachenberg, voyageant, non pas comme les souverains de Russie et de Prusse, avec une extrême simplicité, mais avec un faste éblouissant, comme un monarque parcourant ses États dans une occasion solennelle. Ayant passé en revue quelques-unes de ses troupes, qui déjà profitaient de l'armistice pour se rendre en Prusse, il avait paru près de Stettin, où se trouvait une garnison française. Sa tête inflammable commençait à se persuader que Napoléon, odieux à l'Europe, à charge à la France, ne pourrait bientôt plus régner; que les Bourbons, longtemps oubliés, ne pourraient pas être remis sous les yeux de la génération présente; que dès lors ce serait à lui à remplacer Napoléon sur le trône de France. L'insensé, dans son orgueil, ne voyait pas qu'après la gloire, la tradition antique aurait seule de l'empire sur les esprits, et que la médiocrité souillée du sang français n'était pas appelée à succéder au génie malheureux. Tandis qu'il se montrait à cheval sous les murs de Stettin, à la vue de la garnison française, des coups de feu partirent sans qu'on pût savoir qui les avait tirés. Des officiers de Bernadotte vinrent se plaindre au brave général Dufresse, commandant de la place, de cette violation de l'armistice. — Ce n'est rien, répon-

dit ironiquement le général; la grand'garde a aperçu un déserteur et a tiré dessus!

Conduit à Trachenberg de relais en relais, au milieu d'escortes nombreuses et d'un cortége magnifique, le prince de Suède y reçut de l'empereur Alexandre et du roi de Prusse un accueil extraordinaire, comme s'il leur eût apporté le génie de Napoléon ou du grand Frédéric. C'était moins à ses talents du reste qu'aux craintes qu'on avait conçues sur sa fidélité, et au désir de montrer un lieutenant de Napoléon, fatigué de sa domination jusqu'à tourner ses armes contre lui, qu'il devait ces empressements affectés. Si, à la qualité de Français et de lieutenant de Napoléon, il avait joint celle de son propre frère, les hommages eussent été plus excessifs encore, car on aurait trouvé sa défection plus significative. Jusqu'au jour où l'on avait rompu avec le Danemark, et où l'on avait définitivement adjugé la Norwége à la Suède, le nouveau Suédois avait tour à tour promis, hésité, menacé même; mais enfin il venait de prendre son parti, et de mettre en mouvement vingt-cinq mille Suédois. Pour prix de ce contingent, d'ailleurs excellent, car il n'y avait pas de plus braves soldats, animés de meilleurs sentiments que les Suédois, il affichait d'étranges prétentions. Il aurait voulu être généralissime, ou du moins commander toutes les armées que ne commandaient point en personne les deux souverains eux-mêmes. On lui avait résisté doucement, et peu à peu on l'avait ramené à de moindres exigences, par la raison toute simple des emplacements qui ne permettaient pas aux diverses armées d'opérer très-près les unes des autres, et d'être réunies dès lors sous l'autorité d'un seul chef. Après des débats qui avaient duré du 9 au 13 juillet, on avait arrêté le plan de campagne suivant, fondé sur la coopération des Autrichiens, car bien qu'on eût chargé ceux-ci de négocier pour tout le monde, la conviction généralement répandue que Napoléon n'accepterait pas leur système de pacification, faisait considérer leurs troupes rassemblées en Bohême, en Bavière, en Styrie, comme inévitablement destinées à coopérer avec les armées russe et prussienne.

Appréciant le danger de se mesurer avec Napoléon, on s'était proposé de l'accabler par la masse des forces, et on ne désespérait pas en effet de réunir huit cent mille soldats, dont cinq cent mille en première ligne, agissant concentriquement sur Dresde. Trois grandes armées actives étaient chargées d'expulser Napoléon de cette position de Dresde, où l'on avait discerné qu'il voulait établir le centre de ses opérations. Une première armée de 250 mille hommes, formée en Bohême avec 130 mille Autrichiens et avec 120 mille Prussiens et Russes, placée pour flatter l'Autriche sous le commandement d'un général autrichien, devait opérer par la Bohême sur le flanc de Napoléon. Une seconde de 120 mille hommes, placée sous le général Blucher en Silésie, et composée en nombre égal de Prussiens et de Russes, devait par Liegnitz et Bautzen marcher droit sur Dresde, tandis qu'une troisième de 130 mille, confiée au prince de Suède, composée de Suédois, de Prussiens, de Russes, d'Allemands, d'Anglais, se dirigerait de Berlin sur Magdebourg. Il était convenu que ces trois armées marcheraient prudemment, éviteraient les rencontres directes avec Napoléon, rétrograderaient quand il avancerait, pour tomber sur celui de ses lieutenants qu'il aurait laissé sur ses flancs ou ses derrières, recuLeraient de nouveau quand il viendrait au secours du lieutenant menacé, se jetteraient aussitôt sur un autre, s'attacheraient ainsi à l'épuiser, et quand elles le jugeraient assez affaibli, profiteraient d'un moment favorable pour l'aborder lui-même, et l'étouffer dans les cent bras de la coalition. Si malgré la recommandation adressée à tous les chefs de ne commettre aucune témérité, d'être prudent avec Napoléon et hardi avec ses lieutenants, on se faisait battre, on devait ne pas se décourager, car il restait en réserve trois cent mille hommes prêts à recruter l'armée active, et à la rendre indestructible en la renouvelant sans cesse. On était résolu en un mot à vaincre ou à mourir jusqu'au dernier. La Prusse avait des réserves dans la Silésie, le Brandebourg, la Poméranie; la Russie en avait en Pologne, l'Autriche en Bohême. L'Autriche devait réunir de plus une armée d'observation en Bavière, une armée active en Italie, et dans l'hypothèse, malheureusement trop vraisemblable, d'une rupture avec nous, elle avait permis qu'on raisonnât sur ses forces comme déjà jointes à la coalition, ce qui donnait lieu de dire faussement qu'elle était définitivement engagée avec nos ennemis, et que la négociation de Prague n'était qu'un leurre tant de sa part que de la nôtre.

Ce plan, basé sur les manœuvres probables de Napoléon, et prouvant que celui-ci avait donné à ses adversaires des leçons dont ils avaient profité, était sorti de la tête, non du prince suédois,

mais des généraux russes et prussiens, habitués à notre manière de faire la guerre. Bernadotte, quoique appelé à commander à 150 mille hommes, dont 100 mille pouvaient se trouver ensemble sur un même champ de bataille, ce qui dépassait fort ses talents, car il n'en avait jamais conduit plus de 20 mille, et toujours sous un supérieur, n'était pas content de la part qu'on lui avait faite. Il aurait voulu commander, outre cette armée, celle de Silésie, et avoir sous ses ordres Blucher lui-même, ce qu'il croyait dû à son rang royal et à ses talents militaires. Mais une telle prétention devait rencontrer des obstacles insurmontables. C'était autour de Blucher que se réunissaient les officiers allemands les plus distingués, les plus patriotes, les plus engagés dans les sociétés secrètes allemandes, gens à qui Bernadotte déplaisait à tous les titres, comme Français, comme défectionnaire à son pays, comme spéculateur ayant depuis une année mis à une sorte d'enchère ses services fort douteux, comme général enfin rempli de présomption, quoique d'un mérite très-contestable. L'idée d'obéir à un tel chef les révoltait tous, et ils tenaient à Trachenberg le langage le plus injurieux pour le prince de Suède. On s'était donc appliqué à lui faire entendre qu'il fallait renoncer à cette singulière prétention, car les trois armées devaient agir trop loin les unes des autres pour qu'on pût les soumettre au même général, et seulement, pour le satisfaire, on avait accordé que dans le cas où l'armée de Silésie serait appelée à coopérer avec celle du Nord (c'est ainsi qu'on appelait la sienne), il pourrait donner des ordres à toutes les deux. On avait amené Blucher et ses officiers à admettre cette éventualité, quelque désagréable qu'elle fût pour eux, en leur disant que les deux armées destinées à se rencontrer et à opérer ensemble étaient celles de Silésie et de Bohême, parce qu'elles avaient Dresde pour but commun, que celle du Nord au contraire, menaçant à la fois Hambourg et Magdebourg, aurait bien peu de chances de se trouver à côté de celle de Silésie, qui visait aussi sur l'Elbe, mais bien plus haut.

Après ces arrangements, on avait renvoyé Bernadotte enivré d'un encens brûlé par de royales mains, et Alexandre et Frédéric-Guillaume étaient revenus à Reichenbach, pour attendre l'issue des négociations, au résultat desquelles ils ne croyaient guère, dont Alexandre, toujours irrité contre Napoléon et prodigieusement flatté de mener l'Europe, désirait peu le succès, dont Frédéric-Guillaume, dans sa constante et sage défiance de la fortune, aurait accepté volontiers l'heureuse conclusion s'il avait pu y ajouter quelque foi. C'était à leur retour qu'avait été faite par les commissaires de Neumarkt la réponse que nous venons de rapporter, et qui ôtait tout prétexte pour retenir plus longtemps M. de Caulaincourt à Dresde.

Le 26, ce digne et courageux personnage reçut de M. de Bassano les instructions que Napoléon avant de se rendre à Mayence avait laissées pour lui. Bien que le fond des choses n'y fût point traité, les difficultés de forme y étaient si complaisamment détaillées, et données si ouvertement comme un moyen de perdre le temps, que M. de Caulaincourt en fut consterné. C'était uniquement dans l'intention de ménager une paix suivant lui indispensable, qu'il avait accepté le rôle de plénipotentiaire à Prague, rôle plus pénible pour lui que pour tout autre, car après avoir joui de la faveur particulière de l'empereur Alexandre, n'obtenir s'il le rencontrait qu'une froideur blessante, et, s'il ne le rencontrait pas, essuyer cette même froideur de la part de ses agents les plus vulgaires, devait lui être bien pénible. Aller s'exposer à de pareils traitements pour ne rendre aucun service, et pour jouer une fade comédie, coûtait à sa dignité autant qu'à son patriotisme. Il se mit toutefois en route sur la simple espérance de conjurer, en partie du moins, les effets de la mauvaise volonté de son maître; et en quittant Dresde il adressa à Napoléon la lettre suivante, que l'histoire doit conserver.

« Dresde, 26 juillet 1813.

« Sire,

« J'ai besoin de soulager mon cœur avant de « quitter Dresde, afin de ne porter à Prague « que le sentiment des devoirs que Votre Majesté « m'a imposés. Il est deux heures. M. le duc de « Bassano me remet seulement les instructions « que les réponses de Neumarkt et les ordres « de Votre Majesté ne lui ont pas permis de me « donner plus tôt; elles sont si différentes des « arrangements auxquels elle avait paru con« sentir en me déterminant à accepter cette « mission, que je n'hésiterais pas à refuser « encore l'honneur d'être son plénipotentiaire, « si, après tant de temps perdu, les heures « n'étaient comptées à Prague, pendant que « Votre Majesté est à Mayence et moi encore à « Dresde. Quelle que soit donc ma répugnance

« pour des négociations si illusoires, je me « pénètre avant tout de mes devoirs, et j'obéis. « Demain je serai en route et après-demain à « Prague, comme on me le prescrit; mais per- « mettez, Sire, que les réflexions de votre fidèle « serviteur trouvent encore ici leur place. L'ho- « rizon politique est toujours si rembruni, tout « a un aspect si grave, que je ne puis résister au « désir de supplier encore Votre Majesté de « prendre, comme son ministre me le fait espé- « rer, une salutaire résolution avant le terme « fatal. Puisse-t-elle se convaincre que le temps « presse, que l'irritation des Allemands est « extrême, et que cette exaspération des esprits « imprime, encore plus que la peur des cabi- « nets, un mouvement accéléré et irrésistible « aux événements. L'Autriche est déjà trop com- « promise pour reculer, si la paix du continent « ne la rassure pas. Votre Majesté sait bien que « ce n'est pas la cause de cette puissance que « j'ai plaidée près d'elle; certes! ce n'est pas son « abandon dans nos revers que je la prie de « récompenser, ce ne sont même pas ses 150 « mille baïonnettes que je veux écarter du « champ de bataille, quoique cette considéra- « tion mérite bien quelque attention; mais c'est « le soulèvement de l'Allemagne, que le vieil « ascendant de cette puissance peut amener, « que je supplie Votre Majesté d'éviter à tout « prix. Tous les sacrifices faits dans ce but et « par conséquent dans ce moment à une prompte « paix, vous rendront, Sire, plus puissant que « ne l'ont fait vos victoires, et vous serez l'idole « des peuples, etc... »

Ce langage d'un honnête homme, qui en voyant déjà une grande partie du mal, ne le voyait pourtant pas tout entier, car ce n'étaient pas 150 mille Autrichiens, mais 300 mille qu'il s'agissait de se mettre encore sur les bras, car ce n'était pas le soulèvement de l'Allemagne, mais celui de toute l Europe qu'il s'agissait de braver, ce langage ne devait malheureusement pas avoir beaucoup d'utilité. Toutefois, ne renonçant pas à essayer le bien, quelque faible que fût l'espérance de l'accomplir, M. le duc de Vicence était parti pour Prague, où on l'attendait impatiemment. L'accueil qu'il y reçut fut digne de lui et de la considération qu'il s'était acquise en Europe. En apprenant son départ, on avait suspendu tous les pourparlers jusqu'à son arrivée. Après être entré en communication avec les plénipotentiaires russe, prussien et autrichien, il reprit avec M. de Metternich le vieux thème que M. de Narbonne avait déjà usé en quelques jours, c'est qu'il n'était possible de remettre les pouvoirs et de traiter les matières à discuter qu'en assemblée commune, sous les yeux et la présidence du médiateur, mais en conférence de tous avec tous. Cette difficulté, sérieuse sans doute si on avait eu encore l'espoir d'un rapprochement direct avec la Russie, n'en devait plus être une qui méritât tant d'insistance de notre part, lorsqu'on ne pouvait désormais faire la paix que par l'Autriche, et à son gré. Il nous était même plus commode d'avoir le médiateur pour organe principal, que de nous aboucher avec deux plénipotentiaires mal disposés, et cherchant peu à faciliter une paix que l'Autriche souhaitait seule. La preuve qu'il en était ainsi, c'était le désir évident de M. de Metternich d'amener M. de Humboldt et M. d'Anstett à une concession sur cette question de forme, afin de rendre au moins l'ouverture du congrès possible. Puisque lui-même voulait un abouchement direct des plénipotentiaires français avec les plénipotentiaires prussien et russe, c'est qu'il n'avait plus à le craindre. Du reste, parlant franchement avec M. de Caulaincourt comme avec M. de Narbonne, il lui montra l'inutilité de disputer longuement sur les formes suivies à Munster, à Teschen, à Sistow, car les deux plénipotentiaires étaient engagés d'amour-propre et d'intérêt dans la voie où ils étaient entrés: d'amour-propre, parce qu'ils avaient déjà remis leurs pouvoirs au médiateur, d'intérêt, parce qu'ils ne voulaient pas qu'on les accusât de pactiser secrètement avec la diplomatie française, et que traiter par notes remises au médiateur était le seul moyen qui ne prêtât à aucune fausse interprétation. Il dit que par ces motifs ils ne consentiraient pas à céder, que d'ailleurs ils ne désiraient pas beaucoup la paix, et que ce désir ne pouvait faire taire chez eux ni l'amour-propre ni l'intérêt; que par conséquent toutes les discussions qu'on aurait avec eux seraient inutiles; qu'au surplus, il le voyait bien, Napoléon n'avait pas la moindre envie d'arriver à un résultat; que tant qu'il s'attacherait à batailler sur un tel terrain, il fallait en conclure qu'il ne voulait pas faire un pas vers la paix, qu'il était dès lors inutile de s'agiter pour obtenir sur des questions de forme des concessions qui ne mèneraient à rien pour le fond des choses, qu'il fallait attendre, et attendre jusqu'au dernier moment, car avec un caractère aussi extraordinaire que celui de Napoléon, tout était possible; qu'au dernier jour, à la dernière

heure, il se pourrait qu'il envoyât à l'improviste des ordres de traiter sur des bases acceptables, et que la paix sortît tout à coup d'une situation actuellement désespérée ; que dans cette supposition, peu vraisemblable sans doute, mais admissible, il attendrait jusqu'au 10 août à minuit, que jusque-là, il en renouvelait l'assurance formelle, il ne serait engagé avec personne, mais que le 10 août à minuit il le serait irrévocablement avec nos ennemis, qu'il signerait au nom de son souverain un traité d'alliance avec les puissances coalisées, et serait au nombre de nos adversaires les plus résolus à vaincre ou à périr.—

M. de Metternich répéta ces choses, qu'il avait déjà dites à M. de Narbonne d'un ton si calme, mais si ferme, avec des témoignages si affectueux pour M. de Caulaincourt, et une sincérité si manifeste (car il ne faut pas, comme le vulgaire, s'imaginer qu'un diplomate mente nécessairement), que M. de Caulaincourt ne pouvait pas résister à tant d'évidence. Aussi, avec sa véracité ordinaire écrivit-il sur-le-champ à M. de Bassano qu'il craignait peu, à Napoléon qu'il craignait beaucoup, pour leur faire savoir encore une fois quelle était la situation véritable, combien était grand, certain même le danger d'une prochaine adhésion de l'Autriche à la coalition, ce qui rendrait complète et définitive l'union de l'Europe contre nous ; situation périlleuse mais soutenable en 1792, lorsque nous débutions dans la carrière des révolutions, lorsque nous étions pleins encore de passion et d'espérance, injustement attaqués et non pas durement oppresseurs ; situation au contraire désastreuse lorsque nous étions épuisés, lorsque nous avions tort contre tout le monde, et que tout le monde éprouvait contre nous l'indignation qui avait fait notre force en 1792. La conviction de M. de Caulaincourt à cet égard était si vive et si sincère, que connaissant l'ambition de M. de Bassano, voulant appeler cette ambition au secours de l'honnêteté très-réelle de ce ministre, et supposant qu'il serait peut-être sensible à l'honneur de signer lui-même la paix du monde, il l'engageait instamment à venir à Prague, lui revêtu de toute la confiance de l'Empereur, ayant tous ses pouvoirs, n'ayant pas besoin pour en référer à sa volonté de perdre les dernières heures qui restaient, et à se rendre l'objet d'un transport universel de reconnaissance en venant conclure une paix qui allait sauver tant de victimes, et probablement au nombre de ces victimes la France elle-même.

M. de Bassano, qui était aussi bon citoyen que le lui permettait sa parfaite soumission à son maître, aurait cédé sans doute à tant de raison et de patriotisme, s'il avait eu une volonté propre ; mais n'en admettant qu'une au monde, celle de Napoléon, avec laquelle il ne contestait pas plus qu'avec celle de Dieu même, il se contenta de satisfaire aux vives instances de M. de Caulaincourt en lui accordant quelques facilités pour traiter la question de forme, sans sortir toutefois des latitudes qui lui avaient été laissées à lui-même. Ainsi, par exemple, il permit aux deux négociateurs français de donner une copie certifiée de leurs pouvoirs au médiateur, qui la transmettrait aux plénipotentiaires prussien et russe, de façon que cette première communication aurait lieu suivant le mode désiré par nos adversaires ; mais en retour, il continua d'exiger que l'échange définitif des pouvoirs eût lieu dans une conférence commune. Quant à la forme même de la négociation, il consentit à ce que les plénipotentiaires russe et prussien procédassent par notes officielles, comme ils le voulaient pour mettre leur responsabilité à couvert, mais à condition que les plénipotentiaires français pourraient discuter ces notes dans des conférences où les parties adverses se trouveraient réunies.

Ces subtilités étaient misérables et bien indignes d'une situation aussi grave. M. de Bassano écrivit à l'Empereur à Mayence qu'il accordait ces latitudes à nos plénipotentiaires, afin que toutes les questions de forme fussent vidées à son retour à Dresde, et que, s'il lui convenait alors de donner dans les six derniers jours une tournure sérieuse à la négociation [1], il trouvât les discussions préliminaires terminées.

Napoléon était en ce moment à Mayence où il

[1] Pour quiconque aurait de la peine à croire qu'on ait cherché à rendre aussi illusoires que nous le disons les négociations de Prague, nous donnerons l'extrait suivant d'une lettre de M. de Bassano à l'Empereur, datée de Dresde, 1er août 1813, à quatre heures du matin.

« Je transmets à Votre Majesté les dépêches de ses plénipo- « tentiaires.

« J'ai cru devoir leur répondre sans attendre les ordres de « Votre Majesté. Nous sommes au 1er août ; ma lettre ne par- « tira que ce matin, les plénipotentiaires ne la recevront que « demain, et il se sera écoulé assez de temps pour que, con- « formément aux instructions que Votre Majesté m'a laissées, « on arrive au 10 août sans s'être trop engagé. Il m'a d'autant « moins paru dans l'intention de Votre Majesté de porter trop « loin les discussions de forme *qui mettraient à découvert le* « *projet de gagner du temps*, que nous parviendrons tout na- « turellement au moment du retour de Votre Majesté à Dresde « sans que la négociation ait fait des progrès réels, et qu'au-

s'était rendu, comme nous l'avons dit, afin d'y passer quelques jours avec l'Impératrice, et de voir, chemin faisant, les troupes en marche, les travaux en cours d'exécution, tout ce qui avait besoin en un mot de sa présence pour se perfectionner ou s'achever. Parti dans la nuit du 24 au 25 juillet, il était arrivé le 26 au soir à Mayence, où l'attendaient une cour brillante venue de Paris à la suite de l'Impératrice, et un grand nombre de ses agents accourus pour recevoir ses ordres directs. Il avait trouvé l'Impératrice désolée, cachant ses larmes au public, mais n'hésitant pas à les répandre devant lui, car elle était sincèrement attachée à son glorieux époux, elle tremblait pour sa vie et sa fortune, elle craignait pour elle-même que la nouvelle déclaration de guerre de l'Autriche ne réveillât en France toutes les haines populaires sous lesquelles avait succombé la malheureuse reine Marie-Antoinette; elle aurait voulu retenir dans l'alliance française son père qu'elle aimait, dont elle était aimée, mais elle ne pouvait pas plus vaincre la tranquille inflexibilité de l'empereur François, que la fougueuse humeur de Napoléon, et elle faisait ce que font les femmes dans leur impuissance, elle pleurait. Le secret de l'entrevue de Napoléon avec Marie-Louise est resté inconnu [1], et probablement il est resté inconnu parce qu'il était nul, car Napoléon ne voulait charger l'Impératrice de rien, les affaires se traitant à Prague de telle sorte qu'elle n'y pouvait rendre aucun service. Il désirait la voir, la consoler, lui donner des témoignages publics de tendresse, ce qui, pour l'Autriche, pour l'Europe, devait être d'un bon effet; il désirait aussi, avec sa défiance ordinaire, chercher à pénétrer si elle n'aurait pas reçu de Vienne quelque communication clandestine qui pût l'éclairer sur les desseins de l'Autriche. Mais en tout cas de tels efforts étaient parfaitement inutiles, car l'Autriche avait dit tout son secret par la bouche de M. de Metternich, et ce secret n'était autre que celui-ci, c'est qu'à certaines conditions cent fois énoncées elle arrêterait l'Europe, l'obligerait à poser les armes, ménagerait la paix, non-seulement continentale mais maritime, et qu'en dehors de ces conditions, se déclarant sur-le-champ notre ennemie, elle prendrait part à la coalition universelle qui se préparait contre nous. Napoléon n'avait donc rien à apprendre de Marie-Louise, mais il procura à cette princesse le plaisir de passer quelques jours avec lui, et en attendant il expédia sur les lieux une quantité d'affaires civiles et militaires. De cette main puissante de laquelle pouvait s'échapper tant de bien et de mal, il laissa effectivement échapper du bien et du mal avec l'ordinaire prodigalité de son génie. Le duc de Rovigo avait voulu venir à Mayence pour y faire une nouvelle tentative en faveur de la paix, en éclairant Napoléon sur l'état de l'opinion publique, et sur le danger qu'il courait de s'aliéner définitivement l'affection de la France. L'opinion publique était en effet dans une anxiété extrême depuis qu'elle commençait à craindre que le congrès, réuni si tard, ne restât sans résultat. Les ennemis de Napoléon étaient pleins d'espérance, la majorité du pays pleine de chagrins et de sinistres appréhensions. Déjà l'affection était évanouie, la haine naissait et faisait taire l'admiration. Dans la basse Allemagne et la Hollande on criait *Viva Orange!* dans toute l'Allemagne *Vive Alexandre!* En France on n'osait pas crier *Vivent les Bourbons!* mais leur souvenir se réveillait peu à peu, et on se transmettait de main en main un manifeste de Louis XVIII, publié à Hartwell, qui aurait certainement produit un effet général, s'il n'avait porté encore les traces nombreuses des préjugés de l'émigration. Ce sont tous ces détails que le duc de Rovigo se proposait de communiquer au maître qu'il servait fidèlement; mais Napoléon, ne voulant pas être importuné de ce qu'il appelait les criailleries de l'intérieur,

« cune question ait été compromise. A peine celle de l'appro-
« visionnement des places aura-t-elle été entamée.

« Des trois difficultés qui se sont élevées, celles relatives à
« l'échange des pouvoirs et au lieu des conférences se résou-
« dront d'elles-mêmes.

« Quant au mode à adopter (à partir de ce mot, la minute
« est écrite de la main du duc de Bassano) pour négocier, j'ai
« cru que nous ne pouvions différer pendant plusieurs jours
« de répondre, sans prendre sur nous ces retards, tandis que
« de fait, et si M. de Metternich insiste sur une proposition qui
« attente à tous les droits et à tous les usages, les entraves
« apportées à la négociation ne pourront être imputées qu'à
« lui.

« Quoique les déclarations qu'il a faites à MM. de Vicence et
« de Narbonne et à M. d'André n'aient peut-être pour objet
« que de rendre plus imposante son attitude de médiateur, il
« pourrait entrer dans les vues de Votre Majesté de donner,
« dès le moment de son arrivée ici, une tournure assez grave
« aux négociations pour qu'on n'osât pas les rompre. Dans
« cette supposition, j'ai pensé qu'il conviendrait à Votre Ma-
« jesté de trouver les discussions préliminaires à peu près
« terminées. »

[1] L'archichancelier Cambacérès, confident et directeur de l'impératrice régente, déclare dans ses Mémoires, aussi simples que véridiques, qu'il ne put parvenir à en rien savoir.

avait refusé de le recevoir, et lui avait ordonné de rester à Paris, sous prétexte que sa présence y était nécessaire.

Usant du procédé trop ordinaire à un gouvernement qui s'entête dans ses erreurs, et qui voit dans les manifestations de l'opinion publique des actes à réprimer au lieu de leçons à méditer, il déploya contre le clergé certaines rigueurs tout à fait étranges par l'audace apportée dans l'arbitraire. Le clergé naturellement ne négligeait aucune occasion de multiplier ses manifestations hostiles, surtout en Belgique, et par ses fautes il provoquait ainsi celles du pouvoir. Le concordat de Fontainebleau, contesté avec une remarquable mauvaise foi par la correspondance secrète des cardinaux, était considéré dans tout le clergé comme un acte non avenu. On s'obstinait à ne pas reconnaître les nouveaux prélats que Napoléon avait nommés et que Pie VII, après l'avoir promis, refusait toujours d'instituer. Les plus prudents se tenaient éloignés de leurs nouveaux siéges pour éviter des scandales. M. de Pradt, devenu ennemi de l'Empire depuis sa fâcheuse ambassade à Varsovie, et peu jaloux de s'attirer des désagréments pour plaire au gouvernement, s'était abstenu de se présenter à Malines, dont il avait été nommé archevêque. Mais les nouveaux évêques de Tournai et de Gand, ayant voulu se rendre dans leurs diocèses et officier publiquement dans leurs métropoles, avaient provoqué une sorte de soulèvement de la part du clergé et des fidèles. En les voyant paraître à l'autel, prêtres et assistants avaient fui, et laissé les prélats presque seuls devant le tabernacle. Les séminaristes de Tournai et de Gand avaient, sous la direction de leurs professeurs, participé à ce désordre. On signalait aussi parmi les coupables une association de dames qui, sous le nom de *Béguines*, vivaient à Gand dans une espèce de communauté sans être astreintes à la rigueur du cloître, et on les accusait d'avoir exercé en cette occasion une grande influence sur la conduite du clergé.

Napoléon ordonna de disperser les *Béguines*, d'enfermer dans les prisons d'État quelques membres des chapitres de Tournai et de Gand, de déporter les autres dans des séminaires éloignés, d'en agir de même à l'égard des professeurs, et quant aux jeunes séminaristes, de prendre tous ceux qui avaient plus de dix-huit ans, de les envoyer à Magdebourg dans un régiment, sur le motif qu'ils étaient passibles de la loi de la conscription, qu'ils en avaient été dispensés exceptionnellement pour devenir des ministres des autels, non des fauteurs de troubles, et qu'une semblable faveur pouvait cesser au gré du souverain lorsqu'il jugeait qu'on n'en était plus digne. Ceux qui avaient moins de dix-huit ans durent être renvoyés dans leurs familles. Des personnes pieuses s'étant réunies pour fournir des remplaçants aux autres, Napoléon pour ce cas-là défendit le remplacement. Recommandation expresse fut faite d'exécuter sur-le-champ ces diverses prescriptions, et on n'y manqua point.

N'admettant plus de limite à sa volonté, ni au dedans ni au dehors, Napoléon osa quelque chose de plus extraordinaire encore. L'octroi d'Anvers avait été livré depuis plusieurs années à des dilapidations dans lesquelles étaient compromis divers fonctionnaires municipaux. Les dilapidations étaient incontestables, et elles avaient fait perdre à la ville d'Anvers deux à trois millions. Les accusés mis en jugement étaient, à tort ou à raison, considérés par l'administration comme les véritables auteurs de ces concussions; mais l'opinion du pays était si hostile au gouvernement, qu'elle n'hésitait pas à se prononcer favorablement pour des individus qu'en tout autre temps elle eût hautement condamnés, et à les couvrir d'une sorte d'indulgence, comme s'il n'avait pu y avoir que d'intéressantes victimes parmi des hommes poursuivis par l'autorité impériale. Entraînés par ce sentiment, ou atteints par la corruption, ainsi que le prétendit le grand juge, les jurés acquittèrent hardiment les fonctionnaires accusés, aux applaudissements de la province, et la ville d'Anvers, frustrée déjà de trois millions, fut encore exposée à payer les frais considérables du procès. On comprend l'indignation d'un gouvernement régulier, très-attaché à maintenir l'ordre le plus rigoureux dans toutes les parties de l'administration. Mais quelque légitime que fût l'indignation ressentie par Napoléon en voyant des hommes qu'il croyait coupables jouir de l'impunité, et la ville d'Anvers victime de graves dilapidations subir seule une condamnation, il aurait dû admettre toutefois que le délit poursuivi étant réel, les individus accusés pouvaient bien n'en pas être les auteurs, et, en supposant qu'ils le fussent, que la déclaration du jury devait rester sacrée, comme chose jugée, jugée bien ou mal, mais irrévocablement. Napoléon, en apprenant cette décision, éprouva

une colère extrême, et comme, pour contrarier son gouvernement, on avait mis de côté toute justice, il n'hésita pas, lui, afin de rendre guerre pour guerre, à mettre de côté toute légalité, et à casser la décision du jury. Cet acte extraordinaire et sans exemple était de nature à soulever l'opinion universelle, mais Napoléon ne s'en inquiéta point, et persista, s'imaginant que la sincérité de son indignation justifierait l'étrange audace de son acte. tant les idées se pervertissent vite lorsqu'on prend l'habitude de mettre sa volonté au-dessus de celle des lois.

Malgré l'avis du département de la justice, et notamment de l'archichancelier Cambacérès, qui pensait que la seule chose possible c'était de changer la loi si elle était mauvaise, et de soustraire au jury la connaissance de ce genre de délits si on le croyait incapable d'en bien connaître, Napoléon, s'appuyant sur un article des constitutions de l'Empire qui permettait au Sénat d'annuler les jugements attentatoires à la sûreté de l'État, voulut qu'un sénatus-consulte fût rendu pour casser la décision du jury d'Anvers, et renvoyer devant une autre cour non-seulement les prévenus acquittés, mais certains jurés eux-mêmes, accusés de s'être laissé corrompre. On ne pouvait pas accumuler plus d'irrégularités à la fois, car en admettant que l'article 55 de la Constitution du 16 thermidor an x (4 août 1802) fût encore en vigueur, il était évident que le jugement dont il s'agissait n'était pas un de ceux qu'on avait eus en vue en les qualifiant d'attentatoires à la sûreté de l'État, et surtout qu'en s'arrogeant le droit de casser la décision d'un tribunal, on avait voulu abroger cette décision, mais nullement poursuivre ceux qui l'avaient rendue. Ces objections furent soumises à Napoléon, mais il n'en tint aucun compte, et exigea que le sénatus-consulte fût rédigé tel qu'il l'avait conçu, et porté immédiatement au Sénat. Il alla plus loin : convaincu, dans l'aveuglement de son despotisme, qu'un pouvoir poursuivant un but honnête ne devait se laisser gêner par aucune règle, il signa, et fit publier une lettre close, dans laquelle, saisissant lui-même le conseil privé de la question, et lui indiquant la décision, il prenait la responsabilité entière sur sa tête. Le rapport du conseiller d'État, chargé de présenter le sénatus-consulte, contenait cette phrase qui exprime toute l'opinion de Napoléon en matière de souveraineté, et qui certainement n'eût jamais été admise, même avant 1789, dans des termes aussi absolus : « Notre législation ordinaire « n'offre aucun moyen d'anéantir une pareille « décision. Il faut donc que la main du souve- « rain intervienne. Le souverain est la loi « suprême et toujours vivante : c'est le propre de « la souveraineté de renfermer en soi tous les « pouvoirs nécessaires pour assurer le bien, pour « prévenir ou réparer le mal. »

S'arrogeant ainsi le droit illimité de pourvoir à tout, de distribuer la justice, de la changer au besoin quand elle ne lui convenait pas, il prodiguait de cette même main souveraine le bien qu'il trouvait à faire sur son chemin. Le premier président de la cour de cassation, M. Muraire, magistrat distingué, ayant mal administré sa fortune, était tombé dans une situation fâcheuse pour un fonctionnaire de son rang. Son gendre, destiné à devenir bientôt un sage et courageux ministre du roi Louis XVIII, M. Decazes, s'étant rendu à Mayence pour faire appel à la bienfaisance impériale, Napoléon, qui avait en ce moment de fortes raisons d'être avare de son argent, lui dit : Comment donc M. Muraire s'est-il exposé à de tels embarras?... Mais peu importe. combien vous faut-il ? — Puis cela dit, il examina ce qu'il fallait pour tirer M. Muraire de sa position, et il accorda quelques centaines de mille francs sur son trésor particulier, qui était, comme on l'a vu, la dernière ressource de l'armée.

Napoléon profita de son séjour à Mayence pour donner quelque attention à ses finances. La mesure de l'aliénation des biens communaux, adoptée et convertie en loi, n'avait pas encore produit de grands résultats, parce qu'il fallait ménager un emploi aux nouveaux bons de la caisse d'amortissement avant d'en émettre des sommes considérables. Sans cette précaution en effet ils se seraient accumulés sur la place, et eussent été bientôt dépréciés. Il était donc indispensable d'accélérer l'aliénation des biens communaux, qui pouvait seule fournir l'emploi désiré. Avant que les biens communaux fussent vendus, il fallait les choisir, les faire admettre dans la catégorie des biens aliénables, les estimer, en fournir la valeur aux communes en rentes sur l'État, en prendre possession, et enfin les mettre publiquement en adjudication. Quelque accélérée que fût cette suite d'opérations administratives, elle exigeait du temps, et jusqu'à son achèvement pour chaque partie de biens, on ne pouvait opérer la mise en vente.

Les bons émis avant qu'ils fussent recherchés pour ce genre d'emploi, auraient bientôt flotté sur la place, perdu 20 ou 30 pour cent, entraîné la chute des actions de la Banque et des rentes sur l'État, seules valeurs ayant cours à cette époque, et ruiné l'espèce de crédit fort restreint dont on jouissait, et dont on avait besoin, tout restreint qu'il était. Napoléon avait pris pour le compte de son trésor environ 72 millions de ces nouveaux bons, la Banque 10, la Caisse de service 63, ce qui composait une ressource de 145 millions réalisée d'avance, et qui n'entraînait aucune émission de ces bons, parce que les trois caisses qui s'en étaient chargées les avaient gardés en portefeuille. Mais ce n'était pas assez avec les immenses dépenses qu'on avait eu à solder, car les payements du Trésor dans les six premiers mois écoulés avaient déjà excédé les recettes ordinaires de plus de 200 millions. M. Mollien n'osait pas dans ses payements employer les nouveaux bons de la Caisse d'amortissement, parce qu'il craignait de les avilir. On en avait d'abord émis quelques-uns sur la place afin de les populariser, et ils n'avaient pas perdu plus de 5 à 6 pour cent, ce qui était un agio fort modéré, mais les répandre davantage était difficile et dangereux. On ne pouvait les donner ni aux rentiers ni aux fonctionnaires, parce que les sommes à payer aux uns comme aux autres étaient peu considérables, et que les coupures de ces bons ne s'y prêtaient pas, parce qu'on aurait fait d'ailleurs crier aux assignats. Encore moins pouvait-on les consacrer à payer la solde de l'armée, qui s'acquittait à l'étranger et en sommes très-divisées. Toutefois, pour ce genre de payement, Napoléon avait fait employer dans une certaine proportion les billets de la Caisse de service, acquittables à Paris ou dans les départements, lesquels fournissaient aux officiers ayant des familles la faculté de faire passer sûrement et sans frais de l'argent en France, et procuraient en outre au Trésor la facilité de remplir ses engagements avec un papier à échéance assez longue. C'est même par des combinaisons de ce genre que la Caisse de service avait pu se charger à elle seule de 63 millions des nouveaux bons, qu'elle devait garder en portefeuille. L'unique payement qui pût s'effectuer avec cette nouvelle valeur, c'était celui des grandes fournitures exécutées par les riches entrepreneurs travaillant pour la guerre et pour la marine. Ceux-là tenant à continuer les affaires importantes qu'ils faisaient avec l'État, ne devaient pas regarder de si près au mode de payement, et d'ailleurs ils avaient tellement besoin d'argent, qu'ils aimaient encore mieux recevoir une valeur exposée à perdre 10 ou 15 pour cent, que ne rien recevoir du tout. Il y avait de plus une espèce de fournisseurs obligés, devenus fournisseurs malgré eux, c'étaient les propriétaires, fermiers ou négociants, auxquels on avait pris par voie de réquisition ou des denrées, ou des étoffes, ou des chevaux, à condition de les solder comptant. Aux uns comme aux autres on pouvait donner les nouveaux bons de la Caisse, que les uns feraient escompter à de gros capitalistes, que les autres garderaient pour en acheter des biens communaux. Mais M. Mollien, toujours attaché aux moyens réguliers, préférait faire attendre les fournisseurs et les individus frappés de réquisition, ce qui pouvait se couvrir du prétexte des liquidations inachevées, que d'émettre un papier exposé à être qualifié d'assignat dès que l'introduction dans le public en paraîtrait plus ou moins forcée. Aussi les fournisseurs, habitués à crier à la porte des administrations, commençaient-ils à murmurer, à se plaindre du défaut de payement, et à l'alléguer comme excuse du ralentissement de tous les services. C'est là ce qui motiva l'intervention personnelle de Napoléon, dont l'oreille ne devenait sensible en ce moment que lorsqu'il s'agissait des besoins de l'armée.

S'adressant à M. Mollien, il soutint que la perte de 9 à 10 pour cent sur une pareille valeur, surtout lorsqu'un gros intérêt, exactement payé, devait en maintenir le cours, n'était rien en soi, et n'égalait pas l'inconvénient de faire attendre des gens qu'il y avait urgence à satisfaire. Ceux à qui l'argent comptant n'était pas indispensable, auraient dans la main un placement avantageux, ceux qui ne pouvaient pas s'en passer, réaliseraient le capital par l'escompte, et ce serait toujours le même résultat, ramené à un seul inconvénient, de faire baisser de 9 à 10 pour cent l'une des trois valeurs circulantes. Les rentes sur l'État, par exemple, qu'on avait vues à 12 francs la veille du 18 brumaire, à 30 le lendemain, puis à 90 après 1806, qu'on revoyait actuellement à 70, n'entraînaient pas après tout, par ces variations, la ruine de l'État et des particuliers. La fixité et l'exact payement de l'intérêt consolaient les porteurs de rente, qui finissaient par ne plus prendre garde à ces fluctuations, et il n'y avait d'atteints par elles que ceux qui étaient forcés de vendre. C'était un inconvé-

nient très-partiel, auquel devaient se résigner ceux qui avaient besoin d'argent.

Telle était l'argumentation fort spécieuse de Napoléon contre le ministre des finances, argumentation qui eût été à peu près vraie, si la baisse de ces bons avait pu être limitée à 10, à 12, même à 15 pour cent. Mais qui pouvait dire où elle s'arrêterait, si on se laissait entraîner à une émission considérable? C'est ce que craignait M. Mollien, et ce dont Napoléon ne tint aucun compte, car il ordonna qu'on répandit à Paris environ une trentaine de millions des bons de la caisse d'amortissement par le payement des fournitures, et dans les départements environ dix-huit ou vingt par le payement des réquisitions. C'étaient cinquante millions introduits un peu forcément dans la circulation. Afin de leur ouvrir plus tôt le débouché des acquisitions de biens communaux, Napoléon prescrivit à l'archichancelier Cambacérès de faire acte d'autorité sur le Conseil d'État, d'enlever au Comité du contentieux, dont les formes sont celles de la justice elle-même, les contestations relatives aux biens communaux, de les transporter au Comité chargé de l'administration communale, de diriger lui-même ce comité, et d'expédier rapidement ce genre d'affaires au moyen d'un examen sommaire et non interrompu.

Après ce secours un peu violent apporté à ses finances, Napoléon, toujours en travail d'esprit pour la levée des hommes, inventa des conscriptions d'un nouveau genre, qu'il espérait rendre supportables en leur donnant un caractère d'urgence et d'utilité locales. Par exemple la frontière des Pyrénées se trouvant menacée par suite des derniers événements d'Espagne, Napoléon imagina de lever 30 mille hommes sur les quatre dernières classes, dans tous les départements situés depuis Bordeaux jusqu'à Montpellier, afin de garantir de l'invasion cette partie du territoire. Comme le sol que les nouveaux appelés allaient défendre était le leur, Napoléon pensa que c'était demander en quelque sorte à des paysans de défendre leurs chaumières, à des citadins de défendre leurs propres villes, et que l'urgence du besoin ferait taire la plainte, car on ne pouvait pas dire, comme de toutes les autres levées de cette époque, que Napoléon prenait les hommes pour les faire mourir sur l'Elbe et l'Oder au service de son ambition. L'idée lui ayant paru ingénieuse, il voulut l'appliquer aux départements du nord et de l'est, toujours en s'adressant aux départements de l'ancienne France, lesquels, depuis plus de vingt années, supportaient tout le poids de la guerre, et de leur demander une soixantaine de mille hommes, sous le même prétexte de danger local et pressant. Mais comme ces conscriptions devaient bientôt finir par ressembler à une conscription générale, et en produire l'effet, Napoléon résolut d'ajourner la seconde de deux ou trois mois. Seulement il appela sans aucun retard les trente mille hommes demandés aux départements voisins des Pyrénées.

Ces mesures, les unes civiles, les autres militaires, pour la plupart conçues avant le voyage de Mayence, furent à Mayence même, soit résolues immédiatement, soit spécialement examinées avec des agents venus de Paris, pour être définitivement décrétées à Dresde. Napoléon ajoutant à ce travail des revues incessantes de troupes, de continuelles inspections de matériel, n'eut pas grand temps à donner à l'Impératrice, mais il la combla des témoignages les plus affectueux, témoignages à la fois sincères et calculés, afin que la nouvelle guerre avec l'Autriche ne portât dans l'opinion publique aucun tort à un mariage qu'il regardait toujours comme utile à sa politique, et afin de laisser l'empereur François sous le poids des mêmes obligations envers sa fille, car il le dispensait moins d'être bon père, en restant lui-même bon époux. Il cédait, il faut le dire aussi, au penchant de son propre cœur, car il était touché de l'attachement qu'il semblait inspirer à cette noble fille des Césars, et le lui rendait autant que le permettaient les vastes et fortes distractions de son âme. Voulant même la ménager, il ne lui dit pas à quel point la guerre était certaine et serait sérieuse; il la laissa partir avec des doutes à ce sujet, tandis qu'écrivant au prince Eugène à Milan, au général Rapp à Dantzig, au maréchal Davoust à Hambourg, il leur avoua ce qui en était, et leur enjoignit de se tenir prêts pour le 17 août. Désirant en outre préparer à l'Impératrice une distraction agréable, et lui procurer autant que possible l'oubli des cruelles inquiétudes du moment, il lui prescrivit un voyage sur le Rhin, de Mayence à Cologne, qu'elle devait faire au milieu des hommages des populations des deux rives, et puis il décida qu'après avoir passé quelques jours à Paris, elle entreprendrait un voyage en Normandie, afin d'aller à Cherbourg présider une imposante cérémonie, l'introduction des eaux de l'Océan dans le célèbre bassin commencé sous le règne de Louis XVI, et terminé sous le sien.

Il poussa l'attention jusqu'à recommander au prince Cambacérès de la faire partir avant la rupture de l'armistice, afin qu'elle n'apprît les nouvelles hostilités que bien des jours après leur reprise, et peut-être après quelque grand événement capable de la rassurer. Il voulait ainsi distraire, consoler et faire aimer de la France cette jeune femme, mère et tutrice de son fils, régente de l'Empire, destinée à le remplacer s'il venait à succomber sous un boulet ennemi. Pourquoi, hélas! les sinistres pressentiments dont ces soins délicats étaient la preuve, ne contribuaient-ils pas à vaincre l'obstination fatale à laquelle il allait sacrifier son fils, son épouse, son trône et sa personne!

Après avoir passé du 26 juillet au 1er août avec Marie-Louise, il l'embrassa en présence de toute sa cour, et la laissant en larmes, partit pour la Franconie. Déjà il avait inspecté à Mayence les divisions du maréchal Augereau, qui achevaient de se former sur les bords du Rhin. A Wurzbourg se trouvaient deux des divisions du maréchal Saint-Cyr, actuellement en marche vers l'Elbe, où elles devaient venir prendre la position de Kœnigstein. Elles lui parurent belles, assez bien instruites, et animées des sentiments qu'il pouvait leur désirer. Il visita la place de Wurzbourg, la citadelle, les magasins, en un mot l'établissement militaire tout entier dont il voulait faire un des points importants de sa ligne de communication; ensuite il se dirigea sur Bamberg et Bayreuth, où il vit successivement les autres divisions du maréchal Saint-Cyr, et les divisions bavaroises destinées à faire partie du corps d'Augereau. Après avoir porté sur toutes choses son œil investigateur, donné les ordres et les encouragements nécessaires, il repartit pour Erfurt, et arriva le 4 au soir à Dresde. Le 5 de grand matin il était debout et à l'œuvre, pressé qu'il était d'employer utilement les derniers jours de l'armistice.

La vue des troupes qu'il avait inspectées sur sa route, ses méditations incessantes sur le plan de la prochaine campagne, avaient redoublé sa confiance dans son armée et dans son génie. En voyant venir le moment de cette terrible lutte, en méditant sur ses chances, en se souvenant combien ses soldats bravaient facilement la mort, combien lui-même, une fois au milieu du danger, trouvait de combinaisons heureuses là où ses adversaires ne trouvaient que des fautes à commettre, ne sachant pas se rendre compte des passions généreuses qu'il avait soulevées contre lui, et dont l'ardeur pouvait compenser chez ses ennemis une direction malhabile, il sentait en lui-même comme une sorte de chaleur d'âme qui animait toute sa personne, qui éclatait dans ses yeux, et lui donnait l'aspect du contentement, de l'espérance et de l'audace. Ceux qui l'entouraient en étaient frappés, et les plus sages en étaient plutôt inquiets que réjouis [1].

Le jour même où il arrivait à Dresde, les instances de M. de Caulaincourt et de M. de Narbonne pour obtenir le pouvoir de traiter sérieusement, étaient devenues plus vives que jamais. Il en parut importuné, et adressa des reproches à ces deux négociateurs, pour s'être laissé, disait-il, serrer de trop près par M. de Metternich. Il trouvait qu'ils avaient manqué de fierté, en permettant au ministre autrichien de leur dire que dans tel ou tel cas, l'Autriche s'unirait aux ennemis de la France pour lui déclarer la guerre, comme si c'eût été une offense que d'annoncer franchement ce qu'on ferait, si certaines conditions n'étaient point accordées. L'enivrement de la puissance était tel chez Napoléon, qu'il ne voulait pas qu'on osât parler de lui déclarer la guerre, comme d'une chose naturelle, inévitable même dans certains cas. Il voulait qu'on n'y pensât qu'en tremblant (ce qu'on faisait du reste), qu'on n'en parlât qu'avec une sorte de crainte respectueuse, comme d'un malheur dont on admettait à peine la possibilité. Mais après ces réprimandes peu méritées, et peu séantes actuellement, il s'occupa de quelque chose de plus sérieux. Il ne croyait plus, après

[1] Voici de singulières paroles écrites par M. de Bassano à M. de Vicence, et qui prouvent ce que nous avançons ici. « L'Empereur part demain et ira coucher à Bautzen... Nous « sommes ici dans l'attente et dans la meilleure espérance des « événements. Toute l'armée est en mouvement. La confiance « est partout. Le roi de Saxe et la famille royale ne quittent « pas Dresde... Sa Majesté ne veut pas de prolongation d'ar- « mistice, elle est prête à la guerre. Elle l'est plus que l'Au- « triche. Elle n'a pas de motifs d'attendre pour ses subsistan- « ces, et elle ne veut pas perdre un temps précieux et se « laisser engager dans l'hiver... (Dans ce moment en effet « Napoléon avait renoncé à une prolongation d'armistice, et « ne voulait que différer l'entrée en action de l'Autriche.)... « M. de Bubna, qui sera arrivé longtemps avant le courrier « porteur de cette dépêche, connaît notre position. *La secrète « joie qu'éprouve Sa Majesté de se trouver dans une circon- « stance difficile, mais digne de son génie, n'a point échappé « à M. de Bubna*... Sa Majesté, qui se fie à la Providence, en- « trevoit les grands desseins qu'elle a fondés sur elle. Ses « plans sont arrêtés, et elle ne voit partout que des motifs de « confiance. » (Dépêche de M. de Bassano à M. le duc de Vicence en lui envoyant ses pleins pouvoirs, à la date du 13 août 1813.)

la difficulté qu'on avait eue pour faire prolonger l'armistice une première fois, obtenir une nouvelle prolongation ; d'ailleurs il se sentait prêt. Le temps désormais devait profiter à ses adversaires plus qu'à lui, et il tenait à les frapper avant l'hiver. Un seul désir lui restait en fait d'ajournement, c'était de différer l'entrée en action de l'Autriche, ce qui lui eût fort convenu, car il aurait eu ainsi la possibilité d'écraser séparément les Russes et les Prussiens, et de revenir ensuite sur les Autrichiens, pour les intimider, les empêcher de prendre parti, ou les accabler à leur tour. Mais il n'y avait qu'une manière de disposer l'Autriche à une conduite pareille, c'était l'apparence d'une négociation sincère, et même de fortes espérances d'une conclusion pacifique. Napoléon prit donc la résolution de réaliser le pronostic de M. de Metternich, qui avait dit qu'avec un caractère extraordinaire comme le sien, il ne fallait jamais désespérer de rien, et que peut-être le dernier jour, à la dernière heure, une heureuse conclusion sortirait de cette négociation, illusoire dans le moment jusqu'à en être offensante. Il se décida, tandis que les plénipotentiaires continueraient à perdre leur temps en discussions puériles sur la forme des négociations, à charger secrètement et exclusivement M. de Caulaincourt d'une communication sérieuse à l'Autriche, la seule des puissances avec laquelle une négociation directe fût alors possible. Si la paix résultait d'une semblable démarche, Napoléon n'en était pas fâché, pourvu toutefois que les conditions dont il ne voulait pas fussent écartées, et il se flattait qu'il obtiendrait peut-être de l'Autriche qu'elles le fussent, mais à l'instant suprême, quand cette puissance se verrait définitivement placée entre la paix et la guerre. En conséquence, il arrêta de la manière suivante les conditions à présenter confidentiellement à M. de Metternich. Le sacrifice du grand-duché de Varsovie, comme celui de l'Espagne, comme celui de l'Illyrie, étaient faits dans son esprit et dans l'opinion générale, et n'avaient plus aucune nouveauté poignante pour son orgueil; d'ailleurs il n'en devait rien coûter au territoire de l'Empire, car l'Illyrie elle-même n'était demeurée qu'à titre d'en cas dans nos mains, et elle n'avait jamais été jointe au territoire constitutionnel de la France. Ce qui coûtait à Napoléon, c'était, ainsi que nous l'avons dit, de refaire la Prusse plus grande après sa défection, de sacrifier le titre de protecteur de la Confédération du Rhin porté avec ostentation depuis plusieurs années, et enfin d'abandonner Lubeck, Hambourg, Brême, qui avaient été ajoutées par sénatus-consultes au territoire français. Selon lui chacun de ces sacrifices le montrait vaincu aux yeux du monde, car il fallait qu'il le fût pour récompenser une défection, pour permettre qu'on reconstituât une Allemagne en dehors de son influence, pour se laisser arracher une partie de ce qu'il appelait le territoire constitutionnel de l'Empire. D'après certaines paroles de M. de Bubna, qui dans son désir d'amener la paix amoindrissait toujours la difficulté, Napoléon avait pensé que peut-être au dernier moment il déciderait l'Autriche à lui concéder ces points importants, ou qu'au moins en lui faisant entrevoir une négociation sincère, on pourrait négocier en se battant, ce qui entraînerait une reprise d'hostilités avec les Prussiens et les Russes, et une nouvelle remise avec les Autrichiens.

C'est d'après ces données qu'il enjoignit à M. de Caulaincourt (le secret devant être gardé envers M. de Narbonne, pour que la négociation eût un caractère encore plus intime) de se rendre auprès de M. de Metternich, de l'aborder brusquement, à brûle-pourpoint, de lui dire qu'on voulait profiter des cinq jours qui restaient pour s'assurer du fond des choses, particulièrement en ce qui concernait l'Autriche, qu'on demandait franchement à celle-ci les conditions auxquelles elle entrerait avec la France en négociation ou en guerre, qu'on la pressait instamment de déclarer ces conditions sans surfaire inutilement, que le temps qu'on avait encore était trop court pour le perdre en vulgaires finesses, qu'il fallait donc énoncer avec la dernière précision ce qu'on voulait, pour qu'on pût répondre avec une précision égale et sur-le-champ, c'est-à-dire par *oui* ou par *non*. Le duc de Vicence devait faire remarquer à M. de Metternich à quel point cette communication était secrète, puisqu'on la laissait ignorer à M. de Narbonne; il devait insister pour qu'elle demeurât inconnue des négociateurs prussien et russe, dans le cas même où l'on tomberait d'accord. Il suffirait en effet de reproduire dans la négociation officielle les propositions secrètement convenues avec l'Autriche dans la négociation occulte, pour les faire adopter, et comme après tout il restait pour négocier non-seulement jusqu'au 10 août, mais jusqu'au 17, il était possible, si on répondait tout de suite à la proposition actuelle partant de Dresde le 5, arrivant le 6 à Prague, et pouvant

recevoir réponse le 7, de faire parvenir le 9 à M. de Metternich l'adhésion définitive de la France aux idées de l'Autriche, et de donner ainsi brusquement au congrès, la veille même de sa dissolution, un caractère inattendu de sérieux et d'efficacité.

Par malheur, en adressant enfin à l'Autriche cette ouverture, tardive mais non pas sans espoir de succès, Napoléon y ajouta pour la négociation officielle une note tout à fait offensante, car on y disait très-clairement que les difficultés de forme soulevées par les représentants des puissances belligérantes, révélaient leur intention véritable, et que cette intention n'était autre que d'entraîner l'Autriche dans la guerre, en se servant pour y réussir ou de sa mauvaise foi, ou de sa duperie, toutes suppositions aussi peu flatteuses pour les uns que pour les autres. MM. de Narbonne et de Caulaincourt devaient remettre en commun cette étrange note à M. de Metternich, puis après l'avoir remise, M. de Caulaincourt, prenant à part M. de Metternich, et s'abouchant secrètement avec lui, devait faire la proposition que nous venons de rapporter.

Les dépêches contenant ces ordres si contradictoires, parties le 5 août de Dresde, arrivèrent le 6 à Prague, surprirent fort M. de Caulaincourt, et le remplirent d'une joie mêlée malheureusement de beaucoup de tristesse, car avec le peu de jours qui restaient, il désespérait de mener à bien cette négociation *in extremis*, et la note officielle d'ailleurs lui faisait craindre un esclandre qui nuirait beaucoup au succès de ses efforts. Cette note destinée à être publique offensa M. de Metternich, qui témoigna combien il en redoutait l'effet, tant sur son maître que sur les cours de Prusse et de Russie; mais son étonnement fut extrême lorsque, les deux négociateurs français l'ayant quitté, il revit peu d'instants après M. de Caulaincourt chez lui, apportant en grand secret une communication aussi importante que celle dont il s'agissait. Elle était si tardive, et il s'était tant habitué à désespérer des dispositions de Napoléon à l'égard de la paix, qu'il eut de la peine à croire qu'elle fût sincère, et ce motif seul l'empêcha de se livrer à une joie qu'autrement il n'aurait pas manqué de ressentir et de manifester. Il exprima ses regrets de ce qu'on n'avait pas tenté cette démarche quelques jours plus tôt, car il eût été possible alors, sans violer le secret qui était recommandé, de sonder la Prusse et la Russie sur certains points délicats, et d'arriver à une conciliation des difficultés qui vraisemblablement diviseraient les cours belligérantes. Toutefois, puisqu'on demandait à l'Autriche ses conditions à elle-même, celles qu'elle appuierait de toute son influence, et dont elle était résolue à exiger l'adoption de la part de la Prusse et de la Russie, il allait consulter son maître, et répondre, il l'espérait, sous vingt-quatre heures.

M. de Metternich se rendit en effet à Brandeiss, résidence actuelle de l'empereur François, le trouva fort courroucé comme tout le monde l'avait été à Prague de la note officielle du 6 août, et lui causa un étonnement égal à son courroux, en lui faisant part de la démarche inattendue du principal négociateur français. Tout ce qui était extraordinaire concordait bien avec le caractère brusque et imprévu de Napoléon, mais une démarche qui avait des apparences aussi pacifiques, tentée ainsi à la dernière extrémité, avait de quoi exciter la méfiance. L'empereur François et son ministre se demandèrent si c'était de la part de Napoléon un acte de force ou de ruse, si, dans des vues élevées, il savait enfin imposer silence à son orgueil pour arriver à un accord entre les puissances européennes, ou bien s'il voulait provoquer quelque exigence excessive de la part des coalisés, afin de s'en faire auprès du public français un argument qui le justifierait d'avoir préféré la guerre à une paix humiliante. Ils reconnurent que dans les deux cas il fallait répondre sans hésiter, car s'il souhaitait la paix, on lui devait de s'expliquer franchement avec lui; s'il cherchait à provoquer une proposition inadmissible, il importait de le confondre en lui adressant les conditions auxquelles depuis longtemps on s'était arrêté, et que certainement la France ne trouverait pas déshonorantes. Ces conditions étaient au fond tellement indiquées lorsqu'on voulait reconstituer l'Allemagne, et pour reconstituer l'Allemagne rendre quelque force à la Prusse, que toute variante était impossible. C'étaient, comme nous l'avons déjà répété tant de fois, le partage du duché de Varsovie, sur le sort duquel la fortune avait prononcé à Moscou, et dont la plus grande partie devait revenir à la Prusse; l'abolition de la Confédération du Rhin, que toute l'Allemagne réclamait pour n'être plus placée sous une autorité étrangère, et le rétablissement des villes hanséatiques, qu'elle réclamait également pour recouvrer son commerce; enfin la restitution de l'Illyrie, consentie depuis longtemps par Napoléon, et vivement désirée par l'Autriche afin de se procurer quelques

aboutissants vers la mer. Tout cela était si nécessaire pour que l'Allemagne retrouvât quelque indépendance, en restant d'ailleurs fort exposée encore à l'influence de Napoléon, qui conservait Mayence, Cologne, Wesel, Gorcum, le Texel et la Westphalie, qu'il n'y avait pas autre chose à imaginer et à proposer. On avait assez communiqué avec la Prusse et la Russie pour s'être assuré de leur adhésion à ces bases, et quant à l'Angleterre, les villes hanséatiques étant rétablies, Napoléon paraissant décidé au sacrifice de l'Espagne, on était certain de l'amener à la paix, car elle ne voudrait pas rester seule en guerre avec la France. On résolut donc de faire connaître à Napoléon les conditions dont il s'agit, et qui au surplus n'étaient pas nouvelles pour lui, en exigeant le secret qu'il avait exigé lui-même, et en demandant une réponse sous quarante-huit heures, car après le 10 août au soir il ne serait plus temps.

M. de Metternich, revenu le 7 à Prague, fut tout à coup rappelé à Brandeiss par son maître, qui, avant de se prêter à ces communications particulières, avait été saisi d'une subite hésitation. Mais tout examiné, l'empereur et son ministre persistèrent, et après une journée malheureusement perdue, la réponse fut apportée à M. de Caulaincourt, toujours à l'insu de M. de Narbonne. M. de Metternich lui dit que son maître s'était demandé si cette communication si imprévue et si tardive de Napoléon était une *démarche de force ou de ruse;* que si elle était une démarche de force comme il aimait à le penser de la part de son gendre, on lui devait une franche réponse; que si elle était une démarche de ruse, il croyait devoir y répondre encore, car les conditions qu'il apportait pouvaient s'avouer au monde entier, et surtout à la France. Il lui fit donc verbalement la déclaration suivante, qu'il l'autorisa à transcrire sur-le-champ, sous sa dictée, et qui a une telle importance que nous allons la reproduire textuellement.

INSTRUCTIONS POUR LE COMTE DE METTERNICH, SIGNÉES PAR L'EMPEREUR D'AUTRICHE.

« M. de Metternich demandera au duc de « Vicence, sous sa parole d'honneur, l'engage- « ment que son gouvernement gardera le secret « le plus absolu sur l'objet dont il est ques- « tion.

« Connaissant par des explications confiden- « tielles préalables les conditions que les cours « de Russie et de Prusse paraissent mettre à des « arrangements pacifiques, et me réunissant à « leurs points de vue, parce que je regarde ces « conditions comme nécessaires au bien-être de « mes États et des autres puissances, et comme « les seules qui puissent réellement mener à la « paix générale, je ne balance point à énoncer « les articles qui renferment mon *ultimatum*.

« J'attends un *oui* ou *non* dans la journée « du 10.

« Je suis décidé à déclarer dans la journée « du 11, ainsi que cela se fera de la part de la « Russie et de la Prusse, que le congrès est dis- « sous, et que je joins mes forces à celles des « alliés pour conquérir une paix compatible « avec les intérêts de toutes les puissances, et « que je ferai dès lors abstraction des conditions « actuelles, dont le sort des armes décidera pour « l'avenir.

« Toutes propositions faites après le 11 ne « pourront plus se lier avec la présente négo- « ciation. »

Conditions auxquelles l'Autriche regarde la paix comme faisable.

« Dissolution du duché de Varsovie et sa « répartition entre l'Autriche, la Russie et la « Prusse; par conséquent Dantzig à la Prusse.

« Rétablissement de Hambourg et de Lubeck « comme villes libres hanséatiques, et arrange- « ment éventuel et lié à la paix générale sur les « autres parties de la 32e division militaire, et « sur la renonciation au protectorat de la Con- « fédération du Rhin, afin que l'indépendance « de tous les souverains actuels de l'Allemagne « se trouve placée sous la garantie de toutes les « grandes puissances.

« Reconstruction de la Prusse avec une fron- « tière tenable sur l'Elbe.

« Cession des provinces illyriennes à l'Au- « triche.

« Garantie réciproque que l'état de possession « des puissances grandes et petites, tel qu'il se « trouvera fixé par la paix, ne pourra être « changé ni lésé par aucune d'elles. »

Après cette communication si importante, et qui confond tous les mensonges que certains narrateurs ont avancés sur ce sujet, M. de Metternich ajouta quelques explications d'une extrême gravité. Il dit que jusqu'au 10 août au soir l'Autriche serait sans engagement avec les puissances

belligérantes, que jusque-là elle pourrait, comme elle le faisait actuellement, traiter confidentiellement avec Napoléon, et adopter certaines de ses propositions, les imposer même aux puissances coalisées, auxquelles nul traité ne la liait, mais qu'à partir du 11 elle serait liée avec elles, ne pourrait rien écouter sans leur en donner communication, et serait obligée de n'admettre aucune condition de paix que d'accord avec elles.

Ces observations méritaient la plus sérieuse attention, car la différence qu'il y avait à traiter le 10 et non pas le 11 ou le 12, consistait à dépendre de l'Autriche seule, qui souhaitait la paix parce qu'elle craignait la guerre, au lieu de dépendre des puissances coalisées qui ne voulaient pas la paix parce qu'elles attendaient davantage de la guerre, et qu'elles étaient en proie à toutes les passions du moment. Le duc de Vicence, en rapportant exactement les communications qu'il avait reçues, les accompagna de nouvelles instances exprimées dans le langage le plus beau et le plus touchant.

« — Sire, disait-il à Napoléon, cette paix « *coûtera peut-être quelque chose à votre amour-* « *propre, mais rien à votre gloire,* car elle ne « coûtera rien à la vraie grandeur de la France. « Accordez, je vous en conjure, cette paix à la « France, à ses souffrances, à son noble dévoue- « ment pour vous, aux circonstances impé- « rieuses où vous vous trouvez. Laissez passer « cette fièvre d'irritation contre nous qui s'est « emparée de l'Europe entière, et que les vic- « toires même les plus décisives exciteraient « encore au lieu de la calmer. Je vous la de- « mande, ajoutait-il, non pour le vain honneur « de la signer, mais parce que je suis certain « que vous ne pouvez rien faire de plus utile à « notre patrie, de plus digne de vous et de votre « grand caractère. » — Quel devait être l'effet de ces nobles prières d'un noble cœur, on va le voir!

La réponse apportée le 8 août par M. de Metternich, transcrite pendant la journée, ne pouvait être que le 9 sous les yeux de Napoléon, et n'y fut en effet que le 9 à trois heures de l'après-midi. Il aurait fallu que, souscrivant aux sacrifices qu'on lui demandait, et qui n'étaient que des sacrifices d'amour-propre, comme l'avait si bien dit M. de Caulaincourt, il s'y décidât sur l'heure, et expédiât la réponse dans la soirée même du 9, afin que cette réponse arrivant le 10 au matin à Prague, avec accompagnement de pouvoirs pour M. de Caulaincourt, on pût signer les bases de la paix le 10 avant minuit. Napoléon n'en fit malheureusement rien. D'abord il ne voulut pas croire à cette situation de l'Autriche, libre jusqu'au 10 août à minuit, mais engagée après le 10, et au lieu de dépendre d'elle seule, dépendant de la volonté de ses nouveaux alliés. Il imagina que ce n'était là qu'un vain langage diplomatique, qu'on lui tenait pour l'intimider, ou pour hâter ses déterminations. N'attachant pas d'ailleurs beaucoup d'importance à éviter la guerre au prix de sacrifices qui lui étaient souverainement désagréables, aveuglé par une déplorable confiance en ses forces, il ne se pressa pas de prendre et de faire connaître ses résolutions. Il employa la journée à se décider, pensant que ce serait assez tôt de se résoudre le 10, que les hostilités ne recommençant que le 17, on aurait le temps de s'entendre, que l'Autriche ferait de ses alliés ce qu'elle voudrait, aussi bien le 11 ou le 12 que le 10, pourvu que ce fût avant le 17, et que par conséquent il pouvait sans inconvénient s'accorder à lui-même vingt-quatre heures de réflexion. Il employa donc vingt-quatre heures, non pas à se combattre mais à se flatter, à laisser ainsi s'évanouir le moment décisif de cette négociation, et lui, qui tant de fois avait saisi l'instant propice sur les champs de bataille, qui avait dû à cette promptitude de détermination ses plus grands triomphes, allait laisser échapper sans en profiter le moment politique le plus important de son règne! Et M. de Bassano, que faisait-il lui-même pendant ces heures fatales? Que ne passait-il cette nuit aux pieds de son maître, à lui répéter de vive voix les ardentes, les patriotiques prières de M. de Caulaincourt! et fallût-il pour le vaincre caresser follement son orgueil indomptable, fallût-il lui persuader que même après cette paix, il restait plus puissant que jamais, plus puissant qu'avant Moscou, M. de Bassano en proférant ces flatteries aurait été un utile, un patriotique flatteur, et il eût été plus près du vrai qu'en laissant croire à Napoléon que la gloire consistait à ne jamais céder!

Mais Napoléon n'entendit rien de pareil, et pendant ces quelques heures, heures qui emportèrent sa grandeur, et malheureusement la nôtre, il n'entendit que l'écho de sa propre pensée. Après avoir manié et remanié durant toute la nuit ces états de troupes avec M. de Bassano, et s'être persuadé qu'il pouvait faire face à tout, il crut qu'il devait persister dans ses

vues, et ne pas accorder à la paix un sacrifice de plus. Voici donc les conditions auxquelles il s'arrêta. Il consentait bien à sacrifier le grand-duché de Varsovie, comme un essai de Pologne condamné par l'événement, mais il ne voulait pas, en rendant quelque grandeur à la Prusse, la récompenser de ce qu'il appelait une trahison. Il admettait qu'on lui accordât la plus grande partie du duché de Varsovie, la totalité même, si la Russie et l'Autriche consentaient à faire ce sacrifice pour elle ; mais il voulait la rejeter au delà de l'Oder, lui ôter, pour les attribuer à la Saxe, le Brandebourg, Berlin, Potsdam, c'est-à-dire son sol natal et sa gloire, la transporter entre l'Oder et la Vistule, la faire ainsi une puissance polonaise plutôt qu'allemande, lui laisser le choix comme capitale entre Varsovie et Kœnigsberg, sans lui donner Dantzig, qui redeviendrait ville libre. Il voulait à sa place, entre l'Oder et l'Elbe, mettre la Saxe, et attribuer à celle-ci tout l'espace qui s'étend de Dresde à Berlin. Quant à Lubeck, Hambourg, Brême, c'étaient des parties du territoire constitutionnel de l'Empire, et il ne souffrait pas même qu'on en parlât. Quant au titre de protecteur de la Confédération du Rhin, c'était, à l'entendre, vouloir lui infliger une humiliation que de le lui enlever, puisqu'on reconnaissait que ce n'était qu'un titre absolument vain. Quant à l'Illyrie, il était prêt à la rendre à l'Autriche, mais en gardant l'Istrie, c'est-à-dire Trieste, seule chose que l'Autriche désirât ardemment. Il prétendait en outre conserver plusieurs positions au delà des Alpes Juliennes, telles que Villach, Goritz, en un mot tous les débouchés qui permettaient de descendre en Illyrie, disant qu'il n'était pas sûr de Venise s'il n'avait pas ces positions, c'est-à-dire qu'il n'était pas en sûreté dans sa maison s'il n'avait pas les clefs de la maison d'autrui. A ces conditions il admettait la paix sans se tenir pour froissé, et consentait à rentrer sur le Rhin avec ses armées. A d'autres conditions il aimait mieux lutter pendant des années contre l'Europe entière. Telles furent les propositions qui sortirent des méditations de cette nuit funeste.

Toutefois, comme il n'y avait aucune chance que l'Autriche pût obtenir de ses futurs alliés l'abandon de Berlin par la Prusse, afin de composer avec la Saxe une fausse Prusse, sans passé, sans consistance, sans réalité, il autorisa M. de Caulaincourt à renoncer à ce premier projet s'il n'était pas accueilli, et il consentit à laisser à la Prusse, outre ce qu'on lui accorderait du duché de Varsovie, tout ce qu'elle possédait entre l'Oder et l'Elbe, mais en maintenant Dantzig comme ville libre, mais en ne souffrant pas davantage qu'on parlât de Lubeck, de Hambourg, de Brême, de la Confédération du Rhin, et enfin en ne restituant l'Illyrie qu'à condition de retenir l'Istrie, Trieste surtout, parce que, répétait-il toujours, vouloir Trieste c'était vouloir Venise.

Le matin du 10 Napoléon manda auprès de lui M. de Bubna, qui formait des vœux sincères pour la paix, et qui malheureusement se prêtait un peu trop aux vues de son puissant interlocuteur dans l'espérance de l'adoucir. Il lui fit connaître la négociation secrète entamée avec M. de Metternich, lui communiqua ses états de troupes, lui manifesta ouvertement son penchant à faire cette campagne de Saxe, du résultat de laquelle il se promettait autant de puissance que de gloire, se montra ce qu'il était, confiant, gai même, inclinant autant à la guerre qu'à la paix, disposé par conséquent à donner peu de chose pour que ce fût l'une ou l'autre qui sortit des négociations de Prague; puis après avoir, sans vain étalage, sans forfanterie, révélé cette funeste énergie de son âme, il exposa ses conditions, demandant presque à chacune un assentiment, que M. de Bubna ne pouvait pas accorder sans doute, mais qu'il ne refusait pas assez péremptoirement pour dissiper toute espèce d'illusion. Sur deux points notamment, les villes hanséatiques et la Confédération du Rhin, M. de Bubna n'ayant jamais trouvé sa cour aussi absolue que sur le reste, il parut faiblir, et Napoléon se figura que, sans subir ces deux conditions qui lui étaient particulièrement insupportables, il pourrait avoir la paix, sauf peut-être à abandonner Trieste. Il ne désespéra donc pas d'une paix conclue sur ces bases, mais en tout cas il en avait pris son parti, et n'avait nul chagrin de se battre encore; il se disait même qu'il retrouverait dans une continuation de la guerre, non pas toute sa gloire, qui était restée entière, mais toute sa puissance, toute celle qu'il avait ensevelie sous les ruines de Moscou.

Après cet entretien il renvoya M. de Bubna, le chargeant d'écrire à son cabinet dans ce sens, et manda ses dernières résolutions à M. de Caulaincourt. Le courrier qui les portait ne pouvait arriver que le 11. Napoléon ne se préoccupa guère de ce retard, et attendit la

réponse quelle qu'elle fût, en prenant toutes ses dispositions pour le renouvellement des hostilités le 17.

La journée du 10 s'écoula donc à Prague sans rien apporter de Dresde, à la grande satisfaction des négociateurs de la Prusse et de la Russie, à la grande douleur de M. de Caulaincourt, au grand regret de M. de Metternich, qui, bien qu'il eût pris son parti, ne voyait pas sans effroi pour l'Autriche la terrible épreuve d'une nouvelle guerre avec la France. Plusieurs fois dans cette journée il se rendit chez M. de Caulaincourt, afin de savoir si aucune réponse n'était venue de Dresde, et chaque fois trouvant M. de Caulaincourt triste et silencieux parce qu'il n'avait rien à dire, il répéta que passé minuit il serait non plus arbitre, mais belligérant, réduit par conséquent à solliciter pour la paix auprès de ses nouveaux alliés, au lieu de pouvoir la leur imposer modérée et acceptable pour tout le monde.

Après avoir vainement attendu pendant toute la journée du 10, M. de Metternich signa enfin l'adhésion de l'Autriche à la coalition, et annonça le lendemain 11 au matin à M. de Caulaincourt et à M. de Narbonne (celui-ci ignorant toujours la négociation secrète), annonça, disons-nous, avec un chagrin qui frappa tous les yeux, que le congrès de Prague était dissous, que dès lors l'Autriche, forcée par ses devoirs envers l'Allemagne et envers elle-même, se voyait contrainte à déclarer la guerre à la France. Les négociateurs prussien et russe annoncèrent de leur côté qu'ils se retiraient, en rejetant sur la France la responsabilité de l'insuccès des négociations, et quittèrent Prague avec une joie non dissimulée. Du reste cette joie fut universelle, et excepté M. de Metternich, qui, tout en les bravant, apercevait les conséquences possibles d'une rupture avec Napoléon, excepté l'empereur, qui avait le cœur serré en songeant à sa fille, les Autrichiens de toutes les classes manifestèrent des transports d'enthousiasme. Les passions germaniques qu'ils partageaient, et qu'on les avait forcés de contenir, éclatèrent sans mesure, comme elles avaient éclaté à Breslau et à Berlin quelques mois auparavant.

Dans le courant de cette journée du 11, M. de Caulaincourt reçut enfin le courrier tant souhaité la veille, et en voyant ce qu'il apportait regretta moins sa tardive arrivée. Bien qu'il ne désespérât pas d'obtenir quelque concession de la part de M. de Metternich, toutefois il ne se flattait pas d'en obtenir la translation de la Prusse au delà de l'Oder, et même cette condition chimérique mise de côté, il ne croyait pas pouvoir conserver à Napoléon Hambourg, le protectorat de la Confédération du Rhin, et surtout Trieste. Pourtant, en laissant Trieste à l'Autriche, en convenant pour les villes hanséatiques d'un arrangement suspensif qui ferait dépendre leur restitution de la paix avec l'Angleterre, il ne regardait pas comme impossible d'amener M. de Metternich aux propositions de la France. Il courut donc chez lui, le trouva triste, ému, désolé de ce qu'on venait si tard, étonné et mécontent de ce qu'on eût livré à M. de Bubna le secret d'une négociation qu'on s'était promis de tenir absolument cachée, ne jugeant pas acceptables les conditions de Napoléon, mais sur l'indication assez claire qu'elles n'étaient pas irrévocables, donnant à entendre qu'en étant absolu sur la restitution de Trieste à l'Autriche, sur le rétablissement de la Prusse jusqu'à l'Elbe, sur l'abolition du protectorat du Rhin, il serait possible d'ajourner la question des villes hanséatiques à la paix avec l'Angleterre, ce qui réduisait beaucoup le désagrément de ce sacrifice pour Napoléon, en le couvrant de l'immense éclat de la paix maritime. Mais, ajoutait M. de Metternich, ces conditions ainsi modifiées que nous aurions pu imposer aux parties belligérantes il y a vingt-quatre heures, ne dépendent plus de nous, et nous sommes réduits à les proposer, sans savoir si nous réussirons à les faire accueillir. M. de Metternich au surplus était chagrin et agité, car si, avec sa rare portée d'esprit, il voyait dans l'occasion présente de fortes chances de relever sa patrie, il voyait aussi de nombreuses chances de la perdre en la jetant dans une guerre effroyable. Napoléon, quoique bien imprudent aux yeux des hommes de sens, restait si grand dans l'imagination du monde, qu'on le craignait encore profondément, tout en le jugeant égaré par la passion, et exposé à toutes les fautes que la passion fait commettre.

Cependant la négociation officielle ne pouvait pas durer, puisque le congrès était rompu, et que la guerre était officiellement déclarée par l'Autriche à la France. Les plénipotentiaires russe et prussien venaient de s'éloigner, et il n'était pas séant que les plénipotentiaires français demeurassent à Prague. Il fut convenu, si Napoléon y consentait, qu'on ferait partir M. de Narbonne seul, en expliquant le mieux possible

à celui-ci son départ isolé; que M. de Caulaincourt au contraire resterait pour attendre le résultat des ouvertures dont M. de Metternich était chargé auprès des souverains de Prusse et de Russie, lesquels devaient être rendus à Prague sous deux ou trois jours. Cette prolongation de séjour était fort désagréable à M. de Caulaincourt, car sa position allait devenir tout à fait fausse, lorsque l'empereur Alexandre étant à Prague, il se trouverait dans la même ville sans le voir. Mais tout ce qui laissait une chance à la paix lui paraissait supportable, même désirable, et il consentit volontiers à rester. En racontant ce qui avait eu lieu entre lui et le ministre autrichien, il adressa de nouvelles instances à Napoléon en faveur de la paix, le supplia de continuer cette négociation, si difficile qu'elle fût devenue depuis qu'elle se passait non plus avec l'Autriche seule, mais avec toutes les puissances belligérantes, le pressa de lui donner quelque latitude pour traiter, et de lui envoyer surtout des pouvoirs authentiques pour signer, car dans cet instant suprême, le moindre défaut de forme pouvait être pris pour un nouveau faux-fuyant, et lui valoir un congé définitif. Tout ce qu'un honnête homme, un bon citoyen, peuvent dire à un souverain afin de lui épargner une faute mortelle, M. de Caulaincourt le répéta encore à Napoléon, dans un langage aussi ferme que soumis et dévoué.

Ces communications envoyées à Dresde trouvèrent Napoléon tout préparé à la guerre, et aussi peu affligé que peu surpris de la rupture du congrès. Le jour même où l'Autriche avait déclaré le congrès dissous avant d'avoir été réuni, et annoncé son adhésion à la coalition, l'armistice avait été dénoncé par les commissaires des puissances belligérantes, ce qui fixait au 17 août la reprise des hostilités. La possibilité de renouer, par des voies secrètes, des négociations rompues d'une manière si éclatante, était presque nulle, et Napoléon se conduisit comme s'il n'y comptait pas du tout. Il prescrivit à M. de Narbonne de revenir à l'instant même de Prague, car ce diplomate, étant à la fois plénipotentiaire au congrès et ambassadeur auprès de la cour d'Autriche, ne pouvait pas figurer plus longtemps auprès d'une cour qui venait de déclarer la guerre à la France. Il autorisa M. de Caulaincourt à demeurer à Prague, non pas dans la ville même, mais dans les environs, afin que cet ancien ambassadeur de France en Russie ne se trouvât pas dans le même lieu que l'empereur Alexandre, dont il ne fallait pas, disait-il, *orner le triomphe*, triomphe, hélas! que nous lui avions ménagé nous-mêmes par une obstination aveugle; il consentit à ce que ses dernières propositions fussent transmises à la Prusse et à la Russie, non pas en son nom, mais au nom de l'Autriche, qui les présenterait comme siennes, car pour lui, il ne jugeait pas, ajoutait-il, de sa dignité de rien proposer aux puissances belligérantes. Il envoya à M. de Caulaincourt des pouvoirs en forme, mais aucune latitude pour traiter, ses conditions étant invariables à l'égard des villes hanséatiques, du protectorat du Rhin, et même de Trieste, qu'il voulait retenir en restituant l'Illyrie à l'Autriche. C'étaient là de bien faibles chances d'aboutir à la paix, l'Autriche ne pouvant admettre de pareilles conditions et, le voulût-elle, ne pouvant plus jeter dans la balance le poids décisif de son épée, depuis qu'on lui avait laissé, malgré ses avis répétés, le temps de s'engager à la coalition.

Mais toutes ces raisons ne touchaient guère Napoléon. Les instances de M. de Caulaincourt n'avaient produit sur lui aucune impression. Il respectait le caractère, la franchise de ce personnage, le traitait avec plus de considération que M. de Bassano, mais l'écoutait peu, parce qu'il le savait dans de tout autres idées que les siennes. Il venait de faire célébrer le 10 août sa fête, ordinairement fixée au 15, avait donné des festins à toute l'armée, distribué des prix nombreux pour le tir, et écarté autant que possible les sinistres images de mort de l'esprit de ses soldats, si faciles à distraire et à égayer. Ses corps d'armée étaient tout préparés, et dès le 11 ils avaient commencé à sortir de leurs cantonnements pour se concentrer sous leurs chefs et se porter sur la ligne où ils étaient appelés à combattre. Les anciens corps étaient reposés, recrutés et complétés. Les nouveaux venaient d'achever leur organisation. La cavalerie, quoique jeune, était redevenue belle, et même nombreuse. Les travaux de Kœnigstein et de Lilienstein, de Dresde, de Torgau, de Wittenberg, de Magdebourg, de Werben, de Hambourg, étaient terminés ou bien près de l'être. Les vastes approvisionnements qui avaient dû remonter par l'Elbe de Hambourg sur Magdebourg, de Magdebourg sur Dresde, étaient déjà réunis sur les points où l'on en avait besoin. Dresde regorgeait de grains, de farines, de spiritueux, de viande fraîche et salée. Tous les convois avaient été accélérés, et les ordres étaient donnés pour que le 15 il n'y eût ni une voiture de roulage sur les routes d'Alle-

magne, ni un bateau sur l'Elbe, afin que les Cosaques ne trouvassent rien à enlever, et ne pussent *piller que le pays,* ainsi que Napoléon l'écrivait au maréchal Davoust. Lui-même se disposait à partir le 15 ou le 16 août pour se rendre en Silésie et sur la frontière de Bohême, où il s'attendait à voir commencer les hostilités. Du reste, il ne laissa de doute à personne sur le renouvellement de la guerre. Il écrivit à Dantzig au général Rapp pour l'encourager, le rassurer sur l'issue de cette nouvelle lutte, lui conférer des pouvoirs extraordinaires, lui recommander de ne jamais rendre la place, et lui promettre de le débloquer prochainement. Il en fit autant à l'égard des commandants de Glogau, de Custrin et de Stettin. Il écrivit au maréchal Davoust à Hambourg, au général Lemarois à Magdebourg, qu'ils eussent à se tenir sur leurs gardes, que la guerre allait recommencer, qu'elle serait terrible, mais qu'il était en mesure de faire face à tous ses ennemis, l'Autriche comprise, et qu'il espérait avant trois mois les punir de leurs indignes propositions. A personne il ne dit, parce qu'il ne l'aurait pas osé, à quoi avait tenu la paix; il n'en informa pas même le chef véritable du gouvernement de la régence, l'archichancelier Cambacérès, et se contenta de lui mander que bientôt on lui ferait connaître les exigences de l'Autriche; que pour le moment on était obligé d'en garder le secret, mais qu'elles avaient été excessives jusqu'à en devenir offensantes. Respectant un peu moins le duc de Rovigo, Napoléon hasarda un véritable mensonge avec lui, et osa lui écrire qu'on avait voulu nous ôter Venise, se fondant apparemment sur son thème ordinaire, que demander Trieste c'était demander Venise, comme si on prétendait que demander Magdebourg, c'est demander Mayence, parce que l'une est sur le chemin de l'autre. Ne voulant pas qu'on inquiétât l'Impératrice, il prescrivit à l'archichancelier de la faire partir pour Cherbourg, afin qu'elle n'apprît la rupture et la reprise des hostilités qu'après quelque grande bataille gagnée, et les plus gros dangers passés.

En ce moment parut à Dresde l'un des lieutenants de Napoléon les plus utiles un jour de bataille, et doublement désirable dans les circonstances présentes, sous le rapport de la guerre et de la politique; c'était le roi de Naples. Outre que la cavalerie de réserve, pouvant présenter trente mille cavaliers en ligne, avait besoin d'être commandée par un chef d'un mérite supérieur, c'était un vrai soulagement pour Napoléon, un grand motif de sécurité, que d'avoir tiré Murat d'Italie. On a vu que, fatigué du joug de Napoléon, blessé de ses traitements offensants, alarmé sur le sort de la dynastie impériale, Murat avait songé à se rattacher à l'Autriche et à la politique médiatrice de cette puissance, afin de sauver son trône d'un désastre général, et que se défiant même de sa femme, il avait fini par se cacher d'elle, et par tomber dans des agitations maladives. On a vu encore que Napoléon pour compléter l'armée d'Italie, et pour mettre la cour de Naples à l'épreuve, lui avait demandé une division de ses troupes, et que Murat, en intrigue avec l'Autriche, voulant garder d'ailleurs son armée tout entière sous sa main, s'était refusé aux désirs de son beau-frère. Mais avec ses manières accoutumées, Napoléon avait fait sommer Murat par le ministre de France, M. Durand de Mareuil, d'obtempérer à ses réquisitions sous peine de la guerre. Murat alors, ne sachant plus à quel parti s'arrêter, tantôt voyant Napoléon battu, détruit, tous les trônes des Bonaparte renversés, excepté peut-être les trônes de ceux qui auraient opéré leur défection à temps, tantôt le voyant vainqueur à Lutzen, à Bautzen et ailleurs, désarmant l'Europe par la victoire et par les concessions, sacrifiant à la paix l'Espagne et Naples au besoin, était tombé dans un véritable état de folie, lorsque les conseils de sa femme, et les lettres du duc d'Otrante, avec lequel il avait été plus d'une fois en intrigue secrète, l'avaient déterminé à obéir. Mais ne voulant pas que la réconciliation, une fois qu'il s'y décidait, eût lieu à moitié, il était venu se mettre à la tête de la cavalerie de la grande armée, et était arrivé à Dresde la veille de l'entrée en campagne. Napoléon l'accueillit avec bonne grâce, feignant de ne pas s'apercevoir de ce qui s'était passé, paraissant n'attacher aucune importance aux variations d'un beau-frère aussi brave qu'inconséquent, pardonnant en un mot, mais avec une certaine marque de dédain que Murat discernait bien, et sentait sans le dire.

Il l'emmena donc avec lui, et partit dans la nuit du 15 au 16 août pour Bautzen, afin d'être aux avant-postes vingt-quatre heures avant la reprise des hostilités, et ne conservant évidemment aucune espérance de voir la paix résulter des efforts réunis de MM. de Caulaincourt et de Metternich. L'espérance était bien faible en effet, tant à cause des conditions elles-mêmes que du temps si tristement perdu. M. de Caulaincourt, immédiatement après avoir reçu les dernières

communications de Dresde, et avoir donné quelques prétextes à M. de Narbonne afin d'expliquer la prolongation de son séjour à Prague, s'était rendu auprès de M. de Metternich pour lui montrer ses pouvoirs, pour lui fournir ainsi la preuve qu'il était autorisé à négocier sérieusement, à la condition toutefois de présenter au nom de l'Autriche et non pas au nom de la France les propositions qu'il s'agissait de faire adopter. Quant au fond des choses, il ne pouvait pas offrir grande satisfaction, puisque Napoléon avait à peu près persisté dans toutes ses prétentions. Néanmoins, si l'Autriche eût encore été libre, elle eût peut-être admis les conditions françaises, car recouvrant l'Illyrie, recouvrant en outre la part de la Gallicie qu'on lui avait prise pour constituer le grand-duché de Varsovie, obtenant une espèce de reconstitution de la Prusse au moyen de la dissolution de ce grand-duché, étant débarrassée elle et ses alliés du fantôme de la Pologne, que depuis quelques années Napoléon avait toujours tenu sous les yeux des anciens copartageants, elle aurait probablement pensé que c'était assez tirer des circonstances, et elle n'eût pas bravé les chances de la guerre pour Trieste, et surtout pour Hambourg, qui intéressait la Prusse et l'Angleterre beaucoup plus qu'elle-même. Malheureusement elle n'était plus libre, et ne voulant pas manquer de parole à ses nouveaux alliés, elle ne pouvait que leur adresser des conseils, sans avoir, pour les décider, le moyen de leur refuser son alliance, accordée depuis le 10 août à minuit. M. de Metternich, en disant plus qu'il n'en avait jamais dit, depuis que ses confidences étaient sans inconvénients, avoua au duc de Vicence que ces conditions un peu modifiées auraient vraisemblablement amené la paix, huit jours auparavant, mais que maintenant, dépendant d'autrui, ne pouvant rien sans ses alliés, il désespérait de les leur faire accepter. Il parla des passions qui les animaient, des espérances qu'ils avaient conçues, de l'effet produit sur eux par la bataille de Vittoria, et à l'émotion qu'il éprouvait, il était aisé de voir qu'il était sincère dans ses regrets. En effet, pour l'Angleterre protégée par la mer, pour la Russie protégée par la distance, la lutte après tout ne pouvait pas avoir de conséquences mortelles; mais pour la Prusse et l'Autriche, que rien ne garantissait des coups de Napoléon, et qui avaient passé avec lui de l'alliance à la guerre, la lutte pouvait amener des résultats désastreux, et M. de Metternich sentait bien que, quelque raison qu'il eût d'essayer en cette occasion de refaire la situation de son pays, on l'accablerait de sanglants reproches si Napoléon était vainqueur. Il est donc très-présumable que, libre encore, il eût, sauf quelques différences, accepté les conditions proposées, et il était visible qu'en perdant le temps avec une déplorable obstination, on s'était plus nui peut-être qu'en persistant dans des prétentions excessives.

Quoi qu'il en soit, on convint que dès l'arrivée de l'empereur Alexandre et du roi de Prusse à Prague, M. de Metternich leur ferait pour le compte de son maître les ouvertures dont il vient d'être question, et qu'il donnerait la réponse avant le 17 août. Pour rendre convenable la position de M. le duc de Vicence, auquel on ne manqua jamais de témoigner les égards dont il était digne, il fut décidé qu'il irait attendre la réponse de M. de Metternich au château de Kœnigsal, situé près de Prague, et appartenant à l'empereur François. Il serait ainsi dispensé de se trouver dans le même lieu que l'empereur Alexandre, et dispensé aussi d'assister à toute la joie des coalisés, qui accueillaient avec transport la nouvelle des prochaines hostilités et de l'adhésion de l'Autriche à la coalition européenne.

Déjà depuis le 11 août une partie des états-majors prussien et russe était accourue à Prague pour concerter les opérations militaires avec l'état-major autrichien; une armée de plus de cent mille hommes, Prussiens et Russes, entrait en Bohême pour se réunir à l'armée autrichienne; les officiers des trois armées s'embrassaient, se félicitaient de combattre ensemble pour contribuer à ce qu'ils appelaient la commune délivrance, et partout éclatait une joie pour ainsi dire convulsive, car elle était un mélange d'espérance, de crainte et de résolution désespérée.

Le 15, l'empereur Alexandre fit son entrée dans Prague, et y fut reçu avec les honneurs dus à son rang et au rôle de libérateur de l'Europe que tout le monde lui attribuait alors, excepté toutefois le gouvernement autrichien, assez offusqué de ces témoignages enthousiastes, et peu disposé à échanger la domination de la France contre celle de la Russie. Dès que ce monarque fut rendu à Prague, et avant que le roi de Prusse y fût arrivé, M. de Metternich et l'empereur François lui firent connaître le secret de la négociation clandestine, qui avait pris naissance à côté de la négociation officielle dans les derniers jours du congrès de Prague, et lui demandèrent son avis. Parler paix dans ce moment n'était guère de saison. Alexandre était enivré d'espé-

rance depuis la bataille de Vittoria, et surtout depuis l'adhésion de l'Autriche. Peut-être même sans cette puissance il se serait flatté de pouvoir soutenir la lutte, ayant reçu dans les deux derniers mois de nombreux renforts, et la Prusse, elle aussi, ayant fort augmenté ses armements. Mais, avec l'Autriche de plus, avec les nouvelles que les Anglais mandaient de leurs progrès en Espagne, de leur prochaine entrée en France, il ne doutait pas d'être bientôt vainqueur de Napoléon et de le remplacer en Europe! La tête de ce jeune monarque était dans un état d'incandescence extraordinaire, et pour atteindre au terme de cette ambition, il n'était ni dangers qu'il ne fût résolu à braver, ni caresses qu'il ne fût disposé à prodiguer à ses associés anciens et nouveaux. Il était en effet plein de soins, de déférence apparente pour tous, et, loin de se grandir, il affectait au contraire de se montrer moins grand, moins puissant qu'il n'était, de peur d'offusquer et de déplaire. Avec beaucoup de respect et de condescendance pour l'empereur François, et sans afficher l'intention de détrôner Napoléon, c'est-à-dire Marie-Louise, il manifesta l'espérance de conquérir bientôt par la guerre des conditions meilleures, et une indépendance de l'Allemagne infiniment mieux garantie. Il avait d'ailleurs une raison toute-puissante à faire valoir auprès de l'Autriche, c'est que, sans l'abandon des villes hanséatiques, il serait impossible d'obtenir l'adhésion de l'Angleterre à laquelle on était étroitement lié, et il avait de plus un appât bien séduisant à faire briller à ses yeux, c'était la possibilité, si on était victorieux, de lui restituer une partie de l'Italie. En conséquence, sans attendre l'arrivée du roi de Prusse, Alexandre fit répondre par écrit, et par l'intermédiaire de M. de Metternich à M. de Caulaincourt, que Leurs Majestés les souverains alliés, après en avoir conféré entre eux, pensant *que toute idée de paix véritable était inséparable de la pacification générale que Leurs Majestés s'étaient flattées de préparer par les négociations de Prague, elles n'avaient pas trouvé dans les articles que proposait maintenant Sa Majesté l'empereur Napoléon, des conditions qui pussent faire atteindre au grand but qu'elles avaient en vue, et que par conséquent Leurs Majestés jugeaient ces conditions inadmissibles.* C'était dire assez clairement qu'on regardait ces conditions comme tout à fait inacceptables par l'Angleterre.

M. de Bender, employé de la légation autrichienne, fut chargé de porter lui-même cette réponse à M. de Caulaincourt au château de Kœnigsal, et de la lui remettre par écrit. Quoique s'y attendant, M. de Caulaincourt en fut cependant consterné, car dans son bon sens, dans son noble patriotisme, il n'augurait que de grands malheurs de la continuation de cette guerre. Il fit ses préparatifs de départ, vit une dernière fois M. de Metternich, avec lequel il échangea de nouveaux et inutiles regrets, convint avec lui qu'on pourrait ouvrir un congrès afin de négocier en se battant, faible espérance qui laissait la chance pour les uns ou pour les autres de signer après un affreux duel sa propre destruction, puis il alla rejoindre Napoléon en Lusace. Le cœur plein d'une sorte de désespoir, il écrivit à M. de Bassano pour lui exprimer en un langage haut et amer le déplaisir d'avoir été employé à une négociation illusoire, et, arrivé auprès de Napoléon, il lui témoigna, avec un respect grave, mais avec une conviction ferme, la douleur qu'il éprouvait d'avoir vu négliger cette occasion unique de conclure la paix. Napoléon d'une façon assez légère essaya de le consoler de cette occasion manquée, promettant de lui en fournir bientôt une plus belle, et lui rendit ses fonctions, qui nominalement étaient celles de grand écuyer, mais qui devenaient, depuis la mort du maréchal Duroc, tantôt celles de grand maréchal, tantôt même celles de ministre des affaires étrangères et d'ambassadeur extraordinaire. Les honneurs pouvaient toucher ce grand cœur, sensible assurément aux faveurs de cour, mais ne pouvaient à aucun degré lui faire oublier les infortunes de son pays.

Telle fut cette célèbre et malheureuse négociation avec l'Autriche, commencée, conduite sous l'empire des plus funestes illusions, et avec une maladresse que les passions seules peuvent expliquer chez un esprit aussi pénétrant que celui de Napoléon. Comme nous l'avons dit, comme l'avaient soutenu MM. de Caulaincourt, de Talleyrand, de Cambacérès, lors du conseil tenu aux Tuileries, il fallait ou annuler l'Autriche dans cette occasion, l'essayer au moins en la comblant d'égards, en affectant de ne pas vouloir l'engager dans une guerre qui lui était étrangère, et surtout en ne lui demandant aucune portion de ses forces pour ne pas lui fournir soi-même un prétexte d'armer ; ou bien, si on la pressait d'entrer plus avant dans les événements, si on lui fournissait par là un motif spécieux d'augmenter ses forces, si on la conduisait pour ainsi dire par la main au rôle de médiatrice, il

fallait prévoir ses désirs qui naissaient de sa situation même, et se résigner à les satisfaire, ce qui après tout n'aurait pas été très-coûteux. Mais la pousser à prendre son épée, et se figurer qu'elle l'emploierait pour nous et non pour elle, à notre gré et non au sien, était le comble des illusions, de ces illusions que les grands esprits se font aussi bien que les plus petits, lorsqu'ils ont besoin de se tromper eux-mêmes. Si à cette faute on joint celle d'avoir signé l'armistice de Pleiswitz avant d'avoir rejeté les coalisés sur la Vistule et loin des Autrichiens, seconde faute qui tenait, comme on l'a vu, à ce même désir obstiné d'échapper aux conditions de la cour de Vienne, on a les vraies causes qui firent aboutir à un si fatal dénoûment les événements d'abord si heureux du printemps de 1813.

Du reste, le canon retentissait déjà sur une ligne de cent cinquante lieues, depuis Kœnigstein jusqu'à Hambourg, et Napoléon, excité par le bruit des armes, avait bientôt oublié les allées et venues, les dits et redits des diplomates, pour ne songer qu'aux vastes desseins militaires desquels il attendait les plus grands résultats. Le moment est venu de faire connaître son plan et ses forces pour cette seconde partie de la campagne de Saxe. Mais afin de les mieux comprendre, il faut d'abord se rendre compte du plan et des forces de nos ennemis.

On se souvient qu'à Trachenberg il avait été convenu par les coalisés, que trois armées principales marcheraient contre Napoléon, qu'elles agiraient offensivement toutes les trois, mais avec précaution, afin d'éviter les échauffourées; que, dans cette vue, celle des trois sur laquelle se dirigerait Napoléon ralentirait le pas, tandis que les deux autres tâcheraient de se jeter sur ses flancs et ses derrières, et d'accabler ainsi les lieutenants qu'il aurait chargés de les garder. Ces trois armées devaient être celles de Bohême, de Silésie, du Nord, qu'on espérait avec les corps d'Italie et de Bavière porter à 575 mille hommes de troupes actives, traînant 1,500 bouches à feu, sans compter 250 mille hommes en réserve, répandus dans la Bohême, la Pologne, la Vieille-Prusse. On était en effet à peu près arrivé à ces chiffres énormes pendant la durée de l'armistice, qui n'avait pas moins profité à la coalition qu'à Napoléon, car les Russes avaient reçu leurs renforts et leur matériel que, dans la précipitation de leur marche d'hiver, ils n'avaient pas eu le temps d'amener; les Prussiens avaient également eu le loisir d'armer et d'instruire leurs innombrables volontaires, et l'Autriche enfin avait organisé son armée, qui existait à peine sur le papier au mois de janvier, de sorte qu'indépendamment de l'avantage politique de décider l'Autriche, l'armistice de Pleiswitz avait eu encore pour les coalisés celui de doubler en nombre les troupes qu'ils allaient nous opposer.

Les forces de la coalition avaient été ainsi réparties. Cent vingt mille Autrichiens environ, dont moitié d'anciens soldats, se trouvaient en Bohême, rangés au pied des montagnes qui séparent cette province de la Saxe, et tout prêts à en franchir les défilés. Soixante-dix mille Russes sous Barclay de Tolly, 60 mille Prussiens sous le général Kleist, avaient attendu la déclaration de l'Autriche pour passer de Silésie en Bohême, et venir former avec les Autrichiens la grande armée destinée à tourner la position de Dresde, par une marche en Saxe. (Voir la carte n° 58.) Le point de mire de cette armée, dite de Bohême, était Leipzig, et les coalisés ne comprenaient pas que Napoléon, abordé de front sur l'Elbe par deux autres armées, pût tenir à une attaque aussi formidable que celle qu'on lui préparait sur ses derrières avec 250 mille hommes. Par déférence pour l'Autriche, et pour la décider par tous les moyens imaginables, ceux de la flatterie compris, on avait décerné le commandement supérieur de l'armée de Bohême au prince de Schwarzenberg, qui avait négocié en qualité d'ambassadeur le mariage de Marie-Louise, qui avait commandé le corps autrichien auxiliaire en 1812, et venait tout récemment d'être envoyé à Paris. Ces rôles si contradictoires causaient quelque embarras à ce personnage, qui devait à Napoléon le bâton de maréchal sans l'avoir mérité, et était appelé à le mériter contre celui même qui le lui avait fait obtenir. Il éprouvait aussi une singulière crainte de se trouver en présence d'un adversaire tel que Napoléon, bien qu'il eût beaucoup parlé dans le conseil aulique de l'affaiblissement de l'armée française, et, comme d'usage, il se consolait d'une situation fausse par les vives jouissances de l'orgueil satisfait. C'était effectivement un honneur insigne pour lui que d'exercer un si vaste commandement sous les yeux des souverains coalisés, et il n'en était pas indigne à certains égards, car il était sage, avait quelque entente de la grande guerre, et possédait un savoir-vivre qui le rendait propre à manier les caractères si divers dont se composait la coalition. A cette flatterie envers l'Autriche, on avait ajouté un genre de

soins non moins capable de la toucher. Par un article secret du traité de subsides conclu avec le gouvernement britannique à Reichenbach, on était convenu qu'il lui serait alloué un secours pécuniaire, dans le cas où elle prendrait part à la guerre, et lord Cathcart, arrivé à Prague, avait déjà émis des lettres de change sur Londres, pour lui procurer le plus tôt possible les ressources financières dont elle avait besoin.

Après cette armée principale, venait celle de Silésie. Elle se composait des corps russes des généraux Langeron et Saint-Priest, forts ensemble de plus de 40 mille hommes, du corps prussien du général d'York qui en comptait 38 mille à peu près, enfin d'un autre corps russe, celui du général Sacken, comprenant de 17 à 18 mille hommes. Le tout présentait une masse totale de près de cent mille combattants. L'impétueux Blucher était à la tête de cette armée. Elle devait franchir la limite qui en Silésie avait séparé les troupes belligérantes pendant l'armistice, passer la Katzbach, le Bober, et nous ramener même sur Bautzen, si Napoléon n'était pas de ce côté. On avait fort recommandé à Blucher la prudence, mais entouré des officiers prussiens les plus ardents, ayant pour chef d'état-major, au lieu du général Scharnhorst, mort de ses blessures, le général Gneisenau, officier spirituel, agissant toujours de premier mouvement, il n'avait à ses côtés personne qui pût lui rappeler ces sages instructions.

L'armée du Nord réunie autour de Berlin était la troisième des armées actives, et celle que devait commander le prince royal de Suède. Forte d'environ 150 mille hommes de toutes nations, elle comprenait 25 mille Suédois et Allemands, sous le général Steding, 18 mille Russes sous le prince Woronzow, 10 mille coureurs Cosaques ou autres sous Wintzingerode, 40 mille Prussiens sous le général Bulow, 30 mille autres Prussiens sous le général Tauenzien, ceux-ci particulièrement destinés au blocus des places, enfin un mélange d'Anglais, de Hanovriens, d'Allemands, d'Hanséates, d'insurgés de toutes les provinces soumises à notre domination, lesquels formaient 25 mille hommes sous le général Walmoden. Une partie de cette nombreuse armée devait rester devant les places de Dantzig, de Custrin, de Stettin, une autre partie observer Hambourg, une troisième, la plus considérable, forte de 80 mille hommes, se diriger sur Magdebourg, y passer l'Elbe si elle pouvait, et menacer Napoléon par son flanc gauche, tandis que la grande armée de Bohême le menacerait par son flanc droit. On espérait qu'en marchant concentriquement sur lui, s'arrêtant quand il se jetterait sur l'une des trois armées, mais s'avançant vers le point qu'il aurait abandonné de sa personne, et chaque fois essayant de gagner un peu de terrain, on finirait par le serrer toujours de plus près, et par trouver peut-être une occasion de l'aborder tous ensemble afin de l'accabler sous une masse de forces écrasante.

A ces trois armées actives, comprenant 500 mille hommes et traînant 1,500 bouches à feu, on avait ajouté un rassemblement de 25 mille hommes, destiné à observer la Bavière, et un de 50 mille chargé de tenir tête au prince Eugène du côté de l'Italie. Du reste l'Autriche s'attendant à tout, mais n'attachant aucune importance à ce qui se passerait dans cette région, avait fait sortir de Vienne ce qu'il y avait de précieux en archives, armes, objets d'art. Elle croyait avec raison que le sort du monde se déciderait sur l'Elbe, entre Dresde, Bautzen, Magdebourg, Leipzig, et se résignait à voir, ce qui était peu probable, le prince Eugène à Vienne, plutôt que de détourner ses forces du véritable théâtre de la guerre.

Ces deux armées de Bavière et d'Italie portaient donc à 575 mille hommes les forces actives de la coalition. A cette masse, il faut ajouter les réserves. L'Autriche avait 60 mille hommes entre Presbourg, Vienne et Lintz. La Russie avait en Pologne 50 mille hommes sous le général Benningsen, 50 mille sous le prince de Labanoff, prêts les uns et les autres à entrer en ligne lorsque leur intervention serait nécessaire. La Prusse comptait encore sur environ 90 mille recrues qui achevaient de s'instruire, ce qui présentait un dernier fonds de 250 mille hommes, destiné à réparer les pertes que la guerre ferait éprouver aux troupes engagées les premières. Bien que les marches dussent bientôt éclaircir les rangs de ces nombreuses armées, il faut dire cependant que ces 800 et quelques mille hommes étaient tous présents au drapeau, et que c'était à cette force immense, non pas nominale mais réelle, que Napoléon aurait bientôt affaire. Jamais encore dans l'histoire on n'avait vu de pareilles quantités de soldats mises en mouvement, et jamais du reste le motif, pour la coalition du moins, ne l'avait autant mérité.

C'est maintenant qu'on peut juger à quel point Napoléon s'était trompé en acceptant l'armistice de Pleiswitz. Il l'avait signé par deux raisons,

avons-nous dit, pour se soustraire aux pressantes instances de l'Autriche, relativement à la paix, et parce qu'habitué à ne trouver d'actif que lui-même, ne comprenant pas les miracles que la passion pouvait produire chez ses adversaires, il croyait que pendant ces deux mois il arriverait deux cent mille hommes peut-être dans ses rangs, et pas la moitié dans les rangs de ses adversaires. Le contraire avait eu lieu, car, ainsi qu'on va le voir, il n'avait guère ajouté plus de 150 mille hommes à ses troupes (sans compter, il est vrai, le surcroît de valeur morale qu'elles devaient à deux mois d'instruction et de repos), et la coalition en avait ajouté bien près de quatre cent mille, en y comprenant les forces de l'Autriche. Le calcul n'avait donc pas été juste. Toutefois Napoléon n'en avait pas moins employé ces deux mois avec une admirable activité, et ses plans étaient d'une habileté à déjouer tous ceux de ses adversaires.

La position de l'Elbe, comme nous l'avons dit, quoique facile à tourner en débouchant de la Bohême sur Leipzig, avait néanmoins été adoptée par Napoléon comme la meilleure, et même comme la seule admissible. (Voir les cartes n°s 28 et 58.) Dresde, aussi bien fortifié qu'il pouvait l'être depuis qu'on en avait fait sauter les murailles, devait être son centre d'opération et son principal établissement. Il y avait ses arsenaux, ses magasins, ses dépôts et trois ponts. A sept ou huit lieues sur sa droite, au point où l'Elbe perce les montagnes de la Bohême pour pénétrer en Saxe, il possédait les postes fortifiés de Kœnigstein et de Lilienstein, avec un pont solide et des magasins, afin de pouvoir manœuvrer à volonté sur les deux rives du fleuve. Sur sa gauche, à Torgau, quinze lieues au-dessous de Dresde, il avait des ouvrages, des vivres et des ponts; de même à Wittenberg et à Magdebourg. Ce dernier point était de plus une vaste place, régulièrement fortifiée, dans laquelle il avait déposé, outre de grands amas de munitions et de vivres, tous les malades et blessés de la campagne du printemps. Le poste improvisé de Werben comblait la lacune comprise entre Magdebourg et Hambourg, et Hambourg enfin couvrait le bas Elbe. Il était possible sans doute de passer l'Elbe entre Magdebourg et Hambourg, à cause de la distance qui sépare ces deux villes, distance que le poste de Werben remplissait imparfaitement; mais l'ennemi qui voudrait tenter cette entreprise, laissant sur ses flancs les deux importantes places de Hambourg et de Magdebourg, et ayant en tête d'ailleurs un corps considérable dont on va voir tout à l'heure la position et le rôle, ne pouvait pas l'essayer, tant que la grande armée placée sous la main de Napoléon n'aurait pas perdu son point d'appui de Dresde, ce qui ramenait à Dresde même, où Napoléon commandait en personne, tout le nœud de l'immense action militaire qui allait s'engager.

La ligne de défense étant ainsi établie sur l'Elbe, reste à savoir comment Napoléon y avait distribué ses forces. Devinant les projets de l'ennemi comme s'il avait été présent aux conférences de Trachenberg, il avait parfaitement discerné qu'il aurait trois puissantes armées sur les bras, une à droite en Bohême, une de front en Silésie, une à gauche du côté de Berlin, menaçant l'Elbe entre Magdebourg et Hambourg. Il avait pourvu à ces diverses attaques avec une prévoyance qui ne laissait rien à désirer. Le nouveau corps du maréchal Saint-Cyr, fort de 30 mille hommes partagés en quatre divisions, et récemment amené de Mayence à Dresde, avait été placé à Kœnigstein, en deçà de l'Elbe, c'est-à-dire sur la rive gauche, de manière à fermer les débouchés par lesquels la grande armée ennemie pouvait descendre de Bohême en Saxe sur nos derrières. Le corps du général Vandamme, fort aussi de 30 mille hommes, détaché de l'armée du maréchal Davoust, et amené de Hambourg à Dresde, avait été placé à la hauteur du corps de Saint-Cyr, mais au delà de l'Elbe, pour garder sur la droite du fleuve les défilés des montagnes de Bohême aboutissant en Lusace. Un peu plus loin en Lusace, toujours au pied des montagnes de Bohême, au défilé de Zittau, avaient été postés le corps de Poniatowski et celui du maréchal Victor, dont la formation s'était achevée pendant la suspension d'armes. Enfin plus loin encore, c'est-à-dire en Silésie, sur la ligne frontière de l'armistice, sur la Katzbach et le Bober, se trouvaient les quatre corps, de Macdonald (le 11e), de Lauriston (le 5e), de Ney (le 3e), de Marmont (le 6e), présentant cent mille hommes à eux quatre. En arrière, près de Bautzen, se trouvaient la garde impériale, portée pendant l'armistice de 12 mille hommes à 48, et les trois corps de cavalerie de réserve des généraux Latour-Maubourg, Sébastiani, Kellermann, comprenant 24 mille cavaliers parfaitement montés. A gauche trois corps, ceux d'Oudinot (le 12e), de Bertrand (le 4e), de Reynier (le 7e), avaient reçu la mission de s'opposer à l'armée du Nord, commandée par Bernadotte.

Ses troupes étant ainsi distribuées, Napoléon avait résolu de parer de la manière suivante à toutes les éventualités de cette campagne formidable. L'armée du prince de Schwarzenberg, de beaucoup la plus nombreuse, celle qui menaçait notre flanc droit par les débouchés de la Bohême, pouvait descendre par deux issues, une en deçà de l'Elbe, c'est-à-dire derrière nous par la grande route de Peterswalde, l'autre au delà, c'est-à-dire devant nous, par la grande route de Bohême en Lusace passant à Zittau. C'était nécessairement par l'une de ces deux issues qu'elle devait faire son apparition. Napoléon était également prêt dans chacune de ces hypothèses. Le maréchal Saint-Cyr avec ses quatre divisions occupait en deçà de l'Elbe la chaussée de Peterswalde. (Voir la carte n° 58.) L'une de ces divisions était de garde au pont jeté entre les rochers de Kœnigstein et de Lilienstein, deux autres occupaient le camp de Pirna, sous le feu duquel passe la grande route de Peterswalde. La quatrième avec la cavalerie légère du général Pajol veillait à tous les chemins secondaires qui, plus en arrière encore, pouvaient prendre Dresde à revers. Si donc l'ennemi voulait descendre sur les derrières de Dresde, soit pour attaquer cette ville, soit pour se diriger sur Leipzig, le maréchal Saint-Cyr, après avoir profité de l'avantage des lieux afin de ralentir la marche des coalisés, devait jeter une garnison dans les forts de Kœnigstein et de Lilienstein, puis se replier sur Dresde avec ses quatre divisions. Adossé à cette ville avec environ 30 mille hommes, y trouvant une garnison de 8 à 10 mille, que Napoléon avait composée avec des convalescents, des bataillons de marche et les gardes d'honneur, il devait s'y défendre dans un camp retranché, laborieusement préparé à l'avance, et y tenir plusieurs jours sans avoir des prodiges à faire. En tout cas les choses étaient disposées de manière à lui procurer des secours prompts et décisifs. Le général Vandamme ayant ses trois divisions au delà de l'Elbe, une à Stolpen sur le chemin de Zittau, l'autre à Rumbourg près de Zittau même, la troisième à Bautzen, pouvait en vingt-quatre heures renvoyer à Dresde celle de ses divisions qui serait à Stolpen, et en quarante-huit heures amener les deux autres. Ainsi le second jour le maréchal Saint-Cyr devait être renforcé de 10 mille hommes, et le troisième de 20 mille, ce qui porterait sa force totale à près de 70 mille combattants, et à 60 mille au moins établis dans un bon camp retranché. C'était de quoi le mettre à l'abri de toutes les attaques. Après deux autres jours, c'est-à-dire après quatre depuis l'apparition de l'ennemi, Napoléon devait accourir de Gorlitz avec 48 mille hommes de la garde, 24 mille de la réserve de cavalerie, 24 mille du corps du maréchal Victor, en ayant laissé à Zittau le corps de Poniatowski. Ainsi le quatrième jour 170 mille hommes devaient être sous Dresde, ce qui était bien suffisant, les lieux donnés, pour faire repentir de leur audace les coalisés qui auraient voulu tourner notre position, et pour les exposer à ne pas revoir la Bohême.

Dans le cas contraire, celui où l'ennemi songerait à descendre de Bohême en Lusace, non pas en deçà de l'Elbe mais au delà, non pas derrière Napoléon mais devant lui, et à déboucher par Zittau sur Gorlitz ou Bautzen, la même distribution devait amener une aussi prompte concentration de forces. Napoléon avait résolu de placer au défilé de Zittau le corps de Poniatowski, fort d'une douzaine de mille hommes, et tout près pour le soutenir le corps du maréchal Victor, ce qui faisait au moins 36 mille hommes, appuyés sur une forte position, située au sortir même des montagnes et soigneusement étudiée à l'avance. En une journée la garde et la cavalerie qui étaient à Gorlitz, la division de Vandamme qui était à Rumbourg, étaient prêtes à apporter un secours de 80 mille hommes aux 36 mille postés à Zittau. Un jour de plus devait, par l'arrivée de Vandamme avec ses deux autres divisions, par le reploiement de l'un des quatre corps établis sur le Bober, amener un nouveau secours de 50 mille hommes. C'étaient encore 170 mille combattants opposés en deux jours à ce second débouché, et disposés de manière qu'ils pussent se défendre en attendant leur concentration.

Telles étaient les précautions prises dans les deux hypothèses les plus vraisemblables. Si toutefois aucune d'elles ne se réalisait, si l'armée de Bohême, au lieu de vouloir déboucher si près de Napoléon, soit en avant de lui, soit en arrière, allait, en laissant un corps en Bohême, réunir sa masse principale à celle de Silésie, et nous aborder de front avec 250 mille hommes sur le Bober, pour nous livrer une immense bataille, les quatre corps de Ney, de Lauriston, de Marmont, de Macdonald, formant un total de 100 mille hommes, pouvaient ou se défendre sur le Bober ou se replier sur la Neisse et la Sprée, et s'y renforcer de 150 mille hommes par leur réu-

nion avec la garde, avec la réserve de cavalerie, avec Victor, avec Poniatowski, avec Vandamme. On devait ainsi, sans même toucher à Saint-Cyr, se retrouver en force égale à celle de l'ennemi dans la troisième supposition, la seule imaginable après les deux autres. Ajoutez l'avantage dans tous les cas de la présence de Napoléon, son art de profiter des occurrences, la presque certitude sous sa direction de gagner une grande bataille à la première rencontre, et on conçoit qu'il se flattât d'avoir toutes les chances en sa faveur. Quel capitaine, dans aucun temps, avait calculé avec cette précision, avec cette universalité de prévoyance, les mouvements de si vastes masses, opposées à d'autres masses plus vastes encore!

Restait une seule hypothèse pour laquelle, très-volontairement, nulle précaution n'avait été prise: c'était celle où les coalisés voulant tourner Napoléon d'une manière encore plus audacieuse, et au lieu de descendre immédiatement sur ses derrières par Peterswalde, y descendant plus loin, c'est-à-dire par la route de Leipzig, essayeraient hardiment de se placer entre la grande armée et le Rhin. Ceci inquiétait peu Napoléon, et il souriait à cette supposition. — *Ce n'est pas du Rhin, c'est de l'Elbe,* avait-il dit avec une rare profondeur, *qu'il m'importe de n'être pas coupé.* L'ennemi qui oserait s'avancer entre moi et le Rhin n'en reviendrait pas, tandis que celui qui réussirait à s'établir entre moi et l'Elbe, me couperait de ma vraie base d'opération! — Qui aurait eu l'audace en effet de marcher sur le Rhin, laissant derrière lui Napoléon avec 400 mille hommes, Napoléon non vaincu? On pouvait loin du champ de bataille former de pareils rêves, et on les forma effectivement, mais à la première marche on devait reculer d'épouvante, comme les faits le prouvèrent bientôt.

Tous les coups étant prévus et parés sur ses derrières, sur sa droite, sur son front, contre les deux armées de Bohême et de Silésie, Napoléon avait préparé sur sa gauche une opération importante, en vue de tenir tête à l'armée du Nord, et d'amener un résultat éclatant auquel il attachait un grand prix, celui d'occuper la capitale de la Prusse, d'y entrer triomphalement par l'un de ses lieutenants, de tirer ainsi une vengeance, non pas cruelle, mais humiliante, des passions germaniques. Il avait chargé le maréchal Oudinot avec son corps, avec ceux des généraux Bertrand et Reynier, avec la cavalerie de réserve du duc de Padoue, de marcher de Luckau sur Berlin. (Voir les cartes n[os] 28 et 58.) Ces trois corps d'infanterie, en y joignant une portion de la cavalerie de réserve, auraient dû s'élever à 70 mille hommes, mais n'en comprenaient en réalité que de 65 à 66 mille. Ils comptaient à la vérité sur des renforts considérables. Ils étaient liés à notre principale armée agissant en avant de Dresde, par le général Corbineau à la tête de 3 mille chevaux et de 2 mille hommes d'infanterie légère. C'était là un lien et non un appui; mais plus loin, sur la gauche, c'est-à-dire à la hauteur de Magdebourg, devait se trouver le général Girard (le même qui à Lutzen avait si noblement réparé une faute commise en Espagne) avec un corps de 12 à 15 mille hommes, formé de la division Dombrowski, et de la partie disponible de la garnison de Magdebourg, dont nous avons déjà fait connaître l'ingénieuse composition. Ce général posté en avant de Magdebourg avec 5 mille hommes de la division Dombrowski, recrutée et reposée en Hesse, avec 8 ou 10 mille de la garnison de Magdebourg, devait établir la communication entre le maréchal Oudinot et le maréchal Davoust, et suivre le maréchal Oudinot dans son mouvement offensif, de manière à porter l'armée de celui-ci à près de 80 mille hommes. Une masse pareille semblait n'avoir rien à craindre, ni des talents, ni des forces du prince royal de Suède, qui avait dans ses troupes beaucoup de ramassis, qui ne pouvait pas réunir actuellement plus de 70 mille hommes sur un même champ de bataille, qui d'ailleurs aurait bientôt à faire face à un redoutable ennemi de plus, et cet ennemi c'était le maréchal Davoust prêt à sortir de Hambourg avec 25 mille Français, avec 10 mille Danois, et à menacer Berlin par le Mecklembourg, tandis que le maréchal Oudinot le menacerait par la Lusace. Il y avait donc les plus grandes chances pour que le maréchal Oudinot entrât sous peu de jours dans Berlin, y fût rejoint par le maréchal Davoust avec 35 mille hommes, ce qui placerait sous ce dernier, destiné à commander le tout, une masse de 110 à 115 mille hommes, et suffirait pour déjouer les projets du prince royal de Suède. Ainsi Napoléon, tandis qu'il tenait tête à droite et de front aux forces gigantesques de la coalition, devait par sa gauche pénétrer dans Berlin, y frapper le foyer des passions germaniques, y punir la Prusse de son abandon, le prince de Suède de sa trahison, et tendre la main à ses garnisons de l'Oder et de la Vistule! C'était là sans doute un début éclatant, et qui avait dû

séduire Napoléon : toutefois le mouvement qu'il ordonnait à sa gauche était bien allongé, les corps qui devaient y concourir étaient bien distants les uns des autres, et leur coopération dépendait de beaucoup de circonstances qui pouvaient n'être pas toutes heureuses. Ses généraux, sans être moins braves, n'avaient plus cette confiance qui soutient dans les situations hasardeuses; ses troupes étaient jeunes et mélangées, et le rassemblement de Bernadotte auquel elles avaient affaire, quoiqu'un ramassis lui-même, composé de gens de toute origine, était réuni par le plus puissant des liens, la passion. Enfin si l'un de ses lieutenants venait à se faire battre, il faudrait aller très-loin pour lui porter secours. Il est donc vrai qu'en cette partie seulement l'habile réseau tendu par Napoléon était un peu relâché. Mais le désir ardent de rentrer dans Berlin, d'avoir sa main toujours dirigée vers Dantzig, de pouvoir en une bataille gagnée se retrouver sur la Vistule, avait ici altéré quelque peu la parfaite rectitude de son jugement militaire, comme la préoccupation de refaire toute sa grandeur d'un seul coup avait complétement égaré son jugement politique.

Cette défectuosité en avait entraîné une autre dans la partie de son plan que nous avons déjà retracée, et qui était la plus fortement conçue. Il avait en effet trop éloigné de Dresde les quatre corps qui gardaient son front en avant de l'Elbe. Des bords du Bober, où étaient postés les corps de Ney, de Marmont, de Macdonald, de Lauriston, aux bords de l'Elbe, c'est-à-dire de Lowenberg à Dresde, il y avait six jours de marche. (Voir la carte n° 36.) C'était beaucoup trop pour que Napoléon, avec sa réserve, eût le temps de secourir les corps qui étaient à Lowenberg, ou ceux qui étaient à Dresde. Tant qu'il pouvait se tenir entre deux, soit à Gorlitz, soit à Bautzen, il n'y avait pas de danger, car en moins de trois jours il lui était facile de se porter à Lowenberg, ou de rétrograder sur Dresde, et d'être présent ainsi partout où il serait nécessaire qu'il fût pour prévenir, ou pour réparer un échec. Mais s'il était attiré à l'une des extrémités, s'il était appelé à Dresde par exemple, il se pouvait que sur le Bober il arrivât un grand malheur à l'un de ses lieutenants, et qu'il vînt trop tard pour y remédier, puisqu'il faudrait six jours au moins pour y amener du renfort, ou bien que s'il était à l'extrémité opposée, c'est-à-dire à Lowenberg, Dresde à son tour se trouvât en péril d'être secouru trop tard. En un mot, pour manœuvrer concentriquement autour de Dresde, comme il l'avait fait jadis autour de Vérone, avec une réserve placée au centre et portée alternativement sur tous les points de la circonférence, le cercle était trop grand, le rayon trop allongé.

Était-ce inadvertance chez un esprit parvenu à une si prodigieuse expérience, à une si rigoureuse précision dans ses calculs? Assurément non; mais c'était le dangereux désir de faciliter le mouvement sur Berlin et la Vistule. Il avait en effet discuté longuement avec lui-même s'il devait établir sur le Bober ou sur la Neisse, c'est-à-dire à Lowenberg ou à Gorlitz, son corps le plus avancé, et, bien qu'il eût préféré le mettre à Gorlitz, ce qui lui eût permis de placer sa réserve à Bautzen, et eût réduit de moitié le chemin qu'il avait à faire pour aider les uns ou les autres, il y avait renoncé par ce motif, qui révèle tout le secret de ses résolutions[1], c'est qu'en portant à Gorlitz son corps le plus avancé, il n'opposait pas assez d'obstacles à un mouvement que les armées coalisées pouvaient être tentées d'exécuter par leur droite, pour arrêter le maréchal Oudinot dans sa marche. A Lowenberg, au contraire, les cent mille hommes de Ney, de Marmont, de Macdonald, de Lauriston, empêchaient absolument les armées ennemies de Bohême et de Silésie de se transporter par la Lusace dans le Brandebourg, et de secourir Berlin. Ainsi, toujours ce désir d'un résultat merveilleux, ce désir de tendre un bras vers Berlin et sur la Vistule, gâtait ses combinaisons militaires, comme déjà il avait perverti ses résolutions politiques, et le poussait à affaiblir, en l'étendant trop, un cercle de défense qui, plus resserré, aurait été invincible! Bientôt la guerre, qui amène une rémunération immédiate des bons et des mauvais calculs, devait récompenser les uns par d'éclatants succès, punir les autres par d'éclatants revers! Mais n'anticipons pas sur des événements dont le triste récit n'arrivera que trop tôt!

Les forces de Napoléon étaient loin d'égaler celles de la coalition. Les corps de Saint-Cyr,

[1] Cette grave délibération de Napoléon avec lui-même se trouve constatée par de longues notes qu'il a écrites sur son plan de campagne, et dans lesquelles il a donné tous les motifs de ses diverses résolutions, bien avant le résultat qui justifia les unes et condamna les autres. Il n'y a donc pas ici une idée qui lui soit faussement, ou même conjecturalement prêtée, puisque les intentions que nous lui attribuons sont toutes formellement constatées par écrit.

Vandamme, Victor, Poniatowski, groupés sur sa droite, ceux de Ney, Marmont, Macdonald, Lauriston, rangés sur son front, la garde, la réserve de cavalerie placées au centre, pouvaient former sous sa main une masse mobile de 272 mille hommes présents sous les armes. Les troupes d'Oudinot, de Girard et de Davoust, dirigées sur Berlin, en formaient une autre de 110 à 115 mille, ce qui portait à 387 mille hommes, ou 380 mille au moins, le total de forces actives qu'il avait à opposer à la coalition. Si l'on y ajoute 20 mille hommes en Bavière, 60 mille en Italie, si l'on y ajoute encore les garnisons des places de l'Elbe, de l'Oder, de la Vistule, telles que Kœnigstein, Dresde, Torgau, Wittenberg, Magdebourg, Werben, Hambourg, Glogau, Custrin, Stettin, Dantzig, comprenant 90 mille hommes environ, on atteint le chiffre de 550 mille combattants, fort inférieur à celui de 800 mille que la coalition était parvenue à réunir. Il est vrai que les réserves des coalisés étaient comprises dans ce chiffre de 800 mille hommes; mais Napoléon ne pouvait pas, en pressant bien ses cadres du Rhin, en tirer plus de 50 mille soldats de réserve, et dès lors ses ressources, plutôt exagérées que réduites, ne présentaient pas un total de six cent mille hommes, contre huit cent mille. Ces forces toutefois auraient suffi dans ses mains, et au delà, si les causes morales avaient été pour lui au lieu d'être contre lui; mais ses adversaires exaspérés étaient résolus à vaincre ou à mourir, et ses soldats, héroïques sans doute, mais se battant par honneur, étaient conduits par des généraux dont la confiance était ébranlée, et qui commençaient à sentir qu'on avait tort contre l'Europe, contre la France, contre le bon sens! Infériorité morale funeste, et bien plus redoutable que l'infériorité matérielle du nombre!

Napoléon après avoir lui-même inspecté ses postes de Kœnigstein et de Lilienstein, et s'être assuré par ses propres yeux si la position prise par Saint-Cyr et Vandamme, sur ses derrières et sa droite, était conforme à ses vues, s'était porté le 15 à Gorlitz, où il avait trouvé la garde et la réserve de cavalerie. De là il avait tenu à voir la gorge de Zittau, que Poniatowski et Victor étaient chargés de défendre. Après avoir établi Poniatowski sur une montagne dite d'Eckartsberg, qui fait face à la sortie du défilé, et permet de barrer le passage, Napoléon s'était avancé de sa personne à quelques lieues plus loin, escorté par la cavalerie légère de sa garde, afin de reconnaître un pays où il était possible qu'il pénétrât plus tard. Il voulait recueillir sur la direction suivie par l'ennemi des renseignements qui lui manquaient. Aucun symptôme en effet ne révélait si les coalisés déboucheraient ou en arrière par Péterswalde sur Dresde, ou sur notre droite par Zittau, ou sur notre front par Liegnitz et Lowenberg. Bien que Napoléon fût entouré d'une nuée d'ennemis en mouvement, il ne savait rien de leur marche, parce que l'épaisse muraille des montagnes de Bohême, qui sur sa droite le séparait d'eux, était un rideau difficile à percer. Il écoutait donc avec une singulière attention, cherchant à saisir les moindres bruits, et, suivant l'usage, ne recueillant que des versions contradictoires. Pourtant on était d'accord sur ce point, qu'un corps d'armée prussien et russe avait passé de Silésie en Bohême pour venir coopérer avec l'armée autrichienne. C'était le corps qui devait, ainsi qu'on l'a vu plus haut, composer, en se joignant aux troupes autrichiennes, la grande armée du prince de Schwarzenberg. Cette nouvelle très-répandue inspira un moment à Napoléon la pensée d'entrer précipitamment en Bohême à la tête de cent mille hommes par la route de Zittau, et de se jeter sur les Russes et les Prussiens avant leur réunion aux Autrichiens. Il est bien certain qu'il avait cent mille hommes sous la main avec Poniatowski, Victor, la garde et la réserve de cavalerie, et que se portant rapidement à droite vers Leitmeritz, il aurait pu couper en deux la longue ligne que les coalisés devaient former avant de s'être réunis autour de Commotau. (Voir la carte n° 58.) Il lui eût donc été possible de frapper dès le début de la campagne quelque coup terrible, et le maréchal Saint-Cyr, qui s'était épris de cette idée plus brillante que juste, l'y poussait vivement par sa correspondance. Mais il se pouvait qu'entré en Bohême Napoléon trouvât les coalisés déjà concentrés sur sa droite entre Tœplitz et Commotau, dès lors à l'abri de ses coups, et en mesure de le prévenir à Dresde en y descendant par Péterswalde, de sorte que tandis qu'il aurait pénétré en Bohême pour les surprendre, ils en seraient sortis pour le tourner; ou bien il se pouvait encore qu'il les trouvât en masse sur son chemin, qu'il eût à les combattre en force considérable, dans une position désavantageuse pour lui, car vainqueur il lui était impossible de les poursuivre dans l'intérieur de la Bohême, et vaincu il lui fallait repasser devant eux le défilé de Zittau. A leur

livrer bataille, il valait bien mieux les attendre à leur sortie des montagnes de la Bohême, et les rencontrer sur la rive droite ou sur la rive gauche de l'Elbe, au moment même où ils déboucheraient, car en les battant on les acculait aux montagnes, et on pouvait profiter de leur engorgement dans les défilés pour les enlever par milliers, hommes et canons. Franchir soi-même les montagnes pour aller guerroyer en Bohême, c'était se donner volontairement la fausse position qu'il fallait leur laisser prendre en les attendant à la sortie de ces montagnes sur l'une ou l'autre rive de l'Elbe. Aussi Napoléon n'avait-il que peu de penchant pour cette singulière idée que le maréchal Saint-Cyr soutenait avec chaleur. Il n'y eût cédé que si des renseignements certains lui avaient montré tout à fait à sa portée soixante ou quatre-vingt mille Prussiens et Russes, encore séparés des cent vingt mille Autrichiens qu'ils allaient rejoindre.

Livré à une véritable effervescence d'esprit en présence de tant de chances diverses, Napoléon monta à cheval le 19 août au matin, et suivi de la cavalerie légère de la garde, il pénétra en Bohême, à la tête de quelques mille cavaliers, faisant la guerre comme un jeune homme, comme il la faisait jadis en Italie ou en Égypte. Il s'enfonça dans les gorges jusqu'au delà de Gabel (voir la carte n° 58), se montra même à l'entrée du beau bassin de la Bohême aux Bohémiens surpris de le voir. Il fit arrêter des curés, des baillis pour les questionner, et apprit de la bouche de tous que les troupes russes et prussiennes venant de Silésie longeaient le pied des montagnes en dedans de la Bohême, pour aller rejoindre les Autrichiens, et probablement descendre en Saxe sur les derrières de Dresde. Les coalisés devaient dans ce mouvement traverser l'Elbe entre Leitmeritz et Aussig, et tout annonçait qu'ils étaient déjà ou sur le bord du fleuve, ou au delà, aux environs de Tœplitz. Se jeter sur eux était une opération dont le temps, fût-elle bonne, était passé, et il fallait se hâter de revenir en Saxe, pour combattre autour de Dresde, sur le champ de bataille préparé avec une si haute prévoyance. Toutefois Napoléon affecta de se montrer, de se nommer aux habitants, afin que le bruit de sa présence en Bohême retentît jusqu'au quartier général des coalisés. Voici l'intention qu'il avait en agissant de la sorte.

Il devenait évident que le plan des coalisés, après avoir traversé l'Elbe en Bohême, était d'entrer en Saxe, et de descendre sur Dresde afin d'enlever cette ville, ou de se porter sur Leipzig afin de se placer entre le Rhin et l'armée française. Nous ne pouvions rien désirer de mieux, car pour s'engager ainsi sur les derrières de Napoléon, les coalisés s'exposaient à l'avoir eux-mêmes sur leurs communications, et à se trouver dans un gouffre s'ils perdaient une bataille dans cette position. Cela étant, il importait à Napoléon de se jeter brusquement sur l'armée de Silésie, qu'il avait devant lui, afin de la mettre hors de jeu pour quelque temps, et de revenir ensuite se donner tout entier aux affaires qui se préparaient en arrière de Dresde. Pour le succès d'un tel projet il lui était utile de ralentir un moment la marche des alliés, de les faire hésiter, de leur causer ainsi une perte d'un ou deux jours, ce qui était tout gain pour lui, qui avait à courir sur le Bober avant de revenir sur l'Elbe. Il n'avait pas un meilleur moyen d'y réussir que de se montrer en Bohême, car sa présence en ces lieux devait provoquer mille conjectures, ou inquiétantes ou pour le moins embarrassantes.

Après avoir employé la journée du 19 à courir à cheval, tantôt en plaine, tantôt dans les gorges, se présentant partout sous son nom, il repassa les défilés du *Riesen-Gebirge*, et revint à Zittau. Il consacra la journée du lendemain 20 à disposer lui-même le corps de Poniatowski et celui de Victor à l'entrée du défilé de Zittau, de façon que ces deux corps pussent résister trois jours au moins aux plus fortes attaques. Napoléon assura en outre leurs communications avec le général Vandamme, qui avait été placé entre Zittau et Dresde vers Stolpen, afin qu'il pût courir en une journée, ou à Zittau ou à Dresde. Toutes ces mesures arrêtées, il avait l'intention d'attendre encore tout un jour la complète manifestation des desseins de l'ennemi, sans éprouver du reste la moindre crainte, car partout les précautions étaient prises de manière à ne laisser aucune inquiétude. En effet, du côté de Berlin 80 mille hommes en marche sous le maréchal Oudinot, et appuyés par les 35 mille du maréchal Davoust, à Dresde Saint-Cyr et Vandamme aux aguets sur les deux rives de l'Elbe, à Zittau deux corps gardant les gorges de Bohême, sur le Bober 100 mille hommes sous le maréchal Ney attendant l'ennemi qui voudrait franchir ce fleuve, enfin à Gorlitz, centre de toutes ces positions, Napoléon avec

la garde et la réserve de cavalerie, placé à mi-chemin des divers points menacés, présentaient une toile admirablement tissue, du milieu de laquelle celui qui l'avait si habilement disposée était prêt à s'élancer sur l'imprudent qui en agiterait les extrémités.

Napoléon, revenu le 20 à Gorlitz, y apprit tout à coup que l'armée de Silésie avait envahi dès le 15 le pays neutre qu'elle aurait dû respecter jusqu'au 17, ce qui constituait une violation du droit des gens, que l'ardent patriotisme du général Blucher n'excusait nullement. Cette armée se dirigeait vers le Bober. Sur-le-champ Napoléon mit en mouvement la cavalerie et trois divisions de sa garde, laissant les autres à Gorlitz, et fit ses dispositions pour être sur le Bober le lendemain 21. Avec le secours qu'il apportait au maréchal Ney, il allait avoir 130 mille hommes, et c'était plus qu'il ne fallait pour faire repentir Blucher de sa témérité et de l'infraction qu'il s'était permise contre le droit des gens. Après avoir une dernière fois renouvelé ses instructions à Poniatowski, à Victor, à Vandamme, à Saint-Cyr, il partit plein de confiance et d'espoir.

Les hostilités ayant commencé en Silésie avant l'époque assignée par l'armistice, les quatre corps confiés à Ney sortaient à peine de leurs cantonnements lorsque l'ennemi s'était présenté. Deux de ces corps étaient sur le Bober, ceux de Macdonald et de Marmont, le premier à droite vers Lowenberg, le second à gauche vers Buntzlau. Deux étaient plus compromis encore, car ils se trouvaient au delà sur la Katzbach, celui de Lauriston aux environs de Goldberg, celui de Ney entre Liegnitz et Haynau. Ces deux derniers, presque tournés par la subite apparition du corps de Langeron sur leur flanc droit, étaient dans un fort grand péril. Le corps de Lauriston eut de la peine à se replier de la Katzbach sur le Bober, mais il le fit avec sang-froid et vigueur, et rejoignit Macdonald à Lowenberg sans accident. Ney, qui était le plus avancé vers notre gauche, au lieu de se replier simplement sur Buntzlau pour y repasser le Bober, vint se déployer hardiment entre la Katzbach et le Bober, et braver Blucher qui s'acharnait contre Lowenberg. A sa vue Blucher s'étant porté sur lui, et Lowenberg se trouvant ainsi dégagé, Ney descendit sur Buntzlau, y passa le Bober, et se réunit à Marmont.

Le 20, nos quatre corps étaient derrière le Bober, ceux de Lauriston et de Macdonald à Lowenberg, ceux de Marmont et de Ney à Buntzlau, ayant beaucoup plus causé de mal à l'ennemi qu'ils n'en avaient essuyé. Napoléon arrivé le 21 au matin sur les lieux voulut prendre l'offensive immédiatement. Blucher avait montré environ 80 mille hommes, le général russe Sacken, avec lequel il en aurait eu 100 mille, étant resté un peu en arrière sur sa droite. Napoléon qui en avait plus de 130 mille, employa la matinée à faire jeter des ponts de chevalets sur le Bober, et à donner tous ses ordres pour une marche prompte et vigoureuse, car il n'avait pas de temps à perdre, s'attendant à être bientôt rappelé sur ses derrières par la grande armée de Bohême. En conséquence il résolut de déboucher de Lowenberg avec Macdonald et Lauriston, en traversant le Bober sur ce point, et d'attirer sur sa gauche Ney et Marmont, après leur avoir fait passer le Bober à Buntzlau.

Vers le milieu du jour on franchit le Bober à Lowenberg, et on marcha vivement. La division Maison, qui formait notre tête de colonne, refoula devant elle les troupes du général d'York, et ne leur laissa de répit nulle part. Tout le corps de Lauriston suivait, appuyé par celui de Macdonald. A notre gauche, les maréchaux Ney et Marmont débouchèrent de Buntzlau, et vinrent se serrer sur notre centre. Blucher, se voyant aussi vigoureusement abordé, se douta bien qu'il avait Napoléon devant lui, et se hâta de rentrer dans ses instructions, qui lui prescrivaient de ne rien basarder quand il aurait en tête ce redoutable adversaire. Il se couvrit d'un petit cours d'eau, le Haynau, qui coule entre le Bober et la Katzbach. Cette journée lui avait déjà coûté deux à trois mille hommes.

Le 22 Napoléon continua sa marche offensive. Les corps de Lauriston et de Macdonald se portèrent directement sur Goldberg pour jeter Blucher au delà de la Katzbach, tandis que Ney et Marmont, s'avançant toujours sur notre gauche, le pousseraient dans le même sens. La division Maison assaillit de nouveau l'ennemi avec la plus grande vigueur. Les troupes, animées par la présence de Napoléon, montraient partout une ardeur extrême. L'ennemi voulut se défendre, mais Lauriston le débordant avec le reste de son corps, pendant que Macdonald le menaçait au centre, on le força d'abandonner le petit cours d'eau derrière lequel il s'était réfugié, et de repasser la Katzbach pour aller prendre position à Goldberg. Ses pertes dans cette journée furent assez considérables.

Il était évident, malgré la résistance que Blucher cherchait à nous opposer, et malgré ses cent mille hommes, qu'on ne l'avait pas mis en mesure de tenir tête à Napoléon, et que ce n'était pas de son côté qu'aurait lieu l'action principale. En effet le soir même, Napoléon reçut du maréchal Saint-Cyr un courrier qui, ayant fait quarante lieues pour le joindre, lui apprenait qu'on était attaqué par des masses nombreuses, et qu'évidemment la grande armée coalisée débouchait par Péterswalde sur les derrières de Dresde, soit qu'elle songeât à enlever cette ville, soit qu'elle eût l'idée de se porter sur Leipzig, pour exécuter l'audacieuse tentative de se placer entre les Français et le Rhin. Ainsi s'accomplissait l'une des deux hypothèses prévues par Napoléon, et la plus désirable des deux, celle pour laquelle tout avait été préparé avec le plus de soin. Napoléon n'en fut ni surpris ni affligé, tout au contraire, mais il y vit une raison pressante d'accélérer ses mouvements. Le soir même du 22, il arrêta sa garde qui était encore en marche, et qui heureusement n'avait pas dépassé Lowenberg, afin qu'elle se mît en route après un peu de repos, et qu'elle pût être de retour à Dresde en quatre jours, c'est-à-dire le 26. Le corps du maréchal Marmont ayant été le moins engagé, était le moins fatigué aussi, et sans perdre un instant il rebroussa chemin pour voyager avec la garde. Napoléon expédia également une grande partie de la réserve de cavalerie, enfin il écrivit au général Vandamme et au maréchal Victor de se replier l'un et l'autre sur l'Elbe, en laissant le prince Poniatowski aux gorges de Zittau. De la sorte 180 mille hommes devaient se trouver réunis sous Dresde en quatre jours, et 80 mille au moins dans les deux premières journées. Il n'y avait par conséquent aucune inquiétude à concevoir.

Après avoir donné ces ordres dans la soirée même du 22, Napoléon voulut que le 23 au matin les corps de Lauriston, Macdonald et Ney, qui avec la cavalerie du général Sébastiani composaient une masse de 80 mille hommes au moins, poussassent encore une fois l'ennemi devant eux, et le rejetassent fort au delà de la Katzbach. Au point du jour, le corps de Lauriston à droite, celui de Macdonald au centre, la cavalerie de Latour-Maubourg à gauche, se déployèrent le long de la Katzbach, pendant que Ney, à trois lieues au-dessous, se portait avec son corps et la cavalerie de Sébastiani devant Liegnitz. Blucher avait rangé les troupes russes de Langeron et les troupes prussiennes d'York derrière la Katzbach et sur les hauteurs du Wolfsberg. La division Girard attaqua les bords de la rivière vers Niederau, et eut un engagement très-vif avec la division prussienne du prince de Mecklembourg. Le général Girard, après avoir démonté l'artillerie de l'ennemi et ébranlé son infanterie à coups de canon, l'aborda brusquement à la baïonnette. Les Prussiens culbutés et acculés sur la Katzbach se couvrirent de leur cavalerie, qui fut bientôt repoussée par celle du général Latour-Maubourg, et repassèrent enfin la Katzbach, que le général Girard franchit à leur suite. A droite, le général Lauriston ayant opéré son passage vers Seyfnau, assaillit les hauteurs du Wolfsberg, les enleva trois fois aux Russes, et trois fois les reperdit. Mais le 135ᵉ, de la division Rochambeau, s'en rendit maître par un dernier effort, et l'action se trouva dès lors décidée en notre faveur. Blucher se voyant en même temps débordé à deux ou trois lieues sur sa droite, par le mouvement du maréchal Ney sur Liegnitz, se replia en toute hâte vers Jauer.

Cette inutile violation du droit des gens avait coûté environ 8 mille hommes au général prussien, et à nous la moitié tout au plus. Malheureusement elle n'avait pas ébranlé le moral d'un ennemi combattant avec l'acharnement du désespoir. Napoléon, qui avait éprouvé l'inconvénient de laisser plusieurs maréchaux ensemble quand sa présence ne les dominait point, et qui prévoyait de rudes batailles pour lesquelles il lui convenait d'avoir le maréchal Ney sous sa main, résolut de l'emmener avec lui, et de confier le 3ᵉ corps au général Souham. De la sorte il n'allait rester sur ce point qu'un maréchal et deux lieutenants généraux. Le maréchal était Macdonald, chef du 11ᵉ corps, et les lieutenants généraux étaient Lauriston et Souham, chefs des 5ᵉ et 3ᵉ corps. Napoléon, en remettant le commandement supérieur à Macdonald, lui donna pour instruction de tenir ses troupes légères en observation entre le Bober et la Katzbach, mais de camper avec le gros de ses forces derrière le Bober même, entre Lowenberg et Buntzlau, et d'avoir des postes de correspondance à droite dans les montagnes de Bohême, à gauche dans les plaines de la Lusace, afin d'être constamment averti des moindres mouvements de l'ennemi. Sa mission principale était d'abord de défendre le Bober contre Blucher, et ensuite d'intercepter les routes qui vont de la Bohême en Prusse, afin d'empêcher les détachements que l'ennemi pour-

rait diriger vers Berlin, contre le corps du maréchal Oudinot. Toujours occupé, comme on le voit, de la marche de ce maréchal sur la capitale de la Prusse, pour laquelle il avait déjà trop étendu le cercle de ses opérations, Napoléon continuait à faire à cet objet des sacrifices regrettables, car Macdonald, laissé à quarante lieues de Dresde, pouvait, quoique débarrassé de l'ennemi en ce moment, être assailli de nouveau avec plus de vigueur, et courir de grands dangers en attendant qu'on vînt à son secours.

Ces dispositions prises, Napoléon ayant vu Blucher en retraite sur Jauor, partit pour Gorlitz, vers le milieu du jour, tandis que la garde, le corps de Marmont et la cavalerie de Latour-Maubourg y marchaient au pas des troupes. Les nouvelles se multipliaient à mesure qu'il approchait, et lui peignaient la ville de Dresde comme fort émue. Le roi de Saxe, la population, les généraux mêmes préposés à la défense de ce poste important, étaient frappés de la masse immense d'ennemis qui, venant de la Bohême, descendaient des montagnes sur les derrières de cette capitale. Les rapports s'accordaient unanimement à dire que les hauteurs qui entourent Dresde sur la rive gauche de l'Elbe, étaient couvertes de soldats de toutes nations. On y voyait poindre au sommet des coteaux la lance des Cosaques, tant redoutée des habitants paisibles.

La grande armée de la coalition, celle qui, composée de Prussiens, de Russes, d'Autrichiens, au nombre de 250 mille hommes, devait profiter de la Bohême pour tourner la position de l'Elbe, avait en effet exécuté le plan arrêté à Trachenberg, et après avoir opéré sa concentration, entre Tetschen et Commotau (voir la carte n° 58), venait de déboucher en Saxe par tous les défilés de l'*Erzgebirge*. Elle avait marché sur quatre colonnes, formées d'après l'emplacement des troupes. Les Russes venant du fond de la Bohême, puisqu'ils partaient de la Silésie, n'avaient guère pu dépasser l'Elbe, et avaient pris la chaussée de Péterswalde, qui longe le camp de Pirna, et descend sur Dresde en ayant toujours l'Elbe en vue. Le corps prussien de Kleist, marchant en avant des Russes, avait suivi la route qui se trouvait un peu plus à gauche (gauche des coalisés débouchant en Saxe), laquelle était moins bien frayée, mais encore fort praticable, et passait par Tœplitz, Zinnwald, Altenberg, Dippoldiswalde. Les Autrichiens, les plus avancés parce qu'ils partaient de chez eux, avaient pris la chaussée de Commotau à Marienberg et Chemnitz, qui est à la gauche des précédentes, et forme la grande route de Prague à Leipzig. Les nouvelles levées autrichiennes, composant sous le général Klenau une quatrième colonne, devaient par Carlsbad et Zwickau s'abattre sur Leipzig.

Mais à peine était-on en marche, que le plan arrêté par les coalisés à Trachenberg avait été modifié, grâce à l'instabilité des conseils militaires de la coalition, où personne ne commandait, parce que personne n'en était tout à fait capable. Le commandement nominal avait bien été déféré au prince de Schwarzenberg pour flatter l'Autriche, mais au fond l'empereur Alexandre regrettait de ne pas l'avoir pris lui-même, aurait bien voulu le ressaisir, surtout depuis l'arrivée à son camp du général Moreau et du général Jomini, avec le secours desquels il croyait pouvoir conduire glorieusement les affaires de la coalition.

Le général Moreau, comme nous l'avons déjà dit, revenu d'Amérique au bruit du désastre de Napoléon en Russie, sans autre but qu'une espérance vague de rentrer dans son pays par des voies honnêtes, avait formé un projet qui n'était pas dépourvu de chances de succès. Ayant appris que l'empereur Alexandre avait plus de cent mille prisonniers français, tous exaspérés contre l'auteur de l'expédition de Moscou, il avait imaginé qu'on pourrait bien armer quarante ou cinquante mille d'entre eux, les transporter au moyen de la marine anglaise en Picardie, et il répondait, en marchant avec eux sur Paris, de renverser le trône impérial, pourvu que les souverains alliés le munissent d'un traité de paix dans lequel la France, laissée libre de se choisir un gouvernement, conserverait ses limites naturelles, les Alpes et le Rhin. Moreau, aimant la liberté, ayant en haine le gouvernement despotique qui pesait alors sur la France, se croyant supérieur aux lieutenants de Napoléon, prétendait qu'il leur passerait sur le corps à tous, moyennant qu'il se présentât à la tête de soldats français, qu'il annonçât une paix honorable, une liberté sage, et la fin de l'épouvantable carnage auquel Napoléon obligeait l'Europe par son ambition démesurée. Sans liaisons avec les Bourbons, n'étant aucunement porté vers eux, il admettait cependant que l'on cherchât à concilier cette antique famille avec la Révolution française, et qu'on la rappelât pour établir un gouvernement à la fois stable et libéral, qui mît fin aux longs troubles de la France. C'est avec ces idées qu'il était venu à Stockholm, et là son an-

cien camarade Bernadotte, feignant d'écouter ses scrupules, mais réchauffant ses haines, lui promettant qu'il trouverait auprès de l'empereur Alexandre satisfaction pour tous ses désirs, l'avait renvoyé au quartier général russe[1]. Alexandre avait accueilli ce proscrit avec des honneurs infinis, l'avait traité en ami, et avait calmé ses scrupules en lui affirmant qu'on n'en voulait ni à la France ni à sa grandeur, qu'on était prêt à lui laisser les belles conditions du traité de Lunéville, qu'on n'entendait lui imposer aucune forme de gouvernement, et qu'on s'empresserait au contraire de reconnaître celui qu'elle aurait elle-même choisi, ce gouvernement fût-il celui de la république. Repoussant comme impraticable le projet d'armer les prisonniers français, il avait, par une pente insensible, d'où toutes les apparences coupables étaient soigneusement écartées, amené l'infortuné Moreau à la déplorable résolution, non pas de servir contre la France, mais de rester auprès des souverains qui la combattaient, différence qui pouvait lui faire illusion, mais qui n'en était pas une, car il était impossible qu'il résidât auprès d'eux pendant cette cruelle guerre sans les éclairer au moins de ses conseils. Pour achever cette séduction, Alexandre avait employé sa sœur, la grande-duchesse Catherine, veuve du duc d'Oldenbourg, princesse remarquable par l'esprit, le caractère, les agréments extérieurs, et tous deux, traitant Moreau comme un ami, l'avaient ainsi aveuglé, étourdi par les plus adroites flatteries, et l'avaient entraîné définitivement sur la voie où il allait rencontrer la plus cruelle des morts, celle qui avec sa vie devait emporter sinon sa gloire, du moins son innocence. C'est depuis qu'il avait Moreau à ses côtés qu'Alexandre regrettait le commandement général. Il aurait voulu le prendre pour chef d'état-major, et avec lui diriger la guerre. Mais il n'était pas possible d'imposer Moreau au prince de Schwarzenberg, ni comme supérieur ni comme subordonné, et de lui ménager un rôle même séant, soit pour lui, soit pour les généraux de la coalition. Moreau se trouvait ainsi dans le camp des coalisés à titre d'ami privé de l'empereur Alexandre, vivant tantôt près de lui, tantôt près de la grande-duchesse Catherine qui était établie à Tœplitz, n'aimant point à figurer dans ces conseils militaires où l'on parlait si longuement, où l'on était à la fois bouillant d'un patriotisme qui était pour lui un reproche, et plein d'idées théoriques qui n'allaient pas à son génie simple et pratique, se bornant à donner directement ses avis à Alexandre, réussissant rarement à les faire prévaloir à travers le chaos des avis contraires, et déjà cruellement puni de sa faute par la position fausse, gênée, presque humiliante, qu'il avait au milieu des ennemis de sa patrie.

Le général Jomini, Suisse de naissance, écrivain militaire supérieur, et dans la pratique de la guerre officier d'état-major d'un jugement aussi sûr qu'élevé, avait rendu à l'armée française, soit à Ulm, soit à la Bérézina, soit à Bautzen, des services dont il avait été mal récompensé. A Bautzen notamment, après avoir signalé au maréchal Ney le vrai point où il aurait fallu marcher, il avait reçu une punition au lieu d'une récompense, ce qu'il devait aux mauvais offices du prince major général, dont il avait souvent blessé la susceptibilité. Vif, irritable, ayant voulu plusieurs fois donner sa démission et entrer au service de la Russie qui s'était empressée de répondre favorablement à ses désirs, il n'avait pas su se contenir en éprouvant le dernier désagrément qu'on venait de lui infliger, et pendant l'armistice il avait passé aux Russes, sans emporter, comme on l'a dit, des plans qu'il ignorait, sans manquer à sa patrie puisqu'il était originaire de la Suisse, mais ayant le tort de ne pas sacrifier des griefs même fondés à une vieille confraternité d'armes, et se préparant ainsi des regrets qui devaient attrister sa vie. Il était arrivé auprès d'Alexandre, qui, connaissant son mérite, lui avait fait le plus brillant accueil. Là il parlait haut, avec la chaleur d'un esprit ardent et convaincu, déplaisait aux généraux alliés en vantant Napoléon et les Français qu'il était presque fâché d'avoir quittés, et censurait sans ménagement tous les projets militaires formés à Trachenberg. Il n'avait pas eu de peine à prouver à l'empereur Alexandre que marcher sur Leipzig était une insigne folie, que se porter sur les communications de l'ennemi lorsqu'on était sûr de ne pas compromettre les siennes, et qu'on ne craignait pas une rencontre décisive, pouvait

[1] Ce n'est point sur des conjectures ni sur les interprétations des amis du général Moreau, mais d'après les lettres de ce général, trouvées depuis sa mort, que j'écris ces pages. La faute du général Moreau fut assez grave pour qu'on ne l'exagère point, et on doit à ses grands services d'autrefois, à son ancien désintéressement, à sa gloire, de réduire à ce qu'il fut véritablement, l'acte coupable qui a terni une des plus belles vies des temps modernes. Les lettres que j'ai dans les mains, écrites avec la plus parfaite simplicité, établissent ce que j'avance d'une manière incontestable.

être une bonne manière d'opérer, mais que ce n'était pas le cas ici, car, une fois à Leipzig, on serait exposé à être coupé de la Bohême, on aurait Napoléon derrière soi à la tête de trois cent mille hommes toujours victorieux jusqu'alors, et si dans cette position on perdait une bataille, on n'en reviendrait pas, les montagnes de la Bohême étant occupées par lui, et l'Elbe étant jusqu'à Hambourg dans ses terribles mains. Le général Moreau, consulté, avait trouvé cet avis parfaitement juste, et on avait renoncé à se diriger sur Leipzig. On avait résolu, au lieu d'appuyer à gauche, d'appuyer à droite, et de se rapprocher des bords de l'Elbe. Les deux premières colonnes, celle qui avait passé par Péterswalde, et celle qui avait passé par Zinnwald et Altenberg, avaient cheminé tout près de Dresde; mais il avait fallu ramener la troisième par Marienberg et Sayda sur Dippoldiswalde, la quatrième par Zwickau et Chemnitz sur Tharandt. (Voir la carte n° 58.) On s'était ainsi reporté sur Dresde sans savoir précisément ce qu'on y ferait ; mais on avait l'avantage, en restant adossé aux montagnes de Bohême, de conserver toujours ses communications, d'être comme une épée de Damoclès suspendue sur la tête de Napoléon, et de pouvoir au besoin, si l'occasion était favorable, se jeter sur Dresde pour enlever cette ville, ce qui était le plus grand dommage qu'on pût causer aux Français. Tandis qu'on exécutait ce mouvement transversal de gauche à droite, en suivant le pied de l'*Erzgebirge*, on avait appris l'apparition de Napoléon en Bohême, circonstance qui avait fait craindre de sa part une marche sur Prague, et rendu plus évidente la convenance de rebrousser chemin vers l'Elbe. Puis à Dippoldiswalde même on avait connu la marche de Napoléon sur le Bober, et la situation périlleuse de Blucher. C'était le cas de tenter quelque chose, et de profiter de l'absence de Napoléon pour frapper un grand coup, pour enlever Dresde par exemple, ce que conseillaient les esprits hardis, ce que craignaient les esprits timides, ce que les esprits sages comme Moreau faisaient dépendre de l'état dans lequel on trouverait les défenses de cette ville.

C'est ainsi que la grande armée des coalisés était arrivée à déployer ses masses imposantes autour de la belle capitale de la Saxe. La colonne qu'on avait aperçue la première était la colonne russe de Wittgenstein, qui, descendant le plus près de l'Elbe par la route de Péterswalde, avait rencontré le maréchal Saint-Cyr devant le camp de Pirna. Ce qu'on appelle le camp de Pirna consiste dans un plateau très-élevé, adossé à l'Elbe, taillé à pic presque de tous les côtés, appuyé à gauche au fort de Kœnigstein, à droite au château de Sonnenstein et à la ville de Pirna. La grande route de Bohême par Péterswalde, après avoir franchi les montagnes, s'enfonce vers Hollendorf dans des terrains creux, puis remonte à Berg-Giesbübel sur un autre plateau situé au-dessous de celui de Pirna, passe presque sous son feu, mais à une distance qui rend le passage possible, de manière que la position de Pirna, quoique invincible en elle-même, ne donne cependant pas le moyen de barrer absolument la route de Péterswalde. Seulement une armée établie dans cette position, outre qu'elle a dans le camp de Pirna un asile assuré, y trouve aussi un poste d'où elle peut gêner, arrêter même, en opérant bien, l'ennemi qui veut suivre la route de Péterswalde, soit pour descendre en Saxe, soit pour remonter en Bohême.

Le maréchal Saint-Cyr, après avoir occupé par sa première division les forts de Kœnigstein et de Lilienstein, entre lesquels était jeté un pont sur l'Elbe, avait placé la seconde sur la route de Péterswalde, de manière à ralentir la marche de l'ennemi, et à pouvoir se replier sur Dresde comme il en avait l'ordre. Celle-ci avait défendu pied à pied le plateau de Berg-Gieshübel, avec un aplomb remarquable chez des soldats à peine formés. Pendant ce temps la troisième des divisions du maréchal Saint-Cyr observait le second débouché, celui qui de Tœplitz vient aboutir sur Zinnwald, Altenberg, Dippoldiswalde, et la quatrième enfin placée à la droite de Dippoldiswalde, et veillant sur la grande route de Freyberg, servait de soutien au général Pajol, qui faisait le coup de sabre avec les avant-gardes de la cavalerie autrichienne arrivant par les débouchés les plus éloignés.

Le 23 août, le maréchal Saint-Cyr ayant confié, comme nous venons de le dire, à sa première division (42e de l'armée) la garde des deux forts de Kœnigstein et de Lilienstein, et tous les postes des bords de l'Elbe afin d'empêcher l'ennemi de passer d'une rive à l'autre, s'était replié en ordre sur Dresde, où il avait ainsi, outre la garnison, trois divisions d'infanterie avec les cavaleries Lhéritier et Pajol. Ces forces, appuyées sur des ouvrages de campagne et sur les défenses de la ville, étaient capables d'opposer une résistance sérieuse à l'ennemi, quoiqu'il comptât dès les premiers jours 150 mille hommes, et 200 mille

les jours suivants. Les trois divisions d'infanterie du maréchal Saint-Cyr [1] ne devaient pas comprendre moins de 21 ou 22 mille hommes. On pouvait tirer de la garnison 5 à 6 mille hommes, quelques-uns Allemands il est vrai, pour les porter sur la rive gauche, et les généraux Lhéritier et Pajol avaient bien 4 mille chevaux. Le maréchal Saint-Cyr disposait ainsi de 31 à 32 mille hommes avec beaucoup d'artillerie attelée pour aider l'artillerie de position. Il avait donc les moyens de disputer la place à l'ennemi, et de donner à Napoléon le temps de manœuvrer autour d'elle, comme il le jugerait utile au plus grand bien des opérations.

C'est sur cet état de choses que Napoléon fonda ses calculs en recevant à Gorlitz le détail de ce qui s'était passé du côté de Dresde. Il ne pouvait pas savoir tout ce que nous venons de rapporter des mouvements de l'ennemi ; mais il savait par la présence de masses considérables sur les derrières de Dresde, qu'entre les divers plans possibles les coalisés avaient adopté celui qui consistait à le tourner, en se portant sur la rive gauche de l'Elbe, et en descendant en Saxe par Péterswalde. Ayant prévu ce mouvement comme l'un des plus vraisemblables, il avait placé à Dresde, ainsi qu'on vient de le voir, de quoi repousser une première attaque, et de quoi retenir la grande armée du prince de Schwarzenberg plusieurs jours au moins. Ces données bien certaines lui suffisaient, et il imagina sur-le-champ l'une des combinaisons les plus belles, les plus redoutables qui soient sorties de son génie, et dont l'exécution, si elle s'accomplissait suivant ses vues, pouvait terminer la guerre en un jour, par l'un des plus terribles coups qu'il eût jamais frappés.

Napoléon revenait de Silésie, précédé ou suivi des masses les plus mobiles de son armée qu'il faisait refluer vers l'Elbe. L'ennemi, pour le tourner, avait franchi l'Elbe dans l'intérieur de la Bohême, à l'abri des montagnes qui séparent la Bohême de la Saxe. Il fallait le punir de ce mouvement téméraire en repassant l'Elbe soi-même, pour fondre sur lui avec des masses écrasantes. Maître des ponts de Dresde, Napoléon pouvait y traverser l'Elbe tranquillement, et, amenant cent mille hommes avec lui, aborder de front les coalisés, et les refouler violemment sur les montagnes d'où ils étaient venus. Mais avec ce coup d'œil qui n'appartenait qu'à lui, Napoléon jugea qu'il y avait bien mieux à faire. Au lieu de déboucher de front par Dresde, ce qui n'aurait donné lieu qu'à un choc direct, il résolut de remonter à Kœnigstein, qu'il avait occupé d'avance, approvisionné, rattaché au rocher de Lilienstein par un pont de bateaux, puis après avoir passé l'Elbe en cet endroit, de s'établir à Pirna, d'intercepter la chaussée de Péterswalde, de descendre ensuite sur les derrières de l'ennemi avec 140 mille hommes, de le pousser sur Dresde, et de le prendre ainsi entre l'Elbe et l'armée française. Si ce plan à la fois extraordinaire et simple, qu'une admirable prévoyance avait rendu praticable, en s'assurant d'avance tous les passages de l'Elbe, si ce plan réussissait, et on ne conçoit pas ce qui aurait pu l'empêcher de réussir, il était possible que sous trois ou quatre jours il ne restât plus de coalition. On pouvait avoir fait prisonniers les souverains et leurs armées.

Napoléon, l'esprit enflammé par la méditation de ce plan, se hâta d'écrire en chiffres à M. de Bassano, pour lui exposer la formidable combinaison qu'il venait d'imaginer, pour lui recommander de la tenir profondément secrète, mais de disposer tout le monde à la seconder, en faisant prendre patience jusqu'à ce que les secours arrivassent, car il allait employer deux jours au moins à se concentrer à Kœnigstein, à y multiplier les moyens de passage pour faciliter le mouvement des 140 mille hommes qu'il amenait, et enfin à se poster convenablement sur la chaussée de Péterswalde. Il écrivit aussi au maréchal

[1] Le maréchal Saint-Cyr, avec son esprit ordinairement peu indulgent, et le désir de justifier son rôle pendant la campagne de 1813, a inexactement représenté les événements de cette année dans ses Mémoires, d'ailleurs si remarquables. Il a voulu prouver partout que Napoléon n'avait aucun plan, qu'il n'avait pourvu à rien, et qu'il n'existait nulle part des forces suffisantes. Ainsi il suppose que sa seconde division était au plus de 5 mille hommes, ce qui aurait fait 15 mille hommes pour les trois divisions chargées de la défense de Dresde. Ces assertions sont inexactes, car les divisions du maréchal étaient de douze bataillons, et en supposant que les bataillons qui ne s'étaient pas encore battus comptassent 500 hommes seulement, les douze bataillons auraient présenté 6 mille hommes. Or, la 42e (première du corps de Saint-Cyr), sous le général Mouton-Duvernet, se trouva le 29 au matin à Kulm avec plus de 8 mille hommes en bataille, ce qui résulte d'un appel fait le jour même, et fourni par le général Haxo dans son rapport circonstancié sur l'affaire de Kulm. Il n'est donc pas admissible que les autres ne comptassent que 5 mille hommes. Leur en attribuer 7 mille, surtout au début des opérations, ce qui suppose à peu près 600 hommes par bataillon, n'est certainement pas une exagération. Le maréchal Saint-Cyr aurait donc possédé, seulement en infanterie de son corps, 21 ou 22 mille hommes à Dresde, sans compter la division laissée à Kœnigstein.

Saint-Cyr, afin de lui retracer encore une fois tous les moyens de défense que présentait la ville de Dresde, et il vint le 25 s'établir à Stolpen sur la droite du fleuve, à égale distance de Kœnigstein et de Dresde. Il y fit refluer tout ce qui avait quitté Zittau pour revenir sur l'Elbe, et tout ce qui arrivait des bords du Bober avec la même destination.

Établi à Stolpen, il arrêta toutes ses dispositions conformément à son nouveau plan. Le corps de Vandamme, fort de trois divisions, s'était déjà replié sur Kœnigstein à la première apparition de la grande armée des coalisés. La moitié de l'une de ses divisions, celle du général Teste, s'était répandue le long de l'Elbe, de Kœnigstein à Dresde, pour empêcher l'ennemi de repasser le fleuve, et le tenir enfermé sur la rive gauche. Napoléon laissa là cette demi-division, et la renforça d'une nombreuse cavalerie avec ordre de s'opposer à l'établissement de toute espèce de ponts. Il prescrivit à Vandamme de passer avec ses deux autres divisions par le pont jeté entre Lilienstein et Kœnigstein, d'assaillir le camp de Pirna sous lequel l'ennemi avait défilé sans l'occuper en forces, de s'en emparer, d'y rallier la première division de Saint-Cyr, celle de Mouton-Duvernet, laissée à Pirna, et d'aller s'établir à cheval sur la chaussée de Péterswalde. Il devait avoir ainsi outre ses deux premières divisions une moitié de la 3e (celle de Teste) et la première de Saint-Cyr. Napoléon, pour lui procurer quatre divisions entières, emprunta au maréchal Victor la brigade du prince de Reuss, y ajouta la cavalerie de Corbineau, ce qui composait un corps de plus de 40 mille hommes, dont 36 mille d'infanterie et près de 5 mille de cavalerie. Il disposa ensuite toute sa garde et le maréchal Victor revenu de Zittau autour de Stolpen, de manière à suivre le général Vandamme dès que celui-ci serait maître du camp de Pirna, pressa la marche du maréchal Marmont, et fit réunir tous les bateaux qu'on put ramasser pour jeter deux ponts supplémentaires entre Lilienstein et Kœnigstein. Ces ponts jetés, il devait avec Vandamme, Victor, la garde impériale et Marmont, avoir sous la main cent vingt mille hommes à lancer sur les derrières de l'ennemi. Son projet était, tandis qu'il repasserait l'Elbe à Kœnigstein, d'envoyer la cavalerie Latour-Maubourg la repasser à Dresde, afin de tromper le prince de Schwarzenberg, et de lui persuader que toute l'armée française allait déboucher par cette ville. Il aurait eu ainsi 40 et quelques mille hommes dans Dresde, et 120 mille au camp de Pirna pour former l'étau dans lequel il voulait prendre l'armée coalisée. Afin d'être plus sûr de la garde de l'Elbe, dont il fallait faire un obstacle insurmontable, il ne se contenta pas de la moitié de la division Teste et de la cavalerie Latour-Maubourg distribuées entre Kœnigstein et Dresde, mais il ordonna au maréchal Saint-Cyr d'expédier la cavalerie Lhéritier et deux bataillons d'infanterie pour aller garder Meissen, à huit lieues de Dresde, afin que l'ennemi, lorsqu'il serait acculé sur cette ville, ne pût pas trouver passage au-dessous. Enfin la pluie ayant détrempé les routes, les bateaux étant difficiles à réunir entre Lilienstein et Kœnigstein, et les troupes étant fatiguées, il crut pouvoir leur donner un jour de repos sans rien compromettre, car tout paraissait calme autour de Dresde. En conséquence il décida que Vandamme ne passerait le pont de l'Elbe entre Lilienstein et Kœnigstein pour assaillir le camp de Pirna que vers la fin de la journée du 26.

Malheureusement pendant ce temps les esprits commençaient à se troubler à Dresde en voyant se déployer les masses de l'armée coalisée. Du 23 au 25 on n'avait aperçu que la première colonne, celle qui avait suivi la route de Péterswalde. Les jours suivants, les autres colonnes s'étaient montrées à leur tour, et les hauteurs de Dresde avaient paru en être couvertes. Il ne manquait à cette réunion que la dernière colonne autrichienne, celle de Klenau, qui ayant passé par Carlsbad et Zwickau, avait le plus de chemin à faire pour revenir sur Dresde. Les conseillers d'Alexandre, accourus sur le terrain, s'étaient partagés, comme de coutume, et les plus hardis, le général Jomini en tête, en voyant les trois divisions de Saint-Cyr dans la plaine, avaient conseillé de se ruer sur elles, pour rentrer dans Dresde à leur suite, et détruire ainsi d'un seul coup tout notre établissement sur l'Elbe. La proposition avait de quoi séduire, et Moreau consulté avait répondu avec son ordinaire sûreté de jugement, qu'on aurait raison de faire cette tentative, si Saint-Cyr était capable d'attendre à découvert le choc de masses écrasantes, et s'il n'y avait rien derrière lui, soit en ouvrages de défense, soit en réserves de troupes, mais que ce n'était pas supposable, et qu'il serait grave de s'exposer à un échec au début des hostilités. Au milieu de ce conflit, le prince de Schwarzenberg avait dit qu'en tout cas il fallait différer d'un jour, car sa quatrième colonne n'était point ar-

rivée. On avait donc remis au lendemain 26 le parti à prendre.

Cette accumulation successive des troupes coalisées autour de Dresde s'apercevait de l'intérieur de la ville, et y causait une sorte de terreur. On avait adressé à Napoléon messages sur messages pour le presser d'accourir en personne avec toutes ses réserves, afin de repousser l'attaque formidable dont on était menacé. En réponse à ces instances il avait envoyé Murat qui, après une reconnaissance de cavalerie dans laquelle il avait failli être pris, avait constaté la présence d'une armée fort nombreuse, manifestant l'intention d'attaquer Dresde, et n'avait rien pu voir de plus, car il ne connaissait pas les défenses de la ville, et n'était pas capable d'ailleurs d'avoir un avis bien éclairé sur leur valeur. Napoléon toujours plus sollicité d'accourir, et s'y refusant pour ne pas abandonner un plan duquel il attendait des résultats immenses, avait écrit au maréchal Saint-Cyr afin de lui détailler de nouveau ses moyens défensifs, qui consistaient dans un camp retranché composé de cinq redoutes et de vastes abatis, dans la vieille enceinte de la ville refaite au moyen d'un fossé plein d'eau et de fortes palissades, et enfin dans des barricades établies à la tête de toutes les rues, et il lui avait dit que, le camp retranché pris, il restait l'enceinte, après l'enceinte les têtes de rues barricadées, que trente mille soldats bien commandés devaient se défendre là six à huit jours, et même quinze s'ils étaient bien résolus. — Un homme moins habile mais plus dévoué que le maréchal Saint-Cyr aurait promis de faire tuer jusqu'au dernier de ses soldats en défendant la place, et aurait tenu parole, car le salut de la France et sa grandeur dépendaient, en cette occasion, d'une résistance opiniâtre de quarante-huit heures. Malheureusement le maréchal, craignant de prendre des engagements téméraires, se contenta d'écrire qu'il ferait de son mieux, mais qu'il ne pouvait répondre de rien, en présence des masses ennemies dont il était environné [1]. Certes on pouvait compter, lorsqu'il promettait de faire de son mieux, qu'il tiendrait sa promesse, et que ce mieux serait une résistance aussi ferme qu'intelligente. Mais l'intérêt de la conservation de Dresde était si grand, que Napoléon, mécontent de l'extrême réserve du maréchal, fit partir son officier d'ordonnance Gourgaud pour cette ville, avec mission de tout voir, d'entendre tout le monde, et de revenir ensuite au galop, afin qu'il pût prendre sa résolution en parfaite connaissance de cause.

Le chef d'escadron Gourgaud, officier brave et spirituel, n'avait pas un jugement assez froid pour bien remplir une semblable mission. Quand il arriva dans la journée du 25 à Dresde, la population, la cour, étaient dans les alarmes. Les généraux eux-mêmes commençaient à perdre leur sang-froid, et il régnait partout l'anxiété la plus vive. On abandonnait en foule la ville principale, dite la ville vieille, laquelle étant située sur la rive gauche de l'Elbe se trouvait exposée aux attaques de l'ennemi, pour se rendre dans le faubourg de la rive droite, appelé ville neuve. On y avait préparé le logement du roi et celui de M. de Bassano; les magistrats eux-mêmes s'y étaient transportés, et la population entière suivait leur exemple, sans savoir où elle logerait. On comprend que devant une attaque exécutée par 200 mille hommes et 600 bouches à feu, cette malheureuse population fût épouvantée, et que, tout allemande qu'elle était, désirant par conséquent le succès des coalisés, elle ne le désirât plus cette fois, et demandât à grands cris le secours de Napoléon. Le roi surtout, facile à troubler, entouré d'une nombreuse famille aussi timide que lui, était saisi de terreur. Le maréchal Saint-Cyr, le général Durosnel, chargés de la défense, l'un comme commandant du 14e corps, l'autre comme gouverneur de Dresde, pressés de questions par l'officier d'ordonnance Gourgaud, ne lui parurent pas convaincus de la force de la position, et lui firent un rapport peu rassurant. Ce dernier, dont l'esprit s'échauffait aisément, repartit au galop dans la soirée du 25, arriva vers onze heures du soir à Stolpen, fit la peinture la plus vive des dangers qui menaçaient Dresde, au point d'ébranler le jugement ordinairement si ferme de Napoléon, et de lui faire oublier les considérations puissantes qu'il avait présentées lui-même au maréchal Saint-Cyr. Napoléon n'avait besoin en effet que de deux jours pour descendre par Kœnigstein sur les derrières de l'ennemi, et il n'était pas possible après tout que Dresde ne résistât pas deux jours, car on avait à opposer à l'ennemi le camp retranché, l'enceinte de la ville,

[1] Ces événements ont été jusqu'ici ou incomplétement ou inexactement rapportés, et avec une flatterie ou un dénigrement posthumes pour Napoléon, qui ont défiguré la vérité. Sa grande conception, celle de déboucher par Kœnigstein, n'a jamais été bien précisée, faute de connaître sa correspondance. C'est sur cette correspondance, sur la lecture attentive des ordres et des réponses, qu'est établi le récit qu'on va lire, et on peut compter sur sa parfaite exactitude.

et enfin les têtes de rues fortement barricadées. En supposant même que la vieille ville succombât, une chose était certaine, c'est que la ville neuve située sur la rive droite de l'Elbe, moyennant qu'on brûlât le pont dont une partie était en bois, ne succomberait point, que dès lors l'ennemi se trouverait toujours dans un vrai cul-de-sac, et qu'en débouchant sur ses derrières on serait assuré de le pousser dans un abîme. Toutefois le sacrifice de la vieille ville était cruel sous le rapport de l'humanité, fâcheux sous le rapport de la politique, car c'était rendre notre alliance bien funeste à la Saxe, et Napoléon ne regarderait pas cette ressource extrême de se défendre dans la ville neuve comme acceptable. D'ailleurs, bien que son plan lui tînt fort au cœur, et qu'aucune combinaison ne pût en égaler la grandeur et les résultats probables, il lui restait une autre combinaison féconde aussi en conséquences, c'était, au lieu de jeter par Kœnigstein toute la masse de ses forces sur les derrières de l'ennemi, de ne jeter par cette issue que les quarante mille hommes de Vandamme et de déboucher directement par Dresde avec cent mille. Certainement Vandamme maître du camp de Pirna, à cheval sur la grande chaussée de Péterswalde, devait en tombant sur les derrières de l'ennemi vaincu devant Dresde lui faire essuyer d'énormes dommages, car il prendrait tout ce qui essayerait de repasser par Péterswalde, et refoulerait le reste sur des routes mal frayées où la retraite serait excessivement difficile. Ce nouveau plan présentait moins d'avantages sans doute, mais il en promettait de bien grands encore, et il était moins hasardeux, puisque, en réunissant près de cent mille hommes à Dresde, Napoléon sauvait la ville, avait le moyen de battre les coalisés sous ses murs, et avait en outre, pour compléter la victoire et en tirer les dernières conséquences, Vandamme embusqué à Kœnigstein. Il se décida donc pour ce plan, moins vaste mais plus sûr ; et ainsi plus audacieux que jamais en politique, il le fut moins que de coutume en fait de guerre, à l'inverse de ce qui aurait dû être, car moins il avait montré de sagesse dans sa politique, plus il aurait dû montrer d'audace dans ses opérations militaires, s'étant mis dans la nécessité d'avoir des triomphes inouïs ou de périr. Mais lui-même, contraste étrange ! devenait défiant à l'égard de la fortune, dans un moment où par le refus de la paix il lui avait livré son existence tout entière !

Son parti pris à minuit, avec une promptitude qui ne l'abandonnait jamais, il dicta ses ordres à l'instant même. Il dirigea sur Dresde sa vieille garde arrivée déjà dans les environs de Stolpen, la cavalerie de Latour-Maubourg arrivée également en ce lieu, la moitié de la division Teste restée sur le bord de l'Elbe, et leur recommanda de marcher toute la nuit pour être rendues à Dresde à la pointe du jour, traverser les ponts, et venir se placer derrière le corps du maréchal Saint-Cyr. Il donna les mêmes instructions à la jeune garde et au maréchal Marmont, qui était encore sur la route de Lowenberg, et au maréchal Victor qui avait quitté Zittau afin de se transporter à Kœnigstein. En même temps il traça au général Vandamme ce qu'il aurait à faire pendant la journée du lendemain 26. Ce dernier devait avec ses 40 mille hommes traverser le pont jeté antérieurement entre Lilienstein et Kœnigstein, déboucher sur la rive gauche de l'Elbe, assaillir le camp de Pirna, l'enlever, et s'établir en travers de la chaussée de Péterswalde. A ces instructions il ajouta le secours d'un conseiller éclairé, celui du général Haxo, qu'il chargea d'être le guide et le mentor du bouillant Vandamme. Ces ordres expédiés, Napoléon prit un repos de quelques heures, et à la pointe du jour partit au galop pour Dresde. Il y arriva vers 9 heures du matin le 26 août, la première des deux journées justement célèbres.

Chemin faisant il avait aperçu une batterie qui de la rive droite de l'Elbe devait tirer sur la rive gauche moins élevée que la droite, afin d'appuyer l'extrémité de la ligne du maréchal Saint-Cyr. Il la fit renforcer et placer le plus avantageusement possible, puis il entra dans Dresde, suivi des braves cuirassiers de Latour-Maubourg. L'enthousiasme à son aspect fut extrême parmi les troupes et les habitants. Il y avait près du grand pont de pierre un hôpital de blessés français, dont les convalescents se tenaient ordinairement près des abords de ce pont, regardant travailler leurs camarades aux ouvrages de défense. A la vue de l'Empereur, ces jeunes gens se traînant comme ils pouvaient sur leurs membres mutilés, agitant les uns leurs bonnets, les autres leurs béquilles, se mirent à crier *Vive l'Empereur!* avec un véritable fanatisme militaire. Les habitants, contraints à saluer en lui leur sauveur, l'accueillirent en poussant les mêmes cris, et en lui demandant de garantir des horreurs de la guerre leurs femmes et leurs enfants. D'ailleurs le dernier séjour qu'avaient fait

chez eux les coalisés, les Russes surtout, les avait presque réconciliés avec les Français, qui les traitaient beaucoup moins durement. Déjà quelques boulets tombant sur le pont et sur la grande place, les avertissaient du péril, et Napoléon leur apparaissait en ce moment comme un vrai libérateur. Il se rendit chez le roi de Saxe pour le rassurer, l'engagea vivement à ne pas être inquiet pour le sort de cette journée, puis se transporta sur le front du camp retranché, afin de rejoindre le maréchal Saint-Cyr qui était à la tête de ses troupes, et faisait ses dispositions tactiques avec son habileté accoutumée.

Nous avons déjà donné une première idée du site et de la configuration de Dresde. La ville principale se trouve sur la gauche de l'Elbe, et se montre par conséquent la première quand on vient des bords du Rhin. (Voir la carte n° 58, et le plan de Dresde ajouté à cette carte.) Une suite de hauteurs, détachées des montagnes de la Bohême, enveloppent la ville, et forment autour d'elle une sorte d'amphithéâtre. C'est sur cet amphithéâtre que s'étaient rangés les coalisés, descendus de la Bohême pour nous prendre à revers. Ils avaient ainsi le dos tourné à la France, comme s'ils en étaient venus, et nous à l'Allemagne, comme si nous avions été chargés de combattre pour elle. Notre ligne de défense, adossée à la vieille ville, présentait un demi-cercle dont les deux extrémités s'appuyaient à l'Elbe, l'extrémité gauche au faubourg de Pirna, l'extrémité droite au faubourg de Friedrichstadt. Cette ligne consistait d'abord, ainsi que nous l'avons dit, dans cinq redoutes élevées au saillant des faubourgs, et jointes entre elles par des clôtures et des abatis (c'est ce qu'on appelait le camp retranché), puis dans la vieille enceinte composée d'un fossé et de palissades, et enfin dans les têtes de rues que l'on avait barricadées. C'est à la ligne extérieure des redoutes que le maréchal Saint-Cyr avait placé ses troupes. Sa première division étant restée avec Vandamme, il avait rangé la seconde (43e de l'armée) sur la première moitié du pourtour de la ville, en partant de la barrière de Pirna jusqu'à la barrière de Dippoldiswalde. Il avait rangé sa quatrième division (45e) sur l'autre moitié du pourtour se terminant au faubourg de Friedrichstadt. En avant du faubourg de Pirna se trouvait un vaste jardin public, dit le *Gross-Garten*, large de quatre ou cinq cents toises, long de mille ou douze cents, et qui présentait, par rapport aux dispositions de cette journée, une forte saillie en avant de notre gauche. Le maréchal Saint-Cyr y avait établi sa troisième division (la 44e), mais avec la précaution de ne laisser que de simples postes dans la partie avancée du jardin, et de mettre le gros de la division en arrière, pour qu'elle ne fût pas coupée de l'enceinte de la ville, à laquelle le *Gross-Garten* n'était psa immédiatement lié. Le maréchal Saint-Cyr avait distribué ses postes avec un art infini, de manière qu'ils se soutinssent lrs uns les autres, et entre les redoutes, dont quelques-unes ne se flanquaient pas assez, il avait disposé de l'artillerie attelée pour remplir par des feux mobiles les lacunes entre les feux fixes. Les Russes de Wittgrnstein et de Miloradovitch, sous Barclay de Tolly, descendus de Péterswalde, et faisant face à notre gauche, devaient attaquer entre l'Elbe et le *Gross-Garten*, par les barrières de Pirna et de Pilnitz. Les Prussiens, sous le général Kleist, devaient attaquer le *Gross-Garten*. Les Autrichiens vrnus par les débouchés les plus éloignés, et ramenés ensuite sur Dresde par la route de Freybrrg, formaient la gauche des alliés, faisaient par conséquent face à notre droite, et devaient attaquer entre les barrières de Dippoldiswalde et de Freyberg. C'était du moins ce qu'on pouvait supposrr d'après la distribution apparente des forces ennemies sur le demi-cercle des hauteurs.

Napoléon après avoir parcouru cette ligne sous un feu de tirailleurs assez vif, approuva toutes les dispositions du maréchal Saint-Cyr, et lui fit connaître ses intentions. Les cuirassirrs venaient d'arriver, et la vieille garde les suivait; mais la jeune garde, forte de quatre belles divisions, ne pouvait être rendue à Dresde que fort tard dans la journée. Les maréchaux Marmont et Victor se trouvaient encore plus loin. Le projet de Napoléon était de placer une partie de la vieille garde aux diverses barrières, pour les garantir contre tout succès imprévu de l'ennemi, et de ne faire donner cette troupe de prédilection qu'à la dernière extrémité. Avec le reste de la vieille garde, tenue en arrière sur la principale place de la ville, il devait attendre l'événement. Dès qu'il aurait la jeune garde sous la main, Napoléon se réservait de l'employer lui-même selon les besoins. Il rangea Murat avec toute la cavalerie de Latour-Maubourg dans la plaine de Friedrichstadt, qui s'étend en avant du faubourg de ce nom, et qui formait l'extrême droite de notre ligne de défense, pour occuper l'espace que la quatrième division du maréchal Saint-Cyr ne

pouvait pas remplir à elle seule. Entre cette division et la deuxième, c'est-à-dire vers le centre, les forces paraissant insuffisantes, Napoléon y envoya une partie de la garnison de Dresde composée de Westphaliens. Il ordonna au général Teste de rentrer en ville avec sa brigade laissée sur l'Elbe, pour venir soutenir la cavalerie de Latour-Maubourg dans la plaine de Friedrichstadt.

On attendit ainsi résolûment l'attaque des deux cent mille ennemis qu'on avait devant soi, et dont on devait supposer que l'effort serait violent, car ils ne pouvaient se flatter d'emporter Dresde que par un coup d'extrême vigueur. Pourtant on était à la moitié du jour, et on n'entendait qu'un feu de tirailleurs sur notre gauche, du côté du *Gross-Garten*. Ce feu s'était engagé entre les Prussiens et la 44e division habilement commandée par le général Berthezène.

Il est aisé de deviner pourquoi les coalisés étaient si lents ce jour-là, c'est qu'il s'était élevé un nouveau conflit d'opinions au sein de leur état-major. Ils étaient convenus la veille d'ajourner toute résolution jusqu'au lendemain 26, soit pour laisser arriver la quatrième colonne, celle de Klenau, soit pour lire plus clairement dans les desseins des Français. Le 26 au matin tout leur avait paru changé, car Saint-Cyr, au lieu d'être déployé dans la plaine, s'était sagement replié sur les ouvrages de la ville, et ne semblait pas facile à forcer dans sa position. De plus on devait supposer que Napoléon n'était pas homme à l'y abandonner sans secours, et que dès lors les cinq ou six mille hommes, les dix mille peut-être, qu'on serait obligé de sacrifier pour enlever Dresde, seraient probablement sacrifiés inutilement, ce qui était un triste début pour la grande armée coalisée, sans compter les dangers qu'on pourrait courir du côté de Pirna, et dont personne au reste n'avait une idée claire parmi les coalisés! Dans ce nouvel état de choses, le général Jomini, qui avait l'esprit ardent mais juste, se rangea au sentiment du général Moreau, l'empereur Alexandre à celui de tous les deux, et on parut décidé à se replier sur les hauteurs de Dippoldiswalde, pour s'y établir, le dos contre les montagnes, dans une position tout à la fois sûre et menaçante. Mais le roi de Prusse, dominé par les passions de son armée, dit avec un ton d'opiniâtreté froide, qu'après avoir fait une tentative si ambitieuse sur les derrières de Napoléon, se retirer sans même essayer une démonstration contre Dresde, était une conduite qui dénoterait autant de légèreté que de faiblesse, et qui d'ailleurs froisserait singulièrement le patriotisme de ses soldats. Le général Jomini répliqua que la guerre n'était pas une affaire de sentiment, mais de calcul, qu'il aurait fallu attaquer la veille, c'est-à-dire le 25, qu'alors on aurait eu des chances, mais qu'aujourd'hui il n'y en avait pas assez pour sacrifier six mille hommes. Moreau appuya cet avis; Alexandre, suivant son usage, paraissait flottant, le roi de Prusse se montrait mécontent et roide, lorsqu'un habitant de Dresde, arrêté aux avant-postes, et sommé de dire ce qu'il savait, déclara que Napoléon venait d'entrer dans Dresde, qu'il n'y était pas entré seul, et donna des détails tels, qu'il était impossible de conserver aucun doute à cet égard. De son côté la colonne russe descendue par Péterswalde avait aperçu au delà de l'Elbe les masses de l'armée française accourant sur Dresde, de façon que tout annonçait une résistance des plus sérieuses. Dès lors il ne pouvait plus y avoir qu'un avis, celui d'aller prendre tout de suite la position de Dippoldiswalde. Le prince de Schwarzenberg, tout en reconnaissant qu'on avait raison, répondit qu'il n'était pas aussi facile de se retirer qu'on l'imaginait, que sa quatrième colonne, arrivée la dernière, et fort avancée vers la gauche, se trouverait en péril si on rétrogradait trop vite, car dans le mouvement de conversion en arrière qu'on allait opérer pour s'éloigner de Dresde et s'adosser aux montagnes, elle aurait l'arc de cercle le plus long à décrire, plusieurs vallées à traverser, et qu'il fallait à cause d'elle mettre beaucoup de lenteur à se replier. Il promit au surplus de contremander tout projet d'attaque. Le généralissime autrichien, qui avait pour principal rédacteur de ses dispositions le général Radetzki, avait adressé la veille pour le lendemain l'ordre convenu de faire une forte démonstration sur Dresde, ce qui, dans tous les cas, était très-mal imaginé, car il aurait fallu ou une attaque furieuse, ou rien. Soit la difficulté de changer assez vite les ordres destinés à une masse de deux cent mille hommes, soit la répugnance à s'en aller sans combattre, l'ordre d'attaquer ne fut pas contremandé à temps, et les cloches de Dresde ayant à toutes les églises sonné trois heures, les nombreuses colonnes des coalisés s'ébranlèrent à la fois, et bientôt une violente canonnade se fit entendre, au grand étonnement des souverains qui ne songeaient qu'à se retirer. Le mouvement étant ainsi donné,

de la droite à la gauche, il n'était plus possible de l'arrêter, et l'attaque se trouva engagée sur tout le pourtour de la ville de Dresde.

Le corps de Wittgenstein formant la droite des coalisés, opposé par conséqnent à notre gauche, s'avança entre l'Elbe et le *Gross-Garten* en face du faubourg de Pirna. Il fallait franchir un gros ruisseau canalisé, appelé le *Land-Graben*, et menant dans l'Elbe les eaux des hauteurs environnantes. Les soldats de la 43ᵉ division (seconde de Saint-Cyr) disputèrent vivement le terrain. Les Russes, indépendamment d'une batterie française placée sur l'autre rive de l'Elbe, avaient à leur droite notre première redoute construite en avant de la barrière de Ziegel, à leur gauche notre seconde redoute, construite en avant de la barrière de Pirna, et en face des batteries attelées, dont les feux mobiles les attendaient à chaque partie découverte du terrain. Ils eurent donc une grande peine à s'avancer; ils franchirent néanmoins le *Land-Graben*, puis cheminèrent entre l'Elbe et le *Gross-Garten*, aidés par les progrès des Prussiens dans le *Gross-Garten*. Ceux-ci en effet, après de violents efforts, avaient fini par s'emparer de ce jardin, grâce à leur nombre. Ils étaient plus de 25 mille contre une simple division (la 43ᵉ), qui était de 6 à 7 mille hommes, et qui ne voulait pas s'obstiner à cette défense jusqu'à courir la chance d'être coupée de la ville. Elle rétrograda peu à peu, de manière à couvrir le plus longtemps possible les parties de notre ligne qui s'étendaient à gauche et à droite, et se replia entre les barrières de Pirna et de Dohna, disputant opiniâtrément le jardin du prince Antoine, qui était situé en arrière du *Gross Garten*, et formait le saillant du faubourg de Pirna. Elle vint s'y lier à la 45ᵉ division (quatrième de Saint-Cyr), chargée de défendre le reste de l'enceinte.

Tel était vers cinq heures du soir l'état des choses dans cette partie de notre ligne. L'ennemi sur ce point avait fort approché des redoutes, mais n'en avait enlevé aucune. Au centre, l'attaque avait fait plus de progrès. Les Autrichiens, apercevant une masse immense de cavalerie qui couvrait déjà la plaine de Friedrichstadt sur leur gauche, avaient porté tous leurs efforts sur notre centre, et avaient abordé deux des redoutes, la troisième et la quatrième, construites dans cette partie, l'une située en avant du jardin Moczinski près de la porte de Dobna, l'autre en avant de la porte de Freyberg. Attaquant avec cinquante pièces de canon chacune de ces redoutes, ils avaient fini par en éteindre le feu, et profitant ensuite de quelques plis de terrain ils avaient ouvert une fusillade tellement meurtrière, notamment sur celle du jardin Moczinski, qu'ils avaient forcé nos soldats à l'évacuer. Ils l'avaient alors occupée. C'était la seule de nos redoutes qu'ils eussent prise, mais un effort énergique sur la quatrième, et sur la cinquième qui venait après, pouvait les en rendre maîtres, et à leur droite les Russes se trouvaient déjà au pied de la première et de la seconde, tout prêts à donner l'assaut.

Quoiqu'il fût tard et qu'il restât peu de jour à l'ennemi pour agir, le péril était grave. Malgré l'ordre de ménager la vieille garde, Friant qui commandait les grenadiers de ce corps, et qui était placé en réserve au faubourg de Pirna, n'avait pas craint d'engager quelques compagnies de ces braves gens. Ces vieux soldats ouvrant hardiment les barrières de Pilnitz et de Pirna, avaient tiré à bout portant sur les têtes de colonnes russes, puis repoussé à la baïonnette les détachements qui s'étaient trop approchés. A l'extrémité opposée, c'est-à-dire à la porte de Freyberg, les fusiliers avaient agi de même, et culbuté les Autrichiens. Ces actes d'énergie n'avaient heureusement pas coûté beaucoup de monde à la vieille garde que Napoléon tenait à ménager, réservant à la jeune l'honneur et l'éducation des grands dangers.

Mais les colonnes de cette jeune garde arrivaient en ce moment, impatientes de se mesurer avec l'ennemi, et remplissant Dresde des cris de *Vive l'Empereur!* Elles présentaient quatre belles divisions de huit à neuf mille hommes chacune, deux sous le maréchal Mortier, et deux sous le maréchal Ney. En les voyant, Napoléon accourt et les dispose lui-même. Il envoie les divisions Decouz et Roguet à la barrière de Pilnitz pour refouler les Russes, qui ne cessaient de gagner du terrain, les divisions Barrois et Parmentier à la barrière de Pirna pour refouler les Prussiens, qui après avoir enlevé le *Gross-Garten*, donnaient déjà la main aux Autrichiens près de la redoute du jardin Moczinski. En même temps Napoléon fait ordonner à Murat, que l'infanterie du général Teste venait de rejoindre, de charger avec toute sa cavalerie dans la plaine de Friedrichstadt.

En un instant la scène change. Les barrières de Ziegel et de Pilnitz s'ouvrent, et deux divisions de la jeune garde sortent comme des torrents pour se jeter sur les Russes et les Prus-

siens. Elles se déploient d'abord pour faire feu, puis se forment en colonnes, et chargent à la baïonnette les masses ennemies. Les Russes surpris sont arrêtés, et bientôt culbutés sur le *Land-Graben*, qu'ils sont forcés de repasser en désordre. L'une de ces deux divisions se rabat à droite sur le jardin du prince Antoine qu'attaquaient les Prussiens, et les en chasse à la baïonnette. Elle vient ensuite se joindre aux troupes de la 44e division, pour reprendre la redoute située à l'extrémité du jardin Moczinski. Les soldats de la jeune garde, ceux des 43e et 44e divisions débouchent de ce jardin en plusieurs colonnes, se jettent sur la redoute, les uns par la gorge, les autres par les épaulements, s'en emparent, et y font prisonniers six cents Autrichiens. Au même moment le général Teste, avec la brigade qui lui restait, sort par la porte de Freyberg, s'empare du village de Klein-Hambourg, tandis que Murat, se déployant avec douze mille cavaliers à notre extrême droite, expulse les Autrichiens de la plaine de Friedrichstadt, et les oblige à regagner les hauteurs. De toutes parts les alliés vivement repoussés reconnaissent dans ces actes vigoureux la main de Napoléon, et prennent le parti de la retraite en nous abandonnant trois ou quatre mille morts ou blessés et deux mille prisonniers. Combattant à couvert, nous n'avions pas perdu plus de deux mille hommes.

Napoléon était enchanté de cette première journée, car bien qu'il n'eût pas éprouvé d'inquiétude pour la conservation de Dresde, il était fort content d'être quitte de cette attaque à si peu de frais, d'avoir en même temps arraché les habitants de Dresde ainsi que la cour de Saxe à leur terreur, et il prévoyait avec joie une brillante journée pour le lendemain. En effet, cette tentative du 26 ne pouvait pas être le dernier effort de l'ennemi, et comme on attendait encore 40 mille hommes au moins dans la soirée, outre tout ce qu'on venait de recevoir dans l'après-midi, Napoléon se croyait en mesure de livrer le lendemain une bataille décisive. Étant monté plusieurs fois dans cette journée à un clocher de la ville, d'où l'on apercevait très-distinctement le demi-cercle de hauteurs qui entourent Dresde, il avait tout à coup imaginé l'une des plus belles manœuvres qu'il eût jamais exécutées. A notre gauche les Russes formant l'extrême droite des coalisés, étaient rangés entre l'Elbe et le *Gross-Garten*. Un peu moins à gauche, en s'approchant du centre, étaient les Prussiens sous le général Kleist, repoussés du *Gross-Garten* et repliés sur les hauteurs de Strehlen. (Voir le plan des environs de Dresde, carte n° 58.) Tout à fait au centre se trouvait une partie des Autrichiens, vis-à-vis des barrières de Dippoldiswalde et de Freyberg, sur les hauteurs de Racknitz et de Plauen. Là, entre le centre et notre droite, on découvrait une gorge étroite et profonde, servant de lit à la petite rivière de la Weisseritz, laquelle vient se jeter dans l'Elbe, entre la ville vieille et le faubourg de Friedrichstadt. C'est au delà de cette gorge, appelée vallée de Plauen, à l'extrême gauche des alliés, et à notre extrême droite, qu'était rangée la plus grande partie des Autrichiens, séparés ainsi du reste de l'armée coalisée par une sorte de gouffre, à travers lequel il était impossible de les secourir. En outre, ce côté du champ de bataille était plus propre que les autres aux manœuvres de la cavalerie. Napoléon, saisissant d'un coup d'œil les avantages qu'offrait cette circonstance locale, avait résolu de renforcer le roi de Naples de tout le corps du maréchal Victor, de le lancer par un détour à droite et d'une manière foudroyante sur les Autrichiens, qui, ne pouvant être secourus, seraient inévitablement précipités dans la gorge de Plauen, et après avoir ainsi détruit la gauche des coalisés, de pousser Ney avec toute la jeune garde sur leur droite, pour les refouler en masse sur les hauteurs d'où ils avaient essayé de descendre. Il devait résulter de ce double mouvement un double avantage, c'était de leur enlever à droite la grande route de Freyberg, la plus large et la meilleure pour opérer leur retraite, de les acculer à gauche sur cette route de Péterswalde, où Vandamme les attendait à la tête de 40 mille hommes, et de les réduire ainsi pour retourner en Bohême à des chemins mal frayés, où ils ne repasseraient qu'en essuyant des pertes énormes.

Ces combinaisons, formées en un instant avec une merveilleuse promptitude d'esprit, avaient rempli Napoléon d'une satisfaction qui éclatait sur son visage, et qui n'était que la joie anticipée d'un grand triomphe presque assuré pour le lendemain. Avant de prendre ni repos ni nourriture, il donna ses ordres sans désemparer [1]. A droite il plaça le général Teste sous le maréchal Victor, l'un et l'autre sous Murat qui allait

[1] Le maréchal Saint-Cyr, avec sa sévérité accoutumée, a, dans ses Mémoires, représenté Napoléon comme n'ayant aucun plan pour le lendemain, tandis qu'il existe une suite de lettres (ignorées évidemment du maréchal), datées du 26 août à 7 heures du soir, au moment où finissait la première bataille, et dans lesquelles tous les ordres pour le lendemain sont don-

avoir ainsi 20 mille hommes d'infanterie et environ 12 mille hommes de cavalerie, avec ordre de tourner les Autrichiens par leur gauche, et de les pousser à outrance vers la vallée do Plauen. Il prescrivit au maréchal Marmont, qui arrivait dans lo moment, de s'établir au centre, à la barrière do Dippoldiswalde, près du jardin Mocainski, ayant derrière lui la vieille garde et la réserve d'artillerie. Le maréchal Saint-Cyr devait réunir ses trois divisions, les ranger en colonne serrée entre la barrière de Dippoldiswalde et la barrière de Dohna, la droite au maréchal Marmont, la gauche au *Gross-Garten*. Ces deux corps, placés près de Napoléon qui avait le projet de se tenir au centre (ce qu'il fit savoir à tous ses lieutenants pour qu'ils vinssent y chercher ses ordres), ne devaient recevoir d'instructions que sur lo terrain même et de sa propre bouche. Enfin à l'extrême gauche, Ney, avec toute la jeune garde ot une portion de la cavalerie sous Nansouty, avait pour instructions de défiler derrière le *Gross-Garten* avec près de quarante mille hommes, do tourner autour do ce jardin, d'expulser les Russes de la plaine qui s'étend de Striesen à Döbritz, et de les refouler sur les hauteurs quand le désastre de la gauche des coalisés les aurait suffisamment ébranlés. Sauf le conseil des événements, Napoléon voulait en agissant par ses deux ailes, dont chacune allait enlever aux coalisés l'une de leurs routes principales, demeurer immobile au centre avec 50 mille hommes, se réservant d'en disposer au besoin, sans crainte d'affaiblir lo milieu de sa ligne, appuyé qu'il était à la ville et à de fortes redoutes. Il avait en effet donné des ordres pour que toutes les redoutes et notamment celles du centre fussent réarmées, renforcées en hommes et en artillerie. Prévoyant de plus un violent combat d'artillerie au centre, il y avait amené plus de cent bouches à feu de la garde, indépendamment de toutes les batteries de Marmont ot de Saint-Cyr.

Napoléon avec à peu près 120 mille hommes allait en combattre 200 mille, car les coalisés, une fois tous les Autrichiens de Klenau arrivés, n'en devaient pas avoir moins. De ces 200 mille, il y en avait 180 mille devant Dresde, et 20 mille devant Pirna sous le prince Eugène do Wurtemberg. Les coalisés auraient même pu en réunir davantage, s'ils n'avaient pas laissé environ 30 mille hommes entre Prague et Zittau à la garde de ce débouché, où était resté le prince Poniatowski. Mais Napoléon avait pour contrebalancer l'inégalité du nombre l'avantage de ses combinaisons, et les 40 mille hommes du général Vandamme, placés à Pirna bien plus utilement qu'à Dresde.

Après avoir dicté ces dispositions de la manière la plus précise, Napoléon alla souper chez le roi de Saxe avec ses maréchaux, et recevoir les félicitations de toute la cour, bien heureuse maintenant qu'elle était irrévocablement liée à notre sort, de voir l'ennemi éloigné de la capitale et menacé d'une prochaine ot grande défaite. Napoléon ne révéla ses projets à personne, mais il annonça une bataille décisive pour le lendemain, n'hésita point à dire qu'il la rendrait funeste pour la coalition, et laissa éclater pendant toute la soirée une gaieté singulière. Il ne se retira quo fort tard, afin de goûter un peu de repos entre deux batailles.

La journée ne se termina pas aussi gaiement dans le camp des souverains alliés. On s'y reprochait l'échec éprouvé devant Dresde, on l'attribuait au contre-ordre décidé et point donné, et on n'était pas d'avis de renouveler l'imprudente tentative qui venait de coûter inutilement cinq à six mille hommes à l'armée combinée. Aller prendre à Dippoldiswalde sur le penchant des montagnes de Bohême la position menaçante conseillée par Moreau, n'était pas immédiatement praticable, car c'eût été proclamer une véritable défaite, et la déclarer même plus grave qu'elle n'était. Mais on résolut de rester en place sur les coteaux qui entourent Dresde, et où l'on occupait une excellente position. Les Français avaient eu l'avantage des lieux en s'adossant à Dresde pour résister; on l'aurait à son tour en se tenant sur le demi-cercle des hauteurs, et s'ils attaquaient on les rejetterait en désordre vers ces faubourgs où l'on n'avait pas pu pénétrer. Personne ne s'avisa de penser à ce gouffre de Plauen, au delà duquel se trouvait une partie do l'armée autrichienne, et où il serait impossible de lui porter secours s'il lui advenait malheur. Seulement lo prince de Schwarzenberg, craignant de n'être pas assez fort au centre, retira une partie des troupes qu'il avait au delà du vallon de Plauen, affaiblit ainsi son aile gauche qu'il aurait dû renforcer, comptant, il est vrai, sur l'arrivée

nés avec la plus rare précision et la plus parfaite prévoyance du résultat. Il ne faut donc jamais prononcer sur ces grands événements qu'après avoir vu les documents eux-mêmes, et non pas quelques-uns, mais tous s'il est possible. Sans cela on ne porte que des jugements erronés, si bon juge qu'on soit, et si près des événements qu'on ait pu être.

de la seconde moitié du corps de Klenau, pour rendre à cette aile la force dont il la privait. C'est dans ces dispositions si différentes que chacun attendit la journée du lendemain.

Ce lendemain, 27 août, il pleuvait abondamment, et dans les intervalles de pluie un brouillard épais enveloppait le champ de bataille, circonstance pénible pour les soldats des deux armées, mais avantageuse pour les combinaisons de Napoléon. Les premières heures de la matinée se passèrent en manœuvres. De notre côté, en commençant par la droite, le général Teste, mis sous les ordres du maréchal Victor, vint s'établir avec les huit bataillons dont il disposait en face du village de Löbda et de l'entrée du vallon de Plauen, pour empêcher les grenadiers autrichiens de Bianchi d'en déboucher, ainsi qu'ils l'avaient fait la veille. (Voir le plan des environs de Dresde.) Le maréchal Victor avec ses trois divisions (dont une réduite à une seule brigade) se forma en colonne au pied des hauteurs, attendant que Murat eût exécuté son mouvement tournant sur la gauche des Autrichiens, et Murat lui-même, à cheval dès le matin, prenant avec la grosse cavalerie de Latour-Maubourg le chemin allongé de Priesnitz, se hâta de gravir sans être aperçu le plateau sur lequel il devait manœuvrer. Au centre Marmont ayant la vieille garde derrière lui, et sur son front une formidable artillerie, vint se ranger au pied des hauteurs de Racknitz, pour recevoir des instructions que Napoléon, placé à ses côtés, lui donnerait de vive voix. Un peu à gauche, mais toujours au centre, Saint-Cyr ayant réuni ses trois divisions répandues la veille tout autour de la ville, prit position en avant du *Gross-Garten,* prêt à attaquer les hauteurs de Strehlen. Enfin, à l'extrême gauche, Ney avec la jeune garde et la cavalerie de Nansouty, défila en colonnes derrière le *Gross-Garten*, pour le tourner et venir ensuite entre Gruna et Döbritz se mesurer avec les Russes.

Du côté des alliés la distribution était la même que la veille, sauf quelques rectifications de position, et ils attendaient presque immobiles l'attaque des Français, dont ils apercevaient les préparatifs à travers le brouillard. Le comte de Wittgenstein (en commençant par leur droite) était avec le gros des Russes opposé au maréchal Ney entre Prohlis et Leubnitz : il avait ses masses sur les hauteurs, ses avant-gardes dans la plaine. En arrière à droite, autour de Prohlis, se trouvait la cavalerie de la garde sous le grand-duc Constantin, en arrière à gauche, entre Torna et Leubnitz, le corps des grenadiers sous Miloradovich. Barclay de Tolly commandait ces réserves. Un peu à gauche et vers le centre, se trouvaient les Prussiens de Kleist, entre Leubnitz et Racknitz, ayant la garde prussienne en arrière et leurs avant-gardes dans la plaine, aux environs de Strehlen, en face du maréchal Saint-Cyr. Tout à fait au centre, les corps autrichiens de Colloredo et de Chasteler étaient déployés de Racknitz à Plauen, faisant face au maréchal Marmont et à la vieille garde. Là était établi, à Racknitz même, l'empereur Alexandre avec le général Moreau, devenu son fidèle compagnon, et pouvant presque apercevoir Napoléon placé à la barrière de Dohna. A gauche, contre le vallon de Plauen, étaient rangés en colonnes les grenadiers de Bianchi, détachés du corps de Giulay pour renforcer le centre, et ayant derrière eux vers Coschitz les réserves autrichiennes, sous le prince de Hesse-Hombourg. Enfin plus à gauche, au delà de ce vallon de Plauen, si profond, si difficile à traverser, se trouvaient à Töltschen les restes du corps de Giulay, un peu plus loin à Rosthal et Corbitz la division d'infanterie d'Aloys Lichtenstein, et tout à fait à gauche, entre Comptitz et Altfranken, la division Meszko, faisant partie du corps de Klenau qui était encore en marche en ce moment. Ce sont ces troupes qui allaient avoir sur les bras Victor et le roi de Naples.

Dès que les positions furent prises, et qu'on put discerner les objets à travers le brouillard, la canonnade commença, et bientôt elle devint violente, car entre les deux armées il n'y avait pas moin de douze cents pièces de canon en batterie. Napoléon fit surtout entretenir le feu d'artillerie au centre, où il n'avait que ce moyen d'action. A la droite le général Teste s'empara de Löbda, dont il chassa les tirailleurs autrichiens, et pénétra jusqu'à l'entrée du vallon de Plauen. Le maréchal Victor qui avait marché une partie de la nuit, après un peu de repos donné à ses troupes, se forma en plusieurs colonnes, et entreprit de gravir les hauteurs, pour s'approcher des villages de Töltschen, Rosthal, Corbitz, qu'il devait enlever, et Murat ayant franchi par le petit chemin de Priesnitz l'escarpement du coteau, déploya ses soixante escadrons sur la droite de la chaussée de Freyberg, menaçant la gauche des Autrichiens. (Voir le plan des environs de Dresde.) A dix heures et demie du matin ce mouvement était presque terminé.

Au centre, Saint-Cyr, rangé un peu à gauche

de Marmont et de la vieille garde, quitta les murs du *Gross-Garten,* auxquels il était adossé, enleva Strehlen aux Prussiens, et essaya de les suivre sur les hauteurs de Leubnitz. Les Prussiens se jetèrent sur lui, et un combat des plus vifs s'engagea entre Strehlen et Leubnitz. Au delà du *Gross-Garten,* Ney après avoir défilé derrière ce jardin, et pivotant alors sur sa droite, la gauche en avant, vint se déployer entre Gruna et Döbritz, puis s'avança vers Reick, refoulant devant lui les avant-gardes do Wittgenstein. Marchant à la tête de trente-six mille hommes d'une superbe infanterie, et de cinq à six mille chevaux, il se présentait avec l'attitude résolue qui lui était naturelle.

Sauf l'engagement sérieux entre Saint-Cyr et les Prussiens vers Strehlen, on se contenta jusqu'à onze heures du matin d'échanger une forte canonnade sur la plus grande partie de la ligne, et le temps fut surtout employé à manœuvrer sur les deux ailes. Les coalisés cependant, qui ne pouvaient pas apercevoir ce qui se passait à leur gauche, au delà du vallon de Plauen, et qui voyaient à leur droite la marche soutenue et imposante do Ney, se demandaient ce qu'il fallait faire. D'après une idée du général Jomini, il fut proposé à l'empereur Alexandre dès que le maréchal Ney serait parvenu jusqu'à Prohlis, do jeter dans son flanc la masse des Prussiens, tandis que Barclay de Tolly avec les réserves russes l'aborderait do front. On pensait qu'en portant ainsi sur ce maréchal cinquante à soixante mille hommes à la fois, on parviendrait à l'accabler. Mais le maréchal Saint-Cyr se rabattant lui-même avec 20 mille hommes sur les Prussiens, et les prenant à dos, aurait pu à son tour faire naître des chances bien diverses, et peut-être bien funestes pour les alliés. Alexandre jugea bonne l'idée qu'on lui proposait; le prince de Schwarzenberg l'accueillit; elle convenait à l'ardeur des Prussiens, et on dépêcha des émissaires au froid et méthodique Barclay de Tolly pour lui persuader de concourir avec toutes ses forces à une manœuvre qu'on croyait décisive.

Mais tandis que ce danger, plus ou moins réel, menaçait le maréchal Ney, un danger certain, ne dépendant pas du concours d'une foule de volontés, menaçait la gauche des coalisés. Vers onze heures et demie, au delà du vallon de Plauen, Victor et Murat arrivés en ligne, et ayant bien concerté leur attaque, commencèrent à l'exécuter avec autant de promptitude que do vigueur. Le maréchal Victor porta sur sa gauche la division Dubreton, dont une brigade devait enlever Töltschen aux grenadiers de Weissenwolf, dont l'autre brigade devait enlever Rosthal à la division Aloys Lichtenstein. Il porta sur sa droite la division Dufour, réduite à une brigade, et la dirigea contre le village de Corbitz, où passait la grande route de Freyberg, et où se trouvait le reste de la division Aloys Lichtenstein. Il tint en réserve la division Vial. Au delà de Corbitz et de l'autre côté de la chaussée de Freyberg, Murat continuant à manœuvrer, tâchait en s'avançant jusqu'à Comptitz de déborder la gauche des Autrichiens formée par la division Meszko. Quand Murat parut avoir gagné assez de terrain sur la gauche des Autrichiens, le maréchal Victor donna enfin le signal, et on marcha d'un pas rapide sur les trois villages désignés. Les Autrichiens firent d'abord avec cinquante pièces de canon un feu meurtrier, et lorsque nos colonnes d'attaque furent plus rapprochées, les accueillirent avec la mousqueterie. Nos jeunes soldats, conduits par des officiers vigoureux, ne furent ébranlés ni par les boulets ni par les balles. Se portant avec vivacité sur les trois villages, ils enlevèrent les clôtures des jardins qui les précédaient, puis se jetèrent sur les villages eux-mêmes. Les deux brigades de la division Dubreton entrèrent, l'une dans Töltschen, où elle combattit corps à corps avec les grenadiers de Weissenwolf, l'autre dans Rosthal, où elle se trouva aux prises avec une partie de la division Aloys Lichtenstein. Après un combat assez court, ces deux villages tombèrent dans nos mains. A droite la division Dufour assaillit Corbitz, l'emporta, et y fit deux mille prisonniers. Les Autrichiens se replièrent alors sur le terrain en arrière, lequel s'élève en forme de glacis. On les y suivit. Tout à coup, la division Aloys Lichtenstein, apercevant un vide entre la division Dubreton qui s'était portée un peu à gauche vers Töltschen, et la division Dufour qui était restée à Corbitz, sur la grande route de Freyberg, tâcha de pénétrer dans ce vide. Mais la division Vial, qui était en réserve au centre, s'avança pour lui tenir tête, tandis que Murat saisissant l'à-propos avec le coup d'œil d'un général de cavalerie supérieur, lança la division Bordesoulle sur l'infanterie d'Aloys Lichtenstein. Les cuirassiers de Bordesoulle fondirent au galop sur les Autrichiens formés en carré, et privés par la pluie de l'usage de leurs feux. Deux carrés furent en un instant enfoncés et sabrés. La division Dufour dégagée reprit alors sa marche lo

long de la chaussée de Freyberg, tandis qu'à gauche les deux brigades Dubreton s'appliquaient à pousser les Autrichiens vers le gouffre de Plauen. Les grenadiers de Weissenwolf voulurent en vain tenir, ils furent précipités dans la Weisseritz : on en prit plus de deux mille. En même temps la cavalerie de Bordesoulle, renouvelant ses charges sur la division Aloys Liechtenstein, la mena jusqu'au sommet des hauteurs entre Altfranken et Pesterwitz, puis la précipita sur Potschappel, dans le plus profond de la vallée de Plauen. On ramassait en quantité les hommes et les canons. A droite Murat, qui avait toujours suivi de l'œil la division Meszko pour l'empêcher de se réunir à Aloys Lichtenstein, la poussa sur Comptitz pour la jeter par delà les hauteurs. Trois mille cavaliers autrichiens placés sur les flancs de cette division se ruèrent alors sur lui. Il leur opposa les dragons de la division Doumerc, et les culbuta. Puis il aborda l'infanterie de Meszko avec ses cuirassiers, et la mena battant pendant plus d'une lieue sur la grande route de Freyberg. Tantôt cette malheureuse division s'arrêtait pour recevoir les charges de nos cavaliers, et les soutenir à la baïonnette, car la pluie continuant à tomber par torrents rendait les feux impossibles, tantôt elle se retirait le plus vite qu'elle pouvait. Enfin débordée, entourée par nos escadrons, elle fut réduite à mettre bas les armes au nombre de six à huit mille hommes. Il était deux heures, et déjà Murat avait tué ou blessé quatre à cinq mille hommes, fait douze mille prisonniers, et ramassé plus de trente bouches à feu. Le désastre de l'aile gauche ennemie était donc complet, et on peut dire sans exagération que cette aile n'existait plus.

Tandis que ces événements s'accomplissaient à la gauche des coalisés, un étrange accident se passait au centre. Napoléon ayant engagé là un violent feu d'artillerie contre les Autrichiens qui avaient beaucoup de canons et une position dominante, et ne trouvant pas ce feu suffisant, avait fait amener trente-deux pièces de 12 de la garde commandées par le colonel Griois. Lui-même sous les boulets ennemis dirigeant ces batteries, les porta le plus près possible du but sur lequel elles devaient tirer. En ce moment, l'empereur Alexandre était vis-à-vis, à Racknitz même, ayant le général Moreau à ses côtés. Ce dernier faisant remarquer le danger de cette position à l'empereur Alexandre, lui conseilla de se placer un peu plus loin. A peine avait-il donné ce conseil et fait exécuter ce mouvement, qu'un boulet parti des batteries dont Napoléon excitait le feu, le frappa aux deux jambes et le précipita à terre, lui et son cheval. Étrange coup de la fortune ! Il venait d'être atteint d'un boulet français, tiré pour ainsi dire par Napoléon ! Que de punitions, les unes méritées, les autres imméritées, tombaient à la fois sur la tête de cet infortuné, qui aurait dû mourir d'une meilleure mort ! L'empereur Alexandre courut à Moreau, le serra dans ses bras, le fit emporter, et resta profondément troublé de cet incident, dont l'annonce se propageant de bouche en bouche causa chez les coalisés une impression générale. A cette nouvelle s'ajoutèrent bientôt celle du désastre survenu à la gauche qu'il était impossible de secourir à travers le vallon de Plauen, et celle du refus de Barclay qui n'avait pas voulu exécuter la manœuvre qu'on lui proposait contre Ney, disant que sur ce sol détrempé par la pluie, coupé de canaux, il ne pouvait faire descendre son artillerie sans la perdre. En même temps un officier arrivant de Pirna venait d'annoncer que Vandamme, débouchant de Kœnigstein, avait enlevé ce poste au prince Eugène de Wurtemberg.

Frappés d'un éclatant désastre à gauche, violemment canonnés au centre, menacés d'être débordés à leur droite par le mouvement du maréchal Ney qui s'avançait sans obstacle de Reick sur Problis, et craignant de voir bientôt la route de Péterswalde aux mains de Vandamme, les généraux coalisés réunis autour de l'empereur Alexandre et du roi de Prusse, se mirent à discuter le parti à prendre. Les plus ardents voulaient s'obstiner, mais le prince de Schwarzenberg, atterré par la perte de plus de vingt mille hommes à sa gauche, privé de munitions par le retard de ses convois, ne sachant quel traitement Murat, lancé au galop sur ses derrières, pourrait faire essuyer au reste du corps de Klenau, se refusa péremptoirement à continuer la bataille. La retraite fut donc ordonnée vers les montagnes de la Bohême par lesquelles on avait pénétré en Saxe, sans qu'on fût bien fixé sur la direction que suivrait chaque colonne. On céda le terrain peu à peu, en repassant par-dessus la crête des coteaux qui entourent la ville de Dresde.

A cet aspect la joie la plus vive éclata dans nos rangs. Murat à droite, galopant toujours sur la chaussée de Freyberg, ramassait à chaque instant des prisonniers et des voitures de bagages et d'artillerie. Au centre on canonnait plus vivement l'en-

nemi, et Saint-Cyr et Ney, s'ébranlant à gauche, gravissaient les hauteurs à la suite des Russes. A six heures du soir nous avions enlevé aux coalisés 15 à 16 mille prisonniers, au moins quarante bouches à feu, et il restait sur le terrain 10 à 11 mille ennemis morts ou blessés, la plupart par le canon, excepté ceux qui avaient succombé sous les baïonnettes de Victor et les sabres de Murat. Les coalisés avaient donc perdu 26 ou 27 mille hommes, sans compter les traînards et les égarés que nous allions recueillir par milliers. Cette belle journée, dernière faveur de la fortune dans cette affreuse campagne, nous avait coûté environ 8 à 9 mille hommes, presque tous atteints par les boulets. Elle était principalement due à Napoléon, qui d'un coup d'œil avait vu dans la vallée profonde de Plauen un moyen d'isoler et de détruire une aile de l'armée ennemie, et après Napoléon à Murat, qui avait exécuté cette belle manœuvre avec un succès merveilleux. Sans cet accident de terrain le champ de bataille de Dresde, partout dominé, n'eût pas été tenable pour nous, mais Napoléon en saisissant avec le regard du génie une particularité toute locale, en avait fait soudainement un théâtre de victoire pour lui, un théâtre de confusion pour ses adversaires! Heureuse inspiration de laquelle il attendait de plus grands résultats encore que ceux qu'il venait d'obtenir. Ayant à quatre lieues sur sa gauche quarante mille hommes embusqués, il ne pouvait penser sans une involontaire joie à l'effet que produiraient ces quarante mille hommes tombant à l'improviste sur les derrières des ennemis battus, et tout en s'applaudissant de la victoire du jour, il se promettait, il promettait à tout le monde de bien autres trophées pour le lendemain. Hélas! il ne se doutait pas qu'une combinaison destinée à produire les plus brillants résultats ne serait bientôt qu'une source de malheurs! La fortune dans ces derniers temps ne devait plus lui accorder que des triomphes empoisonnés, ordinaire traitement qu'elle réserve à ceux qui ont abusé d'elle!

Napoléon rentra dans Dresde à la chute du jour, au milieu des cris enthousiastes de la population, enchantée d'être débarrassée des deux cent mille coalisés qui, avant de la délivrer des Français, lui auraient fait subir les horreurs d'une prise d'assaut. Ayant supporté pendant douze heures une pluie continuelle, il avait les bords de son chapeau rabattus sur les épaules, était couvert de boue et rayonnant de satisfaction. Il alla chez le roi de Saxe, qui lui témoigna la satisfaction la plus vive, et au milieu de ce contentement, sincère chez les uns, affecté chez les autres, démonstratif chez tous, il y avait une question qu'il ne cessait d'adresser à chacun. Au moment où le boulet qui avait frappé Moreau était tombé dans le groupe de l'empereur Alexandre, Napoléon avait clairement discerné, à l'éclat des uniformes, que ce groupe était celui des souverains, et il ne se lassait pas de demander : Qui donc avons-nous tué dans ce brillant escadron?... — Il le sut peu d'instants après par le plus étrange des incidents. L'illustre blessé avait un chien qui était resté dans la chaumière où on lui avait donné les premiers soins. Ce chien, amené à Napoléon, portait sur son collier : *J'appartiens au général Moreau!* C'est ainsi que Napoléon apprit la présence et la mort de Moreau dans les rangs des coalisés! En attendant il donna ses ordres pour que ses corps d'armée, après s'être réchauffés à de grands feux et reposés une nuit entière, se missent en mouvement dès la pointe du jour du 28, afin de poursuivre l'ennemi à outrance, et de recueillir toutes les conséquences de la belle victoire du 27.

Les coalisés ayant rétrogradé jusqu'au sommet des hauteurs qui entourent Dresde, se mirent à discuter la direction qu'ils donneraient à la retraite. Les uns voulaient s'arrêter aux débouchés des montagnes de la Bohême, comme l'avait conseillé le général Moreau avant la bataille, les autres voulaient se retirer tout de suite en Bohême, au delà même de l'Eger, et de cet avis était surtout le généralissime prince de Schwarzenberg, qui désirait réorganiser son armée, et la remettre du rude coup qu'elle venait d'essuyer. Demeurer sur le versant des montagnes en présence d'un ennemi victorieux, et habitué comme Napoléon à tirer un si grand parti de la victoire, n'était plus proposable. Repasser les montagnes, sauf à décider ensuite jusqu'où l'on pousserait le mouvement rétrograde, était donc la première et la plus inévitable des résolutions à prendre. Elle fut prise. Restait à savoir quels chemins on suivrait pour repasser les montagnes. La grande route de Péterswalde était sinon perdue, au moins fort compromise. En effet, le général Vandamme exécutant les ordres de l'Empereur avait la veille, c'est-à-dire le 26, franchi l'Elbe à Kœnigstein, assailli le plateau de Pirna faiblement gardé, et s'était établi dans ce camp, d'où il dominait la route de Péterswalde sans toutefois l'intercepter entièrement. On avait bien envoyé

dans la journée le comte Ostermann pour secourir le prince Eugène de Wurtemberg, mais on ne connaissait pas au juste la force du corps de Vandamme, on ne savait pas s'il avait vingt, trente ou quarante mille hommes, et si dans l'intervalle il n'aurait pas réussi à descendre du camp de Pirna pour fermer les défilés de la route de Péterswalde. Renoncer à y passer avait le double inconvénient d'y laisser sans appui le prince de Wurtemberg et le comte Ostermann, et de se reporter en masse sur les chemins secondaires, qui étaient mal frayés, et où les Russes allaient former avec les Prussiens et les Autrichiens un fâcheux encombrement. On décida donc que le gros des Russes sous Barclay de Tolly marcherait à la suite du comte Ostermann par la route de Péterswalde, et la rouvrirait de vive force si elle était fermée; que les Prussiens et une partie des Autrichiens prendraient la route à côté, celle d'Altenberg, Zinnwald, Tœplitz, par laquelle était venue la seconde colonne des coalisés; qu'enfin le reste de l'armée autrichienne irait par la chaussée de Freyberg gagner le grand chemin de Leipzig à Prague par Commotau. On allait donc rentrer en Bohême sur trois colonnes, au lieu de quatre qu'on formait en arrivant. Il fut convenu qu'après s'être reposé toute la nuit on partirait le lendemain 28 de très-grand matin, afin d'aboutir aux défilés des montagnes avant d'être serré de trop près par l'ennemi.

Ces dispositions furent exécutées au moins dans les premières heures comme elles avaient été arrêtées. Le lendemain matin on se mit en route sur trois colonnes dans les directions indiquées, tandis que les corps français, s'ébranlant de leur côté, marchaient sur les traces de ces mêmes colonnes, mais à une assez grande distance, à cause du triste état des chemins. A chaque pas on laissait des blessés, des traînards, des voitures, destinés à devenir la proie des Français. La tristesse était dans tous les cœurs. Le roi de Prusse voyait dans les événements de ces derniers jours la suite de sa mauvaise fortune ordinaire; Alexandre se demandait si le commencement de bonheur sur lequel il avait compté n'était pas une triste illusion, et si on n'avait pas trop espéré en se flattant de vaincre Napoléon. On s'avançait ainsi, très-inquiet des rencontres auxquelles on était exposé avant d'avoir franchi ce rideau de hautes montagnes qu'on avait devant soi, tandis qu'on avait sur ses derrières un ennemi victorieux, et personne, ni chez les poursuivis, ni chez les poursuivants, ne se doutant de ce qui allait survenir sous quarante-huit heures!

Chemin faisant, Barclay de Tolly apercevant beaucoup d'encombrement sur la route de Péterswalde, et sentant qu'il serait bientôt serré de près, commença de craindre, s'il trouvait des difficultés du côté de Péterswalde, d'y perdre un temps précieux, et de ne pouvoir plus se rabattre assez tôt sur la route d'Altenberg; il imagina donc de changer tout à coup de direction avec le gros de l'armée russe, et de prendre à droite, pour regagner cette même route d'Altenberg que devaient parcourir les Prussiens et une partie de l'armée autrichienne, au risque d'y produire un affreux engorgement. Il fit dire au comte Ostermann de se replier sur lui, et de laisser le prince Eugène retourner seul par la route de Péterswalde en Bohême.

Ces ordres amenèrent entre le comte Ostermann et le prince Eugène de Wurtemberg un conflit des plus vifs. Le prince Eugène, qui était aux prises avec le général Vandamme pour la possession de la route de Péterswalde, ne voulait pas avec raison y rester seul, exposé à trouver Vandamme tantôt sur son flanc, tantôt sur ses derrières, peut-être même devant lui, car les Français descendus du plateau de Pirna se montraient partout. Il disait de plus que si on laissait au corps de Vandamme, qu'on avait lieu de croire très-fort, la libre entrée de la Bohême, ce corps irait probablement se placer à Tœplitz, au débouché des chemins que suivaient les diverses colonnes en retraite, et pourrait leur causer de graves embarras. Le comte Ostermann, de son côté, craignait de compromettre les troupes de la garde qu'on lui avait confiées, et résistait par ce motif aux pressantes instances du prince Eugène de Wurtemberg. Vaincu par les bonnes raisons du prince, par son offre de prendre pour lui-même la plus forte part du péril, il se décida enfin à suivre la route de Péterswalde, et à la forcer, s'il le fallait, pour devancer Vandamme au débouché de Tœplitz. En même temps il fit avertir Barclay de Tolly de la résolution qu'il adoptait, ne s'en dissimulant pas les inconvénients, mais croyant épargner ainsi de grands dangers au reste de l'armée coalisée.

En conséquence le 28 au matin, le prince Eugène et le comte Ostermann essayèrent de cheminer sur le plateau de Gieshübel, situé au-dessous de celui de Pirna, et séparé seulement de ce dernier par le ruisseau de Gotleube. Il fallait franchir divers passages très-difficiles où

l'on pouvait rencontrer les Français, notamment à Zehist, petit bourg situé à l'entrée du plateau de Gieshübel, sous une hauteur qu'on appelle le Kohlberg, et qui était occupée en ce moment par un bataillon français. Le prince Eugène de Wurtemberg fit assaillir et enlever le Kohlberg, puis il profita de cet avantage pour défiler avec tout son corps. Vandamme fit réoccuper la position, mais à ce moment les deux corps russes n'avaient plus intérêt à la reprendre. En continuant à parcourir le plateau de Gieshübel, ils côtoyèrent à Gross-Cotta et à Klein-Cotta les Français descendus de Pirna en trop faibles détachements, et parvinrent à franchir tous les obstacles, quoique en perdant du monde. Parvenus enfin à l'extrémité de ce plateau, ils s'échappèrent par la rampe de Gieshübel, et purent gagner la route de Péterswalde sans de graves accidents, en étant quittes d'un grand danger au prix de quelques pertes peu considérables.

Ce qui leur avait valu ce bonheur, c'est que Vandamme, ayant eu de la peine à traîner son artillerie à cause du mauvais temps, n'avait pu faire autre chose, dans la journée du 26, que de gravir le plateau de Pirna, n'avait employé à l'occuper solidement toute la journée du 27, et le 28 au matin avait été surpris par l'apparition des Russes, avant de connaître les événements de Dresde. Mais, averti bientôt de la victoire du 27, et ayant réuni ses divisions, il s'était mis à poursuivre les Russes, leur avait livré un violent combat d'arrière-garde à Gieshübel, leur avait tué un millier d'hommes, et les avait menés battant jusqu'à Hollendorf, à quelque distance de Péterswalde. Arrivé là, il attendit impatiemment les ordres de Napoléon pour la direction à donner à ses mouvements ultérieurs.

Telles avaient été les opérations de l'ennemi le matin du 28, et durant une partie de la même journée. Pendant ce temps, Napoléon, debout de très-bonne heure, avait expédié ses premiers ordres par écrit, et avait enjoint au maréchal Mortier avec la jeune garde, au maréchal Saint-Cyr avec le 14ᵉ corps, de se porter à Gieshübel, l'un des défilés de la route de Péterswalde, pour s'y réunir à Vandamme; au maréchal Marmont, de suivre les coalisés par la route d'Altenberg, et à Murat, qui avait avec lui le corps de Victor, de les poursuivre à outrance sur la grande route de Freyberg. Napoléon avait par les mêmes dépêches annoncé sa présence, et promis d'ordonner sur les lieux mêmes ce que comporteraient les circonstances. En effet, dès la pointe du jour, il s'était rendu à cheval auprès du maréchal Marmont, pour observer de ses propres yeux la retraite de l'ennemi.

Parvenu sur les hauteurs de Dresde auprès du maréchal Marmont, il avait vu les diverses colonnes des coalisés se dirigeant vers les montagnes boisées de l'*Erz-Gebirge*. Il avait été frappé du mouvement transversal de gauche à droite qu'exécutaient les troupes russes de Barclay de Tolly, pour se reporter de la route de Péterswalde sur celle d'Altenberg, mouvement à la suite duquel une grande partie des colonnes russes, prussiennes et autrichiennes allaient se trouver réunies sous la même direction. En face de pareilles masses, le corps du maréchal Marmont était évidemment insuffisant, et Napoléon avait ordonné lui-même au maréchal Saint-Cyr de se rabattre de Dohna sur Maxen, pour se rapprocher du maréchal Marmont, et poursuivre l'ennemi de concert. Cet ordre donné de vive voix, Napoléon s'était transporté à Pirna pour voir ce qui s'y passait, et prescrire ce qu'on aurait à faire sur la route de Péterswalde.

Arrivé à Pirna vers le milieu du jour, Napoléon y prit un léger repas, et soudain fut saisi de douleurs d'entrailles auxquelles il était sujet dès qu'il avait enduré l'humidité, et, la veille en effet, il avait supporté pendant toute la journée des torrents de pluie. Toutefois ces douleurs n'étaient pas de nature à l'empêcher de donner des ordres, et de faire ce qui était impérieusement exigé par les circonstances [1]. Mais en ce moment il reçut des dépêches qu'il attendait avec impatience des environs de Berlin, et des bords du Bober. Le maréchal Oudinot, qui aurait dû être entré à Berlin depuis plusieurs jours, s'était arrêté devant les inondations, puis n'avait pas abordé l'ennemi en masse, et avait eu l'un de ses corps assez maltraité. Le maréchal Macdonald, sur le Bober, venait d'être surpris par Blucher, et d'éprouver des pertes considérables. Ainsi la

[1] Les flatteurs de la mémoire de Napoléon, ignorant, parce que sa correspondance leur est restée inconnue, les vrais motifs de son subit retour à Dresde, et ne voulant pas non plus admettre qu'il pût commettre une faute, ont attribué ce retour à une indisposition subite. Les ordres nombreux donnés dans cette même journée du 28, et dans celle du 29, prouvent que cette indisposition n'empêcha pas Napoléon de vaquer à ses affaires, et des témoins oculaires, le maréchal Marmont notamment, affirment qu'il n'était point malade. Nous en rapportant plus volontiers aux documents authentiques qu'aux récits presque toujours contradictoires des témoins oculaires, nous croyons avoir acquis la preuve, par les lettres mêmes de Napoléon, que cette prétendue indisposition ne l'empêcha nullement de faire ce qu'il devait, et nous nous sommes con-

fortune laissait à peine à Napoléon le temps de jouir de sa belle victoire de Dresde, et tout à coup l'horizon s'assombrissait autour de lui, après s'être montré parfaitement serein. La marche sur Berlin avait toujours eu à ses yeux une grande importance sous le rapport moral, sous le rapport politique, sous le rapport militaire. Elle devait éblouir les esprits, frapper la Prusse au cœur, punir Bernadotte, et nous mettre en communication avec les places de l'Oder, peut-être avec celles de la Vistule, qui avaient toutes besoin d'être ravitaillées. L'échec de Macdonald, s'ajoutant à celui d'Oudinot, pouvait contribuer à rendre plus difficile et plus douteuse cette marche sur Berlin, à laquelle Napoléon tenait si fort, et il crut devoir rentrer à Dresde immédiatement pour prescrire les mesures que comportait la situation. Tandis que Berlin le rappelait, le mouvement sur Péterswalde exigeait moins sa présence d'après ce qu'on venait de lui annoncer. En effet, il avait pu croire, en sortant de Dresde le matin, que Vandamme, occupant Pirna et Gieshübel, y opposerait une barrière de fer à la colonne russe, et que Saint-Cyr et Mortier, arrivant sur les derrières de cette colonne, la prendraient tout entière. Mais il venait d'apprendre que la colonne russe avait eu le temps de regagner la route de Péterswalde, que dès lors tout ce que Vandamme pourrait faire, ce serait de la poursuivre vigoureusement, et il crut que ce serait assez de ses lieutenants pour tirer de la victoire de Dresde les conséquences qu'il était permis d'en espérer encore. Il pensa qu'il suffirait de laisser à Vandamme toutes les divisions qu'il lui avait déjà confiées, de le faire descendre en Bohême par la route de Péterswalde, de le porter à Tœplitz, où il se trouverait sur la ligne de retraite des coalisés prêts à déboucher des défilés des montagnes, et vivement poursuivis par Saint-Cyr, Marmont, Victor, Murat. Il était vraisemblable que Vandamme, embusqué à Kulm ou à Tœplitz, ferait plus d'une bonne prise, et que, se reportant ensuite entre Tetschen et Aussig, il enlèverait une grande partie du matériel des coalisés lorsque ceux-ci voudraient repasser l'Elbe. Vandamme devait dans cette position rendre un autre service, c'était d'occuper la route directe de Prague, à laquelle Napoléon attachait le plus haut prix; car, depuis les dépêches d'Oudinot et de Macdonald, il songeait à une marche foudroyante sur Berlin ou sur Prague, afin de tomber à l'improviste sur l'armée du Nord, ou d'achever la défaite de celle de Bohême; même, s'il rentrait à Dresde en ce moment, c'était pour employer une journée à balancer les avantages et les inconvénients d'une marche sur l'une ou l'autre de ces capitales. Considérant donc la situation sous ce nouvel aspect, il laissa au général Vandamme non-seulement ses deux premières divisions, Philippon et Dumonceau, avec la brigade Quyot formant la moitié de la division Teste, mais la première division du maréchal Saint-Cyr (la 42ᵉ), qui depuis quelques jours lui avait été prêtée, et y ajouta la brigade de Reuss du corps de Victor, pour le dédommager de ce qu'on lui avait ôté la moitié de la division Teste. Il lui adjoignit de plus la cavalerie du général Corbineau. Vandamme devait avoir ainsi la valeur de quatre divisions d'infanterie et de trois brigades de cavalerie, le tout formant quarante mille hommes au moins. Napoléon lui ordonna de poursuivre vivement les Russes en Bohême, de descendre sur Kulm, d'occuper d'un côté Tœplitz, afin de gêner les coalisés à leur sortie des montagnes, et de l'autre Aussig et Tetschen, afin de garder les passages de l'Elbe et la route de Prague [1]. Il lui ordonna même, ce qui démontre bien ses vraies

vaincu que le vrai motif de son retour à Dresde, lequel devint si fatal deux jours après, ne fut autre que les dépêches reçues des environs de Berlin et de Lowenberg. Les ordres du 29 et du 30 ne laissent à cet égard aucun doute. Plus loin, nous démontrerons encore, par l'exposé simple des faits, que, sur cette importante époque, on n'a publié que des erreurs, ce qui a rendu jusqu'ici la catastrophe du général Vandamme tout à fait inexplicable. Nous espérons qu'après le récit qui va suivre elle sera parfaitement claire, et que ce grand malheur sera rapporté à sa vraie cause, laquelle fut moins accidentelle et plus générale qu'on ne le suppose communément.

[1] Nous citons l'ordre lui-même, qui éclaircit complétement l'intention de l'Empereur.

« A une lieue de Pirna, le 28 août 1813,
à quatre heures après midi.

« M. le général Vandamme, l'Empereur ordonne que vous vous dirigiez sur Péterswalde avec tout votre corps d'armée, la division Corbineau, la 42ᵉ division, enfin avec la brigade du 2ᵉ corps, que commande le général prince de Reuss : ce qui vous fera 18 bataillons d'augmentation. Pirna sera gardée par les troupes du duc de Trévise, qui arrive ce soir à Pirna. Le maréchal a aussi l'ordre de relever vos postes du camp de Lilienstein. Le général Baltus, avec votre batterie de 12 et votre parc, arrive ce soir à Pirna; envoyez-le chercher. L'Empereur désire que vous réunissiez toutes les forces qu'il met à votre disposition, et qu'avec elles vous pénétriez en Bohême et culbutiez le prince de Wurtemberg s'il voulait s'y opposer. L'ennemi que nous avons battu paraît se diriger sur Annaberg. *S. M. pense que vous pourriez arriver avant lui sur la communication de Tetschen, Aussig et Tœplitz, et par là prendre ses équipages, ses ambulances, ses bagages, et enfin tout ce qui marche derrière une armée.* L'Empereur ordonne qu'on lève le pont de bateaux devant Pirna, afin de pouvoir en jeter un à Tetschen. »

intentions, de faire remonter à Tetschen le second pont de bateaux jeté à Pirna. Il lui annonça, quant au reste, des ordres ultérieurs. Toutefois il plaça Mortier à Pirna avec quatre divisions de la jeune garde, pour que ce dernier pût au besoin secourir le général Vandamme, duquel il ne serait qu'à sept ou huit lieues. En même temps il fit recommander à Saint-Cyr, Marmont, Victor, Murat, de toujours suivre les coalisés l'épée dans les reins, et de les pousser violemment contre les montagnes, pour qu'ils ne pussent les passer qu'en désordre. Ces instructions données, il partit pour Dresde en voiture, et prescrivit à la vieille garde de l'y joindre.

Pendant cette même journée du 28, Saint-Cyr, Marmont, Victor et Murat talonnèrent l'ennemi sans relâche. Saint-Cyr ramassa des blessés et des traînards. A Possendorf, Marmont enleva deux mille prisonniers et trois ou quatre cents voitures. A Dippoldiswalde, il livra un combat heureux, et prit ou tua encore quelques centaines d'hommes. Murat et Victor recueillirent de leur côté des blessés, des traînards, des prisonniers, des canons, des voitures, et au moins cinq à six mille hommes en tout. Les pertes que les coalisés avaient essuyées la veille, et qu'on pouvait évaluer à plus de 25 mille hommes, s'élevaient au moins à 32 ou 33, par les conséquences de la journée du 28. Les signes du découragement étaient visibles chez l'ennemi, et faisaient espérer d'importants résultats s'il était fortement poursuivi.

Le lendemain 29, Vandamme, excité par les ordres qu'il avait reçus dans la soirée précédente, résolut de ne laisser aucun repos aux Russes, et de leur faire expier le bonheur qu'ils avaient eu de passer impunément devant lui, sous le plateau de Pirna. Ce général, doué d'infiniment de coup d'œil, de vigueur, d'expérience de la guerre, et même d'esprit, malheureusement décrié par ses mœurs un peu trop soldatesques et par la violence de son caractère, avait été traité sans aucune faveur, et se plaignait de n'être pas encore maréchal, grade qu'il méritait beaucoup plus que quelques-uns de ses contemporains à qui Napoléon ne l'avait pas fait attendre. La difficulté des circonstances, le besoin de remplacer les hommes de guerre, dont on faisait une consommation, hélas! trop grande, ayant ramené sur lui l'attention de l'Empereur, il se flattait d'obtenir enfin les récompenses qu'il croyait avoir méritées depuis longtemps, et il éprouvait un redoublement de zèle qui, fort utile en toute autre circonstance, pouvait dans celle-ci l'entraîner au delà des bornes de la prudence. Il s'avança donc résolûment dès le matin du 29 sur l'arrière-garde des Russes. La brigade de Reuss, commandée par un jeune prince allemand, militaire de la plus haute distinction, marchait en tête. Vandamme, accompagné du général Haxo, la dirigeait. Entre Hollendorf et Péterswalde, Vandamme et le prince de Reuss assaillirent une colonne russe qui voulait résister, la débordèrent, et, après l'avoir culbutée, lui enlevèrent 2 mille hommes. Par malheur, le jeune prince de Reuss fut tué d'un coup de canon. Il emporta les regrets de toute l'armée, car au mérite d'être un officier très-brillant il joignait celui d'être très-attaché aux Français.

Après cet exploit, Vandamme continua de poursuivre les Russes à outrance. Il franchit les montagnes sur leurs traces, descendit en plaine, et à midi atteignit Kulm, d'où il dominait le vaste bassin dans lequel les colonnes ennemies vivement pourchassées commençaient à déboucher. A son aspect, les soldats du prince Eugène de Wurtemberg et les gardes d'Ostermann, qu'il n'avait cessé de poursuivre, et sur lesquels il avait fait plusieurs milliers de prisonniers, s'arrêtèrent et vinrent prendre position devant lui, pour couvrir le débouché de Tœplitz, dont ils sentaient toute l'importance. Des hauteurs de Kulm, Vandamme apercevait ce débouché de Tœplitz, où il avait ordre de toucher au besoin, et où l'attirait le désir de barrer le chemin aux colonnes ennemies qui avaient pris les routes latérales à celle de Péterswalde. Malheureusement il n'avait sous la main que son avant-garde; le reste suivait en formant une longue queue dans les gorges, et les troupes russes qu'il avait en face, plus nombreuses que le matin, renforcées même de corps nouveaux, paraissaient résolues à tenir où elles étaient. Il suspendit donc quelques instants sa marche pour attendre son corps d'armée. Voici dans l'intervalle ce qui s'était passé du côté des coalisés.

L'empereur Alexandre avait séjourné pendant la nuit du 28 au 29 à Altenberg, au pied des montagnes de l'*Erz-Gebirge*, de celle notamment qu'on appelle le Geyersberg, l'avait franchie le 29 au matin, et était parvenu sur le revers de très-bonne heure. De là, découvrant à gauche la position de Kulm, sur laquelle Vandamme s'était arrêté en face des Russes, à droite Tœplitz et le bassin de l'Eger, qui va se jeter dans l'Elbe, il avait pu apprécier le danger d'une retraite pré-

cipitée, exécutée sans ordre, menacée en flanc par le corps de Vandamme, qu'on savait être considérable, et qui d'heure en heure pouvait le devenir davantage. Il avait perdu le conseiller dans lequel il avait pris tant de confiance, le général Moreau, que les soldats portaient mourant sur leurs épaules, et il lui restait le général Jomini, que Moreau lui avait recommandé comme capable, quoique très-bouillant, de donner un bon avis. Le général Jomini et plusieurs autres, fort disposés à décrier les Autrichiens, et en particulier le prince de Schwarzenberg, se plaignaient amèrement de ce qu'on songeait à se retirer au delà de l'Eger, déclaraient excessif, dangereux même un pareil mouvement rétrograde, surtout le corps de Vandamme apparaissant au débouché de la chaussée de Péterswalde sur le flanc des colonnes en retraite. L'empereur Alexandre, qui commençait à entendre un peu mieux la guerre, et qui n'avait que le tort de se laisser atteindre par les avis contraires au point de tomber dans des irrésolutions interminables, avait apprécié l'objection, et était tout disposé à en tenir compte. Jadis, quand on était moins exaspéré contre les Français, quand on était sous le coup du génie transcendant de Napoléon, on se sentait peu enclin à en appeler d'une défaite, on la regardait comme un arrêt qu'il fallait subir, et on se rendait facilement au premier corps qu'on rencontrait sur son chemin après une bataille perdue. On était fort changé aujourd'hui. La passion de la résistance devenue extrême, le prestige de Napoléon diminué, on se laissait moins décourager, et à la moindre lueur d'espérance on reprenait volontiers la résolution de combattre. Aussi tous les généraux qui se trouvaient autour d'Alexandre furent-ils d'avis que, s'il y avait une occasion quelconque de recommencer la lutte, on devait la saisir, et qu'un corps français se montrant sur leur gauche, il fallait s'arrêter pour lui tenir tête au lieu de se porter au delà de l'Eger. Jusqu'ici d'ailleurs, c'était un corps isolé, qui serait soutenu probablement, mais qui peut-être aussi ne le serait pas, et offrirait dans ce cas une proie facile à enlever. Barclay de Tolly, le général Diebitch devenu chef d'état-major, ayant partagé cette opinion, on donna l'ordre aux colonnes du prince Eugène de Wurtemberg et d'Ostermann de tenir bon devant Kulm, quelque fatiguées qu'elles pussent être. On leur annonça qu'elles allaient être renforcées, et, en effet, plusieurs colonnes d'infanterie russe et prussienne arrivant par la route d'Altenberg avec la cavalerie de la garde, on les leur envoya. Ce ne fut pas tout. Les troupes autrichiennes débouchaient actuellement en plus grand nombre que les Russes, parce qu'elles s'étaient acheminées les premières et sans tergiverser sur la route d'Altenberg. Ce fut le corps de Colloredo qui se présenta le premier. Mais ce général, auquel on demanda de venir se ranger en face de Kulm, derrière les lignes russes, ayant allégué les instructions du prince de Schwarzenberg qui lui prescrivaient de se retirer au delà de l'Eger, on eut recours à M. de Metternich, qui était à Duchs, château du célèbre Wallenstein, où les souverains étaient actuellement réunis, et on fit donner l'ordre à toutes les troupes autrichiennes de converger à gauche, pour venir se mettre en bataille avec les troupes russes descendues de Péterswalde.

Toutefois ce n'était pas avant quelques heures que ces ordres pouvaient amener en ligne des forces considérables, et Vandamme après un instant de réflexion, quoiqu'il vît les troupes fugitives s'arrêter, et même s'augmenter sensiblement, résolut de les déloger du poste où elles semblaient vouloir s'établir pour protéger contre nous les débouchés du Geyersberg. En agissant ainsi il obéissait à la fois à des ordres précis, et à l'indication des circonstances, car ses ordres lui disaient d'aller jusqu'à Tœplitz, et les circonstances devaient l'engager à fermer le débouché des montagnes aux colonnes battues, puisqu'il n'avait été envoyé en ces lieux que pour opposer des obstacles à leur retraite. Ayant toujours sous la main la brigade de Reuss avec laquelle il avait marché depuis le matin et n'ayant qu'elle, il chassa néanmoins les Russes de Kulm où ils avaient essayé de tenir, et du village de Straden où ils s'étaient ensuite repliés. Ce village de Straden emporté, il se trouva devant une seconde position, située derrière un ravin et d'apparence assez forte. D'un côté, c'est-à-dire vers notre droite, elle s'appuyait aux montagnes, vers le centre au village de Priesten construit sur la route de Tœplitz, à gauche enfin à des prairies coupées de canaux, et au village de Karbitz. Vandamme voulut attaquer sur-le-champ le village de Priesten, pour ne pas permettre aux Russes de s'y établir; mais pour la première fois il rencontra une résistance opiniâtre, et fut repoussé par une charge du régiment des gardes d'Ismaïlow. Il n'avait ni sa grosse artillerie ni ses masses d'infanterie; il fut donc obligé d'attendre la division Mouton-Duvernet (la 42e), et

il eût mieux fait évidemment de différer jusqu'à l'arrivée de son corps tout entier, pour n'engager le combat qu'avec des forces suffisantes. Cependant ses autres divisions ne pouvant être rendues sur les lieux que fort tard, et sa préoccupation de couper la retraite à l'ennemi étant toujours la même, il attaqua l'ennemi avec neuf bataillons du général Mouton-Duvernet, seuls réunis en ce moment sur les quatorze dont se composait la division. Avec ces neuf bataillons portés à droite vers les bois, il rétablit le combat, et rejeta les Russes sur Priesten. Mais tout à coup il fut assailli par quarante escadrons de la garde russe, qui venaient d'entrer en ligne, et qui se déployèrent, les uns à notre droite vers le pied des monts, les autres à gauche dans la plaine de Karbitz. Les bataillons de Mouton-Duvernet continrent la cavalerie russe le long des montagnes, les escadrons de Corbineau la chargèrent du côté des prairies, et néanmoins cette fois encore, au lieu d'avancer nous pûmes tout au plus conserver le terrain que nous avions acquis. A deux heures de l'après-midi parut la première brigade de la division Philippon (première de Vandamme). Cette brigade, commandée par le général Pouchelon, envoya sur la droite le 12e de ligne pour soutenir Mouton-Duvernet, et au centre le 7e léger pour attaquer Priesten. Ces régiments accueillis par un feu épouvantable ne purent emporter la position. La seconde brigade de Philippon étant survenue sous le général de Fezensac, fut engagée de même, et sans plus de succès quoique avec beaucoup de vigueur. Le 7e léger de la première brigade ayant voulu attaquer Priesten fut criblé de mitraille, puis chargé par la cavalerie russe, et sauvé par la seconde brigade que le général de Fezensac avait ralliée sous le feu de l'ennemi. Vandamme, reconnaissant trop tard que ces attaques décousues ne donneraient aucun résultat, prit le parti d'asseoir sa ligne un peu en arrière, sur la hauteur de Kulm, laquelle, placée au débouché de la chaussée de Péterswalde, dominait la plaine. Les Russes ayant voulu s'avancer furent mitraillés à leur tour par vingt-quatre bouches à feu que le général Baltus, arrivé avec la réserve d'artillerie, avait mises en batterie. Ils reculèrent sous cette mitraille et devant les charges de notre cavalerie, et allèrent reprendre la position de Priesten, appuyés, comme le matin, la gauche aux montagnes, le centre à Priesten sur la route de Tœplitz, la droite dans les prairies de Karbitz. Nous étions vis-à-vis, ayant comme eux d'un côté les montagnes, de l'autre les prairies, et au centre la position dominante de Kulm, où il était facile de se défendre.

Ce n'était pas un tort à Vandamme d'avoir cherché à emporter la position des Russes, puisqu'il avait ordre de les pousser jusqu'à Tœplitz, et que d'ailleurs il devait sentir le besoin de fermer le débouché de la route d'Altenberg sur Tœplitz; mais c'en était un d'avoir attaqué avant d'avoir toutes ses forces sous la main, et ce tort lui-même s'expliquait par l'allongement de sa colonne dans les montagnes, et par le désir naturel de déloger l'ennemi avant qu'il se fût consolidé dans sa position. Au surplus, le général Vandamme s'arrêta et il résolut de bien garder Kulm, où il ne pouvait pas être forcé, ayant 32 bataillons à sa disposition, et environ 80 bouches à feu en batterie. Son intention était d'y attendre que Mortier, demeuré sur ses derrières à Pirna, vînt à son aide, et que Saint-Cyr, Marmont, placés sur sa droite, de l'autre côté des montagnes, les franchissent à la suite des coalisés. Ces mouvements n'exigeaient pas plus de douze ou quinze heures pour s'accomplir, et avec le concours de toutes ces forces il se flattait d'avoir, le lendemain 30, de beaux résultats à offrir à l'Empereur : triste et déplorable illusion, pourtant bien fondée, aussi fondée qu'aucune espérance raisonnable le fut jamais! Le soir même il écrivit à Napoléon pour faire connaître sa situation, demander des secours, et annoncer que jusqu'à leur arrivée il resterait immobile à Kulm.

Les lettres écrites le 29 au soir de Kulm ne pouvaient parvenir à Dresde que le 30 au matin, et les ordres émis en réponse à ces lettres ne pouvaient être exécutés d'assez bonne heure pour que Vandamme fût secouru à temps dans la journée du 30. Dans la soirée du 29, Napoléon avait reçu les nouvelles parties le matin de Péterswalde; il avait su que les Russes se retiraient en toute hâte, que Vandamme les suivait l'épée dans les reins, et leur avait déjà enlevé quelques mille hommes. Supposant d'après ces premières informations les coalisés en complète déroute, comptant que la vive poursuite de Saint-Cyr, de Marmont, de Murat, les obligerait à traverser les montagnes en désordre, et que Vandamme, placé au revers, les recueillerait par milliers, peut-être même leur fermerait entièrement le principal débouché d'Altenberg, il avait réitéré à Saint-Cyr, à Marmont, à Murat, l'ordre de pousser vivement l'ennemi dans toutes les di-

rections, et à Mortier d'être aux écoutes, prêt à courir à Kulm si Vandamme en avait besoin. Ayant la tête pleine des souvenirs du passé, se rappelant avec quelle facilité il ramassait jadis les Prussiens ou les Autrichiens vaincus, ne voulant pas tenir compte de la passion qui les animait aujourd'hui et les rendait si difficiles à décourager, il estimait que c'était assez de précautions pour obtenir encore de très-grands résultats de la victoire de Dresde. D'ailleurs il était absorbé en ce moment par une vaste combinaison [1], au moyen de laquelle il espérait, profitant du coup si rude frappé sur l'armée de Bohême, s'avancer sur la route de Berlin à cinq marches de Dresde, écraser l'armée du Nord, accabler d'un même coup la Prusse et Bernadotte, ravitailler les places de l'Oder, envoyer des encouragements à celles de la Vistule, et imprimer de la sorte une face nouvelle à la guerre, dont le théâtre serait pour un instant reporté au nord de l'Allemagne. Ainsi Berlin, les places de l'Oder et de la Vistule, qui déjà l'avaient disposé à trop étendre le cercle de ses opérations, le préoccupaient de nouveau, et allaient le détourner de ce qui aurait dû être pour quelques heures son objet essentiel et unique. Sans doute, comme on en jugera bientôt, sa conception était singulièrement grande, mais elle était malheureusement intempestive, et prématurée au moins de deux jours! Tout entier à ses calculs et dans le feu d'une première conception, il expédia les ordres suivants pendant la matinée du 30. Il enjoignit au maréchal Mortier à Pirna de lui renvoyer à Dresde deux divisions de la jeune garde, et avec les deux autres d'aller au secours de Vandamme; à Murat de lui rendre une moitié de la grosse cavalerie, et avec le reste de continuer à poursuivre l'ennemi sur la chaussée de Freyberg. Il ordonna au maréchal Marmont de pousser vivement l'ennemi sur le débouché d'Altenberg et Zinnwald, où d'après tous les rapports les colonnes des Russes, des Prussiens et des Autrichiens se pressaient pêle-mêle; au maréchal Saint-Cyr de seconder Marmont dans cette opération, ou, ce qui valait mieux, de chercher par un chemin latéral à gagner la chaussée de Péterswalde, afin de se joindre à Vandamme, et il espéra ainsi que pressés en queue, menacés en flanc, retenus en tête, les coalisés essuieraient quelque désastre. Il prescrivit de faire immédiatement passer l'Elbe aux troupes qu'il redemandait, et ne cacha point à Murat que c'était dans l'intention de marcher sur Berlin.

Tandis qu'il concevait ces projets, et expédiait ces ordres, les coalisés à Tœplitz ne formaient pas d'aussi vastes combinaisons, et ne songeaient qu'à se tirer du péril auquel ils s'étaient imprudemment exposés en descendant sur les derrières de Dresde. La résistance heureusement opposée à Vandamme dans la journée du 29 leur avait rendu quelque confiance. Tout ce qui leur était arrivé de troupes russes et autrichiennes par le chemin d'Altenberg sur Tœplitz, avait été rabattu sur leur gauche, et placé derrière Priesten et Karbitz, afin de présenter à Vandamme une barrière de fer. Ils se flattaient donc de l'empêcher de déboucher de Kulm, et de lui faire peut-être éprouver un échec, ce qui les dédommagerait tant soit peu des journées du 26 et du 27 août, et procurerait à toutes leurs colonnes le temps de repasser les montagnes en sûreté. Pourtant il leur restait une grave inquiétude, c'était pour le corps prussien de Kleist, qui avait dû suivre le corps autrichien de Colloredo dans le premier projet de retraite, et passer avec lui par Dippoldiswalde, Altenberg, Zinnwald, Tœplitz, mais qui en avait été empêché par le mouvement transversal de Barclay de Tolly, lequel, ainsi qu'on l'a vu, s'était reporté brusquement de la chaussée de Péterswalde sur le chemin d'Altenberg, afin d'éviter Vandamme. Retardé dans sa marche, et obligé d'attendre que le chemin fût libre, le corps de Kleist était encore le 29 au soir sur le revers du Geyersberg, et on craignait pour lui les plus grands malheurs, car le corps de Saint-Cyr était tout à fait sur ses talons. Le roi de Prusse, après en avoir conféré avec l'empereur Alexandre, envoya le colonel Schœler, l'un de ses aides de camp, au général Kleist, pour le prévenir de la

[1] Quand il voulait se rendre bien compte de ses idées, Napoléon les mettait sur le papier, sachant, comme tous les hommes qui ont beaucoup pensé, que rédiger ses idées c'est les approfondir davantage. Il avait donc dicté son projet dans une note admirable, intitulée : *Note sur la situation générale de mes affaires le 30 août*, assez semblable à celles qu'il écrivit à Moscou en octobre 1812, et révélant sa pensée tout entière au moment où Vandamme était à Kulm. On voit dans cette note la vraie cause de la négligence qui amena le malheur de Vandamme, surtout en la rapprochant des ordres donnés le même jour à Murat et à Mortier, et on sent combien est ridicule la fable de cette indisposition que certains narrateurs ont inventée, et qu'ont accueillie avec empressement ceux qui ont le goût de croire qu'en histoire les plus grands événements viennent des plus petites causes, goût singulier et qui atteste une médiocre portée d'esprit. Tant pis, en effet, pour ceux qui croient plus volontiers aux petites causes qu'aux grandes!

présence du corps de Vandamme à Kulm, lui laisser le choix de la route qu'il aurait à prendre pour se sauver, et lui promettre de bien tenir le lendemain devant Kulm, afin qu'il eût le loisir de traverser la montagne et de déboucher dans le bassin de l'Eger[1]. En même temps on regardait ce corps comme tellement compromis, qu'on enjoignait à M. de Schœler de ramener à travers les bois le jeune prince d'Orange, qui faisait cette campagne avec l'armée prussienne, et avait été placé auprès du général Kleist. On ne voulait pas en effet livrer aux mains de Napoléon un tel trophée, si le corps de Kleist était fait prisonnier. M. de Schœler partit donc immédiatement pour repasser les montagnes, et aller à tout risque remplir la difficile mission dont il était chargé. Telles étaient les espérances des uns, les craintes des autres le 29 à minuit!

Le lendemain 30 août au matin, les deux armées se trouvaient dans la même position que la veille. Les coalisés étaient en face de Vandamme, leur gauche, composée des Russes, tout près des montagnes, leur centre, composé aussi des Russes, en avant de Priesten et vis-à-vis de Kulm, leur droite formée par les Autrichiens et par la cavalerie des alliés dans les prairies de Karbitz.

Ils étaient disposés à prendre l'offensive, pour favoriser, en occupant fortement les Français, le passage du général Kleist à travers les montagnes, mais ils ignoraient par quelle route celui-ci chercherait à sortir du gouffre où il était enfermé. Ils supposaient à Vandamme tout au plus 30 mille hommes, tandis qu'il en avait 40 mille sous la main. Ils ne pouvaient donc pas hésiter à commencer l'attaque, et ils résolurent de le faire immédiatement.

Vandamme au contraire, ayant au lever du jour discerné plus clairement encore la disproportion de ses forces avec celles de l'ennemi, et attendant à chaque instant l'apparition du maréchal Mortier sur ses derrières, celle du maréchal Saint-Cyr sur sa droite, voulait se borner à la défensive jusqu'à l'arrivée de ses renforts. C'est ce qu'il manda dès six heures du matin à Napoléon. Avec l'ordre de pousser jusqu'à Tœplitz et avec son caractère audacieux, s'arrêter à Kulm était tout ce qu'on pouvait espérer de mieux de sa part. Quant à remonter sur Péterswalde même, il ne devait pas y songer, car la position de Kulm était assez forte pour qu'avec quarante mille hommes on pût s'y défendre contre quelque ennemi que ce fût ; et en arrière, entre Kulm et Péterswalde, on n'avait aucun danger à prévoir, Mortier s'y trouvant, et devant en déboucher à chaque instant. Ne pas se hasarder en plaine pour aller à Tœplitz, et se maintenir à Kulm, était donc la seule résolution indiquée.

Voici comment le général Vandamme avait distribué ses troupes. A sa droite, en face des Russes, au pied même du Geyersberg, il avait neuf bataillons de la division Mouton-Duvernet, et un peu en arrière, mais tirant vers le centre, la division Philippon avec quatorze bataillons. Il était donc bien en force de ce côté des montagnes, d'où à tout moment descendaient de nombreuses colonnes ennemies. Au centre en avant de Kulm, vis-à-vis de Priesten, il avait la brigade Quyot, de la division Teste, un peu en arrière de la brigade de Reuss. Derrière Kulm, il avait la brigade Doucet de la division Dumonceau, et à gauche, vers les prairies, la brigade Dunesme, appartenant également à la division Dumonceau, pour servir d'appui à la cavalerie. Enfin le général Kreutzer, avec ce qui restait de la division Mouton-Duvernet, avait été envoyé à Aussig, assez loin en arrière, pour garder le passage de l'Elbe, conformément aux ordres de Napoléon. Ainsi, avec vingt-trois bataillons à sa droite et le long des montagnes, avec dix-huit au centre, avec sept ou huit bataillons à gauche soutenant vingt-cinq escadrons rangés dans la plaine, enfin avec une formidable artillerie, il devait se croire en sûreté, surtout en étant adossé à la chaussée de Péterswalde, d'où il se flattait incessamment de voir déboucher Mortier. Il attendit donc, l'esprit libre d'inquiétude, et pourtant, sans qu'on sût pourquoi, il y avait dans bien des cœurs de sinistres pressentiments. A huit heures les tirailleurs ennemis commencèrent le feu, les nôtres répondirent, mais rien ne faisait encore prévoir un engagement sérieux. Bientôt sur notre gauche on vit les cavaliers russes du général Knorring franchir une éminence qui dominait les prairies, et puis fondre

[1] L'historien russe Danilewski a voulu attribuer à l'empereur Alexandre l'honneur d'une combinaison profonde, consistant à faire descendre Kleist sur les derrières de Vandamme ; mais M. de Wolzogen, dans ses Mémoires aussi instructifs que spirituels, a complétement démenti cette assertion, et il était mieux que personne autorisé à le faire, puisqu'il était présent lorsque l'ordre que nous mentionnons fut donné à M. de Schœler. Cet ordre se trouve donc réduit aux proportions et au sens que nous lui prêtons ici.

sur une batterie attelée qui était un peu en avant de notre ligne de cavalerie. Trois pièces furent enlevées, et un bataillon du 13e léger, qui essaya de les défendre, fut fort maltraité. Alors la brigade de cavalerie légère du général Heinrodt, conduite par l'intrépide Corbineau, chargea les cuirassiers russes et les repoussa. Mais l'infanterie autrichienne de Colloredo ayant déployé ses bataillons à l'appui de la cavalerie russe, les chasseurs du général Heinrodt furent obligés de se replier. Le général Corbineau, blessé à la tête, dut quitter le champ de bataille.

Vandamme alors tira du centre la brigade Quyot, et la porta vers sa gauche pour servir de soutien à la brigade Dunesme et à notre cavalerie. A peine arrivait-elle dans la plaine à gauche qu'elle fut assaillie par toute la cavalerie de Knorring. Le général Quyot forma cette brave brigade, qui était de six bataillons, en trois carrés, et pendant plus d'une heure essuya sans s'ébranler tous les assauts de la cavalerie ennemie. Celle-ci ayant voulu tourner nos carrés et s'approcher de Kulm, la brigade de chasseurs à cheval du général Gobrecht la chargea à son tour, et la rejeta sur l'infanterie autrichienne. Les efforts à notre gauche indiquaient le projet de nous ramener sur la chaussée de Péterswalde en nous débordant, mais jusqu'ici aucun de ces efforts n'avait réussi, et maîtres de la plaine à gauche, toujours fermes au centre et à droite, où l'ennemi semblait même ne pas oser nous attaquer, nous paraissions n'avoir rien à craindre.

Tout à coup cependant, vers dix heures du matin, un certain tumulte se produisit sur nos derrières. On entendit des coups de fusil de tirailleurs et le bruit de nombreuses voitures d'artillerie; on aperçut enfin des colonnes épaisses, et Vandamme plein de joie crut naturellement que c'était Mortier qui arrivait de Pirna! Vaine illusion, terrible réveil! Il accourt, et reconnaît l'uniforme des Prussiens! C'était le général Kleist qui descendait par la chaussée de Péterswalde! Qui donc avait pu le tirer d'un affreux péril pour le jeter ainsi sur nos derrières? Un hasard, un heureux mouvement de désespoir! Voici en effet ce qui s'était passé.

En recevant la mission du colonel Schœler, le général Kleist avait fait part à ses officiers de la présence des Français à Kulm, et comme il était entre la route de Péterswalde à gauche, laquelle était occupée par Vandamme, et la route d'Altenberg à droite, qui avait été encombrée toute la journée par les Russes et les Autrichiens, et qui en ce moment était interceptée par le corps de Marmont, il ne lui restait qu'à suivre droit devant lui les sentiers menant sur le revers de la montagne, au risque de trouver Vandamme sur son chemin. D'ailleurs ayant immédiatement sur ses derrières le corps de Saint-Cyr, s'il s'arrêtait un instant il pouvait être assailli et accablé. En présence de ce triple danger, les Prussiens, saisis d'un transport d'enthousiasme, avaient pris le parti de gravir la montagne qui s'élevait devant eux, et si ce chemin les conduisait au milieu du corps de Vandamme, de se faire jour ou de mourir. Ils avaient marché toute la nuit sans être suivis par Saint-Cyr, et avaient découvert sur leur gauche un chemin de traverse qui par Furstenwalde et Streckenwalde rejoignant la chaussée de Péterswalde les avait menés sains et saufs sur les derrières mêmes de Vandamme. Le voyant assailli de front par cent mille hommes, se trouvant trente mille au moins sur ses derrières, ils venaient de commencer l'attaque à l'instant même, se flattant et ne doutant plus d'un prodigieux résultat.

A cet aspect Vandamme, conservant une rare présence d'esprit et après s'être consulté avec le général Haxo, comprend qu'il n'a qu'une chose à faire, c'est de remonter la chaussée de Péterswalde, et de passer sur le corps des colonnes prussiennes en abandonnant son artillerie. Un pareil sacrifice n'est rien s'il peut à ce prix sauver son armée. Sur-le-champ il donne les ordres qui sont la conséquence de cette résolution. Il prescrit à la brigade Quyot qu'il avait portée dans la plaine à sa gauche, de se replier, ainsi qu'à la brigade de Reuss laissée en avant de Kulm; il leur ordonne à toutes deux de se former en colonnes serrées pour enfoncer les Prussiens, tandis que la brigade Dunesme avec la cavalerie persistera dans la plaine à contenir les Autrichiens de Colloredo et les nombreux escadrons de Knorring, et qu'à droite Mouton-Duvernet et Philippon, rebroussant chemin le long des montagnes, viendront à leur tour assaillir les Prussiens. Au centre sur l'éminence de Kulm, Vandamme décidé à sacrifier son artillerie, la place en batterie avec ordre d'en faire contre les Russes un usage désespéré. La brigade Doucet doit soutenir cette artillerie le plus longtemps possible, et puis quand on se sera fait jour, on doit se retirer tous ensemble en abandonnant les canons, mais en sauvant les chevaux et les hommes.

Ces ordres sont aussitôt exécutés. Les brigades Quyot et de Reuss quittent la plaine à gauche

pour regagner la chaussée de Péterswalde, tandis que Philippon et Mouton-Duvernet se replient lentement. A cette vue, les soixante bataillons russes que nous avions devant nous à notre droite et à notre centre, poussent des cris de joie, et nous suivent. Mouton-Duvernet et Philippon les contiennent, Baltus au centre les mitraille des hauteurs de Kulm; mais à gauche dans la plaine, où ne reste plus que la brigade Dunesme, une masse formidable d'ennemis fond sur cette brave brigade qui se défend vaillamment. En arrière, les brigades Quyot et de Reuss essayant de regagner la chaussée de Péterswalde en colonne serrée, chargent les Prussiens avec violence. Ce mouvement produit un affreux refoulement dans les troupes du général Kleist, et il en résulte un conflit impossible à décrire, dans lequel les hommes se prennent corps à corps, s'étouffent, s'égorgent à coups de sabres et de baïonnettes. Au même moment une brigade de cavalerie, celle de Montmarie, suivie de beaucoup de soldats du train, se jette sur l'artillerie des Prussiens et l'enlève. Le général de Fezensac amené sur ce point par Vandamme avec les débris de sa brigade, contribue à l'effort commun. On parvient ainsi à rouvrir la route en renversant la première ligne de Kleist, et il y a chance encore de se sauver si Mouton-Duvernet et Philippon, se repliant à temps et en bon ordre, peuvent aider à forcer la seconde ligne des Prussiens. Mais un étrange accident survient et déjoue tous les calculs de l'infortuné Vandamme. Notre cavalerie chargée à outrance sur la gauche de la route, et rejetée sur la droite, s'y précipite suivie d'une multitude de soldats du train qui étaient séparés de leurs pièces. Dans leur course désordonnée, cavaliers et canonniers se ruent sur Mouton-Duvernet et Philippon, mettent le trouble dans leurs rangs, et y décident par leur exemple un mouvement général de retraite vers les bois. Alors tout prend cette direction! Le général Baltus, après avoir criblé les Russes de mitraille, se retire du même côté avec ses attelages et la brigade Doucet. Dans la plaine il ne reste que la brigade Dunesme, assaillie de toutes parts, se défendant héroïquement, mais finissant par succomber. Une partie des soldats de cette brigade sont tués ou pris, les autres tâchent de gagner l'asile des montagnes. Vandamme, Haxo, blessés, et demeurés les derniers au milieu du péril, sont faits prisonniers. Le général Kreutzer, placé à Aussig, et apercevant de loin cette échauffourée, prend le parti de se retirer, et se sauve par miracle avec quelques bataillons. A l'exception d'un petit nombre de colonnes se repliant avec ordre, on ne voit bientôt de tous côtés qu'une nuée d'hommes s'échappant comme ils peuvent, et réussissant en effet à se dérober à l'ennemi, grâce à ces montagnes boisées où il est impossible de les poursuivre.

Telle fut cette malheureuse journée de Kulm, qui nous coûta 5 à 6 mille morts ou blessés, 7 mille prisonniers, 48 bouches à feu, deux généraux bien diversement illustres, et qui, bien qu'elle coûtât 6 mille hommes aux coalisés, les releva de leur défaite, leur rendit l'espérance de la victoire, et effaça en un moment de leur souvenir les éclatantes journées du 26 et du 27 août.

Quelle raison donner de cette singulière catastrophe? Comment expliquer que tant de corps français entourant l'armée coalisée, à ce point que l'un de ces corps, celui de Vandamme, se trouvait déjà sur sa ligne de retraite, qu'elle-même était embarrassée dans les gorges du Geyersberg, et y ayant un de ses détachements tellement enfermé qu'on ne pouvait imaginer de quelle manière il s'échapperait, comment expliquer que la face des choses change tout à coup, que le corps français destiné à assurer la perte de l'ennemi soit perdu lui-même, et que l'auteur du désastre soit précisément le détachement prussien supposé sans ressource, que la victoire passe ainsi des uns aux autres en un instant, avec toutes ses conséquences militaires, politiques et morales? Est-ce la faute de Vandamme, qui se serait trop engagé, de Mortier, de Saint-Cyr qui ne l'auraient pas secouru à temps, de Napoléon, qui aurait trop abandonné les événements à eux-mêmes? Ou bien serait-ce le génie militaire qu'auraient déployé les généraux ennemis en cette circonstance?... Les faits, exposés dans toute leur vérité, ont presque déjà répondu à ces questions, et expliquent à eux seuls ce changement de fortune, l'un des plus prodigieux dont l'histoire fasse mention.

Vandamme, avec beaucoup de vices contre-balancés par de grandes qualités, n'eut dans ces journées presque aucun tort. Il était placé dès l'origine au camp de Pirna, avec mission essentielle de se porter sur les derrières de l'ennemi, et devait avoir sans cesse l'esprit tourné vers cette seule pensée. Le 28 août, voyant plusieurs colonnes russes défiler devant lui, il reçut l'ordre formel de les suivre l'épée dans les reins, de marcher après elles en Bohême, et d'aller jusqu'à

Tœplitz pour fermer aux coalisés leur principal débouché. Il savait qu'il était entouré de corps français sur ses flancs et ses derrières, prêts à survenir à tout moment. Il courut donc, il suivit les Russes, et ce fut miracle si dans son ardeur il n'alla pas jusqu'à Tœplitz, car il en avait l'ordre, et il était certain de n'obtenir qu'à Tœplitz les grands résultats que Napoléon se promettait de sa présence en Bohême. Pourtant après avoir essayé de pousser l'ennemi au delà de Priesten, et avoir eu le tort, fort excusable d'ailleurs, et qui n'eut aucune gravité pour la suite des événements, d'attaquer sans ensemble, il sut s'arrêter à Kulm, bien qu'il eût Tœplitz devant lui, Tœplitz que ses instructions et son légitime désir lui assignaient comme but. Après s'être arrêté il s'établit dans une position très-forte, garantie de tous côtés, un seul excepté, celui par lequel devait venir Mortier, et il attendit, demandant du secours et des ordres. Quel autre parti aurait-il pu prendre? Rétrograder sur Péterswalde et Pirna? mais c'eût été abandonner et son poste et sa mission, et contrevenir non-seulement au texte, mais à la pensée de ses instructions, car il était chargé de barrer le chemin à l'ennemi, et il le lui eût ouvert. Tout ce qu'on pouvait donner à la prudence il l'avait donné en s'abstenant d'aller à Tœplitz, et en s'arrêtant à Kulm. Si dans cette position de Kulm, de laquelle il eut le bon esprit de ne pas sortir, ce fut le général Kleist au lieu du maréchal Mortier qui parut sur ses derrières, ce fut là un accident extraordinaire, dont il y aurait une criante injustice à le rendre responsable. Quant à ce qui suivit, Vandamme au moment de la catastrophe conserva toute sa présence d'esprit, et prit la seule résolution possible, celle de rebrousser chemin en passant sur le corps des Prussiens, résolution qui devint inexécutable par l'inévitable confusion d'une situation pareille. Il n'y avait donc rien à lui reprocher à lui, et la supposition qu'il se perdit en courant trop vite après le bâton de maréchal, qu'il avait mieux mérité que d'autres par ses services militaires, et pas plus démérité par ses violences, est une calomnie à l'égard d'un infortuné plus à plaindre ici qu'à blâmer.

Si Vandamme ne fut pas coupable, si tout son malheur vint de ce qu'au lieu d'un corps français il apparut sur ses derrières un corps prussien, faut-il s'en prendre aux divers commandants de troupes françaises qui auraient pu survenir, et notamment au maréchal Mortier, au maréchal Saint-Cyr, les seuls placés à portée de Kulm? Le maréchal Mortier établi à Pirna comme en cas, avec l'alternative d'être ramené à Dresde ou envoyé à Tœplitz, aurait dû se tenir entre deux, et avec plus de spontanéité et de vigilance il aurait pu accourir de lui-même au secours de Vandamme. Mais dans la stricte observation de ses devoirs, destiné à être dirigé sur un point ou sur un autre, il était naturel qu'il attendit dans une complète immobilité l'expression des volontés de Napoléon, et, quant à l'ordre précis de secourir Vandamme avec deux divisions, cet ordre ne lui arriva que dans le courant de la journée du 30, c'est-à-dire à une heure où la catastrophe était déjà accomplie. Il est donc absolument impossible de s'en prendre à ce maréchal.

On voudrait pouvoir en dire autant du maréchal Saint-Cyr; mais ce maréchal est certainement le plus sujet à reproches, et il y a peu d'excuses à faire valoir en sa faveur. Placé directement à la suite du corps de Kleist, il aurait dû être toujours sur ses traces, ne pas le perdre de vue un instant, et s'il eût rempli ce devoir positif, le corps de Kleist suivi à la piste, au moment où il tombait sur Vandamme, aurait vu à son tour un corps français tomber sur ses derrières, et aurait probablement été pris et détruit, au lieu de contribuer à prendre et à détruire Vandamme. Malheureusement le maréchal Saint-Cyr, esprit éminent mais frondeur, n'ayant de zèle que pour les opérations dont il était directement chargé, ne sachant, hors du feu, que critiquer ses voisins et son maître, ayant en toute circonstance plaisir à chercher des difficultés au lieu de chercher à les vaincre, employa la journée du 28 à se porter à Maxen, le lendemain 29 ne s'avança que jusqu'à Reinhards-Grimme, ne fit ainsi qu'une lieue et demie dans cette journée décisive pour la poursuite, employa ce temps si précieux à faire demander à l'état-major s'il devait suivre Marmont sur la route d'Altenberg, et tandis qu'il avait l'ordre positif de suivre l'ennemi à outrance dans toutes les directions, laissait Kleist disparaître, et s'acheminer sur les derrières de Vandamme. Puis le lendemain 30, lorsque l'ordre de chercher à rejoindre Vandamme par une route latérale lui parvenait, ordre tellement indiqué que Berthier sur la carte seule le lui envoyait de Dresde, il s'ébranlait enfin, et par le chemin qui avait mené Kleist sur les derrières de Vandamme, et qui l'aurait mené lui-même sur les derrières de Kleist, il arrivait pour entendre le canon qui annonçait notre désastre. Ainsi avait été perdue

la journée du 29, à fronder, à se plaindre de n'avoir pas d'ordre, tandis qu'existait l'ordre constant et bien suffisant de poursuivre l'ennemi sans relâche [1] !

Quant au maréchal Marmont, il poussa l'ennemi aussi vivement qu'il le put, et eut même plusieurs combats heureux, mais il était trop loin de Vandamme pour lui venir en aide. Placé tout à fait sur la droite, il ne pouvait avoir la prétention de franchir les montagnes avant Saint-Cyr, sans s'exposer à tomber seul au milieu des ennemis comme dans un gouffre. Il n'y a donc rien à lui reprocher. Quant à Murat, il était dans l'impossibilité d'exercer aucune influence sur l'événement déplorable qui s'accomplit à Kulm, puisqu'il courait avec ses escadrons sur la grande route de Freyberg.

Reste enfin au nombre des acteurs responsables de cette catastrophe Napoléon lui-même, qui, présent sur les lieux, suivant sans relâche ses lieutenants, aurait pu les faire converger au point commun, et par sa présence eût certainement obtenu ce qu'il prévoyait, et ce qu'il était fondé à espérer. Mais il fut détourné le 28 de ce grand devoir par les nouvelles qui lui parvinrent des environs de Lowenberg et de Berlin, et aussi, il faut le dire, par la confiance qu'après les ordres donnés, les résultats attendus étaient suffisamment préparés et garantis. En effet, quatre-vingt mille hommes sous Saint-Cyr, Marmont, Murat, poussant les coalisés contre les montagnes, et quarante mille hommes sous Vandamme chargés de les recevoir sur le revers, composaient un ensemble de précautions aussi complètes que toutes celles qu'il avait jamais prises pour s'assurer les conséquences de ses victoires ! Si les coalisés eussent été aussi faciles à déconcerter que l'étaient jadis nos ennemis, s'ils eussent été moins obstinés à combattre, moins prompts à reprendre confiance, Vandamme, au lieu de leur inspirer l'idée de s'arrêter, les aurait recueillis comme des troupeaux qui fuient devant un animal prêt à les dévorer. Napoléon, s'en rapportant au passé, crut, et dut croire qu'il avait assez

[1] Quoique je n'aie pas le goût d'adopter les jugements malveillants que les contemporains portent les uns sur les autres, et que je me défie en particulier de ceux du duc de Raguse, ordinairement légers et rigoureux, il est impossible, quand on a bien étudié les faits, lu les ordres et les correspondances, de ne pas reconnaître que le jugement qu'il exprime en cette occasion sur la conduite du maréchal Saint Cyr est à peu près juste. C'est avec grand chagrin qu'on trouve en faute un homme aussi distingué que le maréchal Saint Cyr, mais on doit la vérité à tout le monde, et il faut savoir se résigner à la dire sur ce maréchal, lorsque dans cette histoire il faut la dire sur des hommes tels que Moreau, Masséna et Napoléon.

Le maréchal Marmont n'est pas le seul à juger comme il l'a fait la conduite du maréchal Saint-Cyr en cette circonstance. Dans une relation encore manuscrite, digne de celle qu'il a écrite sur 1812, M. le général de Fezensac a porté en termes très-modérés, mais très-positifs, le même jugement que le maréchal Marmont sur le rôle qu'ont joué les divers acteurs de l'événement de Kolm. Effectivement les faits sont tellement frappants, qu'il est impossible de les interpréter de deux manières. Le général Vandamme n'a péril pas pour être allé trop loin, car, ainsi que nous l'avons dit, il avait ordre d'aller à Tœplitz, et il s'arrêta à Kulm. A Kulm, avec 32 bataillons, il était invincible, et il le serait resté si trente mille Prussiens n'étaient tombés sur ses derrières. Qui était chargé de suivre ces Prussiens ? Non pas Mortier, qui était à gauche à Pirna, et avait ordre d'y rester ; non pas Marmont, qui était à droite sur la route d'Altenberg, et avait ordre de s'y tenir ; mais le maréchal Saint-Cyr, qui était entre deux, avec mission de poursuivre l'ennemi sans relâche et dans toutes les directions, comme le lui prescrivaient les instructions réitérées de Napoléon. Or, le 28 il s'arrêta à Maxen, ce qui à la rigueur pouvait se concevoir. Mais le 29 il employa la journée à faire une lieue et demie, et envoya chercher l'ordre de savoir s'il suivrait Marmont qu'il venait de rencontrer sur sa droite. En admettant qu'il eût besoin de cet éclaircissement, le premier devoir était en attendant de ne pas perdre la piste de l'ennemi, et de ne pas lui laisser la liberté dont il usa si fatalement pour accabler Vandamme. Le lendemain, quand l'ordre, dicté par le plus simple bon sens, de tâcher de se lier à Vandamme plutôt que de suivre Marmont, quand cet ordre arrivait, il n'était plus temps, et Vandamme était détruit. Le maréchal Saint-Cyr, sans la mauvaise volonté dont on l'a accusé à d'autres époques envers ses voisins, fut, par la seule suspension de sa marche le 29, l'auteur, involontaire assurément, mais bien visible, du désastre de Vandamme. Même en faisant demander un éclaircissement à l'état-major général, il aurait dû ne pas s'arrêter, et il devait bien, avec son rare esprit et sa grande expérience, se dire que pendant qu'il envoyait chercher un ordre, l'ennemi se sauverait ; et encore si l'ennemi n'avait fait que se sauver, ce n'eût été qu'un faible mal, mais en se sauvant il détruisit Vandamme et le destin de la campagne. C'est avec un grand regret qu'on trouve en faute un aussi noble personnage historique que le maréchal Saint-Cyr, mais l'histoire ne doit être une flatterie ni pour les vivants ni pour les morts. Elle n'est tenue que d'être vraie, de l'être sans malveillance comme sans faiblesse.

Nous plaçons ici quelques lettres extraites de la correspondance de Napoléon et du major général Berthier.

« *L'Empereur au major général.*

« Dresde, le 27 août 1813, à sept heures et demie du soir.

« ..... Envoyez reconnaître positivement la situation du maréchal Saint-Cyr. Témoignez-lui mon mécontentement de ce que je n'ai pas eu de ses nouvelles pendant toute la matinée : il aurait dû m'envoyer un officier toutes les heures pour me rendre compte de ce qui se passait. »

« *Au major général.*

« Devant Dresde, le 28 août 1813.

« Donnez ordre au maréchal Saint-Cyr de marcher sur Dohna. Il se mettra sur la hauteur, et suivra la retraite sur les hauteurs en passant entre Dohna et la plaine. Le duc de Trévise suivra sur la grande route. Aussitôt que la jonction sera faite avec le général Vandamme, le maréchal Saint-Cyr continuera sa route pour se porter avec son corps et celui du

fait pour se procurer les plus beaux triomphes. Malheureusement les temps étaient changés, et pour achever la ruine de la grande armée de Bohême, ce n'eût pas été trop de Napoléon lui-même veillant jusqu'au dernier instant à l'accomplissement de ses desseins. Et en toute autre circonstance il n'aurait pas manqué d'être auprès de Vandamme avec sa garde entière, de conduire par la main Saint-Cyr et Marmont et de poursuivre la victoire jusqu'à ce qu'il en eût tiré tout ce qu'elle pouvait donner. Mais il était distrait, reporté violemment ailleurs, non pas comme tant d'autres héros par le goût de la mollesse ou des plaisirs, mais par la passion ordinaire de sa vie, passion d'obtenir tous les résultats à la fois, souvent même les plus contradictoires et les plus opposés. Berlin, Dantzig, comme Moscou un an auparavant, étaient les prismes trompeurs qui égaraient en ce moment son génie. Pour frapper à Berlin la Prusse et l'Allemagne, pour être toujours fondé à dire que sa puissance s'étendait du golfe de Tarente à la Vistule, il avait eu dès le commencement de cette campagne la pensée d'envoyer un de ses corps à Berlin, de conserver une garnison à Dantzig, et pour cette pensée il avait, comme on l'a vu, laissé s'introduire dans la profonde combinaison de son plan de campagne un vice caché, celui d'élargir singulièrement le cercle de ses opérations dont le centre était à Dresde, de placer Macdonald à Lowenberg au lieu de le placer à Bautzen, de diriger Oudinot sur Berlin au lieu de l'établir à Wittenberg, grande faute qui l'empêchait d'accourir à temps partout où il aurait fallu qu'il fût pour achever ses propres victoires, et réparer les échecs de ses lieutenants! Cette même cause continuant à produire les mêmes effets, il voulut, en apprenant un malheur arrivé à Macdonald, le secourir le plus tôt possible; il voulut aussi conduire lui-même l'armée d'Oudinot à Berlin, et pour ce double motif se détournant de Pirna et de Kulm, où il aurait dû être de sa personne et avec sa garde, il laissa ses victoires les plus importantes inachevées, pour courir à d'autres, et s'exposa de la sorte à manquer tous les buts pour les vouloir atteindre tous à la fois. Ainsi toujours la même cause dans les malheurs de Napoléon, toujours la même source d'erreur!

Et c'est dans le désastre de Kulm la seule part de reproches qu'on puisse lui adresser, car dans les détails il ne commit pas une faute. Quant à ses ennemis, leur mérite contribua pour peu de chose au résultat. Leur plan de retraite fut fort peu médité; ils se retirèrent en hâte avec l'idée d'aller jusqu'au delà de l'Eger, et s'ils s'arrêtèrent devant Kulm, ce fut à l'improviste, ce fut à la vue d'un corps dont la position, à la fois hasardée et inquiétante pour eux, leur inspira l'idée de ne point passer sans le contenir; et cependant ils n'en seraient pas même venus à bout, si le plus grand des hasards, celui d'un corps prussien compromis, faisant acte de désespoir pour se sauver, ne leur eût fourni une combinaison involontaire, inattendue, et d'immense conséquence, combinaison dont on a voulu attribuer le mérite à l'empereur Alexandre, mais qui ne fut due qu'au sentiment énergique des Prussiens résolus à se faire jour ou à mourir. Ce n'est donc pas au génie des coalisés, qui toutefois étaient loin de manquer d'habileté militaire, c'est à la

général Vandamme sur Giesbübel, le duc de Trévise prendra position sur Pirna. Du reste, je m'y rendrai moi-même aussitôt que je saurai que le mouvement est commencé. »

« *Au major général.*

« Dresde, le 29 août 1813, à 5 heures et demie du matin.

« Donnez ordre au roi de Naples de se porter sur Frauenstein et de tomber sur les flancs et les derrières de l'ennemi, et de réunir à cet effet sa cavalerie, son infanterie et son artillerie. — *Donnez ordre au duc de Raguse de suivre l'ennemi sur Dippoldiswalde et dans toutes les directions qu'il aurait prises.* — *Donnez ordre au maréchal Saint-Cyr de suivre l'ennemi sur Maxen et dans toutes les directions qu'il aurait prises.* — Instruisez ces trois généraux de la position des deux autres, afin qu'ils sachent qu'ils se soutiennent réciproquement. »

« *Au roi de Naples.*

« Dresde, le 29 août 1813, à 3 heures après midi.

« Aujourd'hui 29, à six heures du matin, le général Vandamme a attaqué le prince de Wurtemberg près de Hollendorf; il lui a fait 1,500 prisonniers, pris quatre pièces de canon, et l'a mené battant; c'étaient *tous Russes*. Le général Vandamme marchait sur Tœplitz avec tout son corps. Le général prince de Reuss, qui commandait une de nos brigades, a été tué. — Je vous écris cela pour votre gouverne. — Le général Vandamme me mande que l'épouvante est dans toute l'armée russe. »

« *Le major général au maréchal Gouvion Saint-Cyr.*

« Dresde, le 30 août 1813.

« Monsieur le maréchal,

« Je reçois votre lettre datée de Reinhards-Grimme, par laquelle vous me faites connaître que vous vous trouvez derrière le 6e corps. L'intention de Sa Majesté est que, dans cet état de choses, vous appuyiez le 6e corps; mais il serait préférable que vous pussiez trouver un chemin sur la gauche, entre le duc de Raguse et le corps du général Vandamme, qui a obtenu de grands succès sur l'ennemi et lui a fait 2 mille prisonniers. »

passion patriotique qui les animait, et qui les portait à se roidir contre la défaite, qu'il faut attribuer leur promptitude à saisir l'occasion de Kulm! Autre leçon profondément morale à tirer de ces prodigieux événements, c'est qu'on doit se garder de pousser les hommes au désespoir, car en provoquant ce sentiment chez eux on leur donne des forces surnaturelles, qui déjouent tous les calculs, et surmontent parfois la puissance même de l'art le plus consommé!

Ces coalisés qui, en abandonnant le champ de bataille de Dresde, se tenaient pour complétement battus, et se demandaient tristement si en cherchant à vaincre Napoléon, ils n'avaient pas entrepris de lutter contre le destin lui-même, tout à coup à l'aspect de Vandamme vaincu et pris, se regardèrent comme revenus à une situation excellente, et crurent voir au moins en équilibre la balance de la fortune. Pourtant en comptant ce que leur avaient coûté les deux journées de Dresde, la poursuite du 28 et du 29, la journée même du 30, ils avaient perdu en morts, blessés ou prisonniers, plus de 40 mille hommes, et la défaite de Vandamme, après tout, ne nous faisait pas perdre plus de 12 à 13 mille hommes, en prisonniers, morts ou blessés. Mais la confiance était rentrée dans leur âme, ils se livraient à la joie, et loin de vouloir abandonner la partie, et de laisser à Napoléon le temps d'aller frapper les armées de Silésie et du Nord, ils étaient résolus à ne lui accorder aucun repos, et à le combattre sans relâche. Dans ces hécatombes immenses, 40 mille hommes ne comptaient pour rien; le sentiment des adversaires aux prises était tout, et le sentiment des coalisés, loin d'être celui de la défaite, était presque déjà celui de la victoire. Pour eux, n'être pas vaincus, c'était presque vaincre, et pour Napoléon au contraire ne pas anéantir ses adversaires, c'était n'avoir rien fait. C'est à ces conditions extrêmes et à peu près impossibles qu'il avait attaché son salut!

Ajoutons en terminant ce douloureux récit que le seul homme qu'on eût un moment opposé jadis à Napoléon, Moreau, expirait tout près de lui, à Tann. On lui avait coupé les deux jambes, et il avait supporté cette opération avec le courage tranquille qui était sa qualité distinctive. Pourtant il avait horriblement souffert. Transporté sur les épaules des soldats ennemis de sa patrie, il avait fait un trajet d'une vingtaine de lieues au milieu de douleurs cruelles. De l'autre côté des monts, tous les souverains, le roi de Prusse, l'empereur d'Autriche, l'empereur Alexandre, s'étaient rendus auprès de son lit de mort, et lui avaient prodigué les marques d'estime et de regret. Les plus grands personnages, M. de Metternich, le prince de Schwarzenberg, les généraux de la coalition, étaient venus le visiter à leur tour; Alexandre l'avait tenu longtemps serré dans ses bras, car il avait conçu pour lui une amitié véritable. Plutôt embarrassé que fier de ces témoignages, Moreau, dont l'âme un instant égarée avait toujours été honnête, Moreau s'interrogeant lui-même sur le mérite de sa conduite, disait sans cesse : Et pourtant je ne suis pas coupable, je ne voulais que le bien de ma patrie!... Je voulais l'arracher à un joug humiliant!... — Ainsi, tandis qu'on entourait son agonie de respects, lui, tout occupé d'autre chose, s'examinait, se jugeait au tribunal de sa propre conscience, et n'avait de repos que lorsqu'il s'était trouvé des excuses pour une conduite qui lui valait de si hauts témoignages. Un autre cri lui échappa plusieurs fois, ce fut celui-ci : Ce Bonaparte est toujours heureux! — Il avait proféré ces mots au moment où le boulet l'avait frappé, et il les répéta souvent avant d'expirer!... Bonaparte heureux!... Il l'avait été, il pouvait le paraître encore aux yeux d'un rival expirant, mais la Providence allait bientôt prononcer sur son propre sort, et lui infliger une fin plus triste peut-être que celle de Moreau, s'il y a une fin plus triste que de mourir dans les rangs des ennemis de sa patrie! Funestes illusions de la haine! On s'envie, on se hait, on se poursuit en croyant heureux l'adversaire qu'on déteste, tandis que tous, la tête courbée sous le fardeau de la vie, on marche au milieu des mêmes douleurs à des malheurs presque pareils! Les hommes s'envieraient moins, s'ils savaient combien avec des apparences différentes leur fortune est souvent égale, et au lieu de se diviser sous la main du destin, s'uniraient au contraire pour en soutenir en commun le poids accablant!

LIVRE CINQUANTIÈME.

LEIPZIG ET HANAU.

Événements accomplis en Silésie et dans les environs de Berlin pendant les opérations des armées belligérantes autour de Dresde. — Forces et instructions laissées au maréchal Macdonald lorsque Napoléon était revenu du Bober sur l'Elbe. — Pressé d'exécuter ses instructions et craignant de perdre les avantages de l'offensive, ce maréchal avait mis ses trois corps en mouvement le 26 août. — Le général Blucher s'était jeté sur la division Charpentier et la cavalerie Sébastiani, et les avait culbutées du plateau de Janowitz. — Cet accident avait entraîné la retraite de toute l'armée, qu'une pluie torrentielle de plusieurs jours avait rendue presque désastreuse. — Prise et destruction de la division Puthod. — Le maréchal Macdonald réduit de 70 mille hommes à 50 mille. — Son mouvement rétrograde sur le Bober. — Événements du côté de Berlin. — Marche du maréchal Oudinot à la tête des 4e, 12e et 7e corps. — Composition et force de ces corps. — Armée du prince royal de Suède. — Arrivée devant Trebbin. — Premières positions de l'ennemi enlevées dans les journées des 21 et 22 août. — Isolement des trois corps français dans la journée du 23, et combat malheureux du 7e corps à Gross-Beeren. — Retraite du maréchal Oudinot sur Wittenberg. — Beaucoup de soldats se débandent, surtout parmi les alliés. — C'est la connaissance de ces graves échecs qui le 28 août avait ramené Napoléon de Pirna sur Dresde, et avait détourné son attention de Kulm. — Ne sachant pas encore ce qui était arrivé à Vandamme, il avait formé le projet de déplacer le théâtre de la guerre, et de le transporter dans le nord de l'Allemagne. — Vastes conséquences qu'aurait pu avoir ce projet. — A la nouvelle du désastre de Kulm, Napoléon, obligé de restreindre ses vues, réorganise le corps de Vandamme, en confie le commandement au comte de Lobau, envoie le maréchal Ney pour remplacer le maréchal Oudinot dans le commandement des trois corps retirés sur Wittenberg, et se propose de s'établir avec ses réserves à Hoyerswerda, afin de pousser d'un côté le maréchal Ney sur Berlin, et de prendre de l'autre une position menaçante sur le flanc du général Blucher. — Départ de la garde pour Hoyerswerda. — Nouvelles inquiétudes de Macdonald, qui détournent encore Napoléon de l'exécution de son dernier projet, et l'obligent à se porter tout de suite sur Bautzen. — Arrivée de Napoléon à Bautzen le 4 septembre. — Prompte retraite de Blucher dans les journées des 4 et 5 septembre. — A peine Napoléon a-t-il rétabli le maréchal Macdonald sur la Neisse, qu'une seconde apparition de l'armée de Bohême sur la chaussée de Péterswalde le ramène à Dresde. — Son entrevue aux avant-postes avec le maréchal Saint-Cyr dans la journée du 7. — Projet pour le lendemain 8 septembre. — Dans cet intervalle, Napoléon apprend un nouveau malheur arrivé sur la route de Berlin. — Le maréchal Ney ayant reçu l'ordre de se porter sur Baruth, avait fait dans la journée du 5 septembre un mouvement de flanc devant l'ennemi, avec les 4e, 12e et 7e corps. — Ce mouvement, qui avait réussi le 5, ne réussit pas le 6, et amène la malheureuse bataille de Dennewitz. — Retraite le 7 septembre sur Torgau. — Débandade d'une partie des Saxons. — Napoléon reçoit cette nouvelle avec calme, mais commence à concevoir des inquiétudes sur sa situation. — Avis indirect, donné par l'intermédiaire de M. de Bassano, au ministre de la guerre pour l'armement et l'approvisionnement des places du Rhin. — Conformément au plan convenu le 7 avec le maréchal Saint-Cyr, Napoléon, dans la journée du 8, pousse vivement les Prussiens et les Russes, afin de les rejeter en Bohême. — Sur l'avis du maréchal Saint-Cyr, on suit le 9 et le 10 la vieille route de Bohême, celle de Furstenwalde, par

laquelle on a l'espérance de tourner l'ennemi. — L'impossibilité de faire passer l'artillerie par le Geyersberg empêche d'achever le mouvement projeté. — Ignorant qu'en ce moment les Autrichiens sont séparés des Prussiens et des Russes, et pressé de réparer les échecs de ses lieutenants, Napoléon s'arrête et revient à Dresde. — Évidence du plan des coalisés, consistant à courir sur les armées françaises dès que Napoléon s'en éloigne, et à se retirer dès qu'il arrive, à fatiguer ainsi ses troupes, pour l'envelopper ensuite, et l'accabler lorsqu'on le jugera suffisamment affaibli. — Déplorable réalisation de ces vues. — Les forces de Napoléon réduites de 360 mille hommes de troupes actives sur l'Elbe à 250 mille. — En considération de cet état de choses, Napoléon resserre le cercle de ses opérations, ramène Macdonald avec les 8[e], 5[e], 11[e], 3[e] corps près de Dresde, établit le comte de Lobau et le maréchal Saint-Cyr au camp de Pirna, derrière de bons ouvrages de campagne, afin que l'ennemi ne puisse plus se faire un jeu de ses apparitions sur la route de Péterswalde, envoie un fort détachement de cavalerie sur ses derrières pour disperser les troupes de partisans, réorganise le corps de Ney sur l'Elbe, place le maréchal Marmont et Murat à Grossenhayn pour protéger l'arrivée de ses approvisionnements, et se concentre à Dresde avec toute la garde, de manière à ne plus être mis en mouvement par de vaines démonstrations de l'ennemi. — Troisième apparition des Prussiens et des Russes sur Péterswalde. — Les ouvrages ordonnés entre Pirna, Giesbübel et Dohna, n'étant pas achevés, Napoléon est obligé d'accourir encore une fois sur la route de Péterswalde pour rejeter l'ennemi en Bohême. — Prompte retraite des coalisés. — Retour de Napoléon à Pirna, et ses soins pour bien asseoir sa position, afin de ne plus s'épuiser en courses inutiles. — Sa résolution de s'établir sur l'Elbe, de Dresde à Hambourg, pour la durée de l'hiver. — Projets de l'ennemi. — Napoléon étant partout resserré sur l'Elbe, et la saison avançant, les souverains coalisés songent à mener la guerre à fin par une tentative décisive sur les derrières de notre position. — Blucher fait prévaloir l'idée d'employer en Bohême la réserve du général Benningsen, et, après avoir ainsi renforcé la grande armée des alliés, de la faire descendre sur Leipzig, tandis qu'il ira lui-même joindre Bernadotte, passer l'Elbe avec lui aux environs de Wittenberg, et remonter sur Leipzig avec les armées du Nord et de Silésie. — Premiers mouvements en exécution de ce dessein. — Napoléon découvre sur-le-champ l'intention de ses adversaires, et fait repasser toutes ses troupes sur la gauche de l'Elbe. — Il ne laisse sur la droite de ce fleuve que Macdonald avec le 11[e] corps; il achemine Marmont et Souham, l'un par Leipzig, l'autre par Meissen, sur le bas Elbe, afin d'appuyer Ney; il envoie Lauriston et Poniatowski sur la route de Prague à Leipzig pour soutenir Victor contre l'armée de Bohême. — Attente de quelques jours pour laisser dessiner plus clairement les projets de l'ennemi. — Blucher s'étant dérobé pour se joindre à Bernadotte et passer l'Elbe à Wartenbourg, Napoléon quitte Dresde le 7 octobre avec la garde et Macdonald, et descend sur Wittenberg dans le dessein de battre Blucher et Bernadotte d'abord, et puis de se reporter sur la grande armée de Bohême. — Belle et profonde conception de Napoléon tendant à refouler Blucher et Bernadotte sur Berlin, et à surprendre ensuite Schwarzenberg en remontant la rive droite de l'Elbe pour repasser ce fleuve à Torgau ou à Dresde. — Mouvement prononcé de Blucher et de Bernadotte sur Leipzig, qui change tous les projets de Napoléon. — Celui-ci, voyant les coalisés près de se réunir tous sur Leipzig, se hâte d'y arriver le premier pour s'interposer entre eux, et empêcher leur jonction. — Retour de la grande armée française sur Leipsig. — Terrible bataille, la plus grande du siècle et probablement des siècles, livrée pendant trois jours sous les murs de Leipsig. — Retraite de Napoléon sur Lutzen. — Explosion du pont de Leipsig, qui amène la destruction ou la captivité d'une partie de l'armée française. — Mort de Poniatowski. — Marche sur Erfurt. — Défection de la Bavière et arrivée de l'armée austro-bavaroise dans les environs de Hanau. — Mouvement accéléré de l'armée française et bataille de Hanau. — Humiliation de l'armée austro-bavaroise. — Rentrée des Français sur le Rhin. — Leur état déplorable en arrivant à Mayence. — Opérations du maréchal Saint-Cyr sur l'Elbe. — Triste capitulation de Dresde. — Situation, forces, conduite héroïque, et malheurs des garnisons françaises, inutilement laissées sur la Vistule, l'Oder et l'Elbe. — Caractère de la campagne de 1813. — Effrayants présages qu'on en peut tirer.

Les événements graves et peu prévus qui, attirant tout à coup l'attention de Napoléon, l'avaient détournée de Kulm, s'étaient passés sur la Katzbach en Silésie, et à Gross-Beeren dans le Brandebourg. Le maréchal Macdonald, que Napoléon avait laissé à la poursuite de Blucher, venait d'éprouver subitement une sorte de désastre, et le maréchal Oudinot, que Napoléon considérait comme près d'entrer à Berlin, avait été, à la suite d'un combat malheureux, ramené sous le canon de Wittenberg. Il faut savoir comment s'étaient produits ces événements, pour se faire une idée exacte de la situation, et comprendre les combinaisons qui avaient absorbé Napoléon pendant les journées des 28, 29, 30 août, et l'avaient empêché d'accourir avec toutes ses réserves auprès de l'infortuné Vandamme.

Napoléon après avoir rejeté l'armée de Silésie du Bober sur la Katzbach, avait laissé au maréchal Macdonald pour continuer à la poursuivre le 3[e] corps, fort de 25 mille hommes et commandé par le général Souham depuis le départ du maréchal Ney, le 5[e] corps, fort de 20 mille hommes et toujours placé sous les ordres du général Lauriston, enfin le 11[e], fort de 18 mille et confié au général Gérard depuis que le maréchal Macdonald avait pris le commandement supérieur des trois corps réunis. A cette masse d'infanterie il fallait ajouter la cavalerie du général Sébastiani, qui pouvait présenter une réserve de 5 à 6 mille chevaux, et qui était indépendante des détachements de cavalerie légère attachés à chaque corps d'armée. Le total s'élevait ainsi à environ 70 mille hommes, sans compter 10 ou 11 mille Polonais du prince Poniatowski, postés sur la frontière de Bohême en arrière et à droite

du maréchal Macdonald, pour garder le débouché de Zittau. Napoléon avait donné pour instruction au maréchal Macdonald de rejeter Blucher sur Jauer et au delà, puis de s'établir fortement sur le Bober, entre Lowenberg et Buntzlau, de manière à tenir l'armée de Silésie éloignée de Dresde, et à empêcher l'armée de Bohême de faire des détachements sur Berlin. Napoléon ne doutait pas qu'avec 80 mille hommes victorieux, Macdonald ne remplît parfaitement sa mission. Le maréchal n'en doutait pas lui-même, et il continua de s'avancer hardiment contre le général Blucher.

Un incident, peu important au premier aspect, apporta dès le début un fâcheux changement à cette situation en apparence si avantageuse. Napoléon en partant avait adressé au maréchal Ney l'ordre de le suivre à Dresde ; mais cet ordre ne spécifiant pas assez clairement qu'il s'agissait de la personne du maréchal Ney et non de ses troupes, on avait dirigé le 3ᵉ corps lui-même sur la route de Dresde, et l'armée française vers son aile gauche avait semblé se mettre en retraite. Blucher, impatient par caractère et par position de reprendre l'offensive, avait conclu du mouvement rétrograde d'une portion de notre ligne que Napoléon n'était plus là, et qu'il fallait revenir sur l'armée française privée de sa présence, et probablement aussi d'une partie des forces qu'elle avait un moment déployées. De son côté Macdonald avait voulu rendre à ses troupes l'attitude qu'elles venaient de perdre, et s'était hâté, sans tenir assez compte des circonstances, de se reporter en avant. Il devait de cette double disposition résulter un choc violent et prochain.

Le 3ᵉ corps (général Souham) ayant fait d'abord une marche en arrière, puis une nouvelle marche en avant, afin de revenir à Liegnitz, avait laissé dans cet inutile déplacement un certain nombre d'hommes sur les chemins. Le 25 août au soir il était de retour à sa première position. Le 11ᵉ corps (général Gérard), formant le centre, n'avait pas quitté Goldberg, et le 5ᵉ (général Lauriston) formant la droite, était également demeuré immobile. Le maréchal Macdonald ayant tout son monde en ligne, résolut de se porter dès le lendemain 26 sur Jauer, point qu'il devait occuper pour obéir à ses instructions. Bien que Napoléon ne voulût pas établir son armée de Silésie plus loin que le Bober, il désirait cependant qu'elle eût ses avant-postes sur la Katzbach, de Jauer à Liegnitz, afin de mieux vivre, et d'intercepter plus sûrement tout détachement envoyé de la Bohême sur Berlin.

Voici comment le maréchal Macdonald s'y prit pour l'exécution de son mouvement. Quoique à Goldberg il fût sur l'un des bras de la Katzbach, par conséquent fort au delà du Bober, il y avait sur sa droite un point du Bober resté au pouvoir de l'ennemi, c'était celui de Hirschberg, dans les montagnes. Il détacha une division du 11ᵉ corps, celle du général Ledru, et lui ordonna de remonter le Bober de notre côté, c'est-à-dire par la rive gauche, tandis que la division Puthod, du corps de Lauriston, le remonterait par la rive droite, de manière à surprendre Hirschberg par les deux rives. Pendant que ce mouvement s'opérait sur notre extrême droite, et tout à fait dans les montagnes, le maréchal Macdonald prit le parti de marcher lui-même sur Jauer, avec les corps de Lauriston et de Gérard, diminués chacun d'une division. Il n'y avait pour arriver à Jauer aucun cours d'eau important à franchir, mais seulement quelques ravins plus ou moins profonds à traverser, sur lesquels on pouvait trouver l'ennemi en force. Le maréchal Macdonald se flattait de le débusquer, soit par une attaque directe des généraux Gérard et Lauriston sur Jauer même, soit par un mouvement latéral des généraux Souham et Sébastiani sur Liegnitz.

Il prescrivit en effet au général Souham de partir de Liegnitz avec le 3ᵉ corps, et de prendre la route de cette ville à Jauer, laquelle vient donner dans le flanc même de Jauer en traversant le plateau de Janowitz. Il espérait que vingt-cinq mille hommes menaçant l'ennemi en flanc, lui ôteraient jusqu'à l'idée de résister à l'attaque de front qu'exécuteraient contre lui les généraux Lauriston et Gérard. Malheureusement il y avait une assez grande distance entre le chemin qu'allait suivre le général Souham sur le plateau de Janowitz et la route qu'avaient à parcourir les généraux Gérard et Lauriston pour marcher en droite ligne sur Jauer. Le général Gérard, le moins éloigné des deux, devait remonter le ravin profond de la Wutten-Neiss, petite rivière torrentueuse qui de Jauer va tomber dans la Katzbach, en contournant le plateau de Janowitz. Pour établir quelque liaison entre les deux principales masses de ses forces, le maréchal Macdonald assigna au général Sébastiani une route intermédiaire, celle de Buntzlau à Jauer, qui, suivant d'abord le ravin de la Wutten-Neiss, puis franchissant cette rivière, aboutit sur le plateau de Janawitz. Tous les ordres furent expédiés pour être exécutés le 26 au matin sans remise.

Le 26, une pluie d'orage qui avait duré la

nuit entière, avait fait déborder toutes les rivières, et rendu les chemins presque impraticables. Le maréchal Macdonald, pressé de reprendre l'offensive, ne tint pas compte du mauvais temps, et exigea qu'il fût donné suite à ses ordres. Tandis que les divisions Puthod et Ledru remontaient les deux rives du Bober jusqu'à Hirschberg, les corps de Lauriston et de Gérard marchaient sur Jauer, descendant, gravissant tour à tour les bords des ravins qu'il fallait franchir pour arriver à cette petite ville. Malgré les difficultés que la pluie leur opposait, nos agiles tirailleurs, dépostant ceux de l'ennemi, les obligèrent partout à se replier. A gauche, les choses furent moins faciles.

Le général Sébastiani après s'être mis en route un peu tard n'était pas encore à l'entrée du ravin de la Wutten-Neiss, tandis que le général Gérard y avait déjà pénétré, et que Lauriston, marchant parallèlement à celui-ci, était fort en avant. Le général Souham, de son côté, ayant trouvé à Liegnitz la Katzbach débordée, avait cherché un passage au-dessus, et était ainsi venu prendre la même route que le général Sébastiani. Il y eut là pendant quelque temps 23 à 24 mille hommes d'infanterie, 5 à 6 mille chevaux, et plus de cent bouches à feu engouffrés dans un ravin profond, jusqu'à ce que s'élevant sur le bord de ce ravin ils pussent déboucher sur le plateau de Janowitz. Dans ce moment la cavalerie prussienne en reconnaissance avait descendu ce plateau, et n'apercevant pas nos troupes, s'était fort avancée dans le ravin de la Wutten-Neiss. Le général Gérard, cheminant sur la rive opposée de cette rivière, découvrit les escadrons prussiens qui avaient déjà dépassé sa gauche, et il fit tirer sur eux par derrière. La pluie, qui n'avait pas cessé, fut cause qu'il partit à peine une quarantaine de coups de fusil. Mais ils suffirent pour avertir les escadrons prussiens du mauvais pas où ils s'étaient engagés, et ils rebroussèrent chemin au galop. Le général Gérard ayant fait amener son artillerie, et tirant d'une rive à l'autre, joncha le défilé d'un bon nombre de ces imprudents cavaliers.

Cet incident suggéra au maréchal Macdonald l'idée de lancer tout de suite quelques bataillons de la division Charpentier, l'une des deux du général Gérard, sur le plateau de Janowitz, afin de s'en emparer, et d'aider ainsi les généraux Sébastiani et Souham à s'y déployer. L'ordre donné fut exécuté sur-le-champ. Le général Charpentier, avec l'une de ses brigades et une batterie de réserve de 12, passa la Wutten-Neiss à Nieder-Krayn, gravit le plateau et s'y déploya malgré les avant-postes prussiens. Il fut immédiatement rejoint par la cavalerie du général Sébastiani, qui vint successivement prendre position sur sa gauche. Le général Souham s'apprêtait à la suivre, mais lentement, ainsi que le comportaient le temps, la nature des lieux, et le nombre de troupes accumulées dans cet étroit défilé.

Sur ce même point Blucher arrivait à l'instant avec la plus grande partie de ses forces. Comptant sur la position de Jauer, il n'y avait laissé que le corps de Langeron, et avait porté à la fois York et Sacken sur le plateau de Janowitz pour parer au mouvement de flanc qui le menaçait. A la vue de nos troupes gravissant le bord du ravin de la Wutten-Neiss pour s'établir sur le plateau, il avait pensé que nous ne pourrions pas lui opposer beaucoup de monde à la fois, et qu'en nous abordant avec quarante mille hommes, il nous culbuterait facilement dans le ravin dont nous tâchions de sortir. Il se fit d'abord précéder par une puissante artillerie, dont la brigade du général Charpentier supporta le feu avec sang-froid, et auquel elle répondit avec sa batterie de douze. Il fit mieux encore, et lança sur elle dix mille chevaux. Notre infanterie, formée en carré, voulut en vain leur opposer ses feux, éteints par la pluie; réduite à ses baïonnettes, elle s'en servit bravement, et arrêta tout court l'élan de la cavalerie ennemie. Le général Sébastiani, rachetant sa lenteur par sa vigueur, chargea cette cavalerie et la ramena; mais il fut ramené à son tour, et ne put résister longtemps à des forces triples des siennes. Il fut contraint d'opérer un mouvement rétrograde, et découvrit ainsi la gauche de la brigade Charpentier. Alors Blucher, qui n'avait pu ébranler cette brave brigade avec ses cavaliers, jeta sur elle plus de vingt mille hommes d'infanterie. Elle reçut et soutint plusieurs charges à la baïonnette; mais bientôt accablée par le nombre, elle perdit du terrain, et finit par être poussée jusqu'au bord du ravin de la Wutten-Neiss. Malgré une ferme contenance, elle fut obligée d'y redescendre, et elle s'y trouva pêle-mêle avec la cavalerie Sébastiani qui se repliait aussi, et avec la tête du corps de Souham qui arrivait. On conçoit quel encombrement, quel désordre dut s'y produire, et que de pertes on dut y faire, surtout en canons, car notre artillerie embourbée dans les terres avait été privée de ses chevaux presque tous tués par le feu ennemi.

On se retira donc, refoulés vivement dans cet étroit passage jusqu'au village de Kroitsch où la

Wutten-Neiss se joint à la Katzbach, et où Blucher n'osa pas nous poursuivre.

Cette échauffourée sur un seul point, laquelle nous avait coûté tout au plus un millier d'hommes, suffit pour convertir en une espèce de déroute générale une opération qui avait réussi sur le reste de notre ligne. En effet, les généraux Gérard et Lauriston, attaquant avec une extrême énergie les positions que Langeron avait successivement occupées et abandonnées, étaient déjà parvenus en vue de Jauer, malgré le mauvais temps, et allaient s'en emparer, lorsqu'ils furent arrêtés par la nouvelle de ce qui s'était passé à leur gauche. Ils furent donc sous peine d'imprudence contraints de rétrograder, et ils revinrent jusqu'à Goldberg où ils entrèrent vers minuit, dans un état fort triste, ayant rencontré en route les débris des troupes battues sur le plateau de Janowitz, et ayant eu à traverser un immense encombrement de voitures embourbées, de blessés qu'on emportait avec la plus grande peine par un temps devenu affreux. Il fallut bivaquer comme on put, sous une pluie continuelle, les uns dans Goldberg, les autres en dehors, la plupart sans vivres, sans abri, en un mot dans un état misérable.

C'est pour les traverses de ce genre que sont bons les vieux soldats. Au feu, de jeunes soldats menés par des officiers vigoureux sont plus impétueux sans doute, parce qu'ils connaissent moins le danger ; mais au premier revers ils s'étonnent, à la première souffrance ils se rebutent, et surtout s'ils sont depuis peu au drapeau, il suffit d'un échec pour troubler toutes leurs idées, et convertir leur téméraire bravoure en abattement profond. Cependant avec des vivres on aurait pu retenir nos conscrits dans les cadres, et, au retour du soleil, avec une nouvelle impulsion donnée par des chefs énergiques, on serait parvenu à leur rendre la confiance. Mais il fallut, sans vivres, sans abri, passer une nuit horrible, avec certitude d'avoir le lendemain sur les bras quatre-vingt mille hommes, victorieux ou croyant l'être. Le lendemain matin, le ciel, qui était encore chargé d'eau, continua de verser sur nos soldats des torrents de pluie. Heureusement la Katzbach, qu'on avait repassée la veille, leur servit de protection contre la poursuite impétueuse de Blucher. Elle était tellement débordée, qu'à peine il put faire passer sa cavalerie. On réussit donc à se retirer sans avoir l'infanterie des alliés sur les bras ; mais on fut poursuivi par une nuée de cavaliers que nos fusils n'arrêtaient guère, faute de pouvoir faire feu. Nos jeunes soldats, plus fermes devant l'ennemi que devant le mauvais temps, opposèrent avec leurs baïonnettes une barrière de fer aux cavaliers russes et prussiens, et parvinrent ainsi à les contenir. Obligés néanmoins de s'éloigner à la hâte, ils laissèrent en arrière une grande partie de leur artillerie embourbée, et il arriva que beaucoup d'entre eux, rebutés ou mourants de faim, s'étant éparpillés dans les villages pour vivre, furent pris, ou initiés de bonne heure au dangereux et corrupteur métier de maraudeurs. Le corps du général Souham, couvert par la cavalerie du général Sébastiani, put se retirer sain et sauf à travers la plaine, et gagner Buntzlau. Les corps des généraux Gérard et Lauriston, plus vivement poursuivis, et n'ayant pas de grosse cavalerie pour se couvrir, trouvèrent un abri dans les bois qui séparent la Katzbach du Bober, entre Goldberg et Lowenberg. Ils y passèrent la nuit un peu mieux abrités, mais pas mieux nourris que la veille. Ces deux corps, rendus dans la journée du 28 en face de Lowenberg, voulurent en vain y passer le Bober. Le pont n'était pas détruit, mais il fallait pour arriver jusqu'à ses abords traverser une inondation de trois quarts de lieue d'étendue, et il n'y eut d'autre ressource que de redescendre la rive droite du Bober pour le franchir à Buntzlau, où étaient déjà Souham et Sébastiani. Pour la première fois depuis trois jours, on trouva des toits et des subsistances, bien disputés du reste, car on était cinquante mille au moins accumulés sur un seul point.

Le maréchal Macdonald, ferme, sage, expérimenté, loyal, mais presque toujours malheureux depuis la funeste journée de la Trebbia, n'avait pas le tort de s'abuser sur sa mauvaise fortune. Aussi, rentré à Buntzlau, ne regardait-il pas comme apaisée la cruelle fatalité qui le poursuivait, et il tremblait pour la division Puthod, hasardée seule au delà du Bober, jusqu'à la hauteur de Hirschberg. On ne pouvait avoir d'inquiétude pour la division Ledru, laquelle avait cheminé par la rive gauche qui nous appartenait, mais si la division Puthod n'avait pas profité du pont de Hirschberg pour revenir en deçà du Bober, son sort était évidemment compromis. C'était en effet ce qui devait arriver. Cette division ayant remonté le Bober par une rive tandis que la division Ledru le remontait par l'autre, n'avait point usé du pont de Hirschberg lorsqu'il en était temps encore, et s'était vue séparée par d'immenses masses d'eau de ses compagnons d'armes, qui lui tendaient vainement les mains du haut de la rive gauche. Le 29 elle imagina de descendre par la rive droite,

vis-à-vis de Lowenberg, près de Zopten. Là, réduite de 6 mille hommes à 3 mille par la fatigue, la faim, le froid des nuits, l'abattement, elle fut assaillie par les troupes de Blucher, refusa de se rendre, se défendit vaillamment, et finit par être prise ou détruite. L'infortuné Macdonald, plus infortuné qu'elle encore, entendant de Buntzlau le feu de l'artillerie, devinant l'affreux sacrifice qui se consommait, voulait avec quelques troupes remonter par la rive droite à la hauteur de Zopten, mais on lui fit sentir le danger, l'inutilité peut-être de ce secours, et il fut obligé de laisser immoler sous ses yeux de malheureux soldats perdus à la suite de sa mauvaise étoile.

Le 30 on se trouva tous réunis sur la gauche du Bober, mais au nombre de 50 mille hommes au plus, au lieu de 70 mille qu'on était quelques jours auparavant, et après avoir laissé cent pièces de canon dans les fanges. Le feu n'avait pas détruit plus de 3 mille hommes sur les 20 mille qui manquaient; mais l'ennemi en avait ramassé 7 à 8 mille, et il y en avait 9 à 10 mille débandés, qui avaient jeté ou perdu leurs fusils, et qui n'avaient guère envie d'en prendre d'autres. Une trop subite épreuve des souffrances de la guerre, succédant à une confiance aveugle, avait tout à coup réveillé en eux le sentiment qu'ils éprouvaient en quittant leurs chaumières six mois auparavant, celui de la haine contre l'homme qui les sacrifiait, à peine sortis de l'adolescence, à une ambition désordonnée. Braves, ils l'étaient toujours, et on pouvait tout attendre d'eux si on parvenait à les faire rentrer dans les rangs, mais c'était difficile. Irrités et dégoûtés, ils aimaient mieux vivre en pillant le pays ennemi que reprendre des armes pour un dieu cruel qui dévorait, disaient-ils, leur jeunesse sans pitié et sans motif. Macdonald se vit donc sur le Bober avec cinquante mille soldats découragés, et neuf ou dix mille traînards suivant l'armée, et alléguant le défaut de fusils pour ne pas revenir au drapeau. Poniatowski était resté sain et sauf à Zittau avec ses dix mille Polonais.

Les causes de ce malheur étaient de diverses natures : il y en avait d'accidentelles, il y en avait de générales. Les causes accidentelles, c'étaient le mauvais temps, l'ordre équivoque au maréchal Ney qui avait entraîné un mouvement rétrograde inutilement fatigant pour les troupes, ramené l'ennemi prématurément, et poussé le maréchal Macdonald à prendre une offensive précipitée ; c'étaient peut-être aussi quelques fautes du général en chef, qui avait envoyé deux divisions sur Hirschberg pour en expulser l'ennemi que notre présence à Jauer aurait suffi pour en éloigner ; qui pendant la bataille avait laissé trop isolée les deux fractions de son armée, et en prenant pour les relier le parti d'occuper le plateau de Janowitz, ne l'avait fait qu'avec des forces insuffisantes, qui avait trop méprisé enfin les difficultés naissant du temps et des routes. Les causes générales, et celles-là beaucoup plus redoutables encore, c'étaient le patriotisme des coalisés, leur ardeur à revenir sans cesse à la charge dès qu'ils voyaient la moindre chance de recommencer la lutte avec avantage, c'était surtout la jeunesse de nos troupes, impétueuses au feu, mais trop nouvelles aux traverses de la guerre, parties avec le sentiment qu'on les sacrifiait à une folle ambition, oubliant ce sentiment devant l'ennemi, mais l'éprouvant plus vivement que jamais au premier revers, et après s'être conduites vaillamment dans le combat, jetant leurs armes dans la retraite, par dépit, découragement, épuisement moral et physique.

Ces mêmes causes avaient produit sur la route de Berlin un revers moins éclatant, mais tout aussi fâcheux par ses conséquences.

On a vu quelle importance Napoléon attachait à diriger un corps sur Berlin, afin de rejeter l'armée du Nord loin du théâtre de la guerre, d'infliger une humiliation à Bernadotte, de saisir l'imagination des Allemands en entrant dans la principale de leurs capitales, de frapper au cœur le Tugend-Bund, de dissoudre le ramassis dont il croyait l'armée de Bernadotte composée, et de tendre enfin la main à nos garnisons de l'Oder et de la Vistule. Pour atteindre ces buts divers, il avait donné au maréchal Oudinot, outre le 12ᵉ corps que ce maréchal commandait directement, le 7ᵉ confié au général Reynier, et le 4ᵉ confié au général Bertrand. Le 12ᵉ, comprenant deux bonnes divisions françaises et une bavaroise, comptait environ 18 mille hommes ; le 7ᵉ, formé de la division française Durutte et de deux saxonnes, en comptait 20 mille ; le 4ᵉ ayant une seule division française, excellente il est vrai, celle du général Morand, et deux étrangères, l'italienne Fontanelli et la wurtembergeoise Franquemont, était comme le précédent, fort d'une vingtaine de mille hommes. Le duc de Padoue avec 6 mille chevaux formait la réserve de cavalerie. C'étaient donc à peu près 64 mille hommes, au lieu de 70 mille qu'on avait d'abord espérés, parmi lesquels beaucoup de *ramassis*, comme disait Napoléon, car dans l'effectif total

il entrait pour un tiers au moins de soldats de toutes nations, quelques-uns très-médiocres, et la plupart très-mal disposés. La composition sous le rapport des chefs ne laissait pas moins à désirer. Le maréchal Oudinot, aussi brave, aussi résolu sur le champ de bataille qu'on pouvait l'être, n'avait jamais exercé un commandement de cette importance, avait la noble modestie de se défier de lui-même, et osait à peine faire sentir son autorité à ses lieutenants, les généraux Reynier et Bertrand. Le général Reynier, officier savant et solide, comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire ailleurs, mais malheureux, était plein de prétentions, se croyait supérieur à la plupart des maréchaux, se plaignait amèrement de n'être que lieutenant général, et, comme Vandamme, était trop impatient peut-être de gagner une dignité qu'on lui avait tant fait attendre. Le général Bertrand, honoré de la faveur de Napoléon et y tenant, la justifiant par une grande application à ses devoirs, par la bravoure la plus sûre de toutes, celle du dévouement, mais plus propre aux travaux du génie qu'à la direction des troupes, ayant de l'esprit, mais ne l'ayant pas toujours juste, était un subordonné déférent en apparence, et plus obséquieux que soumis. Le maréchal Oudinot, fort embarrassé d'avoir à dominer ces prétentions diverses, ne l'osait faire qu'avec des ménagements infinis, peu compatibles avec la vigueur et la promptitude du commandement. Placé plus près des lieux que Napoléon, recueillant tous les bruits du pays, il ne s'abusait pas sur la force de l'ennemi et sur la difficulté du terrain. Il savait que Bernadotte avec une certaine quantité de gens de toutes sortes, levés à la hâte, avait cependant un excellent corps suédois, un corps russe très-solide, et surtout un corps prussien, celui du général Bulow, très-nombreux, très-animé, très-disposé à se battre. Outre ce corps de Bulow, il y avait un second corps prussien sous le général Tauenzien, destiné d'abord au blocus des places, mais duquel on avait tiré ce qu'il y avait de meilleur pour l'employer à la guerre offensive. Ces troupes réunies composaient un total de 90 mille hommes environ, campés en avant de Berlin. Le prince de Suède avait détaché sous le général Walmoden une vingtaine de mille hommes, comprenant ce qui méritait le nom de *ramassis*, pour tenir tête, derrière les nombreux canaux du Mecklembourg, au corps d'armée qui était sorti de Hambourg sous le maréchal Davoust. Le reste des 150 mille hommes commandés par le prince de Suède avait été consacré au blocus ou au siége des places de l'Oder et de la Vistule.

Le maréchal Oudinot était parfaitement informé de cet état de choses, et en était justement préoccupé. Les lieux ajoutaient à la difficulté de sa tâche. En s'avançant sur Berlin, entre l'Elbe et la Sprée, on devait cheminer entre une double ligne d'eaux tour à tour stagnantes ou courantes, lesquelles peuvent se désigner, l'une par la rivière de la Dahne qui se jette dans la Sprée au-dessus de Berlin, l'autre par la rivière de la Nuthe qui se jette dans le Havel à Potsdam. Au sein de l'angle formé par cette double ligne d'eaux, se trouvait l'armée du Nord, établie dans une bonne position, celle de Ruhlsdorf, couverte par une puissante artillerie, et gardée au loin par une cavalerie innombrable. On ne pouvait s'aventurer à travers ce labyrinthe de bois, de sables, d'étangs, de rivières, qu'en courant toujours un double danger, celui d'être débordé ou tourné si on marchait sur une seule route, et, si on voulait en tenir plusieurs, celui d'être séparé en deux ou trois corps, que la privation de communications transversales rendait incapables de se secourir l'un l'autre.

Au moment de partir pour cette expédition, le maréchal Oudinot se défiant à la fois de l'ennemi, des lieux, de ses lieutenants, de lui-même, aurait volontiers cédé à d'autres le périlleux bonneur qu'on lui avait destiné. Napoléon lui avait bien écrit qu'il y aurait dans peu de jours plus de cent mille Français à Berlin, car dans ses calculs, malheureusement faits de loin, il avait compris les 30 mille hommes du maréchal Davoust, et les 10 mille hommes qui devaient sortir de Magdebourg sous le général Girard. Mais avant que cette réunion pût s'effectuer, il fallait que la première difficulté eût été vaincue, celle de percer sur Berlin, et celle-là on devait la surmonter avec une armée de beaucoup inférieure à l'armée ennemie, et à travers un pays presque impénétrable. Le maréchal Oudinot n'avait donc pas pris ces promesses fort au sérieux, et il se voyait toujours, au milieu d'un pays des plus difficiles, obligé, avec 64 mille hommes, de marcher contre Berlin protégé par 90 mille. Le 18 août il était réuni à Baruth, à trois journées de Berlin, avec ses trois corps. Mais ayant à rallier la division de grosse cavalerie du général Defrance, qui devait faire partie de la réserve du duc de Padoue, et qui venait rejoindre l'armée par Wittenberg, il opéra un mouvement transversal de droite à gauche, et se

porta de Baruth à Luckenwalde. (Voir la carte n° 58.) Après avoir rallié sa grosse cavalerie, il reprit sa route au nord, s'avançant entre Zossen et Trebbin, au centre de cette double ligne d'eaux qui viennent, comme nous l'avons dit, converger sur Berlin.

Le 21 il était en face de Trebbin, à quelques lieues de l'armée ennemie, qui commençait à se concentrer à mesure que le terrain se resserrait et que nous approchions. Entre les deux lignes d'eau s'élevait une suite de coteaux boisés, et sur le flanc de ces coteaux se développaient les deux routes par lesquelles on pouvait s'acheminer sur Berlin. L'une des deux routes, celle de gauche, passant à Trebbin, avait un ruisseau à franchir, puis à gravir un coteau couvert de bois, pour déboucher sur Gross-Beeren. Celle de droite, entièrement séparée de la précédente, après avoir gravi aussi des coteaux, allait déboucher par Blankenfelde sur la droite et à quelque distance de Gross-Beeren. Le maréchal Oudinot résolut de suivre ces deux routes à la fois, par précaution d'abord, car il ne voulait pas être tourné en négligeant l'une des deux, par condescendance ensuite, car ses lieutenants aimaient assez à marcher séparément, et il se flattait que ces obstacles surmontés, on se réunirait pour aborder l'ennemi en masse.

Le 21 il attaqua Trebbin avec le 12e corps, dirigea le 4e, celui du général Bertrand, sur Schultzendorf, et achemina le 7e, celui du général Reynier, entre deux, vers un village appelé Nunsdorf. La petite ville de Trebbin, assez bien retranchée, était occupée par un détachement des troupes de Bulow. Le corps de Tauenzien gardait la route de droite, celle de Blankenfelde. Le maréchal Oudinot commença par accabler Trebbin de ses projectiles, puis il y envoya une brigade de la division Pacthod, pendant que le 7e corps menaçait par Wittstock de tourner la position. Ces mouvements combinés produisirent leur effet. La brigade de la division Pacthod entra baïonnette baissée dans un faubourg de Trebbin, et les Prussiens, se voyant déjà débordés par le 7e corps, nous abandonnèrent cette petite ville, repassèrent le ruisseau qu'ils avaient mission de défendre, et se replièrent sur les coteaux en arrière. Vers la route de droite, le général Bertrand avait occupé Schultzendorf avec le 4e corps.

Le lendemain 22, il fallut franchir le ruisseau disputé la veille, gravir ensuite les coteaux sur lesquels s'élevait la route de Berlin, et sur la route de droite gravir également les hauteurs le long desquelles passait le chemin de Blankenfelde. Le maréchal Oudinot aborda le ruisseau sur deux points, par Wilmorsdorf et Wittstock. La division Guilleminot du 12e corps, la division Durutte du 7e, ayant rétabli le passage avec des chevalets, assaillirent hardiment les redoutes de l'ennemi, et les occupèrent sans perdre beaucoup de monde. Les troupes du corps de Bulow les évacuèrent en se retirant définitivement vers la position centrale choisie par le prince de Suède. Sur le côté opposé, le général Bertrand après une vive canonnade atteignit la position de Jubnsdorf, conduisant à Blankenfelde. On avait donc fait un nouveau pas dans ce fourré, où l'on était condamné soit à marcher divisés en cheminant sur deux routes latérales presque sans communication entre elles, soit à marcher sans précaution contre un mouvement de flanc, si on prenait une seule route. Sans doute il eût été possible de parer à cet inconvénient, en s'avançant avec la masse de ses forces par une route seulement, et en ne dirigeant sur l'autre que quelques détachements de troupes légères, mais il eût fallu disloquer les divers corps, et pour cela exercer à l'égard de leurs chefs une autorité que le maréchal Oudinot, commandant direct du 12e, et plutôt conseiller que chef des 7e et 4e, n'osait pas s'attribuer.

Tout annonçait qu'on approchait définitivement de l'ennemi, et qu'on allait se trouver face à face avec lui. Le ruisseau sur le bord duquel on avait combattu la veille une fois franchi, on allait longer le flanc de coteaux boisés, et aboutir à un village nommé Gross-Beeren, vis-à-vis de la position centrale de Ruhlsdorf, occupée par l'armée du Nord. On devait par la route de droite opérer un mouvement semblable sur le flanc des coteaux de Juhnsdorf et de Blankenfelde, et si on parvenait à y vaincre la résistance de l'ennemi, on était assuré de déborder de ce côté la position de Gross-Beeren.

Le maréchal Oudinot espérant ne rencontrer l'ennemi qu'après avoir dépassé Gross-Beeren, et lorsqu'on aurait eu le temps de se réunir, laissa par excès de condescendance une tâche distincte à chacun de ses lieutenants. Il décida que sur la route de droite le général Bertrand enlèverait Blankenfelde, pour se porter ensuite sur Gross-Beeren ; que sur la route de gauche le général Reynier, qui avait forcé la veille le ruisseau de Trebbin et gravi les coteaux au delà, cheminerait sur le flanc de ces coteaux en sui-

vant la lisière des bois jusqu'à Gross-Beeren, et là s'arrêterait pour prendre position. Quant à lui, au lieu de marcher avec le 12ᵉ corps derrière le général Reynier pour lui servir d'appui, il imagina de passer par Arensdorf sur l'autre versant des hauteurs que ce général devait parcourir, comme s'il eût craint d'importuner ses lieutenants par sa présence. Il devait ensuite déboucher sur Gross-Beeren, mais à deux lieues sur la gauche, distance à peu près égale à celle qui en devait séparer le général Bertrand sur la droite.

Le 23 août au matin chacun se mit en mouvement selon la direction qui lui était assignée. Sur la route de droite, le général Bertrand s'étant présenté devant la hauteur de Blankenfelde, y trouva le général Tauenzien fortement établi, et fut obligé d'engager avec lui une violente canonnade. Sur la route de gauche, le général Reynier, avec le 7ᵉ, longea pendant près de trois lieues le flanc des coteaux dont le maréchal Oudinot parcourait le revers, chemina sans grande difficulté, et déboucha devant Gross-Beeren. Sur-le-champ il attaqua ce village, et en débusqua la division du général de Borstell. Avec une impatience de succès, très-mauvaise conseillère, il s'avança fort au delà de ce village au lieu de s'y établir, et aperçut en position, à Ruhlsdorf, l'armée du prince de Suède tout entière. A droite devant lui il avait la division de Borstell, repliée sur le gros du corps prussien de Bulow, au centre mais tirant un peu sur la gauche l'armée suédoise, tout à fait à gauche enfin les Russes, c'est-à-dire, sans compter le corps de Tauenzien, un rassemblement d'environ 80 mille hommes, couverts par une nombreuse artillerie. Il n'avait pour faire face à cette ligne formidable que 18 mille hommes, dont 6 mille Français, soldats excellents, et 12 mille Saxons qui ne valaient plus ceux qui avaient fait sous ses ordres la campagne de Russie. Il n'éprouvait certes pas l'envie de se mesurer avec une pareille masse d'ennemis; mais s'étant assez avancé pour donner prise, il ne pouvait manquer de les avoir bientôt sur les bras.

En effet les Prussiens du général Bulow brûlaient d'impatience de nous combattre, et de couvrir de leurs corps la route par laquelle nous prétendions arriver à Berlin. Bernadotte hésitait. C'était la première fois qu'il allait rencontrer les Français, et il les craignait encore plus que sa conscience. Il tremblait de voir disparaître en un jour le prestige dont il avait cherché à s'entourer au milieu des étrangers, en se donnant pour le principal auteur des succès de Napoléon. Il craignait aussi de compromettre l'armée suédoise, qu'il savait ne pouvoir pas remplacer si elle était détruite. Il s'agissait donc pour lui de jouer sa fortune, sa couronne en un instant, et il était saisi d'une hésitation qui faisait douter de son courage de soldat. Le général Bulow, comme tous les Prussiens, se défiant encore plus de la loyauté de Bernadotte que de sa valeur, n'attendit pas son commandement, et avec les 30 mille hommes qu'il avait sous ses ordres, marcha sur le général Reynier. Il se fit précéder de beaucoup de bouches à feu, et, pour l'ébranler plus sûrement, il porta sur le flanc de son adversaire la division de Borstell. Bernadotte ne pouvant plus reculer, mais ne voulant pas engager toutes ses forces, se contenta de détacher sa cavalerie avec une nombreuse artillerie contre la gauche de Reynier, dont la division Borstell menaçait la droite. Le général Reynier, qui une fois au danger s'y comportait avec la valeur d'un vieil officier de l'armée du Rhin, tint bon, espérant être bientôt secouru. Il exécuta un mouvement rétrograde pour prendre une meilleure position, et appuyant sa droite aux maisons de Gross-Beeren, sa gauche à une hauteur d'où son artillerie plongeait sur l'ennemi, il fit très-bonne contenance. Les Prussiens, malgré une épaisse mitraille, s'avancèrent résolûment, animés par le double désir de sauver Berlin et de saisir une proie qu'ils croyaient assurée. La division Durutte résista héroïquement; mais les Saxons, pour la plupart conscrits de l'année, joignant à la faiblesse de leur âge un très-mauvais esprit, travaillés par des officiers qui leur rappelaient que Bernadotte les avait commandés en 1809 et traités comme un père, ne résistèrent pas longtemps, et laissèrent sans appui la division Durutte. Celle-ci fut obligée de se retirer, mais elle le fit en bon ordre, et en ôtant à l'ennemi le goût de la poursuivre. De son côté la division Guilleminot, du 12ᵉ corps, s'avançant sous la conduite du maréchal Oudinot sur le revers de la position, se trouvait à Arensdorf au moment de la plus violente canonnade. Elle se hâta de courir au feu, et se rabattit par sa droite à travers les bois, afin de secourir Reynier par le plus court chemin. Arrivant trop tard pour faire changer la face du combat, elle servit toutefois à contenir l'ennemi, et se replia ensuite, assaillie plusieurs fois par la cavalerie russe sans

en être ébranlée. Chacun se reporta sur le point de départ du matin, le 12e corps sur Thyrow, le 7e sur Wittstock. Le 12e était en bon état, le 7e se trouvait désorganisé par la complète déroute des Saxons. Plus de 2 mille de ces alliés avaient été pris, avec quinze bouches à feu; quelques mille s'étaient débandés, les uns pour aller joindre les Suédois, les autres pour s'enfuir sur les derrières. Quant au général Bertrand qui dirigeait le 4e corps, il avait fait d'assez grands efforts pour surmonter la résistance de Tauenzien à Blankenfelde, et n'y avait point réussi. Il ne l'aurait pu qu'en poussant ces efforts à l'extrême, mais il le croyait inutile, pensant que le succès du corps principal à Gross-Beeren obligerait Tauenzien à décamper. De la sorte, chacun avait combattu sans accord, sans concert, comptant mal à propos sur son voisin, les uns sans dommage comme Bertrand et Oudinot, les autres au contraire avec un dommage notable, comme le général Reynier.

Cependant cet échec, si on n'avait eu que des troupes exclusivement françaises et d'un esprit sûr, n'aurait pas pu être suivi de grandes conséquences, car, après tout, on n'avait perdu que 2 mille hommes en ligne. Mais avec une moitié de l'effectif total en troupes italiennes et allemandes toujours prêtes à nous quitter, et une autre moitié de jeunes soldats français, trop confiants d'abord, et maintenant tout étonnés d'un revers, il était difficile de continuer à s'avancer sur Berlin en présence de 90 mille hommes, sur le corps desquels il aurait fallu passer. Déjà plus de 10 mille alliés, les uns Saxons, les autres Bavarois, avaient quitté nos rangs et couraient vers l'Elbe en poussant le cri de *Sauve qui peut!* Dans un pareil état de choses le maréchal Oudinot pensa qu'il fallait battre en retraite, et se rapprocher de l'Elbe. Le lendemain, 24 août, il commença son mouvement rétrograde, l'exécuta en bon ordre, mais toujours pressé vivement par les Prussiens, ivres de joie et d'orgueil, accusant Bernadotte de trahison ou de lâcheté parce qu'il n'était pas aussi ardent qu'eux, et courant sans le consulter à la poursuite de l'ennemi, plus vaincu à leurs yeux qu'il ne l'était véritablement. Le maréchal Oudinot aurait pu s'arrêter et réprimer peut-être leur ardeur; toutefois, dès qu'il n'était plus en marche sur Berlin, et qu'il devait renoncer à l'espérance d'entrer dans cette capitale, risquer une action douteuse avec des soldats ébranlés lui parut peu sage, le résultat d'ailleurs ne pouvant consister qu'à se maintenir entre Berlin et Wittenberg, dans un pays qui ne lui présentait ni appui ni ressources. Il prit donc le parti le plus sûr, celui de venir se placer sous le canon de Wittenberg, où il était assuré de ne courir aucun danger, où il couvrait l'Elbe, où il avait abondamment de quoi subsister, et pouvait enfin remettre le moral de ses soldats. Il y arriva les 29 et 30 août, toujours disputant fortement le terrain à mesure qu'il rétrogradait. Pendant ce temps, la division active de Magdebourg était sortie de cette place sous la conduite du général Girard, avait été assaillie par le général Hirschfeld et les coureurs russes de Czernicheff, et bientôt accablée par le nombre, était rentrée dans Magdebourg après avoir perdu un millier d'hommes et quelques pièces de canon. Aux environs de Hambourg, le maréchal Davoust, sorti de la place avec 30 mille hommes, dont 10 mille Danois, s'était avancé dans la direction de Schwérin, forçant le corps anglo-allemand qu'il avait devant lui à se replier, et prêt à lui passer sur le corps s'il apprenait un succès du maréchal Oudinot dans les environs de Berlin. Mais, dans le doute, il était obligé à beaucoup de circonspection, et se conduisait de manière à n'avoir pas d'échec, surtout pas de désastre.

Dès que le corps principal, celui du maréchal Oudinot, n'avait pu pénétrer jusqu'à Berlin, la réunion de plus de cent mille hommes dans cette capitale, que Napoléon avait espérée, n'était plus qu'un rêve. Sans doute il y avait eu quelques fautes commises : le maréchal Oudinot n'avait pas tenu ses corps assez réunis; ses lieutenants n'avaient pas eu le goût de marcher ensemble, et il avait eu le tort de trop se prêter à ce goût. Certainement il y avait ces fautes à relever dans l'exécution du mouvement sur Berlin; mais le tort essentiel (il est à peine nécessaire de le dire) était à Napoléon, qui avait trop méprisé ce qu'il appelait le *ramassis* de Bernadotte, qui lui avait opposé à son tour un vrai *ramassis*, où pour une moitié de Français prêts à bien combattre, il y avait une moitié d'Allemands et d'Italiens prêts à se débander, qui avait trop compté enfin sur la jonction à Berlin de corps partant de points aussi éloignés que Wittenberg, Magdebourg et Hambourg. Évidemment le mieux eût été de ne pas hasarder Oudinot sur Berlin, ce qui eût permis de ne pas tenir Macdonald sur le Bober, et ici comme toujours l'exagération des desseins politiques chez Napoléon avait rendu caducs les plans du général, réflexion qui devient oiseuse

à force d'être répétée, mais que nous répétons malgré nous, parce que ce triste sujet la fait naître sans cesse, et que seule d'ailleurs elle explique les erreurs d'un aussi grand capitaine.

C'étaient ces graves mécomptes, et non point une maladie inventée par des flatteurs, qui avaient surpris Napoléon au lendemain de ses victoires du 26 et du 27 août, et qui, arrivant coup sur coup à sa connaissance, l'avaient ramené de Pirna à Dresde, et l'y avaient retenu les 29 et 30 août, tandis que Vandamme restait sans appui à Kulm. Ces mécomptes étaient d'une haute importance, car au lieu de Macdonald laissé victorieux en Silésie et poursuivant Blucher, avoir sur les bras Blucher victorieux et Macdonald en déroute; au lieu de cent mille hommes entrés dans Berlin, avoir Oudinot replié sur Wittenberg et privé de plus de dix mille hommes, Girard repoussé dans Magdebourg avec perte d'un millier de soldats, Davoust enfin condamné à tâtonner avec trente mille au milieu des marécages du Mecklembourg, était une situation bien différente de celle que Napoléon avait espérée, en voulant de l'Elbe étendre son bras jusqu'à la Vistule. Le 30, ignorant encore le désastre de Vandamme, qu'il ne sut que le lendemain matin, il avait conçu après de profondes méditations un plan nouveau des plus vastes, des plus fortement combinés, car les revers de ses lieutenants étaient bien loin jusqu'ici d'avoir déconcerté son génie et ébranlé sa confiance dans la fortune. Plus d'une fois il avait songé à courir sur Prague, à frapper l'Autriche dans une de ses capitales, et à briser en quelque sorte la coalition sur la tête de l'armée principale où résidaient les trois souverains alliés. Si en effet après la bataille de Dresde il eût suivi à outrance l'armée de Bohême, déjà si profondément atteinte, il est probable qu'il eût dissous la coalition, et sans les nouvelles venues de Silésie et de Berlin, il est certain qu'il l'eût fait. Le plus spirituel de ses lieutenants, dont il n'aimait pas l'esprit frondeur, dont il suspectait quelquefois la justesse de vues, mais dont il appréciait les rares talents, le maréchal Saint-Cyr, l'y conviait sans relâche. Mais il y avait des objections graves à ce plan. D'abord il fallait passer les montagnes de Bohême, livrer bataille au delà, avec le danger auquel venait d'échapper par miracle la grande armée des coalisés, celui de n'avoir, si on était battu, que d'affreux défilés pour retraite. Il fallait ensuite aller prendre Prague, dont les défenses relevées à la hâte pouvaient opposer une résistance imprévue. Enfin, si même on triomphait de cet obstacle, on aurait allongé sa ligne, déjà trop longue, de toute la distance qu'il y a de Dresde à Prague, distance fort aggravée par les lieux et par les montagnes. Napoléon se serait trouvé ainsi plus loin de son armée de Silésie, plus loin de celle du bas Elbe, et hors d'état de les secourir si elles éprouvaient des revers. Ces objections l'avaient toujours fort détourné du projet de se porter en Bohême, et il n'y avait songé qu'un instant, lorsque, étant à Zittau, il avait espéré tomber à l'improviste au milieu des corps qui allaient former l'armée du prince de Schwarzenberg. Mais Macdonald étant vaincu, Oudinot étant ramené de Berlin sur Wittenberg, s'éloigner d'eux en ce moment était chose inadmissible; aussi Napoléon en apprenant leurs revers ne songea-t-il qu'à s'en rapprocher, et tout à coup, avec cette inépuisable fécondité qui était un des attributs de son riche génie, il imagina de faire non plus de Dresde, mais de Berlin, le nouveau centre de ses opérations.

Il fallait battre Blucher, qui n'avait reçu les 22 et 23 août qu'un premier choc sans suite; il fallait battre Bernadotte, qui, loin d'essuyer des échecs, avait eu des avantages, dont il serait aussi utile que satisfaisant de rabaisser l'orgueil, de punir la trahison, de détruire la fausse renommée. C'étaient là de graves motifs de tourner nos coups de ce côté. En se dirigeant sur Berlin avec sa garde, avec une moitié de la réserve de cavalerie, c'est-à-dire avec quarante mille hommes, Napoléon recueillait en route Oudinot, accablait Bernadotte, entrait dans Berlin, y appelait la division Girard, le corps de Davoust, y reformait cette concentration de cent mille hommes sur laquelle il avait tant compté, la dirigeait sur Stettin, Custrin, où nos garnisons avaient besoin d'être ravitaillées, donnait courage à celles de la Vistule, pouvait ensuite retourner de sa personne à Luckau, entre Berlin et Dresde, prêt à tomber dans le flanc de Blucher, si ce dernier avait osé se porter sur l'Elbe.

Six à sept marches séparaient Napoléon de Berlin : il fallait donc dix-huit ou vingt jours au plus entre aller et revenir, et il avait fait les dispositions suivantes pour couvrir Dresde en son absence. Il voulait y laisser Vandamme avec le 1er corps (car le 30 au matin, moment de ces projets, Napoléon ignorait le désastre de Kulm), outre Vandamme, Saint-Cyr, Victor, Marmont avec une portion de la réserve de cavalerie. Il se proposait de mettre ces forces, constituant

une armée de cent mille hommes, sous Murat, et il comptait que celui-ci, appuyé sur Dresde, adossé à Macdonald, qui devait dans ce plan être ramené jusqu'à Bautzen, serait en mesure de résister à un retour de l'armée de Bohême, retour que le désastre récemment essuyé par celle-ci rendait peu probable avant quinze jours. Napoléon espérait avoir ainsi le temps de revenir après avoir frappé à Berlin un coup décisif, et à son approche tout nouveau projet contre Dresde devait s'évanouir. Blucher certainement en apprenant la bataille de Dresde, et sachant Napoléon sur son flanc (car il y serait sur la route de Berlin), n'oserait pas dépasser Bautzen. En tout cas, Macdonald se rapprochant de l'Elbe, et venant se mettre dos à dos avec Murat, aucun d'eux n'aurait de danger sérieux à craindre.

L'expédition de Berlin terminée, le projet de Napoléon était de s'établir à Luckau, entre Berlin et Dresde, d'y attirer le corps de Marmont et toute la réserve de cavalerie, de laisser à Dresde et dans le camp de Pirna 60 mille hommes, d'en laisser 60 mille à Bautzen, tandis qu'avec 60 mille autres il serait prêt à courir ou à Berlin, ou à Bautzen, ou à Dresde, suivant le besoin, ce qu'il pouvait faire en trois jours d'une marche rapide. Dans cette position il était certain de suffire à tout, car placé à trois marches de Berlin, il serait de plus dans le flanc de Blucher, et assez près de Dresde pour y arriver à temps si l'armée de Bohême s'y présentait. Il est même probable qu'en suivant ce plan il aurait réussi à transporter la guerre au nord de l'Allemagne, car le rassemblement du nord étant dissous et Bernadotte puni, les Prussiens voudraient regagner leur pays pour le défendre, les Prussiens y attireraient les Russes, on ferait ainsi supporter aux plus hostiles des Allemands les horreurs de la guerre, et en découvrant un peu le haut Elbe, on couvrirait tout à fait le bas Elbe, c'est-à-dire Hambourg, où existait la plus belle des lignes de communication, celle de Hambourg à Wesel. Restait, il est vrai, dans ce cas, la chance de voir les Autrichiens se porter sur le haut Rhin, chance peu vraisemblable, car ils n'oseraient s'avancer si loin, Napoléon pouvant fondre sur leurs derrières. De plus, Napoléon serait autorisé à se prévaloir auprès d'eux des soins qu'il mettrait à éloigner la guerre de leur territoire, et il pourrait en tirer une nouvelle occasion de négociations, ce qui n'était pas impossible, les Autrichiens étant de tous ses ennemis les moins engagés, les moins implacables, les seuls disposés à traiter raisonnablement.

Tel était son plan le 30 au matin, plan déjà écrit et accompagné d'ordres tout rédigés [1], lorsque la nouvelle de l'événement de Kulm vint bouleverser ses vastes conceptions. Il fut cruellement affligé en apprenant le désastre de Vandamme; c'étaient avec la Katzbach et Gross-Beeren trois échecs graves, qui égalaient en importance les succès obtenus autour de Dresde, et les surpassaient même, car le prestige de la victoire avait passé du côté des coalisés, et il ne restait du côté de Napoléon que le prestige toujours éclatant de son ancienne gloire. Pour la première fois il pensa qu'il avait peut-être trop présumé de ses forces, en refusant les conditions qu'on lui avait offertes à Prague, et il apprécia mieux l'inconvénient de la jeunesse chez ses soldats, de la contagion des sentiments germaniques chez ses alliés, du découragement chez ses lieutenants; peut-être alla-t-il jusqu'à regretter d'avoir ou disgracié, ou décrié lui-même, ou prodigué au feu des généraux en chef tels que Masséna, Davoust et Lannes! Sans doute il avait encore de braves gens, des héros tels que Ney, Oudinot, Macdonald, Victor, Murat, mais ils étaient peu habitués au commandement en chef; il ne les y essayait que dans un moment peu propre à les encourager, dans un moment où les passions de l'Europe, la fortune, le vent du succès, tout enfin était tourné contre nous.

Il fut pendant plus d'un jour atterré pour ainsi dire sous ces coups redoublés; mais son esprit toujours inépuisable n'en fut point frappé de stérilité; son énergie, son imagination, ses illusions même, tout se ranima le lendemain, et il forma un nouveau projet, qui, moins vaste que le précédent, était cependant tout aussi fortement conçu. D'abord il voulut donner un autre chef aux trois corps destinés à marcher sur Berlin, et il choisit le maréchal Ney, qui n'avait pas de supérieur en bravoure sur le champ de bataille, mais qui n'avait jamais dirigé de grandes armées. Napoléon fit ce choix, parce que l'âme intrépide et confiante de Ney n'avait pas reçu encore l'atteinte du découragement, déjà si visible chez nos autres généraux. Il l'envoya à Wittenberg en lui adressant les paroles les plus encourageantes, et les instructions les plus

[1] La note où ce plan est exposé et discuté, les ordres en conséquence de la note, existent à la secrétairerie d'État, et c'est d'après ces documents irréfragables que nous écrivons ce récit.

précises. Voici à quel plan général correspondaient ces instructions.

Napoléon lui prescrivit, après avoir réuni et ranimé les 7e, 4e et 12e corps (le maréchal Oudinot devait garder le commandement direct de ce dernier), de se rendre à Baruth, à deux journées de Berlin, et d'y attendre les ordres du quartier général. Quant à lui personnellement, il résolut de se rendre à Hoyerswerda, distant de trois journées de Baruth, et de deux journées de Dresde, avec la garde, la plus grande partie de la réserve de cavalerie, et le corps de Marmont. Posté là en Lusace, entre Berlin et Gorlitz, il pouvait à volonté, ou se porter à gauche sur Berlin, et aider Ney à pénétrer dans cette ville, ce qui revenait à son vaste plan du 30 au matin, ou se jeter à droite dans le flanc de Blucher et l'accabler, si ce dernier, continuant à presser Macdonald, devenait inquiétant pour Dresde. Il était impossible assurément d'imaginer une combinaison plus savante et plus appropriée aux circonstances, car Napoléon était certain en joignant l'un de ses deux lieutenants, celui qui faisait face à Bernadotte, ou celui qui faisait face à Blucher, de rendre l'un ou l'autre victorieux. Seulement il ne se plaçait cette fois qu'à deux petites journées de Dresde, dans le doute où il était sur les dispositions de l'armée de Bohême. Si elle avançait de nouveau, remise de la défaite de Dresde par le succès de Kulm, il revenait tout de suite lui porter un second coup comme celui du 27 août. Si c'était Blucher qui se montrait audacieux, il tombait d'Hoyerswerda dans son flanc, et le renvoyait pour longtemps sur l'Oder. Et enfin si aucune des armées de Silésie et de Bohême ne se montrait entreprenante, il pouvait d'Hoyerswerda pousser Ney sur Berlin, sans même l'y suivre. Il suffisait en effet qu'il l'appuyât jusqu'à Baruth, car l'impétueux Ney, se sentant une pareille arrière-garde, était bien capable de se ruer sur Bernadotte, de lui passer sur le corps, et d'entrer à Berlin. Une fois ce grand acte accompli, Napoléon était libre de retourner à Hoyerswerda, d'où il menacerait Blucher ou Schwarzenberg, celui des deux en un mot qui essayerait quelque chose. Tout était non-seulement profond, mais vrai, juste dans ces combinaisons, et il n'y en avait pas une qui dix ans auparavant n'eût réussi d'une manière éclatante, quand nos soldats étaient à l'épreuve des dures alternatives de la guerre, quand nos généraux étaient pleins de confiance, quand Napoléon ne doutait pas plus des autres que de lui, quand ses ennemis, moins résolus à vaincre ou à mourir, n'étaient pas décidés à persévérer même au milieu des plus grandes défaites! Mais aujourd'hui, dans l'état moral de nos ennemis et de nous-mêmes, tout était incertain, même avec des soldats et des généraux restés héroïques [1].

Après avoir donné les ordres convenables, Napoléon fit les plus habiles dispositions pour qu'en son absence Dresde ne demeurât pas découvert. D'abord il réorganisa le corps de Vandamme, dont il était déjà rentré de nombreux débris. Outre la 42e division, restituée au maréchal Saint-Cyr, laquelle avait assez peu souffert, quinze mille hommes environ de toutes armes, et appartenant au 1er corps, étaient revenus, ou isolément ou en troupe. Tout ce qui était Français avait rejoint le drapeau, sauf les hommes hors de combat ou pris par l'ennemi. On avait perdu le matériel d'artillerie et malheureusement quelques-uns des officiers les plus distingués. On ne savait pas ce qu'étaient devenus Haxo et Vandamme : on allait jusqu'à les croire morts l'un et l'autre. Le secrétaire du général Vandamme ayant reparu, Napoléon fit saisir les papiers du général pour en extraire sa correspondance militaire, et enlever la preuve des ordres envoyés à cet infortuné. Napoléon eut même la faiblesse de nier l'ordre donné de s'avancer sur Tœplitz, et sans toutefois accabler Vandamme, en le plaignant au contraire, il écrivit à tous les chefs de corps que ce général avait reçu pour instruction de s'arrêter sur les hauteurs de Kulm, mais qu'entraîné par trop d'ardeur, il s'était engagé en plaine, et s'était perdu par excès de zèle. Le récit authentique que nous avons présenté prouve la fausseté de ces assertions, imaginées pour conserver à Napoléon une autorité sur les esprits, dont il avait en ce moment besoin plus que jamais.

Son premier soin fut de chercher pour ce corps si maltraité un chef aussi brave que Vandamme, mais plus circonspect. Il choisit l'illustre comte de Lobau, qui, à une rare énergie, joignait un remarquable discernement militaire et un grand savoir-faire, cachés sous des formes rudes et martiales. Le comte de Lobau possé-

[1] On a prêté sur cette époque à Napoléon, faute de connaître sa correspondance et celle de ses lieutenants, les projets les plus chimériques et les moins raisonnables. Mais grâce à la possession et à l'étude approfondie de cette correspondance, nous ne lui attribuons aucun projet, aucun calcul, qui ne soient certains et constatés par preuves authentiques.

dait, en effet, et méritait l'entière confiance de Napoléon qui l'avait toujours auprès de lui, soit pour les coups de vigueur, soit pour les missions qui exigeaient du jugement, de l'exactitude, de la franchise. Ce soldat intrépide et spirituel, si connu des hommes de notre génération, joignant à une taille de grenadier, à une figure de dogue, la plus profonde finesse, se tirait de toutes les missions que lui confiait Napoléon sans le tromper et sans lui déplaire, s'arrangeant pour dire la vérité sans compromettre ni lui ni les autres. A son extrême adresse, à sa rare bravoure, il réunissait le talent et le goût de l'organisation des troupes, dans laquelle il excellait. On ne pouvait pas mieux choisir pour rendre au 1er corps l'esprit militaire qu'il avait dû perdre dans le désastre de Kulm. Napoléon distribua ce corps en trois divisions de dix bataillons chacune, lui restitua la moitié de la division Teste qu'on en avait momentanément détournée, lui ôta la brigade de Reuss qu'on lui avait aussi momentanément prêtée, et, soit avec les soldats rentrés, soit avec quelques bataillons de marche venus de Mayence, lui procura encore un effectif d'environ 18 mille hommes. Il puisa dans les arsenaux de Dresde, où un immense matériel avait été amené par ses soins, de quoi remplacer les fusils perdus et les soixante-douze bouches à feu abandonnées sur le champ de bataille de Kulm. Il fournit des souliers, des vêtements à ceux qui en manquaient, et n'oublia rien pour remettre le moral des hommes, soit par des encouragements, soit par des revues, soit par ces petites satisfactions matérielles qui composent le bonheur du soldat. Le comte de Lobau fut chargé d'opérer cette résurrection en quelques jours, Napoléon entendant se servir du 1er corps pour la défense de Dresde pendant sa prochaine absence.

Quant à la conservation de Dresde, il y pourvut de la manière suivante. Au lieu d'y laisser le 14e corps seul, comme lorsqu'il avait marché sur la Silésie, il laissa le 14e (maréchal Saint-Cyr) au camp de Pirna, le 2e (maréchal Victor) à Freyberg, et le 1er enfin (comte de Lobau) dans l'intérieur même de Dresde, où celui-ci aurait plus de facilité pour se réorganiser. Le 14e corps, qui, en recouvrant la 42e division, en avait dès lors quatre, dut garder Kœnigstein et Lilienstein, le pont de l'Elbe jeté entre ces deux forts, le camp de Pirna, le défilé de Péterswalde et les débouchés secondaires de la Bohême qui venaient tomber sur la droite de la chaussée de Péterswalde. Le maréchal Victor, à Freyberg, veillait à la fois sur la grande chaussée de Freyberg, et sur le chemin de Tœplitz par Altenberg. La cavalerie de Pajol galopait entre deux pour exercer une active surveillance. En cas de nouvelle apparition de l'armée de Bohême, ces deux corps avaient ordre d'opposer une résistance modérée, suffisante seulement pour retarder, sans se compromettre, la marche de l'ennemi, et de se replier sur Dresde en y donnant l'éveil. Ils devaient venir se placer, Saint-Cyr sur la gauche du camp retranché, où il avait déjà combattu vaillamment le 26 août, Victor sur la droite, où il avait décidé le gain de la bataille du 27. Attaqués sérieusement, ils avaient ordre de rentrer derrière les redoutes, qui avaient été portées de cinq à huit et beaucoup mieux armées. Napoléon, pendant l'attaque de Dresde, ayant remarqué plusieurs défectuosités dans leur établissement, avait nommé un commandant spécial pour chacune d'elles, augmenté leur artillerie, préparé des artilleurs de rechange pour les servir, défendu de laisser dans aucune des caissons de munitions, et fait construire, avec des sacs à terre, des espèces de réduits pour tenir lieu de magasins à poudre pendant le combat. Il avait distribué leur armement en artillerie de position nécessairement immobile, et en artillerie attelée qu'on porterait de la rive droite à la rive gauche de l'Elbe, selon qu'on serait attaqué par l'une ou par l'autre. Il avait soigneusement recommandé qu'on tînt des troupes en réserve derrière chaque redoute, pour reprendre à l'instant celle qui serait enlevée, et enfin, il avait décidé que le 1er corps, sous le comte de Lobau, serait placé tout entier en réserve derrière les corps de Saint-Cyr et de Victor, pour déboucher au dernier moment, ainsi qu'avait fait la garde, le 26 août, sur l'ennemi qui se croirait victorieux. C'était, comme on le voit, une répétition fort améliorée de la journée du 26, et qui promettait le même succès, car les trois corps de Saint-Cyr, Victor et Lobau réunissaient près de 60 mille hommes, c'est-à-dire plus que Napoléon n'en avait eu pour résister le 26 aux 200 mille de l'armée de Bohême. Ajoutant cette circonstance, qu'au lieu d'être à quatre ou cinq journées, comme il était lors de la première apparition de l'ennemi, il ne serait plus qu'à deux en se plaçant à Hoyerswerda, Napoléon s'éloignait sans inquiétude pour la conservation de Dresde, si l'armée de Bohême renouvelait sa récente manœuvre, en

opérant par la rive gauche de l'Elbe. Si, au contraire, changeant de marche, elle attaquait par la rive droite, Poniatowski, Macdonald, Napoléon lui-même, se rabattant sur elle, seraient en mesure de l'accabler. Ces dispositions si savantes une fois ordonnées, il expédia, le 2 septembre, la cavalerie de la garde sous Nansouty, avec deux divisions d'infanterie de la jeune garde sous Curial, et les porta sur Kœnigsbruck, à gauche de la route de Bautzen, dans la direction de Hoyerswerda. (Voir la carte n° 58.) Il comptait le 3 faire partir la vieille garde de Dresde, et le reste de la jeune garde de Pirna, toujours dans la même direction. Le 4, il avait le projet de partir lui-même pour se rendre de sa personne à Hoyerswerda. M. de Bassano devait rester à Dresde, informé de tout, même des mouvements militaires qu'il comprenait suffisamment bien, afin qu'avec cette activité dévouée qui rachetait chez lui une soumission trop aveugle, il pût transmettre à chacun et toujours à temps l'avis de ce qui l'intéressait.

Le 3 septembre au matin, Napoléon était occupé à donner ses ordres, lorsqu'il reçut de Bautzen des dépêches pressées du maréchal Macdonald. Ce maréchal était, suivant l'expression de Napoléon, tout à fait *décontenancé* par la marche véhémente de Blucher sur lui. Blucher, qui n'était pas homme à s'arrêter dans un succès, s'était hâté, dès que les eaux avaient un peu baissé, de se porter en avant, pour tirer les plus grandes conséquences possibles de l'événement si heureux pour lui de la Katzbach. Plaçant son infanterie partie vers les montagnes, partie sur la grande route de Breslau à Dresde, lançant son immense cavalerie dans les plaines humides qu'arrosent successivement le Bober, la Preiss, la Neisse, la Sprée, il avait, en débordant constamment le flanc gauche du maréchal Macdonald, obligé celui-ci à rétrograder de Lowenberg sur Löbau, de Löbau sur Gorlitz. Il disposait de 80 mille hommes contre Macdonald, qui n'en avait pas conservé 50 mille armés, et qui n'avait pu s'en procurer 60 mille en état de combattre, qu'en retirant Poniatowski du débouché de Zittau. Le maréchal Macdonald, malgré son intrépidité connue, craignait que le découragement chez ses soldats, l'aigreur de la défaite chez ses généraux, l'impulsion rétrograde chez tous, n'entraînât de nouveaux malheurs. Il demandait des secours à grands cris. Il se pouvait, à l'entendre, que sous vingt-quatre heures il fût ramené de Gorlitz sur Bautzen, peut-être sur Dresde.

Napoléon, qui ne mettait pas beaucoup de temps à prendre son parti, jugea que ce n'était pas le moment de se porter sur Hoyerswerda, c'est-à-dire à gauche de la grande route de Silésie et dans le flanc de Blucher, car Macdonald était trop vivement pressé pour perdre une heure à manœuvrer. Secourir ce dernier directement, par la voie la plus courte, était la seule manœuvre adaptée aux circonstances. Napoléon comptait le joindre à Bautzen, le ranimer, le reporter en avant, et culbuter Blucher au delà de la Neisse, de la Queiss et des rivières qu'il avait dépassées. Napoléon cherchant surtout une bataille contre ceux de ses ennemis qui oseraient rester à portée de son bras, espérait la trouver dans cette nouvelle rencontre avec Blucher, et il se figurait que celui-ci, lancé comme il l'était, ne pourrait pas s'arrêter assez vite pour nous échapper encore une fois.

Sa résolution étant ainsi prise, il fit redresser le mouvement imprimé la veille aux deux divisions de la jeune garde et à la cavalerie qui les suivait. Il les avait dirigées sur Kœnigsbruck, il les ramena de Kœnigsbruck sur Bautzen par Camenz. (Voir la carte n° 58.) Il fit partir tout de suite la vieille garde de Dresde pour Bischofswerda, et pour Stolpen le reste de la jeune garde qui sous Mortier attendait ses ordres à Pirna. Le même mouvement direct sur Bautzen fut prescrit à la cavalerie de réserve de Latour-Maubourg, et à l'infanterie du maréchal Marmont. Mises en route le matin du 3, les troupes devaient être le soir à Bischofswerda, le lendemain 4 à Bautzen. Napoléon se disposa lui-même à quitter Dresde dans la nuit du 3 au 4, employant selon son usage la journée entière à expédier ses ordres, et se réservant pour dormir le temps qu'il passerait en voiture. Il fit prévenir Macdonald du mouvement considérable qui s'opérait vers Bautzen, lui recommanda le secret, afin que Blucher non prévenu donnât en plein dans le gros de l'armée française. Il défendit à Dresde qu'on laissât passer par les ponts même un seul paysan, espérant empêcher ainsi que la nouvelle du départ de la garde ne parvînt à Blucher, et enfin il manda au maréchal Ney que, se détournant un moment d'Hoyerswerda, il serait de retour dans cette direction sous trois ou quatre jours, et qu'il lui assignait toujours Baruth comme point de réunion, d'où l'on partirait ultérieurement pour Berlin.

Le 3 septembre au soir, Napoléon quitta Dresde, s'arrêta quelques heures à Harta, et

arriva le lendemain matin à Bautzen. Il s'était fait précéder par 70 fourgons, portant des munitions, des fusils, des souliers, afin de rendre aux soldats du maréchal Macdonald une partie de ce qu'ils avaient perdu. Il traita bien le maréchal Macdonald, sans s'appesantir sur les fautes qui avaient pu être commises à la Katzbach, tenant grand compte à tout le monde des circonstances difficiles où l'on se trouvait, et sachant qu'en pareille situation il fallait remonter les cœurs en les encourageant, au lieu de les abattre en les chagrinant par des reproches. D'ailleurs le maréchal Macdonald inspirait tant d'estime, que le reproche eût expiré sur la bouche, si par hasard on eût été tenté de lui en adresser. Loin de se montrer Napoléon se cacha, voulant attendre pour se laisser voir que la cavalerie de la garde et de Latour-Maubourg fût arrivée, et qu'on pût fondre sur Blucher avec des forces suffisantes.

Malheureusement au milieu de ces populations germaniques où nous ne comptions plus que des ennemis, même parmi celles que notre présence forçait à rester alliées, il n'y avait de secret possible qu'au profit de nos adversaires. Plusieurs avis envoyés de Dresde, soit pour l'armée de Silésie, soit pour l'armée de Bohême, avaient déjà fait savoir, non pas les desseins de Napoléon, que lui seul et ses principaux lieutenants connaissaient, mais les mouvements de la garde commencés dès le 2 au matin. Cette indication suffisait pour qu'on devinât que Blucher allait devenir le but des coups de Napoléon. Aussi le général prussien, tout fougueux qu'il était, fidèle au plan de se dérober aussitôt que Napoléon apparaîtrait, se préparait à rétrograder, et, s'il n'avait pas déjà battu en retraite, s'avançait cependant d'une manière moins vive. Parvenu à Gorlitz, il avait poussé ses avant-gardes sur Bautzen, mais avait arrêté son corps de bataille à Gorlitz même, et de sa personne était venu se placer sur une hauteur qu'on appelle le Lands-Crone, et d'où l'on aperçoit toute la contrée de Gorlitz à Bautzen.

Le 4 septembre, vers le milieu du jour, Latour-Maubourg et Nansouty étant arrivés, Murat s'était mis à la tête de leurs escadrons, et avait fondu au galop sur les avant-gardes de Blucher rencontrées vers la chute du jour aux environs de Weissenberg. D'immenses tourbillons de poussière avaient annoncé son approche, et sur-le-champ, à cette vive impulsion, Blucher avait reconnu la présence du maître, sous les yeux duquel on ne rétrogradait jamais. Ses avant-gardes, vigoureusement assaillies, furent ramenées en arrière, en perdant quelques centaines d'hommes. La nuit suspendit la poursuite. Blucher prit immédiatement la résolution de repasser la Neisse le lendemain, et de ne laisser à Gorlitz qu'une arrière-garde, laquelle occuperait la ville située de notre côté, pendant qu'on préparerait tout pour détruire les ponts.

Le lendemain matin 5, Napoléon à la tête de ses avant-gardes se porta en avant de Reichenbach, pour voir s'il pourrait enfin saisir les Prussiens de manière à leur ôter le goût de revenir si vite après son départ. Mais au premier coup d'œil il eut le déplaisir de reconnaître que Blucher allait encore, comme les 22 et 23 août, se soustraire à notre approche. Il fit en effet marcher en avant, et sa seule satisfaction en pénétrant à Gorlitz fut de prendre ou tuer un millier d'ennemis. Après avoir traversé la ville au pas de course, on trouva les ponts de la Neisse coupés, et l'arrière-garde prussienne achevant de détruire celui dont elle s'était servie pour se dérober à nos coups.

Dès ce moment il fut évident pour Napoléon que tout ce qu'il gagnerait à poursuivre plus longtemps les alliés, ce serait de fatiguer inutilement ses troupes, et de mettre une plus grande distance entre lui et Dresde. Il résolut donc de s'arrêter à Gorlitz, d'y passer deux ou trois jours pour y rétablir les ponts, pour y faire reposer ses soldats, et y ranimer par sa présence le corps de Macdonald dont le moral était fort ébranlé.

Mais le soir même du 5, des dépêches arrivées de Dresde dans la journée vinrent encore changer sa détermination, et l'obliger à ne pas même passer à Gorlitz les deux ou trois jours qu'il aurait voulu y demeurer. On lui annonçait en effet une nouvelle apparition de l'armée de Bohême sur la route de Péterswalde, c'est-à-dire sur les derrières de Dresde, exactement comme à l'époque récente des batailles des 26 et 27 août. C'était encore l'officier d'ordonnance Gourgaud qui était l'organe des craintes du maréchal Saint-Cyr, et le narrateur trop animé de ce qui avait eu lieu à Dresde. Était-ce une descente véritable de l'armée de Bohême, voulant essayer une seconde attaque sur Dresde, malgré le rude accueil qu'avait reçu la première? ou bien n'était-ce pas plutôt une vaine démonstration de sa part, et n'était-il pas vraisemblable qu'instruite à temps du mouvement de Napoléon sur Bautzen, elle voulait le rappeler à Dresde, se jouer ainsi de la

promptitude de ses déterminations, de l'agilité de ses soldats, fatiguer lui et eux, les épuiser en mouvements infructueux tantôt contre une armée, tantôt contre l'autre, en ne leur accordant jamais l'avantage d'approcher assez près d'aucune d'elles pour l'atteindre et la battre? Cette dernière supposition était la plus vraisemblable, et si Napoléon avait eu la chance de joindre Blucher, il ne se serait pas détourné de cet ennemi pour courir au prince de Schwarzenberg, avec certitude de ne pas le rejoindre. Malheureusement Napoléon ne faisait aucun sacrifice en s'arrêtant, puisque Blucher, aussi prompt à marcher en arrière qu'en avant, était déjà hors de portée, et il était naturel que, n'ayant rien de bien utile à faire à Gorlitz, il revînt là ou un symptôme de danger, quelque léger que fût ce symptôme, ou une espérance de bataille, quelque douteuse que fût cette espérance, se présentait en ce moment. Il ordonna donc à sa garde de ne pas aller plus loin et de se reposer, pour être prête à exécuter ses ordres le lendemain, et il retourna lui-même de Gorlitz à Bautzen pour se rapprocher des nouvelles, et apprécier plus sûrement la valeur des renseignements qu'on lui envoyait du camp de Pirna. Ne perdant pas un instant, il voyagea toute la soirée et la nuit, et fut rendu à Bautzen le 6, à deux heures du matin. Certes, on ne pouvait pas déployer plus d'activité et moins regarder à la fatigue, car, sorti de Dresde le 3 septembre au soir, arrivé le 4 au matin à Bautzen, ayant couru le 4 même jusqu'à Weissenberg, le 5 jusqu'à Gorlitz, il revenait dans la nuit du 5 au 6 à Bautzen. Par malheur ses troupes allant à pied ne pouvaient suivre que de très-loin la rapidité de ses mouvements.

Napoléon trouva en effet à Bautzen les détails mandés par M. de Bassano au nom du maréchal Saint-Cyr, et d'après lesquels il paraissait que la grande armée de Bohême avait débouché brusquement de Péterswalde, la droite sur Pirna, le centre sur Gieshübel, la gauche sur Borna, avec toute l'apparence d'une résolution sérieuse, et une telle vigueur d'attaque, que le maréchal Saint-Cyr avait cru devoir, en se retirant avec ordre, replier néanmoins ses quatre divisions. En présence de tels avis, surtout rien d'utile ne le retenant à Bautzen, Napoléon répondit qu'il allait partir immédiatement, de manière à être le soir même du 6 à Dresde, et qu'il se ferait suivre par toute sa garde. Cependant, n'étant pas facile à tromper, et ne prenant pas encore comme très-sérieuse cette nouvelle démonstration, il donna ses ordres en conséquence de ce qu'il pensait. Ayant toujours en vue son mouvement sur Hoyerswerda, d'où il pourrait à la fois soutenir Ney vers Berlin, et contenir Blucher vers Gorlitz, il ne ramena décidément vers Dresde que la garde seule, jeune et vieille, comptant près de 40 mille hommes de toutes armes. Il dirigea Marmont, qui était en marche pour le rejoindre, vers Camenz et Kœnigsbruck, d'où il serait aisé de le rappeler à Dresde ou de le pousser sur Hoyerswerda. Il lui adjoignit un fort détachement de cavalerie, pour donner la chasse aux Cosaques, et le lier avec Ney et Macdonald. Il recommanda au maréchal Macdonald, après avoir replacé Poniatowski au débouché de Zittau, de se bien établir lui-même à Bautzen, de réarmer ses soldats débandés, et de tâcher enfin, avec un effectif qu'il pouvait reporter à 70 mille hommes s'il parvenait à ressaisir ses maraudeurs, de garder au moins la ligne de la Sprée. Il était permis d'espérer que, n'étant plus à cinq journées de Dresde, mais à deux, Macdonald serait moins prompt à rétrograder, et Blucher à s'avancer. Le maréchal Macdonald, avec une modestie qui l'honorait, supplia fort Napoléon de l'exonérer du commandement en chef, offrant de rester comme divisionnaire à la tête du 11[e] corps, et de s'y faire tuer, mais ne voulant plus d'une responsabilité trop lourde, et se plaignant peut-être avec l'injustice du malheur du peu de concours de ses lieutenants. Napoléon n'avait plus le choix, car les généraux disparaissaient comme les soldats, par suite de l'affreuse consommation qu'il faisait des uns et des autres. Il écouta Macdonald, le consola, le traita comme il aurait traité un général victorieux, et après l'avoir encouragé de son mieux, partit pour Dresde, où il arriva le 7 au matin. M. de Bassano était venu à sa rencontre pour employer le loisir de la route à l'entretenir des affaires de l'Empire et des informations venues du quartier général du maréchal Saint-Cyr sous Pirna.

Après avoir séjourné une heure ou deux à Dresde, il partit pour Pirna, et s'arrêta près de Mugeln, où se trouvaient les arrière-gardes du maréchal Saint-Cyr. Voici ce qui s'était passé de ce côté. Les Prussiens et les Russes, sans les Autrichiens, avaient débouché de Bohême par la grande route de Péterswalde, dont nous avons déjà fait connaître la configuration, avaient essayé d'enlever d'un côté le plateau de Pirna, de l'autre le plateau de Gieshübel, et avaient poussé devant eux les quatre divisions de Saint-Cyr qui

occupaient ces diverses positions. Un autre corps, sous le comte Pahlen, débouchant par la route de Furstenwald qu'avait suivie Kleist lors des événements de Kulm, était venu vers Borna, là où les montagnes moins abruptes commencent à se changer en plaine. Une immense cavalerie lancée dans cette direction avait fort inquiété celle de Pajol, et sans la vigueur de ce dernier, sans son savoir-faire, lui aurait causé de grands dommages.

Saint-Cyr, se voyant ainsi pressé, avait replié du camp de Pirna sur Pirna même sa 42ᵉ division, laissant, comme de coutume, quelques bataillons dans la forteresse de Kœnigstein, avait ramené la 43ᵉ et la 44ᵉ de Gieshübel sur Zehist, et la 45ᵉ, qui soutenait Pajol, de Borna sur Dohna.

C'est dans cette position que Napoléon le trouva, point déconcerté, beaucoup moins alarmé surtout qu'il n'avait affecté de l'être, et tout prêt à reprendre l'offensive. Que signifiait cette nouvelle apparition de l'ennemi? Était-ce une continuation de la tactique au moyen de laquelle on semblait vouloir épuiser l'armée française, ou bien une attaque véritable? Il valait la peine de s'entretenir de cette question obscure avec un officier aussi intelligent que le maréchal Saint-Cyr. Napoléon le questionna sur ce sujet avec beaucoup de confiance et de cordialité. Quoiqu'il eût peu de goût pour son caractère, il appréciait fort ses lumières, et d'ailleurs dans la situation présente il avait besoin de ménager tout le monde, surtout les gens de guerre déjà bien fatigués. Par toutes ces raisons il s'entretint longuement avec le maréchal Saint-Cyr, et ne parut pas convaincu que cette dernière attaque fût sérieuse, ni qu'elle fût autre chose qu'une des alternatives de ce va-et-vient perpétuel qui semblait constituer en ce moment toute la tactique des coalisés. Au surplus Napoléon ne demandait pas mieux, d'après ce qu'il dit, que de réparer au moyen d'une action décisive tout le tort que lui avaient causé les journées de Kulm, de la Katzbach et de Gross-Beeren, mais il doutait avec raison que les coalisés, après la leçon reçue à Dresde, songeassent à s'en attirer une seconde du même genre. Évidemment ils ne voudraient point se présenter encore une fois la tête à Dresde, la queue aux défilés de l'Erzgebirge, et quant à les aller chercher au delà, c'est-à-dire en Bohême, c'était un jeu trop hasardeux, et qui consistait à prendre pour soi la mauvaise position dont ils ne voulaient plus après l'avoir essayée. Il était plus vraisemblable que s'ils recommençaient une entreprise sur nos derrières, ce serait plus en arrière encore, c'est-à-dire par la grande route de Commotau sur Leipzig, et l'apparition de quelques coureurs dans cette direction, signalée depuis deux ou trois jours, portait déjà Napoléon à le penser, ce qui prouvait, comme on le verra bientôt, sa profonde sagacité.

Du reste il répéta qu'il se réjouirait fort d'avoir encore une fois l'armée de Bohême sur les bras, entre Dresde et Péterswalde, mais qu'il n'osait s'en flatter, qu'il était venu pour cela, que ses réserves étaient en marche, qu'elles seraient le lendemain matin à Dresde, le lendemain soir à Mugeln, et qu'on agirait suivant les circonstances.

Le maréchal Saint-Cyr parut être d'un autre avis. Il croyait, lui, à une attaque déterminée du prince de Schwarzenberg, à en juger par la vigueur avec laquelle les divisions du 14ᵉ corps avaient été poussées depuis deux jours, et il était étonné surtout de voir ce prince s'avancer si près de Dresde, si c'était pour une simple démonstration. Il soutenait, comme il l'avait déjà fait, que c'était vers la Bohême que Napoléon devait chercher à gagner une grande bataille, qu'elle serait là plus décisive à cause de la présence des souverains, dont il importait d'ébranler le courage; à quoi Napoléon répondait avec raison qu'il la trouverait bonne partout, meilleure sans doute contre les souverains réunis, mais qu'il ne dépendait pas de lui de l'avoir où il la désirait, et qu'il la livrerait là où la fortune voudrait bien la lui offrir.

Le maréchal Saint-Cyr était encore fort préoccupé d'une idée, celle-ci très-juste quoique bien peu vraisemblable, c'est qu'en ce moment les Autrichiens s'étaient séparés des Prussiens et des Russes, car on ne voyait devant soi que de ces derniers, sans un seul détachement autrichien. Dans ce cas, au lieu de 140 ou 150 mille hommes, c'étaient tout au plus 80 ou 90 mille auxquels on aurait à faire, et l'occasion était belle pour se jeter sur les coalisés et les accabler. Il y avait là cependant une contradiction singulière, car la séparation des coalisés excluait l'idée d'une tentative sérieuse sur Dresde, et Napoléon croyait plutôt que si les Autrichiens s'étaient éloignés, c'était pour préparer une marche ultérieure sur Leipzig, en se portant vers les directions qui pouvaient y conduire. Ces raisonnements entre deux militaires si compétents, révélant si bien au milieu de quelles obscurités un général en chef est obligé de se diriger, n'importaient nullement quant à la conduite à tenir, puisqu'on était d'ac-

cord, si l'armée de Bohême voulait s'y prêter, d'avoir tout de suite une grosse affaire avec elle, et qu'on n'était même empêché de l'entreprendre sur l'heure que par l'absence des réserves occupées à franchir l'espace entre Bautzen et Dresde. Napoléon quitta le maréchal Saint-Cyr pour retourner encore le jour même à Dresde, où il avait des ordres de tout genre à donner à ses divers corps d'armée. Il fut convenu qu'au premier mouvement de l'ennemi le maréchal lui enverrait un officier pour le prévenir [1].

Pour mieux apprécier la difficulté du commandement, il faut savoir qu'en ce moment Napoléon et le maréchal avaient raison l'un et l'autre, et l'un contre l'autre. Voici ce qui s'était passé en effet du côté des coalisés. A la première nouvelle venue de Dresde d'une marche de Napoléon en Lusace, les Autrichiens avaient exécuté un mouvement rétrograde, correspondant en Bohême à celui que Napoléon exécutait en Lusace, et avaient repassé l'Elbe derrière le rideau des montagnes, entre Tetschen et Leitmeritz. Ce mouvement avait un double but, premièrement de pourvoir aux cas imprévus, à celui notamment d'une opération de Napoléon sur Prague, secondement de se remettre quelque peu de la rude secousse essuyée par l'armée autrichienne dans la bataille de Dresde. On avait laissé les Russes et les Prussiens sur la grande route de Péterswalde, afin d'y rappeler Napoléon par de fortes démonstrations, de dégager ainsi l'armée de Silésie contre laquelle il marchait, et de continuer le plan convenu à Trachenberg, de se montrer fort entreprenant là où il ne serait pas, très-prudent là où il serait, jusqu'au moment où après l'avoir épuisé en courses inutiles, on trouverait moyen de l'accabler. Wittgenstein et Kleist, qui commandaient les Russes et

[1] Nous honorons fort dans le maréchal Saint-Cyr, outre beaucoup d'esprit, une grande indépendance de caractère; nous regrettons seulement qu'elle ait été gâtée par un penchant excessif à la contradiction, qui lui a fait commettre plus d'une faute dans sa carrière, d'ailleurs si glorieuse. Mais nous allons citer une étrange preuve de ce penchant, à l'occasion même des journées dont on vient de lire le récit. Certes, il est difficile de voir des journées sinon plus heureusement employées, du moins plus activement, car Napoléon partit le 3 au soir de Dresde, dormit trois ou quatre heures à Harta, arriva le 4 au matin à Bautzen, y passa la journée du 4 pour assister à la poursuite de l'ennemi, poussa pendant la journée du 5 jusqu'à Gorlitz pour s'assurer de ses propres yeux si les Prussiens voulaient tenir, revint le soir même à Bautzen sur le bruit d'une nouvelle apparition de l'armée de Bohême, y arriva à deux heures du matin le 6, expédia le 6 tous ses ordres, vint le même jour coucher à Dresde où il fut rendu dans la nuit, et le 7 au matin se transporta auprès du maréchal Saint-Cyr pour avoir la conférence que nous venons de rapporter. Marchant pendant les nuits, passant les journées ou à cheval ou dans son cabinet pour donner des directions à une multitude de corps dont il recevait à chaque instant des nouvelles, Napoléon déployait dans ces circonstances l'activité d'un jeune homme. Voici pourtant les propres paroles du maréchal Saint-Cyr dans ses Mémoires, tome IV, page 136... « Il lui restait « (après la retraite de Blucher) la faculté de marcher sur « Schwarzenberg, qui s'avançait par la rive droite sur Rumburg, et de la marche duquel je présume qu'il était instruit, « comme il le fut par le 14e corps dans les journées du 3, « du 4, de celle de l'armée russe. Néanmoins, après la retraite « de Blucher, il resta le 5, le 6 et le 7 dans une indécision « complète; le 7, il fit écrire par le major général au maré« chal Gouvion Saint-Cyr une espèce de lettre de reproches... » Sans chercher dans cette dernière phrase le secret du jugement porté par le maréchal Saint-Cyr, on peut voir par l'exposé que nous avons fait à quel point est fondée l'assertion de ce maréchal. Napoléon marcha le 5 sur Blucher, revint le 6 rappelé par le maréchal Saint-Cyr lui-même, n'employa que quelques heures à s'assurer si cet appel était fondé, heures qu'il ne perdit pas puisqu'il ne cessa de donner des ordres, et consacra le 7 à se transporter auprès du maréchal. Il ne perdit donc pas les 5, 6 et 7 en irrésolutions. La supposition que Napoléon devait être instruit du prétendu mouvement de l'armée autrichienne sur Rumburg, c'est-à-dire sur la rive droite de l'Elbe, est tout aussi fausse, car d'une part l'armée autrichienne n'exécuta point le mouvement dont il s'agit, et ne revint pas en arrière au delà de Tetschen, d'autre part Napoléon aurait pu ne pas connaître ce mouvement si en effet il avait eu lieu, car le rideau des montagnes et la mauvaise volonté des Allemands nous condamnaient à tout ignorer, à ce point que le 7 Napoléon et le maréchal Saint-Cyr étant réunis à Mugeln, en arrière de Pirna, ne savaient pas s'ils avaient devant eux les Autrichiens, les Russes et les Prussiens, ou seulement les Russes et les Prussiens. Tout est donc inexact, jugements et assertions, dans le passage que nous venons de citer, et nous faisons cette remarque non point en flatteur de Napoléon, rôle que nous laissons à d'autres, ni en détracteur du maréchal Saint-Cyr, dont au contraire nous aimons fort l'esprit et l'indépendance, mais en historien préoccupé des difficultés de l'histoire. Certes, il semble qu'un témoin de ce mérite, placé si près des événements, ayant passé à côté de Napoléon une partie des journées pendant lesquelles il prétend que Napoléon ne fit rien, aurait dû savoir la vérité, et pourtant on voit comment, pour n'avoir pas lu ce que Napoléon écrivit pendant ces journées, il a été exposé à prononcer de faux jugements. C'est une nouvelle preuve qu'il ne faut pas se hasarder à juger les hommes qui ont figuré dans les grands événements sans avoir connu leurs ordres, leurs correspondances surtout qui contiennent leurs vrais motifs. Et quand on voit un personnage comme le maréchal Saint-Cyr, qui avait commandé des armées, qui savait par expérience quelles sottes déterminations les gens mal informés prêtent souvent à ceux qui commandent, quand un tel personnage commet de telles erreurs, on se dit qu'il ne faut prononcer que sur pièces authentiques, et après avoir vu et compulsé toutes celles qui existent, et qu'on peut se procurer. Quant à nous, c'est ce que nous avons fait avec une attention scrupuleuse, ne nous permettant d'affirmer que sur données certaines, contrôlées les unes par les autres, ne cherchant à exalter ou dénigrer ni ceux-ci ni ceux-là, n'étant ni le flatteur ni le détracteur de Napoléon, devenu pour nous un personnage purement idéal, ne cherchant que la vérité, la cherchant avec passion, et la disant au profit de Napoléon quand elle lui est favorable, à son détriment quand elle le condamne. Le vrai, voilà le but, le devoir, le bonheur même d'un historien véritable. Quand on sait apprécier la vérité, quand on sait combien elle est belle, commode même, car seule elle explique tout, quand on le sait, on ne veut, on ne cherche, on n'aime, on ne présente qu'elle, ou du moins ce qu'on prend pour elle.

les Prussiens sous Barclay de Tolly, et qui étaient pleins d'ardeur, n'avaient pas exécuté à demi les démonstrations dont ils étaient chargés, avaient attaqué à fond les quatre divisions du maréchal Saint-Cyr, au point qu'il avait fallu à celui-ci toute sa tenue, tout son talent dans la guerre défensive, pour s'en tirer sans échec. Pendant que les corps russes et prussiens bataillaient ainsi à Péterswalde, Klenau, encore tout ébranlé des coups reçus à Dresde, était entre Commotau et Chemnitz occupé à se refaire, envoyait des partisans soit à Zwickau, soit à Chemnitz, et préparait de la sorte l'opération décisive que les coalisés, sans l'oser tenter encore, méditaient toujours sur nos derrières, mais cette fois dans la direction de Leipzig, et non plus dans celle de Dresde.

Napoléon avait donc raison quand il croyait qu'on ne songeait pas à une seconde attaque sur Dresde, et qu'une nouvelle marche sur nos derrières, si elle avait lieu, s'essayerait plus loin, c'est-à-dire par Leipzig; et le maréchal Saint-Cyr, se trompant sur ces points, avait raison de penser que les Russes et les Prussiens étaient actuellement séparés des Autrichiens, et que ce pouvait être une bonne occasion de les assaillir. Napoléon n'objectait rien à cette dernière opinion, et disait très-sensément que, quelle que fût la vérité sur tout cela, il n'y avait qu'une chose à faire, c'était d'attendre la journée du 8 pour voir comment se comporterait l'ennemi, et pour donner à la garde et à la cavalerie de réserve le temps d'arriver. Il est rare, surtout lorsque la situation prête à des suppositions contraires, qu'il n'y ait qu'une conduite à tenir. C'était le cas ici, et Napoléon était retourné le 7 au soir à Dresde, prêt à revenir de sa personne au premier signal, mais dans l'intervalle voulant veiller aux mouvements de ses innombrables corps d'armée. En effet, tandis qu'il était aux aguets pour saisir en faute l'armée de Bohême, il se passait de nouveaux événements sur ses ailes.

On se souvient sans doute qu'en partant de Dresde, d'abord pour se diriger sur Hoyerswerda, puis pour se rabattre sur Bautzen, Napoléon avait donné au maréchal Ney rendez-vous à Baruth, dans l'intention de se réunir à lui, soit pour appuyer son mouvement sur Berlin, soit pour y marcher lui-même. Ramené sur Dresde par l'apparition des têtes de colonnes de Kleist et de Wittgenstein, il ne croyait guère, comme on vient de le voir, à leur intention sérieuse de s'engager encore une fois sur les derrières de cette capitale; il songeait donc, dès qu'il serait entièrement rassuré à cet égard, à reprendre ses projets sur Berlin, et il était impatient de savoir ce que le maréchal Ney aurait fait de ce côté.

Ce maréchal, envoyé pour prendre le commandement des mains du maréchal Oudinot, était arrivé le 3 septembre à Wittenberg, jour même où Napoléon s'acheminait sur Bautzen, et voulant se mettre en marche dès le 5 au plus tard, il avait passé la revue de ses trois corps d'armée, qui depuis l'échec de Gross-Beeren avaient beaucoup perdu en matériel, en force numérique, en dispositions morales.

Le matériel, on l'avait remplacé au moyen du vaste dépôt de Wittenberg; la force numérique, on n'avait pas pu la rétablir, car une douzaine de mille hommes étaient les uns morts ou blessés sur le champ de bataille de Gross-Beeren, les autres dispersés sur les routes dans un état de complète débandade. On avait ramassé ceux d'entre eux qui étaient Français, et on leur avait remis un fusil à l'épaule, mais c'était le moindre nombre, et c'est tout au plus si les trois corps d'armée, la cavalerie du duc de Padoue comprise, présentaient en ligne 52 mille hommes, au lieu des 64 mille qu'ils comptaient à la reprise des hostilités. Quant aux dispositions morales, ils n'avaient plus cette aveugle confiance en eux-mêmes que les journées de Lutzen et de Bautzen leur avaient inspirée, et que le premier échec essuyé venait d'ébranler profondément. Les chefs n'étaient pas satisfaits. Le maréchal Oudinot, quoique ayant désiré d'être exonéré du commandement, ne pouvait pas voir avec plaisir l'envoi du maréchal Ney, qui semblait être une condamnation de sa conduite. Le général Reynier mécontent du maréchal Oudinot, tout prêt à l'être du maréchal Ney, joignant à sa propre humeur celle des Saxons qu'il commandait, ne pouvait pas être un lieutenant animé de bien bonne volonté, quoique toujours disposé à faire son devoir sur le champ de bataille. Le général Bertrand enfin, invariablement dévoué au service de l'Empereur, était celui duquel le maréchal Ney avait le moins à craindre, bien qu'il eût espéré une position plus indépendante que celle qui lui était échue. Du reste, le maréchal Ney, n'ayant presque jamais exercé le commandement en chef, quoique ayant eu sous ses ordres directs de nombreux rassemblements de troupes, ne regardant guère

à ses instruments et tout pressé de les employer, passa ses corps en revue le 4, et leur annonça qu'on partirait le lendemain 5. Ayant rendez-vous à Baruth, il devait se porter de Wittenberg à Juterbock, et pour cela se glisser en quelque sorte de gauche à droite, afin de se dérober à l'armée ennemie qui était tout entière devant Wittenberg, pourvue d'une immense cavalerie et ayant ainsi des yeux partout.

L'armée française était rangée en demi-cercle devant Wittenberg, le 7e corps (celui du général Reynier) à gauche, le 12e (celui du maréchal Oudinot) au centre, le 4e (celui du général Bertrand) à droite. On était tellement serré par l'armée du Nord que les avant-postes étaient sans cesse aux prises. Le maréchal Ney, agissant ici avec beaucoup d'adresse, laissa sa droite formée par le 4e corps, en présence de l'ennemi toute la matinée du 5, et commença le mouvement projeté par son centre composé du 12e corps. Il le porta dans la direction de Zahne en passant derrière sa droite, et vint enlever Zahne au corps prussien de Tauenzien. Il y avait une petite rivière à franchir au bourg même de Zahne ; on la força malgré quelque résistance, et on déboucha au delà. Le 7e qui formait la gauche suivit le 12e, dont il appuya les efforts sur Zahne, et quand ils eurent défilé tous deux, le 4e, ayant suffisamment occupé l'ennemi, leva son camp à son tour, et se réunit au reste de l'armée, qui en un jour se trouva ainsi rendue à Seyda, à cinq lieues sur la droite de Wittenberg. Ce mouvement, lestement et bravement exécuté, nous avait coûté un millier d'hommes, mais en avait coûté le double aux Prussiens. Toutefois il s'agissait de savoir si, précédés, côtoyés, suivis par une innombrable cavalerie, observés dans tous nos mouvements, il nous serait possible de continuer cette marche de flanc sans être assaillis par l'ennemi, et frappés dans le flanc même que nous lui présentions inévitablement.

Si Napoléon avait formé des généraux en chef au lieu de former d'admirables lieutenants, seule espèce d'élèves qui pussent sortir de son école puisqu'il ne leur permettait jamais d'être autre chose, il n'aurait pas été exposé à voir ses ordres interprétés comme ils le furent en cette occasion. Bien qu'il eût prescrit au maréchal Ney de se porter à Baruth, ce qui impliquait absolument la nécessité d'un mouvement de flanc en présence de l'ennemi, le maréchal, moins soumis, eût plutôt différé l'exécution de ces ordres que de s'exposer aux chances d'une bataille générale, livrée dans une position fausse et contre des forces infiniment supérieures. Mais le maréchal Ney, habitué à ne pas même examiner la valeur des ordres de Napoléon, ne songeant qu'à s'y conformer ponctuellement et habilement, rendu plus confiant encore par son heureuse opération du 5, continua son mouvement de gauche à droite sans aucune hésitation.

Le 6 il fallait percer sur Juterbock, après quoi on n'avait plus qu'une marche à exécuter pour être à Baruth. Le maréchal Ney décida que le général Bertrand, qui continuait à former avec le 4e corps la droite de l'armée, et qui avait été le moins engagé la veille, partirait le premier vers huit heures du matin pour se diriger sur Juterbock, que le général Reynier suivrait avec le 7e, le maréchal Oudinot avec le 12e. L'ennemi étant si averti et si rapproché, il eût été à propos de marcher en masse, parfaitement serrés les uns aux autres, surtout en opérant un mouvement de flanc et de jour avec cinquante mille hommes contre quatre-vingt mille. Mais les trois corps étaient à une distance de deux heures les uns des autres, et par surcroît de malheur, ils cheminaient dans une plaine sablonneuse, et par un vent qui soulevait des nuages d'une poussière épaisse, tout à fait impénétrable à la vue.

De huit heures à midi, on s'avança toujours harcelés en flanc par une nombreuse cavalerie, que la nôtre avait la plus grande peine à contenir. Que Bernadotte fût instruit de notre projet, qu'il se fût ébranlé en masse pour nous barrer le chemin de Juterbock, il n'était pas possible d'en douter d'après la direction qu'il avait prise et d'après le nombre de ses cavaliers. Mais si on parvenait au défilé de Dennewitz qu'il fallait absolument franchir avant que l'ennemi y fût en masse, on pouvait très-bien forcer le passage et arriver les premiers à Juterbock. Alors toute l'armée française était hors de péril, et le prince de Suède était réduit à la suivre en queue sans espérance de l'atteindre.

Vers midi on fut tout à coup assailli par la mitraille, partie du milieu d'un nuage de poussière. On était, sans le savoir, en présence du corps de Tauenzien, que la veille on avait poussé devant soi, qu'on avait devant soi encore, et on touchait au défilé de Dennewitz, seul obstacle un peu difficile à surmonter dans le parcours de cette vaste plaine. Voici en quoi ce défilé consistait.

Transversalement devant nous coulait un ruisseau peu profond, mais très-marécageux,

allant de Niedergörsdorf à Juterbock, et qu'on ne pouvait franchir qu'à deux endroits, à Dennewitz et à Rohrbeck. Ce ruisseau, après avoir coulé de notre gauche à notre droite, parvenu à Rohrbeck, se détournait pour percer droit devant nous jusqu'à Juterbock, petite ville devant laquelle il coulait en décrivant divers contours. La grande route dont nous avions indispensablement besoin pour nos parcs dans cet océan de sable, traversant Dennewitz, il fallait forcer le passage à Dennewitz même. Le général Bertrand attiré par la mitraille accourut, et le nuage de poussière s'étant un moment dissipé, il reconnut les Prussiens. Il sentit qu'il fallait les culbuter, et passer malgré eux ce défilé de Dennewitz. Le maréchal Ney accourut à son tour, vit bien qu'il n'y avait pas autre chose à faire, et il en donna l'ordre immédiatement.

La division italienne Fontanelli marchait en tête. Son général suivi de quelques bataillons entra dans Dennewitz en passant sur le corps d'un détachement prussien, et franchit ainsi le ruisseau. Mais ce n'était pas dans le village même de Dennewitz, c'était au delà, dans d'assez belles positions s'étendant en face de notre gauche, que l'ennemi avait résolu de résister, en nous opposant ce qu'il avait de forces actuellement réunies. Heureusement il n'y avait de présent sur les lieux que le corps de Tauenzien : celui de Bulow s'avançait en toute hâte, les Suédois et les Russes faisaient aussi grande diligence, mais ils étaient plus loin encore. Si de leur côté tous les corps français précipitaient leur marche, il se pouvait qu'ils arrivassent à temps pour traverser le défilé en écrasant Tauenzien, peut-être Bulow lui-même.

A peine la division italienne avait-elle dépassé le village de Dennewitz, que des milliers de cavaliers avec beaucoup d'artillerie fondirent sur elle. Mais elle ne se laissa point ébranler. A la sortie de Dennewitz nous étions dans une plaine bordée à l'horizon par des bois, et terminée à gauche par quelques mamelons surmontés d'un moulin. A droite, dans le lointain, on apercevait Juterbock. Ney, toujours fort habile sur le terrain, dirigea lui-même toutes les dispositions. A gauche il plaça près du moulin de Dennewitz la belle division Morand, dont le général Morand doublait la valeur par sa présence, au centre la division italienne, à droite dans la direction de Juterbock la division wurtembergeoise. Notre artillerie bien postée sur les parties saillantes du terrain, contint celle de Tauenzien, et réussit même à la faire taire. Alors la cavalerie ennemie, très-nombreuse, se jeta sur la nôtre, qui rendit la charge, mais fut culbutée. Quelques-uns même de nos escadrons, vivement poursuivis, se précipitèrent à travers les intervalles des bataillons italiens, qui n'osèrent tirer de peur de tirer sur les nôtres. Deux de ces bataillons se privant ainsi de leurs feux furent renversés par la cavalerie ennemie, ce qui amena quelque désordre dans notre ligne. A ce spectacle, le général Morand prit deux bataillons du 13ᵉ, se porta en avant à gauche, et couvrant notre ligne ébranlée lui donna le temps de se remettre. Toute la cavalerie prussienne et russe fondit sur lui, mais il la reçut en carrés, et rendit impuissants tous ses efforts. Cependant il aurait fallu que nos corps arrivassent, car ceux de l'ennemi approchaient, et déjà du village de Niedergörsdorf, situé au-dessus de Dennewitz, on voyait déboucher le corps de Bulow, fort de vingt-cinq mille Prussiens très-animés. Le général Bulow, comme à Gross-Beeren, devançant les ordres de Bernadotte, avait marché en toute hâte, et ses têtes de colonnes apparaissaient vers notre gauche, tandis que sur nos derrières on n'apercevait encore ni Reynier ni Oudinot. Bientôt les colonnes de Bulow débouchant de Niedergörsdorf, rencontrèrent les deux bataillons du 13ᵉ que Morand avait postés sur une éminence à gauche pour servir d'appui à notre ligne de bataille. Ces deux bataillons tinrent ferme, mais accablés par le nombre, ils furent forcés de céder le terrain sur lequel ils étaient établis. Notre artillerie de 12, placée un peu en arrière et au-dessus, les protégea en accablant les Prussiens de mitraille. Ney, de général en chef devenu général de division, prit deux bataillons du 8ᵉ appartenant également à la division Morand, les porta en avant, et reconquit le terrain qu'avaient cédé malgré eux les deux bataillons du 13ᵉ. En même temps il dépêcha officiers sur officiers à Reynier et à Oudinot pour presser leur arrivée. Le corps entier de Bulow se déploya, mais la division Morand successivement engagée tint tête à toutes les forces de l'ennemi. Pressée par des flots de cavalerie, elle les reçut en carrés, et se fit autour d'elle un rempart de cavaliers ennemis, tués ou démontés. Le combat se soutint ainsi avec quinze mille hommes contre près de quarante mille.

Commencée à midi, il y avait trois heures que cette lutte inégale durait avec des chances variées, sans qu'on pût nous faire abandonner le

débouché conquis au delà du ruisseau de Dennewitz. Cependant on apercevait distinctement l'armée russe et suédoise s'avançant à marches forcées sur le village de Golsdorf situé à notre gauche, en deçà du ruisseau que nous avions franchi, et faisant avec ce ruisseau un angle droit. Bulow y avait déjà un détachement, et si le progrès de l'ennemi continuait, la communication pouvait être coupée entre nos troupes engagées et celles qui étaient encore en route. Reynier et Oudinot, que Ney avait eu le tort de laisser à une trop grande distance de Bertrand, entendant le canon, mais l'ayant entendu de même la veille, et enveloppés par un nuage de poussière qui leur dérobait la vue des objets, ne s'étaient pas crus obligés de doubler le pas. Avertis enfin, ils s'étaient hâtés davantage, et le 7ᵉ devançant le 12ᵉ était venu diminuer l'inégalité de forces sous laquelle le 4ᵉ corps avait failli succomber.

D'après l'ordre de Ney, qui lui avait enjoint de se former en potence sur notre gauche pour contenir Bulow, et faire face aux Suédois et aux Russes qui s'approchaient, Reynier retardé un moment par les bagages du 4ᵉ corps, poussa en avant la division française sur laquelle il comptait le plus, celle de Durutte, et l'établit en arrière de Dennewitz, en deçà du ruisseau. Cette division placée là sur une légère éminence pouvait faire un grand usage de son artillerie, et elle n'y manqua point. Reynier dirigea la division saxonne Lecoq sur Golsdorf, et tint en réserve sa seconde division saxonne, celle de Lestoc. A peine ces dispositions étaient-elles exécutées, que le général Durutte, se portant au sommet de l'angle décrit par notre ligne, arrêta court les Prussiens qui débouchaient de Niedergörsdorf. De son côté la brigade Mellentin, de la division saxonne Lestoc, pénétra dans Golsdorf, en chassa les Prussiens, et empêcha ainsi l'ennemi de s'établir sur notre gauche. Le combat se soutint de la sorte avec acharnement au milieu de nuages de poussière qui ne laissaient voir autre chose que les troupes qu'on avait immédiatement devant soi.

Enfin Oudinot arriva, passa derrière les corps qui l'avaient précédé, et apercevant l'orage qui nous menaçait à gauche, car de ce côté quarante mille Suédois et Russes marchaient sur Golsdorf, plaça deux de ses divisions derrière les Saxons de Lestoc, et garda la troisième en réserve. Grâce à ce renfort, et sauf accident, il était possible encore que les 50 mille soldats de Ney tinssent tête aux 80 mille ennemis qu'ils avaient sur les bras, et qu'ils parvinssent à gagner Juterbock sans échec.

Mais en ce moment un effort combiné de Tauenzien et d'une moitié de Bulow sur le corps de Bertrand affaibli par une longue lutte, obligea celui-ci à se replier, et vers quatre heures, ayant déjà perdu plus de trois mille hommes, il céda du terrain, non en repassant le ruisseau de Dennewitz, mais en appuyant un peu à droite vers Rohrbeck, et en restant toujours en avant de ce ruisseau. Ney, trop préoccupé de ce qu'il avait sous les yeux, et ne songeant pas assez à l'ensemble de la bataille, craignit que Dennewitz ne fût découvert par le mouvement de Bertrand, et enjoignit à Reynier de placer la division Durutte à Dennewitz même. Il ordonna en même temps à Oudinot de se reporter sur Golsdorf, où il servait d'appui aux Saxons, à Rohrbeck, pour former réserve derrière Bertrand. C'était une double faute, car notre droite, depuis que Bertrand s'était rapproché de Rohrbeck, était moins en danger que notre gauche, repliée en potence et menacée par l'irruption de quarante mille ennemis. Le général Durutte, sur l'ordre transmis par Reynier, quitta avec une de ses deux brigades la bonne position où il était en arrière de Dennewitz, passa le ruisseau, et s'empara du moulin de Dennewitz, abandonné par Bertrand. Sa seconde brigade, réduite à elle seule, ne fut plus suffisante pour garder le sommet de notre angle. Au même instant Oudinot quitta le côté gauche de cet angle, dont il formait l'appui indispensable, pour se porter vers le côté droit. Alors la division prussienne Borstell, appuyée par une nuée de cavalerie et toute l'artillerie russe et suédoise, attaqua Golsdorf et l'enleva à la brigade saxonne Mellentin. Oudinot essaya bien avant de se retirer d'aider les Saxons à reprendre Golsdorf, mais obligé de continuer son mouvement il les livra bientôt à eux-mêmes. Les Saxons qui par honneur s'étaient jusque-là bien comportés, mais dans le cœur desquels la haine était toujours prête à faire taire l'honneur, se croyant abandonnés des Français pour lesquels ils se battaient, voyant devant eux s'avancer la masse des Suédois et des Russes, commencèrent à reculer. De perfides alarmistes apercevant les flots de poussière que les troupes d'Oudinot soulevaient dans leur mouvement de Golsdorf vers Rohrbeck, dirent que c'était la cavalerie ennemie qui avait tourné l'armée française. A ce bruit les Saxons se débandèrent malgré les efforts de Reynier, désertèrent Golsdorf, laissèrent notre gauche entière-

ment à découvert, et se jetèrent confusément sur Oudinot à travers les rangs duquel ils passèrent. Par malheur tous les parcs et bagages s'étaient accumulés dans l'intérieur de l'angle formé par notre ligne de bataille. Une affreuse confusion se produisit alors, et une véritable déroute commença de toutes parts. Néanmoins la division Durutte, contrainte de quitter Dennewitz, se retira avec ordre : Oudinot, sur lequel la gauche s'était repliée confusément, ne s'ébranla point, et Bertrand put repasser sain et sauf au village de Rohrbeck le ruisseau tant disputé. Pourtant la bataille était perdue, car on avait cédé le terrain du combat, la route de Juterbock était fermée, et dès lors le but était manqué. Six à sept mille des nôtres jonchaient la plaine, et huit ou neuf du côté de l'ennemi la couvraient également. Mais dix à douze mille de nos soldats, surtout les Saxons et les Bavarois, s'enfuyant à toutes jambes, s'en allaient dire sur l'Elbe que l'armée française était en déroute, et même détruite. Le désordre, fort accru par la fâcheuse circonstance d'une poussière épaisse, était tel, que plusieurs bataillons saxons entendant galoper autour d'eux, et croyant que c'était la cavalerie française, ne se mirent pas en défense, et ne s'aperçurent de leur méprise que lorsqu'il n'était plus temps de se former en carrés. Quelques-uns furent sabrés, le plus grand nombre pris. Pour ceux-ci c'était la délivrance plutôt que la captivité, et il faut se plaindre de leur fidélité plus que de leur courage, car ils se battirent bien jusqu'au moment où ils purent nous quitter pour aller dans les rangs où les attiraient leurs affections. Dans la soirée et le lendemain, il partit la moitié du corps saxon, et au moins une portion égale de la division bavaroise. Les Saxons se cachant dans les villages n'eurent pas de peine à regagner leur pays, qui était près de là. Les Bavarois coururent vers l'Elbe pour retourner dans leur patrie en maraudeurs. Il n'y avait plus moyen de se replier sur Wittenberg qu'on avait laissé à sept ou huit lieues sur la gauche dans la marche de l'armée vers Juterbock, et il n'y avait de retraite possible que sur Torgau, qu'on devait rencontrer derrière soi en revenant sur l'Elbe. Le maréchal Ney s'y retira donc en assez bon ordre, mais après avoir perdu une vingtaine de bouches à feu dont les chevaux avaient été tués, et plus de quinze mille hommes, dont la moitié au moins se composait de déserteurs. Il était réduit à 32 mille combattants environ. Les Italiens nous étaient restés fidèles suivant leur coutume, et s'étaient bien battus. Les Wurtembergeois avaient conservé leur excellente tenue militaire. Parmi les débandés on comptait bien quelques jeunes soldats français, mais en petit nombre, et ne s'éloignant guère de l'armée qui dans ces pays lointains était pour eux une véritable patrie.

Le 8 septembre, le maréchal Ney se trouva réuni avec toutes ses troupes sous le canon de Torgau. Comme il fallait s'y attendre, une aigreur extrême régnait entre les divers états-majors. Ney se plaignait de la lenteur de Reynier et d'Oudinot, mais surtout du faible concours de Reynier, dont les divisions saxonnes avaient lâché pied. Reynier, défendant les Saxons, accusait au contraire le maréchal Ney d'avoir lui-même tout compromis par une fausse manœuvre, celle qui avait porté les divisions d'Oudinot de gauche à droite. Oudinot, le moins aigre des trois, disait qu'il avait marché aussi vite qu'on le lui avait prescrit, et rejetait la faute de sa lenteur sur le général en chef qui, n'ayant pas su prévoir la bataille, n'avait pas dans cette journée tenu ses corps assez rapprochés.

Ce qu'il y avait de vrai dans ces tristes récriminations, tout le monde peut l'apercevoir par le seul récit des faits qui précèdent. Le rendez-vous de Baruth assigné par Napoléon d'une manière générale, pris trop à la lettre par le maréchal Ney qui s'était hâté d'exécuter un mouvement de flanc hasardeux et infiniment prolongé ; ce mouvement bien exécuté le premier jour, moins bien le second, et sans les précautions suffisantes ; la lente arrivée des corps, imputable au général en chef, mais un peu aussi aux lieutenants qui auraient dû de leur côté prévoir une bataille, et y croire en entendant la canonnade ; la circonstance fâcheuse du vent et de la poussière qui plaçait entre tous les corps un nuage impénétrable à la vue ; l'ardeur de Ney au feu, qui l'avait porté à s'absorber dans le commandement d'un seul corps au lieu de s'occuper de l'ensemble ; l'ordre regrettable donné à Oudinot de quitter la gauche pour la droite, et enfin le penchant des alliés à la débandade, telles avaient été les causes de la perte de cette bataille, causes dont quelques-unes étaient sans doute accidentelles, mais dont la plupart se rattachaient aux causes générales que nous avons signalées tant de fois, et qui menaçaient nos affaires d'une ruine prochaine.

Arrivé à Torgau, Ney y trouva ce qu'il appelait une *sorte d'enfer*. Outre le mécontentement

des soldats et les récriminations des chefs qu'il lui fallait subir, outre la cohue des fuyards qu'il lui fallait faire rentrer dans l'ordre, outre la difficulté de pourvoir à tout ce qui manquait, surtout à l'approche de l'ennemi déjà presque aux portes de Torgau, Ney avait encore la crainte de voir les Saxons s'insurger. Peu contenus par Reynier, qui dans sa mauvaise humeur se faisait trop leur avocat, ils menaçaient tout haut de défection. On avait ordonné de ramener du bétail sur la rive droite de l'Elbe pour former les approvisionnements de la place de Torgau, et ceux de l'armée elle-même. Les Saxons non-seulement s'y étaient refusés, mais s'étaient emparés d'un parc qu'on venait de réunir, et avaient distribué les têtes de bétail aux paysans saxons du voisinage. D'une pareille désobéissance à une révolte ouverte il n'y avait pas loin. Du reste il n'était pas surprenant que dans une armée composée d'éléments si divers, deux batailles perdues en douze jours eussent produit cet ébranlement moral : il aurait fallu s'étonner au contraire s'il en eût été autrement. Ney, comme Macdonald, comme Oudinot, écrivit à l'Empereur pour lui demander d'être exonéré du commandement. — J'aime mieux, disait-il noblement, être grenadier que général dans de telles conditions : je suis prêt à verser tout mon sang, mais je désire que ce soit utilement [1]. — Appuyé sur Torgau et sur l'Elbe, Ney pouvait bien empêcher le passage du fleuve quelques jours, il ne pouvait pas le disputer longtemps, du moins sans de nouveaux secours, surtout contre la réunion de forces qu'il était facile de prévoir vers cette partie de notre ligne de défense.

Pendant que ces événements avaient lieu, Napoléon rentré à Dresde le 7 au soir, avait été rappelé dès le 8 au matin à Pirna, auprès du maréchal Saint-Cyr, pour y tenir tête aux Russes et aux Prussiens qui paraissaient insister dans leur attaque, au point de rendre vraisemblable une entreprise sérieuse. Napoléon aurait bien voulu qu'il en fût ainsi, mais, hélas ! il ne l'espérait guère. Son grand tact militaire ne lui permettait pas de croire que lorsqu'il y aurait une opération sérieuse, elle pût être tentée sur Dresde, après ce qui s'était passé les 26 et 27 août. Il ne croyait donc qu'à une simple démonstration ; toutefois il était parti pour Pirna avec sa garde et une portion de la cavalerie de réserve revenues de Bautzen le matin même, et s'était encore transporté auprès du maréchal Saint-Cyr, pour combiner avec lui ce qu'il y aurait à faire en cette nouvelle occurrence.

Les Russes et les Prussiens n'ayant pas aperçu la garde et la réserve de cavalerie qui signalaient toujours la présence de l'Empereur, avaient persisté dans leur mouvement offensif, et Saint-Cyr, qui en rétrogradant était arrivé jusqu'au bord de la petite rivière de la Müglitz près de Mugeln, ne voulait pas la repasser. Cette rivière, coulant des montagnes de Bohême, vient se perdre près de Mugeln dans l'Elbe. En la repassant on abandonnait définitivement les hauteurs, et on était tout à fait rejeté dans la plaine. Le maréchal Saint-Cyr, dans la vue d'un prochain retour offensif, avait voulu se maintenir au delà de la Müglitz et en avait défendu le bord en restant à Dohna. Napoléon s'étant rendu sur les lieux le 8 au matin, bien avant les renforts qui le suivaient, avait pensé comme le maréchal Saint-Cyr, qu'avec la certitude d'être prochainement appuyé, le 14e corps pouvait, sans laisser de réserve, marcher tout entier contre l'ennemi. Sur-le-champ en effet trois des divisions du 14e corps s'étaient formées en colonnes d'attaque et avaient vigoureusement poussé de bas en haut les troupes de Wittgenstein et de Kleist. On avait d'un côté sur la route de Péterswalde recouvré le plateau de Gieshübel, et de l'autre,

[1] Voici cette lettre curieuse, qui peint la situation mieux que tout ce qu'on pourrait dire :

Le prince de la Moskowa au major général.

Wurtzen, 10 septembre 1813.

« C'est un devoir pour moi de déclarer à V. A. S. qu'il est impossible de tirer un bon parti des 4e, 7e et 12e corps d'armée dans l'état actuel de leur organisation. Ces corps sont réunis par le droit, mais ils ne le sont pas par le fait : chacun des généraux en chef fait à peu près ce qu'il juge convenable pour sa propre sûreté ; les choses en sont au point qu'il m'est très-difficile d'obtenir une situation. Le moral des généraux et en général des officiers est singulièrement ébranlé : commander ainsi n'est commander qu'à demi, et j'aimerais mieux être grenadier. Je vous prie, monseigneur, d'obtenir de l'Empereur ou que je sois seul général en chef, ayant seulement sous mes ordres des généraux de division d'aile, ou que Sa Majesté veuille bien me retirer de cet enfer. Je n'ai pas besoin, je pense, de parler de mon dévouement, je suis prêt à verser tout mon sang, mais je désire que ce soit utilement. — Dans l'état actuel, la présence de l'Empereur pourrait seule rétablir l'ensemble, parce que toutes les volontés cèdent à son génie, et que les petites vanités disparaissent devant la majesté du trône.

« V. A. S. doit être aussi instruite que les troupes étrangères de toutes nations manifestent le plus mauvais esprit, et qu'il est douteux si la cavalerie que j'ai avec moi n'est pas plus nuisible qu'utile. »

sur la route de Furstenwalde, refoulé dans la direction de Liebstadt les masses qu'on avait devant soi. Toutefois les coalisés s'étaient repliés sans précipitation, et de manière à laisser du doute sur l'attitude qu'ils prendraient le lendemain. Se retireraient-ils, ou tiendraient-ils ferme? Telle était la question que Napoléon et le maréchal Saint-Cyr n'étaient point en mesure de résoudre encore. Bien décidés du reste à marcher vigoureusement sur l'ennemi s'il voulait tenir le lendemain, ils passèrent la soirée ensemble, et firent avec Murat et Berthier un repas, comme on les fait à la guerre et pour ainsi dire au bivac.

Dans ce moment, 8 au soir, un aide de camp apporta la nouvelle de la bataille perdue à Dennewitz le 6. C'était le quatrième événement malheureux depuis les deux grandes victoires de Dresde, car nous comptions déjà la Katzbach, Gross-Beeren, Kulm, Dennewitz, sans un seul succès pour compenser ces coups redoublés de la fortune. Ce dernier surtout avait une immense gravité, car outre l'effet moral croissant avec la série des malheurs, il mettait en péril la partie inférieure de l'Elbe, et nous exposait à voir ce fleuve franchi sur notre gauche, tandis que l'armée de Bohême descendant de l'Erzgebirge sur notre droite, menacerait de nous tourner définitivement, et de se joindre au corps qui aurait passé l'Elbe à Wittenberg. Napoléon sentit sur-le-champ la portée de cet événement. Néanmoins il demeura calme, et même, aux yeux malicieusement observateurs du maréchal Saint-Cyr, ne décela ni un trouble ni un sentiment d'humeur contre le maréchal Ney. Certes un instant d'emportement eût été excusable; pourtant dans cet épanchement familier de militaires parlant entre eux de leur profession, il sembla n'envisager dans ce qui venait d'arriver que le côté de l'art. — C'est un métier bien difficile que le nôtre! s'écria-t-il plusieurs fois, et comme pénétré des difficultés de ce grand art, le plus grand de tous après celui de gouverner, il releva avec une admirable précision de critique, et sans aucune sévérité, les fautes commises pendant cette courte campagne de trois jours, commencée à Wittenberg, et sitôt finie à Torgau. Il ne voulut jamais voir dans ces fautes que la preuve des difficultés inhérentes au métier, répéta souvent que la guerre était une chose singulièrement difficile, qu'il fallait beaucoup d'indulgence envers ceux qui la pratiquaient, et se montra lui-même de la plus rare équité, comme si un pressentiment surhumain l'avait averti dans le moment, que lui-même aurait bientôt besoin de cette justice indulgente qu'il réclamait pour les généraux malheureux. Entraîné par le feu de la conversation, dans laquelle il était éblouissant quand il s'y livrait, il dit que les généraux n'apportaient pas assez de réflexion dans leurs opérations; que, s'il en avait jamais le temps, il composerait un jour un livre dans lequel il leur enseignerait les principes de la guerre, de manière à en rendre l'application claire et facile à tous, et parla de ce projet d'écrire un jour, comme s'il avait prévu qu'il passerait les six dernières années de sa vie dans un cruel exil, réduit à écrire sur un rocher de l'Océan! Le maréchal Saint-Cyr, que son penchant pour la contradiction rendait souvent paradoxal, nia la science, même l'expérience, soutint qu'on naissait général et qu'on ne le devenait pas, que les généraux gagnaient peu à vieillir dans l'exercice de leur profession, et que lui, Napoléon, avait fait sa plus belle campagne à vingt-six ans. Napoléon lui concéda en effet que lorsque les généraux n'étaient pas doués par la nature de certaines facultés, l'expérience leur profitait peu, et plongeant dans le passé : Il n'y en a eu qu'un, s'écria-t-il, qui, méditant sans cesse sur son métier, ait gagné à vieillir, c'est Turenne!....

Ainsi après une nouvelle terrible, qui changeait considérablement sa position, Napoléon passa la soirée à disserter sur son art, et à charmer ses auditeurs, qui n'étaient pourtant pas tous bienveillants! Homme singulier et prodigieux, qui sans être né flegmatique, arrivait par la puissance de son esprit à s'arracher aux affaires présentes, à les oublier, à les dédaigner, à les juger de la hauteur de l'aigle, qui d'un vol vigoureux échappe à la terre pour planer dans les hauteurs du ciel!

Cependant il ne se faisait pas illusion, et songeant que dans son vaste empire tout avait été prévu pour la conquête, rien pour la défense, il voulut faire parvenir au ministre de la guerre l'ordre indirect de s'occuper des places du Rhin. Écrire lui-même au duc de Feltre qu'il commençait à douter de la possibilité de se maintenir en Allemagne, était un aveu pénible, et surtout dangereux à faire, car l'émotion de celui qui recevrait une telle confidence pourrait bien en amener la divulgation. Il imagina donc le soir même de faire adresser par M. de Bassano, au ministre Clarke, une lettre

écrite en chiffres, et conçue dans les termes suivants :

8 septembre 1813.

« Les événements se pressent de telle manière « qu'en laissant à Sa Majesté des chances heu« reuses et brillantes, il est cependant de la pru« dence d'en prévoir de contraires. Je crois « devoir, mon cher duc, m'en expliquer confi« dentiellement avec vous.

« L'armée russe n'est pas notre ennemi le plus « dangereux. Elle a éprouvé de grandes pertes, « elle ne s'est pas renforcée, et, à sa cavalerie « près, qui est assez nombreuse, elle ne joue « qu'un rôle subordonné dans la lutte qui est « engagée. Mais la Prusse a fait de grands efforts. « Une exaltation portée à un très-haut degré a « favorisé le parti qu'a pris le souverain. Ses « armées sont considérables, ses généraux, ses « officiers et ses soldats sont très-animés. Tou« tefois la Russie et la Prusse n'auraient offert « que de faibles obstacles à nos armées, mais « l'accession de l'Autriche a extrêmement com« pliqué la question.

« Notre armée, quelque prix que lui aient « coûté les victoires remportées, est encore « belle et nombreuse. Mais les généraux et les « officiers fatigués de la guerre n'ont plus ce « mouvement qui leur avait fait faire de grandes « choses. Le théâtre est trop étendu. L'Empe« reur est vainqueur toutes les fois qu'il est « présent ; mais il ne peut être partout, et les « chefs qui commandent isolément répondent « rarement à son attente. Vous savez ce qui est « arrivé au général Vandamme. Le duc de « Tarente a éprouvé des échecs en Silésie, et le « prince de la Moskowa vient d'être battu en « marchant sur Berlin.

« Dans de telles circonstances, mon cher duc, « et avec le génie de l'Empereur, on peut encore « tout espérer. Mais il se peut aussi que des « chances contraires influent d'une manière fâ« cheuse sur les affaires. On ne doit pas trop le « craindre, mais on doit le regarder comme « possible, et ne rien négliger de ce que com« mande la prudence.

« Je vous présente ce tableau afin que vous « sachiez tout et que vous agissiez en consé« quence.

« Vous feriez sagement de veiller à ce que les « places fussent mises en bon état, et d'y réunir « beaucoup d'artillerie, car nous faisons sou« vent dans ce genre des pertes assez sensibles. « Vous devriez vous entendre secrètement avec « le directeur général des vivres pour faire dans « les places du Rhin des approvisionnements « extraordinaires, enfin pour préparer d'avance « tout ce qui convient, afin que dans une cir« constance extraordinaire Sa Majesté n'éprouvât « point de nouveaux embarras, et que vous ne « fussiez pas pris au dépourvu. — Vous sentez « que si je vous écris ainsi, c'est que j'ai bien « réfléchi à ce qui se passe sous mes yeux, et « que je suis assuré que je ne fais rien en cela « que Sa Majesté puisse désapprouver. Un grand « succès peut tout changer et remettre les « affaires dans la situation prospère où l'im« mense avantage remporté par Sa Majesté les « avait placées.

« Accusez-moi, s'il vous plaît, réception de « cette lettre. »

Le lendemain 9, Napoléon se rendit de très-bonne heure sur le terrain pour observer de ses yeux les mouvements de l'ennemi, et prescrire ses dispositions en conséquence. Il avait sous la main le 1er corps, récemment réorganisé par le comte de Lobau, et posté en avant de Zehist sur la route de Péterswalde, le 14e sous le maréchal Saint-Cyr rangé en avant de Dohna, sur la route de Furstenwalde. Il avait un peu en arrière à Mugeln, mais en position d'agir, trois divisions de la jeune garde sous le maréchal Mortier, et la cavalerie légère de la garde sous Lefebvre-Desnouettes. Le reste de la jeune garde, la vieille garde, le corps de Marmont, la cavalerie de Latour-Maubourg, étaient à Dresde, pour parer aux accidents imprévus. Assez loin vers la droite, à quelques lieues sur la route de Freyberg, le maréchal Victor avec son corps d'armée surveillait les débouchés de la Bohême aboutissant à Leipzig. Le 1er et le 14e corps, les trois divisions de la jeune garde, pouvaient monter à environ 55 mille hommes, force suffisante pour accabler l'ennemi qu'on apercevait, surtout si on avait su que les Autrichiens venaient de commettre la faute de rétrograder en Bohême jusqu'à Tetschen et Leitmeritz, et qu'on n'avait devant soi que Wittgenstein et Kleist. Mais il était impossible de le savoir d'une manière sûre, et on en était réduit, en ne voyant pas les Autrichiens, à se demander où ils pouvaient être. Au surplus Kleist et Wittgenstein faisaient bonne contenance, et ne paraissaient pas encore disposés à battre en retraite.

On était donc à Zehist et à Dohna sur deux

routes à la fois, d'un côté celle de Péterswalde qui passait par Zehist, Gieshübel, Péterswalde, chaussée neuve, large, partout facile pour l'artillerie, et de l'autre celle de Liebstadt, passant par Furstenwalde, chaussée vieille, praticable à l'artillerie jusqu'à Furstenwalde seulement, et à partir de ce point franchissant la haute montagne du Geyersberg par des sentiers inaccessibles aux gros charrois. C'est cette dernière route que Kleist, dans la fatale journée de Kulm, avait suivie jusqu'à Furstenwalde, puis avait quittée pour gagner par un détour à gauche la chaussée de Péterswalde, et tomber sur Kulm à l'improviste. Le maréchal Saint-Cyr qui entendait aussi bien que personne l'art de profiter du terrain, proposa de prendre la vieille route de Bohême, en se portant rapidement avec le 14ᵉ corps et la jeune garde sur Liebstadt et Furstenwalde, de se jeter ensuite dans le flanc de la colonne ennemie qui avait pris la route de Péterswalde, de couper ainsi une portion plus ou moins forte de cette colonne, et même parvenu à Furstenwalde, de franchir le Geyersberg, et d'intercepter la retraite de l'ennemi vers la Bohême. Avec des efforts, avec beaucoup de sapeurs, on finirait bien, selon lui, par frayer un chemin à l'artillerie, et par arriver sur le revers du Geyersberg, c'est-à-dire sur les derrières de l'ennemi, avec une quantité suffisante de canons.

Napoléon approuva sur-le-champ ce plan ingénieux, bien qu'il ne sût pas si on pourrait passer le Geyersberg avec de l'artillerie ; mais en tous cas, on avait toujours plus de chances de causer du mal à l'ennemi en le côtoyant, qu'en l'abordant directement sur la grande route de Péterswalde. En conséquence, tandis que le comte de Lobau avec le 1ᵉʳ corps s'avançait de Zehist sur Gieshübel, de Gieshübel sur Péterswalde, poussant l'ennemi de front, Napoléon se tenant de sa personne auprès de la colonne de Saint-Cyr, s'avança latéralement, et d'un pas assez rapide, avec le 14ᵉ corps et la jeune garde. On marcha ainsi toute la journée du 9.

Kleist et Wittgenstein, sans avoir aperçu les renforts amenés par Napoléon, avaient reconnu sa présence à la seule allure des troupes, et s'étaient aussitôt mis en retraite. Toutefois ils se repliaient sans précipitation, et Napoléon cheminant parallèlement à eux, sur la vieille route de Bohême, les voyait toujours de flanc, et quoiqu'il n'eût pas assez d'avance pour les couper en se jetant d'une route sur l'autre, se flattait de les prendre à revers le lendemain, s'il pouvait, arrivé au pied des montagnes, les franchir avec son artillerie. On bivaqua le 9 au soir à Furstenwalde.

Le lendemain matin, 10 septembre, on se porta par Ebersdorf vers un col d'où l'on découvrait le triste théâtre des événements de Kulm. A droite on avait les hauteurs du Geyersberg, à gauche celles du Nollenberg, le long desquelles se développait la grande route de Péterswalde pour descendre en Bohême. Napoléon franchit ce col accompagné du maréchal Saint-Cyr et de ses troupes légères, et vit à une certaine distance sur sa gauche les troupes ennemies se hâtant de repasser les montagnes, et menacées d'en être empêchées si on parvenait à traverser le col avec des moyens d'artillerie suffisants. Alors en prenant une bonne position sur l'une des hauteurs qui dominaient la route, on pouvait réduire l'ennemi à faire par des sentiers presque impraticables une retraite désastreuse, et se procurer une brillante revanche de Kulm.

L'artillerie pleine d'ardeur s'engagea bravement au milieu des rochers. Soldats et sapeurs se mirent à l'ouvrage, mais ne purent hisser leurs canons jusqu'à la hauteur du col, et l'artillerie se vit ainsi arrêtée par des obstacles insurmontables. Il lui aurait fallu vingt-quatre heures pour les vaincre, et dans cet intervalle l'ennemi devait avoir défilé tout entier. En ne franchissant le Geyersberg que le lendemain, ou en allant par un détour à gauche regagner la route de Péterswalde, on aurait pu, il est vrai, serrer les Prussiens et les Russes d'assez près pour les atteindre, et les assaillir hardiment si on avait su qu'ils étaient séparés des Autrichiens. Mais ce parti présentait bien des chances auxquelles la prudence ne permettait pas de s'exposer. En effet, l'absence des Autrichiens n'était qu'une conjecture; on ne les avait pas vus de ce côté-ci des montagnes, mais ils pouvaient être de l'autre, et ce n'était pas avec 55 mille hommes qu'il eût été sage d'en aborder 150 mille. Même sans les Autrichiens, Kleist et Wittgenstein devaient avoir près de 70 mille hommes, en comptant les gardes russe et prussienne restées au delà des montagnes, et quoique avec 55 mille hommes bien postés on pût leur causer beaucoup de dommage, descendre dans la plaine à leur suite n'était pas très-prudent, surtout quand on était rappelé vers Dresde par plusieurs raisons graves, telles que la bataille perdue de Dennewitz, une nou-

velle agression de Blucher contre Macdonald, et enfin l'apparition de nombreux partisans sur toutes les routes aboutissant de la Bohême à la Saxe. Dès qu'il était impossible de franchir le Geyersberg dans deux heures pour couper la grande route, il n'y avait plus rien d'utile à tenter, et Napoléon qui, saisissant d'un coup d'œil tous les aspects d'une situation, ne perdait pas de temps à se résoudre, prit sur-le-champ le parti de s'arrêter. Toutefois comme il était importuné de la nouvelle fréquemment répétée de l'irruption des partisans en Saxe, il voulut que ses troupes restassent en position, le maréchal Saint-Cyr au Geyersberg, le comte de Lobau au Nollenberg, l'un et l'autre au débouché des montagnes. Il avait l'intention, si ces partisans n'étaient que les avant-coureurs de corps plus considérables commençant sur Leipzig une opération qu'il avait toujours crue probable, de les retenir quelques jours en les intimidant par sa présence au-dessus de Kulm, ce qui lui donnait le temps de faire des dispositions proportionnées à ce nouveau danger.

En conséquence, sur ce terrain hérissé de rochers, où les sapeurs et les soldats s'épuisaient en inutiles efforts pour faire passer l'artillerie, Napoléon prit à part le maréchal Saint-Cyr, et lui déclara qu'il renonçait à cette tentative sans lui exprimer tous ses motifs, trop nombreux pour être détaillés, et d'ailleurs pas tous bons à dire. Il lui ordonna de se tenir deux jours au moins dans une position menaçante au-dessus de Tœplitz, puis il quitta le maréchal qui fut fort étonné et fort mécontent de voir abandonner un projet dont il était épris, et dont il espérait de grands résultats [1]. Napoléon alla par Breitenau à Hollendorf, donner les mêmes instructions au comte de Lobau, lui prescrire par conséquent de garder une attitude menaçante au débouché des montagnes, puis revint coucher à Breitenau. Il consacra la journée du 11 à revoir toutes les positions de cette contrée, tant sur le plateau de Pirna que sur celui de Gieshübel, et rentra le 12 à Dresde.

Napoléon revenu à Dresde avait de quoi réfléchir à sa situation, qui était grave en effet, et commençait même à devenir inquiétante. Ce plan adopté à Trachenberg de marcher tous ensemble sur lui, en se dérobant dès qu'il était présent, et en avançant résolûment dès qu'on ne trouvait que ses lieutenants, de l'épuiser ainsi en courses inutiles, et puis quand on l'aurait suffisamment affaibli, d'essayer de l'envelopper pour l'étouffer, ce plan, qui exigeait une condition parfaitement remplie ici, l'ensemble et la persévérance des efforts, la résignation aux pertes quelles qu'elles fussent, ce plan n'était que trop évident, et suivi avec une constance funeste. Napoléon le discernait à merveille, et sans être découragé, il voyait clairement se former autour de lui le cercle de fer dans lequel on cherchait à l'enfermer. Quatre batailles avaient été perdues là où il n'était point, par les fautes que nous avons signalées, fautes remontant accidentellement à ses lieutenants, fondamentalement à lui. Ces batailles de la Katzbach, de Gross-Beeren, de Kulm, de Dennewitz, avaient dépassé en importance la victoire de Dresde; Napoléon, quand il avait voulu y remédier, avait inutilement couru ces jours derniers sur Gorlitz, aujourd'hui sur Péterswalde, et il avait vu s'échapper sans cesse l'occasion d'une grande bataille par laquelle il espérait tout réparer. Cette situation révélait le seul défaut de son

[1] Ici encore, toujours appliqué que nous sommes à rechercher la vérité rigoureuse, nous relèverons un passage des Mémoires du maréchal Saint-Cyr, qui, retraçant à sa manière les faits que nous venons de rapporter (tome IV de ses Mémoires, pages 157 et suivantes), raconte avec étonnement et humeur le brusque changement de détermination de Napoléon, déplore de n'avoir plus retrouvé en lui ce jour-là le grand homme que le Saint-Bernard n'avait pu jadis ni intimider ni arrêter. S'il était vrai, ce qui n'est pas, que dans ces dernières campagnes on eût à regretter le grand homme de Rivoli et de Marengo, ce ne serait pas cette fois. D'abord il y a des faits que le maréchal Saint-Cyr a exagérés, il y en a d'autres qu'il a ignorés. Il prétend que le passage du Geyersberg était facile à rendre praticable; or, une lettre de Napoléon à M. de Bassano, laquelle, par un hasard heureux pour l'histoire, rend compte de cette circonstance, dit positivement qu'il avait été impossible de frayer la route, et certes Napoléon y avait un tel intérêt, et il en avait de plus un tel désir, que si on l'avait pu (bien entendu dans le nombre d'heures nécessaire) il n'aurait pas manqué de le tenter. Le maréchal appuie encore beaucoup sur la faute de n'avoir pas profité de l'absence des Autrichiens pour accabler Kleist et Wittgenstein : or, cette absence par lui soupçonnée, mais tout à fait inconnue alors, et peu présumable, n'est devenue une certitude que depuis beaucoup de publications historiques, et le jugement du maréchal n'est plus dès lors qu'un jugement porté après coup, et reposant sur des données qui sont inexactes en se référant aux circonstances du moment. Enfin le maréchal ignorait tout ce que Napoléon venait d'apprendre, et ne lui avait pas dit, de la situation de Macdonald, de celle de Ney, et de l'apparition des partisans en Saxe, apparition inquiétante et qui pouvait être interprétée de bien des manières. Le maréchal a donc porté un jugement erroné, faute de connaître tous les faits ou de vouloir les interpréter équitablement, et cette divergence d'opinion, entre deux hommes présents à la même heure sur les mêmes lieux, tous deux fort compétents, est une nouvelle preuve de la difficulté de bien juger les événements de cette nature, par conséquent d'écrire l'histoire en toute vérité.

plan de guerre concentrique autour de Dresde, celui d'en avoir trop étendu le rayon, de l'avoir porté à gauche jusqu'à Berlin, en face jusqu'à Lowenberg, tandis qu'à droite il était forcé de le pousser jusqu'à Péterswalde, ce qui faisait qu'il était trop éloigné de ses lieutenants pour les diriger et les soutenir, et que les courses qu'il était alternativement obligé d'exécuter lui enlevaient à lui son temps, à ses soldats si jeunes la force et le courage. Ce défaut, Napoléon le sentait maintenant, et contraint par l'évidence, surtout par le fâcheux état de ses troupes, il forma le projet de rapprocher de lui ses lieutenants. C'est dans ces intentions qu'il s'en revint à Dresde, et c'est d'après elles que ses nouveaux ordres furent calculés et donnés.

Napoléon à la reprise des hostilités avait environ 360 mille hommes de troupes actives sur l'Elbe, de Dresde à Hambourg, sans compter ni les garnisons de l'Elbe, de l'Oder, de la Vistule, ni le corps d'Augereau destiné à la Bavière, ni le corps du prince Eugène consacré à l'Italie. Il ne lui en restait guère plus de 250 mille à la suite des événements que nous venons de raconter. Au lieu de 80 mille hommes, Macdonald avec les 11ᵉ, 3ᵉ et 5ᵉ corps, en avait tout au plus 50, et avec Poniatowski 60. Au lieu de 70 mille, le corps d'Oudinot transmis à Ney n'en conservait pas plus de 32 mille. La cavalerie avait déjà perdu beaucoup de cavaliers et de chevaux dans ses allées et venues continuelles. Les corps demeurés autour de Dresde avaient fait aussi des pertes, moins considérables, il est vrai, parce que la débandade, résultat le plus sérieux des défaites, ne les avait pas atteints; pourtant ils en avaient fait d'assez notables, et le total de nos troupes, comme on vient de le voir, le corps de Davoust compris, ne dépassait pas 250 mille hommes, lesquels représentaient nos forces disponibles de Dresde à Hambourg. C'était donc une perte de plus de 100 mille hommes, due au feu, aux fatigues, à la désertion des rangs, désertion très-grande chez nos alliés, bien moindre chez les Français, et d'une autre nature, mais réelle cependant. Les alliés, ou passaient à l'ennemi, ou s'enfuyaient chez eux en habits de paysans, comme les Saxons et les Bavarois; les Français n'allaient jamais à l'ennemi bien entendu, ne cherchaient qu'en petit nombre à regagner le Rhin, quoiqu'on aperçût déjà quelques maraudeurs sur la route de Mayence, mais erraient sans armes autour de l'armée, épuisant les ressources des villages où ils trouvaient un abri. Cette triste disposition à se débander, que la fatigue, le froid et surtout la faim, avaient développée d'une manière désastreuse dans l'armée de Russie, commençait à reparaître dans notre armée d'Allemagne jusqu'à donner des inquiétudes, et toute marche nouvelle, tout événement incertain, toute défaite surtout l'aggravaient beaucoup. L'attention de Napoléon était à cet égard singulièrement éveillée, et il était fort préoccupé entre autres soins de celui des subsistances qui devenaient rares, tant il y avait de milliers d'hommes qui depuis le mois de mai vivaient autour de Dresde, dans un rayon de vingt-cinq lieues.

Telles furent les réflexions qui l'assaillirent à son retour à Dresde, réflexions dont les maux éprouvés par l'ennemi ne le consolaient guère. Si en effet les coalisés avaient essuyé des pertes, c'était par le feu, et nullement par la défection ou les privations. Une ardeur inouïe chez les Allemands leur amenait à chaque instant de nouveaux soldats par les levées de volontaires; de grands efforts administratifs de la part des Russes leur avaient procuré les recrues longtemps attendues. On parlait même d'une armée de réserve arrivant de Pologne sous le général Benningsen, et les Autrichiens, dont les rangs s'étaient fort éclaircis à Dresde, en avaient été dédommagés par l'achèvement de leurs préparatifs qui à la reprise des hostilités n'étaient pas terminés. Les vivres abondaient parmi eux, grâce au concours des populations, aux subsides britanniques, et à un papier-monnaie soutenu par la bonne volonté universelle. Aussi la coalition, loin d'avoir moins de soldats qu'elle n'en espérait, en avait davantage. Ses effectifs, au lieu d'être descendus au-dessous de 500 mille hommes, approchaient de 600 mille. C'est à cette masse formidable que Napoléon devait tenir tête avec 250 mille soldats (220 mille en retranchant le corps de Davoust relégué à Hambourg), jeunes, assez fatigués, déjà moins bien nourris qu'au début de la campagne, étonnés bien que non découragés par plusieurs échecs consécutifs, et du reste, quoique comptant un peu moins sur la fortune de leur chef, ayant toujours une foi entière en son génie.

Napoléon sans songer encore à évacuer l'Elbe pour le Rhin, sacrifice qu'on ne devait pas attendre de lui, sans songer non plus à porter le centre de ses opérations à Berlin, vaste projet que deux batailles perdues sur la route de cette

capitale rendaient désormais impraticable, résolut seulement de resserrer sa position autour de Dresde, et de s'y concentrer pour avoir moins de chemin à parcourir lorsqu'il se porterait sur l'un des points de la circonférence, et pour être en mesure, en restreignant le cercle à garder, de réunir dans sa main une réserve plus forte.

Le maréchal Macdonald avait été obligé de quitter la Sprée et Bautzen par un mouvement que Blucher avait tenté contre Poniatowski, en rejetant ce dernier de Zittau sur Rumburg. Il était venu se ranger en avant de Dresde le long d'une petite rivière, la Wessnitz, qui coule transversalement vers cette capitale en décrivant de nombreux circuits, et vient un peu à droite tomber dans l'Elbe à la hauteur de Pirna. (Voir la carte n° 58.) Napoléon établit le maréchal Macdonald avec ses anciens corps et Poniatowski le long de cette rivière ou un peu en arrière, Poniatowski (le 8e) à Stolpen, Lauriston (le 5e) à Dröbnitz, Gérard (le 11e) à Sebmiedefeld, Souham (le 3e) à Radeberg. Il pouvait en une heure avoir de leurs nouvelles, en deux heures être à leur tête, et en six avoir envoyé les quarante mille hommes de la garde au secours de celui qui serait attaqué.

Napoléon s'appliqua en outre à lier la position de Macdonald placé au delà de l'Elbe, avec celle du maréchal Saint-Cyr posté en deçà, et rien n'égale l'art, la profondeur de calcul avec lesquels il disposa toutes choses conformément au but nouveau qu'il se proposait. D'abord il ne voulait pas à chaque alternative de ce jeu de va-et-vient auquel l'ennemi continuait de se livrer, être forcé d'accourir, ce qui était à la fois fatigant et dérisoire, et il prit des mesures telles que l'ennemi, s'il descendait encore par Péterswalde sur Pirna, fût obligé d'emporter des positions extrêmement fortes, dès lors contraint de s'engager sérieusement, auquel cas il vaudrait la peine de se déplacer pour avoir affaire à lui. En conséquence Napoléon fit retrancher tous les abords des deux plateaux de Pirna et de Gieshübel, sur lesquels l'ennemi devait nécessairement déboucher en venant de Péterswalde. Le plateau de Pirna, supérieur à celui de Gieshübel, était abordable vers Langen-Hennersdorf. Napoléon y ordonna la construction de plusieurs redoutes, et y plaça la 42e division (Mouton-Duvernet) du corps de Saint-Cyr, laquelle gardait en même temps les deux forts de Lilienstein et de Kœnigstein sur l'Elbe. Le plateau de Gieshübel était traversé par la route de Péterswalde à Gieshübel même : Napoléon y fit construire également de nombreuses redoutes, et y envoya les trois divisions du 1er corps sous le comte de Lobau. Pour mettre de l'unité dans la défense, la 42e, séparée du 14e corps auquel elle appartenait, fut rangée sous les ordres du comte de Lobau, mais le comte de Lobau lui-même sous ceux du maréchal Saint-Cyr, ce qui replaçait tout dans la main de ce dernier. Pour le cas où les deux plateaux seraient forcés vers leur bord extérieur, Napoléon fit retrancher le château de Sonnenstein à l'extrémité du plateau de Pirna, et le Kohlberg à l'extrémité de celui de Gieshübel, de façon que l'ennemi eût une seconde ligne d'ouvrages défensifs à enlever. Enfin, à droite de ces deux positions, en face de la vieille route de Tœplitz qui donnait par Liebstadt sur Borna, Napoléon posta le maréchal Saint-Cyr avec les trois autres divisions du 14e corps, et lui prescrivit d'élever des redoutes armées d'une puissante artillerie, en sorte qu'une nouvelle tentative contre ces positions bien retranchées, et défendues par sept divisions, ne pût être désormais une pure feinte.

Napoléon prépara en outre une réserve à ces sept divisions, et la fit consister en deux divisions de la jeune garde établies dans la ville de Pirna. Le reste de la jeune garde et toute la vieille demeurèrent comme d'usage à Dresde. Napoléon ne s'en tint pas à ces précautions. Par un calcul des plus savants, il voulut créer un lien secret et ignoré entre les deux positions, de Macdonald au delà de l'Elbe, de Saint-Cyr en deçà. Il y avait, comme on l'a vu, deux ponts entre les forts de Kœnigstein et de Lilienstein; il en fit jeter un troisième à Pirna même, de manière que la jeune garde et une portion du corps de Saint-Cyr pussent passer l'Elbe à l'improviste, et tomber sur la gauche de l'ennemi qui attaquerait Macdonald, et que de son côté Poniatowski, avec une portion de Macdonald, pût venir se ruer sur la droite de l'ennemi qui attaquerait Saint-Cyr. Grâce à ces combinaisons, Napoléon pouvait espérer de n'avoir plus tant à courir, ou du moins de ne plus le faire en pure perte, contre des corps qui s'amuseraient à le troubler sans vouloir se battre sérieusement.

Le maréchal Victor dut rester à Freyberg, d'où il observait les autres débouchés qui, plus en arrière encore de Dresde, par la route de Commotau à Chemnitz, permettaient à l'ennemi de se diriger sur Leipzig. A Freyberg il n'interceptait pas précisément cette route, mais il lui était

facile de s'y porter en une ou deux marches, et en même temps il n'était pas assez avancé pour ne pouvoir pas rétrograder jusqu'à la position du maréchal Saint-Cyr, si l'ennemi débouchait par Tœplitz sur Péterswalde ou sur Altenberg.

Quant aux partisans dont on voyait déjà un bon nombre, non-seulement sur la grande route de Commotau à Leipzig, mais même sur celle de Carlsbad à Zwickau, Napoléon s'occupa de mettre à leur poursuite une certaine quantité de cavalerie, afin de les pourchasser s'ils n'étaient que des partisans lancés à l'aventure, et de découvrir leur destination s'ils étaient l'avant-garde d'une armée marchant sur Leipzig. Il détacha de Dresde Lefebvre-Desnouettes, et le fit rétrograder sur Leipzig avec trois mille hommes de cavalerie légère. Ce brave général devait recevoir à titre de prêt momentané la cavalerie légère du maréchal Victor qui était à Freyberg, celle du maréchal Ney qui s'était fort rapproché depuis la bataille de Dennewitz, emprunter 2 mille hommes d'infanterie au général Margaron, qui avait à Leipzig beaucoup de bataillons de marche, et fondre avec ces forces réunies sur les partisans qui infestaient la Saxe, et avaient intercepté quelques-uns de nos convois. Ces partisans paraissaient dirigés par le général saxon Thielmann, le même qui avait passé à l'ennemi quelques mois auparavant, et qui avec de l'infanterie légère autrichienne, avec les Cosaques de Platow, venait à la fois couper nos communications, et tâcher d'insurger la Saxe sur nos derrières. Lefebvre-Desnouettes, avec 7 ou 8 mille cavaliers et 2 mille fantassins, avait mission de le poursuivre sans relâche. Voici enfin ce que Napoléon ordonna relativement au maréchal Ney actuellement replié sur Torgau. D'abord, pour donner plus d'unité à son armée, il avait prononcé la dissolution du 12ᵉ corps spécialement commandé par le maréchal Oudinot, et rappelé ce maréchal auprès de lui. Il avait ensuite réparti les deux divisions françaises de ce corps entre les 4ᵉ et 7ᵉ, pour procurer à ceux-ci plus de consistance, et consacré à l'escorte des grands parcs ce qui restait de la division bavaroise, car on ne pouvait plus avec sûreté employer cette division devant l'ennemi. Il avait dédommagé le maréchal Ney des trois ou quatre mille hommes perdus par cette nouvelle distribution, en lui accordant l'excellente division polonaise Dombrowski, laquelle s'était conduite et allait encore se conduire héroïquement. Elle avait fait partie de la division active de Magdebourg sortie de cette place sous le général Girard, et condamnée maintenant à l'inaction pour un temps indéfini. Le maréchal Ney renforcé quelque peu en nombre, beaucoup en qualité de troupes, n'ayant plus que des lieutenants généraux sous ses ordres, fut établi entre Torgau et Wittenberg, afin d'arrêter ou du moins de contrarier beaucoup le premier corps ennemi qui essayerait de franchir l'Elbe. Comptant environ 36 mille hommes, dans lesquels il n'y avait plus en fait d'Allemands que quelques mille Saxons bien entourés, il ne pouvait pas sans doute tenir tête à une grande armée qui voudrait résolûment passer l'Elbe, mais il pouvait disputer le passage jusqu'à ce qu'on vînt à son secours, ce qui était devenu facile depuis que Napoléon avait concentré si habilement, quoique si tardivement, ses forces autour de Dresde. Napoléon adopta provisoirement une mesure pour assurer au maréchal Ney les secours dont il aurait besoin, mesure combinée, comme toutes celles qu'il prenait, de manière à pourvoir à plus d'un objet à la fois. Il plaça le maréchal Marmont avec 18 mille hommes d'infanterie, le général Latour-Maubourg avec 6 mille hommes de cavalerie à Grossenhayn, un peu au delà de l'Elbe, et à mi-chemin de Dresde à Torgau. Ces 24 mille hommes, outre qu'ils étaient prêts à tendre la main au maréchal Ney, devaient protéger la navigation de Hambourg à Dresde, laquelle ne laissait pas d'offrir des difficultés, depuis que l'ennemi victorieux sur notre gauche s'approchait des bords de l'Elbe. Or, on doit se souvenir que notre principale source d'alimentation était à Hambourg. Cette ville s'était rachetée au moyen d'une contribution de 50 millions de francs, acquittés en grande partie en blés, en riz, en viandes salées, en spiritueux, en cuirs, en chevaux. Une portion de cet approvisionnement avait remonté jusqu'à Dresde, et avait été consommée. Il en restait à Torgau une partie dont on avait déjà besoin, car malgré les soins constants de M. Daru, malgré l'habileté qu'il déployait pour l'entretien de l'armée, il avait peine à y suffire, surtout depuis que les partisans interceptaient les routes de Leipzig à Dresde et empêchaient l'exécution des marchés passés avec les habitants. Le corps cantonné à Grossenhayn devait donc assurer les arrivages par l'Elbe, ainsi que les évacuations de blessés et de malades que Napoléon avait ordonnées sur Torgau, Wittenberg et Magdebourg.

Telles furent les dispositions de Napoléon rentré à Dresde vers le milieu de septembre.

Avec quatre corps réunis sous Macdonald en avant de l'Elbe, avec les corps de Lobau, de Saint-Cyr, de Victor en arrière de ce fleuve, appuyés les uns et les autres sur de bons retranchements et communiquant par plusieurs ponts, avec Ney gardant aux environs de Torgau l'Elbe inférieur, avec Marmont et Latour-Maubourg placés entre Torgau et Dresde pour protéger les arrivages du fleuve et flanquer Macdonald, ou descendre au secours de Ney, enfin avec toute la garde concentrée à Dresde et prête à fournir un secours de 40 mille hommes à celui de nos généraux qui serait en danger, sans compter 7 à 8 mille chevaux courant sur nos derrières après les partisans, Napoléon croyait avoir suffisamment resserré sa position, et se flattait même, les vivres arrivant, de pouvoir y passer l'hiver, sans être obligé de s'épuiser en courses vaines afin de parer à de trompeuses démonstrations. Il espérait n'avoir dorénavant à se déplacer que pour des tentatives sérieuses, qui vaudraient alors la peine qu'elles lui coûteraient. Il n'y avait dans cette nouvelle manière de s'asseoir qu'un grave inconvénient, c'était la perte probable des places de l'Oder et de la Vistule, dont les nombreuses garnisons, bloquées depuis plus de huit mois, ne tiendraient certainement pas au delà de l'automne. Ces garnisons laissées au loin dans l'espérance de revenir sur la Vistule après une bataille gagnée, étaient un sacrifice fait au désir chimérique de rétablir sa grandeur en une journée. Napoléon n'y comptait plus guère aujourd'hui, et il voyait avec regret ces excellentes troupes sacrifiées; mais le mal était sans remède, et actuellement il ne songeait qu'à se maintenir sur l'Elbe, ce qui d'ailleurs était pour ces mêmes garnisons, tant qu'il y resterait, un sujet de confiance et une raison de persévérer dans leur résistance. Rien ne disait, après tout, qu'à la suite d'un événement heureux on ne pourrait pas obtenir encore un armistice, dont les conditions essentielles seraient de ravitailler les places de l'Oder et de la Vistule.

Tandis qu'il était à Dresde livré à ces pensées, un nouvel acte de l'ennemi le rappela tout à coup vers Pirna. Les Autrichiens ne s'étaient éloignés un moment des Russes et des Prussiens que pour se réorganiser un peu en arrière du théâtre de la guerre, et pour parer à quelque tentative sur Prague, qu'on avait pu craindre en voyant Napoléon marcher vers Bautzen et Gorlitz, comme il avait fait les 4 et 5 septembre. Rassurés à cet égard par son retour à Dresde, remis de leur rude secousse des 26 et 27 août, ils étaient revenus à Tœplitz, sentant bien que c'était une faute grave que de laisser Kleist et Wittgenstein seuls devant la grande armée française. A peine Wittgenstein les avait-il sus de retour, que le 13 septembre au matin il résolut de repasser les montagnes, et de se montrer de nouveau devant les camps de Pirna et de Gieshübel. Il n'y avait pas grand effort à faire pour entraîner le Prussien Kleist, et ils revinrent tous deux à la charge contre Saint-Cyr et Lobau, surtout contre ce dernier. Malheureusement les ouvrages ordonnés par Napoléon le 11 à Langen-Hennersdorf, à Gieshübel, à Borna, ne pouvaient être exécutés le 13, et le comte de Lobau fut obligé de se replier sur Gieshübel, comme on l'avait déjà fait si souvent. Bien qu'il n'y eût aucun goût et qu'il ne s'en promît aucun résultat, Napoléon dut opérer un nouveau mouvement vers les montagnes de la Bohême, pour rejeter encore une fois au delà de ces montagnes les incommodes et fatigants visiteurs qui venaient sans cesse le troubler. Ayant d'ailleurs conservé une partie de la garde à Pirna même, il n'avait à déplacer que sa personne qu'il ne ménageait guère, et il revint avec la vague espérance à laquelle il se livra peu, mais qu'il ne put absolument chasser de son esprit, de punir une bonne fois l'ennemi si tracassier qu'il avait sur sa droite, et déjà un peu sur ses derrières. Aspirant avec passion à une grande bataille qui seule pouvait changer sa situation, il se laissait aller malgré lui à l'espoir de la rencontrer sur son chemin dès que l'ennemi approchait.

Le 15 donc, se mettant à la tête de ses troupes, il fit pousser l'ennemi de Gieshübel sur Peterswalde, où il le ramena en grand désordre. Mais quelques centaines d'hommes pris ou hors de combat furent encore le seul résultat de ce mouvement. Toutefois l'ennemi resta fièrement en avant des défilés de Hollendorf, au pied du faîte qui sépare la Saxe de la Bohême. On priait le Ciel qu'il fût aussi fier le lendemain, mais on ne s'en flattait guère. Le lendemain 16 septembre, Napoléon, malgré un temps horrible, se remit en marche vers le défilé de Hollendorf, tandis qu'à sa droite le maréchal Saint-Cyr s'était dirigé de Furstenwalde sur le col du Geyersberg, qu'on n'avait pas pu franchir le 10. On poursuivit chaudement les Russes et les Prussiens, et une fois les gorges franchies, les lanciers rouges de la garde fondant sur eux au galop en piquèrent et en prirent un bon nombre. Dans l'une de ces

charges, le colonel Blucher, fils du général de ce nom, tomba dans nos mains atteint de plusieurs coups de lance. Il fut traité avec beaucoup d'égards, et à son langage on put voir que la nécessité, mais non l'affection et la confiance, tenait les coalisés unis. Peu importait au reste le sentiment qui les rapprochait, s'il suffisait pour les faire marcher ensemble encore une ou deux campagnes! Sur la fin du jour on arriva aux environs de Kulm, et on trouva toute l'armée de Bohême établie dans de fortes positions, où il était difficile de l'attaquer avec succès. Elle y était au nombre d'au moins 120 mille hommes depuis le retour des Autrichiens, et Napoléon n'en avait pas plus de 60 mille. Il aurait fallu qu'il dégarnît les bords de l'Elbe pour en amener davantage, et l'occasion n'était vraiment pas assez belle pour qu'il risquât de découvrir les points importants de sa ligne.

Le lendemain 17 il employa la matinée à canonner les Russes, et à leur tuer ainsi quelque monde; mais un orage affreux, mêlé de pluie, de grêle, de neige, exposant le soldat à de graves souffrances, était une raison suffisante pour se retirer. Il repassa la chaîne des montagnes, dit adieu à ces plaines de Bohême qu'il ne devait plus revoir, et vint se poser à Pirna, près du pont qu'il avait fait établir en secret, afin que l'ennemi ne se doutât point de la masse de forces qui pouvait en quelques heures déboucher sur l'une ou l'autre rive. Il y réunit toute la garde, et se tint là aux aguets, prêt à saisir l'occasion et à conduire quarante mille hommes au secours de Macdonald ou de Saint-Cyr, si une tentative sérieuse était faite sur la rive droite ou sur la rive gauche du haut Elbe. En ce moment le maréchal Macdonald apercevait des mouvements singuliers chez l'ennemi. Il semblait que d'une part des troupes nouvelles remontaient de gauche à droite pour entrer en Bohême par le débouché de Zittau, et que de l'autre des troupes allant de droite à gauche quittaient Blucher pour rejoindre Bernadotte. Toutefois comme les événements les plus graves paraissaient devoir s'accomplir sur le front de Macdonald, Napoléon jugea convenable de rester à sa position de Pirna. S'il fallait en effet fondre sur les assaillants qui viendraient attaquer Macdonald, il aimait mieux, au lieu d'aller passer l'Elbe à Dresde, le passer à Pirna ou à Kœnigstein, car outre le chemin épargné à ses troupes, il prendrait ainsi en flanc et à revers l'ennemi qui aurait abordé de front la position de Dresde. De plus, en se tenant à Pirna avec toute sa garde, il conservait la facilité de se rabattre en arrière sur le flanc de la colonne qui reviendrait encore tracasser le comte de Lobau à Gieshübel. Enfin par sa présence il accélérait et dirigeait les travaux ordonnés sur ces divers points. On ne pouvait donc mieux se placer, ni combiner ses opérations d'une manière plus habile. Mais ces manœuvres si savantes n'empêchaient pas la guerre de traîner tristement en longueur, d'épuiser nos jeunes soldats en fatigues au-dessus de leur âge, d'éloigner surtout ces événements décisifs auxquels Napoléon avait habitué la France et l'Europe, et dont il avait besoin pour soutenir le moral de son armée et déconcerter la haine toujours croissante de ses ennemis. Aussi était-il chagrin sans être découragé, et entendait-il de nombreuses critiques même parmi ses officiers qui, au lieu de condamner hardiment son imprudente ambition, blâmaient à tort sa tactique admirable, laquelle ne laissait rien à désirer, et quand elle péchait en quelque chose, ne péchait que par la faute de sa politique. L'idée la plus répandue dans son état-major, c'est qu'il aurait fallu se reporter sur la Saale, ligne, comme nous l'avons dit, impossible à défendre plus de huit jours, et vers laquelle on ne pouvait rétrograder que pour se replier tout de suite sur le Rhin, ce qui était l'abandon instantané de toutes les prétentions pour lesquelles on avait continué la guerre. Cet abandon, il était à jamais regrettable de ne l'avoir pas fait deux mois auparavant, mais aujourd'hui il était devenu presque impraticable. Évacuer l'Elbe militairement eût été difficile, eût entraîné la retraite immédiate sur le Rhin, avec le sacrifice de tout ce qu'on laissait sur la Vistule, sur l'Oder, et peut-être sur l'Elbe, c'est-à-dire avec le sacrifice de cent vingt mille hommes, et de trente mille malades, avec chance de démoraliser l'armée et de perdre quelque grande bataille en se retirant. A l'évacuer, il eût mieux valu l'évacuer politiquement, en offrant sur-le-champ de rouvrir les négociations sur la base de l'abandon de l'Allemagne, mais les coalisés enivrés d'espérance y auraient-ils consenti dans le moment? C'était peu probable. La faute donc d'être resté sur l'Elbe, non à cause de l'Elbe lui-même, mais de tout ce qu'on avait la prétention d'y défendre, condamnait presque à y demeurer jusqu'à périr. Au surplus Napoléon était loin de se croire réduit à une pareille extrémité. Il entrevoyait toujours ou une petite guerre de va-et-vient, dans laquelle il se pro-

posait bien de ne plus user les jambes de ses soldats, et qui lui permettrait de gagner l'hiver sain et sauf, ou une entreprise considérable sur ses derrières, partant de la Bohême ou de l'Elbe inférieur, qui entraînerait une bataille décisive. C'est cette dernière chance dont il se flattait le plus, et qui effectivement était le plus près de se réaliser, mais dans des conditions qui n'étaient pas celles qu'il avait toujours espérées.

En effet, les coalisés étaient résolus à terminer la campagne par une rencontre directe avec Napoléon. Leur tactique consistant à l'éviter, pour tomber sur ses lieutenants, ne pouvait pas être éternelle, et elle avait déjà suffi pour le réduire à une telle infériorité de forces, qu'ils étaient dans la proportion de deux, et allaient être bientôt dans celle de trois contre un. Mais il fallait en venir enfin au moment, désiré et redouté tout à la fois, de se jeter en masse sur lui pour l'accabler. Le désirer était simple, surtout la saison commençant à s'avancer; l'exécuter ne l'était pas autant. La grande armée de Bohême, de beaucoup la plus forte et la mieux composée, presque remise depuis Kulm de la secousse essuyée sous les murs de Dresde, influencée en outre par la présence de souverains impatients d'arriver à un résultat, était disposée à tenter une nouvelle descente de Bohême en Saxe sur les derrières de Napoléon, mais pas aussi près, et elle revenait à l'idée première de se porter par Commotau et Chemnitz sur Leipzig. Les nombreux partisans lancés sous Thielmann et sous Platow, entre l'Elster et la Saale, étaient comme les avant-coureurs destinés à lui frayer la route. Toutefois, avant d'essayer une si vaste entreprise, qui allait amener un duel à mort avec Napoléon, elle aurait souhaité que deux des trois armées actives marchassent réunies, celles de Silésie et de Bohême par exemple. Pour cela elle aurait voulu que l'armée russe de réserve, depuis longtemps préparée en Pologne sous le général Benningsen, et actuellement rendue à Breslau, vînt prendre la place de Blucher devant Dresde, que celui-ci, profitant de l'occasion pour se dérober, allât par Zittau opérer sa jonction en Bohême avec l'armée de Schwarzenberg, et que tous ensemble ils marchassent sur Leipzig. A cette condition seulement le grand état-major des trois souverains osait concevoir l'idée de risquer une seconde bataille de Dresde, non pas à Dresde, mais à Leipzig.

Ce n'était pas, on le pense bien, auprès de Blucher et de ses amis que devait fermenter avec moins de force la pensée de faire aboutir la campagne actuelle à un résultat prochain et décisif. Blucher et ses officiers, tout fiers d'avoir ramené les Français du Bober sur l'Elbe, brûlaient du désir d'arriver à un dénoûment, et ils étaient prêts à tout braver pour y parvenir. Dès les premiers jours de septembre, Blucher avait envoyé en Bohême un personnage de confiance, pour sonder les officiers prussiens qui entouraient le roi, et susciter chez eux l'idée d'une grande opération sur les derrières de Napoléon. Cet émissaire les avait trouvés fort disposés à en finir, remplis toutefois de l'idée que nous avons exposée, et consistant à transporter Blucher lui-même en Bohême pour descendre sur Leipzig avec les deux armées de Bohême et de Silésie réunies. Mais Blucher et ses amis du *Tugend-Bund* dont il était entouré, avaient trop le goût de l'indépendance pour se placer volontiers sous l'autorité directe de l'état-major des souverains. Ils avaient toutefois pour résister à ce qu'on leur proposait des raisons meilleures que leur goût d'indépendance. Il était difficile en effet que l'armée de Silésie parvînt à dérober assez complétement sa marche à Napoléon, pour qu'elle pût remonter en Bohême, traverser les montagnes, et en longer le pied jusqu'à Tœplitz, sans attirer sur elle quelque coup redoutable. Cependant comme il fallait tôt ou tard que Blucher, s'il ne voulait pas se morfondre inutilement devant Dresde, exécutât une manœuvre hardie ou sur le bas Elbe ou sur le haut, la raison alléguée n'était pas sans réplique. L'état-major de Silésie en donna une encore plus forte, et à laquelle il était difficile de répondre. Les nouvelles qu'on avait de l'armée du Nord étaient des moins satisfaisantes. Les généraux russes et prussiens, mais surtout les prussiens, placés sous le prince de Suède, se plaignaient de son inaction pendant les batailles de Gross-Beeren et de Dennewitz. Ils l'accusaient formellement ou d'une prudence approchant de la faiblesse, ou d'une infidélité approchant de la trahison. Ils soutenaient que dans ces deux circonstances il avait tout laissé faire aux généraux prussiens, que les sachant dans l'embarras il s'était peu hâté de les en tirer, qu'ayant pu détruire l'armée française, il ne l'avait pas voulu, ou pas osé. Cette dernière supposition était la vraie. Il n'avait risqué qu'en tremblant sa fausse renommée, et son excessive prudence avait ainsi fait mettre en doute son énergie militaire ou sa loyauté. En ce moment encore, n'ayant devant lui que Ney, réduit à 36 mille hommes,

il restait blotti sous le canon de Magdebourg, et feignait sur l'Elbe des préparatifs de passage sans aucune envie de les exécuter. En conséquence Blurher disait qu'à déplacrr l'armée de Silésie pour la faire coopérer avec celle de Bohême ou celle du Nord, il valait mieux la réunir à cette dernière, qui certainement n'agirait que dominée et entraînée par une autrr. Il proposait donc, au lieu de se rendre en Bohême, d'y envoyer l'armée de Benningsen, laquelle pénétrant par Zittau, couverte par lui pendant cette marche, n'aurait rien à craindre, et rejoindrait sans aucun péril le prince de Schwarzenberg à Tœplitz. Il offrait, ce mouvement terminé, d'exécuter une attaque simulée sur le camp retranché de Dresde, puis de laisser à sa place quelques troupes de cavalerie pour tromper les Français, de descendre avec 60 mille hommes sur l'Elbe inférieur, de forcer Bernadotte à passer ce flruve vers Wittenberg, de remonter ensuite avec lui le rours de la Mulde jusqu'à Leipzig à la tête de 120 ou 130 mille hommes, tandis que le prince de Schwarzenberg accru de Benningsen y descendrait avec plus de 200 mille. On aurait ainsi 320 mille hommes au moins sur les derrières de Napoléon, et on l'obligerait à une bataille générale, désastreuse pour lui s'il la perdait, et peu douteuse pour les souverains en la livrant avec une telle supériorité de forces.

Ce plan, qui sans une bien grande profondeur de conception, avait dans la puissance du nombre, dans la passion des coalisés, de véritables chances de succès, parut avec raison très-préférable à celui qu'on avait conçu en Bohême, et, le désir ardent du triomphe commun faisant taire tous les amours-propres, on l'adopta. En conséquence il fut convenu que le général Benningsen avec son armée de réserve, qui était forte d'environ 50 mille hommes et avait déjà traversé la Silésie, s'acheminerait vers le défilé de Zittau que Poniatowski ne gardait plus, pénétrerait en Bohême, passerait le haut Elbe à l'abri des montagnes, entre Leitmeritz et Tetschen, et joindrait le prince de Schwarzenberg à Tœplitz; que ce dernier alors comptant environ 200 mille hommes se mettrait en marche, rt se bornant à masquer le défilé de Péterswalde, déboucherait en Saxe par Commotau sur Chemnitz; qu'à cette même époque Bluchrr, rxécutant de vives démonstrations contre Dresde, se déroberait par un rapide mouvement sur sa droite, irait passer l'Elbe à Wittenbrrg, forcerait Bernadotte à le franchir à Roslau, que l'un et l'autre remonteraient entre la Mulde et la Saale sur Leipzig, tandis que le prince de Schwarzenberg y descendrait en suivant le rours de ces deux rivières, qu'on trndrait ainsi les uns et les autres à se réunir dans les environs de Leipzig pour y livrer une bataille de géants. Le danger évident de cette manœuvre, parfaitement compris de ces élèves et ennemis de Napoléon, c'était d'être assaillis par celui-ci avant la jonction générale de toutes les forces de la coalition. Mais l'état-major de Blucher soufflant à tous la passion dont il était animé, on résolut de braver ce danger quel qu'il fût, car il fallait bien finir par s'exposer à un grand péril, si on voulait aboutir à un grand résultat. Seulement on se promit une extrême prudence dans la marche périlleuse qu'on allait entreprendre, et, une fois la bataille engagée, une énergie désespérée.

Tels étaient le savoir militaire et la haine implacable auxquels Napoléon avait amené tout le monde, en foulant depuis quatorze années l'Europe à ses pieds.

Le plan une fois adopté, on procéda sur-le-champ à son exécution. Le général Benningsrn pénétra le 17 septembre dans les gorgrs de Zittau, et vers les 22 et 23 septembre fut rendu à Tœplitz. Blucher avait secrètement informé les généraux Tauenzien et Bulow de ses projets, les avait pressés d'occuper fortement les Français devant Wittenberg, Torgau, Grossenhayn, et lui-même s'était continuellement agité autour de Dresde, pour carber le grand mouvement qu'il préparait par sa droite vers le bas Elbe.

Cette agitation incessante sur notre front, les apparitions des coureurs de Thirlmann et de Platow sur notre droite rt nos derrières, drs préparatifs de passage vers l'Elbe inférieur (nous désignons ainsi l'Elbe au-dessous de Torgau), enfin la saison avancée, étaient des signes plus que suffisants pour inspirer à Napoléon l'idée d'événements graves et prochains. Il avait toujours pensé que, ne pouvant l'abordrr de front dans sa position de Dresde, on essayerait de le tourner, ou par sa droite en débouchant de la Bohême, ou par sa gauche en passant l'Elbe inférieur, et peut-être par les deux côtés à la fois. Il avait lui-même un tel désir d'un événement décisif, qu'il en était arrivé à souhaiter de semblables manœuvres, n'imaginant pas qu'une bataille où il serait de sa personne et avec toutes ses réserves pût être autre chose qu'un désastre pour ses ennemis, et ne trouvant dangereuse que cette tactique de va-et-vient qui avait déjà

tant épuisé ses troupes, porté même une certaine atteinte à son immense prestige. Seulement il tenait sans cesse l'œil ouvert, pour n'être pas surpris, et pour tomber à temps sur le téméraire qui oserait le premier se risquer sur ses derrières.

Le 22 septembre un concours de petits événements éveilla fortement son attention. Le maréchal Marmont accru de la cavalerie de réserve du général Latour-Maubourg avait été placé, comme on a vu, à Grossenhayn, pour protéger les convois de vivres qui remontaient vers Dresde, et les convois de blessés qui en descendaient. Cette précaution avait réussi; un chargement de farines était parvenu à Dresde, et de nombreux blessés étaient arrivés sans accident à Torgau. Mais tout à coup la cavalerie légère du général Chastel fut assaillie par la grosse cavalerie du général Tauenzien, et vivement ramenée. En même temps le général Bulow qui bombardait Wittenberg, fit mine de jeter un pont aux environs de cette place, et plus haut le général russe Sacken, qui formait la droite de Blucher en face du camp de Dresde, opéra divers mouvements très-apparents. Napoléon, devinant aussitôt le plan des coalisés, se figura que toute cette agitation de Dresde à Wittenberg cachait une tentative de Blucher pour se porter sur le bas Elbe, et il se mit sur-le-champ en garde. Depuis ses dernières marches sur Kulm, pendant les journées des 15, 16, 17 septembre, il était resté à l'affût, prêt à se jeter par le pont de Pirna sur la rive droite ou sur la rive gauche de l'Elbe, suivant qu'il y aurait un téméraire d'un côté ou de l'autre. Il quitta immédiatement son poste, vint à Dresde, et enjoignit à Macdonald d'exécuter avec ses trois corps une reconnaissance à fond, de pousser à outrance l'ennemi sur Harta, même sur Bautzen, pour savoir au juste si Blucher était là, ou n'y était plus. Napoléon fit savoir à Macdonald qu'il serait lui-même à sa suite avec une portion de la garde, pour agir vigoureusement contre l'armée de Silésie, si toutefois elle était encore dans les mêmes positions,

Il s'y rendit donc de sa personne, et cette reconnaissance de tous les corps français composant l'armée de Macdonald, contre les divers corps formant l'armée de Blucher, commencée le 22 septembre, continuée le 23 jusqu'à Bischofswerda, révéla la présence de Blucher avec les mêmes forces dans les mêmes lieux. On ramassa en effet des prisonniers appartenant aux trois corps de Langeron, d'York, de Sacken; Napoléon en conclut qu'il s'était trop hâté de prêter à ses ennemis des desseins audacieux, et en douta presque pour les avoir supposés trop tôt. Le général Blucher employa une feinte inutile pour le tromper, ce fut d'envoyer aux avant-postes par un parlementaire, et pour son fils prisonnier, une lettre signée de lui, et datée de Bischofswerda [1]. Il espéra ainsi persuader encore mieux à Napoléon que rien n'était changé dans les dispositions des coalisés, et que rien ne changerait. Ce ne fut pas cette lettre, à laquelle on n'attacha aucune importance, mais une circonstance plus sérieuse, la présence à Bischofswerda des trois corps composant l'armée de Silésie, qui, sans abuser Napoléon, sans l'empêcher de croire au plan qu'il avait sitôt deviné, le disposa seulement à en regarder l'exécution comme moins prochaine qu'elle ne l'était effectivement. Trouvant encore Blucher devant lui les 22 et 23 septembre, Napoléon n'en conclut pas qu'il y resterait toujours, mais qu'il en partirait moins prochainement, et il fit des dispositions moins promptes, quoique tout aussi justes, qu'il ne les aurait faites autrement. Ainsi il résolut de resserrer encore davantage sa position, et de ne plus laisser devant Dresde que le seul 11e corps, celui que le maréchal Macdonald avait toujours commandé directement, et de satisfaire ce maréchal en le déchargeant du commandement des 3e, 5e et 8e. Il envoya le 3e (celui du général Souham) à Meissen, petite ville située sur l'Elbe, au-dessous de Dresde. Il ramena Marmont avec le 6e corps, Latour-Maubourg avec la grosse cavalerie, de Grossenhayn à ce même point de Meissen, pour qu'ils fussent plus à portée de secourir Ney, en cas d'une ten-

[1] M. de Muffling, dans ses intéressants Mémoires, s'applaudit fort de cette feinte, et croit que c'est avec l'heureuse idée de cette lettre qu'on endormit la vigilance de Napoléon. Il est dans l'erreur, et la correspondance militaire prouve que si Napoléon fut trompé, dans la mesure d'ailleurs très-restreinte où il le fut, c'est par la présence des trois corps de l'armée de Silésie, qui le 22 et le 23 n'avaient pas quitté encore leur position. C'est une nouvelle preuve de ce qu'il y a de hasards à la guerre, puisqu'un acte de haute prévoyance de la part de Napoléon amena, comme on le verra bientôt, le résultat qu'aurait pu avoir l'imprévoyance elle-même. Ce n'est pas un motif d'estimer et de pratiquer moins la vigilance, mais c'en est un, tout en redoublant de soins et de zèle, de se dire qu'il y a toujours une Providence supérieure qui déjoue parfois les calculs les plus profonds, et de chercher même dans des raisons plus hautes, dans la justice ou l'injustice de la cause qu'on défend, le secret de l'insuccès du génie, à l'instant même où il déploie ses plus grandes facultés.

tative de passage vers Torgau ou Wittenberg. Il amena le 5e (Lauriston) à Dresde même, et achemina le 8e (Poniatowski) sur la route de Waldheim et de Leipzig, afin d'aider Lefebvre-Desnouettes contre les coureurs de Thielmann et de Platow, et de former la tête de colonne de l'armée s'il fallait se rabattre en arrière sur les masses ennemies venant de la Bohême. Napoléon prit donc ses précautions dans le vrai sens des desseins des coalisés, mais, nous le répétons, sans se hâter, car il ne croyait pas ces desseins si près de leur exécution qu'ils l'étaient réellement.

A ces mesures il en ajouta quelques autres qui prouvent qu'un vague pressentiment l'avertissait que bientôt la guerre pourrait se reporter sur le Rhin, ou au moins sur la Saale. En effet il prescrivit au général Rogniat, qui dirigeait le génie de la grande armée depuis la captivité du général Haxo, de relever les défenses de Mersebourg sur la Saale, d'y préparer des ponts, afin d'avoir sur cette rivière une ligne de retraite assurée. Il ordonna d'évacuer de Dresde sur Leipzig, de Leipzig sur Erfurt, d'Erfurt sur Mayence, tous les blessés et malades qu'on aurait le moyen de transporter par terre, et voulut même qu'on fit aux officiers blessés ayant les moyens de se déplacer à leurs frais, certaines insinuations pour les décider à regagner le Rhin, en mettant du reste un grand soin à ne pas rendre ces insinuations alarmantes. Prévoyant que la guerre serait longue et acharnée, il rédigea un décret pour la levée de 120 mille hommes sur les classes antérieures de 1812, 1811, 1810, et un autre pour la levée de 160 mille sur la conscription de 1815, laquelle serait ainsi anticipée de deux ans. Celle de 1814 était déjà tout entière dans les dépôts. Il comptait, avec les réfractaires que des colonnes mobiles pourchassaient en ce moment, porter cette levée à plus de 300 mille hommes, et espérait en l'exécutant dans l'automne l'avoir toute disponible en hiver, et prête à combattre au printemps. Il rédigea lui-même le discours que l'Impératrice régente adresserait au Sénat en cette occasion; il lui enjoignit d'y aller en personne, et de tenir ainsi une espèce de lit de justice, inutile assurément pour soumettre un corps qui devait être soumis jusqu'au jour de la chute de l'Empire. Enfin il donna des ordres directs au ministre de la guerre pour la mise en état de défense des places du Rhin, et surtout d'Italie. Cependant tout en prescrivant ces mesures de prudence sur ses frontières, il contremanda les vastes approvisionnements de vivres que le duc de Feltre avait ordonnés sur le Rhin, d'après la lettre de M. de Bassano, précédemment citée, et il les contremanda afin d'épargner aux populations des alarmes fâcheuses, et, suivant lui, prématurées.

Tandis que Napoléon prenait ces mesures, les coalisés exécutaient plus tôt qu'il ne l'avait supposé leur double mouvement sur Leipzig, par la Bohême et par l'Elbe inférieur. Le prince de Schwarzenberg, se faisant précéder par une colonne autrichienne, marchait de Tœplitz sur Commotau, et Blucher, après être demeuré immobile en présence de Napoléon les 22, 23 et 24 septembre, se dérobait tout à coup pour descendre l'Elbe de Dresde à Wittenberg. Afin de mieux cacher son mouvement il avait porté en avant sa droite formée par le général Sacken, et lui avait ordonné de diriger une forte attaque contre Meissen, dans l'intention de défiler avec son centre et sa gauche derrière cette droite rendue si apparente, et de courir sur Wittenberg. Il se proposait ensuite de retirer sa droite elle-même, et de la réunir devant Wittenberg où il devait franchir l'Elbe.

Il entra en opération le 25 septembre, et, tandis que Sacken attaquait les avant-postes de Macdonald d'un côté, ceux de Marmont de l'autre, il se mit en marche vers l'Elbe inférieur. Il laissa pour le remplacer devant Dresde le corps russe de Sherbatow, fort de 8 mille hommes, ainsi que la division légère autrichienne de Bubna, forte de 10 mille, et chargée de la garde de Zittau lorsque le prince Poniatowski était sur ce point. Ce corps de 18 mille hommes environ était suffisant pour tromper les yeux même les plus exercés, surtout après une reconnaissance comme celle des 22 et 23 septembre, qui avait dû paraître tout à fait démonstrative à Napoléon. Le général Blucher réussit ainsi à se soustraire à nos regards, et dans les journées des 26, 27, 28 septembre, s'achemina sur Wittenberg sans être aperçu. L'attaque si vive de Sacken parut d'abord inexplicable, et fut interprétée comme une manière de tâter la gauche de Macdonald, et peut-être comme l'indice d'une prochaine tentative contre le camp retranché que nous avions en avant de Dresde. Napoléon ordonna de renforcer cette gauche pour la mettre à l'abri de tous les efforts de l'ennemi.

Mais la marche du général Blucher, concourant avec d'autres mouvements des généraux Tauenzien et Bulow, et du prince de Suède lui-

même, ne put échapper à la vigilance du maréchal Ney, contre lequel ces diverses opérations étaient dirigées. Il avait vu Bulow jeter un pont à Wartenbourg et l'y maintenir quelques jours, les autres corps du prince de Suède préparer leurs moyens de passage soit à Barby, soit à Roslau, et n'osant s'opposer à ces diverses tentatives avec 36 mille hommes, de peur de s'en attirer 80 mille sur les bras, il s'était contenté de résister plus particulièrement au passage tenté près de Wartenbourg, parce que c'était le plus rapproché de Dresde, et le plus important dès lors à empêcher. Il écrivit immédiatement à Napoléon pour lui signaler l'état des choses, et lui annoncer comme s'exécutant à l'instant, ou devant s'exécuter sous peu de jours, un passage de l'Elbe entre Wittenberg et Magdebourg par des forces considérables.

Du côté de la Bohême les événements n'étaient pas moins significatifs. Le général Lefebvre-Desnouettes avec quelques milliers de chevaux s'était mis à la poursuite de Thielmann, qui, entré en Saxe par le débouché de Carlsbad à Zwickau, s'était dirigé sur Weissenfels comme s'il eût voulu couper nos communications avec la Saale. Le général Lefebvre-Desnouettes lui avait d'abord fait essuyer plusieurs échecs, et l'avait rejeté jusque sur Altenbourg. Mais en ce moment Platow débouchant avec ses Cosaques et cinq mille Autrichiens, dont trois mille de cavalerie, avait assailli de front Lefebvre-Desnouettes avec plus de dix mille hommes, tandis que Thielmann par un mouvement rapide le prenait par derrière. Lefebvre-Desnouettes n'avait pu s'en tirer qu'en se repliant sur Leipzig, et en sacrifiant quelques centaines d'hommes. Cet échec avait été bientôt réparé par le prince Poniatowski, lequel, ayant repassé l'Elbe et rétrogradé jusqu'à Frohbourg avec le 8e corps et le 4e de cavalerie, avait fondu à son tour sur Thielmann et Platow, leur avait tué quatre cents hommes, et leur en avait pris trois cents. Ces diverses rencontres, alternativement heureuses ou malheureuses, avaient eu l'avantage de nous éclairer parfaitement sur la marche de l'ennemi, et nous avions pu voir sur les débouchés de Commotau à Chemnitz, de Carlsbad à Zwickau, tout autre chose que des partisans, car nous avions reconnu sur ces deux routes les têtes de colonnes de la grande armée de Bohême, composées à la fois d'Autrichiens, de Russes et de Prussiens. L'annonce d'ailleurs de sa prochaine arrivée était répandue dans toute la Saxe. Si Napoléon avait pu concevoir quelques doutes, non pas sur le fond des projets de l'ennemi, mais sur l'époque de leur exécution, il n'en devait plus conserver aucun après ces nouvelles parties en même temps du bas Elbe et des frontières de la Bohême. Il devenait évident que sur sa gauche l'armée du Nord, renforcée peut-être de Blucher, traversait l'Elbe inférieur pour remonter vers Leipzig le long de la Mulde; que sur sa droite l'armée de Bohême, franchissant les montagnes de Bohême, descendait vers Leipzig en suivant aussi le cours de la Mulde, et que toutes deux ou toutes trois, après s'être transportées sur la gauche de l'Elbe, allaient essayer de le prendre à revers. Quant à l'armée de Silésie, que le général russe Sherbatow et le général autrichien Bubna représentaient en ce moment devant Dresde, on pouvait croire encore qu'elle n'avait pas quitté sa position, et qu'elle se maintenait devant Dresde pour nous y retenir.

Mais Napoléon ne se laissa point abuser par ces fausses apparences, et sur-le-champ il commença un double mouvement pour diriger ses forces sur les deux points que l'ennemi menaçait en même temps, de manière à se placer avec ses réserves entre les deux armées coalisées, et à tomber sur l'une ou sur l'autre, suivant celle qui serait le plus à sa portée. Il avait déjà envoyé le prince Poniatowski en arrière de Dresde, sur la route de Leipzig par Waldheim et Frohbourg, d'où celui-ci avait pu arrêter Thielmann et Platow. Il reporta également en arrière le 5e corps (celui de Lauriston), devenu disponible depuis qu'il ne restait plus que le 11e corps (celui de Macdonald) en avant de Dresde, et le dirigea sur Mittweyda, pour servir d'appui à Poniatowski. Le 2e corps (celui du maréchal Victor) était depuis longtemps à Freyberg, surveillant les débouchés de la Bohême en Saxe. Napoléon l'envoya plus loin encore, et le fit avancer jusqu'aux environs de Chemnitz. Ces trois corps auxquels était annexé le 4e de cavalerie, postés à une marche les uns des autres, pouvaient se réunir rapidement, et présenter à l'ennemi une première masse d'environ 40 mille hommes. Napoléon leur adjoignit le 5e de cavalerie qu'il venait de confier au général Pajol, afin qu'ils eussent le moyen de s'éclairer plus au loin, et les rangea tous sous les ordres de Murat. Ils devaient, en rétrogradant vers la Thuringe, longer le pied des montagnes de la Bohême, et s'avancer avec précaution de manière à se trouver toujours entre la grande armée du prince de Schwarzenberg et Leipzig. Le maréchal Marmont

établi à Meissen, au-dessous de Dresde, avec le 6e corps et le 1er de cavalerie, reçut ordre de repasser l'Elbe, et de se replier sur Leipzig, en laissant à Meissen le 3e corps (général Souham), qui avait été envoyé sur ce point depuis qu'on s'était concentré autour de Dresde. Le maréchal Marmont posté ainsi à Leipzig avec près de 30 mille hommes, infanterie et cavalerie, pouvait au besoin s'acheminer vers Murat, ou bien se réunir à Ney sur le bas Elbe, si le danger était plus pressant du côté de celui-ci. Il lui fallait une marche pour rejoindre Murat, deux pour rejoindre Ney. Si avec ses 30 mille hommes il se dirigeait sur Murat, il le porterait à 70 mille; s'il se dirigeait sur Ney, qui avec Dombrowski avait près de 40 mille hommes, il le porterait à environ 70 mille, et de la sorte, deux rassemblements considérables allaient être préparés contre les armées de Bohême et du Nord, Leipzig étant le centre où l'on devait s'interposer entre elles. Napoléon, dès que les mouvements de l'ennemi, encore assez confus, seraient complétement éclaircis, voulait en laissant Saint-Cyr et le comte de Lobau à Dresde, rétrograder lui-même avec les 40 mille hommes de la garde, avec Macdonald, avec Souham qui de Meissen le joindrait en route, et venir ainsi avec un renfort de 75 mille hommes à l'appui de l'un ou de l'autre de ses deux principaux rassemblements. Si le danger le plus menaçant était vers Murat, il courrait de son côté, et formerait avec lui une masse de 145 mille hommes; si le danger était vers Ney, il irait à ce dernier, et en réunirait de même 145 mille. Dans ces deux cas c'était assez, selon lui, pour obtenir sur l'une ou l'autre armée, et peut-être sur l'une après l'autre, une victoire décisive. Si même évacuant Dresde, sauf à y revenir après la victoire, il ralliait à lui les 30 mille hommes de Saint-Cyr et de Lobau, il pouvait avoir contre l'armée de Bohême presque l'égalité de forces, et contre celles du Nord et de Silésie une supériorité accablante. Tels étaient ses calculs, et dans l'état présent des choses il était impossible d'en faire de plus habiles et de mieux entendus.

Les corps de Poniatowski, de Lauriston, de Victor, les 4e et 5e de cavalerie, ayant été acheminés sous Murat dans la direction de Mittweida et de Frohbourg, les corps de Marmont et de Latour-Maubourg l'ayant été dans la direction de Leipzig, Napoléon se tint prêt au premier signal à rejoindre les uns ou les autres avec 75 mille hommes. Il fit payer quelques mois de solde aux officiers qui souffraient beaucoup, et fournit l'argent nécessaire de son propre trésor, celui de l'armée étant vide. Il fit donner des souliers aux soldats, préparer ses parcs de munitions, et tout disposer en un mot pour un mouvement général. Une colonne de 8 à 9 mille hommes de bataillons et escadrons de marche était arrivée à Leipzig. Il ordonna de l'y laisser pour garder cette ville conjointement avec les détachements que le général Margaron y avait déjà, et enfin il y appela en outre le corps d'Augereau qui avait été d'abord destiné à rassurer et à contenir la Bavière menacée par un corps autrichien. Ce corps d'Augereau qui devait être de près de 30 mille hommes, avait été successivement affaibli pour envoyer des renforts sur l'Elbe. Il n'était plus que de 12 mille hommes, dont 3 mille à peu près de vieux dragons d'Espagne. Tel quel, la présence de ce corps à Wurzbourg avait été de quelque effet sur la Bavière, que l'Autriche dans ce moment encore essayait d'attirer à la coalition, tantôt par des menaces, tantôt par des caresses. Mais Napoléon, sentant que le sort de la guerre se déciderait dans les champs de Leipzig, et que toutes les fidélités y seraient définitivement ou consolidées ou ébranlées, n'hésita pas d'y appeler Augereau. Ces dispositions ayant été arrêtées dans les journées des 28, 29 et 30 septembre, il attendit, l'œil et l'oreille bien ouverts sur tout ce qui allait se passer autour de lui.

Pendant ce temps, les coalisés poursuivaient l'exécution de leurs desseins. Blucher ayant, comme on l'a vu, laissé les généraux Sherbatow et Bubna pour figurer à sa place devant Dresde, et ayant fait défiler son centre et sa gauche derrière sa droite qui feignait une attaque sur Meissen, était arrivé le 30 septembre devant Wittenberg. Il y avait remplacé le corps de Bulow, parti pour rejoindre l'armée du Nord, et s'était ensuite hâté de faire ses préparatifs de passage. Il avait mandé en même temps à Bernadotte, posté à une ou deux marches au-dessous, qu'il devait s'apprêter à franchir l'Elbe, car lui-même espérait se trouver sur la rive gauche dans deux jours. Wittenberg n'ayant pas cessé d'appartenir aux Français, il ne pouvait y opérer un passage. Il se prépara donc à jeter un pont un peu au-dessus, c'est-à-dire à Elster, là même où le général Bulow l'avait essayé quelques jours auparavant. Le 1er octobre il fit amener des bateaux, et le 2, ayant établi un pont, il déboucha sur la rive gauche. Mais il fallait enlever la position de Wartenbourg, qui n'était

pas facile à forcer, car déjà le général Bulow y avait rencontré une résistance telle, qu'il avait été contraint de replier son pont, ne croyant pas pouvoir s'en servir, et ne voulant pas l'abandonner aux Français.

Le maréchal Ney, averti par ses reconnaissances de la présence de l'ennemi sur la gauche de l'Elbe, s'était empressé d'y envoyer le général Bertrand avec le 4e corps, afin d'empêcher, comme on l'avait fait peu de temps auparavant, le succès de cette tentative de passage. Le 4e corps n'ayant pas encore reçu la division Guilleminot qui lui revenait dans le partage du 12e, se trouvait composé uniquement de la division française Morand, de la division italienne Fontanelli, et de la division wurtembergeoise Franquemont, ces trois ne faisant pas plus de 12 mille hommes. C'était bien peu contre les 60 mille hommes de Blucher; mais les lieux, l'habileté, le sang-froid, peuvent souvent compenser toutes les inégalités de nombre. La circonstance dont il s'agit en fournit bientôt un exemple mémorable.

L'Elbe en approchant d'Elster forme un coude très-prononcé, et enveloppe ainsi un terrain bas et marécageux, situé sur la rive gauche. C'est sur ce terrain que se trouve le vieux château de Wartenbourg. Afin de le garantir des inondations on l'avait jadis protégé au moyen d'une digue, venant s'appuyer aux deux côtés de l'Elbe comme la corde d'un arc. Le château lui-même est à l'une des extrémités de cette digue, le village de Bleddin à l'autre. L'ennemi ayant franchi l'Elbe à Elster, s'il voulait passer outre, devait suivre une route qui venait aboutir perpendiculairement au milieu de la digue. Le général Morand placé au château de Wartenbourg, et au point de jonction de la route avec la digue, avait été naturellement chargé de la tâche la plus difficile. Un peu à droite étaient les Italiens; tout à fait à droite, au village de Bleddin, les Wurtembergeois.

Le général Morand, l'un des trois héros du corps de Davoust, quand ce corps glorieux existait, avait fait ses dispositions avec une sagacité admirable. Il avait rangé ses quatre à cinq mille Français derrière la digue, où ils étaient couverts jusqu'à la tête comme derrière un parapet, et il avait disposé à gauche, sur l'éminence sablonneuse du château de Wartenbourg, toute son artillerie. Il attendait ainsi, tel qu'un chasseur à l'affût, l'apparition des Prussiens.

Ils débouchèrent en effet le 3 octobre au matin par le pont jeté à Elster le 2, et s'avancèrent bravement sur la route, sans prévoir le terrible accueil qui leur était réservé. On les laissa venir, et puis quand ils furent à très-petite portée de fusil, un feu partant de tous les points de la digue, et embrassant leur colonne entière, les assaillit à l'improviste, et les décima cruellement. Au même instant le feu d'une nombreuse artillerie vint s'ajouter à celui de la mousqueterie, et ils furent rejetés en désordre sur le pont.

Ce n'était pas avec les passions qui les animaient, soldats et généraux, qu'ils pouvaient s'arrêter devant un tel obstacle. Ils revinrent à la charge, et chaque fois accueillis de même, ils furent abattus en aussi grand nombre, sans pouvoir seulement arriver jusqu'à la digue. Blucher s'obstina, et ne réussit ainsi qu'à faire tuer une quantité plus considérable de ses soldats. Incommodé par le feu de l'artillerie établie sur notre gauche, il imagina de la faire contre-battre par une batterie placée sur l'autre côté de l'Elbe. Notre artillerie ne se déconcerta point, tourna une partie de ses pièces contre la batterie prussienne, la réduisit au silence, et se remit à tirer sur la route devenue bientôt un vrai champ de carnage.

Ce combat avait duré environ quatre heures, et près de cinq mille ennemis jonchaient cette plaine marécageuse, lorsque le général Blucher eut enfin l'idée de diriger sur notre droite une attaque vigoureuse contre le village de Bleddin, défendu par les Wurtembergeois. La colonne d'attaque ayant remonté le bord du fleuve à la faveur de quelques bois, assaillit Bleddin avec fureur, car c'était la seule route qui pût s'ouvrir à l'armée de Silésie, et elle finit par l'enlever aux Wurtembergeois qui n'étaient guère plus de deux mille. A cette vue le général Bertrand lança la brigade Hullot de la division Morand, sur le flanc de la colonne ennemie. Cette brigade renversa trois bataillons, les écrasa, mais arriva trop tard pour sauver Bleddin, où déjà l'ennemi avait réussi à s'établir. Le général Hullot fut obligé de revenir derrière la digue, et de rejoindre la division Morand.

Sans cette dernière attaque à découvert, nos pertes n'auraient pas dépassé une centaine d'hommes; mais cette sortie nous en coûta deux ou trois cents. Les Wurtembergeois de leur côté, en défendant vaillamment Bleddin, en perdirent un certain nombre. Toutefois nous n'eûmes pas plus de 500 hommes hors de combat, tandis que l'ennemi en eut cinq ou six mille. Cette superbe affaire, l'une des plus remarquables de nos longues guerres, et qui faisait grand honneur aux généraux Bertrand, Morand, Hullot, ne pouvait

cependant, Bleddin étant pris, empêcher l'armée de Silésie de déboucher. Le général Bertrand dut donc rétrograder sur Kemberg, pour se rapprocher du général Reynier et de la division Dombrowski, établis le long de la Mulde de Düben à Dessau. (Voir la carte n° 58.) Les prisonniers recueillis nous apprirent qu'on avait eu sur les bras toute l'armée de Silésie, qui avait ainsi passé l'Elbe, et se trouvait sur la droite de Ney. D'autres reconnaissances nous révélèrent que l'armée du Nord avait commencé à franchir l'Elbe au-dessous de Wittenberg, de Roslau à Barby, et que Ney l'avait par conséquent sur sa gauche. Voici quelle était la configuration des lieux sur lesquels ces deux armées tendaient à se réunir contre le corps du maréchal Ney.

L'Elbe qui de Dresde à Wittenberg coule obliquement du sud-est au nord-ouest, coule de Wartenbourg à Roslau, et presque jusqu'à Barby, de l'est à l'ouest, c'est-à-dire, par rapport à la position que nous venions de prendre, de notre droite à notre gauche. De Wittenberg à Barby l'Elbe recueille la Mulde d'abord, qui s'y jette vers Dessau, et puis la Saale, qui y tombe près de Barby. Ainsi le maréchal Ney avait sur sa droite l'Elbe, coulant latéralement à lui jusqu'à Wittenberg, puis sur son front l'Elbe encore se redressant à Wittenberg, passant devant lui, et puis à sa gauche la Mulde venant à Dessau se jeter dans l'Elbe. Ney se trouvait donc entre Blucher qui avait passé l'Elbe sur sa droite à Wartenbourg, et Bernadotte qui ayant passé l'Elbe au-dessous du confluent de la Mulde, remontait la Mulde sur sa gauche. Il avait, il est vrai, l'avantage de posséder tous les ponts de la Mulde, puisqu'il avait conservé Düben, Bitterfeld, Dessau, d'être dès lors en mesure de manœuvrer sur les deux bords de cette rivière, et de pouvoir s'en couvrir tantôt contre Blucher, tantôt contre Bernadotte. Malheureusement il comptait à peine 40 mille hommes, tandis que Blucher en avait 60 mille, et que Bernadotte, après avoir laissé Tauenzien à la garde de ses ponts, en réunissait encore soixante et quelques mille. Il se conduisit avec beaucoup de prudence entre ces deux masses, tâchant de manœuvrer de manière à les tenir séparées, mais de manière aussi à pouvoir rétrograder rapidement vers Leipzig en remontant la Mulde. Pendant ce temps Blucher et Bernadotte cherchèrent à se voir, se virent en effet pour concerter leur plan d'opération, et tombèrent d'accord que dès qu'ils pourraient quitter sans danger les bords de l'Elbe, pour se porter derrière la Mulde et la remonter jusqu'à Leipzig, ils devraient l'entreprendre. Mais tous deux après avoir osé franchir l'Elbe devant les Français voulaient se ménager une porte de sortie, c'est-à-dire construire, l'un à Wartenbourg, l'autre à Roslau, des têtes de pont parfaitement solides, afin de repasser l'E be en sûreté si la fortune était contraire aux armes de la coalition. Il ne leur fallait pas moins de trois ou quatre jours pour vaquer à ces soins de première nécessité.

Pendant que ces événements se passaient entre l'Elbe et la Mulde, le maréchal Marmont, que ses instructions autorisaient à se rendre là où le péril lui semblerait le plus grand, s'était hâté au premier appel du maréchal Ney de quitter Leipzig, et de descendre la Mulde avec son corps d'armée et la cavalerie du général Latour-Maubourg. Il s'était arrêté à Eilenbourg, derrière le maréchal Ney qui s'était replié sur Düben.

De son côté Murat, chargé d'observer les débouchés de la Bohême, s'était avancé avec Poniatowski, Lauriston, Victor et les 4e et 5e de cavalerie, de Mittweida jusqu'à Frohbourg, longeant le pied de l'Erzgebirge et couvrant Leipzig. (Voir la carte n° 58.) Les têtes de colonnes de l'armée de Bohême étaient maintenant très-visibles, et débouchaient en deux masses principales, de Commotau sur Chemnitz, de Carlsbad sur Zwickau. Ney, Marmont et Murat avaient exactement mandé à Napoléon tout ce qui s'était passé sous leurs yeux.

Napoléon reçut le 5 octobre au matin le rapport du beau combat de Wartenbourg, et le 5, dans la journée, le détail de tous les mouvements opérés par ses divers corps d'armée. Comme on lui disait que le rassemblement qui s'était présenté à Wartenbourg, et qui avait réussi à franchir l'Elbe sur ce point, était l'armée de Silésie, il fit sur-le-champ exécuter une nouvelle reconnaissance en avant de Dresde, c'est-à-dire au delà de l'Elbe, et il sut que la sécurité fondée sur les reconnaissances des 22 et 23 septembre avait été trompeuse, car Blucher venait de défiler du 25 au 30 pour se porter sur Wittenberg. Dès ce moment il était évident qu'on n'avait plus devant soi à Dresde qu'un rideau de troupes, et que les armées de Silésie et du Nord, réunies sur l'Elbe inférieur, l'avaient traversé pour remonter en commun le long de la Mulde jusqu'à la hauteur de Leipzig, tandis que la grande armée de Bohême allait y descendre des montagnes, ce qui devait prochainement amener

la réunion tant prévue de toutes les forces de la coalition sur nos derrières.

Napoléon n'en fut ni ému ni troublé. C'était l'annonce de ce qu'il désirait ardemment, c'est-à-dire d'une bataille générale, et dans sa confiance il ne craignait même qu'une chose, c'est qu'après un mouvement si audacieux les coalisés n'eussent pas le courage de persister dans leur entreprise, et qu'ils ne cherchassent à se dérober. Qu'il fallût rétrograder de Dresde pour marcher sur eux, ce n'était pas à mettre en doute. Mais sur laquelle des deux masses se jetterait-il d'abord, afin de les battre l'une après l'autre? C'était la seule question à poser, et celle-là même ne le fit pas hésiter un instant. L'armée de Bohême n'était pas près d'arriver à Leipzig; d'ailleurs Murat avec 40 mille hommes, en trouvant une douzaine de mille à Leipzig, devant recevoir bientôt les douze mille d'Augereau, ce qui lui procurerait plus de 60 mille hommes, pouvait prendre des positions successives pour couvrir Leipzig, gagner ainsi quelques jours, tandis que Napoléon, à qui il ne fallait que trois marches pour se porter à Düben sur la Mulde, aurait le temps de se jeter entre Blucher et Bernadotte, de les accabler l'un et l'autre, puis de revenir sur l'armée de Bohême et de la battre à son tour. Si cette armée qui tant de fois ne s'était montrée que pour se dérober presque aussitôt, ne l'attendait pas, et se hâtait de rentrer en Bohême, au lieu de courir après elle, il se mettrait à la poursuite de Bernadotte et de Blucher vaincus, les suivrait l'épée dans les reins jusqu'à Berlin, réaliserait ainsi son projet favori de tendre une main secourable à ses garnisons de l'Oder et de la Vistule, et probablement dans ce cas transporterait le théâtre de la guerre sur le bas Elbe, où il avait les deux puissants points d'appui de Magdebourg et de Hambourg.

C'étaient là les chances les plus heureuses, et Napoléon, bien que très-confiant encore, n'était pas assez aveugle pour ne pas admettre aussi les chances malheureuses, surtout en voyant l'acharnement des coalisés. C'est dans cette prévision qu'il avait envoyé le général Rogniat à Mersebourg, pour s'y ménager des moyens certains de retraite sur la Saale. Si les événements étaient sinon fâcheux, du moins indécis, il se replierait sur la Saale, et en ferait sa nouvelle ligne d'opération pour plus ou moins longtemps, selon les moyens de résistance qu'il trouverait sur cette ligne.

Dans ces divers cas tout semblait devoir aboutir à l'évacuation de Dresde, et de la partie du cours de l'Elbe comprise de Kœnigstein à Torgau. Si en effet, après avoir vaincu l'armée de Silésie et du Nord, Napoléon allait s'établir tout à fait sur le bas Elbe, ou bien si, ayant eu des revers en Saxe, il était obligé de repasser la Saale, il devait dans ces deux hypothèses renoncer à Dresde. Il est vrai aussi que si, après avoir battu les armées de Silésie et du Nord, il pouvait battre encore l'armée de Bohême, il était maître de la campagne au point de n'avoir besoin de rien évacuer. Mais c'était le cas le plus favorable, et la prudence ne permettait pas d'y compter assez pour en faire la base de ses calculs. Napoléon disposa les choses de manière à rendre son mouvement complet, et à évacuer jusqu'à la ville de Dresde elle-même. En conséquence il fit partir le 6 au matin toute la garde, jeune et vieille, pour le bas Elbe, c'est-à-dire pour Meissen. Le 3e corps (celui de Souham) s'était acheminé sur Torgau au premier bruit du combat de Wartenbourg. Il ordonna également à Macdonald de partir du camp de Dresde pour Meissen, mais en longeant la rive droite, ce qui était sans danger, l'armée de Silésie n'étant plus dans les environs, et ce qui avait en outre l'avantage de ne pas encombrer la rive gauche. La garde, les corps de Souham et de Macdonald, comprenaient environ 75 mille hommes, lesquels en deux jours allaient être près de Ney, et en trois sur l'ennemi. Restaient à Dresde les corps du comte de Lobau (le 1er), du maréchal Saint-Cyr (le 14e), comptant sept divisions et environ 30 mille hommes. C'était une force considérable, qui, dans les diverses hypothèses que nous venons d'énumérer n'était pas nécessaire à Dresde, et qui sur l'un des deux champs de bataille où l'on s'attendait à combattre, pouvait et devait même décider la victoire. Napoléon fit appeler le maréchal Saint-Cyr qui commandait les deux corps, et lui causa une grande satisfaction en lui exposant ses vues, car ce maréchal, outre qu'il était cette fois de l'avis de Napoléon, appréhendait fort d'être laissé à Dresde. Napoléon lui traça ensuite tout ce qu'il aurait à faire pour l'évacuation de cette ville. D'abord il devait évacuer successivement Kœnigstein, Lilienstein, Pirna, lever en même temps les ponts établis sur ces divers points, réunir les bateaux qui en proviendraient, en conserver une partie à Dresde même pour le cas où l'on y retournerait, charger les autres de vivres, de munitions, de blessés, et les expédier sur Torgau. Tout en faisant ces choses qui res-

semblaient si fort à une évacuation définitive, le maréchal Saint-Cyr devait dire hautement qu'on ne songeait pas à quitter Dresde, que loin de là on allait s'y établir, et se servir de ce langage pour ôter aux habitants la velléité de s'agiter. Puis ces dispositions terminées, ses trente mille hommes tenus sur pied, il devait décamper au premier signal, et rejoindre Napoléon par Meissen. Telles furent les instructions données à ce maréchal, et plût au ciel qu'elles eussent été maintenues! Le sort de la France et du monde eût été probablement changé!

Restait à s'expliquer avec la cour de Saxe. On ne pouvait sans inhumanité, et vraisemblablement aussi sans péril, laisser à Dresde, au milieu de tous les hasards, cette cour si timide, si peu habituée aux horreurs de la guerre. On l'exposerait ainsi à être témoin d'une attaque formidable repoussée par des moyens extrêmes, ou bien si on la menait avec soi, on la ferait peut-être assister à quelque horrible bataille, comme les hommes n'en avaient jamais vu. L'alternative était cruelle. Napoléon lui offrit le choix ou de rester à Dresde, ou d'accompagner le quartier général. Le bon roi Frédéric-Auguste, qui ne voyait plus d'autre ressource que de s'attacher à la fortune de Napoléon, aima mieux être avec lui qu'avec un de ses lieutenants, avec 200 mille hommes qu'avec 30 mille. Il exprima le désir de suivre Napoléon partout où il irait. Il fallait donc se résoudre à traîner après soi cette cour nombreuse, remplie de vieillards, de femmes, d'enfants, car il y avait des frères, des sœurs, des neveux, dignes et respectables gens accoutumés à la vie la plus douce, la plus régulière, se levant, mangeant, se couchant, priant Dieu toujours aux mêmes heures, et rappelant, au scandale près, la simplicité, l'ignorance, la timidité des Bourbons d'Espagne. Napoléon voulut autant que possible les faire marcher en pleine sécurité, avec tous les honneurs qui leur étaient dus, et ce n'était pas chose aisée au milieu des six cent mille hommes, des trois mille bouches à feu, et des vingt mille voitures de guerre, qui allaient pendant quinze jours circuler à quelques lieues les uns des autres. Il décida que lui partant le 7 octobre avec ce qu'il appelait le petit quartier général, c'est-à-dire avec Berthier, avec ses aides de camp, avec un ou deux secrétaires et quelques domestiques, le grand quartier général, composé des administrations de l'armée, de la chancellerie de M. de Bassano, des parcs généraux, escorté par quatre mille hommes, partirait le lendemain 8. Le roi de Saxe, protégé par une division de la vieille garde, devait s'y joindre avec ses nombreuses voitures. M. de Bassano, façonné à la vie des camps, et ayant appris de son maître à ne rien craindre, avait mission de suivre le roi de Saxe pour lui tenir compagnie, pour le mettre au courant des nouvelles, et le rassurer en lui peignant tout en beau quoi qu'il pût arriver. Un officier de la vieille garde devait toujours être à sa portière pour écouter ses moindres désirs, et y satisfaire. C'est ainsi, et à travers les embarras des plus vastes armées qu'on eût jamais vues, embarras dont il n'était pas le moindre, que l'excellent roi de Saxe allait voyager, marchant à petites journées, entendant la messe chaque matin, vivant en un mot comme à Dresde, à la suite de son terrible allié qui marchait, lui, presque jour et nuit, dormait et mangeait à peine, travaillait presque sans interruption, bien qu'il eût acquis dès lors l'embonpoint de l'un de ces princes amollis des vieilles dynasties. Mais une âme de fer, un génie prodigieux, un orgueil de démon, animaient ce corps déjà souffrant et alourdi, et le remuaient comme celui d'un jeune homme!

Ayant acheminé une partie de ses troupes le 6 octobre, l'autre partie le 7, Napoléon se mit lui-même en route dans la journée du 7, et après une station de quelques heures à Meissen, il poussa jusqu'à Seerhausen, sur le chemin de Wurtzen. Sa grande expérience de la guerre lui avait appris que c'était vers minuit ou une heure du matin que les nouvelles les plus importantes arrivaient, parce que les généraux placés à dix ou quinze lieues expédiaient à la chute du jour le récit de ce qu'ils avaient fait dans la journée, par des officiers qui en cinq ou six heures exécutaient le trajet à cheval, ce qui procurait la connaissance des événements quelquefois à minuit, quelquefois à une heure du matin. En dépêchant la réponse sur-le-champ, les ordres nécessaires parvenaient le lendemain matin, encore assez tôt pour être exécutés, et des corps placés à une grande distance agissaient ainsi sous l'inspiration de Napoléon comme s'ils avaient été auprès de lui. De cette manière la nuit, indispensable au repos des troupes, avait suffi pour demander des instructions et les obtenir. Mais cette prodigieuse machine ne pouvait recevoir l'impulsion qu'à condition que le génie, moteur principal, serait toujours debout et éveillé, du moins au moment le plus essentiel pour l'expédition des ordres. En con-

séquence, surtout depuis cette dernière campagne, Napoléon se couchait ordinairement à six ou sept heures du soir, se relevait à minuit, et dictait sa correspondance pendant toute la nuit. C'était en effet le cas de veiller sans cesse, ayant à mouvoir des masses immenses, au milieu d'autres masses immenses, et à les mouvoir avec une précision rigoureuse. Napoléon arrivé à Seerhausen lut quelques lettres, expédia quelques réponses, prit ensuite un peu de repos, et repartit dans la nuit pour Wurtzen, où il arriva le 8 d'assez bonne heure pour expédier ses ordres.

A Wurtzen il était sur la Mulde, à peu près à la hauteur de Leipzig sur la Pleiss, et pouvant se rendre à Leipzig ou à Düben dans le même espace de temps. Son projet en quittant Dresde avait été d'ajourner jusqu'à Wurtzen même ses résolutions définitives. Là il devait ou se diriger tout de suite sur Leipzig, si Murat poussé vivement ne pouvait plus tenir tête à l'armée de Bohême, ou bien si Murat avait le moyen de se soutenir quelques jours encore, descendre la Mulde jusqu'à Düben, et se débarrasser des armées de Silésie et du Nord, en les rejetant au delà de l'Elbe. Il devait aussi donner au maréchal Saint-Cyr le signal attendu de l'évacuation de Dresde.

Pendant toute la route il avait reçu des nouvelles, soit des débouchés de la Bohême (c'est-à-dire de sa gauche depuis qu'il tournait le dos à Dresde et la face à Leipzig), soit de l'Elbe et de la Mulde inférieure, c'est-à-dire de sa droite. Toutes s'accordaient à montrer le danger comme plus pressant de ce dernier côté, car Blucher et Bernadotte réunis étaient prêts à se jeter sur Ney, tandis que Murat, bien qu'il vît distinctement déboucher de Commotau sur Chemnitz, de Zwickau sur Altenbourg, deux fortes colonnes, n'était cependant pas encore serré d'assez près pour que l'on eût à concevoir des craintes sur son compte. De plus, un fâcheux désaccord survenu entre Ney et Marmont était une raison assez urgente d'aller à eux. Voici ce qui s'était passé. Ney, après le combat de Wartenbourg, ayant rétrogradé jusqu'à Düben, et ayant pressé Marmont de venir à son secours, ce que celui-ci venait de faire en se portant à Eilenbourg, avait tout à coup quitté sa position, et passé derrière Marmont pour se rapprocher de l'Elbe dans la direction de Torgau. De la sorte Marmont, au lieu d'être placé en appui, se trouvait en tête, et assez compromis, outre que Leipzig, par le mouvement qu'on avait exigé de lui, restait exposé aux entreprises de Bernadotte et de Blucher. Le motif qui avait déterminé le maréchal Ney à ce mouvement inexplicable, n'était autre que le désir de rallier à lui le 3ᵉ corps (général Souham). Ne se croyant pas capable d'exécuter grand'chose avec les corps de Reynier et de Bertrand (7ᵉ et 4ᵉ corps), il avait voulu recueillir lui-même, et le plus tôt possible, ce 3ᵉ corps qu'il avait longtemps commandé, et sur lequel il comptait beaucoup. Marmont ne sachant que penser de la conduite de Ney, et craignant pour Leipzig, avait à son tour rétrogradé jusqu'à Taucha.

Il y avait donc pour se jeter à droite sur la Mulde, le double motif de frapper d'abord Bernadotte et Blucher, puisqu'on en avait le temps, et de mettre d'accord des lieutenants désunis. Napoléon prit sur-le-champ son parti, et résolut de marcher de Wurtzen sur Eilenbourg, c'est-à-dire de descendre la Mulde avec les 75 mille hommes qu'il amenait, en reportant en avant Ney et Marmont. Il espérait ainsi en cheminant entre la Mulde et l'Elbe aussi loin qu'il le faudrait, gagner de vitesse Bernadotte et Blucher, et les rencontrer avant qu'ils eussent le temps de repasser l'Elbe. Les ayant toujours vus s'éloigner dès qu'il arrivait, son souci n'était pas de les éviter, quelque forts qu'ils pussent être, mais de les atteindre, car il craignait qu'ils n'eussent bientôt peur de ce qu'ils avaient tenté, et qu'ils ne cherchassent encore à s'enfuir à son approche. Ils n'en étaient plus là malheureusement, et plusieurs avantages successivement obtenus sur ses lieutenants les avaient enhardis jusqu'à le redouter lui-même beaucoup moins qu'auparavant!

Blucher et Bernadotte battus, Napoléon se proposait de revenir sur le prince de Schwarzenberg, si celui-ci avait persisté à s'avancer avec l'armée de Bohême, ou s'il s'était replié à la nouvelle d'une bataille perdue, de continuer à poursuivre Blucher et Bernadotte jusqu'à Berlin peut-être.

En conséquence il prescrivit au maréchal Ney de se reporter en avant avec Reynier, Bertrand, Dombrowski, Souham, et la cavalerie de Sébastiani (2ᵉ de réserve) qu'on avait attachée à son armée pour remplacer celle du duc de Padoue. Il lui ordonna de descendre entre la Mulde et l'Elbe, la gauche à la Mulde, la droite à l'Elbe, en se couvrant de sa cavalerie pour n'être pas surpris, et pour surprendre au contraire tous les

mouvements de l'ennemi. Il ramena Marmont en avant, le fit marcher par la rive gauche de la Mulde presque à la hauteur de Ney, qui était sur la rive droite, et chemina lui-même avec toute la garde et Macdonald derrière ses deux lieutenants.

En même temps il fit part à Murat de ce qu'il avait projeté contre les armées réunies du Nord et de Silésie, lui recommanda de ne pas s'engager, de côtoyer sans le heurter l'ennemi qui débouchait de la Bohême, de se tenir toujours entre lui et Leipzig, où il trouverait de vingt à vingt-quatre mille hommes de renfort, ce qui lui procurerait soixante et quelques mille combattants. Napoléon en effet avait placé le duc de Padoue à Leipzig, avec une partie du 3e corps de cavalerie (distrait de l'armée de Ney pour courir après les partisans), lui avait donné en outre les bataillons de marche arrivés de Mayence, et l'ancienne division Margaron. Cette réunion pouvait former une douzaine de mille hommes de troupes actives, et 24 mille en y comprenant Augereau qui s'approchait. Napoléon ordonna à ceux-ci de se bien tenir sur leurs gardes, surtout du côté de la basse Mulde, de crainte que Bernadotte et Blucher ne fissent en se dérobant quelque tentative sur Leipzig. Par malheur, à toutes ces instructions si bien calculées, Napoléon ajouta une résolution justifiable dans le moment, mais infiniment regrettable. Il suspendit l'évacuation de Dresde à laquelle le maréchal Saint-Cyr était tout préparé. Il ne la contremanda pas précisément, mais il prescrivit de la différer, par le motif que l'ennemi s'engageant à fond, soit du côté de la Bohême, soit du côté de la Mulde et de l'Elbe, la bataille tant désirée devenait certaine, la victoire aussi, et qu'alors il serait bien heureux d'avoir conservé Dresde, où le quartier général rentrerait presque aussitôt qu'il en serait sorti. C'était évidemment parce que la grande bataille approchait qu'il eût fallu concentrer ses forces; mais Napoléon raisonnait ici pour Dresde comme il avait raisonné pour Dantzig, pour Stettin, Custrin, Glogau, avec l'espoir téméraire de refaire d'un seul coup une fortune compromise par des causes supérieures et déjà presque insurmontables.

Ayant passé à Wurtzen la soirée du 8 et la journée du 9, afin de laisser à ses troupes le temps d'arriver en ligne, Napoléon en partit le 10 dans la nuit, et parvint à quatre heures du matin à Eilenbourg. Il se mit lui même à la tête de la cavalerie légère de sa garde, et marcha entouré de tous ses corps sur Düben, point essentiel où l'on devait rencontrer l'ennemi, et peut-être la bataille qu'on souhaitait avec ardeur. Dans ces moments suprêmes, Napoléon se tenait de sa personne au milieu de ses troupes, le plus souvent à l'avant-garde. Il s'avançait avec 140 mille hommes environ dans l'ordre suivant. Ney en tête avec ce qui lui restait de la cavalerie du duc de Padoue (3e de réserve), avec le corps de Sébastiani (2e de réserve), descendait sur Düben, ayant à gauche Reynier au delà de la Mulde, au centre Dombrowski et Souham sur la Mulde même, à droite Bertrand marchant presque à égale distance de la Mulde et de l'Elbe. Napoléon suivait exactement dans le même ordre, ayant la cavalerie de la garde et de Latour-Maubourg en tête, Marmont formant la gauche sur un côté de la Mulde, toute la garde formant le centre sur la Mulde même, Macdonald formant la droite, entre la Mulde et l'Elbe. A deux journées en arrière venait le grand quartier général avec tous les parcs, et notamment avec les bons princes saxons cheminant du pas qui convenait à leurs habitudes. Napoléon leur expédiait à chaque instant des nouvelles. Jamais marche plus profondément calculée et plus vaste ne s'était exécutée dans aucune guerre. On s'avançait avec une précaution extrême, s'attendant à toute heure à voir apparaître l'ennemi, et le désirant vivement. On l'apercevait en effet dans toutes les directions, mais se repliant, et cette fois encore Napoléon put craindre de voir les coalisés, recommençant leur tactique d'offensive contre ses lieutenants, de retraite devant lui, se soustraire de nouveau à ses coups. Voici cependant ce qui s'était passé de leur côté.

Blucher dans une entrevue qu'il avait eue avec le prince de Suède le 7, en présence des principaux officiers des deux états-majors, était convenu avec lui de marcher en commun sur Leipzig, croyant n'avoir affaire qu'aux maréchaux Ney et Marmont. Le mouvement des armées du Nord et de Silésie devait commencer dès qu'elles auraient assuré par de fortes têtes de pont leurs moyens de repasser l'Elbe, dans le cas où elles seraient contraintes de battre en retraite. Les deux chefs de ces armées étaient loin de se plaire. La fierté, l'impétuosité, la défiance offensante de Blucher avaient peu satisfait Bernadotte, et la timidité de Bernadotte, cachée sous une morgue singulière, n'avait excité ni l'estime ni la confiance de Blucher. De froids égards avaient à peine dissimulé leur antipathie

réciproque, et du reste ils s'étaient quittés en se promettant un concert d'autant plus nécessaire, qu'ils étaient engagés dans des opérations plus périlleuses. Le 9, des avis secrets venus du pays même avaient averti Bernadotte et Blucher de l'approche de Napoléon avec toutes ses réserves. C'en était assez pour troubler le futur roi de Suède, et pour lui faire prendre la résolution de repasser l'Elbe. Blucher, qui n'en était pas d'avis, avait envoyé un de ses officiers au camp suédois, pour s'entendre sur ce nouvel incident. Bernadotte s'était hâté de déclarer qu'il allait se reporter derrière l'Elbe pour s'épargner un désastre, à moins que l'armée de Silésie ne vînt le rejoindre au delà de la Mulde, afin de réunir en une seule masse les armées du Nord et de Silésie [1]. L'avis était sensé, et le moindre des généraux l'eût conçu et adopté sans contestation. Aussi le général Blucher s'était-il empressé de s'y conformer, bien que ce mouvement eût l'inconvénient de lui faire perdre son pont de Wartenbourg. Il fut donc arrêté que dans la journée du 10 le général d'York, formant actuellement la droite de l'armée de Silésie, passerait la Mulde à Jesnitz, que le général Langeron en formant le centre, la passerait à Bitterfeld, et enfin que le général Sacken qui était devenu sa gauche, la passerait à Düben. Tous les corps de l'armée de Silésie étaient ainsi en mouvement, défilant devant nous de notre droite à notre gauche, le long du contour que la Mulde décrit de Düben à Bitterfeld. (Voir la carte n° 58.) Le corps d'York n'avait qu'un pas à faire pour passer à Jesnitz. Celui de Langeron n'avait à franchir que les quatre lieues de Düben à Bitterfeld. Mais Sacken, qui était à Mokrehna entre la Mulde et l'Elbe, avait au contraire beaucoup plus de chemin à parcourir pour venir à Düben, et surtout à manœuvrer très-près des Français, ce qui rendait pour lui le trajet singulièrement périlleux.

Tandis que dans la journée du 10 l'armée française à cheval sur la Mulde descendait cette rivière vers Düben, le maréchal Ney marchant en tête, heurta vivement le corps de Langeron, qui était resté en arrière pour attendre le corps de Sacken et lui livrer le pont de Düben. Il le repoussa brusquement, et lui enleva un parc de 500 voitures. Sacken fort pressé par les troupes du général Bertrand, qui avaient cheminé entre la Mulde et l'Elbe, se retira comme il put, et trouvant Düben occupé par notre avant-garde, opéra un grand circuit pour venir traverser la Mulde à Raguhn.

Napoléon entré à Düben vers deux heures de l'après-midi, se hâta d'interroger les prisonniers qu'on avait recueillis, sut qu'il avait en présence l'armée de Silésie tout entière, laquelle avait défilé, et défilait encore devant lui, pour aller gagner la Mulde sur notre gauche. Napoléon résolut de la poursuivre sur-le-champ dans toutes les directions. Il ordonna au maréchal Ney de se porter avec Souham à trois lieues sur la gauche, à Gräfenhaynchen, route de Dessau, aux généraux Dombrowski et Reynier de se porter à droite, sur Wittenberg, au bord de l'Elbe; au général Bertrand, avec son 4e corps et la cavalerie de Sébastiani, de se diriger sur Wartenbourg, également au bord de l'Elbe, afin d'y détruire les ponts de l'ennemi, à Macdonald enfin d'appuyer Bertrand. Tous devaient culbuter les corps de Blucher, qui surpris en marche ne pouvaient guère opposer de résistance, et leur enlever partout les moyens de passage de la Mulde et de l'Elbe, afin de nous les approprier exclusivement. Napoléon s'arrêta à Düben même avec la garde, la cavalerie de Latour-Maubourg et le corps du maréchal Marmont, pour y combiner ses mouvements ultérieurs.

A voir la manière dont les choses se présentaient, un souci le préoccupait fortement. Il

[1] Dans un atlas dressé pour l'intelligence de ses campagnes, et accompagné de légendes historiques détaillées, le prince de Suède a dit que le 7 octobre il avait provoqué une entrevue avec le général Blucher, et qu'au premier aspect de la distribution des corps sur la carte il avait aperçu le danger que courait le général Blucher, et qu'il lui avait donné le conseil de passer la Mulde pour se joindre à lui, conseil qui avait sauvé la coalition. Depuis cette publication M. de Muffling, dans d'intéressants mémoires, empreints d'un caractère véridique quoique respirant les passions du temps, a fourni le moyen de compléter et de rectifier les assertions du prince de Suède. Dans l'entrevue du 7 on ignorait le départ de Napoléon qui ne quitta Dresde que le 7, et par conséquent le danger de Blucher. Ce jour là, 7 octobre, il ne fut question que de se porter sur Leipzig. C'est seulement le 9 qu'on sut l'arrivée de Napoléon avec ses réserves, et le 9 Blucher envoya un officier de confiance pour se concerter avec le prince de Suède. Cet officier trouva le prince fort ému de l'approche de Napoléon, et voulant repasser l'Elbe immédiatement si l'armée de Silésie ne venait pas le rejoindre derrière la Mulde, pour aller ensuite s'abriter derrière la Saale. Blucher y consentit, car il ne pouvait pas y avoir deux avis à cet égard, même pour un sous-officier de quelque bon sens, et il se mit en marche sur-le-champ afin de franchir la Mulde. Il n'y eut donc lieu à aucune contestation, ni à aucun avis capable de sauver la coalition. Les jours suivants, à la vérité, il y eut des divergences, et il ressort du récit de M. de Muffling, que les avis décisifs pour le triomphe de la coalition ne furent point suggérés par le prince de Suède, et qu'il fallut au contraire, pour les lui faire adopter, de grands efforts de la part du général Blucher et du ministre d'Angleterre.

savait que l'armée du Nord était sur sa gauche derrière la basse Mulde, occupant les ponts de cette rivière, et ceux de l'Elbe au-dessous de sa réunion avec la Mulde, ayant par conséquent toute facilité pour repasser l'Elbe, et se soustraire à nos poursuites. Il savait que l'armée de Silésie, après avoir franchi l'Elbe à Wartenbourg sur notre droite, venait de défiler le long de notre front, pour traverser la Mulde à notre gauche, et se joindre à l'armée du Nord. Il n'y avait pas grande invraisemblance à supposer qu'elles allaient recommencer cette tactique évasive qui nous avait tant épuisés, et à notre approche repasser l'Elbe vers Acken ou Roslau. Pour Napoléon qui avait besoin d'une bataille décisive, et qui à chaque pas jonchait la route de jeunes gens malades ou dépités, c'était là un vrai malheur. Il était à craindre également qu'après avoir inutilement opéré un long trajet pour atteindre les armées de Silésie et du Nord, et voulant se rabattre ensuite sur l'armée de Bohême, il ne pût pas davantage atteindre celle-ci. Leur marche sur nos derrières annonçait sans doute des projets plus hardis que de coutume, mais elle pouvait bien signifier aussi le désir de ne combattre que lorsque les trois armées alliées seraient confondues en une seule. Or, pour leur donner le courage de nous attendre, Napoléon ne pouvait cependant pas leur laisser l'avantage de se réunir, ce qui les aurait placées à notre égard dans la proportion de deux contre un, supériorité numérique trop dangereuse pour s'y exposer, et néanmoins, tant qu'il persisterait à s'interposer entre les deux masses ennemies, l'une descendant la Mulde, l'autre la remontant, il était présumable que chacune des deux, individuellement menacée, chercherait à se dérober. Dans cette perplexité, ne voulant pas leur permettre de se réunir, et obligé de choisir celle qu'il attaquerait la première, il prit le parti de se jeter à outrance sur la masse qui était formée des armées de Silésie et du Nord, et pour les joindre, sans perdre le moyen de revenir plus tard sur l'armée de Bohême, il imagina tout à coup l'un des projets les plus audacieux, les plus savants, que jamais capitaine eût conçus, et qui recevait de la proportion des forces avec lesquelles il allait être tenté une grandeur inouïe[1].

Napoléon résolut de poursuivre sans relâche les armées de Silésie et du Nord, de passer à leur suite la Mulde et l'Elbe, d'en détruire tous les ponts, excepté ceux qui nous appartenaient, de s'efforcer ainsi de mettre en complète déroute ces deux armées, puis comme dans cet intervalle de temps, le prince de Schwarzenberg, continuant à descendre la Mulde, aurait vivement poussé Murat sur Leipzig, et peut-être plus bas, de remonter lui-même l'Elbe, sans quitter la rive droite, de le remonter jusqu'à Torgau ou à Dresde, de repasser ce fleuve à l'un de ces points, et de fondre sur cette armée de Bohême, séparée des montagnes, et prise ainsi dans un vrai cul-de-sac, entre la Mulde et l'Elbe dont les ponts seraient à nous. Il fallait sans doute bien du bonheur, bien de la précision de mouvement, et de bien bons instruments pour que cette combinaison réussît, car elle était aussi vaste que compliquée; mais il se pouvait qu'après avoir fourni à Napoléon le moyen de battre les armées du Nord et de Silésie, elle lui ménageât encore le moyen de prendre dans un coupe-gorge et de détruire complétement l'armée de Bohême. C'étaient de prodigieux résultats, certains avec les soldats et les généraux de Friedland et d'Austerlitz, douteux aujourd'hui, mais possibles encore, même avec des soldats jeunes et des généraux déconcertés.

Sur-le-champ Napoléon donna ses ordres en conséquence, et les donna en chiffres, recommandant à tous ceux qui allaient être dépositaires de son secret, de le bien garder, car, disait-il, ce serait pendant trois jours le *secret de l'armée et le salut de l'Empire*. Il prescrivit à Murat de se conduire avec une extrême prudence, de contenir l'ennemi et de l'attirer tout à la fois, de se replier sur Leipzig où il rencontrerait le duc de Padoue et vraisemblement Augereau, de s'y maintenir autant que possible, car il y avait un intérêt à la fois politique, moral et militaire à conserver cette ville, mais plutôt que de s'exposer à une lutte inégale, de rétrograder sur Torgau ou Wittenberg, où il trouverait asile derrière l'Elbe, en attendant que Napoléon, repassant ce fleuve par Torgau ou Dresde, vînt comme la foudre retomber sur l'armée de Bohême, condamnée à périr dans

[1] On a beaucoup parlé de ce projet sans le connaître, et on l'a rendu presque ridicule par toutes les suppositions très-hasardées qu'on a faites, faute de savoir la vraie pensée de Napoléon. Nous pouvons, grâce à sa correspondance, mise en rapport avec la correspondance des généraux sous ses ordres, rétablir sa pensée véritable, jour par jour, heure par heure, et on verra qu'à la veille du plus grand des malheurs, nous ajouterons du plus motivé par ses fautes politiques, son génie militaire se déploya avec autant de force et de grandeur que jamais.

le piége où elle se serait laissé entraîner. Napoléon ordonna au duc de Padoue de réunir tout ce qu'il y avait à Leipzig de vivres, de munitions, d'habillements, de souliers, de matériel précieux enfin, d'en composer un vaste convoi et de l'acheminer sur la route de Torgau, où le général Lefebvre-Desnouettes viendrait le recueillir par un mouvement rétrograde, pour l'escorter jusqu'à Torgau même. De la sorte si on était obligé d'évacuer Leipzig, on n'y perdrait rien. Napoléon prescrivit encore au duc de Padoue d'écrire à Erfurt, à Mayence, qu'on était en pleine manœuvre, que les mouvements allaient être très-compliqués, qu'il ne fallait donc pas prendre l'alarme si on apprenait que Leipzig fût occupé par l'ennemi, qu'un pareil événement pouvait bien avoir lieu, mais par le résultat de combinaisons qui se termineraient vraisemblablement *par un coup de foudre*.

Napoléon avait le projet, arrivé jusqu'à Dessau à la poursuite de Blucher et de Bernadotte, de ne pas lâcher prise avant d'avoir pu les joindre; cependant, si après les avoir bien battus il fallait pour les suivre encore perdre la chance d'atteindre l'armée de Bohême, il était résolu de les laisser traîner leurs débris jusqu'à Berlin, et quant à lui de remonter la rive droite de l'Elbe pour l'exécution de sa grande pensée, dont le succès serait ainsi devenu très-probable, car le fleuve qu'il aurait mis entre lui et l'armée de Bohême couvrirait son mouvement, maintiendrait cette armée dans l'ignorance de ce qu'on lui préparait, et ne lui permettrait de l'apprendre que lorsqu'il ne serait plus temps pour elle de rebrousser chemin vers la Bohême.

Toutefois cette profonde combinaison avait un inconvénient, un seul, mais grave, c'était de résoudre définitivement la question de l'évacuation ou de la conservation de Dresde. Conserver cette ville devenait en effet nécessaire, puisque après avoir passé l'Elbe à la suite de Blucher et de Bernadotte, il fallait le repasser afin de surprendre l'armée de Bohême, et il était possible que pour y réussir il fallût le remonter non-seulement jusqu'à Torgau, mais jusqu'à Dresde. Par ce motif Napoléon enjoignit au maréchal Saint-Cyr, contrairement à ce qu'il lui avait d'abord annoncé, de rester définitivement à Dresde, de s'y bien établir, et de l'y attendre avec confiance, car bientôt probablement il le verrait reparaître sous les murs de cette ville, non par la rive gauche, mais par la rive droite, après de grands desseins accomplis, et à la poursuite de desseins plus grands encore. Malheureusement si ces desseins ne se réalisaient pas, et si on était amené à combattre où l'on se trouvait, c'est-à-dire entre Düben et Leipzig, c'étaient 30 mille hommes capables de décider la victoire qui manqueraient à l'effectif de nos forces, et s'il fallait après une bataille ou indécise ou perdue repasser la Saale, c'étaient encore 30 mille hommes ajoutés à tous ceux qui, renfermés dans les places de l'Elbe, de l'Oder, de la Vistule, ne pourraient pas rentrer en France, et seraient réduits à capituler.

Après avoir enfanté ces vastes conceptions, Napoléon résolut de s'arrêter un jour à Düben, peut-être deux, pour y recueillir des nouvelles soit de Murat, soit des différents corps envoyés à la poursuite de Blucher et de Bernadotte, car il s'agissait de savoir s'il devait chercher les armées de Silésie et du Nord derrière la Mulde, en passant cette rivière entre Düben et Dessau, ou les chercher au delà de l'Elbe, en passant ce fleuve à Wittenberg. Il faisait un temps horrible, on marchait dans une fange épaisse, délayée par des pluies continuelles, ce qui augmentait beaucoup les peines du soldat, et Napoléon était contraint d'attendre le résultat des reconnaissances dans un petit château entouré d'eau, au milieu de bois déjà ravagés par l'automne et la mauvaise saison. Cette inaction forcée coûtait à son impatience, et quoique très-confiant encore, il ne laissait pas d'avoir de vagues pressentiments qui le jetaient parfois dans une sorte de tristesse. Il n'avait d'autre ressource que de s'entretenir avec le maréchal Marmont, dont l'esprit facile, ouvert, cultivé, lui plaisait, et avec lequel il avait eu jadis les rapports familiers d'un général avec son aide de camp. Il passa la nuit entière du 10 au 11 à discourir sur la situation si extraordinairement compliquée des armées belligérantes entre l'Elbe, la Mulde et les montagnes de Bohême, et bien qu'il eût été amené à cette situation non par la confusion de son esprit qui était le plus net du monde, mais par celle des choses, et qu'il sût parfaitement s'y reconnaître, il n'était pas exempt de toute inquiétude en se voyant engagé dans un pareil labyrinthe, et à plusieurs reprises il s'écria : Quel fil embrouillé que tout ceci! Moi seul je puis le débrouiller, et encore aurai-je bien de la peine! — C'est ainsi qu'il passa cette nuit, parlant de toutes choses, même de littérature et de sciences, laissant le maréchal Marmont épuisé de fatigue, et ne paraissant en éprouver aucune.

Le 11 les rapports des lieutenants annoncèrent les résultats qui suivent. Le général Bertrand avec le 4e corps s'était porté sur Wartenbourg, où il avait trouvé la grande tête de pont commencée par Blucher, et avait entrepris de la détruire, car il était convenu qu'on ne souffrirait aucun moyen de passage hors des places de Wittenberg ou de Torgau qui nous appartenaient. Les généraux Dombrowski et Reynier avaient chassé des environs de Wittenberg les troupes qui bloquaient cette place, s'y étaient introduits, et, débouchant sur la rive droite de l'Elbe, avaient couru sur les détachements prussiens. Le maréchal Macdonald était venu se placer à Kemberg, derrière Wittenberg pour appuyer Dombrowski et Reynier. Enfin à gauche Ney s'était approché de Dessau, et avait refoulé tous les détachements ennemis sur la droite de la Mulde. Les prisonniers faits, les mouvements aperçus, étaient de nature à jeter Napoléon dans la plus grande incertitude. En effet, à Wartenbourg sur notre droite, à Wittenberg sur notre front, à Dessau sur notre gauche, on avait vu non-seulement des détachements, mais des corps entiers et d'immenses convois, de manière qu'il était impossible de dire si l'ennemi repassait sur la rive droite de l'Elbe à notre approche, ou s'il s'arrêtait derrière la Mulde, attendant pour livrer bataille que nous eussions franchir cette rivière devant lui. Il se pouvait aussi que les deux armées du Nord et de Silésie, réunies derrière la Mulde, remontassent cette rivière pour opérer leur jonction avec l'armée de Bohême aux environs de Leipzig. Ce dernier mouvement de leur part nous exposait au péril très-grave d'avoir toute la coalition à la fois sur les bras. Il fallait donc en tâchant d'accabler Bernadotte et Blucher d'abord, manœuvrer de façon à demeurer toujours interposés entre eux et le prince de Schwarzenberg, c'est-à-dire entre la masse qui remontait du bas Elbe et celle qui descendait de Bohême. Dans cette vue Napoléon fit passer le pont de Düben au maréchal Marmont, et lui donnant une forte division de cavalerie, le porta sur la gauche de la Mulde vers Döiitzsch. Marmont allait être derrière un bras détaché de la Mulde qui coule de Leipzig à Jesnitz, tantôt formant des flaques d'eau, tantôt s'échappant en un maigre filet pour rejoindre le bras principal à Bitterfeld. Dans cette position Marmont était suffisamment couvert; il pouvait, par sa cavalerie légère lancée au loin, éclairer les mouvements de l'ennemi, et s'il apprenait que l'armée de Silésie ou celle du Nord, remontant derrière la Mulde, se dirigeassent sur Leipzig, il lui était facile d'y marcher en quelques heures, et d'y être avant elles. Joignant Murat avec 25 mille hommes, il le portait à près de 90 mille, et c'était assez pour ménager à Napoléon le temps de revenir, et de se tenir toujours entre les deux masses qui voulaient se réunir pour l'accabler. Cette sage et utile précaution prise, Napoléon fit ce qui était nécessaire pour que son grand dessein n'en souffrît pas, si, comme il l'espérait, la crainte d'un mouvement de Blucher et de Bernadotte sur Leipzig n'était qu'une chimère. Il prescrivit à Dombrowski et à Reynier de déboucher de Wittenberg pour courir sur tous les corps ennemis qu'ils rencontreraient au delà de l'Elbe, de descendre même le long de la rive droite pour y détruire les ponts de Bernadotte de Roslau à Barby, ce qui dans tous les cas était pour les coalisés un grave dommage, car s'ils avaient repassé sur la rive droite de l'Elbe pour se réfugier vers Berlin, on leur ôtait tout moyen de revenir au secours de l'armée de Bohême, et s'ils étaient restés sur la rive gauche, on les enfermait dans un cul-de-sac où Napoléon allait les prendre et les écraser. Il enjoignit à Ney de se jeter sur les ponts de la Mulde à Dessau et de les enlever. Il laissa Macdonald à Kemberg pour soutenir Reynier et Dombrowski au besoin, Bertrand à Wartenbourg pour y achever la destruction de la tête de pont de Blucher; enfin il concentra Latour-Maubourg et la garde autour de Düben, prêt à suivre Ney à Dessau pour fondre au delà de la Mulde sur les armées du Nord et de Silésie, ou à remonter en arrière vers Marmont, s'il fallait rebrousser chemin du côté de Leipzig. Voilà dans quelles perplexités, dans quels calculs profonds et continuels il passa la journée du 11, que beaucoup de critiques, ignorant le secret de ses pensées, lui ont reprochée comme une journée perdue.

Le 12, levé selon sa coutume entre minuit et une heure du matin, il se pressa de recueillir ce qui lui arrivait de toutes les directions. Deux indications, déjà très-prononcées la veille, paraissaient se prononcer davantage. Il semblait que l'une des deux armées du bas Elbe, celle de Bernadotte, avait repassé sur la rive droite de l'Elbe, et que l'autre au contraire, celle de Blucher, était restée sur la rive gauche, avec tendance à remonter vers Leipzig par derrière la Mulde. Les mouvements ordonnés la veille, particulièrement celui de Marmont, répondaient parfaitement à

cette indication. Enfin une nouvelle importante, celle d'un combat heureux livré le 10 par Murat à Wittgenstein, était de nature à confirmer Napoléon dans sa disposition à se jeter tout de suite sur les armées du Nord et de Silésie. Voici ce qui s'était passé du côté de Murat. S'étant porté avec Poniatowski, Lauriston, Victor et les 4e et 5e de cavalerie sur Frohbourg, il avait réussi à intercepter la route qui conduit par Commotau et Chemnitz à Leipzig, mais il n'avait pas eu le temps d'intercepter celle qui conduit à cette ville par Carlsbad et Zwickau. Profitant de la voie restée ouverte, Wittgenstein avait pu occuper Borna, et Murat s'était trouvé dans la journée du 10, avec les Autrichiens sur sa gauche à Penig, et les Russes sur sa droite à Borna. Ne voulant pas demeurer dans cette position, et surtout ne voulant pas permettre que la tête de l'une des deux colonnes ennemies le devançât sur Leipzig, il s'était résolûment rabattu sur sa droite, et avait attaqué Borna avec la dernière vigueur. Les Russes s'étaient vaillamment défendus, mais Poniatowski, Lauriston, les avaient assaillis plus vaillamment encore, et avaient repris Borna à la baïonnette. Ce combat, qui avait coûté 3 à 4 mille hommes à Wittgenstein, nous avait rendus maîtres de la route de Leipzig et avait replacé Murat dans sa situation naturelle, celle de couvrir Leipzig contre les deux colonnes de Schwarzenberg débouchant de la Bohême. A en juger d'après les premières apparences, Wittgenstein repoussé de Borna paraissait en retraite, et notre cavalerie disait l'avoir vu s'en retournant vers la Bohême. Murat en écrivant à Napoléon lui mandait donc qu'il croyait l'armée de Bohême en retraite, et l'engageait à ne rien négliger pour venir à bout des armées de Silésie et du Nord. Ces nouvelles étaient datées du 11 à onze heures et demie du matin.

Napoléon, en recevant ces détails dans la matinée du 12, en revint à penser que l'armée de Bohême n'était pas très-pressée de s'engager, que les coalisés avaient toujours le même penchant à l'éviter, qu'il fallait donc commencer par se jeter sur les armées de Silésie et du Nord, les poursuivre au delà de l'Elbe, remonter ensuite ce fleuve par la rive droite, et surprendre l'armée de Bohême en repassant à l'improviste sur la rive gauche. Napoléon jusqu'à dix heures du matin confirma ses premiers ordres, et fit ses préparatifs pour passer la Mulde, afin de se ruer d'abord sur Blucher qui se montrait à notre gauche, et puis sur Bernadotte qui semblait se tenir à notre droite, à cheval sur l'Elbe. Il rapprocha même la garde impériale de Düben, pour pouvoir se joindre à Marmont et marcher droit à Blucher au delà de la Mulde.

Mais à dix heures du matin, la face des choses changea subitement. Une seconde lettre de Murat écrite de la veille encore, c'est-à-dire du 11, mais à trois heures de l'après-midi, donnait des nouvelles toutes différentes. Au lieu de trouver l'ennemi en retraite, on l'avait trouvé en pleine marche sur Leipzig. La colonne autrichienne poursuivant son mouvement par la route de Chemnitz, continuait de s'avancer sur Frohbourg et Borna, et la colonne de Wittgenstein après s'être repliée un moment sur la route de Zwickau jusqu'à Altenbourg, avait ensuite repris hardiment sa marche sur Leipzig. Murat annonçait qu'il rétrogradait sur Leipzig, d'abord pour ne pas livrer bataille avec des forces disproportionnées, secondement pour couvrir toujours cette ville. Il allait s'établir à quelques lieues de Leipzig, dans une bonne position, espérait s'y maintenir, renforcé qu'il serait par les troupes qui l'y attendaient, engageait Napoléon à ne pas lâcher prise s'il était assuré d'atteindre les armées de Silésie et du Nord, promettant quant à lui de se dévouer en attendant à la tâche la plus ingrate, la plus périlleuse, celle de lutter contre un ennemi trois ou quatre fois supérieur. Au même instant les reconnaissances de Marmont avaient aperçu l'armée de Blucher quittant les bords de la Mulde pour ceux de la Saale qui coule parallèlement à la Mulde mais plus loin, et la remontant vers Halle, avec une tendance évidente vers Leipzig.

A ces nouvelles, Napoléon, avec la promptitude de l'homme de guerre supérieur, n'hésita plus, et changea tous ses plans. Il abandonna sa grande combinaison consistant à courir d'abord sur Blucher et Bernadotte pour revenir ensuite sur l'armée de Schwarzenberg par la rive droite de l'Elbe, et il résolut de se porter immédiatement par la voie la plus courte sur Leipzig. Tant qu'il avait pu espérer de se tenir entre les deux masses qui venaient l'une de Bohême, l'autre de l'Elbe inférieur, avec la faculté de se jeter à volonté sur l'une ou sur l'autre, son projet d'occuper celle de Bohême au moyen de Murat, tandis qu'il commencerait par assaillir celle de l'Elbe, avait été le plus habile et le plus sage. Mais à présent que la tendance de l'une vers l'autre était évidente, qu'il n'était pas sûr que Murat pût contenir plusieurs jours de suite l'armée de Bohême, comme il n'était pas sûr non plus qu'il pût lui-

même joindre les armées de Silésie et du Nord en les tenant séparées de Leipzig, la plus urgente des manœuvres était de s'opposer à la jonction générale des trois armées coalisées, et pour cela de venir à Leipzig combattre le plus tôt possible celle de Bohême. Il n'y avait que ce moyen de sortir de la difficulté, car persister à se jeter par Dessau sur les armées de Silésie et du Nord, lorsqu'on n'était pas certain de les trouver réunies, puisque l'une semblait remonter vers Leipzig et l'autre repasser l'Elbe, s'exposer ainsi à n'atteindre que l'une des deux, tandis que l'autre irait rejoindre l'armée de Bohême à Leipzig, et que ces deux dernières accableraient Murat, n'était plus une conduite admissible de la part d'un capitaine tel que Napoléon, et il faut admirer la promptitude incroyable avec laquelle de l'un de ces projets il passa tout de suite à l'autre. Mais de ce moment sa situation était déjà moins bonne, car ayant naguère l'espérance fondée de battre successivement les armées ennemies, peut-être même de leur faire essuyer une catastrophe, il était menacé à son tour d'une réunion de forces écrasantes, et son triomphe le plus grand allait être, non pas d'infliger un désastre à ses ennemis, mais de l'éviter. Il est vrai qu'il avait la chance d'accabler Schwarzenberg avant que Blucher survînt, et peut-être aussi Blucher lui-même avant que Bernadotte pût le rejoindre; mais il fallait pour obtenir ces deux résultats une précision et une rapidité de mouvements bien difficiles avec des soldats fatigués par des marches continuelles et par un temps épouvantable.

A l'instant même, c'est-à-dire le 12, entre dix heures et midi, il fit ses calculs et donna ses ordres en conséquence. Murat, qui le 11 avait vu recommencer le mouvement offensif de l'armée de Bohême, pouvait bien mettre toute la journée du 12 à se replier sur Leipzig, et s'y défendre le 13, le 14, même le 15, avec les secours qui allaient successivement lui parvenir. En effet Marmont déjà porté à Dölitzsch n'était séparé de Leipzig que par une marche, et en lui expédiant immédiatement l'ordre de s'y rendre, devait y être le 12 au soir, ou le 13 au matin au plus tard. Ce renfort de près de 25 mille hommes, cavalerie comprise, joint à Augereau dont on annonçait l'arrivée, procurerait à Murat 90 mille hommes environ pour la journée du 13. La garde et Latour-Maubourg avaient été tenus autour de Düben, et pouvaient s'y replier dans la journée pour franchir la Mulde et s'acheminer sur Leipzig. S'il n'avait pas fallu passer par cet unique pont de Düben avec d'immenses convois d'artillerie et de bagages, la garde et Latour-Maubourg auraient pu être le soir même de l'autre côté de la Mulde, et avoir fait une première marche sur Leipzig, ce qui leur aurait permis d'y être le lendemain 13 au soir. En comptant la garde à 38 mille hommes de toutes armes après les fatigues qu'on venait d'essuyer, Latour-Maubourg à six mille cavaliers (les effectifs sur le papier étaient bien supérieurs), c'étaient encore 44 mille hommes qui, le 13 au soir ou le 14 au matin, allaient renforcer le rassemblement de Murat, le porter à 134 mille hommes, et former entre l'armée de Bohême et celle de Silésie un mur impénétrable. Restaient Bertrand occupé près de Wartenbourg à ruiner les ouvrages de Blucher, Macdonald envoyé dans les environs de Wittenberg pour appuyer Reynier et Dombrowski. Macdonald et Bertrand, ramenés le 13 à Düben, pouvaient être le 14 au soir, ou le 15 au plus tard, à Leipzig, et porter ainsi à 160 mille hommes la grande armée qui s'y formait. Enfin Dombrowski avec 5 mille hommes, Reynier avec 15 mille, Sébastiani avec 4 mille chevaux, avaient été envoyés au delà de l'Elbe pour détruire tous les ponts de ce fleuve jusqu'à Barby, et Ney avec 15 mille hommes avait été chargé de s'emparer de ceux de la Mulde, pour éloigner définitivement l'armée du Nord, qui semblait décidée à se tenir au delà de l'Elbe. C'étaient encore 38 ou 39 mille hommes, qui ramenés sur Leipzig, devaient porter la concentration générale de nos forces à un total d'environ 200 mille combattants. Dans la position concentrique où ces 200 mille combattants allaient se trouver au milieu de toutes les armées des coalisés, on avait de quoi livrer une bataille qui serait formidable sans doute, mais qui pourrait être heureuse, les coalisés fussent-ils 300 mille et même davantage, ce qui n'était pas impossible.

Napoléon expédia ses ordres de dix heures à midi aux diverses masses destinées à se réunir sur Leipzig, et devant partir, Marmont de Dölitzsch, la garde et Latour-Maubourg de Düben, Bertrand et Macdonald des environs de Wittenberg. Quant à la dernière portion de 38 mille hommes, engagés les uns au delà de l'Elbe par Wittenberg, les autres au delà de la Mulde par Dessau, Napoléon calcula que même en les ramenant dès le lendemain sur Düben, ils ne pourraient pas y passer le pont de la Mulde à cause de l'encombrement des hommes et du matériel; il leur laissa donc terminer la tâche qu'il

leur avait confiée. Ayant des raisons de supposer que l'armée du Nord avait repassé l'Elbe, il voulut la mettre tout à fait hors de cause, en achevant de détruire ses moyens de passage. En conséquence il prescrivit à Reynier, Dombrowski, Sébastiani, de terminer au plus vite l'opération dont ils étaient chargés contre les ponts de Roslau, d'Acken, de Barby, à Ney d'enlever ceux de Dessau, à tous enfin de ne rien négliger pour ôter à Bernadotte, qu'on supposait au delà de l'Elbe, la faculté de le repasser.

Ainsi, dans ces ordres si profondément calculés, il était pourvu à tout, autant qu'il est permis à la prévoyance humaine de le faire. Le lendemain 13 octobre Murat allait avoir près de 90 mille hommes à Leipzig, le 14, 134 mille avec la personne de Napoléon, ce qui rendait impossible toute jonction des masses ennemies. Enfin les 15 et 16, la grande armée, successivement portée à 200 mille hommes, devait être placée avec toutes ses forces entre les armées coalisées. Il ne restait plus qu'à se battre vaillamment et heureusement : vaillamment, Napoléon l'espérait avec raison de ses soldats, heureusement, il l'espérait encore de son génie et de la fortune !

Il résolut d'attendre à Düben même l'exécution des ordres qu'il avait donnés. Effectivement il importait peu qu'il fût à Leipzig tant que ses troupes n'y seraient pas réunies, et à Düben au contraire, il veillait au défilé de ses corps d'armée, et aux mesures prescrites pour se débarrasser de Bernadotte, qui paraissait toujours revenu sur la rive droite de l'Elbe. Pendant cette journée du 12, Dombrowski et Reynier, précédés par la cavalerie de Sébastiani, ayant traversé l'Elbe à Wittenberg, chassèrent devant eux les Prussiens, et enlevèrent même quelques prisonniers à la division Thumen, laquelle avait toujours fait partie du corps de Bernadotte. C'était une nouvelle raison de croire au retour de l'armée du Nord sur la rive droite de l'Elbe. Dombrowski et Reynier se rabattirent ensuite à gauche pour détruire le pont de Roslau, et s'y heurtèrent aux troupes du général Hirschfeld appartenant également à l'armée du Nord. Ils ne descendirent point au delà, des forces considérables semblant y être réunies. Dans le même temps Ney, opérant sur la Mulde, emporta les ponts de Dessau, situés tout près du confluent de la Mulde dans l'Elbe. Un peu avant d'être à Dessau et à droite, c'est-à-dire à Worlitz, se trouvait un détachement ennemi. Ney dirigea sur Worlitz la cavalerie du général Fournier avec quelques troupes d'infanterie du 3[e] corps, et avec le reste de ce corps se précipita sur Dessau même. L'ennemi fut brusquement refoulé sur le pont de Dessau, où cavalerie et infanterie se réfugièrent dans une affreuse confusion. On y ramassa un millier de prisonniers et plusieurs pièces de canon. Sur ces entrefaites le détachement prussien qui occupait Worlitz, abordé aussi vivement, fut rejeté sur Dessau où nous étions déjà, pris entre deux feux, et enlevé ou sabré par la cavalerie du général Fournier. Ces affaires coûtèrent à l'ennemi près de trois mille hommes et bon nombre de bouches à feu. Les troupes qu'on avait rencontrées là étaient celles du corps de Tauenzien, lequel, sans appartenir à Bernadotte, avait habituellement servi avec lui. Il parut se replier sur l'Elbe. Le maréchal Ney ne s'engagea pas davantage, ayant pour instruction de se tenir prêt à rebrousser chemin.

Ces diverses rencontres confirmaient tout à fait la supposition que l'armée du Nord était restée sur la droite de l'Elbe, car la division Thumen, le corps du général Hirschfeld, celui de Tauenzien, n'avaient cessé de marcher avec elle. Ce qui était le plus vraisemblable, c'est qu'elle se tenait sur l'Elbe pour couvrir Berlin, tandis que l'armée de Silésie, s'étant reportée de la Mulde à la Saale pour accomplir son mouvement sous la protection de deux rivières, remontait vers Halle et Leipzig afin de se joindre à l'armée de Bohême. Il y avait certainement bien des contradictions à expliquer dans une pareille hypothèse, car on ne comprenait pas pourquoi les armées de Silésie et du Nord avaient, au prix des plus grands périls, opéré leur jonction et le passage de l'Elbe pour se séparer ensuite, et pourquoi Blucher n'était pas allé tout simplement se réunir au prince de Schwarzenberg à travers la Bohême, au lieu de parcourir l'immense circuit de Bautzen à Dessau, de Dessau à Leipzig. Mais ce n'était pas la première fois qu'on avait vu les généraux coalisés exécuter des manœuvres étranges, et toutes les reconnaissances constatant la séparation des deux armées du Nord et de Silésie, il fallait bien se rendre devant des témoignages unanimes. Il parut donc établi qu'on aurait affaire à Schwarzenberg renforcé de Blucher seul, si toutefois ce dernier parvenait à rejoindre le généralissimo à travers les masses de l'armée française.

Le 13 ces apparences furent de nouveau confirmées par les reconnaissances opérées dans

toutes les directions, et en conséquence Napoléon persista dans l'opinion qu'il s'était faite, et qui du reste n'importait pas relativement aux mesures à prendre, car dans tous les cas il fallait se concentrer le plus tôt et le plus complétement possible autour de Leipzig. Marmont avec la cavalerie du général Defrance ayant remonté la Mulde, entre le bras principal et le petit bras qui passe à Dölitzsch, côtoya sans cesse les troupes de Blucher qui effectuaient le même mouvement le long de la Saale, et se dirigeaient sur Halle comme nous sur Leipzig. Le 13 au soir le maréchal Marmont vint s'établir en arrière de Leipzig, dans la position de Breitenfeld, laquelle fait face à la route de Halle. Il était ainsi en mesure d'empêcher Blucher d'entrer à Leipzig. Le même jour Murat se repliait en ordre sur le côté opposé de Leipzig, et y contenait la grande armée du prince de Schwarzenberg. Augereau après avoir rencontré au delà de Weissenfels, non loin des plaines de Lutzen, les troupes légères de Liechtenstein et de Thielmann, leur avait passé sur le corps, et leur avait enlevé 2 mille hommes. Les dragons d'Espagne, habitués à manier le sabre droit, avaient fait un grand carnage de la cavalerie ennemie. Augereau était à l'entrée même de Leipsig vers Lindenau, ce qui apportait un nouvel obstacle à la jonction de Blucher avec Schwarzenberg. Ainsi le 13 au soir 90 mille hommes étaient déjà réunis à Leipzig, de manière à s'interposer entre les masses ennemies.

Sur la route de Düben le mouvement de concentration fut le même pendant cette journée du 13. La garde et Latour-Maubourg ayant franchi la veille le pont de la Mulde, malgré un fâcheux encombrement, suivirent les traces du maréchal Marmont, et marchèrent dans le même ordre, ayant soin de se garder avec leur cavalerie légère du côté du général Blucher. Bertrand et Macdonald se rapprochèrent de Düben pour y traverser la Mulde le soir ou le lendemain. Ney rebroussa chemin de Dessau sur Düben pour passer après eux. Reynier, Dombrowski, Sébastiani revinrent sur Wittenberg. La pluie ne cessant pas, les chemins étaient dans l'état le plus affreux, et malheureusement beaucoup de soldats, trop jeunes pour de telles fatigues, restaient en arrière et encombraient les routes. Le grand quartier général, composé de la cour de Saxe, des parcs du génie et de l'artillerie, et des équipages de pont, ce qui comprenait au moins deux mille voitures, avait suivi Napoléon jusqu'à Eilenbourg sur la Mulde. Ce quartier général était gardé par quatre mille hommes, et formait un immense convoi. Il était à mi-chemin, sur la route de Leipzig à Torgau. Napoléon avait ordonné que tout ce qui appartenait à l'artillerie fût dirigé sur Leipzig, et que tout le reste fût renfermé dans Torgau. La cour de Saxe avait été laissée libre de choisir entre Torgau ou Leipzig. A Torgau, elle avait un siége et d'affreuses maladies à craindre, à Leipzig une bataille. Mais guidée par une confiance instinctive en Napoléon, elle avait pensé qu'il y avait plus de sûreté auprès de lui, et elle avait opté pour Leipzig, au risque d'assister au plus horrible conflit qui se fût jamais vu entre les nations civilisées. C'était donc un nouvel embarras ajouté à tous les autres, sur ces routes encombrées et défoncées. Au pont d'Eilenbourg les soldats du parc d'artillerie et ceux de l'équipage de pont faillirent en venir aux mains.

Le 14 au matin, après avoir veillé toute la nuit à l'exécution de ses ordres, Napoléon se prépara lui-même à partir pour Leipzig. Au moment de son départ un rapport du maréchal Ney, recueilli très-près de l'ennemi, le mit en doute relativement à la position prise par l'armée du Nord. Elle ne paraissait plus sur la droite de l'Elbe, mais sur la gauche et derrière la basse Saale, toujours extrêmement soigneuse d'éviter une rencontre avec nous. Elle était ainsi fort au-dessous de Blucher sur la Saale, et beaucoup plus loin que lui de Leipzig; mais tandis qu'il remonterait vers Halle, c'est-à-dire vers Leipzig, elle pouvait suivre son mouvement, ne fût-ce que de loin, et dans ce cas il était possible que nous l'eussions, elle aussi, sur les bras, ce qui ferait trois armées à combattre au lieu de deux. Il est vrai que Leipzig, occupé par nous, restait toujours entre elles un obstacle fort difficile à surmonter. En recevant ce dernier renseignement Napoléon expédia de nouveaux ordres à Ney, Reynier, Drombowski, Sébastiani, qui avaient le plus de chemin à faire, et leur recommanda de se hâter, car plus on prévoyait d'ennemis sur son chemin, plus il fallait être concentrés pour leur tenir tête. Il partit ensuite de Düben, afin d'être le soir même du 14 à Leipsig. En route il rencontra le roi de Saxe, déjà très-ému de tout ce qu'il voyait, le rassura et le charma comme il faisait toujours par son énergie et sa bonne grâce, et alla descendre dans le faubourg de Reudnitz, à une demi-lieue en dehors de Leipzig du côté de Murat. Il prit gîte dans une habita-

tion particulière qu'on avait préparée pour lui.

Il s'y trouvait avec Berthier, Murat, Marmont et divers officiers de sa maison, et leur montra une extrême confiance à tous. Pourtant la situation n'était pas rassurante. C'est tout au plus si, en comptant bien, il pouvait réunir 190 mille soldats autour de Leipzig, tandis que huit jours auparavant il en avait environ 210 mille, et 360 mille deux mois auparavant. Les marches et diverses rencontres lui avaient déjà fait perdre 20 mille hommes en huit jours, et 30 mille étaient paralysés à Dresde. Il pouvait avoir, si Bernadotte se joignait à Blucher, de 320 à 350 mille hommes à combattre, et c'était une terrible lutte à soutenir contre des ennemis remplis d'exaltation. Il allait se voir entouré, cerné en quelque sorte au sud et à l'est de Leipzig par l'armée du prince de Schwarzenberg, au nord par les armées de Blucher et de Bernadotte, peut-être même enveloppé à l'ouest et coupé de Mayence, si Blucher, au moyen des troupes légères de Thielmann, réussissait à donner la main à Schwarzenberg à travers la plaine de Lutzen. (Voir les cartes n°s 58 et 60.) Cette situation était donc infiniment grave, bien qu'il eût de grandes ressources dans l'indomptable bravoure de ses soldats, dans son génie, et dans la position concentrique qui lui permettrait de contenir les uns pendant qu'il combattrait les autres, et de les vaincre ainsi successivement. Du reste, il n'avait pas cessé de l'espérer.

Les événements politiques qu'il apprenait étaient assez tristes, et de nature à mettre son caractère à une nouvelle épreuve. Le royaume de Westphalie venait de s'écrouler soudainement, à la seule apparition d'une troupe de Cosaques. C'était facile à prévoir, mais le coup n'en était pas moins sensible, et d'un sinistre augure. En effet après la bataille de Gross-Beeren et de Dennewitz, Bernadotte, parvenu jusqu'à l'Elbe, dont il avait occupé plusieurs points entre Wittenberg et Magdebourg, se chargeant toujours volontiers des œuvres les plus cruelles pour Napoléon, les moins honorables pour lui, avait pris plaisir à lancer sur la Hesse Czernicheff avec quelque infanterie légère et beaucoup de Cosaques, dans l'intention de renverser le trône de Jérôme. Ces coureurs, tandis que Thielmann et Lichtenstein envahissaient la Saxe et la Thuringe, s'étaient hâtés d'envahir la Hesse, et de se porter sur Cassel, où le renversement de l'une des royautés fondées par Napoléon ne pouvait manquer de produire une grande sensation. Partout favorisés par la population, bien accueillis, bien informés, bien nourris, ils étaient parvenus sans difficulté jusqu'aux portes de Cassel. Le roi Jérôme n'avait pour se défendre qu'un bataillon de grenadiers et deux régiments de cuirassiers westphaliens, plus quelques hussards français. Ces derniers avaient été récemment formés pour lui procurer une garde sûre, et devaient être portés à douze cents hommes. Mais ils étaient à peine sept à huit cents, arrivaient depuis quelques jours de France, et beaucoup d'entre eux étaient encore incapables de se tenir à cheval. A l'approche des partisans de Czernicheff tous les esprits avaient été vivement émus, et l'espérance de se débarrasser d'une royauté étrangère les avait presque soulevés. Les troupes peu nombreuses et la plupart westphaliennes, contenues par la discipline militaire, s'étaient abstenues de manifester leurs sentiments, mais en les laissant facilement deviner. Jérôme s'était donc trouvé dans une affreuse position; néanmoins il avait bravé l'orage, s'était adressé au duc de Valmy à Mayence pour obtenir le secours de trois à quatre mille Français, et en attendant avait essayé de faire une sortie à la tête de son bataillon de grenadiers, et de quatre cents hussards français pris parmi ceux qui savaient monter à cheval. Cette sortie avait été d'abord heureuse, et les hussards français avaient bravement chargé l'ennemi, qui s'était un moment replié. Mais bientôt l'agitation des esprits croissant à Cassel, la plupart des troupes westphaliennes désertant, et le duc de Valmy ne pouvant, dans la grave situation des choses, déplacer trois à quatre mille Français sans un ordre formel de Napoléon, Jérôme avait été obligé d'évacuer sa capitale, et de se retirer sur Coblentz. Le 30 septembre Czernicheff était entré dans Cassel, et le royaume de Westphalie avait été aboli.

Ces nouvelles étaient suivies d'une autre, non moins fâcheuse. La Bavière était sur le point de nous abandonner, et on allait jusqu'à répandre le bruit qu'elle avait déjà signé un traité d'adhésion à la coalition européenne. Elle nous avait du reste préparés à cet événement. Le roi ne cessant de se plaindre à nous d'être livré à ses propres forces, avait dit et répété que son armée placée au bord de l'Inn sous le général de Wrède, ne pourrait résister à l'armée autrichienne; que si on ne lui envoyait immédiatement un corps de 30 mille hommes, il serait obligé de céder aux injonctions des puissances

coalisées, au mauvais esprit de ses troupes, et à l'opinion unanime de son peuple. Notre ministre, M. Mercy d'Argenteau, qui se conduisait à Munich avec beaucoup de zèle et de prudence, n'avait pu répondre à ces plaintes que par des promesses toujours démenties par les faits, et avait plusieurs fois averti M. de Bassano du péril qui nous menaçait de ce côté. Le départ du maréchal Augereau pour Leipzig avait été le signal de la défection, et la Bavière avait cédé, en signant un traité d'alliance avec nos ennemis. Nous devions en conséquence nous attendre, si nous étions forcés de nous retirer, à trouver sur nos derrières une armée de 30 mille Autrichiens et de 30 mille Bavarois prêts à nous fermer la retraite. Il fallait donc à tout prix être victorieux à Leipzig, sous peine d'un désastre non pas plus tragique, mais plus irrémédiable que celui de Moscou [1].

Cette situation, qui d'heure en heure semblait présenter un aspect plus sinistre, n'échappait pas à Napoléon, mais elle était loin de le troubler. L'idée d'être vaincu par les généraux et les soldats de la coalition ne pouvait entrer dans son esprit. Ses généraux avaient été battus quatre fois dans cette campagne, et lui jamais, ni dans celle-ci, ni dans aucune autre. Après avoir livré plus de cinquante batailles rangées, ce qui n'était arrivé encore à aucun capitaine, ni ancien ni moderne, il n'en avait pas perdu une seule. Il trouvait sans doute ses soldats jeunes pour les fatigues, mais il ne les avait jamais vus plus braves; il sentait sa prodigieuse clairvoyance qui lui donnait tant d'avantage sur ses ennemis, comme on sent l'excellence de sa vue en l'exerçant continuellement sur les objets; il ne doutait donc pas de gagner une, même deux et trois batailles. Son espérance était de vaincre d'abord Schwarzenberg le premier jour, puis Blucher le second, et de sortir ainsi de l'espèce de réseau dans lequel on cherchait à l'enfermer. Toutefois son infériorité numérique par rapport à l'ennemi lui semblait bien grande, car il ne pouvait pas se flatter de réunir 200 mille combattants, et ses adversaires devaient en avoir plus de 300 mille s'ils parvenaient à se joindre. Prévoyant cette difficulté, il avait prescrit une disposition à laquelle il avait pensé bien des fois, c'était de placer l'infanterie sur deux rangs au lieu de trois. Il prétendait que le troisième rang

[1] Les tristes flatteurs qui pendant son règne ont contribué à perdre Napoléon, et qui depuis sa chute ont plus d'une fois compromis sa mémoire, ont attribué à la défection de la Bavière tous les désastres qui ont signalé la fin de la campagne de 1813. C'est parce que Napoléon est revenu sur Leipzig, disent-ils, au lieu de descendre sur Magdebourg et Hambourg, pour prendre position sur le bas Elbe, qu'il a succombé. Ils prouvent en disant cela qu'ils n'ont ni connu la partie la plus importante des documents de cette époque, ni même interprété selon leur vrai sens ceux de ces documents qu'ils avaient sous les yeux. Ce n'est pas à cause de la défection de la Bavière que Napoléon est revenu de Düben sur Leipzig, car c'eût été un bien faible motif pour un capitaine tel que lui. Il est revenu, comme nous l'avons raconté, pour rester toujours interposé entre l'armée de Bohême et les armées de Silésie et du Nord, et il ne le pouvait qu'en se portant sur Leipzig avant que Blucher eût le temps d'y arriver. Il y a, indépendamment de ces raisons qui sont de simple bon sens, des raisons de fait invincibles dans les lettres mêmes de Napoléon. C'est le 12 au matin qu'il changea de détermination et renonça au mouvement sur Berlin pour le mouvement sur Leipzig; or, le 13 il ne connaissait pas encore la défection de la Bavière, car, racontant à M. de Bassano, qui était à Eilenbourg, l'arrestation du secrétaire de M. Pozzo di Borgo, et sa conversation avec ce secrétaire, il dit que les coalisés comptaient beaucoup sur la Bavière, sans être certains cependant d'avoir terminé avec elle. Le 13 Napoléon ne savait donc pas encore ce qui en était de la Bavière, et c'est le 12 que ses ordres de marcher sur Leipzig avaient été donnés. Enfin il est constaté par la correspondance diplomatique de M. de Mercy d'Argenteau que ce ministre ne connut que le 9 octobre le traité signé à Munich le 8, que ses dépêches annonçant cette nouvelle furent interceptées et ne parvinrent point à Napoléon. Dans l'état des communications, ces dépêches, obligées d'aller jusqu'à Francfort ou Mayence pour prendre la route de la grande armée, ne seraient certainement pas arrivées avant le 12 à Düben, quand même elles n'auraient pas été interceptées. Voilà des faits positifs et incontestables. Le 14 on n'avait à Leipzig que des bruits vagues, venant des coalisés qui savaient ce qui s'était passé entre eux et la Bavière, et qui l'ébruitaient par la joie qu'ils en éprouvaient. Napoléon n'avait donc pu se porter sur Leipzig à cause de la défection de la Bavière, puisqu'il l'ignorait. On s'est fondé, pour répandre cette fausseté, sur une assertion du *Moniteur* de cette époque, qui prétend que la défection de la Bavière avait contraint Napoléon de revenir sur Leipzig. On vient de voir, par les preuves matérielles que nous avons rapportées, que l'assertion est radicalement fausse. Mais voici le motif de Napoléon pour dissimuler la vérité en cette circonstance. Cherchant pour le public une explication palpable de la manœuvre qui l'avait ramené sur Leipzig, et dont le résultat avait été si désastreux, il imagina cette raison de la défection de la Bavière, qui était frappante pour les ignorants, et qui lui servait à masquer ce qu'on pouvait croire une faute, comme pour 1812 il avait imaginé de dire que le froid était cause de nos malheurs, et pour Kulm que Vandamme avait manqué à ses instructions. Mais Napoléon, en se justifiant ainsi devant les ignorants, se calomniait devant les gens instruits. Si en effet il eût été certain que la route de Mayence allait se fermer par la défection de la Bavière, c'eût été une raison de plus de descendre sur Magdebourg et Hambourg, au lieu de remonter sur Leipzig, puisqu'il se serait assuré ainsi la route bien meilleure et encore libre de Wesel. Mais Napoléon, désespérant de faire comprendre à la masse du public comment il avait été forcé à la suite des plus savantes manœuvres de revenir sur Leipzig, adopta une assertion spécieuse, facile à saisir par tout le monde, et la donna dans les nouvelles officielles, aux dépens de la vérité et de sa propre gloire. Heureusement la vérité triomphe toujours avec le temps, car il y a tôt ou tard des gens qui l'aiment et savent la trouver, et tantôt elle condamne, tantôt même elle justifie ceux qui ont eu la maladresse de la cacher. Souvent en effet elle vaut mieux pour eux que les mensonges qu'ils ont inventés pour se justifier.

ne servait ni pour les feux ni pour les charges à la baïonnette, et il ne voulait pas s'avouer à lui-même que le troisième rang, s'il ne pouvait ni tirer ni charger à la baïonnette, soutenait cependant les deux autres, leur imprimait de la solidité, et les recrutait après une action meurtrière. Mais dans la détresse où il se trouvait, la chose était bonne à essayer si elle n'était pas bonne à professer.

Enfermé pendant cette soirée dans un appartement chauffé suivant la coutume allemande, et appuyé à un grand poêle, il eut avec Berthier, Murat, Marmont et plusieurs de ses généraux, un entretien long, familier et significatif. Il soutint la formation de l'infanterie sur deux rangs, et dit que pour le lendemain au moins elle aurait un grand effet, celui de donner à l'armée française l'apparence d'être d'un tiers plus forte, l'ennemi ignorant la nouvelle disposition qu'il venait de prescrire. On disserta sur ce sujet, puis on parla de la possibilité de juger à l'œil de la force d'une armée sur le terrain, et Napoléon affirma qu'avec sa vieille expérience il n'était pas sûr de ne pas se tromper d'un quart au moins. Tout à coup on annonça Augereau, qu'il n'avait pas encore vu, car ce maréchal venait à peine de rejoindre le quartier général. — Ah! vous voilà, s'écria-t-il, arrivez donc, mon vieil Augereau; vous vous êtes bien fait attendre. — Puis, sans aigreur ni blâme, même avec un ton amical mais triste : Vous n'êtes plus, lui dit-il, l'Augereau de Castiglione! — Si, répondit le maréchal, je serai encore l'Augereau de Castiglione quand vous me rendrez les soldats d'Italie. — Cette repartie n'irrita pas Napoléon, mais il insista, se plaignant d'une sorte de défaillance générale autour de lui. Par un penchant, fort ordinaire aux hommes, de s'en prendre de leurs malheurs plus volontiers aux autres qu'à eux-mêmes, il accusa tout le monde, d'ailleurs très-doucement. Il commença par ses frères, comme s'ils avaient été exclusivement coupables de ce qui se passait dans leurs États, et qu'il n'eût été pour rien dans leurs mésaventures. Il se plaignit de Louis qui, de la Suisse où il s'était retiré, lui redemandait la Hollande, de Jérôme qui venait de perdre Cassel, de Joseph qui venait de perdre l'Espagne. Puis il ajouta que son malheur avait été de trop faire pour sa famille, que son beau-père l'empereur François le lui avait reproché plus d'une fois, qu'il le reconnaissait maintenant, mais trop tard. — Vous-même, dit alors Napoléon en s'adressant à Murat avec une franchise de langage singulière, mais que la complète absence d'aigreur rendait supportable, vous-même n'avez-vous pas été prêt à m'abandonner? — Murat repoussa bien loin cette imputation, en disant qu'il avait toujours eu des ennemis cachés, appliqués à le desservir auprès de son beau-frère. — Oui, oui, répondit Napoléon avec un ton tellement affirmatif qu'on voyait bien qu'il avait tout su, ou tout deviné : vous avez été prêt à faire comme l'Autriche, mais je vous pardonne. Vous êtes bon, vous avez un fonds d'amitié pour moi, et vous êtes un vaillant homme; seulement j'ai eu tort de vous faire roi. Si je m'étais contenté de vous faire vice-roi comme Eugène, vous auriez agi comme lui; mais roi, vous songez à votre couronne plus qu'à la mienne. — Ces vérités, adoucies par le ton, émurent fort les assistants, et formèrent le sujet de la conversation jusque bien avant dans la nuit. Ensuite, avec une sorte de résignation supérieure, et des témoignages affectueux, Napoléon quitta ses lieutenants, en leur disant qu'il fallait se préparer tous à se bien battre, car on aurait affaire à forte partie le lendemain, et la bataille prochaine déciderait de leur sort, du sien, de celui de la France.

Ce triste retour sur le passé fut le seul signe que Napoléon donna de ses sombres pressentiments, car du reste il était calme, tranquille, résolu, comme si les circonstances eussent été celles qui avaient précédé Austerlitz ou Friedland [1].

Le lendemain matin Napoléon monta de très-bonne heure à cheval, afin d'inspecter le champ de bataille, ne voulant pas prendre l'initiative de l'action à cause de ses corps restés en arrière, et imaginant bien que l'ennemi ne la prendrait

[1] Je n'ai pas besoin de répéter, après l'avoir dit tant de fois, que je ne rapporte les entretiens de Napoléon que lorsque j'ai la preuve authentique de leur parfaite exactitude, et je ne reproduis celui-ci que parce qu'il me semble avoir une singulière signification à la veille de la bataille de Leipzig. Il prouve que déjà une tristesse confuse se faisait jour dans l'âme de Napoléon. Cet entretien eut un témoin. M. Jouanne, l'un des secrétaires de confiance de Napoléon, homme respectable et digne de toute créance, qui, se trouvant là pour écrire divers ordres sous la dictée de Napoléon, entendit l'entretien que nous venons de rapporter et en consigna sur-le-champ le souvenir par écrit. C'est sur ce document conservé par M. Jouanne que j'ai retracé cette conversation, en résumant les choses, et en leur donnant seulement la forme du style historique, qui n'admet pas toutes les familiarités du langage, et qui n'a pas besoin pour être vrai de rapporter jusqu'à des locutions soldatesques, que les mémoires particuliers peuvent seuls se permettre de reproduire.

pas s'il ne la prenait pas lui-même. Ce soin était urgent, car ce champ de bataille, immortalisé par notre bravoure et nos malheurs, avait besoin d'être étudié dans son immense étendue, pour qu'ayant acquis une entière connaissance des lieux, Napoléon pût commander là même où il ne serait pas de sa personne. Il se porta d'abord au sud de Leipzig, vers le côté où Murat s'était établi en se retirant devant l'armée de Bohême.

La Pleisse et l'Elster, comme la Saale, comme la Mulde, descendent des montagnes de la Bohême (voir les cartes n°s 58 et 60), traversent toute la Saxe en coulant à peu près dans le même sens, jusqu'à ce que, séparées ou confondues, elles aillent tomber dans l'Elbe qui les recueille en passant. Un peu au-dessus de Leipzig la Pleisse et l'Elster, assez rapprochées l'une de l'autre, et divisées en une multitude de bras, finissent par se réunir au-dessous de cette ville, puis se détournent un peu à gauche, et vont se confondre dans la Saale, avec laquelle elles coulent vers l'Elbe en suivant une direction presque parallèle au cours de la Mulde. Voici donc quel était le mouvement des diverses armées. Le prince de Schwarzenberg ayant débouché des montagnes de la Bohême avec la grande armée des trois souverains, était arrivé sur Leipzig en descendant entre la Mulde, la Pleisse et l'Elster. Napoléon au contraire venant à sa rencontre du bas Elbe, avait remonté ces rivières jusqu'à Leipzig même. Le prince de Schwarzenberg avait sa gauche à la Pleisse et à l'Elster, et sa droite dans les plaines faiblement accidentées des environs de Leipzig. Quant à Napoléon il avait sa gauche dans ces mêmes plaines, et sa droite aux deux rivières. Fortement adossé à Leipzig, et occupant bien cette ville, il avait la prétention de tenir Blucher et même Bernadotte entièrement séparés de Schwarzenberg. En effet Blucher ne pouvant traverser Leipzig que nous occupions, était forcé de se détourner ou à droite ou à gauche pour rejoindre la grande armée de Bohême. Pour se détourner à droite (droite de Blucher) il lui fallait franchir un obstacle de grande importance, c'étaient la Pleisse, l'Elster, la Saale réunies, couvrant de leurs mille bras une vallée boisée, large de plus d'une lieue, et derrière laquelle il aurait pu trouver les Français, notamment Augereau, qui s'avançait par la route de Lutzen après avoir battu Platow et Thielmann. Si au contraire il eût cherché à se détourner à gauche, il aurait rencontré à travers la vaste plaine de Leipzig l'armée française revenant de Düben, et se serait exposé aux plus grands périls. Dès lors il avait l'armée française comme une muraille entre lui et Schwarzenberg. Il suffisait donc que Napoléon arrêtât Schwarzenberg au sud de Leipzig, Blucher au nord, pour les empêcher de se réunir, et s'il parvenait à battre l'un, puis à se reporter sur l'autre, il était possible qu'il triomphât alternativement de tous deux, surtout Bernadotte étant fort éloigné, et rien encore ne prouvant qu'il dût arriver. Napoléon, sachant Schwarzenberg le plus rapproché, voulait d'abord avoir affaire à lui, réservant le combat avec Blucher pour le lendemain.

Il commença donc sa revue par le sud, c'est-à-dire par le champ de bataille où il s'attendait à rencontrer le prince de Schwarzenberg. (Voir la carte n° 60.) La Pleisse et l'Elster, tantôt confondues, tantôt séparées, et embrassant un large terrain, marécageux et boisé, coulaient, avons-nous dit, de la Bohême sur Leipzig, c'est-à-dire du sud au nord. Napoléon devait naturellement y appuyer sa droite, comme Schwarzenberg sa gauche, et l'appui était solide, car le lit des deux rivières n'était pas facile à traverser. D'ailleurs ce lit traversé, il aurait fallu gravir un terrain assez élevé pour déboucher par derrière notre droite dans la plaine de Leipzig. Sur son front Napoléon avait pour champ de bataille un terrain peu accidenté, et dont quelques villages formaient à peine les moyens de défense. En partant de Mark-Kleeberg sur la Pleisse, en passant par Wachau et allant finir à Liebert-Wolkwitz, une légère dépression de terrain servant d'écoulement aux eaux vers la Pleisse, séparait notre ligne de celle de l'ennemi. Tel quel, ce vallon, si on peut l'appeler ainsi, était l'obstacle de terrain que nous allions nous disputer avec acharnement. A sa gauche enfin, Napoléon avait la vaste plaine de Leipzig, semée de gros villages, et à peine sillonnée par une très-petite rivière, la Partha, qui, naissant à quelque distance de Liebert-Wolkwitz, allait après de nombreux circuits tomber derrière nous dans la Pleisse, à travers un faubourg de Leipzig. Napoléon de ce côté était presque sans appui, mais la présence de ses colonnes arrivant de Düben devait contenir l'ennemi, et l'empêcher de s'y risquer. Murat ayant pris position au sud, avait établi à Mark-Kleeberg sur la Pleisse Poniatowski, à Wachau Victor, à Liebert-Wolkwitz Lauriston, et dans les intervalles le 4e de cavalerie (cavalerie polonaise), et le 5e sous Pajol, dans lequel on avait fondu les dragons d'Espagne.

De l'autre côté de cette espèce de vallon, on apercevait en face de nous Kleist et Wittgenstein, entre Gross-Pössnau, Gülden-Gossa, Cröbern, avec les gardes russes et prussiennes pour réserve. L'armée autrichienne était partie à notre droite, entre la Pleisse et l'Elster, s'avançant dans l'angle formé par ces rivières, et menaçant le pont de Dölitz, partie à notre gauche, en avant d'un bois dit de l'Université, vis-à-vis de Liebert-Wolkwitz, et devant tendre plus tard la main vers Blucher à travers la plaine de Leipzig, si nous perdions du terrain et si les coalisés en gagnaient.

Napoléon approuva complétement la position prise par Murat. Il résolut de disputer énergiquement la ligne de Liebert-Wolkwitz à Wachau et Mark-Kleeberg, pour cela de doubler les trois corps de Murat, en plaçant Augereau à droite près de Mark-Kleeberg, la garde et la cavalerie de Latour-Maubourg au centre à Wachau, Macdonald avec la cavalerie de Sébastiani à gauche, au delà de Liebert-Wolkwitz, afin d'empêcher que notre aile gauche ne fût débordée, et d'essayer même, comme on le verra bientôt, de déborder l'aile droite de l'ennemi. Les Autrichiens s'avançant entre la Pleisse et l'Elster sur le pont de Dölitz, Napoléon, pour n'être pas tourné par sa droite, y plaça la brigade Lefol, tirée des troupes qui formaient la garnison de Leipzig. Après les combats qu'on avait livrés, les marches qu'on avait exécutées dans la boue, les corps de Lauriston, Victor, Poniatowski, Pajol, amenés par Murat, pouvaient monter à 38 mille hommes, Augereau et Lefol à 12 mille, la garde à 36 mille, Latour-Maubourg à 6 mille, Macdonald et Sébastiani à 22 mille, ce qui faisait environ 114 à 115 mille hommes opposés à 160 mille. Mais en manœuvrant bien, en se battant énergiquement, toutes choses dont il n'y avait pas à douter, en se servant par exemple de quelques-uns des corps restés en arrière sous Ney, on pouvait renforcer Macdonald de 25 à 30 mille hommes, puis se rabattre en masse par la gauche sur la droite de Schwarzenberg, et précipiter celui-ci dans la Pleisse. C'était en effet le projet de Napoléon, si les corps actuellement en marche n'étaient pas indispensables au nord contre Blucher et Bernadotte.

Cette revue du terrain terminée et ces dispositions arrêtées, Napoléon revint par la gauche au faubourg de Reudnitz. Il parcourut les bords de cette petite rivière de la Partha, qui roule, comme nous venons de le dire, ses faibles eaux dans une cavité du terrain à peine sensible, et passant par Taucha, Schönfeld, va les verser dans la Pleisse, au nord de Leipzig, à travers le faubourg de Halle. Là, si on se joignait de plus près, pouvait s'offrir, un peu en arrière de notre gauche, un nouveau champ de bataille; mais il n'y avait pas à s'en occuper, l'ennemi n'osant pas encore s'y montrer, et nous n'ayant que de la cavalerie à y mettre.

Ce n'était pas assez que d'avoir tout disposé pour résister à la grande armée de Bohême; il fallait songer aussi à tenir tête à Blucher, qu'on devait s'attendre à voir paraître d'un moment à l'autre au nord de Leipzig. Heureusement se trouvait de ce côté, en dépassant la Partha, une position assez avantageuse, s'étendant du village de Möckern à celui d'Euteritzsch, barrant la route de Halle à Leipzig, et présentant un terrain large, élevé, appuyé d'un côté à la Pleisse et à l'Elster, de l'autre à un gros ravin, et où un corps pouvait se déployer à l'aise en ayant sur l'ennemi qui arrivait de Halle un fort commandement. Obligé d'abandonner cette position, on avait la ressource de se replier derrière la Partha, et d'aller s'adosser à Leipzig, en avant du faubourg de Halle.

C'est là que Marmont, n'ayant cessé d'observer Blucher pendant la marche de nos troupes, était venu se placer pour le combattre au besoin. Napoléon approuva la position que Marmont avait prise, et lui recommanda de s'y maintenir. Ney, avec Bertrand, Souham, Reynier, Dombrowski, tous retardés par la destruction des ponts de la Mulde et de l'Elbe, devait se ranger à la droite de Marmont, puis à mesure qu'il arriverait se replier autour de Leipzig, du nord au sud, et se relier à travers la plaine qu'arrose la Partha, avec la gauche de Murat. Ces dernières troupes venues, le cercle autour de Leipzig serait entièrement fermé.

Restait à bien garder la ville même de Leipzig, et non-seulement la ville, mais la grande route du Rhin, qui après avoir franchi la Pleisse et l'Elster sur une longue suite de ponts, débouchait par Lindenau dans la plaine de Lutzen, et allait rejoindre Weissenfels, Erfurt, Mayence. Il était indispensable de garder spécialement la route, parce qu'elle était notre seule ligne de retraite, et parce qu'en l'occupant nous empêchions Blucher et Schwarzenberg de communiquer entre eux par delà l'Elster et la Pleisse. Napoléon avait laissé la division Margaron, composée de troupes de marche, dans Leipzig même, avec mission de défendre les ponts de la Pleisse

et de l'Elster, et le gros bourg de Lindenau, qui en forme le débouché dans la plaine de Lutzen. Moyennant qu'on défendît bien ce bourg et la ville, il suffisait de troupes légères sur la grande route de Lutzen, pour qu'on fût averti de ce qui s'y passerait, et qu'on pût y accourir à temps. Napoléon adjoignit aux troupes de Margaron le général Bertrand qui avait marché avec Macdonald, et qui venait d'entrer à Leipzig. Il devait appuyer au besoin, ou Margaron dans la défense de Leipzig et du débouché de Lindenau, ou Marmont dans la défense de la position de Möckern. Les autres corps arrivant successivement devaient, comme nous l'avons dit, se placer derrière Marmont, et le relier avec Murat. Ainsi dans la première journée Napoléon avait pour la bataille qui allait se livrer au sud de Leipzig, 115 mille hommes à opposer aux 160 mille de Schwarzenberg. Si la lutte s'engageait en même temps au nord, il avait à opposer aux 60 mille hommes de Blucher Marmont avec 20 mille, Bertrand avec 10 mille, sans compter les 10 mille de Margaron qui gardaient Leipzig et la grande route du Rhin. Ney, avec Souham, Dombrowski, Reynier, nous amenait un renfort de 35 mille hommes, et pouvait alternativement secourir Marmont ou Napoléon lui-même. Avec lui le total de nos forces devait s'élever à 190 mille hommes; mais il fallait se hâter de vaincre, car si Ney portait nos forces à 190 mille hommes, l'ennemi, dans le même espace de temps, pouvait voir les siennes s'élever à 320 ou 330 mille hommes par l'arrivée probable de Bernadotte demeuré en arrière de Blucher, de Benningsen demeuré en arrière de Schwarzenberg. Napoléon, du reste, songeait à s'assurer des résultats décisifs dès le premier jour, car il espérait avoir au moins la tête de colonne de Ney, la joindre à Macdonald, et, les jetant l'un et l'autre sur la droite de Schwarzenberg, pousser brusquement ce dernier dans la Pleisse. Ces dispositions étaient tout ce qu'on pouvait attendre de la situation et de son génie, et après avoir employé la journée entière du 15 à rallier ses troupes, il résolut de ne pas différer davantage, et d'attaquer Schwarzenberg le lendemain 16. Il redoubla d'assurance à l'égard de ses lieutenants, et même de bienveillance pour eux, voulant les mieux disposer à donner jusqu'à la dernière goutte de leur sang. Au surplus, même en éprouvant de secrètes inquiétudes et en désapprouvant sa politique, ils y étaient déterminés sans réserve. Vaincre ou mourir était le sentiment de tous.

Les alliés de leur côté n'étaient pas restés oisifs, et avaient fait de grands efforts pour opérer leur réunion sous les murs de Leipzig. Blucher et Bernadotte, comme on l'a vu, s'étaient, à l'approche de Napoléon, réfugiés derrière la Mulde, et n'avaient cessé depuis qu'ils se trouvaient ensemble d'être en contestation sur la conduite à suivre. Bernadotte aurait voulu d'abord que l'armée de Silésie vînt prendre position au-dessus de lui sur la Mulde, c'est-à-dire se placer entre lui et Leipzig, afin d'avoir en cas de revers des moyens d'évasion plus prompts et plus sûrs vers l'Elbe. Blucher, qui devinait les motifs de Bernadotte, aurait désiré au contraire se placer au-dessous pour le tenir enfermé entre lui et Leipzig, et le forcer ainsi à marcher à l'ennemi. Mais Bernadotte se refusant absolument à une semblable disposition des deux armées, et alléguant pour prétexte le soin de ses communications avec la Suède, Blucher avait été obligé de se rendre pour éviter une rupture. Après cette contestation, il s'en était élevé une autre. Bernadotte voulait qu'en remontant vers Leipzig on opérât ce mouvement non pas derrière la Mulde, mais derrière la Saale, afin de mettre deux rivières entre soi et les Français. Blucher, au contraire, voulait qu'on se couvrît seulement de la Mulde pour arriver plus tôt à Leipzig. Toutefois il avait cédé encore, toujours dans l'intention de prévenir un éclat. Mais avec son impatience habituelle, il n'avait porté qu'un de ses corps derrière la Saale, et à la tête des deux autres il avait cheminé en avant de cette rivière, sur la chaussée de Halle, très-près du maréchal Marmont qu'il n'avait cessé de côtoyer. Enfin une troisième contestation avait tout à coup surgi entre les deux chefs des armées de Silésie et du Nord, et avait mis le comble à leur mésintelligence. A la vue des Français occupés au delà de l'Elbe à détruire des ponts, Bernadotte croyant à un mouvement de Napoléon sur Berlin, avait voulu repasser l'Elbe, pour n'être pas coupé du nord de l'Allemagne où était sa base d'opération. Son état-major tout entier, composé en grande partie de Russes et de Prussiens, avait, contre l'ordinaire, incliné à son opinion. Aussi avait-il fait valoir l'autorité éventuelle dont il était investi à l'égard de l'armée de Silésie, pour enjoindre à Blucher de le suivre sur la rive droite de l'Elbe. En recevant cet ordre Blucher avait contesté le mouvement de Napoléon sur Berlin, allégué à l'appui de son opinion les forces considérables laissées autour de Leipzig, répondu en outre par

une désobéissance formelle, et adressé aux officiers prussiens et russes de l'armée de Bernadotte l'invitation de ne pas quitter la rive gauche de l'Elbe. Mais un fait indépendant de leur volonté à tous, la destruction complète des ponts par Ney et Reynier, avait mis fin au débat, et Bernadotte, privé de ses moyens de passage, était resté forcément sur la gauche de l'Elbe, ne suivant d'ailleurs Blucher que de très-loin. Toutefois les divisions Thumen et Hirschfeld, le corps de Tauenzien étaient demeurés de l'autre côté du fleuve, et avaient ainsi causé l'erreur de Napoléon, qui avait cru l'armée entière du Nord résolue à se maintenir sur la droite de l'Elbe et sur la route de Berlin.

C'est de cette manière que Blucher et Bernadotte avaient occupé le temps que Napoléon avait employé à revenir sur Leipzig. Blucher était le 15 sur la route de Halle, à quatre ou cinq lieues au nord de Leipzig, ayant grand désir de s'en approcher, n'osant donner la main au prince de Schwarzenberg à travers la plaine de Lutzen, parce qu'il lui aurait fallu franchir la Pleisse et l'Elster, étant fort tenté de le faire du côté opposé, à travers la vaste plaine de Leipzig, mais ne l'osant pas davantage à la vue des corps français qui marchaient dans cette direction, et renouvelant ses instances auprès de Bernadotte pour qu'il vînt le joindre, car réunis ils devaient former une armée de 120 mille hommes, laquelle n'avait rien à craindre de personne. Il avait en attendant tâché d'envoyer un officier au prince de Schwarzenberg pour lui dire qu'il était là, au nord de Leipzig, à une très-petite distance de lui, prêt à marcher au canon dès qu'il l'entendrait retentir au sud de cette ville.

Dans l'armée de Bohême l'accord avait été plus grand, grâce à l'esprit conciliant d'Alexandre, à l'autorité doucement exercée du prince de Schwarzenberg, et surtout à l'évidence de ce qu'on avait à faire. On avait voulu descendre sur Leipzig avec l'intention de s'y joindre aux deux armées de Silésie et du Nord, et dès lors on n'avait qu'une conduite à tenir, c'était de pousser Murat vivement, et d'autant plus vivement qu'on voyait bien que Murat n'était qu'un rideau destiné à couvrir le mouvement des Français sur l'Elbe, et que si on ne se hâtait pas de percer ce rideau, on laisserait à Napoléon le temps d'accabler les armées de Silésie et du Nord. C'est ainsi qu'on était arrivé le 14 devant Liebert-Wolkwitz et Wachau, où l'on avait perdu 1,200 hommes dans un combat de cavalerie imprudemment engagé contre Murat.

La journée du 15 avait été employée à se rallier, à se mettre en ligne, et à délibérer sur le plan d'attaque, sujet fort grave et le seul sur lequel il y eût à discuter. Qu'il fallût livrer bataille, personne ne le mettait en doute, dût-on être vaincu, car si on laissait à Napoléon un jour, une heure de plus, il en profiterait pour détruire les deux armées du Nord et de Silésie. Se battre énergiquement en désespérés et tout de suite, était l'avis que la situation inspirait et commandait à tout le monde. Restait le plan de la bataille à livrer. A cet égard il y avait grande divergence entre les généraux autrichiens d'une part, et les généraux russes et prussiens de l'autre. En guerre, comme en toutes choses, l'opinion de chacun est généralement dictée par la position qu'il occupe. Les Russes et les Prussiens, sous Barclay de Tolly, ayant débouché directement sur Liebert-Wolkwitz, Wachau et Mark-Kleeberg, devant Murat, sur la rive droite de la Pleisse et de l'Elster, voulaient qu'on portât l'attaque sur ce point, qu'on l'y portât résolûment, et avec presque toutes ses forces. A peine admettaient-ils qu'on fit une diversion à leur droite par Gross-Posnau, Seyffertshayn, pour déborder notre gauche, et essayer de tendre une main vers Blucher à travers la plaine de Leipzig. Ils admettaient aussi qu'à leur gauche, entre la Pleisse et l'Elster, on fit quelques démonstrations pour tendre la main à Blucher à travers la plaine de Lutzen, s'il cherchait par hasard à percer de ce côté. Mais là encore ils ne voulaient qu'une simple démonstration.

Les Autrichiens ayant été conduits par les routes qu'ils avaient suivies à déboucher en grande partie entre la Pleisse et l'Elster, accordaient sans doute qu'on dirigeât une attaque vigoureuse contre Liebert-Wolkwitz, Wachau et Mark-Kleeberg, mais ils espéraient peu de cette attaque de front, et demandaient qu'on portât le gros des forces dans l'angle formé par la Pleisse et l'Elster ; que protégés par les deux côtés de cet angle dont le sommet s'appuyait à Leipzig, on s'y enfonçât, et qu'on essayât d'enlever à coups d'hommes le pont de Dölitz, placé sur la droite des Français en arrière de Mark-Kleeberg. Sans doute, disaient-ils, on y rencontrerait de grandes difficultés, car la Pleisse, coupée en mille bras, présentait des ponts, des corps de ferme, des enclos à forcer, et ensuite un terrain assez escarpé à gravir. Mais ces obsta-

eles vaincus, on se trouverait sur les derrières des Français, la position de ceux-ci ne serait plus tenable, et ce serait un miracle s'ils pouvaient se retirer sains et saufs sur Leipzig. Aussi les généraux autrichiens voulaient-ils que non-seulement on employât à cette opération l'armée autrichienne, mais que les réserves de Barclay de Tolly, composées de la garde impériale russe et de la garde royale prussienne, fussent chargées d'agir entre la Pleisse et l'Elster. Il y avait certainement quelques raisons à faire valoir pour ce plan, mais il y avait deux fortes objections à lui opposer : la première, c'est qu'avec peu de monde Napoléon pourrait en arrêter beaucoup à la position de Dölitz, et la seconde, c'est qu'en voyant combien était peu considérable la masse chargée de le combattre de front, il se rabattrait par sa gauche sur elle, et la jetterait dans la Pleisse. Or, lorsqu'il aurait anéanti comme à Dresde un tiers de l'armée alliée au moins, la question serait évidemment décidée en sa faveur.

Il ne suffit pas cependant qu'une opinion ait contre elle des raisons excellentes pour qu'on y renonce. Après l'avoir adoptée par position et de bonne foi, on y persiste par amour-propre, et il est rare qu'une opinion logiquement détruite, soit une opinion abandonnée. On contesta vivement, et suivant la coutume, bonne en politique, mais souvent dangereuse à la guerre, on transigea, on répartit les forces avec une certaine égalité. Le corps autrichien de Giulay, renforcé des troupes légères de Liechtenstein et de Thielmann, dut, au delà de la Pleisse et de l'Elster, se porter sur Lindenau, pour s'emparer de la communication des Français avec Lutzen, c'est-à-dire avec Mayence. Ce corps, de 20 à 25 mille hommes, pouvait, s'il était heureux, donner la main à Blucher à travers la plaine de Lutzen. Le gros de l'armée autrichienne, comptant 40 mille hommes environ, composé du corps de Merfeld et de toutes les réserves tant de cavalerie que d'infanterie du prince de Hesse-Hombourg, devait s'enfoncer dans l'angle formé par la Pleisse et l'Elster, et essayer de déboucher par Dölitz sur les derrières des Français. A la droite des deux rivières, sur le front des Français, devant les positions de Mark-Kleeberg, Wachau, Liebert-Wolkwitz, les armées prussienne et russe, appuyées de toutes leurs réserves et présentant une force d'environ 70 mille hommes, devaient se ruer sur la ligne occupée par Napoléon, tandis que le général autrichien Klenau, comptant à peu près 25 mille hommes avec le renfort d'une brigade prussienne et de la cavalerie de Platow, déborderait au loin Liebert-Wolkwitz par la plaine de Leipzig, tâcherait de tourner notre gauche, et de tendre, lui aussi, la main aux armées de Blucher et de Bernadotte.

Tel fut le plan adopté le 15 au soir pour être exécuté le lendemain 16 dès neuf heures du matin. On essaya de faire parvenir à Blucher, dont on avait appris l'arrivée au nord de Leipzig, l'avis qu'on allait attaquer le 16, afin que s'il entendait le canon, il se portât lui-même au feu, et ne laissât aux Français que le moindre nombre possible de troupes inoccupées.

Le 16 octobre était donc le jour choisi par les deux armées pour cette grande et terrible lutte, de laquelle allait dépendre l'empire du monde. Napoléon avait déjà disposé ses troupes dès la veille. Macdonald et Sébastiani étant arrivés, il les avait dirigés sur Holzhausen, à gauche de Liebert-Wolkwitz, afin de faire face à Klenau. Quant à Ney et à Reynier, ils ne devaient être rendus à Leipzig, le premier que dans la matinée du 16, et le second que dans celle du 17. Blucher ne se montrant pas encore sur la route de Halle, ce qui était naturel puisqu'il fallait que le canon l'attirât sur le champ de bataille pour qu'il osât s'y aventurer, Napoléon supposa que peut-être il ne l'aurait pas sur les bras dans cette journée, et il enjoignit à Marmont de quitter sa position au nord de Leipzig, de traverser le faubourg de Halle, et de venir se placer sur les derrières de la grande armée, afin de coopérer à la manœuvre décisive contre la droite de Schwarzenberg, par laquelle il espérait assurer le gain de la bataille. Il prescrivit à Ney de prendre la position laissée vacante par Marmont, et d'être prêt, de concert avec Bertrand, à contenir l'ennemi qui se montrerait au nord de Leipzig. Ces ordres donnés, Napoléon était dès la pointe du jour à cheval au milieu de sa garde, sur un tertre élevé, à la bergerie de Meusdorf, d'où il dominait le champ de bataille, et voyait à sa gauche Liebert-Wolkwitz, au centre et un peu dans le fond Wachau, à droite et dans le fond aussi Mark-Kleeberg, plus à droite enfin la Pleisse et l'Elster, entre lesquelles s'avançaient les Autrichiens pour forcer le pont de Dölitz. Il avait, comme nous l'avons dit, environ 160 mille hommes devant lui, et environ 115 mille pour les combattre, Macdonald et Sébastiani compris. Le reste de l'armée française était à deux lieues en arrière, pour faire face aux éventualités qui pouvaient se présenter sur d'autres points.

A neuf heures du matin, trois coups de canon tirés du côté des alliés devinrent le signal d'une épouvantable canonnade. De Mark-Kleeberg à Liebert-Wolkwitz, les coalisés s'avancèrent sur notre front en trois fortes colonnes précédées par 200 bouches à feu. Ils avaient eu l'idée, très-bien entendue, de mêler ensemble les troupes de toutes les nations, pour que les dangers fussent également répartis, et que le voisinage excitât l'émulation. A notre droite, le général Kleist avec la division prussienne du prince Auguste de Prusse, plusieurs bataillons russes et les cuirassiers de Levachoff, marcha par Cröbern et Crostewitz sur Mark-Kleeberg. Au centre, le prince Eugène de Wurtemberg, avec la division russe qu'il commandait et la division prussienne de Klux, marcha sur Wachau. A notre gauche et à la droite des coalisés, le prince Gortschakoff, avec son corps et la division prussienne Pirch marcha sur Liebert-Wolkwitz, que Klenau, avec une quatrième colonne, essayait de tourner par Seyffertshayn. Ces diverses colonnes s'avançaient résolûment, en gens décidés à surmonter tous les obstacles. Notre artillerie, fort nombreuse, mise en batterie sur la pente du terrain, les couvrit de projectiles, mais ne les arrêta point, et elles arrivèrent sans chanceler jusqu'au pied de nos positions.

La colonne de Kleist, dirigée sur Mark-Kleeberg à notre droite, fut bientôt engagée avec Poniatowski, et malgré la résistance de celui-ci, parvint à emporter ce village situé sur la Pleisse. Elle n'était pas de moins de 18 mille hommes, tandis que Poniatowski n'en avait que huit ou neuf mille. Ce dernier fut obligé de se retirer sur le terrain un peu dominant qui formait l'extrémité droite de notre ligne. Augereau, porté alors en avant, vint appuyer Poniatowski. Une forte artillerie fut dirigée contre Kleist qui cherchait à gravir le terrain sur lequel nous nous étions repliés. Au centre, le prince Eugène de Wurtemberg avec son infanterie russe et la division de Klux, arriva devant Wachau sous une grêle de mitraille, et tenta d'y pénétrer. Mais le maréchal Victor, occupant ce village, lui résista opiniâtrément. Enfin à notre gauche, Gortschakoff partant de Störmthal, point de départ plus éloigné que celui des autres colonnes, était encore à quelque distance de Liebert-Wolkwitz que Klenau avec les Autrichiens de Mohr était prêt à déborder. Mais le corps de Lauriston se trouvait à Liebert-Wolkwitz, favorisé par l'élévation du terrain, et devant être bientôt soutenu par Macdonald qui débouchait de Holzhausen.

Cette première marche des coalisés fut ferme et résolue, et s'exécuta sous une grêle de boulets lancés par les trois cents bouches à feu que nous avions de Mark-Kleeberg à Liebert-Wolkwitz. La canonnade de part et d'autre était si violente que personne, parmi nos vieux généraux, ne se souvenait d'en avoir entendu une pareille, et que Napoléon, quoique placé un peu en arrière à la bergerie de Meusdorf, vit tomber autour de lui quantité d'officiers et de chevaux. Avec son ordinaire assurance, il demeura impassible, et laissa la bataille s'engager davantage avant de prendre aucune résolution décisive. A gauche, Liebert-Wolkwitz bâti sur une éminence, et vigoureusement occupé par Lauriston, pouvait se défendre longtemps. Au centre, le prince Eugène de Wurtemberg ne semblait pas en état de surmonter la résistance des trois divisions de Victor. A droite seulement, la nécessité où avait été Poniatowski d'abandonner Mark-Kleeberg, et de céder un peu de terrain, avait amené notre ligne à se courber légèrement en arrière. La division Semelé, du corps d'Augereau, était déjà venue au secours de Poniatowski. Napoléon ordonna de se servir de la nombreuse et excellente cavalerie qu'on avait de ce côté, celle des Polonais et de Pajol (4e et 5e corps) pour arrêter l'infanterie de Kleist sur la pente du terrain qu'elle essayait de gravir.

Le général Kellermann, qui dirigeait ce jour-là les 4e et 5e corps, se jeta avec ses dragons sur l'infanterie du prince Auguste, et la contint. Mais les cuirassiers de Levachoff, lancés à propos et avec habileté, franchirent un ravin qui était au pied de nos positions, prirent en flanc les dragons de Kellermann et les ramenèrent. Accueillis à leur tour par le feu plongeant de notre artillerie, les cuirassiers de Levachoff furent obligés de revenir sur leurs pas. On se contint réciproquement, les Prussiens ne gagnant pas plus de terrain qu'ils n'en avaient conquis d'abord, nous, ne pouvant recouvrer Mark-Kleeberg, mais restant sur les points dominants que nous avions occupés. Une masse formidable d'artillerie arrêtait l'ennemi, et bien que notre ligne ne fût pas redressée, elle ne paraissait pas devoir se courber davantage.

Au centre, c'est-à-dire à Wachau, à gauche, c'est-à-dire à Liebert-Wolkwitz, le combat ne cessait pas d'être opiniâtre et sanglant. A plusieurs reprises le prince de Wurtemberg et le général Kleist avaient pénétré dans Wachau,

qui était dans un fond, mais à chaque fois les divisions de Victor, fondant sur eux en colonnes serrées, les en avaient repoussés. Ce village avait été en deux heures pris et repris cinq fois. Il ne présentait plus qu'un monceau de ruines et de cadavres. A Liebert-Wolkwitz, Lauriston, abordé de front par Gortschakoff, de gauche par Klenau, les avait reçus de manière à ne pas leur donner le goût d'y revenir. Klenau s'étant montré le premier sur la gauche avec la brigade Spleny, le général Rochambeau l'avait chargé et culbuté, tandis qu'on canonnait Gortschakoff éloigné encore, et longeant le bois de l'Université. Après avoir criblé de boulets les Russes de Gortschakoff, les Prussiens de Pirch, le général Maison leur avait laissé gravir le terrain saillant sur lequel s'élevait Liebert-Wolkwitz, puis les avait chargés avec vigueur, et rejetés partie sur le bois de l'Université à gauche, partie sur Gülden-Gossa à droite, et, chaque fois qu'ils avaient voulu reparaître, les avait couverts de mitraille.

A midi, 18 mille hommes avaient déjà succombé dans l'une et l'autre armée, mais les deux tiers de ce nombre du côté de l'ennemi, et notre ligne, invincible partout, semblait ne pouvoir être forcée, sauf à droite, où, comme nous l'avons dit, elle s'était légèrement ployée.

Dans ce moment le canon avait tout à coup retenti au nord, puis on l'avait bientôt entendu dans les autres directions, ce qui annonçait que nous étions assaillis de tous les côtés à la fois. En effet, des aides de camp arrivés au galop avaient appris d'une part que sur la droite de Leipzig, Margaron était attaqué à Lindenau par Giulay, qui voulait nous ôter notre ligne de communication avec Lutzen, et qu'en arrière, c'est-à-dire au nord de Leipzig, Marmont était aux prises avec Blucher accouru de Halle pour prendre part à la bataille générale. Marmont mandait qu'il ne pouvait pas exécuter l'ordre de se porter derrière Napoléon, car il lui fallait tenir tête à Blucher, et même il réclamait du secours. Heureusement le maréchal Ney paraissait en cet instant avec la division Dombrowski et le corps de Souham, et Napoléon fit dire à ce maréchal, que tout en aidant Marmont, il fallait envoyer derrière Macdonald, à l'appui de la grande armée, celles de ses divisions dont il pourrait disposer. Ney commandait à la fois le 4e corps (Bertrand), le 3e (Souham), le 7e (Reynier), plus la division de Dombrowski. Il avait Bertrand dans Leipzig pour appuyer Margaron; il lui arrivait Dombrowski et Souham pour soutenir Marmont et se reporter sur Napoléon. Il ne pouvait avoir Reynier que le lendemain.

A midi la bataille s'étant plus clairement développée, Napoléon songea enfin à quitter la défensive pour prendre une offensive vigoureuse. Il résolut de déboucher à la fois de Liebert-Wolkwitz et de Wachau afin d'écraser le centre de l'ennemi, tandis qu'à l'extrême gauche Macdonald, débouchant de Holzhausen par delà Liebert-Wolkwitz, repousserait Klenau, le rejetterait le plus loin possible, puis se rabattant de gauche à droite, se précipiterait sur le centre de l'ennemi, attaqué déjà de front par Liebert-Wolkwitz et Wachau. Pour l'exécution de ce mouvement, Napoléon fit descendre d'un côté deux divisions de la jeune garde sous Mortier, afin que réunies à Lauriston elles tombassent sur Gortschakoff, et de l'autre côté deux autres divisions de cette même jeune garde, sous Oudinot, pour fondre avec Victor sur le prince Eugène de Wurtemberg. La réserve d'artillerie de la garde formant une batterie de quatre-vingts pièces de canon, devait s'avancer entre ces deux colonnes et les seconder de son feu. La cavalerie de Latour-Maubourg fut disposée en arrière afin d'appuyer ce mouvement, et de saisir les occasions de charger. Kellermann avec les 4e et 5e corps se tint également prêt sur la droite. La vieille garde composée des divisions d'infanterie Curial et Friant et de la cavalerie de Nansouty, vint prendre la position laissée vacante par la jeune garde et par Latour-Maubourg. Tout s'ébranla donc pour ce mouvement offensif, dans le moment même où Alexandre, frappé déjà de ce qui se passait devant lui, avait envoyé un de ses officiers allemands, M. de Wolzogen, pour supplier le prince de Schwarzenberg de renoncer à son attaque entre la Pleisse et l'Elster, et de s'occuper davantage de ce que les armées prussienne et russe avaient sur les bras entre Liebert-Wolkwitz et Wachau.

A peine le signal était-il donné que nos deux colonnes d'attaque s'avancèrent, ayant entre elles la batterie formidable de la garde dirigée par Drouot, et dont trente-deux pièces de 12 étaient commandées par le brave colonel Griois. Le feu était épouvantable, et tel qu'il semblait qu'aucune troupe n'y pût résister. D'un côté le maréchal Mortier précédé par la division Maison descendit de Liebert-Wolkwitz, aborda Gortschakoff, et le rejeta entre le bois de l'Université et le village marécageux de Gülden-Gossa. De l'au-

tre côté Oudinot et Victor, débouchant de Wachau, repoussèrent le prince Eugène de Wurtemberg, lui firent repasser l'espèce de vallon qui nous séparait, et le refoulèrent sur la bergerie d'Avenhayn, qui se trouvait sur la droite du village de Gülden-Gossa. Tandis que l'on s'avançait ainsi victorieusement vers le milieu de notre ligne, Macdonald faisant irruption à gauche par delà Liebert-Wolkwitz, aborda Klenau, et l'obligea de lui céder une grande étendue de terrain. Chemin faisant, il arriva devant une vieille redoute, dite des Suédois, d'où pleuvaient des flots de mitraille, la masqua au moyen de la division Charpentier, et avec les divisions Ledru et Gérard enleva Seyffertshayn. L'ennemi se défendit vigoureusement, mais on le rejeta d'un côté sur Klein-Pössnau, de l'autre sur Gross-Pössnau et le bois de l'Université. Là favorisé par les difficultés locales, il s'arrêta, et nous tint tête. Si un corps de réserve, appuyant alors Macdonald, était venu l'aider à se rabattre de gauche à droite, on aurait pu culbuter une partie de Klenau sur Gortschakoff, l'un et l'autre sur le prince de Wurtemberg et sur Kleist, et tous ensemble dans la Pleisse. Mais Marmont était en ce moment aux prises avec Blucher, Margaron avec Giulay ; Bertrand entre deux, se réservait pour aller au secours du plus menacé. Ney n'osait disposer de Souham, tant Marmont lui paraissait attaqué violemment, laissait Dombrowski sur la droite de Marmont, pour faire face à des masses qu'on voyait confusément dans le lointain, et enfin attendait encore Reynier. Il fallait donc que Napoléon remportât la victoire avec ce qu'il avait sous la main.

Les ennemis après avoir perdu toute la largeur du champ de bataille en disputaient pied à pied l'extrême limite. Klenau résistait soit à Gross-Pössnau, soit à la tête du bois de l'Université. Gortschakoff, rejeté sur l'autre côté de ce bois, s'y défendait, et cherchait en même temps à s'appuyer au village de Gülden-Gossa, qui, étant enfoncé en terre, et présentant une suite de bois et de mares d'eau assez allongée, était très-propre à la défensive. Le prince Eugène de Wurtemberg placé tout auprès, à la bergerie d'Avenhayn, tâchait de s'y maintenir avec les débris de son corps. A l'aspect du danger qui les menaçait, les souverains alliés étaient dans la plus grande perplexité. M. de Wolzogen, comme nous venons de le dire, avait été envoyé au prince de Schwarzenberg, le général Jomini s'était joint à lui, et sur les vives observations de tous deux, le prince reconnaissant la difficulté d'emporter Dölitz pour déboucher sur nos derrières, et le péril pressant des armées russe et prussienne, avait consenti à faire passer sur la rive droite de la Pleisse la réserve du prince de Hesse-Hombourg, forte de plus de 20 mille hommes. Mais ce n'était pas avant trois heures de l'après-midi que ces renforts pouvaient être arrivés. En attendant les souverains se décidèrent à engager toutes leurs réserves, certains qu'ils étaient de les remplacer bientôt par une partie de l'armée autrichienne. On lança d'abord les cuirassiers russes sur notre infanterie, tandis qu'on porta en ligne les dix mille grenadiers de Rajeffsky, dont une colonne fut dirigée sur Gülden-Gossa, et l'autre sur la bergerie d'Avenhayn.

Tels étaient les événements du côté de l'ennemi. Lauriston et Mortier à notre gauche vers Gülden-Gossa, Victor et Oudinot à notre droite vers la bergerie d'Avenhayn, reçurent en carrés les cuirassiers russes, et par un feu imperturbable les renversèrent sous les cadavres de leurs chevaux. Les dix mille grenadiers de Rajeffsky, répartis entre la bergerie d'Avenhayn, le village de Gülden-Gossa et le bois de l'Université, vinrent se placer comme une longue muraille, soutenue d'intervalle en intervalle par du canon. Le brave Drouot, qui était resté entre nos deux colonnes d'attaque avec sa formidable batterie, imagina de diriger toutes ses pièces sur cette magnifique infanterie, négligeant l'artillerie ennemie, quelque importance qu'il y eût à éteindre ses feux. Quoiqu'il fût bien près de l'ennemi, il s'avança plus encore, et se mit à tirer à mitraille sur les grenadiers russes qui tombaient comme des pans de murs sous le feu de nos canons. Lorsqu'ils parurent suffisamment ébranlés, la division Dubreton, se détachant du corps de Victor à notre droite, exécuta une charge à la baïonnette sur la bergerie d'Avenhayn, et l'emporta. A gauche le général Maison, formant la tête de Lauriston, se jeta sur Gülden-Gossa et parvint à y pénétrer. Mais les grenadiers Rajeffsky, favorisés par des bâtiments de ferme, des bois, des mares d'eau, s'y défendirent avec la dernière opiniâtreté. On conduisit une partie de la garde russe à leur secours, et tandis que Maison tenait une extrémité du village, les Russes tenaient l'autre, et ne voulaient pas l'abandonner. Maison atteint de plusieurs coups de feu, couvert de sang, changea trois fois de cheval, et ramena ses soldats dans ce village de Gülden-Gossa qu'il ne pouvait enlever aux Russes, et que de leur côté

les Russes ne pouvaient lui arracher. A gauche Macdonald tournant Klenau per Seyffertsbayn, avait rejeté sur Gross-Pössnau le brigade prussienne Zietben, lea brigades autrichiennes Spleny et Schöffer, le division autrichienne Meyer; meis la redoute snédoise placée à gauche de Liebert-Wolkwitz était demeurée inabordable. Napoléon qui se portait partout, apercevant le 22ᵉ léger au pied de la redoute, demenda quel était le régiment qui se trouvait devant cette position, et sur la réponse que c'était le 22ᵉ léger, il dit: Co n'est pas possible, le 22ᵉ léger ne resterait pas ainsi sous la mitraille sans courir sur l'artillerie qoi le foudroie. — Le 22ᵉ mené par le colonel Cherras, gravit la hauteur au pas de charge, tua les artilleurs ennemia à coups de baïonnette, et enleva la redoute. Le point qui arrêtait Macdonald emporté, ce maréchal continua son moovement à notre gauche jusqu'à la moitié du bois de l'Université.

Il était trois heurea : partout l'ennemi acculé, même en arrière de sa première position, semblait prêt à nous céder la victoire. Seulement à netre gauche, vis-à-vis de Liebert-Wolkwitz, il se seutenait au bois de l'Université. Au centre, repoussé de la bergerie d'Avenhayn, il disputait au général Maison Gülden-Gossa, favorisé par la configuration de ce village, qui présentait nne rangée de hois et de marécages. A notre droite, il n'avait pas rétrogradé en arrière de Mark-Kleeberg, malgré les efforts béroïques du prince Poniatowski.

Napoléon sentait le besoin de décider ò tout prix la journée, car il ne pouvait pas ajourner la victoire. Ne pas vaincre aujourd'hui avec la multitnde d'ennemis qni approchaient, ce n'éteit pas être vaineu seulement, e'était s'exposer à être détruit. Il prit done le parti de jeter toute se cavalerie sor la ligne enoemie. Murat à gauche descendit entre Liebert-Wolkwitz et Wacheu avec dix régiments de cuirassiers. A droite, Kellermann descendit entre Wachau et Mark-Kleeberg avec la cavalerie polonaise, les dragons d'Espagne, et les dragons de la garde sous le général Letort. En ce moment Pajol, placé à la tête des dragons d'Espagne, fut enlevé à ses soldats par un obus qui éclatant dens le ventre de son cheval, lui cause sans le tuer une épouvantable commotion.

Douze mille chevaux s'avaneèrent ainsi en deux masses, l'une à gauebe, l'autre à droite, pleins du souvenir de la victoire de Dresde qui leur était due. Le général Bordesoulle avec ses cuirassiers, lancé par Murat, chargea la cavalerie de Peblen et la dispersa, fondit ensuite sur les grenadiers et lea gardes russes qui. après étre restés maîtres de Gülden-Gossa, s'étaient déployés en evant de ce villege, les renversa, et leur prit vingt-six bouches à feu. A droite, les dragons d'Espagne et eeux de le garde ehargèrent les cuirassiers de Levacboff, et leor firent expier leur succès du matin. Ce premier ehoc avait partout réussi, et il ne fallait plus qu'un effort pour percer définitivement le centre de l'ennemi, et rabattre à droite Kleist et le prince Eugène de Wurtemberg dans la Pleisse, à gauche Gortschakoff sor le bois de l'Université. Mais il était plus de trois heures. Tout à coop on aperçut à notre droite des masses profondes arrivant de l'autre côté de la Pleisse. C'était le réserve autrichieone de Hesse-Hombourg dont la tête, formée par les euirassiers de Nostitz, devançait les grenadiers de Bianebi et de Weissenwolf. Les cuirassiers de Nostitz en effet, débouchant au gelop, rencontrèrent les cavaliers de Kellermann, dans le désordre de la poursuite, les prirent en flanc et les ramenèrent. Le brave Letort avec les dragons de la garde fondit à son tour sur les cuirassiers de Nostitz, et les contint. Mais au lieu d'être décisif, le mouvement de notre cavalerie sur la droite ne fut plus qu'alternatif, et tantôt nous avancions, tantôt nous reculions. Au centre Murat, après avoir tout renversé du premier ehoc, avait eu le tort, dans l'espérence d'être appuyé, d'engager tous ses escadrons, et d'ailleurs il s'était avancé sur un terrain qu'il n'avait pas été eo mesure de reconnaltre, et dont on ne pouvait de loin découvrir la forme. A distance le village de Gülden-Gossa ne laissait voir que quelques touffes d'erbres; mais de près Murat y trouve un grend enfoncement de terrain, et dans cet enfoncement des bâtiments, des bouquets de bois, des mares d'eau, et derrière chaque obstacle de l'infanterie bien postée. Arrivée sur le village, sa cavelerie fut obligée de s'arrêter court, et de demeurer en ligne sous le feu. L'empereur Alexandre consentit alors à ce qu'on fit charger tout ce qui lui restait sous la main, jusqu'aux bussards et Cosaques de se garde. Ceux-ci passant entre les ouvertures praticables de Gülden-Gossa, dont les Russes étaient eneore maîtres, se jetèrent à l'improviste sur le flanc de la cavalerie de Murat, qu'ils surprirent, et qu'ils obligèrent à se replier n'emmenent que six des vingt-six pièces conquises tout à l'heure. Le brave Latour-Maubourg eut la cuisse emportée par un boulet.

Ces hussards et ces Cosaques, lancés au galop, entourèrent de toutes parts la grande batterie de la garde qui était restée inébranlable au milieu du champ de bataille. Drouot, rabattant alors les deux extrémités de sa ligne de canons sur ses flancs, opposa pour ainsi dire un carré d'artillerie à la cavalerie ennemie, et lorsque celle-ci en revenant passa à portée de ses pièces, il la couvrit de mitraille.

La bataille n'avait donc pas été décidée par cette action générale de notre cavalerie, bien qu'une bonne partie du champ de bataille fût en notre pouvoir. A droite en effet nous avions presque bloqué Kleist dans Mark-Kleeberg; vers le centre Victor n'avait pas cessé d'occuper la bergerie d'Avenhayn; au centre, tirant sur la gauche, Lauriston, la batterie de la garde, la cavalerie de Latour-Maubourg étaient devant Gülden-Gossa; à gauche Macdonald, maître de la redoute suédoise et de Seyffertshayn, bordait de toutes parts le bois de l'Université. Mais l'ennemi, quoiqu'il eût rétrogradé, tenait encore. Napoléon voulut alors tenter un suprême effort. Il reforma ses colonnes d'attaque : Mortier avec Lauriston, Oudinot avec Victor, eurent ordre de se remettre en colonnes, et de s'engager de nouveau. Les deux divisions de la vieille garde, comprenant environ dix mille hommes, seule réserve qui nous restât, durent les soutenir, et s'engager elles-mêmes s'il le fallait. Toute la cavalerie fut rangée en masse derrière cette infanterie : vaincre ou périr était leur mission. Mais tout à coup on entendit de grands cris sur notre droite. Les grenadiers de Bianchi et de Weissenwolf, survenus à la suite des cuirassiers de Nostitz, avaient franchi la Pleisse, relevé, au village de Mark-Kleeberg, Kleist épuisé de fatigue, et ils tâchaient de faire fléchir Poniatowski, lequel n'avait pas cessé d'opposer à toutes les attaques une résistance invincible. Enfin sur nos derrières à droite, à ce poste de Dölitz que le prince de Schwarzenberg s'était flatté d'enlever, le général Merfeld, faisant une forte tentative, avait forcé tous les passages de la Pleisse, et était prêt à gravir la hauteur qui forme la berge de cette rivière. A ce danger Napoléon arrêta le mouvement de sa vieille garde, et dirigea sur Dölitz la division Curial. Oudinot fut détourné pour tenir tête aux grenadiers de Bianchi et de Weissenwolf. Mais grâce à l'opiniâtreté de Poniatowski et de la division Semelé (du corps d'Augereau) les grenadiers autrichiens furent contenus. Curial, exécutant en arrière un mouvement transversal de gauche à droite, se précipita sur Dölitz. Il lança d'abord les grenadiers de Turin et de Toscane sur les bois qui entourent Dölitz, et ensuite, avec les fusiliers de la garde, il se porta sur Dölitz même, pour y entrer à la baïonnette. Il fallait franchir un bras de la Pleisse, et puis s'engager dans une suite de fermes contiguës, dépendantes d'un vieux château. Il mit dans cette charge tant de vigueur, qu'il franchit la Pleisse, traversa les cours de ferme les unes après les autres tua à coups de baïonnette quiconque essayait de lui résister, et, devançant l'ennemi au château même, fit prisonnier tout ce qui était resté dans les cours en arrière. Il prit ainsi le général Merfeld avec plus de deux mille hommes.

Il était cinq heures et la nuit s'approchait. Napoléon, après avoir pourvu à cet accident de sa droite, ne pouvait se résoudre à ne pas tenter un dernier effort sur le centre de l'ennemi. Victor était encore à Avenhayn; il ne s'agissait donc que d'enlever Gülden-Gossa. Lauriston, imperturbable au milieu d'un feu horrible, avait éprouvé des pertes énormes; il lui restait toutefois le général Maison, atteint de plusieurs coups de feu, n'ayant plus autour de lui que les débris de sa division, mais insatiable de dangers jusqu'à ce qu'il eût conquis Gülden-Gossa. Suivi de Mortier, Maison était rentré dans ce fatal village. Son succès pouvait tout décider, lorsque Barclay de Tolly, appréciant le péril, y lança la division prussienne de Pirch, appuyée de la garde russe. Celle-ci, par un effort désespéré, reprit Gülden-Gossa. Maison essaya encore une fois d'y rentrer; mais une obscurité profonde sépara bientôt les combattants. Demeuré en dehors comme un lion rugissant, Maison était là, privé des cinq sixièmes de sa division, couvert lui-même de blessures, et désolé d'être arrêté par la nuit. Le matin il avait dit à ses soldats ces nobles paroles : Mes enfants, c'est aujourd'hui la dernière journée de la France; il faut que nous soyons tous morts ce soir. — Ces enfants héroïques avaient tenu son engagement. Il n'en survivait pas un millier. Cet acte fut le dernier de la bataille du 16, bataille terrible, dite de Wachau. Environ vingt mille hommes de notre côté, et trente mille du côté des coalisés, jonchaient la terre, les uns morts, les autres mourants.

Mais là ne se bornait pas cette horrible effusion de sang humain. Deux autres batailles avaient été livrées dans la journée, l'une au couchant, l'autre au nord de Leipzig, l'une sur notre

droite à Lindenau, l'autre en arrière, à Möckern. A Lindenau, c'était le général Margaron qui avait eu affaire à Giulay, et qui s'en était vaillamment tiré, sans autre avantage toutefois que de repousser l'ennemi, et de demeurer maître du champ de bataille.

A ce bourg de Lindenau, le terrain présentait un plateau se terminant brusquement vers l'Elster, mais incliné en forme de glacis vers la plaine de Lutzen. Il était donc possible de le défendre avec assez d'avantage, surtout en étant sûr des ponts de l'Elster et de la Pleisse qu'on avait derrière soi. Seulement on courait le danger d'être tourné à droite par le village de Leutzsch, à gauche par celui de Plagwitz, situés tous deux au bord de l'Elster. Les bras de ce cours d'eau sont en effet tellement divisés en cette partie et amoindris par leur division, qu'on pouvait les franchir aisément, s'engager à travers les bois et les marécages, et tourner ainsi le pont de Lindenau, ce qui aurait fait tomber la position. Aussi Giulay, en exécutant une attaque directe sur le plateau en avant de Lindenau, avec la cavalerie de Thielmann et l'infanterie légère de Lichtenstein, avait-il dirigé des attaques latérales par Leutzsch d'un côté, et Plagwitz de l'autre. Il avait même pénétré dans ces deux villages, et lancé au delà de l'Elster des tirailleurs dans les bois. Mais le général Margaron se maintenant avec son artillerie et quatre bataillons sur le plateau, avait poussé soit sur Leutzsch, soit sur Plagwitz, des colonnes d'infanterie qui, chargeant successivement à la baïonnette, avaient repris ces villages et dégagé ses deux ailes. Huit à neuf mille hommes en avaient contenu vingt-cinq mille, et néanmoins ils auraient peut-être fini par succomber, si la vue de la division Morand, du corps de Bertrand, rangée entre Lindenau et Leipzig, n'avait intimidé l'ennemi, et arrêté ses entreprises. Ce combat nous avait coûté un millier d'hommes, et le double au moins aux Autrichiens. Demeurés maîtres de Lindenau, nous pouvions toujours nous rouvrir la route de Lutzen.

A Möckern, le combat avait été plus sérieux, surtout par le nombre des combattants, et l'étendue du carnage. Le général Blucher se doutant que la bataille décisive allait commencer, et ne voulant pas laisser le prince de Schwarzenberg exposé à la livrer seul, n'y avait plus tenu dès qu'il avait entendu le canon le 16 au matin, et avait marché par la route de Halle, aboutissant au nord de Leipzig. En partant il avait envoyé officiers sur officiers à Bernadotte pour lui faire connaître la situation, et le presser d'arriver. D'ailleurs ses liaisons particulières avec les états-majors prussien et russe de l'armée du Nord lui donnaient sur cette armée une grande influence, et lui faisaient espérer qu'elle finirait par répondre à son appel. Mais ce ne pouvait être dans la journée du 16; aussi ne s'était-il avancé qu'avec circonspection, craignant, quoiqu'il reconnût distinctement le canon du prince de Schwarzenberg, qui n'était qu'à trois lieues vers le sud, d'avoir la majeure partie de l'armée française sur les bras. Il comptait environ 60 mille combattants, mais s'il en rencontrait 80 à 90 mille, le cas pouvait devenir mauvais pour lui. La vue de nos colonnes remontant de Düben sur Leipzig lui inspirait des craintes, et il avait eu le soin de placer Langeron en observation sur la route de Dölitzsch. Il avait rangé au centre le corps russe de Sacken entre la route de Dölitzsch et celle de Halle, et sur celle-ci qui menait droit au nord de Leipzig il avait porté le corps prussien d'York, le plus animé de tous, parce qu'il était allemand et prussien. Ces précautions furent cause qu'il n'arriva pas avant onze heures du matin en vue de Leipzig, ne pouvant rien distinguer de la bataille qui se livrait au sud, et entendant seulement une canonnade formidable. Il avait devant lui vingt mille hommes environ, se retirant lentement de Breitenfeld et de Lindenthal sur Leipzig. C'était le corps du maréchal Marmont, exécutant l'ordre qu'il avait reçu le matin de se replier sur Leipzig, et de traverser cette ville pour venir former la réserve de la grande armée. Cet ordre toutefois était conditionnel, et subordonné à ce qui se passerait sur la route de Halle. L'ennemi s'y montrant en force, l'ordre tombait, et résister à l'armée de Blucher devenait le devoir indiqué, devoir que le maréchal Marmont était disposé à remplir dans toute son étendue.

La position pour le maréchal Marmont était difficile à cause de l'infériorité du nombre, et de certaines circonstances locales. D'abord il n'avait sous la main que 20 mille hommes, et ne comptait que médiocrement sur les secours qui pouvaient lui être envoyés, voyant combien chacun était occupé de son côté. Tout au plus fondait-il quelque espérance sur l'appui de la division Dombrowski, que Ney avait dirigée vers Euteritzsch pour le flanquer. Secondement la hauteur sur laquelle il était venu s'établir entre Möckern et Euteritzsch, appuyée d'une part à

l'Elster et à la Pleisse, de l'autre au ravin de Rietschke, quoique étant assez forte par elle-même, présentait un inconvénient grave, c'était d'avoir à dos ce même ravin de Rietschke, lequel, après avoir longé le flanc de la position, passait par derrière pour tomber dans la Pleisse à Goblis. (Voir la carte n° 60.) Il était possible, si on était repoussé, qu'on y fût jeté en désordre. Aussi le maréchal aurait-il voulu le traverser pour venir se ranger derrière la Partha. Il n'en eut pas le temps, et ce fut heureux, car s'il avait commis la faute de s'abriter tout de suite derrière la Partha, nous aurions été trop resserrés dans Leipzig, et surtout privés de communication avec celles de nos troupes qui étaient encore en marche. Quoi qu'il en soit, c'est dans cette position assez dominante de Möckern que s'était engagée la troisième bataille livrée dans cette journée funèbre, et avec une passion digne de celle qu'on avait déployée à Wachau.

Le combat avait commencé entre onze heures et midi, dès que Blucher était parvenu en ligne. Préoccupé de la vue des dernières troupes de Souham et du parc d'artillerie remontant de Düben sur Leipzig, Blucher avait laissé tout le corps de Langeron en observation devant Breitenfeld, et n'avait dirigé sur Marmont que le corps d'York et une partie de celui de Sacken, ce qui faisait encore trente et quelques mille hommes. Il s'était porté d'abord sur Möckern, pour enlever ce village sur lequel s'appuyait la gauche de Marmont, et l'avait attaqué avec l'acharnement qui signalait cette funeste guerre. Marmont l'avait défendu avec un acharnement égal. Il avait dans ce village le 2e de marine de la division Lagrange, un peu en arrière la division Lagrange elle-même, au centre sur la pente du plateau la division Compans, à droite et en arrière la division Friederichs, enfin en réserve la cavalerie wurtembergeoise du général Normann, et la cavalerie française de Lorge. Quatre-vingt-quatre bouches à feu couvraient son front. Environ 20 mille hommes composaient ce jour-là le nombre réel de ses combattants.

Le village de Möckern avait été disputé longtemps, et plusieurs fois le 2e de marine, repoussé des ruines fumantes de ce village, y était rentré à la baïonnette. Enfin, accablé par le nombre, il avait été obligé d'en sortir. Alors le 4e de marine et le 35e léger, formant la seconde brigade de la division Lagrange, avaient exécuté à la baïonnette une charge furieuse, culbuté l'une des quatre divisions du corps d'York, et repris Möckern. Blucher voyant qu'il ne gagnait rien à vouloir nous arracher cet appui de notre gauche, avait porté deux divisions en avant pour aborder à découvert le plateau incliné sur lequel s'étendait la division Compans. Les deux divisions prussiennes s'étaient bravement déployées devant Marmont, mais foudroyées par nos quatre-vingt-quatre bouches à feu, elles avaient fait des pertes cruelles, et vu tomber un tiers de leurs soldats. Une charge de cavalerie pouvait tout décider, et Marmont l'avait aussitôt ordonnée. Malheureusement la cavalerie wurtembergeoise, mal disposée, apercevant devant elle et sur sa droite les six mille chevaux de la réserve de Blucher, avait chargé tard et faiblement, et s'était même, en revenant, renversée sur un bataillon de marine qu'elle avait mis en désordre.

Le combat s'était ainsi soutenu pendant une moitié de l'après-midi, lorsque Blucher rassuré sur les troupes qu'il avait aperçues dans le lointain, sachant que le gros de l'armée française n'était pas sur son flanc gauche, avait dirigé le corps de Langeron vers Dombrowski, pour tenir celui-ci en respect, amené à lui le corps de Sacken tout entier, et attaqué la ligne de Marmont avec trois divisions prussiennes appuyées de toutes les divisions russes de Sacken. A cette vue Marmont s'était avancé sur l'ennemi avec la division Compans, que le brave Compans commandait lui-même. Alors s'était engagée à cent cinquante pas une lutte terrible, et l'une des plus meurtrières de cette guerre. Marmont avait reçu une blessure à la main, une contusion à l'épaule, plusieurs balles dans ses habits, et avait perdu trois de ses aides de camp. Les régiments de Compans avaient déployé une fermeté héroïque, et leur formidable artillerie, décimant de nouveau les rangs des Prussiens, avait couvert le sol d'une ligne de cadavres. Un triomphe complet aurait couronné cette résistance, si un obus tombant au milieu de l'une de nos batteries, et en faisant sauter les caissons, n'y avait mis le désordre. L'ennemi, profitant de la circonstance, s'était élancé sur cette batterie et l'avait prise, tandis qu'au même instant plusieurs milliers de chevaux fondant sur la droite de la division Compans déjà écrasée par la mitraille, l'avaient forcée à plier. La division Friederichs était accourue à son secours, mais Möckern étant emporté dans ce moment, cet appui de notre gauche nous manquant, la droite étant menacée par Langeron qui menaçait d'envelopper Dombrowski, Marmont avait jugé prudent de battre en retraite. Il s'était re-

plié en bon ordre et sans accident, grâce à la précaution qu'il avait prise de faire jeter pendant la bataille plusieurs ponts de chevalets sur le ravin de Rietschke. Dombrowski, secouru par l'une des divisions de Souham, s'était aussi retiré sain et sauf, après avoir eu l'honneur de contenir à Euteritzsch tout le corps de Langeron. Vingt-quatre mille hommes en avaient donc tenu en échec soixante mille, des plus braves et des plus acharnés. Ce combat, d'après l'aveu même de l'ennemi, lui coûtait de neuf à dix mille hommes. Il nous en coûtait six, avec vingt pièces de canon perdues par suite de l'explosion.

Telle avait été cette affreuse bataille du 16 octobre, composée de trois batailles, qui nous avait enlevé à nous 26 ou 27 mille hommes, et près de 40 mille à l'ennemi. Triste et cruel sacrifice qui couvrait notre armée d'un honneur immortel, mais qui devait couvrir de deuil notre malheureuse patrie, dont le sang coulait à torrents pour assurer non sa grandeur, mais sa chute!

Sur aucun point nous n'avions été forcés dans notre position; nous avions gardé le terrain au sud entre Liebert-Wolkwitz et Wachau, et au couchant vers Lindenau; nous l'avions abandonné, mais presque volontairement, au nord, et pour en prendre un meilleur. Mais dès que nous n'avions pas rejeté loin l'un de l'autre, de manière à ne plus leur permettre de se rejoindre, Schwarzenberg et Blucher, la bataille, quoique non perdue, pouvait se convertir bientôt en un désastre. Dans ce moment Bernadotte s'approchait avec 60 mille hommes; on annonçait Benningsen avec 50 mille, et nous, il nous en arrivait 15 mille sous Reynier, dont 10 mille prêts à nous trahir! La situation, dès que nous n'avions pas remporté une victoire éclatante, était donc bien près de devenir affreuse! Aurait-on pu obtenir un résultat décisif dans cette première journée du 16? Voilà ce qu'ont agité tous les historiens spéciaux, ce que les uns ont nié, les autres affirmé. Peut-être si Napoléon, après s'être mis dans une position extrême, avait poussé l'audace jusqu'au dernier terme, et ne laissant à Leipzig que Margaron pour défendre la ville seulement, se bornant de plus à laisser au nord de Leipzig Marmont et Dombrowski sur la Partha pour contenir Blucher, avait attiré à lui Bertrand et Ney pour renforcer Macdonald de 30 mille hommes, ces cinquante mille combattants de Macdonald, Bertrand et Ney, jetés de notre gauche sur la droite du prince de Schwarzenberg, auraient pu l'accabler, et le précipiter dans la Pleisse. Une grande victoire obtenue de ce côté, nos communications avec Lutzen et Mayence eussent été bientôt rouvertes, et Blucher aurait été rudement puni le lendemain des progrès qu'il aurait pu faire. Au lieu de cela, les troupes de Bertrand étaient restées dans Leipzig presque oisives, et les divisions de Souham, tantôt dirigées vers Napoléon, tantôt ramenées vers Marmont, avaient perdu la journée en allées et venues inutiles. C'est ainsi qu'une force décisive avait manqué sur le théâtre de l'action principale. Mais ces raisonnements, vrais d'ailleurs, ont été faits après l'événement. Il aurait fallu que Napoléon eût pu prévoir que Lindenau ne serait pas l'objet d'une attaque principale, que Bernadotte n'arriverait pas avec Blucher au nord et à l'est de Leipzig; il aurait fallu enfin que le corps de Reynier n'eût pas été si loin en arrière. Ce qu'il est juste de reprocher à Napoléon, ce n'est pas d'avoir mal livré la bataille que personne certainement n'aurait mieux livrée que lui, mais de s'être mis dans une position où, assailli de tous les côtés à la fois, obligé de faire face en même temps à toute espèce d'ennemis, il ne pouvait exactement deviner celui qui, à chaque instant donné, serait le plus pressant, et exigerait l'emploi de ses forces disponibles. C'est sa conduite générale et non pas sa conduite particulière dans cette journée, qu'il faut, cette fois comme tant d'autres, blâmer sévèrement [1]. Quoi qu'il en soit, la position de Na-

[1] Quelques écrivains qui admettraient que nos généraux ont été lâches ou traîtres, et que nos soldats se sont mal conduits, plutôt que d'attribuer une faute à Napoléon, s'en sont pris à tout le monde, sauf à lui, du résultat de cette journée du 16. D'abord, à les entendre, Murat à Leipzig trahissait déjà, et c'est par ce motif qu'il exécuta mal la grande charge de cavalerie ordonnée par Napoléon. Or le pauvre Murat fort agité, il est vrai, pendant tout l'hiver, et un moment prêt à suivre les impulsions de l'Autriche, était revenu tout entier à Napoléon dès qu'il s'était trouvé auprès de lui, et était incapable d'ailleurs d'une trahison sur le champ de bataille. Au surplus le neveu de lord Cathcart, témoin oculaire de la charge de Murat, et appréciant les lieux mieux qu'on ne le pouvait faire de notre côté, a expliqué dans ses Mémoires, publiés depuis, la cause qui fit échouer cette charge. Cette cause n'était autre que la forme du sol le long du village de Gülden-Gossa, village qu'il suffit de voir pour comprendre comment notre cavalerie dut y être arrêtée. Après Murat, ce sont deux autres lieutenants de Napoléon, c'est-à-dire Marmont et Ney, qu'on a voulu incriminer. Marmont, à ce qu'on prétend, aurait dû repasser la Partha, et Ney ne pas laisser Bertrand inutile dans Leipzig. Or, Bertrand fut laissé dans Leipzig par ordre de Napoléon, et Marmont, quand il voulut se retirer derrière la Partha, ne le pouvait plus, ayant déjà l'ennemi sur les bras, et n'ayant qu'un seul pont pour défiler. C'est Napoléon qui avait mis Marmont entre Breitenfeld et Lindenthal, dans la supposition

poléon était tout à coup devenue des plus périlleuses, dès qu'il n'avait pas rejeté loin de lui l'armée de Bohême, afin de se reporter le lendemain sur celles de Silésie et du Nord. Sans doute il pouvait se dire que l'ennemi avait cruellement souffert, et que ses pertes lui ôteraient peut-être le courage de recommencer le combat. C'était possible à la rigueur, et même vraisemblable, si de nouveaux renforts n'avaient pas dû survenir ; mais avec l'ardeur qui animait les coalisés, avec l'apparition certaine de Bernadotte sous un jour ou deux, avec l'arrivée probable de l'armée de Benningsen, la légère espérance qu'ils ne continueraient pas cette terrible bataille, n'était plus que la faible branche à laquelle s'attache le malheureux roulant dans un abîme. Tandis que les coalisés étaient presque assurés de recevoir cent mille hommes, à peine Napoléon en attendait-il quinze mille sous Reynier, dont les deux tiers de Saxons fort douteux, ce qui devait porter ses forces, réduites de 26 ou 27 mille hommes par la journée du 16, à 165 mille hommes présents, et environ à 150 mille hommes sûrs; et pouvait-il se flatter, si 300 mille ennemis lui tombaient sur les bras, ennemis acharnés, se battant avec fureur, de leur faire face avec 150 mille soldats, héroïques sans doute, mais ayant en tête des adversaires que le patriotisme rendait leurs égaux au feu ?

Il n'était pas possible que Napoléon se dissimulât cette situation. Espérant la veille encore, qu'après avoir battu la principale des armées coalisées, il aurait bon marché des deux autres, il dut éprouver une sensation bien amère en voyant à la chute du jour une bataille indécise, qui, au lieu de le dégager, l'enfermait au contraire dans les bras d'une espèce de polype composé d'ennemis de toute sorte. Toutefois, pour croire à une situation si nouvelle et si désolante, il fallait qu'il considérât encore la chose de plus près. Après avoir pris à peine quelques heures de repos, il monta à cheval le 17 au matin pour parcourir le champ de bataille. Il le trouva horrible, bien qu'en sa vie il en eût contemplé de bien épouvantables. Une morne froideur se montrait sur tous les visages. Murat, le major général Berthier, le ministre Daru l'accompagnaient. Nos soldats étaient morts à leur place, mais ceux de l'ennemi aussi! Et s'il y avait certitude de ne pas reculer dans une seconde bataille, il y avait certitude presque égale que les coalisés ne reculeraient pas davantage. Or, une nouvelle lutte où nous resterions sur place, et où nous ne gagnerions rien que de n'être pas arrachés de notre poste, en voyant le cercle de fer formé autour de nous se resserrer de plus en plus, et les issues demeurées ouvertes jusque-là se fermer l'une après l'autre, une nouvelle lutte dans ces conditions ne nous laissait d'autre perspective que celle des fourches Caudines. Tout le monde le sentait, personne n'osait le dire. Murat, dont le cœur excellent cherchait une consolation à offrir à Napoléon, répéta plusieurs fois que le terrain était couvert des morts autrichiens, prussiens et russes, que jamais, excepté à la Moskowa, on n'avait fait une pareille boucherie des ennemis, ce qui était vrai. Mais il en restait assez, et en tout cas il allait en venir assez, pour réparer les brèches de cette muraille vivante qui s'élevait peu à peu autour de nous. La retraite immédiate par la route de Lutzen, pour ne pas laisser fermer bientôt l'issue de Lindenau, était donc la seule résolution à prendre. Napoléon se promenant à pied avec ses lieutenants, sous un ciel triste et pluvieux, au milieu des tirailleurs qui faisaient à peine entendre quelques coups de feu tant la fatigue était grande des deux côtés, prononça lui-même et le premier le mot de retraite, que personne n'osait proférer. On le laissa dire avec un silence qui cette fois était celui de la plus évidente approbation. Cependant la retraite offrait aussi de graves inconvénients. La bataille que nous venions de livrer pouvait, sans mentir autant que nos ennemis, s'appeler une victoire, car nous avions sans cesse ramené, refoulé les coalisés sur leur terrain, et nous leur en avions

que Blucher était encore loin. S'il avait pu le savoir si rapproché, il aurait dès la veille placé Marmont sur la Partha même, et de la sorte la concentration eût été suffisante et faite à temps. Il est vrai que dans ce cas la route de Düben aurait pu être fermée au reste du corps de Souham et à celui de Reynier; mais alors, si par cette considération il n'y a rien à reprocher à Napoléon, il n'y a pas davantage de reproche à faire à Marmont pour être demeuré au delà de la Partha, où il n'était d'ailleurs que par ordre supérieur. Quant à nous, nous ne cherchons que la vérité, et Napoléon, dans cette campagne, reste si grand homme de guerre, même après d'affreux malheurs, que nous ne comprenons pas comment on consent à faire passer nos généraux pour incapables ou pour traîtres, plutôt que de lui reconnaître une faute. Nous ne voyons pas ce que la France y peut gagner en force dans le monde, le monde sachant bien que Napoléon est mort et ne renaîtra point. Il y a quelque chose qui ne meurt pas et ne doit pas mourir : c'est la France! Sa gloire importe plus que celle même de Napoléon. Voilà ce que devraient se dire ceux qui cherchent à établir son infaillibilité, quand il n'y aurait pas pour eux comme pour nous une raison supérieure même à toutes les considérations patriotiques, celle de la vérité, qu'avant tout il faut chercher et produire au jour.

même enlevé une partie. Néanmoins ce qui lui donnerait sa vraie signification, ce serait comme à Lutzen, comme à Bautzen, l'attitude du lendemain. Si nous nous retirions, la bataille serait une défaite. C'était donc avouer tout à coup au monde que nous avions été vaincus dans une journée décisive, lorsque nous avions au contraire écrasé l'ennemi partout où il s'était présenté! En vérité l'aveu était cruel à faire. Mais ce n'était pas tout. Les 170 mille Français laissés à Dresde, Torgau, Wittenberg, Magdebourg, Hambourg, Glogau, Custrin, Stettin, Dantzig, comme base d'un édifice de grandeur qu'on s'était flatté de relever en une bataille, qu'allaient-ils devenir? Il y avait dans le nombre bien des malades, bien des éclopés, mais il était possible d'en tirer 100 à 120 mille soldats excellents, qui, se joignant à ceux qui restaient, rendraient invincible la frontière du Rhin. Pourraient-ils se grouper, et former successivement une masse qui sût se rouvrir par Hambourg et Wesel le chemin de la France? C'était une grande question. Le maréchal qui commandait à Dresde, seul en position de commencer ce mouvement, avait assez d'esprit pour en concevoir le projet: aurait-il assez d'audace pour l'exécuter?

Battre en retraite, c'était donc à l'aveu d'une défaite ajouter une perte irréparable, perte qui était la suite d'une immense faute, celle d'avoir voulu garder jusqu'au bout les éléments d'une grandeur impossible à refaire, perte enfin désolante, quelle qu'en fût la cause. On ne peut blâmer Napoléon d'avoir consumé en affreuses perplexités la journée du 17, sans juger bien légèrement les mouvements du cœur humain. Se déclarer soi-même vaincu dans une rencontre générale, abandonner tout de suite 170 mille Français laissés dans les places du Nord, sans quelques heures de méditation, de regrets, d'efforts d'esprit pour tâcher de trouver une autre issue, était un sacrifice qu'il serait peu juste de demander à quelque caractère que ce soit. De plus, il y avait un autre sacrifice, et bien cruel à faire en se retirant tout de suite, c'était celui de Reynier, qui marchait en ce moment entouré d'ennemis, et qui ne pouvait arriver que dans la journée du 17. Il fallait donc de toute nécessité temporiser pendant la plus grande partie de cette journée. Alors, après vingt-quatre heures passées devant les armées de la coalition, on pourrait dire qu'on les avait attendues longtemps comme dans un duel, et que les ayant attendues vainement, on avait décampé pour regagner une ligne plus avantageuse. D'ailleurs, il fallait bien accorder un peu de repos à des soldats accablés de fatigue; il fallait bien rendre quelque ensemble à des corps désorganisés par le combat, approvisionner avec le grand parc les parcs de chaque corps épuisés de munitions, toutes choses indispensables si en se retirant on avait l'ennemi sur les bras. Attendre une journée, et décamper la nuit suivante, était évidemment la seule conduite qui dût convenir à Napoléon, la seule qu'on pût même lui conseiller, mais à la condition de l'adopter résolûment, de tout préparer pour qu'à la chute du jour la retraite commençât, et que le 18 au matin les coalisés n'eussent devant eux que d'insaisissables arrière-gardes.

Malheureusement les perplexités de Napoléon furent extrêmes. Un immense orgueil mis à la plus terrible des épreuves, et s'appuyant au surplus dans sa résistance sur des raisons très-fortes, le retint toute la journée presque sans rien prescrire. Tantôt seul, tantôt accompagné de Murat, du prince Berthier, de M. Daru, il se promenait, sombre, soucieux, à chaque instant se répétant douloureusement qu'il fallait battre en retraite, mais n'en pouvant prendre la résolution, et aimant à croire que l'ennemi, demeuré immobile pendant cette journée, ne l'attaquerait point le lendemain, et que Schwarzenberg, usant d'une vieille maxime fort en renom chez les capitaines sages, *feroit un pont d'or à l'adversaire qui vouloit se retirer*. Il pourrait alors défiler à travers Leipzig d'une manière imposante, changeant sans être vaincu sa base d'opérations. Vaine espérance, dont son esprit avait besoin, et dont il se nourrit quelques heures!

Dans cet état, il imagina de mander auprès de lui M. de Merfeld, qui avait été fait prisonnier la veille à Dölitz, qu'il connaissait depuis longtemps, et qui était un militaire d'infiniment d'esprit. Il voulait avec art le questionner sur les dispositions des coalisés, lui faire certaines insinuations tendantes à la paix, le charger même d'une proposition d'armistice, puis le renvoyer libre au camp des souverains, pour les amener peut-être à perdre un jour en hésitations, et pour provoquer de leur part quelque ouverture acceptable. Voilà où il en était arrivé pour avoir refusé d'écouter M. de Caulaincourt deux mois auparavant, lorsqu'on négociait à Prague!

Vers deux heures de l'après-midi il reçut

M. de Merfeld [1], auquel on avait rendu son épée. Il l'accueillit avec courtoisie, et le complimenta relativement à la tentative faite contre le pont de Dölitz, bien qu'elle eût mal réussi ; puis il lui dit qu'en mémoire de son mérite, de ses anciennes relations avec le quartier général français, il allait le renvoyer sur parole ; ce dont le général autrichien le remercia fort. Amenant ensuite la conversation sur le sujet qui l'intéressait, Napoléon lui demanda si en attaquant ils avaient su qu'il était présent sur les lieux. — Le général Merfeld ayant répondu que oui, Napoléon lui répliqua : Vous vouliez donc cette fois me livrer bataille? — Le général Merfeld ayant répondu de nouveau, avec respect mais avec fermeté, que oui, parce qu'ils étaient résolus à terminer par une action sanglante et décisive cette longue lutte, Napoléon lui dit : Mais vous vous trompez sur mes forces ; combien croyez-vous que j'aie de soldats? — Cent vingt mille au plus, repartit M. de Merfeld. — Eh bien, vous êtes dans l'erreur, j'en ai plus de deux cent mille. — On a vu, par ce qui précède, de combien se trompaient l'un et l'autre interlocuteur, mais l'un par ignorance, l'autre par calcul. Et vous, reprit Napoléon, combien en avez-vous? — Trois cent cinquante mille, dit M. de Merfeld. — Ce chiffre n'était pas très-éloigné de la vérité. Napoléon ayant avoué qu'il n'en avait pas supposé autant, ce qui expliquait du reste la situation où il s'était mis, ajouta avec sang-froid et un semblant de bonne humeur : Et demain, m'attaquerez-vous? — M. de Merfeld répondit avec la même assurance que les coalisés combattraient infailliblement le lendemain, résolus qu'ils étaient à acheter leur indépendance au prix de tout leur sang. — Napoléon, dissimulant son impression, rompit le cours de l'entretien, et dit à M. de Merfeld : Cette lutte devient bien sérieuse, est-ce que nous n'y mettrons pas un terme? Est-ce que nous ne songerons pas à faire la paix? — Plût au ciel que Votre Majesté la voulût ! s'écria le général autrichien, nous ne demandons pas un autre prix de nos efforts ! nous ne combattons que pour la paix ! Si Votre Majesté l'eût désirée, elle l'aurait eue à Prague, il y a deux mois. — Napoléon, alléguant ici de fausses excuses, prétendit qu'à Prague on n'avait pas agi franchement avec lui ; qu'on avait usé de finesse, qu'on avait cherché à l'enfermer dans un cercle fatal, que cette manière de traiter n'avait pu lui convenir, que l'Angleterre ne voulait point la paix, qu'elle menait la Russie et la Prusse, qu'elle mènerait l'Autriche comme les autres, et que c'était à cette dernière à travailler à la paix si elle la souhaitait sincèrement. — M. de Merfeld, après avoir affirmé qu'il parlait pour son compte, et sans mission (ce qui était vrai, mais ce qui n'empêchait pas qu'il ne fût instruit de tout), soutint que l'Angleterre désirait la paix, qu'elle en avait besoin, et que si Napoléon savait faire les sacrifices nécessaires au bonheur du monde et de la France, la paix serait conclue tout de suite. — Des sacrifices! s'écria Napoléon, je suis prêt à en faire! Et afin de donner à croire qu'il n'avait tenu à garder certaines possessions en Allemagne qu'à titre de gages, et pour s'assurer la restitution de ses colonies, il ajouta : Que l'Angleterre me rende mes colonies, et je lui rendrai le Hanovre. — M. de Merfeld ayant indiqué que ce n'était pas assez, Napoléon laissa échapper un mot qui, prononcé au congrès de Prague, aurait changé son sort et le nôtre. — Je restituerai, dit-il, s'il le faut, les villes hanséatiques... — Malheureusement il était trop tard. Kulm, la Katzbach, Gross-Beeren, Dennewitz, Wachau, avaient rendu ce sacrifice insuffisant. M. de Merfeld exprima l'opinion que pour obtenir la paix de l'Angleterre il faudrait consentir au sacrifice de la Hollande. Napoléon se récria fort, dit que la Hollande serait dans les mains de l'Angleterre un moyen de despotisme maritime, car l'Angleterre, il le savait bien, voulait le contraindre à limiter le nombre de ses vaisseaux. — C'était une idée singulière, qui avait pu traverser certains esprits, mais que jamais le cabinet britannique n'avait sérieusement regardée comme proposable. — Si vous prétendez, Sire, reprit M. de Merfeld, joindre aux vastes rivages de la France ceux de la Hollande, de l'Espagne, de l'Italie, alors comme

[1] M. Fain, qui cependant était au quartier général, a prétendu que ce fut le 16 au soir que Napoléon appela M. de Merfeld, et lui rendit sa liberté. Beaucoup d'autres écrivains ont reproduit la même erreur, parce qu'elle fournit une explication et une excuse toute naturelle pour la perte de la journée du 17. Napoléon dans ce cas aurait attendu pendant toute la journée du 17 une réponse à ses propositions. Or, la publication de la conversation de M. de Merfeld, due au comte de Westmoreland, récemment encore ambassadeur à Vienne, et alors employé dans la légation britannique auprès des coalisés, permet de redresser cette erreur. M. de Merfeld, dans la pièce publiée, donne l'heure et le jour, et place son entrevue au 17 à deux heures de l'après-midi. Comme on ne peut prétendre qu'il eût intérêt à altérer une pareille circonstance, la supposition de ceux qui placent cette conversation dans la soirée du 16, tombe avec toutes les conséquences qu'ils prétendent en tirer.

aucune puissance maritime n'égalerait la vôtre, il se pourrait qu'on songeât à imposer une limite à l'étendue de vos flottes ; mais Votre Majesté, si difficile en fait d'honneur, aimera mieux sans doute abandonner des territoires dont elle n'a pas besoin, que subir une condition dont je comprends qu'elle repousse jusqu'à l'idée. —

De cet entretien, Napoléon put conclure que tandis qu'il aurait deux mois auparavant obtenu la paix en sacrifiant seulement le duché de Varsovie, le protectorat du Rhin, et les villes hanséatiques, il lui faudrait maintenant abandonner en outre la Hollande, la Westphalie, l'Italie, celle-ci toutefois à la condition de la laisser indépendante de l'Autriche comme de la France. Certes, la France avec le Rhin, les Alpes, les Pyrénées, restait bien encore assez belle, aussi belle qu'on la pouvait désirer ! Sur tous ces objets Napoléon parut admettre qu'à la paix générale il faudrait consentir à de grands sacrifices, et se montra même plus disposé à les accorder qu'il ne l'était véritablement. Mais la paix l'occupait bien moins que l'espérance, malheureusement très-vague, d'un armistice. C'était à cette conclusion qu'il aurait voulu amener son interlocuteur. — Je n'essaye pas, dit-il à M. de Merfeld, de vous parler d'armistice, car vous prétendez vous autres que j'ai le goût des armistices, et que c'est une partie de ma tactique militaire. Pourtant il a coulé bien du sang, il va en couler beaucoup encore, et si nous faisions tous un pas rétrograde, les Russes et les Prussiens jusqu'à l'Elbe, les Autrichiens jusqu'aux montagnes de Bohême, les Français jusqu'à la Saale, nous laisserions respirer la pauvre Saxe, et de cette distance nous pourrions traiter sérieusement de la paix. — M. de Merfeld répondit que les alliés n'accepteraient point la Saale pour ligne d'armistice, car ils espéraient aller cet automne jusqu'au Rhin. — Me retirer jusqu'au Rhin ! reprit fièrement Napoléon ; il faudrait que j'eusse perdu une bataille, or je n'en ai point perdu encore ! Cela pourra m'arriver sans doute, car le sort des armes est variable, vous le savez, M. de Merfeld (celui-ci était venu jadis implorer des armistices après Léoben et après Austerlitz) ; mais ce malheur ne m'est point arrivé, et sans bataille perdue je ne vous abandonnerai pas l'Allemagne jusqu'au Rhin... — Partez, ajouta Napoléon, je vous accorde votre liberté sur parole ; c'est une faveur que j'accorde à votre mérite, à mes anciennes relations avec vous, et si de ce que je vous ai dit vous pouvez tirer quelque profit pour amener une négociation, ou ou moins une suspension d'armes qui laisse respirer l'humanité, vous me trouverez disposé à écouter vos propositions. —

Cet entretien singulier, dans lequel on voit l'art que Napoléon avait de se dominer, lorsqu'il s'en donnait la peine, avait eu pour but, on le devine, de savoir au juste ce qu'il devait attendre des coalisés le lendemain, et de faire naître, s'il était possible, quelque hésitation parmi eux, en proférant à l'égard de la paix des paroles qui jamais n'étaient sorties de sa bouche. S'ils avaient été aussi maltraités que Napoléon le supposait (et maltraités, ils l'étaient fort, mais ébranlés, point du tout), ils pouvaient trouver dans ces paroles une raison de parlementer, et lui le temps de changer de position.

La fin du jour ne fit que jeter de nouvelles et tristes lumières sur cette situation. On vit de fortes colonnes apparaître sur la route de Dresde, et les rangs de l'armée de Schwarzenberg s'épaissir considérablement. Du haut des clochers de Leipzig on discerna clairement l'armée de Bernadotte qui arrivait vers le nord. L'horizon était enflammé de mille feux. Le cercle était presque fermé autour de nous, au sud, à l'ouest, au nord. Il n'y avait qu'une issue encore ouverte, c'était celle de l'est, à travers la plaine de Leipzig, car Blucher jusqu'ici n'avait pu dans cette plaine si vaste étendre son bras vers Schwarzenberg. Mais cette issue, la seule qui nous restât, menait à l'Elbe et à Dresde, où il n'était plus temps d'aller. Napoléon, faisant un dernier effort sur lui-même, prit enfin le parti de la retraite, parti qui lui coûtait cruellement, non-seulement sous le rapport de l'orgueil, mais sous un rapport plus sérieux, celui du changement d'attitude, celui surtout du sacrifice de 170 mille Français laissés sans secours, presque sans moyen de salut, sur l'Elbe, l'Oder et la Vistule.

Malheureusement il se décida trop tard et trop incomplétement. Au lieu d'une retraite franchement résolue, et calculée dès lors dans tous ses détails, devant commencer dans la soirée du 17, et être achevée le 18 au matin, il voulut une retraite imposante, qui n'en fût presque pas une, et qui s'exécutât en plein jour. Il arrêta qu'au milieu de la nuit, c'est-à-dire, vers deux heures, on rétrograderait concentriquement sur Leipzig, et l'espace d'une lieue ; que Bertrand avec son corps, Mortier avec une partie de la jeune garde, iraient par Lindenau s'assurer la route de Lutzen ; que le jour venu on défilerait, un corps

après l'autre, à travers Leipzig, repoussant énergiquement l'ennemi qui oserait aborder nos arrière-gardes. Une pareille marche, en nous tirant d'une fausse position, aurait ainsi l'aspect d'un changement de ligne, plutôt que celui d'une retraite.

Napoléon se croyait encore si imposant, qu'il n'imaginait pas qu'on pût troubler une semblable retraite. Il l'était encore beaucoup sans doute, mais pour la passion enivrée de subites espérances, il n'y a rien d'imposant, et c'était une passion de ce genre qui animait alors les coalisés. Telles furent les résolutions de Napoléon pour la nuit du 17 au 18.

Ce qui s'était passé pendant la journée du côté des coalisés ne répondait pas aux illusions dont il avait flatté son malheur. Leur intention première avait été de combattre sans relâche, de faire tuer des hommes sans mesure, jusqu'à ce qu'on fût venu à bout de la résistance des Français, et avec de telles dispositions il n'y avait pas même de motif pour s'arrêter le 17. Pourtant les nouvelles qu'on avait réussi à se procurer du nord de Leipzig, avaient appris que le prince de Suède pourrait se trouver en ligne si on lui accordait un jour de plus. Une autre nouvelle non moins importante était venue des environs de Dresde. On avait laissé devant cette ville la division Sherbatow et la division autrichienne Buhna sur la droite de l'Elbe, et l'armée entière de Benningsen avec le corps de Colloredo sur la rive gauche. C'étaient environ 70 mille hommes, bien inutilement employés à contenir un corps français qu'il suffisait d'observer, et dont on n'avait rien à craindre. Ayant profité des leçons de Napoléon, qui avait enseigné à tous les généraux du siècle l'art de réunir ses troupes au point où elles étaient le plus utiles, on avait prescrit au général Benningsen de laisser le corps de Tolstoy devant Dresde, et de marcher avec le sien sur Leipzig. Même ordre avait été expédié au corps de Colloredo et à la division Buhna. C'étaient cinquante mille hommes dont l'arrivée était annoncée pour la fin de la journée. Cinquante mille de ce côté, soixante mille du côté de Bernadotte, composaient un renfort de cent dix mille hommes, dont il eût été bien imprudent de se priver. Il n'y avait donc pas à être avare du temps qui devait tant profiter aux alliés, si peu aux Français, et on ne pouvait mieux faire que de remettre d'un jour l'attaque décisive. Les soldats qui avaient si vaillamment combattu dans la journée du 16 prendraient un peu de repos le 17, et ce repos ne servirait guère aux soldats de Napoléon, qui étaient trop intelligents pour ne pas apercevoir le danger sans cesse croissant autour d'eux, et devaient être plutôt affectés que remis par la prolongation d'une situation pareille. Par ces raisons, qui pour notre malheur étaient toutes excellentes, on avait décidé de différer jusqu'au 18 la dernière bataille [1]. L'arrivée de M. de Merfeld dans l'après-midi, ses récits détaillés n'ébranlèrent personne, et révélèrent au contraire à tout le monde la détresse qui avait arraché à Napoléon des propositions si nouvelles. Ne s'arrêter qu'au bord du Rhin fut la résolution générale.

Au nord de Leipzig, les déterminations, prises avec moins d'accord, n'en avaient pas moins tendu au même but. Le prince de Suède, assailli par les reproches violents du ministre d'Angleterre qui taxait son inaction de perfidie, par les remontrances de ses divers états-majors, et notamment par les instances des officiers suédois dont les champs de Leipzig réveillaient les souvenirs patriotiques, avait fini par marcher le 17, et par prendre position derrière Blucher, auquel il avait demandé une entrevue. Celui-ci l'avait déclinée, sachant ce que le prince désirait de lui, et décidé à ne pas y consentir. Il s'agissait de passer hardiment la Partha, afin de compléter l'investissement des Français, et celui qui la traverserait avant d'avoir donné la main au prince de Schwarzen-

[1] Les écrivains décidés à ne voir dans les revers de Napoléon d'autre cause que la trahison de ses alliés ou la faiblesse de ses lieutenants, comme si la trahison des alliés, la faiblesse des lieutenants ne provenaient pas elles-mêmes de fautes graves, ces écrivains ont prétendu que les généraux de la coalition ne voulaient pas attaquer le 17 ni le 18, mais qu'ils s'y décidèrent dans la nuit du 18, en apprenant la trahison projetée des Saxons. Dès lors Napoléon aurait encore calculé ici avec une justesse infaillible. En restant en effet un jour de plus en position il se serait retiré sain et sauf avec l'attitude d'un vainqueur, et ce n'est que la trahison des Saxons qui aurait empêché ce calcul de se vérifier. Cette nouvelle supposition est aussi peu fondée que toutes celles du même genre. MM. de Wolzogen, Cathcart, présents aux quartiers généraux des coalisés, nous ont révélé le détail des délibérations de ces quartiers généraux, et on sait aujourd'hui que la résolution était d'attaquer le 17 même, et que l'arrivée de nouveaux renforts fit seule remettre au 18. De plus, la défection des Saxons, si elle était connue d'avance, ne l'était qu'au quartier général de Bernadotte, où des Saxons réfugiés auprès de lui l'avaient préparée ; mais elle était tout à fait ignorée au quartier général des trois souverains. Ces inventions, qui ont pour but de prouver non pas le génie prodigieux de Napoléon, qu'on ne peut mettre en question, mais son infaillibilité, sont donc contraires à la vérité, et dénuées de tout fondement.

berg pourrait bien essuyer quelque rude choc. Or le prince de Suède, en cette occasion, comme sur la Mulde quelques jours auparavant, voulait que Blucher occupât le poste le plus périlleux. Blucher fatigué, non pas de dangers, mais de complaisances pour un allié dont il suspectait la fidélité autant que l'énergie, avait répondu que ses troupes, épuisées par le combat du 16, étaient beaucoup moins propres à supporter une position difficile que celles de l'armée du Nord, et il avait exigé que Bernadotte vînt franchir la Partha sur la gauche de l'armée de Silésie, et se risquer dans la plaine de Leipzig en face de Napoléon. Il s'était en même temps entendu secrètement avec les généraux prussiens et russes qui commandaient les divers corps de l'armée du Nord, et il leur avait promis de passer avec eux la Partha le lendemain pour combattre Napoléon à outrance, car Blucher était bien résolu à participer lui-même à la dernière lutte, mais il voulait contraindre Bernadotte à prendre une position de combat dont il lui fût impossible de revenir [1]. Tout était donc disposé pour que Napoléon eût sur les bras environ 300 mille hommes. Les alliés en avaient effectivement 220 ou 230 mille le 16 ; s'ils en avaient perdu environ 40 mille dans cette journée, et s'il leur en arrivait 50 avec Benningsen, 60 avec Bernadotte, leur nombre total devait bien être d'à peu près 300 mille. Quant à Napoléon, qui en avait eu 190 mille, Reynier compris, avant la bataille du 16, il ne devait pas, comme nous l'avons dit, en conserver plus de 160 à 165 mille le 18, en comptant même les alliés peu sûrs qui étaient dans ses rangs.

Du reste Napoléon connaissant cette situation, avait pris vers la fin de la journée du 17 le parti de se retirer. Malheureusement ce n'était pas, comme nous l'avons dit, une de ces retraites nocturnes, telles que l'art de la guerre autorise à les faire lorsqu'une armée a besoin de se soustraire à un ennemi supérieur, mais une retraite en plein jour, et à pas lents, qu'il voulait exécuter, de manière à conserver une attitude imposante, et à traverser sans embarras le long défilé de Leipzig à Lindenau, défilé consistant en une multitude de ponts jetés sur les bras divisés de la Pleisse et de l'Elster. A deux heures du matin en effet il était debout, expédiant ses ordres qui furent les suivants. Tous les corps qui avaient combattu au sud, c'est-à-dire, Poniatowski, Augereau, Victor, Lauriston, Macdonald, la garde, les 1er, 2e, 4e, 5e de cavalerie, devaient rétrograder d'une lieue, et venir former autour de Leipzig, sur le plateau de Probstheyda, un cercle plus resserré, et dès lors à peu près invincible. Si l'ennemi les suivait, ils se précipiteraient sur lui, et le refouleraient au loin. Au nord et à l'est, Marmont qui après le combat de Möckern avait repassé la Partha, devrait se concentrer de Schonfeld à Sellerhausen. Ney qui, avec Reynier arrivé dans l'après-midi du 17, formait le prolongement de la ligne de Marmont, devait replier sa droite en arrière, jusqu'à ce qu'il rencontrât la gauche de Macdonald à travers la plaine de Leipzig, et fermât ainsi le cercle que l'armée française allait décrire. Alors la liaison qui n'avait été établie entre Ney et Macdonald qu'au moyen de la cavalerie, serait établie au moyen d'une ligne continue de troupes de toutes armes occupant les villages de Paunsdorf, Melckau, Holzhausen, Liebert-Wolkwitz. Dès cet instant, au lieu d'un cercle de cinq à six lieues, on n'en formerait plus qu'un de deux lieues à peu près, et partout très-solide. A l'est et au nord, on devait comme au sud rétrograder lentement, culbuter l'ennemi trop pressant, et si on n'était pas suivi, venir à l'exemple des autres corps s'écouler à travers Leipzig par la chaussée de Lindenau. Mais cette chaussée il fallait se l'ouvrir. Margaron, le 16, avait conservé le bourg de Lindenau placé à l'extrémité des ponts de la Pleisse et de l'Elster. Napoléon confia au général Bertrand le soin de franchir Lindenau, de déboucher dans la plaine de Lutzen, d'enfoncer tout ennemi rencontré sur son chemin, et de percer jusqu'à Weissenfels sur la Saale. Il lui donna, pour le renforcer, la division française Guilleminot, qui avait marché précédemment sous les ordres de Reynier, avec la division

[1] Nous citons le passage suivant de M. de Wolzogen qui peint ce qui se passait aux états-majors de Blucher et de Bernadotte. Les récits de M. de Muffling, témoin oculaire, sont encore plus frappants et plus amers.

« Le prince Guillaume, frère du roi de Prusse, avait déjà « auparavant décidé le prince qui hésitait, à prendre une part « sérieuse à la bataille, et avait amiralement éveillé son atten- « tion sur ce point, que l'opinion des troupes prussiennes et « russes qui se trouvaient dans son armée lui était très-défa- « vorable, et qu'elles allaient même jusqu'à douter de son cou- « rage personnel et de sa loyale volonté d'agir efficacement « dans l'intérêt de la cause commune des alliés. Cette confi- « dence, ainsi que les observations du général Adlerkreutz, « chef de son état-major général, que les Suédois, loin de « rester en arrière, désiraient au contraire soutenir leur « ancienne renommée sur le champ de bataille où Gustave- « Adolphe avait combattu si glorieusement, passent pour « avoir exercé une influence décisive sur la résolution de « Charles-Jean. »

Durutte, dans l'intention de placer les Saxons entre deux divisions françaises. Le général Rogniat eut ordre de partir avec les troupes du génie de la garde, afin d'aller jeter de nouveaux ponts sur la Saale, au-dessous de Weissenfels. Margaron et Dombrowski furent chargés de la défense de Leipzig. Margaron devait occuper l'intérieur, Dombrowski le dehors jusqu'à Schönfeld, où était le maréchal Marmont, et où commençait par conséquent la ligne de Ney. Comme Margaron pouvait ne pas suffire, Napoléon se priva de la division de la jeune garde commandée par Mortier, et l'envoya dans Leipzig même. Les parcs, les bagages inutiles eurent ordre de se mettre en marche immédiatement, afin d'avoir défilé lorsque les colonnes de l'armée arriveraient aux ponts. A trois heures du matin tout était en mouvement par un temps sombre et pluvieux, et les caissons qu'on brûlait ou qu'on faisait sauter faute de les pouvoir atteler, ajoutaient de sinistres lueurs et de plus sinistres détonations à cette retraite. Rien ne prouvait mieux qu'on ne voulait pas faire une retraite clandestine, et que l'orgueil mal entendu de la victoire nous restait jusque dans la défaite, défaite, il est vrai, qui n'était pas celle du champ de bataille, mais de la campagne, et celle-ci était malheureusement plus grave.

Napoléon après avoir expédié ses ordres était allé lui-même au faubourg de Reudnitz auprès de Ney, pour lui exprimer de vive voix ses intentions[1]. Entre autres instructions qu'il lui avait laissées, était celle de pourvoir à la sûreté du grand quartier général qui était demeuré en arrière sur la route de Düben à Leipzig. Ce grand quartier général, qui comprenait toutes les administrations, le trésor de l'armée notamment, le parc du génie, une partie du parc général de l'artillerie, l'équipage de pont, avait été conduit à Eilenbourg, et puis, ayant voulu suivre Reynier, il en avait été empêché par la présence de l'ennemi. Napoléon lui fit dire, s'il ne pouvait pas rejoindre, de se replier sur Torgau, et d'aller s'y enfermer, triste ressource qui ne devait différer sa perte que de quelques jours, à moins qu'un armistice ne vînt sauver la garnison des places.

Ces ordres expédiés, Napoléon s'était transporté à Leipzig, où il avait communiqué ses vues à ses autres généraux, et il était revenu fort matin à son bivac, au milieu des rangs de l'armée principale qu'il n'avait pas quittés depuis plusieurs jours.

Le colonel du génie Montfort, qui remplaçait le général Rogniat parti pour Weissenfels, avait été extrêmement frappé de la difficulté de faire défiler toute l'armée par un seul pont d'une immense longueur, celui qui va de Leipzig à Lindenau. Il avait donc proposé au prince Berthier de jeter, au-dessus ou au-dessous, d'autres ponts secondaires, qui serviraient au passage de l'infanterie, afin de réserver la chaussée principale à l'artillerie, à la cavalerie, aux bagages. Soit que Berthier, tout plein encore de la peine qu'on avait eue à parler de retraite à Napoléon, n'osât pas lui en parler de nouveau, soit (ce qui est plus probable), qu'il eût l'habitude invétérée d'attendre tout de sa prévoyance, il repoussa le colonel, en lui disant qu'il fallait savoir exécuter les ordres de l'Empereur, mais n'avoir pas la prétention de les devancer. Peut-être aussi Napoléon avait-il considéré ce cas, et n'avait-il rien voulu ordonner qui annonçât sa retraite trop longtemps à l'avance. Quoi qu'il en soit, on se réduisit volontairement au seul pont de Lindenau, ce qui dans certains cas pouvait devenir extrêmement dangereux [2].

A peine Napoléon était-il retourné à Probstheyda, où il avait eu son bivac, qu'il aperçut du haut d'un tertre sur lequel il était placé, trois grandes colonnes, mais cette fois bien plus fortes que l'avant-veille, marchant concentriquement sur sa nouvelle ligne de bataille. Vers notre droite ne s'appuyant plus à Mark-Klee-

[1] Nous avons l'exposé bref mais formel de ces intentions dans une lettre du maréchal Ney au général Reynier, datée de cinq heures du matin, et dans laquelle le maréchal dit ce que Napoléon est venu faire et ordonner auprès de lui, c'est-à-dire, à Reudnitz, où il avait son quartier général.

[2] Il n'est aucune circonstance de cette campagne qui ait donné lieu à plus de controverses que celle de l'existence d'un seul pont pour opérer la retraite de Leipzig. Les écrivains dont le thème ordinaire est que Napoléon en sa vie n'a commis ni une faute ni une omission, prétendent que Napoléon prescrivit à Berthier de jeter plusieurs ponts soit au-dessus, soit au-dessous de celui de Lindenau, et que Berthier n'exécuta pas cet ordre si important, lui qui ne négligeait pas les ordres les plus accessoires. Cette nouvelle assertion, tout invraisemblable qu'elle est, pourrait être admise, en supposant que Berthier fatigué, affecté, malade (ce qu'il était alors), aurait oublié les prescriptions de Napoléon. Mais par malheur pour cette hypothèse, il y a l'assertion du colonel Montfort, qui depuis l'événement a déclaré qu'il avait adressé à Berthier les plus vives instances pour être autorisé à jeter des ponts secondaires, ce qui aurait dû suffire pour rafraîchir la mémoire du major général s'il en avait eu besoin. Il est vrai qu'on pourrait accuser le colonel Montfort, mis plus tard en jugement pour cette affaire, d'avoir imaginé cette assertion afin de s'excuser. Mais outre la bonne foi du colonel, qui ne saurait être mise en doute quand on l'a connu, j'ai de cette assertion et de son exactitude une autre preuve. Le jour même du passage si embarrassé du pont de Lindenau, c'est-à-

berg mais un peu en arrière à Dölitz, c'était le prince de Hesse-Hombourg, qui avec les grenadiers de Bianchi et de Weissenwolf, avec la réserve de cavalerie de Nostitz, avec le corps de Colloredo et la division légère d'Aloys Lichtenstein, s'avançait sur Poniatowski et Augereau. Au centre c'étaient Kleist et Wittgenstein, aujourd'hui réunis en une seule colonne d'attaque, et suivis des gardes russe et prussienne, qui marchaient de Wachau et de Liebert-Wolkwitz sur Probstheyda, où se trouvaient Victor et la garde. A gauche enfin c'étaient Klenau, Benningsen et Bubna, qui du bois de l'Université et de Seyffertshayn se dirigeaient sur Zuckelhausen et Holzhausen, contre Macdonald. Cette dernière colonne, ployant sa droite autour de notre ligne, venait à travers la plaine de Leipzig menacer la position de Ney, mais avec beaucoup de circonspection, car elle attendait pour s'engager que Bernadotte eût passé la Partha. Ces trois colonnes pouvaient comprendre de 55 à 60 mille hommes chacune, excepté celle de Benningsen, qui était de 70 mille environ. Pour tenir tête à ces 180 mille hommes, Napoléon avait comme l'avant-veille Poniatowski, Augereau, Victor, Lauriston, Macdonald, la garde, les 1er, 2e, 4e, 5e de cavalerie, présentant en ce moment une masse totale de 80 et quelques mille hommes. Dans l'angle formé par l'Elster et la Pleisse les coalisés avaient laissé le corps de Merfeld, et au delà de l'Elster vers Lindenau, Giulay, ce qui faisait plus de 25 mille hommes encore. Enfin Bernadotte et Blucher en avaient bien cent mille à eux deux. Ney avait à leur opposer Marmont, réduit à 12 ou 13 mille hommes, Reynier à peu près au même nombre, Souham à 13 ou 14 mille. Margaron avec le duc de Padoue et Dombrowski n'en avaient pas plus de 12 mille. C'étaient donc 130 et quelques mille hommes opposés à 300 mille. Bertrand avec 18 mille était en route pour Weissenfels. Mortier l'appuyait avec deux divisions de la jeune garde.

Toutes les colonnes de Napoléon en se retirant avaient laissé de fortes arrière-gardes répandues en tirailleurs, lesquelles disputaient le terrain pied à pied, et ne le cédaient qu'après avoir causé de grandes pertes à l'ennemi. En arrière de Wachau et de Liebert-Wolkwitz, à la bergerie de Meusdorf située en avant de Probstheyda, on ne se retira pas sans couvrir la terre de cadavres prussiens et russes. A Zuckelhausen, à Holzhausen, où se trouvait le corps de Macdonald, on tint tête à la division prussienne de Ziethen, et aux Autrichiens de Klenau, et on leur tua beaucoup de monde avant de rétrograder sur Stötteritz. Cette dernière position une fois prise par Macdonald, notre nouvelle ligne de bataille était la suivante. Des bords de la Pleisse, c'est-à-dire, de Dölitz à Probstheyda, elle formait une ligne continue, se repliait à angle droit vers Probstheyda, remontait au nord jusqu'au bord de la Partha, par Stötteritz, Melckau, Schönfeld, où étaient Macdonald, Reynier, Marmont.

Probstheyda était donc l'angle saillant que l'ennemi devait emporter, et où Napoléon était bien décidé à tenir opiniâtrément. Outre Victor qui gardait Probstheyda, il y avait en arrière Lauriston qui se liait à Macdonald, la garde et la cavalerie. Jusqu'au moment où ils parvinrent à la ligne des positions que Napoléon voulait conserver, les coalisés ne rencontrèrent que des arrière-gardes qui disputaient le terrain, mais finissaient par l'abandonner. Arrivés devant Dölitz, Probstheyda, Stötteritz, ils trouvèrent des lignes immobiles, imposantes, et qu'il y avait peu de chance de faire céder. Toutefois ils l'essayèrent avec une sorte d'énergie désespérée.

La colonne du prince de Hesse-Hombourg se jeta sur Dölitz, l'emporta, le perdit, le reprit, le perdit de nouveau. C'étaient Poniatowski et

dire, le 19, le colonel Montfort au milieu de la foule qui se pressait sur le pont, s'entretenant avec le colonel du génie Lamare, lui dit avec chagrin qu'il avait la veille adressé les plus vives instances à Berthier pour être autorisé à jeter d'autres ponts, et que Berthier lui avait répondu qu'il fallait attendre les ordres de l'Empereur. Ainsi au moment même, le colonel Montfort n'ayant pas encore à se justifier devant un conseil de guerre, et avant d'avoir pu y penser, produisait le fait avec une sincérité et une spontanéité évidentes. Le fait ne peut donc pas être contesté. Or, comment admettre alors que Berthier ayant des ordres de Napoléon ne les eût pas exécutés? Ici l'invraisemblance est frappante, car il eût fallu que Berthier fût ou stupide ou traître. Or, ce vieux compagnon de Napoléon, quoique fatigué, était aussi dévoué qu'habile. Il n'y a donc qu'une supposition possible, c'est que Napoléon, ou n'y ayant pas pensé, ou, ce qui est plus probable, voulant faire une retraite pour ainsi dire *à volonté*, sans presser le pas, crut le pont de Lindenau suffisant. Probablement aussi il ne voulait pas que des préparatifs indiquant une retraite précipitée affectassent le moral des soldats. Quoi qu'il en soit, c'est la seule explication qui n'offense pas le bon sens. Il est vrai que dans ce cas il faudrait admettre que Napoléon a commis une erreur. Mais quant à nous, tout en le regardant comme un des plus grands génies de l'humanité, nous demandons, non pas à ses admirateurs, car nous sommes du nombre, mais à ses adorateurs, ce que nous ne sommes pas, la permission de croire qu'en sa vie il lui est arrivé de se tromper.

Augereau fort épuisés, ne comptant pas dix mille homme à eux deux, qui défendaient ce point. Le prince de Hesse-Hombourg y fut grièvement blessé, et remplacé aussitôt par le général Bianchi. Nous fûmes obligés d'abandonner toutefois un peu de terrain, et de venir nous placer à Connewitz, derrière une ligne d'eau alternativement stagnante ou courante, qui allait de Probstheyda à Connewitz se jeter dans la Pleisse. Avant de s'y retirer, notre cavalerie exécuta de superbes charges, repoussa plusieurs fois celle des Autrichiens, et puis se replia avec l'infanterie derrière le ruisseau dont il vient d'être parlé. Une fois à Connewitz, Poniatowski et Augereau s'y établirent invinciblement. Oudinot avec les deux divisions de la jeune garde qui restaient (on a vu que les deux autres étaient sous Mortier à Leipzig), se posta derrière le ruisseau, de Connewitz à Probstheyda, la cavalerie rangée dans les intervalles de l'infanterie. Une partie de l'artillerie de la garde se mit en batterie, et foudroya les masses ennemies. Plusieurs fois les Autrichiens voulurent franchir l'obstacle, et chaque fois on les fit mourir au pied de la position. Le corps de Merfeld commandé par Sederer, et placé de l'autre côté de la Pleisse, sur le terrain bas et boisé que la Pleisse et l'Elster traversent en tous sens, renouvelait ses attaques de l'avant-veille contre notre droite, dans l'intention de la tourner. Il ne put nous envoyer que des boulets qu'on lui rendit avec usure.

Il était midi, le canon retentissait au nord, ce qui annonçait que Blucher et Bernadotte entraient en action, et ce qui faisait trois batailles livrées en même temps. De plus il y en avait presque une quatrième, car sur notre droite, au delà de la Pleisse et de l'Elster, dans la plaine de Lutzen, on entendait le canon de Bertrand aux prises avec Giulay pour s'ouvrir la route de Weissenfels. Cette épouvantable étendue de carnage ne troublait pas plus le visage de Napoléon que le cœur de nos soldats, exaltés pour ainsi dire par cette solennité d'une bataille sans égale dans l'histoire, car depuis trois jours cinq cent mille hommes se disputaient dans les plaines de Leipzig l'empire du monde. Jamais on n'avait vu pareil nombre d'hommes sur un même champ de bataille.

Le canon de Blucher et de Bernadotte fut pour l'armée du prince de Schwarzenberg le signal d'une attaque furieuse contre le point décisif de Probstheyda. Déjà, Kleist et Wittgenstein, formant la colonne du centre, s'étaient avancés, Kleist avec les trois divisions prussiennes Klüx, Pirch et prince Auguste, Wittgenstein avec les divisions russes Eugène de Wurtemberg et Gortschakoff, suivies des réserves. Arrivés devant la position, les Prussiens qui toujours briguaient la tête des attaques, par la raison fort honorable pour eux qu'il s'agissait dans cette lutte terrible d'affranchir l'Allemagne, s'élancent les premiers, et au pas de charge, sur Probstheyda. Drouot, rangé en avant de Probstheyda, les attend avec l'artillerie de la garde, Victor avec son infanterie. Il fallait gravir un terrain incliné en forme de glacis. Drouot les laisse arriver, puis les couvre de mitraille, et les précipite confusément les uns sur les autres. Pourtant, animés d'une véritable rage patriotique, ils se remettent en rang, marchent une seconde fois sur Probstheyda et parviennent à y entrer. Mais Victor, avec ses divisions décimées, les charge à la baïonnette, et les arrête. Après les avoir arrêtés, il les pousse dehors, et notre artillerie les mitraille de nouveau. Les trois divisions prussiennes, horriblement traitées, vont se reformer à quelque distance, au bas du glacis sur lequel s'élève Probstheyda. Napoléon fait avancer Lauriston, et lui-même, sous une grêle de boulets, range par derrière, en colonnes profondes, les deux divisions de la vieille garde, Friant et Curial, seule réserve qui lui reste. Ces beaux grenadiers, avec leurs énormes bonnets à poil, immobiles sous les boulets, sont placés comme deux puissants arcs-boutants derrière Lauriston et Victor. On s'attend à une nouvelle attaque, et on se promet de la recevoir comme la précédente.

En effet, les trois divisions prussiennes ayant un moment repris haleine et resserré leurs rangs, sont rejointes par les divisions russes de Wittgenstein, et d'un même mouvement se reportent en avant, toujours accablées par la mitraille de Drouot. Elles se précipitent toutes ensemble sur Probstheyda, l'enveloppent, y pénètrent, et semblent cette fois devoir en rester maîtresses. Mais Victor, quoique avec des troupes épuisées, Lauriston avec les siennes que la bataille du 16 a réduites des deux tiers, fondent à la baïonnette sur les Prussiens et les Russes réunis, combattent corps à corps, puis, par un suprême effort, refoulent les assaillants hors du village, et les culbutent sur la déclivité du terrain, où notre artillerie, profitant de cette nouvelle occasion, les couvre encore de mitraille.

Tandis qu'on résiste ainsi de face, un autre

ennemi se présente par la gauche, c'est la division prussienne Ziethen, qui, ayant avec les Autrichiens de Klenau fait une tentative infructueuse sur Stütteritz, s'est rabattue sur Probstheyda. Mais une partie de l'artillerie de Drouot, établie sur le côté gauche du village, la reçoit en flanc, et la repousse par le feu seul de ses canons.

Après ces tentatives, le prince de Schwarzenberg, ayant déjà plus de douze mille hommes hors de combat, ne pouvait plus se flatter d'emporter une position que la valeur de nos soldats rendait inexpugnable. Il se décida, comme l'avant-veille, à procéder contre l'armée française par voie de resserrement successif. On avait, le 16, resserré Napoléon sur Leipzig, et on l'avait amené le 18 à se retirer à une lieue en arrière. On achèverait le 19 de l'acculer dans Leipzig même, en donnant la main à Bernadotte et à Blucher. Le prince généralissime résolut dès lors d'occuper de son côté la journée par un combat d'artillerie, et pour le soutenir avec moins de désavantage, il rétrograda de quelques centaines de pas sur un terrain légèrement élevé, et dont l'élévation faisait face à celle de Probstheyda. Là, placé vis-à-vis des Français, il se mit à échanger avec eux l'une des plus épouvantables canonnades qu'on ait jamais entendues.

Pendant ce temps, Benningsen, opposé à notre gauche, qui de Probstheyda remontait au nord jusqu'à Leipzig, avait essayé d'aborder Melckau, mais moins hardiment que Schworzenberg, parce qu'il attendait Bernadotte et Blucher avant de s'engager sérieusement. Quant à ceux-ci, voici ce qui avait eu lieu de leur côté.

Après avoir refusé de voir Bernadotte, Blucher avait fini par accepter une entrevue avec lui le matin à huit heures, et ils étaient convenus de franchir la Partha, mais Bernadotte n'y avait consenti qu'à condition que Blucher lui prêterait 30 mille hommes, ce que celui-ci avait promis en se mettant à la tête de ces trente mille hommes qui étaient ceux de Langeron. En effet, pendant que Sacken et York, restés de l'autre côté de la Partha, tout à fait au nord de Leipzig, échangeaient des boulets avec Dombrowski et Margaron, Blucher avait passé la Partha au plus près, c'est-à-dire, vers Neutzsch, puis, se portant à l'est de Leipzig, était descendu sur Schönfeld, où la seconde division de Marmont était établie. Marmont avec ses deux autres divisions, Ney avec Souham et Reynier, avaient opéré une conversion en arrière, pour venir par Sellerhausen relier leur droite avec Macdonald qui étoit à Stötteritz. Quant à Bernadotte, exécutant un long circuit pour traverser la Partha le plus loin possible des Français, il était allé la franchir à Taucha, et, les Prussiens en tête, s'était avancé en face de Reynier, par Heiterblick. Tels avaient été les mouvements des uns et des autres dans le courant de la matinée, pendant le terrible combat de Probstheyda.

En avant de Sellerhausen, où étoit Reynier, se trouvait un village formant saillie dans la plaine et assez dominant, celui de Paunsdorf, que Ney aurait désiré occuper, parce que de ce point on pouvait s'interposer entre l'armée de Bohême et celle du Nord, peut-être même empêcher leur jonction. Reynier n'en était point d'avis par un motif assez sage. Il se défiait des Saxons qui ne cessaient de murmurer et de menacer de désertion. Encadrés jusqu'ici entre les deux divisions françaises Durutte et Guilleminot, ils avaient été assez fidèles; mais depuis le départ de Guilleminot, ils n'étaient flanqués que d'un côté, et Reynier ne voulait pas, en les mettant en avant, les exposer à la tentation de nous quitter. Ney, plus hardi, les fit avancer en colonne vers Paunsdorf, en ayant soin de placer la division Durutte derrière eux, pour les appuyer et les contenir. Mais ils n'eurent pas plus tôt aperçu les enseignes de Bernadotte, avec l'état-major duquel plusieurs d'entre eux étaient en communication secrète, que par un hommage qui n'était pas celui de la fidélité à la fidélité, ils marchèrent soudainement à lui. La cavalerie déserta la première, l'infanterie suivit. Le maréchal Marmont, qui était à leur gauche, crut qu'ils se laissaient emporter à trop d'ardeur, et courut après eux; mais il fut bientôt détrompé, et, trahison indigne! à peine à quelques pas de notre ligne de bataille, ils tournèrent leurs pièces contre nous; en tirant sur la division Durutte, avec laquelle ils servaient depuis deux années! Sans doute, Napoléon avait violenté leurs sentiments, enchaîné leurs cœurs et leurs bras à une cause qu'ils n'aimaient point; ils avaient le droit de nous quitter, mais pas celui de nous abandonner sur le champ de bataille, et du reste si Dieu nous punissait en ce moment pour avoir trop pesé sur l'Europe, il leur préparait bientôt à eux un terrible et juste châtiment, celui du morcellement de leur patrie!

Ney accourut à ce spectacle pour aider la division Durutte, qui, assaillie tout à coup par le

corps de Bulow, avait la plus grande peine à se maintenir. Cinq mille hommes luttèrent pendant plus d'une heure contre vingt mille, et luttèrent héroïquement. Pourtant il fallut céder et se replier sur Sellerhausen. Ney leur ramena la division Delmas pour empêcher qu'ils ne fussent accablés dans leur mouvement rétrograde. Delmas, le vieux soldat de la République, mourut noblement en venant au secours de Durutte avec sa division. Pendant qu'à la droite de Ney, Durutte, Delmas combattaient entre Paunsdorf et Sellerhausen, Marmont à gauche soutenait dans le beau village de Schönfeld un combat furieux. Schönfeld était le point essentiel où notre ligne, en remontant au nord, venait s'appuyer à la Partha, et c'était le point que Blucher voulait enlever avec les soldats de Langeron. En quelques heures la division Lagrange perdit ce village et le reprit sept fois. Enfin elle allait succomber quand Ney vint la renforcer avec une des divisions de Souham, celle de Ricard. Une dernière fois on reprit Schönfeld. Entre Schönfeld et Sellerhausen Marmont avec les divisions Compans et Friederichs formées en carré résistait à tous les assauts de la cavalerie prussienne et russe. Mais 28 mille hommes ne pouvaient pas lutter longtemps contre 90 mille, et on céda Schönfeld et Sellerhausen pour se rapprocher de Leipzig, avec la crainte de voir Bernadotte et Bubna, maintenant réunis dans la plaine de Leipzig, pénétrer par la brèche que la défection des Saxons avait opérée dans notre ligne.

Heureusement un renfort considérable de cavalerie et d'artillerie arrivait au galop. C'était Nansouty avec la cavalerie et l'artillerie de la garde qui accourait, sous la conduite de l'Empereur lui-même. Le bruit de la défection des Saxons, retentissant jusqu'au quartier général, y avait soulevé tous les cœurs, et Napoléon, laissant Murat à Probstheyda pour le remplacer à la bataille du sud, qui s'était convertie en canonnade, était venu en toute hâte réparer ce malheur imprévu qui mettait le comble à nos calamités.

A cet aspect Bulow d'un côté, Bubna de l'autre, qui étaient prêts à se donner la main, formèrent chacun un crochet en arrière, pour présenter un flanc à la cavalerie de Nansouty. Nansouty les chargea à outrance, tantôt à droite, tantôt à gauche, sans pouvoir renverser leur masse épaisse. Mais il arrêta court leur progrès, et là comme sur les trois faces de cet immense champ de bataille, de Leipzig à Schönfeld au nord, de Schönfeld à Probstheyda à l'est, de Probstheyda à Connewitz au sud, une canonnade de deux mille bouches à feu termina cette bataille, justement dite *des Géants*, et jusqu'ici la plus grande certainement de tous les siècles.

Tant qu'on put se voir, on tira les uns sur les autres avec une sorte de fureur, mais sans espoir de la part des coalisés de faire abandonner aux Français la ligne qu'ils avaient prise. Nos soldats demeurèrent immobiles, comme fixés à des limites qu'aucune puissance humaine ne pouvait franchir. L'admiration était dans le cœur même de leurs ennemis acharnés, et justement acharnés puisqu'il s'agissait d'affranchir leur patrie. Ce que coûta cette nouvelle bataille, l'histoire mentirait si elle voulait l'affirmer d'une manière précise. On peut seulement le conjecturer d'après ce qui resta d'hommes valides les jours suivants dans les armées belligérantes. Près de vingt mille hommes de notre côté, et de trente mille du côté des coalisés, qui étaient exposés à des feux dominants et bien dirigés, furent le nombre des victimes de cette troisième journée. Ainsi en trois jours plus de quarante mille Français, plus de soixante mille Allemands et Russes, furent atteints par le feu! Ah! disons-le bien haut, en présence de cet horrible carnage, la guerre, quand elle n'est pas absolument nécessaire, n'est qu'une criminelle folie!

Après cette affreuse journée, quelque glorieuse qu'eût été la résistance de notre armée, il était indispensable de battre tout de suite en retraite, et mieux eût valu certainement décamper nuitamment le 17 au soir, que de risquer la terrible bataille du 18, pour conserver quelques heures de plus une attitude victorieuse. Il n'en fallait pas moins se retirer aujourd'hui le plus promptement possible, au risque d'essuyer des pertes énormes en traversant une ville comme Leipzig, avec une armée qui, après avoir été immense en personnel et en matériel, l'était encore en matériel, et n'avait pour évacuer ce qui lui restait qu'un seul pont, celui de Lindenau, long d'une demi-lieue, embrassant des bois, des marécages, plusieurs bras de rivières.

Napoléon, quoique souffrant cruellement au fond de son âme, mais cachant sa souffrance sous la hautaine impassibilité de son visage, quitta son poste de Probstheyda vers le soir, et se rendit à Leipzig afin de tout disposer pour une retraite immédiate. Après avoir refusé vingt-quatre heures auparavant la protection des ombres de la nuit, il fallait bien l'accepter mainte-

nant, et soustraire à l'ennemi le plus possible de nos embarras avant l'attaque, facile à prévoir, du lendemain. Napoléon descendit dans une simple hôtellerie située au centre de la ville, et de là expédia tous ses ordres. Il prescrivit aux états-majors des divers corps de défiler toute la nuit avec le matériel, les blessés qu'on pourrait emporter, l'artillerie qu'on avait conservée tout entière, à l'exception seulement d'une vingtaine de pièces qu'une explosion avait fait perdre au combat de Möckern. Il ordonna que les corps d'armée se retirassent ensuite l'un après l'autre, ayant en tête la garde, dont deux divisions avaient déjà passé à la suite du général Bertrand. Le pont franchi, la garde devait se mettre en bataille sur le plateau de Lindenau qui domine l'Elster, et présenter à l'ennemi une arrière-garde invincible. Comme il était probable que les coalisés, en voyant notre départ, voudraient se jeter sur nous, afin d'ajouter à notre passage à travers Leipzig toutes les difficultés d'un combat sanglant, il fut prescrit au 7e corps (général Reynier), qui était composé aujourd'hui de l'unique division Durutte, de disputer le faubourg de Halle au nord de la ville. La division Dombrowski devait l'aider dans cette tâche périlleuse. Marmont, avec les débris de son 6e corps et une division du 3e (Souham), devait défendre l'est de la ville, où allaient se presser Blucher et Bernadotte. Enfin Macdonald, dont le corps avait moins souffert que les autres le 18, se liant par sa gauche avec Marmont, devait, avec Lauriston et Poniatowski, protéger le côté sud contre la grande armée de Bohême. Ces corps, pendant que la garde, toute la cavalerie, les restes de Victor, d'Augereau, de Ney, décamperaient, avaient mission de disputer les faubourgs à outrance, d'y barrer les rues comme ils pourraient, puis de défiler eux-mêmes par un vaste boulevard bordé d'arbres, qui régnait autour de la ville et la séparait des faubourgs. Se repliant les uns après les autres sur cette voie, trois ou quatre fois plus large qu'une rue, ils devaient venir par le côté du couchant, gagner le pont de Lindenau, et traverser successivement les deux rivières de la Pleisse et de l'Elster. Le colonel Montfort, appelé chez Berthier, non point pour l'établissement de ponts supplémentaires auxquels il n'était plus temps de songer, mais pour certaines précautions de sûreté, reçut l'ordre de disposer une mine sous l'arche la plus rapprochée de la ville, afin de la faire sauter au moment où le dernier corps français aurait passé, et où la tête des ennemis apparaîtrait : ordre facile à donner, mais soumis, quant à son exécution, Dieu sait à quels hasards! Le combat qu'on devait soutenir dans les faubourgs serait-il assez long pour que choses et hommes eussent le temps de s'écouler? Puis les corps chargés de combattre dans les faubourgs auraient-ils à leur tour le temps de se retirer, et de s'arracher des mains de l'ennemi? Enfin n'était-il pas à craindre que les coalisés, perçant sur quelques points, ne parvinssent au pont avant les derniers corps français? Et alors comment arrêter la poursuite des uns sans empêcher aussi la retraite des autres? Napoléon ne s'inquiéta d'aucune de ces questions, et en effet il ne le pouvait guère, car les choses arrivées au point où il les avait amenées, le hasard allait seul décider des conséquences. D'ailleurs, tout en paraissant occupé de donner des ordres, il était occupé aussi à plonger d'un regard sinistre dans les sombres profondeurs de l'avenir, où il pouvait déjà voir non-seulement des batailles perdues, mais des empires croulants, et lui-même avec leurs ruines précipité dans un abîme!

A ces instructions pour la retraite de Leipzig il en ajouta quelques autres destinées aux corps laissés sur l'Elbe, et réduits tous à capituler, si un miracle d'énergie et de présence d'esprit, en les réunissant sur le bas Elbe au maréchal Davoust, ne leur rouvrait les portes de France actuellement fermées. Il fit prescrire au grand quartier général, duquel on était resté séparé, de s'acheminer avec les parcs sur Torgau. Il envoya des émissaires à Dresde, à Torgau, à Wittenberg, pour leur indiquer un moyen de salut : c'est que le maréchal Saint-Cyr, qui avait trente mille hommes encore, et pouvait en ne perdant pas de temps renverser tout ce qui serait sur son chemin, sortît de Dresde, se rendît à Torgau, puis à Wittenberg, puis à Magdebourg, et, ramassant successivement toutes les garnisons, allât se joindre à Davoust avec soixante-dix mille hommes. En ayant cent mille à eux deux, ils pouvaient sauver encore quelques garnisons de l'Oder, et ensuite rentrer en France par Wesel à la tête de cent vingt mille soldats. Mais que de miracles pour qu'un tel ordre arrivât, fût exécuté et réussît! A peine aurait-on pu attendre ce miracle de soldats et d'officiers ayant l'élan et la confiance de la victoire! et dans ce cas même, que de milliers de blessés, quarante mille peut-être, livrés à la barbarie d'un vainqueur qu'une sorte de fanatisme patriotique aveuglait jusqu'à lui faire

croire que le patriotisme dispense d'humanité!

Le défilé des divers corps dura toute la nuit du 18 au 19, et fut surtout ralenti par le passage de l'artillerie qui était très-nombreuse, et qui avait bravement conservé ses pièces. Les malheureux blessés du 18 étaient presque tous sacrifiés d'avance, l'impossibilité de les emporter étant absolue. Mais on avait eu le temps de ramasser quelques-uns de ceux du 16, et on les traînait après soi sur les petites voitures qu'on avait pu se procurer. Cette suite de canons, de caissons, de voitures portant des blessés, formait un prodigieux encombrement, et retardait beaucoup l'écoulement des colonnes. La garde qui avait vaillamment combattu, mais qui avait l'esprit de domination des corps d'élite, prétendant passer dès qu'elle paraissait, et souvent foulant aux pieds la multitude sans armes qui obstruait les ponts, augmentait le tumulte, et provoquait contre elle des cris de haine. Le triste orgueil d'emmener cinq ou six mille prisonniers les uns faits à Dresde, les autres à Leipzig même, occasionna un nouvel embarras, car ils prirent la place de pareil nombre de blessés ou de soldats valides. Lorsque le jour fut venu, l'affluence devint encore plus grande, parce que chacun songeant à fuir après quelques heures de repos, se hâtait de regagner le temps employé à dormir. C'étaient des efforts inouïs pour entrer dans ce torrent serré qui s'écoulait vers Lindenau, et qui en certains moments finissait par s'arrêter, comme s'arrêtent faute d'espace les glaçons que charrie un fleuve près de geler. Chaque troupe nouvelle qui voulait s'introduire dans cette foule pressée, y provoquait des résistances, des cris, des combats véritables. Qu'on ajoute à ce lugubre spectacle le bruit de mille bouches à feu ayant recommencé à tonner dès le matin, et on aura une idée à peine exacte de notre horrible départ de l'Allemagne.

Napoléon, dès que le jour commença de luire, alla présenter ses adieux à la famille de Saxe. Il lui avait rendu un moment le rêve de ses ancêtres en lui donnant la couronne de Pologne, mais à ce prix il l'avait perdue, sans le vouloir du reste, comme il s'était perdu lui même! Et par surcroît de misère, de la seule chose impérissable en lui, la gloire, il ne laissait rien à cette malheureuse famille, tandis qu'aux Polonais, qu'il avait perdus aussi, il laissait du moins une part d'honneur immortel! La cour honnête et timide de Saxe avait en effet passé au pied des autels les dix dernières années, que tant d'autres avaient passées sur les champs de bataille. Napoléon avait de grands reproches à essuyer du vieux roi, et il pouvait de son côté trouver matière à des reproches non moins graves dans la conduite tenue la veille par les soldats saxons, mais il avait un trop haut orgueil pour employer de la sorte les quelques instants qu'il avait à consacrer à son allié. Il lui témoigna ses regrets de le livrer ainsi sans défense à tout le courroux de la coalition; il l'engagea à traiter avec elle, à se séparer de la France, et lui affirma que, quant à lui, en aucun temps il ne songerait à s'en plaindre. Relevant fièrement son visage grave, mais non abattu, il lui exprima l'espoir de redevenir bientôt formidable derrière le Rhin, et lui promit de ne pas stipuler de paix dans laquelle la Saxe serait sacrifiée. Après de réciproques embrassements, il quitta cette bonne et malheureuse famille, épouvantée de le voir rester si tard au milieu des dangers qui le menaçaient de tous côtés.

Sorti de chez le roi, Napoléon essaya en vain de se faire jour à travers les rues de Leipzig. Il fut obligé de gagner les boulevards par un détour, et de les suivre jusqu'au pont, où la presse s'ouvrit pour lui, car bien qu'il commençât à inspirer des sentiments amers, l'admiration, la foi en son génie, l'obéissance étaient complètes encore. Il franchit les ponts, et alla vers Lindenau attendre de l'autre côté de la Pleisse et de l'Elster, que l'armée eût défilé sous ses yeux.

Pendant ce temps un nouveau combat s'était engagé autour de Leipzig. Les souverains et les généraux coalisés ne pouvaient croire à leur bonheur, car c'était la première victoire que, depuis le commencement du siècle, ils eussent remportée sur Napoléon, et ce n'était pas même encore une victoire que celle qui venait de leur coûter tant de sang et tant d'angoisses, c'était une suite d'actions violentes, dont la dernière allait seule décider le vrai caractère. Or ce quatrième jour, ils s'attendaient à un conflit épouvantable, dont ils étaient résolus à supporter les horreurs en vrais martyrs de leur cause. Mais quelles ne furent pas leur surprise et leur joie, lorsque entre huit et neuf heures du matin, le brouillard d'automne étant dissipé, ils aperçurent l'armée française se resserrant successivement autour de Leipzig, et s'écoulant à travers l'interminable pont de Lindenau, dans les plaines de Lutzen! Ils remercièrent le ciel d'un résultat qu'ils avaient à peine osé espérer, et sur-le-champ ils ordonnèrent à leurs soldats de se jeter sur l'enceinte de Leipzig pour essayer de rendre plus

difficile et plus meurtrière la retraite de l'armée française. Chacun marchant dans l'ordre de la veille, la colonne du prince de Hesse-Hombourg, qui formait la gauche des coalisés, poursuivit Poniatowski dans le faubourg correspondant à la porte de Peters-Thor. La colonne du centre, celle de Kleist et Wittgenstein, se présenta devant le même faubourg, mais à une barrière placée un peu à droite, celle de Windmühlen. La colonne de droite, celle de Klenau et Benningsen, se présenta à la barrière de l'Hôpital, aboutissant à l'ancienne porte de Grimma. Bulow, du corps de Bernadotte, se dirigea sur le faubourg qui est situé entre les portes de Grimma et de Halle. Blucher, Langeron et Sacken se précipitèrent sur le faubourg de Halle, et on chargea le général d'York, qui s'était reposé la veille, de se porter par le nord sur les rives de l'Elster et de la Pleisse, pour contrarier autant que possible le défilé de nos colonnes. Mais partout les coalisés rencontrèrent une résistance opiniâtre. Nos soldats étaient à leur tour aussi irrités que leurs adversaires, et se trouvaient autant humiliés de la prétention de les battre, que les Allemands l'avaient été de notre prétention de les dominer. Fiers de leur conduite dans ces journées, ils avaient le sentiment du malheur, non celui de la défaite, et étaient décidés à faire payer cher leur retraite ou leur vie. Au nord et à l'est de Leipzig, dans le faubourg de Halle, les restes des 7e, 3e et 6e corps repoussèrent vigoureusement les troupes de Sacken et de Langeron. Ces braves gens, postés dans un vaste bâtiment, tuèrent plus de deux à trois mille hommes avant de l'évacuer, et même quelques compagnies légères du 6e corps, fondant par la porte de Halle sur les troupes qui attaquaient le bâtiment, en firent un épouvantable carnage. Marmont avec une division du 6e corps et une du 3e défendit la face de l'est contre Bulow, et, quelques têtes de colonnes ayant pénétré dans la ville, lança sur elles le 142e de ligne et le 23e léger, qui les massacrèrent presque entièrement. Macdonald, Lauriston, Poniatowski avec leurs troupes exaspérées, reçurent de même les colonnes ennemies qui se présentèrent devant les faubourgs du sud. Partout l'impatience des vainqueurs fut cruellement punie, et avec peu de pertes nous fîmes essuyer aux coalisés un immense dommage. Toutefois il fallait renoncer à soutenir longtemps ce combat, par l'impuissance non pas de résister, mais de concerter nos mouvements. Dans l'impossibilité de communiquer d'une rue à l'autre, et de discerner la direction des feux au milieu d'une effroyable canonnade qui embrassait les quatre faces de la ville, on ne savait pas si partout la résistance était également heureuse, et si on ne s'exposait pas, en tenant trop longtemps, à être devancé au pont par l'ennemi victorieux. Quelques Saxons et Badois restés dans l'intérieur de la ville, et tirant sur nos soldats en retraite, ajoutaient à la confusion. Dans les rangs de Marmont, c'est-à-dire, vers l'est, on crut que du côté de Macdonald et de Lauriston, c'est-à-dire, vers le sud, la ligne des faubourgs avait été forcée; vers ces deux côtés on crut la même chose pour le nord, où combattaient Reynier et Dombrowski. Dans cette crainte on se mit presque simultanément en retraite, en débouchant sur les boulevards qui séparaient les faubourgs de la ville. La presse alors y devint aussi grande que sur le pont. De chaque rue des faubourgs il arrivait des colonnes qui se repliaient en combattant, et qui venaient ajouter à l'encombrement, à tel point que l'ennemi lui-même, avec ses baïonnettes, n'aurait pas pu s'y faire jour. Le maréchal Marmont, obligé à son tour de se retirer, eut une peine extrême à pénétrer dans l'épaisseur de cette foule qui remplissait les boulevards. Heureusement pour lui quelques officiers de son corps l'ayant reconnu, saisirent la bride de son cheval, et lui faisant place à coups de sabre, l'introduisirent dans le torrent serré qui s'écoulait lentement vers les ponts.

On en était là de cette épouvantable évacuation de Leipzig, lorsqu'une subite catastrophe, trop facile à prévoir, vint jeter le désespoir parmi ceux qui pour le salut commun s'étaient dévoués à la défense des faubourgs de Leipzig. On avait ordonné au colonel du génie Montfort de miner la première arche de ce pont continu, qui est tantôt un pont, tantôt une levée de terrain, et embrasse, avons-nous dit, les bras nombreux de la Pleisse et de l'Elster. Cette arche était située à l'extrémité de Leipzig qui correspond à Lindenau, et construite sur le principal bras de l'Elster. Le colonel Montfort l'avait minée, et y avait placé quelques sapeurs avec un caporal qui attendaient le signal la mèche à la main. Mais sa perplexité était grande, car du côté du faubourg de Halle on entendait, à travers les bois qui couvrent cette partie des environs de la ville, la fusillade se rapprocher. A tout moment on s'attendait à voir l'ennemi déboucher pêle-mêle avec nos soldats, et on ignorait si au delà il ne restait pas d'autres troupes

françaises encore occupées à combattre. Aussi le colonel Montfort demandait-il à tout venant s'il y avait encore plusieurs corps en arrière, dans quel ordre ils se succédaient, quel serait le dernier, et chacun sachant à peine ce qui s'était passé immédiatement sous ses yeux, était incapable de répondre. Dans cet embarras, le colonel imagina de se rendre à l'autre bout du pont, c'est-à-dire, à Lindenau, où était Napoléon, pour obtenir qu'on l'éclairât sur ce qu'il devait faire, et, en s'éloignant pour un instant, il prescrivit au caporal des sapeurs de ne mettre le feu à la mine que lorsque au lieu des Français il verrait paraître les ennemis. A peine avait-il fait quelques pas à travers la foule épaisse qui encombrait le pont, qu'il s'aperçut de l'impossibilité d'aller jusqu'à Napoléon et de revenir. Il voulut rebrousser chemin vers son poste, vains efforts! Au pont qu'il avait quitté se passait la scène la plus tumultueuse. Quelques troupes de Blucher poursuivant les débris du corps de Reynier à travers le faubourg de Halle, se montrèrent aux abords du pont pêle-mêle avec les soldats du 7ᵉ corps. A cet aspect, des voix épouvantées se mirent à crier : Mettez le feu, mettez le feu ! — Le caporal, auquel de toutes parts on répétait qu'il fallait détruire le pont, crut le moment venu, et mit le feu à la mine ! Une épouvantable explosion retentit aussitôt ; les débris du pont, volant dans les airs et retombant sur les deux rives, y firent des victimes des deux côtés. Mais cette déplorable erreur eut en quelques instants de bien autres conséquences. Reynier avec un reste du 7ᵉ corps, Poniatowski avec ce qui avait survécu de ses Polonais, Lauriston, Macdonald avec les débris des 5ᵉ et 11ᵉ corps, étaient encore sur les boulevards de Leipzig, pressés entre deux cent mille ennemis et plusieurs bras de rivière sur lesquels les moyens de passage étaient détruits. Plus de vingt mille de nos soldats avec leurs généraux étaient ainsi condamnés ou à périr, ou à devenir les prisonniers d'un ennemi que l'exaspération de cette guerre rendait inhumain. Ils se crurent trahis, exhalèrent des cris de fureur, et dans les alternatives d'une sorte de désespoir, tantôt se ruaient baïonnette baissée sur ceux qui les poursuivaient, tantôt revenaient vers la Pleisse et l'Elster pour franchir ces rivières à la nage. Après une mêlée confuse et sanglante, les uns se rendirent, les autres se jetèrent dans les rivières, un certain nombre réussit à les passer à la nage, beaucoup furent emportés par la force des eaux. Les généraux commandants, parmi lesquels il y avait deux maréchaux, ne voulaient pas laisser de si beaux trophées à l'ennemi, et ils cherchèrent à se sauver. Poniatowski, fait maréchal la veille par Napoléon pour prix de son héroïsme, n'hésita pas à lancer son cheval dans l'Elster. Parvenu à l'autre bord, mais le trouvant escarpé, et chancelant par suite de plusieurs blessures, il disparut dans les eaux, enseveli dans sa gloire, la chute de sa patrie et la nôtre. Macdonald ayant suivi son exemple, atteignit la rive opposée, y trouva des soldats qui l'aidèrent à la gravir, et fut sauvé. Reynier et Lauriston, entourés avant qu'ils pussent tenter de s'enfuir, furent conduits devant les souverains de Russie, de Prusse et d'Autriche, en présence desquels ils n'avaient longtemps paru qu'en vainqueurs. Alexandre, en reconnaissant le général Lauriston, ce sage ambassadeur qui avait fait tant d'efforts pour empêcher la guerre de 1812, lui tendit la main en lui reprochant d'avoir cherché à se soustraire à son estime. Il fit traiter avec égard les généraux français devenus ses prisonniers, dissimula pour eux son orgueil profondément satisfait, mais voulut qu'ils assistassent à tout l'éclat de son triomphe. En effet, les généraux, les princes victorieux étaient réunis sur la principale place de la ville, se félicitant les uns les autres, se complimentant réciproquement de ce qu'ils avaient fait, en présence des habitants de Leipzig qui, pâles encore de la terreur de ces trois jours, sortaient des caves de leurs maisons, et poussaient des acclamations en l'honneur des souverains libérateurs. Au milieu de ces personnages agités se faisait remarquer Bernadotte, persuadé qu'il avait à lui seul décidé la victoire en arrivant le dernier, étant seul à le croire, mais bien accueilli par Alexandre, qui, dans sa politique raffinée, tenait à garder sous son influence le futur souverain de la Suède. Tandis qu'Alexandre accueillait si bien ce Français combattant contre la France, il se montrait bien dur à l'égard d'un prince allemand, qu'il appelait injustement traître envers l'Allemagne. Ce prince était l'infortuné roi de Saxe. Deux fois depuis le matin, des officiers étaient venus de sa part demander un moment d'entretien, et ils avaient été repoussés. En ce moment il y en avait un troisième qui, le chapeau à la main, suppliait Alexandre de permettre au vieux roi de lui offrir ses hommages. Ce malheureux monarque était à quelques pas de là, tête nue, implorant vainement un regard du vainqueur. Napoléon, il faut le

reconnaître, plus habitué à la victoire, avait mieux traité les rois vaincus. Alexandre, cédant à un sentiment peu digne de lui, fit dire au roi de Saxe qu'il ne voulait point le voir, qu'il était pris les armes à la main, et dès lors prisonnier de guerre; que les souverains alliés décideraient de son sort, et lui feraient notifier leur décision. Ainsi, en nous abandonnant sur le champ de bataille, les soldats saxons n'avaient pas même acheté le pardon de leur roi!

Revenons à l'armée française, se retirant mutilée à travers les bras nombreux de la Pleisse et de l'Elster, et laissant encore dans cette journée vingt mille de ses soldats, ou prisonniers, ou expirants dans les rues de Leipzig, ou noyés dans les eaux ensanglantées de la Pleisse et de l'Elster! Cette dernière des quatre journées néfastes de Leipzig porta les pertes de l'armée française en morts, blessés, prisonniers, noyés ou égarés, à soixante mille hommes environ. L'ennemi n'avait pas perdu moins en hommes atteints par le feu; mais ses blessés allaient recevoir tous les soins du patriotisme allemand reconnaissant: les nôtres, qu'allaient-ils devenir?

Napoléon avait entendu, de Lindenau où il était, une violente explosion; il en connut bientôt la cause et les conséquences, se montra fort courroucé contre tous ceux auxquels on pouvait imputer ce funeste accident, et affecta de vouloir trouver des coupables, quand il n'y en avait point, et quand, s'il y en avait un, c'était lui, l'auteur de cette horrible guerre!

Telle fut cette longue et tragique bataille de Leipzig, l'une des plus sanglantes et certainement la plus grande de tous les siècles, et qui termina si désastreusement la campagne de Saxe, commencée d'une manière si heureuse à Lutzen et à Bautzen. Sans doute on se demandera comment, après de si profonds calculs, de si savantes manœuvres, de si hautes espérances, Napoléon put être conduit à une pareille catastrophe, et on ne le comprendra en effet qu'en se rendant un compte exact de tous les mobiles qui le firent agir, et tournèrent en affreux revers des conceptions qui étaient au nombre des plus belles de sa vie. Qu'on suppose un général moins grand, mais placé dans une situation simple, n'ayant ni toute une fortune prodigieuse à refaire d'un seul coup, ni cent motifs d'orgueil pour se dissimuler la vérité, n'étant pas non plus habitué à chercher dans des combinaisons hardies et compliquées des résultats extraordinaires, et il eût certainement agi autrement, et très-probablement s'il n'avait pas obtenu d'éclatants succès, il aurait au moins évité un désastre. A la première menace d'un mouvement sur ses derrières, ou par l'Elbe inférieur ou par la Bohême, il aurait, sans perdre un instant, décampé de Dresde, en n'y laissant que les malades impossibles à transporter. Il aurait pu amener ainsi, outre les 200 mille hommes qui lui restaient à cette époque, les 30 mille laissés dans Dresde, vraisemblablement aussi les 30 mille de Meissen, Torgau, Wittenberg, et rejoindre la Saale en une masse compacte, que les marches excessives ni les détachements obligés sur l'Elbe n'auraient point affaiblie. Si, dans cette situation, l'une des deux armées ennemies, celle de Bohême ou de l'Elbe, avait commis la faute de devancer l'autre d'un jour à Leipzig, il l'eût accablée, et se serait ensuite rabattu sur la seconde. Supposez que l'occasion d'un tel triomphe ne lui eût pas été offerte, il aurait au moins regagné sain et sauf les bords de la Saale, et si cette ligne, qui est courte, facile à déborder de tous les côtés, n'avait pu être défendue, il aurait sagement repris le chemin du Rhin, et par des instructions adressées à temps à toutes les garnisons des places de l'Elbe inférieur, il leur aurait prescrit de se replier les unes sur les autres jusqu'à Hambourg, où certainement elles auraient pu parvenir sans accident, l'ennemi étant attiré tout entier à la suite de la grande armée. Elles auraient formé ainsi avec le maréchal Davoust une belle armée de 80 mille hommes, qui aurait rejoint le Rhin par Wesel, et dès lors près de 300 mille soldats en bon état se seraient retrouvés sur la frontière de l'Empire, et y auraient opposé à l'invasion une barrière invincible! Mais Napoléon, par caractère, par orgueil, par habitude et besoin de résultats extraordinaires, s'était rendu impossible une conduite aussi simple.

A la nouvelle d'une double marche de ses ennemis sur Leipzig, les uns descendant de la Bohême, les autres remontant de l'Elbe le long de la Mulde, il ne songea pas un instant à sa sûreté. Habitué à les voir se dérober sans cesse, il n'eut qu'une crainte, c'est qu'ils pussent lui échapper encore, et au lieu d'aller droit à Leipzig, par le chemin direct, ce qui lui aurait sauvé douze ou quinze mille soldats laissés au milieu des boues de l'automne, il descendit l'Elbe dans la direction de Düben, pour saisir à coup sûr Blucher et Bernadotte, toujours convaincu dans son orgueil qu'on était beaucoup plus disposé à le fuir qu'à le combattre. A peine en marche, et

toujours en quête de combinaisons qui pussent procurer de vastes résultats, il imagina de se jeter sur les traces de Blucher et de Bernadotte, de les suivre à outrance au delà de l'Elbe, de les refouler sur la route de Berlin, puis de remonter par la rive droite l'Elbe jusqu'à Torgau ou Dresde, de passer ce fleuve de nouveau sur ces points, et de tomber à l'improviste sur les derrières de l'armée descendue de Bohême. Certes la combinaison était aussi profonde qu'audacieuse, et avec les soldats, l'ardeur et la fortune d'Austerlitz, elle devait amener des résultats prodigieux. Mais pour cette espérance chimérique, il fallait se résigner à laisser 30 mille hommes à Dresde, et Napoléon les y laissa. Arrivé à Düben, sur la basse Mulde, il put bientôt s'apercevoir que loin de vouloir fuir, Blucher et Bernadotte cherchaient à le gagner de vitesse sur Leipzig, pour s'y réunir à Schwarzenberg, et l'accabler. Il prit son parti sur-le-champ, rebroussa chemin vers cette ville, et avec la sûreté ordinaire de son coup d'œil se plaça de la seule manière propre à empêcher la réunion de ses ennemis. Mais il revenait à Leipzig après une marche inutile de cinquante lieues, qui avait épuisé ses soldats et fort diminué leur nombre ; il revenait privé de trente mille combattants laissés à Dresde, d'une quantité égale laissée à Wittenberg, Torgau, Meissen, et il marchait en une longue colonne, dont un tiers au moins ne pouvait pas assister à la première et à la plus décisive bataille. Obligé de faire face à tous ses ennemis, non pas présents mais pouvant l'être, il lui fut impossible le 16 d'amener Bertrand et Ney à lui, de les jeter avec Macdonald sur le flanc droit de Schwarzenberg pour accabler ce dernier, et dès lors n'étant pas vainqueur d'une manière foudroyante le premier jour, il se vit tout à coup dans une position affreuse, où il était condamné à succomber les jours suivants sous une écrasante réunion de forces. Prendre sur-le-champ le parti de la retraite, l'exécuter sinon le 17, puisqu'il attendait encore Reynier, du moins dans la nuit du 17 au 18, regagner au plus tôt par Lindenau, Lutzen et Weissenfels, ses communications menacées, établir pour cela les ponts nécessaires sur la Pleisse et l'Elster, était la seule conduite à tenir, la conduite simple du capitaine sage, plus occupé de sauver son armée que de conserver son prestige. Mais faire une retraite fière, imposante, en plein jour, en se ruant sur l'ennemi qui oserait être pressant, afin non pas de se sauver, mais de se garder l'attitude du victorieux, fut, et devait être la pensée du conquérant longtemps gâté par la fortune, du conquérant qui ne sut pas sortir de Moscou à temps, et il s'ensuivit la funeste bataille du 18, et la retraite plus funeste encore du 19, exécutée avec un seul pont. La confusion inévitable qui s'introduisit au dernier moment dans les choses ainsi conduites, amena l'explosion du pont de l'Elster, qui marqua du sceau de la fatalité cette effroyable bataille de quatre jours.

Ce résumé des faits montre donc la vraie cause de tous les malheurs que nous venons de raconter. Ce n'est pas plus ici qu'à Moscou dans l'affaiblissement des talents du capitaine qu'il faut chercher la cause de si déplorables résultats, car le capitaine ne fut jamais ni plus fécond, ni plus audacieux, ni plus tenace, ni plus soldat ; mais dans les illusions de l'orgueil, dans le besoin de regagner d'un coup une immense fortune perdue, dans la difficulté de s'avouer assez vite sa défaite, dans tous les vices, en un mot, qu'on aperçoit en petit et en laid chez le joueur ordinaire, risquant follement des richesses follement acquises, et qu'on retrouve en grand et en horrible chez ce joueur gigantesque qui joue avec le sang des hommes, comme d'autres avec leur argent. De même que les joueurs perdent leur fortune en deux fois, une première pour ne pas savoir la borner, une seconde pour vouloir la rétablir d'un seul coup, de même Napoléon compromit la sienne à Moscou pour la vouloir faire trop grande, et dans la campagne de Dresde pour la vouloir refaire tout entière. C'était toujours l'action des mêmes causes, l'altération non du génie, mais du caractère, gâté par la toute-puissance et le succès.

A la suite de tels revers, retourner immédiatement sur le Rhin était la seule ressource qui restât à Napoléon. Après avoir eu 360 mille hommes de troupes actives à la reprise des hostilités, sans compter les garnisons, après en avoir eu 250 mille encore deux semaines auparavant, et en avoir laissé 30 mille à Dresde, un nombre peut-être égal sur la route de Dresde à Düben, de Düben à Leipzig, après en avoir perdu 60 à 70 mille dans les diverses batailles de Leipzig et un nombre qu'on ne peut guère préciser par la défection des alliés, il en conservait 100 à 110 mille tout au plus, dans l'état le plus déplorable. La seule chose qu'il eût encore en quantité considérable et en excellente qualité, mais malheureusement difficile à ramener, c'était l'artillerie. Il en avait une très-belle,

très-bien servie, qui avait toujours mis son bonneur à sauver ses canons, et n'avait perdu que ceux que la destruction du pont de l'Elster avait empêché de transporter à temps d'une rive à l'autre. Ce qui restait d'artillerie était le double en proportion de ce qui restait de soldats. Si c'était un embarras, c'était au moins une ressource et des plus précieuses dans un jour de combat.

Napoléon passa autour de Lutzen la nuit du 19 au 20 octobre avec les débris de son armée. Bertrand et Mortier avaient culbuté Giulay, et parvenus à Weissenfels s'étaient assuré la possession de la Saale. Le 20 au matin Napoléon courut à Weissenfels pour diriger lui-même la retraite, et devancer tous les corps ennemis aux passages essentiels. Si on suivait à gauche (gauche en retournant vers le Rhin) la grande route de Weissenfels à Naumbourg et Iéna, on rencontrait le fameux défilé de Kosen, où le maréchal Davoust s'était couvert de gloire en défendant la plaine d'Awerstaedt, et où l'on était exposé à trouver Giulay qui, repoussé par Bertrand et Mortier, pouvait bien aller y chercher une revanche. Napoléon, dont le malheur n'avait pas troublé la prévoyance, imagina de faire un détour à droite, et au lieu de passer la Saale à Naumbourg, de la traverser à Weissenfels, dont on possédait les ponts, de gagner ensuite Freybourg pour y franchir l'Unstrutt, de déboucher de là dans la plaine de Weimar et d'Erfurt, tandis que Bertrand, porté rapidement par un mouvement à gauche sur le défilé de Kosen, tâcherait d'y prévenir l'ennemi, et de s'y défendre le plus long-temps possible contre la grande armée de Schwarzenberg. Ce plan de marche à peine conçu, Napoléon en ordonna l'exécution. Bertrand, dont le 4e corps avait été augmenté comme on l'a vu de la division Guilleminot, fut acheminé tout de suite sur Freybourg, avec Mortier qui commandait deux divisions de la jeune garde, avec la cavalerie légère de Lefebvre-Desnouettes, avec le 2e de cavalerie du général Sébastiani. Cette nombreuse cavalerie, battant partout l'estrade et sabrant les Cosaques, devait précéder et flanquer l'avant-garde; puis, lorsqu'on serait rendu à Freybourg, et qu'on aurait occupé la ville et les ponts sur l'Unstrutt, Bertrand devait courir à Kosen, et Mortier rester à Freybourg pour protéger le passage de l'armée.

Ces ordres furent ponctuellement exécutés. Bertrand arriva le 21 au soir à Freybourg avec les divers corps qui escortaient sa marche. Il n'y avait dans cette ville que quelques troupes légères ennemies que l'on expulsa. On s'empara d'un pont de pierre sur l'Unstrutt, solide mais étroit. On en jeta un en charpente dans la nuit, pour faciliter le passage de l'armée, et tandis que Mortier se livrait à ces soins, Bertrand gravissant les hauteurs à gauche alla prendre position à Kosen. Il y parvint avant l'ennemi.

Ces mesures, résolues à temps et exécutées avec vigueur, eurent le résultat qu'on devait en attendre. L'armée, après s'être écoulée à travers les plaines de Lutzen, arriva le 21 au soir à Weissenfels, où elle franchit la Saale sans être poursuivie par d'autres troupes que les coureurs de l'ennemi. Schwarzenberg et Bernadotte étaient restés dans Leipzig, l'un à refaire son armée épuisée par trois batailles, l'autre à passer des revues. Giulay seul avait marché par la route de Naumbourg et de Kosen. De l'infatigable armée de Silésie, il n'y avait que le corps du général d'York qui eût pu nous suivre, et les moyens de passage sur la Pleisse et l'Elster ayant été détruits à Leipzig, Blucher lui-même avait été obligé de faire un détour, et de descendre fort au-dessous de Leipzig pour traverser ces rivières. Nous l'avions à notre droite, mais en arrière, tandis qu'à notre gauche nous n'avions que Giulay, lequel pour nous atteindre était réduit à forcer le défilé de Koson.

La Saale franchie le 21, l'armée alla coucher à Freybourg, où, comme on vient de le voir, les moyens de passer l'Unstrutt avaient été préparés. Les quelques mille prisonniers que Napoléon avait voulu mener avec lui, avaient été délivrés par la cavalerie ennemie. C'était un désagrément d'amour-propre bien plus qu'une perte véritable, mais qui prouvait par quelles masses de troupes à cheval nous étions poursuivis, car nous avions subi cet affront entre Bertrand, Mortier, Sébastiani, Lefebvre-Desnouettes. Cette cavalerie avait peu d'inconvénients contre les corps organisés, mais la débandade qu'on avait vue recommencer dans les corps de Macdonald, d'Oudinot et de Ney, à la suite des revers de la Katzbach, de Gross-Beeren, de Dennewitz, était devenue très-générale dans l'armée après l'épouvantable bataille de Leipzig. Le premier prétexte à la sortie des rangs, c'étaient les blessures légères qui obligeaient de marcher sans armes à la queue des colonnes; le second c'était la faim qui autorisait de courir çà et là pour trouver des vivres. Sorti des rangs on n'y rentrait plus. Les habitudes militaires étaient en

effet trop récentes chez nos jeunes soldats pour qu'ils pussent s'éloigner du drapeau impunément. Une fois le cadre quitté, le dépit, la souffrance, le goût de la maraude, le penchant naturel à s'épargner de nouveaux dangers, empêchaient d'y revenir. Sur les 100 à 110 mille hommes que Napoléon possédait encore, il y en avait plus de 20 mille qui, les uns portant le bras en écharpe, les autres boitant, la plupart se disant blessés sans l'être, ou alléguant la perte de leurs armes qu'ils avaient jetées, marchaient entre les colonnes armées, ou à leur suite, se répandaient le soir dans les villages qu'ils pillaient, et sans rendre aucun service dévoraient les ressources dont auraient pu vivre les corps organisés. Ce qu'il y avait de pire encore, c'était l'exemple qui menaçait de devenir contagieux, et contre lequel les répressions de la cavalerie étaient impuissantes. La bravoure n'avait pas fléchi un moment chez ces jeunes gens, mais les habitudes militaires, trop peu enracinées, n'avaient pas tenu contre une grande défaite, et ils avaient presque oublié qu'ils étaient soldats. La cavalerie qui ordinairement poursuit ce genre de vice, et le réprime, en était atteinte elle-même, et on voyait dans la masse débandée des cavaliers à pied, quelques-uns même à cheval. C'est sur cette portion de l'armée que les coureurs de l'ennemi avaient surtout prise. Ils dispersaient ces maraudeurs comme de timides bandes d'oiseaux, et les ramassaient en grand nombre, ce qui fournissait à la coalition l'occasion de dire qu'elle avait fait des milliers de prisonniers. Des canons abandonnés faute de chevaux, ou des maraudeurs enlevés dans les villages, lui procuraient de prétendus trophées, bien plus dommageables pour nous que véritablement glorieux pour elle. Il fallut employer toute la nuit du 21 et la journée du 22 pour faire écouler cette masse d'hommes, armés et désarmés, par les deux ponts de Freybourg. On y réussit pourtant, moyennant la résistance énergique que le maréchal Oudinot opposa sur les bords de l'Unstrutt aux Prussiens du corps d'York. Ce maréchal depuis Leipzig avait protégé la retraite avec deux divisions de la jeune garde, tandis que Mortier avec les deux autres et Bertrand avec le 4[e] corps étaient chargés d'ouvrir la route. Oudinot perdit quelques centaines d'hommes dans ce combat opiniâtre, mais en tua beaucoup plus au corps prussien d'York. Il ne quitta ce poste que lorsque toute l'armée eut défilé. Sur ces entrefaites le général Bertrand, arrivé à temps à Kosen pour y prévenir Giulay, lui avait livré un combat violent, le dos tourné vers Awerstaedt, et le front vers la Saale. Pendant une journée entière il fut assailli par les Autrichiens, et autant de fois il fut attaqué par eux, autant de fois il les repoussa avec la vaillante division Guilleminot, et les précipita des hauteurs de Kosen dans les gorges profondes de la Saale. Lorsque Bertrand sut qu'Oudinot avait évacué Freybourg, et que toutes nos colonnes avaient défilé sur Erfurt, il abandonna son poste, craignant que l'ennemi ne le devançât, et ne le coupât du reste de l'armée en allant passer la Saale à Iéna. Le 22 au soir on campa dans divers villages entre Apolda, Buttelstedt et Weimar. Le 23 toute l'armée fut réunie aux environs d'Erfurt, la cavalerie battant le pays autour d'elle pour la protéger contre les Cosaques.

Napoléon à Erfurt voulut, appuyé sur cette place qui contenait de grandes ressources, donner deux ou trois jours de répit à l'armée. Elle en avait un extrême besoin, soit pour se reposer, soit pour remettre un peu d'ordre dans ses rangs. Il y avait à Erfurt beaucoup de détachements venus en bataillons et escadrons de marche; il y avait en abondance des vêtements, des souliers, des vivres et des munitions de guerre. On répartit entre les différents corps les détachements qui se trouvaient à Erfurt, et que la difficulté des communications avait empêché de diriger sur l'Elbe. Le corps d'Augereau réduit à la seule division Semelé et à 1,600 hommes d'infanterie, au lieu de 8 mille qu'il comptait la veille de la bataille de Leipzig, fut par ce moyen reporté à 4 mille. Il dut marcher avec la division Durutte, seul reste du 7[e] corps. Les autres corps ne gagnèrent pas dans cette proportion, bien entendu, car c'étaient neuf à dix mille hommes tout au plus que pouvait fournir le dépôt d'Erfurt. On distribua les vêtements, les souliers, les vivres, on réapprovisionna les parcs d'artillerie, et on essaya par l'appât des distributions de faire reprendre des fusils aux maraudeurs. Le succès sous ce rapport ne fut pas grand, car le vice de la maraude favorisé par la saison, le mauvais temps, l'âge de nos soldats, était déjà fort répandu.

Napoléon profita de ces deux jours de loisir pour écrire à Paris, et faire part de sa situation aux principaux membres de son gouvernement. Tout en palliant ses revers, et cherchant pour les expliquer des causes imaginaires, il ne dissimulait pas les besoins, et réclamait, outre les

280 mille hommes déjà demandés, de nouvelles levées, mais en hommes faits, pris sur les conscriptions arriérées. « Je ne puis pas, disait-il, « défendre la France avec des enfants... *Rien « n'égale la bravoure de notre jeunesse, mais au « premier événement douteux elle nous montre le « caractère de son âge.* » — Napoléon sans doute avait raison, mais des hommes faits qui auraient compté si peu de temps de présence au drapeau, et qu'on eût, pour leur début, soumis à de pareilles épreuves, ne les auraient pas beaucoup mieux supportées. Ils auraient seulement fourni moins de malades aux hôpitaux.

De même qu'il demandait *des hommes et non des enfants*, Napoléon demandait des impôts, c'est-à-dire, de l'argent, et ne voulait plus de papier bien ou mal hypothéqué sur les domaines de l'État. Il exigeait 500 millions, au moyen de centimes de guerre ajoutés à tous les impôts directs et indirects. Les choses arrivées au point où elles étaient, il n'y avait certainement pas mieux à faire que ce qu'il proposait.

Aux impressions douloureuses du moment vint s'ajouter le départ de Murat. Napoléon, tout en blâmant la légèreté de son beau-frère, admirait sa bravoure héroïque, son coup d'œil sur le terrain, et de plus il était sensible à l'excellence de son cœur. Il savait ce qui s'était passé dans l'âme de Murat mieux que Murat lui-même; il savait tous les conflits auxquels le malheureux roi de Naples avait été en proie entre le désir de garder sa couronne et le désir d'être fidèle à son bienfaiteur. Murat alléguait pour partir la nécessité de défendre l'Italie menacée, l'espoir de fournir au prince Eugène trente mille Napolitains parfaitement organisés, l'utilité enfin de procurer aux armées française et italienne, en se mettant à leur tête, un chef bien autrement expérimenté que le prince Eugène. Napoléon admettait ces raisons, comme il admettait aussi que si la série des revers continuait, il se pourrait que Murat cédât à l'entraînement général, et imitât ces princes allemands nos alliés, qui pendant dix années gorgés par nous des richesses de l'Église allemande, prétendaient aujourd'hui qu'ils avaient été les victimes de la France. Mais Napoléon, malgré quelques illusions qu'il se faisait encore, malgré les derniers mensonges de ses flatteurs, sentait bien au fond de son cœur qu'il avait abusé et des choses et des hommes. Sachant se rendre justice, il la rendait aux autres, et entrevoyant la prochaine défection de Murat, il la lui pardonnait d'avance pour ainsi dire. En le quittant et en recevant ses protestations de fidélité comme très-sincères, il l'embrassa plusieurs fois avec une sorte de serrement de cœur. Il lui semblait en effet qu'il ne reverrait plus cet ancien compagnon d'armes d'Italie et d'Égypte! Hélas! si la prospérité aveugle, l'adversité au contraire procure en certains moments une étrange clairvoyance, et l'on dirait qu'alors, pour mettre le comble à la punition, la Providence rémunératrice lève tous les voiles de l'avenir! Napoléon quitta donc Murat comme s'il avait su qu'il ne devait plus le revoir. Murat partit regretté de toute l'armée, car dans cette campagne d'automne il s'était montré aussi habile que brave, et malgré les légèretés de détail qu'il commettait souvent, il avait rendu à nos armes d'immortels services.

Il fallait décamper cependant, car de tous côtés les troupes des coalisés avançaient, et de plus on annonçait la présence d'un nouvel ennemi sur nos derrières, prêt à nous fermer le chemin de la France. Cet ennemi n'était autre que l'armée bavaroise, si longtemps notre compagne, et pressée de se faire pardonner sa longue alliance avec nous par une défection qui s'approchât le plus possible de celle de Bernadotte et des Saxons. Napoléon venait d'apprendre non-seulement la défection de la Bavière qu'il avait connue sommairement en arrivant à Leipzig, mais la manière dont cette défection avait été amenée. Voici ce qui s'était passé à Munich, pendant cette seconde partie de la campagne de Saxe.

Le roi, faible et assez attaché à Napoléon qui l'avait comblé de biens, secondé par un ministre spirituel et ambitieux qui avait cherché sa grandeur personnelle et celle de son pays dans l'alliance de la France, le roi était contrarié dans cette politique par sa femme, princesse vaine, entêtée, sœur de l'impératrice de Russie et de la reine déchue de Suède, ayant les passions de la feue reine de Prusse et quelque peu de sa beauté. Il était contrarié aussi par son fils, prince plus ami des arts que de la guerre, que Napoléon avait eu à son service et qu'il avait traité durement. La reine exerçait son opposition dans l'intérieur du palais. Le fils du roi, retiré à Inspruck, fomentait lui-même l'esprit insurrectionnel des Tyroliens contre la Bavière. Tant que la France avait été victorieuse, le roi avait souri des saillies aristocratiques de sa femme et de son fils, les laissant dire l'un et l'autre, et prenant ce que Napoléon lui donnait après chaque guerre,

comme bon à prendre d'abord, et comme bon aussi à montrer, à titre de réponse, aux détracteurs de sa politique. Depuis Moscou, le doute élevé sur la puissance de Napoléon, le cri des populations, la nouvelle des pertes essuyées par les Bavarois, les suggestions de l'Autriche, la contagion de l'esprit germanique, avaient ébranlé le roi, que les victoires de Lutzen et de Bautzen avaient un moment raffermi. Mais la reprise des hostilités, le caractère tous les jours plus triste des événements, les pertes récentes du corps bavarois à la bataille de Dennewitz, mandées et exagérées à Munich, les efforts des trois cours d'Autriche, de Prusse et de Russie, avaient plus que jamais remis en question la fidélité de la Bavière à l'égard de la France. L'arrivée d'un nouveau personnage à Munich avait surtout contribué à rendre cette situation infiniment critique. Le général de Wrède, caractère bouillant et sans consistance, officier brave mais de peu de discernement, plein d'un amour-propre excessif, était revenu dans son pays profondément blessé des dédains du maréchal Saint-Cyr, sous lequel il avait servi pendant la campagne de la Dwina. Ayant apporté à Munich tous ses mécontentements et les ayant manifestés imprudemment, il s'était toutefois rapproché, comme son souverain, après Lutzen et Bautzen, et nous avait dévoilé luimême le secret de la défection à demi consommée de la cour de Bavière, afin de rentrer en faveur auprès de Napoléon. M. d'Argenteau, sentant le besoin de nous l'attacher, avait demandé pour lui le grand cordon de la Légion d'honneur, rendu vacant par la mort du respectable général Des Roys, et Napoléon, qui avait déjà donné au général de Wrède des titres et des richesses, n'avait pas cru devoir y ajouter cette dernière distinction. Le général de Wrède, redevenu mécontent, était resté en Bavière, et avait acquis tout à coup une grande importance en obtenant le commandement de l'armée bavaroise placée sur l'Inn, en face de l'armée autrichienne du prince de Reuss. Si Augereau avec une vingtaine de mille hommes était venu le joindre sur l'Inn, on l'aurait maintenu, et M. d'Argenteau avait fort insisté pour qu'on prît cette précaution. Mais Napoléon avait eu besoin d'Augereau ailleurs, et les Bavarois n'étant ni soutenus, ni contenus, avaient bientôt cédé au sentiment de tous les Allemands. Au lieu de tenir tête au prince de Reuss, le général de Wrède était entré en pourparlers avec lui. Les Autrichiens, au nom de la coalition, avaient promis au général de Wrède le commandement des deux armées bavaroise et autrichienne réunies sur l'Inn, et au roi la conservation de ses États, sauf un équivalent en population et en revenu pour les provinces qu'ils entendaient recouvrer, c'est-à-dire, le Tyrol et les bords de l'Inn. M. de Montgelas lui-même, sentant qu'il ne pouvait se maintenir à son poste qu'en changeant bien vite de politique, avait accueilli les propositions des puissances coalisées, espérant que la Bavière conservant ses agrandissements, il conserverait sa situation. Seulement il avait changé, non comme change la force (ainsi qu'avait fait M. de Metternich), mais comme change la faiblesse, et il avait adhéré à la coalition sans même nous avertir. Il nous avait abandonnés en protestant toujours de sa fidélité. Le roi ayant contre lui sa femme, son fils, son peuple, son ministre, son général, n'était pas de caractère à résister à tant de contradicteurs, et quand on était venu lui dire que, sauf équivalent, il conserverait ses États, et surtout quand on avait ajouté que s'il refusait il fallait, comme en 1805, évacuer sa capitale devant l'armée autrichienne, pour aller se jeter dans les bras de Napoléon, non pas vainqueur mais vaincu, il n'avait plus hésité, et avait signé le 8 octobre un traité d'alliance offensive et défensive avec la coalition. Des transports de joie avaient éclaté à cette nouvelle dans toute la Bavière, et avaient confirmé sa résolution.

Rien n'était plus amené par des causes irrésistibles qu'un pareil changement, mais la décence voulait au moins que la Bavière, que nous avions si richement dotée, en nous quittant pour sa sûreté, laissât à d'autres, pour son honneur, le soin de nous détruire. Il n'en fut point ainsi, et le gouvernement bavarois, afin de s'assurer sa rentrée en grâce auprès des souverains coalisés, le général de Wrède afin de s'assurer le bâton de maréchal, mirent grande hâte à porter l'armée austro-bavaroise de l'Inn sur le haut Danube, du Danube sur le Main. Cette armée composée par moitié d'Autrichiens et de Bavarois, et forte de 60 mille hommes, avait marché avec une telle rapidité, qu'on la disait déjà rendue à Wurzbourg, et prête à couper aux environs de Francfort la route de Mayence.

A cette annonce Napoléon sourit de mépris, et du reste sentit l'erreur de sa politique à l'égard de l'Allemagne, politique qui, au lieu de se borner à un peu d'appui donné aux États secondaires, s'était étendue jusqu'à vouloir en faire

des sujets de la France. Il se décida donc à quitter Erfurt pour prendre la route de Mayence. L'armée austro-bavaroise ne l'effrayait guère, mais ayant 200 mille hommes derrière lui, il devait compter les jours et les heures avec une extrême précision.

Après trois jours passés à Erfurt, il partit pour Eisenach afin de franchir avant les coalisés les défilés de la forêt de Thuringe. Le général Sébastiani avec le 2ᵉ corps de cavalerie, le général Lefebvre-Desnouettes avec la cavalerie légère de la garde et le 5ᵉ de cavalerie, formaient l'avant-garde, et couvraient les flancs de l'armée en battant la campagne à droite et à gauche. Les maréchaux Victor et Macdonald suivaient avec les débris des 2ᵉ et 11ᵉ corps; puis venait le maréchal Marmont qui réunissait sous ses ordres les débris des 6ᵉ, 5ᵉ et 3ᵉ corps, Durutte et Semelé qui conduisaient leurs divisions, uniques restes des 7ᵉ et 16ᵉ corps. Napoléon ayant sous la main la vieille garde, le 1ᵉʳ de cavalerie et la grosse cavalerie de la garde, formait le noyau principal de l'armée. Oudinot et Mortier avec les quatre divisions de la jeune garde, Bertrand avec le 4ᵉ corps accru de la division Guilleminot, et le 4ᵉ de cavalerie, composaient l'arrière-garde. Le total de ces troupes ne montait pas à plus de 70 mille hommes ayant un fusil à l'épaule, tant la débandade s'était propagée de Leipzig à Erfurt. Venaient ensuite 30 à 40 mille hommes sans armes, toujours logés entre les corps organisés, les gênant dans le combat, dévorant leurs vivres au bivac.

Les armées coalisées après deux ou trois jours passés à Leipzig, et employés soit à triompher, soit à se remettre d'une lutte si rude, avaient été distribuées d'une manière nouvelle, et s'étaient ensuite dirigées vers leur destination ultérieure. Le général Klenau avait été renvoyé sur Dresde avec son corps, pour tâcher d'amener la reddition de cette place et des troupes françaises qui l'occupaient. Le général Tauenzien, déjà détaché de l'armée du Nord, avait été chargé de poursuivre la reddition de Torgau et de Wittenberg, et le général Benningsen, avec l'armée dite de Pologne, avait été expédié sur Magdebourg et Hambourg pour opérer le blocus, et, s'il était possible, la conquête de ces places. L'armée du Nord avait été acheminée sur Cassel, afin d'achever, si elle n'était consommée déjà, la destruction de la monarchie du roi Jérôme. Elle devait ensuite revenir vers la Westphalie, le Hanovre, la Hollande. Enfin, Blucher et le prince de Schwarzenberg, avec 160 mille hommes environ, s'étaient mis à la poursuite de l'armée de Napoléon qu'ils serraient de près dans l'espérance de le placer entre deux feux, de Wrède devant l'attaquer en tête, tandis qu'ils l'attaqueraient en queue. Blucher, élevé par son roi à la dignité de maréchal, et ayant mérité plus qu'aucun autre les récompenses de la coalition, avait été dirigé sur Eisenach, pour de là se rendre, non sur Francfort, mais sur Wetzlar, afin d'empêcher que Napoléon, coupé de la route de Mayence, ne se rejetât sur celle de Coblentz. La grande armée de Bohême, divisée en deux, devait marcher partie par Eisenach, Fulde, Francfort, sur Mayence, partie par Gotha, Smalkalden, Schweinfurt, sur Wurzbourg. C'étaient les Autrichiens que le prince de Schwarzenberg, par un calcul facile à deviner, envoyait sur Francfort, tandis qu'il envoyait sur Wurzbourg les Russes et les Prussiens. Bien que l'empereur François, ainsi que son habile ministre, eussent sagement renoncé à la couronne impériale germanique, cependant ils voulaient en Allemagne la suprématie sous une forme quelconque, et leur présence à Francfort, ville de l'élection impériale, pouvait y faire éclater des manifestations utiles, dont ils se serviraient pour recouvrer quelque chose de leur ancienne domination, ou pour faire valoir au moins leur désintéressement.

La distribution des forces étant ainsi faite, chacun avait suivi l'armée française. En effet, Sébastiani et Lefebvre-Desnouettes avaient trouvé aux environs d'Eisenach quantité de Cosaques et de coureurs de toute espèce, tant à pied qu'à cheval, et les avaient dispersés, en les obligeant à se cacher dans la forêt de Thuringe. Les 26 et 27 octobre, l'armée elle-même avait défilé sans grande difficulté; pourtant l'arrière-garde d'Oudinot et de Mortier, composée de la jeune garde, s'était vu assaillir par l'impétueux Blucher, à qui elle avait résisté énergiquement. On avait perdu de part et d'autre un millier d'hommes, mais l'ennemi avait ramassé de nombreux traînards que, dans ses bulletins beaucoup plus inexacts que les nôtres, il présentait comme des prisonniers recueillis sur le champ de bataille.

Le 26, Napoléon vint coucher à Vach, au delà des défilés de la Thuringe, le 27 à Hünfeld, le 28 à Schlüchtern. Une fois arrivés sur le versant de la forêt de Thuringe qui regarde vers le Rhin, nous fûmes poursuivis moins vivement, parce que Blucher s'était détourné à droite pour s'acheminer par Wetzlar sur le Rhin, et que les

Prussiens et les Russes avaient pris à gauche pour se diriger sur Wurzbourg. Il n'y avait plus dès lors sur nos traces que les Autrichiens, vigoureusement contenus par Mortier, Oudinot et Bertrand. On avait surtout affaire aux Cosaques et en général à la cavalerie ennemie qui nous causait, en ramassant les traînards, tout le mal qu'elle pouvait nous faire. Ce mal n'était, hélas! que trop grand, car la rapidité des marches et la difficulté de subsister faisaient sortir des rangs les hommes par milliers. La division Semelé, par exemple, qui, après sa réorganisation à Erfurt, comptait environ 4 mille hommes, était réduite, de l'autre côté des montagnes de la Thuringe, à 1,800. Les divisions de la jeune garde, atteintes elles-mêmes de cette contagion, étaient tombées, de 3 mille hommes chacune après Leipzig, à moins de 2 mille. Les malades, les blessés, qui composaient à l'origine la population flottante et désarmée, avaient expiré sur les routes par la fatigue ou par la lance des Cosaques. Ils étaient remplacés par les affamés, les dégoûtés du service, les mauvais sujets, dont le nombre augmentait à vue d'œil. Heureusement, le froid n'était pas celui de Russie, et on approchait de Mayence, car les soldats de 1813, bien inférieurs à ceux de 1812, n'auraient certainement pas soutenu les mêmes épreuves.

Dès le 27 octobre, on apprit à Schlüchtern la présence du général de Wrède à Wurzbourg, occupé à canonner cette place, que le général Thareau ne voulait pas rendre. Le général de Wrède n'avait qu'un pas à faire pour couper la route de Hanau à Mayence. On fit partir une avant-garde avec ce qu'on put réunir des traînards et des équipages, afin de se délivrer de ce qu'il y avait de plus embarrassant. Quelques troupes légères de l'armée bavaroise étaient déjà parvenues jusqu'à Hanau, petite place à demi fortifiée, au confluent de la Kinzig et du Main, qui domine de son canon la grande route de Mayence. Ces avant-gardes bavaroises n'étaient pas de force à intercepter la route, et d'ailleurs le général Préval, envoyé par le maréchal duc de Valmy à la rencontre de la grande armée, venait d'arriver à Francfort avec quatre à cinq mille hommes. Ce général avait pris position entre Francfort et Hanau sur la Nidda, afin que l'ennemi ne pût pas nous opposer l'obstacle de cette rivière et empêcher ainsi la grande armée de passer. Grâce à cette précaution, nos soldats débandés, une fois Hanau franchi, rencontraient une force pour les recueillir et les protéger jusqu'à Mayence. Divers détachements défilèrent les 27 et 28 octobre, obligeant à se replier dans Hanau les troupes légères de l'ennemi, et sauvant chaque fois quelques milliers d'éclopés, de malades ou de vagabonds. Il s'en écoula ainsi 15 à 18 mille; mais le 29, la route se trouva entièrement fermée, car le général de Wrède, désespérant de vaincre la résistance du général Thareau, avait laissé un simple détachement pour bloquer Wurzbourg, et s'était porté à Hanau avec 60 mille hommes, moitié Bavarois, moitié Autrichiens. Arrivé là, il avait détaché une division sur Francfort, et s'était placé avec le gros de ses forces en avant de Hanau, dans la forêt de Lamboy, qui traverse la grande route.

Le 29, Napoléon étant venu coucher à Langen-Sebold, apprit que la tête de l'armée était refoulée sur lui, et que les Austro-Bavarois, au nombre de 50 à 60 mille hommes, avaient la prétention de lui barrer la route du Rhin. Indigné d'une telle impudence, mais n'en étant pas fâché, car il se proposait de faire sentir le poids de son indignation au téméraire qui venait se mettre sur son chemin, il résolut de hâter le pas dans la journée du 30, pour s'ouvrir lui-même le passage avec sa vieille garde. Ce n'était pas sur ses forces numériques qu'il comptait, mais sur le sentiment de ses soldats, car, n'eussent-ils été que dix mille, ils auraient passé sur le corps de l'adversaire qui, leur allié si longtemps, se montrait si avide de leur sang et de leur liberté. Hélas! il ne nous restait pas plus de quarante à cinquante mille hommes sous les armes, tant la désorganisation allait croissant depuis les dernières marches, et de ces quarante à cinquante mille hommes, Napoléon n'en pouvait guère réunir plus d'un tiers sous sa main dans la journée du 30. Il n'avait à l'avant-garde que Sébastiani avec les 2e et 5e de cavalerie, Lefebvre-Desnouettes avec la cavalerie légère de la garde, ce qui faisait environ quatre mille chevaux, Macdonald et Victor avec cinq mille hommes d'infanterie, la vieille garde, forte de quatre mille grenadiers et chasseurs, la grosse cavalerie de la garde conservant deux à trois mille cavaliers montés, enfin la réserve d'artillerie de Drouot, en tout 16 à 17 mille hommes. Marmont avec les débris des 5e, 3e et 6e corps, Semelé, Durutte avec leurs divisions, Mortier, Oudinot avec la jeune garde, Bertrand avec le 4e, étaient en arrière, et ceux-ci à deux journées. Néanmoins, Napoléon n'hésita pas à fondre sur l'armée ba-

varoise et à la faire repentir de sa témérité. Il importait de forcer le passage pour ne pas laisser grossir et se consolider l'obstacle élevé sur nos pas.

Le 30 au matin on partit de Langeu-Sebold et on marcha sur Hanau.

A quelque distance on rencontra la division d'avant-garde du général de Wrède, la division Lamotte, postée à Rückingen. On l'aborda brusquement et on la culbuta. On la suivit vivement, et on rencontra en avant de la forêt de Lamboy, à travers laquelle passe la grande route de Mayence, l'armée austro-bavaroise elle-même. Voici quelles avaient été les dispositions adoptées par le général de Wrède.

La forêt de Lamboy s'étendait de gauche à droite, de la Kinzig aux montagnes du pays de Darmstadt. Au delà de la forêt le terrain était découvert, mais on y trouvait l'obstacle de la Kinzig, petite rivière allant tomber dans le Main, et enveloppant avant d'y tomber la place de Hanau. La route, après avoir traversé la forêt dans sa profondeur, débouchait en plaine, atteignait la Kinzig près du point où cette rivière se réunit au Main, passait ensuite à droite sous le canon de Hanau, enfin continuait jusqu'à Francfort et Mayence, entre le Main et les montagnes. Le général de Wrède avait placé en avant et sur la lisière de la forêt soixante bouches à feu, bien servies et bien appuyées, avait rempli l'intérieur de la forêt d'une multitude de tirailleurs, et rangé son armée dans la plaine au delà, le dos à la Kinzig, la droite au pont de Lamboy sur la Kinzig, la gauche en avant de Hanau. Il s'était couvert par 10 mille hommes de cavalerie. Il disposait ainsi, défalcation faite de ce qu'il avait laissé sous Wurzbourg, et de ce qu'il avait détaché sur Francfort, de cinquante-deux mille hommes environ. Les coureurs de Thielmann et de Lichtenstein l'avaient rejoint.

Napoléon, accouru de sa personne à la tête de son avant-garde, avait reconnu et jugé les dispositions de l'ennemi. Il n'avait sous la main que la cavalerie de l'avant-garde, et les cinq mille fantassins restant à Macdonald et à Victor. La vieille garde suivait.

Il fit ranger à droite sous le général Charpentier l'infanterie de Macdonald, à gauche sous le général Dubreton celle de Victor, et prescrivit à l'un et à l'autre de se répandre en tirailleurs dans les bois. Il se tint avec toute sa cavalerie sur la grande route et en présence de l'artillerie bavaroise, jusqu'à ce qu'il fût rejoint par l'artillerie de la garde. A peine le signal donné, nos adroits tirailleurs lancés dans la forêt y pénétrèrent avec la hardiesse et l'intelligence qui les distinguaient. Une fusillade multipliée, éclatant dans la sombre épaisseur des bois, les éclaira bientôt de mille feux. Nos tirailleurs gagnèrent successivement du terrain sur le flanc des troupes qui soutenaient l'artillerie ennemie, et les obligèrent à rétrograder. Peu après, une portion de notre artillerie, ayant été amenée, canonna vivement celle des Bavarois, qui était dénuée de l'appui de l'infanterie, et la contraignit à se replier. On poussa ainsi les Bavarois dans l'intérieur de la forêt, et on en traversa la plus grande partie à leur suite, en tiraillant toujours sur leurs flancs. Cependant la division Curial de la vieille garde, ayant rejoint Napoléon, dirigea deux bataillons de cette division sur la colonne en retraite, et acheva de la rejeter de la forêt dans la plaine. Parvenu à la lisière des bois, on aperçut cinquante mille hommes en bataille, le dos à la Kinzig, s'appuyant d'un côté au pont de Lamboy en face de notre gauche, et de l'autre à la ville de Hanau en face de notre droite. En avant se trouvait la belle et nombreuse cavalerie de l'ennemi. Napoléon, pour déboucher, attendit que toute son artillerie fût venue, ainsi que l'infanterie et la cavalerie de la vieille garde. Lorsque les Bavarois, qui avaient honorablement servi dans nos rangs, mais qui savaient ce qu'était la garde, la virent paraître en ligne, ils en furent profondément émus, surtout leur général de Wrède, qui comprit quelle faute il avait commise en se plaçant avec une rivière à dos devant de pareilles troupes. Il avait cru que la grande armée arriverait tellement talonnée par les coalisés, qu'il n'aurait plus que des prisonniers à recueillir.

Napoléon, en apercevant ces dispositions, dit avec ironie : Pauvre de Wrède, j'ai pu le faire comte, mais je n'ai pu le faire général. — Sur-le-champ il range quatre-vingts bouches à feu de la garde à la lisière de la forêt, étendit à gauche les grands bonnets à poil de la division Friant, et à droite la cavalerie de Sébastiani, de Lefebvre-Desnouettes, de Nansouty.

Après quelques instants d'une violente canonnade, il agit d'abord par sa droite et lança toute sa cavalerie sur celle du général de Wrède. Nos grenadiers, nos chasseurs à cheval de la garde, étaient impatients de fouler aux pieds les alliés infidèles qui venaient imprudemment leur barrer le chemin de la France. Les escadrons

bavarois furent rejetés d'un seul choc sur les escadrons autrichiens. Ceux-ci chargèrent à leur tour, mais l'exaspération de notre cavalerie était au comble ; elle renversa tout ce qui s'offrit à elle, et culbuta sur la Kinzig et Hanau la gauche de l'armée austro-bavaroise. Au centre les flots de la cavalerie ennemie, dans le va-et-vient de ces charges répétées, vinrent un moment se jeter sur les quatre-vingts bouches à feu de la garde. Drouot faisant serrer ses pièces, et plaçant en avant ses canonniers la carabine à la main, arrêta les escadrons ennemis, puis les cribla de mitraille lorsqu'ils se replièrent. Quand notre infanterie accourut à son secours, il était déjà dégagé.

Le général de Wrède, acculé sur la Kinzig, ne vit d'autre ressource que de ramener son armée sur sa droite, afin de lui faire repasser la Kinzig au pont de Lamboy. Pour favoriser ce mouvement, et se procurer l'espace dont il avait besoin, il essaya une attaque sur notre gauche. Mais là justement se trouvaient les grenadiers de Friant. Ces braves gens, dont le courage était trop souvent enchaîné, partageaient l'exaspération de toute l'armée. Ils marchèrent appuyés des troupes de Marmont, dont la tête venait d'arriver, abordèrent les Bavarois à la baïonnette, les poussèrent sur les troupes occupées à franchir la Kinzig, et en percèrent sept à huit cents de leurs baïonnettes. De Wrède repassa la Kinzig en désordre, laissant dans nos mains dix à onze mille morts, blessés ou prisonniers. Cette brillante rencontre nous avait coûté tout au plus trois mille hommes. La majesté de l'armée française était dignement vengée.

Toutefois il ne fallait pas perdre de temps à compter nos trophées, car de Wrède, replié avec quarante mille hommes derrière la Kinzig, pouvait apercevoir notre petit nombre, et déboucher de Hanau pour nous barrer le chemin. Le lendemain 31 octobre, Napoléon, fier non pour lui mais pour ses soldats, de cette nouvelle bataille de la Bérézina, se mit en marche avec Sébastiani, Lefebvre-Desnouettes, Macdonald, Victor et la vieille garde, afin d'aller rouvrir la route de Mayence, si elle était interceptée quelque part. Il laissa Marmont pour border la Kinzig, et empêcher l'ennemi de déboucher de Hanau, dont le canon enfilait la chaussée.

Le 31 au matin, le maréchal Marmont fit enlever Hanau, que l'ennemi dans sa terreur avait presque entièrement évacué, et, en partant vers le milieu du jour, confia au général Bertrand, qui le suivait, la garde de ce poste. Le général Bertrand y passa la nuit, toujours dans l'intention de contenir les Bavarois et de les empêcher de couper la route. Le 1er novembre au matin, de Wrède, voulant prendre une revanche, et se flattant de ne plus trouver devant lui qu'une faible arrière-garde sur laquelle il se dédommagerait de son échec, essaya de déboucher de la Kinzig en traversant le pont de Lamboy à notre gauche, et en tâchant de reprendre Hanau à notre droite. Devant le pont de Lamboy Bertrand avait placé la division Guilleminot, au centre la division Morand, qui pouvait canonner Hanau par-dessus la Kinzig, devant Hanau même la division italienne, partie dans cette ville, partie le long de la Kinzig, avec mission de protéger la grande route.

De Wrède à la pointe du jour assaillit les Italiens dans Hanau, leur prit une des portes, pénétra dans la ville, et les refoula sur le pont de la Kinzig, vers lequel il courut pour s'en emparer, et occuper ensuite la route. Mais Morand, tirant par-dessus la Kinzig, atteignit en flanc la colonne du général de Wrède, et la couvrit de projectiles. Les Italiens, reprenant courage, revinrent à la charge, et rejetèrent les Bavarois dans Hanau. De Wrède reçut au bas-ventre une blessure qui le fit supposer mort, tant elle était grave.

An même instant, sur notre gauche les Austro-Bavarois tentèrent de franchir la Kinzig sur les chevalets du pont de Lamboy, à demi brûlés. Guilleminot en laissa passer un certain nombre, puis les culbuta dans la Kinzig à la baïonnette. De toutes parts ils furent ainsi refoulés au delà de la Kinzig, et condamnés à une nouvelle humiliation. Cette tentative leur coûta encore de 1,500 à 2,000 hommes. Nos canons, libres enfin de courir sur ce chemin de Mayence, y trouvèrent tant de cadavres, qu'ils roulaient, dit un témoin oculaire fort illustre, dans une boue de chair humaine [1]. Funèbre et terrible rentrée de la grande armée en France !

Au surplus, le corps du général Bertrand avait été le dernier à prendre la route de Hanau. Le maréchal Mortier avec la jeune garde, informé des difficultés qu'on rencontrait sur cette voie, avait fait un détour à droite, et avait regagné Francfort sain et sauf. Le 4 novembre, la grande armée acheva d'entrer dans Mayence, tristement triomphante ! La cavalerie resta seule en dehors

[1] Expression du maréchal Gérard, de la bouche duquel je l'ai autrefois recueillie.

pour recueillir les plus attardés de nos traînards. Il en avait passé près de quarante mille en quelques jours.

Ainsi nous revîmes le Rhin, après tant de victoires suivies maintenant de tant de revers, le Rhin, que nous avions l'espérance fondée de repasser paisiblement, après une paix glorieuse et générale. Il aurait pu en être ainsi, mais l'orgueil indomptable de Napoléon ne l'avait pas permis!

Napoléon était en ce moment dans Mayence, pouvant se convaincre de ses yeux de toute l'étendue de ses fautes. Ce Rhin devenu tellement notre propriété, que six mois auparavant on aurait regardé comme une grande preuve de modération de notre part de nous en contenter, ce Rhin, il était douteux que nous pussions le défendre! Napoléon avait tant songé à la conquête, et si peu à la défense, que le sol de l'Empire se trouvait presque entièrement découvert. Excepté en Italie, qui était de la conquête aussi, on n'avait rien fait aux places de la frontière. Napoléon avait bien commencé à y penser, mais à une époque où il ne restait plus assez de temps pour que les ordres donnés reçussent leur exécution. Les grands approvisionnements mêmes provoqués par l'intermédiaire de M. de Bassano après la bataille de Dennewitz, délibérés, résolus entre les principaux ministres à Paris, avaient été contremandés par Napoléon à cause de la dépense, et surtout à cause des alarmes qu'il craignait de répandre sur le Rhin. Aussi le long de cette frontière qui aurait dû être le premier objet de nos soins, tout était-il dans un état déplorable. On s'était épuisé en munitions, en armes de toutes espèces pour Erfurt, Dresde, Torgau, Magdebourg, Hambourg, et les arsenaux français étaient vides. Les approvisionnements en bois ordonnés depuis peu de jours n'étaient pas commandés. Les approvisionnements de siége se trouvaient dans le même cas[1]. Le personnel était encore plus insuffisant que le matériel. A Strasbourg, Landau, Metz, Coblentz, Cologne, Wezel, il n'y avait que quelques compagnies de gardes nationales levées à la hâte par les préfets, et qui savaient à peine tirer un coup de fusil. Mayence seule, vaste dépôt de recrues qu'on n'avait pas eu le temps d'expédier, de maraudeurs successivement rentrés, de malades, de blessés transportés comme on avait pu, centre enfin de ralliement pour nos débris de toute espèce, Mayence contenait des moyens de défense. Mais c'est une armée qu'il aurait fallu dans cette place, et ce qui rentrait, quoique ce fût la grande armée, n'aurait pas fourni 40 mille hommes en état de combattre. Les divisions de la jeune garde qui s'étaient si bien conduites, comprenant 8 mille hommes à la reprise des hostilités, 3 mille encore après Leipzig, étaient réduites les unes à 1,000, les autres à 1,100 hommes. Tous les corps étaient diminués dans la même proportion.

Napoléon, voulant réserver à Mayence ce qu'il avait ramené de meilleur, y laissa le 4e corps sous le général Bertrand. Ce corps était destiné à former l'avant-garde de la future armée que Napoléon espérait composer. Il devait comprendre la division Morand qui en avait toujours fait partie, la division Guilleminot qu'on lui avait récemment adjointe, les divisions Durutte et Semelé, seuls restes, comme nous l'avons dit, des 7e et 16e corps. Ces quatre divisions, même après quelques jours de repos, ne comptaient pas quinze mille soldats. Napoléon ordonna qu'elles fussent immédiatement réorganisées au moyen des hommes débandés qu'on arrêtait au passage du Rhin. La cavalerie de la garde fut employée à recueillir ces hommes à plusieurs lieues au-dessus et au-dessous de Mayence. Mais les fusils, les vêtements, les souliers, les vivres qu'on leur distribuait ne pouvaient surmonter l'influence des mauvaises habitudes qu'ils avaient contractées, et, bien que la plupart d'entre eux se fussent comportés très-bravement deux ou trois semaines auparavant, il était douteux qu'on parvînt à en faire encore des soldats. A peine cessait-on d'avoir l'œil sur eux, qu'ils désertaient à l'intérieur. Les cadres restaient excellents, et tout prouvait que, grâce à eux, il serait plus facile de créer des soldats avec des conscrits sortant de leurs chaumières, qu'avec des hommes qu'on venait d'exposer trop tôt, trop à l'improviste, et sans l'encouragement de la victoire, aux plus cruelles extrémités de la guerre.

En quelques jours cependant, on reporta au nombre de vingt et quelques mille hommes ce 4e corps, dernière représentation de l'armée qui avait combattu à Lutzen, Dresde et Leipzig. Lefebvre-Desnouettes lui fut attaché avec la cavalerie légère de la garde et les vieux dragons du 5e corps, composant en tout 3 à 4 mille chevaux. On lui donna une bonne artillerie. La garde du Rhin fut partagée entre les trois maréchaux Marmont, Macdonald et Victor. Le maréchal

[1] Nous parlons d'après les rapports des maréchaux envoyés sur le Rhin pour y commander.

Marmont fut chargé de garder depuis Landau jusqu'à Coblentz avec les débris des 6°, 5° et 3° corps d'infanterie, des 1er et 5° de cavalerie. Il devait avoir Mayence et le général Bertrand sous ses ordres, et procéder à la recomposition des troupes comprises dans l'étendue de son commandement. La jeune garde fut placée un peu en arrière de Mayence, pour se réorganiser sous les yeux du maréchal Mortier. Il en fut de même pour la cavalerie de la garde. Le maréchal Macdonald fut envoyé à Cologne avec le 11° corps, qu'il devait également recomposer. On lui donna le 2° de cavalerie pour veiller à la garde du Rhin, et empêcher les Cosaques de le franchir. Ce qui restait des Polonais, infanterie et cavalerie, fut envoyé à Sedan, où était l'ancien dépôt de ces troupes alliées, pour y recevoir une nouvelle organisation. Le maréchal Victor fut établi à Strasbourg avec le 2° corps, qui avait fait sous ses ordres la campagne de 1813, et s'y était couvert de gloire. C'est avec ces débris que les trois maréchaux devaient protéger la frontière de l'Empire. Les gendarmes, les douaniers revenus de tous les pays que nous avions occupés, arrêtaient sur le Rhin les hommes débandés qui arrivaient, et tâchaient de les faire rentrer à leurs corps. C'est avec cette ressource, dont nous avons dit la valeur, qu'on espérait recruter les troupes cantonnées sur la frontière. Malheureusement, outre leurs mauvaises dispositions morales, elles venaient d'être atteintes par une affreuse contagion physique. La fièvre d'hôpital née dans nos vastes dépôts de l'Elbe, due à l'encombrement des hommes, aux fatigues, à la mauvaise nourriture, aux pluies continuelles des deux derniers mois, et aux passions tristes dont avaient été affectés nos blessés et nos malades, s'était répandue partout où nous avions passé, et avait déjà envahi les bords du Rhin. De tous les fléaux qui nous avaient poursuivis, celui-là était le plus redoutable. Il venait de pénétrer à Mayence, d'y exercer déjà de notables ravages, et en faisait craindre de terribles ! De là il avait descendu le Rhin, et l'avait même remonté. Ainsi aucune calamité ne semblait devoir nous être épargnée.

Napoléon, après avoir pourvu au plus pressé par un séjour d'une semaine à Mayence, partit pour Paris le 7 novembre, afin de se transporter au centre d'un gouvernement dont il était le moteur indispensable, et de préparer les moyens d'une nouvelle et dernière campagne. Tandis qu'il était occupé à faire des efforts inouïs pour tirer de la France épuisée les ressources qu'elle contenait encore, et arrêter sur la frontière des ennemis qu'une longue oppression avait rendus implacables, il y avait, du Rhin à la Vistule, en soldats vieux ou jeunes, et actuellement assiégés ou bloqués par les légions de l'Europe coalisée, de quoi composer l'une des meilleures armées qu'il eût jamais rassemblées. Il avait laissé à Modlin 3 mille hommes, à Zamosc 3, à Dantzig 28, à Glogau 8, à Custrin 4, à Stettin 12, à Dresde 30, à Torgau 26, à Wittenberg 3, à Magdebourg 25, à Hambourg 40, à Erfurt 6, à Wurzbourg 2, ce qui faisait une force totale de 190 mille hommes, presque tous valides (car nous n'avons admis dans cette évaluation ni les malades ni les blessés), tous aguerris ou instruits, commandés par des officiers excellents, et comprenant notamment des soldats d'artillerie et du génie incomparables. Jamais plus belle armée n'eût porté le drapeau de la France, si, par un miracle, on avait pu réunir ses débris épars, et leur rendre l'ensemble que leur isolement dans des postes éloignés leur avait fait perdre. Napoléon, ainsi qu'on l'a vu, dans l'espérance de se retrouver en une seule bataille reporté sur l'Oder et la Vistule, avait voulu en conserver les forteresses de manière à se replacer soudainement dans son ancienne position. C'est par ce motif qu'il avait consacré une soixantaine de mille hommes aux places fortes de l'Oder et de la Vistule. Pendant l'armistice il aurait pu les ramener tous, et en renforcer sa ligne de l'Elbe; mais, séduit par la même espérance, il avait persisté dans la même faute, et il venait de l'aggraver prodigieusement, en quittant l'Elbe sans en retirer les garnisons. C'est ainsi que ces 190 mille hommes si précieux, suffisant au printemps pour former le fond d'une superbe armée de 400 mille hommes, avaient été sacrifiés. Il est vrai que dans ces 190 mille hommes il y avait 30 mille étrangers, voulant rentrer au sein de leur patrie depuis que leurs gouvernements avaient rompu avec la France; mais dans ces 30 mille hommes, s'il y avait 20 mille Allemands ou Illyriens sur lesquels il ne fallait plus compter, il y avait 10 mille Polonais devenus aussi braves, et restés aussi fidèles que les soldats de notre vieille armée. C'était donc toujours la perte certaine de 170 mille hommes due à une confiance aveugle dans la victoire, et à la funeste passion de rétablir en une journée une grandeur détruite par plusieurs années de fautes irréparables !

Un miracle, avons-nous dit, pouvait les rendre à la France. Sans doute, si un homme intré-

pide, audacieux, et surtout heureux, se trouvant à la tête de l'une de ces garnisons, était sorti de la place qu'il occupait, en forçant le blocus établi autour de ses murs, qu'il se fût réuni à la garnison la plus voisine, et qu'allant ainsi de l'une à l'autre il eût composé une armée, il est probable, vu le peu de troupes laissées par les coalisés sur leurs derrières, qu'il aurait pu atteindre l'Elbe et le Rhin, et entrer en France à la tête d'une force redoutable. Mais dans laquelle des places bloquées ce miracle pouvait-il s'accomplir? Ce n'est pas assurément dans les places les plus éloignées. Les garnisons de Modlin et de Zamosc, par exemple, composées de Lithuaniens et de Polonais peu enclins à sortir de chez eux, étaient beaucoup trop distantes l'une de l'autre, trop peu nombreuses, pour essayer de hardies concentrations de troupes. Celle de Dantzig, qui, même après les maladies rapportées de Russie, comptait encore vingt et quelques mille hommes, aurait pu s'échapper sans doute, en culbutant ceux qui auraient essayé de l'arrêter. Mais elle aurait été suivie à outrance par des forces supérieures, peut-être détruite avant d'arriver à l'Oder, où l'attendaient du reste, si elle y était arrivée, 9 mille Français ou alliés à Stettin, 4 mille à Custrin. Mais, outre la difficulté naissant de la distance, il y en avait une dans les instructions de Napoléon. Il avait ordonné au général Rapp de ne livrer Dantzig que sur un ordre de sa main, de s'y faire tuer plutôt que de se rendre, et le général Rapp, privé de nouvelles, ne devant pas ajouter foi à celles de l'ennemi, ne pouvait pas assez connaître la situation pour se croire autorisé à changer les instructions si précises, si formelles, qu'il avait reçues de Napoléon. Les trois garnisons de l'Oder, celles de Stettin, Custrin, Glogau, quoique plus rapprochées de l'Elbe, étaient encore trop distantes entre elles, trop peu considérables, et trop surveillées, pour tenter avec quelques chances de succès des réunions de forces qui leur eussent permis de regagner le Rhin.

Ce sont les garnisons de l'Elbe, celles de Hambourg, Magdebourg, Wittenberg, Torgau, Dresde, qui formaient des rassemblements de 20 et 30 mille hommes, qui étaient fort voisines les unes des autres, et n'avaient pour rejoindre la France qu'à traverser la Westphalie, exempte de la présence de l'ennemi, ce sont celles-là qui auraient pu prendre l'initiative, et rendre à la France cent mille hommes, avec des chefs illustres tels que Saint-Cyr et Davoust. Entre ces places fortes de l'Elbe, c'étaient évidemment les deux places extrêmes de Dresde et de Hambourg, ayant des maréchaux en tête, et chacune 30 mille hommes au moins, qui auraient pu essayer d'opérer une concentration subite, et, entre ces dernières enfin, c'est de la garnison de Dresde qu'on était le plus fondé à l'attendre.

Pour qu'un chef commandant une force considérable et chargé d'un poste important prît sur lui de l'évacuer spontanément, afin de revenir sur le Rhin, il fallait que l'ordre d'idées dans lequel il avait été entretenu l'y autorisât. Le maréchal Davoust n'était pas dans ce cas. Il savait que Hambourg avait été la cause principale de la rupture des négociations de Prague, que Napoléon y tenait, au point d'avoir bravé une guerre mortelle plutôt que d'y renoncer, que Hambourg était l'appui des garnisons de l'Oder et de Dantzig, le boulevard de la Westphalie et de la Hollande, le lien avec le Danemark, et que l'abandonner était une résolution capitale, ne pouvant appartenir qu'au chef de l'État lui-même. Voilà tout un ensemble de considérations qui n'était pas fait pour lui inspirer la pensée de l'évacuation. Mais il y avait de plus pour l'en détourner deux raisons décisives. Il possédait à Hambourg tous les moyens de se soutenir longtemps, et il le prouva bientôt; dès lors il n'y avait pour lui aucune obligation immédiate de changer de position. Secondement, en supposant qu'il sentît la nécessité de rentrer en France à la tête des garnisons restées au dehors, il ne pouvait prendre sur lui de remonter l'Elbe pour se porter à Torgau et à Dresde, car il serait allé dans un cul-de-sac sans retraite possible, puisque entre Dresde et Mayence il y avait la coalition tout entière. Il devait donc, s'il avait cette pensée d'une concentration spontanée, attendre dans le poste où il était qu'on vînt à lui avec les garnisons de Dresde, de Torgau, de Magdebourg, et alors avec cent mille hommes il serait retourné en France par la Westphalie et Wesel. Ainsi, outre que l'ordre d'idées dans lequel il avait été entretenu ne devait pas l'engager à quitter Hambourg, à moins d'une nécessité pressante, la concentration ne se présentait pas comme chose exécutable du bas Elbe vers le haut, mais du haut vers le bas.

Ces simples réflexions démontrent que c'est à Dresde qu'aurait dû naître la résolution de réunir les garnisons voisines, et de former une force successivement croissante, pour rentrer en

France. Tout devait en effet y disposer le maréchal Saint-Cyr, commandant à Dresde, et les idées antérieures dont il avait eu l'esprit rempli, et l'urgence de sa situation, et enfin les moyens dont il était pourvu. D'abord Dresde n'était point une place forte où l'on pût se maintenir : c'était un poste militaire à conserver quelques jours seulement, que Napoléon n'avait entendu garder que très-passagèrement, et que, sans le prescrire formellement, il avait presque d'avance ordonné d'évacuer, en disant dans ses instructions que, si des accidents imprévus empêchaient le maréchal Saint-Cyr de rester à Dresde, il devait se diriger sur Torgau. Ainsi la pensée naturelle qu'il était impossible de ne pas concevoir, c'était celle de quitter Dresde, si on apprenait que Napoléon se fût retiré sur le Rhin. Ensuite cette place, hors d'état de tenir huit jours, n'avait plus aucune importance après le départ de la grande armée, ne couvrait rien, demeurait purement en l'air, et ne contenait pas la moindre ressource en vivres. Il y avait donc urgence de prendre un parti à son égard, et, ne pouvant revenir en France à travers la Saxe, car il aurait fallu passer sur le corps des armées coalisées, il était évident que c'est sur Torgau qu'il fallait se replier. Pour se rendre à Torgau, on n'avait que deux journées de marche. On y aurait trouvé 26 mille hommes, dont 18 mille Français valides, et on aurait été porté à 48 mille hommes, force supérieure à tout ce qu'il y avait d'ennemis sur les bords de l'Elbe. On aurait recueilli en passant 3 mille hommes à Wittenberg. En deux jours, on serait arrivé à Magdebourg, où l'on se serait renforcé de 18 à 20 mille hommes valides. On aurait donc formé tout de suite une armée de 70 mille combattants, armée qui, avant trois semaines, était sûre de ne pas rencontrer son égale jusqu'au bord de la mer. A Hambourg, on aurait fini par réunir 110 mille soldats excellents, et alors qui est-ce qui pouvait empêcher ces braves gens de regagner le Rhin?

Si donc l'impulsion première avait dû partir de quelque part pour opérer ces concentrations spontanées, c'était évidemment de Dresde et du maréchal qui commandait cette place. Il faut ajouter que l'excuse bien réelle alors, et souvent alléguée, du défaut d'indépendance et de spontanéité chez les lieutenants de Napoléon, toujours habitués à obéir, jamais à commander, que cette excuse ne saurait être donnée pour le maréchal Saint-Cyr. Indépendant par force d'esprit et par indocilité de caractère, n'admirant personne, pas même Napoléon, blâmant toutes les instructions qu'il recevait, il ne pouvait pas, comme tant d'autres, expliquer son défaut de détermination par sa soumission punctuelle aux ordres supérieurs, ordres d'ailleurs qui, après la retraite de l'armée, étaient plutôt dans le sens de l'évacuation que de la conservation de Dresde. Par conséquent, si les 170 mille Français laissés par une déplorable faute de Napoléon sur la Vistule, l'Oder et l'Elbe, avaient chance d'être sauvés, c'était, pour 100 mille au moins, par une résolution spontanée du maréchal Saint-Cyr. Cette résolution, il ne la prit point, et on va juger par les faits eux-mêmes s'il est suffisamment justifié de ne l'avoir pas prise.

A peine Napoléon avait-il quitté Dresde pour Düben, que des mouvements incessants de troupes s'étaient exécutés autour de la ville, que l'intérêt des coalisés avait paru évidemment se porter ailleurs, et qu'ils n'avaient laissé devant Dresde que des forces insignifiantes, dont il était très-possible de triompher pour tenter quelque entreprise salutaire. Au moment même de la bataille de Leipzig, lorsque Bubna, Colloredo, Benningsen, se détournèrent pour rejoindre la grande armée du prince de Schwarzenberg, leur disparition devint promptement sensible, et un général aussi heureusement audacieux que Richepanse le fut à Hohenlinden, aurait pu être tenté de suivre ces corps, et, s'il eût paru sur leurs derrières le 18, il eût certes apporté d'immenses changements à nos destinées. Il est vrai que c'eût été une résolution singulièrement téméraire, et difficile à concilier avec l'instruction de garder Dresde, que Napoléon avait donnée lorsqu'il avait formé son grand projet de marcher sur Berlin à la suite de Bernadotte et de Blucher, pour revenir par Dresde sur les derrières de l'armée de Bohême. On n'est donc pas fondé à faire au maréchal Saint-Cyr un reproche de ne l'avoir pas prise. Ce maréchal s'aperçut assez vite de la disparition des principales forces stationnées devant Dresde, et il se procura la satisfaction, fort légitime, fort louable, de faire essuyer un échec au faible corps de blocus qu'on avait laissé devant lui, mais il s'en tint là. Quelques jours après, n'apprenant rien, ne voyant rien venir, il commença d'être inquiet ; on le fut bientôt autour de lui, et on se demanda ce qu'avait pu devenir la grande armée. Rester enfermé dans cette prison, où il y avait peu de vivres, peu de munitions, au milieu d'une population tranquille, mais peu bienveillante, à laquelle on était fort à charge,

rester, disons-nous, dans un tel coupe-gorge, répugnait à tout le monde, et à chaque instant surgissait l'idée de s'en aller, car on savait bien qu'on n'avait rien à faire à Dresde, si ce n'est d'y périr. Cette pensée de se retirer étant dans toutes les têtes, le maréchal Saint-Cyr convoqua un conseil de guerre, composé du comte de Lobau, du général Durosnel, du général Matthieu Dumas et de quelques autres. Avec sa remarquable sagacité, le comte de Lobau dit qu'il n'y avait qu'une chose à tenter : c'était de se retirer sur Torgau, où l'on trouverait une garnison nombreuse, des vivres, et en tout cas la route ouverte de Magdebourg. Les autres généraux furent effrayés de la responsabilité qu'on assumerait sur soi en se retirant, et dirent que le moment n'était pas venu de se croire abandonné, et dès lors de prendre un parti aussi décisif. A la vérité, le doute était encore permis le 21 octobre, l'évacuation de Leipzig n'ayant eu lieu que le 19. Bientôt cependant la joie non dissimulée des Saxons, les communications de l'ennemi, intéressé à nous désespérer, nous apprirent le désastre de Leipzig, et la retraite forcée de Napoléon sur le Rhin. Dès lors il était évident qu'il fallait prendre un parti, et le prendre sur-le-champ, avant que toutes les routes fussent fermées. C'est en ce moment qu'il eût fallu convoquer un conseil de guerre, et obliger chacun à délibérer en présence du désastre constaté de la grande armée, et de l'impossibilité démontrée d'être secouru.

En adoptant les évaluations les plus affaiblies, on pouvait mettre sous les armes 25 mille hommes parfaitement valides, et tout porte à croire qu'à la nouvelle du départ on aurait été 30 mille le fusil à l'épaule. On n'avait pas 25 mille hommes devant soi, et, fussent-ils le double, comme ils devaient être répartis sur les deux rives de l'Elbe, il y avait certitude de se faire jour, en perçant sur un point quelconque le cercle très-étendu qu'ils étaient obligés de décrire autour de la place. Enfin, on avait la perspective assurée de mourir de faim et de misère sous peu de jours, sans pouvoir s'honorer par une défense que les fortifications de la ville ne rendaient pas possible, et d'être tous tués ou pris, si on attendait que les forces ennemies parties pour Leipzig fussent revenues sur Dresde. Si jamais il y a eu urgence à se décider, évidence dans le parti à embrasser, c'était certainement dans cette occasion.

Le maréchal Saint-Cyr avait infiniment d'esprit, était au feu un brave soldat, avait de plus une véritable indépendance de caractère, et cependant il donna ici la preuve que ces qualités très-réelles ne sont pas celles qui, dans certaines circonstances, produisent les grandes inspirations. Il ne résolut rien, ne fit rien, et laissa écouler le temps en hésitations regrettables. Il eut la singulière pensée d'envoyer un agent secret au gouverneur de Torgau, pour savoir si on aurait des vivres à lui donner dans le cas où il se replierait sur cette place. La question était inutile, car, outre que nous avions toujours tiré de Torgau nos approvisionnements en grains, et qu'on avait avec soi l'excellent général Matthieu Dumas, au fait par ses fonctions de toutes les ressources de l'armée, il ne s'agissait pas de descendre sur Torgau pour y rester, mais pour y passer, chose bien différente. L'agent pénétra, reçut pour réponse qu'on avait des vivres dont on ferait part volontiers à ses voisins de Dresde s'ils avaient la bonne inspiration de venir; mais il ne put pas remonter l'Elbe, et fut arrêté. On demeura ainsi sans réponse et sans résolution, non-seulement pendant la fin d'octobre, mais jusqu'aux premiers jours de novembre. Deux semaines s'étant écoulées, le cordon du blocus se resserrant à chaque heure, toute espérance de secours étant évanouie, le maréchal Saint-Cyr prit enfin un parti, mais malheureusement un demi-parti, et le plus dangereux qu'on pût prendre. Comme il n'y avait qu'une chose à essayer, celle de se retirer sur Torgau, il n'imagina pas d'en tenter une autre, et résolut d'envoyer le comte de Lobau avec 14 mille hommes dans la direction de cette place, de lui faire descendre l'Elbe par la rive droite, puis, si le comte de Lobau réussissait à percer, de suivre lui-même avec le reste de son armée. On ne comprend pas qu'un homme qui avait tant de fois déployé une si grande sagacité à la guerre, pût songer à faire une tentative pareille. Si on avait une chance, et on n'en avait pas une, mais cent, de percer la ligne de blocus, c'était en marchant tous ensemble, et en ne laissant rien après soi. Il était impossible en effet qu'en donnant tête baissée sur cette ligne, nécessairement mince à cause de son étendue, on ne parvint pas à la rompre. Le général Brenier avait eu pour sortir de Ciudad-Rodrigo en 1811 de bien autres dangers à courir, et les avait néanmoins surmontés.

Le maréchal Saint-Cyr confia donc au comte de Lobau le soin de descendre par la rive droite sur Torgau avec 14 mille hommes. Ce dernier

fit la remarque fort juste que l'entreprise, sûre quinze jours auparavant, et avec toutes les forces du corps d'armée, devenait bien douteuse dans le moment, et avec la moitié de ce corps seulement. Il obéit néanmoins, et il sortit de Dresde le 6 novembre. Il avait avec lui un lieutenant du plus grand mérite, le brave et intelligent général Bonnet. A quelques lieues de Dresde, sur la rive droite, on rencontra les premiers postes ennemis, et on leur passa sur le corps. Plus loin, on trouva une position bien défendue, qu'on ne pouvait emporter sans doute qu'avec une large effusion de sang, mais qui ne présentait rien d'insurmontable. D'ailleurs, on voyait l'ennemi s'affaiblir sur son front, et se renforcer sur ses ailes, pour courir sur nos derrières et nous interdire le retour vers Dresde. Ce mouvement prouvait clairement que, dans le désir naturel de ne pas nous laisser rentrer à Dresde, l'ennemi allait nous ouvrir lui-même la route de Torgau. Si toute l'armée eût été réunie, on n'aurait pas pu souhaiter mieux que de voir l'ennemi exécuter une semblable manœuvre, puisque la difficulté, au lieu d'être derrière nous, était devant nous. Mais une moitié du corps d'armée étant restée à Dresde, ce mouvement devenait très-inquiétant, et on se hâta de revenir sur Dresde pour n'être pas séparé de tout ce qui s'y trouvait encore.

Le résultat était certes la démonstration la plus évidente de la faute commise, faute étrange de la part de l'un des militaires les plus distingués de cette grande époque guerrière. Une fois la colonne rentrée à Dresde, cette fausse démarche fut tenue pour la condamnation formelle de toute entreprise sur Torgau, et, comme il n'y en avait pas d'autre à proposer, on attendit dans une profonde tristesse que l'extrémité de cette situation fût atteinte. Le général Klenau, envoyé devant Dresde, avait résolu, quoique très-entreprenant par caractère, d'attendre la reddition volontaire des 30 mille hommes enfermés dans cette place. Huit jours de patience seulement suffisaient pour le dispenser de verser des torrents de sang. Il temporisa en effet, et il eut bientôt satisfaction.

Tout le monde dans l'armée était désolé. Les vivres manquaient, l'affreuse contagion étendue de l'Elbe au Rhin sévissait. Les habitants soumis, mais désespérés par la longueur de notre séjour, nous suppliaient de nous retirer, et, quoique Allemands, ils avaient été si peu hostiles, qu'on devait quelque chose à leur souffrance. On n'avait plus aucune espérance, pas même celle d'une mort glorieuse. On entra donc en négociation, et, le 11, on capitula. Il n'y avait pas autre chose à faire, car on ne pouvait ni rester, ni partir, ni se battre. Il n'y a, par conséquent, pas à blâmer la capitulation, mais la conduite qui l'avait amenée.

Les conditions, d'ailleurs, étaient telles qu'on pouvait les désirer. La garnison devait déposer les armes, rentrer en France par journées d'étapes, avec faculté de servir après échange. On avait ainsi l'espoir de conserver à la France 30 mille soldats éprouvés par une campagne terrible, et avec eux beaucoup de blessés, de malades qui auraient été perdus sans une capitulation. Ceux qui l'avaient signée pouvaient se flatter de s'être tirés de cette situation désastreuse d'une manière qui n'était très-dommageable ni pour eux ni pour la France, qu'ils seraient bientôt en mesure de défendre encore. Sans doute on était affligé de capituler, mais consolé par l'impossibilité de faire autrement, et réjoui par la pensée de revoir la France sous quelques jours. On fit les préparatifs de départ, et c'est alors qu'on vit quelles forces on aurait réunies vers le bas Elbe si on y avait marché, car, lorsqu'il fut question de s'en aller, il parut trente et quelques mille hommes dans les rangs.

On se mit donc en route avec encore plus d'espérance que de tristesse. Mais à peine avait-on quitté Dresde, qu'une affreuse nouvelle vint consterner tous les cœurs. Le général Klenau, avec beaucoup d'excuses, fit savoir que l'empereur Alexandre n'admettait pas la capitulation, et exigeait que la garnison se constituât prisonnière de guerre, sans permission de retourner en France. Cette décision fut pour tous un coup de foudre, et un amer sujet de regrets. On put apprécier alors quelle faute on avait commise en se mettant à la merci d'un ennemi qui, quoique honnête, devenait par passion un ennemi sans foi. Le maréchal Saint-Cyr réclama avec hauteur et énergie. On lui répondit par une cruelle ironie, en lui disant que, s'il voulait rentrer dans Dresde et se replacer dans la position où il était auparavant, on était prêt à y consentir, comme si, au milieu d'habitants tout joyeux d'être délivrés de nous, peu disposés certainement à nous recevoir de nouveau, avec des moyens de défense détruits ou divulgués, un tel retour était possible. Il fit sentir l'indignité d'un tel procédé ; on ne lui répliqua que par la même proposition dérisoire, et il fallut se soumettre, et aller

expier en captivité une carrière de vingt ans de gloire.

La violation de cette capitulation fut un acte indigne, commis cependant par d'honnêtes gens, car l'empereur de Russie, le roi de Prusse, l'empereur d'Autriche, étaient d'honnêtes gens, dont l'histoire doit flétrir la conduite en cette occasion. Il faut en tirer une leçon qui s'adresse surtout aux honnêtes gens eux-mêmes, c'est qu'ils doivent se défendre des passions politiques, car elles peuvent à leur insu les conduire à des actes abominables. La passion qu'on avait conçue contre la France, à cette époque, ressemblait aux passions politiques qu'éprouvent à l'égard de leurs adversaires les partis qui divisent un même pays, et qui se croient tout permis les uns contre les autres. Ainsi, après une longue domination, nous avions attiré sur nous une guerre étrangère, qui avait toute la violence de la guerre civile! Triste temps, quoique bien grand! Triste temps, aussi glorieux que déraisonnable et inhumain!

L'impulsion n'étant point partie de Dresde, seul point où existât une force considérable, un chef de grade élevé, de capacité reconnue, et mis par ses instructions antérieures sur la pente de la retraite vers le bas Elbe, chacune de nos garnisons devait tristement expirer à sa place, et finir misérablement par la faim, le typhus, le feu ou la captivité. Tout près de Dresde, à Torgau, se trouvaient, sous le brillant comte de Narbonne, au moins 26 mille hommes, compris le quartier général que le général Durrieu y avait conduit. Dans ces 26 mille hommes, il y avait environ 3,400 Saxons, Hessois, Wurtembergeois, qui moururent ou sortirent. Le reste était composé de Français dont quelques-uns appartenaient aux troupes spéciales attachées aux grands parcs de l'artillerie et du génie. Il y avait donc là une force qui, réunie à celle de Dresde, eût tout à coup fourni une armée de 45 à 50 mille hommes, capable de culbuter tout ce qui se serait présenté entre Torgau et Magdebourg. La place était assez forte, située sur la rive gauche, et protégée par un ouvrage d'excellente défense, le fort Zinna. Elle contenait des quantités immenses de grains, de spiritueux, de viandes salées. Le hasard d'une chute de cheval lui avait procuré la plus utile des accessions, celle du général Bernard, aide de camp de l'empereur, et l'un des premiers officiers du génie de cette époque. Bientôt remis, il s'était joint au comte de Narbonne avec le zèle patriotique dont il était animé, et tous deux promettaient de s'illustrer par une longue résistance. Profitant des bras nombreux dont ils disposaient, des ressources pécuniaires introduites à la suite du quartier général, ils avaient fait exécuter de grands travaux, et la place était en mesure de se défendre énergiquement. Mais un ennemi des plus redoutables s'y était introduit, c'était le typhus. Il faisait des victimes nombreuses, et déjà il avait emporté en septembre 1,200 de nos malheureux soldats, et en octobre 4,900. Les assiégeants n'avaient donc qu'à laisser agir le fléau, qui suffirait bientôt pour leur ouvrir les portes de Torgau. Aussi l'ennemi s'était-il borné jusqu'ici à un bombardement qui causait de grands ravages parmi les habitants, mais bien peu parmi nos soldats. Seulement les bombes étant tombées dans le cimetière sur les voitures qui emportaient les morts, et les agents des inhumations s'étant enfuis sans vouloir reprendre leurs fonctions, les hôpitaux s'étaient remplis de cadavres qu'on ne pouvait pas ensevelir, et qui auraient exhalé une affreuse infection s'ils n'avaient été changés en blocs de pierre par la gelée. La plus triste des circonstances était venue s'ajouter à toutes celles dont nous sommes condamné à tracer le lugubre tableau. Le comte de Narbonne s'étant fait, en tombant de cheval, une légère contusion à la tête, avait vu une blessure insignifiante se convertir en attaque de typhus, et il était mort entouré des regrets de la garnison et de tous ceux qui l'avaient connu. Ainsi avait fini cet homme si intéressant, qui, joignant à l'esprit de l'aristocratie française du XVIII[e] siècle les connaissances positives d'un administrateur éclairé, la sagacité d'un diplomate, les nobles sentiments d'un grand seigneur libéral, s'était, malheureusement pour lui, rattaché à l'Empire par admiration pour l'Empereur, lorsqu'il n'y avait qu'à assister aux déconvenues de notre diplomatie et aux désastres de nos armées. Le général Dutaillis avait remplacé le comte de Narbonne dans le commandement de Torgau et s'y comportait vaillamment. Du reste, il n'avait plus qu'à être témoin de la lente agonie d'une garnison qui avait presque égalé une armée.

A Wittenberg, le général Lapoype, qui, avec 3 mille hommes seulement, avait pendant la campagne du printemps défendu énergiquement la place contre la première apparition des coalisés, s'était, depuis la campagne d'automne, emparé de sa petite garnison, et l'avait préparée à tenir tête vigoureusement aux assiégeants du corps

de Tauenzien. Il ne pouvait guère exercer d'influence sur les événements par sa persévérance, mais il pouvait s'honorer. Il l'avait fait, et il était prêt à le faire encore. Les vivres ne lui manquaient pas. N'ayant point, comme la place de Torgau, recueilli les restes des armées battues, il comptait peu de malades, mais beaucoup d'étrangers. Il les contenait par son énergie, et paraissait disposé à soutenir un long siége.

Le général Lemarois, aide de camp de l'empereur, revêtu de toute sa confiance et la méritant, avait reçu le gouvernement de Magdebourg. Quant à lui, il n'y avait aucune raison qui pût l'autoriser à évacuer spontanément une forteresse aussi importante, si capable de résistance, commandant le milieu du cours de l'Elbe et le centre de l'Allemagne. Il n'aurait pu être entraîné à en sortir que par l'intérêt d'une grande concentration dont il n'avait pas à prendre l'initiative, et dont personne ne venait malheureusement lui fournir l'occasion. Il était dès lors dispensé de se poser à lui-même la grave question de l'évacuation, et il s'était tranquillement enfermé dans sa forteresse, où, avec des vivres considérables, une garnison nombreuse, des murailles puissantes, peu de malades, parce qu'il était resté loin du carnage pestilentiel de la Saxe, il pouvait tenir tête longtemps aux armées de la coalition, et avoir le douloureux honneur de survivre à la France elle-même.

A Hambourg se trouvait l'intrépide et imperturbable Davoust, que Napoléon, par des mécontentements qui se rattachaient à la campagne de Russie, et aussi par estime pour son inflexible caractère, avait placé dans une position éloignée, au grand détriment des opérations de cette guerre; car il s'était privé ainsi du seul de ses généraux auquel, depuis la mort de Lannes et la disgrâce de Masséna, il pût confier cent mille hommes. Le maréchal, parti de Hambourg avec 32 mille soldats pour commencer sur Berlin un mouvement que les batailles de Gross-Beeren et de Dennewitz avaient rendu impossible, y était rentré en apprenant les malheurs de la Saxe, avait résolu, avec ses trente mille hommes, avec dix mille autres, laissés dans les ouvrages de la place, de soutenir un long siége, qui fût plus qu'un siége, mais une vraie campagne défensive, de nature à couvrir la basse Allemagne, la Hollande et le Rhin inférieur. Lui aussi, séparé de l'empereur et de la France, impassible au milieu de tous les désastres, les prévoyant sans en être ému, se proposait d'être le dernier des grands hommes de guerre de ce règne qui remettrait son épée à la coalition !

Sur l'Oder, les places de Stettin, Custrin, Glogau, tenaient encore, mais uniquement pour l'honneur des armes. Stettin avait pour gouverneur le général Grandeau, remplacé quelque temps par le brave général Dufresse, celui qui pendant l'armistice s'était si peu ému des coups de fusil tirés sur Bernadotte. Il avait des vivres, 12 mille hommes de garnison, dont 3 mille éclopppés de Russie, et 9 mille hommes valides. Son autorité s'étendait sur Stettin et la place de Damm, qui commande de vastes lagunes dépendantes du Gross-Haff. C'était le général Ravier qui défendait Damm, et il le faisait avec la plus grande énergie. Outre l'armée prussienne, on avait affaire à toutes les flottilles anglaises venues par l'Oder. La vigueur de la défense avait été admirable, et on avait réduit les assiégeants à entourer les deux places d'une vingtaine de redoutes, dans lesquelles ils paraissaient plutôt occupés à se garder contre les assiégés qu'à les attaquer. Ils laissaient aux flottilles anglaises le soin de bombarder la garnison, qui, ne s'en inquiétant guère, souriait en quelque sorte d'un moyen d'attaque funeste seulement aux malheureux habitants prussiens. Toutefois avec cette impassibilité, on pouvait bien résister au feu de l'ennemi, mais non pas aux angoisses de la faim. Le moment approchant où les vivres allaient manquer (on était bloqué depuis près d'un an), le général Grandeau, de l'avis de son conseil, était entré en pourparlers avec l'ennemi, afin de n'être pas réduit à se rendre à discrétion, s'il traitait quand il n'aurait plus un morceau de pain. On lui avait proposé de déclarer sa garnison prisonnière de guerre, car la coalition était résolue à ne laisser retourner en France aucun des soldats qui pourraient la défendre, et ce but, elle le poursuivait, comme on l'a vu, par des blocus persévérants contre les garnisons qui résistaient, par des violations de foi contre les garnisons qui avaient capitulé. Le général Ravier, avec les troupes de Damm et presque toutes celles de Stettin, s'était insurgé à la nouvelle des conditions offertes, et refusait d'obéir au général Grandeau. Cette vaillante garnison voulait jusqu'au dernier moment tenir flottant sur l'Allemagne le drapeau de la France. A la fin de novembre, rien n'était encore décidé.

A Custrin, le général Fornier d'Albe, ayant à peine un millier de Français au milieu de 3 mille Suisses, Wurtembergeois, Croates, qu'il main-

tenait avec une grande énergie, tenait bon contre tous les efforts de l'ennemi. Quoique sa garnison souffrît cruellement du scorbut, il n'annonçait pas la moindre disposition à se rendre.

A Glogau, le général Laplane, après un premier siége glorieusement soutenu au printemps, en soutenait un second avec la même énergie. Ayant 8 mille hommes, des vivres, des ouvrages assez bien armés, il avait jusqu'ici repoussé toutes les attaques. Mais ces braves gens de Stettin, Custrin, Glogau, sans espoir ni de rejoindre l'armée française, ni de voir l'armée française venir à eux, se défendaient pour soutenir l'honneur du drapeau. Ce qui était vrai d'eux, l'était bien plus encore, s'il est possible, de l'immortelle garnison de Dantzig, qui, bloquée sans interruption depuis le mois de janvier, n'avait reçu qu'une fois des nouvelles de France, et n'avait vécu que de son courage et de son industrie. En se retirant dans la place en décembre 1812, à la suite de la retraite de Russie, le général Rapp, gouverneur et défenseur de Dantzig, s'y était enfermé avec environ 36 mille hommes et quelques mille malades. Cette garnison, mélange de troupes de toute espèce, en plus grande partie de troupes françaises et polonaises, avait rapporté avec elle un autre fléau que celui qui dévorait Torgau et Mayence, mais non moins funeste, c'était la *fièvre de congélation*, née du froid, tandis que la fièvre d'hôpital était née de l'humidité et du mauvais air. Cette fièvre, qui avait emporté les généraux Éblé et Lariboisière, avait réduit la garnison de près de 4 mille hommes. Néanmoins les troupes qui restaient étaient belles, bien commandées, mais insuffisantes pour les immenses ouvrages de Dantzig, qui consistaient dans la place ellemême, dans un camp retranché, et dans la citadelle de Weichselmunde située à l'embouchure de la Vistule. A peine entré dans la place, qui n'était pas encore armée, Rapp s'était trouvé d'abord dans un extrême embarras. En effet, les eaux de la Vistule qui entourent tous les ouvrages de Dantzig et en forment la principale défense, étant gelées, on courait le danger de voir les soldats russes du corps de Barclay de Tolly passer les fossés et les inondations sur la glace, et prendre Dantzig à l'escalade. Il avait donc fallu rompre sur cinq lieues de pourtour une glace de deux à trois pieds d'épaisseur, hisser l'artillerie sur les remparts, et tenir tête à un ennemi hardi, enivré de ses triomphes inespérés, et pressé de s'emparer de Dantzig, parce qu'il craignait de revoir Napoléon sur la Vistule, autant que Napoléon lui-même l'espérait. La garnison, après avoir pourvu à tous les travaux préparatoires de la défense, avait repoussé l'ennemi au loin, et l'avait culbuté partout où il s'était présenté. Puis elle avait songé à se procurer des vivres, par des fourrages dans l'île de Nogat. Des grains, des viandes salées, des spiritueux, des munitions de guerre, elle en possédait une grande quantité, car elle avait hérité des approvisionnements accumulés pour la campagne de Russie, et restés en magasin, faute de moyens de transport. Mais la viande fraîche et les fourrages lui manquaient. Elle les avait trouvés dans les îles de la Vistule, grâce à la hardiesse de ses excursions. Elle avait ainsi employé le temps de l'hiver à se faire redouter, et à désespérer l'ennemi, qui ne se flattait plus d'en venir à bout par une attaque en règle.

L'armistice signé, elle n'avait pas reçu plus d'un cinquième des vivres qu'on lui aurait dus, mais elle avait recommencé ses excursions dans les îles de la Vistule, et mis la dernière main aux ouvrages qui n'étaient pas encore achevés. A la reprise des hostilités, elle était reposée, bien retranchée et résolue. Il restait à cette époque environ 25 mille hommes en état de porter les armes, et de résister aux fatigues d'un siége.

Les ouvrages extérieurs avaient été vaillamment disputés, et à la fin perdus, comme il arrive dans toute place, même la mieux défendue. Mais, secondé par d'habiles officiers du génie, le général Rapp avait élevé quelques redoutes bien situées et bien armées, lesquelles, prenant à revers les tranchées de l'ennemi, les lui avaient rendues inhabitables.

C'est autour de ces redoutes qu'on avait de part et d'autre déployé le plus grand courage, soit pour les défendre, soit pour les attaquer. L'ennemi, désespérant de s'en rendre maître, avait imaginé, là comme ailleurs, de recourir à l'affreux moyen du bombardement. Les munitions et les bouches à feu ne manquant pas, grâce à la mer, qui permettait aux Anglais de les apporter en abondance, on avait dressé contre Dantzig la plus formidable artillerie qui eût jamais été dirigée contre une place assiégée. De plus une centaine de chaloupes canonnières anglaises étaient venues joindre leur feu à celui des batteries de terre. Tout le mois d'octobre avait été employé sans relâche et sans pitié au plus abominable bombardement qui se fût encore vu dans les sanglantes annales du siècle.

Nos soldats, babitués à des canonnades romme celle de la Moskowa, et méprisant la chance presque nullr à lrurs yeux d'un éclat de bombe dans une ville spacieuse, ne s'inquiétaient pas plus de ce grnre d'attaque que d'une fusillade hors de portée, et se bornaient à prendre pitié des habitants inoffensifs, rt beauroup plus exposés qu'eux à la pluie de feu qui tombait sur leur villr. Les assiégeants avaient fait un abominable calcul, celui de nous embarrasser beaucoup en mettant le feu aux amas de bois que contenait Dantzig. Le 1er novembre, en effet, le feu avait pris aux rhantiers de Dantzig, et un incendie effroyablr s'était allumé. Les babitants éperdus s'étaient enfuis ou cachés dans leurs caves, n'osant pas aller éteindre l'inrendie sous les éclats, des bombes. Nos soldats l'avaient essayé pour eux, et n'y avaient réussi que lorsque déjà ces vastes dépôts de bois étaient aux trois quarts consumés. D'immenses tourbillons de flammes ne cessaient de s'élever au-drssus de l'infortunée ville de Dantzig, au milieu du roulement d'un tonnerre continuel, sans que nos soldats parussent disposés à se rendre. Rapp, ne cherchant pas à deviner ce que deviendrait cette guerre à la suite du désastre de Leipzig, croyant qu'il y avait des prodiges dont il ne fallait jamais désespérer avec Napoléon, s'en tenait à ses instrurtions, qui lui enjoignaient de ne livrer Dantzig que sur un ordre écrit et signé de la main impériale. En conséquence, ayant enrore 18 mille homme pour se défendre, quelques bœufs de la Nogat pour se nourrir, il laissait tirer les Anglais, brûler les bois de Dantzig, et attendait pour se rendre que l'ordre de Napoléon arrivât, ou que la France fût dédruite, ou que l'ennemi fût entré par la brèche. Modlin et Zomosc, après avoir fait leur devoir, avaient capitulé. Les garnisons polonaises avaient été conduites en captivité.

Voilà comment, sur l'Elbe, l'Oder et la Vistule, vivsient ou mourraient lrs 190 mille soldats laissés si loin du Rhin, qu'ils auraient pu rendre invincible! Voilà comment s'était terminée cette campagne de 1813, qui était destinée à réparer les désastres de la campagne de 1812, et qui lra aurait réparés en effet, si Napoléon avait su borner ses désirs.

Cette grande et terrible campagne, sans égale jusqu'ici dans l'histoire des siècles, par l'immensité de la lutte, par la variété des péripéties et des combinaisons, par l'borrible effusion du sang bumain, est marquée, en ce qui concerne Napoléon, d'un trait particulirr et significatif, que nous avons déjà signalé: r'est d'avoir achevé de tout perdre, en voulant regagner d'un seul coup tout ce qu'il avait perdu. Avec la seule volonté d'arrêter l'ennemi dans son essor victorieux, de rétablir le prestige de nos armes, et, ce résultat obtenu, de transiger sur des bases qui laissaient la Franre enrore plus grande qu'il nr fallait, Napoléon aurait infailliblement triomphé. Effectivement, si, après Lutzen et Bautzen, ses armes étant redevenues victorieuses par son génie et la bravoure inexpérimentée de ses jeunes soldats, il avait poussé les Russes et les Prussiens jusqu'à la Vistule, sans arrepter l'armistice de Pleiswitz, il les aurait séparés des Autrichiens, et très-certainement il eût mis la coalition dans une complète déroute. Mais, pour le faire impunémrnt, il aurait fallu être prêt à donner une réponse satisfaisante à l'Autrirhe, qui le pressait de s'expliquer tout de suite sur les conditions de la paix! Quelqur long qu'ait été ce tragique récit, on se rappelle, hélas! pour quel motif Napoléon s'arrêta: ce fut, avons-nous dit, pour préparer une armée contre l'Autrirhe, et être en mesure de ne pas subir ses conditions, même les plus modérées. Pour ce triste motif, il s'arrêta, et il laissa volontairement la Russie et la Prusse à portée de l'Autrirhe, en mesure de lui tendre la main, et de s'unir à elle.

Pendant ce funeste armistice, on a vu encore combien il eût été facile à Napoléon, en sacrifiant le durhé de Varsovie, qui ne pouvait pas survivre à la campagne de Russie, en renonçant au protectorat du Rhin, qui n'était qu'un inutile outrage à l'Allemagne, en restituant enfin lrs villes banséatiques, qur nous ne pouvions ni défendre ni faire servir avantageusement à notre rommerce, on a vu combien il eût été facile de garder le Piémont, la Toscane, Rome en départements français, la Westphalie, la Lombardie, Naples en royaumes vassaux du grand empire! Hambourg, possession impossible pour nous, le protertorat du Rhin, titrr vain s'il en fut, furent les causes d'une rupture insensée. Pourtant la résolution de continuer la guerre étant prise, c'était le cas dr profiter de l'armistice pour retirer de Zomosc, de Modlin, de Dantzing, de Stettin, de Custrin, de Glogau, les 60 mille hommes que nous n'avions plus aurune raison politique ni militaire d'y laisser, puisque l'Elbe devenait le siége de nos opérations, et leur limite autant que leur appui. Napoléon, cette fois encore, par le désir et l'espérance d'être rrporté par une seule

victoire sur l'Oder et la Vistule, persista dans ce déplorable sacrifice, qui devait en entraîner bien d'autres! Afin de pouvoir donner la main à ses garnisons, il étendit le cercle de cette guerre concentrique, qui lui avait jadis si bien réussi sur l'Adige en la resserrant autour de Vérone; il l'étendit à quarante lieues du côté de Goldberg, à cinquante du côté de Berlin, remporta la belle victoire de Dresde, mais, au moment d'en recueillir le fruit à Kulm, fut rappelé par les désastres de ses lieutenants, laissés trop loin de lui, voulut courir à eux, arriva trop tard, s'épuisa deux mois en courses inutiles, vit disparaître le prestige des victoires de Lutzen, de Bautzen et de Dresde, n'eut bientôt plus autour de lui que des soldats exténués, des généraux déconcertés, des ennemis exaltés par des triomphes inattendus, et enfin, tandis qu'une simple retraite sur Leipzig, en y amenant tout ce qui restait sur l'Elbe, l'eût sauvé encore une fois, sans éclat mais avec certitude, il essaya, voulant toujours rétablir ses affaires par un coup éclatant, il essaya sur Düben des manœuvres savantes, d'une conception admirable, péchant malheureusement par les moyens d'exécution qui ne répondaient plus à l'audace des entreprises, se trouva comme pris lui-même au piége de ses propres combinaisons, et succomba dans les champs de Leipzig, après la plus terrible bataille connue, bataille où périrent, chose horrible à dire, plus de cent vingt mille hommes, puis rentra sur le Rhin avec 40 mille hommes armés, 60 milles désarmés, laissant sur la Vistule, l'Oder, l'Elbe, 170 mille Français condamnés à défendre sans profit des murailles étrangères, tandis que les murailles de leur patrie n'avaient pour les défendre que des bras impuissants de jeunesse ou de vieillesse!

Certes, nous le répéterons, Napoléon ne fut, dans ces jours funestes, ni moins fécond en vastes combinaisons, ni moins énergique, ni moins imperturbable dans le danger, mais il fut toujours l'ambitieux dont les insatiables désirs troublent et pervertissent l'immense génie. En 1812, pour avoir entrepris l'impossible, il essuya un revers éclatant. En 1813, pour ne pas se borner à réparer ce revers, mais pour vouloir l'effacer en entier et tout d'un coup, il s'en prépara un aussi éclatant et plus irréparable, parce que ce dernier emportait jusqu'à l'espérance. Ainsi un premier revers pour avoir voulu dépasser le terme du possible, un second pour vouloir réparer entièrement le premier, tels étaient les échelons successifs par lesquels il descendait dans l'abîme! Il ne lui en fallait plus qu'un seul pour arriver au fond. Napoléon s'arrêterait-il sur cette pente fatale? Les coalisés, immobiles depuis qu'ils étaient parvenus au bord du Rhin, tremblant à l'idée de franchir cette limite redoutable, étaient résolus à lui offrir la France, la vraie France, celle qu'enferment et protégent si puissamment le Rhin et les Alpes, celle que la révolution lui avait léguée, et dont, après Marengo et Hohenlinden, il s'était contenté. S'en contenterait-il en 1814? Telle était la dernière question que le sphinx de la destinée allait proposer à son orgueil. Suivant la réponse qu'il ferait, il devait finir sur le plus grand des trônes, ou dans le plus profond des abîmes. Oublions un moment cette histoire de 1814 et de 1815, que nous connaissons tous de manière à ne pouvoir l'oublier; effaçons de notre mémoire le bruit que fit à nos oreilles, jeunes alors, la chute de ce trône glorieux; plaçons-nous au mois de décembre 1813, tâchons d'ignorer ce qui se passa en 1814, et posons-nous la question qui allait être posée à Napoléon. Eh bien, lequel de nous, après avoir lu le récit des campagnes de Russie et de Saxe, lequel de nous peut douter de la réponse? Hélas! les hommes portent dans leur caractère une destinée qu'ils cherchent autour d'eux, au-dessus d'eux, partout en un mot, excepté en eux-mêmes, où elle réside véritablement, laquelle, suivant qu'ils cèdent à leurs passions ou à leur raison, les perd ou les sauve, quoi qu'ils puissent faire, quelque génie qu'ils puissent déployer! Et, lorsqu'ils se sont perdus, ils s'en prennent à leurs soldats, à leurs généraux, à leurs alliés, aux hommes, aux dieux, et se disent trahis par tous, quand ils l'ont été par eux seuls!

LIVRE CINQUANTE ET UNIÈME.

L'INVASION.

Désorganisation de l'armée française à son arrivée sur le Rhin. — Détresse de nos troupes en Italie et en Espagne. — Opérations du prince Eugène dans le Frioul, pendant l'automne de 1813, et sa retraite sur l'Adige. — Opérations du maréchal Soult en Navarre, et ses efforts infructueux pour sauver Saint-Sébastien et Pampelune. — Retraite de ce maréchal sur la Nive et l'Adour. — Retraite du maréchal Suchet sur la Catalogne. — Déplorable situation de la France, où tout avait été disposé pour la conquête et rien pour la défense. — Soulèvement des esprits contre Napoléon, parce qu'il n'avait point conclu la paix après les victoires de Lutzen et de Bautzen. — Les coalisés ignorent cette situation. — Effrayés à la seule idée de franchir le Rhin, ils songent à faire à Napoléon de nouvelles propositions de paix. — Les plus disposés à transiger sont l'empereur François et M. de Metternich. — Causes de leur disposition pacifique. — M. de Saint-Aignan, ministre de France à Weimar, se trouvant en ce moment à Francfort, est chargé de se rendre à Paris, et d'offrir la paix à Napoléon sur la base des frontières naturelles de la France. — Départ immédiat de M. de Saint-Aignan pour Paris. — Accueil qu'il reçoit. — Craignant de s'affaiblir par trop d'empressement à accepter les propositions de Francfort, Napoléon admet la réunion d'un congrès à Manheim, sans s'expliquer sur les bases de pacification proposées. — Premières occupations de Napoléon dès son retour à Paris. — Irritation du public contre M. de Bassano, accusé d'avoir encouragé la politique de la guerre. — Son remplacement par M. de Caulaincourt. — Quelques autres changements moins importants dans le personnel administratif. — Levée de 600 mille hommes, et résolution d'ajouter des centimes additionnels à toutes les contributions. — Convocation immédiate du Sénat, pour lui soumettre les levées d'hommes et d'impôts ordonnées par simple décret. — Emploi que Napoléon se propose de faire des ressources mises à sa disposition. — Il espère, si la coalition lui laisse l'hiver pour se préparer, pouvoir la rejeter au delà du Rhin. — Ses mesures pour conserver la Hollande et l'Italie. — Négociation secrète avec Ferdinand VII, et offre de lui rendre la liberté et le trône, à condition qu'il fera cesser la guerre, et refusera aux Anglais le territoire espagnol. — Traité de Valençay. — Envoi du duc de San-Carlos pour faire agréer ce traité aux Espagnols. — Conduite de Murat. — Son abattement, bientôt suivi de l'ambition de devenir roi d'Italie. — Ses doubles menées à Vienne et à Paris. — Il demande à Napoléon de lui abandonner l'Italie. — Napoléon, indigné, veut d'abord lui exprimer les sentiments qu'il éprouve, et puis se borne à ne pas répondre. — Pendant que Napoléon s'occupe de ses préparatifs, M. de Metternich, peu satisfait de la réponse évasive faite aux propositions de Francfort, demande qu'on s'explique formellement à leur sujet. — Napoléon se décide enfin à les accepter, consent à négocier sur la base des frontières naturelles, et réitère l'offre d'un congrès à Manheim. — Malheureusement, pendant le mois qu'on a perdu, tout a changé de face dans les conseils de la coalition. — État intérieur de la coalition. — Un parti violent, à la tête duquel se trouvent les Prussiens, voudrait qu'on poussât la guerre à outrance, qu'on détrônât Napoléon, et qu'on réduisît la France à ses frontières de 1790. — Ce parti désapprouve hautement les propositions de Francfort. — Alexandre flatte tous les partis pour les dominer. — L'Angleterre appuierait l'Autriche dans ses vues pacifiques, si un événement récent ne la portait à continuer la guerre.

— En effet, à l'approche des armées coalisées, la Hollande s'est soulevée, et la Belgique menace de suivre cet exemple. — L'espérance d'ôter Anvers à la France décide dès lors l'Angleterre pour la continuation de la guerre, et pour le passage immédiat du Rhin. — L'Autriche, de son côté, entraînée par l'espérance de recouvrer l'Italie, finit par adhérer aux vues de l'Angleterre et par consentir à la continuation de la guerre. — On renonce aux propositions de Francfort, et on répond à M. de Caulaincourt qu'on communiquera aux puissances alliées son acceptation tardive des bases proposées, mais on évite de s'expliquer sur la continuation des hostilités. — Forces dont disposent les puissances pour le cas d'une reprise immédiate des opérations. — Elles ont, pour les premiers mouvements, 220 mille hommes, qu'au printemps elles doivent porter à 600 mille. — Elles se flattent que Napoléon n'en aura pas actuellement 100 mille à leur opposer. — Plans divers pour le passage du Rhin. — Les Prussiens veulent marcher directement sur Metz et Paris; les Autrichiens, au contraire, songent à remonter vers la Suisse, pour opérer une contre-révolution dans cette contrée, et isoler l'Italie de la France. — Le plan des Autrichiens prévaut. — Passage du Rhin, à Bâle, le 21 décembre 1813, et révolution en Suisse. — Abolition de l'acte de médiation. — Vains efforts de l'empereur Alexandre en faveur de la Suisse. — Marche de la coalition vers l'est de la France. — Arrivée de la grande armée coalisée à Langres, et du maréchal Blucher à Nancy. — Napoléon, surpris par cette brusque invasion, ne peut plus songer aux vastes préparatifs qu'il avait d'abord projetés, et se trouve presque réduit aux forces qui lui restaient à la fin de 1813. — Il replie sur Paris les dépôts des régiments, et y fait verser à la hâte les conscrits tirés du centre et de l'ouest de la France. — Il crée, à Paris, des ateliers extraordinaires pour l'équipement des nouvelles recrues, et forme de ces recrues des divisions de réserve et des divisions de jeune garde. — Napoléon prescrit aux maréchaux Suchet et Soult de lui envoyer chacun un détachement de leur armée, et dirige celui du maréchal Suchet sur Lyon, celui du maréchal Soult sur Paris. — Napoléon envoie d'abord la vieille garde, sous Mortier, à Langres; la jeune, sous Ney, à Épinal, puis ordonne aux maréchaux Victor, Marmont, Macdonald, de se replier, avec les débris des armées d'Allemagne, sur les maréchaux Ney et Mortier, dans les environs de Châlons, où il se propose de les rejoindre avec les troupes organisées à Paris. — Avant de quitter la capitale, Napoléon assemble le Corps législatif. — Communications au Sénat et au Corps législatif. — État d'esprit de ces deux assemblées. — Désir du Corps législatif de savoir ce qui s'est passé dans les dernières négociations. — Communications faites à ce Corps. — Rapport de M. Lainé sur ces communications. — Ajournement du Corps législatif. — Violents reproches adressés par Napoléon aux membres de cette assemblée. — Tentative pour reprendre les négociations de Francfort. — Envoi de M. de Caulaincourt aux avant-postes des armées coalisées. — Réponse évasive de M. de Metternich, qui, sans s'expliquer sur la reprise des négociations, déclare qu'on attend lord Castlereagh, actuellement en route pour le quartier général des alliés. — Dernières mesures de Napoléon en quittant Paris. — Ses adieux à sa femme et à son fils, qu'il ne devait plus revoir.

Napoléon venait de ramener l'armée française sur le Rhin, dans l'état le plus déplorable. La garde, de 40 mille hommes était réduite à 10 mille. Les corps d'Oudinot (le 12e), de Reynier (le 7e), d'Augereau (le 16e), de Bertrand (le 4e), successivement réunis en un seul, sous le général Morand, ne présentaient pas 12 mille combattants le jour de leur entrée à Mayence, qu'ils étaient chargés de défendre. Les corps de Marmont et de Ney (les 6e et 3e), destinés, sous le maréchal Marmont, à garder le Rhin de Manheim à Coblentz, ne comptaient pas 8 mille hommes sous les armes. Le 2e, sous Victor, avait tout au plus 5 mille soldats pour couvrir le haut Rhin de Strasbourg à Bâle. Les corps de Macdonald et de Lauriston (11e et 5e), réunis sous le maréchal Macdonald et dirigés sur le bas Rhin, n'avaient pas 9 mille hommes valides pour disputer le cours de ce grand fleuve de Coblentz à Arnheim. La cavalerie française, formée en quatre corps, mal montée ou à pied, n'aurait pas pu présenter 10 mille cavaliers en état de combattre. Les Polonais, réduits presque à rien, avaient été envoyés à Sedan où résidait leur dépôt, pour essayer de s'y reformer. Enfin, une masse de traînards sans armes, sans vêtements, portant avec eux les germes du typhus, qu'ils communiquaient à tous les pays où ils s'arrêtaient, repassaient la frontière en petites bandes. C'était presque une seconde retraite de Russie, avec cette différence qu'il restait environ 60 mille combattants sous les armes, et qu'au lieu de nous retirer sur l'Allemagne exaspérée, nous nous retirions sur la France, où nous trouvions enfin la patrie, mais la patrie épuisée et désolée. Le désastre de Moscou avait pu, en effet, ne paraître qu'un accident, grand comme notre destinée, mais la campagne de 1813, succédant à celle de 1812, attestait l'abandon définitif de la fortune, et la ruine d'un système qui avait contre lui l'intérêt autant que le bon sens des nations civilisées, et que le génie le plus vaste ne suffisait plus à soutenir contre la force des choses.

Si telle était la situation là où Napoléon avait commandé, elle n'était guère plus satisfaisante ailleurs; et ses lieutenants, soit en Italie, soit en Espagne, n'avaient pas été beaucoup plus heureux que lui.

Le prince Eugène, chargé de défendre les Alpes Juliennes, était parvenu, en puisant dans les vieux cadres de l'armée d'Italie, et en les recrutant avec les conscrits du Piémont, de la Toscane, de la Provence, du Dauphiné, à se procurer 50 mille soldats au lieu de 80 mille qu'il avait ordre de réunir. Il en avait formé six divi-

sions d'infanterie et une de cavalerie, jeunes en soldats, mais vieilles en officiers, et avec leur secours il avait essayé de garder la Drave et la Save de Villach à Laybach, couvrant le Tyrol par sa gauche, la Carniole par sa droite. (Voir la carte n° 31.) Après s'être maintenu, pendant les mois d'août, de septembre et d'octobre, sur cette ligne si étendue, attendant toujours les Napolitains qui n'arrivaient pas, il avait vu les Autrichiens se présenter en masse aux débouchés de la Carinthie, son armée s'amoindrir par la désertion des Croates et des Italiens, et il s'était successivement replié d'abord sur l'Isonzo, puis sur le Tagliamento. La défection de la Bavière, ouvrant tous les passages du Tyrol sur sa gauche, avait rendu la position encore plus difficile, et, dans le désir de couvrir à la fois Vérone et Trieste, il avait partagé son armée en deux corps. Il avait envoyé le général Grenier sur Bassano avec 15 mille hommes, tandis qu'avec 20 mille il tâchait, en manœuvrant entre le Tagliamento et la Piave, de couvrir le Frioul et Venise. C'était l'étude des campagnes du général Bonaparte qui lui avait inspiré l'idée d'envoyer le général Grenier dans la vallée de Bassano, car en remontant cette vallée, ce général pouvait se jeter dans le flanc des Autrichiens, tandis que le général Giflenga essayait, avec quelques mille hommes, de les contenir de front entre Trente et Roveredo. Mais il ne suffit pas d'emprunter leurs idées aux grands capitaines, il faudrait aussi leur emprunter la précision et l'énergie de l'exécution; or le général Grenier, tâtonnant sans cesse, avait perdu un temps précieux, et le prince Eugène, qui disposait tout au plus de 20 mille hommes pour résister à la colonne des Autrichiens venant de Laybach, avait craint d'être rejeté sur l'Adige, c'est-à-dire en arrière de l'ouverture de la vallée de Bassano, ce qui l'eût séparé du général Grenier. Il avait donc rappelé celui-ci, pour se retirer définitivement sur Vérone. Il avait ainsi abandonné aux Autrichiens la Carniole, le Frioul, le Tyrol italien, et gardé seulement les places, c'est-à-dire Osopo, Palma-Nova, Venise. La nécessité de laisser quelques garnisons dans ces importantes forteresses et la désertion l'avaient réduit à 36 mille hommes de troupes actives, tandis que les généraux ennemis, Hiller et Bellegarde, en comptaient 60 mille, indépendamment des insurgés tyroliens.

Une fois concentré sur l'Adige, le prince Eugène, reprenant confiance, et se jetant sur les Autrichiens, tantôt à gauche vers Roveredo, tantôt devant lui vers Caldiero, leur avait tué ou pris sept ou huit mille hommes en divers combats. Il était parvenu ainsi à se faire respecter; mais, ayant derrière lui l'Italie que les souffrances de la guerre avaient détachée de nous, que les prêtres et les Anglais excitaient à la révolte, et que Murat ne cherchait point à nous ramener, il était douteux qu'il réussît à se soutenir. Il ne pouvait répondre que de sa fidélité, et de la sienne, hélas, toute seule! La désolante nouvelle de Leipzig avait consterné et fortement ébranlé les cours d'Italie, quoiqu'elles fussent toutes d'origine française. Quant au prince Eugène, époux, comme on sait, d'une princesse bavaroise, son beau-père lui avait envoyé un officier pour l'informer des motifs impérieux qui avaient détaché la Bavière de la France, et pour lui proposer, au nom de la coalition, une principauté en Italie, s'il consentait à abandonner la cause de Napoléon. Le prince Eugène, plein de douleur en songeant à sa femme et à ses enfants qu'il aimait, et qu'il craignait de voir bientôt privés de tout patrimoine, avait répondu que, devant sa fortune à Napoléon, il ne pouvait se séparer de lui, et que réduit peut-être avant peu à chercher un asile à Munich, il était certain que le roi de Bavière aimerait mieux y recevoir un gendre sans couronne qu'un gendre sans honneur! Le prince Eugène, après cette honorable réponse, s'était borné à communiquer à Napoléon le récit exact de cette entrevue.

La fin de l'année 1813 avait été plus triste encore en Espagne qu'en Italie. On se souvient que Napoléon, à la suite de la bataille de Vittoria, profondément irrité contre son frère Joseph et contre le maréchal Jourdan, avait chargé le maréchal Soult d'aller rétablir nos affaires en Espagne, et lui avait conféré, pour rendre son autorité plus imposante, la qualité de lieutenant de l'Empereur. Le maréchal Soult, dont on se rappelle sans doute les démêlés avec le roi Joseph, revenant avec le pouvoir de faire arrêter ce prince s'il résistait, avait éprouvé une satisfaction d'orgueil que, malheureusement pour nos armes, il devait prochainement expier. Dans un ordre du jour, offensant pour Joseph et pour le maréchal Jourdan, il avait imputé nos infortunes en Espagne non pas aux circonstances, mais à l'incapacité et à la lâcheté de ceux qui l'avaient précédé dans le commandement, ne prévoyant pas qu'il s'ôtait ainsi toute excuse pour ce qui devait bientôt lui arriver. Sur-le-champ, il était entré en fonction, et s'était occupé de réorganiser l'armée.

Au lieu de la laisser partagée en armées d'Andalousie, du Centre, du Portugal et du Nord, ce qui présentait de graves inconvénients, il l'avait formée en simples divisions, à la tête desquelles il avait placé de très-bons divisionnaires, qui étaient nombreux dans cette armée dont la forte constitution avait résisté à tous les revers. Après l'avoir distribuée en dix divisions, dont une de réserve, il avait confié la droite au général Reille, le centre au général comte d'Erlon, la gauche au général Clausel. Ce dernier, après la bataille de Vittoria, ayant réussi, par un miracle de courage et de présence d'esprit, à gagner Saragosse, était rentré en France par Jaca, et venait de rejoindre le maréchal Soult avec 15 mille hommes. Ce mouvement avait, il est vrai, l'inconvénient de découvrir Saragosse, mais il avait l'avantage de concentrer nos forces contre les Anglais, qui étaient nos ennemis les plus redoutables en Espagne, et il était permis d'en espérer quelque résultat si ces forces, très-considérables encore, étaient bien employées. L'armée, sous le rapport des qualités militaires, n'avait pas d'égale, surtout depuis les pertes que nous avions faites en Russie et en Allemagne. C'étaient les plus braves soldats, les plus aguerris, les plus rompus à la fatigue qu'il y eût alors en Europe. Mais en même temps ils étaient, comme nous l'avons déjà dit, dépités, dégoûtés de se voir depuis six ans sacrifiés non-seulement à une entreprise funeste, mais à l'incapacité et à la rivalité de leurs chefs. Avec une confiance immense en eux-mêmes, ils n'en avaient aucune dans leurs généraux, excepté toutefois les généraux Reille et Clausel, et ils ne s'attendaient qu'à être battus. Ce défaut de confiance dans ceux qui les commandaient avait achevé de détruire parmi eux la discipline, déjà fort ébranlée par la misère. Habitués à n'être jamais nourris, à vivre uniquement de ce qu'ils arrachaient à une population qu'ils haïssaient et dont ils étaient haïs, ils se regardaient comme les maîtres de tout ce qui était sous leur main, et, même rentrés en France, il n'était pas probable qu'on changeât beaucoup leur manière de penser, si on ne changeait pas leur manière de vivre. Déguenillés, hâlés par le soleil, irrités, arrogants, ayant à leur tête des officiers encore plus à plaindre qu'eux, et qui n'osaient pas montrer leurs vêtements en lambeaux, ils présentaient le spectacle le plus navrant, celui de braves soldats aux prises avec le vice et la misère. Un grand général, qui aurait su s'emparer d'eux et qui les aurait reconduits à la victoire, en eût fait la première armée du monde.

Napoléon, de peur de désorganiser les seules provinces où la guerre d'Espagne n'eût pas été désastreuse, n'avait pas voulu retirer le maréchal Suchet de l'Aragon, et, par le motif que nous avons déjà indiqué, il avait choisi le maréchal Soult. Ce maréchal, qui avait une grande renommée, moindre toutefois en Espagne où il avait servi qu'ailleurs, n'était pas accueilli de l'armée avec une entière confiance. Cependant il pouvait beaucoup réparer. Il avait affaire à un redoutable ennemi, nous voulons dire à l'armée anglo-portugaise, comptant 45 mille Anglais et 15 mille Portugais enorgueillis de leurs victoires, plus 30 ou 40 mille Espagnols, les meilleurs soldats de l'Espagne. Il était certainement possible avec 70 mille Français de tenir tête à cette armée, plus nombreuse que la nôtre, mais inférieure en qualité, les Anglais exceptés.

Lord Wellington, même après la bataille de Vittoria, hésitait à pénétrer en France : aussi essayait-il d'assiéger Saint-Sébastien et Pampelune, bien plus pour se donner un prétexte de temporiser que pour se procurer ces deux postes, qui valaient au surplus la peine d'un siége. Pour protéger cette double entreprise contre les retours offensifs des Français, il avait distribué son armée assez habilement, et surmonté, autant que possible, la difficulté des lieux. Saint-Sébastien, comme on le sait, est situé au bord de la mer, presque à l'embouchure de la Bidassoa, et à l'extrémité de la vallée de Bastan ; Pampelune, au contraire, capitale de la Navarre, est sur le revers de cette vallée et dans le bassin de l'Èbre. (Voir la carte n° 43.) Lord Wellington avait chargé du siége de Saint-Sébastien l'armée espagnole de Freyre, aidée d'une division portugaise et de deux divisions anglaises. Ces troupes étaient naturellement près de la mer, à l'extrémité de la vallée de Bastan. Il avait aux environs de Saint-Estevan, au centre même de la vallée de Bastan, trois divisions anglaises prêtes à descendre sur Saint-Sébastien, ou à remonter la vallée, pour se jeter en Navarre au secours de trois autres divisions anglaises qui couvraient le siége de Pampelune, confié aux troupes espagnoles du général Morillo. Avec une pareille distribution de ses forces, le général anglais croyait être en mesure de faire face aux événements quels qu'ils fussent. Attaqué cependant avec promptitude et en secret, il n'est pas certain qu'il eût pu parer à tout. Aussi n'était-il pas sans inquiétude, et se gardait-il avec une extrême vigilance.

L'armée française était échelonnée dans la vallée de Saint-Jean-Pied-de-Port, laquelle sert de bassin à la Nive et court vers la mer presque parallèlement à la vallée de Bastan. Saint-Jean-Pied-de-Port, qui ferme le fameux défilé de Roncevaux, est la place importante du bassin supérieur de la Nive, comme Bayonne, située au confluent de la Nive et de l'Adour, en est le point principal vers la mer. On pouvait, avec des chances à peu près égales, déboucher de cette vallée, pour se jeter soit sur la colonne qui assiégeait Saint-Sébastien, soit sur celle qui assiégeait Pampelune, à condition toutefois de s'y prendre de manière à prévenir la concentration des forces ennemies. Il y avait quelques raisons de plus en faveur d'une attaque vers Saint-Sébastien. D'abord Saint-Sébastien était plus vivement pressé, ensuite le chemin pour s'y rendre était plus court et meilleur, car il suffisait d'y courir directement par Yrun, tandis que pour se porter sur Pampelune il fallait remonter toute la vallée de Saint-Jean-Pied-de-Port, et traverser le défilé de Roncevaux. On pouvait, du reste, adopter l'un ou l'autre plan, mais il fallait, dans tous les cas, agir avec beaucoup de précision et de célérité, si on voulait réussir et éloigner ainsi du territoire français l'ennemi prêt à y pénétrer.

Le 24 juillet, le maréchal Soult s'était mis en marche à la tête de presque toute son armée, laissant le général Villatte avec la division de réserve en avant de Bayonne, et emmenant environ quatre-vingts bouches à feu qu'on avait tirées de l'arsenal de Bayonne, et attelées au moyen des chevaux sauvés du désastre de Vittoria. Le 25, il avait débouché dans la haute vallée de Bastan avec le corps du général d'Erlon, et dans la vallée de Roncevaux avec les corps des généraux Reille et Clausel. Ceux-ci n'avaient pas eu de peine à refouler sur Pampelune la division portugaise et les deux divisions anglaises qui gardaient l'entrée de la Navarre. Mais le comte d'Erlon, pour pénétrer dans le Bastan, avait eu beaucoup de peine à forcer le col de Moya contre le général Hill. Il en était venu à bout toutefois, avec une perte de 2 mille hommes pour lui, et de 3 mille pour l'ennemi. Tout aurait été au mieux si, le lendemain 26, le comte d'Erlon avait pu être subitement ramené vers notre extrême droite, pour rejoindre les généraux Reille et Clausel. Mais il avait fallu perdre la journée du 26 à le rallier, ce qui prouvait qu'on avait commis une faute en ne débouchant pas tous ensemble par le val de Roncevaux, pour tomber brusquement sur les divisions anglaises éparpillées à l'entrée de la Navarre. Lorsque le 27, au matin, le comte d'Erlon était venu rejoindre sur notre droite les généraux Clausel et Reille, les Anglais étaient déjà dans une forte position en avant de Pampelune, au nombre de quatre divisions, dont deux anglaises, une portugaise, une espagnole, et dans un de ces sites où il nous avait toujours été peu avantageux de les attaquer. De plus, ils allaient être rejoints par deux divisions accourant à marches forcées de la vallée de Bastan. En effet, lord Wellington, averti de notre approche dans la nuit du 25, avait utilisé la journée du 26, que nous avions perdue, et avait reporté ses forces du Bastan en Navarre. En attendant que toutes ses divisions fussent réunies, il en avait quatre parfaitement en mesure de se défendre. Le général Clausel, dont le coup d'œil égalait l'énergie, n'était pas d'avis d'aborder de front la position des Anglais, mais de la tourner en se portant sur Pampelune. Le maréchal Soult n'ayant point partagé cette opinion, on avait attaqué presque de front un site formidable, et il nous était arrivé, comme à Vimeiro, à Talavera, à l'Albuera, à Salamanque, de tuer beaucoup de monde à l'ennemi, d'en perdre presque autant, et de rester au pied de ses positions sans les avoir emportées. Le 28 juillet, le combat avait recommencé, mais sans plus de succès, car les Anglais n'avaient fait que se renforcer dans l'intervalle, et, le 29, il avait fallu repasser de Navarre en France, après avoir perdu de 10 à 11 mille hommes, et en avoir tué ou blessé plus de 12 mille à l'ennemi dans l'espace de quatre jours. Mais les pertes étaient bien plus sensibles pour nous que pour lord Wellington, vu que nous étions au terme de nos ressources, et qu'il était loin d'avoir atteint le terme des siennes. Les troupes s'étaient montrées plus braves que jamais, et si elles n'avaient pas réussi, elles étaient peu déçues dans leurs espérances, car depuis longtemps elles n'attendaient plus rien ni de l'habileté de leurs chefs, ni des faveurs de la fortune. Revenues bientôt à leur indiscipline, à leur mépris des généraux, elles s'étaient en partie débandées pour vivre aux dépens des paysans français. Aussi la désertion avait-elle promptement égalisé nos pertes et celles de l'ennemi, et chacune des deux armées comptait treize ou quatorze mille hommes de moins dans ses rangs. Malheureusement, le trouble apporté aux deux siéges avait été de peu de durée, et lord Wellington, se bornant désormais à investir Pampelune, avait tourné ses

principaux efforts vers Saint-Sébastien, où le général français Rey soutenait avec 2,500 hommes un siége mémorable. Trois fois, en effet, il avait rejeté les Anglais au pied de la brèche après leur avoir fait essuyer des pertes énormes.

Quoique rebutée, l'armée, touchée de l'héroïsme de la garnison de Saint-Sébastien, avait voulu aller à son secours, et le maréchal Soult, revenu à la position de Bayonne, avait fait une tentative pour secourir cette brave garnison, qui soutenait si bien l'honneur de nos armes. Il avait passé la Bidassoa et attaqué la hauteur de Saint-Martial, gardée par l'armée espagnole et par deux divisions anglaises. Le sort de ce combat avait été celui de tous les combats livrés aux Anglais dans des positions défensives; nous leur avions fait éprouver des pertes égales ou supérieures aux nôtres, grâce à l'intelligence de nos soldats, mais nous avions été obligés de repasser la Bidassoa grossie par les pluies, et, le 8 septembre, nous avions vu succomber la garnison de Saint-Sébastien, après l'une des plus belles défenses dont l'histoire fasse mention. Très-heureusement pour nous, il restait à lord Wellington, dans le siége de Pampelune une raison suffisante de ne pas pénétrer en France, du moins pour le moment. Le maréchal Soult, réduit de 70 mille hommes à 50 et quelques mille, avait pris position par sa gauche sur la Nive, autour de Saint-Jean-Pied-de-Port, par sa droite en avant de la Nive, le long de la Bidassoa dont il occupait les bords. Sa gauche étant dans une vallée, son centre et sa droite dans une autre, il y avait dans sa ligne un ressaut qui présentait quelque danger. Pour qu'il en fût autrement il lui aurait fallu abandonner une portion du territoire français, et il devait naturellement lui en coûter de prendre une pareille détermination.

C'est ainsi qu'avaient été employés sur la Bidassoa l'été et le commencement de l'automne. De son côté, le maréchal Suchet, à la nouvelle du désastre de Vittoria, avait pris le parti, douloureux pour lui, d'évacuer le royaume de Valence. C'était le cas sans doute de ne pas renouveler la faute commise à Dantzig, Stettin, Hambourg, Magdebourg, Dresde, et de renoncer plutôt à la possession des places les plus importantes, que de laisser après soi des garnisons qu'on ne pouvait pas secourir, et dont l'absence réduisait singulièrement l'effectif de nos armées. Mais les instructions réitérées du ministre de la guerre, fondées sur le prix qu'on mettait à garder les bords de la Méditerranée, avaient encouragé le maréchal à laisser des garnisons dans la plupart des places. Il avait laissé 1,200 hommes à Sagonte, 400 dans chacun des forts de Denia, Peniscola, Morella, 4 mille à Tortose, mille à Mequinenza, 4 mille à Lérida, autant à Tarragone, avec de l'argent, des vivres, des munitions, de bons commandants, en un mot de quoi se défendre pendant une année. Après s'être privé de ces détachements, il était rentré en Aragon à la tête de 25 mille hommes seulement, mais superbes, bien vêtus, bien nourris, regrettés partout des populations qu'ils avaient protégées contre les désordres de la guerre. Le maréchal Suchet avait d'abord voulu se replier sur Saragosse, mais Mina s'en étant emparé depuis le départ du général Clausel, il avait été obligé de gagner Barcelone, et de renoncer à l'Aragon pour défendre la Catalogne contre l'armée anglo-sicilienne, qui ne s'élevait pas à moins de 50 mille hommes. Jugeant que la garnison de Tarragone n'était pas en mesure de se soutenir, il avait pour un moment repris l'offensive, culbuté l'armée ennemie, joint Tarragone, fait sauter ses ouvrages, et ramené la garnison, de manière qu'il ne laissait plus en arrière que celles de Sagonte, Tortose, Mequinenza, Lérida, Peniscola, Morella, Denia. C'était bien assez dans l'état des choses en Europe! Ne voulant pas permettre à l'ennemi de prendre un ascendant trop marqué, il l'avait de nouveau assailli au col d'Ordal, et, dans un combat des plus brillants, avait contraint les Anglais à se retirer sur le bord de la mer.

Les événements de l'été et de l'automne avaient donc été un peu moins affligeants dans cette partie de la Péninsule que dans l'autre, mais là comme ailleurs, en évacuant les places, on aurait pu composer une belle armée, laquelle, forte au moins de 40 mille hommes, ne manquant de rien, conduite par un chef qui avait toute sa confiance, aurait contribué à défendre victorieusement nos frontières. Malheureusement, au midi comme au nord, la vaine espérance de recouvrer bientôt une grandeur chimérique avait altéré le sens si juste de Napoléon, et enlevé à la défense du sol national des ressources qui auraient puissamment aidé à le sauver.

Le maréchal Soult, en quête de combinaisons nouvelles, aurait voulu se servir de l'armée d'Aragon pour tenter quelque chose d'important contre lord Wellington. Tantôt il aurait désiré que le maréchal Suchet, traversant la Catalogne et l'Aragon, vînt le joindre par Lérida, Sara-

gosse, Tudela, Pampelune, avec environ 25 mille hommes ; tantôt que le maréchal, repassant les Pyrénées et faisant à l'intérieur l'immense détour de Perpignan, Toulouse, Bayonne, se réunît à lui pour déboucher en masse contre les Anglais. Le premier de ces plans exposait le maréchal Suchet au danger d'exécuter une marche de plus de cent lieues entre l'armée anglo-sicilienne qui était de 70 mille hommes, les Catalans compris, et l'armée de lord Wellington qui était de 100 mille, c'est-à-dire au danger d'être accablé par ces forces réunies, ou bien rejeté en Espagne, où il aurait été pour ainsi dire précipité dans un gouffre. Le second plan, en le condamnant à un trajet de cent cinquante lieues en France, livrait les places de la Catalogne et la frontière du Roussillon à l'armée anglo-sicilienne, pour un succès bien incertain, car il était douteux que le maréchal Soult, n'ayant pas su battre l'armée anglaise avec 70 mille hommes, y réussît avec 90 mille, la force numérique ne lui ayant pas manqué dans les derniers combats. Tous ces projets avaient été jugés impraticables, et il n'y avait que la fin de la guerre d'Espagne qui, en faisant cesser l'alliance des Espagnols avec les Anglais, pût nous débarrasser des uns et des autres, sauf à voir les Anglais reparaître plus tard sur un point quelconque de nos frontières maritimes. Le 7 octobre enfin, le maréchal Soult s'était laissé surprendre sur sa droite, à Andaye, avait perdu 2,400 hommes, et avait été obligé de céder à l'ennemi une première portion du territoire français. Pampelune avait ouvert ses portes le 31, et lord Wellington, n'ayant plus aucun motif de s'arrêter à la frontière, allait être amené, presque malgré lui, à la franchir.

La situation de nos armées était donc fort triste sur tous les points : sur le Rhin, 50 à 60 mille hommes épuisés de fatigue, suivis d'un nombre égal de traînards et de malades, ayant à combattre les 300 mille hommes de la coalition européenne ; en Italie, 36 mille combattants, vieux et jeunes, se trouvant aux prises, sur l'Adige, avec 60 mille Autrichiens, et ayant à contenir l'Italie fatiguée de nous ; Murat prêt à nous abandonner ; sur la frontière d'Espagne, 50 mille vieux soldats, rebutés par l'infortune, défendant à peine les Pyrénées occidentales contre les 100 mille hommes victorieux de lord Wellington, et, sur cette même frontière, 25 mille autres vieux soldats, en bon état sans doute, mais ayant à disputer les Pyrénées orientales à plus de 70 mille Anglais, Siciliens et Catalans, tel était l'état exact de nos affaires militaires exprimé en nombres précis. Napoléon, il est vrai, avait prouvé cent fois avec quelle rapidité prodigieuse il savait créer les ressources, mais jamais il ne s'était trouvé dans une pareille détresse ! Plus de 140 mille hommes de nos meilleures troupes étaient disséminés dans les places de l'Europe ; il ne restait en France que des dépôts ruinés, qui déjà, dans cette année 1813, s'étaient efforcés de dresser en deux ou trois mois de jeunes recrues, et leur avaient donné en officiers et sous-officiers tout ce qu'ils contenaient de meilleur. Sans doute, il y avait encore dans les régiments qui rentraient en France de vieux soldats et de vieux officiers, mais on allait être obligé de leur envoyer directement les conscrits non habillés, non instruits, pour qu'ils fissent ce que les dépôts n'auraient ni le temps ni la force de faire eux-mêmes, et ils allaient être contraints d'employer à instruire des recrues le temps qu'ils auraient eu besoin d'employer à se reposer, si même l'ennemi leur en laissait le loisir ! Nos places, qui auraient pu servir d'appui à l'armée, étaient, comme nous l'avons dit, dépourvues de tous moyens de défense. L'envoi d'un matériel immense au delà de nos frontières les avait privées des objets les plus indispensables. On avait à Magdebourg et à Hambourg ce qu'on aurait dû avoir à Strasbourg et à Metz, à Alexandrie ce qu'il aurait fallu avoir à Grenoble. Une partie même de l'artillerie de Lille se trouvait encore au camp de Boulogne. Ce n'était pas le matériel seul qui manquait. Le personnel des officiers du génie, si nombreux, si savant, si brave en France, était dispersé dans plus de cent villes étrangères. A peine avait-on le temps de former à la hâte quelques cohortes de gardes nationales pour accourir à Strasbourg, à Landau, à Metz, à Lille ! Ainsi, pour conquérir le monde qui nous échappait, la France était demeurée sans défense. Nos finances, jadis si prospères, conduites avec un esprit d'ordre si admirable, s'étaient autant épuisées que nos armées pour la chimère de la domination universelle. Les domaines communaux, employés à liquider les exercices 1811 et 1812, et à solder l'insuffisance de celui de 1813, étaient restés invendus. C'est tout au plus s'il s'était présenté des acheteurs pour 10 millions de ces domaines. Le papier qui en représentait le prix anticipé, perdait de 15 à 20 pour cent, bien que la presque totalité de ce qui avait été émis se trouvât dans les caisses de la Banque et dans celles de la couronne elle-même, qui en

avaient pris pour plus de 70 millions. L'état moral du pays était plus désolant encore, s'il est possible, que son état matériel. L'armée, convaincue de la folie de la politique pour laquelle on versait son sang, murmurait hautement, quoiqu'elle fût toujours prête, en présence de l'ennemi, à soutenir l'honneur des armes. La nation, profondément irritée de ce qu'on n'avait pas profité des victoires de Lutzen et de Bautzen pour conclure la paix, se regardant comme sacrifiée à une ambition insensée, connaissait maintenant par l'horreur des résultats les inconvénients d'un gouvernement sans contrôle. Désenchantée du génie de Napoléon, n'ayant jamais cru à sa prudence, mais ayant toujours cru à son invincibilité, elle était à la fois dégoûtée de son gouvernement, peu rassurée par ses talents militaires, épouvantée de l'immensité des masses ennemies qui s'approchaient, moralement brisée en un mot, au moment même où elle aurait eu besoin pour se sauver de tout l'enthousiasme patriotique qui l'avait animée en 1792, ou de toute l'admiration confiante que lui inspirait, en 1800, le Premier Consul! Jamais, enfin, plus grand abattement ne s'était rencontré en face d'un plus affreux péril!

Certes si l'étranger victorieux, qui soupçonnait une partie de ces vérités, avait pu les connaître dans toute leur étendue, il ne se serait arrêté qu'un jour aux bords du Rhin, juste le temps nécessaire pour réunir des cartouches et du pain; il eût franchi ce Rhin qui depuis 1795 semblait une frontière inviolable, et marché droit sur Paris, la ville où naguère paraissait résider en permanence le génie de la victoire. Mais la coalition fatiguée de ses efforts extraordinaires, toute surprise encore de ses triomphes malgré deux campagnes successives qui se terminaient à son avantage, était disposée à s'arrêter sur le Rhin : dernier répit que la fortune semblait vouloir nous accorder avant de nous abandonner définitivement!

Plus d'une cause contribuait à cette disposition des esprits dans le sein de la coalition, mais notre gloire était la principale. Si la politique de Napoléon nous avait mis le monde sur les bras, la gloire qu'il avait répandue sur nous, la bravoure sans égale avec laquelle nous avions soutenu ses gigantesques entreprises, le souvenir de la nation française se soulevant tout entière en 1792 pour repousser l'agression européenne, donnaient à réfléchir aux puissances continentales, toujours les plus compromises dans une lutte contre la France. On nous haïssait beaucoup, mais on ne nous craignait pas moins. L'idée de passer le Rhin, d'aller affronter chez elle cette nation qui avait inondé l'Europe de ses armées victorieuses, chez laquelle il n'y avait presque pas un homme qui n'eût porté les armes, qui blâmait l'ambition de son chef, mais qui le soutiendrait peut-être fortement si, après l'avoir ramené sur ses frontières, on voulait les franchir, cette idée troublait, intimidait les plus sages des généraux et des ministres de la coalition. D'ailleurs, après avoir expulsé Napoléon de l'Allemagne, qu'y avait-il de plus à prétendre? Fallait-il, après un triomphe inespéré, tenter de nouveau la fortune, échouer peut-être dans une entreprise téméraire, se faire rejeter au delà du Rhin pour n'avoir pas su s'y arrêter, rendre dès lors Napoléon plus exigeant que jamais, réveiller en lui des prétentions qui étaient près de s'éteindre, et se condamner à une guerre sans fin pour n'avoir pas su faire la paix à propos, pas plus que Napoléon n'avait su la faire à Prague? Et puis la guerre n'avait-elle pas été assez cruelle? Toutes les armées européennes portaient sur leurs corps des plaies larges et saignantes, qui attestaient ce que leur avaient coûté non-seulement Moscou, non-seulement Lutzen, Bautzen et Dresde, où elles avaient été vaincues, mais la Katzbach, Gross-Beeren, Kulm, Dennewitz, Leipzig, où elles avaient été victorieuses! Si on excepte les Prussiens, chez lesquels régnait une sorte de fureur nationale, excitée par l'influence des sociétés secrètes, le désir de la paix était général parmi les militaires de toutes les nations. Quoique fort braves et fort orgueilleux de leurs succès, les militaires russes avaient voulu s'arrêter sur l'Oder; ils le voulaient bien plus encore sur le Rhin, et ils pensaient que c'était assez d'être venus en combattant de Moscou à Mayence, et que pour eux il n'y avait rien à faire au delà. Les Autrichiens qui se battaient depuis vingt-deux ans, qui avaient rejeté le vainqueur de Marengo, d'Austerlitz, de Wagram hors de l'Autriche et de l'Allemagne, qui sentaient profondément le besoin de se reposer, qui dans la prolongation de la guerre ne voyaient qu'une satisfaction pour la haine des Prussiens, un agrandissement d'influence pour les Russes et les Anglais, et peut-être des chances de défaite pour tous, étaient fort enclins à une paix qui cette fois paraissait devoir être durable. A la tête de ces militaires, le prince de Schwarzenberg, importuné de la violence des Prussiens, de l'af-

fectation de suprématie drs Russes, de l'entêtement des Anglais, était fortement prononcé pour la paix, et dans le camp des coalisés sa haute raison n'était contestée par personne! Et, chose singulière, le célèbre général anglais lord Wellington, qui le premier en Europe avait tenu en échec la puissance de Napoléon, et dont la renommée, grossie par l'éloignement, n'avait cessé de s'étendre, semblait hésiter lui-même en approchant des redoutables frontières de France. Ce n'était pourtant pas la timidité qu'on pouvait lui reprochrr, car, en 1810 et en 1811, il était resté seul en armes sur le continent, risquant à tout moment d'être jeté dans l'Océan par les armées françaises. Eh bien, après la bataille décisive de Vittoria, livrée à nos portes, lord Wellington n'avait pas fait un pas, et malgré les incitations de son gouvernement, il déclarait qu'il y fallait penser sérieusement avant d'oser toucher au sol brûlant de la France! Hélas ! ces ennemis qui tant de fois nous avaient méconnus, et tant de fois devaient nous méconnaître encore, nous flattaient maintenant ! Ils ne savaient pas qu'un long abus de nos forces en avait presque tari la source, que le dégoût d'un long despotisme, que l'indignation contre une ambition désordonnée, avaient porté la France à s'isoler de son gouvernement, et à considérer la guerre plutôt comme faite à lui qu'à elle-même. Cette erreur de nos ennemis ne devait pas durer, mais elle était générale, et ils nous rendaient l'hommage de trembler à l'idée de toucher à notre sol.

Cette disposition pacifique qu'on remarquait chez les militaires, les Prussiens exceptés, était moins sensible chez les hommes d'État de la coalition, mais elle était tout à fait prononcée chez l'un d'eux, M. de Metternich. Ce ministre profondément clairvoyant, qui, dans l'année 1813, avait montré un rare mélange d'adresse et de franchise, de résolution et de prudence, répugnait à commettre la fortune de l'Autriche à de nouveaux hasards, et sous ce rapport, comme sous beaucoup d'autres, se trouvait pleinement d'accord avec son maître. M. de Metternich et l'empereur François s'étaient décidés à la guerre, parce que l'Allemagne la leur demandait à grands cris, parce que l'occasion de rétablir la situation de l'Autriche, de sauver l'indépendance de l'Allemagne, était trop belle pour ne pas la saisir; mais ce but atteint, ils ne voulaient pas, pour reconquérir tout entière l'anciene grandeur de l'Autriche, courir la chance de perdre ce qu'ils en avaient recouvré, courir la chance aussi de grandir outre mesure la prépondérance russe en Europe, la prépondérance prussienne en Allemagne, la prépondérance anglaise sur les mers! L'Autriche, assurée de n'avoir plus le grand-duché de Varsovie sur ses frontières septentrionales, de reprendre tout ce qu'on lui avait ôté en Pologne pour constituer ce duché, de regagner la frontière de l'Inn, le Tyrol, l'Illyrie, une part quelconque du Frioul, de n'avoir plus à supporter la Confédération du Rhin, devait se tenir, et se tenait effectivement pour satisfaite. L'empereur François, constant dans l'adversité, modéré dans la prospérité, était fortement de cet avis, et M. de Metternich, ministre fidèle de sa pensée, le partageait entièrement. Du reste, le mariage de Marie-Louise, imaginé uniquement dans l'intérêt de l'empire, n'ajoutait pas beaucoup à ces excellentes raisons. Mais, si on passait le Rhin, il s'élevait tout à coup une question qui ne s'était encore présentée à l'esprit de personne, excepté à l'esprit de quelques vieillards inconsolables, dont les regrets venaient de se convertir depuis peu en vives espérances, et cette question, c'était celle du renversement de Napoléon lui-même. Résister à sa domination insupportable, contenir, si on le pouvait, son ambition excessive avait été d'abord le désir de tous ses ennemis ; le renverser du trône de France n'avait été la pensée d'aucun. Pourtant vaincre un homme dont tous les titres étaient dans la victoire ; après l'avoir vaincu en Russie, en Pologne, en Allemagne, le vaincre en France même, si on l'essayait et si on y réussissait, pouvait faire naître l'idée de s'attaquer à sa personne, et de lui ôter, par l'épée, une couronne acquise par l'épée. Cette idée seule ravissait de joie les Prussiens, et remuait le cœur si paisible et si modéré de Frédéric-Guillaume. Pour Alexandre, que Napoléon avait personnellement humilié, il n'avait pas rêvé une si éclatante vengeance, mais les événements la lui offrant, il n'y répugnait point, et ne demandait pas mieux que de la goûter tout entière. Pourtant, en supposant le but atteint, que ferait-on du trône de France devenu vacant? Les Prussiens ne s'en inquiétaient guère, pourvu qu'ils eussent précipité du faîte des grandeurs celui qui les avait tant foulés aux pieds, et Alexandre pas beaucoup plus, car il se serait vengé, lui aussi, des dédains de l'orgueilleux conquérant. Mais la haine n'aveuglait ni l'empereur François ni son ministre ; l'intérêt de l'Autriche les dirigeait seul, et le Rhin fran-

chi, ils se demandaient ce qu'on ferait au delà.

Le mariage de Napoléon avec Marie-Louise, quoique l'empereur François fût un assez bon père, ne les touchait que médiocrement. D'autres considérations les occupaient. Aucune puissance au monde n'avait autant souffert que l'Autriche de l'esprit novateur, et n'avait eu autant de combats à soutenir contre cet esprit depuis trois cents ans. Pendant le XVIIIe siècle, elle avait rencontré le grand Frédéric, et perdu la Silésie. Pendant la Révolution française, elle avait rencontré Napoléon, et perdu les Pays-Bas, la Souabe, l'Italie, la couronne germanique. Si même on remontait jusqu'à la réforme protestante, on la trouvait sous Charles-Quint aux prises avec Luther, c'est-à-dire avec l'esprit novateur. La haine des révolutions était donc chez elle une politique traditionnelle, à peine interrompue un instant sous Joseph II, bientôt reprise sous ses successeurs, et aussi active que prévoyante sous l'empereur François et M. de Metternich. Ils se demandaient donc l'un et l'autre, avec un souci que ne partageait aucun de leurs alliés, à qui on donnerait à gouverner cette France si effrayante, qui tenait dans sa main, outre sa terrible épée, la torche non moins terrible des révolutions. Les Bourbons, qui leur auraient convenu sous tant de rapports, ils y songeaient à peine, parce que la France et l'Europe y songeaient moins encore, et qu'ils doutaient de leur capacité. Un soldat de génie, disposé à réprimer la révolution dont il était sorti, non par suite de préjugés qu'il n'avait point, mais par le double amour de l'ordre et du pouvoir, leur paraissait difficile à remplacer ; et songeant moins à Marie-Louise qu'à la révolution française, prête à recommencer son redoutable cours, ils n'inclinaient guère à détrôner Napoléon.

Satisfaits des résultats obtenus, craignant plutôt que désirant la vacance du trône de France, l'empereur François et M. de Metternich étaient d'avis, une fois parvenus aux bords du Rhin, d'adresser à Napoléon de nouvelles offres pacifiques, et, chose inattendue, l'Angleterre, l'ennemie si obstinée de la famille Bonaparte, se montrait en ce moment favorable aux vues du cabinet de Vienne. Le cabinet britannique ayant autrefois affiché le désir de rétablir les Bourbons sur le trône de France, ayant par ce motif essuyé pendant vingt années les attaques de l'opposition, qui lui reprochait de soutenir une guerre ruineuse pour un objet étranger à l'Angleterre, semblait craindre ce reproche, et à force de s'en défendre, avait presque fini par ne plus le mériter. Lord Aberdeen, son représentant auprès des cours alliées, l'un des esprits les plus droits, les plus sages qui aient jamais servi l'Angleterre, était devenu, sous ce rapport, l'appui de M. de Metternich, et n'hésitait pas à dire que si Napoléon faisait les concessions nécessaires, il fallait traiter avec lui tout comme avec un autre, et le considérer comme un souverain parfaitement légitime.

Arrivés au bord du Rhin, les coalisés avaient donc un parti à prendre à cet égard. D'ailleurs, certains antécédents les y obligeaient. M. de Metternich, le lendemain de la réunion de l'Autriche aux puissances belligérantes, et lorsqu'on était encore en Bohême, avait proposé et fait adopter quelques résolutions importantes, toutes conçues dans la vue de remédier à l'esprit de discorde ordinaire aux coalitions. Premièrement, puisque les souverains et leurs principaux ministres étaient réunis, il leur avait proposé de ne pas se séparer que la guerre ne fût terminée. Secondement, il avait demandé et obtenu la nomination d'un général unique, lequel, ainsi qu'on l'a vu, avait été le prince de Schwarzenberg. Troisièmement, il avait posé comme but, non pas la conquête, mais la restitution à chacun de ce qu'il avait perdu. Or comme cette base, pour la Prusse et l'Autriche, qui avaient subi depuis vingt années de si nombreuses transformations, pouvait être incertaine, il avait fait adopter pour l'une et l'autre la condition précise de leur état avant la guerre de 1805, et de plus il avait fait décider qu'on mettrait en dépôt, dans les mains de la coalition, les provinces reconquises. Enfin, il avait obtenu qu'on divisât la guerre non pas en campagnes et par années, mais en périodes mesurées sur l'importance des résultats obtenus. Ainsi, la marche et l'arrivée jusqu'au Rhin devaient constituer la première période. La seconde, si on était contraint à l'entreprendre, s'arrêterait au sommet des Vosges et des Ardennes. La troisième, si on était absolument réduit à pousser la guerre si loin, ne se terminerait qu'à Paris même. Il résultait, sans le dire, de ces résolutions si profondément conçues, qu'à chaque période accomplie, on s'arrêterait avant d'entamer la suivante, pour examiner si la paix n'était pas possible.

Ainsi, par toutes les raisons que nous avons données, l'Autriche, sans prendre toutefois l'initiative d'une nouvelle négociation, voulait faire savoir à Napoléon que c'était le moment de

traiter ; elle voulait lui conseiller d'être plus sage qu'à Prague, et de s'attacher à conserver outre le trône, qui n'avait pas été mis en question jusqu'ici, mais qui pouvait l'être, une France bien belle encore, celle du traité de Lunéville. Les souverains et leurs ministres étant en cet instant réunis à Francfort, un hasard leur fournit une occasion de communiquer à Napoléon leur pensée véritable, pensée sincère alors, car le Rhin n'était pas franchi. La France avait eu à Weimar un ministre, M. de Saint-Aignan, qui à un esprit éclairé joignait un caractère doux et conciliant, et qui avait l'avantage, fort apprécié à cette époque, d'être le beau-frère de M. de Caulaincourt. Il était connu en effet de toute l'Europe que M. de Caulaincourt, dans la cour trop soumise de Napoléon, avait la sagesse de soutenir la cause de la paix, et ce mérite, s'ajoutant à sa grande situation, en faisait aux yeux des étrangers le serviteur le plus respectable de l'Empire. Son beau-frère, M. de Saint-Aignan, avait été, par une assez brutale interprétation du droit de la guerre, considéré comme prisonnier lorsqu'on était entré à Weimar. On avait commencé par le reléguer à Tœplitz, puis on l'avait rappelé à Francfort, et dédommagé du reste par beaucoup d'égards d'un désagrément momentané. On lui avait proposé de se charger d'une mission à Paris, consistant à suggérer à Napoléon l'idée d'un congrès, lequel se réunirait immédiatement sur la frontière, et traiterait de la paix sur la double base des limites naturelles pour la France, et d'une indépendance complète pour toutes les nations.

Ce fut d'abord M. de Metternich qui prit M. de Saint-Aignan à part pour lui offrir cette sorte de mission. Il lui affirma que l'Europe désirait la paix, qu'elle la voulait honorable et acceptable pour tout le monde; qu'elle savait que la France, après vingt ans de victoires, avait acquis le droit d'être respectée, et qu'elle le serait ; qu'on n'entendait pas rétablir dans son entier l'ancien état des choses; que l'Autriche ne prétendait pas notamment reprendre tout ce qu'elle avait possédé jadis, qu'il lui suffirait de revenir à une situation convenable et rassurante ; que c'était là le terme des prétentions de tous les princes alliés ; qu'en preuve de cette haute sagesse chez eux, lui, M. de Metternich, était chargé de proposer à la France ses frontières naturelles, c'est-à-dire le Rhin, les Alpes, les Pyrénées, mais rien au delà ; qu'il était temps pour tous de songer à la paix, pour l'Europe sans aucun doute, mais pour la France également, et pour Napoléon en particulier plus que pour aucune des parties belligérantes; qu'il avait soulevé contre lui un orage épouvantable ; que l'irritation extraordinaire excitée contre sa personne allait sans cesse croissant, qu'elle inspirait aux combattants une rage guerrière difficile à contenir; que s'il y regardait bien, il verrait que les sentiments qui agitaient l'Europe avaient pénétré en France même, et qu'il pouvait arriver qu'il fût bientôt aussi isolé dans son propre pays que dans le reste du monde; que le temps de traiter honorablement était donc venu ; que, ce moment passé, la guerre serait acharnée, implacable, poussée jusqu'à la destruction entière des uns ou des autres ; qu'on ne se diviserait pas dans la coalition, qu'on ferait à l'union tous les sacrifices nécessaires ; que la paix qu'on offrait on l'offrait de bonne foi, qu'on la proposait générale sur terre et sur mer ; que la Russie, la Prusse, l'Angleterre elle-même la souhaitaient; qu'à cet égard il fallait mettre toute défiance de côté, car le désir d'arrêter l'effusion du sang était universel; mais qu'il ne fallait pas tomber encore une fois dans la déplorable erreur commise à Prague, où faute d'en croire l'Autriche, et faute de se résoudre à propos, on avait, pour quelques heures perdues, laissé échapper l'occasion de terminer la guerre à des conditions qu'on n'obtiendrait plus. En preuve de ce qu'il avançait, M. de Metternich introduisit successivement M. de Nesselrode et lord Aberdeen, qui répétèrent en termes plus courts, mais aussi formels, tout ce qu'il avait dit lui-même. Lord Aberdeen affirma, au nom de son propre cabinet, qu'on ne voulait ni abaisser ni humilier la France, qu'on ne songeait point à lui disputer ses frontières naturelles, car on savait qu'il y avait des événements sur lesquels il ne fallait pas revenir, mais il répéta qu'au delà de ces limites on était décidé à n'accorder à la France ni territoire, ni autorité positive, ni même influence, excepté celle toutefois que les grands États exercent les uns sur les autres, quand ils savent se servir des avantages de leur position sans en abuser.

Quant à la sincérité de ce langage, M. de Saint-Aignan, d'après tout ce qu'il vit et entendit, n'en conçut pas le moindre doute. Il répondit que pris à l'improviste et n'ayant aucune mission, il pouvait tout écouter sans manquer à des instructions qu'il n'avait point, qu'il rapporterait fidèlement ce qu'on le chargeait de dire, mais qu'il vaudrait peut-être mieux, pour plus d'exactitude,

lui remettre par écrit le résumé des conditions proposées. M. de Metternich n'y vit aucune difficulté, et remit à M. de Saint-Aignan une note fort courte, mais précise, contenant les énonciations suivantes.

L'Europe ne se diviserait point quoi qu'il arrivât, et resterait unie jusqu'à la paix. Cette paix devait être générale, et maritime aussi bien que continentale. Elle serait fondée sur le principe de l'indépendance de toutes les nations, dans leurs limites ou naturelles ou historiques. La France conserverait le Rhin, les Alpes, les Pyrénées, mais devrait s'y renfermer; la Hollande serait indépendante, et ses frontières du côté de la France seraient ultérieurement déterminées; l'Italie serait également indépendante, et on pourrait discuter les limites que l'Autriche y aurait du côté du Frioul, ainsi que la France du côté du Piémont. L'Espagne recouvrerait sa dynastie : cette condition était *sine quâ non*. L'Angleterre ferait aussi des restitutions au delà des mers, et chaque nation jouirait de la liberté du commerce telle qu'elle serait stipulée par le droit des gens, etc...

Sur ce dernier point seulement lord Aberdeen éleva quelques difficultés de rédaction, mais on laissa à M. de Metternich, qui tenait la plume, le soin de trouver les termes vagues que nous venons de rapporter, et on dirigea immédiatement M. de Saint-Aignan sur Mayence, en le rendant porteur des paroles les plus affectueuses pour M. de Caulaincourt. On fit dire à celui-ci qu'on le savait si honnête homme et si juste, qu'on était prêt à l'accepter comme arbitre des conditions de la paix, si Napoléon voulait lui confier des pleins pouvoirs pour la conclure.

M. de Saint-Aignan arriva le 11 novembre à Mayence, et le 14 à Paris. Il se hâta de remettre son message à M. de Bassano, qui le transmit sur-le-champ à Napoléon. Ce ministre était, il faut le reconnaître, considérablement changé. De sa dangereuse infatuation il n'avait conservé que les dehors. L'esprit, le caractère même, avaient cédé sous le poids des événements. Il eut donc la sagesse d'appuyer auprès de Napoléon les propositions de Francfort. Elles étaient certes bien belles, bien acceptables encore! Que pouvions-nous en effet désirer au delà des Alpes et du Rhin? Qu'avions-nous trouvé en outre-passant ces frontières si puissantes et si clairement tracées? Rien que la haine des peuples, l'effusion continue de leur sang et du nôtre, des trônes de famille difficiles à soutenir, presque tous tombés en ce moment ou tournés contre nous, parce qu'à une influence légitime sur des peuples voisins nous avions voulu donner la forme humiliante de royautés étrangères; et si enfin, par orgueil, ou affection fraternelle, nous exigions absolument quelque chose au delà du Rhin ou des Alpes, ne restait-il pas, dans les termes employés pour fixer les limites de la Hollande et de l'Italie, le moyen d'obtenir de suffisantes indemnités de famille?

Il n'y avait donc pas une seule raison de refuser les propositions indirectes mais positives de Francfort. Aussi Napoléon n'y pensait-il pas le moins du monde, bien que son orgueil souffrît cruellement; mais il recueillait le triste prix de ses fautes, car il ne pouvait guère se montrer accommodant sans s'affaiblir. Ne pas accepter sur-le-champ les propositions venues de Francfort, c'était laisser à la coalition le moyen de se dédire lorsqu'elle finirait par connaître le dénûment de la France, la dispersion de ses ressources depuis Cadix jusqu'à Dantzig, son abattement moral, son détachement de Napoléon, lorsque surtout le peuple anglais, s'exaltant à la nouvelle des derniers succès de la coalition, voudrait en tirer les plus extrêmes conséquences. Il y avait ce danger, et c'était, en effet, le plus grave, mais il y en avait un autre aussi, c'était d'avouer soi-même ce qu'on craignait que la coalition ne devinât bientôt, en laissant paraître par trop de condescendance l'impuissance à laquelle on était réduit. De la part d'un caractère moins entier que celui de Napoléon, la condescendance aurait pu être prise pour de l'esprit de conciliation; mais de sa part céder à l'instant sur tous les points, pour lier sur tous les points les puissances coalisées, c'était avouer une affreuse détresse. Aussi à côté du danger de résister, y avait-il celui de céder : effet trop ordinaire des mauvaises conduites, qui vous amènent à des situations où tout est péril, et où il y a autant d'inconvénient à reculer qu'à s'avancer!

Pourtant le plus grand péril étant de paraître intraitables, de fournir ainsi à ceux qui nous faisaient à regret les concessions de Francfort le droit de les retirer, il valait mieux consentir à tout, et tout de suite, au risque de laisser échapper un secret que du reste on ne pouvait pas cacher longtemps. Napoléon voulut par la promptitude de la réponse montrer un certain empressement à négocier, et n'ayant pris que la journée du 15 pour réfléchir, il fit répondre dès le lendemain 16. Mais la forme de la

réponse n'était pas heureuse. Aucune explication sur les bases proposées, dès lors aucune acceptation de ces bases, désignation de Manheim pour lieu de réunion du futur congrès, lieu dont le voisinage indiquait la résolution d'entrer en matière sans retard, enfin phrase ironique, amère même contre l'Angleterre, à propos de l'indépendance des nations que la France, disait-on, demandait sur terre comme sur mer, telle était en substance la note expédiée, note qu'assurément on ne fit pas attendre, car on l'envoya immédiatement au maréchal Marmont qui commandait à Mayence, avec ordre de la faire parvenir sur-le-champ à Francfort. Le silence gardé sur les conditions était imaginé sans doute pour écarter l'idée d'un trop grand abattement de notre part, car il indiquait qu'on n'était pas prêt à tout accepter, mais c'était décourager la coalition si elle était sincère, et, si elle ne l'était pas, lui laisser le moyen de se dédire.

Napoléon arrivé à Paris y avait trouvé le public dans un état de profonde tristesse, presque de désespoir, et en particulier d'extrême irritation contre lui. Sa police, quelque active qu'elle fût, quelque arbitraire qu'elle se permît d'être, pouvait à peine contenir la manifestation du sentiment général. Bien que personne, même dans le gouvernement, ne connût le secret des négociations de Prague, bien que Napoléon eût laissé croire à ses ministres et à l'archichancelier Cambacérès lui-même que les puissances avaient cherché à l'humilier jusqu'à vouloir lui ôter Venise, ce qui n'était pas vrai, le public était convaincu que si les négociations avaient échoué, c'était sa faute. On ne lui pardonnait donc pas d'avoir négligé l'occasion si heureuse des victoires de Lutzen et de Bautzen pour conclure la paix. On regardait son ambition comme extravagante, cruelle pour l'humanité, fatale pour la France. Après les désastres de 1813, ajoutés à ceux de 1812, on ne se croyait plus en mesure de résister à la coalition formidable qui sur le Rhin, l'Adige, les Pyrénées, menaçait la France d'un million de soldats. Les écrivains enchaînés ou payés, qui seuls avaient la faculté de composer des gazettes, et que personne ne croyait même quand ils disaient la vérité, avaient reçu les instructions du duc de Rovigo sur la manière de présenter les malheurs de cette campagne. Les frimas avaient servi à expliquer les désastres de 1812, la défection des alliés allait servir à expliquer ceux de 1813. Outre cette explication on en cherchait une autre dans l'explosion imprévue du pont de Leipzig. Sans le crime des Saxons et des Bavarois, disait-on, sans la faute de l'officier qui avait fait sauter le pont de Leipzig, Napoléon, vainqueur de la coalition, serait revenu sur le Rhin apportant à la France une paix glorieuse. Aussi n'y avait-il pas de termes d'exécration qu'on ne prodiguât aux Bavarois et surtout aux Saxons. On annonçait de plus avec une insistance cruelle, et bien peu méritée, que le colonel de Montfort, très-innocent, quoi qu'on en dît, de la catastrophe du pont de Leipzig, allait être pour cette catastrophe déféré à une commission militaire. Personne n'ajoutait foi à ces assertions, et comme les menteurs qui, lorsqu'ils s'aperçoivent qu'on ne les croit pas, élèvent la voix davantage, les écrivains soldés répétaient avec plus d'acharnement le thème convenu, sans obtenir plus de créance. — Il veut sacrifier tous nos enfants à sa folle ambition! était le cri des familles, depuis Paris jusqu'au fond des provinces les plus reculées. On ne niait pas le génie de Napoléon, on faisait bien pis, on n'y songeait plus, pour ne penser qu'à sa passion de guerres et de conquêtes. L'horreur qu'on avait ressentie jadis pour la guillotine, on l'éprouvait aujourd'hui pour la guerre. On ne s'entretenait partout que des champs de bataille de l'Espagne et de l'Allemagne, des milliers de mourants, de blessés, de malades expirant sans soins dans les champs de Leipzig et de Vittoria. On représentait Napoléon comme une espèce de démon de la guerre, avide de sang, ne se complaisant qu'au milieu des ruines et des cadavres. La France dégoûtée de la liberté par dix années de révolution, était dégoûtée maintenant du despotisme par quinze années de gouvernement militaire, et d'effusion de sang humain d'un bout de l'Europe à l'autre. Les violences des préfets enlevant les enfants du peuple par la conscription, ceux des classes élevées par la création des gardes d'honneur, torturant par des garnisaires les familles dont les fils ne répondaient point à l'appel, employant les colonnes mobiles contre les réfractaires qui couraient la campagne, traitant souvent les provinces françaises comme des provinces conquises, convertissant en impôts obligatoires de prétendus dons volontaires proposés et consentis par leurs affidés, prenant à la fois denrées, chevaux, bétail, par la voie des réquisitions; une police soupçonneuse recueillant les moindres propos, enfermant arbitrairement ceux qui étaient accusés de les tenir, et toujours supposée présente là même où elle n'était point; une misère

profonde dans les ports, résultant de la clôture absolue des mers; sur les frontières de terre, ouvertes naguère à notre industrie, des milliers de baïonnettes étrangères ne laissant pas passer un ballot de marchandises; enfin une terreur indicible et universelle de l'invasion, tous ces maux à la fois provenant d'une seule volonté non contredite, étaient une cruelle leçon, qui avait infirmé celle qu'on avait reçue des malheurs de la révolution, et qui, sans rendre la France républicaine, la ramenait à désirer une monarchie libéralement constituée. Tous les partis, longtemps oubliés, commençaient à se montrer de nouveau. Les révolutionnaires s'agitaient, mais à la vérité sans effet. Quelques-uns, en très-petit nombre, se rattachant à Napoléon par la crainte des Bourbons qu'ils haïssaient, voulaient bien le proclamer dictateur, à condition qu'il aurait recours à des moyens extraordinaires, et qu'il appellerait le peuple à un mouvement semblable à celui de 1792. Mais c'étaient des maniaques rêvant un passé actuellement impossible. Le mouvement de 1792 n'avait été qu'une explosion d'indignation de la part de la France injustement assaillie par l'Europe, et ce sentiment c'était aujourd'hui l'Europe qui l'éprouvait à son tour contre nous. Les royalistes, partisans de la maison de Bourbon, ranimés par l'espérance, excités par les prêtres bien plus nombreux, bien plus hardis en ce moment que les révolutionnaires, commençaient à élever la voix et à se faire écouter. La France avait presque oublié les Bourbons, dont elle était séparée par des événements immenses qui tenaient dans les esprits la place de plusieurs siècles, et elle craignait d'ailleurs leur manière de penser, leur entourage, leurs ressentiments; mais épouvantée de l'empire, persistant à repousser la république, elle en venait à comprendre que les Bourbons, contenus par de sages lois, pourraient offrir un moyen d'échapper au despotisme comme à l'anarchie. Il n'y avait, du reste, que les hommes les plus éclairés qui portassent leurs vues aussi loin; la masse laissait parler des Bourbons pour ne plus entendre parler de la guerre, qui dévorait les enfants, aggravait les impôts, et empêchait tout commerce.

Lorsqu'un gouvernement commence à être en danger, on peut en apercevoir le signe certain dans l'état d'esprit des fonctionnaires. En 1813 et 1814 les fonctionnaires de l'Empire étaient tristes, découragés, abattus, et quoiqu'un certain nombre affectassent un zèle violent, la plupart sans le dire en voulaient à Napoléon autant que ses plus grands ennemis, parce qu'ils sentaient qu'en se compromettant lui-même il les avait tous compromis. Le péril avait rendu quelque indépendance aux fonctionnaires d'un ordre élevé. Ils avaient déjà dit à Napoléon, à la fin de 1812, et ils lui répétaient bien plus à la fin de 1813, que sans la paix ils seraient tous perdus, eux comme lui. Les militaires du plus haut grade qu'il avait comblés de biens, mais sans les en laisser jouir, se taisaient en montrant un sombre mécontentement, ou disaient durement qu'il ne restait aucune ressource pour soutenir la guerre. Les deux hommes les plus sensés, l'un de l'armée, l'autre du gouvernement, Berthier et Cambacérès, ne cachaient plus leur consternation. Berthier était malade; Cambacérès était tombé dans une dévotion qui, ne répondant à aucune de ses dispositions antérieures, était la suite visible de son profond découragement. Se taisant avec Napoléon comme on a coutume de faire avec les incorrigibles, il avait demandé à se retirer, pour finir sa vie dans le repos et la piété. D'autres personnages moins résignés avaient manifesté plus ouvertement leur chagrin. Ney, disait-on, avait laissé échappé des paroles violentes; Marmont avait profité d'une ancienne intimité pour hasarder quelques avis; Macdonald, avec un mélange de finesse et de simplicité un peu rude, avait dit son sentiment; M. de Caulaincourt avait réitéré l'expression du sien, avec son courage ordinaire et une sorte de hauteur respectueuse. Tous n'avaient que le mot de paix à la bouche. Enfin l'impératrice, sans donner un avis, car elle ne savait qui avait tort ou raison, s'était bornée à pleurer. Elle était épouvantée pour elle, pour son fils, même pour Napoléon, qu'elle aimait alors comme une jeune femme aime le seul homme qu'elle ait connu.

Cette idée de la paix, qui le poursuivait comme un reproche amer, importunait Napoléon, d'autant plus qu'après ne l'avoir point voulue quand il dépendait de lui de l'obtenir, il sentait qu'aujourd'hui, même en la voulant, il ne l'obtiendrait pas, et que cette paix longtemps repoussée s'enfuirait à son tour quand il courrait après elle: singulière et fatale vengeance des choses de ce monde! L'Europe certainement venait d'offrir avec bonne foi la reprise des négociations, mais on pouvait douter de cette bonne foi quand on n'était pas dans le secret de ses conseils, et il était probable d'ailleurs qu'elle ne persisterait pas dans une telle offre, dès que notre faiblesse,

qui ne pouvait être longtemps ignorée, lui serait enfin connue. Napoléon ne croyait donc que très-peu à la possibilité d'une paix acceptable, ne l'attendait que d'une dernière lutte acharnée, soutenue ou sur la frontière, ou en deçà, et adressait à tous ses censeurs cachés ou patents les réponses suivantes : — Il est facile, leur disait-il, de parler de la paix, mais il n'est pas aussi facile de la conclure. L'Europe semble nous l'offrir, mais elle ne la veut pas franchement. Elle a conçu l'espérance de nous détruire, et cette espérance une fois conçue, elle n'y renoncera que si nous lui faisons sentir l'impossibilité d'y réussir. Vous croyez que c'est en nous humiliant devant elle que nous la désarmerons ; vous vous trompez. Plus vous serez accommodants, plus elle sera exigeante, et d'exigences en exigences elle vous conduira à des termes de paix que vous ne pourrez plus admettre. Elle vous offre la ligne du Rhin et des Alpes, et même une partie quelconque du Piémont. Ce sont là certainement d'assez belles conditions, mais si vous paraissez y accéder, elle vous proposera bientôt vos frontières de 1790. Eh bien, les puis-je accepter, moi, qui ai reçu de la République les frontières naturelles ? Peut-être a-t-il existé un moment où il aurait fallu nous montrer plus modérés, mais au point où en sont les choses, une condescendance trop manifeste de notre part serait un aveu de notre détresse qui éloignerait plus qu'il ne rapprocherait la paix. Il faut combattre encore une fois, combattre en désespérés, et si nous sommes vainqueurs, alors nous devrons sans aucun doute nous hâter de conclure la paix, et, dans ce cas, soyez-en sûrs, je m'y prêterai avec empressement.

Malheureusement ce que disait Napoléon devenait de minute en minute plus exact, car l'Europe, successivement avertie de notre faiblesse, ne se prêterait bientôt plus à aucune concession, et pour avoir la paix il faudrait l'arracher. Mais après avoir cru Napoléon trop facilement lorsqu'il ne disait pas vrai, on ne voulait plus le croire lorsque ce qu'il disait n'était que trop véritable. On ne voyait dans le langage que nous venons de rapporter que son intraitable caractère, son implacable passion pour la guerre (passion qu'il avait eue et qu'il n'avait plus), et beaucoup de gens qui se souciaient peu que la paix fût acceptable ou non, que la France eût ou n'eût pas ses frontières naturelles, pourvu que le trône impérial conservé conservât leurs places, disaient que *cet homme* (c'est ainsi qu'ils appelaient Napoléon), que *cet homme* était fou, qu'il se perdait, et qu'il allait les perdre tous avec lui. — Ainsi la vérité qu'on n'a pas voulu écouter lorsqu'il était temps de l'entendre utilement, on la retrouve plus tard, sous les formes les plus poignantes, non-seulement dans le cri des peuples, mais dans l'affliction des amis sincères, dans l'humeur silencieuse des amis intéressés, et souvent même dans l'insolence des plus vils courtisans, chez lesquels le désespoir d'une fortune perdue a fait évanouir le respect !

A toute opinion méconnue, et devenue implacable pour avoir été méconnue, il faut une victime, justement ou injustement choisie. Il y en avait une alors que toute la puissance de Napoléon ne pouvait refuser, nous ne dirons pas au public, condamné au silence, mais à sa propre cour révoltée des périls de la situation, et cette victime c'était M. de Bassano. On savait, sans connaître les détails, qu'à Prague la France aurait pu obtenir une paix glorieuse, et que l'Empereur l'avait refusée ; on savait que dans le moment même l'Empereur venait de recevoir une proposition fort belle encore, et un murmure d'antichambre disait qu'il n'y avait pas répondu convenablement, et de toutes ces fautes on s'en prenait à M. de Bassano, dont l'imprévoyance et l'orgueil avaient, disait-on, causé tous nos maux. On prétendait que c'était lui qui, au lieu d'éclairer Napoléon, s'appliquait à l'abuser, comme si quelqu'un avait pu être responsable des résolutions de ce caractère indomptable. M. de Bassano, sans doute, avait été un ministre complaisant, mais plus complaisant que dangereux, car il est douteux que même en se joignant à M. de Caulaincourt il eût pu faire prévaloir à Prague une détermination salutaire. Toutefois il aurait dû le tenter, et s'il n'avait sauvé la France, il aurait au moins sauvé sa responsabilité. On l'accablait en ce moment avec l'injustice ordinaire de la passion ; et M. de Caulaincourt qui lui en voulait de ne l'avoir pas soutenu à Prague, M. de Talleyrand qui occupait ses loisirs à le railler sans cesse, assuraient qu'avant tout, pour avoir la paix, il fallait persuader au monde qu'on la désirait, et que la manière la moins humiliante de le prouver c'était de renvoyer M. de Bassano.

Napoléon se résigna donc à ce sacrifice, première mais inutile expiation de ses fautes. Il savait bien que M. de Bassano n'était pas le vrai coupable, et que dans ce ministre c'était lui qu'on voulait frapper, et quoiqu'il n'en coûtât pas moins à sa justice qu'à son orgueil, il consentit à lui retirer les affaires étrangères, tant le danger était

pressant, et tant il sentait qu'il fallait, au dedans comme au dehors, des satisfactions à l'opinion courroucée. Ainsi sous les gouvernements despotiques aussi bien que sous les gouvernements libres, les instruments des fautes sont punis; seulement ils le sont avec moins de ménagement pour l'orgueil du maître, qui est réduit à se condamner lui-même en les frappant, aveu fâcheux et la plupart du temps stérile, parce que le sacrifice arrive lorsque le mal est irréparable.

Les deux auteurs de la chute de M. de Bassano, MM. de Talleyrand et de Caulaincourt, étaient seuls capables de le remplacer. Napoléon songea d'abord au premier, qui avait en Europe plus d'autorité que le second, quoiqu'il inspirât moins d'estime. M. de Talleyrand, avec sa rare sagacité politique, voyait venir la fin de l'Empire; pourtant il n'en était pas assez sûr pour refuser la direction des affaires étrangères, à laquelle il devait sa grandeur. Mais se défiant du despotisme de Napoléon autant que Napoléon se défiait de sa fidélité, il attachait du prix à rester grand dignitaire. Or, sur ce sujet, Napoléon s'était fait un système, c'était de ne jamais réunir chez le même individu le pouvoir ministériel et la qualité de grand dignitaire. Dans son empire, tel qu'il l'avait imaginé, les grands dignitaires, émanation de l'autorité souveraine, veillant de haut à l'une des branches de l'administration, avaient quelque chose de l'inviolabilité du monarque comme ils avaient quelque chose de son auguste caractère. Or, il ne voulait pas que ses ministres fussent inviolables, et M. de Talleyrand moins qu'un autre. Mais M. de Talleyrand tenait à l'être sous un tel maître, du moins autant que possible. Pour ce motif si mesquin on ne s'entendit point, et M. de Caulaincourt devint ministre des affaires étrangères. On n'en pouvait trouver un plus estimable, plus estimé, mieux accueilli de l'Europe.

Napoléon profita de l'occasion pour opérer quelques autres changements dans le ministère, les uns résultant de celui qui venait de s'accomplir, les autres projetés depuis quelque temps. En retirant à M. de Bassano la direction des affaires étrangères, Napoléon n'entendait cependant pas laisser sans emploi ce fidèle serviteur, et il lui rendit le poste de secrétaire d'État, qui le replaçait dans la plus intime confiance du monarque. C'était le ramener au point de départ de son ambition, mais il fallait céder à l'opinion déjà plus forte en ce moment que Napoléon lui-même. La secrétairerie d'État était alors occupée par M. Daru. Il y avait encore moins de motifs de laisser sans emploi un personnage dont le sacrifice n'était pas plus désiré par l'opinion que par le monarque. M. Daru, administrateur intègre, ferme, infatigable, sans cesse à la suite de Napoléon dans ses campagnes les plus difficiles, ayant partagé tous ses dangers, passait pour avoir en mainte occasion donné d'utiles conseils, et personne n'aurait vu dans son éloignement un avantage pour les affaires. Napoléon qui le pensait ainsi lui confia l'un des deux ministères de la guerre. Le général Clarke, duc de Feltre, avait l'administration du personnel, M. de Cessac celle du matériel. Ce dernier avait déjà rendu de longs services, et était capable d'en rendre encore; mais Napoléon, contraint de faire vaquer des places, lui accorda un repos anticipé, en y ajoutant du reste les marques de distinction les plus méritées. M. Daru succéda à M. de Cessac. Enfin le grand juge Reynier, duc de Massa, magistrat laborieux et intègre, mais âgé, ne pouvait plus supporter les fatigues d'une grande administration. Napoléon, quoique ayant pour lui beaucoup d'estime, l'avait déjà éloigné temporairement à la suite d'une longue maladie, et il choisit cette occasion de le remplacer définitivement par M. le comte Molé, dont il aimait l'esprit, le nom et la manière de penser. Napoléon, ne voulant pas que ce remplacement devînt une disgrâce pour le duc de Massa, résolut de lui confier la présidence du Corps législatif. M. de Massa n'était pas membre du Corps législatif, et n'avait par conséquent aucune chance de se trouver sur la liste des candidats à la présidence que ce corps avait le droit de présenter. On ne se laissait pas arrêter alors par de telles difficultés! Il fut décidé qu'on apporterait un changement à la constitution au moyen d'un sénatus-consulte, et que le Corps législatif ne contribuerait plus à la nomination de son président par une présentation de candidats. Ce n'était pas le moment de donner des déplaisirs à un corps qui, suivant un exemple alors assez commun, semblait acquérir du courage à mesure que Napoléon perdait de la force; cependant on passa outre, et ce sénatus-consulte, moins indifférent qu'il ne paraissait l'être, fut préparé avec plusieurs autres plus utiles et plus urgents.

Il s'agissait, à la veille d'une lutte suprême contre l'Europe, de trouver des hommes et de l'argent, d'en trouver beaucoup et rapidement. Or ces deux moyens essentiels de toute guerre étaient épuisés. Au mois d'octobre précédent,

avant de quitter Dresde pour Leipzig, Napoléon avait chargé Marie-Louise de se rendre au Sénat afin d'obtenir la conscription de 1815, qui devait fournir 160 mille conscrits, et en outre une levée extraordinaire de 120 mille hommes sur les classes de 1812, 1813 et 1814, déjà libérées. Le Sénat n'avait pas mis plus de difficulté à accorder ces 280 mille hommes, qu'il n'en avait mis à livrer à Napoléon tant d'autres victimes de la guerre actuellement ensevelies dans les plaines de la Castille, de l'Allemagne, de la Pologne, de la Russie. Malheureusement ces immenses levées, dont le prompt succès était si désirable, étaient plus faciles à décréter qu'à exécuter.

Parmi les 280 mille hommes dont l'appel avait été décidé en octobre, il fallait considérer comme ne pouvant rendre aucun service prochain la conscription de 1815 qui, grâce au système des anticipations, devait donner des soldats de 18 et de 19 ans, c'est-à-dire des enfants, braves mais faibles, et incapables de supporter les rudes travaux de la guerre. L'Europe avait vu périr des milliers de ces enfants, qui, pleins d'ardeur sur le champ de bataille, mouraient bientôt de fatigue sur les grandes routes ou dans les hôpitaux. Napoléon n'en voulait plus, et s'il avait demandé la conscription de 1815, c'était dans la pensée d'en former une réserve qui remplirait les dépôts et occuperait les places fortes. Il n'y avait donc à compter que sur les 120 mille hommes des classes antérieures. Mais cette levée, la seule utile, était d'une exécution difficile parce qu'il fallait rechercher des hommes précédemment libérés, et qui, ayant déjà répondu à plusieurs appels par des remplaçants, se voyaient frappés jusqu'à trois et quatre fois. Aussi ces recours aux classes antérieures, tout en procurant la meilleure qualité de soldats, avaient-ils l'inconvénient d'exciter les mécontentements les plus violents, et d'exiger des ménagements qui rendaient les appels beaucoup moins productifs. Ainsi il fallait renoncer aux hommes mariés, aux individus jugés nécessaires à leurs familles, et tandis qu'on avait espéré 100 mille hommes, on était heureux d'en obtenir 60 mille. Se fondant sur l'urgence des circonstances, Napoléon imagina de recourir à toutes les classes libérées antérieurement, et de prendre tous les célibataires qui n'étaient pas retenus chez eux par les raisons les plus légitimes. Évaluant à 300 mille les sujets qu'il pourrait trouver par ce moyen, il fit rédiger un sénatus-consulte qui l'autorisait à lever ce nombre d'hommes sur les classes antérieures, en remontant de 1813 à 1803. Ces 300 mille hommes, joints aux 280 mille décrétés en octobre, portaient à environ 600 mille les levées qu'on allait exécuter durant cet hiver, et jamais, il faut le dire, on n'avait fait à une population des appels aussi exorbitants, aussi ruineux pour les générations futures. Ce n'était pas l'opposition du Sénat qu'on craignait, mais celle des familles, et il était fort douteux que, même la loi à la main, on les amenât à satisfaire à de pareilles exigences. Certainement si les 600 mille hommes dont il s'agissait avaient pu être réunis, instruits, incorporés à temps, on aurait eu plus de soldats qu'il n'en fallait pour refouler la coalition au delà de frontières. Mais avec le soulèvement des esprits contre la guerre, avec l'opinion régnante qu'on la faisait pour Napoléon seul, combien y en avait-il parmi ces 600 mille hommes qui répondraient à l'appel du gouvernement? Et combien de temps surtout aurait-on pour les convertir en armées régulières? Personne ne le pouvait dire. Napoléon néanmoins, habitué à la soumission des peuples, à l'incapacité et à la lenteur de ses adversaires, espérait obtenir une grande partie des hommes appelés, et avoir jusqu'au mois d'avril pour les préparer à la prochaine campagne. Ces plans furent fondés sur cette double supposition.

Ces 600 mille hommes, qu'ils arrivassent un peu plus tôt ou un peu plus tard, il fallait les payer, et les finances de Napoléon, si bien administrées pendant quinze années, venaient, comme toutes les autres parties de sa puissance, de succomber par suite de l'abus qu'il en avait fait. On a vu comment ses budgets de 750 millions (sans compter 120 millions pour les frais de perception) étaient successivement montés à un milliard, après la réunion de Rome, de la Toscane, de l'Illyrie, de la Hollande, des villes hanséatiques. La guerre ayant pris depuis 1812 des proportions gigantesques, le budget de 1813 avait été évalué à 1,191 millions, sans les frais de perception. Les dépenses de la dernière campagne, celles du moins qui se soldaient par le budget, s'étant élevées de 600 à 700 millions, on estimait que ce budget atteindrait le chiffre, énorme alors, de 1,300 millions (1,420 avec les frais de perception). Ainsi en deux ans on était arrivé d'un milliard à 1,400 millions de dépenses, et si on se reporte aux valeurs de cette époque, on verra quelle charge supposait un chiffre aussi considérable. Ce n'était rien toutefois si on parvenait à y faire face. Mais indépendamment des 100 millions

d'excédant de dépenses, imputable à la guerre, les recettes étaient restées de 70 millions au-dessous des produits annoncés. C'étaient donc 170 millions qui, par excédant de dépenses ou insuffisance de recettes, allaient manquer au service de l'année. Il y avait un autre déficit bien plus embarrassant encore. Ne pouvant recourir à l'emprunt, ne voulant pas recourir à l'impôt, Napoléon avait imaginé de vendre les biens communaux, et d'en réaliser la valeur par anticipation, au moyen des bons de la caisse d'amortissement. On avait appliqué 46 millions de ces bons au budget de 1811, 77 à celui de 1812, et 149 à celui de 1813. Or cette ressource avait complétement fait défaut. On n'avait pas pu vendre encore pour plus de 10 millions de biens communaux, par suite des formalités qui étaient longues, de la misère qui était extrême, et de la défiance qui était générale. Les bons émis ne trouvant pas d'emploi étaient exposés à une dépréciation croissante, et pourtant c'est tout au plus si on en avait offert au public pour 25 à 30 millions, et encore on avait eu soin de ne les distribuer qu'aux fournisseurs. Malgré cette précaution, ils perdaient déjà de 15 à 20 pour 100. On aurait donc été privé tout à la fois des 272 millions à prendre sur ces bons, et des 170 millions manquant au budget de 1813, ce qui aurait constitué un déficit total de 442 millions, déficit écrasant à une époque où il n'y avait aucun moyen de crédit, si on ne s'était adressé à toutes les caisses de l'État et de la couronne, pour les obliger à recevoir des bons de la caisse d'amortissement. On en avait donné 10 millions à la Banque de France, 62 à la caisse de service, 52 au domaine extraordinaire, ce qui épuisait, ainsi que nous l'avons déjà montré, les dernières ressources disponibles de ce domaine.

Restait la caisse particulière de la couronne, renfermant les épargnes de Napoléon sur sa liste civile. Napoléon, comme nous l'avons dit ailleurs, grâce à un esprit d'ordre admirable, avait réussi à économiser sur sa liste civile 135 millions. Il en avait placé successivement 17 millions sur le Mont-Napoléon à Milan, 8 à la Banque de France, 4 dans les salines; il en avait prêté 13 à la caisse de service, et il en avait employé 26 en achats de bons de la caisse d'amortissement. Il restait, outre 3 ou 4 millions pour les besoins courants de la couronne, 63 millions en or et en argent déposés dans un caveau des Tuileries, ressource extrême qu'il gardait précieusement, non pour se ménager en cas de malheur des moyens d'existence à l'étranger (basse prévoyance au-dessous de sa haute ambition), mais pour soutenir sa dernière lutte contre le soulèvement universel des peuples.

Sauf ces 63 millions, Napoléon avait donc vidé toutes les caisses pour les forcer à prendre les bons qui représentaient le prix des biens communaux. Ayant trouvé de la sorte l'emploi de 150 millions de ces bons, il restait sur le déficit total de 442 millions dont nous venons de parler, un déficit actuel de 300 millions environ, auquel on ne savait comment faire face, toutes les ressources se trouvant absolument épuisées.

Dans un tel état de choses il fallait de toute nécessité recourir à l'impôt. Au surplus, adressant à la population, à titre d'urgence, la demande énorme de 600 mille hommes, Napoléon pouvait bien au même titre lui demander quelques centaines de millions. D'ailleurs la ressource de l'impôt avait été jusqu'ici soigneusement ménagée, et c'était la seule qui demeurât intacte, bien que les contributions indirectes, impopulaires en tout temps, fussent alors fort décriées sous le titre de *droits réunis*. Mais les contributions directes pouvaient encore supporter une charge nouvelle, et même assez forte. En ajoutant 30 centimes seulement sur la contribution foncière de 1813, il était facile de se procurer 80 millions, presque immédiatement réalisables. Il était possible d'obtenir 30 autres millions par le doublement de la contribution mobilière. Il fut donc statué en conseil qu'on exigerait le versement de ces sommes dans les mois de novembre, décembre et janvier. On y ajouta une augmentation d'un cinquième sur l'impôt du sel, et d'un dixième sur les contributions indirectes. Ces surtaxes devaient produire tout de suite 120 millions sans de trop grandes souffrances, sauf à statuer plus tard sur les impositions qu'on exigerait pour l'année 1814. Avec ces 120 millions, avec les impôts ordinaires, avec le trésor des Tuileries, avec certains ajournements imposés aux créanciers de l'État, on avait le moyen de suffire aux besoins les plus pressants.

Il s'agissait de convertir en lois ces demandes d'argent. Napoléon, par un décret daté des bords du Rhin, avait fixé au 2 décembre la réunion du Corps législatif, espérant pouvoir se servir de ce corps pour obtenir des ressources extraordinaires, et pour réveiller le patriotisme de la nation. Déjà un certain nombre des législateurs s'étaient rendus à Paris, et on ne les trouvait pas aussi bien disposés qu'on l'aurait désiré, car avec l'accroissement rapide du danger, et l'affaiblisse-

ment non moins rapide du prestige de Napoléon, l'indépendance renaissait dans tous les esprits. Il y avait donc à craindre des discussions fâcheuses, et d'ailleurs, si prompte que fût l'adoption des mesures proposées, elle ne pouvait pas s'effectuer avant le milieu de décembre, et la perception des centimes devait alors se trouver remise au mois de janvier, tandis qu'on en avait besoin sur-le-champ. On prit en conséquence le parti d'ordonner par simple décret la levée des centimes extraordinaires, ce qui faisait gagner un mois. Cette manière de procéder, absolument impossible sous un régime légal et régulier, était autorisée par plus d'un précédent. En effet, tantôt pour payer l'équipement des cavaliers votés par les départements, tantôt pour répartir plus également la charge des réquisitions en les convertissant en contributions publiques, les préfets n'avaient pas hésité à lever des centimes additionnels de leur seule autorité, et soit le sentiment du besoin, soit l'habitude de la soumission, personne n'avait réclamé. L'Empereur en présence du danger pouvait bien oser autant que les préfets, et un décret rendu le 11 novembre, le surlendemain même de son arrivée à Paris, ordonna les perceptions que nous venons d'énumérer. Le crime n'était pas grand, si on le compare à tout ce que le gouvernement impérial s'était permis en fait d'illégalités, et en tout cas il avait pour excuse la gravité et l'urgence du péril. Mais cet acte, comme bien d'autres, prouve quel cas on faisait alors des lois. Le concours du Corps législatif devenant moins nécessaire, puisqu'on avait prescrit par simple décret la levée des impositions extraordinaires, on ajourna sa réunion du 2 décembre au 19, afin de s'épargner des discussions inopportunes. La précaution, comme on le verra bientôt, n'était pas des mieux imaginées, car ces législateurs presque tous rendus à Paris, et y passant le temps à ne rien faire, ou à s'animer des sentiments de cette capitale, n'en devaient pas devenir plus indulgents pour un gouvernement bassement adulé quand il était tout-puissant, très-librement jugé depuis ses premiers revers, et menacé, à la veille de sa chute, d'un déchaînement universel. Un autre inconvénient de la convocation du Corps législatif qu'on avait voulu éviter, c'était l'obligation de faire élire la quatrième série (le Corps législatif était divisé en cinq), dont les pouvoirs, expirant au commencement de 1813, avaient déjà été prorogés d'une année. Réunir des électeurs en ce moment pouvant être aussi dangereux que de réunir des députés, on décida de remettre à une autre année l'élection de la quatrième série. Cette mesure, celle qui abolissait les listes de candidats pour la présidence du Corps législatif, celle enfin d'un nouvel appel de 300 mille hommes, relevaient naturellement de l'autorité du Sénat, qui était censé toujours assemblé, et supposé toujours soumis, comme il le fut effectivement jusqu'à l'avant-dernière heure de l'Empire. On le convoqua donc pour le 15 novembre, et on lui présenta ces trois mesures.

La réunion du Sénat fut entourée d'un appareil inaccoutumé. On voulait frapper l'esprit de la nation, parler à son cœur, exciter son dévouement patriotique. Malheureusement quand on parle rarement ou trop tard aux nations, on est exposé à être écouté avec défiance, ou mal compris. L'orateur du gouvernement raconta en vain les derniers revers de nos armées, il se déchaîna en vain contre la perfidie des alliés, contre la fatale imprudence commise au pont de Leipzig, il montra en vain ce que la France avait à craindre d'une coalition victorieuse, il toucha peu un sénat insensible et abaissé, et ne produisit qu'un genre de conviction, c'est qu'en effet le danger était immense, c'est qu'en effet il fallait demander de grands efforts à la nation, sans beaucoup d'espérance, hélas! de la voir répondre à un semblable appel après quinze ans de guerres folles et inutiles. Les 300 mille hommes à prendre sur les classes antérieures furent votés sans une seule objection. L'ajournement de l'élection de la quatrième série fut également accordé, par le motif qu'il était pressant de réunir le Corps législatif, motif singulier lorsqu'on ajournait du 2 décembre au 19 la réunion de ce corps, dont les membres étaient presque tous présents à Paris. Enfin, pour supprimer la liste des candidats à la présidence du Corps législatif, on fit valoir une raison non moins étrange, c'est qu'il serait possible que les candidats proposés ignorassent l'étiquette de la cour, ou bien fussent tout à fait inconnus à l'Empereur. Le Sénat ne contredit pas plus les motifs que le dispositif de ces décrets, et il les vota sans mot dire, comme il allait tout voter, jusqu'au jour où il voterait la déchéance de Napoléon lui-même sur une invitation de l'étranger!

Ces mesures politiques, militaires et financières n'avaient cessé d'occuper Napoléon depuis son retour à Paris. C'était un premier résultat qu'on aurait pu considérer comme heureux s'il n'avait pas été si tardif, que de transférer de

M. de Bassano à M. de Caulaincourt la correspondance avec les cours étrangères. M. de Metternich, en recevant la réponse de M. de Bassano à la fois énigmatique et ironique, avait répliqué le 25 novembre, après en avoir conféré avec les cours alliées, et sa réplique contenait à peu près ce qui suit. On apprenait avec plaisir, disait-il, que l'Empereur eût enfin reconnu dans l'espèce de mission donnée à M. de Saint-Aignan un désir sincère de paix, qu'il eût désigné Manheim pour lieu de réunion d'un congrès, choix auquel on adhérait volontiers ; mais, ajoutait-il, on ne voyait pas avec le même plaisir le soin que le gouvernement français mettait à éviter toute explication sur les bases sommaires proposées à Francfort, et on ne pouvait se dispenser de demander avant toute négociation l'adoption formelle ou le rejet de ces bases.

Il fallait s'applaudir de voir les coalisés insister encore sur l'adoption des bases de Francfort, bien qu'il fût déjà douteux que dans ce moment ils le fissent de bonne foi, et on devait se hâter de les prendre au mot pour les empêcher de se dédire. La présence de M. de Caulaincourt au département des affaires étrangères ne laissait pas d'incertitude sur la réponse. Il insista auprès de Napoléon, et il obtint qu'on répondît comme on aurait dû le faire dès le 16 novembre. Sans perdre un instant il écrivit, le 2 décembre, qu'en accédant à l'idée d'un congrès et au principe de l'indépendance de toutes les nations établies dans leurs frontières naturelles, on avait bien entendu adopter les bases sommaires apportées par M. de Saint-Aignan ; qu'en tout cas on les acceptait actuellement d'une manière expresse ; qu'elles exigeraient de la part de la France de grands sacrifices, mais que la France ferait volontiers ces sacrifices à la paix, surtout si l'Angleterre, renonçant de son côté aux conquêtes maritimes qu'on avait droit de lui redemander, consentait à reconnaître sur mer les principes de négociation qu'elle prétendait faire prévaloir sur terre.

Il est probable que, donnée dix-huit jours plus tôt, cette réponse eût imprimé un tout autre cours aux événements. Maintenant elle laissait bien des prétextes à un changement de résolution de la part des puissances coalisées, si, mieux instruites de notre détresse, elles voulaient revenir sur ce qu'elles avaient offert à Francfort.

En se résignant aux limites naturelles de la France, Napoléon se réservait néanmoins de retenir encore tout ce qu'il pourrait au delà de ces limites, et dans les instructions du plénipotentiaire que déjà il avait choisi (c'était M. de Caulaincourt), il établissait les conditions qui suivent. En concédant qu'il n'aurait rien au delà du Rhin, il entendait toutefois garder sur la rive droite Kehl vis-à-vis de Strasbourg, Cassel vis-à-vis de Mayence, et en outre la ville de Wesel, située tout entière sur la rive droite, mais devenue une sorte de ville française. Quant à la Hollande, il ne désespérait pas d'en garder une partie en abandonnant les colonies hollandaises à l'Angleterre. En tout cas il avait le projet de disputer sur les limites qui sépareraient de la France, et de proposer d'abord l'Yssel, puis le Leck, puis le Wahal, frontière dont il était résolu à ne point se départir, et qui lui assurait ce qu'il avait enlevé de la Hollande au roi Louis. Il entendait de plus que la Hollande ne retournerait pas sous l'autorité de la maison d'Orange, et qu'elle redeviendrait république.

Quant à l'Allemagne, il consentait bien à renoncer à la Confédération du Rhin, mais à la condition qu'aucun lien fédéral ne réunirait les États allemands entre eux, et qu'en rendant à la Prusse Magdebourg, à l'Angleterre le Hanovre, on formerait de la Hesse et du Brunswick un royaume de Westphalie, indépendant de la France, mais destiné au prince Jérôme.

Napoléon voulait qu'Erfurt fût accordé à la Saxe en dédommagement du grand-duché de Varsovie, que la Bavière conservât la ligne de l'Inn, afin de n'être pas forcé de lui céder Wurzbourg, ce qui aurait obligé d'indemniser le duc de Wurzbourg en Italie.

En Italie il admettait que l'Autriche eût, outre l'Illyrie, c'est-à-dire Laybach et Trieste, une portion de territoire au delà de l'Isonzo, mais à condition que la France s'avancerait dans le Piémont autant que l'Autriche dans le Frioul. Tout ce que la France avait possédé dans le Milanais, le Piémont, la Toscane, les États romains, constituerait un royaume d'Italie, également indépendant de l'Autriche et de la France, et réservé au prince Eugène.

Le Pape retournerait à Rome, mais sans souveraineté temporelle. Naples resterait à Murat, la Sicile aux Bourbons de Naples. L'ancien roi de Piémont obtiendrait la Sardaigne seulement.

Les îles Ioniennes feraient retour à l'un des États d'Italie, si Malte était cédée à la Sicile. Dans le cas contraire, les îles Ioniennes appartiendraient à la France avec l'île d'Elbe.

L'Espagne serait restituée à Ferdinand VII, le

Portugal à la maison de Bragance. Mais l'Angleterre ne retiendrait aucune des colonies de l'Espagne et du Portugal.

Le Danemark conserverait la Norwége. Enfin on insérerait un article qui consacrerait d'une manière au moins générale les droits du pavillon neutre.

Telles étaient les conditions que Napoléon voulait présenter au futur congrès de Manheim. Malheureusement on était bien loin de compte, et malgré sa profonde sagacité, malgré la connaissance qu'il avait de sa situation, au point de douter que la coalition pût lui offrir sérieusement les bases de Francfort, il avait encore assez de complaisance envers lui-même pour se flatter de faire écouter à Manheim de telles propositions. Il est vrai qu'en ce moment il nourrissait une espérance qui pouvait justifier ses derniers rêves si elle se réalisait, c'est que la guerre ne recommencerait qu'en avril. Si en effet les alliés, fatigués de cette terrible campagne, s'arrêtaient sur le Rhin jusqu'en avril, et lui donnaient quatre mois pour préparer ses ressources, il pouvait des débris de ses armées, et des 600 mille hommes votés par le Sénat, tirer au moins 300 mille combattants bien organisés, et avec cette force réunie dans sa puissante main, rejeter sur le Rhin l'ennemi qui aurait osé le franchir. Il est certain qu'avec 300 mille soldats se battant sur un terrain resserré et ami, avec son génie agrandi par le malheur, il avait de nombreuses chances de triompher. Mais lui laisserait-on ces quatre mois? Était-il raisonnablement fondé à l'espérer? Là était toute la question, et de cette question dépendaient à la fois son trône et notre grandeur, non pas notre grandeur morale qui était impérissable, mais notre grandeur matérielle qui ne l'était pas.

Du reste il se comporta non point comme s'il avait eu quatre mois, mais comme s'il en avait eu deux tout au plus, et il employa les ressources mises à sa disposition avec sa prodigieuse activité, naturellement plus excitée que jamais. Les places fortes étaient le premier objet auquel il fallait pourvoir. Elles étaient distribuées sur deux lignes : celles du Rhin et de l'Escaut, couvrant notre frontière naturelle, Huningue, Béfort, Schelestadt, Strasbourg, Landau, Mayence, Cologne, Wesel, Gorcum, Anvers; celles de l'intérieur couvrant notre frontière de 1790 : Metz, Thionville, Luxembourg, Mézières, Mons, Valenciennes, Lille, etc. Nous ne citons que les principales. Tandis qu'on avait entouré d'ouvrages dispendieux Alexandrie, Mantoue, Venise, Palma-Nova, Osopo, Dantzig, Flessingue, le Texel, les places indispensables à notre propre défense, Huningue, Strasbourg, Landau, Mayence, Metz, Mézières, Valenciennes, Lille, se trouvaient dans un état de complet abandon. Les escarpes étaient debout mais dégradées, les talus déformés, les ponts-levis hors de service. L'artillerie insuffisante n'avait point d'affûts ; on manquait d'outils, d'artifices, de bois pour les blindages, de ponts de communication entre les divers ouvrages, de chevaux pour le transport des objets d'armement, d'ouvriers sachant travailler le bois et le fer. Les officiers d'artillerie et du génie restés dans l'intérieur du territoire étaient presque tous des vieillards incapables de soutenir les fatigues d'un siége. Les approvisionnements n'étaient pas commencés, et l'argent qui, moyennant beaucoup d'activité, permet de suppléer non pas à toutes choses, mais à quelques-unes, l'argent n'existait point, et il était douteux que le Trésor pût le faire arriver à temps et en quantité suffisante. Enfin il fallait des garnisons, et on avait à craindre en les formant d'appauvrir l'armée active déjà si affaiblie.

On s'attacha d'abord à pourvoir aux besoins les plus pressants. Il était urgent de faire passer des places de première ligne dans les places de seconde les dépôts des régiments, afin de débarrasser celles qui pouvaient être investies les premières, et de soustraire à l'ennemi ces dépôts qui étaient la source à laquelle les régiments puisaient leur force. Cette mesure, déjà tardive, était difficile, car il fallait déplacer non-seulement les hommes valides et non valides, mais les administrations et les magasins. Les dépôts qui étaient à Strasbourg, Landau, Mayence, Cologne, Wesel, furent transférés à Nancy, Metz, Thionville, Mézières, Lille, etc. Le maréchal Kellermann, duc de Valmy, qui avait rendu tant de services dans l'organisation des troupes, et qui avait commandé en chef à Strasbourg, Mayence et Wesel, se transporta à Nancy, Metz, Mézières. Ce déplacement fut aussitôt commencé, malgré la rigueur de la saison.

Napoléon ordonna aux préfets de pourvoir d'urgence à l'approvisionnement des places fortes, au moyen de réquisitions locales, en payant ou promettant de payer dans un bref délai les denrées et le bétail enlevés d'autorité. On devait procéder de même pour les bois et pour toutes les matières dont on aurait besoin. Les maréchaux commandant les troupes actives, le maré-

chal Victor à Strasbourg, le maréchal Marmont à Mayence, le maréchal Macdonald à Cologne et Wesel, eurent pour instruction de s'occuper tant de la réorganisation de leurs corps que de la composition des garnisons. Tous les détachements revenant de la 32ᵉ division militaire, c'est-à-dire des pays compris entre Hambourg et Wesel, formèrent le fond de la garnison de Wesel. Le 4ᵉ corps, infortuné débris de tant de corps confondus en un seul, fut chargé de la défense de Mayence sous le général Morand, son ancien chef. Le général Bertrand, qui avait commandé ce corps en dernier lieu, avait été nommé grand maréchal du palais en récompense de son dévouement. Strasbourg reçut quelques cadres ruinés, qu'on devait remplir avec des conscrits et des gardes nationaux. La fidélité de l'Alsace permettait de recourir à la milice nationale, dont Napoléon n'aimait pas à se servir, excepté pour la défense des places. Des cadres d'artillerie, recrutés à la hâte avec des conscrits, fournirent le personnel de cette arme. On lui donna autant que possible de bons commandants, auxquels on adjoignit quelques officiers du génie, choisis parmi les moins âgés de ceux qui restaient en France, et on prescrivit à tous d'employer l'hiver à s'organiser de leur mieux. Il faut reconnaître que de leur part le zèle n'y faillit point.

Les mesures adoptées pour les trois plus importantes places de la première ligne, Strasbourg, Mayence, Wesel, furent, sauf quelques différences locales, exécutées dans toutes les autres. En se rapprochant de la vieille France les gardes nationales furent appelées avec plus de confiance à la défense du pays. Nous venons de dire que Napoléon n'était pas très-porté à les employer. Sans doute il s'en défiait parce qu'elles pouvaient réfléchir d'une manière fâcheuse la disposition actuelle des esprits; pourtant ses motifs n'étaient pas exclusivement égoïstes. Dans un moment où il demandait à la population près de 600 mille hommes, il craignait de pousser l'exaspération au comble en s'adressant à toutes les classes de citoyens à la fois, et surtout à celle des pères de famille, qui compose particulièrement la garde nationale. D'ailleurs, manquant des matières nécessaires pour armer et habiller ses soldats, il aimait mieux donner les draps et les fusils à l'armée qu'aux gardes nationales. Seulement dans les places frontières où l'on n'avait pas le temps de jeter des corps organisés, les gardes nationales se trouvant toutes formées, et ayant de plus l'esprit militaire, il les admit à compléter les garnisons. Il consentit aussi à s'en servir dans quelques grandes villes de l'intérieur où l'ordre pouvait être accidentellement troublé par l'extrême agitation des esprits, et il décida que dans ces villes les principaux habitants formés en bataillons de grenadiers et de chasseurs, armés et habillés à leurs frais, commandés par des officiers sûrs, seraient chargés de maintenir la tranquillité publique.

Napoléon s'occupa ensuite de l'armée active. Aux divers maux qui avaient assailli nos troupes depuis leur retour d'Allemagne, venait de s'en ajouter un plus affreux que tous les autres, c'était le typhus. Né dans les hôpitaux encombrés de l'Elbe, apporté sur le Rhin par les blessés, les malades, les traînards, il avait exercé des ravages épouvantables, particulièrement à Mayence. Le 4ᵉ corps, porté à 15 mille hommes par la réunion des 4ᵉ, 12ᵉ, 7ᵉ et 16ᵉ corps, et bientôt à 30 mille par l'adjonction successive des soldats isolés, avait perdu en un mois la moitié de son effectif, et était retombé à moins de 15 mille hommes. Des militaires le typhus s'était communiqué aux habitants, et il mourait presque autant des uns que des autres. Cet horrible fléau avait pris, sous l'influence de la misère, des formes hideuses et qui navraient le cœur. On voyait chez nos jeunes soldats, dont la constitution était appauvrie par les privations et la fatigue, les doigts des pieds et des mains, atteints par la gangrène, se détacher pièce à pièce. A Mayence l'épouvante était devenue générale, et sur les vives instances des habitants, les administrateurs, dans l'espoir de diminuer l'infection, avaient ordonné des évacuations précipitées vers l'intérieur. Cette mesure avait entraîné de nouvelles calamités, et on rencontrait sur les routes des charrettes chargées d'une trentaine de malheureux, les uns morts, les autres expirant à côté des cadavres auxquels ils étaient attachés. De plus la contagion commençait à s'étendre de la première à la seconde ligne de nos places, et la ville de Metz avait frémi en apprenant la mort de quelques soldats atteints du typhus dans ses hôpitaux.

Le maréchal Marmont, vivement ému de cet affreux spectacle, s'était donné beaucoup de peine pour diminuer le mal, et avait d'abord empêché les évacuations qui exposaient tant d'infortunés à périr sur les routes, et menaçaient de la contagion nos villes de l'intérieur. Il avait occupé d'autorité tous les bâtiments qui pouvaient être convertis en hôpitaux, et avait évacué les malades d'un hôpital sur l'autre, sans les faire trans-

porter de ville en ville. Les réquisitions dans les pays environnants avaient pourvu aux besoins des malades, et le fléau, grâce à ces mesures bien entendues, avait paru sinon diminuer beaucoup, du moins s'arrêter dans sa marche menaçante. Toutefois l'un des régiments du maréchal Marmont, le 2e de marine, avait été réduit en un mois de 2,162 hommes à 1,054.

Autorisé par l'Empereur, le maréchal Marmont avait fait sortir de Mayence les corps qui n'étaient pas indispensables à la défense de la place. Le 2e, commandé par le maréchal Victor, avait été déjà acheminé sur Strasbourg; les 5e et 11e, réunis sous le maréchal Macdonald, furent dirigés sur Cologne et Wesel. Il envoya vers Worms les 3e et 6e qui étaient destinés à servir sous ses ordres, et ne laissa dans Mayence que le 4e, qui devait y tenir garnison. Enfin par ordre de Napoléon il tira de Mayence la garde, jeune et vieille, cavalerie et infanterie, et la répartit entre Kaiserslautern, Deux-Ponts, Sarreguemines, Sarrelouis, Thionville, Luxembourg, Trèves, etc.

Napoléon donna ensuite ses ordres pour la réorganisation des corps. La plupart devinrent de simples divisions, et contribuèrent ainsi à former des corps nouveaux. Il n'y eut d'exception que pour le 2e, cantonné à Strasbourg, et placé près de ses dépôts, où il devait trouver le moyen de se reconstituer avec plus de facilité et d'une manière plus complète. On commença par prendre dans les dépôts d'infanterie tout ce qu'ils contenaient en sujets passablement instruits. Napoléon espérait en tirer 500 soldats par régiment, et porter tout de suite à 80 mille hommes l'infanterie des divers corps cantonnés sur le Rhin. Les conscrits demandés aux classes antérieures par les derniers décrets, devaient être expédiés sur les dépôts les plus voisins, y être instruits et équipés le plus tôt possible, et, selon qu'on aurait deux, trois ou quatre mois, pourraient porter jusqu'à 100, 120, ou 140 mille hommes l'infanterie de l'armée du Rhin. Les conscrits de ces mêmes classes appartenant aux départements frontières devaient être jetés dans les places fortes, enfermés dans quelques cadres qu'on y laisserait, et s'y former en tenant garnison. Ceux-là auraient certainement le loisir de s'instruire et de s'équiper, pourvu toutefois qu'ils eussent le temps d'arriver avant que nos places fussent investies.

Après ces soins donnés à la frontière du Rhin, Napoléon s'occupa spécialement de la frontière de Belgique, qui devait être la plus menacée si on voulait nous contester nos limites naturelles. Il s'occupa aussi de la Hollande, qui couvrait la Belgique. Ces deux contrées, mal gardées, étaient extraordinairement agitées, et il était urgent d'y envoyer des forces respectables. Le général Molitor, chargé de défendre la Hollande, avait pour toute ressource quelques régiments étrangers peu sûrs, et quelques bataillons français faiblement composés. C'étaient de bien pauvres moyens à opposer à Bernadotte, qui en ce moment se dirigeait vers la Hollande avec la majeure partie de son armée, et ce n'était pas le maréchal Macdonald, placé à trente lieues avec les débris des 5e et 11e corps, qui pouvait être d'un grand secours pour le général Molitor. Napoléon s'efforça de lui expédier en toute hâte quelques renforts. Il s'était flatté, dans le principe, de sauver les puissantes garnisons de Dresde et de Hambourg, qui auraient suffi sans aucun doute pour nous maintenir en possession de la Hollande et de la Belgique. Mais on a vu le sort de la garnison de Dresde devenue prisonnière de guerre en violation de tous les principes; et, quant à celle de Hambourg, tandis que le maréchal Davoust songeait à se mettre à sa tête, et à marcher avec elle vers le Rhin, les troupes de Bernadotte, inondant la Westphalie, l'avaient obligée de se renfermer dans ses retranchements. Il n'y avait donc plus rien à attendre de ce côté, et c'étaient 70 mille soldats excellents enlevés à la défense de l'Empire. Les régiments du maréchal Davoust, qui avaient fourni des bataillons au 1er corps fait prisonnier à Dresde, et au 13e enfermé dans Hambourg, avaient tous leurs dépôts en Belgique. Napoléon versa des conscrits dans ces dépôts, espérant ainsi composer une armée de 40 mille hommes d'infanterie, qu'il vaulait confier au brave général Decaen. Jetant aussi des conscrits et des gardes nationales dans les places, surtout dans Anvers, il comptait que cette armée dite du Nord, portée à 50 mille hommes de toutes armes, manœuvrant entre Utrecht, Gorcum, Breda, Berg-op-Zoom, Anvers, et protégée par les inondations, suffirait à couvrir la Hollande et la Belgique.

L'armée active du Rhin pourrait alors se consacrer exclusivement à sa tâche, sans inquiétude pour la conservation des Pays-Bas, et tenir tête aux troupes de la coalition qui prendraient l'offensive, soit qu'elles vinssent en colonnes séparées par Cologne, Mayence, Strasbourg, soit qu'elles se présentassent en une seule masse par

l'une de ces trois routes. On vient de voir que Napoléon, en prenant dans les dépôts les hommes actuellement formés, et en y ajoutant ensuite les conscrits des anciennes classes qu'on se dispenserait, en cas d'urgence, de faire passer par les dépôts et qu'on enverrait directement aux régiments, espérait porter d'abord à 80, puis à 140 mille hommes l'infanterie des corps établis sur le Rhin. Il se flattait, en réorganisant sa cavalerie et son artillerie, de les porter à 200 mille hommes au printemps, et enfin à 300 mille en y joignant la garde impériale. Il projetait en effet de donner à celle-ci une extension qu'elle n'avait jamais eue. Voici quelles furent à cet égard ses combinaisons.

Bien qu'elle eût de graves inconvénients, la garde, par son excellent esprit, par sa forte discipline, avait rendu les plus grands services dans la dernière campagne, soit en frappant des coups décisifs les jours de bataille, soit en conservant dans les revers une tenue que ne présentait pas le reste de l'armée. Elle était réduite en ce moment à environ 12 mille hommes d'infanterie, et à 3 ou 4 mille de cavalerie. Elle consistait en deux divisions de vieille garde, grenadiers et chasseurs, deux de moyenne garde, fusiliers et flanqueurs, et quatre de jeune garde, tirailleurs et voltigeurs. Comme elle abondait en sujets capables de devenir de très-bons sous-officiers, il était facile de l'étendre sans en altérer l'esprit, sans en diminuer la consistance. C'était de tous les corps de l'armée celui où il était le plus aisé de jeter des milliers de jeunes gens, qui se transformaient tout de suite en soldats. Napoléon avait pour y réussir une facilité de plus, due tout entière à un seul homme, et cet homme était l'illustre Drouot, officier supérieur d'artillerie dans la garde, et modèle accompli de toutes les vertus guerrières. Drouot, simple et même un peu gauche dans ses allures, n'avait pas été d'abord apprécié par Napoléon. Mais tandis que dans ces guerres incessantes, l'ambition faisant des progrès et la fatigue aussi, on était obligé de récompenser plus chèrement des services moindres, Napoléon avait été frappé de l'attitude de cet officier, connaissant à fond toutes les parties de son métier, s'y appliquant avec une ardeur infatigable, sans se relâcher jamais, sans chercher comme beaucoup d'autres à se faire valoir à mesure que les difficultés augmentaient, proportionnant ainsi en silence son intrépidité aux périls, son zèle aux embarras, n'ayant pas flatté son maître jadis, ne cherchant pas à l'affliger par ses critiques aujourd'hui, se bornant à servir de toutes ses facultés le prince et la patrie qu'il confondait dans la même affection et le même dévouement. Napoléon comme les despotes de génie, jouissant des adulateurs sans les croire, ne pouvait s'empêcher d'estimer et de rechercher les honnêtes gens quand il les rencontrait, et il avait peu à peu ressenti pour Drouot un penchant qui s'était accru avec ses malheurs, et, au moment où nous sommes arrivés, il avait résolu de lui confier sa garde tout entière. Il s'était aperçu que le ministre Clarke succombait sous la besogne, et même que sa fidélité s'ébranlait. Aussi avait-il commencé à s'en défier profondément. Il fit donc de Drouot, sans lui conférer d'autre titre que celui de son aide de camp, un véritable ministre de la garde impériale. Il lui attribua le soin de toutes les promotions, qui allaient devenir nombreuses dans un corps destiné à s'accroître considérablement, et lui confia en outre sa dernière ressource, sa *poire pour la soif*, comme il l'appelait, les 63 millions restant de ses économies personnelles, certain que Drouot équiperait les divers corps de la garde avec autant d'économie qu'on pouvait l'espérer de la probité la plus pure, de la vigilance la plus soutenue.

En conséquence, d'après les instructions de Napoléon, les compagnies furent portées de quatre à six dans les bataillons de la garde. Les bataillons durent être portés à dix-huit dans la vieille garde, à huit dans la moyenne, à cinquante-deux dans la jeune. La vieille garde devait se recruter avec des sujets d'élite prélevés sur toute l'armée, la moyenne et la jeune avec des conscrits, en ayant soin de choisir les meilleurs. Ces diverses combinaisons, si elles s'exécutaient, ne pouvaient pas donner moins de 80 mille hommes d'infanterie. Avec la cavalerie, l'artillerie, le génie, les parcs, Napoléon ne croyait pas rester au-dessous de 100 mille hommes. Il autorisa Drouot à acheter des chevaux, à faire confectionner des affûts pour l'artillerie, à créer à Paris et à Metz des ateliers d'habillement, en lui recommandant de tout faire, de tout payer lui-même, et sans employer l'intermédiaire du ministre de la guerre. Drouot devait recevoir du trésorier particulier de Napoléon les fonds dont il aurait besoin.

Avec 200 mille hommes de l'armée de ligne, avec 100 mille hommes de la garde impériale, Napoléon ne désespérait pas de rejeter hors de notre territoire les armées de la coalition qui oseraient l'envahir. On verra bientôt, par ce qu'il

fit avec 80 mille, si cette espérance était présomptueuse!

Napoléon s'occupa ensuite de l'Italie et de l'Espagne. Le prince Eugène était sur l'Adige avec environ 40 mille hommes, s'y faisant respecter de l'ennemi, et ayant chance de s'y maintenir malgré les tentatives de débarquement des Anglais, si Murat bornait son infidélité à l'inaction. Napoléon ne voulant ni augmenter le nombre des Italiens dans l'armée du prince Eugène, ni donner à l'Italie de nouveaux motifs de mécontentement, s'abstint d'y lever la conscription, et prit le parti d'y envoyer de France une masse suffisante de conscrits. Il avait déjà porté à 28 mille recrues la part du prince Eugène dans les levées votées en octobre, et il lui en destina 30 mille dans les 300 mille hommes à prendre sur les anciennes classes. Il ordonna de les choisir en Franche-Comté, en Dauphiné, en Provence, afin qu'ils eussent de moindres distances à parcourir. Le prince Eugène devait les vêtir avec les ressources abondantes de l'Italie, puis les introduire dans les cadres de son armée, ce qui pourrait lui procurer près de 100 mille combattants au mois d'avril. Là, comme ailleurs, la question était tout entière dans le temps qui s'écoulerait avant la reprise des opérations.

Enfin, quoique ayant renoncé à l'Espagne, Napoléon devait toutefois s'occuper des Pyrénées, menacées par les Espagnols, les Portugais et les Anglais, les uns et les autres affichant l'espérance de venger l'invasion de l'Espagne par celle de la France. L'armée d'Aragon confiée au maréchal Suchet, l'armée dite d'Espagne confiée au maréchal Soult, comptaient vingt régiments chacune, et avaient leurs dépôts entre Nîmes, Montpellier, Perpignan, Carcassonne, Toulouse, Bayonne, Bordeaux. Napoléon ordonna à ces deux armées de détacher un cadre de bataillon par régiment, ce qui était facile avec la diminution d'effectif qu'elles avaient éprouvée, et d'envoyer ces cadres à Montpellier, Nîmes, Toulouse et Bordeaux, où seraient réunis 60 mille conscrits des anciennes classes. Chacun de ces quarante bataillons, recevant 1,500 recrues, devait en envoyer 500 aux armées d'Espagne et d'Aragon, ce qui recruterait ces armées de 20 mille hommes, et permettrait de conserver le long des Pyrénées une réserve de 40 mille pour parer à tous les événements.

Avec les diverses ressources réunies sur les frontières de la Belgique, du Rhin, de l'Italie, des Pyrénées, Napoléon persistant à compter sur un répit de quatre mois, ne désespérait pas de triompher des immenses périls de sa situation. Seulement la disposition à obéir à ses lois sur le recrutement diminuait de jour en jour, et ce n'était pas le langage bruyant des journaux asservis, ce n'était pas le silence du Sénat, qui pouvaient changer cette disposition en un patriotisme ardent. S'appliquant à rendre moins sensibles les sacrifices exigés de la population, il recommanda d'achever d'abord la levée sur les trois dernières classes de 1813, 1812, 1811, et de ne pas remonter plus haut pour le moment. Cette première levée devait procurer de 140 à 150 mille hommes. C'était seulement après l'avoir terminée qu'on aurait recours aux classes plus anciennes, en négligeant toujours les hommes mariés, ou peu aptes au service, ou indispensables à leurs familles. Par le même motif il voulut qu'on s'adressât en premier lieu aux provinces menacées d'invasion, comme les Landes, le Languedoc, la Franche Comté, l'Alsace, la Lorraine, la Champagne, provinces où l'esprit était meilleur et le péril plus frappant. Toujours par esprit de ménagement, Napoléon fit retarder la levée de 1815, qui ne pouvait fournir que des soldats beaucoup trop jeunes, et qui n'eût fait qu'ajouter une nouvelle souffrance à des souffrances déjà trop vives et trop multipliées. Si la paix ne mettait pas un terme prochain à cette guerre, il réservait la conscription de 1815 pour la fin de l'année.

Ce n'était pas tout que de lever des hommes, il fallait les équiper, les armer, les pourvoir de chevaux de selle et de trait. Napoléon créa des ateliers extraordinaires à Paris, à Bordeaux, à Toulouse, à Montpellier, à Lyon, à Metz, etc., afin d'y façonner des habits et du linge avec des draps et des toiles qu'on achetait ou requérait en payant comptant. L'équipement, quoique difficile, rencontrait encore moins d'obstacles que les remontes. La France cependant avait été moins épuisée que l'Allemagne en chevaux de selle, et elle en possédait un assez grand nombre d'excellents. Les chevaux de trait pour l'artillerie et les équipages ne laissaient rien à désirer. On venait d'en acheter 5 mille. Napoléon en fit acheter encore autant, et ordonna d'en requérir 10 mille autres en les payant, et ces 20 mille chevaux suffisaient, avec ceux qui restaient, pour une guerre à l'intérieur. Les chevaux de selle étaient plus rares. Drouot dut en chercher pour la garde. Des fonds furent envoyés à tous les régi-

ments pour acheter autour d'eux ceux qu'ils pourraient se procurer.

On avait de la poudre, du plomb, des fers de toute sorte, des armes blanches, des canons, mais on manquait de fusils, et ce fut l'une des principales causes de notre ruine. Pendant sa prospérité, Napoléon en avait poussé la fabrication jusqu'à un million. Mais la campagne de Russie, où plus de 300 mille avaient été enfouis sous les neiges, celle d'Allemagne où nous en avions perdu 200 mille, les places étrangères enfin dans lesquelles il était resté une assez grande quantité d'armes françaises, avaient épuisé nos arsenaux. Les ateliers pour la fabrication des fusils étaient plus difficiles à créer que les ateliers pour l'habillement et le harnachement, et pourtant c'était n'avoir rien fait que de se procurer des hommes si on ne parvenait à les armer. Chose étrange qui caractérisait bien cette politique, si occupée de la conquête, et si oublieuse de la défense, la France menacée avait plus de peine à trouver 300 mille fusils que 300 mille hommes pour les porter.

On tira des ouvriers des provinces où les diverses industries du fer sont pratiquées, et on les réunit soit à Paris, soit à Versailles, afin d'y établir des ateliers pour la réparation et la fabrication des armes à feu. On en fit autant dans les grandes places de seconde ligne. On eut recours à un autre moyen pour se procurer des fusils, ce fut de désarmer les régiments étrangers, tous devenus suspects, à l'exception des Suisses et des Polonais. Le même jour et sur divers points on désarma les Hollandais, les Hanséates, les Croates, les Allemands, et on mit à pied ceux d'entre eux qui appartenaient à la cavalerie. Cette mesure procura quelques mille fusils et quelques centaines de chevaux. On vida ensuite les arsenaux de la marine, et néanmoins l'entêtement de l'esprit de conquête était tel chez Napoléon, qu'il ne craignit pas de faire embarquer à Toulon pour Gênes 30 mille fusils destinés à l'Italie, dans un moment où il n'était pas sûr d'en avoir assez pour la défense de Paris!

Pendant qu'il s'efforçait ainsi de rétablir ses ressources par des prodiges d'activité administrative, il songea à s'en ménager quelques-unes aussi par une politique sage, mais trop tardive! Il envoya le général Delort à Francfort pour traiter avec les généraux ennemis de la reddition des forteresses de la Vistule et de l'Oder, à la condition de la rentrée immédiate des garnisons en France avec armes et bagages. Si cette condition était agréée, le général Delort devait faire ensuite des ouvertures pour les garnisons bien plus importantes de Hambourg, de Magdebourg, de Wittenberg, d'Erfurt, etc. Une pareille convention eût fait rentrer cent mille soldats de première qualité, et en eût procuré, il est vrai, un nombre égal aux coalisés, en mettant fin au blocus des places. Mais tandis qu'elle nous eût restitué de bons soldats, elle n'eût rendu disponibles chez nos ennemis que les soldats les plus médiocres, et d'ailleurs dans l'état de dénûment où nous étions, 100 mille hommes nous importaient plus que 200 mille à la coalition. Malheureusement cette raison, qui avait provoqué la violation de la capitulation de Dresde, nous laissait peu d'espérance de réussir dans une négociation de ce genre.

Il y avait une ressource bien supérieure encore à celle-là, c'était celle qu'on aurait trouvée dans les armées d'Espagne, si on avait pu les reporter des Pyrénées vers le Rhin. Là, indépendamment du nombre, tout était excellent, incomparable : aucune troupe en Europe ne valait les régiments du maréchal Suchet, ni ceux du maréchal Soult. Ces derniers, restes de plusieurs armées toujours malheureuses, étaient, il est vrai, dégoûtés de servir; mais le Rhin à défendre, et le commandement direct de Napoléon, eussent certainement converti leur dégoût en zèle ardent. Il y a peu de témérité à dire que si les 80 mille hommes placés actuellement dans les mains du maréchal Suchet et du maréchal Soult s'étaient trouvés entre le Rhin et Paris, jamais la coalition n'aurait approché des murs de notre capitale. Pour les y amener il aurait fallu conclure la paix avec les Espagnols, mais cette paix, qui semblait devoir être si facile en rendant aux Espagnols leur roi et leur territoire, était plus difficile peut-être que celle qu'on espérait négocier à Manheim. Il ne suffisait pas, en effet, que Napoléon renonçât à l'Espagne pour que l'Espagne renonçât à lui, qu'il repassât les Pyrénées pour qu'elle consentît à ne pas les passer elle-même en compagnie des Portugais et des Anglais. Le châtiment des fautes serait en vérité trop léger s'il suffisait de n'y pas persister pour en abolir les conséquences!

Napoléon, ainsi que nous l'avons dit, avait depuis environ deux années résolu d'abandonner l'Espagne, sans dire toutefois son secret, qui a laissé assez de traces dans nos archives pour que l'histoire n'en puisse douter. Cependant avec un caractère tel que le sien, il n'était pas possible

qu'il fit franchement le sacrifice d'une conquête, et il s'était encore flatté l'année précédente de conserver les provinces de l'Èbre. Ce dernier rêve s'était enfin évanoui, et il était décidé à rendre purement et simplement l'Espagne à Ferdinand VII, moyennant que ce prince signât la paix et la fît accepter à son peuple. Les conditions du traité étaient faciles à imaginer. On délivrerait d'abord Ferdinand VII et les princes détenus avec lui à Valençay ; on rendrait de plus les prisonniers de guerre et les places fortes. En retour, les armées espagnoles rentreraient chez elles, exigeant que les troupes anglaises rentrassent à leur suite. Il semblait qu'après ces satisfactions réciproques, la France et l'Espagne n'eussent plus rien à se demander l'une à l'autre. Mais de fâcheuses circonstances compliquaient cette situation en apparence si simple. Les Espagnols aspiraient à se venger, et à ravager la France à leur tour. Les Anglais, après avoir contribué puissamment à leur délivrance, n'étaient pas gens à prendre le congé qu'on leur signifierait, et à repasser les Pyrénées sur une sommation partie de Cadix ou de Madrid. D'ailleurs un engagement contenant la condition de ne pas traiter l'une sans l'autre liait l'Angleterre et l'Espagne. Enfin les Cortès, exerçant en ce moment la royauté, n'étaient pas pressées de résigner leur toute-puissance aux pieds de Ferdinand VII, et n'avaient pas autant que l'Espagne et que lui-même le désir de son retour. En tout cas elles ne voulaient lui rendre son sceptre qu'à condition qu'il prêterait serment à la constitution de Cadix. Par ces divers motifs, il se pouvait que ni les Anglais ni les représentants de l'Espagne ne consentissent à la ratification d'un traité signé à Valençay, pour recouvrer Ferdinand VII auquel ils ne tenaient guère. Ferdinand lui-même, une fois délivré, pouvait bien ne pas se soucier du traité qui lui aurait rendu sa liberté, dire qu'on ne devait rien à qui vous avait trompé, et s'armer ainsi d'une raison alléguée jadis par François Ier, et nullement condamnée par les docteurs en droit public, c'est qu'un engagement pris en captivité ne lie pas. La conduite suivie en 1808 envers la famille royale d'Espagne avait été telle, que personne en Europe, même en France, n'eût osé blâmer le prisonnier de Valençay. Napoléon, ce lion si fier, n'eût paru en cette occasion qu'un renard pris au piége.

Si, au contraire, par une défiance toute naturelle, Napoléon détenait Ferdinand VII jusqu'à ce que le traité conclu avec lui eût été porté à Cadix et accepté par la régence, il était possible, les Anglais aidant, et aussi les Cortès, qu'on repoussât le traité, qu'on le déclarât nul comme ayant été conclu en captivité, et qu'on en remît l'acceptation jusqu'à la rentrée de ce prince en Espagne. Ferdinand VII en serait plus longtemps prisonnier, mais les Anglais n'auraient pas plus de chagrin que les libéraux espagnols de sa captivité prolongée.

Dans cette alternative de voir le traité méconnu par Ferdinand VII ou par ceux qui exerçaient son autorité en son absence, le plus sûr eût été encore de renvoyer tout simplement le monarque espagnol dans ses États. En le renvoyant on avait au moins la chance de sa fidélité à sa parole, dont son extrême dévotion offrait quelque garantie, tandis qu'en expédiant le traité sans lui, on avait la presque certitude que ce traité serait repoussé par les Anglais et par les Espagnols, fort impatients les uns et les autres d'envahir le midi de la France. M. de Caulaincourt était d'avis de courir le risque de la confiance. Napoléon, qui ne se fiait pas du tout à Ferdinand VII, et qui avait ses raisons pour cela, voulut user d'un moyen terme consistant, après avoir conclu un traité avec Ferdinand VII, à faire porter secrètement ce traité en Espagne par un homme sûr qui tâcherait d'éveiller chez les vieux serviteurs de la dynastie le désir de la revoir, et qui aurait d'ailleurs pour les persuader un autre argument, celui de la restitution immédiate des places fortes espagnoles. De plus, comme il arrive souvent entre alliés faisant la guerre en commun, les Anglais et les Espagnols étaient assez mécontents les uns des autres, et il était probable que les Espagnols ne seraient pas fâchés de pouvoir dire aux Anglais qu'ils n'avaient plus besoin d'eux, auquel cas ces derniers, privés du concours des armées espagnoles, et n'ayant plus de ligne de retraite assurée à travers les Pyrénées, n'oseraient pas rester sur la frontière française.

Ce fut d'après ces vues que Napoléon arrêta sa conduite à l'égard de Ferdinand VII. Il donna l'ordre à M. de Laforest, longtemps ambassadeur à Madrid, de se rendre sous un nom supposé à Valençay, de s'aboucher en grand secret avec les princes espagnols, et de leur proposer les conditions de paix suivantes : évacuation réciproque des territoires, retour de Ferdinand VII à Madrid, restitution des prisonniers, retraite des Anglais. — Napoléon y ajoutait diverses conditions particulières qui lui faisaient hon-

neur, et qui importaient autant à l'Espagne qu'à nous. La première consistait à stipuler que Ferdinand VII servirait à Charles IV la pension à laquelle Joseph s'était obligé, et qui avait été très-inexactement payée; la seconde, qu'il accorderait amnistie entière aux Espagnols qui s'étaient attachés à la France; la troisième, que l'Espagne conserverait non-seulement son territoire continental actuellement restitué, mais son territoire colonial, et qu'aucune de ses colonies ne serait cédée à la Grande-Bretagne. Il n'y avait rien dans ces conditions que Ferdinand, en consultant son cœur de fils, de roi et d'Espagnol, pût refuser. Restait enfin une dernière clause plus difficile à énoncer que les autres, mais que Ferdinand VII, pour redevenir libre, était bien capable d'accueillir, c'était d'épouser la fille de Joseph Bonaparte. M. de Laforest devait être plus réservé quant à celle-ci, mais il avait ordre de l'articuler après les autres, quand le moment de tout dire serait venu. Ce traité conclu et signé, un personnage de confiance choisi de concert avec les princes espagnols, irait très-secrètement le porter à la régence, afin de ne pas donner aux Anglais et aux chefs du parti libéral le temps d'en empêcher la ratification. Cette ratification obtenue, Ferdinand, accompagné de son frère don Carlos, de son oncle don Antonio, prisonniers comme lui à Valençay, quitterait la France pour remonter sur le trône des Espagnes.

Tandis que M. de Laforest se mettait en route, Napoléon, afin qu'il n'y eût pas de temps perdu, fit venir de Lons-le-Saulnier, où il était en surveillance, le duc de San-Carlos, personnage considérable, autrefois l'un des familiers de Ferdinand VII, l'accueillit de la façon la plus amicale, l'entretint longuement, réussit à le persuader, et le fit partir ensuite pour Valençay, afin qu'il allât seconder M. de Laforest, qui rencontrait des difficultés auxquelles on ne se serait pas attendu, tant cette coupable affaire d'Espagne devait être suivie de punitions de tout genre, petites et grandes!

M. de Laforest, en paraissant à Valençay, avait extrêmement surpris Ferdinand VII. Ce prince, prisonnier depuis près de six ans avec son frère et son oncle, avait vécu dans une ignorance presque complète de ce qui se passait en Europe, mais avait pu voir cependant par quelques journaux français qu'on lui laissait lire, que la guerre d'Espagne se prolongeait indéfiniment, que par conséquent ses sujets se défendaient, que l'Europe non plus n'était pas soumise puisque la guerre était incessante avec elle, et il avait assez de sagacité pour juger que dès lors sa cause n'était pas entièrement perdue. On soupçonnait en outre que le curé de Valençay, chargé de lui dire la messe et de le confesser, l'informait de ce qu'il avait intérêt à savoir, et probablement lui avait fait connaître la gravité des événements de 1812 et de 1813. Il aurait donc pu n'être pas complétement étonné des communications de M. de Laforest. Mais l'infortune et la captivité avaient singulièrement développé chez ce prince les dispositions naturelles de son caractère, la défiance et la dissimulation. Tout ce qu'il avait d'intelligence (et il n'en manquait pas) il l'employait à regarder autour de lui, à rechercher si on ne voulait pas lui nuire, à se taire, à ne pas agir, de peur de donner prise à la volonté malfaisante de laquelle il dépendait depuis tant d'années. Dissimuler, tromper même, lui semblaient de légitimes défenses contre l'oppression à laquelle il était soumis, et la politique qui l'avait conduit de Madrid à Valençay lui donnait assurément bien des droits. La défiance était arrivée chez lui à un tel degré qu'il était en garde contre ses plus fidèles serviteurs, contre ceux mêmes qui étaient détenus en France pour sa cause, et qu'il était toujours prêt à les regarder comme de secrets complices de Napoléon. Du reste il n'était pas très-malheureux. Se confesser, bien vivre, se promener, ne courir aucun danger, composaient pour lui une sorte de bien-être auquel il s'était habitué. Son âme dépourvue de ressort pliait ainsi sous l'oppression, mais en pliant s'enfonçait profondément en elle-même, et lorsqu'on voulait l'en faire sortir s'y refusait obstinément, comme un animal à la fois timide et farouche, que les plus grandes caresses ne peuvent tirer de sa retraite. Son frère don Carlos était plus vif, sans être plus ouvert; son oncle était à peu près stupide.

Quand M. de Laforest vint soudainement apprendre à Ferdinand VII que Napoléon songeait à lui rendre la liberté et le trône, sa première idée fut qu'on le trompait, et qu'il y avait sous cette démarche quelque perfidie cachée. Les motifs qu'alléguait M. de Laforest, pour éviter l'aveu trop clair de nos malheurs, et qui consistaient à dire que Napoléon agissait ainsi pour arracher l'Espagne aux Anglais et aux anarchistes, n'étaient pas de nature à produire beaucoup d'illusion, et Ferdinand cherchait quelle sombre machination pouvait être cachée sous une proposition aussi imprévue. Dans son premier entre-

tien, il écouta beaucoup, parla peu, se borna à dire que, privé de toute communication avec le monde, il ne savait rien, qu'il était hors d'état par conséquent de se former une opinion sur quoi que ce fût, qu'il était placé sous la main toute-puissante de Napoléon, qu'il s'y trouvait bien, qu'il ne demandait pas à sortir de sa retraite, et qu'il ne cesserait jamais d'être reconnaissant des bons procédés qu'on avait pour lui. Voilà ce que l'oppression fait des êtres soumis à son empire! Napoléon en était venu à ce point de ne pouvoir faire accepter à Ferdinand VII ni la liberté ni le trône, dans un moment où il aurait eu tant d'intérêt à lui rendre l'un et l'autre! M. de Laforest vit bien qu'il fallait laisser à cette âme défiante et effarouchée le temps de se rassurer et de réfléchir. Il le quitta, pour le revoir le lendemain.

Ferdinand VII, après avoir conféré avec son frère et son oncle, et surtout avec lui-même, avait compris que Napoléon devait être dans de grands embarras, et que son offre de lui restituer le trône était sincère. Mais avant d'écouter une proposition qui se présentait sous un aspect si attrayant, il voulait savoir si on ne cherchait pas à lui tendre des piéges cachés, et à lui arracher des engagements dangereux ou déshonorants. D'ailleurs, dépourvu à Valençay de toute autorité sur l'Espagne, il avait à craindre (et cette crainte était fondée) de ne pouvoir tenir les engagements qu'on l'obligerait à souscrire. Il résolut donc, en s'ouvrant davantage, de prendre une attitude un peu plus royale, mais d'être toujours extrêmement circonspect.

M. de Laforest en le revoyant le lendemain le trouva beaucoup plus composé dans son attitude, prenant place entre son oncle et son frère comme leur maître hiérarchique, se posant, en un mot, et parlant en monarque. Il ne dissimula pas qu'il commençait à regarder comme sérieuse la proposition qu'on lui adressait, qu'il en devinait même la véritable cause, mais il affecta de ne pouvoir s'arrêter à aucun parti, privé qu'il était de conseillers, et affirma surtout qu'il était sans autorité, car il ne savait si ce qu'on signerait à Valençay serait accepté et exécuté à Madrid. Toutefois il était facile de deviner qu'il ne voulait pas rompre ces pourparlers, et refermer sur lui la porte de sa prison prête à s'ouvrir. Visiblement il était très-anxieux. M. de Laforest lui ayant offert de recevoir son ancien précepteur, le chanoine Escoïquiz tenu en surveillance à Bourges, son secrétaire intime Macanaz tenu en surveillance à Paris, l'illustre Palafox prisonnier à Vincennes, enfin le duc de San-Carlos interné à Lons-le-Saulnier, il parut n'accorder confiance à aucun de ces hommes. On eût dit que les nommer c'était à l'instant même les perdre dans son esprit.

Les conférences continuèrent, et l'évidente bonne foi de M. de Laforest, la simplicité frappante des conditions qu'il apportait, finissant par agir sur l'esprit de Ferdinand, le désir surtout de la liberté exerçant son influence, il se rassura peu à peu, et se mit à raisonner avec infiniment de sens sur ce qu'on lui proposait. Enfin l'arrivée de M. de San-Carlos, qui avait vu, entendu Napoléon, et pu apprécier la sincérité de ses intentions, acheva de triompher des ombrages du captif de Valençay. M. de San-Carlos eut bien lui-même un instant de défiance à vaincre chez son maître, mais il parvint bientôt à se faire écouter, et dès lors on entra sérieusement en matière. Ferdinand VII n'avait rien à objecter à la proposition de rentrer en Espagne, de remonter sur le trône, de servir une pension à son père, de conserver tout le territoire continental et colonial de son antique monarchie, même de pardonner aux *afrancesados*. Le mariage avec une fille de Joseph lui plaisait moins; mais après avoir demandé avec instance une princesse Bonaparte, il n'était plus temps d'afficher le dédain, et d'ailleurs, pour recouvrer la liberté et le trône, il n'était point de mariage qu'il ne fût prêt à contracter. La difficulté n'était donc pas dans l'union proposée, elle était autre part. On présentait à ses yeux éblouis une infinité de choses très-désirables et très-désirées, et on promettait de les lui accorder à condition que les Cortès ou la régence ratifieraient le traité qu'il aurait signé; on faisait ainsi dépendre ce qu'il souhaitait ardemment d'une volonté qui n'était point la sienne. Il le dit avec franchise, et montra avec beaucoup de raison que ce qu'il ordonnerait de loin courrait la chance de n'être pas exécuté. Il parla sur le ton de la colère des limites que certains hommes, suivant lui factieux, avaient voulu imposer à son pouvoir royal, et laissa voir qu'après les Français ce qu'il haïssait le plus c'étaient les libéraux espagnols. Il fit sentir que le moyen le plus sûr d'obtenir ce qu'on voulait de l'Espagne c'était de l'envoyer à Madrid, où personne n'aurait de prétexte, lui présent, pour lui refuser obéissance, tandis que ses sujets pouvaient maintenant alléguer la captivité de Valençay pour feindre de ne pas croire ce qui serait dit en

son nom. Plus d'une fois il jura sur ce qu'il y avait de plus sacré qu'il tiendrait sa parole en roi, en honnête homme, en bon chrétien. Bientôt s'animant davantage, et sortant des profondeurs de sa dissimulation, il laissa éclater une passion extraordinaire d'être libre, de partir, de régner, ce qui était fort légitime, et insista de toutes ses forces pour qu'on adoptât sa proposition, comme la seule qui offrit des chances de succès.

Cependant les instructions de Napoléon étant formelles, il fallait bien s'y soumettre, et on conclut un traité par lequel Ferdinand VII devait rentrer en Espagne, dès que l'autorité de la régence aurait accepté ce traité, et ordonné son exécution. Les conditions étaient celles que nous avons dites : intégrité coloniale et continentale de l'Espagne, restitution des places espagnoles, retour des garnisons françaises, retraite des armées espagnoles et anglaises au delà des Pyrénées, amnistie générale, pension à Charles IV. Le mariage avec une fille de Joseph ne fut point formellement stipulé. Ferdinand affirma qu'il n'en contracterait pas d'autre s'il était libre, mais il ajouta que c'était une chose dont il ne serait possible de parler qu'à Madrid même.

Les articles ci-dessus énoncés ayant été signés le 11 décembre, restait à savoir qui les porterait à Madrid au nom de Ferdinand. L'envoyé était tout indiqué, c'était le duc de San-Carlos lui-même. Il fut convenu que ce personnage se rendrait en grande hâte, et en observant le plus complet incognito, à l'armée de Catalogne, afin d'endormir la vigilance des Anglais qu'il aurait fort éveillée en passant par le quartier général de lord Wellington; qu'il tâcherait d'arriver à Madrid, et se transporterait même à Cadix, si la régence s'y trouvait encore, pour lui présenter le traité et en obtenir la ratification. Le duc de San-Carlos devait persuader aux sujets de Ferdinand VII, devenus rois à sa place, de songer avant tout à le délivrer, et de tout sacrifier à cet objet essentiel. Il avait en même temps pour mission expresse de ne pas adhérer à la constitution, et, s'il y était obligé, de ne le faire qu'avec des réserves qui permissent de rompre les engagements qu'on aurait pris avec les soi-disant factieux.

Ces choses arrêtées, le duc de San-Carlos partit de Valençay le 13 décembre, accompagné des vœux des princes espagnols, qui, mettant désormais toute dissimulation de côté, montraient maintenant une impatience presque enfantine de devenir libres. Rassurés sur les intentions de Napoléon, ils consentirent à revoir les fidèles serviteurs dont ils avaient paru se défier d'abord, le chanoine Escoïquiz, le secrétaire Macanax, le défenseur de Saragosse, Palafox. Se flattant que ce dernier aurait plus de crédit auprès des Espagnols que le duc de San-Carlos, car il devait être religieusement écouté d'eux s'ils n'avaient pas perdu toute mémoire, on le fit partir par une autre voie avec une copie du traité, afin d'en solliciter l'acceptation.

On n'étonnera personne en disant que Napoléon avait conduit cette négociation sans en parler à son frère Joseph, presque aussi prisonnier à Morfontaine que Ferdinand VII à Valençay. Joseph, comme on doit s'en souvenir, avait reçu ordre, après la bataille de Vittoria, de s'enfermer à Morfontaine, de n'y admettre personne, et de n'en point sortir, sous peine de devenir l'objet de mesures sévères. Napoléon se défiait tellement du sang actif des Bonaparte, même chez le plus modéré de ses frères, qu'il n'avait pas voulu permettre à Joseph d'aller à Paris, dans la crainte qu'il ne créât des difficultés à la régente. L'esprit tout plein des troubles suscités pendant les minorités royales par les frères, oncles ou cousins des rois, il voyait toujours Marie-Louise réduite à défendre son fils contre les prétentions de ses beaux-frères. Malgré ces ordres, Joseph était venu secrètement à Paris, mais uniquement pour ses plaisirs, et nullement pour des intrigues politiques. Le duc de Rovigo, interprétant à la lettre les ordres impériaux, avait fait dire à Joseph que si ses courses clandestines se renouvelaient, il serait obligé d'y mettre obstacle, de quoi Joseph, déjà fort offensé de tout ce qu'il avait eu à souffrir, avait paru profondément irrité.

Napoléon depuis son retour à Paris n'avait point vu son frère. Il ne voulut pas cependant que la négociation avec Ferdinand VII, tout à fait terminée, arrivât à être connue de l'Europe avant de l'être de Joseph. Il chargea le personnage qui ordinairement lui servait d'intermédiaire, M. Rœderer, d'aller à Morfontaine pour informer Joseph de tout ce qui avait été fait, et l'engager à redevenir paisiblement prince français, largement doté, siégeant au conseil de régence, servant de son mieux la France qui était son unique et dernier asile. Joseph en recevant ces communications se plaignit amèrement des traitements dont il avait été l'objet, et montra des restes de prétentions royales qui auraient

fait sourire un frère moins railleur que Napoléon. Il convenait qu'il avait commis des fautes militaires, mais pas aussi grandes qu'on le disait; il se déclarait prêt à se démettre du trône d'Espagne, mais en vertu d'un traité, et à la condition d'une indemnité territoriale à Naples ou à Turin. Quant à redevenir simplement prince français, après avoir porté l'une des plus grandes couronnes de l'univers, il paraissait peu disposé à s'y résigner. Ces prétentions provoquèrent de la part de Napoléon une explosion de railleries sanglantes, les unes injustes et même cruelles, les autres sensées, mais, hélas! bien tardives!

— Joseph a commis des fautes militaires! s'écria-t-il en écoutant M. Rœderer, mais il n'y songe pas! Moi, je commets des fautes, je suis militaire, je dois me tromper quelquefois dans l'exercice de ma profession, mais lui, des fautes!... Il a tort de s'accuser, il n'en a jamais commis. En fait, il a perdu l'Espagne, et il ne la recouvrera point! C'est chose décidée, aussi décidée que chose ait jamais pu l'être. Qu'il consulte le dernier de mes généraux, et il verra s'il est possible de prétendre à un seul village au delà des Pyrénées. Un traité! des conditions! et avec qui? au nom de qui?... Moi, si je voulais en faire avec l'Espagne, je ne serais pas même écouté. La première condition de toute paix avec l'Europe, la condition sans laquelle il est impossible de réunir deux négociateurs, c'est la restitution pure et simple de l'Espagne aux Bourbons, heureux si je puis à ce prix me débarrasser des Anglais, et ramener mes armées d'Espagne sur le Rhin! Quant à des indemnités en Italie, où les prendre? Puis-je ôter à Murat son royaume? C'est à peine si je puis le rappeler à ses devoirs envers la France et envers moi. Comment serais-je obéi si j'allais lui demander de descendre du trône au profit de Joseph? Quant aux États romains, je serai forcé de les rendre au Pape, et j'y suis décidé. Quant à la Toscane, qui est à Élisa, quant au Piémont, qui est à la France, quant à la Lombardie où Eugène a tant de peine à se maintenir, puis-je savoir ce qu'on m'en laissera? Sais-je même si on m'en laissera quelque chose? Pour garder la France avec ses limites naturelles il me faudra remporter bien des victoires; pour obtenir quelque chose au delà des Alpes, il m'en faudrait remporter bien plus encore! Et si on me laissait un territoire en Italie, pourrais-je pour Joseph l'ôter à Eugène, ce fils si dévoué, si brave, qui a passé sa vie au feu pour moi et pour la France, et qui ne m'a jamais donné un seul sujet de plainte? Où donc Joseph veut-il que je lui trouve des indemnités? Il n'a qu'un rôle, un seul, c'est d'être un frère fidèle, un solide appui de ma femme et de mon fils si je suis absent, plus solide si je suis mort, et de contribuer à sauver le trône de France, seule ressource désormais des Bonaparte. Il sera prince français, traité comme mon frère, comme l'oncle de mon fils, partageant par conséquent tous les honneurs impériaux. S'il agit ainsi, il aura ma faveur, l'estime publique, une situation grande encore, et il contribuera à sauver notre existence à tous. S'il s'agite au contraire, et il en est bien capable, car il ne sait supporter ni le travail ni l'oisiveté, s'il s'agite durant ma vie, il sera arrêté, et ira finir son règne à Vincennes; s'il le fait après ma mort, Dieu décidera! Mais probablement il contribuera à renverser le trône de mon fils, le seul auprès duquel il puisse trouver la dignité, l'aisance, et un reste de grandeur.

Ces sages mais rudes paroles, portées, reportées à Morfontaine dans plusieurs allées et venues, ne convainquirent point Joseph. Il était tourmenté, malade, et souffrant d'une quantité de maux à la fois: la sévérité railleuse de Napoléon, un trône perdu, des enfants sans patrimoine, et pour tout avenir l'obéissance aux ordres d'un frère impérieux, point méchant, mais dur. Dans cette disposition douloureuse il refusa d'adhérer à rien de ce qui se traitait à Valençay, et continua de se tenir à Morfontaine, où Napoléon le laissa dans l'isolement, disant que les Espagnols et lui Napoléon se passeraient bien de la signature du roi Joseph pour remettre Ferdinand VII sur le trône des Espagnes.

Ce moment de la chute des trônes de famille était celui de fréquentes agitations intérieures, qui, s'ajoutant à tous les soucis de Napoléon, contribuèrent à lui rendre la vie fort amère. Jérôme, retiré successivement à Coblentz, à Cologne et à Aix-la-Chapelle, y était triste et malheureux. Il désirait se rendre à Paris de peur que Napoléon ne l'oubliât dans la future paix, et Napoléon, qui était plus affectueux pour Jérôme que pour ses autres frères, résistait cependant à ses désirs, parce qu'il lui était pénible d'avoir sous ses yeux ses frères détrônés, dont la présence d'ailleurs révélait en traits si sensibles la ruine progressive de l'Empire français. Mais tandis qu'il refusait à Jérôme l'autorisation de venir à Paris, il avait avec Murat de bien autres sujets de contestation.

L'infortuné Murat était rentré à Naples le cœur

désolé, l'esprit en désordre. De tous les princes condamnés à cette époque à voir s'évanouir leur royauté éphémère, Murat était le plus inconsolable. Il semblait que ce soldat, né si loin du trône, à qui une véritable gloire militaire aurait dû servir de dédommagement, ne pouvait vivre s'il ne régnait pas. Après les événements de la dernière campagne, il lui était difficile de croire que la puissance de Napoléon, si elle se maintenait en France, pût s'étendre encore au delà du Rhin, des Alpes et des Pyrénées, et qu'au delà de ces limites il pût soutenir ou punir des alliés. Il courait donc la chance en restant fidèle à Napoléon de n'être point soutenu, et ne courait guère celle d'être puni s'il était infidèle. Sans doute, réuni au prince Eugène, amenant 30 mille Napolitains bien disciplinés à l'appui des 40 mille Français qui défendaient l'Adige, il y avait quelque possibilité pour lui de disputer l'Italie aux Autrichiens, mais possibilité et point certitude. Vaincus, les deux lieutenants de Napoléon seraient bientôt détrônés; vainqueurs, que seraient-ils? Que serait Murat surtout? Sacrifié au prince Eugène qu'il jalousait, relégué au fond de la Péninsule, réduit au royaume de Naples qui était peu de chose sans la Sicile, il n'avait pas même l'assurance de s'y maintenir, car si une paix avantageuse avec l'Europe tenait au sacrifice de son beau-frère, Napoléon ne serait pas assez bon parent et assez mauvais Français pour refuser ce sacrifice. D'ailleurs, bien qu'il eût un esprit sans solidité, Murat avait une certaine finesse, et il s'était souvent aperçu que Napoléon, en appréciant sa bravoure, ne faisait aucun cas de son caractère, et ce dédain marqué le blessait beaucoup. Telles étaient les considérations qui avaient agité, tourmenté l'esprit de Murat, pendant son voyage d'Erfurt à Naples. Tandis qu'il voyait tant de périls à être fidèle, et si peu à ne plus l'être, de funestes suggestions contribuaient à augmenter son trouble. Il n'avait pas cessé de se tenir en relation avec les puissances coalisées, même lorsqu'il était au camp de Napoléon, et qu'il s'y conduisait si bravement. Au moment où il avait quitté Naples pour Dresde, il avait auprès de lui des agents de lord William Bentinck, gouverneur anglais de la Sicile, et il les avait brusquement renvoyés pour aller rejoindre l'armée française, ce qui avait surpris et indisposé lord William. Mais il n'avait pas agi de même envers l'Autriche, et il avait continué de laisser auprès d'elle le prince Cariati, ministre napolitain, et de conserver à Naples le comte de Mire, ministre autrichien. M. de Metternich, profitant de ce double moyen de communication, avait cherché sans cesse à ébranler la fidélité de la cour de Naples, car il savait bien que si Murat, au lieu de se ranger à la droite du prince Eugène, allait prendre ce prince à revers, l'Italie serait immédiatement enlevée aux Français et acquise aux Autrichiens. Non content de ces efforts auprès du roi, M. de Metternich avait noué des trames secrètes avec la reine, qu'il avait connue à Paris lorsqu'il était ambassadeur en France, et avait essayé de lui faire oublier ses devoirs de sœur en excitant ses sentiments de mère et d'épouse. Non-seulement il avait promis de laisser à Murat le trône de Naples, sans la Sicile toutefois que l'Angleterre tenait à conserver aux Bourbons, mais il avait laissé entrevoir la possibilité pour lui du plus bel établissement en Italie. Le prince Eugène, la princesse Élisa expulsés à la suite des Français, le Piémont reconquis, on pouvait, en réservant une belle part aux Autrichiens, en rétablissant le Pape à Rome, constituer un royaume de l'Italie centrale, qui, accordé à Murat, ferait de celui-ci le premier prince de l'Italie, et un monarque de second rang en Europe. C'étaient là les arguments que M. de Metternich avait employés avec un succès chaque jour plus marqué. Courir en effet les plus grands périls avec Napoléon sans même la certitude d'être maintenu par lui si on triomphait et, au contraire, obtenir de la coalition, outre la certitude de rester roi de Naples, l'espérance de devenir une sorte de roi d'Italie, était une perspective qui devait entraîner le malheureux Murat, après avoir séduit la reine elle-même. Celle-ci dans les commencements, représentant fidèlement à Naples le parti français, s'était défendue contre les suggestions autrichiennes, et avait cherché à ramener Murat à Napoléon. Bientôt le danger croissant, et dominée elle aussi par le désir de conserver la couronne à ses enfants, elle avait prêté l'oreille aux inspirations de M. de Metternich, et fini par devenir son principal intermédiaire auprès de Murat. Voulant en même temps colorer sa conduite aux yeux du ministre de France, elle affectait de ne pouvoir plus rien ni sur la cour, ni sur le roi, et d'être obligée, en épouse soumise, en mère dévouée, de suivre la politique du cabinet napolitain. Murat, rentré dans ses États, avait donc trouvé la cour unie pour le pousser dans les voies déplorables où il devait, au lieu d'un trône, rencontrer pour sa mémoire une

tache, pour sa personne une fin cruelle. Ce prince, né avec des sentiments bons et généreux, doué de quelque esprit et d'une bravoure héroïque, n'avait pas assez de jugement pour discerner que si avec la France il courait le double danger d'être abandonné par la victoire et par Napoléon, il avait la certitude avec la coalition, après avoir été ménagé, caressé pendant qu'on aurait besoin de lui, d'être bientôt sacrifié aux vieilles royautés italiennes, et d'être ainsi à la fois détrôné et déshonoré. N'ayant pas assez de portée d'esprit pour apercevoir cet avenir, n'ayant pas des principes assez arrêtés pour préférer l'honneur à l'intérêt, il devait flotter quelques jours entre mille sentiments contraires, pour finir par une défection déplorable.

A peine revenu dans ses États, trouvant la reine convertie à son opinion, il était entré en pourparlers avec la légation autrichienne, et ne disputait plus que sur l'étendue des avantages qu'on lui accorderait. Passant tout à coup, avec l'extrême mobilité de sa nature, du désespoir à une sorte d'ivresse d'ambition, il se livrait en ce moment aux rêves les plus étranges, et se flattait d'être bientôt le roi et le héros de la nation italienne. Il avait été frappé en traversant l'Italie d'une disposition assez générale chez les Italiens, c'était de devenir indépendants de l'Autriche aussi bien que de la France. Sans doute les nobles, les prêtres, le peuple même souhaitaient le retour à l'Autriche, parce que pour les uns c'était le retour à leur ancien état, pour les autres l'exemption de la conscription. La bourgeoisie au contraire, éprise des idées d'indépendance, disait que c'était bien d'échapper à la France, mais tout aussi bien de ne pas retomber sous la main de l'Autriche; qu'il n'y avait aucune raison d'aller de l'une à l'autre, d'être ainsi toujours le jouet, la victime de maîtres étrangers; que l'Autriche devrait se trouver heureuse de ne plus voir l'Italie aux mains de la France, et la France de ne plus la voir aux mains de l'Autriche; que pour l'une et l'autre l'indépendance de la Péninsule était un moyen terme acceptable, désirable même, et au fond plus avantageux que la possession directe, car l'Italie soumise à l'une des deux puissances serait, contre celle qui ne l'aurait pas, un dangereux moyen d'attaque, et pour celle qui la posséderait, un sujet toujours révolté, toujours prêt à devenir un ennemi furieux. Ces idées avaient envahi la partie la plus active et la plus cultivée de la bourgeoisie. Murat, placé au fond de la Péninsule, à égale distance des Français et des Autrichiens, ayant intérêt à se sauver sans trahir Napoléon, capable avec ses talents et sa gloire militaires de créer une armée italienne, Murat avait paru au parti des indépendants propre à devenir leur héros. Il pouvait en effet dire aux Autrichiens : Je ne suis pas la France; aux Français : Je ne suis pas l'Autriche; il pouvait dire à tous : Ménagez-moi, et acceptez-moi comme ce qu'il y a de moins hostile pour vous, et même comme ce qu'il y a de plus avantageux, si vous savez comprendre vos intérêts véritables. — Les partisans de l'indépendance avaient donc entouré Murat, lui avaient prodigué les promesses et les flatteries, et Murat qui, dans cet état de fermentation d'esprit, pensait à tout, était prêt à tout, les avait accueillis et acceptés pour ses agents. Ceux-ci, à Florence, à Bologne, à Rome, le célébraient comme le sauveur de l'Italie, et annonçaient en prose et en vers sa mission providentielle.

Les Autrichiens naturellement n'accueillaient guère ces idées, mais ils ne les décourageaient pas absolument, et laissaient espérer à Murat, sous le prétexte de l'indemniser de la Sicile, un agrandissement assez notable dans l'Italie centrale. Murat, dans l'élan de son ambition, ne mettant plus de bornes à ses désirs, avait pensé que peut-être il rencontrerait auprès de Napoléon plus d'encouragement qu'auprès des Autrichiens pour sa nouvelle royauté italienne. Devenu dans ces circonstances plus mobile encore que de coutume, cessant d'apercevoir le péril du côté de l'alliance française quand il croyait y trouver plus de chances de grandeur, se berçant de l'espérance de voir tous les Italiens se lever en masse s'il leur promettait l'indépendance et l'unité, il se disait que si Napoléon lui permettait de proclamer cette indépendance et cette unité, et de s'en faire le représentant, il apporterait au prince Eugène non-seulement le secours de l'armée napolitaine, mais celui de 100 mille Italiens accourus à sa voix; qu'alors il se sauverait en s'agrandissant, en s'honorant, en réunissant tous les avantages à la fois, et notamment celui de conserver, s'il était allié de la France, les officiers français qui étaient en grand nombre dans son armée, et qui en constituaient la principale force.

Telle était l'espèce de tourbillon d'idées qui s'était produit dans la tête enflammée de ce malheureux prince. Par le découragement conduit à la pensée funeste d'abandonner la France et

de s'allier à l'Autriche, de cette pensée conduit à la visée ambitieuse d'être le sauveur et le roi de l'Italie, bientôt d'ambition en ambition ramené de l'Autriche à la France dans l'espoir de trouver plus de faveur pour ses nouvelles vues, il n'était aucun rêve qu'il ne formât, aucune défection, aucune alliance, auxquelles il ne fût tour à tour disposé! Triste tourment que celui de l'ambition au désespoir, triste tourment qui à Paris agitait l'âme de Napoléon avec la grandeur qui lui appartenait, qui à Naples au contraire, dans une âme bonne mais faible, n'ayant que le courage du soldat, enfantait de misérables orages, et n'était qu'une affligeante variété d'un mal que Napoléon avait communiqué à presque tous ses serviteurs! En effet, après s'être élevé lui-même au trône, il avait fait rois, princes, grands-ducs, ou flatté de l'espérance de le devenir, ses frères, ses lieutenants, Joseph, Louis, Jérôme, Murat, Bernadotte, Berthier, et tant d'autres qui avaient touché de si près au rang suprême, et si en ce moment ils étaient disposés à le trahir, ou du moins à le servir mollement, à qui la faute, sinon à lui qui, dans leur âme, au noble amour de la grandeur nationale avait substitué la mesquine passion de leur grandeur personnelle?

En ce moment était arrivé à Naples un personnage dont la présence devait augmenter beaucoup le trouble de Murat, c'était le duc d'Otrante, M. Fouché, que Napoléon avait chargé de s'y rendre en toute hâte. Napoléon, en se séparant de Murat à Erfurt, en avait reçu des témoignages qui l'avaient touché, mais point abusé. Napoléon, quand il s'agissait de pénétrer dans les profondeurs de l'âme humaine, avait une sorte de perspicacité diabolique à laquelle rien n'échappait. Il s'était bien douté, en voyant croître le péril, que Murat, sa sœur même, auraient besoin d'être raffermis dans leur fidélité, et qu'il faudrait opposer de puissantes influences aux dangereuses suggestions de la coalition. Il avait donc songé à leur dépêcher M. Fouché qui, depuis l'entrée des Autrichiens en Illyrie, était lui aussi, non pas un roi, mais un proconsul sans États, resté oisif à Vérone. Il l'avait jugé plus propre que tout autre à devenir le confident de Murat, par suite des intrigues qu'ils avaient nouées ensemble en 1809. A cette époque, Murat et le duc d'Otrante, craignant les résultats de la guerre d'Autriche, avaient cherché à s'entendre sur ce qu'il faudrait faire du pouvoir en France dans le cas où Napoléon serait tué. Murat avait dû dans ces circonstances avoir tant de confiance en M. Fouché, et M. Fouché dans Murat, qu'il était présumable que la même confiance se rétablirait dans des circonstances non moins critiques. M. Fouché avait donc reçu l'ordre de se rendre à Naples, et y était arrivé à l'instant même où Murat était le plus exposé aux menées autrichiennes.

Bien qu'on pût faire à M. Fouché la confidence d'une infidélité sans le révolter, et qu'il fût capable de comprendre tout ce qui se passait actuellement dans l'âme du roi de Naples, celui-ci parut plus importuné que soulagé par sa présence. Il se plaignit beaucoup de Napoléon, parla longuement des services qu'il lui avait rendus, des mauvais traitements qu'il en avait essuyés en plusieurs occasions, notamment après la retraite de Russie, et de la disposition de Napoléon à le sacrifier, si la paix de la France avec l'Europe tenait à ce sacrifice. Il se plaignit, en un mot, comme on se plaint lorsqu'on cherche des prétextes pour rompre, et ne s'ouvrit pas complétement avec M. Fouché, qu'il jugeait, dans la situation présente, trop nécessairement lié à la cause de la France. Toutefois il laissa voir qu'il dépendrait de Napoléon de le ramener en le traitant mieux, comme si, après lui avoir donné sa sœur et un trône, Napoléon restait encore son débiteur. En définitive, M. Fouché n'exerça pas une grande influence sur la cour de Naples, car la voix du devoir ne pouvait guère se faire entendre par sa bouche, et quant à celle de la politique, Murat était hors d'état de la comprendre. M. Fouché lui dit bien que, parvenu avec Napoléon et par Napoléon, il était fatalement condamné à se sauver ou à périr avec lui; mais Murat piqué répondit assez clairement que ce qui était vrai pour un révolutionnaire régicide tel que M. Fouché, ne l'était pas pour lui soldat glorieux, devant tout à son épée. Au surplus, quelque peu utile que fût la présence de M. Fouché, elle contribua néanmoins à la résolution que prit Murat d'essayer de s'entendre avec Napoléon, en se faisant, d'accord avec lui, roi de l'Italie indépendante et unie. S'il parvenait à être écouté de Napoléon, ses vœux étaient réalisés; s'il n'y réussissait pas, il avait une excuse pour rompre. En conséquence il lui fit proposer de partager l'Italie en deux, de donner au prince Eugène tout ce qui était à la gauche du Pô, de donner à lui Murat tout ce qui était à la droite, c'est-à-dire les trois quarts de la Péninsule, de lui permettre ensuite de proclamer l'indépendance

italienne, promettant à ce prix d'arriver sur l'Adige, non pas seulement avec 30 mille Napolitains, mais avec 100 mille Italiens. Il le supplia de répondre sur-le-champ, car les circonstances étaient pressantes, et il n'y avait pas un instant à perdre si on voulait en profiter.

Sans étonner Napoléon, qui s'attendait à tout de la part des hommes qu'il avait élevés au faîte des grandeurs, la proposition de Murat l'indigna cependant, et elle devait l'indigner. Si Murat eût été un esprit politique capable de s'éprendre d'une grande idée morale telle que la régénération de l'Italie, on aurait pu, à la rigueur, attribuer cette proposition à un entraînement généreux. Mais évidemment ce n'était qu'un prétexte pour colorer une folle ambition, peut-être même une défection imminente. Demander à Napoléon pour prix de ses bienfaits le patrimoine de l'Église dont il ne disposait déjà plus, la Toscane qui était l'apanage d'une sœur, le Piémont qui était une province française, les Légations qui faisaient partie des États du prince Eugène, c'était lui demander de dépouiller ou la France ou sa famille, de se dessaisir surtout des gages précieux qui, dans les négociations prochaines, pouvaient servir à conclure une bonne paix, en fournissant des compensations pour les conquêtes légitimes de la France, telles que les Alpes et le Rhin. C'était mettre en quelque sorte le poignard sur la gorge d'un beau-frère à demi-renversé, pour lui arracher un bien qu'il devait ou laisser à sa famille, ou sacrifier à sa propre conservation. D'ailleurs jamais l'Europe n'eût accepté un semblable partage de l'Italie, et ce que Murat aurait dû faire s'il avait eu du bon sens, c'eût été de se réunir au prince Eugène, de défendre courageusement avec lui l'Italie, de conserver à la France des gages de paix, et de s'assurer ainsi à l'un et à l'autre un établissement qui ne pouvait être durable qu'autant que la dynastie impériale resterait debout entre les Alpes et le Rhin. Le prince Eugène donnant si noblement l'exemple de la fidélité, quand son beau-père lui offrait un moyen et une excuse de transiger avec la coalition, aurait dû inspirer à Murat un peu plus de sagesse et de gratitude. Napoléon sentit tous les torts de son beau-frère avec une amertume extrême. Punir ce parent infidèle lui parut en ce moment l'une des plus grandes douceurs de la victoire, s'il lui était donné de la ressaisir. M. de la Besnardière, dirigeant les affaires étrangères en l'absence de M. de Caulaincourt, qui venait de partir pour le futur congrès de Manheim, essaya vainement de le calmer, et de lui persuader que, quelque blâmable que fût Murat, il convenait dans les circonstances présentes de le ménager. Napoléon s'emporta et ne voulut rien entendre. — Cet homme, s'écria-t-il, est à la fois coupable et fou ; il me fait perdre l'Italie, peut-être davantage, et se perd lui-même. Vous verrez qu'il sera obligé un jour de venir me demander un asile et du pain (étrange et terrible prophétie!) ; mais je vivrai assez, je l'espère, pour punir sa monstrueuse ingratitude. — Malgré les instances de M. de la Besnardière, Napoléon ne voulut accorder aucun des ménagements proposés, et tout ce qu'on put obtenir de lui, ce fut qu'il répondrait par le silence aux propositions de Murat. Promettre quelque chose de ce qu'on lui demandait, consentir ainsi à dépouiller les siens ou la France au profit d'un insensé, ou bien fulminer, en lui répondant, la condamnation morale qu'il avait méritée, eût été une faiblesse ou une imprudence, et Napoléon prit le parti moyen de se taire. Il laissa toute la famille impériale écrire à Murat pour lui faire sentir à la fois son imprévoyance et son ingratitude, et quant à lui, multipliant les ordres pour renforcer l'armée d'Italie, il recommanda au prince Eugène d'être bien sur ses gardes; il prescrivit à sa sœur en Toscane, au général Miollis à Rome, de fermer toutes les forteresses aux troupes napolitaines, si Murat, ainsi qu'on avait lieu de le croire, envahissait l'Italie centrale sous prétexte de soutenir la cause des Français. Murat effectivement n'avait pas encore jeté le masque, et s'annonçait toujours comme devant bientôt porter secours à l'armée française de l'Adige.

Telles étaient les occupations nombreuses et les angoisses cruelles dans lesquelles Napoléon passa la fin de novembre et le commencement de décembre. Du reste, si de temps en temps il rugissait comme un lion recevant de loin les traits des chasseurs qui n'osent encore l'approcher, il ne laissait voir ni trouble ni désespoir. Il se flattait toujours d'avoir quatre mois pour se préparer, de se procurer dans ces quatre mois 300 mille hommes entre Paris et le Rhin, de pouvoir même y joindre tout ou partie des vieilles bandes d'Espagne, et avec ces forces réunies d'accabler la coalition, ou, s'il succombait, de l'écraser sous sa chute. Tour à tour reprenant l'espérance ou ruminant la vengeance, on le voyait actif, animé, l'œil ardent, se promener vivement en présence de sa famille inquiète, de ses ministres attristés, de sa femme en larmes, prendre son

fils dans ses bras, le couvrir de caresses, le rendre à l'Impératrice, et, comme s'il eût trouvé des forces dans le sentiment de la paternité, redoubler le pas en proférant des paroles comme celles-ci. — Attendez, attendez... vous apprendrez sous peu que mes soldats et moi n'avons pas oublié notre métier... On nous a vaincus entre l'Elbe et le Rhin, vaincus en nous trahissant..., mais il n'y aura pas de traîtres entre le Rhin et Paris, et vous retrouverez les soldats et le général d'Italie... Ceux qui auront osé violer notre frontière se repentiront bientôt de l'avoir franchie!

D'ailleurs il restait la ressource des négociations, et Napoléon se résignait enfin aux limites naturelles de la France, aux conditions toutefois que nous avons indiquées. Malheureusement le moment où l'on était disposé à nous accorder les limites naturelles avait passé comme un éclair, ainsi qu'avait passé à Prague le moment où la France aurait pu conserver presque toute sa grandeur de 1810. La réponse équivoque aux propositions de M. de Metternich ayant attiré de sa part une interpellation formelle sur l'acceptation ou le rejet des bases dites de Francfort, la réponse à cette interpellation n'étant partie que le 2 décembre, et n'ayant été communiquée que le 5, un mois avait été perdu, et dans ce mois tout avait changé. La coalition avait senti ses forces, et, d'une modération bien passagère, en était venue à un véritable débordement de passions. De toute part, en effet, la contre-révolution européenne commençait à souffler comme une tempête.

C'était M. de Metternich, s'appuyant sur les militaires fatigués de cette longue guerre et effrayés des nouveaux hasards auxquels on allait s'exposer au delà du Rhin, qui avait vaincu l'orgueil d'Alexandre, la fureur des Prussiens, l'entêtement des Anglais, et avait décidé les confédérés réunis à Francfort à faire les propositions portées à Paris par M. de Saint-Aignan. Mais ces propositions, à peine sorties du cercle des souverains et des diplomates, ne pouvaient manquer de soulever une désapprobation générale. L'entourage d'Alexandre composé d'émigrés allemands, l'état-major de Blucher composé des clubistes du Tugendbund, les agents anglais enfin suivant le quartier général à divers titres, voulaient tout autre chose que ce qu'on venait de proposer, demandaient une guerre à outrance contre la France et contre Napoléon, contre la France pour la réduire à ses frontières de 1790, contre Napoléon pour le détrôner et ramener les Bourbons, non-seulement à cause de l'innocuité de ces princes, mais à cause du principe qu'ils représentaient.

Accorder à Napoléon un répit dont il profiterait pour refaire ses forces et essayer plus tard de rétablir sa domination, était à leurs yeux la conduite la plus impolitique. Laisser debout en Italie, en Allemagne, n'importe où, les nombreux établissements fondés par Napoléon, laisser exister ou des princes nouveaux comme lui, ou des princes anciens devenus ses complices, leur semblait une faiblesse, une imprévoyance, une renonciation à la victoire au moment de la remporter éclatante et complète. Suivant eux, il fallait qu'en Italie il ne restât ni le prince Eugène ni Murat, malgré les services passagers qu'on espérait tirer de ce dernier, ni aucun membre de la famille Bonaparte. Il fallait remettre les Bourbons à Naples, le Pape à Rome, les archiducs d'Autriche à Florence et à Modène, la maison de Savoie à Turin, les Autrichiens à Milan et même à Venise. En Allemagne il fallait non-seulement détruire la Confédération du Rhin, œuvre détestable de Napoléon, mais punir ses alliés, tels que la Bavière, le Wurtemberg, qu'on devait, malgré les promesses les plus formelles, déposséder sans compensation des acquisitions qu'ils avaient dues à la France. Il en était même certains qui méritaient d'être punis d'une manière exemplaire, et dans le nombre le roi de Saxe surtout, qu'il fallait détrôner et remplacer par le duc de Saxe-Weimar, en refaisant en sens contraire l'œuvre de Charles-Quint. On devait ne pas mieux traiter le roi de Danemark, qui s'obstinait à contrarier les desseins de la coalition, en refusant la Norwége à Bernadotte. Quant au roi de Westphalie, Jérôme Bonaparte, sa chute était chose accomplie, sur laquelle il n'y avait plus à revenir. Il ne fallait pas s'en tenir à la rive droite du Rhin, il fallait se porter sur la rive gauche, reprendre les anciens électorats ecclésiastiques, Trèves, Mayence, Cologne, enfin les Pays-Bas autrichiens eux-mêmes, indépendamment de la Hollande, que personne ne pouvait songer à laisser à la France. Avec ces immenses territoires reconquis à la droite et à la gauche du Rhin, on composerait un vaste royaume à la Prusse, de façon à la rendre plus puissante encore que sous le grand Frédéric; on reconstituerait des États pour les princes dépossédés par Napoléon, tels que les princes de Hesse, d'Orange, de Brunswick, de Hanovre; on comblerait, en un mot, ses amis de biens, et on formerait avec eux une confédé-

ration germanique plus forte que l'ancienne, mieux liée surtout contre la France, dirigée non par l'empereur d'Autriche qu'on regardait comme trop modéré pour le refaire empereur d'Allemagne, mais par une diète qu'animeraient les passions les plus violentes, les plus antifrançaises qu'on pût allumer. Telles étaient les vues des esprits ardents, soit parmi les chefs de la coalition, soit parmi les agents secondaires qui entouraient la cour nombreuse et ambulante des monarques alliés.

Les Anglais toutefois, devenus un peu plus modérés sous l'influence du Parlement qui ne cessait de reprocher aux ministres leur haine aveugle contre la France, et représentés à Francfort par un esprit des plus sages, lord Aberdeen, auraient répugné à autant de bouleversements, si dans le nombre il ne s'en était trouvé un qui répondait à tous leurs vœux, celui qui consistait à ôter à la France les Pays-Bas, c'est-à-dire Anvers et Flessingue. Cependant ils osaient à peine espérer un pareil résultat, et ne poussaient leurs prétentions que jusqu'où allaient leurs espérances. Leurs agents inférieurs, moins mesurés, osaient seuls parler comme les Prussiens, qui étaient les provocateurs principaux de ces résolutions extrêmes. Chose singulière, les Prussiens, ayant dans leur cœur tous les sentiments de la révolution française, étaient, par haine contre la France, les plus ardents fauteurs de cette espèce de contre-révolution européenne. Aimant la liberté jusqu'à épouvanter leurs princes, ils voulaient, par esprit de vengeance, ne pas laisser trace de ce que la révolution française avait fait en Europe. Ils ne se contentaient pas de mener leur roi, ils entraînaient l'empereur Alexandre, en le flattant, en le qualifiant de roi des rois, de chef suprême de la coalition, en lui attribuant les grandes résolutions de cette guerre, en lui promettant de la conduire à Paris, ce qui exaltait jusqu'au délire la vanité de ce prince. Alexandre, aimable par nature et par calcul, ajoutant à son amabilité naturelle un soin continuel à flatter toutes les passions, caressait les Prussiens dont il ne cessait de vanter le courage et le patriotisme pour les avoir avec lui contre les Autrichiens qu'il jalousait, caressait les Autrichiens eux-mêmes en affectant de dire qu'on leur avait dû à Prague le salut de l'Europe, et enfin se gardait de négliger les Anglais qu'il appelait les modèles de la persévérance, les premiers auteurs de la résistance à Napoléon, les premiers vainqueurs de ce conquérant réputé invincible. Ainsi parlant, tandis qu'il feignait à Francfort d'appuyer les avis modérés, secrètement il lâchait la bride aux esprits ardents, et les laissait faire pour se les attacher. Par ces moyens il avait réussi à maintenir la coalition qui aurait été fort menacée de désunion sans son savoir-faire, et s'y était acquis une autorité prépondérante.

Il avait auprès de lui, et s'était attaché en lui donnant asile à sa cour, le fameux comte de Stein, ce Prussien qui avait été obligé de chercher un refuge en Russie contre le courroux de Napoléon, et qui depuis avait exercé beaucoup d'influence sur Alexandre et sur la coalition. On l'avait mis à la tête d'un comité qui dirigeait les affaires allemandes, et administrait au profit des armées coalisées les territoires reconquis sur la France, et dont la restitution aux anciens possesseurs n'était ni accomplie, ni même décidée. Ces territoires étaient ceux de Saxe, de Hesse, de Westphalie, de Brunswick, de Hanovre, de Berg, d'Erfurt, etc. Quant aux confédérés du Rhin, alliés qui nous avaient trahis, ce comité ne leur tenant aucun compte de leur défection, leur avait imposé en hommes et en argent le double de ce qu'ils avaient jadis fourni à la France. On avait soumis à un contingent de 145 mille hommes, et à un subside de 84 millions de florins (lequel avait été remis à la Prusse, à la Russie, à l'Autriche, en obligations portant intérêts) les États suivants : Hanovre, Saxe, Hesse, Cassel, Berg, Wurtemberg, Bade, Bavière. Le comité des affaires allemandes était ainsi une espèce de comité révolutionnaire, qui, agissant au nom du salut public, ne mettait aucun frein à ses volontés. Sous le prétexte de livrer la direction de leurs affaires aux Allemands à qui elle était due, Alexandre les livrait à eux-mêmes, à condition de les avoir avec lui dans tous les cas où il pourrait en avoir besoin.

Un personnage singulier, un Corse, étranger à toutes ces passions par origine et par supériorité d'esprit, n'ayant, en fait de passion, que la sienne qui était la haine, le célèbre comte Pozzo di Borgo, s'était réfugié auprès d'Alexandre, sur lequel il commençait à prendre un ascendant marqué. Cette haine, qui était son âme tout entière, quel en était l'objet ? demandera-t-on. C'était l'homme prodigieux sorti comme lui de l'île de Corse, et dont la gloire, en éblouissant le monde, avait désolé son cœur envieux. Il y avait certes une arrogance bien rare à jalouser un génie tel que Napoléon, car c'est au grand Frédéric, c'est à César, Annibal, Alexandre, si leurs cœurs ressentent encore les soucis de la gloire mortelle,

c'est à ces hommes extraordinaires qu'il appartient de jalouser Napoléon. Mais comment un personnage obscur, inconnu jusqu'ici, n'ayant ni épée ni éloquence, n'ayant été mêlé qu'aux tracasseries de son île, comment avait-il pu se permettre de jalouser le vainqueur de Rivoli, des Pyramides et d'Austerlitz? Il l'avait osé pourtant, car les passions pour s'allumer n'attendent la permission ni de Dieu ni des hommes, elles s'allument comme ces feux qui ravagent les cités ou les campagnes sans qu'on en sache l'origine. Lorsqu'un homme supérieur sort du pays où il est né, il y laisse ou des amis ardents ou des jaloux implacables. Le comte Pozzo était de ces derniers à l'égard de Napoléon; mais, il faut le reconnaître, en cette occasion le jaloux n'était pas indigne du jalousé. En effet Dieu lui avait accordé un genre de génie aussi admirable que celui des batailles, de l'éloquence ou des arts, le génie de la politique, c'est-à-dire cette sagacité qui démêle les événements humains dans leurs causes, leur enchaînement, leurs conséquences, qui découvre comment il faut s'en garder, ou s'y mêler: génie rare que les grandes âmes appliquent à leur pays, les petites à elles-mêmes, qui perd en grandeur ce qu'il gagne en égoïsme, mais qui reste l'un des dons les plus précieux de l'esprit, et ne laisse presque jamais inaperçu, oisif ou inutile, le mortel qui en est doué. Le comte Pozzo en fut la preuve, preuve pour nous bien malheureuse, car lui, jusque-là sans renom, sans influence, presque sans patrie, il contribua singulièrement à la ruine de Napoléon, et par conséquent à la nôtre.

Il avait parcouru successivement tous les pays pour nuire à l'homme qu'il haïssait, d'abord l'Angleterre, puis l'Autriche, puis la Russie et la Suède, quittant alternativement les cours qui se rapprochaient de la France pour se rendre auprès de celles qui s'en éloignaient, revenant auprès des premières quand elles rompaient avec nous, et toujours soufflant partout l'ardeur dont il était animé. Employé à toutes choses, tantôt il était envoyé à Londres pour arracher à l'Angleterre l'argent dont on avait besoin, tantôt chez Bernadotte, qu'il méprisait et dominait, pour l'amener sur le champ de bataille de Leipzig. Maintenant, placé auprès d'Alexandre en qualité d'aide de camp, il exerçait, avec son accent italien, sa gesticulation vive, son œil ardent et fier, une action puissante, justifiée du reste par une perspicacité, une sûreté de jugement sans égales. Cet homme avait dit à Alexandre la triste vérité sur la France, comme s'il l'avait parcourue tout entière, et pourtant il y avait des années qu'il ne l'avait vue. — Ne vous laissez pas intimider, lui disait-il sans cesse, par l'idée d'aller braver chez lui le colosse qui vous a tous opprimés si longtemps; le plus difficile est fait, c'était de le ramener des bords de la Vistule aux bords du Rhin. De Francfort à Paris il n'y a qu'un pas comme distance, il y a moins encore comme difficulté. Les forces prodigieuses de la France ont été dépensées au dehors, il n'en reste plus rien au dedans; la France elle-même est dégoûtée, révoltée du joug qu'elle subit. Marchez donc sans relâche, marchez vite, ne laissez pas respirer le géant; allez à ces Tuileries dont il a fait son repaire, et la France épuisée vous l'abandonnera sans résistance. Vous serez étonné de la facilité de cette œuvre, mais il faut arriver à Paris. A peine votre épée aura-t-elle brisé la chaîne qui tient la France opprimée, que la France vous livrera elle-même son oppresseur et le vôtre.

Ce sont ces vérités redoutables, constamment présentes à l'esprit clairvoyant du comte Pozzo, qui lui valurent une influence décisive dans la fatale année 1814. Alexandre était heureux de l'entendre, car il sentait en l'écoutant toutes ses passions remuées, et après l'avoir entendu il échappait à la modération de M. de Metternich, il voulait comme les Prussiens marcher en avant, franchir le Rhin, et essayer contre Napoléon une dernière et suprême lutte.

Lorsque les propositions de Francfort furent connues des principaux agents de la coalition, elles produisirent parmi eux une agitation extrême, et encoururent de leur part une amère désapprobation. S'arrêter était suivant eux une faiblesse désastreuse, car on donnerait à l'ennemi commun le temps de rétablir ses forces. Lui concéder la France avec le Rhin, les Alpes, les Pyrénées, c'était lui assurer les moyens de ne jamais laisser l'Europe en repos. Il fallait lui ôter non seulement le Rhin et les Alpes, mais la France elle-même, et n'admettre pour contenir le peuple français d'autres chefs que les Bourbons. Il fallait d'ailleurs rétablir en Europe les familles injustement dépouillées, rétablir l'empire du droit, reconstituer en un mot l'ancienne Europe. Pour y réussir il ne restait qu'un pas à faire, mais il fallait le faire tout de suite, sans reprendre haleine, sans se reposer un jour.

Malheureusement des lettres écrites de France, des rapports d'agents secrets, des renseignements fournis par les amis de la maison de Bourbon, confirmaient ces dires, et dévoilaient d'heure en

heure l'état vrai des choses, pendant ce même mois de novembre que Napoléon avait perdu en pourparlers équivoques, au lieu de l'employer en réponses positives qui liassent les auteurs des propositions de Francfort. Un événement des plus graves, et du reste des plus faciles à prévoir, vint jeter une nouvelle lumière sur cette situation, et ranger dans le parti des esprits ardents l'Angleterre elle-même, qui avait paru un peu moins violente qu'autrefois. Cet événement c'est en Hollande qu'il se produisit.

La Hollande s'était soumise à Napoléon en 1810 lorsqu'il avait décrété la réunion de cette contrée à la France, d'abord parce qu'à cette époque il était irrésistible, et ensuite parce que divers intérêts avaient trouvé dans la réunion des avantages momentanés. Les révolutionnaires hollandais, les catholiques, les commerçants, s'étaient résignés à une révolution qui pour les uns était l'exclusion de la maison d'Orange, pour les autres l'abaissement du protestantisme, pour les derniers l'annexion commerciale au plus vaste empire du monde. Peut-être, avec un meilleur régime politique et la paix, ces intérêts eussent-ils fini par trouver sous le sceptre impérial une satisfaction qui eût fait taire le sentiment de l'indépendance nationale, mais il n'en fut point ainsi. L'architrésorier Lebrun continua, comme le roi Louis, de préférer les orangistes, qui étaient nobles et riches, aux patriotes qui ne l'étaient pas. La querelle avec le Pape aliéna les catholiques en Hollande aussi bien qu'en France. La guerre maritime réduisit les commerçants à une misère profonde, qui atteignit bientôt toutes les classes, et les classes inférieures plus fortement que les autres. Sous le roi Louis, la contrebande tolérée avait procuré un certain adoucissement aux maux de la guerre, mais les douaniers français, depuis la réunion, ayant privé le commerce hollandais de cet adoucissement, le mal fut bientôt porté à son comble. L'inscription maritime et la conscription, introduites dans le pays, vinrent ajouter de nouveaux maux à la détresse universelle, et dès lors le sentiment national se réveilla avec violence. En 1813 Hambourg et les provinces hanséatiques ayant secoué le joug impérial, la commotion s'étendit jusqu'en Hollande, et il fallut des rigueurs pour en arrêter les effets. On condamna aux galères ou à mort un certain nombre de malheureux, et on en exécuta six à Saardam, quatre à Leyde, un à la Haye, deux à Rotterdam. Ces mesures, au lieu de calmer l'exaspération, ne firent que l'augmenter. Les victoires de Lutzen et de Bautzen la continrent un moment sans l'apaiser, mais la bataille de Leipzig lui rendit toute sa force. L'architrésorier Lebrun, personnellement opposé aux mesures rigoureuses, avait cherché à ménager tout le monde, mais il n'avait réussi qu'à donner l'idée d'une bonne volonté impuissante. Le général Molitor, commandant les troupes, s'était fait respecter comme un militaire ferme et probe, qui n'abusait pas de la force pour son avantage particulier. Malgré ces ménagements du chef civil et du chef militaire, les Hollandais étaient bien décidés, dès qu'ils le pourraient, à les renvoyer l'un et l'autre, sans toutefois exercer contre eux aucune violence, mais en égorgeant, s'ils le pouvaient, les douaniers et les agents de police qu'ils avaient en horreur. Tandis que les choses en étaient arrivées à ce point, de nombreux émissaires anglais parcouraient la Hollande pour le compte de la maison d'Orange, et promettaient l'appui de l'Angleterre aux populations qui se soulèveraient. Celles-ci répondaient qu'à la première apparition d'une force armée elles proclameraient la maison d'Orange, longtemps impopulaire, et redevenue maintenant l'espérance et le vœu du pays. Mais il fallait faire venir cette force armée. Les Anglais avaient bien quelques mille hommes prêts à embarquer, mais l'accès de toutes les rades était interdit par de formidables batteries ou par des flottes à l'ancre. L'amiral Missiessy avec l'escadre d'Anvers défendait les bouches de l'Escaut et de la Meuse; l'amiral Verhuel avec l'escadre du Texel défendait l'entrée du Zuyderzée. Ce n'était donc que par terre qu'on pouvait tendre une main secourable aux Hollandais. Bernadotte avait reçu mission, en quittant Leipzig, de délivrer Hambourg, Brême et Amsterdam avec l'armée du Nord, mais il n'en avait rien fait. Il avait porté tout son corps d'armée vers le Holstein pour réduire le Danemark, et lui arracher la cession de la Norwége. Dans cette vue, cherchant à se débarrasser du maréchal Davoust qui était l'appui des Danois, il avait entrepris de conclure avec lui un traité pour la libre évacuation de Hambourg, ce qui eût permis à ce maréchal de rentrer en Hollande avec 40 mille hommes. A cette nouvelle les agents anglais et autrichiens avaient jeté les hauts cris, les premiers parce qu'ils ne voulaient pas qu'on envoyât 40 mille Français en Hollande, les seconds parce que le cabinet de Vienne, à l'époque où il travaillait à propager le système de la médiation, s'était lié

au Danemark, et l'avait pris sous sa protection. Les uns et les autres avaient demandé qu'on retirât à Bernadotte les 80 mille hommes qu'il détournait pour son usage particulier; mais Alexandre, qui s'était fortement attaché à Bernadotte depuis qu'il avait arrangé avec lui l'affaire de la Finlande, avait tempéré cette irritation, et un s'était borné à ordonner au prince suédois de détacher un corps prussien et russe vers la Hollande, ce qui avait été exécuté vers les premiers jours de novembre.

A l'approche de cette force auxiliaire, les Hollandais avaient cessé de dissimuler. Le général Molitor n'avait pour les contenir quo quelques cadres de bataillons renfermant au plus 3 mille hommes, 500 à 600 gendarmes français, une poignée de douaniers exécrés quoique très-honnêtes. 300 Suisses fidèles qui n'avaient pas peu contribué à irriter la population, enfin un régiment étranger bien discipliné, mais dans lequel il se trouvait 800 Russes, 600 Autrichiens, 600 Prussiens. Il n'y avait là ni par le nombre, ni par la composition des troupes, une force capable de maîtriser le pays. Au Texel l'amiral Verhuel avait 1,500 Espagnols, qui au premier signal pouvaient s'insurger, et le réduire à se retirer sur ses vaisseaux.

Le corps de Bulow, détaché par Bernadotte, ayant paru sur l'Yssel, le général Molitor sortit d'Amsterdam avec tout ce qu'il avait de forces disponibles, et vint se placer à Utrecht pour y garder la ligne de Naarden à Gorcum. Ce fut là le signal du l'insurrection. Les orangistes ayant réuni des pêcheurs, des marins, des paysans, entrèrent dans Amsterdam le 15 novembre au soir, précédés par des femmes et des enfants, et portant le drapeau de la maison d'Orange. A cet aspect tout le peuple se souleva, et dans la nuit on brûla les baraques où logeaient, le long des quais, les douaniers et les agents de la police française. On ne tenta rien cependant contre les hauts fonctionnaires, contre l'architrésorier notamment, et on se borna à promener sous les fenêtres de celui-ci le drapeau de l'insurrection. Il lui restait pour toute force une cinquantaine de gendarmes dévoués, mais impuissants contre un mouvement aussi général. L'architrésorier fit appeler dans la nuit même les principaux membres de la riche aristocratie commerçante sur laquelle il s'était appuyé, la trouva polie mais froide, et fut obligé de reconnaître que si elle avait pu, par prudence, se soumettre à un gouvernement puissant qui la ménageait, elle revenait, à la première occasion, à celui qui répondait à ses goûts et à ses mœurs aristocratiques. Voyant qu'il n'avait rien à en espérer, l'architrésorier monta en voiture, et se rendit à Utrecht, où il rejoignit le général Molitor menacé de front par 20 mille Russes et Prussiens, assailli à droite, à gauche, en arrière, par des insurrections de tout genre, et ayant 4 mille hommes au plus à leur opposer. Bientôt, pour n'être pas coupé de la Belgique, le général Molitor se retira sur le Wahal, précédé de l'architrésorier qui n'avait essuyé d'autres mauvais traitements que quelques huées populaires. A dater de ce moment, il n'y eut plus une ville de Hollande qui n'accomplît sa révolution. Leyde, la Haye, Rotterdam, Utrecht, se donnèrent des régences presque toutes orangistes, et bientôt le prince d'Orange après avoir débarqué en Hollande, fit son entrée à Amsterdam au milieu des acclamations universelles. On annonça que la Hollande, sans définir encore la forme de son gouvernement, se mettait de nouveau sous la protection de l'antique maison qui avait été à sa tête dans les plus grandes crises de son histoire. Il n'y eut du reste que peu d'excès, sauf contre quelques douaniers ou percepteurs des droits réunis, qui n'avaient pas mérité qu'on leur fît expier les torts de leur gouvernement. Le peuple des grandes villes, violent et mobile à son ordinaire, applaudit au rétablissement des princes d'Orange, comme il avait applaudi à leur chute, et les patriotes éclairés tolérèrent leur retour comme la fin du despotisme étranger. Excepté l'amiral Missiessy avec la flotte de l'Escaut, excepté l'amiral Verhuel avec la flotte du Texel, toute la Hollande reconnut la maison d'Orange. Les Anglais y débarquèrent le général Graham à la tête de 6 mille hommes.

Pour qui aurait réfléchi sérieusement, il eût été facile de voir là un cruel pronostic relativement à la France elle-même. Ce fut pour les Anglais un trait de lumière. Cette révolution spontanée, qui, à la première apparition des baïonnettes dites libératrices, éclatait, et presque sans violence, par un entraînement irrésistible, renversait les récentes créations de l'empire français pour rétablir l'ancien ordre de choses, leur persuada qu'il pourrait bientôt en être de même ailleurs. De toutes parts des agents secrets, des commerçants qui allaient fréquemment de Hollande en Belgique, des Belges poursuivis par la police française, leur donnèrent les mêmes espérances, et leur dirent que si les troupes coalisées se portaient rapidement sur Anvers,

Bruxelles, Gand, Bruges, elles trouveraient partout la même disposition à s'insurger contre un gouvernement qui depuis quinze ans les faisait gémir sous la conscription, sous les droits réunis et la guerre maritime ; qu'en outre elles trouveraient des places sans armements, sans garnisons et sans vivres, que la magnifique flotte d'Anvers appartiendrait à qui voudrait l'enlever, qu'il n'y avait par conséquent qu'à marcher en avant pour réussir. Il n'en fallait pas tant pour exciter les passions britanniques, et pour déterminer, de la part du gouvernement anglais, de nouvelles et plus décisives résolutions. Sur-le-champ on prépara des renforts destinés à la Hollande ; on fit donner au général Graham, aux généraux prussiens et russes l'ordre de marcher tous ensemble sur Anvers, et on adressa de vives représentations à Bernadotte, afin qu'il cessât de s'occuper du Danemark, et se portât avec toutes ses forces sur les Pays Bas, s'en fiant à la coalition du soin de lui assurer la Norwége qu'on lui avait promise. Enfin on adressa à lord Aberdeen de nouvelles instructions relativement aux bases de la paix future.

Les propositions de Francfort, minutées comme elles l'avaient été dans la note remise à M. de Saint-Aignan, et dans les lettres postérieures de M. de Metternich, avaient grandement déplu à Londres. Là on n'avait pas, comme à Francfort, le sentiment du danger auquel on s'exposait en passant le Rhin. On était fort émerveillé de la campagne terminée à Leipzig, et on ne comprenait pas qu'on s'arrêtât en un chemin qui semblait si beau, et au terme duquel se montraient de si grands avantages. Laisser à la France ses limites naturelles, c'est-à-dire l'Escaut et Anvers, paraissait bien dur pour l'Angleterre, et elle regardait comme un devoir de la part des alliés de la délivrer de la présence importune et toujours menaçante d'une flotte française à Flessingue. La Russie n'avait pas voulu avoir devant elle le grand-duché de Varsovie ; l'Allemagne tout entière n'avait plus voulu avoir des Français à Hambourg, à Brême, à Magdebourg ; l'Autriche n'avait plus voulu en souffrir à Laybach, à Trieste. Tous ces vœux avaient été satisfaits. L'Angleterre serait-elle la seule des puissances qui ne verrait pas exaucer les siens? Et n'avait-elle pas le droit de demander que l'on continuât la guerre, si quelques efforts de plus devaient la délivrer de la présence des Français à Anvers? Les politiques anglais n'approuvaient pas sans doute tous les projets subversifs des exaltés de la coalition, tels que le détrônement des rois de Saxe et de Danemark, mais ils adoptaient, parmi ces projets, ceux qui convenaient à l'Angleterre, ceux qui devaient faire rétrograder la France de Gorcum à Lille, ou au moins de Gorcum à Bruxelles et à Gand. En reprenant Anvers et Flessingue, il y avait une combinaison qui souriait fort à l'Angleterre, c'était de rendre la Hollande très-puissante, afin qu'elle fût en mesure d'opposer plus de résistance à la France, et on aurait bien souhaité, par exemple, que la maison d'Orange pût réunir aux anciennes Provinces-Unies les Pays-Bas autrichiens. Cette combinaison était devenue l'objet des désirs passionnés de l'Angleterre, depuis que l'insurrection spontanée de la Hollande, qui bientôt, disait-on, allait être imitée par la Belgique, avait révélé la possibilité de pousser plus loin les avantages remportés contre Napoléon.

Les instructions sur lesquelles lord Aberdeen s'était appuyé pour adhérer aux propositions de Francfort, étaient déjà un peu anciennes. Le cabinet britannique les modifia, et recommanda à son ministre de ne pas se regarder comme lié par les propositions de Francfort. On lui assigna, comme conditions formelles de l'Angleterre, la continuation de la guerre, la rentrée de la France dans ses limites de 1790, et un silence absolu dans les futurs traités de paix sur le droit maritime. On ne dit pas qu'on pousserait la guerre jusqu'à détrôner Napoléon, bien que ce résultat fût celui qui répondait le plus aux sentiments secrets du peuple anglais, on ne le dit pas, parce qu'on s'était engagé à traiter avec le chef de l'empire français, et qu'il y aurait eu une inconséquence choquante à revenir sur l'engagement pris, mais on déclara d'une manière générale qu'il fallait continuer la guerre jusqu'à la rentrée de la France dans ses limites de 1790.

On chargea lord Aberdeen, pour allécher les puissances continentales par l'appât de l'argent dont elles avaient grand besoin, de leur acheter la flotte d'Anvers, si elles en opéraient la conquête, ce qui pouvait bien représenter une demi-année de subside. Enfin, pour gagner l'Autriche en particulier, l'Autriche dont on apercevait déjà la jalousie envers la Russie, on chargea lord Aberdeen de dire à M. de Metternich, que si dans quelques détails on ménageait la Russie, dans l'ensemble des choses on se rangerait du côté de l'Autriche, parce que sur presque tous les points on était d'accord avec elle, parce qu'on préférait ses conseils toujours sensés aux

avis extravagants de certains exaltés; mais qu'il fallait en retour qu'elle se prononçât pour la constitution d'un puissant royaume des Pays-Bas, qui s'étendrait du Texel jusqu'à Anvers.

Telles étaient les instructions qui furent expédiées à la légation britannique, juste au moment où Napoléon se décidait trop tard à accepter purement et simplement les conditions de Francfort. Ainsi le mois perdu pour nous de novembre à décembre avait laissé à tout le monde le temps de se raviser, surtout à l'Angleterre, qui, éclairée par l'insurrection de la Hollande, avait conçu l'espérance et le désir d'enlever à la France non-seulement le Texel, mais Anvers. Évidemment une adhésion immédiate et catégorique donnée dès le 16 novembre eût placé les confédérés de Francfort dans un embarras dont ils se seraient tirés fort difficilement.

Il n'est pas besoin de dire qu'en arrivant à Francfort ces nouvelles instructions y trouvaient les esprits parfaitement préparés. Tous ceux qui voulaient qu'on marchât sans s'arrêter jusqu'à ce qu'on eût accablé Napoléon, avaient pris les devants, et demandaient qu'il ne fût tenu aucun compte des ouvertures faites à M. de Saint-Aignan. L'empereur Alexandre n'était que trop disposé à partager ces vues, par ressentiment contre Napoléon, par exaltation d'orgueil. Faire dans Paris une entrée triomphale était une revanche de la ruine de Moscou qui le transportait de joie. Le comte Pozzo l'excitait en lui répétant que ce qu'on avait vu en Hollande on le verrait en Belgique et en France, si on se hâtait, si on passait hardiment le Rhin, si en un mot on ne laissait pas respirer l'ennemi commun. Les Prussiens, toujours conduits par la haine, voulaient absolument qu'on marchât en avant. Blucher disait qu'à lui seul, si on le laissait libre, il pénétrerait dans Paris. Les Autrichiens eux-mêmes, quoique fort touchés des dangers qu'on était exposé à rencontrer au delà du Rhin, ne méconnaissaient pas les avantages considérables qu'ils pourraient y recueillir. Tandis que l'Angleterre devait gagner Anvers pour la maison d'Orange, ils pourraient gagner l'Italie pour eux-mêmes et pour leurs archiducs. Ils ne manquaient donc pas de motifs de continuer la guerre, bien qu'à la crainte de nouveaux hasards se joignît chez eux le déplaisir de céder à la prépondérance peu dissimulée des Russes, à la violence brutale des Prussiens. Mais il y avait dans cette question une raison décisive pour eux comme pour tout le monde, c'était le vœu de l'Angleterre qui payait la coalition, qui, par ses victoires en Espagne, s'était acquis une importance continentale qu'elle n'avait jamais eue, qui de plus avait sa toute-puissante marine, qui tenant enfin la balance entre les ambitions contraires pouvait la faire pencher vers celle qu'elle favoriserait. On se décida en conséquence à poursuivre la guerre sans relâche, la Prusse par vengeance, la Russie par vanité, l'Autriche par condescendance intéressée envers l'Angleterre, l'Angleterre par les divers motifs se rattachant à l'Escaut, toutes par l'entraînement des choses qui conduisait à pousser à sa fin extrême une lutte si ancienne, si acharnée, si implacable. Le 10 décembre, M. de Metternich répondit à la note par laquelle M. de Caulaincourt avait adhéré purement et simplement au message de M. de Saint-Aignan, que la France avait accepté bien tard les propositions de Francfort, mais qu'il allait néanmoins communiquer cette tardive acceptation à tous les alliés. Il ne dit pas si à la suite de ces communications les opérations militaires seraient interrompues, et comme il n'avait jamais été convenu depuis la rupture du congrès de Prague que les négociations, dans le cas où on les reprendrait, seraient suspensives de la guerre, on pouvait, sans violer aucun engagement, continuer à marcher en avant, pourvu que l'on continuât les pourparlers pacifiques. Le prétendu renvoi de la réponse française aux cours alliées laissait ainsi le temps d'agir sans une trop grande inconséquence.

Cependant, puisque l'Angleterre voulait poursuivre la guerre dans un intérêt qui lui était particulier, il était naturel qu'elle payât les frais de cette dernière campagne, et comme l'argent pour ces armements énormes manquait à tous les belligérants, il fut décidé qu'on lui demanderait de nouveaux subsides, et pour lui en faire connaître l'étendue, pour lui en montrer le besoin, on lui envoya l'homme qui jouait déjà un rôle si important dans les conseils de la coalition, le comte Pozzo. Il partit pour Londres afin d'apporter au ministère britannique le budget de cette campagne d'hiver.

Mais, dans l'hypothèse d'une reprise immédiate des opérations, le plan à adopter soulevait de nombreuses questions, et pouvait faire naître de graves dissidences dans une coalition où les intérêts et les amours-propres étaient déjà fort divisés, et où le plus impérieux besoin de conservation maintenait seul un accord souvent plus apparent que réel. Outre que les forces coalisées

étaient considérablement réduites par l'acharnement de la lutte, elles étaient encore disséminées par la diversité du but que chacun avait en vue. Il avait fallu laisser sur les derrières, pour bloquer les places de l'Elbe, les corps de Kleist, Klenau, Tauenzien, Benningsen, qui tous avaient pris part au formidable rendez-vous de Leipzig. Bernadotte avec les Suédois, avec les Prussiens de Bulow, avec les Russes de Wintzingerode, sous prétexte de faire face au maréchal Davoust, s'était détourné du but principal afin d'enlever la Norwége aux Danois, ce qui avait exaspéré les Autrichiens protecteurs des Danois et mis en suspicion la bonne foi d'Alexandre, accusé d'encourager sous main Bernadotte qu'il blâmait publiquement. A peine avait-on pu arracher au nouveau prince suédois un détachement pour coopérer au rétablissement de la maison d'Orange. Il ne restait donc sur le Rhin que l'armée du prince de Schwarzenberg cantonnée de Francfort à Bâle, et celle du maréchal Blucher cantonnée de Francfort à Coblentz, ayant dans leurs rangs les Bavarois, les Badois, les Wurtembergeois. Après l'adjonction de ces derniers et les pertes de la campagne, on estimait les deux armées à 220 ou 230 mille hommes immédiatement disponibles. Il est vrai que de nouveaux contingents allemands venant remplacer les troupes qui bloquaient les places, et Bernadotte étant rappelé au but commun, on pouvait amener encore 200 mille hommes sur le Rhin ; il est vrai qu'on espérait tirer de nombreuses recrues de Pologne, de Prusse, d'Autriche, qu'on avait 70 mille hommes en Italie, 100 mille sur la frontière d'Espagne, et que ce n'était pas dès lors avec moins de 600 mille hommes qu'on serait en mesure d'attaquer la France en mars et avril. Mais pour le moment il n'y avait que 220 mille hommes à mettre en ligne, dont 160 mille Autrichiens, Prussiens, Russes, Bavarois, sous le prince de Schwarzenberg, et 60 mille Prussiens, Russes, Wurtembergeois, Hessois et Badois sous le maréchal Blucher. C'était une entreprise hardie que de passer le Rhin devant Napoléon avec des forces pareilles ; mais, d'après tous les renseignements, il n'avait pas plus de 80 mille hommes, et dès lors on ne croyait pas qu'il fût imprudent de se présenter à lui avec 220 mille. On eût été encore plus résolu, si on avait su qu'il ne lui en restait pas plus de 60 mille à opposer à une brusque invasion.

Cependant à Francfort, les personnages les plus éclairés tenaient pour très-suspects les détails fournis par les agents de la coalition, et on se refusait à croire que Napoléon n'eût pas au moins 100 mille hommes sous la main. On insistait donc sur la nécessité de se conduire avec la plus grande prudence en essayant de pénétrer en France. A cette occasion chacun avait son plan. Les Prussiens et les Russes en avait un, les Autrichiens un autre, tous dominés, comme c'est l'ordinaire à la guerre, par le désir d'attirer à eux le gros des forces, et de devenir ainsi le centre des opérations. Les Prussiens voulaient que réunissant de leur côté 180 mille hommes sur 220 mille, on passât le Rhin entre Coblentz et Mayence, tandis qu'un autre corps le franchirait entre Mayence et Strasbourg (voir la carte n° 61) ; qu'on s'avançât hardiment au milieu des places qui couvraient cette partie de la France, telles que Coblentz, Mayence, Landau, Strasbourg en première ligne, Mézières, Montmédy, Luxembourg, Thionville, Metz en seconde ligne, qu'on les enlevât brusquement si les Français n'y avaient laissé que de petites garnisons, que si au contraire, pour les mieux garder, ils avaient affaibli l'armée active, on profitât de cet affaiblissement pour se jeter sur elle, l'accabler et la pousser sur Paris, en négligeant les places, qu'on aurait le temps d'assiéger plus tard avec les corps venus des bords de l'Elbe. L'état-major prussien regardait cette manière d'opérer comme à la fois plus méthodique et plus hardie, car dans un cas on aurait les places et on se créerait des appuis en marchant, dans l'autre on arriverait peut-être à Paris en quelques journées.

Les Autrichiens avaient un autre plan, dicté aussi par des vues particulières, mais parfaitement sage, du moins à en juger par le résultat. Ils considéraient comme imprudent de s'engager dans ce labyrinthe de forteresses compris depuis Strasbourg jusqu'à Coblentz, depuis Metz jusqu'à Mézières. Ils disaient que c'était *prendre le taureau par les cornes*. Ils soutenaient que, sans s'épuiser pour garnir les places, Napoléon se bornerait à les mettre à l'abri d'un coup de main, et qu'on le trouverait lui-même manœuvrant entre elles avec ses forces concentrées, tout prêt à se jeter sur l'armée coalisée, qui se serait plus affaiblie pour bloquer ces places que lui pour les défendre. Ils proposaient donc un système d'opérations radicalement différent. Le côté faible de la France, suivant eux, n'était pas au nord-est, de Strasbourg à Coblentz, de Metz à Mézières, où plusieurs rivières et d'immenses fortifications la protégeaient, mais tout à fait à l'est, le long du

Jura, où, comptant sur la neutralité suisse, elle n'avait jamais songé à élever des défenses. Il fallait donc se porter à Bâle, y passer le Rhin, qui ne gèle point en cet endroit, traverser la Suisse qui invoquait sa délivrance à grands cris, et prendre ainsi la France à revers, ce qui procurerait plusieurs avantages, celui de la séparer de l'Italie, de la priver des secours qu'elle en pourrait recevoir si Napoléon rappelait le prince Eugène, et en même temps d'isoler tellement ce prince, qu'il succomberait par le fait seul de son isolement.

On devine sans doute les motifs qui, outre la valeur réelle de ce plan, lui attiraient les préférences de l'Autriche. Elle voulait pénétrer en Suisse, y rétablir son influence, et priver non pas la France des secours de l'Italie, mais l'Italie des secours de la France. La Suisse était effectivement dans un état de fermentation extraordinaire, et disposée à se comporter comme la Hollande, avec cette différence, néanmoins, qu'il y avait chez elle un parti français très-fort, reposant sur des intérêts très-réels et très-légitimes. Les cantons autrefois dominateurs, et c'étaient les cantons démocratiques aussi bien que les cantons aristocratiques, car l'ambition n'est pas plus inhérente à un principe qu'à l'autre, se flattaient de recouvrer les pays sujets. Les petits cantons aspiraient à posséder, comme jadis, les bailliages italiens, la Valteline et le Valais; Berne aspirait à posséder le pays de Vaud, l'Argovie, le Porentruy; les familles aristocratiques rêvaient leur prédominance d'autrefois sur les classes moyennes. Au contraire, les pays jadis sujets, les classes jadis opprimées ne voulaient à aucun prix rentrer sous leurs anciens maîtres : tristes divisions que Napoléon avait fait cesser par l'acte de médiation. Malheureusement ce bel acte, digne du temps où il concluait le Concordat, la paix d'Amiens, la paix de Lunéville, avait été bientôt gâté, comme tous les autres, par son génie envahissant. Il avait rempli la Suisse de ses douaniers et même de ses soldats. Il occupait le Tessin par un détachement de l'armée d'Italie, ce qui était un argument fort spécieux contre la neutralité suisse. De plus, en bloquant étroitement la Suisse pour y empêcher la fraude commerciale, il avait, dans certains cantons manufacturiers, fait descendre le prix de la journée de 15 sous à 5 sous, et rendu la Suisse presque aussi misérable que la Hollande. Pourtant ces maux n'avaient pu faire oublier aux pays affranchis l'intérêt de leur indépendance, et s'il y avait un parti de l'ancien régime qui demandait l'invasion étrangère, il y avait un parti du nouveau qui s'y opposait de toutes ses forces. La Suisse était en ce moment la seule contrée où Napoléon n'eût pas entièrement dégoûté les peuples de l'influence française et des principes de notre révolution. La lutte était donc vive et opiniâtre entre les deux partis. Les partisans de l'ancien régime pressaient l'Autriche d'entrer chez eux, et elle ne demandait pas mieux que de les satisfaire, et d'adopter une marche qui devait lui rendre la Suisse en y rétablissant l'influence aristocratique, l'Italie en l'isolant.

Les Prussiens et les Russes reprochaient à ce plan d'être dicté par un intérêt particulier à l'Autriche, d'éloigner la coalition de sa route la plus directe vers Paris, de l'exposer à un long détour pour aller gagner Bâle, d'entraîner enfin une trop grande division des masses agissantes, car on ne pourrait pas s'empêcher d'avoir une armée dans les Pays-Bas, dès lors une armée intermédiaire vers Coblentz ou Mayence, ce qui devait faire trois armées avec celle qui entrerait par le Jura, et permettrait à Napoléon sa manœuvre favorite de battre un ennemi après l'autre.

Les Anglais, qui inclinaient généralement vers les Autrichiens contre les Prussiens et les Russes, qui étaient déjà offusqués de l'empire pris par Alexandre, qui avaient spécialement besoin de l'influence de l'Autriche pour constituer le royaume des Pays-Bas, et tenaient d'ailleurs beaucoup à soustraire la Suisse à l'influence française, se montraient favorables au plan du prince de Schwarzenberg. L'empereur Alexandre au contraire le repoussait, et par plusieurs raisons. Bien qu'on s'accablât à Francfort de protestations de fidélité et de dévouement par crainte de voir la coalition se dissoudre, bien qu'Alexandre y ajoutât une coquetterie de manières qui, d'innocente qu'elle avait été dans sa jeunesse, devenait astucieuse avec l'âge, on avait souvent failli rompre, et notamment dans une affaire récente, celle de Bernadotte, que les Anglais accusaient de négliger tout à fait la Hollande, que les Autrichiens accusaient de violenter le Danemark, et que les Russes, en paraissant le désavouer, avaient secrètement encouragé. Alexandre, pris en flagrant délit de duplicité, éprouvait de l'humeur; il s'en prenait surtout aux Autrichiens qui, dans cette occasion, avaient dévoilé ses secrètes menées. De plus, tout en flattant, dans le sein de la coalition, le parti ardent qui voulait détruire jusqu'à la dernière les œuvres de la Révolution française, il flattait en même temps les

Polonais, les libéraux allemands et suisses. Il était ainsi contre-révolutionnaire avec les uns, libéral avec les autres, par calcul autant que par mobilité; cependant il penchait alors vers les idées libérales, par opposition au despotisme de Napoléon, et par l'influence de son éducation. Élevé en effet par un Suisse, le colonel Laharpe, ayant eu à sa cour, pour l'éducation de ses sœurs, des gouvernantes de même origine, il avait écouté leurs supplications, y avait paru sensible, et avait déclaré qu'il ne laisserait jamais accomplir en Suisse une contre-révolution.

Cette question avait fini par inquiéter les coalisés pour le maintien de leur union. Cependant l'Autriche, prononcée pour le plan qui consistait à tourner les places en se portant au moins jusqu'à Bâle, et ayant obtenu, grâce aux Anglais, une majorité d'avis, avait promis qu'on ne violerait pas la neutralité de la Suisse, et qu'on se bornerait uniquement à s'approcher de ses frontières, ajoutant que si elle se soulevait spontanément, et appelait les armées alliées, on ne pourrait pourtant pas refuser de passer par des portes qui s'ouvriraient d'elles-mêmes. Alexandre n'avait pas positivement contesté ce raisonnement, s'était contenté de nier que la Suisse fût disposée à demander la violation de ses frontières, et avait consenti à un mouvement général vers Bâle, aux conditions qui viennent d'être énoncées.

En conséquence, du 10 au 20 décembre, on régla tous les détails de la marche au delà du Rhin. Il fut convenu d'abord qu'on poursuivrait immédiatement les opérations militaires sans s'arrêter pour négocier; que Blucher, avec les corps d'York, de Sacken, de Langeron, avec les Wurtembergeois et les Badois, comprenant environ 60 mille hommes, préparerait le passage du Rhin entre Coblentz et Mayence, et s'avancerait ensuite entre les forteresses françaises; qu'en même temps la grande armée du prince de Schwarzenberg, composée des Autrichiens, des Bavarois, des Russes, et des gardes prussienne et russe, comprenant 160 mille hommes à peu près, se porterait à la hauteur de Bâle, passerait le Rhin dans les environs de cette ville, ou à Bâle même si la Suisse faisait tomber tous les scrupules en ouvrant elle-même ses portes; qu'on tournerait ainsi les défenses de la France en y pénétrant par Huningue, Béfort, Langres. Ces principales données adoptées, on se mit en marche. Blucher se concentra entre Mayence et Coblentz, le prince de Schwarzenberg se dirigea vers la Suisse en remontant de Strasbourg à Bâle. Les souverains et les diplomates quittèrent Francfort pour Fribourg.

La diète suisse, remplie en majorité d'esprits sages qui, tout en regrettant les excès de pouvoir commis par Napoléon, avaient encore la mémoire pleine de ses bienfaits, ne voulait ni d'une contre-révolution, ni d'une invasion étrangère. Elle avait envoyé des agents à Paris pour demander que la France reconnût sa neutralité, et fît disparaître toute trace des actes qui avaient pu rendre cette neutralité illusoire. Napoléon, contraint par les circonstances d'accueillir ces réclamations, avait d'abord fait retirer ses troupes du Tessin, puis avait déclaré qu'il considérait la neutralité suisse comme un principe essentiel du droit européen, qu'il s'engageait formellement à le respecter, et qu'il ne voyait dans son titre de MÉDIATEUR DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE qu'un titre commémoratif des services rendus par la France à la Suisse, et nullement un titre contenant en lui-même un pouvoir réel.

La diète, munie de cette déclaration, avait aussitôt dépêché deux députés auprès des souverains, pour demander qu'à leur tour ils reconnussent une neutralité que la France admettait d'une manière si explicite. A cette démarche elle avait joint une mesure fort bien entendue, si elle avait été sérieuse, consistant à réunir une armée fédérale d'une douzaine de mille hommes, rangée de Bâle à Schaffhouse, sous M. de Watteville. Tandis qu'elle en agissait ainsi, les principales familles des Grisons, des petits cantons et de Berne, avaient envoyé des émissaires secrets pour dire à chacun des souverains en particulier, que la diète était une autorité fausse, usurpatrice, dont on ne devait tenir aucun compte; qu'il fallait, au contraire, franchir immédiatement la frontière helvétique pour aider l'autorité véritable, la seule légitime, celle des temps passés, à se rétablir au profit de la coalition.

De même qu'il y avait un double langage de la part des Suisses, il y en avait un double aussi de la part des puissances coalisées. En public, on disait aux représentants de la diète qu'on regardait la neutralité suisse comme un principe important du droit européen, qu'on s'attacherait dans l'avenir à le rendre inviolable, que pour le présent, sans avoir précisément le projet d'y manquer, on ne pouvait prendre l'engagement de respecter dans tous les cas un principe violé plusieurs fois par la France et faiblement défendu par la Suisse. On citait à l'appui de ce

raisonnement l'occupation du Tessin, le titre de MÉDIATEUR pris par Napoléon, les régiments au service de France qui récemment venaient de recevoir des recrues, et enfin un événement fort inaperçu, l'emprunt du territoire suisse que la division Boudet avait fait en 1813 pour se transporter en Allemagne. On ne s'expliquait pas, du reste, sur ce que feraient les armées coalisées en conséquence de ces précédents, et on se bornait à établir ses titres sans déclarer encore qu'on en userait. Sous main on insinuait aux Grisons, aux petits cantons, aux Bernois, qu'il fallait se soulever et renverser la diète, que dans ce cas les armées alliées entreraient en Suisse, et leur rendraient, en passant, la Valteline, les bailliages italiens, le Valais, le pays de Vaud, le Porentruy, etc.

Les raisons alléguées par la diplomatie des coalisés n'avaient pas grande valeur; car le Tessin était évacué, et son occupation n'avait été, au surplus, qu'une représaille insignifiante pour des faits patents de contrebande; le titre de médiateur n'était qu'un acte de gratitude de la part des Suisses, n'entraînant aucune dépendance envers la France; l'admission enfin des régiments capitulés au service de diverses puissances n'avait été prise à aucune époque pour une violation de la neutralité. Mais, dans ce vaste conflit européen, le droit n'était plus qu'un vain mot, et le 19 décembre, tout en répétant à l'empereur Alexandre qu'on n'entrerait pas en Suisse sans y être appelé, le prince de Schwarzenberg s'approcha du pont de Bâle, et prit position en face des troupes du général suisse de Watteville. Le généralissime autrichien comptait à tout moment sur une insurrection à Berne, à la suite de laquelle la diète étant renversée, et une autorité nouvelle proclamée, il pourrait se dire appelé par les Suisses eux-mêmes. Néanmoins, fatigué d'attendre, le prince de Schwarzenberg se mit en mesure, le 21 décembre, de franchir le pont de Bâle, et le commandant des troupes suisses, qui regardait comme impossible de résister à l'Europe armée, excusant sa faiblesse par son impuissance, fit un simulacre de protestation, puis livra le passage sans coup férir. A cette nouvelle, le mouvement si impatiemment désiré à Berne éclata, et la diète, qui était légitimement établie en vertu d'une constitution excellente justifiée par douze années d'une pratique heureuse et tranquille, la diète fut déclarée déchue. Des mouvements pareils éclatèrent dans plusieurs cantons, et on se prévalut de ces mouvements, qu'on avait produits au lieu de les attendre, pour opérer une violation flagrante du droit des gens. Du reste, les coalisés firent une déclaration dans laquelle ils annonçaient qu'ils respecteraient invariablement la neutralité suisse à l'avenir, c'est-à-dire lorsqu'ils n'auraient plus besoin de la violer, et qu'au contraire ils auraient besoin qu'elle fût respectée.

L'empereur Alexandre qu'on avait trompé, et qui sut quelques jours plus tard que les mouvements dont on s'autorisait, au lieu de précéder l'invasion, l'avaient suivie, fut à la fois blessé et irrité au plus haut point. Mais il ne pouvait guère se plaindre, car l'Autriche lui avait rendu en cette occasion ce qu'il avait fait plus d'une fois, notamment dans l'affaire des Suédois contre les Danois. D'ailleurs, il eût été encore plus fâcheux de rompre que d'être trompé, et il se contenta de se plaindre amèrement, de faire dire aux Vaudois et à tous les pays sujets d'être tranquilles, et qu'il ne permettrait pas qu'on les remît sous l'ancien joug. Les armées alliées marchèrent donc et inondèrent bientôt la Suisse et la Franche-Comté. Les Bavarois se dirigèrent sur Béfort, les Autrichiens sur Berne et Genève, pour se porter, en traversant le Jura, sur Besançon et Dôle. Blucher, vers Mayence, attendait que les Autrichiens eussent achevé le long détour qu'ils avaient entrepris, pour franchir lui-même le Rhin. Ainsi, le 21 décembre 1813, jour de funeste mémoire, après plus de vingt ans de triomphes inouïs, l'empire, par un terrible revirement de la fortune, se trouvait envahi à son tour, et la France, qui, loin d'être le coupable, avait été le patient, la France, après avoir cruellement souffert de la faute, allait cruellement souffrir de l'expiation, destinée ainsi à être deux fois victime, victime de l'homme extraordinaire qui l'avait glorieusement mais durement gouvernée, victime des souverains qui venaient se venger de lui!

Craignant par-dessus tout le soulèvement de la population, les coalisés en entrant en France mirent un soin extrême à rassurer les esprits. Déjà, par une déclaration publiée à Francfort le 1er décembre, ils s'étaient efforcés de prouver qu'ils n'en voulaient pas à la grandeur de la France. Le prince de Schwarzenberg fit précéder les troupes de la coalition de la proclamation suivante :

« Français!

« La victoire a conduit les armées alliées sur votre frontière; elles vont la franchir.

« Nous ne faisons pas la guerre à la France; mais nous repoussons loin de nous le joug que votre gouvernement voulait imposer à nos pays, qui ont les mêmes droits à l'indépendance et au bonheur que le vôtre.

« Magistrats, propriétaires, cultivateurs, restez chez vous : le maintien de l'ordre public, le respect pour les propriétés particulières, la discipline la plus sévère, marqueront le passage des armées alliées. Elles ne sont animées de nul esprit de vengeance; elles ne veulent point rendre les maux sans nombre dont la France depuis vingt ans a accablé ses voisins et les contrées les plus éloignées. D'autres principes et d'autres vues que celles qui ont conduit vos armées chez nous président aux conseils des monarques alliés.

« Leur gloire sera d'avoir amené la fin la plus prompte des malheurs de l'Europe. La seule conquête qu'ils envient est celle de la paix pour la France, et pour l'Europe entière un véritable état de repos. Nous espérions le trouver avant de toucher au territoire français; nous allons l'y chercher. »

En apprenant les événements de Hollande et les premiers mouvements des coalisés vers les Pays-Bas, Napoléon avait senti sur-le-champ le danger de se laisser entamer de ce côté, car c'était la partie des anciennes conquêtes de la France que l'on était le plus disposé à lui contester, et pour soutenir la possession de droit il fallait au moins n'avoir pas perdu la possession de fait. Il s'était donc empressé d'y envoyer de bonne heure tous les secours dont il était possible de disposer.

Dans les premiers moments, il avait voulu, comme on l'a vu, conserver même la Hollande, moins pour la garder définitivement que pour en faire un objet de compensation. Mais la Hollande nous ayant promptement échappé, il avait en toute hâte expédié des forces sur le Wahal. Il avait dépêché le général Rampon vers Gorcum, avec des gardes nationales levées dans la Flandre française, pour former la garnison de cette place. Il avait envoyé le duc de Plaisance, fils de l'architrésorier, à Anvers, avec ordre d'enfermer l'escadre de l'Escaut dans les bassins, d'en répartir les marins, les uns sur la flottille, les autres sur les fortifications de la ville, d'y réunir également les dépôts les plus voisins, les conscrits en marche, les douaniers, les gendarmes revenant de Hollande. Il avait en outre fait partir le général Decaen, inutile désormais en Catalogne, pour la Belgique, afin d'y organiser au plus vite le 1er corps, qu'on devait tirer, comme nous l'avons dit, des dépôts du maréchal Davoust. Sentant bien, néanmoins, que ce corps ne serait pas reconstitué assez promptement pour parer aux premiers dangers, et voulant à tout prix sauver la ligne du Wahal, Napoléon avait choisi dans sa garde tout ce qui était disponible, pour l'acheminer sans délai sur le Brabant septentrional. Il avait successivement expédié le général Lefebvre-Desnouettes avec deux mille hommes de cavalerie légère, puis les généraux Roguet et Barrois chacun avec une division d'infanterie de la jeune garde. Enfin, il avait dirigé le maréchal Mortier lui-même sur Namur, à la tête de la vieille garde. Si l'ennemi ne projetait sur les Pays-Bas qu'une opération d'hiver, Napoléon se flattait ainsi de l'arrêter, et d'avoir ensuite le temps de reporter sa garde là où serait le danger sérieux de la campagne. Si, au contraire, le grand effort des coalisés se concentrait vers la Belgique, la garde se trouverait toute transportée sur le théâtre des principales opérations. Les esprits étant très-agités en Belgique, et fort disposés à imiter la conduite des Hollandais, Napoléon y avait envoyé un excellent officier de gendarmerie déjà signalé par ses services dans la Vendée, le colonel Henry, avec le grade de général, et quelques centaines de gendarmes pris en partie dans la gendarmerie d'élite.

Tels avaient été les premiers ordres donnés à la suite de l'insurrection de la Hollande vers la fin de novembre. La nouvelle du passage du Rhin près de Bâle, le 21 décembre, sans consterner ni ébranler Napoléon, l'affecta vivement néanmoins, car il entrevit sur-le-champ la pensée de ses ennemis; il reconnut qu'on ne voulait plus négocier avec lui, que les propositions de Francfort étaient bientôt devenues ce qu'elles n'étaient pas d'abord, c'est-à-dire un leurre, grâce à la faute qu'il avait commise de ne pas prendre la coalition au mot; qu'on était résolu à pousser les hostilités à outrance, même durant l'hiver, et qu'on allait essayer de finir la guerre avec ce qui restait de combattants des gigantesques batailles de Dresde, de Leipzig, de Hanau. Il n'avait dès lors pas d'autre conduite à tenir que de se défendre avec ce qui lui restait de ces mêmes batailles, en y ajoutant ce qu'il pourrait réunir dans l'espace d'un mois ou deux.

Il ne s'agissait plus, comme on voit, d'employer l'hiver et le printemps à lever 600 mille hommes, il fallait se servir à la hâte des hommes que les préfets avaient pu arracher à nos campagnes déso-

lées dans les mois de novembre et de décembre, et malheureusement ce n'était pas considérable. Le recours aux trois anciennes classes de 1811, 1812, 1813, qui aurait dû produire 140 mille hommes, avait procuré 80 mille conscrits seulement, de bonne qualité il est vrai, et le recours aux plus anciennes classes 30 mille tout au plus. Napoléon ordonna de les verser sur-le-champ et suivant la proximité des lieux, les uns dans les dépôts de l'ancien corps de Davoust situés en Belgique, les autres dans les corps de Macdonald, Marmont, Victor, répartis le long du Rhin. Il prescrivit au maréchal Marmont de ne pas se laisser enfermer dans Mayence, d'en sortir, de se porter en deçà des Vosges, et de recueillir en chemin les conscrits qui devaient d'abord aller le joindre à Mayence. Il ordonna au maréchal Victor de quitter Strasbourg, d'y laisser, outre les gardes nationales qui s'y trouvaient déjà, quelques cadres de bataillons avec une partie de ses conscrits, et de verser les autres dans les rangs du 2ᵉ corps qu'il commandait. Les conscrits destinés à l'Italie furent arrêtés à Grenoble et à Chambéry, et réunis à Lyon, où Napoléon voulait, avec les dépôts du Dauphiné, de la Provence, de l'Auvergne, composer une armée qui fermerait à l'ennemi les débouchés de la Suisse et de la Savoie. Enfin, les conscrits de la Bourgogne, de l'Auvergne, du Bourbonnais, du Berry, de la Normandie, de l'Orléanais, furent acheminés sur Paris pour y être jetés, les uns dans la garde, les autres dans les dépôts qui allaient se replier sur la capitale à l'approche des armées envahissantes. Les conscrits du Midi durent continuer à se diriger sur Bordeaux, Toulouse, Montpellier, Nîmes, où se formaient les réserves des deux armées d'Espagne.

Cette première direction donnée aux 110 mille hommes qu'on avait eu le temps de lever indiquait l'emploi d'urgence que Napoléon se proposait d'en faire. Les corps de Macdonald, de Marmont, de Victor devaient en prendre le plus qu'ils pourraient, les armer, les habiller, les instruire en se retirant lentement sur Paris. Mais il y avait là tout au plus de quoi retarder pendant quelques jours les progrès de l'invasion. Napoléon s'occupa de créer une armée de réserve sous Paris, laquelle viendrait le rejoindre successivement à mesure de sa formation. Elle devait se composer des nouveaux bataillons de la garde dont une partie s'organisait à Paris, et des dépôts qu'on faisait rétrograder sur la capitale et qu'on allait remplir avec les conscrits des provinces du centre. On ne se borna pas à réunir à Paris les dépôts qui se repliaient des bords du Rhin, on y appela, en outre, de l'intérieur tous ceux qui n'étaient pas nécessaires aux frontières de l'Est et du Midi, pour les remplir également de tous les hommes qu'on aurait le temps d'y jeter. Ce fut le vieux duc de Valmy, chargé longtemps de la surveillance des dépôts sur le Rhin, qui dut continuer d'accomplir cette mission entre le Rhin et la Seine. On espérait former ainsi deux divisions de réserve, destinées à l'illustre général Gérard, qui s'était déjà tant distingué dans les dernières campagnes. A peine les conscrits arrivés, versés dans les cadres, armés et à demi habillés, ces deux divisions devaient se porter en avant pour rejoindre l'armée, s'organiser et s'instruire en route. Napoléon avait créé dans la capitale des ateliers d'habillement; il en multiplia l'activité à force d'argent, afin d'avoir deux ou trois mille équipements complets par jour.

Il procéda de la même manière à l'égard de la cavalerie, dont on avait le plus grand besoin pour tenir tête aux innombrables bandes de Cosaques que l'ennemi allait précipiter sur la France. Il fit rétrograder sur Versailles les dépôts de cavalerie qui se trouvaient entre les frontières et Paris; il y amena de plus ceux de la Normandie et de la Picardie; il y réunit également les cavaliers rentrés à pied par Wesel, et il donna les ordres nécessaires pour les équiper et les monter. Les ouvriers selliers et carrossiers de la capitale, payés argent comptant, furent employés à fabriquer de la sellerie et du harnachement. Les préfets des départements voisins durent lever d'autorité tous les chevaux disponibles, sur le motif fort légitime qu'il s'agissait de garantir la France de l'invasion des Cosaques. On fit publier que tout cheval propre au service serait payé argent comptant à Versailles par le général commandant le dépôt de cavalerie. Les dépenses que le Trésor ne pouvait acquitter immédiatement furent soldées sur la réserve particulière des Tuileries.

Enfin Napoléon, prévoyant qu'il serait obligé de suppléer à l'infanterie qui lui manquait par un immense déploiement d'artillerie, en prépara une formidable à Vincennes. Les compagnies d'artillerie qui n'étaient pas nécessaires dans les places, le matériel de campagne qui n'y était pas indispensable, furent acheminés sur Vincennes, où, par les moyens déjà indiqués, on dut réunir des conscrits, des chevaux, des harnais, et mettre en état de rouler quatre ou cinq cents bouches à feu.

Ces créations, quelque activité qu'on mît à les

accélérer, étaient loin de répondre à l'étendue et à la proximité du danger. Douze ou quinze mille conscrits jetés précipitamment dans les cadres de la garde, vingt ou vingt-cinq mille dans les dépôts concentrés à Paris, présentaient un faible secours pour les maréchaux qui allaient se replier sur la Champagne et la Bourgogne avec les débris de Leipzig et de Hanau. Napoléon se décida, quoiqu'il y eût répugné d'abord, à se servir des gardes nationales. Il y avait là des formations toutes prêtes, auxquelles, dans un danger aussi pressant, on était fort autorisé à recourir. Napoléon chargea les préfets de la Bourgogne, de la Picardie, de la Normandie, de la Touraine, de la Bretagne, de s'adresser aux communes où le mécontentement n'avait pas éteint le patriotisme, et de leur demander des compagnies de gardes nationales d'élite. La levée de 300 mille hommes sur les anciennes classes, et de 160 mille sur la classe de 1815, n'ayant pu, faute de temps, s'exécuter dans ces contrées, on n'avait pas lieu de s'y plaindre des appels trop répétés, et on ne pouvait pas refuser, à quelque opinion qu'on appartînt, de faire un dernier effort pour rejeter l'ennemi hors du territoire. Napoléon assigna pour point de réunion à ces gardes nationales Paris, Meaux, Montereau, Troyes. L'Alsace, la Franche-Comté durent en fournir aussi pour occuper les défilés des Vosges.

Malheureusement on manquait de fusils pour les armer, car malgré les ateliers créés à Paris et à Versailles, les armes à feu n'arrivaient point en nombre suffisant, et on avait, comme nous l'avons déjà dit, plus de bras que de fusils, bien qu'on eût tant prodigué les bras depuis la Moskowa jusqu'au Tage !

Restait une ressource à laquelle Napoléon était prêt à faire appel, sans s'inquiéter du sacrifice qu'elle entraînerait, c'était celle que lui offraient les deux armées d'Espagne, lesquelles réunies en avant de Paris lui auraient procuré quatre-vingt ou cent mille soldats admirables. Avec cette ressource seule il aurait eu le moyen d'écraser la coalition, et de la précipiter dans le Rhin. Mais il était bien douteux qu'il pût en disposer en temps utile. Le duc de San-Carlos, parti pour la frontière de Catalogne, l'avait franchie, s'était enfoncé en Espagne, et n'avait plus donné de ses nouvelles. Le malheureux Ferdinand, aussi pressé de quitter Valençay pour l'Escurial, que Napoléon de ramener ses soldats de l'Adour sur la Seine, se mourait d'impatience. Mais rien n'arrivait. Joseph, saisissant à propos la circonstance pour sortir d'une situation fausse, avait écrit à Napoléon que devant l'invasion du territoire il n'avait plus de condition à faire, de dédommagement à stipuler, et qu'il demandait à servir l'État n'importe en quelle qualité et en quel lieu. Napoléon l'avait reçu à Paris, lui avait rendu sa qualité de prince français, ainsi que sa place au conseil de régence, et avait décidé que sans lui donner, comme dans le passé, le titre de roi d'Espagne, on l'appellerait *le roi Joseph,* et sa femme *la reine Julie.*

Cet arrangement qui avait l'avantage de rétablir l'union dans le sein de la famille impériale, était jusqu'ici le seul résultat des négociations de Valençay. En attendant qu'il pût rappeler de la frontière d'Espagne la totalité des forces qui s'y trouvaient, Napoléon voulut du moins en retirer une partie. Il prescrivit aux maréchaux Suchet et Soult de se tenir prêts à marcher avec leurs armées tout entières vers le nord de la France, et provisoirement de faire partir, le maréchal Suchet douze mille hommes de ses meilleures troupes pour Lyon, le maréchal Soult quatorze ou quinze mille, également des meilleures, pour Paris. Des relais furent préparés sur les routes pour transporter l'infanterie en poste, ainsi qu'on l'avait fait en d'autres temps. Certainement les deux maréchaux Suchet et Soult allaient être fort affaiblis après ce double détachement, mais comme on ne leur demandait que de retarder les progrès de l'ennemi dans le midi de la France. Napoléon espérait qu'avec ce qui leur restait ils en auraient les moyens. D'ailleurs, d'après des ordres antérieurs, ils avaient envoyé à Bordeaux, à Toulouse, à Montpellier, à Nîmes, des cadres où les conscrits de ces départements, levés, habillés, armés à la hâte, commençaient à se réunir. Il est vrai que les hostilités nous surprenant, là comme sur les autres points, avant l'époque prévue du mois d'avril, il devait y avoir, au lieu de 60 mille hommes, à peine 20 mille hommes dans les quatre dépôts. Telle quelle, dans notre extrême détresse, cette ressource n'était point à dédaigner.

Après avoir donné ses soins à la création de ces forces, Napoléon s'occupa de leur emploi. Bien qu'à la première démonstration de l'ennemi vers la Belgique il eût supposé que son principal effort se dirigerait de ce côté, dès le passage du Rhin à Bâle il n'eut plus un doute sur la marche de l'invasion. Il vit que, tout en poussant le corps de Blucher de Mayence sur Metz par la route du Nord-Est, la coalition voulait cependant s'avancer

par l'Est avec sa plus forte colonne, afin de tourner les défenses de la France, et de marcher par Béfort, Langres et Troyes sur Paris. Napoléon fit ses dispositions en conséquence.

Il ordonna aux maréchaux Marmont et Victor, qui venaient de sortir des places, de suivre l'un et l'autre l'arête des Vosges, de Strasbourg à Béfort, de disputer le plus longtemps possible à l'ennemi le passage de ces montagnes, qu'il voulût les forcer ou les tourner par Béfort (voir la carte n° 61), de se replier ensuite sur Épinal, pour faire face à la colonne qui se présentait par l'Est. Tout ce qu'il y avait de jeune garde en formation à Metz dut accourir sur le même point d'Épinal, et s'y placer sous le commandement du maréchal Ney. La vieille garde, acheminée d'abord sur la Belgique, eut ordre de rebrousser chemin vers Châlons-sur-Marne, pour prendre position à Langres. Napoléon ne laissa en Belgique que la division Roguet, laquelle même ne devait y rester que le temps nécessaire pour permettre au général Decaen de réunir les premiers éléments d'un corps d'armée. Le grand effort des coalisés ne se portant pas de ce côté, Napoléon ne voulait y laisser que les forces indispensables pour contenir et ralentir l'ennemi qui venait du Nord.

En conséquence de ces ordres, les corps des maréchaux Marmont, Victor, Ney, Mortier, comprenant 60 mille hommes au plus, rangés d'Épinal à Langres, sur les hauteurs qui séparent la Franche-Comté de la Bourgogne, devaient disputer à la masse envahissante de l'Est l'entrée des vallées de la Marne, de l'Aube, de la Seine, tandis que Napoléon, avec ce qu'on préparait à Paris, avec ce qui arrivait d'Espagne, irait les soutenir, et leur apporter le secours de sa présence. Si Blucher, dont le mouvement était à prévoir, arrivant de son côté par le Nord-Est, s'avançait de Metz sur Paris, pendant que Schwarzenberg y marcherait par Langres et Troyes, Napoléon n'était pas sans ressource contre ce nouveau péril. Macdonald, avec les 11e et 5e corps confondus en un seul, avec le 2e de cavalerie, comptant en tout 15 mille hommes, devait abandonner les Pays-Bas, côtoyer la colonne de Blucher entrée par Metz, puis se réunir par Châlons-sur-Marne à Napoléon, qui, après s'être jeté sur Schwarzenberg, se rejetterait sur Blucher, suppléerait au nombre par l'activité, l'audace, l'énergie, ferait, en un mot, comme il pourrait, combattrait comme il gouvernait, en désespéré. La fortune a tant de faveurs soudaines, non-seulement pour les audacieux, mais pour les obstinés qui s'opiniâtrent et veulent la ramener à tout prix! Ainsi le conquérant qui avait conduit 650 mille hommes en Russie, après en avoir laissé 100 mille en Italie, 300 mille en Espagne, avait pour résister à la coalition européenne environ 60 mille combattants repliés entre Épinal et Langres, 15 mille se retirant de Cologne à Namur, 20 ou 30 mille formés en avant de Paris, et peut-être 25 mille arrivant des Pyrénées! C'était là tout ce qui lui restait de son immense puissance, et, indépendamment du nombre, que dire encore de la qualité! Quelques enfants sans instruction, sans habits et sans armes, jetés dans les rangs de quelques vieux soldats épuisés de fatigue; mais tous ayant le sang français dans les veines, et conduits par le génie de Napoléon, allaient disputer la France à l'univers irrité, et, comme on le verra bientôt, accomplir encore des prodiges!

Il convient d'ajouter à ces moyens l'armée réunie sur le Rhône. L'ennemi annonçant le projet de pousser jusqu'à Genève, et pouvant aussi, dans le cas où le prince Eugène serait vaincu en Italie, déboucher par la Savoie, il fallait de toute nécessité pourvoir à la défense de Lyon. Dans le grand arc de cercle qu'il allait décrire autour de Paris, en manœuvrant contre les deux colonnes envahissantes, Napoléon pouvait bien courir de Metz à Dijon, mais il ne pouvait pas étendre son bras jusqu'à Lyon, et la capitale eût été menacée alors soit par Autun et Auxerre, soit par Moulins et Nevers. En conséquence il chargea Augereau, déjà très-fatigué sans doute, mais ayant conservé un reste d'ardeur et le talent de parler aux masses, d'aller réunir à Lyon des cadres, des conscrits, des gardes nationaux, et de les joindre aux 12 mille hommes que Suchet lui envoyait du Roussillon. Si ce vieux soldat de la Révolution comprenait son rôle, il devait rejeter sur Genève et Chambéry la portion des coalisés qui aurait fait une tentative sur Lyon, puis débarrassé de ces assaillants, remonter la Saône par Mâcon, Châlons, Gray, pour tomber sur les derrières de la grande armée qui aurait envahi la Bourgogne. Le hasard, les circonstances pouvaient lui fournir l'occasion de rendre à la France d'immenses services.

Ainsi, dans une position en apparence désespérée, Napoléon ne désespérait pas cependant, et son esprit ne s'était jamais montré ni moins abattu ni plus riche en ressources. Tandis qu'il pressait avec tant d'activité l'achèvement de ses

préparatifs, il avait, en outre, des mesures politiques à prendre pour faire concourir les moyens moraux avec les moyens matériels. Après avoir laissé oisifs à Paris les membres du Corps législatif, il avait enfin résolu de les réunir, et il voulait s'en servir pour réveiller l'opinion publique, pour la ramener à lui, et, s'il ne le pouvait pas, pour la forcer au moins de se préoccuper des périls de la France, menacée en ce moment d'un affreux désastre.

Il arrivait en cette occasion ce qui est arrivé bien des fois, ce qui arrivera bien des fois encore, c'est que l'opinion qu'on a voulu comprimer n'en devient que plus vive et plus intempestive dans ses manifestations. Pour n'avoir pas voulu en permettre l'expression lorsque cette expression était sans danger, et pouvait même être utile, on est obligé d'en souffrir la manifestation à contre-temps et dans un moment où, au lieu de critiques, il faudrait le plus absolu dévouement. Un autre inconvénient de ces explosions tardives, c'est que les uns ne savent pas dire la vérité, les autres l'entendre, et qu'au lieu d'être un secours, cette vérité devient un péril, au lieu d'un avis une menace!

Les membres du Corps législatif, transportés à Paris, y étaient venus le cœur plein des sentiments de leurs provinces désolées par la conscription, par les réquisitions, par les mesures arbitraires des préfets, lesquels tantôt établissaient des impôts à volonté, tantôt frappaient d'exil le père riche qui refusait son fils aux gardes d'honneur, ou ruinaient par des garnisaires le cultivateur pauvre qui avait caché le sien dans les bois. A ces douleurs très-réelles, qui n'étaient ni une invention, ni une arme de l'esprit de parti, s'étaient ajoutées les notions exagérées, si elles avaient pu l'être, de ce qui se passait dans nos armées, notions recueillies de tous les côtés, et quelquefois même auprès des membres du gouvernement. On racontait partout, sans adoucir les couleurs, les malheurs de la dernière campagne, les souffrances de nos soldats laissés mourants sur les routes de la Saxe et de la Franconie, les affreux ravages du typhus sur le Rhin, les calamités non moins horribles de la guerre d'Espagne. Le sentiment de ces maux s'était aggravé en apprenant combien il eût été facile de les éviter. Bien que le public ne sût pas qu'un jour, à Prague, on avait pu obtenir la plus belle paix, et que par une coupable obstination on en avait laissé passer le moment (ce qui était le secret de Napoléon et de M. de Bassano, intéressés à ne pas s'en vanter, et de M. de Caulaincourt, sujet trop fidèle pour le divulguer), chacun était persuadé que si la paix n'était pas conclue, c'était la faute de Napoléon, que toujours les alliés avaient voulu la faire avec lui, que c'était lui qui n'avait jamais voulu la faire avec eux, et maintenant que le contraire devenait vrai, maintenant que l'Europe, enhardie par ses succès, après avoir vainement désiré la paix, ne la voulait plus, et que Napoléon en la désirant était dans l'impossibilité de l'obtenir, l'opinion publique, ne distinguant pas entre une époque et l'autre, l'accusait d'un tort qu'il avait eu et qu'il n'avait plus, l'accusait quand il aurait fallu le soutenir : triste et fatal exemple de la vérité trop longtemps cachée! Mieux vaut, nous le répétons, en donner connaissance aux peuples à l'instant même, car ils reçoivent alors en leur temps les impressions qu'elle est destinée à produire, et n'éprouvent pas dans un moment les sentiments qu'ils auraient dû éprouver dans un autre. Il eût fallu être indigné six mois plus tôt, et aujourd'hui se taire et apporter son appui! C'est le contraire qu'on faisait. Ajoutez que, la bassesse du cœur humain aidant, tel qui s'était montré des plus soumis, et des plus émerveillés des grandeurs du règne, maintenant que le prestige commençait à s'évanouir, était des moins réservés dans le dénigrement!

Un mois passé à Paris dans l'oisiveté, les mauvais propos, les fâcheuses excitations, n'avaient pas dû calmer les membres du Corps législatif. Chacun, dans le gouvernement, avait pu s'apercevoir de leurs dispositions et en était inquiet. Mais les changer n'était pas facile. Ce gouvernement, si habitué à manier des soldats, montrait, quand il s'agissait de manier des hommes, toute la gaucherie et la rudesse du despotisme. On avait toujours laissé au duc de Rovigo, comme œuvre de police, le soin d'influencer tantôt les membres du Corps législatif, tantôt ceux du clergé, ainsi qu'on l'avait vu à l'époque du concile. Deviner les besoins de famille de l'un, les besoins de clientèle de l'autre, y satisfaire ou par des places, ou par d'autres moyens moins avouables, était un soin dont le duc de Rovigo s'acquittait avec une facilité sans scrupule, une bonhomie toute soldatesque, et qui suffisaient alors à l'indépendance des caractères. Mais si on réussit ainsi auprès de quelques individus, avec le grand nombre il faut heureusement des moyens plus nobles, et il le faut d'autant plus, que la cause de l'agitation des esprits est plus grave.

Aussi, des serviteurs éclairés du gouvernement, sentant bien que quelques satisfactions personnelles ne convenaient plus à la circonstance, avaient dit qu'on devait surtout empêcher le duc de Rovigo d'intervenir dans les affaires du Corps législatif. Parmi eux, notamment, M. de Sémonville, ennemi du duc de Rovigo qu'il aspirait à remplacer, avait fait parvenir par M. de Bassano, son ami, ce conseil à Napoléon, et Napoléon, à qui la franchise du duc de Rovigo avait déplu, s'était hâté de lui dire qu'il devait renoncer à se mêler de ce qui se passait dans l'intérieur des grands corps de l'État.

Il était vrai que les petits moyens ne suffisaient plus devant le sentiment trop longtemps comprimé de la France désolée. Mais à défaut de ces moyens la persuasion honnête, qui donc aurait été capable de l'employer? Les habiles gens qui trouvaient trop vulgaire l'habileté du duc de Rovigo, quelle ressource avaient-ils à offrir? Hélas! aucune, car il n'y a pas d'habileté qui puisse prévaloir contre des vérités douloureuses, profondément et universellement senties. Toutefois, un président ayant du savoir-faire, l'habitude de manier les hommes, et jouissant de la confiance de ses collègues, aurait pu exercer sur eux quelque influence, et leur faire comprendre que tout en ayant raison d'être indignés pour le passé, ils devaient pour le présent s'unir fortement au gouvernement, afin de repousser l'étranger par un effort patriotique et décisif. Mais, pour dédommager le duc de Massa, privé de son portefeuille au profit de M. Molé, on venait d'ôter au Corps législatif toute participation au choix de son président, et on lui avait imposé le duc de Massa lui-même, savant et honorable magistrat, digne de tous les respects, mais devenu infirme, ne connaissant aucun des membres du Corps législatif, n'étant connu d'aucun d'eux, et leur déplaisant parce que sa présence seule était un dernier exemple des volontés capricieuses d'un despotisme auquel on reprochait d'avoir perdu la France.

Ce président ne pouvait donc rien pour surmonter les difficultés de la situation, pour faire sentir qu'au-dessus du droit de se plaindre il y avait le devoir de s'unir contre les ennemis de la France. Si des ministres fermes et convaincus avaient pu se présenter à la tribune pour y porter avec dignité les aveux nécessaires, pour y demander à tous les ressentiments de se taire et de faire place au patriotisme, il aurait été possible de se passer des moyens détournés qui s'adressent à chaque homme en particulier, mais dans la constitution du Corps législatif tout le monde était muet, le pouvoir comme l'assemblée elle-même. Un orateur du gouvernement, personnage secondaire et sans responsabilité, venait débiter une harangue convenue, devant des législateurs qui répondaient par une harangue du même genre, les uns et les autres n'accomplissant qu'une vaine formalité dépourvue d'intérêt. Il n'y avait là aucun moyen de soulager le sentiment public, de parler à la nation, de lui tracer ses devoirs, et de s'en faire écouter et croire. On dira peut-être qu'une assemblée libre, au lieu de secours, aurait apporté des entraves : on va voir, par ce qui arriva, si une assemblée libre aurait pu être plus nuisible que ce Corps législatif asservi et avili!

On était donc réuni à Paris, le cœur gros de chagrins, d'alarmes, de sentiments amers de tout genre, qui auraient eu besoin de se faire jour, et qui n'en avaient pas la possibilité, lorsque Napoléon ouvrit le Corps législatif en personne, le 19 décembre. Au milieu d'un silence glacial, il lut le discours suivant, simplement, noblement écrit, comme tout ce qui émanait directement de lui.

« Sénateurs, conseillers d'État, députés au « Corps législatif,

« D'éclatantes victoires ont illustré les armes « françaises dans cette campagne ; des défections « sans exemple ont rendu ces victoires inutiles : « tout a tourné contre nous. La France même « serait en danger sans l'énergie et l'union des « Français.

« Dans ces grandes circonstances, ma pre- « mière pensée a été de vous appeler près de « moi. Mon cœur a besoin de la présence et de « l'affection de mes sujets.

« Je n'ai jamais été séduit par la prospérité. « L'adversité me trouverait au-dessus de ses at- « teintes.

« J'ai plusieurs fois donné la paix aux nations « lorsqu'elles avaient tout perdu. D'une part de « mes conquêtes j'ai élevé des trônes pour des « rois qui m'ont abandonné.

« J'avais conçu et exécuté de grands desseins « pour la prospérité et le bonheur du monde !... « Monarque et père, je sens ce que la paix ajoute « à la sécurité des trônes et à celle des familles. « Des négociations sont entamées avec les puis- « sances coalisées. J'ai adhéré aux bases préli- « minaires qu'elles ont présentées. J'avais donc

« l'espoir qu'avant l'ouverture de cette session « le congrès de Manheim serait réuni ; mais de « nouveaux retards, qui ne sont pas attribués à « la France, ont différé ce moment que presse « le vœu du monde.

« J'ai ordonné qu'on vous communiquât toutes « les pièces originales qui se trouvent au porte-« feuille de mon département des affaires étran-« gères. Vous en prendrez connaissance par « l'intermédiaire d'une commission. Les orateurs « de mon conseil vous feront connaître ma vo-« lonté sur cet objet.

« Rien ne s'oppose de ma part au rétablisse-« ment de la paix. Je connais et je partage tous « les sentiments des Français, je dis des Fran-« çais, parce qu'il n'en est aucun qui désirât la « paix au prix de l'honneur.

« C'est à regret que je demande à ce peuple « généreux de nouveaux sacrifices ; mais ils sont « commandés par ses plus nobles et ses plus « chers intérêts. J'ai dû renforcer mes armées « par de nombreuses levées : les nations ne « traitent avec sécurité qu'en déployant toutes « leurs forces. Un accroissement dans les recettes « devient indispensable. Ce que mon ministre « des finances vous proposera est conforme au « système de finances que j'ai établi. Nous ferons « face à tout sans l'emprunt qui consomme « l'avenir, et sans le papier-monnaie qui est le « plus grand ennemi de l'ordre social.

« Je suis satisfait des sentiments que m'ont « montrés dans cette circonstance mes peuples « d'Italie.

« Le Danemark et Naples sont seuls restés fi-« dèles à mon alliance.

« La république des États-Unis d'Amérique con-« tinue avec succès sa guerre contre l'Angleterre.

« J'ai reconnu la neutralité des dix-neuf can-« tons suisses.

« Sénateurs,

« Conseillers d'État,

« Députés des départements au Corps législa-« tif,

« Vous êtes les organes naturels de ce trône : « c'est à vous de donner l'exemple d'une énergie « qui recommande notre génération aux géné-« rations futures. Qu'elles ne disent pas de « nous : Ils ont sacrifié les premiers intérêts du « pays ! ils ont reconnu les lois que l'Angleterre « a cherché en vain pendant quatre siècles à « imposer à la France.

« Mes peuples ne peuvent pas craindre que la « politique de leur empereur trahisse jamais la « gloire nationale. De mon côté, j'ai la confiance « que les Français seront constamment dignes « d'eux et de moi ! »

Dans ce discours Napoléon avait annoncé la communication des pièces relatives à la négociation de Francfort, qui semblait, on ne savait pourquoi, tout à fait interrompue. Il espérait que de cette communication sortirait un résultat d'une grande utilité, le seul qu'il pût, dans le moment, attendre de la réunion du Corps législatif : c'était la preuve qu'il voulait la paix, qu'il en avait franchement accepté les conditions telles qu'on les lui avait posées à Francfort, et que si cette paix n'était pas déjà signée, la faute n'était pas à lui, mais aux puissances coalisées. Une déclaration du Corps législatif en ce sens aurait pu remédier sinon à l'épuisement du pays, du moins à sa méfiance profonde, et lui rendre quelque zèle en lui persuadant que ce n'était pas à l'ambition de l'Empereur qu'il allait se sacrifier encore une fois, mais à la nécessité de se défendre et de se sauver. Cependant, avant de dissiper la méfiance du pays, il aurait fallu dissiper celle du Corps législatif lui-même, et on ne pouvait y réussir qu'avec beaucoup de franchise. M. de Caulaincourt, qui n'avait rien à craindre de cette franchise, la conseilla fortement. Mais Napoléon avait trop de vérités à cacher pour suivre un tel conseil. Si on avait communiqué le rapport seul de M. de Saint-Aignan, chacun y aurait vu que M. de Metternich recommandait expressément *de ne pas faire aujourd'hui comme à Prague*, c'est-à-dire de pas laisser passer un moment unique de conclure la paix, ce qui prouvait qu'à Prague on aurait pu la faire, et qu'on ne l'avait pas voulu. Si en outre on avait produit la lettre de M. de Bassano du 16 novembre dernier, il serait devenu évident qu'au moment des propositions de Francfort, au lieu de prendre l'Europe au mot, le cabinet français lui avait répondu d'une manière équivoque et ironique, et que c'était le 2 décembre seulement qu'il avait répondu par une acceptation formelle ; et bien que le public ignorât combien la perte de ce mois avait été funeste, il se serait bien douté qu'en le perdant on avait perdu un temps précieux, car autant la première ouverture de M. de Metternich avait été confiante et pressante, autant sa dépêche du 10 décembre était devenue froide et évasive. La franchise pouvait donc entraîner de graves révélations, mais à s'adresser aux représentants du pays pour avoir leur appui,

il fallait au moins leur parler franchement, et, en avouant les torts passés, s'appuyer sur la bonne foi présente, que la lettre du 2 décembre mettait hors de doute, pour obtenir du Corps législatif la déclaration formelle que le gouvernement voulait la paix, la voulait honorable, mais la voulait enfin.

Napoléon permit de certaines communications un peu plus amples au Sénat, mais beaucoup plus restreintes au Corps législatif. Le rapport de M. de Saint-Aignan, par exemple, dut être donné avec des altérations dont l'intention était de faire disparaître la trace de ce qui s'était passé à Prague. Les lettres du 16 novembre et du 2 décembre durent toutefois être communiquées toutes deux, car il était impossible, en produisant celle du 2 décembre, de retenir celle du 16 novembre, l'une se référant à l'autre. Quant à la forme des communications, il fut convenu que le Sénat et le Corps législatif nommeraient chacun de leur côté une commission de cinq membres, et que cette commission se rendrait chez l'archichancelier Cambacérès, pour prendre connaissance des pièces annoncées. En attendant, on s'occupa dans le sein du Sénat et du Corps législatif du choix des commissaires destinés à recevoir les communications du gouvernement.

Le Sénat nomma de grands personnages qui, sans être tout à fait dévoués, étaient incapables en ce moment de la moindre imprudence. Il désigna MM. de Fontanes, de Talleyrand, de Saint-Marsan, de Barbé-Marbois, de Beurnonville. Ces noms ne révélaient ni hostilité ni complaisance. Au Corps législatif il en fut autrement. Le gouvernement avait bien indiqué sous main ses préférences, mais on n'en tint aucun compte. Ce corps, qui jusqu'ici avait été trop peu mêlé à la politique pour être constitué en partis distincts, et pour avoir ainsi ses candidats désignés d'avance, les chercha comme à tâtons, et fut obligé de recourir à plusieurs scrutins pour trouver en quelque sorte sa propre pensée. Du premier abord, il repoussa les candidats du gouvernement; puis, après y avoir réfléchi, il nomma des hommes distingués, indépendants, qui jouissaient, sans l'avoir briguée, de l'estime de leurs collègues. Ce furent M. Lainé, célèbre avocat de Bordeaux, ayant vivement adopté autrefois les idées de la Révolution, revenu depuis à des opinions plus modérées, doué d'une âme honnête mais passionnée, d'une éloquence étudiée mais brillante et grave; M. Raynouard, homme de lettres en réputation, auteur de la tragédie des *Templiers*, honnête homme, vif, spirituel et sincère; M. Maine de Biran, esprit méditatif, voué aux études philosophiques, l'un des savants que Napoléon accusait d'*idéologie;* enfin MM. de Flaugergues et Gallois, ceux-ci moins connus, mais gens d'esprit et partisans très-prononcés de la liberté politique. Tous, à la veille d'être engagés dans une lutte contre le gouvernement, étaient mis presque sans y penser sur la voie du *royalisme* (nous entendons par cette dénomination un penchant déclaré pour les Bourbons avec des lois plus ou moins libérales), mais ils n'y étaient pas encore, au moins les trois premiers, les seuls qui jouissent alors d'une certaine renommée.

Ces choix une fois faits, chaque commission se rendit, sous la conduite du président de son corps, chez le prince archichancelier. La commission du Sénat fut admise la première, c'est-à-dire le 23 décembre. Elle reçut les communications de M. de Caulaincourt lui-même, écouta tout, ne dit rien, et, après avoir entendu la lecture des lettres du 16 novembre et du 2 décembre, ne conserva pas un doute sur la faute qu'on avait commise en n'acceptant pas purement et simplement, et tout de suite, les propositions de Francfort. En effet, des esprits tels que MM. de Talleyrand et de Fontanes voyaient bien que c'était la lettre du 2 décembre qu'il aurait fallu écrire le 16 novembre. M. de Fontanes fut chargé de présenter au Sénat le rapport sur les opérations de la commission sénatoriale. Chose bizarre! la communication adressée aux hommes les plus sérieux était justement la moins sérieuse, parce qu'elle était purement d'apparat. Le 24 eut lieu la seconde communication, celle qui, destinée à des personnages moins importants, devait avoir cependant une importance beaucoup plus grande.

Comme si l'on eût voulu en rapetisser encore le caractère, on avait chargé non pas le ministre lui-même, mais l'un de ses subordonnés, M. d'Hauterive, homme d'un véritable mérite du reste, de s'aboucher avec les membres du Corps législatif, et de leur exposer la marche des négociations. La conférence se tint également chez le prince archichancelier. Au lieu de grands personnages, connus et froidement attentifs, on eut devant soi des hommes à visage nouveau, curieux, passionnés, écoutant ce qu'on leur disait, mais désirant et demandant encore davantage. Le rapport lu, ils en réclamèrent une nouvelle lecture, et on ne la leur refusa pas. Leur première impression fut une sorte d'étonnement.

négociation, qu'ainsi on ne pouvait pas déclarer tout haut ce qu'on céderait ou ce qu'on ne céderait pas, car c'était dire son secret à un ennemi qui ne disait pas le sien, ou bien présenter un *ultimatum*, sorte de sommation qu'on n'employait qu'au terme d'une négociation, lorsqu'il était urgent de mettre fin à des lenteurs calculées, et qu'on avait la force de soutenir le langage péremptoire auquel on avait recours.

Éclairé par ces observations pratiques, M. Lainé promit de faire entendre raison à ses collègues sur ce point, et tint parole. En effet, après des discussions fort vives, la commission renonça à insister sur l'énumération détaillée des sacrifices qu'on ferait à la paix, mais elle eut soin de bien spécifier que la France s'arrêtait irrévocablement à ses frontières naturelles, sans rien prétendre au delà, et que ce sacrifice étant sincèrement proclamé, c'était maintenant à l'Europe à s'expliquer définitivement sur les bases de Francfort proposées par elle, et formellement acceptées par M. de Caulaincourt dans sa lettre du 2 décembre. Ce point une fois convenu, on passa à la politique intérieure, et toutes les passions éclatèrent à l'occasion de l'arbitraire sous lequel on gémissait dans le sein de l'Empire. Là-dessus chacun avait des griefs sérieux à alléguer : impôts levés sans loi, vexations horribles dans l'application des lois sur la conscription, abus insupportable des réquisitions en nature, arrestations illégales, détentions arbitraires, etc... Sous tous ces rapports, les faits étaient aussi nombreux que variés; et dans un moment où le gouvernement demandait qu'on se dévouât pour lui, c'était bien le cas de lui dire que pour le citoyen patriote il y avait deux choses également sacrées, le sol et les lois : le sol, qui est la place que l'homme occupe sur la terre, et qu'il doit défendre contre tout envahisseur; les lois, à l'abri desquelles il vit, selon lesquelles l'autorité publique peut se faire sentir à lui, et dont il a le droit de réclamer l'observation rigoureuse. Le sol et les lois sont les deux objets sacrés du vrai patriotisme. Tout citoyen, en se dévouant à l'un, est fondé à exiger l'autre; tout citoyen a le droit de dire à un gouvernement qui lui demande de grands sacrifices : Je ne vous aide pas à chasser l'ennemi du territoire, pour trouver la tyrannie en y rentrant.

Sur ce point les assistants furent unanimes, et on forma le projet d'une manifestation modérée, mais expresse. Comme conclusion de ces communications, on devait présenter un rapport au Corps législatif, dans lequel on lui dirait tout ce qu'on avait appris, et à la suite duquel on proposerait une adresse à l'Empereur. M. Lainé fut chargé de ce rapport, et il le rédigea dans l'esprit que nous venons d'indiquer. Il constatait qu'à Francfort on avait fait à la France une ouverture fondée sur la base des frontières naturelles; que le 16 novembre la France avait accueilli cette ouverture, en proposant un congrès à Manheim; que sur une nouvelle interpellation de M. de Metternich, qui trouvait l'acceptation des frontières naturelles trop peu explicite, la France les avait formellement acceptées le 2 décembre; que c'étaient là désormais les bases sur lesquelles on avait à traiter. Le rapport disait que les puissances alliées devaient à la France, et se devaient à elles-mêmes, de s'en tenir à ce qu'elles avaient proposé, et que la France, de son côté, devait sacrifier tout son sang pour le maintien de conditions posées de la sorte. Le rapport ajoutait qu'il y avait pour un pays deux biens suprêmes, l'intégrité du sol et le maintien des lois, et à ce sujet il faisait en termes respectueux pour l'Empereur, et avec une entière confiance dans sa justice, un exposé de quelques-uns des actes dont on avait à se plaindre de la part des autorités publiques. Le langage du reste était sincère, mais grave et réservé.

On se réunit le 28 pour soumettre ce projet de rapport, car ce n'était qu'un projet, au prince archichancelier et à M. d'Hauterive.

L'archichancelier, quoique jugeant très-fondées les observations de la commission, fut cependant alarmé de l'effet que ce rapport pourrait produire sur l'Europe, et en particulier sur Napoléon. Aux yeux de l'Europe il passerait pour un acte d'hostilité sourde, dans une circonstance où l'union la plus complète entre les pouvoirs était indispensable; à l'égard de Napoléon, il le blesserait, et provoquerait de sa part quelque violence regrettable, et plus regrettable en ce moment que dans aucun autre. Le prudent archichancelier pouvait avoir raison sur ces deux points, mais pourquoi n'avoir accordé aux représentants du pays que ce jour, ce jour si tardif, pour exprimer des vérités indispensables?... Toutefois, bien qu'ils fussent fondés à élever des plaintes de la nature la plus grave, différer eût peut-être mieux valu. L'archichancelier s'efforça de le leur persuader, et sa belle et puissante figure, bien faite pour conseiller la prudence, produisit sur les assistants quelque impression. Divers changements furent consentis. M. d'Hauterive

notamment en obtint un très-important, en se gardant bien d'avouer le motif qu'il avait de le solliciter. On avait inséré textuellement dans le rapport les deux lettres du 16 novembre et du 2 décembre, et il craignait que le public, plus avisé que la commission, ne finît par découvrir la vraie faute, celle de l'acceptation trop tardive des bases de Francfort. Il donna pour raison qu'on ne pouvait pas publier sans inconvenance les pièces d'une négociation à peine commencée. La citation textuelle de ces pièces fut donc supprimée. Enfin, l'archichancelier obtint que tout ce qui était relatif aux griefs contre le gouvernement intérieur fût réduit à quelques phrases excessivement modérées. En effet, après avoir parlé de la déclaration à faire aux puissances, des mesures de défense à prendre si cette déclaration n'était pas écoutée, le rapport ajoutait : « C'est, « d'après nos institutions, au gouvernement à « proposer les moyens qu'il croira les plus « prompts et les plus sûrs pour repousser l'en« nemi, et asseoir la paix sur des bases durables. « Ces moyens seront efficaces si les Français sont « persuadés que le gouvernement n'aspire plus « qu'à la gloire de la paix ; ils le seront si les « Français sont convaincus que leur sang ne sera « versé que pour défendre une patrie et des « lois protectrices... Il paraît donc indispensable « à votre commission qu'en même temps que le « gouvernement proposera les mesures les plus « promptes pour la sûreté de l'État, Sa Majesté « soit suppliée de maintenir l'entière et con« stante exécution des lois qui garantissent aux « Français les droits de la liberté, de la sûreté, « de la propriété, et à la nation le libre exercice « de ses droits politiques. Cette garantie a paru « à votre commission le plus efficace moyen de « rendre aux Français l'énergie nécessaire à leur « propre défense, etc... »

Malgré l'extrême modération de ces passages, l'archichancelier tenta de nouveaux efforts pour en obtenir la suppression. M. de Caulaincourt joignit ses efforts aux siens, mais on ne put décider des gens indignés contre le régime intérieur du pays à s'abstenir d'une manifestation aussi mesurée, l'occasion qui s'offrait de la faire étant peut-être la seule qu'ils fussent fondés à espérer, car il n'était pas probable que le gouvernement qui s'adressait aujourd'hui à eux parce qu'il était vaincu, songeât encore à les consulter quand il serait vainqueur. C'était là leur légitime excuse pour une manifestation dont l'inopportunité était la faute de ceux qui ne leur avaient fourni que cette occasion de dire ce qu'ils sentaient, et qui ne leur en laissaient guère entrevoir une autre. On leur disait bien, à la vérité, qu'on les écouterait une autre fois sur ce sujet; ils n'en croyaient rien, et avaient raison de n'en rien croire.

Le lendemain 29 décembre, le Corps législatif étant assemblé en comité secret, M. Lainé lut son rapport, qui fut écouté avec une religieuse attention, et universellement approuvé. M. Lainé l'avait terminé par le conseil de rédiger une adresse à l'Empereur conçue dans le même esprit. On décida, à la majorité de 223 suffrages sur 254, que le rapport de la commission serait imprimé pour les membres seuls du Corps législatif, afin qu'ils pussent le méditer, et voter sur le projet d'adresse en connaissance de cause. Dès cet instant, la publicité des paroles de M. Lainé était assurée, surtout à l'étranger, où il aurait fallu qu'elles restassent inconnues.

Elles furent mises immédiatement sous les yeux de Napoléon, qui fut profondément courroucé en les lisant, et s'écria qu'on l'outrageait au moment même où il avait besoin d'être énergiquement soutenu. Il assembla sur-le-champ un conseil de gouvernement, auquel furent appelés les ministres et les grands dignitaires. Il leur soumit, avec le ton et l'attitude d'un homme dont le parti était arrêté d'avance, la question de savoir s'il fallait souffrir que le Corps législatif demeurât réuni. Il signala non-seulement le danger de laisser publier un rapport tel que celui de M. Lainé, mais le danger plus grand encore d'avoir près de soi une assemblée qui dans une conjoncture grave, à l'approche de l'ennemi, par exemple, se permettrait peut-être une manifestation factieuse ou imprudente, et dans tous les cas funeste : prévoyance désolante et profonde, par laquelle il semblait que Napoléon, perçant dans l'avenir, lût déjà sa propre histoire dans le livre du destin, mais prévoyance tardive et désormais incapable de créer le remède ! Quel moyen, en effet, de faire que ce rapport n'eût pas existé, n'eût pas été lu devant quelques centaines d'auditeurs ? Quel moyen d'empêcher que le Corps législatif, dissous ou ajourné, ne restât à Paris, prêt à se réunir spontanément pour se porter aux démarches les plus dangereuses? Combien de corps ont été dissous, et qu'on a retrouvés à l'instant suprême plus redoutables que s'ils étaient demeurés régulièrement assemblés ? Quoi qu'il en soit, Napoléon demanda à tous les assistants s'il ne fallait pas sur-le-champ ajourner le Corps législatif, premièrement pour empêcher qu'il ne

fût donné suite au rapport de M. Lainé, secondement pour empêcher que ce corps ne restât en session, pendant une guerre dont le théâtre pourrait se transporter jusque sous les murs de la capitale.

L'archichancelier Cambacérès combattit cette proposition avec son ordinaire sagesse. Le rapport, dit-il, était intempestif sans doute, et même fâcheux, mais il était fait, et rien ne pourrait en prévenir ta publicité. Réussit-on à interdire cette publicité en France, on ne parviendrait certainement pas à l'interdire à l'étranger. L'ajournement du Corps législatif serait un fait plus grave que le rapport lui-même, car tout le monde s'empresserait de prêter à ce corps des intentions infiniment plus hostiles que celles dont il était animé. Quant à l'inconvénient de sa réunion pendant la campagne prochaine, on ne pouvait sans doute pas affirmer qu'il ne commettrait point d'imprudence, mais c'était un inconvénient auquel il serait temps de pourvoir le moment venu, sans le devancer par un éclat déplorable. Renvoyer en effet le Corps législatif, c'était soi-même proclamer la désunion des pouvoirs, c'était soi-même proclamer une sorte de rupture entre la France et l'Empereur.

Chacun modela son langage sur celui de l'archichancelier, chacun trouva l'ajournement plus fâcheusement significatif que le rapport lui-même. Mais sur les inconvénients de la réunion du Corps législatif pendant la campagne, tout le monde hésitait à affirmer quelque chose, et pourtant c'était sur ce point que la prévoyance de Napoléon se portait avec le plus de sollicitude; car, prenant son parti du mal accompli, il demandait à se prémunir contre le mal futur, et il pressait tous les opinants de l'éclairer sur ce sujet. S'apercevant qu'arrivé à cette partie de son discours, chacun balbutiait, Napoléon interrompit la discussion et la termina par quelques paroles tranchantes et décisives. — Vous le voyez bien, dit-il, on est d'accord pour me conseiller la modération, mais personne n'ose m'assurer que les législateurs ne saisiront pas un jour malheureux, comme il y en a tant à la guerre, pour faire spontanément, ou à l'instigation de quelques meneurs, une tentative factieuse, et je ne puis braver un pareil doute. Tout est moins dangereux qu'une semblable éventualité.— Sans plus rien écouter, il signa le décret qui prononçait pour le lendemain 31 décembre l'ajournement du Corps législatif, et il ordonna au duc de Rovigo de faire enlever à l'imprimerie et ailleurs les copies du rapport de M. Lainé, rapport depuis si célèbre.

Le décret porté au Corps législatif y produisit une profonde sensation. En un instant il convertit en ennemis deux cent cinquante personnages, dont le plus grand nombre étaient parfaitement soumis, et n'avaient voulu qu'exprimer un fait vrai, utile à révéler : c'est que l'administration locale, réglant sa conduite sur celle du chef de l'Empire, se permettait les actes les plus arbitraires, actes tels, qu'ils constituaient un véritable état de tyrannie. Dans le public, ce fut pis encore. On supposa qu'il s'était dit les choses les plus graves dans le Corps législatif, et qu'il s'y était produit les révélations les plus importantes. Les ennemis, qui désiraient la chute du gouvernement impérial, s'empressèrent de publier partout que l'Empereur était en complet désaccord avec les pouvoirs publics, qu'on avait voulu lui imposer la paix, qu'il s'y était refusé, et que, par conséquent, les torrents de sang qui devaient couler allaient couler pour lui seul : vérité dans le passé, calomnie dans le moment; cette idée était la plus funeste qu'on pût répandre!

Cet éclat, qui, avec un caractère autre que celui de Napoléon, se serait borné à un éclat au *Moniteur*, eut, grâce à sa vivacité personnelle, des conséquences encore plus regrettables. Le lendemain, 1er janvier 1814, il devait recevoir le Corps législatif avec les autres corps de l'État, et il mit une sorte d'empressement à le convoquer, comme s'il avait craint de manquer l'occasion d'exhaler l'irritation qui le suffoquait. Après avoir entendu de la part du président le compliment d'usage, il vint brusquement se placer au milieu des membres du Corps législatif et, avec une voix vibrante, des yeux enflammés, il leur tint un langage familier jusqu'à la vulgarité, mais expressif, fier, original, quelquefois vrai, plus souvent imprudent, comme l'est la colère chez un homme supérieur. Il leur dit qu'il les avait appelés pour faire le bien, et qu'ils avaient fait le mal; pour manifester l'union de la France avec son chef, et qu'ils s'étaient hâtés d'en proclamer la désunion; que deux batailles perdues en Champagne ne seraient pas aussi nuisibles que ce qui venait de se passer parmi eux. Puis, les apostrophant avec véhémence : « Que voulez-« vous?... leur dit-il. Vous emparer du pouvoir; « mais qu'en feriez-vous? Qui de vous pourrait « l'exercer? Avez-vous oublié la Constituante, « la Législative, la Convention? Seriez-vous

« plus heureux qu'elles? N'iriez-vous pas tous « finir à l'échafaud, comme les Guadet, les Vergniaud, les Danton? Et, d'ailleurs, que faut-il « à la France en ce moment? Ce n'est pas une « assemblée, ce ne sont pas des orateurs, c'est un « général. Y en a-t-il parmi vous? Et puis où « est votre mandat? La France me connaît; vous « connaît-elle?... Elle m'a deux fois élu pour « son chef par plusieurs millions de voix, et « vous, elle vous a, dans l'enceinte étroite des « départements, désignés par quelques centaines « de suffrages pour venir voter des lois que je « fais, et que vous ne faites point. Je cherche « donc vos titres, et je ne les trouve pas. *Le « trône, en lui-même, n'est qu'un assemblage de « quelques pièces de bois recouvertes de velours.* « Le trône, c'est un homme, et cet homme, c'est « moi, avec ma volonté, mon caractère et ma re« nommée! C'est moi qui puis sauver la France, « et ce n'est pas vous. Vous vous plaignez d'abus « commis dans l'administration : dans ce que « vous dites, il y a un peu de vrai, et beaucoup « de faux. M. Raynouard a prétendu que le ma« réchal Masséna avait pris la maison d'un par« ticulier pour y établir son état-major. » (Le fait s'était passé à Marseille, où le maréchal Masséna avait été envoyé extraordinairement.) « M. Ray« nouard en a menti. Le maréchal a occupé « temporairement une maison vacante, et en a « indemnisé le propriétaire. On ne traite pas « ainsi un maréchal chargé d'ans et de gloire. « Si vous aviez des plaintes à élever, il fallait « attendre une autre occasion que je vous au« rais offerte moi-même, et là, avec quelques« uns de mes conseillers d'État, peut-être avec « moi, vous auriez discuté vos griefs, et j'y au« rais pourvu dans ce qu'ils auraient eu de « fondé. Mais l'explication aurait eu lieu entre « nous, *car c'est en famille, ce n'est pas en pu« blic qu'on lave son linge sale.* Loin de là, vous « avez voulu me jeter de la boue au visage. Je « suis, sachez-le, un homme qu'on tue, mais « qu'on n'outrage pas. M. Lainé est un méchant « homme, en correspondance avec les Bourbons « par l'avocat Desèze. J'aurai l'œil sur lui, et « sur ceux que je croirai capables de machi« nations criminelles. Du reste, je ne me défie « pas de vous en masse. Les onze douzièmes de « vous sont excellents; mais ils se laissent con« duire par des meneurs. Retournez dans vos « départements, allez dire à la France que, bien « qu'on lui en dise, c'est à elle que l'on fait la « guerre autant qu'à moi, et qu'il faut qu'elle « défende non pas ma personne, mais son exis« tence nationale. Bientôt je vais me mettre à la « tête de l'armée, je rejetterai l'ennemi hors du « territoire, je conclurai la paix, quoi qu'il en « puisse coûter à ce que vous appelez mon am« bition; je vous rappellerai auprès de moi, « j'ordonnerai alors l'impression de votre rap« port, et vous serez tout étonnés vous-mêmes « d'avoir pu me tenir un pareil langage, dans « de telles conjonctures. »

Ce discours inconvenant, et qui, pour quelques traits justes, en contenait beaucoup plus d'entièrement faux (car, s'il était vrai que Napoléon pouvait seul sauver la France, il était vrai aussi que seul il l'avait compromise; car, si tel grief allégué était inexact ou exagéré, il y en avait à citer une multitude d'autres odieux et insupportables), ce discours consterna tous ceux qui l'entendirent, et eut bientôt un déplorable retentissement. Effectivement chacun le rapporta à sa façon, et le résultat fut que Napoléon parut à tous les yeux avoir contre lui les représentants de la France, fort soumis jusque-là, c'est-à-dire la France elle-même. Jamais le rapport du Corps législatif publié textuellement n'aurait produit un si malheureux effet. On y aurait vu qu'il y avait des abus dans l'administration intérieure, et que le Corps législatif en souhaitait le redressement, on y aurait vu aussi que le despotisme de Napoléon commençait à peser à l'universalité des citoyens; mais on y aurait vu surtout que le Corps législatif voulait la paix, qu'il la voulait sur la base de nos frontières naturelles, que, sur ce terrain, il conseillait au gouvernement de ne pas reculer, et invitait la France à se lever tout entière. Une telle déclaration valait bien qu'on supportât quelques critiques, assurément très-ménagées, et fort au-dessous de ce qu'elles auraient pu être.

Toutefois il fallait s'adresser à la France, il fallait chercher à exciter son zèle, et Napoléon, à défaut des pouvoirs publics trop peu pressés de le servir à son gré, avait imaginé de choisir des commissaires extraordinaires dans le Sénat, de les prendre parmi les plus grands personnages militaires ou civils de chaque province, de les envoyer ainsi chez eux, où ils étaient supposés avoir de l'influence, pour y employer leur autorité à faciliter la levée de la conscription, la rentrée des impôts, les prestations en nature, l'instruction et l'organisation des corps, le départ des gardes nationales, l'action enfin du gouvernement en toutes choses. Ils devaient avoir,

pour suffire à cette tâche, des pouvoirs extraordinaires et sans limites.

Avant leur départ, Napoléon désira les voir et leur parler. Il était ému, il fut vrai, et trouva pour s'adresser à eux un langage d'une éloquence saisissante. — Je ne crains pas de l'avouer, leur dit-il, j'ai trop fait la guerre; j'avais formé d'immenses projets, je voulais assurer à la France l'empire du monde! Je me trompais, ces projets n'étaient pas proportionnés à la force numérique de notre population. Il aurait fallu l'appeler tout entière aux armes, et, je le reconnais, les progrès de l'état social, l'adoucissement même des mœurs, ne permettent pas de convertir toute une nation en un peuple de soldats. Je dois expier le tort d'avoir trop compté sur ma fortune, et je l'expierai. Je ferai la paix, je la ferai telle que la commandent les circonstances, et cette paix ne sera mortifiante que pour moi. C'est à moi, qui me suis trompé, c'est à moi à souffrir, ce n'est point à la France. Elle n'a pas commis d'erreur, elle m'a prodigué son sang, elle ne m'a refusé aucun sacrifice!... Qu'elle ait donc la gloire de mes entreprises, qu'elle l'ait tout entière, je la lui laisse... Quant à moi, je ne me réserve que l'honneur de montrer un courage bien difficile, celui de renoncer à la plus grande ambition qui fut jamais, et de sacrifier au bonheur de mon peuple des vues de grandeur qui ne pourraient s'accomplir que par des efforts que je ne veux plus demander. Partez donc, messieurs, annoncez à vos départements que je vais conclure la paix, que je ne réclame plus le sang des Français pour mes projets, pour moi, comme on se plaît à le dire, mais pour la France et pour l'intégrité de ses frontières, que je leur demande uniquement le moyen de rejeter l'ennemi hors du territoire, que l'Alsace, la Franche-Comté, la Navarre, le Béarn sont envahis, que j'appelle les Français au secours des Français; que je veux traiter, mais sur la frontière, et non au sein de nos provinces désolées par un essaim de barbares. Je serai avec eux général et soldat. Partez, et portez à la France l'expression vraie des sentiments qui m'animent.

A ces nobles excuses du génie avouant ses fautes, une sorte d'enthousiasme s'empara de ces vieux personnages, qu'on envoyait dans les provinces pour essayer de réchauffer des cœurs abattus; ils entourèrent Napoléon, pressèrent ses mains dans les leurs en lui exprimant la profonde émotion dont ils étaient saisis, et la plupart le quittèrent pour se mettre immédiatement en route. Hélas! que n'adressait-il ces belles paroles au Corps législatif lui-même? Il aurait appris que la vérité est le plus puissant moyen d'agir sur les hommes, et peut-être, loin d'être obligé de congédier ce corps, il l'aurait vu se lever tout entier pour applaudir à sa voix, pour appeler la France à le suivre sur les champs de bataille.

La situation devenait à chaque instant plus menaçante, et il importait d'envoyer en toute hâte les dernières forces de la nation au-devant de l'ennemi. Les armées coalisées franchissaient de tous côtés notre frontière. Le général Bubna, qui avait marché le premier, après avoir longé le revers du Jura, s'était porté sur Genève, où il y avait à peine quelques conscrits pour résister aux Autrichiens et contenir une population malveillante. (Voir la carte n° 61.) Le général Jordy, qui commandait à Genève, étant mort subitement, et la défense s'étant trouvée désorganisée, les Autrichiens étaient entrés dans cette ville sans coup férir. Les généraux Colloredo et Maurice Liechtenstein avec les divisions légères et les réserves autrichiennes, après avoir dépassé Berne, s'étaient acheminés sur Pontarlier, avec l'intention de marcher par Dôle sur Auxonne. Le corps d'Aloys de Liechtenstein, passant également par Pontarlier, devait se diriger sur Besançon pour masquer cette place, tandis que le général Giulay, traversant le Porentruy, devait se porter par Montbéliard sur Vesoul. Le maréchal de Wrède, avec les Bavarois et les Wurtembergeois, avait jeté des bombes dans Huningue, attaquait Béfort, et avec sa cavalerie poussait des reconnaissances sur Colmar. Le prince de Wittgenstein bloquait Strasbourg et Kehl; les gardes russe et prussienne étaient restées à Bâle autour des souverains coalisés. Telle était la distribution de l'armée du prince de Schwarzenberg après le passage du Rhin. Son projet, lorsqu'il aurait franchi le Jura et tourné toutes nos défenses, était de s'avancer avec 160 mille hommes de l'ancienne armée de Bohême à travers la Franche-Comté, et de venir se placer sur les coteaux élevés de la Bourgogne et de la Champagne, d'où la Seine, l'Aube, la Marne coulent vers Paris, tandis que l'ancienne armée de Silésie, commandée par Blucher et forte de 60 mille hommes, laquelle passait en ce moment le Rhin à Mayence, s'avancerait entre nos places sans les attaquer, laissant le soin de les bloquer aux troupes restées sur les derrières. Les deux armées envahissantes devaient se réunir sur la haute Marne, entre Chaumont et Langres, pour

se porter ensuite en masse dans l'angle formé par la Marne et la Seine. Blucher en effet avait, le 1er janvier 1814, franchi le Rhin sur trois points, à Manheim, à Mayence et à Coblentz, sans trouver plus de résistance que la grande armée du prince de Schwarzenberg le long du Jura, et le prestige de l'inviolabilité de notre territoire était ainsi tombé sur tous les points à la fois.

Effectivement il nous eût été bien difficile, dans l'état actuel de nos forces, d'opposer une résistance quelconque à cette masse d'envahisseurs. Le long de la frontière du Jura, où l'attaque était inattendue, il n'y avait aucun rassemblement de troupes; seulement le maréchal Mortier, d'abord dirigé sur la Belgique avec la vieille garde, revenait à marches forcées du nord à l'est, par Reims, Châlons, Chaumont et Langres. Sur la frontière d'Alsace, le maréchal Victor, avec le 2e corps d'infanterie et le 5e de cavalerie, se trouvait à Strasbourg, où il avait eu à peine le temps de donner un peu de repos à ses troupes et d'y incorporer quelques conscrits. Ce corps qui, en puisant dans tous les dépôts situés en Alsace, aurait dû se reformer à trente-six bataillons et à trois divisions, ne comptait pas, après avoir pris à la hâte les premiers conscrits disponibles, plus de 8 à 9 mille hommes d'infanterie, mal armés et mal vêtus. Le déplacement de nos dépôts, qu'on avait été obligé de reporter en arrière, avait beaucoup ajouté aux difficultés de ce recrutement. Pourtant le maréchal Victor avait dans le 5e corps de cavalerie près de 4 mille vieux dragons d'Espagne, cavaliers incomparables, et de plus exaspérés contre l'ennemi. A l'aspect des masses qui débouchaient par Bâle, Béfort, Besançon, le maréchal s'était bien gardé de se porter à leur rencontre dans la direction de Colmar à Bâle; il avait, au contraire, rétrogradé sur Saverne, et avait pris position sur la crête des Vosges, après avoir laissé dans Strasbourg environ 8 mille conscrits et gardes nationaux, sous le général Broussier, avec des approvisionnements suffisants. Ce maréchal si brave était visiblement déconcerté. Pourtant sa belle cavalerie s'était ruée sur les escadrons russes et bavarois qui étaient venus s'offrir à elle, les avait culbutés et sabrés.

Du côté de Mayence, le duc de Raguse, à la nouvelle du passage du Rhin, opéré le 1er janvier, s'était replié avec le 6e corps d'infanterie et le 1er de cavalerie, laissant dans Mayence le 4e corps commandé par le général Morand, et réduit par le typhus de 24 mille hommes à 11 mille. Il avait recueilli chemin faisant la division Durutte, détachée sur Coblentz, et séparée de Mayence où elle n'avait pu rentrer. Sa première pensée avait été de courir en Alsace au secours du maréchal Victor; mais voyant l'Alsace envahie par l'ennemi et presque abandonnée par nos troupes qui avaient déjà gagné le sommet des Vosges, il était venu se placer sur le revers de ces montagnes, c'est-à-dire sur la Sarre et la Moselle, afin d'opérer sa jonction avec le maréchal Victor vers Metz, Nancy ou Lunéville. Il avait rencontré, lui aussi, de grandes difficultés pour le recrutement de son corps dans le manque de temps et le déplacement des dépôts. Il comptait environ 10 mille fantassins, et 3 mille cavaliers composant le 1er corps de cavalerie, et il devait s'affaiblir encore en laissant quelques détachements à Metz et à Thionville.

Le maréchal Ney avait deux divisions de jeune garde qu'il concentrait à Épinal. Nous allions donc avoir sur le revers des Vosges les maréchaux Victor, Marmont, Ney, entre Metz, Nancy, Épinal, et sur les coteaux qui séparent la Franche-Comté de la Bourgogne, c'est-à-dire à Langres, le maréchal Mortier avec la vieille garde, les uns et les autres faisant face en reculant, d'un côté à Blucher, qui s'avançait de Mayence à Metz à travers nos forteresses, de l'autre à Schwarzenberg, qui les avait tournées en violant la neutralité suisse, et qui se portait de Bâle et Besançon sur Langres. (Voir la carte n° 61.)

Ainsi la Lorraine, l'Alsace, la Franche-Comté étaient envahies. L'ennemi promettait partout aux populations les plus grands ménagements, et au début au moins tenait parole, par crainte de provoquer des soulèvements. L'épouvante régnait dans nos campagnes. Les paysans de la Lorraine, de l'Alsace, de la Franche-Comté, très-belliqueux par caractère et par tradition, se seraient volontiers insurgés contre l'ennemi, s'ils avaient eu des armes pour combattre, et quelques corps de troupes pour les soutenir. Mais les fusils leur manquaient comme à tous les habitants de la France, et la prompte retraite des maréchaux les décourageait. Ils se soumettaient donc à l'ennemi le désespoir dans le cœur.

A la retraite des armées se joignait la retraite non moins regrettable des principaux fonctionnaires. Le gouvernement impérial, après bien des délibérations toutefois, avait pris la fâcheuse résolution d'ordonner aux préfets, sous-préfets, etc., de se retirer avec les troupes, afin de laisser à l'ennemi l'embarras, du reste très-réel,

de créer des administrations dans les provinces envahies. C'était le souvenir des difficultés que nous avions éprouvées dans les pays conquis, partout où les autorités avaient disparu, qui avait fait prévaloir cette résolution dans les conseils du gouvernement, malgré la résistance du duc de Rovigo. On aurait eu raison peut-être d'en agir ainsi dans un pays où n'auraient pas existé des partis hostiles au gouvernement, prêts à s'agiter à l'approche des coalisés. Malheureusement, en France, où vingt-cinq ans de révolution avaient laissé de nombreux partis que Napoléon vaincu ne pouvait plus contenir, et entre lesquels il y en avait un, celui de l'ancien régime, que son analogie de sentiments avec la coalition portait à tout espérer d'elle, en France l'absence des autorités avait de grands inconvénients. En effet, les malveillants n'étant plus surveillés par les préfets, sous-préfets, commissaires de police, laissaient éclater leurs dispositions hostiles à l'approche de l'ennemi, se soulevaient dès qu'il avait pénétré quelque part, l'aidaient à constituer des administrations toutes composées dans son intérêt, et se préparaient même à proclamer les Bourbons. Ce spectacle se voyait peu dans les campagnes, que l'invasion avec le cortége de ses souffrances irritait profondément; mais dans les villes, où d'ordinaire l'opinion fermente davantage, où la haine du gouvernement impérial était générale, où les maux de l'invasion étaient presque insensibles, il éclatait les manifestations les plus dangereuses, auxquelles contribuaient non-seulement les royalistes, mais tous les hommes fatigués du despotisme et de la guerre. Ainsi, pour comble de douleur, la France était envahie dans un moment où, souffrante, épuisée, divisée, elle ne pouvait plus renouveler le noble exemple de patriotisme qu'elle avait donné en 1792, et ce n'était pas le moindre des torts du régime impérial que de l'avoir exposée à se montrer ainsi à la coalition européenne!

A Langres, à l'approche des soldats du prince de Schwarzenberg, quelques notables de la ville, aidés par une populace fatiguée de la conscription et des droits réunis, avaient menacé de s'insurger contre les troupes du maréchal Mortier. A Nancy, les autorités municipales et quelques personnages considérables du pays avaient reçu le maréchal Blucher avec des honneurs infinis, et lui avaient même offert un banquet. Le général prussien leur avait parlé des bonnes intentions des alliés, de leur désir de délivrer la France de son tyran, et il s'était fait écouter par des populations que les misères d'une longue guerre avaient égarées.

Nos corps d'armée se retiraient donc en laissant derrière eux des paysans sans défense, dont ils étaient souvent obligés de dévorer les dernières ressources, et des villes exaspérées contre le régime impérial, ne prêtant que trop l'oreille aux promesses d'une coalition qui se présentait non pas comme conquérante, mais comme libératrice. Une circonstance complétait la tristesse de ce tableau. Les rares survivants de nos glorieuses armées, dégoûtés par la souffrance, humiliés par une retraite continue, tenaient un mauvais langage, et répétaient souvent les propos des populations urbaines. Les vieux soldats ne désertaient pas leurs drapeaux, mais les conscrits, surtout ceux qui appartenaient aux départements qu'on traversait, ne se faisaient pas scrupule d'abandonner les rangs, et déjà les maréchaux Victor et Marmont en avaient ainsi perdu quelques milliers.

Témoin oculaire de cette situation désolante, un fidèle aide de camp de l'Empereur, le général Dejean, lui en avait tracé la vive peinture, en lui disant que tout était perdu s'il ne venait pas tout sauver par sa présence. Dans les Pays-Bas, les choses n'allaient guère mieux. Le maréchal Macdonald, en se voyant débordé sur sa droite par la colonne de Blucher qui avait passé le Rhin entre Mayence et Coblentz, avait rallié à lui les 11e et 5e corps d'infanterie, le 3e de cavalerie, plus ce qui restait des troupes revenues de Hollande, et s'était retiré sur Mézières avec environ 12 mille hommes, en ne laissant que de très-petites garnisons à Wesel et à Maestricht. Le général Decaen, envoyé à Anvers, y avait réuni en marins et en conscrits une garnison de 7 à 8 mille hommes, en avait de plus jeté 3 mille à Flessingue, 2 mille à Berg-op-Zoom, mais avait abandonné Bréda, qui ne pouvait être défendu, et Willemstadt, qui aurait pu l'être, et qui était un point important sur le Wahal. L'abandon de ce dernier point était regrettable, car, après avoir perdu la Hollande, il y aurait eu un grand intérêt à conserver, entre la Hollande et la Belgique, la ligne d'eau qui aurait offert la frontière la plus solide. Mais le général Decaen, ne pouvant suffire qu'à une partie de sa tâche, avait préféré Anvers et Flessingue à tout le reste. Il s'était placé avec les troupes de la garde en avant d'Anvers, résolu à défendre énergiquement ce grand arsenal, objet des haines ardentes de l'Angleterre et de la sollicitude incessante de Napoléon.

Le péril ne pouvait donc pas être plus alarmant, surtout si l'on songe que depuis la lettre du 10 décembre, par laquelle M. de Metternich, accusant réception de la note du 2 décembre, avait déclaré qu'il allait en référer aux cours alliées, le cabinet français n'avait plus reçu une seule communication. Ce silence, joint au mouvement offensif des armées, semblait indiquer que les coalisés ne pensaient plus à traiter, et qu'ils n'étaient occupés désormais que d'achever notre destruction.

Quelle que fût l'activité de Napoléon, il ne pouvait être prêt à faire face à l'ennemi que lorsque déjà une portion notable du territoire aurait été envahie, et à l'inconvénient de laisser occuper les provinces matériellement les plus fertiles, moralement les meilleures, s'ajoutait le danger de permettre dans de grands centres de population des manifestations séditieuses, et d'y laisser proclamer publiquement le nom des Bourbons. Dans un pareil état de choses, obtenir un armistice, même à des conditions fort dures, eût été un bonheur au milieu d'un immense malheur, car la marche de l'invasion eût été suspendue, et si l'on n'était pas parvenu à s'entendre avec les puissances coalisées, on aurait du moins gagné les deux mois indispensables encore à la création de nos moyens de défense. Napoléon avait trop de sagacité pour croire que des ennemis que leurs fatigues et l'hiver le plus rude n'avaient point arrêtés, suspendraient leur marche devant de simples pourparlers. Il était même convaincu qu'ils avaient renoncé à traiter, et qu'ils ne voulaient plus conclure la paix que dans Paris même. Néanmoins essayer ne coûtait rien, et le pis, en cas d'insuccès, était de rester dans la situation actuelle. D'ailleurs, d'après ce qu'avait vu M. de Saint-Aignan, d'après bien des rapports venus des provinces envahies, il existait entre les coalisés de graves dissentiments. L'Autriche, à en croire ces rapports, était offusquée des prétentions de la Russie, et inclinait à la paix. Effectivement l'empereur François, outre qu'il aimait sa fille, avait peu de penchant à augmenter l'importance de la Russie, à satisfaire les jalousies maritimes de l'Angleterre, et, si on lui abandonnait ce qu'il ambitionnait en Italie, était peut-être capable de s'arrêter. Or, l'Autriche s'arrêtant, tout le monde était obligé d'agir de même. A ces suppositions, qui n'étaient pas dénuées de vraisemblance, il y en avait une seule à opposer, mais bien plausible, c'est que, par crainte de se désunir, les coalisés, les Autrichiens compris, résisteraient à toute satisfaction individuelle, même la plus complète. Comme entre ces chances diverses, si les bonnes l'emportaient, on était sauvé, Napoléon n'hésita pas à faire une dernière tentative de négociation, quelque peu d'espérance qu'il eût de réussir.

Il songea d'abord à envoyer au camp des alliés M. de Champagny (le duc de Cadore), qui avait été ministre des relations extérieures, plus anciennement ambassadeur à Vienne, et qui jouissait de l'estime de l'empereur François. Pourtant sur la réflexion fort simple que, pour obtenir accès auprès des monarques alliés, on ne pouvait pas choisir un personnage trop important et trop considéré, Napoléon se décida à envoyer M. de Caulaincourt lui-même. Il lui confia la double mission de traiter de la paix, et, si on le pouvait sans témoigner trop d'effroi, de chercher à obtenir un armistice. Quant à la paix, les conditions étaient toujours celles que nous avons précédemment indiquées, c'est-à-dire la ligne du Rhin, mais la grande ligne, celle qui, en suivant le Wahal, enlève à la Hollande le Brabant septentrional. Toutefois la prétention d'exclure la maison d'Orange était abandonnée. La prétention de créer en Westphalie un État pour le roi Jérôme l'était aussi. En Italie, la France, cédant une part de territoire à l'Autriche, sans rien exiger pour elle-même, persistait néanmoins dans le désir d'une dotation pour le prince Eugène, pour la princesse Élisa, et, s'il se pouvait même, pour les frères de Napoléon, Jérôme et Joseph. On voit que la différence avec le projet de paix conçu par Napoléon le lendemain des propositions de Francfort, n'était pas très-sensible. Relativement à l'armistice, M. de Caulaincourt, afin de gagner l'Autriche, devait offrir sous main de lui livrer immédiatement les places de Venise et de Palma-Nova, ce qui emportait la concession de la ligne de l'Adige. Celles de Hambourg et de Magdebourg devaient être aussi livrées immédiatement à la Prusse, toujours dans la vue d'obtenir une suspension d'armes. La conséquence naturelle de l'évacuation de ces quatre places en Italie et en Allemagne eût été la rentrée très-prochaine des garnisons, ce qui aurait procuré 10 mille hommes au moins à l'armée d'Italie, et 40 mille à celle du Rhin.

La seule objection qu'on pût faire à l'envoi de M. de Caulaincourt, c'était la difficulté de se présenter aux ministres de la coalition, quand aucun rendez-vous n'avait été assigné pour négocier, et que l'indication de Manheim, contenue

dans la lettre de M. de Bassano du 16 novembre, n'avait eu aucune suite. Cependant on était dans une situation à ne pas tenir compte des considérations d'amour-propre, et les inquiétudes croissant à chaque instant, il fut convenu que M. de Caulaincourt se rendrait sur-le-champ aux avant-postes français, que de là il écrirait à M. de Metternich pour lui dire que, sur les assurances apportées en son nom par M. de Saint-Aignan, et sur son invitation formelle de renouer les négociations, on ne voulait pas qu'un retard de la France prolongeât d'une heure les maux de l'humanité; que lui, M. de Caulaincourt, se transportait donc aux avant-postes, prêt à se rendre à Manheim, lieu déjà indiqué, ou en toute autre ville dont il plairait aux monarques alliés de faire choix.

Si M. de Caulaincourt, arrivé aux avant-postes, y était laissé dans une position humiliante, ce qui était possible, il y aurait à cette humiliation une certaine compensation, ce serait de prouver que Napoléon voulait la paix, que les difficultés ne venaient plus de son entêtement, et de lui ramener l'opinion de la France par le spectacle des traitements auxquels son négociateur serait exposé.

Toutes choses étant ainsi réglées, M. de Caulaincourt partit le 5 janvier pour les avant-postes français, en laissant à M. de la Besnardière, le commis le plus habile du département, le soin de le remplacer aux affaires étrangères. Napoléon se préparait à partir bientôt lui-même pour appuyer de son épée les négociations que M. de Caulaincourt allait essayer de rouvrir par son influence.

M. de Caulaincourt se rendit à Lunéville, lieu fameux par un traité conclu dans des temps plus heureux, et, en arrivant au pied des Vosges, rencontra nos armées se retirant précipitamment, et précédées, dans leur retraite, de tous les fonctionnaires en fuite. Il entendit les propos des troupes et des populations, il vit la misère des officiers, la désertion des jeunes soldats, et l'audace toute nouvelle du parti royaliste, qui, sans être populaire, se faisait écouter en parlant de paix, de légalité, de liberté même. Excellent citoyen et brave militaire, M. de Caulaincourt avait le cœur navré de voir nos provinces envahies et nos armées dans une sorte de déroute. Aux chagrins du citoyen se joignaient chez lui les chagrins du père, car il avait attaché à la fortune de Napoléon sa propre fortune, c'est-à-dire celle de ses enfants, et il était profondément affligé du danger qui menaçait le trône impérial. Il se hâta de peindre à Napoléon les choses telles qu'elles étaient, de lui signaler surtout l'abattement de certains chefs militaires, qui n'étaient pas infidèles, mais découragés, et le supplia, après avoir bien réfléchi à la situation, de lui envoyer des conditions de paix plus acceptables. En même temps il écrivit à M. de Metternich, pour lui dire qu'étonné de son silence, fort difficile à expliquer en se référant aux communications de M. de Saint-Aignan, il venait provoquer une réponse, et l'attendre aux avant-postes, prêt à se rendre partout où l'on voudrait négocier.

Lorsque cette espèce d'interpellation parvint par l'intermédiaire de M. de Wrède à M. de Metternich, elle embarrassa un peu ce dernier, car, après les démonstrations pacifiques qu'on avait faites, refuser de traiter eût été une inconséquence choquante, même dangereuse, les deux partis s'appliquant avec soin à conquérir l'opinion publique, soit en Europe, soit en France. M. de Metternich et l'empereur François étaient toujours disposés à négocier, avec un peu plus d'ambition, il est vrai, du côté de l'Italie; mais chez les autres coalisés, depuis que sur le désir de l'Angleterre, et par la vive impulsion des passions allemandes, on avait décidé la continuation des hostilités, les imaginations s'étaient de nouveau enflammées. Les facilités inattendues qu'ils avaient rencontrées en pénétrant en Suisse et en France, leur avaient persuadé qu'il n'y avait plus qu'à marcher en avant, pour tout terminer conformément à leurs vœux les plus extrêmes, et, à les entendre, on eût dit qu'ils n'avaient plus d'autre ennemi à craindre que leurs propres divisions. Elles étaient grandes, il est vrai. Alexandre toujours mécontent de l'entrée en Suisse, ne voulait pas qu'on opprimât le parti populaire au profit du parti aristocratique, tandis que l'Autriche agissait exactement dans un sens entièrement opposé. L'Autriche ne voulait pas qu'on sacrifiât les Danois au prince de Suède, le roi de Saxe à la Prusse, et Alexandre désirait exactement le contraire. Les Tyroliens demandaient à passer tout de suite sous le sceptre de l'Autriche, et la Bavière demandait à être préalablement indemnisée. L'Angleterre ne songeait qu'à fonder la monarchie de la maison d'Orange, pour fermer à la France le chemin de l'Escaut, et l'Autriche, avant d'adhérer à cette prétention, voulait que l'Angleterre lui promît son influence contre la Russie. Au milieu de ce chaos, prendre un parti

sur quoi que ce soit, et un parti aussi grave que celui de suspendre les opérations militaires, était fort difficile, ce sujet étant de tous celui qui devait le plus diviser les esprits, et irriter les passions.

Toutefois on venait d'apprendre une circonstance fort heureuse pour la coalition, c'était l'arrivée prochaine de lord Castlereagh lui-même, qui n'avait pas craint de quitter le *Foreign Office* pour aller représenter l'Angleterre auprès des monarques alliés. Jusqu'ici l'Angleterre avait eu pour agents lord Cathcart, brave militaire, peu diplomate, et lord Aberdeen, esprit sage, mais accusé d'être trop pacifique. Ce n'était pas assez au milieu de ce conseil de souverains, où chaque puissance était représentée par des empereurs, des rois, ou des premiers ministres, que de n'avoir que de simples ambassadeurs, quel que fût leur mérite. Le cabinet britannique se décida donc à envoyer le plus éminent de ses membres, lord Castlereagh, auprès du congrès ambulant de la coalition, pour y modérer les passions, y maintenir l'accord, y faire prévaloir les principaux vœux de l'Angleterre, et, ces vœux satisfaits, y voter en toute autre chose pour les résolutions modérées contre les résolutions extrêmes. Être sage pour tout le monde, excepté pour soi, était par conséquent la mission, du reste assez naturelle, de lord Castlereagh. Il devait en outre s'expliquer sur le budget de guerre apporté par le comte Pozzo, et se servir de la richesse de l'Angleterre pour faire triompher ses vues, en jetant de temps à autre dans la balance non pas son épée, mais son or. Aucun homme n'était plus propre que lord Castlereagh à remplir une pareille mission. Il se nommait Robert Stewart; son frère Charles Stewart, depuis lord Londonderry, accrédité auprès de Bernadotte, était un des agents de l'Angleterre les plus actifs et les plus passionnés. Lord Castlereagh, issu d'une famille irlandaise ardente et énergique, portait en lui cette disposition héréditaire, mais tempérée par une raison supérieure. Esprit droit et pénétrant, caractère prudent et ferme, capable tout à la fois de vigueur et de ménagement, ayant dans ses manières la simplicité fière des Anglais, il était appelé à exercer, et il exerça en effet la plus grande influence. Il était sur presque toutes choses muni de pouvoirs absolus. Avec son caractère, avec ses instructions, on pouvait dire de lui que c'était l'Angleterre elle-même qui se déplaçait pour se rendre au camp des coalisés. Parti de Londres à la fin de décembre, ayant fait un séjour en Hollande pour y donner ses conseils au prince d'Orange, il n'était attendu à Fribourg que dans la seconde moitié de janvier. Personne n'eût voulu, sans lui, prendre un parti, ou donner une réponse. C'était à qui le verrait, à qui l'entretiendrait le premier, pour le gagner à sa cause. Alexandre lui avait mandé par lord Cathcart qu'il voulait lui parler avant qui que ce fût.

Cette attente fournissait à M. de Metternich un moyen de répondre au négociateur français. Il fit dire à M. de Caulaincourt que l'Angleterre ayant pris le parti d'envoyer son ministre des affaires étrangères au camp des alliés, on était obligé de l'attendre avant d'arrêter le lieu, l'objet, et la direction des nouvelles négociations. Outre cette réponse officielle, M. de Metternich écrivit une lettre particulière pour M. de Caulaincourt, polie et prévenante quant à sa personne, mais pleine d'embarras quant au fond des choses, et dont le sens était qu'on désirait toujours la paix, qu'on l'espérait, qu'il n'y fallait pas renoncer, mais qu'on devait patienter encore. Du reste, pas un mot qui fît allusion à la possibilité de suspendre les hostilités. A cette lettre en était jointe une de l'empereur François pour Marie-Louise. Ce prince avait cru sa fille malade, avait demandé de ses nouvelles, en avait reçu, et y répondait. Il exprimait à Marie-Louise beaucoup d'affection, un grand désir de la paix, une moins grande espérance de la conclure, la résolution d'y travailler sincèrement, et enfin le chagrin de rencontrer de graves difficultés dans le bouleversement des idées, résultat de l'immense bouleversement des choses depuis vingt années[1].

[1] Je cite ici en original cette lettre intéressante et instructive, qui peint exactement les dispositions personnelles de l'empereur d'Autriche pour sa fille, pour son gendre et pour la France.

Le 26 décembre 1813.

Chère Louise, j'ai reçu hier ta lettre du 12 décembre, et j'ai appris avec plaisir que tu te portes bien. Je te remercie des vœux que tu m'adresses pour la nouvelle année; ils me sont précieux parce que je te connais. Je t'offre les miens de tout mon cœur. — Pour ce qui regarde la paix, sois persuadée que je ne la souhaite pas moins que toi, que toute la France, et, à ce que j'espère, que ton mari. Ce n'est que dans la paix qu'on trouve le bonheur et le salut. Mes vues sont modérées. Je désire tout ce qui peut assurer la durée de la paix, mais dans ce monde il ne suffit pas de vouloir. J'ai de grands devoirs à remplir envers mes alliés, et malheureusement les questions de la paix future, et qui sera prochaine, je l'espère, sont très-embrouillées. Ton pays a bouleversé toutes les idées. Quand on en vient à ces questions, on a à combattre de justes plaintes ou des préjugés. La chose n'en est pas moins le vœu le plus ardent de mon cœur, et j'espère que bientôt nous pourrons réconcilier nos gens. En Angleterre,

M. de Caulaincourt transmit ces diverses réponses à Napoléon, et se gardant d'attirer sur sa personne l'attention publique, pour ne pas ajouter à l'humiliation de sa position, il attendit aux avant-postes que l'arrivée de lord Castlereagh, annoncée comme prochaine, amenât de plus sérieuses communications.

Napoléon avait trop peu d'illusions pour être surpris de l'accueil fait à M. de Caulaincourt. Chaque jour était marqué par un nouveau mouvement rétrograde de ses armées, et il ne pouvait pas différer plus longtemps d'aller se placer à leur tête. Le maréchal Victor, de plus en plus épouvanté de la masse des ennemis, avait fini par repasser les Vosges, après en avoir abandonné tous les défilés. Son héroïque cavalerie d'Espagne, ne partageant pas son découragement, fondait toujours sur les escadrons ennemis, et les sabrait dès qu'ils s'offraient à ses coups. Il s'était replié successivement sur Épinal et Chaumont, et était venu prendre position sur la haute Marne près de Saint-Dizier, ayant perdu par la fatigue et la désertion 2 à 3 mille hommes. Dans cet état, il avait tout au plus 7 mille fantassins et 3,500 chevaux. Le maréchal Marmont, après avoir essayé de tenir tête à Blucher sur la Sarre, s'était replié sur Metz, s'y était arrêté un moment pour y laisser en garnison la division Durutte (celle qui avait été séparée de Mayence et que le maréchal avait recueillie en route), et ensuite s'était retiré sur Vitry. Il lui restait environ 6 mille fantassins et 2,500 chevaux. Ces deux maréchaux avaient été rejoints sur la haute Marne par le maréchal Ney avec les deux divisions de jeune garde réorganisées entre Metz et Luxembourg, tandis que le maréchal Mortier, après s'être avancé jusqu'à Langres avec la vieille garde, rétrogradait vers Bar-sur-Aube, suivi de près par le général Giulay et par le prince de Wurtemberg.

Napoléon s'était flatté qu'on pourrait, tout en se retirant, recruter rapidement les corps de Marmont, Victor, Macdonald, et les porter à 15 mille combattants chacun. On les avait bien renforcés de quelques hommes, mais la désertion, la nécessité de pourvoir à la défense des places, les avaient réduits aux faibles proportions que nous venons d'indiquer. La garde, que Napoléon avait cru pouvoir porter à 80 mille hommes d'infanterie, n'en comprenait pas 30 mille, dont 7 à 8 mille étaient en Belgique sous les généraux Roguet et Barrois, 6 mille sous le maréchal Ney près de Saint-Dizier, 12 mille sous le maréchal Mortier à Bar-sur-Aube. A la vérité, on achevait d'en organiser à Paris environ 10 mille. La garde à cheval sur 10 mille cavaliers propres au service en avait 6 mille montés, moitié avec Mortier, moitié avec Lefebvre-Desnouettes. Ce dernier revenait en toute hâte de l'Escaut sur la Marne. Des divisions de réserve qu'on formait à Paris en versant des conscrits dans les dépôts, l'une, forte à peine de 6 mille hommes, et confiée au général Gérard, était partie avant d'être au complet pour aller renforcer le maréchal Mortier sur l'Aube ; l'autre s'était rendue à Troyes sous le général Hamelinaye, et comptait à peine 4 mille conscrits dépourvus de toute instruction. La réserve de cavalerie formée à Versailles par la réunion de tous les dépôts de l'arme, avait déjà fourni 3 mille cavaliers, que le général Pajol, couvert de blessures mal fermées, avait conduits à Auxerre. Telles étaient les ressources que la rapidité des événements avait permis de réunir en janvier. Il faut y ajouter les gardes nationales qui arrivaient de la Picardie à Soissons, de la Normandie à Meaux, de la Bretagne et de l'Orléanais à Montereau, de la Bourgogne à Troyes.

Napoléon ne désespéra pas, avec ces faibles moyens, de tenir tête à l'orage. Il ordonna de terminer au plus tôt la création des deux divisions de jeune garde, de continuer, au moyen des dépôts et des conscrits, l'organisation des divisions de réserve. Il recommanda de ne pas laisser les hommes un seul jour à Paris dès qu'ils auraient une veste, un shako, des souliers, un fusil, et de les faire partir, quel que fût l'état de leur instruction. Il imprima une nouvelle activité aux ateliers d'habillement établis à Paris ; mais il rencontra, quant aux armes à feu, plus de difficultés que pour toutes les autres parties du matériel. Il n'y avait à Vincennes que 6 mille fusils neufs, et 30 mille fusils vieux qu'on travaillait chaque jour à mettre en état de servir. C'était à peine de quoi armer les hommes qu'on versait dans les dépôts au fur et à mesure de

Il n'y a pas de mauvaise volonté, mais on fait de grands préparatifs. Ceci occasionne nécessairement du retard jusqu'à ce qu'enfin la chose soit en train. alors elle ira, s'il plaît à Dieu. Les nouvelles que tu me donnes de ton fils me réjouissent fort. Tes frères et sœurs allaient bien d'après les dernières nouvelles que j'en ai reçues, ainsi que ma femme. Je suis aussi bien portant. Crois-moi pour toujours,

Ton tendre père,

FRANÇOIS.

leur arrivée. L'artillerie qu'on avait fait refluer sur Vincennes, après avoir été attelée avec des chevaux pris partout, devait repartir immédiatement pour Châlons, où se préparait le rassemblement de nos forces. Le trésor personnel de Napoléon fournissait les fonds que ne pouvait plus procurer le trésor de l'État. M. Mollien, administrateur excellent pour les temps calmes, mais surpris par ces circonstances extraordinaires, n'avait pu, malgré les centimes additionnels, suffire aux dépenses de l'armée. Napoléon, sur les 63 millions qui lui restaient de ses économies, en avait donné 17 au général Drouot pour la garde, environ 10 au Trésor pour les divers services, 8 aux remontes, à l'habillement, à la fabrication des armes, 1 à ses frères, aujourd'hui rois sans couronne et sans argent, en avait destiné 4 à le suivre, et en laissait 23 ou 24 aux Tuileries pour les besoins urgents ou imprévus.

Les troupes d'Espagne, si on avait pu les ramener, eussent été en ce moment un bien précieux secours. Mais on était toujours sans nouvelles de l'accueil fait au duc de San-Carlos et au traité de Valençay. Ferdinand VII, attendant avec une impatience croissante que sa prison s'ouvrît, n'avait pas plus de nouvelles que le cabinet français [1]. Ce silence était de bien mauvais augure, et en tout cas il ne permettait pas qu'on dégarnît la frontière, avant de savoir si les Espagnols et les Anglais repasseraient les Pyrénées. Néanmoins, comme on l'a vu, Napoléon avait ordonné au maréchal Suchet d'acheminer 12 mille hommes sur Lyon, au maréchal Soult d'en acheminer 15 mille sur Paris, les uns et les autres en poste. Il y joignit deux des quatre divisions de réserve formées à Bordeaux, Toulouse, Montpellier et Nîmes. Les quatre ne comptaient pas plus de 18 mille conscrits, au lieu de 60 mille qu'on s'était flatté de réunir; mais elles se composaient de cadres excellents, empruntés aux armées d'Espagne. Napoléon fit partir pour Paris celle de Bordeaux, forte d'environ 4 mille hommes, et pour Lyon celle de Nîmes, forte de 5 mille. Telle était sa détresse, que de pareilles ressources étaient pour lui d'une véritable importance. Ce qui était envoyé sur Lyon devait servir à composer l'armée d'Augereau; ce qui était dirigé sur Paris devait y grossir ce rassemblement de troupes de toute espèce, jeune garde, bataillons tirés des dépôts, gardes nationales, vieilles bandes d'Espagne, dans lesquelles il comptait puiser à mesure qu'elles seraient prêtes, pour soutenir l'effroyable lutte qui allait s'engager entre la Seine et la Marne. Enfin, il s'occupa de la défense de la capitale.

Plus d'une fois, même au milieu de ses plus éclatantes prospérités, Napoléon, par une sorte de prescience qui lui dévoilait les conséquences de ses fautes sans les lui faire éviter, avait cru apercevoir les armées de l'Europe au pied de Montmartre, et, à chacune de ces sinistres visions, il avait songé à fortifier Paris. Puis, emporté par le torrent de ses pensées et de ses passions, il avait prodigué les millions à Alexandrie, à Mantoue, à Venise, à Palma-Nova, à Flessingue, au Texel, à Hambourg, à Dantzig, et n'avait rien consacré à la capitale de la France. S'il s'en fût occupé dans ces temps de prospérité, il eût fait sourire les Parisiens, et le mal n'eût pas été grand : en janvier 1814, il les aurait fait trembler, et aurait augmenté la mauvaise volonté des uns, la consternation des autres. Pourtant, dans son opinion, Paris hors d'atteinte aurait presque garanti le succès de la prochaine campagne, car, si en manœuvrant entre l'Aisne, la Marne, l'Aube, la Seine, qui coulent concentriquement vers Paris, il avait été bien assuré du point commun où elles viennent se réunir, il aurait acquis une liberté de mouvements dont il eût pu, avec son génie, avec la parfaite connaissance des lieux, avec la possession de tous les passages, tirer un avantage immense contre un ennemi embarrassé de sa marche, toujours prêt à se repentir de s'être trop avancé, et l'eût probablement surpris dans quelque fausse position où il l'aurait accablé. Aussi ne cessait-il de penser à l'armement de Paris, mais il craignait l'effet moral d'une telle précaution. Il avait demandé à un comité d'officiers du génie, chargé de s'occuper extraordinairement des places fortes, un plan pour la défense de la capitale, avec recommandation de garder le secret. Les plans qu'on lui avait proposés exigeant des travaux immédiats et très-apparents, il y avait renoncé, et s'était contenté de choisir d'avance et sans bruit les emplacements où l'on pourrait élever des redoutes, de préparer de grosses palissades, soit pour renforcer l'enceinte, soit pour construire des tambours en avant des portes, de réunir enfin un supplément considérable d'artillerie et de muni-

[1] L'ouvrage de M. Fain, qui sur ce point contient plus d'une erreur, bien que rédigé sur les documents du duc de Bassano, fait arriver Ferdinand VII à Madrid le 6 janvier. Ce prince ne partit de Valençay que le 19 mars.

tions, se réservant au dernier moment, avec le secours de la population et des dépôts, d'organiser une défense opiniâtre de la grande cité qui contenait ses ressources, sa famille, son gouvernement, et la clef de tout le théâtre de la guerre.

Il ordonna encore quelques autres mesures relatives à la Belgique, à l'Italie, à Murat, au Pape. Mécontent du général Decaen à cause de l'évacuation de Willemstadt, il le remplaça par le général Maison, qui s'était tant distingué dans les dernières campagnes. Il laissa pour instruction à ce dernier de s'établir dans un camp retranché en avant d'Anvers, avec trois brigades de jeune garde, avec les bataillons du 1er corps qu'on aurait eu le temps de former, et de s'attacher à retenir les ennemis sur l'Escaut par la menace de se jeter sur leurs derrières s'ils marchaient sur Bruxelles. Il prescrivit à Macdonald de se replier sur l'Argonne, et de là sur la Marne, avec les 5e et 11e corps, et le 3e de cavalerie. Il manda au prince Eugène de lui envoyer, s'il le pouvait sans compromettre la ligne de l'Adige, une forte division qui, passant par Turin et Chambéry, viendrait renforcer Augereau. Il s'obstina dans le silence gardé envers Murat, lequel devenait tous les jours plus pressant, et menaçait de se joindre à la coalition si on ne lui cédait l'Italie à la droite du Pô. Enfin, ne sachant que faire du Pape à Fontainebleau, où des coureurs ennemis pouvaient venir l'enlever, et ne voulant pas encore le rendre de peur de compliquer les affaires d'Italie, il le fit partir pour Savone, sous la conduite du colonel Lagorsse, qui avait su, en le gardant, allier le respect à la vigilance. Les Autrichiens n'ayant pu jusqu'alors ni forcer l'Adige, ni approcher de Gênes, Savone était encore un lieu sûr [1].

Ces dispositions terminées, Napoléon résolut de partir. L'Impératrice devait en son absence exercer la régence comme elle l'avait fait pendant la campagne précédente, en ayant le prince archichancelier Cambacérès pour conseiller secret. Joseph était chargé de la seconder, de la remplacer même si elle quittait Paris, car, en se proposant de défendre Paris à outrance, Napoléon n'était pas décidé à y laisser sa femme et son fils exposés aux bombes et aux boulets, peut-être même à la captivité, si la coalition parvenait à forcer les défenses improvisées de la capitale. En cas de retraite de l'Impératrice dans l'intérieur de l'Empire, Joseph et les autres frères de Napoléon actuellement réunis à Paris devaient donner l'exemple du courage à la garde nationale, et mourir s'il le fallait pour défendre un trône plus important pour eux que ceux d'Espagne, de Hollande ou de Westphalie, car c'était non-seulement le plus grand, mais le seul qui restât à leur famille.

Outre les précautions prises contre l'ennemi extérieur, Napoléon avait songé aussi à ce prendre quelques-unes contre l'ennemi intérieur, c'est-à-dire contre les menées tendantes à rendre à la France ou la République ou les Bourbons. L'archichancelier Cambacérès, le duc de Rovigo, avaient reçu ordre d'étendre leur surveillance jusque sur les princes de la famille impériale, et en particulier sur certains dignitaires, tels que M. de Talleyrand par exemple, qui ne cessait d'inspirer à Napoléon les plus singulières appréhensions. Quoique privé du plus remuant de ses associés, du duc d'Otrante, envoyé en mission auprès de Murat, M. de Talleyrand était fort à craindre. Napoléon voyait distinctement en lui l'homme autour duquel, dans un moment de revers, se grouperaient ses ennemis de toute sorte, pour édifier un nouveau gouvernement sur les débris de l'Empire renversé. Après avoir ressenti un goût fort vif pour M. de Talleyrand, et lui en avoir inspiré un pareil, se sentant privé maintenant du plus sûr moyen de plaire, la prospérité, se rappelant en outre combien il avait blessé en diverses occasions ce grand personnage, il se disait qu'il avait fait tout ce qu'il fallait pour en être haï ; il s'y attendait donc, et y comptait. Il le craignait surtout depuis que le nom des Bourbons était prononcé; car, bien qu'engagé par sa vie et ses opinions dans la Révolution française, l'ancien évêque d'Autun, aujourd'hui prince et marié, avait une si haute naissance, tant de flexibilité d'esprit, tant de moyens d'être utile à l'ancienne dynastie, que sa paix avec elle ne pouvait être difficile. Napoléon voyait donc en lui un redoutable instrument de contre-révolution. Avec de tels pressentiments, il aurait

[1] M. Fain et d'autres écrivains ont prétendu que Napoléon fit dès ce jour partir le Pape pour Rome. C'est une erreur, démontrée par des documents certains. Le départ de Fontainebleau fut bien le commencement du voyage qui ramena le Pape à Rome, mais ne fut point ordonné avec l'intention de l'y envoyer actuellement. Ce ne fut que plus tard que Napoléon donna l'ordre de l'y laisser rentrer, et par des motifs que nous ferons connaître en leur lieu. Les archives de la secrétairerie d'État contiennent des instructions de Napoléon et des lettres du colonel Lagorsse qui ne laissent de doute sur aucun de ces points.

dû, ou le réduire à l'impuissance de nuire, ou se l'attacher ; mais, malgré sa force d'esprit et de caractère, Napoléon, comme on fait trop souvent, sommeillant à côté du danger, tint à l'égard de M. de Talleyrand une conduite incertaine : il le laissa libre, grand dignitaire, membre du conseil de régence, et, au lieu de le caresser en le laissant si fort, il lui adressa, au contraire, de sanglants reproches à la veille de le quitter, tant la seule vue de ce personnage l'excitait, l'inquiétait, l'irritait. Il lui dit qu'il le connaissait bien, qu'il n'ignorait pas ce dont il était capable, qu'il le surveillerait attentivement, et qu'à la première démarche douteuse il lui ferait sentir le poids de son autorité. Puis, après les plus violentes apostrophes, il s'en tint aux paroles, et se contenta de prescrire au duc de Rovigo la plus rigoureuse surveillance, tant sur M. de Talleyrand que sur quelques autres grands fonctionnaires disgraciés. Le duc de Rovigo n'était pas homme à hésiter quels que fussent ses ordres ; mais que faire contre un adversaire habile, qui savait comment se conduire pour ne pas donner prise, qui d'ailleurs était entouré d'une immense renommée, qu'on devait se garder de frapper légèrement, et qui saurait bien trouver le moment où il pourrait tout oser contre un ennemi qui ne pourrait presque plus rien pour sa propre défense?

Napoléon, à la veille de son départ, voulut voir et haranguer les officiers de la garde nationale, à laquelle il allait confier la sûreté intérieure et extérieure de Paris. On avait composé la garde nationale non pas de cette classe populaire, courageuse et robuste, aussi capable de défendre bravement ce qu'on lui confie, que de le renverser maladroitement, mais de gens aisés, ennemis des révolutions, n'ayant pas oublié que Napoléon avait sauvé la France de l'anarchie, quoique lui reprochant de l'avoir précipitée dans une guerre funeste, détestant la République, et ayant peu d'entraînement pour les Bourbons. Napoléon, en voulant disputer les dehors de Paris avec ses soldats, se proposait de laisser à la garde nationale le soin de préserver sa femme et son fils contre un mouvement anarchiste ou royaliste, tenté dans l'intérieur de la capitale. Il reçut donc les officiers de cette garde aux Tuileries, ayant sa femme d'un côté, son fils de l'autre ; puis, s'avançant au milieu d'eux, leur montrant cet enfant appelé naguère à de si hautes destinées, et aujourd'hui voué peut-être à l'exil, à la mort, il leur dit qu'il allait s'éloigner pour défendre eux et leurs familles, et rejeter hors du territoire l'ennemi qui venait de franchir nos frontières, mais qu'en partant il mettait en dépôt entre leurs mains ce qu'il avait de plus cher après la France, c'est-à-dire sa femme et son fils, et partait tranquille en confiant de pareils gages à leur honneur. La vue de ce grand homme, réduit, après tant de merveilles, à de telles extrémités, tenant son fils dans ses bras, le présentant à leur dévouement, produisit sur eux la plus vive émotion, et ils promirent bien sincèrement de ne pas livrer à d'autres le glorieux trône de France. Hélas! ils le croyaient! Lequel d'entre eux, en effet, bien que le champ fût ouvert alors à toutes les suppositions, lequel pouvait prévoir en ce moment les scènes si différentes qui se passeraient bientôt dans ces Tuileries, et confondraient la prévoyance non-seulement de ceux qui les occupaient, mais de leurs successeurs, et des successeurs de leurs successeurs!

Napoléon partit le lendemain pour Châlons, et en partant, sans savoir qu'il les embrassait pour la dernière fois, serra fortement dans ses bras sa femme et son fils. Sa femme pleurait et craignait de ne plus le revoir. Elle était destinée à ne plus le revoir en effet, sans que les boulets ennemis dussent l'enlever à son affection! On l'eût bien surprise assurément si on lui eût dit que ce mari, actuellement l'objet de toutes ses sollicitudes, mourrait dans une île de l'Océan, prisonnier de l'Europe, et oublié d'elle ! Quant à lui, on ne l'eût point étonné, quoi qu'on lui eût prédit, car, extrême abandon, extrême dévouement, il s'attendait à tout de la part des hommes, qu'il connaissait profondément, et avec lesquels il se conduisait néanmoins comme s'il ne les avait pas connus!

LIVRE CINQUANTE-DEUXIÈME.

BRIENNE ET MONTMIRAIL.

Arrivée de Napoléon à Châlons-sur-Marne le 25 janvier. — Abattement des maréchaux, et assurance de Napoléon. — Son plan de campagne. — Son projet de manœuvrer entre la Seine et la Marne, dans la conviction que les armées coalisées se diviseront pour suivre le cours de ces deux rivières. — Soupçonnant que le maréchal Blucher s'est porté sur l'Aube pour se réunir au prince de Schwarzenberg, il se décide à se jeter d'abord sur le général prussien. — Brillant combat de Brienne, livré le 29 janvier. — Blucher est rejeté sur la Rothière avec une perte assez notable. — En ce moment les souverains réunis autour du prince de Schwarzenberg, délibèrent s'il faut s'arrêter à Langres, pour y négocier avant de pousser la guerre plus loin. — Arrivée de lord Castlereagh au camp des alliés. — Caractère et influence de ce personnage. — Les Prussiens par esprit de vengeance, Alexandre par orgueil blessé, veulent pousser la guerre à outrance. — Les Autrichiens désirent traiter avec Napoléon dès qu'on le pourra honorablement. — Lord Castlereagh vient renforcer ces derniers, à condition qu'on obligera la France à rentrer dans ses limites de 1790, et que, lui ôtant la Belgique et la Hollande, on en formera un grand royaume pour la maison d'Orange. — Empressement de tous les partis à satisfaire l'Angleterre. — Lord Castlereagh, ayant obtenu ce qu'il désirait, décide les cours alliées à l'ouverture d'un congrès à Châtillon, où l'on appelle M. de Caulaincourt pour lui offrir le retour de la France à ses anciennes limites. — La question politique étant résolue de la sorte, la question militaire se trouve résolue par l'engagement survenu entre Blucher et Napoléon. — Le prince de Schwarzenberg vient au secours du général prussien, avec toute l'armée de Bohême. — Position de Napoléon ayant sa droite à l'Aube, son centre à la Rothière, sa gauche aux bois d'Ajou. — Sanglante bataille de la Rothière livrée le 1er février 1814, dans laquelle Napoléon, avec 32 mille hommes, tient tête toute une journée à 100 mille combattants. — Retraite en bon ordre sur Troyes le 2 février. — Position presque désespérée de Napoléon. — Replié sur Troyes, il n'a pas 50 mille hommes à opposer aux armées coalisées, qui peuvent en réunir 220 mille. — En proie aux sentiments les plus douloureux, il ne perd cependant pas courage, et fait ses dispositions dans la prévoyance d'une faute capitale de la part de l'ennemi. — Ses mesures pour l'évacuation de l'Italie, et pour l'appel à Paris d'une partie des armées qui défendent les Pyrénées. — Ordre de disputer Paris à outrance pendant qu'il manœuvrera, et d'en faire sortir sa femme et son fils. — Réunion du congrès de Châtillon. — Propositions outrageantes faites à M. de Caulaincourt, lesquelles consistent à ramener la France aux limites de 1790, en l'obligeant en outre de rester étrangère à tous les arrangements européens. — Douleur et désespoir de M. de Caulaincourt. — Pendant ce temps, la faute militaire que Napoléon prévoyait s'accomplit. — Les coalisés se divisent en deux masses : l'une sous Blucher doit suivre la Marne, et déborder Napoléon par sa gauche, pour l'obliger à se replier sur Paris, tandis que l'autre, descendant la Seine, le poussera également sur Paris pour l'y accabler sous les forces réunies de la coalition. — Napoléon, partant le 9 février au soir de Nogent avec la garde et le corps de Marmont, se porte sur Champ-Aubert. — Il y trouve l'armée de Silésie divisée en quatre corps. — Combats de Champ-Aubert, de Montmirail, de Château-Thierry, de Vauchamp, livrés les 10, 11, 12 et 14 février. — Napoléon fait 20 mille

prisonniers à l'armée de Silésie, et lui tue 10 mille hommes, sans presque aucune perte de son côté. — A peine délivré de Blucher, il se rejette par Guignes sur Schwarzenberg, qui avait franchi la Seine, et l'oblige à la repasser en désordre. — Combats de Nangis et de Montereau les 18 et 19 février. — Pertes considérables des Russes, des Bavarois et des Wurtembergeois. — Un retard survenu à Montereau permet au corps de Colloredo, qu'on allait prendre tout entier, de se sauver. — Grands résultats obtenus en quelques jours par Napoléon. — Situation complétement changée. — Événements militaires en Belgique, à Lyon, en Italie, et sur la frontière d'Espagne. — Révocation des ordres envoyés au prince Eugène pour l'évacuation de l'Italie. — Renvoi de Ferdinand VII en Espagne, et du Pape en Italie. — La coalition, frappée de ses échecs, se décide à demander un armistice. — Envoi du prince Wenceslas de Liechtenstein à Napoléon. — Napoléon feint de le bien accueillir, mais, résolu à poursuivre les coalisés sans relâche, se borne à une convention verbale pour l'occupation pacifique de la ville de Troyes. — Résultat inespéré de cette première période de la campagne.

Parti le 25 au matin de Paris, Napoléon arriva le même soir à Châlons-sur-Marne. Déjà un grand nombre de fuyards, soldats et paysans, encombraient cette route. Les habitants de Châlons, auxquels sa présence rendait la confiance, criaient beaucoup : *Vive l'Empereur !* mais en y ajoutant : *A bas les droits réunis !* tant la révolte contre le régime établi commençait à devenir générale. C'était, à vrai dire, le cri de l'égoïsme local contre le plus nécessaire des impôts, que tous les flatteurs du peuple, à quelque classe qu'ils appartiennent, ont également promis d'abolir, sans pouvoir jamais le remplacer, mais qui, dans le moment, signifiait en réalité : *A bas le régime impérial*. Seulement, les Châlonnais qualifiaient ce régime par ce qui les froissait le plus en leur qualité de vignerons de la Champagne. Napoléon n'y prit garde, se montra doux, serein, accueillant, et les gagna tous par sa tranquille attitude.

Berthier l'avait précédé à Châlons. Le vieux duc de Valmy, toujours chargé de l'administration des dépôts, s'y était rendu de son côté. Marmont, Ney y étaient accourus. Ils étaient fort troublés, quoique ordinairement le danger les intimidât peu ; mais n'ayant dans les mains que des débris, ils demandaient avec instance des renforts, et se flattaient en voyant arriver Napoléon que ces renforts allaient suivre. Malheureusement il ne leur apportait que lui-même ; c'était beaucoup certainement (et on ne tardera pas à en avoir la preuve), mais ce n'était pas assez pour résister à la masse d'ennemis déchaînés contre la France. Ses lieutenants lui dirent que sans doute il amenait des forces à sa suite. — Non, répondit-il avec sang-froid; et, après les avoir consternés par cette réponse, il les ranima bientôt par la hardiesse et la profondeur des vues qu'il développa devant eux. Il semblait que, débarrassé des soucis amers qui l'accablaient à Paris, et redevenu soldat, il retrouvât en rentrant dans sa profession toute sa sérénité d'âme, au point de découvrir des ressources où personne n'en voyait. Il parla longuement à ses maréchaux, et leur exposa la situation à peu près comme il suit.

Ses forces se réduisaient pour ainsi dire à ce que les maréchaux amenaient avec eux : Victor avait à peu près 7 mille fantassins et 3,500 cavaliers ; Marmont, 6 mille fantassins et 2,500 cavaliers; Ney, 6 mille fantassins. Ces trois maréchaux possédaient en outre 120 bouches à feu assez bien attelées. A douze lieues de là, c'est-à-dire à Arcis-sur-Aube, le général Gérard avait une division de réserve de 6 mille hommes ; à dix-huit lieues, c'est-à-dire à Troyes, le maréchal Mortier avait 15 mille soldats de la vieille garde, infanterie et cavalerie; ce qui portait ces divers rassemblements à 46 ou 47 mille hommes. Lefebvre-Desnouettes arrivait avec la cavalerie légère de la garde, comptant 3 mille chevaux, et avec quelques mille hommes d'infanterie, soit jeune garde, soit bataillons tirés des dépôts ; ce qui supposait en total cinquante et quelques mille hommes dans la partie la plus menacée du territoire, non compris, il est vrai, la seconde division de réserve qui s'organisait sous le général Hamelinaye à Troyes, la cavalerie qui se formait sur la Seine sous Pajol, et les rassemblements de gardes nationales. C'était bien peu assurément contre les 220 ou 230 mille soldats éprouvés qui marchaient contre la capitale, sans parler de ceux qui devaient survenir bientôt. A Paris se formaient encore deux divisions de jeune garde, et quelques nouveaux bataillons de ligne ; sur la route de Bordeaux s'avançaient plusieurs divisions d'Espagne, et Macdonald enfin arrivait par les Ardennes avec une douzaine de mille hommes. Mais ces renforts devaient être plus que surpassés par ceux que l'ennemi attendait, et pour le premier moment, pour le premier choc, on avait 50 mille hommes contre 230 mille. Napoléon ne dit pas toute la vérité à ses lieutenants, de peur de les décourager, mais il ne s'en éloigna guère.

Néanmoins il n'y avait pas à s'épouvanter, selon lui. L'ennemi était nombreux, mais divisé, et il était impossible qu'il ne commît pas de grandes fautes dont on se hâterait de tirer parti. Il s'avançait par deux routes, celle de l'est, de Bâle à Paris, celle du nord-est, de Mayence à Paris, et il était difficile qu'il fît autrement, ayant à lier ses opérations avec les troupes agissant dans les Pays-Bas. Indépendamment de cette séparation obligée entre l'armée de Blucher, ancienne armée de Silésie, et celle de Schwarzenberg, ancienne armée de Bohême, l'ennemi s'était encore fractionné par des motifs secondaires. Blucher avait laissé des troupes au blocus de Mayence et de Metz; les colonnes de Schwarzenberg étaient fort éloignées les unes des autres; celle de Bubna avait pris par Genève, celle de Colloredo venait par Auxonne et la Bourgogne, celle de Giulay et du prince de Wurtemberg par Langres et la Champagne, celle de Wrède par l'Alsace. Enfin celle de Wittgenstein se trouvait aux environs de Strasbourg. Il y avait encore quelques détachements autour de Besançon, Béfort, Huningue, etc. Il n'était pas possible que tant de corps épars fussent dirigés avec assez d'intelligence pour être concentrés à propos sur le point où ils auraient à combattre. D'ailleurs la configuration des lieux allait les induire elle-même à commettre les fautes dont on espérait profiter.

Lorsqu'on s'avance vers la capitale de la France soit par le nord-est, soit par l'est, on arrive, après avoir passé la Meuse ou la Saône, au bord d'un bassin dont Paris est le centre, et vers lequel coulent la Marne et la Seine, formant un angle dont les côtés viennent se réunir à un sommet commun, qui est Paris. (Voir les cartes nos 61 et 62.) Blucher suivait en ce moment un côté de cet angle, en se portant vers Saint-Dizier sur la Marne; Schwarzenberg suivait l'autre en poursuivant Mortier le long de la Seine. C'était le cas de se jeter rapidement sur l'un d'eux, n'importe lequel, avec les forces qu'on pourrait réunir. Aux 25 mille hommes de Ney, Victor et Marmont, Napoléon allait ajouter le détachement de Lefebvre-Desnouettes avec une immense quantité d'artillerie. Il pouvait, après avoir remonté la Marne jusqu'à Saint-Dizier, se rabattre promptement sur sa droite, attirer à lui Gérard et Mortier, et fondre avec 50 mille hommes sur la colonne de Schwarzenberg. Il était probable qu'on aurait là un succès. Ce premier avantage arrêterait la marche si confiante des coalisés. Si la guerre se prolongeait, on pourrait, en manœuvrant bien dans cet angle formé par la Seine et la Marne, avoir d'autres succès, peut-être considérables. D'une part, le duc de Valmy allait faire occuper les divers passages de la Marne, en levant les gardes nationales et en barricadant tous les ponts; de l'autre Pajol, avec la cavalerie et les gardes nationales, allait prendre les mêmes précautions sur la Seine, et pousser ses opérations sur l'Yonne, qui en est pour ainsi dire un bras détaché. Entre ces deux lignes de la Marne et de la Seine se trouve une ligne intermédiaire, celle de l'Aube, qui multiplie les difficultés pour l'attaquant, et les moyens de résistance pour l'attaqué. L'ennemi, amené tantôt par choix, tantôt par nécessité, à se partager entre ces diverses rivières, n'en possédant pas les passages que nous occuperions exclusivement, fournirait mille occasions de le battre, qu'il faudrait promptement saisir, et on pouvait s'en fier de ce soin à Napoléon. Pendant ce temps arriveraient des troupes d'Espagne et de l'intérieur; la population, ranimée par le succès, reprendrait courage; Augereau remonterait de Lyon sur Besançon, et inquiéterait l'ennemi sur ses derrières; les commandants de nos places exécuteraient de fréquentes sorties contre les faibles corps qui les bloquaient, et si la fortune n'était pas absolument contraire, on aurait quelque bonne journée, et Caulaincourt, ainsi secondé, finirait par signer une paix honorable. Tout n'était donc pas perdu! s'écriait Napoléon. La guerre présentait tant de chances diverses quand on savait persévérer! Il n'y avait de vaincu que celui qui voulait l'être! Sans doute on aurait des jours difficiles; il faudrait quelquefois se battre un contre trois, même un contre quatre; mais on l'avait fait dans sa jeunesse, il fallait bien savoir le faire dans son âge mûr. D'ailleurs, de tous les débris de l'ancienne armée, on avait conservé une excellente et nombreuse artillerie, au point d'avoir cinq ou six pièces par mille hommes. Les boulets valaient bien les balles. On avait eu toutes les gloires; il en restait une dernière à acquérir, qui complète toutes les autres et les surpasse, celle de résister à la mauvaise fortune, et d'en triompher; après quoi on se reposerait dans ses foyers, et on vieillirait tous ensemble dans cette France, qui, grâce à ses héroïques soldats, après tant de phases diverses, aurait sauvé sa vraie grandeur, celle des frontières naturelles, et de plus une gloire impérissable.

En disant ces nobles choses, Napoléon se montrait serein, caressant, rajeuni, paraissait croire

tout ce qu'il disait (et en croyait en effet une partie), tant son génie entrevoyait de chances cachées à d'autres. Il finit ainsi par communiquer à ses lieutenants quelque chose de sa confiance, et les laissa moins abattus qu'il ne les avait trouvés. Le plus animé en ce moment, celui qui manifestait les meilleures dispositions, était Marmont. Ney était triste. Le héros de la Moskowa semblait ne pas s'être remis encore de la journée de Dennewitz.

Dans la nuit même, Napoléon, sans prendre de repos, ordonna au duc de Valmy de réunir à Châlons les détachements qui se repliaient, à l'exception des dépôts qui devaient continuer leur marche sur Paris, de lever partout les gardes nationales, et de barricader les bourgs et les villes qui avaient des ponts sur la Marne. Il enjoignit également à Macdonald, qui achevait son mouvement rétrograde, de s'arrêter à Châlons pour garder le cours de la Marne. (Voir la carte nº 62.) Il prescrivit à Mortier de quitter Troyes, de se réunir à Gérard sur l'Aube, ligne intermédiaire, comme nous l'avons dit, entre la Seine et la Marne, et de s'y tenir prêt ou à le recevoir ou à venir à lui; à Pajol, de bien veiller sur les ponts de la Seine et de l'Yonne, tels que Nogent, Montereau, Sens, Joigny, Auxerre, et de courir assez à droite avec sa cavalerie pour intercepter les partis qui essayeraient de pénétrer jusqu'à la Loire.

Le lendemain matin 26, Napoléon se porta sur Vitry. Lefebvre-Desnouettes l'avait rejoint. Avec Lefebvre, Marmont, Ney, Victor, il avait en tout 33 à 34 mille hommes. L'ennemi occupait Saint-Dizier. Napoléon ordonna à Victor de l'en chasser; ce qui fut exécuté avec la plus rare vigueur. La présence de Napoléon avait ranimé tous les courages. On rentra à Saint-Dizier après avoir fait quelques prisonniers qui appartenaient au corps russe de Landskoi. Voici ce qui se passait du côté des coalisés.

Fatigué d'attendre lord Castlereagh, et malgré le désir de lui parler le premier, Alexandre, qui avait la prétention d'être nécessaire partout, et qui était souvent utile en bien des endroits, avait voulu suivre le grand quartier général, disant que sans lui on se brouillerait, et qu'on ne commettrait que des fautes. Il s'était rendu à Langres, où les souverains et les ministres alliés l'avaient accompagné. Une partie considérable de l'armée du prince de Schwarzenberg était répandue entre la haute Marne et l'Aube supérieure, entre Chaumont et Bar-sur-Aube (voir la carte nº 62), attendant Blucher, qui arrivait par Saint-Dizier. Là on s'était mis à délibérer, et il le fallait pour se conformer aux divisions établies par M. de Metternich entre les diverses périodes de la guerre. On avait en effet accompli la première période, qui consistait à s'avancer jusqu'au Rhin; plus la seconde, qui consistait à s'avancer jusqu'au delà des Vosges et des Ardennes, et il restait à accomplir la troisième, la plus difficile, celle de marcher sur Paris. Les avis étaient fort partagés sur cette troisième période, et on comptait sur lord Castlereagh, qui venait enfin d'arriver, pour résoudre la question. Provisoirement, pour ne pas prolonger un silence inconvenant envers M. de Caulaincourt, on lui avait assigné Châtillon-sur-Seine comme lieu des futures négociations. On avait eu beaucoup de peine à obtenir cette concession d'Alexandre, qui déjà inclinait à ne plus traiter qu'à Paris même. Mais ce qui avait contribué à le faire céder, c'était le lieu du nouveau congrès qu'il avait voulu choisir en France, pour infliger à Napoléon l'humiliation de traiter au sein de ses provinces envahies. En même temps les diverses armées tendaient à se rapprocher. Tandis que l'armée du prince de Schwarzenberg était répandue autour de Langres, Blucher, après avoir quitté Nancy, avait traversé Saint-Dizier, y avait laissé le détachement russe de Landskoi pour donner à croire qu'il descendait sur Châlons en suivant la Marne, et, au contraire, avait quitté la Marne pour courir sur l'Aube, afin de se joindre à Schwarzenberg, d'entraîner la grande armée par sa présence, de faire cesser ses hésitations, et de décider une marche hardie sur Paris. Ayant laissé le corps du comte de Saint-Priest vers Coblentz, une partie du corps de Langeron devant Mayence, celui d'York devant Metz, il arrivait avec le corps de Sacken et le reste de celui de Langeron. L'avant-garde de Wittgenstein, commandée par Pahlen, s'étant trouvée sur sa route, il l'avait recueillie, et amenait ainsi avec lui 30 et quelques mille hommes. Il venait de défiler transversalement de la Marne à l'Aube, au moment même où Napoléon touchait à Saint-Dizier. La Marne, dans cette partie supérieure de son cours, c'est-à-dire à la hauteur de Saint-Dizier, n'est qu'à dix ou douze lieues de l'Aube.

Telle était la situation des coalisés le 27 janvier au soir, quand Napoléon entra dans Saint-Dizier. Il apprit là par les prisonniers, par les gens du pays, interrogés avec un art que lui seul

possédait, que Blucher, à la tête d'environ 30 mille hommes, avait passé devant lui, pour aller probablement se réunir à la colonne qui poursuivait Mortier sur l'Aube. Il n'hésita pas un instant, et résolut de s'attacher à ses pas, et de le suivre sans relâche jusqu'à ce qu'il l'eût rejoint et battu. Placé sur ses communications, interceptant les secours qui pouvaient lui arriver des corps laissés en arrière, ayant de plus la possibilité de l'atteindre avant sa réunion à Schwarzenberg, il avait toute chance de le trouver en mauvaise position et d'en tirer grand parti.

Napoléon aurait pu, en remontant la Marne jusqu'à Joinville, gagner une bonne chaussée qui, par Doulcevent et Soulaines, aboutissait sur l'Aube vers Brienne; mais c'était perdre une journée. (Voir la carte n° 62.) Il aima mieux se jeter tout de suite sur sa droite par un chemin de traverse qui aboutissait directement sur l'Aube à la hauteur de Brienne. C'était un pays de bois et de vallons qu'il était possible de franchir en deux marches. Il recommanda au maréchal Mortier et au général Gérard de rester sur l'Aube, et de s'y maintenir pendant qu'il s'occupait de les rejoindre. Par la chaussée de Joinville à Doulevent, qu'il ne voulait pas prendre lui-même, il dirigea ce qui était arrivé du corps de Marmont, avec la division Dubesme du corps de Victor, et il y ajouta les dragons de Briche pour battre le pays, et intercepter la route de Nancy par laquelle pouvaient survenir les troupes de Blucher demeurées en arrière. Avec Victor, Ney, toute la cavalerie, environ 17 ou 18 mille hommes, il marcha sur Brienne par le chemin de traverse d'Éclaron à Montierender. Les jours précédents il avait gelé; le 28, jour de cette première marche, il pleuvait. On eut une extrême difficulté à franchir ces chemins, qui ne servaient qu'à l'exploitation des bois. Heureusement l'artillerie était bien attelée; d'ailleurs, avec le secours des gens du pays, qui prêtaient volontiers leurs bras et leurs chevaux, on arriva, quoique fort tard, à Montierender. En traversant Éclaron, on trouva les habitants désolés des ravages que l'ennemi avait déjà exercés chez eux. Après les résolutions modérées qu'ils avaient affichées en entrant en France, les coalisés étaient revenus aux mœurs de la guerre, que la barbarie chez les Russes, une haine aveugle chez les Prussiens, rendaient encore plus cruelles que de coutume. Ils pillaient et ravageaient par goût quand ce n'était pas par besoin. Les paysans consternés avaient adressé leurs plaintes à Napoléon, qui leur accorda quelques secours sur son trésor. Il leur promit en outre de faire reconstruire leur église, qui avait été détruite.

Le lendemain 29, on partit de Montierender pour Brienne. On eut, comme la veille, beaucoup de peine à s'avancer sur les chemins défoncés par les pluies. Enfin, vers trois ou quatre heures de l'après-midi, Grouchy, qui commandait la cavalerie de l'armée, et Lefebvre-Desnouettes celle de la garde, en débouchant du bois d'Ajou, découvrirent dans une plaine légèrement ondulée la cavalerie du comte Pahlen, appuyée par quelques bataillons légers de Scherbatow. Un peu plus loin, on apercevait la petite ville de Brienne, avec son château bâti sur une éminence et entouré de bois. L'Aube coulait au delà. Des troupes nombreuses se montraient le long de l'Aube, et elles paraissaient rebrousser chemin. Voici ce que signifiaient ces divers mouvements.

Blucher, parvenu à Bar-sur-Aube, petite ville située sur la rivière de l'Aube fort au-dessus de Brienne, s'était imaginé que Mortier cherchait à passer cette rivière pour se réunir à Napoléon vers la Marne, et il avait résolu de l'en empêcher. En conséquence, il s'était porté sur Brienne, Lesmont et Areis, dans l'intention de couper les ponts de l'Aube. (Voir la carte n° 62.) Mais informé de l'apparition de Napoléon, il s'était hâté de revenir sur ses pas, et en ce moment il traversait, à la tête du corps de Sacken, la ville de Brienne, pour remonter vers Bar-sur-Aube. Afin de couvrir ce mouvement, le comte Pahlen, avec sa cavalerie et quelques bataillons légers du prince Scherbatow, observait la plaine et la lisière des bois par lesquels devait déboucher l'armée française. Le général Olsouvieff gardait les approches de Brienne, que traversait, en rétrogradant sur Bar, le grand parc d'artillerie des Prussiens.

Dès qu'il reconnut les escadrons du comte Pahlen, Lefebvre-Desnouettes s'élança sur eux avec sa cavalerie légère, et les força de se replier sur les bataillons de Scherbatow formés en carré. La cavalerie russe vint en effet s'abriter derrière ces bataillons, et se placer à droite de la ligne ennemie, en face de notre gauche. Pendant ce temps, Olsouvieff s'était déployé en avant de la ville, et le corps de Sacken, arrêté dans sa marche rétrograde, était venu prendre position à côté d'Olsouvieff, afin de protéger Brienne, qu'il importait de bien occuper pour que le parc d'artillerie prussien pût défiler en sûreté.

L'infanterie française étant encore engagée

dans les bois, Napoléon fut réduit à canonner la ligne russe, que ses cavaliers ne pouvaient entamer, et on se borna ainsi, pendant plus de deux heures, à un échange de boulets qui ne laissait pas que d'être assez meurtrier. Enfin, Ney et Victor commençant à déboucher, Napoléon ordonna d'attaquer sur-le-champ. Victor avait laissé la division Duhesme à Marmont, et Ney n'avait que deux faibles divisions de la garde; nous disposions ainsi tout au plus de 10 à 11 mille hommes d'infanterie, et de 6 mille de cavalerie. Blucher avait 30 mille hommes au moins. Napoléon n'hésita pas toutefois, car on ne comptait plus les ennemis et au contraire on comptait les heures. Il poussa Ney en deux colonnes directement sur Brienne, tandis qu'il dirigeait par sa droite une brigade du corps de Victor sur le château de Brienne, et qu'il portait vers sa gauche le reste de ce corps, de manière à menacer la route de Brienne à Bar, ce qui devait déterminer la retraite de Blucher.

Ces dispositions eurent tout d'abord le succès désiré. Nous avions bien peu de vieilles troupes; la jeune garde ne comprenait que des conscrits à peine vêtus, et n'ayant jamais tiré un coup de fusil. On les appelait des *Marie-Louise*, du nom de la régente, sous laquelle ils avaient été levés et organisés. Mais ils étaient placés dans de vieux cadres, et conduits par le maréchal Ney. Ces jeunes gens supportèrent un feu violent sans en être ébranlés, et forcèrent l'infanterie russe à se replier sur Brienne, quoique trois fois plus nombreuse qu'eux. Malheureusement un accident survenu à notre aile gauche ralentit ce succès. Vers cette aile, la faible colonne de Victor, que Napoléon avait dirigée sur la route de Bar, afin de menacer la ligne de retraite de Blucher, s'était trouvée en face de la cavalerie russe ramenée tout entière de ce côté, tandis que la nôtre était au côté opposé. Abordée brusquement par plusieurs milliers de cavaliers, l'infanterie de Victor éprouva une sorte de surprise et fut contrainte de rétrograder. Napoléon, qui était au milieu d'elle, courut le plus grand danger, et vit enlever sous ses yeux quelques pièces d'artillerie. Ce mouvement rétrograde de notre gauche arrêta l'essor de Ney. Mais en ce moment la brigade détachée de Victor sur la droite avait tourné Brienne, pénétré à travers le parc du château, assailli et enlevé le château lui-même. Elle avait failli prendre Blucher avec son état-major, et elle captura le fils du chancelier de Hardenberg. De notre côté, nous perdîmes le brave contre-amiral Baste, des marins de la garde, qui dans cette journée termina une vie héroïque par une mort glorieuse. La conquête de cette position dominante causa un fort ébranlement parmi les Russes. Ney alors les poussa vivement, entra dans Brienne à leur suite, et emporta la ville à l'instant même où l'artillerie de l'ennemi achevait de la traverser. Blucher, piqué du résultat de cette première rencontre, craignant pour la queue de son parc d'artillerie, voulut faire un dernier effort pour reprendre Brienne et l'occuper au moins pendant quelques heures. Il exécuta en effet, vers dix heures du soir, une attaque furieuse contre la ville et le château, à la tête de l'infanterie de Sacken. L'attaque sur la ville, favorisée par la nuit, eut un commencement de succès contre nos jeunes troupes surprises de ce retour offensif. Mais un brave officier, le chef de bataillon Enders, qui gardait le château avec un bataillon du 56e, culbuta les assaillants dans la ville, et ceux-ci, reçus par nos soldats qui étaient revenus de leur trouble, furent tous tués ou pris. Ce succès ranima notre élan; on poussa l'infanterie de Sacken hors de la ville, et notre artillerie qui était nombreuse, tirant aussi juste que l'obscurité le permettait, couvrit les Russes de mitraille.

Il était onze heures du soir lorsque ce combat fut terminé. La confusion était si grande, que Napoléon ne crut pas pouvoir prendre gîte au château. Il coucha dans un village voisin, se trouva un moment entouré de Cosaques en regagnant son bivac, et fut sur le point d'être enlevé. Berthier, précipité dans la boue, en fut retiré tout meurtri.

Le lendemain matin, on vit plus clair dans la position. On sut qu'on avait eu affaire à plus de 30 mille hommes, et que Blucher se retirait dans la vaste plaine qui s'étend au delà de Brienne, sur la route de Bar-sur-Aube. On le suivit avec une centaine de bouches à feu, et on le cribla de boulets jusqu'au village de la Rothière, où il s'arrêta.

Ce combat était fort honorable pour nos jeunes soldats, qui, se battant dans la proportion d'un contre deux, avaient fini par l'emporter sur les plus vieilles bandes de la coalition, menées par le plus brave de ses généraux. Malheureusement ce n'était pas un contre deux, mais un contre cinq qu'il faudrait bientôt se battre pour tâcher de sauver la France! L'ennemi avait laissé dans nos mains environ 4 mille hommes morts ou blessés. Nous en avions près de 3 mille hors de

combat. Mais le champ de bataille étant à nous, les blessés n'étaient pas de notre côté des hommes perdus. L'effet moral importait plus encore que le résultat matériel. Nos soldats, démoralisés lorsque Napoléon les avait rejoints à Châlons, commençaient à recouvrer leur courage en le voyant, en se retrouvant au feu avec lui, et en reprenant, sous sa forte impulsion, l'habitude de vaincre.

Bien que Napoléon n'eût pas obtenu tous les avantages qu'il avait espérés d'une irruption soudaine au milieu des corps dispersés de la coalition, toutefois il lui avait fait sentir sa présence, il lui avait appris que ce n'était pas sans coup férir qu'elle arriverait à Paris, comme elle s'en était flattée d'après la facilité de ses premiers mouvements, et il s'était posé entre elle et la capitale de manière à lui en barrer le chemin. La position de Brienne était, dans cette vue, parfaitement choisie.

La rivière de l'Aube, sur laquelle Napoléon venait de s'arrêter par suite de l'occupation de Brienne, divise en deux, comme nous l'avons dit, l'espace qui s'étend de la Marne à la Seine. (Voir la carte n° 62.) Placé sur l'Aube, Napoléon était presque à égale distance de la Marne et de la Seine, pouvant en deux petites marches se porter ou sur l'une ou sur l'autre, afin d'arrêter l'ennemi qui voudrait s'avancer sur Paris par la route de Châlons ou par celle de Troyes. Ayant à Brienne le gros de ses forces, ayant de plus un rassemblement à Châlons et un à Troyes, maître de renforcer alternativement l'un ou l'autre, et résigné, dans tous les cas, à se battre contre des forces infiniment supérieures, il était certain d'arriver toujours à temps sur celle des deux routes qui serait la plus menacée. Que l'ennemi voulût sortir de cet angle pour porter le théâtre de la guerre au delà de la Marne, ou au delà de la Seine, c'était peu probable. Blucher, en effet, était obligé de rester lié avec les troupes qui opéraient vers la Belgique, comme Schwarzenberg avec celles qui opéraient vers la Suisse, de manière qu'ils avaient chacun un lien, Blucher vers le nord, Schwarzenberg vers l'est. Devant en outre, sous peine des plus grands périls, ne pas trop s'éloigner l'un de l'autre, ils étaient inévitablement contraints de suivre, Blucher la Marne, Schwarzenberg la Seine, à moins qu'ils ne se réunissent pour marcher en une seule colonne sur Paris.

C'est d'après cet état de choses, profondément étudié, que Napoléon arrêta ses dispositions.

En ce moment les deux colonnes ennemies semblaient n'en faire qu'une, qui avait Troyes et les bords de la Seine pour direction naturelle. Napoléon s'occupa donc de former vers Troyes son principal rassemblement. Par ce motif, il renvoya le maréchal Mortier avec la vieille garde d'Arcis sur Troyes. Il plaça le général Gérard avec la division Dufour, la première de réserve, à Piney, moitié chemin de Brienne à Troyes. On doit se souvenir qu'à Troyes même la seconde division de réserve avait commencé à se former sous le général Hamelinaye, et qu'elle n'était forte encore que de 4 mille hommes. Napoléon ordonna de la compléter le plus tôt possible à 8 mille, et de la renforcer en attendant de toutes les gardes nationales de la Bourgogne. Avec Hamelinaye et Gérard, qui comptaient 12 mille hommes, avec la vieille garde, qui en comprenait 15 mille, le maréchal Mortier pouvait disposer de 27 mille hommes. Napoléon espérait lui adjoindre sous peu de jours les 15 mille hommes venant en poste d'Espagne, ce qui devait former une masse d'environ 40 mille hommes, dont 30 des meilleures troupes qui fussent au monde. En se réunissant à Mortier avec les 25 mille qu'il avait sous la main, et il le pouvait en une bonne marche, il aurait 65 mille hommes à opposer à la grande armée de Schwarzenberg, ce qui, dans sa situation, était une force considérable, et, à la manière dont il se battait, presque suffisante pour disputer le terrain. Il donna en même temps de nouveaux soins à la défense de la Seine et de l'Yonne, et réitéra l'ordre d'envoyer à Pajol, outre la petite réserve de Bordeaux qui arrivait par Orléans, toute la cavalerie disponible à Versailles. Pajol devait avec ces moyens garder Montereau, Sens, Joigny, Auxerre, et pousser ses parties de cavalerie par le canal de Loing jusqu'à la Loire, de façon à surveiller toute tentative de Schwarzenberg en dehors du cercle présumable de ses opérations.

Vers le côté opposé, c'est-à-dire vers la Marne, Napoléon renouvela l'ordre au maréchal Macdonald de se porter à Châlons avec tout ce qu'il ramenait des provinces rhénanes, au duc de Valmy de rassembler à la Ferté-sous-Jouarre, à Meaux, à Château-Thierry, les gardes nationales qu'on aurait eu le temps de réunir, de barricader les ponts de ces diverses villes, et d'y amasser les denrées alimentaires du pays. En cet endroit les forces étaient moindres; mais Blucher seul pouvait s'y montrer s'il se séparait de Schwarzenberg, et dans ce cas Napoléon, ayant

les yeux sur lui comme un chasseur sur sa proie, était prêt à le suivre pour le prendre en queue ou en flanc. En même temps, il réitéra ses instances pour qu'on organisât à Paris de nouveaux bataillons, à Versailles de nouveaux escadrons, afin d'ajouter promptement 15 mille hommes aux 25 mille qu'il avait directement sous la main. S'il en arrivait là, il était à peu près en mesure de tenir tête à tous ses ennemis ; car, se joignant à Mortier vers Troyes avec 40 mille hommes, il le portait à 80 mille, se joignant vers Châlons à Macdonald, il le portait à 55 mille, et c'était presque assez, soit contre Schwarzenberg, soit contre Blucher. Napoléon s'appliqua aussi à tracer la route militaire de l'armée, depuis Paris jusqu'aux bords de l'Aube, et il décida qu'elle passerait par la Ferté-sous-Jouarre, Sézanne, Arcis et Brienne (voir la carte n° 62), direction la plus centrale, et sur laquelle il fit rassembler des ressources de toute espèce. Prévoyant qu'il aurait bien des fois à manœuvrer de l'Aube à la Marne, il prescrivit d'entourer Sézanne de palissades, et d'y former un vaste magasin de denrées et de munitions de guerre. A Brienne même où il était campé, il assit sa position de la manière la mieux adaptée au terrain. Il établit à Dienville sur l'Aube sa droite, qui devait se composer de la division Ricard, détachée de Marmont, et de Gérard, qui, en cas d'attaque, avait ordre d'accourir de Piney à Dienville. (Voir la carte n° 62, et le plan détaillé des environs de Brienne, carte n° 63.) Il établit son centre, consistant dans les troupes de Victor, au village de la Rothière, au milieu d'une plaine que traversait la grande route, avec la garde en réserve ; il plaça enfin sa gauche, composée du corps de Marmont, à Morvilliers, le long d'un coteau assez élevé en avant du bois d'Ajou. Il enjoignit à chaque chef de corps, à Marmont notamment, de s'entourer d'ouvrages de campagne, pour compenser notre infériorité numérique dans le cas très-probable d'une attaque prochaine. Ainsi campé sur l'Aube, presque à égale distance des deux routes que la coalition devait être tentée de suivre, il attendait deux choses : premièrement que ses moyens achevassent de s'organiser, secondement que l'ennemi commît quelque grosse faute. Cette dernière chance, il était loin d'en désespérer, connaissant bien ses adversaires, et il regardait la situation comme fort améliorée depuis le combat de Brienne. Il l'écrivait ainsi à sa femme, à Joseph, à l'archichancelier Cambacérès, aux ducs de Feltre et de Rovigo, pour qu'à Paris on le dît à tout le monde, pour qu'on se rassurât, et qu'on s'occupât avec plus de zèle des diverses créations qu'il avait ordonnées [1].

Pendant ce temps, de graves questions s'agitaient au camp des coalisés, questions à la fois politiques et militaires. La question politique consistait à savoir si on traiterait avec Napoléon, la question militaire si on s'arrêterait à Langres, ou si on entreprendrait tout de suite la troisième période de la guerre, avant de s'être assuré par quelques pourparlers que la paix était impossible. Naturellement le parti des esprits ardents, à la tête duquel étaient les Prussiens et Alexandre, par les motifs que nous avons rapportés, ne voulait ni traiter ni s'arrêter. Le parti modéré, à la tête duquel étaient les Autrichiens et quelques hommes sages des diverses nations coalisées, voulait le contraire. C'était à lord Castlereagh, arrivé enfin au quartier général, qu'il appartenait de prononcer.

Chacun pour l'attirer lui avait concédé d'avance l'objet principal de ses vœux, c'est-à-dire la création du royaume des Pays-Bas, ce qui procurait à l'Angleterre l'avantage d'ôter Anvers à la France, de placer les embouchures des fleuves sous une main capable de les défendre, et enfin de pouvoir demander à la Hollande, en retour de si beaux dons, le cap de Bonne-Espérance, qui est le Gibraltar de la mer des Indes, comme l'île de France en est l'île de Malte. Lord Castlereagh avait à faire à ses alliés une autre confidence dont il éprouvait quelque embarras à parler, c'était un projet de mariage entre la princesse Char-

[1] Des historiens, des auteurs de mémoires, n'ayant pas lu la correspondance de Napoléon, ne sachant pas ce qu'il faisait, le déclarent presque fou, pour s'être arrêté à Brienne après le combat du 29, et avoir voulu y livrer une seconde bataille avec des forces si disproportionnées. On voit s'il était fou, par l'exposé que nous venons de faire, et s'il est sage de juger un tel homme, lorsqu'on ne connaît pas ses intentions, d'après des documents authentiques. Le maréchal Marmont, dans ses Mémoires, se récrie contre l'ordre que Napoléon lui donna de se retrancher à Morvilliers. Le général Koch, excellent écrivain militaire et bien autrement sérieux dans ses jugements que le maréchal Marmont dans les siens, demande comment on pouvait vouloir, avec 30 mille hommes, livrer une seconde bataille à toutes les armées de la coalition. On voit, d'après ce qui précède, quelles étaient les véritables intentions de Napoléon. L'ennemi pouvant opérer par Troyes ou par Châlons, il devait se tenir entre deux, de manière à courir sur celle des deux routes qui serait menacée, ne cherchant pas une bataille générale, comme on l'en accuse, mais tâchant de pourvoir à toutes les éventualités avec ce qu'il avait, c'est-à-dire avec presque rien. Il n'y a donc qu'à admirer à la fois son génie et son caractère dans cette situation étrange, et presque sans égale dans l'histoire.

lotte, héritière du sceptre d'Angleterre, et l'héritier de la maison d'Orange, projet qui en tout autre temps aurait soulevé les plus grandes oppositions. Cependant Alexandre avait accueilli ces ambitions britanniques avec le sourire qu'il accordait à toutes les passions dont il recherchait l'alliance, et s'était montré prêt à consentir sans exception aux vœux de l'Angleterre. Ce projet exigeait de l'Autriche un sacrifice personnel, celui des Pays-Bas autrichiens, car, dans ce retour universel au passé, les Pays-Bas auraient dû lui revenir. Mais, en fait de Pays-Bas, elle aimait mieux ceux d'Italie, c'est-à-dire Venise, et elle avait donné son assentiment aux vues de l'Angleterre, après avoir acquis toutefois la certitude qu'elle serait dédommagée de son sacrifice en Italie. Il était un dernier point sur lequel lord Castlereagh apportait un vœu formel, c'est qu'il ne fût pas question du droit maritime. Le croirait-on? Dans cette réunion où se trouvaient des puissances qui aspiraient à former une marine, on s'occupait à peine du droit maritime, et on le regardait comme affaire particulière regardant tout au plus la France et l'Angleterre, et naturellement devant être réglée au gré de la dernière. Ainsi tout avait été concédé à lord Castlereagh, royaume des Pays-Bas, union par mariage entre ce royaume et celui d'Angleterre, et enfin silence de l'Europe civilisée sur la législation des mers.

Ces concessions faites, restait à savoir pour qui se prononcerait lord Castlereagh, entre ceux qui désiraient la paix, et ceux, au contraire, qui demandaient la guerre à outrance. Une fois rassasié, le puissant Anglais était redevenu parfaitement raisonnable, et, par exemple, sur la question de traiter ou de ne pas traiter avec Napoléon, il avait été à la fois sensé et habile.

Au fond, cette question signifiait qu'on ne voulait plus avoir affaire à Napoléon, et qu'on était résolu à le détrôner pour substituer une autre dynastie à la sienne. Or, c'était pour lord Castlereagh une difficulté, soit par rapport à l'Angleterre, soit par rapport à l'Autriche. On avait longtemps reproché, comme nous l'avons déjà dit, aux ministres anglais, élèves et successeurs de M. Pitt, de soutenir contre la France une guerre de dynastie, et ils avaient pris une telle habitude de s'en défendre devant le Parlement, qu'ils s'en défendaient encore, même quand le peuple anglais lui-même, encouragé par le succès, n'était plus disposé à leur en faire un reproche. Quant à l'Autriche, c'était embarrasser beaucoup l'empereur François que de lui dire brutalement qu'on le menait à Paris pour détrôner sa fille. De plus, si la vacance du trône de France donnait à lord Castlereagh l'espérance d'y voir monter les Bourbons, dont il désirait vivement la restauration, elle lui faisait craindre Bernadotte, vers lequel l'empereur Alexandre paraissait singulièrement porté, depuis les liaisons que l'entrevue d'Abo et la question de Norwége avaient fait naître entre les cours de Russie et de Suède.

Par tous ces motifs, lord Castlereagh pensait sagement qu'il fallait ne rien précipiter, et laisser le rétablissement des Bourbons naître de la situation même, sans vouloir substituer l'action des hommes à celle des événements. Il dit aux deux partis qu'on avait publiquement offert à Napoléon de négocier, que refuser maintenant d'envoyer des plénipotentiaires non-seulement à Manheim, lieu indiqué par la France, mais à Châtillon, lieu indiqué par les alliés, ce serait aux yeux de l'Europe se placer dans un état d'inconséquence vraiment embarrassant, qui serait vivement relevé en Angleterre; qu'il fallait donc négocier avec Napoléon, qu'il le fallait absolument pour la dignité de toutes les puissances. A l'empereur Alexandre, pressé d'aller à Paris, aux Prussiens, avides de vengeance, il dit en particulier qu'on ne prenait pas, en agissant de la sorte, de bien grands engagements, car en offrant purement et simplement à Napoléon les frontières de 1790, on était certain de son refus; qu'en tout cas, s'il acceptait, on l'aurait tellement humilié, tellement affaibli, que les uns devraient être vengés, et les autres rassurés; que si, au contraire, il n'acceptait point, alors on serait dégagé, et que l'Autriche, prononcée elle-même pour le retour aux anciennes frontières de 1790, serait bien obligée de se rendre, et d'abandonner un gendre intraitable, avec lequel aucun accord n'était possible; qu'ainsi, en ne pressant rien, on amènerait peu à peu les choses au point où on les souhaitait, sans s'exposer au reproche d'inconséquence, et sans blesser la cour de Vienne, dont le concours à la présente guerre était indispensable. A l'Autriche, lord Castlereagh donna une satisfaction entière, en appuyant l'opinion de ceux qui voulaient qu'on traitât à Châtillon. Il dit à l'empereur François et à M. de Metternich, que, bien qu'il regardât comme difficile d'avoir avec Napoléon une paix stable, il était d'avis qu'on essayât de traiter avec lui; que relativement aux questions de dynastie qui pourraient s'élever en France, l'Angleterre n'avait aucun parti pris, qu'elle cherchait même à

dissuader les Bourbons de se rendre sur le continent; qu'elle s'appliquerait de très-bonne foi à conclure la paix, mais que, si Napoléon refusait ce qu'on lui offrait, il faudrait bien en finir avec lui, et que, dans ce cas sans doute, le trône de France devenant vacant, l'Autriche, guidée par son esprit conservateur, éclairée sur le mérite de Bernadotte, préférerait les Bourbons à cet aventurier faisant payer si cher des services qui valaient si peu. Dans ces termes, lord Castlereagh rencontra un plein assentiment auprès de l'empereur François et de son ministre, qui l'un et l'autre se hâtèrent de répondre que, par honneur, ils étaient obligés de donner suite à l'offre de traiter avec Napoléon; que, par dignité, ils le devaient aussi, car l'empereur François, après tout, était père; mais que, si Napoléon ne voulait à aucun prix entendre raison, ils étaient d'avis de rompre définitivement avec lui, quoi qu'il pût en coûter au père de Marie-Louise; que la régence de celle-ci, au nom du roi de Rome, ne leur paraissait pas une combinaison sérieuse, que Bernadotte leur semblait une fantaisie passagère d'Alexandre, une honte pour tout le monde, et que, Napoléon renversé, il n'y avait d'acceptable que les Bourbons. L'accord devint ainsi complet entre lord Castlereagh et l'Autriche, qu'il avait, du reste, pris soin de rassurer entièrement sur ses intérêts matériels. L'Autriche, en effet, craignait qu'après s'être servi d'elle, on ne la jouât, et, par exemple, que la Russie, pour avoir une meilleure part de la Pologne, n'abandonnât la Saxe à la Prusse, ce qui obligerait de dédommager la maison de Saxe en Italie, combinaison dont il était déjà parlé à cette époque. Elle avait beaucoup d'autres craintes encore sur lesquelles lord Castlereagh la tranquillisa en lui engageant la parole de l'Angleterre pour l'accomplissement de tout ce qu'elle désirait.

Avec un mélange de raison, de finesse, de fermeté, et une sorte de simplicité tout anglaise, lord Castlereagh acquit ainsi rapidement un ascendant considérable sur les alliés, à quoi sa position l'aidait beaucoup, au surplus; car, arrivant le dernier, les mains pleines de ressources, au milieu de gens divisés d'avis et d'intérêts, il avait tous les moyens de faire pencher la balance du côté qu'il voulait, et ne trouvait, dès lors, que des adhérents prêts à satisfaire à ses désirs pour l'attirer à eux. Il allait de la sorte avec très-peu d'intrigue, et en agissant très-naturellement, exercer une influence décisive sur les destinées de l'Europe.

Les choses étant réglées comme nous venons de le dire, le 29 janvier, jour même où s'était livré le combat de Brienne, on arrêta la résolution d'envoyer des plénipotentiaires à Châtillon. Ces plénipotentiaires furent pour l'Autriche M. de Stadion, pour la Russie M. de Rasoumoffski, pour la Prusse M. de Humboldt, pour l'Angleterre lord Aberdeen. On adjoignit à ce dernier lord Cathcart, ambassadeur d'Angleterre en Russie, et sir Charles Stewart, ministre de la même puissance en Prusse. Il fut décidé que lord Castlereagh se rendrait également à Châtillon pour juger par lui-même de la marche des négociations, pour la diriger au besoin, et s'assurer de ses propres yeux si on pouvait en espérer quelque chose. On savait l'Angleterre si intéressée à ne rien concéder au delà des anciennes limites de la France, et à se débarrasser de Napoléon s'il était possible de le faire convenablement, que personne ne la suspectait, et n'était disposé à restreindre son influence au futur congrès. M. de Metternich aurait pu se rendre aussi à Châtillon; mais, outre qu'il voulait rester auprès des souverains, il sentait une sorte de gêne à se trouver en présence du négociateur français, et aimait mieux laisser ce rôle pénible à M. de Stadion, qui, vieil ennemi de la France, s'il éprouvait un embarras en la voyant si maltraitée, n'éprouverait que celui de contenir une joie indiscrète.

Les conditions qu'on devait offrir, nous pouvons le dire après un demi-siècle, étaient indécentes. Non-seulement on imposait à la France de rentrer dans ses frontières de 1790 (bien que personne n'eût voulu rentrer dans les limites qu'il avait alors), mais on exigeait qu'elle répondît tout de suite à ces propositions, et qu'elle répondît par oui ou par non. De plus, on prétendait lui interdire de se mêler du sort des pays qu'elle allait céder. Ce qu'on ferait de la Pologne, de la Saxe, de la Westphalie, de la Belgique, de l'Italie, comment on traiterait la Bavière, le Wurtemberg, la Suisse, rien de tout cela ne devait la regarder. La France, sans laquelle on n'avait jamais décidé du sort d'un village en Europe, la France ne devait avoir aucun avis sur les dépouilles du monde entier, qui, en ce moment, étaient les siennes. Certes, Napoléon avait abusé de la victoire; mais, au milieu de la fumée enivrante de Rivoli, d'Austerlitz, d'Iéna, de Friedland, il n'avait jamais traité ainsi les vaincus, et des vaincus qui étaient écrasés! Or, à cette époque, la France n'était pas écrasée; ses ennemis s'avançaient chez elle comme en tremblant, et en

promettant de la ménager. Sans doute, elle avait eu des torts, ou plutôt son gouvernement en avait eu; mais, en un jour, on les effaçait, et si on se rappelle que, deux mois auparavant, les puissances lui avaient proposé ses frontières naturelles, avec de vives instances pour les lui faire accepter; qu'après un moment d'hésitation, elle avait répondu par une acceptation formelle qui, en droit, liait les auteurs de cette offre, on nous pardonnera de dire que les conditions envoyées à Châtillon étaient indécentes. Aussi, bien que le triomphe de Napoléon fût celui d'un despotisme insupportable, sa victoire était alors le vœu de tous les honnêtes gens que l'esprit de parti n'avait point égarés. C'était lui assurément qui nous avait valu toutes ces humiliations, mais un coupable, qui défend le sol, devient le sol lui-même!

Tandis qu'on faisait partir les plénipotentiaires pour Châtillon, M. de Metternich eut le soin d'envoyer en avant M. de Floret, sous prétexte d'y préparer le logement des nombreux diplomates du congrès, mais en réalité pour donner à M. de Caulaincourt, qui venait d'y arriver, des avis pleins de franchise, et nous dirions de sagesse, s'ils eussent été pour Napoléon compatibles avec sa gloire. M. de Metternich n'avait pas encore répondu à la demande d'armistice que M. de Caulaincourt avait été chargé de lui adresser. Il s'expliquait cette fois sur ce sujet en disant que, s'il n'en avait point parlé, c'est qu'une telle proposition n'avait aucune chance d'être accueillie, qu'il en avait gardé le secret et le garderait pour empêcher qu'on n'en abusât; que les alliés voulaient la paix ou rien, la voulaient prompte, et aux conditions qui allaient être communiquées; qu'il ne fallait pas se défier des Anglais, car ils étaient parmi les plus modérés; que leur témoigner confiance, et surtout à lord Aberdeen, serait bien entendu; qu'il fallait saisir comme au vol cette occasion de négocier; que si on ne la saisissait pas, elle ne se représenterait plus; que les alliés se livreraient, en cas de refus, à des idées de bouleversement auxquelles l'Autriche, en les regrettant, ne pourrait pas résister; que l'empereur François en serait désolé pour sa fille, mais qu'il n'en serait pas moins fidèle à ses alliés, auxquels l'unissaient les intérêts de la monarchie autrichienne, et de grandes obligations contractées pendant la dernière guerre; qu'il suppliait son gendre d'y bien penser, et de se résigner aux sacrifices commandés par les circonstances; que lui-même, empereur d'Autriche, avait eu dans ce siècle bien des sacrifices à faire, qu'il les avait faits, et qu'il n'en était pas moins revenu plus tard à la position qui convenait à son empire; qu'il fallait donc savoir se soumettre à la nécessité, pour éviter de plus grands et de plus irréparables malheurs.

Il était défendu à M. de Floret de prendre les devants relativement aux conditions de la paix, et de les laisser même entrevoir. Mais les conseils qu'il était chargé de transmettre suffisaient pour indiquer qu'on n'en était plus aux bases de Francfort.

La question politique étant résolue, restait à résoudre la question militaire. Le prince de Schwarzenberg, qui jouait dans les affaires militaires le rôle que jouait M. de Metternich dans les affaires politiques, se trouvait naturellement à la tête de ceux qui voulaient s'arrêter à Langres, soit pour voir ce que produiraient les négociations, soit pour s'épargner les dangers d'une marche sur Paris. On allait rencontrer Napoléon, qui se serait autant renforcé en se rapprochant de ses ressources, que les coalisés se seraient affaiblis en s'éloignant des leurs; on devait se préparer à lui livrer une bataille décisive, ce qui, avec un général tel que lui, avec des soldats exaspérés comme les siens, était toujours hasardeux, et cette bataille, si on ne la gagnait pas, ferait perdre en un jour le fruit de deux années de succès inespérés. A ces considérations s'en joignaient d'autres, puisées dans la difficulté de se procurer des moyens de subsistance. En effet, on était obligé d'appuyer vers la Marne plus que vers la Seine, à cause des troupes laissées autour des places, et en avançant on devait se trouver au milieu de la stérile Champagne, où l'on aurait du vin et pas de pain, tandis qu'on abandonnerait à Napoléon la fertile Bourgogne. C'était un motif de plus pour attendre l'effet des négociations et l'arrivée des renforts, avant de s'engager à fond. Il y avait bien encore quelques arrière-pensées tout autrichiennes dont le prince de Schwarzenberg ne parlait pas, et qui agissaient certainement sur lui; il se disait que l'entrée à Paris, tant désirée par Alexandre, serait sans doute pour ce prince un triomphe, mais n'en pouvait pas être un pour le beau-père de Napoléon; que d'ailleurs rompre davantage l'équilibre de l'Europe en poussant jusqu'à leur dernier terme les succès de la coalition, c'était le rompre au profit de la Russie et nullement au profit de l'Autriche.

Ces raisons, dont quelques-unes ont été depuis condamnées par le résultat, n'en étaient pas

moins d'un grand poids. Mais, tandis qu'on les discutait, on avait tout à coup reçu la nouvelle que Blucher, quoique obligé de laisser en arrière plus de la moitié de ses troupes autour de Mayence et de Metz, était venu se placer en avant de la grande armée de Schwarzenberg, et se jeter à la rencontre de Napoléon avec la moindre partie de ses forces. Après un tel événement, il n'y avait plus à délibérer, et il était indispensable d'aller au secours du téméraire général de l'armée prussienne, sauf à décider ensuite ce qu'on ferait ultérieurement. En effet le 30 janvier, le lendemain du combat de Brienne, le prince de Schwarzenberg mit en mouvement tous ses corps sur l'une et l'autre rive de l'Aube. Blucher s'était retiré un peu en arrière de la Rothière, sur les coteaux boisés de Trannes. (Voir les cartes nos 62 et 63.) Le prince de Schwarzenberg rangea derrière lui les corps du général Giulay et du prince de Wurtemberg, qui, en poursuivant le maréchal Mortier, s'étaient arrêtés à Bar-sur-Aube. Il dirigea sa gauche, composée de toutes les réserves autrichiennes sous le prince de Colloredo, sur Vandœuvres, à la rive gauche de l'Aube, afin de menacer le flanc droit de Napoléon et de contenir le maréchal Mortier. Il porta sa droite, composée des Bavarois, à Éclance, un peu au delà de Trannes, et envoya l'ordre à Wittgenstein, déjà parvenu à Saint-Dizier, de s'avancer en toute hâte jusqu'à Soulaines. Le corps d'York, qui avait été laissé devant Metz, reçut également l'ordre de se rendre à Saint-Dizier. Enfin au centre, où déjà le prince de Wurtemberg et le général Giulay étaient venus appuyer Blucher, il disposa un dernier renfort en y attirant les gardes russe et prussienne.

C'était là une immense accumulation de forces, car Blucher, après le combat de Brienne, conservait bien 28 mille hommes, en comptant Sacken, Olsouvieff et Pahlen ; le général Giulay et le prince de Wurtemberg ne lui amenaient pas moins de 25 mille hommes de secours; on en supposait autant au maréchal de Wrède, autant au prince de Colloredo ; on estimait à 30 mille les gardes russe et prussienne, à 18 mille le corps de Wittgenstein, à 15 mille celui du général d'York. Le tout formait par conséquent 170 mille hommes, dont plus de 100 mille concentrés autour de la Rothière. Or, on voyait Napoléon en face de soi, ayant une aile sur l'Aube, l'autre sur le coteau boisé d'Ajou, et pour toute défense au centre le village de la Rothière : qu'avait-il de troupes dans cette position ? 30 mille hommes, si on en jugeait par le combat du 29 janvier, et peut-être 40 ou 45 mille, si Mortier, qu'on savait à Troyes, avait pu le rejoindre. C'était donc le cas ou jamais de se jeter sur lui, avant qu'il fût renforcé, et de l'accabler avec 170 mille hommes qu'on avait dans un espace de quelques lieues, et dont 100 mille étaient déjà réunis dans la plaine de la Rothière. Ces raisons décisives mirent fin aux discussions des jours précédents, et il fut résolu qu'on livrerait bataille. D'ailleurs, entre Chaumont et Bar-sur-Aube on ne pouvait pas vivre, il fallait avancer ou reculer, et reculer ne convenait à personne ; la bataille, condition de tout mouvement en avant, était inévitable. Seulement, à l'audace de Napoléon, à ses vives allures, on regarda comme possible qu'il prît l'initiative, et on voulut la lui laisser, car on se trouvait sur les plateaux boisés de Traunes et d'Éclance, et l'on avait tout avantage à l'y attendre.

La journée du 31 janvier se passa dans cette attente. Napoléon étant resté immobile, on se décida, le 1er février, à l'aller chercher dans la plaine de la Rothière. On avait un certain espace à franchir ; les corps étaient encore assez éloignés les uns des autres, les chemins étaient argileux et difficiles à parcourir, bien qu'il eût fait froid, et par tous ces motifs la bataille ne pouvait commencer de bonne heure. Le maréchal Blucher fit doubler les attelages de son artillerie, afin de n'être pas retardé, mais cette précaution l'obligea de laisser la moitié de ses canons en arrière. Il employa la matinée à se porter de Trannes à la Rothière. Le plan convenu était le suivant. (Voir le plan de Brienne, carte no 63.)

Le maréchal Blucher devait avec Sacken, Olsouvieff, Scherbatow et Pahlen, aborder la Rothière et l'enlever, ce qui paraissait facile pour lui, car il n'avait d'autre obstacle à vaincre qu'un village situé au milieu d'une plaine presque unie, et s'élevant en pente insensible. Pendant ce temps, le général Giulay devait se porter sur Dienville, pour enlever le pont de l'Aube où Napoléon appuyait sa droite, tandis que le prince de Wurtemberg, agissant vers le côté opposé, à travers les bois d'Éclance, devait enlever la Giberie et Chaumenil, petits villages qui se reliaient au bois d'Ajou, où Napoléon avait sa gauche. Enfin, le maréchal de Wrède devait attaquer cette gauche, formée par le maréchal Marmont. Il fallait pour cela qu'il s'enfonçât dans un ruisseau fangeux et boisé qui passe au pied du vil-

lage de Morvilliers, qu'il le franchît, enlevât Morvilliers, et traversât ensuite une plaine découverte et creuse, bordée par le bois d'Ajou. Derrière les 70 mille hommes qui allaient s'engager de la sorte, les gardes russe et prussienne devaient marcher en réserve, ce qui porterait à 100 mille hommes le nombre des combattants. Enfin, aux deux extrémités de cette ligne de bataille, Colloredo, qui était à la gauche de l'Aube, Wittgenstein et d'York, qui traversaient la forêt de Soulaines, devaient, en exécutant un double mouvement circulaire, envelopper Napoléon avec 70 mille hommes répartis sur les deux ailes. Quelle probabilité qu'il s'en tirât, eût-il 30, 40, et même 50 mille combattants?

Telle était l'opinion que les coalisés se faisaient de la situation de l'armée française. Cette situation était au moins aussi fâcheuse qu'ils la supposaient. Ce n'était pas 50 mille combattants, ce n'était même pas 40 mille que Napoléon pouvait opposer aux 170 mille hommes de la coalition, mais 32 mille au plus. Il avait, il est vrai, une position bien choisie, son génie, et le dévouement de ses soldats! On va voir comment il usa de ces ressources.

Dès le matin, il avait remarqué un grand mouvement parmi les troupes de Blucher, et sachant que le prince de Colloredo s'était montré de l'autre côté de l'Aube, vers Vandœuvres, il inclinait à quitter les bords de cette rivière, et à se replier sur Troyes, pour s'y réunir à Mortier et tenir tête à la masse des coalisés qui semblait prendre cette route, lorsque au milieu du jour il apprit par quelques transfuges et par les dispositions manifestes de l'ennemi, qu'il allait être attaqué de front à la Rothière. Dès ce moment, il n'était ni de son caractère ni d'un bon calcul de se retirer. Il résolut de faire tête à l'orage, de recevoir chaudement l'attaque qui s'annonçait, sauf à se retirer ensuite dès qu'il aurait assez résisté pour ne paraître ni découragé ni vaincu.

Napoléon, comme nous l'avons dit, avait sa droite appuyée sur l'Aube, à Dienville, où se trouvaient, sous le général Gérard, la division Dufour (première de réserve) et la division Ricard détachée du corps de Marmont. Il avait son centre, formé des troupes du maréchal Victor, à la Rothière, coupant la grande route et s'étendant jusqu'à la Giberie; il avait sa gauche en avant du bois d'Ajou, protégée par le ruisseau et le village de Morvilliers. Cette gauche, composée du corps de Marmont, qui était réduit en ce moment à la division de la Grange, n'était pas de plus de 4 mille hommes. Elle possédait, il est vrai, beaucoup de canons que le maréchal Marmont avait adroitement disposés, et de manière à contenir les Bavarois quand ils attaqueraient le ruisseau et le village de Morvilliers. Enfin, avec deux divisions de jeune garde, toute la cavalerie et une nombreuse artillerie, Napoléon se tenait en réserve derrière la Rothière, et un peu sur la gauche, de manière à secourir ou Marmont ou Victor. Il est certain, d'après les appels faits le matin, qu'il ne comptait pas plus de 32 mille hommes.

Le feu ne commença pas avant deux heures de l'après-midi. Blucher, après avoir franchi avec peine l'espace qui le séparait de nos positions, s'avança sur la Rothière en deux fortes colonnes, l'une composée des troupes de Sacken, l'autre de celle d'Olsouvieff et de Scherbatow. Une vive canonnade s'engagea de part et d'autre; mais, comme nous avions beaucoup d'artillerie, ce ne fut pas à l'avantage des Russes, que Blucher commandait dans cette journée. Bientôt celui-ci voulut agir plus sérieusement, et il poussa ses masses d'infanterie sur les premières maisons de la Rothière. C'était la division Duhesme, du corps du maréchal Victor, qui occupait ce village. Nos jeunes soldats, bien embusqués dans les maisons et les jardins, avec des barricades à toutes les issues, répondirent par un feu des plus violents aux tentatives des soldats de Blucher, et parvinrent ainsi à les arrêter. Le maréchal Victor, abattu en sortant de Strasbourg, avait retrouvé toute l'énergie de la jeunesse dans cette grave circonstance, et il était au plus fort du danger, donnant l'exemple à ses soldats qui le suivaient noblement.

Tandis qu'au centre Blucher luttait contre cet obstacle, le général Giulay, ayant défilé derrière lui pour se porter sur Dienville, y rencontra notre aile droite établie en avant de ce bourg, et sur les bords de l'Aube. Le général Gérard avait disposé une partie de ses troupes dans l'intérieur du bourg, l'autre dans la plaine, en liaison avec la Rothière, et sous la protection d'un grand nombre de bouches à feu. Le général Giulay, d'abord accueilli comme Blucher par une forte canonnade, ne fut pas plus heureux, et voulut en vain aborder le bourg lui-même. Il perdit beaucoup de monde, sans y pénétrer. Afin de se donner plus de chance de succès, en attaquant Dienville par les deux côtés de l'Aube, il porta la brigade Fresuel sur la rive gauche de cette rivière, par le pont d'Unienville situé un peu en

amont. Cette brigade, après avoir franchi l'Aube et être arrivée devant Dienville, en trouva le pont barricadé, et essuya la fusillade d'une multitude de tirailleurs embusqués au bord de la rivière. Tout ce qu'elle put faire, fut de prendre position sur le sommet d'un coteau opposé à Dienville, et de tirer par-dessus l'Aube avec son artillerie. La division Dufour, rangée sur l'autre rive, supporta le feu avec un rare aplomb, et y répondit par un feu non moins meurtrier.

Sur notre droite comme à notre centre les alliés avaient donc rencontré une résistance opiniâtre. A notre gauche, le prince royal de Wurtemberg, après avoir franchi les bois d'Éclance, avait essayé d'enlever le petit hameau de la Giberie, qui flanquait la Rothière, et se liait avec le bois d'Ajou, occupé par Marmont. Il s'y trouvait un détachement du maréchal Victor, qui, vaincu par le nombre, fut obligé d'abandonner le hameau. Mais le maréchal Victor, se mettant à la tête de l'une de ses brigades, reprit la Giberie, et repoussa fort loin les Wurtembergeois. Enfin, à l'extrémité de ce champ de bataille, où la ligne des alliés se recourbait autour de notre flanc gauche, les Bavarois, après avoir débouché de la forêt de Soulaines, et s'être déployés le long du ruisseau de Morvilliers, avaient été arrêtés par le maréchal Marmont, qui avait parfaitement disposé son artillerie et en faisait un usage des plus redoutables.

Ainsi, après deux heures d'une canonnade et d'une fusillade des plus violentes, l'ennemi n'avait gagné de terrain nulle part. Mais il ne pouvait se résigner à être tenu en échec par une armée qui lui paraissait être d'une quarantaine de mille hommes tout au plus, tandis qu'il en avait environ 100 mille en ne comptant pas ses deux ailes extrêmes.

Il tenta donc un effort décisif vers quatre heures de l'après-midi. Blucher, derrière lequel étaient venues se placer les gardes russe et prussienne, marcha l'épée à la main sur la Rothière, tandis que, sur la demande pressante du prince de Wurtemberg, l'empereur Alexandre envoyait une brigade de ses gardes pour seconder ce prince dans l'attaque de la Giberie. L'action alors devint terrible. Les colonnes de Sacken entrèrent dans la Rothière, en furent repoussées, puis y pénétrèrent de nouveau, n'ayant affaire qu'à la division Duhesme, qui était ou plus de 5 mille hommes. Cette division, conduite par le maréchal Victor en personne, n'abandonna le poste qu'à demi détruite. Pendant ce temps, pour remplir l'espace compris entre la Rothière et la Giberie, la cavalerie de la garde, suivie de son artillerie attelée, se jeta sur la cavalerie de Pahlen et de Wassiltsikoff, et la culbuta sur l'infanterie de Seberbatow. Mais, arrêtée par l'infanterie russe, chargée en flanc par un corps de dragons, elle perdit dans cette échauffourée une partie de ses canons, qu'elle n'eut pas le temps de ramener. Le prince de Wurtemberg, soutenu par les gardes russes, pénétra dans la Giberie, et de leur côté les Bavarois, honteux de se voir arrêtés par le petit nombre des soldats de Marmont, franchirent enfin le ruisseau qui leur faisait obstacle, emportèrent le village de Morvilliers, et débouchèrent dans la plaine qui s'étend au pied du bois d'Ajou, afin de se débarrasser de notre artillerie, qui leur causait le plus grand dommage.

Le moment était critique, et Napoléon, qui n'avait cessé d'ordonner tous les mouvements sous une grêle de projectiles, résolut, quoiqu'il fît déjà nuit, de pas laisser tant d'avantages à ses adversaires. Sentant que la retraite n'était possible avec bonneur et avec sûreté qu'en intimidant l'ennemi, il lança brusquement les deux divisions de jeune garde, qui étaient sa dernière ressource, sur les deux points principaux. Il dirigea sur la Rothière la division Rothenbourg, sous la conduite du maréchal Oudinot, avec ordre de tout renverser devant elle, et lui-même dirigea sur la gauche la division Meunier, entre Marmont, qui s'était replié sur le village de Chaumenil, et Victor, qui avait perdu la Giberie. Ces deux jeunes troupes, conduites par Napoléon et Oudinot, marchèrent avec la résolution du désespoir. La division Meunier, placée entre Chaumenil et la Giberie, arrêta net les progrès des Bavarois et des Wurtembergeois. Oudinot, à la tête de l'infanterie de Rothenbourg, se déploya sans fléchir sous un feu épouvantable, fit plier les masses ennemies, et parvint même à leur enlever le village de la Rothière. La nuit était déjà profonde; on combattit corps à corps avec une sorte de fureur dans l'intérieur du village, et ce ne fut qu'à dix heures du soir, quand l'ennemi ne pouvait plus inquiéter notre retraite, que l'héroïque Oudinot se replia de la Rothière sur Brienne. Notre mouvement rétrograde s'exécuta en bon ordre, couvert par les divisions de la jeune garde et par les dragons de Milhaud, qui, chargeant et chargés tour à tour, occupèrent le terrain, mais en y perdant l'artillerie, qu'il était impossible de ramener. Nous en avions une trop grande quantité comparativement à notre infan-

terie, pour pouvoir la protéger, et, après s'en être servi, on l'abandonnait, en se contentant de sauver les canonniers et les attelages. Du reste, tandis que le centre, composé de la garde, de la cavalerie et des débris de Victor, se retirait sans être entamé, la gauche sous Marmont se dérobait très-heureusement à travers le bois d'Ajou, et la droite, sous Gérard, qui s'était montrée inébranlable à Dienville, se repliait sans échec le long de l'Aube, après avoir tué ou blessé un nombre considérable d'hommes à l'ennemi.

Ainsi se termina cette terrible journée où la résistance de 32 mille hommes contre 170 mille, dont 100 mille engagés, fut, on peut le dire, un vrai phénomène de guerre. Cette résistance était due à l'habileté et à l'énergie du général Gérard, au bon emploi que le maréchal Marmont avait fait de son artillerie, au dévouement héroïque des maréchaux Oudinot et Victor, et par-dessus tout à la ténacité indomptable de Napoléon. Sans son caractère de fer, il aurait été précipité dans l'Aube. Sa tenue était de nature à faire réfléchir l'ennemi, et sauvait pour le moment sa situation. Il avait perdu environ 5 mille hommes en tués ou blessés, et en avait mis hors de combat 8 ou 9 mille aux alliés, grâce à l'avantage de la position et au grand emploi de l'artillerie, différence qui était une satisfaction sans doute, mais un faible succès militaire, car les moindres pertes étaient pour nous bien plus sensibles, que les plus considérables pour la coalition. Notre sacrifice en artillerie fut d'une cinquantaine de bouches à feu, mais presque sans perte d'artilleurs ou de chevaux [1], ce qui prouvait que c'étaient bien plutôt des pièces abandonnées que des pièces conquises par l'ennemi. Napoléon n'avait livré ce combat si disproportionné que pour couvrir sa retraite : dans la nuit, il passa sans confusion le pont de Lesmont, et gagna Troyes en bon ordre. Comme il lui fallait toute la nuit pour défiler, et qu'il pouvait être assailli par l'ennemi à la pointe du jour, il laissa le corps de Marmont, qui ne se composait que de la division Lagrange, sur la droite de l'Aube et sur la hauteur de Perthes, de manière à persuader à Blucher que l'armée française était là tout entière prête à combattre de nouveau. Ce corps ne courait aucun danger bien sérieux, car il avait pour se couvrir la petite rivière de la Voire, étroite mais profonde, dont il possédait les ponts, et derrière laquelle il était assuré de trouver un asile dès qu'il serait trop vivement attaqué.

Le lendemain, en effet, l'ennemi, fatigué du combat de la veille, et s'éveillant un peu tard, s'avança d'un côté vers le pont de Lesmont, de l'autre vers la hauteur de Perthes, et demeura dans une sorte de doute en voyant le corps de Marmont en bataille. Tandis qu'il se demandait où était l'armée française, elle achevait de défiler tout près de lui par le pont de Lesmont, et Marmont lui-même, après avoir suffisamment contribué à son illusion, se dérobait en passant la Voire à Rosnay.

Cependant Marmont fut suivi sur la Voire par le maréchal de Wrède. Après avoir occupé assez longtemps la hauteur de Perthes, et y avoir fait bonne contenance, il avait traversé le pont de Rosnay sous les yeux des Bavarois, et s'était hâté de le détruire. Mais, serré de très-près, il n'avait pu enlever que le tablier du pont, et en avait laissé subsister les pilotis, dont la tête perçait de quelques pieds au-dessus de l'eau. Pendant qu'il mettait en bataille de l'autre côté de la Voire le peu de troupes qui lui restaient, il aperçut au-dessous de Rosnay des détachements ennemis exécutant une tentative de passage. Il envoya d'abord de la cavalerie pour s'y opposer; puis, ayant reconnu que la cavalerie ne suffisait pas, et qu'une troupe de deux à trois mille hommes avait déjà franchi la rivière, il y accourut lui-même avec quelques centaines d'hommes, car si ce passage n'était pas interrompu, son corps pouvait se trouver coupé de l'Aube et de Napoléon, dès lors rejeté au milieu des corps de Wittgenstein et d'York, c'est-à-dire enveloppé et pris. Sur-le-champ, il se précipita, l'épée à la main, sur le détachement qui avait passé la Voire au moyen de quelques pieux et de quelques planches, l'attaqua brusquement, et le refoula sur la rivière. Sa cavalerie, à cet aspect, fit une charge à outrance, et en un clin d'œil on sabra ou prit un millier d'hommes. Cet exploit accompli au-dessous de Rosnay, Marmont fut rappelé à Rosnay même par une tentative à peu près semblable. Prévoyant qu'un passage pourrait être essayé par ce pont à moitié détruit, il y avait embusqué un capitaine d'infanterie fort intelligent avec sa compagnie. Celui-ci avait laissé passer un à un, sur les appuis du pont privés de tablier, un certain nombre d'hommes, puis les avait fusillés à bout portant. Marmont arriva pour les achever. Ainsi un corps de 3 mille Français environ, c'était, en effet, ce qui restait à Marmont

[1] L'ennemi parla de 2,000 ou 2,500 prisonniers. C'étaient des blessés que nous abandonnions, faute de pouvoir les emmener, et non point de vrais prisonniers pris en ligne.

séparé de la division Ricard, avait arrêté toute une journée un corps de 25 mille Bavarois, et leur avait tué ou enlevé plus de 2 mille hommes. Ce double combat fut un véritable service, car en excitant au plus haut point la confiance de l'armée en elle-même, et en rendant les coalisés infiniment plus circonspects, il contribua beaucoup à ralentir leurs mouvements, ce qui devait nous permettre de multiplier les nôtres seule ressource qui nous restât dans l'état si réduit de nos forces.

Napoléon ayant franchi l'Aube sans accident, séjourna le 2 à Piney et le lendemain 3 février alla s'établir à Troyes. Cette dernière bataille, si énergiquement soutenue contre des forces si supérieures, tout en étant un grand acte militaire, nous laissait dans un immense péril. La coalition semblait avoir rassemblé toutes ses forces entre Bar-sur-Aube et Troyes, et si elle persévérait à marcher réunie sur Paris, il était douteux, même en s'y faisant tuer jusqu'au dernier homme, qu'on parvînt à l'arrêter. Après le combat du 29 janvier, et la bataille du 1er février, c'est tout au plus s'il restait à Napoléon 25 ou 26 mille combattants. Mortier, qu'il venait de retrouver à Troyes, en avait 15 mille peut-être, le général Hamelinaye 4 mille, ce qui portait la totalité de nos forces disponibles à 45 mille hommes. Or, le prince de Schwarzenberg, avec Wittgenstein et Blucher, en comptait bien 160 mille, en déduisant les pertes des deux derniers combats ; et ce n'était pas tout, car Blucher allait être renforcé non-seulement par d'York arrivant de Metz, mais par Langeron prêt à venir de Mayence, par Kleist quittant le blocus d'Erfurt, tous trois devant être remplacés par des troupes levées à la hâte en Allemagne. On ne savait donc pas jusqu'où la masse des coalisés serait portée sous quelques jours, et il était possible qu'on se trouvât 40 à 50 mille combattants contre 200 mille, et alors comment se défendre? Les soldats avaient toujours la même confiance en Napoléon, bien qu'il en désertât un certain nombre parmi les jeunes, mais les chefs, qui, sur le champ de bataille, leur donnaient l'exemple du plus grand dévouement, les chefs ayant assez d'expérience pour découvrir le danger d'une situation presque désespérée, pas assez de génie pour apercevoir les ressources, se livraient, hors du feu, à un complet découragement. Ils étaient d'une tristesse profonde, qu'ils ne prenaient aucun soin de cacher. Cette tristesse gagnait peu à peu les rangs inférieurs, et l'hiver avec ses souffrances et ses privations n'était pas fait pour la dissiper. En Franche-Comté, en Alsace, en Lorraine, les habitants avaient montré un esprit excellent et une véritable fraternité envers l'armée. A Troyes et dans les environs, où l'esprit était moins bon, où déjà les charges de la guerre s'étaient fait cruellement sentir, où il régnait une extrême irritation contre le gouvernement, l'accueil fait à l'armée était moins cordial, et de fâcheuses rixes entre soldats et paysans ajoutaient d'affligeantes couleurs au tableau qu'on avait sous les yeux.

Napoléon, quoique douloureusement affecté, n'était cependant point abattu. Il découvrait encore bien des ressources là où personne n'en soupçonnait, cherchait à les faire apercevoir aux autres, et montrait non pas de la sérénité ou de la gaieté, ce qui eût été une affectation peu séante en de telles circonstances, mais une ténacité, une résolution indomptables, et désespérantes pour ceux qui auraient voulu le voir plus disposé à se soumettre aux événements. Point troublé, point déconcerté, point amolli surtout, supportant les fatigues, les angoisses avec une force bien supérieure à sa santé, toujours au feu de sa personne, l'œil assuré, la voix brusque et vibrante, il portait le fardeau de ses fautes avec une vigueur qui les aurait fait pardonner, si les grandes qualités étaient une excuse suffisante des maux qu'on a causés au monde.

Toutefois la confiance qu'il manifestait, bien qu'en partie simulée, n'était pas sans fondement. S'il ne lui restait que 45 mille hommes, en comptant ce qu'il ramenait de Brienne, la vieille garde de Mortier, et la petite division Hamelinaye, il attendait 15 mille vieux soldats arrivant en poste d'Espagne, et déjà rendus à Orléans. Ce renfort devait élever ses forces matériellement à 60 mille hommes, et moralement à beaucoup plus. Le brave Pajol, qui, avec douze cents chevaux et 5 à 6 mille gardes nationaux, défendait les ponts de la Seine et de l'Yonne qu'il avait barricadés, tels que Nogent-sur-Seine, Bray, Montereau, Sens, Joigny, Auxerre, attendait 4 mille hommes de la réserve de Bordeaux. A Paris, il devait y avoir, sous peu de jours, deux divisions de jeune garde dont l'organisation allait être terminée. Il s'y trouvait, en outre, vingt-quatre dépôts de régiments qu'on y avait fait refluer, et dans lesquels, on pouvait, en y versant des conscrits, former vingt-quatre bataillons de 500 à 600 hommes chacun ce qui présenterait, en comptant les deux divisions de jeune garde, quatre divisions d'infanterie de vingt et quelques mille hommes. On

avait, en outre, de quoi équiper quelques mille cavaliers à Versailles, et de quoi atteler 80 bouches à feu à Vincennes. C'étaient donc 30 mille soldats de plus qui devaient, en huit ou dix jours, porter à 90 mille hommes les forces totales de Napoléon. Enfin, à Montereau, à Meaux, à Soissons, il accourait de braves gens qui profitaient des cadres de la garde nationale pour venir offrir et utiliser leur dévouement. Tout n'était donc pas perdu, si l'on savait conserver son sang-froid quelques jours encore. Par malheur, deux choses manquaient à Paris, non pas les hommes, nous le répétons, mais l'argent et les fusils. Quant à l'argent, lorsque M. Mollien aux abois ne savait où trouver cent mille francs, un mandat sur le trésorier de la liste civile les faisait sortir des Tuileries. Il était moins aisé de se procurer des armes. Il y avait, comme nous l'avons dit, 6 mille fusils neufs et 30 mille à réparer. On travaillait à remettre en état ces derniers, mais les réparations quotidiennes remplaçaient à peine les distributions, et la réserve des armes propres au service diminuait ainsi à vue d'œil. Les habits se confectionnaient assez vite; les chevaux arrivaient. Napoléon, écrivant sans cesse à Joseph et à Clarke, tâchait de stimuler la paresse de l'un, de suppléer à l'incapacité de l'autre, leur traçait point par point ce qu'ils avaient à faire, donnait tous les jours de ses nouvelles à l'impératrice et au prince Cambacérès, leur recommandait le courage et le calme, leur affirmait que rien n'était perdu, que l'ennemi n'avait eu aucun avantage décisif, et qu'avec de la constance et de l'énergie on finirait par tout sauver.

Tandis qu'il s'efforçait de préparer ses ressources et d'y faire croire, il lui restait une chance heureuse et prochaine, qui était le secret de son génie, et dont il avait comme une sorte de pressentiment. Cette chance, si elle se réalisait, pouvait changer la face des choses, et lui ménager d'importantes victoires. Pour le moment, il était menacé d'une immense et fatale bataille, livrée sous les murs de Paris contre des forces quadruples des siennes. C'était en effet la triste vraisemblance, si l'ennemi persistait à marcher en masse. Mais cet ennemi ne se diviserait-il pas? Entre les voies diverses de l'Yonne, de la Seine, de l'Aube, de la Marne, ne serait-il pas amené à se partager, à s'étendre, soit pour vivre, soit pour donner la main aux troupes du nord et de l'est, soit enfin par mille autres motifs? Blucher, qui avait des forces sur la Marne et plus loin, car il avait laissé le général Saint-Priest aux frontières de Belgique, ne voudrait-il pas les rappeler à lui, et, pour les rallier plus sûrement, ne ferait-il pas un pas vers elles? Schwarzenberg, qui avait des forces sur la route de Genève et jusque vers Lyon, ne voudrait-il pas tendre un bras vers Dijon? A ces causes ne se joindrait-il pas des motifs moraux de séparation, tels que des jalousies, des antipathies, des désirs d'opérer séparément les uns des autres? Blucher ne voudrait-il point, par exemple, se porter sur la Marne en laissant Schwarzenberg sur la Seine, afin d'être plus libre d'agir à sa tête? Napoléon le soupçonnait fortement, et, dès le second jour de sa retraite sur Troyes, il en avait presque conçu la certitude [1]. S'il en était ainsi, son projet était tout arrêté; il laisserait un corps devant Schwarzenberg, puis, se dérobant rapidement, courrait à Blucher et l'accablerait, pour revenir ensuite sur Schwarzenberg. Toutefois il n'en disait rien, de peur que son secret ne fût divulgué, et ne parvînt à l'ennemi par une indiscrétion d'état-major. Autour de lui, la présence d'une masse compacte, quatre fois supérieure au moins à l'armée française, était le nuage qui offusquait tous les yeux et terrifiait tous les cœurs. On se voyait réduit à livrer sous les murs de Paris une bataille générale, avec des forces tellement disproportionnées que la victoire serait impossible, et on aurait voulu à tout prix conjurer ce danger, et le conjurer au moyen de la paix, quelle qu'elle pût être. Arrivé le 3 février à Troyes, Napoléon fut en effet assailli des représentations de Berthier, qui avait toujours été sage, et de M. Bassano, qui l'était devenu depuis nos derniers malheurs. Traiter à tout prix à Châtillon était leur ferme sentiment, exprimé de la manière la plus pressante.

On le pouvait effectivement, car les plénipotentiaires des puissances coalisées venaient d'arriver à Châtillon, tous fort disposés à signer la paix, mais sur la double base des frontières de 1790, et de notre exclusion des futurs arrangements européens. Accueilli avec politesse et froideur, M. de Caulaincourt avait pu démêler qu'on lui préparait de cruelles propositions, et qu'on était déjà loin des bases de Francfort. M. de Floret, le secrétaire de la légation autrichienne, chargé de donner secrètement des avis bienveillants au négociateur français, sans vouloir s'expliquer catégoriquement, lui avait dit: Traitez à tout prix,

[1] Le 2, Napoléon en écrivait quelques mots obscurs, mais très-positifs, au ministre de la guerre.

car cette occasion est comme celle de Prague, comme celle de Francfort; une fois négligée, elle ne se représentera plus. — M. de Caulaincourt, effrayé de ces avis, et voulant savoir quels sacrifices on allait imposer à la France, n'avait pu obtenir de M. de Floret aucune explication, mais il en avait tiré la certitude qu'il fallait se résigner à de bien autres sacrifices que ceux de Francfort, si on voulait sauver Paris et, avec Paris, le trône impérial. Il avait donc écrit à Napoléon, et l'avait supplié de lui accorder des latitudes pour négocier, car des instructions qui lui enjoignaient d'exiger non-seulement l'Escaut, mais le Wahal; non-seulement les Alpes, mais une partie de l'Italie; non-seulement une influence légitime sur le sort des provinces cédées, mais la possession d'une partie d'entre elles pour les frères de Napoléon, étaient un affreux contresens avec la situation présente. Il avait demandé des latitudes sans dire lesquelles, et les avait demandées à genoux, non comme un homme qui se prosterne pour sauver sa fortune et sa vie, mais comme un bon citoyen qui s'humilie pour sauver son pays. Se défiant de M. de Bassano, qu'il n'aimait point, et dont il n'était point aimé, qu'il considérait à tort comme la cause de l'entêtement de Napoléon, il avait écrit à Berthier, pour le prier d'abord de lui envoyer des informations exactes sur la situation militaire, et pour le conjurer ensuite, lui le noble et fidèle compagnon des dangers de l'empereur, d'employer toute son influence à le faire céder.

C'est ainsi que Napoléon avait eu à subir non-seulement la lettre de M. de Caulaincourt demandant d'autres instructions, mais les prières les plus vives de Berthier, et de M. de Bassano lui-même, qui en ce moment était loin d'exciter son maître à la résistance. Des nouvelles venues de divers côtés aiguillonnaient encore le zèle de tous ceux qui entouraient Napoléon. En effet, des corps autrichiens semblaient s'être étendus à notre droite par delà l'Yonne. Quatre à cinq mille Cosaques avaient dépassé Sens, et menaçaient Fontainebleau. A notre gauche, vers la Marne, l'aspect des choses n'était pas moins inquiétant. Le maréchal Macdonald, qui avait reçu ordre de se replier sur Châlons et de s'y maintenir, en avait été expulsé par l'ennemi, et avait été contraint de se retirer sur Château-Thierry. On le disait même rejeté sur Meaux. Les 11[e] et 5[e] corps d'infanterie, les 2[e] et 3[e] de cavalerie qu'il amenait avec lui, et que Napoléon évaluait à 12 mille hommes au moins, étaient en réalité réduits à 6 ou 7 mille. Des bandes de fuyards, après avoir quitté l'armée, s'étaient répandues entre Meaux et Paris, et y avaient porté l'épouvante. Les Parisiens voyaient l'ennemi arriver sur eux par trois routes, celle d'Auxerre, celle de Troyes, celle de Châlons, et sur une des trois seulement discernaient une force capable de les couvrir, celle que Napoléon commandait en personne, laquelle avait eu, disait-on, l'avantage dans le combat du 29 janvier, mais un désavantage marqué dans la bataille du 1[er] février. On parlait en outre de mouvements dans la Vendée, et ce pays naguère si tranquille, si reconnaissant envers Napoléon, paraissait prêt à s'agiter. Enfin, à la stupéfaction générale, on annonçait que Murat, le propre beau-frère de l'empereur, élevé par lui au trône, venait de trahir à la fois l'alliance, la patrie, la parenté, en se portant sur les derrières du prince Eugène. Ce concours de mauvaises nouvelles avait bouleversé toutes les têtes. L'impératrice, épouvantée, appelait sans cesse auprès d'elle tantôt Joseph, tantôt l'archichancelier, pour leur confier ses chagrins, et, en voyant le péril s'approcher, se mourait de peur pour son époux, pour son fils, pour elle-même. On répandait dans Paris que la cour allait se retirer sur la Loire, et tous les jours une foule inquiète venait aux Tuileries, pour s'assurer si les voitures de promenade qui ordinairement transportaient l'impératrice et le roi de Rome au bois de Boulogne, n'étaient pas des voitures de voyage destinées à se diriger sur Tours [1].

Ces circonstances irritaient Napoléon sans l'ébranler. Où chacun voyait des sujets de crainte, il apercevait plutôt des sujets d'espérance. Il se doutait, en effet, qu'un corps autrichien s'était approché de lui, et il songeait à se précipiter sur ce corps pour l'accabler. Le danger de Macdonald, la manière dont il était poursuivi, le disposaient à croire que la grande armée des

[1] Suivant mon habitude de ne jamais tracer des tableaux de fantaisie, je dirai que j'emprunte ces détails non-seulement à la correspondance du roi Joseph, qui a été publiée en partie, mais à celle du prince Cambacérès, du duc de Rovigo, du duc de Feltre, qui ne l'ont pas été, et qui sont extrêmement détaillées. Elles donnent avec encore plus de vivacité toutes les particularités que je rapporte ici. J'atténue donc plutôt que je n'exagère les couleurs, sachant qu'il faut toujours ôter quelque chose à l'exagération du temps, bien que cette exagération soit un des traits de la situation qu'il convient de conserver dans une certaine mesure.

coalisés s'était divisée, et avait jeté une de ses ailes sur la Marne. C'est ce qu'il avait toujours désiré et toujours espéré. Aussi avait-il porté Marmont vers Arcis-sur-Aube (voir la carte n° 62), et lui avait-il enjoint de pousser des reconnaissances sur Sézanne, sur la Fère-Champenoise, pour se tenir au courant de ce que faisait l'ennemi, et être toujours en mesure de profiter de la première faute.

Cependant il fallait qu'il répondît aux supplications de Berthier, de M. de Bassano, de M. de Caulaincourt, et surtout aux alarmes de Paris. Des latitudes pour traiter?... demandait-il; qu'entendait-on par ces expressions?... Entendait-on des sacrifices en Hollande, en Allemagne, en Italie, il était prêt à les faire. Le Wahal, il l'abandonnerait, pour revenir à la Meuse et à l'Escaut, mais pourvu qu'il gardât Anvers. Il sacrifierait Cassel, Kehl, quoique ces points fussent de vrais faubourgs de Mayence et de Strasbourg, et démantèlerait même Mayence pour rassurer l'Allemagne, mais à condition de conserver le Rhin. En Italie, il renoncerait à tout, même à Gênes, pourvu qu'il conservât les Alpes, et, s'il était possible, quelque chose pour le fidèle prince Eugène. Mais consentir à recevoir moins que la France, la véritable France, celle dont la révolution de 1789 avait fixé les limites, c'était se déshonorer sans espérance de se sauver. Au fond, disait-il, on ne voulait plus traiter avec lui; on voulait détruire, lui, sa dynastie, surtout la révolution française, et les propositions de négocier n'étaient qu'un leurre. Si dans la nouvelle offre de traiter on apportait quelque sincérité, c'est que probablement on lui préparait des conditions tellement humiliantes qu'il en serait déshonoré, et que le déshonneur servirait de garantie contre son caractère et son génie. Mais consentir à de telles choses était de sa part impossible! Descendre du trône, mourir même, pour lui qui n'était qu'un soldat, était peu de chose en comparaison du déshonneur. Les Bourbons pouvaient accepter la France de 1790; ils n'en avaient jamais connu d'autre, et c'était celle qu'ils avaient eu la gloire de créer. Mais lui, qui avait reçu de la République la France avec le Rhin et les Alpes, que répondrait-il aux républicains du Directoire, s'ils lui renvoyaient la foudroyante apostrophe qu'il leur avait adressée au 18 brumaire? Rien, et il resterait confondu! On lui demandait donc l'impossible, car on lui demandait son propre déshonneur.

Oserons-nous le dire, nous qui dans ce long récit n'avons cessé de blâmer la politique de Napoléon, qui avons trouvé inutile, peu sensée, funeste enfin toute ambition qui s'étendait au delà du Rhin et des Alpes? Il nous semble que pour cette fois Napoléon voyait plus juste que ses conseillers; mais, comme il arrive toujours, pour avoir eu tort trop longtemps, il n'était plus ni écouté ni cru lorsqu'il avait raison. Ses diplomates désillusionnés trop tard, ses généraux exténués de fatigue, le conjuraient de rester empereur de n'importe quel empire, parce que, lui demeurant empereur, ils demeuraient ce qu'ils avaient été. La France était moindre, mais elle restait grande encore, parce qu'elle restait la France, et eux ne perdaient rien de leur élévation individuelle. A leurs yeux, le Rhin, les Alpes, constituaient peut-être la grandeur de Napoléon et de la France, mais nullement leur grandeur personnelle : triste raisonnement, que la lassitude rendait excusable chez des militaires épuisés, la crainte chez des diplomates justement alarmés! Sans doute les conquêtes que Napoléon avait faites du Rhin à la Vistule, des Alpes au détroit de Messine, des Pyrénées à Gibraltar, ne valaient pas le sang qu'elles avaient coûté, et n'auraient pas même mérité qu'on fît couler pour elles le sang d'un seul homme. Au contraire, pour garder les frontières naturelles de la France, on pouvait demander à ses soldats de verser jusqu'à la dernière goutte de leur sang, on pouvait demander à Napoléon de risquer son trône et sa vie, et, selon nous, après tant d'erreurs, après tant de folies, de prodigalités de tout genre, il avait seul raison, quand il disait qu'on exigeait son honneur en exigeant qu'il cédât quelque chose des frontières naturelles de la France, de celles que la République avait conquises, et qu'elle lui avait transmises en dépôt. Mais les uns par affection, les autres par fatigue, certains par le désir de se conserver, lui disaient : Sauvez, sire, votre trône, et en le sauvant vous aurez tout sauvé.

Les assauts furent rudes et répétés. Enfin, les alarmes croissant d'heure en heure, Napoléon ne voulant pas préciser les sacrifices, comptant sur la fierté de M. de Caulaincourt, sur son patriotisme, lui envoya *carte blanche* (expression textuelle). Il espérait avec raison que, le connaissant comme il le connaissait, M. de Caulaincourt n'y verrait pas l'autorisation de faire les derniers sacrifices, et que cependant s'il fallait de grandes concessions pour arracher la capitale des mains de l'ennemi, il serait libre, et pourrait la sauver :

singulière ruse envers lui-même, envers M. de Caulaincourt, envers l'honneur tel qu'il le comprenait, car dans l'état des choses, il ne concédait rien ou concédait l'abandon des frontières naturelles; singulière ruse, et, nous ajouterons, unique faiblesse de ce grand caractère, qui lui fut arrachée par les instances de ses lieutenants et de ses ministres, et qui, du reste, comme on le verra bientôt, ne fut que très-passagère!

Cette autorisation expédiée à M. de Caulaincourt, il donna quelques ordres adaptés à la circonstance extrême où il se trouvait. Le silence obstiné qu'il avait gardé envers Murat avait enfin décidé ce dernier à traiter avec l'Autriche. C'était une défection aussi condamnable que celle de Bernadotte, mais amenée par de moins mauvais sentiments. La légèreté, le besoin insatiable de régner, la peur, une vive jalousie contre le prince Eugène, avaient troublé et entraîné le cœur de Murat. Sa femme, il faut le dire, était plus coupable que lui, car, liée envers Napoléon par des devoirs plus étroits, elle avait, tout en affectant auprès du ministre de France la douleur, l'impuissance de rien empêcher, mené la négociation par l'intermédiaire de M. de Metternich [1]. Les conditions de la défection étaient les suivantes. Murat conserverait Naples, et renoncerait à la Sicile dont il serait dédommagé par une province dans la terre ferme d'Italie. Il promettait en retour de marcher avec trente mille hommes contre le prince Eugène. Il avait tenu parole, s'était avancé vers Rome, puis avait envoyé une division sur Florence, une autre sur Bologne, sans dire précisément ce qu'il allait faire, car il lui restait assez de bons sentiments pour rougir de sa conduite, et assez de ruse pour laisser ignorer aux officiers français, dont il avait grand besoin, qu'il allait les employer contre la France. Il avait demandé au général Miollis de lui livrer le château Saint-Ange, à la princesse Élisa de lui livrer la citadelle de Livourne, prétendant que ces occupations étaient nécessaires aux desseins de l'empereur. Le général Miollis et la princesse Élisa avaient refusé.

Ces détails avaient inspiré à Napoléon une irritation facile à concevoir, mais il l'avait dissimulée dans l'intérêt des nombreux Français résidant en Italie. Il avait ordonné au duc d'Otrante de se rendre de nouveau au quartier général de Murat, pour stipuler la reddition des postes fortifiés que demandait le roi de Naples, à condition que les Français seraient protégés dans leurs personnes et leurs propriétés. Mais il avait juré dans son cœur de se venger d'une si noire ingratitude, et il imagina tout de suite de susciter à Murat un embarras qui ne pouvait manquer d'être très-sérieux. Dans son traité avec l'Autriche, Murat, sous l'indication assez vague d'une province dans la terre ferme d'Italie, avait espéré comprendre tout le centre de la Péninsule. Or, lui envoyer le pape en ce moment, c'était créer à son ambition un obstacle presque insurmontable. Napoléon avait, comme on l'a vu, acheminé Pie VII vers Savone, et sur toute la route le pontife avait été reçu par les populations avec des témoignages empressés de respect et d'attachement. Napoléon ordonna de le conduire aux avant-postes avec les égards dont on ne s'était jamais écarté, en lui déclarant qu'il était libre de retourner à Rome. Ainsi finissait cet autre drame, si semblable à celui d'Espagne, par le renvoi du prince dont on avait voulu prendre les États en prenant sa personne, et qu'on était trop heureux de délivrer aujourd'hui, dans l'espoir de tirer quelque moyen de salut de la plus triste des rétractations!

Ce qui importait plus que Murat et le pape, c'était de profiter de l'occasion pour abandonner l'Italie à elle-même, autre rétractation bien tardive, mais bien utile si elle avait été faite à propos! Tant que Murat était inactif, le prince Eugène pouvait, en se défendant sur l'Adige, se maintenir en Lombardie, malgré quelques descentes des Anglais sur sa droite et ses derrières; mais Murat venant le prendre à revers par la droite du Pô, il n'y avait pas moyen pour lui de résister davantage, et Napoléon lui prescrivit de se retirer en toute hâte sur Turin, Suze, Grenoble et Lyon, pour venir au secours de la France, dont la conservation importait bien autrement que celle de l'Italie.

Occupé ainsi à défaire ce qu'il avait fait, Napoléon donna ses derniers ordres par rapport à Ferdinand VII, qui brûlait toujours d'impatience de reconquérir sa liberté. On venait enfin d'avoir des nouvelles du duc de San-Carlos. Il avait rencontré en route la régence d'Espagne, qui, après avoir hésité longtemps à quitter Cadix, s'était décidée à revenir à Madrid, pour siéger là même où depuis trois siècles résidait le gou-

[1] Ce fait, si triste au milieu de tant d'autres, ne peut plus être mis en doute depuis la publication des papiers de lord Castlereagh. On y voit, en effet, que c'est la reine qui avait été l'agent principal de la négociation.

vernement de l'Espagne. Le duc de San-Carlos avait vu à Aranjuez les membres de la régence et les principaux personnages des cortès. La réponse n'avait été de leur part l'objet ni d'un doute ni d'une hésitation. D'abord aucun d'eux ne voulait se séparer des Anglais avec lesquels ils espéraient bientôt envahir le midi de la France; ensuite ils n'étaient pas pressés de recouvrer Ferdinand VII et de lui remettre un pouvoir qu'ils lui avaient conservé, et dont il était facile de prévoir qu'il ferait bientôt un fâcheux usage. On avait, par ce double motif, refusé d'adhérer à un traité conclu en état de captivité, et avec des protestations infinies de regret, d'obéissance, de dévouement, on avait déclaré qu'on ne reconnaîtrait la signature du roi que lorsqu'il serait sur le territoire espagnol, en pleine jouissance de sa liberté. On invoquait d'ailleurs pour répondre de la sorte un titre fort spécieux, c'était un article de la Constitution de Cadix, qui disait expressément que toute stipulation du roi souscrite en état de captivité serait nulle. On avait donc renvoyé le duc de San-Carlos à Valençay avec cet article de la Constitution, et le malheureux Ferdinand en avait conçu un véritable désespoir.

Il n'y avait plus à hésiter, et mieux valait courir la chance d'être trompé, mais courir aussi la chance de trouver Ferdinand VII fidèle à sa parole, que de le retenir prisonnier, ce qui nous constituait forcément en guerre avec les Espagnols, et nous obligeait de laisser sur l'Adour des troupes dont nous avions le plus pressant besoin sur la Marne et la Seine. En conséquence, Napoléon ordonna de délivrer Ferdinand VII avec les autres princes espagnols détenus à Valençay, de les envoyer sur-le-champ auprès du maréchal Suchet, d'exiger d'eux un engagement d'honneur à l'égard de la fidèle exécution du traité de Valençay, et de tâcher ainsi de recouvrer au moins les garnisons de Sagonte, de Mequinenza, de Lérida, de Tortose, de Barcelone, qui repasseraient immédiatement les Pyrénées. Si le maréchal Soult, retenu à Bayonne par la présence des Anglais, ne pouvait être ramené sur Paris, le maréchal Suchet qui n'était pas dans le même cas, qui avait devant lui une armée infiniment moins redoutable, pouvait être ramené sur Lyon. Napoléon lui prescrivit de nouveau d'y acheminer toutes les troupes qui ne seraient pas indispensables en Roussillon, et de se préparer à y marcher lui-même avec le reste de son armée. Si le maréchal Suchet arrivait à Lyon avec 20 mille hommes, le prince Eugène avec 30 mille, le sort de la guerre était évidemment changé, car les coalisés ne demeureraient pas entre Troyes et Paris, lorsque 50 mille vieux soldats remonteraient de Lyon sur Besançon.

Ces ordres expédiés pendant les journées des 4, 5, 6, 7 février, journées que Napoléon employait à surveiller les mouvements de l'ennemi, il en donna aussi quelques autres relatifs à la défense de Paris. L'alarme allait croissant dans cette capitale à chaque pas rétrograde du maréchal Macdonald sur la Marne, car les fuyards de l'armée et des campagnes répandaient l'épouvante en se retirant. Joseph avait réclamé des instructions au sujet de l'impératrice, du roi de Rome, des princesses de la famille impériale, et demandé s'il fallait, en cas de danger, les garder à Paris. Il n'était pas question assurément d'évacuer Paris; Napoléon avait, au contraire, ordonné de s'y défendre jusqu'à la dernière extrémité; mais devait-on, si l'ennemi paraissait, y laisser l'un des princes avec des pouvoirs extraordinaires et l'ordre de résister à outrance, puis envoyer derrière la Loire la famille impériale, l'impératrice, le roi de Rome, les ministres, les principaux dignitaires? On discutait tout haut cette question dans les rues de la capitale, ce qui montre à quel point était portée l'agitation des esprits. Louis, ancien roi de Hollande, rentré en France depuis les malheurs de son frère, avait proposé, si on faisait sortir de Paris la cour et le gouvernement, de s'y enfermer et de s'y bien défendre, ce dont il était certainement très-capable. Beaucoup de gens fort sensés étaient d'avis de ne pas faire partir l'impératrice et le roi de Rome, car leur départ serait considéré comme une sorte d'abandon de la capitale, qui blesserait et alarmerait les Parisiens, et semblerait y préparer le vide pour le remplir bientôt au moyen des Bourbons. M. de Talleyrand, qui voyait clairement s'approcher le règne de ces princes, qui avait reçu bien des assurances secrètes de leurs bonnes dispositions à son égard, qui, sans les aimer, sans avoir confiance dans leurs lumières, songeait à retrouver auprès d'eux la faveur perdue auprès de Napoléon, ne voulait cependant pas se compromettre trop tôt et trop irrévocablement avec celui-ci, mettait beaucoup de zèle apparent à seconder Joseph et l'impératrice, et cherchait à prouver ce zèle en donnant les conseils selon lui les meilleurs. Or à ses yeux faire partir l'impératrice de Paris, c'était livrer très-imprudemment la place aux Bourbons, qui auraient pour eux le prestige de vingt-quatre

ans de malheurs, et le prestige plus grand encore de la paix qu'ils procureraient à la France. Joseph, ne voulant rien prendre sur lui en pareille matière, avait instamment prié Napoléon d'exprimer sur tous ces points ses volontés définitives. Quant à l'impératrice, elle n'avait ni avis, ni volonté, et de concert avec Cambacérès, devenu très-pieux, camme on l'a vu, elle faisait dire des prières que, dans la liturgie catholique, on appelle prières des quarante heures.

Napoléon, que tous les malheurs de la guerre trouvaient imperturbable, n'éprouvait d'impatience qu'en recevant le courrier de Paris, qui lui apportait plusieurs fois par jour le triste tableau des anxiétés de son gouvernement. — Vous avez peur, écrivait-il aux hommes chargés de sa confiance, et vous communiquez votre peur autour de vous. La situation est grave, *mais elle n'en est pas où en sont vos alarmes*. C'est bien de prier, mais vous priez en gens effarés, et si je suivais votre exemple ici, mes soldats se croiraient perdus. Exécutez autour de Paris les ouvrages que je vous ai prescrits; armez, habillez mes conscrits, faites-les tirer à la cible, expédiez-les-moi dès qu'ils ont acquis les notions indispensables, arrêtez les fuyards, mettez-les dans les corps, réunissez des vivres et des munitions; soyez calmes, ne changez pas d'avis à chaque idée nouvelle qui jaillit de la fermentation des esprits, ayez mes ordres toujours présents, suivez-les *et laissez-moi faire*. Je sais bien que quelques Cosaques ont paru du côté de Sens, que Macdonald s'est laissé refouler sur la Marne, mais soyez tranquilles, l'ennemi payera cher sa folle témérité. Encore une fois, ne vous agitez pas, n'écoutez pas tous les donneurs d'avis, ne parlez pas au premier venant, travaillez, taisez-vous, *et laissez-moi faire*...

Tels étaient les sages et énergiques conseils que Napoléon adressait à Cambacérès, au ministre de la guerre et à son frère Joseph. Quant à l'impératrice, il ne lui donnait que des nouvelles de sa santé, quelques détails succincts et rassurants sur l'armée, le tout d'un ton affectueux et ferme, mais il avait une opinion bien arrêtée sur ce qu'il fallait faire d'elle et du roi de Rome, si l'ennemi venait à se montrer devant Paris. Il voulait que la capitale fût défendue, car il savait bien que si elle était ouverte à l'ennemi, on y établirait sur-le-champ un gouvernement qui ne serait pas le sien; mais en la disputant énergiquement aux armées alliées, il ne voulait pas qu'on y laissât sa femme et son fils. En les gardant en sa possession, il croyait conserver avec l'Autriche un lien puissant que le respect humain ne permettrait pas de mépriser. Si au contraire ce gage précieux venait à lui échapper, il se disait qu'on ne manquerait pas de s'emparer de Marie-Louise, de profiter de sa faiblesse pour composer une régence qui l'exclurait lui du trône, ou bien d'envoyer elle et le roi de Rome à Vienne, de les y entourer de soins, comme on fait à l'égard d'une honnête fille compromise dans un mauvais mariage, de le traiter lui en aventurier qui n'était pas digne de la femme qu'on lui avait donnée, et de le reléguer dans quelque prison lointaine. Puis on élèverait son fils à Vienne, comme un prince autrichien!...— Cette perspective, quand elle se présentait à son esprit, le bouleversait profondément, et lui en faisait oublier une autre non moins alarmante, celle de Paris laissé vacant devant les Bourbons qui s'approchaient. Il avait raison sans doute, car il était vrai qu'on lui prendrait son fils et sa femme, qu'on élèverait son fils en prince étranger, qu'on mettrait sa femme dans les bras d'un autre époux, mais il n'était pas moins vrai que Paris resté vide, on en profiterait pour y placer les Bourbons. Ce n'était pas tel ou tel mal, c'étaient tous les maux qui, en punition de ses fautes, allaient fondre à la fois sur sa tête condamnée par la Providence!

Préoccupé surtout du danger de laisser tomber sa femme et son fils dans les mains des Autrichiens, il prescrivit à son frère Joseph, par une lettre du 8 février, de se conformer à ses intentions, telles qu'il les lui avait déjà exprimées en partant, de laisser à Paris son frère Louis avec des pouvoirs étendus, d'y rester lui-même s'il le fallait, de défendre la capitale à outrance, mais d'envoyer sur la Loire l'impératrice et le roi de Rome, avec les princesses, les ministres, les grands dignitaires, le trésor de la couronne, de n'en pas croire surtout des ennemis secrets tels que M. de Talleyrand, qu'il n'avait que trop ménagés, de suivre enfin ses instructions et pas d'autres. » Le sort d'Astyanax, prisonnier des Grecs, ajoutait-il, m'a toujours paru le plus triste sort du monde : j'aimerais mieux voir mon fils égorgé et précipité dans la Seine, que de le voir aux mains des Autrichiens pour être conduit à Vienne.

Napoléon indiquait ensuite comment il fallait défendre Paris. N'ayant pas songé à élever des ouvrages en maçonnerie de peur d'alarmer les habitants, il s'était contenté de faire préparer des palissades et de l'artillerie. Maintenant que

l'alarme était au comble et qu'il n'y avait plus rien à ménager, il prescrivait de renforcer avec des palissades l'enceinte dite de l'octroi, de construire également avec des palissades des tambours en avant des portes, d'établir des redoutes sur les emplacements déjà désignés, de les couvrir d'artillerie, et de placer derrière ces ouvrages improvisés la garde nationale armée de fusils de chasse si les fusils de munition manquaient. Quelle confiance n'eût-il pas éprouvée, quelle liberté de manœuvre n'aurait-il pas acquise, s'il avait eu ces magnifiques murailles qui, grâce à un roi patriote, entourent aujourd'hui la capitale de la France!

Napoléon avait séjourné du 3 au 8 février à Troyes d'abord, puis à Nogent, dans la prévoyance d'une faute de l'ennemi, de laquelle il attendait son salut. Bientôt il crut en découvrir les premiers signes. Le lendemain, en effet, de la bataille de la Rothière, les coalisés avaient assemblé à Brienne un grand conseil pour examiner quel parti on devait tirer de la situation de Napoléon qui leur semblait désespérée. Ce n'était pas à une force de 30 mille hommes qu'on l'avait supposé réduit après la bataille de la Rothière, mais à celle de 40 à 50 mille, s'élevant peut-être avec Mortier à 70 mille, et, en cet état, si au-dessus pourtant de la réalité, on le tenait pour perdu, moyennant, se disait-on, qu'on ne commît pas de trop grandes fautes. Après bien des discussions, les opérations suivantes avaient été résolues.

Quelle que fût la supériorité qu'on eût sur Napoléon, on craignait toujours de le rencontrer face à face, et de risquer le sort de la guerre en une bataille décisive. On voulait donc manœuvrer, et l'acculer sur Paris, en y amenant successivement toutes les armées de la coalition, pour l'accabler sous une masse écrasante d'ennemis, comme on avait fait à Leipzig. Il y avait, sur la droite des alliés, des forces laissées au blocus des places. C'étaient, comme nous l'avons dit, le corps d'York resté devant Metz, celui de Langeron devant Mayence, celui de Kleist devant Erfurt. Ces corps, remplacés actuellement par d'autres troupes et près d'arriver sur la Marne, comprenaient, celui d'York, 18 mille hommes, celui de Langeron, 8 mille (la moitié de ce corps étant seule disponible), celui de Kleist, 10 mille, c'est-à-dire environ 36 mille hommes, sans compter le corps de Saint-Priest, et divers détachements de Bernadotte qui refluaient tous en ce moment vers la Belgique. Il n'était pas possible de laisser les corps d'York, de Langeron, de Kleist, isolés sur la Marne, à portée des coups de Napoléon, et de ne pas les faire concourir au but commun. Il fut convenu que Blucher irait les rallier avec les 20 et quelques mille hommes qui lui restaient, ce qui reporterait à environ 60 mille l'ancienne armée de Silésie, et lui constituerait une situation indépendante. Blucher manœuvrerait à la tête de cette armée sur la Marne, et, en refoulant Macdonald sur Châlons, Meaux et Paris, il se trouverait sur les derrières de Napoléon, qui par là serait obligé de se replier. Alors le prince de Schwarzenberg, qui aurait encore au moins 150 mille hommes après le départ de Blucher, suivrait Napoléon pas à pas dans sa retraite. Si Napoléon revenait sur le prince de Schwarzenberg, Blucher en profiterait pour faire un nouveau pas en avant, et en avançant ainsi les uns le long de la Seine, les autres le long de la Marne, on finirait, comme ces rivières elles-mêmes, par se rencontrer sous Paris, et par accabler Napoléon sous la masse des forces de l'Europe réunies autour de la capitale de la France. En attendant on était si forts, même séparés, que si Napoléon voulait tomber sur l'une des deux armées alliées, on lui tiendrait tête. Blucher, avec 60 mille hommes, croyait n'en avoir rien à craindre. Le prince de Schwarzenberg, beaucoup moins présomptueux, croyait pouvoir lui résister avec ses 150 mille hommes. D'ailleurs, à la distance où l'on était de Paris, la Seine et la Marne étaient assez rapprochées pour que de l'une à l'autre on pût se donner la main, surtout en ayant une nombreuse cavalerie. Il fut convenu, en effet, que le prince de Wittgenstein se tiendrait sur l'Aube, où il serait lié par les 6 mille Cosaques du général Sesliavin, d'un côté à Blucher qui devait marcher sur la Marne, et de l'autre au prince de Schwarzenberg qui devait marcher sur la Seine. Avec de telles précautions on ne redoutait aucun malheur, aucun de ces accidents surtout auxquels il fallait s'attendre quand on avait affaire au génie si imprévu de Napoléon. On se contenta donc de ce qu'elles avaient de spécieux, et Blucher qui voyait dans la combinaison adoptée son indépendance, la chance d'arriver le premier à Paris, Schwarzenberg qui s'en promettait la délivrance du plus incommode, du plus impérieux des collaborateurs, y consentirent également.

Par suite de ces dispositions, Blucher se porta le 3 de Rosnay sur Saint-Ouen, le 4 de Saint-

Ouen sur la Fère-Champenoise, et trouvant le corps d'York déjà aux prises avec le maréchal Macdonald près de Châlons, il s'appliqua à déborder ce maréchal, et l'obligea ainsi de se retirer sur Épernay et sur Château-Thierry. Macdonald, après sa longue retraite de Cologne à Châlons, n'avait plus que 5 mille fantassins et 2 mille chevaux. Il était à Château-Thierry le 8 février, suivi par le corps d'York le long de la Marne, et menacé en flanc par Blucher, qui, suivant la route de la Fère-Champenoise et de Montmirail, espérait le devancer à Meaux. (Voir les cartes nos 62 et 63.) Paris était ainsi découvert, et c'était ce danger devenu évident qui jetait ses habitants dans les plus vives alarmes. Le prince de Schwarzenberg de son côté, après avoir tâtonné devant Napoléon, dont il craignait les moindres mouvements, s'avança lentement sur Troyes, ayant avec son redoutable adversaire des combats d'arrière-garde chaque jour plus rudes. Tout à coup il conçut des doutes et des inquiétudes. Il venait d'apprendre que des troupes françaises se montraient au loin sur sa gauche, c'est-à-dire sur l'Yonne, à Sens, à Joigny, à Auxerre (c'étaient celles de Pajol). Il venait aussi de recueillir divers bruits partis de points plus éloignés. On lui avait mandé qu'une armée française se formait à Lyon sous le maréchal Augereau, et qu'elle prenait l'offensive contre Bubna, que des troupes d'Espagne accouraient en poste, et que leurs têtes de colonnes s'apercevaient déjà près d'Orléans. Il se demanda sur-le-champ si Napoléon ne méditait pas quelque mouvement sur son flanc gauche, par delà la Seine et l'Yonne, et si l'armée de Lyon, les troupes que l'on voyait sur l'Yonne, celles qui arrivaient d'Espagne, n'étaient pas les moyens préparés de ce dangereux mouvement. En proie à ces inquiétudes, il se porta un peu à gauche, tandis que Blucher se portait un peu à droite, ce qui devait augmenter sensiblement l'espace qui les séparait. En effet, il ramena Wittgenstein de la rive droite de l'Aube à la rive gauche, c'est-à-dire d'Arcis à Troyes; il laissa de Wrède devant Troyes avec les réserves en arrière, il poussa Giulay sur Villeneuve-l'Archevêque, et Colloredo sur Sens, se flattant, par ce moyen, de s'être garanti de toute entreprise contre son flanc gauche. Quelques Cosaques étaient restés chargés de lier les deux armées; mais l'espace entre elles s'était fort agrandi. Ce général si sage, en croyant se préserver d'un danger, s'en préparait, comme on va le voir, un autre bien plus grave, car à la guerre ce n'est pas un danger qu'il faut avoir en vue, mais tous; ce n'est pas un côté de la situation, c'est la situation tout entière qu'il faut embrasser d'un regard vaste, prompt et sûr.

Le 6, le 7 février, Napoléon, à l'affût comme le tigre prêt à saisir sa proie, suivait de l'œil ses adversaires avec une joie croissante, la seule qu'il lui fût encore donné d'éprouver, et il avait longtemps hésité entre deux partis. Tantôt il voulait se jeter sur Colloredo et Giulay, aventurés imprudemment entre la Seine et l'Yonne, tantôt sur Blucher courant vers la Marne, mais le 7 il n'hésita plus. L'importance des résultats à obtenir en se plaçant entre Schwarzenberg et Blucher, la nécessité de secourir au plus tôt Macdonald et Paris, le décidèrent à se porter sur la Marne, et il commença son mouvement contre Blucher avec une satisfaction indicible. Pendant ces jours du 4 au 7 février, et sous sa vigoureuse impulsion, il était sorti de Paris quelques bataillons tirés des dépôts. Il avait avec cette ressource un peu recruté les corps de Marmont et de Victor, les divisions des généraux Gérard et Hamelinaye, et, à l'aide de détachements venus de Versailles, il avait ajouté quelques renforts à sa cavalerie. Enfin il avait dirigé sur Provins la première division arrivée d'Espagne. Le 5, il avait fait descendre Marmont d'Arcis sur Nogent, et s'y était porté lui-même de Troyes, en se couvrant de fortes arrière-gardes, afin de cacher sa marche à l'ennemi. Parvenu là, il avait commencé sa grande opération. Marmont, dont l'esprit était assez actif, avait de son côté imaginé cette même opération, mais d'une manière confuse, car il la regardait déjà comme impossible, lorsque Napoléon, sans s'inquiéter de ce qui se passait dans cette tête légère, lui ordonna le 7 de partir de Nogent avec une avant-garde de cavalerie et d'infanterie, et de se porter sur Sézanne, lieu pourvu par ses ordres d'abondantes ressources. (Voir les cartes nos 62 et 63.) Marmont devait, dès qu'il aurait reconnu la route, se faire suivre par tout son corps. Le 8, Napoléon achemina Ney avec une division de la jeune garde et la cavalerie de Lefebvre-Desnouettes sur cette même route de Sézanne. Il se prépara à partir lui-même le 8 avec Mortier et la vieille garde. Ces trois corps comprenaient environ 30 mille hommes.

Pourtant, en se dirigeant sur la Marne, il ne

fallait pas découvrir Paris du côté de la Seine. Napoléon laissa sur la Seine le maréchal Victor avec le 2e corps, les généraux Gérard, Hamelinaye avec leurs divisions de réserve, et derrière eux, à Provins, le maréchal Oudinot avec la division de jeune garde Rothenbourg, et les troupes tirées de l'armée d'Espagne. Victor était chargé de défendre la Seine de Nogent à Bray, et Oudinot devait venir l'appuyer au premier retentissement du canon. Pajol, avec les bataillons arrivés de Bordeaux, avec les gardes nationales et sa cavalerie, devait veiller sur Montereau et les ponts de l'Yonne jusqu'à Auxerre. Enfin les deux divisions de jeune garde, dont l'organisation s'achevait à Paris, avaient ordre de se placer entre Provins et Fontainebleau. Ces troupes réunies ne comprenaient pas moins de 50 mille hommes, et rangées derrière la Seine, dans le contour que cette rivière décrit de Nogent à Fontainebleau, elles devaient donner à Napoléon le temps de revenir, et de faire contre Schwarzenberg ce qu'il aurait fait contre Blucher. Ces plans étaient, au moins, aussi spécieux que ceux des généraux ennemis. Restait à savoir lesquels répondraient véritablement aux distances, au temps, aux circonstances actuelles de la guerre. Napoléon partit le 9 avec sa vieille garde, pour se transporter de la Seine à la Marne, recommandant à tout le monde un secret absolu sur son absence. Plein d'espérance, il écrivit quelques mots à M. de Caulaincourt pour relever son courage, et pour l'engager à user moins librement de la *carte blanche* qu'il lui avait donnée, sans pourtant la lui retirer. En effet, s'il réussissait, les conditions de la paix devaient être bien changées. Ainsi en partant il emportait avec lui les destinées de la France et les siennes!

Pendant qu'il était en marche, notre infortuné plénipotentiaire endurait, à Châtillon, les plus grandes douleurs que puisse ressentir un honnête homme et un bon citoyen, et essuyait des traitements qui lui faisaient monter la rougeur au front.

Les diplomates de la coalition étaient successivement arrivés, le 3 et le 4 février, à Châtillon, et s'étaient empressés d'échanger des visites avec M. de Caulaincourt, en témoignant pour lui des égards qu'on affectait de n'accorder qu'à sa personne. Il fut convenu que le 5 chacun produirait ses pouvoirs, et que les jours suivants commenceraient les négociations. En attendant, M. de Caulaincourt ayant essayé dans les repas, dans les soirées où l'on se rencontrait, d'obtenir quelques confidences, trouva les membres du congrès polis, mais impénétrables. Le seul d'entre eux auquel il aurait pu s'ouvrir, en s'autorisant des communications secrètes de M. de Metternich, M. de Stadion, ministre autrichien, était un ennemi personnel de la France, et un représentant malveillant d'une cour bienveillante. Au-dessous de lui, M. de Floret, moins élevé en grade, mais plus amical, parlait peu, soupirait souvent, et laissait entendre qu'on avait eu grand tort de livrer la bataille de la Rothière, car la situation s'en ressentirait beaucoup. Quant aux conditions elles-mêmes, qu'on ne pouvait pas cependant nous cacher longtemps, M. de Floret n'en disait pas plus que les autres. M. de Rasoumoffski, autrefois l'interprète des passions russes à Vienne, était presque impertinent dans tout ce qui ne se rapportait pas à la personne de M. de Caulaincourt. M. de Humboldt ne manifestait rien, mais on devinait en lui le Prussien, à la vérité très-adouci. Les plus convenables de tous ces ministres étaient les Anglais, surtout lord Aberdeen, modèle rare par sa simplicité, sa gravité douce, du représentant d'un État libre. Lord Castlereagh, ne devant pas prendre part aux conférences, mais venant les diriger en maître qui ordonne sans se montrer, avait étonné M. de Caulaincourt par ses assurances pacifiques et par ses protestations de sincérité. Il insistait si fortement et si souvent sur la résolution arrêtée de traiter avec Napoléon, qu'on ne pouvait s'empêcher d'y reconnaître le calcul ordinaire des Anglais, de paraître faire une guerre d'intérêt purement national et non une guerre de dynastie. Aussi répétait-il sans cesse qu'on pouvait être d'accord tout de suite, et qu'il suffisait, si on le voulait, d'une heure d'explication. Mais d'accord sur quelles bases? Là-dessus personne ne consentait à devancer d'un seul jour la déclaration solennelle des conditions de la paix. Elles étaient donc bien dures, se disait M. de Caulaincourt, puisqu'on n'osait pas les produire, et qu'on voulait les promulguer, sans doute comme une loi de l'Europe à laquelle il n'y aurait pas de contradiction à opposer! Toutes les fois qu'il cherchait à provoquer quelque confidence de la part de l'un des plénipotentiaires, si par grande exception on l'avait laissé seul avec l'un d'entre eux, celui-ci rompait l'entretien. S'il était avec plusieurs, celui qu'il avait essayé d'aborder élevait la voix, pour qu'on ne pût pas croire à des intelligences secrètes avec la France. Il était évident qu'avant tout on craignait cet être idéal et

redoutable qui s'appelait la coalition, et qu'à aucun prix on n'aurait voulu lui donner des ombrages. Dire au représentant de la France, ou entendre de lui quelque chose qui ne fût pas commun à tous les autres, eût semblé une infidélité dont personne n'aurait osé se rendre coupable. Lord Castlereagh, agissant en homme au-dessus du soupçon, avait seul dit et écouté quelques paroles à part, dans ses diverses rencontres avec M. de Caulaincourt, et uniquement pour répéter cette déclaration fastidieuse qu'on souhaitait la paix, qu'elle pouvait être conclue en une heure si on voulait se mettre d'accord. D'accord sur quoi? C'était là l'éternelle question toujours restée sans réponse.

M. de Caulaincourt attendit ainsi quatre mortels jours sans obtenir aucune explication, mais en devinant ce qu'on ne lui disait pas, et ce qui l'avait porté à réclamer itérativement de Napoléon des instructions nouvelles. Le 5 février, on échangea les pouvoirs, en déclarant que les représentants des quatre principales puissances, Russie, Prusse, Autriche, Angleterre, traiteraient pour les diverses cours de l'Europe, grandes et petites, avec lesquelles la France était en guerre, manière de procéder plus commode, mais qui révélait le joug commun pesant sur tous les membres de la coalition, et, en même temps, on annonça, par la bouche du représentant de l'Angleterre, que la question du droit maritime serait écartée de la négociation, que la Grande-Bretagne entendait ne la soumettre à personne, pas même à ses alliés, parce que c'était une question de droit éternel, ne dépendant pas des résolutions passagères des hommes. On aurait volontiers dit qu'il y avait là un dogme sur lequel il n'était pas permis de transiger.

Ce n'était pas le cas de contredire, car nous avions en ce moment bien autre chose à défendre que le droit maritime. Pourtant M. de Caulaincourt présenta, pour l'honneur de la vérité, quelques observations qui furent écoutées avec un silence glacial, et auxquelles on ne fit aucune réponse. M. de Caulaincourt n'insista pas, et on passa outre. Il fut convenu que pendant la tenue de ce congrès on produirait ses propositions par notes, qu'on répondrait également par notes, et que si elles devenaient l'occasion d'observations verbales, un protocole tenu avec exactitude recueillerait ces observations immédiatement, ce qui était une nouvelle précaution pour prévenir les défiances entre confédérés. M. de Caulaincourt, n'élevant aucune difficulté sur ces questions de forme, demanda que l'on commençât enfin à entrer dans le fond des choses, et à énoncer les conditions de la paix. On ne voulut ni ce même jour, ni le jour suivant, entamer ce grave sujet, sous prétexte qu'on n'était pas prêt. Enfin le 7, après avoir tant fait attendre M. de Caulaincourt, l'un des plénipotentiaires prenant la parole pour tous, lut d'un ton solennel et péremptoire la déclaration suivante.

La France devait avant toute autre condition rentrer dans ses limites de 1790 ; ne plus prétendre à aucune autorité sur les territoires situés au delà de ces limites, et, en outre, ne point se mêler du partage qu'on allait en faire, de sorte que non-seulement on lui ôterait la Hollande, la Westphalie, l'Italie (chose assez naturelle), mais qu'on ne voulait pas qu'à titre de grande puissance elle eût son avis sur ce que deviendraient ces vastes contrées, et on en agissait ainsi tant pour ce qui était au delà du Rhin et des Alpes, que pour ce qui était en deçà, de manière qu'en abandonnant la Belgique et les provinces rhénanes, elle ne saurait même pas ce qu'on en ferait ! Enfin il fallait répondre par oui ou par non avant toute espèce de pourparler.

Jamais on n'avait traité des vaincus avec une telle insolence, et vaincus nous ne l'étions pas encore, car à Brienne nous avions été vainqueurs ; à la Rothière, 32 mille Français avaient, pendant une journée entière, tenu tête à 170 mille ennemis, et on n'avait pu ni envelopper ces 32 mille Français, ni les écraser, ni leur enlever leurs moyens de retraite !

Il y avait chez les assistants un tel sentiment de l'énormité de ces propositions, que personne ne prit sur soi de les commenter, les plus hostiles d'entre eux craignant de les affaiblir par le commentaire, les plus modérés ne voulant pas se charger de les justifier. Un silence profond succéda à cette communication. M. de Caulaincourt, ayant peine à dominer son émotion, déclara qu'il avait diverses observations à présenter, et qu'il demandait qu'on les écoutât. Après quelques hésitations, on s'ajourna au soir du même jour, afin d'entendre M. de Caulaincourt.

Les observations sur cette étrange communication s'offraient en foule à l'esprit. D'abord comment les concilier avec les propositions de Francfort, propositions incontestables, puisque à la conversation non désavouée de M. de Saint-Aignan avait été jointe une note écrite qui les résumait, puisque M. de Metternich, sur la ré-

ponse évasive de M. de Bassano, avait insisté pour en obtenir l'acceptation explicite? Cette acceptation ayant été envoyée, les auteurs des propositions de Francfort étaient engagés eux-mêmes, et alors comment se pouvait-il qu'ils fissent aujourd'hui des propositions si diamétralement contraires? Ensuite, à considérer les choses du point de vue de l'équilibre européen, comment, après avoir dit à la France, en entrant sur son territoire, qu'on ne voulait point lui contester la juste grandeur qui lui était acquise, comment la ramener aux frontières de Louis XV, lorsque depuis Louis XV trois des puissances du continent s'étaient partagé la Pologne, lorsque depuis 1790 toutes les puissances avaient fait des acquisitions considérables qui changeaient complétement les anciennes proportions des États? Si, pour le repos de l'Europe, on devait généralement revenir aux limites de 1790, n'était-il pas juste que chacun restituât ce qu'il avait pris, que l'Autriche ne songeât point à retenir Venise, que la Prusse et l'Autriche ne gardassent pas ce qu'elles avaient dérobé aux petits États allemands et surtout aux princes ecclésiastiques, que la Prusse, l'Autriche et la Russie rendissent la dernière portion qu'elles s'étaient attribuée de la Pologne à l'époque du dernier partage? N'était-il pas juste enfin que l'Angleterre rendît les îles Ioniennes, Malte, le Cap, l'île de France, etc.? Faire rentrer la France seule dans ses anciennes limites, c'était détruire en Europe, au détriment de tous, l'équilibre nécessaire des forces, et si, comme l'avenir l'a prouvé depuis, la France pouvait demeurer grande et bien grande même après la perte de quelques provinces, elle le devrait à l'énergie, à la puissance d'esprit de son peuple, c'est-à-dire à sa grandeur morale, qu'on ne pouvait pas lui ôter comme sa grandeur matérielle! Sans doute il n'était rien qu'on ne pût se permettre au nom de la victoire, et cet argument coupait court à toute discussion; mais, dans ce cas, il fallait laisser de côté les paroles insidieuses dont on avait fait usage en passant le Rhin, et avouer que la force et non la raison allait servir de règle à la conduite des puissances alliées. La France alors saurait à quoi elle devait s'attendre de la part de ses envahisseurs. Ce n'était pas tout encore. Comment demander en bloc des sacrifices immenses, sans les préciser, sans déterminer le plus et le moins, qui était beaucoup ici, car dans les Pays-Bas, dans les provinces rhénanes, le long de la Suisse et des Alpes, il restait bien des questions qui, résolues dans un sens ou dans un autre, rendraient le résultat fort différent? Et ces portions cédées de territoire, était-il possible de les abandonner sans savoir à qui on les céderait? Les abandonner, par exemple, à une petite puissance ou à une grande, remettre un territoire sur la gauche du Rhin à un petit État comme la Hesse, ou à un grand État comme la Prusse, constituait une différence capitale. Ne vouloir s'expliquer sur aucun de ces points, était un procédé inqualifiable, qu'on pouvait à peine se permettre avec un ennemi à qui on aurait mis le pied sur la gorge, et la France, si elle devait malheureusement se trouver un jour sous les pieds de ses ennemis, n'y était pas encore. Enfin si son représentant se résignait à tout ou partie de ces sacrifices, ce ne pouvait être que pour faire cesser immédiatement une guerre cruelle, pour éviter une bataille d'où résulterait peut-être la vie ou la mort, pour couvrir Paris enfin : était-il possible de faire ces sacrifices douloureux, si on n'était pas assuré qu'une parole d'acceptation une fois prononcée, l'ennemi s'arrêterait sur-le-champ?

Ces observations si naturelles, si peu réfutables, M. de Caulaincourt essaya de les exposer dans la soirée du 7, et le fit avec une indignation contenue. Il était soldat, et il eût mieux aimé se faire tuer avec le dernier des Français en combattant des ennemis si insultants, que se débattre vainement dans une négociation où l'on ne voulait ni écouter, ni répondre; mais il fallait tout souffrir pour saisir au vol l'occasion de la paix, si elle s'offrait; et avec une mesure infinie, à travers laquelle perçait un sentiment amer, il rappela les conditions de Francfort, formellement proposées, formellement acceptées; il objecta au projet de ramener la France à ses anciennes limites, les acquisitions que les diverses puissances avaient déjà faites ou prétendaient faire en Pologne, en Allemagne, en Italie, sur toutes les mers; il demanda surtout ce que deviendraient les provinces enlevées à la France, et enfin quel serait le prix des sacrifices que la France pourrait consentir, et si par exemple la suspension des hostilités en serait la conséquence immédiate?

La première observation, celle qui portait sur les propositions de Francfort, embarrassa visiblement les ministres des puissances alliées. Il n'y avait rien à répliquer en effet, et si les nations reconnaissaient un autre juge que la force, les négociateurs eussent été sur-le-champ

condamnés. M. de Rasoumoffski, le Russe arrogant qui représentait l'empereur Alexandre, répondit qu'il ne savait ce dont on voulait parler. M. de Stadion, qui représentait le cabinet autrichien, auteur principal et direct des propositions de Francfort, prétendit qu'il n'en était pas dit un mot dans ses instructions. Mais lord Aberdeen, le plus sincère, le plus droit des personnages présents, qui avait assisté aux ouvertures faites à M. de Saint-Aignan, qui avait discuté les termes de la note de Francfort, comment aurait-il pu nier? Aussi se borna-t-il à balbutier quelques paroles qui prouvaient l'embarras de sa probité, et puis tous ces diplomates, opposant aux raisons du ministre français une sorte de clameur générale, s'écrièrent tous ensemble qu'il ne s'agissait pas de pareilles questions, que ce n'était pas des propositions de Francfort qu'on avait à s'occuper, mais de celles de Châtillon, que c'était sur celles-là et non sur d'autres qu'il fallait se prononcer séance tenante, que l'on n'avait pas mission de les discuter, mais de les présenter, et de savoir si elles étaient agréées on rejetées, et un pan de leur manteau à la main, ils firent entendre que c'était la paix ou la guerre, la guerre jusqu'à ce que mort s'ensuivît, qu'il s'agissait de décider, en répondant sur-le-champ par oui ou par non. M. de Caulaincourt, voyant qu'il n'y avait aucun moyen de faire expliquer des hommes qui voulaient un oui ou un non, réclama le renvoi de la conférence, ce qui fut accepté, après quoi chacun se retira.

M. de Caulaincourt était tour à tour saisi de douleur, ou révolté d'indignation, car dans les propositions qu'on osait lui faire, la forme était aussi outrageante que le fond était désespérant. Certes, Napoléon avait abusé de la victoire, mais jamais à ce point. Souvent il avait beaucoup exigé de ses ennemis, mais il ne les avait jamais humiliés, et lorsque au lendemain de la journée d'Austerlitz, Alexandre, qui allait être fait prisonnier avec son armée, avait demandé grâce par un billet écrit au crayon, Napoléon avait répondu avec une courtoisie qu'on n'imitait pas aujourd'hui. En tout cas, Napoléon n'était pas la France, les torts de l'un n'étaient pas les torts de l'autre, et des gens qui mettaient tant d'affectation à séparer Napoléon de la France, auraient dû ne pas punir sur celle-ci les fautes de celui-là. Quoi qu'il en soit, M. de Caulaincourt voyait bien qu'il fallait, si on voulait arrêter les coalisés, prononcer ce mot si cruel d'acceptation pure et simple, et, pour leur fermer l'entrée de Paris, il était prêt à user des pouvoirs illimités dont il était pourvu. Cet excellent citoyen, dévoué à la France et à la dynastie impériale, avait le tort en ce moment (le premier du reste qu'on pût lui reprocher) de songer au trône de Napoléon plus qu'à sa gloire. Il oubliait trop que périr valait mieux pour Napoléon que d'abandonner les frontières naturelles, que pour lui c'était l'honneur, que pour la France c'était la grandeur vraie, que, quelque abattue qu'elle fût, on ne pourrait pas lui demander pire que ce qu'on exigeait d'elle actuellement, qu'avec les Bourbons elle aurait toujours les frontières de 1790, que dès lors, pour Napoléon comme pour elle, il valait autant risquer le tout pour le tout, et ce noble personnage qui avait eu si souvent raison contre son maître, n'avait pas cette fois un sentiment de la situation aussi juste que lui. Il était donc prêt à céder, à une condition toutefois, c'est qu'il serait assuré d'arrêter l'ennemi à l'instant même. Mais céder sur tout ce qu'on demandait sans avoir la certitude de sauver Paris et le trône impérial, était à ses yeux une désolante humiliation sans compensation aucune. Dans son désespoir, s'adressant au seul de ces plénipotentiaires chez lequel il eût aperçu l'homme sous le diplomate, il chercha à savoir de lui si le cruel sacrifice qu'on exigeait suspendrait au moins les hostilités. Lord Aberdeen auquel il avait eu recours, se défendant beaucoup, suivant la consigne établie, de toute communication privée avec le représentant de la France, lui fit entendre cependant qu'il n'y aurait suspension des hostilités qu'au prix d'une acceptation immédiate et sans réserve, et seulement à partir des ratifications. C'était presque demander qu'on se rendît sans condition, et même sans être certain d'avoir la vie sauve, car dans l'intervalle des ratifications, une bataille décisive pouvait être livrée, et le sort de la France résolu par les armes. Ce n'était donc plus la peine de recourir aux précautions de la politique, puisque par ce moyen on n'échappait pas aux décisions de la force. Aussi, quoiqu'il eût *carte blanche*, il n'osa par formuler l'acceptation qu'on voulait lui arracher, et il écrivit au quartier général pour faire part à Napoléon de ses anxiétés. Mais le lendemain même il reçut du plénipotentiaire russe l'étrange déclaration que les séances du congrès étaient suspendues. L'empereur Alexandre, disait-on, avant de donner suite aux conférences, voulait s'entendre de nouveau avec ses alliés. Cette dernière commu-

nication acheva de jeter M. de Caulaincourt dans le désespoir. Il crut y voir que la chute de Napoléon était résolue irrévocablement, et, dans sa profonde douleur, il écrivit à M. de Metternich pour lui demander, sous le sceau du plus profond secret, si dans le cas où il serait de ses pouvoirs pour accepter les conditions imposées, il obtiendrait la suspension des hostilités. C'était peut-être trop laisser voir son désespoir; ce désespoir, il est vrai, était celui d'un honnête homme et d'un excellent citoyen, et l'aveu en était fait au seul des diplomates qui ne voulût pas pousser la victoire à bout; mais il y a des positions où il faut savoir cacher sous un front de fer les sentiments les plus nobles de son âme. M. de Caulaincourt n'eut donc plus qu'à attendre une réponse de M. de Metternich d'un côté, de Napoléon de l'autre.

Au point où en étaient les choses, il n'y avait que le canon entre la Seine et la Marne, et le silence à Châtillon, qui pussent amener un changement quelconque dans cette horrible situation. Napoléon était en marche, et en partant avait mandé à M. de Caulaincourt de ne pas se presser. Il était à la veille de jouer le tout pour le tout, et il le faisait avec la confiance d'un joueur consommé, qui ne doutait presque pas du succès de sa nouvelle combinaison.

On a vu plus haut quelle était la disposition des armées, tandis que Blucher quittait le prince de Schwarzenberg, et que Napoléon, le suivant de l'œil, se tenait aux aguets à Nogent-sur-Seine. Le général prussien d'York descendait la Marne sur les pas du maréchal Macdonald qui, poussé en queue par celui-ci et menacé en flanc par Blucher, n'avait d'autre ressource que de se retirer rapidement sur Meaux. Blucher, marchant à égale distance de la Marne et de l'Aube, par la Fère-Champenoise et Montmirail, avait envoyé Sacken en avant, et suivait avec Olsouvieff, Kleist et Langeron. Le 9 février, Macdonald était retiré à Meaux, et l'ennemi était ainsi placé : le général d'York, avec 18 mille Prussiens, à Château-Thierry sur la Marne; Sacken, avec 20 mille Russes, sur la route de Montmirail; Olsouvieff, avec 6 mille Russes, à Champaubert; en arrière enfin à Étoges, Blucher avec 10 mille hommes de Kleist, et 8 mille de Capzewitz, ces derniers formant les restes de Langeron. (Voir les cartes nos 62 et 63.)

C'étaient donc 60 mille hommes au moins dispersés de Châlons à la Ferté-sous-Jouarre, partie sur la Marne, partie sur la route qui sépare l'Aube de la Marne. Si Napoléon, qui, avec son coup d'œil supérieur, avait entrevu cet état des choses, tombait à propos au milieu d'une pareille dispersion, il pouvait obtenir les résultats les plus imprévus et les plus vastes.

Par une circonstance heureuse, dernière faveur de la fortune, le point de Champaubert, par lequel Napoléon en partant de Nogent allait atteindre la route de Montmirail, n'était gardé que par les 6 mille Russes d'Olsouvieff. (Voir le plan détaillé de Montmirail dans la carte n° 63.) Il trouvait donc presque dégarni le point par lequel il pouvait s'introduire au milieu des corps ennemis, et c'était le cas de dire qu'il avait rencontré le défaut de la cuirasse. Le 7 février, il avait ordonné à Marmont de se porter en avant avec une partie de sa cavalerie et de son infanterie, et de marcher de Nogent sur Sézanne, lui annonçant qu'il allait le suivre en personne. Le 8, il avait acheminé dans la même direction une division de jeune garde et une partie de la cavalerie de la garde, sous le maréchal Ney. Le 9 enfin, il était parti lui-même avec la vieille garde sous Mortier, et avait couché à Sézanne. La route de Nogent à Champaubert était un chemin de traverse, mal entretenu comme l'étaient alors tous les chemins secondaires de France, et au delà de Sézanne il devenait presque impraticable pour les gros charrois. A deux lieues de Sézanne on rencontrait, à Saint-Prix, l'extrémité des marais de Saint-Gond, et au milieu de ces marais la petite rivière dite le *Petit-Morin*, qui longe le pied de terrains élevés sur lesquels passe la chaussée de Montmirail à Meaux. L'artillerie eut, dans la journée du 9, la plus grande peine à gagner Sézanne. On trouva de plus le maréchal Marmont, qui d'abord avait fort abondé dans l'idée de se jeter au milieu des corps dispersés de Blucher, et qui, après s'être avancé le 7 jusqu'à Chapton, était revenu tout à coup en arrière, disant les marais de Saint-Gond impraticables, les hauteurs couvertes d'ennemis, le plan déjoué, etc... Napoléon ne s'inquiéta guère du renversement d'idées qui s'était opéré dans la tête du maréchal [1], et ordonna de marcher en masse sur le village de Saint-Prix, que

[1] Nous devons ici quelques détails sur une question historique que soulèvent les Mémoires du maréchal Marmont relativement aux affaires de Champaubert, Montmirail, Vauchamps, etc. Ce maréchal, homme d'un esprit brillant, mais pas aussi solide que brillant, est mort avec la conviction qu'il était l'auteur de l'importante manœuvre de Montmirail, laquelle valut à Napoléon, à la veille de sa chute, cinq ou six des plus belles journées de sa vie. Or voici sur quoi il se fondait pour le croire,

traverse le *Petit-Morin*, et de surmonter coûte que coûte les difficultés du terrain. Il avait reçu des rapports de divers endroits qui prouvaient qu'il y avait des Russes à Montmirail, qu'il y en avait en arrière à Étoges, et qu'il y avait des Prussiens sur la Marne. Sachant à quels ennemis il avait affaire, il était convaincu qu'ils ne marcheraient pas de manière à présenter partout une masse impénétrable. Ayant avec Marmont, Ney, Mortier, 30 mille hommes de ses meilleures troupes, il était assuré, en choisissant bien le point par où il faudrait pénétrer, et en y appuyant fortement, de se trouver bientôt au milieu des corps ennemis. Seulement il fallait franchir un mauvais pas, celui des terrains marécageux qui s'étendent entre Sézanne et Saint-Prix. Les autorités locales appelées promirent de réunir tous les chevaux du pays. Les paysans, animés des meilleurs sentiments, exaspérés surtout par la présence de l'ennemi, accoururent en foule, et, dès le 10 au matin, des renforts de bras et de chevaux se trouvèrent préparés entre Sézanne et le *Petit-Morin*.

Le 10 février, à la pointe du jour, on se mit en marche. Marmont tenait la tête avec la cavalerie du 1er corps, et avec les divisions Ricard et Lagrange composant le 6e corps d'infanterie. En approchant du *Petit-Morin* on s'embourba, mais les paysans, avec leurs chevaux et leurs bras, arrachèrent les canons du milieu des fanges, et on parvint au pont de Saint-Prix. Quelques tirailleurs d'Olsouvieff garnissaient les bords du *Petit-Morin*; on les dispersa, et on traversa le pont. La cavalerie du 1er corps s'avança au grand trot. Le *Petit-Morin* franchi, on pénètre dans un vallon, au fond duquel est situé le village de Baye, puis, en remontant ce vallon, on débouche sur une espèce de plateau au milieu duquel est situé Champaubert. Olsouvieff, pourvu d'une nombreuse artillerie, avait placé sur le bord du plateau vingt-quatre bouches à feu tirant sur le vallon dans lequel nous allions nous engager. La cavalerie du 1er corps se lança en avant, reçut les boulets d'Olsouvieff, et fondit sur le village de Baye, suivie de l'infanterie de Ricard. Cavaliers et fantassins entrèrent pêle-mêle dans le village, et gravirent les hauteurs à la suite des Russes. Un peu à gauche, se trouvait un autre village, celui de Bannai, que les Russes occupaient en force. La garde y marcha et le fit évacuer.

On put se déployer alors sur le plateau qui présente un terrain assez uni, semé de quelques bouquets de bois, et on aperçut la route de Montmirail dont il fallait s'emparer, laquelle allant de notre droite à notre gauche, de Châlons à Meaux, traversait devant nous le village de Champaubert. Il y avait à peu près une lieue à parcourir pour atteindre ce point important.

On découvrit en ce moment un corps d'infanterie russe d'environ 6 mille hommes, ayant avec lui beaucoup d'artillerie, mais très-peu de cavalerie, et se retirant avec précipitation, quoique avec assez d'ordre. Le général Olsouvieff,

et sur quoi il se fonde dans ses Mémoires pour le raconter. Avec son esprit qui était prompt, il avait aperçu d'Arcis-sur-Aube et de Nogent-sur-Seine, lieux où il avait séjourné du 2 au 6 février, le mouvement de Blucher, et par un instinct assez naturel, il avait écrit le 6 à Napoléon pour lui proposer de se jeter sur le général prussien. Le 7, il reçut l'ordre de marcher sur Sezanne, et même avec moins d'amour-propre qu'il n'en avait, il aurait pu se croire l'inspirateur de cette belle manœuvre. C'est là ce qu'il raconte dans ses Mémoires, en citant ses propres lettres et celles qu'on lui a écrites en réponse, en quoi il est parfaitement exact. Mais il n'ajoute pas deux circonstances, l'une qu'il ignorait, l'autre qu'il avait peut-être oubliée, et qui toutes deux changent le récit de fond en comble. D'abord, tandis qu'il écrivait pour la première fois le 6 février, dès le 2 Napoléon avait annoncé au ministre de la guerre son projet, qui était en même temps sa dernière espérance, et qui dépendait d'une faute de l'ennemi, qu'avec son regard perçant il prévoyait avant qu'elle fût commise. Du 2 au 6 il avait tout disposé conformément à ces vues, et n'en avait rien dit au maréchal Marmont, qui, ne sachant ce que pensait et écrivait Napoléon, se croyait seul l'auteur de la combinaison projetée. Ensuite, le maréchal Marmont n'ajoute pas qu'arrivé à Chapton, il perdit courage, crut la manœuvre impossible, rebroussa chemin, et écrivit le 9 à Napoléon une lettre de quatre pages, laquelle existe au dépôt de la guerre, et où il lui conseille de renoncer au projet dont toute sa vie il s'est cru l'auteur. Napoléon, comme on vient de le voir, s'inquiétant peu de ce qui avait alarmé Marmont parce qu'il embrassait l'ensemble des choses, certain que s'il se trouvait quelques mille hommes à Champaubert, il n'était pas possible que les 60 mille hommes de Blucher, signalés à la fois aux Vertus, à Étoges, à Montmirail, à Château-Thierry, fussent tous à Champaubert, marchait en avant, convaincu qu'il percerait, et poussé d'ailleurs par la puissante raison qu'il fallait tout risquer dans sa situation pour le succès de sa grande manœuvre. On va voir qui eut raison de lui ou de son lieutenant, et qui était le véritable auteur de l'admirable opération dont il s'agit. Nous avons déjà fourni bien des preuves de la difficulté d'arriver à la vérité historique, et le fait que nous discutons en est un nouvel exemple. Pourtant le maréchal Marmont était un homme d'esprit, un témoin oculaire, et il pouvait dire : J'y étais. C'est pour cela que Napoléon dans une de ses lettres, dit avec autant d'esprit que de profondeur, que *ses officiers savaient ce qu'il faisait sur un champ de bataille, comme les promeneurs des Tuileries savaient ce qu'il écrivait dans son cabinet*, ce qui signifie que lui seul, planant sur l'ensemble des opérations, connaissait le secret de chacune. Aussi est-ce toujours dans ses ordres et ses correspondances que nous allons chercher ce secret, et non dans les mille récits des témoins oculaires qui ont sans doute leur valeur légendaire, mais très-relative, toujours bornée au fait matériel qu'ils ont eu sous les yeux, et s'étendant rarement jusqu'au sens véritable de ce fait.

commandant ce corps, venait d'apprendre que Napoléon arrivait à la tête de forces considérables; il se sentait dans un péril extrême, et en était fort troublé.

Napoléon était accouru auprès de Marmont, dont l'infanterie marchait en avant, flanquée par le 1er corps de cavalerie. L'essentiel était d'atteindre au plus tôt la route de Montmirail, et de passer sur le corps de l'ennemi qui l'occupait. Dans tous les cas, la manœuvre était de grande conséquence, car si Blucher s'était déjà porté en avant sur notre gauche dans la direction de Meaux, on le coupait de Châlons et de sa ligne de retraite; s'il était resté en arrière sur notre droite, on le séparait de ceux de ses lieutenants qui l'avaient devancé, et on pénétrait ainsi au sein même de l'armée de Silésie, avec certitude presque entière de la détruire pièce à pièce. Lorsque Napoléon survint, Marmont venait de diriger le 1er corps de cavalerie en avant à droite; Napoléon lança dans la même direction le général de Girardin avec les deux escadrons de service auprès de sa personne, pour disperser quelques groupes qui se retiraient sur la route de Châlons. L'ennemi à cette vue, sentant redoubler ses inquiétudes, précipita sa retraite. Marmont, avec son infanterie, le poussa vivement sur Champaubert, et le général Doumerc, avec les cuirassiers, le chargea dans la plaine à droite. Mis en complète déroute, les Russes se jetèrent en désordre dans Champaubert. Marmont y entra baïonnette baissée à la tête de l'infanterie de Ricard, tandis que les cuirassiers de Doumerc, tournant à droite, coupaient la communication avec Châlons. Olsouvieff, expulsé de Champaubert par notre infanterie, et rejeté sur notre gauche par les cuirassiers, était à la fois séparé de Blucher qui était resté en arrière à Étoges, et refoulé sur Montmirail où il n'avait d'autre ressource que de se réfugier vers Sacken, lequel était fort loin et pouvait bien avoir déjà cherché asile derrière la Marne. Dans cet embarras, Olsouvieff s'était retiré près d'un étang bordé de bois qu'on appelle le Désert. Ricard débouchant directement de Champaubert, Doumerc se rabattant de droite à gauche, fondirent sur lui. En un instant son infanterie fut rompue, et en partie hachée par les cuirassiers, en partie prise. Quinze cents morts ou blessés, près de trois mille prisonniers, une vingtaine de bouches à feu, le général Olsouvieff avec son état-major, furent les trophées de cette heureuse journée. Depuis l'ouverture de la campagne, c'était la première faveur de la fortune, et elle était grande, bien moins par le résultat même qu'on venait d'obtenir, que par les résultats ultérieurs qu'on pouvait espérer encore. En effet, d'après le rapport des prisonniers que Napoléon avait interrogés lui-même, on sut qu'en arrière, c'est-à-dire à Étoges, se trouvait Blucher, en avant vers Montmirail, Sacken, plus haut vers la Marne, d'York, que par conséquent on était au milieu des corps de l'armée de Silésie, et que les jours suivants il y aurait bien du butin à recueillir, et peut-être la face des choses à changer.

Aussi Napoléon éprouva-t-il un profond mouvement de joie. Il n'en avait pas ressenti un pareil depuis longtemps. Après avoir douté de tout, lui qui pendant tant d'années n'avait douté de rien, il recommençait à croire à sa fortune, et se tenait presque pour rétabli au faîte des grandeurs. En soupant à Champaubert dans une auberge de village, en compagnie de ses maréchaux, il parla des vicissitudes de la fortune avec cette philosophie riante qu'on retrouve en soi lorsque les mauvais jours font place aux bons, et dans un singulier élan de confiance, il s'écria : « Si demain je suis aussi heureux qu'aujourd'hui, dans quinze jours j'aurai ramené l'ennemi sur le Rhin, et du Rhin à la Vistule il n'y a qu'un pas ! » — Dernière joie qu'il ne faut pas lui envier, que nous partagerions même avec lui, si le dénoûment de ce grand drame était moins connu de la génération présente !

Le lendemain, la marche à suivre, douteuse peut-être pour un autre, était certaine pour Napoléon. Tombé comme la foudre au milieu des colonnes ennemies, il pouvait, en effet, se demander sur laquelle il devait fondre d'abord, sur celle de Blucher à droite, ou sur celle de Sacken à gauche. S'il se dirigeait tout de suite à droite, Blucher avait le moyen de lui échapper en se repliant sur Châlons, tandis qu'en marchant à gauche il était assuré d'atteindre Sacken, qui allait se trouver pris entre Champaubert et Paris, et de plus, en accablant Sacken, il attirait à lui Blucher, qui certainement ne laisserait pas écraser ses lieutenants sans essayer de les secourir. Saisissant tous ces aspects de la situation avec sa promptitude de coup d'œil ordinaire, Napoléon, dès le matin du 11, se porta à gauche sans aucune hésitation, suivit la route de Montmirail, et laissa sur sa droite, en avant de Champaubert, le maréchal Marmont avec la division Lagrange et le 1er de cavalerie pour contenir Blucher pendant qu'on aurait affaire aux géné-

raux Sacken et d'York. Napoléon emmena avec lui la division Ricard du corps de Marmont, afin d'avoir le plus de forces possible contre Sacken et d'York, qu'il pouvait rencontrer séparés ou réunis.

Il arriva vers dix heures du matin à Montmirail en tête de sa colonne, comptant à peu près 24 mille hommes avec Ney, Mortier, la cavalerie de la garde et la division Ricard. Il traversa Montmirail, et déboucha sur la grande route, où il vint prendre position en face des troupes russes qui accouraient en toute hâte. C'était Sacken revenant sur nous avec sa fougue accoutumée. Ce qui s'était passé parmi les coalisés peignait bien la confusion et la vanité de leurs conseils.

Blucher, ainsi qu'on l'a vu, s'était porté sur la Marne, pour envelopper Macdonald que les généraux d'York et Sacken poursuivaient vivement, l'un sur la rive droite de cette rivière, l'autre sur la rive gauche; après quoi, l'armée de Silésie, Macdonald enlevé, devait s'acheminer sur Paris, objet de toutes les convoitises de la coalition. Pendant ce temps, Schwarzenberg devait s'acheminer en descendant la Seine, et, comme nous l'avons dit, il avait appuyé vers l'Yonne, et agrandi ainsi l'espace qui le séparait de Blucher. Craignant que Blucher ne touchât au but avant lui, il lui avait recommandé, sur les vives instances de l'empereur Alexandre, de s'arrêter sous les murs de Paris, et d'attendre, pour y entrer, les souverains alliés. Tant de présomption et de décousu méritaient bien un châtiment!

Blucher avait reçu ces instructions au moment même où il apprenait l'arrivée de Napoléon à Sézanne, et il ne savait quel parti prendre, car la fougue n'est pas de la clairvoyance, surtout quand il s'agit de choisir entre des résolutions également périlleuses. Le général Gneisenau était d'un avis, le général Muffling d'un autre, et on avait essayé de faire parvenir à Sacken, à travers les colonnes françaises, un ordre qui n'offrait pas de grands moyens de salut, celui de revenir sur Montmirail, ou bien de se réfugier derrière la Marne auprès du général d'York, si le danger était aussi grand qu'on le disait. Si, au contraire, on s'était effrayé mal à propos, Sacken était autorisé à poursuivre par la Ferté-sous-Jouarre la pointe sur Paris. A la nouvelle de la subite apparition de Napoléon, Sacken, au lieu de se retirer derrière la Marne, avait rebroussé chemin pour avoir l'honneur de battre l'empereur des Français, et il avait engagé le général d'York à passer la Marne à Château-Thierry, et à se porter sur la route de Montmirail pour concourir à son triomphe ou pour y assister. Le général d'York n'avait suivi cette invitation qu'avec beaucoup de réserve, et s'était un peu avancé sur Montmirail, mais en ayant toujours ses derrières bien appuyés sur Château-Thierry.

Napoléon, ayant débouché par la route de Montmirail, vit donc Sacken qui revenait de la Ferté-sous-Jouarre, et aperçut au loin sur sa droite des troupes qui arrivaient des bords de la Marne par la route de Château-Thierry, mais sans paraître très-pressées de prendre part à cette grave affaire. C'étaient celles du général d'York. La première opération à exécuter était de barrer la route à Sacken, et de se défaire de lui, sauf à se rejeter ensuite sur l'autre survenant qu'on apercevait dans la direction de Château-Thierry. On était toujours sur le plateau qu'on avait gravi la veille en occupant Champaubert, et en se portant sur Montmirail, on avait à gauche les pentes de ce plateau dont le Petit-Morin baigne le pied. (Voir le plan de Montmirail, carte n° 63.) Sur ces pentes, à mi-côte, se trouve le village de Marchais. Napoléon y plaça la division Ricard, pour arrêter Sacken de ce côté, tandis que sur la grande route il avait déployé son artillerie et rangé sa cavalerie en masse. Dans cette attitude, l'infanterie de Ricard défendant à Marchais le bord du plateau, la cavalerie et l'artillerie interceptant la grande route, Napoléon pouvait attendre la jonction de Ney et de Mortier demeurés en arrière.

Sacken arrivé avec ses 20 mille hommes, voyant la route bien occupée, et s'apercevant qu'il ne serait pas aussi facile qu'il l'avait cru d'abord de passer sur le corps de Napoléon pour rejoindre Blucher, ne songea plus qu'à se faire jour. La grande route paraissait fermée par une masse compacte de cavalerie. A sa droite et à notre gauche, il voyait, le long des pentes boisées qui descendent vers le Petit-Morin, une issue possible, et qu'il pouvait s'ouvrir en s'emparant du village de Marchais. Il porta vers ce village une forte colonne d'infanterie, tandis qu'il essayait d'occuper d'autres petits amas de maisons et de fermes, placés également sur le flanc de la grande route, et appelés l'Épine-aux-Bois et la Haute-Épine. Un combat très-vif s'engagea de la sorte au village de Marchais, entre la colonne d'infanterie envoyée par Sacken et la division Ricard. Celle-ci résista vigoureusement, perdit et reprit tour à tour le village, et finit

par en demeurer maîtresse, tandis que la masse de notre cavalerie, établie sur la route, protégeait notre nombreuse artillerie et en était protégée.

On avait ainsi gagné deux heures de l'après-midi. Les routes étaient affreuses, et la garde avait eu une peine extrême à les parcourir. La première division de la vieille garde, sous Friant, étant enfin rendue sur le terrain, Napoléon fit ses dispositions pour frapper le coup mortel sur l'ennemi. Sacken avait fortement occupé l'Épine-aux-Bois, placée, comme le village de Marchais, sur le flanc de la grande route, mais un peu plus en avant par rapport à nous. Cette position semblait difficile à emporter sans y perdre beaucoup de monde, mais emportée, tout était décidé, car les troupes ennemies avancées sur notre gauche entre Marchais et le Petit-Morin devaient être prises, et Sacken n'avait d'autre ressource que de les sacrifier, et de s'enfuir avec les débris de son corps vers le général d'York sur la Marne. Napoléon, pour rendre moins meurtrière l'attaque de l'Épine-aux-Bois, feignit de céder du terrain vers Marchais, afin d'y attirer Sacken, et de l'engager ainsi à se dégarnir à l'Épine-aux-Bois. En même temps, il mit en mouvement sa cavalerie jusque-là immobile sur la grande route. Ces ordres, donnés avec une rigoureuse précision, furent exécutés de même.

Au signal de Napoléon, Ricard feint de reculer et d'abandonner Marchais, tandis que Nansouty se porte en avant avec la cavalerie de la garde. A cette vue, Sacken se hâte de profiter de l'avantage qu'il croit avoir obtenu, et, avec une partie de son centre, quitte l'Épine-aux-Bois pour s'emparer de Marchais, ne laissant sur la grande route qu'un détachement, afin de se tenir en communication avec le général d'York. Saisissant l'occasion, Napoléon lance Friant avec la vieille garde sur l'Épine-aux-Bois. Ces vieux soldats, qui avaient au feu le sang-froid du courage éprouvé, s'avancent sans tirer un coup de fusil, franchissent un petit ravin qui les séparait de l'Épine-aux-Bois, et puis s'y précipitent à la baïonnette. En un clin d'œil ils se rendent maîtres de la position, et tuent tout ce qui s'y trouve. Pendant cet acte vigoureux, Nansouty, après s'être porté en avant sur la grande route, se rabat brusquement à gauche contre les troupes de Sacken qui avaient dépassé l'Épine-aux-Bois, les charge à outrance, précipite les uns vers le Petit-Morin, oblige les autres à se replier. Celles-ci, forcées de battre en retraite, laissent dans un grave péril les troupes qui se sont engagées sur notre gauche entre Marchais et le Petit-Morin. Napoléon détache alors Bertrand avec deux bataillons de jeune garde sur le village de Marchais, pour aider Ricard à y rentrer. Ces bataillons, ralliant l'infanterie de Ricard, pénètrent dans Marchais baïonnette baissée, tandis que la cavalerie de la garde, sous le général Guyot, poursuit les fuyards à coups de sabre. Par ces mouvements combinés, tout ce qui s'est aventuré entre la grande route et le Petit-Morin est pris ou tué, sur le flanc même du plateau. En quelques instants, on ramasse quatre à cinq mille prisonniers, trente bouches à feu, et nos cavaliers étendent deux à trois mille hommes sur le carreau. Sacken n'a d'autre moyen de salut que de rétrograder en toute hâte, et, à la faveur de la nuit, de repasser de la gauche à la droite de la grande route (gauche et droite par rapport à nous), et de rejoindre le général d'York, qui s'était avancé avec précaution, mais que Napoléon avait contenu vers le village de Fontenelle, en y portant la seconde division de la vieille garde sous le maréchal Mortier.

Cette journée du 11, dite de Montmirail, était plus brillante encore que la précédente. Sur 20 mille hommes, Sacken en avait perdu 8 mille en tués, blessés ou prisonniers, et ce beau triomphe ne nous avait pas coûté plus de 700 à 800 hommes, car les vieux soldats que Napoléon avait employés cette fois savaient comment s'y prendre pour causer beaucoup de mal à l'ennemi sans en essuyer beaucoup eux-mêmes. Les jours suivants promettaient de plus grands résultats encore, car toute l'armée de Blucher, prise en détail, allait successivement recevoir le châtiment dû à sa présomption.

Tout indiquait que Sacken, en fuite vers la Marne, était allé rejoindre le général prussien d'York vers Château-Thierry, et que dès lors c'était de ce côté qu'il fallait marcher. Ainsi le troisième des corps composant l'armée de Silésie, celui d'York, devait à son tour se trouver isolément en face de Napoléon. Le lendemain en effet, 12 février, Napoléon se mit en marche avec la seconde division de vieille garde sous Mortier, une de jeune garde sous Ney, et toute la cavalerie, pensant que c'était assez pour culbuter un ennemi en désordre. Il laissa en arrière vers Montmirail la première division de vieille garde sous Friant, une autre de jeune garde sous Curial, afin de secourir au besoin Marmont

qui était resté devant Bluchrr, et d'avoir des forces à portée de la Seine s'il y avait nécessité d'y courir pour arrêter Srhwarzenberg. Telle était sa situation, qu'il fallait qu'il fît fare partout, et que, lors même qu'il lui importait de se concentrer quelque part pour frapper des coups dérisifs, il était obligé d'y rrgardrr avant d'attirer à lui des corps tous nécessaires ailleurs. Son art était de ne faire partout que l'indispensable, de le faire à temps, vite et avec énergir!

Il partit donc le 12 février, et quitta la route de Montmirail, qui est parallèle à la Marne, pour se diriger perpendiculairement sur la Marnr. Il trouva le général d'York avec environ 18 mille Prussiens et 12 mille Russes restant du rorps de Sacken, formés en rolonne sur la route de Château-Thierry. La plus grande partie de l'infanterie ennemie était massée derrière un ruisseau près du village des Caquerets. Une compagnie de la garde, envoyée en tirailleurs un peu au-dessous du village, dispersa les tirailleurs ennemis, franrhit le ruisseau, et décida les Prussiens, qui voyaient l'obstarle vaincu, à battrr rn retraite. On traversa lr village et on s'avança en plaine, les deux divisions d'infanterie de la garde déployées. Napoléon, qui avait porté sa cavalerie à sa droitr, lui ordonna de se diriger au grand trot sur le flanr de l'infantrrie ennrmie, afin de la devancer à Château-Thierry. Cet ordre fut immédiatement exéruté. A cette vue, le général d'York envoya sa cavalerie pour résister à la nôtre; mais le général Nansouty, avec les escadrons des gardes d'honneur rt ceux de la garde, fondit sur la ravalerie prussienne, la rulbuta sur Château-Thierry, en sabra une partie, et lui enleva toute son artillerie légère. Rien n'égalait l'ardeur de nos braves ravaliers, exrités à la fois par les dangers de la France et par leur dévouement personnel à l'empereur.

Pendant ce rapide mouvement de notre ravalerie pour drvancer le général d'York sur Château-Thierry, on avait réussi à séparrr du gros do l'ennemi une arrière-garde de trois bataillons prussiens et de quatre bataillons russes. Le général Letort, rommandant les dragons de la garde, jaloux de surpasser, s'il se pouvait, tout ce que les troupes à rheval avaient fait depuis quelques jours, chargea à fond de train les sept bataillons aver cinq à six cents chrvaux, les rompit, tua une grandr quantité d'hommes, et ramassa sur le terrain près de trois mille prisonniers avec une nombrruse artillerie. Puis on se jeta en masse, infanterie et cavalerie, sur Château-Tbierry. Le prince Guillaume de Prusse s'était porté en avant avec sa division pour arrêter notre poursuite. Il fut culbuté à son tour après une perte de 500 hommes. On entra pêle-même avec l'ennemi dans Château-Thierry, et on y fit encore beauroup de prisonniers. Les habitants, irrités de la conduite des Prussiens, ivres à la fois de joie et de colère, ne faisaient guère quartier aux soldats d'York surpris isolément; ils les tuaient ou les amenaient à Napoléon. Malbeureusement, l'ennemi avait détruit le pont de Château-Thierry, et une plus longue poursuite nous était dès lors interdite. Napoléon cependant consrrvait une espérance. En partant pour rxéruter cette suite dr mouvements, il avait informé lr maréebal Macdonald de re qu'il allait faire, lui avait presrrit de s'arrêter à Meaux, et, dans qurlque état qu'il se trouvât, de rebrousser rbemin par la rive droite de la Marne, lui promettant qu'il y recueillerait le plus beau butin imaginable.

Arrivé à Château-Thierry, Napoléon attendit donc aver ronfianre, s'orcupant dr rétablir le pont de la Marne, et comptant qur Macdonald, qui devait se montrer sur l'autre rive, allait ramasser par milliers les prisonniers et les voitures d'artillerie. Mais, de toute la journée, Mardonald ne parut point. Ce maréebal, qui était habitué à la gurrre régulière dans laquelle il exrellait, en voulait à Napoléon, à ses généraux, à ses soldats, de er qu'il avait été ramené des bords du Rhin jusqu'aux portes de Paris, aver 6 mille hommes en désordre, s'en prenait à tout le munde au lieu dr s'eu prendre aux circonstances, et, tout préoccupé de l'état de son corps, au lieu de s'en servir comme il était, avait employé son temps à le réorganiser au moyen des ressourres qu'on lui avait envoyérs à Meaux. Il ne se trouva donc point sur la rive droite de la Marne au moment décisif où Napoléon rspérait le voir.

Ce contre-temps, qui restreignait un peu les rnnséquences de la grande manœuvre de Napoléon, n'empêchait pas qu'elle n'eût déjà produit les plus beaux résultats. Il avait battu, sans perdre plus d'un millier d'hommes, trois des corps dr Blurhrr, et il ne lui en restait plus qu'un à frapper, relui de Blucher lui-même, pour avoir érrasé rn détail l'armée de Silésie, l'une des deux qui menaçairnt l'Empire, et la plus redoutable, sinon par le nombre, au muins par l'énergie. Il lui avait déjà pris 11 à 12 mille hommes, et tué ou blessé 6 à 7 mille. Si Blueber venait sr joindre à la suite des battus, il n'y

avait plus rien à désirer quant à l'armée de Silésie.

Napoléon, infatigable comme aux plus beaux jours de sa jeunesse, résolut de ne pas perdre un moment pour tirer de cette série d'opérations tous les avantages qu'il pouvait encore en espérer. Il employa le reste de la journée du 12 et la plus grande partie de celle du 13, à réparer le pont de la Marne, afin d'envoyer Mortier, à défaut de Macdonald, à la poursuite des corps de Sacken et d'York sur Soissons, et, tandis qu'il vaquait à ce soin, il avait les yeux fixés sur Montmirail où Marmont avait été placé en observation devant Blucher, et sur la Seine où les maréchaux Victor et Oudinot étaient chargés de contenir le prince de Schwarzenberg. Du côté de Montmirail, Blucher n'avait pas donné signe de vie, et Marmont était demeuré à Étoges sans essayer d'attaque. Du côté de la Seine, la situation était moins paisible. Le prince de Schwarzenberg, après avoir accordé un peu de repos à ses troupes à Troyes, les avait portées sur la Seine, dont il occupait le contour de Méry à Montereau, et il essayait d'en forcer le passage à Nogent-sur-Seine, à Bray, à Montereau même. Les maréchaux Victor et Oudinot résistaient de leur mieux avec les ressources que Napoléon leur avait laissées, mais demandaient son retour avec instance. Chaque jour, il leur avait donné de ses nouvelles et des meilleures, et les avait encouragés à tenir ferme, leur promettant de revenir à leur secours dès qu'il en aurait fini avec Blucher.

Napoléon avait ainsi passé trente-six heures à Château-Thierry, lorsque dans la nuit du 13 au 14, il reçut de Marmont la nouvelle fort grave, mais fort satisfaisante, que Blucher, immobile pendant les journées des 10, 11 et 12, avait enfin repris l'offensive, et marchait sur Montmirail, probablement à la tête de forces considérables. Napoléon se mit sur-le-champ en route. Il avait, comme on l'a vu, laissé à Montmirail Friant avec la plus forte division de la vieille garde, Curial avec une division de la jeune, et il avait dirigé sur le même point la division Leval arrivant d'Espagne. Une division de cavalerie tirée de tous les dépôts réunis à Versailles, était également arrivée à Montmirail. Il prescrivit à ces diverses troupes de se porter de Montmirail sur Champaubert à l'appui du maréchal Marmont. Il y envoya de Château-Thierry la division d'infanterie de jeune garde du général Musnier, et toute la cavalerie de la garde sous les ordres de Ney. En même temps, il expédia vers Soissons Mortier avec la seconde division de la garde, avec les lanciers de Colbert et les gardes d'honneur du général Defrance, lui recommandant de poursuivre à outrance les corps vaincus des généraux d'York et Sacken; puis il partit au galop pour devancer de sa personne les troupes qu'il amenait. Il arriva vers neuf heures du matin à Montmirail, et y trouva toutes choses comme il pouvait les désirer, car il semblait qu'en ces derniers jours de faveur la fortune ne lui refusât rien de ce qui devait rendre ses succès éclatants.

Blucher, après avoir attendu le 11, le 12, des nouvelles de Sacken et d'York, se flattant qu'ils se seraient repliés sains et saufs sur la Marne, avait enfin songé à venir à leur secours en se portant à Montmirail avec les troupes de Capzewitz, le corps prussien de Kleist, et les restes d'Olsouvieff. Ces troupes formaient en tout 18 ou 20 mille hommes. Blucher avait mandé, en outre, au prince de Schwarzenberg, de lui envoyer le détachement de Wittgenstein par la traverse de Sézanne, et se promettait avec ce détachement, avec ce qu'il avait sous la main, d'opérer sur les derrières de Napoléon une assez forte diversion pour achever de dégager Sacken et d'York, qui seraient ainsi en mesure de remonter la Marne et de le rejoindre par Épernay et Châlons. C'était raisonner peu sensément, car il pouvait bien, en s'avançant ainsi, rencontrer Napoléon victorieux d'Olsouvieff, et Sacken et d'York, revenant avec ses forces réunies pour se jeter sur le général de l'armée de Silésie, et accabler le chef après avoir accablé les lieutenants.

Le 13 au matin, Blucher avait quitté Vertus, gravi le plateau sur lequel sont situés Champaubert et Montmirail, et fait reculer Marmont qui, n'ayant que cinq à six mille hommes à lui opposer, s'était retiré successivement sur Champaubert, Fromentières et Vauchamps. C'est de là que Marmont avait, le 13 au soir, écrit à Napoléon. Le 14, en attendant son arrivée, il avait évacué Vauchamps, et pris position un peu en arrière sur la route de Montmirail.

Napoléon ayant rejoint Marmont le 14 vers neuf heures du matin, l'offensive fut reprise à l'instant même. Le maréchal Marmont, en abandonnant Vauchamps, s'était établi sur une hauteur boisée, au sommet de laquelle il avait rangé son artillerie. Blucher, marchant avec sa confiance accoutumée, envoya la division prussienne Zietben en avant pour le précéder à Montmirail. A peine sortie de Vauchamps, cette

troupes harassées se répandraient confusément autour du village, ou dans la forêt environnante, et qu'en apparaissant brusquement au milieu d'elles pendant la nuit, on pourrait les jeter dans un grand désordre, et surtout les pousser au delà d'Étoges, en bas du plateau sur lequel on combattait depuis plusieurs jours. Destiné, d'après toutes les vraisemblances, à garder de nouveau cette position pendant que Napoléon irait combattre ailleurs, Marmont tenait à s'établir à Étoges même, d'où il pouvait dominer la route de Vertus. Il résolut donc d'essayer sur Blucher une attaque de nuit.

Toutefois, il n'avait que peu de forces à sa disposition, ses soldats s'étant déjà dispersés dans les champs pour y chercher à vivre. Il était suivi par la division du général Leval que Ney prétendait avoir sous ses ordres. Après une altercation assez vive entre ce maréchal et lui, il prit un détachement de cette division, et, avec un de ses régiments de marine, il s'enfonça dans les bois à la faveur de l'obscurité, puis fondit brusquement sur Étoges, au moment où l'ennemi, épuisé de fatigue, commençait à goûter un peu de repos. Cette attaque imprévue eut un succès complet. Prussiens et Russes, assaillis avant d'avoir pu se mettre en défense, furent refoulés hors d'Étoges, et obligés, en pleine nuit, de s'enfuir vers Bergères et Vertus. On enleva une bonne portion des troupes du général russe Orosoff, et ce général lui-même avec son état-major. Cette dernière partie de la journée coûta encore plus de 2 mille hommes au corps de Blucher, et beaucoup d'artillerie.

La journée du 14, dite de Vauchamps, fit donc perdre à Blucher de 9 à 10 mille hommes en morts, blessés ou prisonniers. Il n'était pas possible de terminer plus dignement cette suite d'admirables opérations. Parti le 9 février de Nogent-sur-Seine, arrivé le 10 à Champaubert, Napoléon y avait pris ou détruit dans cette journée le corps d'Olsouvieff, battu le 11, à Montmirail, le corps de Sacken, battu et refoulé le 12 sur Château-Thierry celui d'York, employé le 13 à rétablir le pont de la Marne pour lancer Mortier à la poursuite de l'ennemi, et le 14, rebroussant chemin sur Montmirail, il avait assailli Blucher qui venait maladroitement s'offrir à ses coups, comme pour lui fournir l'occasion d'accabler le dernier des quatre détachements de l'armée de Silésie. Ainsi, presque sans bataille, en quatre combats livrés coup sur coup, Napoléon avait entièrement désorganisé l'armée de Silésie, lui avait enlevé environ 28 mille hommes sur 60 mille, plus une quantité immense d'artillerie et de drapeaux, et avait puni cruellement le plus présomptueux, le plus brave, le plus acharné de ses adversaires. Il y avait de quoi être fier et de son armée et de lui-même, et des derniers éclats de sa miraculeuse étoile, miraculeuse jusque dans le malheur!

Napoléon dirigea tout de suite sur Paris les 18 mille prisonniers qu'il avait faits, afin que la capitale les vît de ses propres yeux, et qu'en regardant ces trophées dignes des guerres d'Italie, elle crût encore au génie et à la fortune de son empereur.

Paris avait successivement appris les triomphes inespérés de Napoléon, et, sauf quelques cœurs égarés par l'esprit de parti ou par la haine du despotisme impérial, s'en était réjoui cordialement. L'annonce des colonnes de prisonniers avait excité une vive attente chez les Parisiens, qui espéraient les voir défiler sur le boulevard dans deux ou trois jours. Mais c'est à peine s'ils avaient osé se livrer à la joie, car, tandis qu'ils apprenaient que Blucher et ses lieutenants étaient battus à Champaubert, à Montmirail, à Château-Thierry, à Vauchamps, ils recevaient la nouvelle que Schwarzenberg était près de forcer la Seine de Nogent à Montereau, et que les Cosaques de Platow s'étaient montrés dans la forêt de Fontainebleau. La malheureuse cité, du sein de laquelle la terreur avait fondu pendant vingt ans sur toutes les capitales, était en proie à son tour aux plus cruelles angoisses. La victoire même ne la pouvait garantir de ses terreurs, car un ennemi n'était pas plutôt battu sur la Marne, qu'un autre apparaissait sur la Seine, et que, rassurée du côté de Meaux, elle avait sujet de s'effrayer du côté de Melun et de Fontainebleau. De vives instances étaient donc parties de Paris pour ramener Napoléon sur la Seine. Ce motif lui avait fait abandonner Marmont avant la fin de la journée de Vauchamps, et l'avait forcé de revenir à Montmirail, pour donner de nouveaux ordres et préparer de nouveaux combats.

Voici en effet ce qui s'était passé à la grande armée du prince de Schwarzenberg. Pendant que Napoléon avait quitté l'Aube et la Seine pour se porter sur la Marne, les souverains alliés s'étaient rendus à Troyes, et leur armée, les devançant, avait occupé le cours de la Seine de Nogent à Montereau, avait même cherché à s'étendre jusqu'à l'Yonne, afin de se garantir du danger d'être débordée par sa gauche. La pré-

tention de la grande armée de Bohême était de marcher sur Paris par les deux rives de la Seine, par Fontainebleau et Melun, pendant que l'armée de Silésie, suivant la Marne, y arriverait par Meaux. L'espérance d'y entrer enflammait en ce moment l'imagination d'Alexandre. Tandis que l'empereur François vivait modestement à Troyes, voyant peu de monde, ne fréquentant que M. de Metternich, l'empereur Alexandre, livré à une activité fébrile, allait d'un corps d'armée à l'autre, affectant de tout diriger, et recommandant sans cesse à Blucher de l'attendre avant d'entrer à Paris. Le roi de Prusse, pour plaire aux patriotes de son état-major, se prêtait à tous les mouvements de son allié, mais avec la gaucherie d'un homme sage, peu fait pour ce rôle vain et agité. C'est dans cet état que les avait trouvés un témoin oculaire digne de foi, le brave et savant général Reynier, qu'on avait échangé contre le général comte de Merveldt (l'un et l'autre avaient été faits prisonniers à Leipzig), et qui à la suite de cet échange, avait traversé Troyes pour revenir à Paris. Le général Reynier, présenté aux monarques alliés, les avait écoutés, et avait recueilli leurs paroles avec une extrême attention [1]. L'empereur François l'avait conjuré de répéter à son gendre un conseil qu'il lui avait adressé déjà bien des fois, celui de céder à la fortune, d'abandonner ce qu'on exigeait de lui puisqu'il ne pouvait pas le conserver, et de considérer les destinées de l'Autriche, dans le moment actuel, pour apprendre que se soumettre aux dures nécessités du présent n'était souvent qu'un moyen de sauver l'avenir. Le roi de Prusse n'avait presque rien dit, selon son usage; mais Alexandre avait parlé avec une vivacité singulière. Il avait demandé d'abord au général Reynier quand il croyait être à Paris, et le général, ayant répondu qu'il espérait y être le 14 ou le 15 février, Alexandre avait répliqué : Eh bien, Blucher y sera avant vous... Napoléon m'a humilié, je l'humilierai, et je fais si peu la guerre à la France, que, s'il était tué, je m'arrêterais sur-le-champ. — C'est donc pour les Bourbons que Votre Majesté fait la guerre? avait dit le général Reynier. — Les Bourbons, avait repris Alexandre, je n'y tiens nullement. Choisissez un chef parmi vous, parmi les généraux illustres qui ont tant contribué à la gloire de la France, et nous sommes prêts à l'accepter. — Alexandre, descendant alors aux plus étranges confidences, lui avait laissé entrevoir le projet d'imposer Bernadotte à la France, comme Catherine, quarante ans auparavant, avait imposé Poniatowski à la Pologne. A cette ouverture, le général Reynier avait fort déconcerté le czar, en lui exprimant le mépris que les militaires français avaient conçu pour la conduite et les talents du nouveau prince suédois. Alexandre, surpris et mécontent, avait congédié le général Reynier, qui était parti sur-le-champ pour Paris, et était venu offrir son épée à Napoléon, offre bien méritoire dans de pareilles circonstances, car il avait repoussé les propositions les plus flatteuses d'Alexandre, pour rester fidèle à la France malheureuse. Le général Reynier était Suisse de naissance, mais Français par le cœur et les services.

L'orgueil blessé, le désir de la vengeance inspiraient en ce moment tous les actes de l'empereur Alexandre. C'est par ce motif qu'il avait fait suspendre les séances du congrès, se fondant, pour ne plus les reprendre, sur ce que M. de Caulaincourt n'avait pas accepté immédiatement les propositions de Châtillon. Il montrait à cet égard une résolution opiniâtre, et ne voulait plus qu'on traitât. M. de Metternich, aidé de lord Castlereagh, s'opposait de toutes ses forces à cette volonté du czar. Le ministre autrichien persistant dans sa politique de ne pas pousser trop loin une lutte qui, au delà d'un certain terme, ne profitait qu'à la prépondérance de la Russie, le ministre anglais disposé à s'arrêter si on lui abandonnait Anvers et Gênes, s'étaient servis pour résister à l'empereur Alexandre de la lettre que M. de Caulaincourt avait secrètement adressée à M. de Metternich, et dans laquelle il demandait si en admettant les bases proposées il pourrait au moins obtenir une suspension d'armes. Appuyés sur cette lettre, ils avaient dit que la France étant prête à céder aux vœux des alliés, il n'y avait pas de motif de pousser les hostilités plus loin, que c'était courir des chances inutiles pour un objet qui ne pouvait être le but avoué d'aucune des puissances coalisées. L'empereur François en effet ne pouvait dire à l'Europe qu'il faisait la guerre pour détrôner sa fille, et le cabinet britannique, bien que l'opinion fût actuellement très-modifiée en Angleterre, ne pouvait

[1] A peine arrivé à Paris, le général Reynier fit de ces entretiens un rapport fidèle qui fut envoyé immédiatement à Napoléon. Ce rapport, l'un des documents secrets les plus curieux du temps, est digne de la plus entière confiance, car le général Reynier était incapable d'altérer la vérité, et d'ailleurs son rapport concorde avec tout ce que les dépêches diplomatiques françaises et étrangères nous apprennent sur le quartier général des souverains.

avouer au parlement qu'il faisait la guerre pour rétablir les Bourbons. Si lord Castlereagh, maître aujourd'hui d'ôter à la France Anvers et Gênes, s'était exposé à un revers en dépassant le but, il lui aurait été impossible de se présenter soit à l'une, soit à l'autre des deux chambres. Enfin en prolongeant les hostilités, on risquait de mettre la France de la partie, et déjà on voyait les paysans prendre les armes en quelques endroits, intercepter les convois, tuer les hommes isolés, danger qui menaçait de s'accroître, et qui devait singulièrement ajouter à toutes les difficultés de cette lutte acharnée. Comme on avait un besoin indispensable des troupes de l'Autriche et de l'argent de l'Angleterre, et que M. de Metternich ainsi que lord Castlereagh avaient déployé en cette occasion une remarquable fermeté, on avait consenti à reprendre les conférences, et on avait envoyé aux plénipotentiaires, encore réunis à Châtillon, un projet de préliminaires dont l'adoption devait faire cesser les hostilités à l'instant même, mais qui était tellement humiliant dans la forme, qu'on le regardait comme l'équivalent d'une entrée dans Paris. C'était la consolation qu'on avait voulu ménager à l'empereur Alexandre. Il s'en était contenté, dans l'espérance que Napoléon n'accepterait pas ce nouveau projet, et en attendant il pressait le prince de Schwarzenberg de marcher sur Paris, afin de n'avoir pas le chagrin ou d'y arriver derrière le maréchal Blucher, ou d'être arrêté par la signature de la paix au moment d'y entrer.

A la suite de ces résolutions, le prince de Schwarzenberg s'était avancé parallèlement à la Seine, de Nogent à Montereau. (Voir la carte n° 62.) Il avait dirigé les corps de Wittgenstein et du maréchal de Wrède sur Nogent et Bray, les Wurtembergeois sur Montereau, les troupes de Colloredo et de Giulay sur l'Yonne, ces derniers ayant l'ordre de franchir cette rivière et de se porter sur Fontainebleau. Les réserves russes et prussiennes étaient demeurées sous Barclay de Tolly entre Troyes et Nogent. Wittgenstein et de Wrède s'étant présentés à Nogent et Bray, furent reçus à Nogent par le général Bourmont, que le maréchal Victor y avait laissé avec 1,200 hommes seulement. Ce général, après un combat héroïque, les avait repoussés avec perte de 1,500 hommes. Mais à Bray ils n'avaient trouvé que des gardes nationales, et ils avaient forcé le passage. Le maréchal Victor, en voyant le passage de la Seine forcé à Bray, n'avait pas osé rester derrière Nogent, et s'était retiré sur Provins et Nangis. Le maréchal Oudinot entraîné dans ce mouvement rétrograde, et n'ayant que la division Rothenbourg pour rétablir les affaires, avait suivi la retraite du maréchal Victor, et l'un et l'autre étaient venus prendre position sur la petite rivière d'Yères, qui traverse la Brie, et va tomber dans la Seine près de Villeneuve-Saint-Georges. Les deux maréchaux rangés derrière cette faible rivière attendaient là que Napoléon vînt à leur secours. Le brave général Pajol, n'ayant cessé d'être à cheval malgré des blessures rouvertes, ne pouvait pas tenir à Montereau quand Bray et Nogent étaient abandonnés; il avait recueilli le général Alix, qui venait de défendre Sens avec la plus grande vigueur, et s'était replié de l'Yonne sur le canal de Loing, et du canal de Loing sur Fontainebleau.

Ainsi le 14 février, jour où Napoléon achevait à Vauchamps la défaite de l'armée de Silésie, les troupes de l'armée de Bohême étaient placées, le prince de Wittgenstein à Provins, le maréchal de Wrède à Nangis, les Wurtembergeois à Montereau, le prince de Colloredo dans la forêt de Fontainebleau, le général Giulay à Pont-sur-Yonne, les Cosaques dans les environs d'Orléans, Maurice de Lichtenstein avec les réserves autrichiennes à Sens, enfin Barclay de Tolly avec les gardes russe et prussienne en seconde ligne, entre Nogent et Bray. Quelques nouvelles des revers de Blucher étaient parvenues au quartier général des coalisés, mais on ignorait l'importance de ces revers, et on se flattait de pouvoir arriver jusqu'à Paris par Fontainebleau ou Melun.

En apprenant ce triste état de choses, Napoléon avec sa prodigieuse activité qui n'avait de limites que dans les forces physiques de ses soldats, se reporta tout de suite de Vauchamps sur Montmirail, suivi de la garde jeune et vieille, et de toute la cavalerie. Il laissa au maréchal Marmont le soin qu'il lui avait déjà confié de se tenir entre la Seine et la Marne, depuis Étoges jusqu'à Montmirail, d'y observer les débris de Blucher, et d'y donner la main à Mortier qui avait été envoyé à la poursuite de Sacken et d'York sur Soissons. Puis il fit ses dispositions pour se reporter sur la Seine et tenir tête au prince de Schwarzenberg.

Une grave question s'offrait en ce moment à l'esprit de Napoléon. Fallait-il aller droit de Montmirail à Nogent par Sézanne (route qu'il avait déjà suivie), pour joindre la Seine par le plus court chemin, et tomber ainsi brusquement

dans le flanc du prince de Schwarzenberg ; ou bien, suivant le mouvement rétrograde des maréchaux Victor et Oudinot, qu'on devait présumer poussé encore plus loin depuis les dernières nouvelles, fallait-il rétrograder jusqu'aux bords de l'Yères, afin d'y recueillir les deux maréchaux, et, réuni à eux, aborder de front le prince de Schwarzenberg pour le refouler sur la Seine qu'il avait franchie ? Certainement, s'il était toujours possible à la guerre de connaître à temps les projets de l'ennemi, Napoléon aurait su que les corps de l'armée de Bohême étaient dispersés entre Provins, Nangis, Montereau, Fontainebleau, Sens, et alors se jetant au milieu d'eux avec 25 mille hommes, par le chemin de Sézanne à Nogent, qui était le plus court, il aurait pris en flanc les corps éparpillés de l'ennemi, rallié par sa droite Victor et Oudinot, culbuté successivement Wittgenstein et de Wrède sur le prince de Wurtemberg, tous trois sur Colloredo, et détruit ou enlevé une partie de ce qui avait traversé la Seine [1]. Mais Napoléon ayant employé cinq jours à combattre l'armée de Silésie, ignorait ce qui s'était passé à l'armée de Bohême, et dans l'ignorance des événements il devait se conduire d'après la plus grande vraisemblance. Or, la plus grande vraisemblance c'était que les maréchaux après avoir beaucoup rétrogradé, auraient rétrogradé encore, qu'ils se seraient tout au plus arrêtés derrière la petite rivière d'Yères, que Schwarzenberg se trouverait en leur présence, les attaquant avec au moins 80 mille hommes, les ayant peut-être déjà battus, et, dans ce cas, en se portant directement sur Nogent ou Provins avec 25 mille hommes seulement, Napoléon s'exposait à rencontrer Schwarzenberg se retournant vers lui avec 80 mille, et lui faisant subir un grave échec, avant qu'il eût rallié les deux maréchaux. De plus, toutes les routes de traverse de Montmirail à Nogent, de Montmirail à Provins, étaient détestables, et on pouvait y rester embourbé. Par cette raison qui était forte, et par celle de la prudence, le plus sûr était, au lieu de percer droit sur la Seine, de rétrograder jusque sur l'Yères, comme l'avaient fait les maréchaux eux-mêmes, de les rejoindre par la route pavée de Montmirail à Meaux, de Meaux à Fontenay et Guignes, et de composer par cette réunion une masse de 60 mille hommes, qui suffisait pour ramener le prince de Schwarzenberg sur la Seine. Au lieu de prendre en flanc le généralissime autrichien, on l'aborderait ainsi de front ; mais il se pouvait qu'au lieu de le trouver formé en une seule masse, on le trouvât dispersé en plusieurs corps, et il ne serait pas impossible alors de le traiter comme on venait de traiter Blucher lui-même.

Ce plan était le seul que le bon sens pût avouer, et Napoléon, qui à la guerre alliait toujours la sagesse à l'audace, n'hésita point à l'adopter. Il ordonna le soir même à sa garde, jeune et vieille, infanterie et cavalerie, à la division d'Espagne Leval, à la cavalerie du général Saint-Germain, d'exécuter le lendemain 15 une forte marche jusqu'à la Ferté-sous-Jouarre, et de sa personne il partit pour Meaux afin de veiller aux mouvements de ses troupes.

Arrivé dans l'après-midi du 15 à Meaux, il y arrêta ses dernières dispositions. C'est à Meaux que le maréchal Macdonald s'était replié après la retraite qui l'avait tant affligé, et c'est à Meaux qu'il cherchait à réorganiser son corps d'armée. Ce corps, avec les débris qu'il avait ramenés, avec quelques bataillons tirés des dépôts de Paris, avec les gardes nationales qu'on avait pu réunir, fut distribué en trois divisions, et porté à environ 12 mille hommes de toutes armes. Napoléon le fit partir sur-le-champ par la route de Meaux à Fontenay, et l'envoya sur l'Yères, ce petit cours d'eau derrière lequel allaient se concentrer toutes nos forces. Il ordonna aux maréchaux Victor et Oudinot, qui s'y étaient retirés, de continuer à s'y maintenir, et leur annonça son arrivée pour le lendemain 16. La belle cavalerie tirée d'Espagne avait déjà dépassé Paris au nombre de 4 mille cavaliers sans pareils. Napo-

1 Je réponds ici au reproche très-peu fondé que le général Koch, dans son excellent et consciencieux ouvrage sur la campagne de 1814, adresse à Napoléon de n'avoir par marché directement de Montmirail à Provins, au lieu de rétrograder jusqu'à Meaux. Le général Koch, toujours éclairé et impartiel, est le seul des écrivains de ce temps qui mérite une vraie confiance ; pourtant il s'est trompé quelquefois, surtout quand il n'a pas eu sous les yeux la correspondance impériale, ce qui l'a empêché de connaître et d'apprécier les motifs des déterminations qu'il examine. C'est, comme nous l'avons répété souvent, avec une extrême réserve qu'il faut juger Napoléon, et l'on doit se bien dire que lorsqu'il se trompe, ce qui ne lui arrive presque jamais dans ses combinaisons militaires, c'est qu'il est mû par sa passion politique ou qu'il a été dans l'ignorance forcée de ce que faisait l'ennemi. Mais dans toute autre circonstance on peut affirmer que ses mouvements sont calculés avec une profondeur, une sûreté de vue incomparables. Il faut donc toujours, avant de prononcer, avoir lu tout ce qui reste de ses intentions écrites, et se dire, lorsqu'on ne trouve pas ses motifs dans les deux causes que nous venons de signaler, qu'ils se trouveront dans les faits mieux étudiés. Il est rare en effet, en les étudiant davantage, qu'on n'y rencontre pas des raisons nouvelles d'admirer son génie, tout en déplorant la politique immodérée qui l'a perdu.

léon les réunit à Guignes, où il supposait que se livrerait la principale bataille de la campagne. Les deux divisions de jeune garde qu'on organisait à Paris venaient d'en sortir, sous les généraux Charpentier et Boyer, pour se porter sur la rive gauche de la Seine, et intercepter la route de Fontainebleau. Napoléon aurait pu sans doute les amener sur la droite de la Seine, afin de réunir toutes ses ressources aux environs de Guignes, mais c'était trop que de laisser Paris entièrement découvert sur la rive gauche, les coalisés y ayant dirigé une portion notable de leurs forces. En conséquence il envoya ces deux divisions sur l'Essonne, avec la recommandation de s'y défendre jusqu'à la dernière extrémité, et de tâcher ainsi de couvrir Paris sur la rive gauche de la Seine, tandis qu'il allait essayer de le dégager sur la rive droite par une bataille décisive. Enfin il donna les instructions nécessaires pour avoir seul en sa possession le passage des rivières sur lesquelles il manœuvrait, pour faire préparer des vivres sur les routes, et surtout pour rassembler les charrettes des cultivateurs, afin que les soldats de la garde, transportés sur ces charrettes, pussent doubler ou tripler les étapes. Le lendemain il partit de Meaux, et arriva par Fontenay à Guignes au moment même où les maréchaux Victor et Oudinot, refoulés sur l'Yères, en disputaient les bords aux avant-gardes du prince de Wittgenstein et du maréchal de Wrède. (Voir la carte n° 62.) Cet état de choses justifiait la détermination que Napoléon avait prise, car réuni aux deux maréchaux il n'avait plus à craindre Wittgenstein et de Wrède, et allait avoir près de 60 mille hommes à opposer à 50 mille, ce qui lui promettait immédiatement les succès les plus éclatants.

Napoléon, considérant que s'il avait en face une masse imposante de forces, ce ne pouvait être cependant toute l'armée de Schwarzenberg, puisqu'on lui dénonçait la présence de l'ennemi à la fois à Montereau, à Fontainebleau, à Sens, aux environs même d'Orléans, comprit qu'il ne devait avoir devant lui qu'une moitié tout au plus de la grande armée de Bohême, et résolut de prendre l'offensive immédiatement. Bien que sa garde et la division Leval ne fussent point arrivées, il avait avec les trois maréchaux Oudinot, Victor, Macdonald, avec la cavalerie d'Espagne, environ 35 à 36 mille hommes, et c'était bien assez, lui présent, pour en aborder 50 mille. D'ailleurs, en quelques heures, les 25 mille hommes qui le suivaient devaient rejoindre, et il prit ses mesures pour commencer l'action à la pointe du jour.

Le 17 en effet il était à cheval de très-grand matin, dirigeant lui-même les mouvements de ses troupes. Le maréchal Victor ayant formé l'arrière-garde dans la retraite de la Seine sur l'Yères, devint naturellement l'avant-garde. Ce maréchal s'avançait ayant au centre les divisions de réserve Dufour et Hamelinaye qu'il prodiguait volontiers parce qu'elles appartenaient au général Gérard, et sur les ailes les divisions Duhesme et Chataux du 2ᵉ corps qui était le sien, et que par ce motif il ménageait davantage. A droite la cavalerie du 5ᵉ corps sous le général Milhaud, à gauche la cavalerie d'Espagne sous le général Treilhard, marchaient déployées, et prêtes à exécuter des charges à outrance. A la suite du maréchal Victor venaient les maréchaux Oudinot et Macdonald. En arrière et à une distance de plusieurs lieues, la garde, voyageant sur des charrettes, couvrait la route de Meaux à Guignes.

A peine était-on en marche de Guignes sur Mormant, qu'on aperçut le comte Pahlen, formant l'avant-garde du prince de Wittgenstein avec 2,500 hommes d'infanterie et environ 1,800 chevaux. C'était une belle proie qui s'offrait au début des opérations contre l'armée de Bohême. Le général Gérard, supérieur aux autres et à lui-même dans cette rude campagne, se porta en avant à la tête d'un bataillon du 32ᵉ, jeunes soldats jetés dans un vieux cadre jadis célèbre en Italie. Il entra l'épée à la main dans Mormant, et en chassa l'infanterie du comte Pahlen qui s'y était réfugiée dans l'espérance d'être secourue par les Bavarois établis à Nangis. Privée de cet asile, l'infanterie russe fut obligée de traverser à découvert l'espace qui sépare Mormant de Nangis. Drouot, débouchant de Mormant avec ses canons, la couvrit de mitraille, pendant que, sur la gauche le comte de Valmy avec les escadrons récemment arrivés d'Espagne, sur la droite le comte Milhaud avec les dragons qui en étaient arrivés l'année précédente, l'assaillaient à coups de sabre. Les carrés de l'infanterie russe, malgré leur solidité, furent enfoncés et pris en entier avec leur artillerie. Leur cavalerie fut atteinte avant d'avoir pu s'enfuir, et en grande partie enlevée ou détruite. Cette échauffourée coûta aux Russes près de 4 mille hommes tant prisonniers que morts ou blessés, et 11 pièces de canon.

Ce début promettait à l'armée du prince de

Schwarzenberg un traitement assez semblable à celui qu'avait essuyé l'armée de Blucher. Pourtant il fallait la poursuivre sans relâche, si on voulait obtenir les résultats qu'on était fondé à espérer, et Napoléon précipita le mouvement de tous ses corps. On s'avança rapidement sur Nangis, refoulant à la fois les troupes russes de Wittgenstein dont on venait d'anéantir l'avant-garde, et les troupes bavaroises qui se repliaient sur leur corps de bataille. Le succès de cette nouvelle série d'opérations tenait essentiellement au passage immédiat de la Seine, car si Napoléon parvenait à la franchir avant que tous les corps ennemis l'eussent repassée, et particulièrement ceux qui s'étaient aventurés sur Fontainebleau, il était presque assuré de prendre en détail la plupart des retardataires. Il se dirigea donc en toute hâte sur les ponts de Nogent, Bray et Montereau qu'il avait devant lui. (Voir la carte nº 62.) Il achemina le maréchal Oudinot par Provins sur Nogent avec une partie de la cavalerie d'Espagne sous le comte de Valmy, et le maréchal Macdonald par Donnemarie sur Bray. Quant à lui, se faisant suivre des troupes du maréchal Victor, il prit à droite, et se porta par Villeneuve sur Montereau. Ne sachant lequel de ces trois ponts serait le plus facile à reconquérir, il dirigeait ses efforts sur les trois à la fois. En marchant hardiment on pouvait bien enlever un ou deux des trois ponts, et alors il était possible de repasser la Seine assez tôt pour couper toute retraite aux corps ennemis qui se seraient trop avancés.

En cheminant sur Villeneuve le maréchal Victor, toujours précédé par les divisions Dufour et Hamelinaye que conduisait le général Gérard, rencontra un peu au delà de Valjouan la division bavaroise Lamotte qui cherchait à s'enfuir, et qui avait peu de cavalerie à opposer à la nôtre. Elle était en travers de la grande route, la gauche fortement établie au village de Villeneuve, la droite déployée dans une petite plaine entourée de bois. Le général Gérard, présent de sa personne à tous les engagements, se porta sur Villeneuve avec un bataillon du 86e, l'enleva à la baïonnette, et ôta ainsi à la division Lamotte l'appui de ce village. Dès lors elle fut obligée de se retirer à travers la petite plaine qu'elle avait derrière elle, pour chercher asile dans les bois. C'était pour nos troupes à cheval le moment de charger. Le général Lhéritier, commandant une partie des dragons de Milhaud, se trouvait là, et s'il eût profité de la circonstance, c'en était fait de la division Lamotte. Nos soldats, toujours intelligents, appelaient à grands cris la cavalerie, mais soit que le général Lhéritier attendît les ordres du maréchal Victor qui n'arrivaient pas, soit qu'il n'eût point aperçu cette favorable occasion, il resta immobile, et l'infanterie bavaroise put traverser impunément le terrain découvert qu'elle avait à franchir. Heureusement le général Gérard, guidé par un paysan, avait suivi la lisière des bois, et il déboucha soudainement avec son infanterie sur le flanc de la division Lamotte qui se retirait en carrés. Il attaqua ces carrés à la baïonnette, en rompit plusieurs, et fut secondé très à propos par le général Bordessoulle, qui, voyant l'immobilité du reste de la cavalerie, fondit sur l'ennemi avec trois cents jeunes cuirassiers arrivant à peine du dépôt de Versailles. Ces braves débutants, avec une ardeur et une férocité assez fréquente chez les jeunes soldats, s'acharnèrent sur les Bavarois rompus, et en percèrent un grand nombre de leurs sabres. On enleva ainsi 1,500 hommes à cette division, qu'on aurait pu prendre tout entière. On marcha ensuite sur Salins, où le maréchal Victor s'arrêta pour coucher, bien qu'il eût l'ordre de courir à Montereau. Il aurait voulu que le général Gérard s'y rendît; mais celui-ci avec ses troupes harassées par une longue marche et par deux combats, ne le pouvait guère, et c'était au maréchal Victor, dont les deux divisions n'avaient pas combattu, à former pendant la nuit la tête de la colonne. Le maréchal n'en fit rien : il était fatigué, malade, abattu, mécontent de Napoléon, qui lui reprochait d'avoir mal défendu la Seine, souffrant en un mot physiquement et moralement, bien que toujours prêt à redevenir sur le champ de bataille un officier aussi intelligent que brave. Il coucha donc à Salins à une lieue du pont de Montereau, où nous attendaient les plus grands résultats si notre activité répondait à l'urgence des circonstances.

Napoléon accablé de fatigue avait pris un instant de repos à Nangis avec l'intention de se lever au milieu de la nuit, ainsi qu'il en avait la coutume, pour expédier ses ordres qui devaient être donnés la nuit pour arriver à la pointe du jour à leur destination. A une heure il était debout, et il apprenait que le maréchal Victor était resté à Salins. Son irritation fut vive, car tous les rapports reçus dans la soirée annonçaient que l'ennemi en se retirant avait pris ses précautions pour nous disputer les ponts de Nogent et

de Bray, ce qui n'était que trop facile. En effet les coteaux qui à Montereau bordent la Seine et la dominent, s'en éloignent à Bray et à Nogent, et ne fournissent dès lors aucune position dominante pour tirer sur les ponts. Au contraire, des villages, s'étendant sur les deux rives et bien barricadés, présentaient des postes que l'armée de Bohême, concentrée par son mouvement de retraite, pouvait nous disputer longtemps. Il ne restait donc que le pont de Montereau, et ce pont importait d'autant plus, que si on le traversait, il était possible de couper le corps de Colloredo aventuré jusqu'à Fontainebleau, et d'enlever ainsi 15 ou 20 mille hommes à la fois, ce qui eût été un événement capital. Napoléon enjoignit au maréchal Victor de quitter son lit sur-le-champ, d'arracher ses troupes à leur bivac, et de courir à Montereau. Il s'apprêta lui-même à s'y rendre. Avant de se mettre en route il prescrivit aux maréchaux Oudinot et Macdonald d'emporter, l'un Nogent, l'autre Bray, s'il était possible, et, dans le cas contraire, de se replier sur lui pour déboucher tous ensemble par Montereau. La garde ayant fait une journée en charrettes était arrivée à Nangis; Napoléon lui ordonna de suivre Victor sur Montereau.

Il avait eu à prendre dans cette journée une résolution qui attestait l'importance de nos récents succès. A son arrivée dans la soirée à Nangis, un aide de camp du prince de Schwarzenberg, le comte de Parr, était venu à l'improviste demander une suspension d'armes, suspension que M. de Caulaincourt peu de jours auparavant offrait vainement d'acheter au prix des plus cruels sacrifices! Comment se faisait-il que de tant de confiance, d'orgueil, de dureté, on eût passé si vite à tant de sagesse et de modération? Les événements accomplis l'expliquaient suffisamment, et prouvaient tout ce que Napoléon avait gagné dans ces derniers jours. Les souverains réunis à Nogent autour du prince de Schwarzenberg, après avoir eu d'abord de vagues nouvelles de Blucher, avaient au bientôt avec détail l'étendue des revers éprouvés par ce fougueux général, et s'apercevant aux rudes attaques qu'ils venaient d'essuyer eux-mêmes que Napoléon était présent, avaient conçu tout à coup des résolutions plus modestes que celles dans lesquelles ils persistaient la veille encore. L'armée de Bohême était effectivement dans une situation très-grave, car elle s'avançait de front sur une ligne de bataille de plus de vingt lieues, depuis Nogent jusqu'à Fontainebleau, et en quatre colonnes dont une ou deux couraient grand risque d'être enveloppées et détruites, si Napoléon les devançait au passage de la Seine. L'arrêter sur-le-champ était de la plus haute importance, et malgré les propos accoutumés du parti de la guerre à outrance, le prince de Schwarzenberg les dédaignant cette fois, avait imaginé d'envoyer un aide de camp à Napoléon pour lui proposer de s'arrêter où ils se trouvaient, en disant que sans doute c'était dans l'ignorance de ce qui se passait à Châtillon qu'il poussait si vivement les hostilités, que les conférences temporairement suspendues venaient d'être reprises sur des bases admises par M. de Caulaincourt lui-même, et que dans quelques heures on apprendrait probablement la signature des préliminaires de la paix. Il y avait dans une telle assertion ou une supercherie, ou une singulière naïveté. M. de Caulaincourt n'avait pas accepté l'outrageante proposition des coalisés, il s'était borné à demander confidentiellement à M. de Metternich, si l'acceptation sommaire de cette proposition serait au moins suspensive des hostilités, et il l'avait demandé le lendemain de la bataille de la Rothière, dans un moment de désespoir; mais supposer qu'après les combats de Champaubert, de Montmirail, de Château-Thierry, de Vauchamps, de Mormant, de Villeneuve, Napoléon consentirait à faire rentrer la France dans ses anciennes limites, et, ce qui était bien pis, renoncerait à avoir un avis sur le sort qu'on destinait à l'Italie, à l'Allemagne, à la Hollande, à la Pologne, c'était en vérité une présomption bien étrange, et égale au moins à celle que nous avons plus d'une fois reprochée à Napoléon.

Quoi qu'il en soit, c'est ce qu'on avait chargé l'aide de camp du prince de Schwarzenberg d'aller proposer au quartier général français. Il aurait donc fallu que Napoléon s'arrêtât en pleine victoire, pour accepter la dégradation de la France et la sienne!

Aussi apprit-il avec un sourire ironique l'arrivée du messager de la coalition; il ne voulut pas l'admettre en sa présence, mais il consentit à recevoir la lettre du prince de Schwarzenberg, en disant qu'il répondrait plus tard. Et pourtant il ne savait pas à quelle espèce de propositions se rapportait le message qu'on lui adressait! N'ayant pu que très-difficilement communiquer avec M. de Caulaincourt, duquel il était séparé par toute l'armée de Bohême, il n'avait aucune connaissance de ce qui s'était

passé à Châtillon; il ignorait que M. de Caulaincourt, après avoir reçu les propositions les plus révoltantes, avait écrit confidentiellement à M. de Metternich; il ignorait que ce dernier avait pris comme officielle, et transmis à ses alliés la lettre de M. de Caulaincourt qui n'était que confidentielle, et qu'ainsi, pour le décider à s'arrêter dans ses succès, on lui offrait pour la France non-seulement le retour aux anciennes frontières de 1790, mais la renonciation au rôle de puissance européenne; il ignorait tous ces détails, sans quoi il eût accueilli bien différemment l'envoyé autrichien. Il ne vit dans ce qu'on lui proposait que le désir de suspendre sa marche victorieuse, sans se douter des conditions de paix qui étaient sous-entendues, et, lui eût-on présenté quelque chose de beaucoup plus acceptable, ce n'est pas au moment où il pouvait par un dernier succès changer la face des choses, qu'il aurait remis dans le fourreau son épée victorieuse. Il ajourna donc sa réponse, et continua sa marche. Craignant toutefois que M. de Caulaincourt, dont l'esprit était en proie aux plus cruelles angoisses, dont la société à Châtillon se composait exclusivement d'ennemis qui lui laissaient ignorer nos succès, ne cédât à tant d'obsessions, et n'usât trop largement de ses pleins pouvoirs, il lui écrivit, avant de monter à cheval pour se rendre à Montereau, la lettre suivante :

« Nangis, le 18 février.

« Je vous ai donné *carte blanche* pour sauver « Paris et éviter une bataille qui était la dernière « espérance de la nation. La bataille a eu lieu; « la Providence a béni nos armes. J'ai fait « trente à quarante mille prisonniers; j'ai pris « 200 pièces de canon, un grand nombre de « généraux et détruit plusieurs armées sans « presque coup férir. J'ai entamé hier l'armée « du prince de Schwarzenberg que j'espère dé- « truire avant qu'elle ait repassé nos frontières. « Votre attitude doit être la même; vous devez « tout faire pour la paix, mais mon intention « est que vous ne signiez rien sans mon ordre, « parce que seul je connais ma position. En gé- « néral je ne désire qu'une paix solide et hono- « rable, et elle ne peut être telle que sur les « bases proposées à Francfort. Si les alliés eussent « accepté vos propositions le 9, il n'y aurait pas « eu de bataille; je n'aurais pas couru les chances « de la fortune dans un moment où le moindre « insuccès perdait la France, enfin je n'aurais « pas connu le secret de leur faiblesse: il est « juste qu'en retour j'aie les avantages des chances « qui ont tourné pour moi. Je veux la paix, mais « ce n'en serait pas une que celle qui imposerait « à la France des conditions plus humiliantes « que les bases de Francfort. Ma position est « certainement plus avantageuse qu'à l'époque « où les alliés étaient à Francfort; ils pouvaient « me braver, je n'avais obtenu aucun avantage « sur eux, et ils étaient loin de mon territoire. « Aujourd'hui c'est bien différent. J'ai eu d'im- « menses avantages sur eux, et des avantages « tels, qu'une carrière militaire de vingt années « et de quelque illustration n'en présente pas « de pareils. Je suis prêt à cesser les hostilités « et à laisser les ennemis rentrer tranquilles chez « eux, s'ils signent des préliminaires basés sur les « propositions de Francfort. »

Si les coalisés se faisaient des illusions, Napoléon, on le voit, s'en faisait de bien grandes également, et au lieu de se borner à repousser ce qui était inacceptable, exigeait ce que, dans les circonstances, il était hors d'état d'obtenir!

Tandis qu'il employait de la sorte les premiers instants de la matinée du 18, le maréchal Victor avait enfin marché sur Montereau, et y était arrivé de très-bonne heure. Le général Pajol, après avoir rallié ses troupes dans le bois de Valence, s'était reporté en avant avec sa cavalerie et quelques bataillons de gardes nationales. Il arrivait à la lisière du bois de Valence au moment même où le maréchal Victor débouchait en face du coteau de Surville, lequel domine la Seine et la petite ville de Montereau. (Voir la carte n° 62, et le plan de Montereau carte n° 63.) Ce coteau, qu'on gravit par une pente assez ménagée en venant soit de Valence soit de Salins, se termine en pente brusque du côté de la Seine. De son sommet on aperçoit à ses pieds la ville de Montereau, les deux rivières qui viennent s'y réunir, et le pont de la Seine, objet de grands prix que les deux armées allaient se disputer avec furie. Si on enlevait promptement le coteau il était possible, en se précipitant sur le pont qui était en pierre et moins aisé à détruire qu'un pont de bois, de s'en emparer avant que l'ennemi l'eût coupé. Mais il était difficile de brusquer l'attaque du coteau, les Wurtembergeois s'y trouvant en force. C'était le prince royal de Wurtemberg qui l'occupait. Ce prince, que Napoléon avait fort maltraité jadis, que l'empereur Alexandre au contraire comblait de caresses, et auquel il destinait en mariage sa sœur

la grande-duchesse Catherine, ce prince spirituel et brave cherchait à se distinguer, et à racheter par des services rendus à la coalition le long dévouement de son père à l'empire français. De la possession du pont de Montereau dépendait le salut du corps autrichien de Colloredo, aventuré jusqu'à Fontainebleau, et dont la retraite était impossible, si les Français passaient la Seine avant qu'il eût rétrogradé au moins jusqu'à Moret ou Nemours. Aussi, malgré le danger de la position, le prince de Wurtemberg était-il très-résolu à résister, au risque de se faire culbuter du coteau de Surville dans la Seine.

Il avait rangé son infanterie de Villaron à Saint-Martin, en face de la route par laquelle se présentaient les Français, et avait le dos appuyé au coteau de Surville. Il s'était couvert en outre par une nombreuse artillerie.

Le général Pajol, brave et intelligent comme de coutume, avait essayé de se porter avec sa cavalerie sur le revers de la position des Wurtembergeois, afin d'enlever la grande route qui passe derrière le coteau de Surville, et descend en pente rapide sur Montereau. Mais arrêté par une artillerie meurtrière, il avait dû attendre, pour accomplir son projet, l'attaque qu'allait tenter l'infanterie du maréchal Victor.

L'une des divisions du maréchal, commandée par son gendre, le général Chataux, officier d'un grand mérite, était arrivée la première, et montrait une extrême impatience de réparer la faute que Napoléon venait de blâmer si sévèrement. Elle se jeta tout de suite sur le coteau de Surville, la droite vers Villaron, la gauche vers Saint-Martin. Les soldats, vivement conduits, essayèrent d'escalader la position couverte de clôtures, y parvinrent d'abord, furent repoussés ensuite, et s'y reprirent à plusieurs fois sans en venir à bout, malgré de prodigieux efforts de courage.

Le général Chataux ne s'épargnait pas, mais son impatience même avait un danger, c'était d'épuiser cette brave division avant qu'elle pût être soutenue, et de verser ainsi en pure perte un sang des plus précieux. Bientôt survint la division Duhesme avec le maréchal lui-même, et celle-ci remplaça la division Chataux, qui se porta plus à droite pour attaquer le coteau par sa pente la moins escarpée. Le brave général Chataux, en marchant à la tête de ses soldats, fut frappé d'un balle sous les yeux mêmes de son beau-père, et tomba mourant dans ses bras. Ce funeste accident nuisit à l'attaque de droite, et la division Duhesme à gauche, abordant la position par son côté le moins accessible, n'était pas près de réussir, quand survint le général Gérard avec les divisions Dufour et Hamelinaye.

Napoléon averti qu'on rencontrait des difficultés, et mécontent du maréchal Victor, avait envoyé au général Gérard l'ordre de prendre le commandement en chef, ce que le général Gérard fit sur-le-champ. Voyant que l'artillerie des Wurtembergeois nous incommodait beaucoup, le général réunit toutes ses batteries, ainsi que celles du 2ᵉ corps, et dirigea 60 pièces de canon contre les Wurtembergeois, afin de les ébranler par ce feu violent, avant de les aborder corps à corps. Il leur causa ainsi un tel dommage, que, voulant se débarrasser de ce feu meurtrier, ils essayèrent de se jeter sur nos pièces pour les enlever. Le général Gérard les laissa avancer, puis fondit sur eux à la tête d'un bataillon, et les ramena à la pointe des baïonnettes sur leur position. En cet instant arrivait Napoléon avec la vieille garde, et Pajol après avoir refoulé la cavalerie ennemie menaçait de tourner le coteau de Surville. A cet aspect la fermeté des Wurtembergeois fut ébranlée, et ils songèrent à battre en retraite pour repasser le pont de Montereau. Mais on ne leur en laissa pas le temps, on les aborda en masse, on gravit le coteau, et on les en délogea de vive force. Pajol, prenant le galop à la tête d'un régiment de chasseurs, s'élança sur la grande route qui passe derrière le coteau de Surville en y formant une descente rapide, et assaillit les Wurtembergeois accumulés sur cette descente, pendant que l'artillerie de la garde, braquée sur le coteau lui-même, les criblait de boulets. De leur côté les braves habitants de Montereau, qui n'attendaient que le moment de se ruer sur l'ennemi, se mirent à tirer de leurs fenêtres. Bientôt ce fut une véritable boucherie. Le prince de Wurtemberg faillit être pris, et ne parvint à s'échapper qu'en laissant dans nos mains 3 mille morts ou blessés et 4 mille prisonniers, avec la plus grande partie de ses canons. L'objet le plus important, le pont, resta aux chasseurs de Pajol qui le traversèrent au galop, pendant qu'une mine éclatait sous eux sans enlever la clef de voûte. Napoléon placé sur le coteau de Surville d'où il dirigeait lui-même son artillerie, ressentit à ce spectacle une joie extrême, et ne la dissimula point. Il espérait en effet les plus grands résultats de ce beau fait d'armes.

Une fois maître de Montereau, son premier

soin fut de lancer sa cavalerie au delà pour chercher à connaître la position de l'ennemi, et savoir ce qu'était devenu le corps autrichien de Colloredo. Mais déjà ce corps avait eu le temps de revenir sur l'Yonne, et il formait en ce moment l'arrière-garde du prince de Schwarzenberg. Il n'était dès lors plus possible de l'atteindre avec des troupes d'ailleurs fatiguées, dont les unes, comme celles du 2ᵉ corps et de la réserve de Paris, avaient combattu toute la journée, dont les autres, comme la garde impériale, avaient sans cesse marché depuis soixante-douze heures, faisant double étape pendant le jour et passant la nuit sur des charrettes. Il fallait donc s'arrêter, prendre le temps de faire passer l'armée par le pont reconquis de Montereau, se porter ensuite en masse sur le prince de Schwarzenberg, pour surprendre et détruire ses divers détachements si on les trouvait dispersés, pour leur livrer bataille si on les trouvait concentrés, bataille qu'on livrerait avec l'ascendant de la victoire et avec les 60 mille hommes qu'on avait actuellement sous la main.

Bien que le pont de Montereau eût été enlevé douze heures trop tard, Napoléon avait lieu néanmoins d'être content de ces huit dernières journées. En effet, tandis qu'une semaine auparavant il rétrogradait de Brienne sur Troyes, sans savoir s'il pourrait défendre Paris, il venait, dans ce court espace de temps, de mettre en pièces l'armée de Blucher, et en fuite celle de Schwarzenberg, et c'était là un changement de situation qui avait de quoi satisfaire l'orgueil même du vainqueur d'Austerlitz, d'Iéna, de Friedland! Napoléon pouvait, s'il ne s'exagérait pas la portée politique de ses succès, sortir de cette guerre sinon avec toutes les conditions de Francfort, du moins avec quelques-unes des plus essentielles, et surtout avec des stipulations qui ne ressembleraient en rien aux révoltantes propositions de Châtillon. Cependant, il ne se consolait point de n'avoir pu recueillir tous les fruits de ses belles manœuvres, et il s'en prenait à plusieurs de ses lieutenants qui n'avaient pas fait, dans ces circonstances, tout ce qu'il attendait de leur dévouement. A tort ou à raison il se plaignait du général d'artillerie Digeon, qui avait mal approvisionné l'artillerie la veille et le jour même du combat de Montereau, du général Lhéritier qui n'avait pas chargé les Bavarois au combat de Villeneuve, du général Montbrun qui n'avait pas assez bien défendu le pont de Moret sur le Loing (ce n'était pas le célèbre Montbrun, mort, comme on doit s'en souvenir, à la Moskowa), du maréchal Victor, auquel il reprochait d'avoir fait une mauvaise retraite de Strasbourg à Châlons, d'avoir faiblement défendu la Seine, d'avoir retenu les troupes au combat de Villeneuve, d'avoir dormi à Salins au lieu de marcher à Montereau, de laisser paraître enfin en toute occasion un abattement mêlé de mauvaise humeur qui était d'un fâcheux exemple. Aux reproches adressés à ces divers officiers, il y avait bien des réponses à faire : quant au maréchal Victor, quoiqu'il ne méritât pas la colère dont il était l'objet, il faut avouer qu'il se montrait trop découragé, et qu'il ne se retrouvait lui-même que devant l'ennemi, et sous les ordres immédiats de Napoléon. Il faut ajouter que sa famille était de celles qui témoignaient actuellement peu d'empressement pour l'Impératrice. Napoléon le savait, et c'est sous l'impression de ces diverses circonstances qu'il avait ôté au maréchal son commandement, pour le conférer au général Gérard. Ce coup, joint à la blessure mortelle du général Chataux, avait plongé dans un profond chagrin le malheureux Victor. Il s'était tenu toute la journée au milieu du feu, même après qu'il n'avait plus d'ordres à donner, en dévorant les larmes que lui arrachaient et la mort de son gendre et l'espèce de condamnation dont il était frappé. Il se rendit le soir même au château de Surville, où s'était établi Napoléon qu'il trouva partagé entre la joie d'un beau triomphe obtenu, et le dépit d'un beau triomphe manqué. Napoléon ne se contint pas en le voyant, et oubliant trop la journée de la Rothière, lui reprocha sa conduite pendant les deux derniers mois, mêla à ces reproches militaires quelques reproches politiques, et finit par lui dire que s'il était fatigué ou malade il n'avait qu'à prendre du repos, et à quitter l'armée. Le maréchal, à qui l'ordre de s'éloigner en ce moment paraissait un déshonneur, répondit à l'Empereur qu'il allait s'armer d'un fusil, se ranger dans les bataillons de la vieille garde, et mourir en soldat à côté de ses anciens compagnons d'armes. Napoléon, vivement touché de l'émotion du maréchal, lui tendit la main, et consentit à le garder auprès de lui. Il ne pouvait pas retirer au général Gérard le commandement du 2ᵉ corps, qu'il lui avait conféré le matin même, et que ce général avait si bien mérité, mais il dédommagea le maréchal d'une autre manière. On venait de faire sortir de Paris deux divisions de jeune garde, les divisions Charpen-

tier et Boyer, qui avaient été postées le long de l'Essonne, pour couvrir la capitale sur la gauche de la Seine. Napoléon en composa un corps de la garde, et mit le maréchal Victor à sa tête. Placer ce maréchal près de l'Empereur et lui ôter ainsi toute responsabilité, c'était à la fois le consoler et lui rendre sa valeur, car, dégagé du souci du commandement supérieur, il redevenait l'un des meilleurs officiers de l'armée.

Le lendemain 19 Napoléon aurait voulu marcher immédiatement sur Nogent pour continuer à poursuivre le prince de Schwarzenberg, et lui livrer une bataille générale si on pouvait le contraindre à l'accepter, mais la nécessité de faire passer par le seul pont de Montereau toutes les troupes qu'il avait actuellement rassemblées, c'est-à-dire les deux divisions de réserve de Paris, le 2e corps, la garde impériale, la division d'Espagne, et enfin le corps du maréchal Macdonald qui n'avait pu franchir la Seine à Bray, entraîna la perte de toute la journée du 19. Tandis que ces corps employaient le temps à défiler par le pont de Montereau, Napoléon prit ses mesures pour se trouver le plus tôt possible en présence de l'ennemi, et même sur ses flancs s'il le pouvait. Les ponts de Bray et de Nogent ayant été détruits, il fit préparer des moyens de passage près de Nogent pour le corps du maréchal Oudinot : quant à celui du maréchal Macdonald, on vient de voir qu'il l'avait amené jusqu'à Montereau même. Le projet de Napoléon était, Montereau franchi, de tourner à gauche, de longer la Seine jusqu'à Méry, pas loin de son confluent avec l'Aube (voir la carte n° 62), puis arrivé là, au lieu de suivre le prince de Schwarzenberg sur la route de Troyes, de laisser un seul corps sur ses traces, et avec le gros de ses forces, de passer la Seine à Méry, de la remonter par la rive droite tandis que le prince de Schwarzenberg la remonterait par la rive gauche, de profiter de ce qu'on n'aurait plus d'ennemi devant soi pour marcher plus vite, et enfin de repasser la Seine au-dessus de Troyes pour livrer bataille au prince de Schwarzenberg sur sa ligne de retraite et sur sa ligne de communication avec Blucher, deux avantages considérables et de la plus grande conséquence. On voit que cet esprit inépuisable privé d'une combinaison en imaginait aussitôt une autre, non moins praticable et non moins féconde.

Napoléon porta donc le gros de ses forces à gauche vers Nogent ; cependant pour n'être pas sans liaison avec l'Yonne, et ne pas surcharger la grande route de Troyes, il dirigea le maréchal Macdonald un peu à droite par Saint-Martin-Bosnay et Pavillon, et le général Gérard un peu plus à droite encore par Trainel et Avon. (Voir la carte n° 62.) Il chargea le général Alix, le courageux défenseur de Sens, de réoccuper les bords de l'Yonne avec les gardes nationales et la cavalerie du général Pajol. Ce dernier, à la suite de fatigues inouïes, avait vu se rouvrir ses blessures ; Napoléon après l'avoir comblé de récompenses l'avait renvoyé à Paris et remplacé par le général Alix. Il fit quelques additions à la vieille garde ; il lui donna deux beaux bataillons composés des anciens gendarmes d'Espagne, ce qui portait à dix-huit bataillons la division de vieille garde qu'il avait auprès de lui (l'autre était vers Soissons avec le maréchal Mortier), et lui adjoignit plusieurs compagnies de jeunes soldats, destinés à sortir des rangs pour tirailler, tandis que les vieux soldats resteraient en ligne comme des murailles. Il réitéra ses recommandations pour que l'on ne cessât pas un instant de former à Paris de nouveaux bataillons de ligne, et à Versailles de nouveaux escadrons. Il prescrivit surtout la formation d'un équipage de pont avec les bateaux qu'on pourrait ramasser sur la Seine, car faute de cet instrument de guerre, le passage des rivières françaises était devenu presque aussi difficile pour nous que celui des rivières étrangères, et un obstacle continuel à toutes nos combinaisons.

Napoléon employa à ces diverses mesures les journées du 19 et du 20, que ses troupes employaient à passer la Seine à Montereau, et à s'acheminer sur Nogent. Il avait momentanément sa résidence [1] au château de Surville, et il avait

[1] Nous avons déjà fait remarquer que, faute de connaître la correspondance de Napoléon, on lui reproche souvent ou des fautes qu'il n'a pas commises, ou des intentions qu'il n'a pas eues. Les deux jours passés à Surville en fournissent un nouvel exemple. Divers critiques français et étrangers, après avoir demandé pourquoi en quittant Blucher il ne marcha pas tout droit de Montmirail à Provins pour se jeter dans le flanc du prince de Schwarzenberg, au lieu de faire un détour en arrière par Meaux et Guignes, demandent encore pourquoi il ne franchit pas la Seine à Nogent ou à Bray, au lieu de la franchir à Montereau seulement, et pourquoi après avoir choisi Montereau il perdit deux jours entiers au château de Surville? La lecture de ses lettres répond à toutes ces questions. A Nogent et à Bray la nature des lieux, plats et couverts de villages sur les deux rives, offrait à l'ennemi de telles chances de résistance, qu'il n'y avait pas espérance de forcer le passage, et d'ailleurs les ponts étant en bois laissaient peu de moyens de les préserver de la destruction. A Montereau,

grand besoin du temps qui lui était laissé, car ce n'était pas seulement des troupes placées directement sous ses ordres qu'il avait à s'occuper pendant ces deux jours, mais de celles qui défendaient les diverses frontières de France, et qui n'exigeaient pas moins que les autres sa surveillance, et surtout sa forte impulsion. Le général Maison, envoyé en Belgique pour y remplacer le général Decaen auquel Napoléon reprochait d'avoir abandonné Willemstadt et Bréda, s'était efforcé de faire face aux périls de tout genre dont il était environné. Profitant de l'instant où il avait à sa disposition les divisions de jeune garde Roguet et Barrois, il avait fondu sur les Anglais du général Graham et sur les Prussiens du général Bulow, et les avait obligés à s'éloigner d'Anvers. Mais bientôt privé de la division Roguet, réduit à la division Barrois et à quelques bataillons organisés à la hâte dans les dépôts de l'ancien 1er corps, disposant tout au plus de 7 à 8 mille hommes de troupes actives, il s'était vu dans l'alternative ou de rester enfermé dans Anvers, ou de se détacher de cette place, pour essayer de couvrir la Belgique. Il avait préféré ce dernier parti, de beaucoup le plus sage, et avait laissé dans Anvers une garnison de 12 mille hommes, avec l'illustre Carnot dont Napoléon avait accepté les services, noblement offerts dans ce moment extrême. Il s'était reporté ensuite sur Bruxelles, puis sur Mons et Lille, jetant çà et là dans les places du Nord les vivres qu'il pouvait ramasser, les conscrits à demi vêtus, à demi armés, qu'il parvenait à tirer de ses dépôts. Tandis que Carnot supportait avec une impassible fermeté un horrible bombardement, qui, du reste, n'avait point atteint la flotte, objet de toutes les fureurs de l'Angleterre, le général Maison manœuvrant avec une poignée de soldats entre les autres places du nord de la France, avait, autant que le permettaient les circonstances, sauvé notre frontière, et gardé une force toujours active pour se ruer sur les détachements ennemis qui se trouvaient à sa portée.

Napoléon qui, dans sa pénible situation, était fort difficile à satisfaire, poussait sans cesse le général Maison à ne pas rester attaché à ses places, à prendre par derrière les troupes qui avaient marché par Cologne sur la Champagne, et tourmentait de reproches immérités ce général qui n'avait pas besoin d'être excité, car il s'était montré habile, vigoureux et infatigable dans la défense de cette frontière.

Napoléon frappait plus juste en adressant des reproches à Augereau, mais là encore, par l'habitude de demander plus pour avoir moins, il était beaucoup trop exigeant. Augereau, vieux, fatigué, dégoûté même, avait cependant retrouvé quelque zèle en présence du danger qui menaçait la France, et, en particulier, les hommes compromis comme lui dans la révolution. Mais il avait à Lyon 3 mille conscrits jetés dans de vieux cadres, et point de magasins, point de vivres, point d'artillerie, point de chevaux. Malheureusement il n'était pas doué de cette activité créatrice avec laquelle on peut tirer d'une grande population toutes les ressources qu'elle contient. Il avait néanmoins tâché de faire nourrir et habiller ses conscrits par la municipalité lyonnaise, amené de Valence quelque artillerie, rappelé de Grenoble la faible division Marchand, et envoyé des aides de camp à Nîmes pour y chercher la division de réserve qui avait été destinée comme celle de Bordeaux à passer du midi au nord. Il était ainsi parvenu, dans les premiers jours de février, à réunir, outre les quelques mille hommes de Lyon, 3 mille hommes venus de Nîmes, et, ce qui valait beaucoup mieux, 10 mille vieux soldats détachés de l'armée de Catalogne, et avec ces forces il se préparait à entrer en campagne. Mais il avait voulu accorder quelques jours de repos à ses troupes avant d'aller à la rencontre de l'ennemi. Il était toutefois de la plus grande importance qu'il se montrât, car son apparition vers Châlons et Besançon pouvait causer un trouble extrême sur les derrières des armées alliées, et

au contraire, on pouvait, grâce au coteau de Surville qui dominait la rive opposée, s'emparer plus aisément du passage; en outre le pont étant en pierre on avait plus de temps pour le sauver. L'événement prouva que Napoléon avait raison. Enfin l'espérance de saisir le corps qui s'était avancé jusqu'à Fontainebleau était un dernier motif capital de préférer le passage à Montereau. Napoléon n'en essaya pas moins de passer les trois ponts à la fois, en appuyant davantage sur le dernier, qui fut le seul sur lequel on réussit. Il fit donc tout ce qu'il pouvait faire. Quant au temps perdu le 19 et le 20 février, sa correspondance démontre qu'il trépignait d'impatience pendant les heures employées à traverser le pont et la petite ville de Montereau. Ce défilé passé, il fallut la journée du 20 pour se concentrer à gauche sur Nogent. Il n'y eut, par conséquent, pas un moment perdu, et Napoléon qui à cheval franchissait en trois heures les espaces que son armée ne parcourait qu'en vingt-quatre, put rester de sa personne à Surville pour employer la journée du 20 à ses affaires générales, qui n'étaient pas moins urgentes que celles qu'il dirigeait directement. On voit donc qu'ici comme toujours il a raison contre ses critiques, lorsqu'il s'agit, bien entendu, d'opérations militaires. Mais, pour se convaincre de cette vérité, il faut lire ses ordres et ses correspondances, que les historiens, en écrivant son histoire, n'avaient pas eus jusqu'ici à leur disposition.

peut-être décider la retraite du prince de Schwarzenberg qui n'était que commencée. Napoléon, saisi d'impatience, lui adressa la lettre suivante, qui mérite d'être reproduite par l'histoire.

« Nogent-sur-Seine, 21 février 1814.

« Le ministre de la guerre m'a mis sous les « yeux la lettre que vous lui avez écrite le 16. « Cette lettre m'a vivement peiné. Quoi! six « heures après avoir reçu les premières troupes « venant d'Espagne, vous n'étiez pas déjà en « campagne! Six heures de repos leur suffisaient. « J'ai remporté le combat de Nangis avec la bri- « gade de dragons venant d'Espagne, qui de « Bayonne n'avait pas encore débridé. Les six « bataillons de Nîmes manquent, dites-vous, « d'habillement et d'équipement, et sont sans « instruction! Quelle pauvre raison me donnez- « vous là, Augereau! J'ai détruit 80 mille enne- « mis avec des bataillons composés de conscrits « n'ayant pas de gibernes et étant à peine habil- « lés. Les gardes nationales, dites-vous, sont « pitoyables. J'en ai ici 4 mille venant d'Angers « et de Bretagne en chapeaux ronds, sans gi- « bernes, mais ayant de bons fusils; j'en ai tiré « bon parti. — Il n'y a pas d'argent, conti- « nuez-vous. Et d'où espérez-vous tirer de l'ar- « gent? Vous ne pourrez en avoir que quand « nous aurons arraché nos recettes des mains de « l'ennemi. Vous manquez d'attelages : prenez- « en partout. Vous n'avez pas de magasins: ceci « est par trop ridicule! — Je vous ordonne de « partir douze heures après la réception de la « présente lettre pour vous mettre en campagne. « Si vous êtes toujours l'Augereau de Castiglione, « gardez le commandement; si vos soixante ans « pèsent sur vous, quittez-le, et remettez-le au « plus ancien de vos officiers généraux. — La « patrie est menacée et en danger; elle ne peut « être sauvée que par l'audace et la bonne vo- « lonté, et non par de vaines temporisations. « Vous devez avoir un noyau de plus de 6 mille « hommes de troupes d'élite; je n'en ai pas tant, « et j'ai pourtant détruit trois armées, fait « 40 mille prisonniers, pris 200 pièces de canon « et sauvé trois fois la capitale. L'ennemi fuit de « tous côtés sur Troyes. Soyez le premier aux « balles. Il n'est plus question d'agir comme dans « les derniers temps, mais il faut reprendre ses « bottes et sa résolution de 93. Quand les Fran- « çais verront votre panache aux avant-postes, « et qu'ils vous verront vous exposer le premier « aux coups de fusil, vous en ferez ce que vous « voudrez. »

Non loin d'Augereau se trouvait l'armée d'Italie, à laquelle Napoléon avait envoyé l'ordre de repasser les Alpes pour descendre sur Lyon; mais il n'avait expédié cet ordre que fort tard, et lorsque le prince Eugène était engagé avec l'armée autrichienne dans les plus rudes combats. Tourné sur sa droite par les détachements autrichiens que la marine anglaise avait débarqués en deçà de l'Adige, le prince Eugène avait été obligé de quitter ce fleuve dont l'armée ne s'était éloignée qu'avec une profonde tristesse. Il était venu s'établir derrière le Mincio, la gauche à Goito, la droite à Mantoue, avec la résolution de s'y faire respecter. En effet voyant les Autrichiens occupés à passer le Mincio sur sa gauche, vers Valeggio, il avait laissé le général Verdier en position avec un tiers de l'armée, avait franchi le fleuve avec les deux autres tiers par les ponts de Goito et de Mantoue, puis portant cette masse en avant par un rapide mouvement de conversion, il avait pris l'armée autrichienne en flanc tandis qu'elle était en marche pour se rendre sur le point du passage, et lui avait tué, blessé ou enlevé de 6 à 7 mille hommes dans les plaines de Roverbella. Il lui avait pris en outre beaucoup d'artillerie. Il nous en avait coûté environ 3 mille hommes. La perte pour nous était relativement fort considérable, mais nos troupes avaient montré la plus grande vigueur, leur jeune général un talent militaire qui commençait à mûrir, et les Autrichiens confus avaient regagné l'Adige en ajournant leurs projets de conquête jusqu'au jour où Murat tiendrait ses promesses.

Telles étaient les nouvelles qu'un aide de camp du prince Eugène, M. de Tascher, venait apporter à Napoléon au moment même du combat de Montereau. C'était une détermination délicate et digne d'être fort méditée que de persister à évacuer l'Italie, après une victoire éclatante sur le Mincio, et après des victoires plus éclatantes encore entre la Seine et la Marne. Lorsque Napoléon avait ordonné cette évacuation, il l'avait fait non-seulement par le besoin de concentrer ses forces, mais dans l'espérance que les troupes qu'il tirerait d'Italie arriveraient sur le Rhône assez tôt pour y être utiles. La situation présente devait provoquer de nouvelles réflexions. Sans doute, si le prince Eugène avait pu ramener à temps sur Lyon les 30 mille

soldats qui venaient de gagner la bataille de Roverbella, s'il avait pu les joindre à 20 mille soldats du maréchal Suchet, ce qui aurait fait 50 mille hommes de vieilles troupes, et qu'avec une force pareille il fût tombé par Dijon sur les derrières du prince de Schwarzenberg, il est probable qu'aucun des alliés n'aurait repassé le Rhin, et un tel résultat valait assurément tous les sacrifices imaginables. Mais Napoléon, éclairé trop tard sur le projet des coalisés de faire une campagne d'hiver, n'avait expédié au prince Eugène l'ordre de rentrer en France qu'à la fin de janvier, lorsque ce prince était engagé dans les opérations les plus difficiles, et qu'il ne pouvait se retirer qu'après avoir été victorieux. Actuellement si on maintenait l'ordre de rappel, il lui serait impossible d'être à Lyon avant la fin de mars, et à cette époque Napoléon devait avoir vaincu ou succombé. De plus cette retraite était l'abandon volontaire de l'Italie, c'est-à-dire la perte d'un gage qui à Châtillon devait être du plus grand prix. Quoique Napoléon ne se battit plus en ce moment que pour la ligne du Rhin, avoir en ses mains le Mincio et le Pô, et les bien tenir, était un moyen de faciliter la concession du Rhin par voie de compensation. Ayant donc peu de chance de ramener à temps les troupes du prince Eugène, et bien des chances de conserver l'Italie, ce qui était d'une haute importance pour les négociations, il prit le parti, que le résultat rendit à jamais regrettable, de ne pas abandonner la Lombardie. Bien que ses raisons eussent une incontestable valeur, il était évidemment influencé par la confiance que lui avaient inspirée ses derniers succès, et c'était fâcheux, car le plus sûr eût été encore de rappeler les 30 mille hommes du prince Eugène. A la guerre la chaîne des événements s'allonge si aisément, qu'on ne doit jamais renoncer à une sage précaution par la crainte qu'elle ne soit tardive.

Napoléon eut à s'occuper aussi des armées qui défendaient les Pyrénées, et dont le secours lui aurait été des plus utiles. Le maréchal Suchet n'avait cessé de demander l'autorisation d'évacuer Barcelone, et quelques-unes des places de la Catalogne : quant à celles de la basse Catalogne et du royaume de Valence, telles que Sagonte, Peniscola, Tortose, Mequinenza, Lérida, elles ne pouvaient plus être évacuées en temps opportun. En tirant de Barcelone 7 à 8 mille hommes, et autant de quelques autres petites places, en joignant ces 15 mille hommes aux 15 mille qui lui restaient après le départ de la division acheminée sur Lyon, le maréchal Suchet se serait procuré un corps d'environ 30 mille soldats. Avec une force pareille il pouvait encore décider du sort de la France, si on l'appelait à Lyon de sa personne. Il avait attendu la réponse du ministre de la guerre jusqu'au 11 février, et ne la voyant pas venir il avait regagné la frontière, laissant 8 mille hommes dans la place de Barcelone qu'il n'avait pas osé abandonner sans un ordre formel. Napoléon essaya de réparer cette faute, exclusivement imputable au ministre de la guerre, en donnant au maréchal Suchet l'ordre d'évacuer non-seulement Barcelone, mais tous les postes qu'il occupait encore, et de se créer ainsi un corps d'armée avec lequel il marcherait sur Lyon, en ne laissant dans Perpignan et les places du Roussillon que les garnisons absolument indispensables.

Le maréchal Soult, grâce au système temporisateur de lord Wellington, s'était maintenu, non pas sur la Bidassoa, ni sur la Nive qu'il avait successivement perdues, mais sur l'Adour et le gave d'Oloron. Il avait placé quatre divisions dans Bayonne sous le général Reille, deux sur l'Adour sous le général Foy, et quatre derrière le gave d'Oloron sous son commandement direct. Le général Harispe formait son extrême gauche à Navarreins, il formait lui-même le centre à Peyrehorade, au confluent du gave d'Oloron avec l'Adour; le général Reille formait sa droite à Bayonne. Maître de la navigation de l'Adour, il pouvait approvisionner Bayonne, et pourvoir de vivres et de munitions toutes les parties de son armée. Établi ainsi derrière l'angle de deux rivières, avec environ 40 mille hommes de vieilles troupes (déduction faite des 15 mille expédiés à Napoléon), il contenait son adversaire, qui n'osait ni s'avancer sans les Espagnols de peur de n'être pas assez fort, ni pénétrer en France avec eux, de peur qu'ils ne fissent insurger les paysans français en les pillant. Le général anglais attendait donc, pour prendre l'offensive, premièrement que les pluies qui étaient très-abondantes cessassent, secondement que son gouvernement lui envoyât de l'argent pour payer les Espagnols, seul moyen de conserver parmi eux la discipline.

Napoléon se flattant de pouvoir tirer encore quelques ressources de cette brave armée, renouvela au maréchal Soult l'injonction de remplir le vide de ses cadres avec des conscrits, et de se préparer à lui expédier au premier signal une

autre division d'une dizaine de mille hommes. Ne voulant pas toutefois découvrir Bordeaux, à cause de l'importance morale et politique de cette ville, il s'était décidé à ne faire cet emprunt au maréchal Soult qu'à la dernière extrémité. Ses succès actuels lui donnaient lieu d'espérer qu'il n'y serait pas réduit.

Les deux journées passées à Montereau, pendant que les troupes marchaient, avaient été, comme on le voit, fort utilement employées. Avant de partir, Napoléon crut devoir répondre à la lettre que l'aide de camp du prince de Schwarzenberg lui avait apportée.

Il venait enfin d'apprendre ce qui avait eu lieu à Châtillon depuis la reprise des conférences. Le 16 février on avait remis à M. de Caulaincourt une lettre particulière de M. de Metternich, dans laquelle ce ministre l'informant des efforts qu'il avait eu à faire pour surmonter la mauvaise volonté des cours alliées, lui avouait qu'il s'était servi pour y parvenir de sa lettre confidentielle, et lui annonçait qu'à la condition d'accepter formellement les bases de Châtillon, on pourrait tout de suite arrêter le cours des hostilités. M. de Metternich en finissant engageait très-instamment M. de Caulaincourt à saisir cette occasion de conclure la paix, car elle serait, disait-il, la dernière. Le lendemain 17 les plénipotentiaires s'étaient réunis, avaient déclaré qu'ils reprenaient les conférences, mais uniquement sur l'affirmation positive du plénipotentiaire français qu'il était prêt à se soumettre aux conditions proposées dans la dernière séance. Ils avaient présenté ensuite une série d'articles préliminaires plus insultants encore, s'il est possible, que le protocole du 9 février. Ces articles portaient que la France rentrerait strictement dans ses anciennes limites, sauf quelques rectifications de frontières, qui n'altéreraient en rien le principe posé; qu'elle ne s'ingérerait aucunement dans le sort des territoires cédés, ni en général dans le règlement du sort des États européens; qu'on se bornait à lui annoncer que l'Allemagne composerait un État fédératif, que la Hollande accrue de la Belgique serait constituée en royaume, que l'Italie serait indépendante de la France, et que l'Autriche y aurait des possessions dont les cours alliées détermineraient plus tard l'étendue; que l'Espagne continentale serait restituée à Ferdinand VII; qu'en retour de ces sacrifices l'Angleterre rendrait la Martinique, et de plus la Guadeloupe si la Suède voulait la rétrocéder, mais qu'elle garderait l'île de France et l'île Bourbon. Quant au Cap, à l'île de Malte, aux îles Ioniennes, il n'en était pas plus parlé que de toutes les possessions abandonnées par la France en Italie, en Allemagne, en Pologne.

Tels furent ces articles qui étaient déjà contenus dans le protocole du 9 février, mais d'une manière moins explicite et moins offensante, et qui étaient proposés cette fois comme condition d'une suspension d'armes, que la France n'avait pas officiellement demandée, et surtout pas promis de payer d'un tel prix.

M. de Caulaincourt les écouta avec calme, en disant qu'apparemment on ne voulait pas la paix, puisque au fond des choses déjà si fâcheux on ajoutait des formes si outrageantes, qu'il recevait du reste communication de ces articles pour en référer à son souverain, et qu'il s'expliquerait à leur sujet lorsqu'il en serait temps. On lui demanda alors un contre-projet. Il répondit qu'il en présenterait un plus tard, et il faut dire, malgré le respect dû à un homme qui se dévouait par pur patriotisme au rôle le plus douloureux, que la crainte de compromettre la paix l'empêcha trop peut-être de manifester son indignation. Les diplomates qui lui étaient opposés crurent en effet que, tout en trouvant ces conditions désolantes, il les accepterait, et que si elles rencontraient des obstacles, ce ne serait que dans le caractère indomptable de Napoléon. Il aurait mieux valu que M. de Caulaincourt se montrât indigné comme Napoléon lui-même aurait pu l'être. Cette conduite aurait pu compromettre non point la paix, toujours assurée à de telles conditions, mais le trône impérial, et il fallait faire comme Napoléon, préférer l'honneur au trône. Ajoutons cependant que si Napoléon pouvait raisonner de la sorte, M. de Caulaincourt son ministre n'y était pas également autorisé, et qu'après la France, le trône de son maître devait avoir le premier rang dans sa sollicitude. Quoi qu'il en soit, M. de Caulaincourt adressa les conseils les plus sages à Napoléon. Il lui dit que ces conditions, il le reconnaissait, n'étaient point acceptables, mais qu'il y aurait moyen de les améliorer; qu'à la vérité on n'obtiendrait jamais les bases de Francfort, à moins de précipiter les coalisés dans le Rhin, mais que si on profitait des victoires actuelles pour transiger, il serait possible, l'Angleterre satisfaite, d'obtenir mieux que les limites de 1790, jamais toutefois ce qu'on entendait par les limites naturelles. Il était possible effectivement en aban-

donnant l'Espagne, l'Italie, toutes les parties de l'Allemagne, la Hollande, la Belgique, d'obtenir Mayence, Coblentz, Cologne, en un mot d'avoir le Rhin en renonçant à l'Escaut. Et certes une telle paix, il valait la peine de la conclure, sinon pour Napoléon, du moins pour la France. Or avec une victoire encore on aurait pu se l'assurer, et il était sage de la conseiller. M. de Caulaincourt, sans s'expliquer sur ce qu'il faudrait sacrifier des limites naturelles, supplia Napoléon de ne point se montrer absolu, et lui dit avec raison qu'il se trompait s'il croyait que ses victoires l'avaient replacé à la hauteur des bases de Francfort, qu'on pourrait cependant s'en rapprocher en présentant un contre-projet modéré.

Quand Napoléon reçut à Montereau ces communications, le rouge lui monta au front, et il écrivit sur-le-champ à M. de Caulaincourt la lettre suivante :

« Je vous considère comme en chartre privée, « ne sachant rien de mes affaires et influencé « par des impostures. Aussitôt que je serai à « Troyes je vous enverrai le contre-projet que « vous aurez à donner. Je rends grâce au ciel « d'avoir cette note, car il n'y aura pas un Français dont elle ne fasse bouillir le sang d'indignation. C'est pour cela que je veux faire moi-même mon ultimatum... Je suis mécontent « que vous n'ayez pas fait connaître dans une « note que la France, pour être aussi forte « qu'elle l'était en 1789, doit avoir ses limites « naturelles en compensation du partage de la « Pologne, de la destruction de la république « de Venise, de la sécularisation du clergé d'Allemagne, et des grandes acquisitions faites « par les Anglais en Asie. Dites que vous attendez les ordres de votre gouvernement, et « qu'il est simple qu'on vous les fasse attendre, « puisqu'on force vos courriers à faire des détours de soixante-douze heures, et qu'il vous « en manque déjà trois. En représailles j'ai « déjà ordonné l'arrestation des courriers anglais.

« Je suis si ému de l'infâme projet que vous « m'envoyez, que je me crois déjà déshonoré « rien que de m'être mis dans le cas qu'on vous « le propose. Je vous ferai connaître de Troyes « ou de Châtillon mes intentions, mais je crois « que j'aurais mieux aimé perdre Paris, que de « voir faire de telles propositions au peuple « français. Vous parlez toujours des Bourbons, « j'aimerais mieux voir les Bourbons en France « avec des conditions raisonnables, que de subir les infâmes propositions que vous m'envoyez.

« Surville, près Montereau, 19 février 1814. »

Cette première émotion passée, Napoléon appréciant les sages conseils de M. de Caulaincourt, consentit à poursuivre la négociation, non plus sur les bases qu'il avait chargé son plénipotentiaire de porter à Manheim, et qui comprenaient le Rhin jusqu'au Wahal, un royaume pour le prince Jérôme en Allemagne, un pour le prince Eugène en Italie, et une partie du Piémont pour la France, mais sur des bases nouvelles qui consistaient à demander les limites pures et simples, c'est-à-dire le Rhin jusqu'à Dusseldorf, au delà de Dusseldorf la Meuse, rien en Italie sauf une indemnité pour le prince Eugène, et enfin la juste influence de la France dans le règlement du sort des États européens. Il ne s'en tint pas à cette communication officielle : sachant qu'il existait plus d'une cause de mésintelligence entre les coalisés, que les Autrichiens notamment étaient fatigués de la guerre et offusqués de la suprématie affectée par les Russes, il imagina de répondre à la démarche qu'on avait faite auprès de lui par une lettre qu'il adresserait lui-même à l'empereur François, et par une autre que le major-général Berthier adresserait au prince de Schwarzenberg. Dans ces deux lettres rédigées avec un grand soin il s'efforça de parler le langage de la politique et de la raison. Il disait qu'on en avait appelé à la victoire, que la victoire avait prononcé, que ses armées étaient aussi bonnes que jamais, et que bientôt elles seraient aussi nombreuses; qu'il avait donc toute confiance dans les suites de cette lutte si elle se prolongeait; que cependant il marchait en ce moment sur Troyes, que la prochaine rencontre aurait lieu entre une armée française et une armée autrichienne, qu'il croyait être vainqueur, et que cette confiance ne devait étonner personne, mais qu'ayant éprouvé les hasards de la guerre, il voulait bien considérer cette supposition comme douteuse, qu'il raisonnerait donc dans une double hypothèse : que s'il était vainqueur la coalition serait anéantie, et qu'on le retrouverait après cette épreuve aussi exigeant que jamais, car il y serait autorisé par ses dangers et ses triomphes; que s'il était vaincu au contraire, l'équilibre de l'Europe serait rompu un peu plus qu'il ne l'était déjà, mais au profit de la Russie et aux dépens de l'Autriche; que celle-ci en se-

rait un peu plus gênée, un peu plus dominée par une orgueilleuse rivale ; qu'elle n'avait donc rien à gagner à une bataille qui dans un cas lui ferait perdre tous les fruits de la bataille de Leipzig, et dans l'autre la rendrait plus dépendante qu'elle n'était de la Russie ; que ce qu'elle pouvait vouloir, en Italie par exemple, la France le lui concéderait tout de suite, en consentant à repasser les Alpes ; qu'ainsi, sans compter les liens du sang qui devaient être quelque chose après tout, l'intérêt vrai de l'Autriche était de conclure la paix, aux conditions qu'elle-même avait offertes à Francfort.

A ces raisonnements mêlés de beaucoup de paroles douces et flatteuses pour l'empereur François, Napoléon en avait ajouté d'autres non moins spécieux dans la lettre destinée au prince de Schwarzenberg, et bien faits pour toucher la mémoire de ce prince, sa prudence militaire, et son orgueil que les généraux russes et prussiens ne cessaient de froisser. Ces lettres furent expédiées l'une et l'autre à titre de réponse à la dernière démarche du prince de Schwarzenberg. Malheureusement quoique très-habilement raisonnées et écrites, elles ne s'accordaient pas complétement avec la situation morale des puissances alliées, que Napoléon du milieu de son camp ne pouvait pas bien apprécier. Sans doute si l'Autriche eût été moins engagée dans les liens de la coalition, si elle n'avait pas tant craint de rompre cette coalition qui, une fois rompue, la laissait sous la main de fer de Napoléon, si elle n'eût pas tant redouté le caractère de ce dernier, elle aurait pu prêter l'oreille à des considérations qui sous bien des rapports répondaient à l'esprit politique de l'empereur François, à la sagesse de son premier ministre, et à l'amour-propre blessé de son général en chef. Mais ces lettres, il était à croire qu'au lieu de les garder pour elle, l'Autriche les montrerait à ses alliés, afin de mettre sa bonne foi à l'abri du soupçon, qu'alors on se ferait de nouvelles protestations de fidélité, et qu'on se serrerait plus étroitement les uns aux autres pour résister à un ennemi qui tour à tour était lion ou renard. Il y avait donc plus à risquer qu'à gagner dans cette tentative auprès de la cour d'Autriche.

Quoi qu'il en soit, Napoléon après avoir vaqué à ces soins divers, et ses troupes étant parvenues à la hauteur où il les voulait, partit du château de Surville le 21 au matin, passa la Seine à Montereau et la remonta jusqu'à Nogent. Il trouva partout le pays tellement ravagé, que désespérant d'y vivre, il fit demander avec instances des munitions de bouche à Paris. A Nogent même tout était dans un état affreux par suite du dernier combat. Il accorda sur sa cassette des secours aux sœurs de charité qui avaient pansé les blessés sous les balles de l'ennemi, et à ceux des habitants qui avaient le plus souffert.

Le lendemain 22, continuant à remonter la Seine il se dirigea sur Méry, point où le cours de la Seine se détourne, et au lieu de décrire une ligne de l'ouest à l'est, en décrit une du nord-ouest au sud-est, de Méry à Troyes. (Voir la carte n° 62.) Il suivait la grande route de Troyes, menant avec lui les troupes du maréchal Oudinot (division de jeune garde Rothenbourg, et division Boyer d'Espagne), la vieille garde, les divisions de jeune garde de Ney et de Victor, la réserve de cavalerie, et enfin la réserve d'artillerie. A droite par des chemins de traverse s'avançaient le maréchal Macdonald avec le 11e corps, et un peu plus à droite le général Gérard avec le 2e corps et la réserve de Paris. Sur l'autre rive de la Seine, aux environs de Sézanne, Grouchy avec sa cavalerie et la division Leval s'apprêtait à rejoindre Napoléon par Nogent, et Marmont avec le 6e corps occupait la contrée d'entre Seine et Marne, pour observer Blucher et se lier avec le maréchal Mortier expédié sur Soissons. Les forces de Napoléon, sans les troupes de Marmont, mais avec celles de Grouchy et de Leval, s'élevaient à environ 70 mille hommes.

Napoléon s'attendait toujours à livrer bataille, et il le désirait, car depuis l'ouverture de la campagne il n'avait pas eu 70 mille hommes sous la main, sans compter qu'il suffisait d'une journée pour attirer Marmont à lui. Ainsi que nous l'avons déjà dit, cherchant une combinaison qui pût rendre cette bataille décisive, il avait renoncé à suivre le prince de Schwarzenberg sur la grande route de Troyes, et il avait imaginé de passer la Seine à Méry, de la remonter rapidement par la rive droite en laissant le prince de Schwarzenberg sur la rive gauche, de le devancer à la hauteur de Troyes, et alors de repasser la rivière pour venir lui offrir la bataille entre Troyes et Vandœuvres, après s'être emparé de sa propre ligne de retraite. Si ce plan pouvait s'exécuter, il devait avoir incontestablement d'immenses conséquences.

Le 22 au matin les ordres étant donnés d'après ces vues, notre avant-garde refoula l'arrière-garde du prince de Wittgenstein vers Chatres,

et se jeta ensuite sur le pont de Méry qui est très-long, parce qu'il embrasse plusieurs bras de rivière et des terrains marécageux. Ce pont sur pilotis avait été à moitié incendié; néanmoins nos tirailleurs courant sur la tête des pilotis, engagèrent un combat fort vif avec les tirailleurs de l'ennemi, et parvinrent à s'emparer de Méry. Mais bientôt un incendie éclatant dans cette ville à laquelle les Russes avaient mis le feu, arrêta nos progrès. La chaleur devint tellement intense qu'il fallut céder la place, non à l'ennemi, mais à l'incendie, et regagner les bords de la Seine. Au même instant des troupes nombreuses se montrèrent en dehors de Méry, et on dut renoncer à passer outre. Ces troupes qu'on apercevait n'étaient ni les Russes du prince de Wittgenstein, ni les Bavarois du maréchal de Wrède, qu'il aurait été naturel de rencontrer dans cette direction, c'étaient les Prussiens eux-mêmes, que, le 15, Mortier poursuivait au delà de la Marne, et qui avaient semblé hors de cause pour quelque temps. En sept jours ils s'étaient donc ralliés, et ils étaient revenus, avec qui? sous la conduite de qui? Voilà ce qu'on avait lieu de se demander, et ce que Napoléon se demanda en effet avec un juste étonnement.

Il le sut bientôt par des prisonniers et par des rapports venus des bords de la Marne. Depuis qu'il avait battu en détail les quatre corps de l'armée de Silésie, ces corps avaient cherché à se remettre de leur défaite, et y avaient en partie réussi. Se sentant vivement poursuivis sur la route de Soissons, les généraux d'York et Sacken s'étaient rejetés à droite, et par Oulchy, Fismes, Reims, avaient regagné Châlons, où Blucher leur avait donné rendez-vous. (Voir la carte n° 62.) Réunis aux débris de Kleist et de Langeron, ils formaient un corps de 32 mille hommes. L'orgueil de cette armée était cruellement humilié. Composée de ce qu'il y avait de plus ardent parmi les Russes et les Prussiens, ayant à sa tête l'audacieux Blucher et tous les affiliés du Tugend-Bund, elle ne se consolait pas, après avoir tant raillé la timidité de l'armée de Bohême, d'avoir essuyé de tels revers. Aussi le désir de rentrer en scène était-il des plus vifs dans ses rangs, et elle avait le mérite de vouloir à tout risque réparer son désastre. Une occasion avait paru s'offrir, et elle l'avait saisie avec empressement.

Marmont après la terrible journée de Vauchamps s'était arrêté à Étoges. Une pareille interruption de poursuite de la part des Français indiquait clairement que Napoléon, répétant contre l'armée de Bohême la manœuvre qui lui avait si bien réussi contre l'armée de Silésie, s'était rejeté sur le prince de Schwarzenberg. Cette conjecture prenait le caractère de la certitude, si l'on songeait que le prince de Schwarzenberg s'étant avancé jusqu'à Fontainebleau et Provins, Napoléon n'avait pas pu souffrir qu'il approchât davantage de Paris sans courir à lui. Il n'y avait dès lors pour l'armée de Silésie qu'un parti à prendre, c'était de se reporter tout de suite de la Marne vers la Seine, où elle trouverait probablement le détachement de Marmont laissé en observation, et sur lequel elle se vengerait des quatre journées cruelles qu'elle venait d'essuyer.

Ces résolutions prises, Blucher n'avait donné à ses troupes que deux jours de repos, et avait envoyé courriers sur courriers au prince de Schwarzenberg pour l'informer de sa nouvelle entreprise. L'arrivée de renforts assez considérables l'avait confirmé dans ses projets. Il n'avait eu jusqu'ici du corps de Kleist et de celui de Langeron qu'une moitié à peu près. Le reste de ces deux corps, successivement remplacés au blocus des places, rejoignait dans le moment même. Le corps de Saint-Priest, dirigé d'abord vers Coblentz, arrivait aussi, et le 18, en se mettant en marche de Châlons sur Arcis, le maréchal Blucher avait reçu en cavalerie et infanterie 15 à 16 mille hommes de renfort, de manière que son armée tombée sous les coups de Napoléon de soixante et quelques mille hommes à 32 mille, était déjà revenue tout à coup à une force d'environ 48 mille combattants, et se trouvait par conséquent en mesure de tenter quelque chose de sérieux, tant il est vrai qu'à la guerre la passion a souvent tous les effets du génie, parce qu'elle supplée à la puissance de l'esprit par celle de la volonté!

Blucher s'était donc mis en route pour Arcis, et ayant appris chemin faisant que le prince de Schwarzenberg, replié sur Troyes, l'y attendait pour livrer bataille, il s'était dirigé en droite ligne sur Méry, afin d'arriver plus tôt au rendez-vous, et de pouvoir tomber dans le flanc de l'armée française qu'il supposait à la poursuite de l'armée de Bohême.

Napoléon rencontrant Blucher à Méry sur la rive droite de la Seine ne devait plus songer à s'y jeter lui-même. N'imaginant pas toutefois que le général prussien eût pu reformer sitôt une armée d'une cinquantaine de mille hommes, il s'inquiéta peu de son apparition, et ne désespéra pas de saisir le lendemain ou le surlende-

main le prince de Schwarzenberg corps à corps, et de le terrasser. Ses soldats croyaient de nouveau à leur supériorité, lui à sa fortune, et ils marchaient tous avec joie à la grande bataille qui se préparait. Napoléon résolut de se porter le lendemain, 23 février, sur Troyes.

Mais tandis qu'il recherchait cette bataille, son principal adversaire renonçait à la livrer. Le prince de Schwarzenberg était justement effrayé de se trouver en présence de Napoléon qu'il croyait à la tête de forces considérables, et de risquer en une journée le sort de la coalition. On lui avait fait des rapports exagérés sur le nombre des troupes arrivées d'Espagne, et quant à leur valeur, il l'avait éprouvée au combat de Nangis. Il n'évaluait pas les forces de Napoléon à moins de 80 ou 90 mille hommes, exaltés par la victoire et par une situation extraordinaire. Séparé de Blucher qu'il ne savait pas si près, il était réduit à 100 mille hommes, par suite des combats qui avaient été livrés et des détachements qu'il avait fallu faire. Ces 100 mille hommes n'étaient pas aussi bien concentrés que les 80 mille attribués à Napoléon, et il ne lui paraissait pas sage, lorsque avec 170 mille on avait été tenu en échec à la Rotbière par 50 mille (c'était le nombre qu'on supposait faussement à Napoléon dans cette journée), d'en risquer cent contre quatre-vingt. Et puis si on était battu, on était ramené d'un trait sur le Rhin, on perdait en un jour le fruit des deux campagnes de 1812 et de 1813, et on rendait l'oppresseur commun plus exigeant, plus oppressif que jamais! Pour les Russes, pour les Prussiens que la passion dominait, qui avaient beaucoup à gagner au succès s'ils avaient beaucoup à perdre au revers, il pouvait y avoir des motifs de s'exposer ainsi aux plus grands risques; mais pour les Autrichiens qui couraient la chance de perdre en un jour ce qu'ils avaient regagné en un an, ce que Napoléon leur offrait sans combat, et à qui la victoire ne promettait qu'une augmentation de prépondérance chez les Russes, en vérité le profit à tirer d'une lutte prolongée n'en valait pas la peine. La double lettre de Napoléon, tout en ayant l'inconvénient de trop déceler l'intention de diviser ses ennemis, n'avait pas laissé que de les diviser un peu, en provoquant chez les Autrichiens ces réflexions bien naturelles. Une circonstance inquiétante s'ajoutait d'ailleurs à celles que l'on faisait valoir en faveur d'une suspension d'armes. Tandis qu'on avait reçu la nouvelle positive d'un puissant détachement de l'armée d'Espagne arrivé par Orléans à Paris, le bruit d'un autre détachement plus fort encore, commandé par le maréchal Suchet en personne, et venu de Perpignan à Lyon, était également très-répandu, car à la guerre, où les impressions sont extrêmement vives, on grossit les faits, même vrais, au point de les convertir bientôt en mensonges. Le comte de Bubna, placé entre Genève et Lyon, craignait d'avoir 50 à 60 mille hommes sur les bras, demandait des secours immédiats, et annonçait de grands malheurs si on ne déférait pas à ses instances. Que deviendrait-on en effet si une bataille était livrée et perdue en Franche-Comté sur les derrières des armées alliées? Il fallait donc, pour prévenir un si fâcheux incident, détacher sans retard une vingtaine de mille hommes au profit du comte de Bubna, c'est-à-dire se réduire à 80 mille hommes, et demeurer ainsi en face de Napoléon avec des forces à peine égales aux siennes, ce qui était la plus grave des imprudences. Restait, il est vrai, Blucher dont on ignorait la force présente, mais dont on connaissait le caractère, et dont l'indocilité était telle, que malgré son zèle, on ne pouvait pas se flatter d'avoir à sa disposition les 40 ou 50 mille hommes qu'il amenait peut-être avec lui.

Par ces raisons qui avaient leur valeur, le sage prince de Schwarzenberg était d'avis d'éviter une bataille générale, de rétrograder sur Brienne, Bar-sur-Aube et Langres, d'y attendre les renforts qui étaient annoncés, d'envoyer en même temps par Dijon une vingtaine de mille hommes au comte de Bubna, et pour se garantir pendant ce temps des attaques de Napoléon, de répondre à sa double lettre en lui proposant un armistice, armistice qui amènerait peut-être la paix, ou, s'il ne l'amenait pas, donnerait le temps d'assurer la victoire.

Ces raisons furent débattues le jour même, 22, dans un conseil tenu au quartier général, en présence des trois souverains, des généraux et des ministres de la coalition. Alexandre, naguère si bouillant, n'osait pas devenir tout à coup l'apôtre de la temporisation, mais il montrait moins de hauteur de sentiment et de langage. Le parti ardent, quoique privé de Blucher et de son état-major qui étaient à Méry, trouva cependant quelques organes, et il fut dit pour son compte que reculer était une faiblesse dont l'effet moral serait certainement funeste; que dans la position où l'on était placé il fallait vaincre ou périr; que par la réunion à l'armée

de Silésie on aurait des forces presque doubles de celles de Napoléon, que dès lors on vaincrait, parce qu'il était indigne de supposer qu'on pût être vaincu en combattant dans la proportion de deux contre un; qu'en tout cas on n'avait pas d'autre parti à prendre, car un mouvement rétrograde ruinerait de fond en comble les affaires de la coalition; que revenir sur Langres c'était se reporter sur une contrée pauvre en elle-même, et appauvrie encore par le récent séjour des armées, qu'on ne pourrait pas y vivre, que la retraite sur Langres entraînerait bientôt la retraite sur Besançon; que rétrograder de la sorte c'était rendre à Napoléon tout son prestige, lui rendre tous ses partisans, et inviter les paysans français, qui déjà tuaient les soldats isolés, à s'insurger en masse et à égorger tout ce qui ne serait pas formé en corps d'armée, qu'en un mot hésiter, reculer, c'était périr.

Qui avait raison en ce moment des temporisateurs ou des impatients, personne ne le pourrait dire avec certitude. En effet si les seconds évaluaient justement les forces respectives, les premiers cédaient à des craintes fondées lorsqu'ils refusaient de jouer le tout pour le tout contre Napoléon, car s'il eût gagné la bataille, et dans la disposition de ses troupes il avait beaucoup de chances de la gagner, la coalition aurait été jetée dans le Rhin. On est donc en droit de soutenir que, quoique ses calculs eussent un certain caractère de timidité, le prince de Schwarzenberg, à tout prendre, avait plus raison que ses adversaires.

Quoi qu'il en soit, le parti de la modération insista, et comme il avait acquis depuis les derniers événements autant d'autorité que Blucher et ses partisans en avaient perdu, comme l'empereur Alexandre appuyait un peu moins le parti de Blucher, le prince de Schwarzenberg fit prévaloir son opinion, et la proposition d'un armistice fut résolue. Cette proposition n'engageait à rien, ni quant aux conditions de la paix, ni quant aux conditions de l'armistice lui-même. Si elle n'était point accueillie, elle aurait au moins occupé Napoléon quelques heures, ralenti sa marche d'une journée peut-être, ce qui était beaucoup; si elle était acceptée au contraire, elle permettrait d'aller se concentrer les uns à Langres, les autres à Châlons, de s'y renforcer considérablement, et enfin, suivant le vœu secret des Autrichiens, de renouer les négociations pacifiques avec plus de chances de succès, car une fois les armes déposées on ne les reprendrait pas aisément. Les partisans de la guerre à outrance consentirent à cette démarche dans l'espoir qu'elle n'aboutirait à aucun résultat, et qu'elle ferait peut-être gagner quelques heures, ce qui aux yeux de tous était incontestablement un avantage. Le prince de Schwarzenberg fit choix du prince Wenceslas de Liechtenstein pour l'envoyer au quartier général français, avec la proposition de désigner des commissaires qui, aux avant-postes des deux armées, conviendraient d'une suspension d'armes.

Le 23, Napoléon était en marche de Chartres sur Troyes, lorsque aux approches de Troyes le prince Wenceslas de Liechtenstein se présenta pour lui remettre le message du prince de Schwarzenberg. Napoléon, en voyant cette insistance des coalisés pour obtenir un armistice, en conclut beaucoup trop vite qu'ils étaient dans une position difficile, et résolut de paraître les écouter, mais sans s'arrêter, son rôle n'étant pas de les tirer d'embarras. Il était animé par le succès, par le sentiment des grandes choses qu'il venait d'accomplir, par l'espérance de celles qu'il allait accomplir encore, et n'avait actuellement aucune raison de prudence pour se montrer modeste ou circonspect, car au contraire la jactance pouvait être de l'habileté. Il s'y livra donc par disposition du moment et par calcul.

Le prince Wenceslas l'ayant fort complimenté sur les belles opérations qu'il venait d'exécuter, Napoléon l'écouta avec une satisfaction visible, parla beaucoup de celles qu'il préparait, exagéra singulièrement l'étendue de ses forces, se plaignit des outrageantes propositions qu'on lui avait adressées, et, d'un sujet passant à l'autre, demanda s'il était vrai que plusieurs princes de Bourbon se trouvassent déjà au quartier général des alliés. En effet le duc d'Angoulême essayait actuellement de se faire accueillir au quartier général de lord Wellington; le duc de Berry était sur une frégate à Belle-Ile, tâchant par sa présence d'agiter les esprits en Vendée; enfin le père de ces deux princes, le comte d'Artois lui-même, muni du titre de lieutenant général du royaume, et représentant Louis XVIII retiré à Hartwel, était venu en Suisse, puis en Franche-Comté, pour obtenir son admission au quartier général des souverains. Toutefois aucun de ces princes n'avait encore réussi dans ses démarches.

L'envoyé du prince de Schwarzenberg se hâta de désavouer toute participation de l'Autriche à des menées contraires à la dynastie impériale,

et affirma, ce qui était vrai, que le comte d'Artois avait été écarté du quartier général. Cette déclaration fit à Napoléon plus de plaisir qu'il n'en témoigna ; il dit qu'il allait s'occuper de la proposition qu'on lui adressait, et qu'il répondrait de la ville même de Troyes, dans laquelle il prétendait entrer immédiatement.

Son assurance, bonne à montrer aux Prussiens et aux Russes, n'avait pas autant d'à-propos à l'égard des Autrichiens, qui désiraient la paix, et auxquels il fallait la laisser espérer, pour les disposer à la modération dans les vues, et au moins à l'hésitation dans les conseils.

Arrivé aux portes de Troyes, Napoléon y trouva l'arrière-garde des coalisés décidée à s'y défendre, et menaçant même de brûler la ville si on insistait pour y entrer tout de suite. Une telle menace de la part des Russes avait quelque chose de trop sérieux pour qu'on n'en tînt pas compte. Il fut verbalement convenu que le lendemain, 24, les uns sortiraient de Troyes, et que les autres y entreraient sans coup férir, ou du moins sans aucun acte d'agression ou de résistance qui pût mettre la ville en péril. Le lendemain effectivement, les dernières troupes de la coalition sortirent pacifiquement de Troyes, tandis que les nôtres y entrèrent de même, et Napoléon, qui vingt jours auparavant avait traversé cette ville presque en vaincu, l'esprit plein de pressentiments sinistres, ne sachant s'il pourrait défendre Paris, et réduit à ordonner qu'on éloignât de la capitale sa femme, son fils, son gouvernement, son trésor, Napoléon reparaissait maintenant au milieu de Troyes après avoir mis avec une poignée d'hommes les armées de l'Europe en fuite, et il voyait les coalisés, naguère si hautains, lui demander sinon de déposer les armes, du moins de les laisser reposer quelques jours dans le fourreau ! Étrange changement de fortune, qui prouve tout ce qu'un homme de caractère et de génie, en sachant persévérer à la guerre, peut quelquefois faire sortir de chances imprévues et heureuses d'une situation en apparence désespérée ! Ce changement de fortune était-il assez décisif pour qu'on y pût compter? Doute cruel, qu'il appartenait à la prudence seule, unie au génie, de convertir en certitude. Il fallait en effet à l'égard des coalisés joindre à la victoire la plus parfaite mesure, pour abattre la jactance des uns, sans décourager la modération des autres, et saisir, pour ainsi dire au vol, l'occasion d'une transaction bien difficile à opérer entre les propositions de Francfort et celles de Châtillon ! Là était le problème à résoudre. Napoléon malheureusement se fiait trop au retour décidé de la fortune pour être sage, et il est vrai qu'en ce moment il était fondé à l'espérer, en ne regardant qu'à l'extérieur des choses. Que ne pouvons-nous l'espérer nous-mêmes, et nous faire illusion au moins un instant dans ce triste récit des temps passés, car en 1814 il s'agissait non d'un homme, non d'un grand homme, qui est ce qu'il y a de plus intéressant au monde après la patrie, mais de la France, à qui on pouvait sauver encore la moitié de sa grandeur, à qui on pouvait conserver Mayence en sacrifiant Anvers !

LIVRE CINQUANTE-TROISIÈME.

PREMIÈRE ABDICATION.

État intérieur de Paris pendant les dernières opérations militaires de Napoléon. — Secrètes menées des partis. — Attitude de M. de Talleyrand; ses vues; envoi de M. de Vitrolles au camp des alliés. — Conférences de Lusigny, instructions données à M. de Flahant relativement aux conditions de l'armistice. — Efforts tentés de notre part pour faire préjuger la question des frontières en traçant la ligne de séparation des armées. — Retraite du prince de Schwarzenberg jusqu'à Langres. — Grand conseil des coalisés. — Le parti de la guerre à outrance veut qu'on adjoigne les corps de Wintzingerode et de Bulow à l'armée de Blucher, afin de procurer à celui-ci les moyens de marcher sur Paris. — La difficulté d'ôter ces corps à Bernadotte levée extraordinairement par lord Castlereagh. — Ce dernier profite de cette occasion pour proposer le traité de Chaumont, qui lie la coalition pour vingt ans, et devient ainsi le fondement de la Sainte-Alliance. — Joie de Blucher et de son parti; sa marche pour rallier Bulow et Wintzingerode. — Danger du maréchal Mortier envoyé au delà de la Marne, et de Marmont laissé entre l'Aube et la Marne. — Ces deux maréchaux parviennent à se réunir, et à contenir Blucher pendant que Napoléon vole à leur secours. — Marche rapide de Napoléon sur Meaux. — Difficulté de passer la Marne. — Blucher, couvert par la Marne, veut accabler les deux maréchaux qui ont pris position derrière l'Ourcq. — Napoléon franchit la Marne, rallie les deux maréchaux, et se met à la poursuite de Blucher, qui est obligé de se retirer sur l'Aisne. — Situation presque désespérée de Blucher menacé d'être jeté dans l'Aisne par Napoléon. — La reddition de Soissons, qui livre aux alliés le pont de l'Aisne, sauve Blucher d'une destruction certaine, et lui procure un renfort de 50 mille hommes par la réunion de Wintzingerode et de Bulow. — Situation critique de Napoléon et son impassible fermeté en présence de ce subit changement de fortune. — Première conception du projet de marcher sur les places fortes pour y rallier les garnisons, et tomber à la tête de 100 mille hommes sur les derrières de l'ennemi. — Il est nécessaire auparavant d'aborder Blucher et de lui livrer bataille. — Napoléon enlève le pont de Berry-au-Bac, et passe l'Aisne avec 50 mille hommes en présence des 100 mille hommes de Blucher. — Dangers de la bataille qu'il faut livrer avec 30 mille combattants contre 100 mille. — Raisons qui décident Napoléon à enlever le plateau de Craonne pour se porter sur Laon par la route de Soissons. — Sanglante bataille de Craonne, livrée le 7 mars, et dans laquelle Napoléon enlève les formidables positions de l'ennemi. — Après s'être emparé de la route de Soissons, Napoléon veut pénétrer dans la plaine de Laon pour achever la défaite de Blucher. — Nouvelle et plus sanglante bataille de Laon, livrée les 9 et 10 mars, et restée indécise par la faute de Marmont qui s'est laissé surprendre. — Napoléon est réduit à battre en retraite sur Soissons. — Son indomptable énergie dans une situation presque désespérée. — Le corps de Saint-Priest s'étant approché de lui, il fond sur ce corps qu'il met en pièces dans les environs de Reims, après en avoir tué le général. — Napoléon, menacé d'être étouffé entre Blucher et Schwarzenberg, se résout à exécuter son grand projet de marcher sur les places, pour en rallier les garnisons et tomber sur les derrières des alliés. — Ses instructions pour la défense de Paris pendant son absence. — Consternation de cette capitale. — Le conseil de régence consulté veut qu'on accepte les propositions du congrès de Châtillon. — Indi-

gnation de Napoléon, qui menace d'enfermer à Vincennes Joseph et ceux qui parlent de se soumettre aux conditions de l'ennemi. — Événements qui se sont passés dans le Midi, et bataille d'Orthez, à la suite de laquelle le maréchal Soult s'est porté sur Toulouse, et a laissé Bordeaux découvert. — Entrée des Anglais dans Bordeaux, et proclamation des Bourbons dans cette ville le 12 mars. — Fâcheux retentissement de ces événements à Paris. — Napoléon en voyant l'effroi de la capitale, vers laquelle le prince de Schwarzenberg s'est sensiblement avancé, se décide, avant de marcher sur les places, à faire une apparition sur les derrières de Schwarzenberg pour le détourner de Paris en l'attirant à lui. — Mouvement de la Marne à la Seine, et passage de la Seine à Méry. — Napoléon se trouve à l'improviste en face de toute l'armée de Bohême. — Bataille d'Arcis-sur-Aube, livrée le 22 mars, dans laquelle 20 mille Français tiennent tête pendant une journée à 90 mille Russes et Autrichiens. — Napoléon prend enfin le parti de repasser l'Aube et de se couvrir de cette rivière. — Il se porte sur Saint-Dizier dans l'espérance d'avoir attiré l'armée de Bohême à sa suite. — Son projet de s'avancer jusqu'à Nancy pour y rallier 40 à 50 mille hommes des diverses garnisons. — En route il est rejoint par M. de Caulaincourt, lequel a été obligé de quitter le congrès de Châtillon par suite du refus d'admettre les propositions des alliés. — Fin du congrès de Châtillon et des conférences de Lusigny. — Napoléon n'a aucun regret de ce qu'il a fait, et ne désespère pas encore de sa fortune. — Pendant ce temps les armées de Silésie et de Bohême, entre lesquelles il a cessé de s'interposer, se sont réunies dans les plaines de Châlons, et délibèrent sur la marche à adopter. — Grand conseil des coalisés. — La raison militaire conseillerait de suivre Napoléon, la raison politique de le négliger, pour se porter sur Paris et y opérer une révolution. — Des lettres interceptées de l'Impératrice et des ministres décident la marche sur Paris. — Influence du comte Pozzo di Borgo en cette circonstance. — Mouvement des alliés vers la capitale. — Marmont et Mortier s'étant laissé couper de Napoléon, rencontrent l'armée entière des coalisés. — Triste journée de la Fère-Champenoise. — Retraite des deux maréchaux. — Apparition de la grande armée coalisée sous les murs de Paris. — Incapacité du ministre de la guerre et incurie de Joseph, qui n'ont rien préparé pour la défense de la capitale. — Conseil de régence où l'on décide la retraite du gouvernement et de la cour à Blois. — Au lieu d'organiser une défense populaire dans l'intérieur de Paris, on a la folle idée de livrer bataille en dehors de ses murs ! — Bataille de Paris livrée le 30 mars avec 25 mille Français contre 170 mille coalisés. — Bravoure de Marmont et de Mortier. — Capitulation forcée de Paris. — M. de Talleyrand s'applique à rester dans Paris, et à s'emparer de l'esprit de Marmont. — Entrée des alliés dans la capitale ; leurs ménagements ; attitude à leur égard des diverses classes de la population. — Empressement des souverains auprès de M. de Talleyrand, qu'ils font en quelque sorte l'arbitre des destinées de la France. — Événements qui se passent à l'armée pendant la marche des coalisés sur Paris. — Brillant combat de Saint-Dizier ; circonstance fortuite qui détrompe Napoléon, et lui apprend enfin qu'il n'est pas suivi par les alliés. — Le danger évident de la capitale et le cri de l'armée le décident à rebrousser chemin. — Son retour précipité. — Napoléon pour arriver plus tôt se sépare de ses troupes, et parvient à Fromenteau entre onze heures du soir et minuit, au moment même où l'on signait la capitulation de Paris. — Son désespoir, son irritation, sa promptitude à se remettre. — Tout à coup il forme le projet de se jeter sur les coalisés disséminés dans la capitale et partagés sur les deux rives de la Seine, mais comme il n'a pas encore son armée sous la main, il se propose de gagner en négociant les trois ou quatre jours dont il a besoin pour la ramener. — Il charge M. de Caulaincourt d'aller à Paris afin d'occuper Alexandre en négociant, et se retire à Fontainebleau dans l'intention d'y concentrer l'armée. — M. de Caulaincourt accepte la mission qui lui est donnée, mais avec la secrète résolution de signer la paix à tout prix. — Accueil fait par l'empereur Alexandre à M. de Caulaincourt. — Ce prince désarmé par le succès redevient le plus généreux des vainqueurs. — Cependant il ne promet rien, si ce n'est un traitement convenable pour la personne de Napoléon. — Les souverains alliés, moins l'empereur François retiré à Dijon, tiennent conseil chez M. de Talleyrand pour décider du gouvernement qu'il convient de donner à la France. — Principe de la légitimité heureusement exprimé et fortement soutenu par M. de Talleyrand. — Déclaration des souverains qu'ils ne traiteront plus avec Napoléon. — Convocation du Sénat, formation d'un gouvernement provisoire à la tête duquel se trouve M. de Talleyrand. — Joie des royalistes ; leurs efforts pour faire proclamer immédiatement les Bourbons ; voyage de M. de Vitrolles pour aller chercher le comte d'Artois. — M. de Talleyrand et quelques hommes éclairés dont il s'est entouré, modèrent le mouvement des royalistes, et veulent qu'on rédige une constitution, qui sera la condition expresse du retour des Bourbons. — Empressement d'Alexandre à entrer dans ces idées. — Déchéance de Napoléon prononcée le 3 avril, et rédaction par le Sénat d'une constitution à la fois monarchique et libérale. — Vains efforts de M. de Caulaincourt en faveur de Napoléon, soit auprès d'Alexandre, soit auprès du prince de Schwarzenberg. — On le renvoie à Fontainebleau pour persuader à Napoléon d'abdiquer ; en même temps on cherche à détacher les chefs de l'armée. — D'après le conseil de M. de Talleyrand, toutes les tentatives de séduction sont dirigées sur le maréchal Marmont, qui forme à Essonne la tête de colonne de l'armée. — Événements à Fontainebleau pendant les événements de Paris. — Grands projets de Napoléon. — Sa conviction, s'il est secondé, d'écraser les alliés dans Paris. — Ses dispositions militaires et son extrême confiance dans Marmont qu'il a placé sur l'Essonne. — Réponses évasives qu'il fait à M. de Caulaincourt, et ses secrètes résolutions pour le lendemain. — Le lendemain, 4 avril, il assemble l'armée, et annonce la détermination de marcher sur Paris. — Enthousiasme des soldats et des officiers naguère abattus, et consternation des maréchaux. — Ceux-ci, se faisant les interprètes de tous les hommes fatigués, adressent à Napoléon de vives représentations. — Napoléon leur demande s'ils veulent vivre sous les Bourbons. — Sur leur réponse unanime qu'ils veulent vivre sous le roi de Rome, il a l'idée de les envoyer à Paris avec M. de Caulaincourt pour obtenir la transmission de la couronne à son fils. — Tandis qu'il feint d'accepter cette transaction, il est toujours résolu à la grande bataille dans Paris, et en fait tous les préparatifs. — Départ des maréchaux Ney et Macdonald, avec M. de Caulaincourt, pour aller négocier la régence de Marie-Louise au prix de l'abdication de Napoléon. — Leur rencontre avec Marmont à Essonne. — Embarras de celui-ci qui leur avoue qu'il a traité secrètement avec le prince de Schwarzenberg, et promis de passer avec son corps d'armée du côté du gouvernement provisoire. — Sur leurs observations il retire la parole donnée au prince de Schwarzenberg, ordonne à ses généraux, qu'il avait mis dans sa confidence, de suspendre tout mouvement, et suit à Paris la députation chargée d'y négocier pour le roi de Rome. — Entrevue des maréchaux avec l'empereur Alexandre. — Ce prince, un moment ébranlé, remet la décision au lendemain. — Pendant ce temps Napoléon ayant mandé Marmont à Fontainebleau pour préparer sa grande opération militaire, les généraux du 6e corps se croient découverts, quittent l'Essonne, et exécutent le projet suspendu de Marmont. — Cette nouvelle achève de décider les souverains alliés, et la cause du roi de Rome est définitivement abandonnée. — M. de Caulaincourt renvoyé auprès de Napoléon pour obtenir son abdication pure et simple. — Napoléon, privé du corps

de Marmont, et ne pouvant plus dès lors rien tenter de sérieux, prend le parti d'abdiquer. — Retour de M. de Caulaincourt à Paris et ses efforts pour obtenir un traitement convenable en faveur de Napoléon et de la famille impériale. — Générosité d'Alexandre. — M. de Caulaincourt obtient l'île d'Elbe pour Napoléon, le grand duché de Parme pour Marie-Louise et le roi de Rome, et des pensions pour tous les princes de la famille impériale. — Son retour à Fontainebleau. — Tentative de Napoléon pour se donner la mort. — Sa résignation. — Élévation de ses pensées et de son langage. — Constitution du Sénat, et entrée de M. le comte d'Artois dans Paris le 12 avril. — Enthousiasme et espérances des Parisiens. — Départ de Napoléon pour l'île d'Elbe. — Coup d'œil général sur les grandeurs et les fautes du règne impérial.

Napoléon voulait procurer quelque soulagement à la ville de Paris naguère si alarmée, et la faire jouir de ses triomphes ; il voulait surtout relever les esprits, ce qui était pour l'organisation de ses forces d'un sérieux avantage, car on n'obtient guère de concours d'un peuple découragé. En conséquence, il avait prescrit une cérémonie militaire et religieuse pour la réception des drapeaux et l'entrée des vingt-cinq mille prisonniers qu'on venait d'enlever à l'ennemi. Il avait désiré que ces prisonniers, menés de l'Est à l'Ouest à travers Paris, parcourussent toute l'étendue des boulevards, afin que les Parisiens pussent s'assurer par leurs propres yeux de la réalité des prodiges opérés par leur Empereur. En pareille circonstance le calcul excusait l'orgueil.

En effet, à la nouvelle de l'approche de ces prisonniers, la population de Paris afflua sur les boulevards pour voir défiler ensemble Prussiens, Autrichiens et Russes, marchant désarmés sous la conduite de leurs officiers et de leurs généraux. Sans être arrogants, ils n'étaient point consternés, et on pouvait discerner sur leur visage un tout autre sentiment que celui que manifestaient jadis les prisonniers d'Austerlitz ou d'Iéna. Il leur restait une certaine confiance et un véritable orgueil d'avoir été pris dans des lieux si voisins de notre capitale.

Bien qu'on fût fatigué de l'arbitraire impérial, parfaitement éclairé sur les inconvénients d'un despotisme qui, après avoir poussé la guerre jusqu'au Kremlin, la ramenait aujourd'hui jusqu'au pied de Montmartre, cependant les masses, dominées par les impressions du moment, ne pouvaient s'empêcher d'applaudir aux derniers succès de Napoléon, et d'éprouver la satisfaction la plus vive en voyant défiler vaincus et captifs ces soldats étrangers, que chacun avait craint de voir entrer dans Paris en vainqueurs et en dévastateurs. Du reste, avec la délicatesse naturelle à la nation française, on ne les offensa point. L'imprévoyance, hélas! eût été trop grande. Après un premier instant de contentement, on sentit naître en soi la pitié, et en remarquant l'extrême misère de la plupart de ces prisonniers, plus d'une âme bonne et compatissante laissa tomber sur eux une aumône reçue avec une véritable reconnaissance.

A la cour, les choses prirent un aspect plus serein. De nombreux visiteurs accoururent auprès de l'Impératrice et du Roi de Rome, et en particulier ces hauts fonctionnaires qui, ayant cru le trône impérial en danger, avaient cherché en s'éloignant à n'être pas écrasés sous ses ruines. Ils reparurent joyeux, quelques-uns cependant assez soucieux de l'accueil qu'on leur ferait, tous vantant la glorieuse campagne dont quelques jours auparavant ils déploraient la témérité, et après avoir beaucoup répété la veille ou l'avant-veille qu'on était fou de ne pas accepter les frontières de 1790, se récriant aujourd'hui contre une paix aussi déshonorante, et déclarant bien haut que les bases de Francfort devaient être la condition absolue de la paix future. Marie-Louise, trop étrangère à notre pays pour connaître et juger ces hommes, troublée d'ailleurs par la joie presque autant qu'elle l'avait été par la crainte, fit bon accueil à tous ceux qui se présentèrent, et se flatta presque de revoir bientôt les beaux jours de sa première arrivée en France [1].

Cette joie, les inconséquences qu'elle amène et excuse, ne s'apercevaient guère chez les partis ennemis. Bien que ces partis fussent deux, les anciens révolutionnaires et les royalistes, ils n'étaient pas deux à regretter les succès de Napoléon. Les révolutionnaires étaient presque joyeux par crainte de l'étranger et par haine des Bourbons. Les royalistes, après avoir espéré

[1] Je ne suppose rien, je prends ces détails dans la correspondance du ministre de la police, dans celle de l'archichancelier, qui informaient Napoléon des moindres détails. J'en avertis le lecteur pour la centième fois, et heureusement pour la dernière, car je suis au terme de ma tâche. Mais je ne me lasse pas de mettre à couvert ma responsabilité d'historien, et c'est un scrupule que le lecteur me pardonnera, car il lui prouvera, je l'espère, mon amour de la vérité.

un moment le retour de princes chéris, se demandaient avec chagrin s'il fallait tout à coup renoncer à cet espoir. Ils cherchaient une excuse à leurs vœux secrets dans les malheurs que Napoléon avait attirés sur la France, et se disaient que toute main, même celle de l'étranger, était bonne pour se délivrer d'un si odieux despotisme. Cependant ils se contentaient de former des vœux, et ils demeuraient complétement inactifs. Des conversations à voix basse entre les membres de l'ancienne noblesse et du clergé, des bruits malveillants dans lesquels on exagérait nos revers ou contestait nos succès, une résistance inerte aux mesures de l'administration, constituaient tous leurs efforts contre le gouvernement impérial. Les émigrés qui, depuis la révolution, n'avaient cessé de vivre à l'étranger auprès des princes de Bourbon, avaient presque perdu l'habitude de correspondre avec l'intérieur de la France. Ils l'essayaient en ce moment sans trouver aucun empressement à leur répondre, et par exemple dans les provinces menacées d'invasion personne n'aurait osé accourir à leur rencontre pour proclamer les Bourbons. A peine quelques royalistes osaient-ils hasarder une manifestation dans les villes déjà solidement occupées par les armées alliées. A Troyes, deux vieux chevaliers de Saint-Louis avaient présenté à Alexandre une pétition pour demander le rétablissement des Bourbons, imprudence qui devait coûter cher à ces infortunés ! A Paris, on citait deux membres de l'ancienne noblesse, MM. de Polignac, qui, transférés de leur prison dans une maison de santé, s'étaient évadés pour aller, à leurs risques et périls, offrir à M. le comte d'Artois leur dévouement éprouvé.

Rien de sérieux évidemment ne pouvait être tenté par ces hommes, trop étrangers depuis vingt-cinq ans aux affaires de la France pour y exercer quelque influence. Il fallait que des membres du gouvernement actuel, les uns mécontents de Napoléon qui les avait maltraités, les autres désirant assurer leur situation sous un régime nouveau, tendissent la main aux royalistes, pour qu'une menée tant soit peu efficace, et en tout cas bien cachée, fût ourdie en leur faveur. On essayait quelque chose de pareil actuellement, mais très-secrètement et en tremblant.

De tous les mécontents que le régime impérial avait faits, le plus éclatant, celui qui donnait le plus à penser aux amis des Bourbons comme aux amis des Bonaparte, était M. de Talleyrand. Il était l'objet des espérances des uns, des craintes des autres, et quoiqu'il fût en position, et même à la veille de jouer un grand rôle, ils s'exagéraient beaucoup ce qu'il pouvait et ce qu'il oserait faire. Que le moment venu, Napoléon étant définitivement vaincu, l'ennemi se trouvant dans Paris, M. de Talleyrand fût le seul homme dont on pût se servir pour constituer un nouveau gouvernement sur les ruines du gouvernement renversé, c'était incontestable, mais qu'il pût et voulût prendre l'initiative d'une révolution, le drapeau tricolore flottant encore sur les Tuileries, c'était une fausse terreur de la police impériale, et une pure illusion des salons royalistes. La mauvaise volonté de M. de Talleyrand pour l'Empire était sans doute aussi grande qu'elle pouvait l'être, mais ses moyens et sa témérité n'étaient pas au niveau de cette mauvaise volonté. En refusant le portefeuille des affaires étrangères deux mois auparavant, surtout parce qu'on ne voulait pas lui laisser la qualité de grand dignitaire, il avait à peu près rompu avec l'Empire, et, comme on l'a vu, Napoléon la veille même de son départ pour l'armée l'avait traité de manière à lui inspirer les plus vives appréhensions. Quelques insinuations de personnes en rapport avec les Bourbons lui avaient appris, ce qu'il savait du reste, que les services d'un évêque marié seraient très-bien accueillis des princes les plus pieux, car il n'y a rien qui ne s'oublie devant les services, non pas rendus mais à rendre. Les partis n'ont que la mémoire qui leur convient : selon le besoin du jour, ils ont tout oublié ou se souviennent de tout. M. de Talleyrand avec sa profonde connaissance des hommes et des choses n'en était donc pas à apprendre que sa carrière, finie avec les Bonaparte, était aisée à recommencer avec les Bourbons. Mais il connaissait le duc de Rovigo, facile, familier, amical même avec ceux qu'il surveillait, capable néanmoins au premier soupçon sérieux, ou au premier ordre de Napoléon, d'appliquer sa rude main de soldat sur un manteau de grand dignitaire. Aussi M. de Talleyrand était-il d'une extrême circonspection.

Chez lui, dans un hôtel de la rue Saint-Florentin, qui devint bientôt célèbre, M. de Talleyrand recevait entre autres personnages le duc de Dalberg, l'abbé de Pradt, le baron Louis. M. de Dalberg, descendant des illustres Dalberg d'Allemagne, neveu du prince Primat, d'abord ennemi, puis ami de l'Empire, bien doté à l'époque des sécularisations, brouillé quelque temps

après avec Napoléon parce que celui-ci avait transporté au prince Eugène l'héritage du prince Primat, personnage de petite taille, de manières à la fois allemandes et françaises, de physionomie vive, d'humeur remuante, d'opinion franchement libérale, d'esprit remarquable et surtout très-fin, avait souvent exhalé son mécontentement chez M. de Talleyrand, avec une hardiesse qui avait attiré à sa jeune épouse une disgrâce de cour. Il en était irrité, et ne s'en cachait guère. L'abbé de Pradt, relégué dans son diocèse depuis sa fâcheuse ambassade de Varsovie, aux difficultés de laquelle il avait ajouté tous les défauts de son caractère, était revenu à Paris depuis nos derniers revers, et joignait sa langue à celle du duc de Dalberg, de manière à se faire entendre de la police qui aurait eu l'oreille la plus duce. Le baron Louis, jadis à demi engagé dans les ordres, en étant sorti depuis, exclusivement appliqué aux sciences économiques, doué d'un vrai génie financier, esprit à la fois véhément et ferme, ami de la liberté dans la mesure qu'autorise une sage politique, détestait le régime impérial par les motifs d'un homme éclairé, et fréquentait volontiers un cercle où il trouvait avec beaucoup de lumières toutes les passions qui l'animaient.

Ces personnages et quelques autres se rencontraient sans cesse chez M. de Talleyrand, et y échangeaient l'expression de leurs sentiments. Le pétulant abbé de Pradt y disait avec la vivacité ordinaire de ses allures qu'il fallait tout simplement mettre les Bourbons à la place des Bonaparte; le duc de Dalberg le disait moins, le désirait tout autant, et était capable d'y travailler plus utilement. Le baron Louis demandait qu'on mît fin à un despotisme qui, depuis deux années, paraissait extravagant. M. de Talleyrand, avec sa nonchalance ordinaire, écoutait assez pour encourager ceux qui parlaient de la sorte, pas assez pour être personnellement compromis. Quelquefois cependant il s'ouvrait avec un de ces visiteurs, rarement avec deux, et quand il le faisait, c'était avec le duc de Dalberg dont il connaissait la hardiesse, la dextérité, les relations nombreuses, et duquel il pouvait attendre un concours efficace. Il considérait l'abbé de Pradt comme un étourdi, le baron Louis comme un savant administrateur, très-bon à employer dans l'occasion, mais ne leur confiait rien, car dans le moment présent il n'avait pas plus affaire de la légèreté de l'un que du sérieux de l'autre. Il les laissait dire avec un sourire à la fois approbateur et évasif, puis après les avoir écoutés sortait de chez lui, allait rendre visite au duc de Rovigo, sous prétexte de demander des nouvelles, lui témoignait l'intérêt le plus vif pour les succès de l'armée française, affectait de déplorer l'inhabileté de la plupart des agents de Napoléon, disait qu'il était bien malheureux qu'un si grand homme fût si mal servi, en quoi il trouvait le duc de Rovigo tout à fait d'accord avec lui, car ce ministre mécontent de la plupart de ses collègues, se plaignant de n'être plus écouté de Napoléon, regrettant qu'il se fût séparé de M. de Talleyrand, était de ceux auxquels on pouvait faire entendre une critique mesurée de l'état de choses, pourvu qu'elle partît du dévouement et non du désir de renverser. M. de Talleyrand affectait auprès du duc de Rovigo d'être du nombre de ces censeurs qui blâment parce qu'ils aiment, ne trompait son clairvoyant interlocuteur qu'à demi, mais le trompait assez pour atténuer l'effet des propos qu'on tenait à l'hôtel de la rue Saint-Florentin. Rentré chez lui, M. de Talleyrand permettait de nouveau les conversations les plus hardies, n'avouait qu'au duc de Dalberg son désir de se soustraire à un joug insupportable, en cherchait avec lui les moyens et ne les découvrait guère. Tenter quelque chose tant que les étrangers armés étaient si loin de Paris, lui semblait impraticable. Une idée qui frappait surtout le duc de Dalberg et M. de Talleyrand, c'est qu'en tâtonnant entre la Seine et la Marne, et en négociant à Châtillon, les coalisés ménageaient à Napoléon les seules chances qu'il eût de se sauver. Rompre toute négociation avec lui, le présenter dès lors à la France comme l'unique obstacle à la paix, profiter de l'une de ses allées et venues pour percer sur la capitale, était à leurs yeux l'unique manière d'en finir. A peine les coalisés paraîtraient-ils aux portes de Paris, qu'on ferait une levée de boucliers, qu'on proclamerait Napoléon déchu, et qu'on briserait ainsi dans ses mains l'épée qu'il était presque impossible de lui arracher.

C'était là ce que MM. de Talleyrand et de Dalberg auraient voulu faire parvenir à l'oreille des souverains coalisés; mais, preuve singulière du peu de concert entre le dedans et le dehors, ils n'avaient pu se procurer un intermédiaire pour communiquer ces idées. Ainsi MM. de Polignac ayant réussi à s'évader, n'avaient rien emporté ni de M. de Talleyrand ni du duc de Dalberg, les seuls hommes qui fussent en ce moment

capables de servir la cause des Bourbons.

Il y avait cependant à Paris un gentilhomme du Dauphiné, doué de beaucoup d'esprit et de courage, engagé autrefois dans l'armée de Condé, qui, quoique ayant conservé des sentiments royalistes, s'était rapproché de son compatriote M. de Montalivet, qui lui avait fait obtenir le titre de baron et celui d'inspecteur des bergeries impériales. Mais mal rattaché à l'Empire par ces demi-faveurs, il sentait tressaillir son cœur à la seule espérance de revoir les Bourbons en France. Ce gentilhomme dauphinois était M. de Vitrolles. Ayant le goût de se mêler aux hommes en place, par curiosité et par ambition, il était entré en relation avec le duc de Dalberg, qui connaissait tous les gens remuants et en était connu, et par le duc de Dalberg avait été introduit chez M. de Talleyrand, qu'il visitait quelquefois. M. de Dalberg cherchant un intermédiaire hardi qui osât se rendre au quartier général de la coalition, pour y transmettre les pensées de M. de Talleyrand et les siennes, avait songé à M. de Vitrolles, et l'avait trouvé tout à fait disposé à entreprendre un pareil voyage. Le difficile c'était d'accréditer M. de Vitrolles auprès des grands personnages, souverains ou ministres, qui tour à tour siégeaient à Langres, à Brienne, à Troyes, selon les alternatives de la guerre. Un seul homme le pouvait de manière à faire accueillir sur-le-champ l'individu qui viendrait en son nom, et cet homme était M. de Talleyrand. Mais jamais il n'aurait voulu confier à qui que ce fût une preuve positive de son action contre le gouvernement établi, et il s'était refusé à envoyer autre chose que des conseils fort sensés, qui seraient transmis verbalement aux souverains et aux ministres de la coalition. M. de Dalberg, qui ne se ménageait guère lorsqu'il pouvait faire un pas vers son but, suppléa à ce que n'osait se permettre M. de Talleyrand. Allemand d'origine, il avait beaucoup fréquenté à Vienne M. de Stadion : il fournit à M. de Vitrolles quelques signes de reconnaissance propres à constater d'une manière certaine que celui qui en était porteur se présentait de sa part, et le mit en route avec la mission de rapporter ce que nous venons d'exposer, ce que le comte Pozzo di Borgo répétait tous les jours à l'empereur Alexandre, c'est-à-dire qu'il fallait rompre toute négociation avec Napoléon, et marcher droit sur Paris. L'armistice qui paraissait se négocier aux avant-postes, et dont la nouvelle était déjà répandue à Paris, était aux yeux du duc de Dalberg une raison de se hâter, et de faire savoir le plus tôt possible aux coalisés que toute main tendue par eux à Napoléon le relevait au moment même où il allait tomber. Après avoir entretenu les ministres et les souverains étrangers, M. de Vitrolles devait se rendre auprès du comte d'Artois, qu'on disait en Franche-Comté, pour lui donner aussi des avis utiles, dont ce prince avait encore plus besoin que les ministres de la coalition. M. de Vitrolles partit par la route de Sens, avec des passe-ports supposés, et sans que M. de Rovigo en sût rien, le secret ayant été renfermé entre MM. de Talleyrand, de Dalberg et de Vitrolles. Obligé de traverser les armées françaises et coalisées, il avait à vaincre de nombreuses difficultés, et ne pouvait arriver promptement au quartier général vers lequel il se dirigeait.

Tandis que se préparaient ainsi les sourdes menées qui devaient contribuer, beaucoup moins toutefois que ses fautes, à la chute de Napoléon, celui-ci était entré à Troyes, et s'était occupé de l'armistice dont il avait accueilli la proposition. L'armistice, comme moyen de faire gagner du temps aux coalisés et de lui en faire perdre à lui-même, ne lui convenait certainement pas, car il voulait au contraire les joindre au plus vite, pour leur livrer une bataille décisive. Mais cet armistice lui convenait comme moyen de négocier plus directement, plus près de lui, et sous l'impression des coups qu'il portait chaque jour. Il avait donc consenti à envoyer l'un de ses aides de camp aux avant-postes, et avait confié cette mission à M. le comte de Flahaut. Il lui avait donné pour instructions [1] de repousser toute suspension d'armes pendant ces pourparlers, ne voulant pas pour un échange de propos, peut-être insignifiant, laisser échapper le prince de Schwarzenberg ; d'exiger un préambule dans lequel on commencerait par déclarer qu'on allait traiter de la paix sur les bases de Francfort, et de tracer enfin la ligne de séparation entre les armées belligérantes de manière à impliquer la conservation pour la France de Mayence et d'Anvers. Si ces conditions étaient admises, Napoléon pouvait en effet déposer les armes, car il n'aurait probablement plus à les reprendre, ayant l'intention bien formelle de ne pas poursuivre la lutte si on lui laissait la ligne du Rhin et des Alpes. Mais déposer les armes sans avoir la garantie des bases de Francfort, c'était à

[1] Ces instructions existent à la secrétairerie d'État, et n'étaient pas, comme on l'a dit, purement verbales. Le sens en est donc connu d'une manière tout à fait certaine.

ses yeux perdre tous les avantages acquis, la fortune, comme il le croyait, étant alors prononcée pour lui.

M. de Flahaut partit de Troyes le 24, jour même où Napoléon y entrait, se rendit au village de Lusigny, situé à trois lieues au delà, y trouva MM. de Schouvaloff pour la Russie, de Rauch pour la Prusse, et de Langenau pour l'Autriche. En ce moment le maréchal Oudinot, poussant l'arrière-garde ennemie sur Vandœuvres, criblait de balles le lieu même où allaient se réunir les négociateurs. Sur la demande de M. de Flahaut, il fit porter ailleurs le combat, et le village de Lusigny fut neutralisé.

Les envoyés des puissances alliées paraissaient désirer une prompte solution; M. de Flahaut énonça donc sans différer les conditions dont il était porteur, et il proposa deux choses, premièrement la continuation des hostilités pendant les pourparlers, et secondement l'insertion d'un préambule qui consacrerait les bases de Francfort. Ces deux points n'étaient pas de nature à plaire aux commissaires ennemis, car le premier ôtait à l'armistice son principal intérêt, et le second lui donnait une portée contraire à tous les desseins de la coalition. Visiblement mécontents, les trois commissaires répondirent qu'ils n'avaient aucun pouvoir pour toucher aux questions diplomatiques. Suspendre momentanément les hostilités, et fixer la limite temporaire sur laquelle s'arrêteraient les armées belligérantes, constituait, dirent-ils, leur unique mission. Ils voulaient partir sur-le-champ, mais M. de Flahaut les retint, en les engageant à demander de nouvelles instructions, et en promettant d'en demander lui-même. Ils consentirent à rester à Luisgny, à condition qu'on écrirait immédiatement aux deux quartiers généraux pour réclamer ces nouvelles instructions.

Napoléon, bien qu'il fût fermement résolu à ne pas se désister des frontières naturelles, et que dans cette vue il ne voulût pas interrompre le cours de ses succès à moins d'être assuré des bases de Francfort, n'était pas indifférent toutefois à l'avantage de conclure un armistice, qui équivaudrait à la signature des préliminaires de paix, et qui amènerait un apaisement momentané des vives passions soulevées contre lui. Il renonça donc à ce préambule, qu'il était difficile d'insérer dans un simple armistice, et il consentit à la continuation des pourparlers, s'il pouvait par un détour revenir à son but. Ainsi, par exemple, si en déterminant les limites qui devaient séparer les armées, il obtenait que les coalisés lui laissassent Anvers du côté des Pays-Bas, Chambéry du côté de la Savoie, il tirerait de cette concession une présomption des plus fortes pour le règlement définitif des frontières. En conséquence il autorisa M. de Flahaut à poursuivre la négociation entamée à Lusigny, sans que la mention des bases de Francfort dans le préambule fût accordée, mais à condition que les armées ennemies rétrograderaient dans les Pays-Bas jusqu'au delà d'Anvers, et qu'en Savoie elles se tiendraient en dehors de Chambéry dont elles étaient fort rapprochées. Si les commissaires ennemis acceptaient cette ligne de démarcation, c'était une présomption en faveur des frontières naturelles, qui sans équivaloir à la mention des bases de Francfort, en était pour ainsi dire l'acceptation de fait.

C'est d'après ces données que M. de Flahaut dut continuer à parlementer à Lusigny. Le général Langenau, tombé malade, avait été remplacé par le général Ducca, porteur des assurances et des conseils les plus pacifiques de l'empereur François. Le nouveau parlementaire était chargé d'insister secrètement auprès de M. de Flahaut, pour que Napoléon ne s'obstinât point à poursuivre la guerre, car l'occasion actuelle était la dernière où il pourrait, sous l'influence de ses récents succès, traiter avantageusement. Le conseil était excellent, si moyennant certains sacrifices on pouvait obtenir mieux que les frontières de 1790, si par exemple en abandonnant Anvers et Bruxelles, on pouvait conserver Mayence et Cologne. Mais si cette insistance signifiait qu'il fallait, pour sauver la dynastie, abandonner toutes les acquisitions de la France depuis 1790, le conseil, bon de la part d'un beau-père, ne valait rien pour Napoléon, et sa résolution de périr, même en faisant tuer encore bien des milliers d'hommes, convenait mieux à sa gloire et aux véritables intérêts de la France.

Dans les conférences officielles, MM. de Schouvaloff, de Rauch, Ducca déclarèrent, comme il était facile de le prévoir, qu'ils étaient réunis pour une simple convention militaire, que toute stipulation relative au fond des choses devait leur rester étrangère, qu'ils avaient reçu l'instruction formelle de s'en abstenir, que par conséquent le préambule demandé était inadmissible.

Cette déclaration n'ayant pas provoqué de la part de M. de Flahaut la rupture des conférences,

on en vint à la discussion de la ligne de démarcation. Le commissaire français proposa la sienne, conforme aux vues que nous venons d'exposer; les commissaires alliés proposèrent la leur, conforme aux résolutions politiques de leurs cours. Ils voulaient au nord s'avancer jusqu'à Lille, ils consentaient à rétrograder de quelques pas en Champagne et en Bourgogne, admettant la discussion sur la possession de Vitry, de Chaumont, de Langres, mais ils tenaient obstinément à Chambéry, et reproduisaient ainsi, à l'exemple de Napoléon, les prétentions fondamentales de leurs cours par la voie indirecte de l'armistice. On disputa, et on eut encore recours à de nouvelles instructions, ce qui devait prolonger de quelques jours la négociation.

On pouvait rompre à cette occasion, car il était facile de voir qu'on ne s'entendrait pas, à moins de nouveaux et graves événements militaires. Mais il ne convenait à aucune des parties de rompre sur-le-champ, car les pourparlers ne suspendant pas les hostilités ne nuisaient à personne, et le prince de Schwarzenberg espérait que peut-être il en résulterait quelque ralentissement dans les opérations de Napoléon. Napoléon de son côté, quoique bien décidé à continuer la lutte, sentant pourtant le besoin d'une paix prochaine, ne voulait pas fermer la nouvelle voie de négociation qui venait de s'ouvrir à ses côtés. Il pouvait toujours la clore d'un seul mot, et en la laissant ouverte il avait une ressource pour un cas pressé, il avait le moyen d'arrêter dans un péril extrême le bras des combattants. Il permit donc à son commissaire de disputer avec les commissaires ennemis sur les innombrables sinuosités d'une ligne de démarcation qui, commençant à Anvers, allait finir à Chambéry.

Pendant ces deux jours de pourparlers, 24 et 25 février, il commit malheureusement un acte de vengeance, double résultat du calcul et de la colère.

En entrant à Troyes il fut assailli par les cris d'une partie de la population qui dénonçait quelques individus, coupables, disait-elle, d'avoir pactisé avec les ennemis pendant leur séjour dans la capitale de la Champagne. Bien que tout le monde fût fatigué du régime impérial, pourtant à la vue de l'étranger et au nom des Bourbons, cette unanimité disparaissait pour faire place aux vieilles divisions des partis. Les partisans de l'ancienne royauté, en se montrant, réveillaient dans le cœur des partisans de la révolution une colère assez naturelle, surtout lorsqu'on voyait ces royalistes demander aux ennemis de la France le triomphe de leur cause. A Troyes, deux chevaliers de Saint-Louis, MM. de Vidranges et de Gouault, prenant la cocarde blanche, avaient présenté à Alexandre une adresse pour réclamer le rétablissement des Bourbons. C'était la première manifestation de ce genre que les souverains alliés eussent rencontrée sur leurs pas, et Alexandre, avec un sentiment d'humanité qui l'honorait, ne manqua pas de faire remarquer à ceux qui avaient osé se la permettre, que rien n'étant plus variable que le mouvement des armées, tour à tour exposées à s'avancer ou à reculer, que rien surtout n'étant moins décidé qu'un changement de dynastie en France, il craignait qu'ils n'eussent commis une imprudence qui pourrait leur devenir funeste. Malgré cette observation, l'imprudence était commise, et les royalistes de Troyes n'avaient rien fait pour l'atténuer. Ils avaient mis au contraire une sorte d'ostentation, assurément courageuse, à se parer de leur cocarde blanche.

La population de Troyes, bien qu'elle comptât beaucoup de royalistes dans son sein, était très-irritée contre ceux qui avaient paru sympathiser avec l'ennemi. Aussi les dénonciations retentissaient-elles de tous côtés aux oreilles de Napoléon lorsqu'il entra dans la ville. En entendant le récit de ce qui s'était passé, il éprouva un vif mouvement de colère, et il ordonna l'arrestation de ceux qu'on lui signalait comme coupables. La réflexion, au lieu de calmer cette colère, contribua plutôt à l'exciter. On apprenait en ce moment l'apparition de M. le comte d'Artois en Franche-Comté, celle de M. le duc d'Angoulême en Guyenne, celle de M. le duc de Berry sur les côtes de Bretagne. Il pouvait arriver que des soulèvements royalistes favorisassent les mouvements des armées ennemies, et fussent même pour Paris d'un funeste exemple. Napoléon résolut alors d'arrêter les entreprises des partis par une mesure sévère, qui, en frappant sur un ou deux imprudents, en retiendrait beaucoup d'autres. Le délit commis à Troyes était facile à constater, les lois à appliquer malheureusement peu douteuses, et l'instrument des commissions militaires, que l'état de guerre autorisait, aussi rapide qu'assuré. Napoléon donna donc l'ordre d'arrêter les inculpés, et de les faire comparaître devant cette justice exceptionnelle. M. de Vidranges, l'un des deux personnages désignés, s'était enfui. M. de Gouault, vieillard à cheveux

blancs, compromis par les autres, n'avait pas songé à se dérober aux poursuites. Il fut arrêté, jugé, condamné, et livré au bras militaire.

Un homme excellent, écuyer de l'Empereur, dévoué à sa fortune, M. de Mesgrigny, originaire de Champagne, pressé de sauver des compatriotes, accourut avec la famille du condamné pour se jeter aux pieds de Napoléon. Celui-ci, dont la colère était prompte, mais passagère, à la vue des suppliants laissa prévaloir en lui la pitié sur le calcul, et dit : Eh bien, qu'on lui fasse grâce, s'il en est temps. — On courut en toute hâte, mais l'infortuné vieillard était fusillé.

Napoléon éprouva un regret véritable, mais quand il tombait à chaque instant des milliers d'êtres humains autour de lui, il n'était pas homme à s'arrêter à de pareils incidents. Il reporta son âme infatigable sur le théâtre des immenses événements qu'il avait à diriger, et qui se succédaient avec une rapidité prodigieuse. En ce moment en effet de nouveaux mouvements de l'ennemi se laissaient apercevoir, et provoquaient, dans son génie de feu, de nouvelles et formidables combinaisons.

Le prince de Schwarzenberg s'était retiré sur Chaumont, ayant laissé à Bar-sur-Aube les Bavarois du maréchal de Wréde, les Russes du prince de Wittgenstein, et le long de l'Aube les Wurtembergeois du prince royal avec le corps autrichien de Giulay. Il avait à Chaumont même les gardes russe et prussienne, et un corps de grenadiers et de cuirassiers qui faisait partie des réserves autrichiennes. Il avait détaché une portion du corps de Colloredo par Dijon sur Lyon, pour aller au secours de Bubna. Ses forces étaient ainsi très-diminuées, et il ne lui restait guère plus de 90 mille combattants.

Blucher était demeuré entre la Seine et l'Aube, de Méry à Arcis, avec les 48 mille hommes qu'il avait pu réunir, attendant impatiemment le signal de la grande bataille dans laquelle il se flattait, non-seulement de venger ses récentes humiliations, mais de trouver les clefs de Paris. Lorsqu'on apprit dans son état-major que le généralissime avait abandonné l'idée de livrer cette bataille, et avait même rétrogradé jusqu'à Langres, ce fut, comme on l'imagine aisément, l'occasion d'un déchaînement inouï contre les Autrichiens, contre leur faiblesse, leur duplicité, leurs arrière-pensées. Le temporiseur autrichien, le prince de Schwarzenberg, fut traité comme ses pareils le sont en tout temps par la race des impatients, et on se mit à dire que si les troupes du père de Marie-Louise faisaient défection, on n'en marcherait pas moins sur Paris, et qu'on saurait bien s'en ouvrir la route, malgré Napoléon, malgré son armée soi-disant victorieuse. On se l'était en effet si bien ouverte à Montmirail et à Vauchamps, qu'il y avait de quoi être fiers et confiants!

Pourtant dans ce fougueux état-major prussien, on n'avait d'autre autorité pour agir que celle qu'on prenait en désobéissant au roi de Prusse, et bien qu'on fût encore très-disposé à user de ce genre d'autorité, on n'était pas assez audacieux pour s'aventurer sur Paris avec 48 mille hommes. On eut recours au moyen accoutumé, on s'adressa à l'empereur Alexandre qu'on avait la certitude d'entraîner en le flattant, et on lui dépêcha des émissaires pour lui demander deux choses : liberté de mouvements pour l'armée de Silésie, et augmentation notable de forces, qu'il était du reste facile de lui procurer. Cette augmentation pouvait consister dans l'adjonction des corps de Bulow et de Wintzingerode, l'un prussien, l'autre russe, qui après avoir laissé dans les Pays-Bas des détachements employés au blocus des places, s'avançaient à travers les Ardennes. Il fallait, il est vrai, les retirer à Bernadotte, sous les ordres duquel ils se trouvaient, mais on ne manquait pas dans ce moment de raisons contre le prince suédois. On contestait chez les Prussiens sa capacité, son courage, sa loyauté : on l'appelait un militaire sans énergie, un traître à l'Europe, qui occupait à lui seul plus de 100 mille hommes pour son affaire de la Norwége, et qui exposait ainsi la coalition à succomber faute de forces suffisantes sur le point décisif. Bernadotte, il est vrai, avait fini par marcher sur le Rhin, et s'était fait précéder par les corps de Bulow et de Wintzingerode. Mais, disaient les Prussiens, il userait toujours de ses forces dans des vues personnelles, pour se faire, par exemple, empereur des Français, s'il pouvait du trône de Suède s'élancer sur celui de France. En lui ôtant les 50 mille hommes de Bulow et de Wintzingerode pour les confier à Blucher, celui-ci aurait 100 mille hommes sous son commandement, et pourrait en se portant sur les derrières de Napoléon faire évanouir le fantôme qui tenait le prince de Schwarzenberg immobile d'effroi à Chaumont.

Tel était le langage que les envoyés de Blucher étaient chargés de tenir à l'empereur Alexandre, et qu'ils avaient, sauf ce qui était dirigé contre

son protégé Bernadotte, grande chance de faire accueillir.

Alexandre écouta ce qu'on lui dit avec beaucoup de satisfaction et de faveur. Quelques jours s'étaient écoulés depuis les échecs de Nangis et de Montereau, et sa vive imagination, remise des fortes impressions qu'elle avait éprouvées, s'enflamma de nouveau dès qu'on lui montra la perspective d'entrer à Paris. Il agréa les propositions de Blucher, et provoqua un conseil des coalisés pour les mettre en discussion. Ce conseil, auquel assistèrent outre les trois souverains, MM. de Metternich, de Nesselrode, de Hardenberg, Castlereagh, le prince de Schwarzenberg et les principaux généraux de la coalition, fut fort animé. Alexandre attaqua l'armistice et le système de la temporisation, insista sur la nécessité de pousser vivement la guerre, et déclara que, quant à lui, il était prêt à la continuer avec son fidèle allié le roi de Prusse, si ses autres alliés l'abandonnaient, à quoi l'empereur François répondit en demandant si on ne le rangeait plus dans le nombre des alliés sur lesquels on avait raison de compter. Là-dessus on se tendit la main, et on convint de la nécessité d'agir promptement et vigoureusement, de manière à ne laisser aucun répit à l'ennemi commun. Après quelques explications on se trouva plus d'accord qu'on ne l'avait espéré. De part et d'autre on reconnut que l'armistice ne compromettait rien, puisqu'il ne suspendait pas même les hostilités, et que toute stipulation qui directement ou indirectement aurait pu déroger aux propositions de Châtillon avait été soigneusement écartée. Il n'y avait donc rien de changé à la situation des puissances alliées. On s'arrêtait, il est vrai, à Chaumont, mais par une prudence toute simple, pour se tenir à quelque distance de Napoléon, pendant qu'on s'affaiblissait pour expédier sur Dijon des secours reconnus indispensables au comte de Bubna. Du reste, la formation d'une armée puissante qui pourrait agir sur les flancs de Napoléon, et le ramener en arrière, était une bonne mesure, qu'il n'y avait aucune raison de ne pas prendre, si l'on en avait le moyen. Dès lors accorder au maréchal Blucher la liberté de ses mouvements, et le renforcer jusqu'à doubler son armée, si on le pouvait, ne faisait objection dans l'esprit de personne. La difficulté consistait uniquement à priver le jaloux et susceptible Bernadotte de deux corps qui constituaient la meilleure partie des forces placées sous son commandement. Déjà il s'était plaint, avait même proféré des menaces, parce qu'on ne semblait pas estimer assez haut ses services, et avait laissé entrevoir qu'il pourrait bien rentrer sous sa tente, et s'y croiser les bras. Diverses causes lui avaient inspiré ces dispositions chagrines. L'Autriche n'avait cessé de protéger le Danemark contre la Suède, et on avait refusé d'admettre au congrès de Châtillon un plénipotentiaire suédois. Quant à ce second point, on se souvient sans doute que l'Angleterre, la Prusse, la Russie, l'Autriche, avaient reçu pouvoir de traiter pour tous les coalisés, grands et petits, et vraiment le prince Bernadotte par sa personne ne donnait pas assez d'importance à la Suède, pour qu'on accordât à celle-ci le rôle de sixième grande puissance. A ces deux causes de mécontentement s'en joignait une troisième, plus agissante quoique moins avouée. Le ministre d'Angleterre, sondé plusieurs fois sur les projets de la coalition à l'égard du trône de France, avait dit nettement au curieux Bernadotte, que les puissances ne faisaient point la guerre pour substituer une dynastie à une autre, que les questions de gouvernement intérieur ne les regardaient point, et qu'elles laisseraient la France décider de son sort dans le cas où une nouvelle révolution viendrait à éclater chez elle, mais que, pour ce qui les regardait, les Anglais considéraient les Bourbons comme pouvant seuls remplacer convenablement les Bonaparte. L'humeur du nouveau Suédois, qui aurait bien voulu redevenir Français pour régner sur la France, était visible depuis lors, et se manifestait à chaque instant pour la moindre contrariété. On ne le redoutait pas sans doute, mais pourtant un trouble quelconque dans les affaires de la coalition, pendant qu'elle avait toutes ses forces occupées devant Napoléon, était une chose de quelque importance, et on craignait de s'exposer à des difficultés en ôtant à Bernadotte la portion la plus considérable de son armée.

On n'était arrêté que par cette crainte, et Alexandre, malgré son désir de satisfaire le bouillant Blucher, hésitait avec les autres membres du conseil, lorsque lord Castlereagh se levant soudainement, et agissant comme une sorte de providence qui disposait de tout, demanda aux militaires si véritablement ils regardaient l'adjonction des corps de Bulow et de Wintzingerode à l'armée de Silésie comme nécessaire. Ceux-ci ayant répondu affirmativement, il déclara qu'il se chargeait d'aplanir toutes les diffi-

cultés avec le prince royal de Suède. Sur cette déclaration les incertitudes cessèrent, et il fut décidé que Blucher recevrait l'adjonction de Wintzingerode et de Bulow, et pourrait se mouvoir entre la Seine et la Marne de la manière qu'il croirait la plus conforme à l'intérêt général des opérations. Alexandre renvoya les émissaires de Blucher pleins de joie, et du reste en leur racontant ce qui s'était passé, exagéra beaucoup ce que le parti des impatients lui devait en cette circonstance.

Quels moyens avait donc lord Castlereagh pour tout arranger ainsi de sa seule autorité? Nous allons le dire en peu de mots. D'abord il avait un esprit simple et net qui le portait à admettre sans hésiter les choses nécessaires. Ensuite il tenait dans ses mains la puissance des subsides, et c'était une grande puissance dans la circonstance présente, vu que la Suède n'était pas assez riche pour payer son armée. Avoir ou n'avoir pas vingt-cinq millions, c'était pour Bernadotte avoir ou n'avoir pas d'armée suédoise. De plus, la Suède entourée de tous côtés par la marine anglaise, ne pouvait pas se permettre une fausse démarche impunément. Enfin, lord Castlereagh possédait le moyen de consoler l'orgueil du prince de Suède. On avait levé en Hanovre et pris à la solde de l'Angleterre un corps d'Allemands, tirés des diverses principautés soustraites au joug de la France, et s'élevant à 25 mille hommes commandés par le général Walmoden. Il y avait en Hollande 7 à 8 mille Anglais sous le général Graham. Le prince d'Orange s'occupait à reconstituer l'armée hollandaise, et avait déjà réuni 10 à 12 mille hommes qui devaient recevoir aussi leur part des subsides britanniques. Toutes ces troupes, lord Castlereagh n'avait qu'à dire un mot pour les attribuer à tel ou tel général. Il décida qu'elles seraient placées sous les ordres du prince de Suède, qui réunirait ainsi sous son autorité, outre les Suédois et même les Danois auxquels on venait d'arracher leur soumission, les Allemands, les Anglais, les Hollandais, le prince d'Orange compris. Ces commandements variés allaient lui donner dans le Nord une apparence de roi des rois, qui devait le satisfaire, et le dédommager des forces qu'on lui faisait perdre.

On lui manda ces dispositions, et on envoya aux corps de Bulow et de Wintzingerode l'ordre immédiat de se ranger sous le commandement du maréchal Blucher.

Lord Castlereagh prit occasion de ce qui se passait en ce moment, pour rendre à la coalition un nouveau service non moins signalé que le précédent. On sentait vivement le besoin de l'union parmi les alliés, et on craignait à chaque instant que la coalition actuelle ne vînt à se dissoudre comme toutes celles qui depuis vingt années avaient succombé sous l'épée de Napoléon. On tremblait à cette seule pensée, car, si on commettait la faute de se diviser, le tyran de l'Europe, ainsi qu'on appelait l'Empereur des Français, redevenu aussi puissant, et en outre plus mal disposé que jamais, ferait peser sur tous les souverains un joug accablant. Bien qu'on éprouvât cette crainte au plus haut degré, et qu'elle fût assez fondée, elle n'empêchait dans le camp des alliés ni les mauvais propos, ni les mauvais offices, ni souvent des scènes intérieures extrêmement vives. Les récentes lettres de Napoléon à l'empereur François et au prince de Schwarzenberg, dont le cabinet autrichien avait eu l'habileté de ne pas faire un mystère, avaient redoublé les appréhensions, et quoique la fidélité autrichienne ne parût point ébranlée, on voulait autant que possible resserrer les liens de la coalition, et de plus bien convaincre Napoléon que sa profonde astuce, pas plus que sa redoutable épée, ne parviendraient à les briser.

Lord Castlereagh songeait donc à quelque moyen éclatant de consacrer et de proclamer encore une fois l'union des puissances coalisées. Il s'offrait pour cela une occasion, à la fois naturelle et opportune, c'était la conclusion des nouveaux arrangements financiers que les trois puissances continentales sollicitaient depuis qu'on s'était décidé à porter la guerre au delà du Rhin, et pour lesquels le comte Pozzo avait été envoyé à Londres. On pouvait à propos de ces arrangements se lier les uns aux autres encore plus étroitement que par le passé, stipuler dans quelles vues, pour quel temps, dans quelle proportion, chacun contribuerait à la lutte commune, et même la lutte finie, quelle nature d'alliance on formerait pour en maintenir les résultats. C'est d'après ces données que lord Castlereagh conçut et fit rédiger un nouveau traité, qu'il résolut de proposer à la signature des cours alliées. Ce traité, outre le but général de cimenter l'union des puissances, avait un but particulier à l'Angleterre, c'était d'agrandir singulièrement son rôle continental, et de se procurer ainsi le moyen certain de faire prévaloir les diverses créations qui lui tenaient si fort à cœur.

En conséquence, lord Castlereagh imagina une alliance solennelle entre l'Angleterre, la Russie, l'Autriche et la Prusse, par laquelle chacune de ces puissances s'engagerait à fournir un contingent permanent de 150 mille hommes, jusqu'à ce que la guerre actuelle fût terminée conformément à leurs désirs. Les 600 mille hommes que ce concours de chacun devait mettre à la disposition de la ligue, étaient indépendants de tout ce qu'on exigerait des puissances secondaires, et devaient par celles-ci être portés à 800 mille hommes. L'Angleterre ne pouvant pas cependant fournir 150 mille hommes de ses propres troupes, s'obligeait à les donner en troupes à sa solde. Elle en avait déjà près de 100 mille en Espagne, y compris les Anglais, les Portugais, les Espagnols, et il lui était facile avec les Hanovriens, les Allemands de toute origine, les Hollandais, de réunir un nouveau contingent de 50 mille hommes.

Elle aurait ainsi, indépendamment de son rôle maritime, un rôle continental presque égal à celui de chacune des trois grandes puissances du continent. Elle y pouvait ajouter une influence que seule elle était capable d'exercer, celle de la richesse, et lord Castlereagh prit sur lui d'offrir pour toute la durée de la guerre un subside annuel de 6 millions de livres sterling (150 millions de francs), à partager par tiers entre la Russie, la Prusse et l'Autriche. C'était de la part de l'Angleterre un double concours à l'œuvre commune, triple même en comptant sa marine, qui devait lui assurer sur toutes les autres puissances une supériorité décisive, et lui donner la certitude que les arrangements de la future paix n'auraient d'autre base que ses désirs.

Moyennant ces stipulations on devait se promettre les uns aux autres de n'écouter aucune proposition particulière, et de ne traiter qu'en commun avec l'ennemi commun, d'après des conditions arrêtées entre tous. Lord Castlereagh, voulant en outre pourvoir à l'avenir, et enchaîner les puissances à l'œuvre qu'elles auraient accomplie, conçut la pensée de les lier pour vingt années au delà de la paix prochaine. Chacune d'elles en effet devait, la guerre terminée, tenir 60 mille hommes (total 240 mille) au service de celui des alliés que la France essayerait d'attaquer, si, la paix conclue, elle renouvelait ses agressions contre ses voisins. C'était un moyen de garantir l'existence des deux royaumes dont l'Angleterre désirait ardemment la création, celui des Pays-Bas parce qu'il nous ôtait Anvers, celui du Piémont parce qu'il nous ôtait Gênes.

Il y avait même une idée qui commençait à germer parmi les diplomates de la coalition, c'était non-seulement de donner des possessions sur la gauche du Rhin à la maison d'Orange, mais d'en donner aussi à la Prusse, afin de la placer en état perpétuel de jalousie à l'égard de la France. Cette idée s'était offerte dès 1805 à l'esprit de M. Pitt, et recueillie depuis par lord Castlereagh, elle paraissait un accessoire important du nouveau royaume qu'on voulait créer en réunissant la Belgique à la Hollande. Agréable à la Prusse, que cependant elle compromettait envers nous, cette combinaison n'avait pas de contradiction bien grande à craindre, car, écraser la France, l'enfermer dans un cercle de fer après l'avoir écrasée, était alors le vœu, l'espérance, la joie de tout le monde. Mais c'était aussi pour chacun l'occasion d'exiger la satisfaction de ses intérêts particuliers. Ainsi la Russie, par exemple, demandait pour prix des arrangements auxquels elle se prêterait, que la Hollande la tînt quitte des emprunts contractés à Amsterdam. L'Angleterre, comme on l'a déjà vu, pour compléter son ouvrage, voulait marier la princesse Charlotte, héritière de la couronne, avec le fils du prince d'Orange, et placer en quelque sorte sous un même sceptre, outre les trois royaumes britanniques, la nouvelle monarchie des Pays-Bas.

En imposant à l'Angleterre des charges énormes, le nouveau traité lui procurait de si grands avantages, que le hardi ministre n'avait pas hésité à le proposer, et à s'y attacher comme à son œuvre essentielle. En conséquence, lord Castlereagh en présenta le projet aux puissances avec lesquelles il gouvernait les affaires de l'Europe.

Proclamer une nouvelle alliance pour toute la durée de la guerre, et valable encore vingt ans après la paix, afin de maintenir le nouvel édifice européen qu'on aurait créé, devait convenir à tous les contractants, car même la paix conclue, on ne cessait pas de craindre les entreprises que la France pourrait faire ultérieurement. Les propositions de lord Castlereagh furent donc accueillies et signées à Chaumont le 1er mars. Ce fut là le fameux traité de Chaumont, qui a servi de fondement à la Sainte-Alliance, et qui, pendant près de quarante années, a dominé la politique européenne, jusqu'au jour où l'Europe s'est enfin aperçue qu'il y avait ailleurs qu'en

France de sérieux dangers pour l'équilibre général.

Ce traité fut signé au milieu de la joie des coalisés, tous fort contents d'être solidement liés et largement subventionnés, excepté l'Autriche pourtant, qui tout en voyant dans la nouvelle alliance de précieuses garanties contre les entreprises de la France en Italie, n'en voyait pas autant contre les prétentions de la Russie en Pologne et en Orient. Lord Castlereagh ne borna pas là ses travaux. Il proposa et fit adopter la résolution de persévérer pendant quelque temps encore, mais pendant un temps limité, à négocier à Châtillon. On avait offert la paix à Napoléon, à la condition du retour de la France à ses anciennes limites, et, pour être conséquent avec soi-même, on devait, s'il se résignait, traiter avec lui. D'ailleurs les stipulations de Chaumont, en donnant vingt ans de durée à la coalition, rassuraient contre les tentatives qu'il pourrait faire à l'avenir pour reprendre ses anciennes conquêtes. Mais s'il prolongeait les négociations avec l'intention évidente d'occuper les puissances et de se jouer d'elles, on devait lui fixer un délai après lequel on déclarerait les négociations rompues, et on proclamerait la résolution définitive de ne plus avoir de relations avec lui, ce qui serait une véritable déchéance prononcée par l'Europe. Jusque-là rien de contraire à sa dynastie ne devait être souffert, et le comte d'Artois en Franche-Comté, le duc d'Angoulême en Guyenne, devaient être éloignés des quartiers généraux des puissances belligérantes.

Ces mesures, du point de vue des coalisés, étaient si bien calculées, qu'elles reçurent un prompt et universel assentiment. C'est par elles que lord Castlereagh consacra son influence personnelle, et surtout l'influence de son pays dans la coalition européenne. Aussi écrivit-il à son cabinet que sans doute cet ensemble de mesures coûterait cher à l'Angleterre, mais qu'il était sûr d'être approuvé d'elle, car il s'était agi de prendre ou de laisser échapper le premier rôle, et qu'il s'était hâté de le prendre quoi qu'il pût en coûter aux finances britanniques. Il n'avait certes pas à craindre d'être désavoué, quelle que fût la somme de millions promise. L'Angleterre a toujours su payer sa grandeur, et s'est rarement trompée sur ce qu'elle valait.

Aussitôt ces mesures arrêtées, l'ordre fut envoyé aux plénipotentiaires des quatre cabinets, de signifier à M. de Caulaincourt qu'on attendait la réponse de la France; que si les préliminaires proposés ne lui convenaient pas, elle n'avait qu'à en présenter d'autres, qu'on les examinerait dans un esprit de conciliation, pourvu toutefois qu'ils ne s'écartassent pas sensiblement des principes posés; mais qu'au delà d'un certain temps, on déclarerait le congrès de Châtillon dissous, et toute négociation définitivement abandonnée.

A peine Blucher et ses conseillers, Gneisenau, Muffling et autres, eurent-ils appris la résolution adoptée de les laisser libres, et de les renforcer de 50 mille hommes, qu'ils conçurent de nouveau l'ambition, qui déjà leur avait été funeste, d'entrer les premiers à Paris. Ils examinèrent à peine s'il ne vaudrait pas mieux, avant d'entreprendre ce nouveau mouvement offensif, attendre la jonction des 50 mille hommes qu'on leur destinait, et ils prirent sur-le-champ le parti de se porter en avant, mais en obliquant légèrement à droite, c'est-à-dire en se dirigeant vers la Marne, où ils devaient rejoindre un peu plus promptement Bulow et Wintzingerode qui étaient en marche, l'un vers Soissons, l'autre vers Reims. Dans leur fiévreuse impatience, ils aimaient mieux les rallier chemin faisant, quelque danger qui pût résulter de leur marche isolée, que les attendre dans le voisinage du prince de Schwarzenberg, où les armées de Silésie et de Bohême pouvaient se prêter un secours mutuel. Ils se disaient, à la vérité, que de cette façon ils attireraient Napoléon à eux, et dégageraient le prince de Schwarzenberg, mais ils n'ajoutaient pas que c'était au risque de se compromettre eux-mêmes beaucoup en le dégageant. De plus, ayant vu courir sur leurs flancs quelques troupes légères, ils espéraient en se portant vers la Marne rencontrer peut-être les maréchaux Marmont et Mortier isolés de Napoléon, et trouver ainsi l'occasion de se venger de leurs récentes défaites. Ce qu'ils ne disaient pas, c'est que les mouvements des corps français étaient calculés autrement que ceux des corps alliés, et qu'ils ne donnaient pas la même prise aux hasards de la guerre.

Quoi qu'il en soit, le 24 février, Blucher, qui s'était porté jusqu'à Méry, repassa l'Aube à Anglure, et se mit en route pour Sézanne. Sentant confusément le danger de cette marche, il fit dire au prince de Schwarzenberg qu'il allait, pour le dégager, s'exposer à bien des périls, et qu'il le priait instamment, aussitôt qu'il serait débarrassé de la présence de Napoléon, de se reporter en avant pour rendre à l'armée de Silésie le service que l'armée de Bohême allait en recevoir.

On a vu précédemment quelle avait été la position des maréchaux Mortier et Marmont, pendant que Napoléon revenait de la Marne sur la Seine pour livrer les combats de Nangis et de Montereau. Le maréchal Mortier, envoyé à la suite d'York et de Sacken sur Soissons, n'avait pu atteindre ces deux généraux, qui s'étaient dérobés par leur droite et sauvés sur Châlons, mais il avait repris Soissons tombé un moment dans les mains des alliés. D'après l'ordre de Napoléon, qui le rappelait sur la Marne, il était revenu sur Château-Thierry, et s'y trouvait le jour même où Blucher commençait l'exécution de ses nouveaux projets. Quant au maréchal Marmont, placé entre Étoges et Montmirail, de manière à se lier d'un côté avec le maréchal Mortier sur la Marne, de l'autre avec Napoléon sur l'Aube, il avait successivement occupé Étoges, Montmirail et Sézanne. Ayant vu Blucher passer l'Aube à Anglure le 24, et revenir le 25 sur Sézanne, il s'était retiré en bon ordre sur Esternay, derrière le Grand-Morin, après avoir tué quelques hommes à l'ennemi sans en avoir perdu lui-même. Sa conduite était désormais toute tracée, c'était, en se voyant séparé de Napoléon par le mouvement de Blucher, de se replier sur la Marne, de s'y joindre au maréchal Mortier, et de disputer avec lui le terrain pied à pied, jusqu'à ce que Napoléon pût venir à leur secours. Il avait donc mandé à Mortier, qui se trouvait à Château-Thierry, de se diriger vers la Ferté-sous-Jouarre pendant qu'il s'y rendrait de son côté, et il avait informé Napoléon de ce qui se passait, en le priant d'accourir le plus tôt possible.

Le 26 au matin, Blucher ayant recommencé sa poursuite, Marmont continua son mouvement rétrograde jusqu'à la Ferté-Gaucher, puis tirant sur la Marne il prit le chemin de la Ferté-sous-Jouarre. (Voir la carte nº 62.) Blucher le suivit comme la veille sans pouvoir l'atteindre, et, en le voyant se diriger sur la Ferté-sous-Jouarre au lieu d'aller à Meaux, tomba dans de grands doutes. Il ne comprit pas que Marmont, allant à la Ferté-sous-Jouarre de préférence à Meaux, ce qui l'éloignait de Paris, devait avoir un grave motif pour agir de la sorte, et que ce ne pouvait être que le désir d'être plus tôt réuni à Mortier; que dès lors, en abandonnant aux deux maréchaux l'avantage de leur réunion, qu'on ne pouvait plus leur disputer, il fallait au moins songer à les couper de Paris, et pour cela courir soi-même à Meaux. Il ne fit pas cette réflexion si simple, et, quoique arrivé de très-bonne heure à Jouarre, et pouvant encore occuper Meaux avant la nuit, il perdit la soirée à chercher ce qu'il ne devinait pas, sous le prétexte, si souvent allégué par les généraux qui ne savent pas le prix du temps, d'accorder à ses troupes un repos nécessaire.

Le lendemain 27 février, comprenant enfin que les deux maréchaux, maintenant réunis à la Ferté-sous-Jouarre, devaient avoir grand souci de gagner Meaux afin de se retrouver sur la route de Paris, il dirigea Sacken par sa gauche sur Meaux même, et poussa Kleist droit devant lui sur Sammeron, pour y franchir la Marne au moyen d'un équipage de pont qu'il traînait à sa suite. Outre le motif d'intercepter la route de Paris sur l'une et l'autre rive de la Marne, il avait celui de passer cette rivière avec le gros de ses forces, et de s'en couvrir, dans le cas fort probable où Napoléon abandonnerait l'armée de Bohême pour courir après l'armée de Silésie.

Mais les deux maréchaux français étaient plus alertes que Blucher, et tandis qu'il avait à peine arrêté ses résolutions le 27 au matin, ils étaient à ce même moment en pleine marche sur Meaux, afin de reprendre leurs communications avec Paris, que le besoin urgent d'opérer leur jonction les avait contraints de négliger un instant. Ils ne comptaient pas à eux deux, après leurs fatigues et leurs pertes, plus de 14 mille hommes, d'excellente qualité, il est vrai, mais c'était bien peu pour se faire jour à travers une armée de 50 mille ennemis, qu'ils pouvaient trouver sur la route de Meaux. Heureusement, ils s'y prirent pour réussir avec autant d'adresse que de promptitude.

La Marne, entre la Ferté-sous-Jouarre et Meaux, décrit une multitude de contours, dont la route de Paris rencontre le bord, comme une tangente touchant successivement à plusieurs cercles. (Voir la carte nº 62.) A Trilport cette route rencontre l'un de ces contours, franchit la Marne, et vient ensuite aboutir à Meaux. Les deux maréchaux étaient partis bien avant le jour, pour atteindre le pont de Trilport, l'occuper, traverser la Marne, et s'emparer de Meaux. De plus, voulant aussi occuper la route de Paris qui suit la rive droite de la Marne, ils avaient jeté le général Vincent sur cette rive, par le pont de la Ferté-sous-Jouarre, et lui avaient ordonné d'aller se placer derrière l'Ourcq, qui, aux environs de Lizy, s'approche très-près de la Marne sans s'y réunir pourtant, et forme avec elle une ligne de défense presque continue. Établis ainsi derrière

la Marne et l'Ourcq, la droite à Meaux, la gauche à Lizy, ils pouvaient contenir l'ennemi pendant trois ou quatre jours, recevoir dans l'intervalle des renforts de Paris, et attendre, sans courir de trop grands périls, l'arrivée de Napoléon, qui ne manquerait pas de voler à leur secours dès qu'il connaîtrait leur situation.

Ces dispositions excellentes furent aussi bien exécutées que bien conçues. Le 27 au matin, avant que Blucher pût s'apercevoir de leur mouvement, les deux maréchaux se glissant pour ainsi dire entre l'ennemi et la Marne, par la route de la rive gauche qui est tangente aux divers contours de cette rivière, la franchirent au pont de Trilport, laissèrent la division Ricard pour défendre ce pont, et se portèrent à Meaux. Tandis que le maréchal Marmont, la Marne franchie, arrivait à Meaux par la rive droite, le général Sacken y arrivait par la rive gauche, et déjà même quelques détachements russes avaient pénétré dans la ville au midi, lorsque le maréchal fondit sur eux à la tête de 200 hommes, les repoussa, et ferma sur eux les portes. Au même moment le général Vincent avait passé la Marne à la Ferté-sous-Jouarre, et avait pris position à Lizy, derrière l'Ourcq.

Les deux maréchaux étaient ainsi parvenus avec 14 mille hommes seulement à se soustraire à 50 mille, et Blucher, qui aurait dû les enlever l'un et l'autre, avait la confusion de les voir établis sains et saufs derrière la Marne et l'Ourcq, et la position, de très-périlleuse qu'elle était pour eux, allait maintenant le devenir pour lui. Ce mouvement terminé le 27 février, les maréchaux renouvelèrent à Napoléon l'avis de ce qu'ils avaient fait, et à Joseph la demande de tous les renforts qu'il serait possible de leur envoyer de Paris. Il s'agissait en effet de sauver la capitale encore une fois, et on ne pouvait pas employer plus utilement les ressources qu'elle contenait, qu'en les dirigeant immédiatement sur Meaux.

Napoléon, informé dès le 25 du mouvement de Blucher sur la Marne, et connaissant le caractère présomptueux de ce général, ne doutait pas des imprudences qu'il allait commettre, et se préparait à les lui faire payer cher [1]. Sans perdre un instant, il avait ordonné au maréchal Victor, qui était resté entre Troyes et Méry, de rétablir le pont de Méry sur la Seine, et de se porter à Planey, pour y passer l'Aube. Il avait prescrit au maréchal Ney de quitter Troyes et de s'acheminer sur Auheterre, pour franchir l'Aube à Arcis. Sa résolution était de quitter Troyes clandestinement avec 34 ou 35 mille hommes, d'en laisser à peu près autant devant cette ville, et de se jeter sur les derrières de Blucher, pour l'acculer contre la Marne, où les maréchaux Marmont et Mortier le recevraient à la pointe de leurs baïonnettes.

Le 26 au matin, les premiers renseignements s'étant confirmés, il fit partir de Troyes le reste de la garde, et résolut de partir lui-même le lendemain pour diriger ce nouveau mouvement, qui, s'il réussissait, pouvait terminer la guerre.

En prenant cette résolution, il fallait laisser en avant de Troyes des forces capables d'imposer au prince de Schwarzenberg. Napoléon confia aux maréchaux Oudinot et Macdonald, et au général Gérard, le soin de défendre l'Aube, en cachant son absence le plus longtemps possible. Le maréchal Oudinot avait, outre la division Rothenbourg de la jeune garde, la division Leval tirée d'Espagne, la moitié de la division Boyer (également tirée d'Espagne), et la cavalerie du comte de Valmy. Le maréchal Macdonald avait le 11[e] corps avec la cavalerie de Milhaud; le général Gérard avait le 2[e] corps fondu avec la réserve de Paris, et les cuirassiers de Saint-Germain. Le tout formait une masse d'un peu plus de 30 mille hommes. Napoléon leur ordonna de rejeter les postes ennemis au delà de l'Aube, et d'occuper fortement le cours de cette rivière, soit au-dessus, soit au-dessous de Bar-sur-Aube. Il leur recommanda notamment de faire après son départ crier *vive l'Empereur*, pour qu'on ne doutât pas de sa présence.

Il emmena le maréchal Victor avec les divisions de jeune garde Boyer et Charpentier, Ney avec les divisions de jeune garde Meunier et Curial, et la deuxième brigade de la division

[1] Le duc de Raguse, ignorant, comme toujours, les motifs de Napoléon, et le jugeant très-légèrement, lui reproche de n'être parti que le 27, tandis qu'il lui avait fait arriver le 24 l'avis du mouvement de Blucher, et prétend que s'il avait agi deux jours plus tôt, la perte de l'armée de Silésie eût été certaine. La correspondance répond péremptoirement à ce reproche. L'avis du mouvement de Blucher, envoyé le 24 de Sézanne, ne parvint à Napoléon que le 25, et le 25 même il fit partir Victor de Méry pour Plancy, Ney de Troyes pour Aubeterre. Il n'y eut donc pas une heure de perdue. Le 26, quand l'intention de Blucher fut bien démontrée, Napoléon continua ce mouvement, et il ne partit que le 27 de sa personne, parce qu'il devait donner à ses troupes le temps de marcher. L'avis était arrivé le 25, le 27 ses troupes étaient rendues à Herbisse au delà de l'Aube. On ne pouvait donc pas agir plus vite, et quand on sait quelle sûreté de jugement, quelle vigueur de

Bayer (d'Espagne), Friant avec la vieille garde, Drouot avec la réserve d'artillerie, et enfin 9 à 10 mille hommes de cavalerie, soit de la garde, soit des dragons d'Espagne, le tout s'élevant, comme nous venons de le dire, à 35 mille hommes. Par sa réunion aux maréchaux Mortier et Marmont, il devait en avoir bien près de 50 mille.

Avant de quitter Troyes, il prit, suivant son habitude, diverses mesures relatives à l'administration militaire et à la politique. La conscription, qui au lieu des six cent mille hommes décrétés, en avait procuré 120 mille, finissait par ne plus rien fournir du tout. On profitait en effet du profond ébranlement imprimé à l'autorité impériale pour ne point obéir à une loi universellement détestée. Au lieu de quatre à cinq mille conscrits qui jusqu'alors arrivaient quotidiennement à Paris, et qu'on versait à la hâte dans les cadres de la garde ou de la ligne, il n'en arrivoit pas mille. Tout au contraire, dans les départements que l'ennemi avait traversés, l'exaspération patriotique était au comble, et on y pouvait trouver des recrues en assez grand nombre et de très-bonne volonté. Napoléon ordonna une sorte de levée en masse dans les départements envahis, sous le prétexte d'appeler dans ces départements les gardes nationales à la défense du pays, et ne voulant pas laisser les hommes dans les cadres des gardes nationales qui n'avaient pas grande valeur, il les fit verser dans les régiments de ligne, avec promesse de libération dès que l'ennemi serait rejeté au delà des frontières. Il réitéra la pressante recommandation de lui envoyer des vivres à Nogent par la Seine, et de plus un équipage de pont, sans lequel tous ses mouvements étaient aussi difficiles qu'en pays étranger. A ces ordres il ajouta la recommandation, souvent adressée à sa femme, à son frère Joseph, à l'archichancelier Cambacérès, au ministre de la guerre, de n'avoir pas peur, du moins de ne pas le laisser paraître, d'exécuter promptement et ponctuellement ses instructions, et puis, comme il avait coutume de le dire, *de le laisser faire*, promettant, si on le secondait, d'avoir bientôt précipité la coalition dans le Rhin.

Les commissaires pour l'armistice, réunis depuis le 24 à Lusigny, n'avoient pas cessé de disputer sur la limite qui séparerait les armées belligérantes. Napoléon en partant enjoignit à M. de Flahaut de continuer les pourparlers, et de céder même sur divers points, moyennant que la place d'Anvers et la ville de Chambéry fussent comprises dans la ligne de démarcation. Quoiqu'il n'attendît rien de ces pourparlers, il ne voulait se fermer aucune voie de négociation. M. de Caulaincourt lui conseillait toujours l'abandon d'une partie des bases de Francfort, et lui demandait un contre-projet, que les plénipotentiaires à Châtillon réclamaient avec instance, conformément aux ordres venus de Chaumont. Napoléon dicta une réponse pour ces plénipotentiaires. M. de Caulaincourt devait dire qu'on élaborait au quartier général le contre-projet désiré, mais qu'au milieu de mouvements militaires si multipliés, il n'était pas étonnant que l'Empereur des Français, qui était à la fois chef de gouvernement et chef d'armée, n'eût pas trouvé le temps d'achever un semblable travail. Il devait déclarer, en attendant, que le projet présenté à Châtillon étant non un traité de paix mais une capitulation, on ne l'accepterait jamais; que la France devait dans l'intérêt général conserver son ancienne situation en Europe; que pour qu'il en fût ainsi, il fallait qu'elle reçût l'équivalent des extensions de territoire acquises par la Prusse, la Russie et l'Autriche, aux dépens de la Pologne, par l'Allemagne aux dépens des États ecclésiastiques, par l'Autriche aux dépens de Venise, par l'Angleterre aux dépens des Hollandais et des princes indiens; que la France devait donc s'étendre fort au delà des limites de 1790, que de plus elle ne consentirait jamais à ce qu'on décidât sans elle du sort des États qu'elle aurait cédés. De la sorte Napoléon indiquait sur quelles bases il se proposait de négocier, mais sans s'expliquer avec précision sur les frontières qu'il prétendait conserver, ce qu'il ne voulait faire qu'après de nouveaux succès entièrement décisifs. Il recommanda au duc de Vicence de donner à croire qu'il était toujours à Troyes, occupé à y réunir des ressources, et à y préparer un projet de traité en réponse à celui de Châtillon. Il voulut de plus que le conseil de régence, composé des grands dignitaires et des

caractère il faut à la guerre pour prendre ses résolutions sur-le-champ, surtout dans une position aussi grave que celle où se trouvait Napoléon, position où le premier faux mouvement devait le perdre, on ne peut trop admirer la précision, la vigueur de conduite d'un capitaine qui, une heure après avoir reçu un avis, met ses troupes en marche, et ne reste en arrière de sa personne que pour cacher plus longtemps ses projets à l'ennemi, et donner, pendant que ses troupes cheminent, des ordres qui embrassent à la fois la direction de toutes les armées et le gouvernement d'un vaste empire.

ministres, examinât les propositions de Châtillon, et en donnât son avis. Il se flattait que chez tous les membres du conseil le sentiment serait celui de l'indignation.

Ayant expédié ces affaires si diverses et si graves, Napoléon partit de Troyes bien secrètement, le 27 février au matin, franchit l'Aube à Arcis, et suivant de près ses colonnes, vint coucher à Herbisse, chez un pauvre curé de campagne, qui n'avait à lui offrir qu'un modeste presbytère, mais qui l'offrit cordialement, tant à lui qu'à son nombreux état-major. Après un repas frugal et gai on passa la nuit sur des chaises, des tables ou de la paille, comptant que cette nouvelle course sur les derrières de Blucher serait aussi fructueuse que la précédente. Tout le faisait espérer, et Napoléon sans présomption pouvait se le promettre.

Le lendemain 28 février, il continua sa marche. Il avait à choisir entre deux partis, ou de suivre Blucher par Sézanne et la Ferté-sous-Jouarre sur Meaux (voir la carte n° 62), ou de se porter directement par la Fère-Champenoise sur Château-Thierry. En adoptant cette dernière direction, il avait l'avantage de se placer sur les plus importantes communications de Blucher, de manière à le couper à la fois de Châlons et de Soissons, et à le séparer de Bulow et de Wintzingerode. Mais il y avait dans cette manière d'opérer plus d'un danger, c'était de laisser les maréchaux Marmont et Mortier trop longtemps aux prises avec Blucher devant Meaux, de livrer à celui-ci la principale route de Paris, et enfin de lui fournir une ligne de retraite qui valait bien celle de Châlons ou de Soissons, nous voulons parler de celle de Meaux à Provins, qui lui permettrait de se replier en cas de péril sur le prince de Schwarzenberg. Suivre Blucher tout simplement par Sézanne, la Ferté-Gaucher et la Ferté-sous-Jouarre, était donc le parti le plus sûr, soit pour lui enlever la grande route de Paris, soit pour secourir plus promptement les deux maréchaux, soit enfin pour lui infliger un traitement assez semblable à celui qu'on lui avait fait essuyer à Montmirail et à Champaubert, car s'il voulait gagner la Seine pour rejoindre le prince de Schwarzenberg, on l'y précéderait; s'il se jetait derrière la Marne pour s'en couvrir, on l'y suivrait, et on l'enfermerait entre la Marne et l'Aisne, sans lui laisser aucun moyen d'en sortir, des précautions ayant été prises pour la conservation de Soissons. Ainsi Napoléon, en exécutant une manœuvre hardie, choisit en même temps la direction la plus sûre, car il avait l'art suprême de garder dans la hardiesse la mesure qui la séparait de l'imprudence, d'être en un mot audacieux et sage. Malheureusement, ce n'était qu'à la guerre qu'il savait allier ces contraires.

Il marcha donc le 28 au matin avec ses 35 mille hommes par Sézanne sur la Ferté-Gaucher et la Ferté-sous-Jouarre. Quelque diligence qu'il mît à franchir les distances, il ne put arriver à la Ferté-Gaucher dans la journée, et passa la nuit entre Sézanne et la Ferté-Gaucher. Le lendemain, 1er mars, il alla coucher à Jouarre, et le 2, de très-grand matin, il parvint à la Ferté-sous-Jouarre. Pendant la marche de Napoléon sur la Marne, Blucher qui avait fini par entrevoir le danger de sa position, n'avait pas déployé pour s'en tirer la célérité que conseillait la plus simple prudence. Il avait d'abord voulu mettre la Marne entre Napoléon et lui, avait passé cette rivière à la Ferté-sous-Jouarre dont il était resté maître depuis la retraite de Marmont et de Mortier, avait détruit le pont de cette ville, et était venu s'établir le long de l'Ourcq, pour essayer de forcer la position des deux maréchaux, pendant que Napoléon, contenu par la Marne, serait obligé de le regarder faire. C'était là une grande imprudence, car la Marne ne pouvait pas arrêter Napoléon plus de trente-six heures, et si, pour des tentatives infructueuses, Blucher se laissait attarder sur les bords de l'Ourcq, il s'exposait à être pris à revers, et acculé entre la Marne et l'Aisne dans un véritable coupe-gorge. Les choses s'étaient en effet passées de la sorte, et tandis que Napoléon s'avançait en toute hâte, Blucher perdait le temps en vains efforts contre la ligne de l'Ourcq. Il avait tenté de porter le corps de Kleist au delà de l'Ourcq, mais Marmont et Mortier, se jetant sur Kleist, l'avaient contraint de repasser ce cours d'eau après une perte considérable. Tandis que les deux maréchaux maintenaient ainsi leur position, Joseph leur envoyait des renforts consistant en 7 mille fantassins et quinze cents cavaliers soit de sa garde, soit de la ligne. Ils avaient incorporé ces troupes le 1er mars, et le 2, en voyant arriver Napoléon sur la Marne, ils se tenaient prêts à agir selon ses ordres.

Blucher, placé au delà de la Marne et le long de l'Ourcq qu'il n'avait pu forcer, se trouvait donc entre les deux maréchaux qui défendaient l'Ourcq et Napoléon qui s'apprêtait à franchir la Marne. Il avait les meilleures raisons de se hâter, car à tout moment le danger allait croissant. Néanmoins, il s'obstina, et perdit la journée entière du 2 mars à tâter la ligne de l'Ourcq,

pour voir s'il ne pourrait pas battre les maréchaux sous les yeux mêmes de Napoléon arrêté par l'obstacle de la Marne. Ayant rencontré une vaillante résistance sur tous les points de l'Ourcq, il prit enfin le parti de décamper le 3 au matin pour se rapprocher de l'Aisne, et se réunir ou à Bulow qui arrivait par Soissons, ou à Wintzingerode qui arrivait par Reims. (Voir la carte n° 62.) Mais il allait se trouver entre la Marne que Napoléon devait avoir bientôt franchie, et l'Aisne sur laquelle il n'y avait à sa portée que le pont de Soissons dont nous étions maîtres; de plus le pays entre la Marne et l'Aisne qu'il devait traverser, était marécageux, et devenu presque impraticable par suite d'un dégel subit. Sa situation était donc des plus alarmantes, grâce à son imprudence et aux profonds calculs de son adversaire.

Sur ces entrefaites, Napoléon parvenu aux bords de la Marne brûlait du désir de la traverser. Il y employa les marins de la garde, et à force d'activité, il put rétablir le passage dans la nuit du 2 au 3 mars. Les nouvelles qu'il recueillait à chaque pas étaient faites pour exciter son impatience au plus haut point. Les paysans venant de l'autre côté de la Marne, et remplis de zèle comme tous ceux qui avaient vu l'ennemi de près, peignaient des plus tristes couleurs l'état de l'armée prussienne. En effet, cette armée, pleine du souvenir de Montmirail, de Château-Thierry, de Vauchamps, et se sachant poursuivie par Napoléon en personne, s'attendait à un désastre. L'état des routes profondément défoncées ajoutait à ses alarmes, et elle se voyait condamnée à abandonner au moins ses canons et ses bagages dès que la faible barrière qui la séparait de Napoléon serait franchie. C'était pour celui-ci un motif de ne pas perdre de temps; et selon sa coutume il n'en perdait pas. Il avait dans les nouvelles reçues des environs de Troyes un autre motif de se presser. On lui annonçait que le prince de Schwarzenberg, ayant pénétré le secret de son départ, avait repris l'offensive, et qu'il poussait de nouveau sur Troyes et Nogent les maréchaux laissés à la garde de l'Aube. Cette circonstance, tout en lui faisant une loi de se hâter, l'inquiétait peu, car il était bien certain, une fois qu'il en aurait fini avec l'armée de Silésie, de pouvoir revenir sur l'armée de Bohême, et de ramener celle-ci en arrière plus promptement qu'elle ne se serait portée en avant. Tout à coup, à la vue des mouvements compliqués de ses adversaires, Napoléon conçut une grande pensée militaire, dont les conséquences pouvaient être immenses. Se rejeter immédiatement sur Schwarzenberg, après avoir battu Blucher, lui paraissait une tactique bien fatigante et surtout trop peu décisive. Il en imagina une autre. L'arrivée en ligne des corps de Bulow et de Wintzingerode, qui lui était annoncée, lui prouvait que les coalisés négligeaient singulièrement le blocus des places, et laissaient pour les investir des forces aussi méprisables en nombre qu'en qualité; qu'il serait donc possible de tirer parti contre eux des garnisons, puisqu'ils se servaient contre nous des troupes de blocus, et de mettre ainsi à profit ce qu'il appelait dans son langage profondément expressif : *les forces mortes*. En conséquence, il résolut de mobiliser tout ce qu'il y avait de troupes disponibles dans les places, et de les en faire sortir pour composer une armée active dont le rôle pourrait devenir des plus importants. On avait jeté dans les forteresses de la Belgique, du Luxembourg, de la Lorraine, de l'Alsace, des conscrits qui, placés dans de vieux cadres, avaient dû acquérir une certaine instruction, depuis deux mois et demi que durait la campagne. Se battant avec des conscrits qui avaient souvent quinze jours d'exercice seulement, Napoléon pouvait penser que des soldats incorporés depuis deux mois et demi étaient des soldats formés. Ces données admises, il était possible de tirer de Lille, d'Anvers, d'Ostende, de Gorcum, de Berg-op-Zoom, 20 mille hommes environ, et 15 mille au moins. On devait en tirer plus du double des places de Luxembourg, Metz, Verdun, Thionville, Mayence, Strasbourg, etc... Si donc, après avoir mis Blucher hors de cause, Napoléon, à qui il resterait 50 mille hommes à peu près, en recueillait 50 mille, en se portant par Soissons, Laon, Rethel, sur Verdun et Nancy (voir la carte n° 61), il allait se trouver avec 100 mille hommes sur les derrières du prince de Schwarzenberg, et sans aucun doute ce dernier n'attendrait pas ce moment pour revenir de Paris sur Besançon. Au premier soupçon d'un pareil projet, le généralissime de la coalition rebrousserait chemin, poursuivi par les paysans exaspérés de la Bourgogne, de la Champagne, de la Lorraine, lesquels, abattus d'abord par la rapidité de l'invasion, avaient senti depuis se réveiller en eux l'amour du sol dans toute sa vivacité. Il arriverait ainsi à moitié vaincu pour tomber définitivement sous les coups de Napoléon. Ce plan si

hardi était fort exécutable, car le nombre d'hommes existait, et le trajet pour les rallier n'exigeait ni trop de fatigue, ni trop de temps. En effet de Soissons à Rethel, de Rethel à Verdun, de Verdun à Toul, le chemin à faire n'excédait guère celui qu'on avait déjà fait pour courir alternativement de Schwarzenberg à Blucher. D'ailleurs, peu importaient deux ou trois jours de plus, quand la simple annonce du mouvement projeté aurait ramené l'ennemi de Paris vers les frontières, et dégagé la capitale. Ainsi la guerre pouvait être terminée d'un seul coup si la fortune secondait l'exécution de ce projet, car certainement le prince de Schwarzenberg, déjà réduit à 90 mille hommes par le détachement envoyé à Lyon, revenant traqué par les paysans de nos provinces, ne pourrait pas tenir tête à une armée de 100 mille hommes, commandée par l'Empereur en personne.

En conséquence Napoléon ordonna au général Maison de ne laisser à Anvers que des ouvriers de marine, des gardes nationaux, ce qu'il fallait en un mot pour résister à un ennemi qui ne songeait pas à une attaque en règle, d'en faire autant pour les autres places de Flandre, et de s'apprêter à marcher sur Mézières avec tout ce qu'il aurait pu ramasser. Il donna le même ordre aux gouverneurs de Mayence, de Metz, de Strasbourg. Ils devaient les uns et les autres ne laisser que l'indispensable dans ces places, s'y faire suppléer par des gardes nationales, attirer à eux les garnisons des villes moins importantes, et se réunir de Mayence et de Strasbourg sur Metz, de Metz sur Nancy, pour être recueillis en passant. Les faibles troupes qui bloquaient nos forteresses ne pouvaient pas empêcher ces réunions si nos commandants de garnisons agissaient avec vigueur. Dans tous les cas Napoléon venant leur tendre la main, dégagerait ceux qui auraient trouvé des obstacles sur leur chemin. Des hommes sûrs et déguisés furent chargés de porter ces ordres, qu'il n'était pas difficile de faire parvenir, car Mayence exceptée, on avait des nouvelles de presque toutes nos places fortes, tant l'investissement en était incomplet.

Plein de ce projet, en concevant les plus justes espérances, Napoléon, après avoir passé la Marne dans la nuit du 2 au 3 mars, s'attacha à poursuivre Blucher qu'il fallait mettre hors de combat, ou éloigner du moins, pour exécuter le plan qu'il venait d'imaginer. Les rapports du matin étaient unanimes, et représentaient Blucher comme tombé dans les plus grands embarras. En effet on le poussait sur l'Aisne, qu'il ne pouvait franchir que sur le pont de Soissons, lequel nous appartenait. (Voir la carte n° 62.) Il pouvait, il est vrai, se dérober par un mouvement sur sa droite qui le porterait vers la Fère-en-Tardenois et vers Reims, ce qui lui permettrait de se sauver en remontant l'Aisne, et en allant la passer dans la partie supérieure de son cours, où les ponts ne manquaient pas, et où il devait rencontrer Bulow et Wintzingerode. Mais Napoléon n'était pas homme à laisser cette ressource à son adversaire. Dans cette intention, il prit lui-même à droite après avoir franchi la Marne, et la remonta par la grande route de la Ferté-sous-Jouarre à Château-Thierry. Il avait ainsi le double avantage d'aller plus vite, et de gagner la route directe de Château-Thierry à Soissons par Oulchy. Une fois sur cette route il avait débordé Blucher, et il était certain de lui fermer l'issue vers Reims, la seule qui lui restât.

Arrivé à Château-Thierry, Napoléon cessa de remonter à droite, et, marchant directement sur Soissons, il poussa vivement Blucher sur Oulchy. Au même instant les maréchaux Mortier et Marmont ayant repassé l'Ourcq sur notre gauche, et débouché de Lizy et de May, se mirent de leur côté à la poursuite de l'ennemi. Une gelée subite survenue le 3 au matin rendit la retraite de Blucher un peu moins difficile. Son danger n'en était pas moins grand, car la route de Reims allait lui être interdite. A Oulchy on retrouve l'Ourcq, et Marmont y eut un engagement fort vif avec l'arrière-garde de Blucher. Il prit ou tua environ 3 mille hommes à cette arrière-garde, et la jeta en désordre au delà de l'Ourcq. Le passage était ainsi assuré le lendemain matin pour les maréchaux Mortier et Marmont qui cheminaient de concert. Un autre avantage était obtenu, c'était d'avoir occupé la Fère-en-Tardenois par notre extrême droite, et d'avoir intercepté la route de Reims. Blucher n'avait plus d'autre ressource pour franchir l'Aisne que Soissons qui était en notre pouvoir. Nous tenions donc enfin cet irréconciliable ennemi, et nous étions à la veille de l'étouffer dans nos bras!

Napoléon avait porté son avant-garde jusqu'au village de Rocourt, tandis que les troupes de Marmont étaient à Oulchy, et de sa personne il vint coucher à Bézu-Saint-Germain, rempli des plus belles, des plus justes espérances qu'il eût jamais conçues!

Le lendemain en effet, 4 mars, il se mit en

marche, comptant sur un événement décisif dans la journée. Craignant toujours que Blucher ne réussît à s'échapper par sa droite, il vint lui-même prendre position à Fismes, seule route qui restât praticable dans la direction de Reims, tandis que Marmont et Mortier poussaient directement sur Soissons par Oulchy et Hartennes. (Voir les cartes nos 62 et 64.) Quelque parti qu'il adoptât, Blucher était réduit à combattre avec l'Aisne à dos, et avec 45 mille hommes contre 55 mille. Nous n'étions pas habitués dans cette campagne à avoir la supériorité du nombre, et Blucher devait être inévitablement précipité dans l'Aisne. Qu'il voulût s'arrêter à Soissons pour y livrer bataille adossé à une rivière, ou qu'il voulût remonter l'Aisne, la position était la même. S'il s'arrêtait devant Soissons, Napoléon, se réunissant par sa gauche à Marmont et Mortier, tombait sur lui en trois ou quatre heures de temps; s'il voulait remonter l'Aisne pour y établir un pont, ou se servir de celui de Berry-au-Bac, Napoléon de Fismes se jetait encore plus directement sur lui, et ralliant en chemin Marmont et Mortier le surprenait dans une marche de flanc, position la plus critique de toutes. La perte de Blucher était donc assurée, et qu'allaient devenir alors Bulow et Wintzingerode errant dans le voisinage pour le rejoindre? que devenait Schwarzenberg resté seul sur la route de Paris? Les destins de la France devaient donc être changés, car quel que pût être plus tard le sort de la dynastie impériale (question fort secondaire dans une crise aussi grave), la France victorieuse aurait conservé ses frontières naturelles! A tout instant nous recevions de nouveaux présages de la victoire. Le plus grand découragement régnait parmi les troupes de Blucher, tandis que les nôtres étaient brûlantes d'ardeur. On recueillait à chaque pas des voitures abandonnées et des traînards. Onze ou douze cents de ces malheureux étaient ainsi tombés dans nos mains.

Tout à coup Napoléon reçut la nouvelle la plus imprévue et la plus désolante. Soissons qui était la clef de l'Aisne, Soissons qu'il avait mis un soin extrême à pourvoir de moyens de défense suffisants, Soissons venait d'ouvrir ses portes à Blucher, et de lui livrer le passage de l'Aisne! Qui donc avait pu changer si soudainement la face des choses, et convertir en grave péril pour nous, ce qui quelques heures auparavant était un péril mortel pour l'ennemi? Blucher en effet était non-seulement soustrait à notre poursuite, et désormais protégé par l'Aisne qui de notre ressource devenait notre obstacle, mais il avait en même temps rallié Bulow et Wintzingerode, et atteint une force de cent mille hommes! Qui donc, nous le répétons, avait pu bouleverser ainsi les rôles et les destinées? Un homme faible, qui, sans être ni un traître, ni un lâche, ni même un mauvais officier, s'était laissé ébranler par les menaces des généraux ennemis, et avait livré Soissons. Voici comment s'était accompli cet événement, le plus funeste de notre histoire, après celui qui devait un an plus tard s'accomplir entre Wavre et Waterloo.

Soissons était une première fois tombé aux mains des alliés, par la mort du général Rusca, et en avait été tiré par le maréchal Mortier, lorsque celui-ci avait été mis à la poursuite des généraux Sacken et d'York. Sur l'ordre de Napoléon, qui sentait toute l'importance de Soissons dans les circonstances présentes, le maréchal Mortier avait pourvu de son mieux à la conservation de ce poste. La place, négligée depuis longtemps, n'était pas en état d'opposer une bien grande résistance à l'ennemi, mais avec de l'artillerie et des munitions dont on ne manquait pas, et certains sacrifices que les circonstances autorisaient, on pouvait s'y maintenir quelques jours, et rester ainsi en possession du passage de l'Aisne. D'après une instruction que Napoléon avait revue, et qui avait été expédiée à Soissons, on devait d'abord brûler les bâtiments des faubourgs qui gênaient la défense, puis miner le pont de l'Aisne de manière à le faire sauter si on était trop pressé, ce qui, faute de pouvoir le conserver à l'armée française, devait l'ôter du moins aux armées ennemies. Comme garnison, on y avait envoyé les Polonais naguère retirés à Sedan, et dont Napoléon n'était pas dans ce moment très-satisfait. Il est vrai qu'au désespoir de leur patrie perdue, se joignait chez eux une profonde misère, et que de la belle troupe qu'ils formaient jadis il ne restait plus que 3 à 4 mille hommes, mal armés et mal équipés. Cependant en présence de l'extrême péril de la France, tout ce qui parmi eux pouvait tenir un sabre ou un fusil avait redemandé à servir. Un millier d'hommes à cheval sous le général Pac avaient rejoint la garde impériale, un millier de fantassins étaient réunis dans Soissons. Deux mille gardes nationaux devaient les renforcer. On avait donné à la place pour gouverneur le général Moreau (nullement parent

du célèbre Moreau), et qui ne passait pas pour un mauvais officier. Malheureusement il était à lui seul le côté faible de la défense.

Le 1er et le 2 mars on vit apparaître deux masses ennemies, l'une par la rive droite, l'autre par la rive gauche de l'Aisne : c'étaient Bulow qui, arrivant de Belgique et descendant du Nord, abordait Soissons par la rive droite, et Wintzingerode qui, venant du Luxembourg, et ayant pris par Reims, s'y présentait par la rive gauche. Tous deux sentaient l'importance capitale du poste qu'il s'agissait d'enlever, et pour Blucher et pour eux-mêmes. Effectivement, Soissons était pour Blucher la seule issue par laquelle il pût franchir la barrière de l'Aisne, et pour eux-mêmes le moyen de sortir d'un isolement qui à chaque instant devenait plus périlleux. S'ils ne pouvaient s'emparer de ce pont, ils étaient obligés de rétrograder, l'un par la rive droite de l'Aisne, l'autre par la rive gauche, pour aller opérer leur jonction plus haut, et de laisser Blucher seul entre l'Aisne et Napoléon. Aussi, après avoir, dans la journée du 2 mars, canonné sans grand résultat, firent-ils dans la journée du 3 les menaces les plus violentes au général Moreau, et cherchèrent-ils à l'intimider en parlant de passer la garnison par les armes.

La place ne pouvait pas résister plus de deux à trois jours, car, attaquée par 50 mille hommes, ayant un millier d'hommes pour garnison, et des ouvrages en mauvais état, une résistance tant soit peu prolongée était absolument impossible. Les 2 mille gardes nationaux qui devaient se joindre aux Polonais n'étaient pas venus; les maisons des faubourgs qui gênaient la défense n'avaient pas été détruites, et le pont n'avait pas été miné, ce qui était la faute du gouverneur. On avait donc toutes ces circonstances contre soi; mais enfin les Polonais, vieux soldats, offraient de se défendre jusqu'à la dernière extrémité; de plus, on avait entendu le canon dans la direction de la Marne, ce qui indiquait l'arrivée prochaine de Napoléon, et révélait toute l'importance du poste, que d'ailleurs les pressantes instances de l'ennemi suffisaient seules pour faire apprécier. Dans une position ordinaire, se rendre eût été tout simple, car on doit sauver la vie des hommes quand le sacrifice n'en peut être utile; mais dans la situation où l'on se trouvait, essuyer l'assaut, y succomber, y périr jusqu'au dernier homme, était un devoir sacré. Un officier du génie, le lieutenant-colonel Saint-Hillier, fit sentir le devoir et la possibilité de la résistance, au moins pendant vingt-quatre heures. Néanmoins, le général Moreau, ébranlé par les menaces adressées à la garnison, consentit à livrer la place le 3 mars, et seulement employa la journée à disputer sur les conditions. Il voulait sortir avec son artillerie. Le comte Woronzoff, qui était présent, dit en russe à l'un des généraux : Qu'il prenne son artillerie, s'il veut, et la mienne avec, et qu'il nous laisse passer l'Aisne ! — On se montra donc facile, et en concédant au général Moreau la capitulation en apparence la plus honorable, on lui fit consommer un acte qui faillit lui coûter la vie, qui coûta à Napoléon l'empire, et à la France sa grandeur. Le 3 au soir, Bulow et Wintzingerode se donnèrent la main sur l'Aisne, et c'est ainsi que le 4 dans la journée, Blucher trouva ouverte une porte qui aurait dû être fermée, trouva un renfort qui portait son armée à près de 100 mille hommes, et fut sauvé en un clin d'œil de ses propres fautes et du sort terrible que Napoléon lui avait préparé.

Quelques historiens, apologistes de Blucher, ont prétendu que le danger qu'il courait n'avait pas été si grand que Napoléon s'était plu à le dire, car Blucher eût été renforcé au moins de Wintzingerode, qui, venant de Reims, était sur la rive gauche de l'Aisne, ce qui aurait porté l'armée prussienne à 70 mille hommes contre 55 mille. D'abord, il n'y avait pas de force numérique qui pût racheter la fausse position de Blucher, car, arrivé le 4 devant Soissons, tandis que Napoléon était ce même jour à Fismes, il eût été obligé ou d'essayer de passer l'Aisne devant lui, en jetant des ponts de chevalets, ou de remonter l'Aisne dix lieues durant, avec l'armée française dans le flanc. L'avantage d'être 70 mille contre 55 mille, ce qui ne nous étonnait guère en ce moment, n'était rien auprès d'une position militaire aussi fausse. Ensuite il est presque certain que Wintzingerode, n'ayant pu faire par Soissons sa jonction avec Bulow dans la journée du 3, se serait hâté de rebrousser chemin le 4, pour aller passer l'Aisne à douze ou quinze lieues plus haut, c'est-à-dire à Berry-au-Bac. Blucher se serait donc trouvé, pendant toute une journée, seul entre Napoléon et le poste fermé de Soissons.

Le désastre était par conséquent aussi assuré que chose puisse l'être à la guerre, et Napoléon, en apprenant que Soissons avait ouvert ses portes, fut saisi d'une profonde douleur, car de la tête

de Blucher le danger s'était tout à coup détourné sur la sienne. Blucher en effet venait d'acquérir une force de 100 mille hommes, et l'Aisne, qui devait être sa perte, était devenue son bouclier. Quant à nous, il nous fallait, ou passer l'Aisne avec 50 mille hommes devant 100 mille, ce qui était une grande témérité, ou nous en éloigner pour revenir sur la Seine, sans savoir qu'y faire, car comment se présenter devant l'armée de Bohême sans avoir vaincu l'armée de Silésie? On comprendra donc que Napoléon écrivît la lettre suivante au ministre de la guerre :

« Fismes, 5 mars 1814.

« L'ennemi était dans le plus grand embar-« ras, et nous espérions aujourd'hui recueillir « le fruit de quelques jours de fatigue, lorsque « la trahison ou la bêtise du commandant de « Soissons leur a livré cette place.

« Le 3, à midi, il est sorti avec les honneurs « de la guerre, et a emmené quatre pièces de « canon. Faites arrêter ce misérable ainsi que « les membres du conseil de défense; faites-les « traduire par-devant une commission militaire « composée de généraux, et, pour Dieu, faites « en sorte qu'ils soient fusillés dans les vingt-« quatre heures sur la place de Grève! Il est « temps de faire des exemples. Que la sentence « soit bien motivée, imprimée, affichée et en-« voyée partout. J'en suis réduit à jeter un pont « de chevalets sur l'Aisne, cela me fera perdre « trente-six heures et me donne toute espèce « d'embarras. »

Et cependant Napoléon ne connaissait qu'une partie de la vérité, car il ignorait que Blucher venait d'acquérir une force double de la sienne. Ce qu'il savait, c'est que Blucher lui avait échappé, et que pour l'atteindre il était obligé de le suivre au delà de l'Aisne. Le malheur était déjà bien assez grand, et de nature à déconcerter tout autre que lui. Si, après une pareille déconvenue, Napoléon eût été embarrassé, et eût perdu un jour ou deux à chercher un nouveau plan, on pourrait ne pas s'en étonner en voyant ce qui arrive à la plupart des généraux [1]. Il n'en fut rien pourtant. Bien que Blucher eût pour lui l'Aisne qu'il avait d'abord contre lui, bien qu'il fût renforcé dans une proportion ignorée de nous, mais considérable, Napoléon ne renonça pas à le poursuivre, pour tâcher de le saisir corps à corps, car il lui était impossible, sans l'avoir battu, de revenir sur Schwarzenberg. Bientôt en effet il se serait trouvé pris entre Blucher le suivant à la piste, et Schwarzenberg victorieux des maréchaux qu'on avait laissés à la garde de l'Aube, position affreuse et tout à fait insoutenable. Il fallait donc à tout prix, dût-on y succomber, car on succomberait plus certainement en ne le faisant pas, il fallait aller chercher Blucher au delà de l'Aisne, et l'y aller chercher sur-le-champ, avant que l'ennemi songeât à rendre impraticables les passages de cette rivière. Napoléon donna ses ordres le 5 au matin, aussitôt après avoir reçu la nouvelle qui le désolait.

Dans la nuit, Napoléon avait envoyé le général Corbineau à Reims, afin de s'emparer de cette communication importante avec les Ardennes, et pour y ramasser tout ce que Wintzingerode avait dû laisser en arrière. Voulant s'assurer le passage de l'Aisne, ce qui était l'objet essentiel du moment, il avait dirigé le général Nansouty avec la cavalerie de la garde sur le pont de Berry-au-Bac, qui était un pont en pierre, et sur lequel passait la grande route de Reims à Laon. (Voir la carte n° 64.) Il avait ordonné aussi que l'on envoyât un détachement de cavalerie sur Maisy, situé à notre gauche, pour y jeter un pont de chevalets, et prescrit en même temps au maréchal Mortier de se rendre sans délai à Braisne, pour aller préparer d'autres moyens de passage à Pontarcy. Son intention était d'avoir trois ponts sur l'Aisne, afin de n'être pas obligé de déboucher par un seul en face de Blucher, ce qui pouvait rendre l'opération impossible. Sans doute, si la vigilance de l'ennemi eût égalé la sienne, on aurait trouvé les cent mille hommes de l'armée de Silésie derrière les points présumés de passage, et ce n'est pas avec cinquante mille soldats, quelque braves qu'ils fussent, qu'on

[1] M. le général Koch dit, chapitre XIV : « L'empereur, dont « le plan était déjoué par un événement aussi inattendu, « demeura un jour entier dans l'incertitude, et laissa percer « son embarras par la nature des opérations divergentes et « hardies qu'il entreprit. » C'est une erreur fort excusable pour qui n'a lu ni les ordres ni la correspondance de Napoléon. Il était assurément fort déçu, mais point déconcerté, comme on va le voir, et il ordonna, sans une heure de temps perdu, les nouvelles dispositions qu'exigeait la circonstance. Ce qui a causé l'erreur de M. le général Koch, c'est qu'il suppose que la reddition de Soissons ayant eu lieu le 3, Napoléon dut la savoir le 4, à cause de la proximité. Mais la correspondance prouve que Napoléon ne la sut que le 5 au matin, parce que les maréchaux Mortier et Marmont ne la connurent que le 4 au soir. Or tous les ordres de passage de l'Aisne sont du 5 au matin. Il n'y eut donc ni hésitation ni temps perdu, et en pareille circonstance, il y a certainement de quoi s'en étonner.

aurait réussi à franchir l'Aisne. Mais il y a toujours à parier qu'en ne perdant pas de temps, si peu qu'il en reste, on arrivera assez tôt pour déjouer les précautions de son adversaire. Napoléon, à qui son expérience sans pareille avait appris combien est ordinaire l'incurie de ceux qui commandent, ne désespérait pas de trouver l'Aisne mal gardée, et de pouvoir en exécuter le passage sans coup férir.

En effet, tandis qu'à sa droite le général Corbineau pénétrait dans Reims, y enlevait deux mille hommes de Wintzingerode et beaucoup de bagages, le général Nansouty, avec la cavalerie de la garde et les Polonais du général Pac, rencontrait les Cosaques de Wintzingerode en avant du pont de Berry-au-Bac, les chargeait au galop, les culbutait, et passait le pont à leur suite, malgré quelque infanterie légère laissée pour le garder. La conquête si rapide de ce pont de pierre dispensait de tenter des passages sur d'autres points, car le gros de l'ennemi étant encore à quelque distance, on était maître de déboucher immédiatement, et Napoléon se hâta, dans la nuit du 5 au 6, ainsi que dans la journée du 6, de faire défiler la masse de ses troupes par Berry-au-Bac, afin d'être établi sur la droite de la rivière avant que Blucher pût s'opposer à son déploiement. — C'est un petit bien, s'écria-t-il en apprenant ce succès, en dédommagement d'un grand mal! — Ce n'était pas un petit bien, si, transporté au delà de l'Aisne, il pouvait remporter une victoire; mais une victoire était difficile à remporter, Blucher ayant 100 mille hommes des meilleures troupes de la coalition, tandis que nous n'en avions que 55 mille, dans lesquels deux tiers de conscrits, à peine vêtus, nullement instruits, partageant néanmoins le noble désespoir de nos officiers, et se battant avec le plus rare dévouement. Mais il n'y avait plus à compter les ennemis, et il fallait à tout prix livrer bataille, car se rejeter sur Schwarzenberg sans avoir vaincu Blucher, c'était attirer ce dernier à sa suite, et s'exposer à être étouffé dans les bras des deux généraux alliés. Quant au plan de marcher sur les places pour en recueillir les garnisons, il était également impraticable avant d'avoir battu Blucher, car autrement on était condamné à l'avoir sur ses traces, vous suivant partout, et si rapproché qu'on ne pourrait faire un pas sans être vu et atteint par cet incommode adversaire. Il fallait donc combattre, n'importe quel nombre d'ennemis ou quelles difficultés de position on aurait à braver pour vaincre.

Blucher avait été fort mécontent de la négligence de Wintzingerode à garder le pont de Berry-au-Bac, et il aurait dû ne s'en prendre qu'à lui-même, car rien ne se fait sûrement si le général en chef n'y pourvoit par sa propre vigilance. Il dissimula toutefois : Wintzingerode commandait les Russes, et il fallait ménager des alliés susceptibles et orgueilleux ; d'ailleurs il lui restait encore une position très-forte et très-facile à défendre, dont il se proposait de se bien servir pour résister aux prochaines attaques de Napoléon.

Quand on a passé l'Aisne à Berry-au-Bac, en suivant la grande route de Reims à Laon, on laisse à droite de vastes campagnes légèrement ondulées, on longe à gauche le pied des hauteurs de Craonne, puis on s'enfonce à travers des coteaux boisés, et on descend par Festieux dans une plaine humide, au milieu de laquelle apparaît tout à coup la ville de Laon, bâtie sur un pic isolé et toute couronnée de hautes et antiques murailles. (Voir la carte n° 64.) Les hauteurs de Craonne, qu'on aperçoit à sa gauche, après avoir franchi le pont de Berry-au-Bac, ne sont que l'extrémité d'un plateau allongé qui borde l'Aisne jusqu'aux environs de Soissons, et qui d'un côté forme la berge de l'Aisne, de l'autre celle de la Lette, petite rivière, tour à tour boisée ou marécageuse, coulant parallèlement à l'Aisne, et communiquant par plusieurs vallons avec la plaine de Laon.

C'est sur ce plateau de Craonne, long de plusieurs lieues, et qui se présente comme une sorte de promontoire dès qu'on a passé le pont de Berry-au-Bac, que Blucher avait pris position avec son armée et les cinquante mille hommes qui l'avaient rejoint. Chacun naturellement s'était placé d'après son point de départ. Wintzingerode, arrivé par Reims, s'était porté sur les hauteurs de Craonne par Berry-au-Bac, tandis que Bulow, arrivé par la Fère et Soissons, s'était échelonné entre Soissons et Laon. Blucher, avec Sacken, d'Yorck, Kleist, Langeron, ayant traversé l'Aisne à Soissons, avait remonté les bords de l'Aisne, et se trouvait partie sur le plateau de Craonne, partie sur les bords de la Lette, entre la Lette et Laon.

Le 6 au matin, Napoléon, le passage de l'Aisne opéré, voulut tâter la position de l'ennemi, et fit attaquer vivement les hauteurs de Craonne. On enleva d'abord la ville même de Craonne, et ce ne fut ni sans peine ni sans effusion de sang. Puis, s'engageant dans un vallon entre l'abbaye

de Vauclerc à gauche, et le château de la Bôve à droite, Ney et Victor essayèrent d'emporter les hauteurs où la Lette prend sa source. (Voir la carte n° 64.) Ils les abordèrent avec la résolution de s'en rendre maîtres. Mais après une perte de quelques centaines d'hommes, ils reconnurent que ce ne pouvait être que par une attaque sérieuse, c'est-à-dire par une bataille, qu'on en viendrait à bout. Il ne fallait donc pas verser inutilement un sang précieux, et le mieux était de s'arrêter jusqu'à ce qu'on eût pris un parti décisif. Ney et Victor campèrent au pied des hauteurs. La première division de la vieille garde sous Mortier s'établit à Corbeny, la cavalerie de la vieille garde à Craonne, et dans la campagne environnante. La seconde division de la vieille garde passa la nuit en arrière de Berry-au-Bac, et un peu en deçà de l'Aisne, à Cormicy. Marmont était en route sur ce point, pour former l'arrière-garde de l'armée, et la flanquer pendant les graves opérations qu'elle allait entreprendre.

Il fallait nécessairement, comme nous l'avons déjà dit, livrer bataille, quelque douteux que fût le résultat par suite de la force numérique et de la position de l'ennemi, car sans avoir vaincu Blucher, on ne pouvait ni se reporter sur Schwarzenberg, ni aller chercher les garnisons à la frontière. Mais la manière d'engager la bataille donnait naissance à plus d'une question. Aborder directement le plateau de Craonne qui court pendant plusieurs lieues entre l'Aisne et la Lette, pour rejeter l'ennemi sur la Lette, et de la Lette dans la plaine de Laon, c'était aborder la difficulté par son côté le plus ardu, et, comme on dit proverbialement, prendre le *taureau par les cornes*. Il y avait un moyen qui semblait moins difficile, c'était, au lieu de s'arrêter à gauche pour y combattre, de défiler tout simplement par notre droite, de suivre la grande chaussée de Reims à Laon par Corbeny et Festieux, et de descendre dans la plaine de Laon, où probablement, en descendant en masse, on eût refoulé l'ennemi sur Laon. Mais outre qu'il y avait sur cette route plus d'un obstacle à surmonter, on livrait ainsi la route de Paris, et l'ennemi ayant Soissons en son pouvoir, était maître, vaincu ou non, de rejoindre la Marne et la Seine, de s'y réunir à Schwarzenberg, et de marcher sur Paris avec 200 mille hommes. Sans doute la même chose devait arriver en se portant sur la frontière, comme Napoléon en avait le projet, pour y rallier les garnisons; mais il ne songeait à le faire qu'après avoir affaibli Blucher par une grande défaite, après avoir considérablement ébranlé le moral des coalisés, et ranimé au même degré le courage des Parisiens et de l'armée. Il importait donc d'aborder Blucher de façon à tendre un bras vers Soissons, et un autre vers Laon (considération décisive dont les critiques militaires n'ont pas tenu compte), et dès lors il n'y avait qu'un moyen, c'était, coûte que coûte, de gravir sur notre gauche le plateau de Craonne, et de faire de ce premier succès le premier acte contre Blucher. Parvenu sur ce plateau, on trouvait un chemin qui en longeait le sommet jusqu'à Soissons. On pouvait le suivre, jeter par un effort de notre droite l'ennemi sur la Lette, puis par un second effort le refouler de la Lette dans la plaine de Laon, et si enfin on parvenait à lui enlever Laon, on aurait terminé la série des opérations contre Blucher, de la manière la plus désirable et la plus décisive. On pouvait, à la vérité, adopter un parti moyen, et par exemple ne pas essayer d'emporter le plateau de Craonne, ne pas s'avancer non plus sur la route de Reims à Laon, mais pénétrer entre deux, à la faveur d'un ravin qui donnait entrée dans la vallée de la Lette, et s'enfoncer ainsi en colonne serrée dans cette vallée, en ayant à gauche les hauteurs de Craonne, à droite celles de la Bôve. Mais il fallait pour cela s'engager dans une gaîne étroite, au milieu de villages boisés et marécageux, avec le danger de voir l'ennemi fondre sur nous des hauteurs qui bordent la Lette de toutes parts, et on aurait eu besoin de vieilles troupes, froidement intrépides, pour s'aventurer dans ce coupe-gorge.

L'enlèvement du plateau de gauche par un coup de vigueur, convenait mieux à des troupes jeunes, impétueuses, soutenues par deux divisions de vieille garde; et d'ailleurs, si la position était redoutable, on avait l'avantage de n'avoir affaire de ce côté qu'à une aile des alliés, laquelle était séparée du reste de leur armée par tant d'obstacles qu'elle ne serait pas facilement secourue.

Napoléon se décida donc pour une attaque par sa gauche sur le plateau de Craonne. Il y avait sur ce plateau toute l'infanterie de Wintzingorode, confiée en ce moment au comte de Woronzoff, et tout le corps de Sacken, avec Langeron en réserve, c'est-à-dire une cinquantaine de mille hommes pourvus d'une nombreuse artillerie. Blucher, par les tentatives de la veille, par la direction de nos mouvements, qu'il discernait parfaitement des hauteurs qu'il occupait, avait

bien deviné que nous attaquerions le plateau de Craonne, et, sur le conseil de M. de Muffling, quartier-maître général de l'armée de Silésie, il avait résolu de former une seule masse de presque toute sa cavalerie, de la porter sur la grande route de Laon à Reims, dans le pays découvert, et de la précipiter, au nombre de 12 ou 15 mille cavaliers, sur notre flanc droit et sur nos derrières. S'il réussissait, il nous coupait de Berry-au-Bac, et puis nous jetait dans l'Aisne. La combinaison pouvait en effet avoir de graves conséquences pour nous, mais il fallait deux choses, que nous n'eussions pas emporté le plateau, et que la seconde division de la vieille garde, ainsi que le corps de Marmont, destinés à couvrir nos flancs et nos derrières, se fussent laissé enfoncer par la cavalerie ennemie, ce qui n'était guère vraisemblable.

Cette expédition de cavalerie fut confiée à Wintzingerode, regardé parmi les alliés comme le plus alerte de leurs officiers d'avant-garde, et c'est pour ce motif qu'il avait laissé son infanterie et son artillerie légère au comte de Woronzoff. Presque toute la cavalerie des alliés fut donc dirigée sur la Lette à travers le pays fourré qui forme les deux bords de cette petite rivière, et, la Lette franchie, elle fut par un long détour accumulée sur la grande chaussée de Laon à Reims. (Voir la carte n° 64.) Kleist devait avec son infanterie appuyer Wintzingerode; la cavalerie d'York devait surveiller les deux bords de la Lette; Bulow était chargé de garder Laon, tandis que Woronzoff, Sacken et Langeron défendraient jusqu'à la dernière extrémité le plateau de Craonne.

Le 7 mars au matin, Napoléon arrêta son plan d'attaque. Nous avons dit que le plateau de Craonne se composait d'une suite de hauteurs à sommet aplati, s'allongeant entre l'Aisne et la Lette qu'elles séparent, et s'étendant jusqu'aux environs de Soissons. C'était la partie la plus avancée de ce plateau, formant, ainsi qu'on vient de le voir, une espèce de promontoire au milieu de la plaine de Craonne, qu'il fallait emporter. Si on avait dû l'escalader d'un seul coup, la tâche eût été trop difficile. Il y avait comme une première marche à gravir, c'était ce qu'on appelle le petit plateau de Craonne, s'élevant au-dessus de Craonnelle, et fort heureusement occupé par nos troupes dès la veille. Il devait nous servir de point de départ pour nous élever plus aisément sur le plateau lui-même. Afin de rendre l'opération moins meurtrière, Napoléon résolut de la seconder par deux attaques de flanc, que permettait la nature du sol. Deux ravins descendaient du plateau, l'un, celui d'Oulches, situé à notre gauche, et plongeant sur l'Aisne, l'autre, celui de Vauclerc, situé à notre droite, et donnant dans la vallée de la Lette, au milieu de laquelle se trouve la célèbre abbaye de Vauclerc. Ces deux ravins aboutissant, l'un à gauche, l'autre à droite, sur les flancs du plateau, à un endroit qu'on nomme la *ferme d'Heurtebise*, fournissaient le moyen de prendre à revers les troupes qui défendraient la position principale. Ney, avec ses deux divisions de jeune garde, et ayant pour appui une partie de la cavalerie Nansouty, devait s'engager dans le vallon d'Oulches, tandis que Victor, avec ses deux divisions de jeune garde s'engageant dans celui de Vauclerc, viendrait déboucher sur le plateau, assez près de Ney, vers la ferme d'Heurtebise. Napoléon, au centre avec la vieille garde, la réserve d'artillerie et le gros de la cavalerie, était sur le petit plateau de Craonne, prêt à ordonner l'attaque du grand plateau, lorsque le mouvement de ses ailes lui en donnerait la possibilité. En ce moment, Marmont arrivait de Berry-au-Bac pour couvrir nos derrières. Toutes nos troupes ayant dû défiler les unes après les autres par l'unique pont de Berry-au-Bac, la plus grande partie de notre artillerie était en arrière, circonstance regrettable en face d'un ennemi qui avait réuni en avant de sa position un nombre considérable de bouches à feu.

A dix heures du matin, Napoléon donna le signal de l'attaque. Victor à droite s'engagea dans le vallon de Vauclerc, Ney à gauche dans celui d'Oulches. Victor, avec une brigade de la division Boyer, se dirigea sur le parc de l'abbaye de Vauclerc, où il trouva l'infanterie de Woronzoff bien postée, et protégée par une nombreuse artillerie qui tirait du sommet du plateau. Après des pertes sensibles, Victor se rendit maître du parc de Vauclerc. Au-dessus s'élevaient en étages des maisons et des jardins situés sur le flanc même de la hauteur. L'ennemi y avait une réserve qu'il voulut jeter sur la division Boyer, mais trop tardivement. Cette division, solidement établie dans les bâtiments et les jardins de l'abbaye, ne se laissa pas arracher le poste qu'elle avait conquis. L'ennemi l'accabla d'obus, mit en feu les bâtiments où elle s'était logée, mais elle tint ferme au milieu des flammes.

Pendant ce temps on entendait de l'autre côté

du plateau, dans le vallon d'Oulches, le canon de Ney aux prises avec Sacken, et s'efforçant d'enlever la ferme d'Heurtebise. Le plateau étant étranglé en cet endroit, il y avait peu de distance entre l'extrémité du ravin de Vauclerc et celle du ravin d'Oulches, et les deux maréchaux combattaient fort près l'un de l'autre. (Voir la carte n° 64.) Ney s'était engagé dans la vallée d'Oulches avec ses deux divisions et la cavalerie de Nansouty. Il avait formé son infanterie en deux colonnes, et s'était avancé sous une mitraille épouvantable, car les Russes avaient accumulé l'artillerie à chacun des débouchés. Les soldats de Ney, jeunes et ardents, supportèrent bravement ce feu, et parvinrent jusqu'au bord du plateau. Mais arrivés là ils trouvèrent l'infanterie de Sacken sur plusieurs lignes, les fusillant à bout portant, et ils furent refoulés dans le fond du ravin. Cependant le destin de la guerre dépendait du résultat de cette bataille, et Ney ne voulait pas que ce résultat dépendît de la mauvaise conduite des troupes qu'il commandait. Sans se décourager, avec cet élan auquel ses soldats ne résistaient jamais, il rallie ses bataillons au fond du ravin, leur parle, les ranime, puis imagine de les réunir en une seule colonne, et de fondre au pas de course sur l'ennemi, afin de ne pas lui laisser le temps d'user de ses feux. La colonne se forme en effet avec la résolution de vaincre ou de périr, puis elle s'avance le long du ravin, et parvenue à son extrémité, elle s'élance, le maréchal en tête, sous une grêle de balles. Elle vole, elle aborde comme la foudre l'infanterie surprise de Sacken, la renverse et l'oblige à reculer. Cette infanterie plie sous un pareil effort, et rétrograde jusqu'à un petit hameau qu'on appelle Paissy, en laissant aux divisions de Ney l'espace nécessaire pour se déployer. (Voir la carte n° 64.) Tandis que la gauche de Ney prend pied sur le plateau, sa droite se jette sur la ferme d'Heurtebise, y pénètre malgré la résistance de l'ennemi, et tue tout ce qui l'occupait. Après quelques instants, l'infanterie de Sacken, remise de son émotion, essaye de regagner le terrain perdu, mais les soldats de Ney étant en position égale dans ce moment, ne veulent pas céder le bord du plateau si chèrement acquis. De part et d'autre on se fusille presque à bout portant. A l'attaque de droite, Victor, encouragé par le succès de Ney, n'entend pas rester en arrière. La division Boyer après s'être emparée de l'abbaye de Vauclerc, cherche à déboucher sur le plateau, et vient s'établir avec la division Charpentier à la lisière d'un petit bois qui s'étend de l'abbaye de Vauclerc au hameau d'Ailles. Placée là, elle essuie sans s'ébranler le feu de soixante pièces de canon. Ces deux attaques de flanc ayant dégagé le centre, Napoléon, à la tête de la vieille garde, gravit le plateau presque sans coup férir, et vient prendre position en face de la ferme d'Heurtebise. Il forme ainsi une ligne qui relie l'attaque de Ney à celle de Victor. Le retard de notre artillerie nous laisse exposés au feu des nombreux canons de l'ennemi. Pour compenser cette infériorité Napoléon envoie quatre batteries de Drouot, qui accourent se déployer entre Ney et Victor. Le feu est alors moins inégal, mais toujours horriblement meurtrier, et quoique accablées de boulets et de mitraille, les deux divisions Charpentier et Boyer se soutiennent avec une héroïque fermeté.

A gauche, au centre, à droite, nous avions pris pied sur le plateau, mais ce n'était pas assez, il fallait s'y maintenir, s'y étendre, et en chasser l'ennemi. Le moment était venu pour la cavalerie de soutenir l'infanterie, car au delà de la ferme d'Heurtebise le terrain commence à s'élargir. Les escadrons de Nansouty ayant suivi Ney à travers le ravin d'Oulches, et ayant débouché avec lui sur le plateau, passent entre les intervalles de ses bataillons, et fondent sur l'ennemi, les lanciers polonais et les chasseurs à cheval en tête, les grenadiers en réserve. Ces braves cavaliers, trouvant ici l'espace pour se déployer, s'élancent au galop, renversent plusieurs carrés russes, les acculent sur le hameau de Paissy, et n'ont qu'un pas à faire pour les précipiter dans un ravin parallèle à celui d'Oulches, et donnant sur l'Aisne. Mais en se repliant, l'infanterie russe démasque une ligne d'artillerie qui tire à mitraille sur nos cavaliers, et les arrête. Ils sont obligés de revenir pour ne pas rester sous ce feu destructeur, et sont suivis par douze escadrons russes. Ceux-ci à leur tour chargent avec tant d'impétuosité qu'ils dépassent les grenadiers à cheval de la garde demeurés en seconde ligne. A l'aspect de cette bourrasque de cavalerie, les jeunes soldats de Ney perdent contenance et s'enfuient vers le ravin d'Oulches, d'où ils s'étaient si bravement élancés à la conquête du plateau. En vain Ney, se jetant au milieu d'eux, les appelle de sa forte voix, de son geste énergique : ils fuient saisis d'une terreur inexprimable, phénomène assez fréquent chez les jeunes gens, que leur émotion rend aussi prompts à la fuite qu'à l'attaque. Napoléon, placé un peu en arrière et veillant aux

vicissitudes de la bataille, envoie Grouchy avec le reste de la cavalerie, pour remplir le vide qui vient de se former dans sa ligne de bataille, et tendre un voile qui, cachant la scène à nos fuyards, leur permette de recouvrer leur présence d'esprit. Grouchy arrive, occupe la place, et va charger, quand un coup de feu le renverse de cheval. Privée de son chef, notre cavalerie demeure immobile. Elle protége pourtant le ralliement de l'infanterie de Ney. Vers notre droite Victor à la tête des divisions Boyer et Charpentier, persiste à se soutenir à la lisière du bois d'Ailles. Blessé grièvement, il est remplacé par le général Charpentier. Napoléon, craignant que ses ailes qui ont de la peine à se maintenir au bord du plateau ne finissent par céder, fait avancer une division de la vieille garde pour se déployer entre elles. Ces vieux soldats se portent d'un pas résolu entre nos deux ailes, tandis qu'au même instant arrivent quatre-vingts bouches à feu, bien longtemps attendues. Notre infériorité en artillerie cesse enfin, et il est temps, car les canons de Drouot sont presque tous démontés. Ces quatre-vingts pièces, mises en batterie entre les troupes de Ney et celles de Victor, vomissent bientôt des torrents de feu sur les Russes, et leur font essuyer des pertes cruelles. L'infanterie de Sacken et de Woronzoff, après avoir tenu quelque temps, cède à son tour sous les décharges répétées de la mitraille. Elle recule et nous abandonne le terrain. Alors de notre gauche à notre droite on s'ébranle pour la suivre. Les troupes de Victor, faisant un dernier effort, s'emparent du village d'Ailles, et prennent définitivement leur place à la droite de l'armée. Les troupes de Ney ne restent point en arrière, et notre ligne entière s'avance dès lors en parcourant le sommet du plateau qui tantôt s'élargit, tantôt se resserre, et refoule l'infanterie de Sacken et de Woronzoff sur celle de Langeron. La cavalerie russe s'efforce en vain de charger pour couvrir cette retraite; nos chasseurs et nos grenadiers à cheval se précipitent sur elle et la repoussent. Réfugiée derrière son infanterie, elle se reforme, et essaye de revenir à la charge. Nos dragons la culbutent de nouveau. On parcourt ainsi d'un pas victorieux le sommet du plateau, la gauche à l'Aisne, la droite à la Lette, dominant de quelques centaines de pied le lit de ces deux rivières, et poussant devant soi les 50 mille hommes de Sacken, de Woronzoff, de Langeron. On les mène de la sorte pendant deux lieues, c'est-à-dire jusqu'à Filain, et comme ils paraissent en cet endroit vouloir descendre dans la vallée de la Lette, notre gauche, portée en avant par un rapide mouvement de conversion, les y pousse brusquement. Notre artillerie, se dédommageant de sa tardive arrivée, les suit au bord de la vallée, et les couvre de mitraille, jusqu'à ce qu'ils aient trouvé un abri dans l'enfoncement boisé du lit de la Lette.

La nuit approchait, et rien n'annonçait que nous eussions à craindre quelque effort de l'ennemi sur nos flancs ou sur nos derrières. En effet, cette irruption des quinze mille cavaliers de Wintzingerode, dont Napoléon ignorait le projet, mais dont il avait admis la possibilité, et contre laquelle il avait pris ses précautions en laissant une division de vieille garde et le corps de Marmont au pied des hauteurs de Craonne, ne s'était pas encore exécutée, même à la fin du jour. Malgré les instances de Blucher qui attachait beaucoup de prix à cette combinaison, la cavalerie de Wintzingerode, engagée dans la vallée de la Lette, au milieu d'un pays fourré et marécageux, embarrassant l'infanterie de Kleist et embarrassée par elle, n'était parvenue à Festieux que très-tard, et n'avait plus osé, l'heure étant fort avancée, tenter une entreprise qui pouvait avoir ses dangers aussi bien que ses avantages. Blucher avait donc été obligé de s'en tenir pour la journée à la perte du plateau de Craonne.

Telle avait été cette sanglante bataille de Craonne, consistant dans la conquête d'un plateau élevé, défendu par cinquante mille hommes et une nombreuse artillerie, et attaqué par trente mille avec une artillerie insuffisante. La ténacité d'un côté, la fougue de l'autre, avaient été admirables, et chez nous, les divisions Boyer et Charpentier avaient joint à la fougue une rare patience sous le feu. Ney avait été, comme toujours, l'un des héros de la journée. Les Russes avaient perdu 6 à 7 mille hommes, et on ne sera pas étonné d'apprendre que, débouchant sous un feu épouvantable, nous en eussions perdu 7 à 8 mille. La différence à notre désavantage eût même été plus grande, si notre artillerie, retardée non par sa faute mais par la distance, n'était venue à la fin compenser par ses ravages ceux que nous avions soufferts. Après ce noble effort de notre armée, pouvions-nous le lendemain en tirer d'utiles conséquences? le sang de nos braves soldats aurait-il du moins coulé fructueusement pour la France? Telle était la question qui allait se résoudre dans les quarante-huit heures, et

dont la solution, hélas! ne dépendait pas du génie de Napoléon, car dans ce cas elle n'eût pas été un instant douteuse.

Napoléon, quoique satisfait de ce premier résultat et touché du dévouement de ses troupes, était fort préoccupé du lendemain ; mais sa résolution de combattre, toujours déterminée par la nécessité de vaincre Blucher avant de se reporter sur Schwarzenberg, était la même. Il ne délibérait que sur un point, c'était de savoir, maintenant qu'il était maître du plateau de Craonne, par quel côté il descendrait dans la plaine de Laon. Mais ici encore une nécessité, presque aussi absolue que celle de combattre, le forçait à marcher par la chaussée de Soissons à Laon, et c'était la nécessité de se placer entre ces deux villes, afin d'intercepter la route de Paris. Malheureusement, cette chaussée présentait beaucoup plus de difficultés que celle de Reims pour pénétrer dans la plaine de Laon. Parvenus à la partie du plateau qui se trouve entre Aizy et Filain (voir la carte n° 64), il nous fallait tourner à droite, descendre dans la vallée de la Lette entre Chavignon et Urcel, nous engager dans un défilé, formé à gauche par des hauteurs boisées, à droite par le ruisseau d'Ardon qui vient de Laon, et qui est bordé de prairies marécageuses. On rencontrait successivement sur son chemin les villages d'Étouvelles et de Chivy, et on débouchait ensuite par la chaussée de Soissons dans la plaine de Laon. S'enfoncer avec toute l'armée dans cet étroit défilé où l'on n'avait guère que la largeur de la chaussée pour manœuvrer, était extrêmement dangereux. L'ennemi, en effet, en occupant fortement les villages d'Étouvelles et de Chivy, pouvait nous arrêter court. Cependant il n'y avait pas moyen d'opérer autrement, car se reporter à droite pour prendre la grande route de Reims à Laon, qui passe l'Aisne à Berry-au-Bac, c'était découvrir celle de Soissons, et si on avait dû prendre en définitive cette route de Reims, ce n'eût pas été la peine de perdre 7 mille hommes pour conquérir le plateau de Craonne. La grave raison de se tenir toujours à proximité de Soissons l'ayant emporté dans la première bataille, devait évidemment l'emporter dans la seconde. En conséquence, Napoléon, qui avait bivaqué le 7 au soir sur le plateau, vint s'établir le 8 entre l'Ange-Gardien et Chavignon, à l'ouverture du défilé qui conduit dans la plaine de Laon. Il accorda cette journée de repos à ses troupes, afin de les laisser respirer, et de donner au maréchal Marmont le temps d'entrer en ligne.

Il voulait se servir de ce maréchal pour parer, autant que possible, aux inconvénients de la situation dans laquelle il était forcé de s'engager. Le maréchal Marmont venait de recevoir de Paris une nouvelle division de réserve, composée, comme celles que commandait le général Gérard, de bataillons de ligne formés à la hâte dans les dépôts. Elle était de 4 mille conscrits, ayant comme les autres quinze à vingt jours d'incorporation, mais conduits par des officiers qu'exaltaient le danger de la France et l'honneur menacé de nos armes. Cette division placée sous les ordres du duc de Padoue, portait à 12 ou 13 mille hommes le corps du maréchal Marmont, et à 48 ou 50 mille le total des forces de Napoléon, déduction faite des pertes de la bataille de Craonne. Il imagina de diriger le corps du duc de Raguse sur la route qu'il ne voulait pas suivre lui-même, celle de Reims à Laon. Ce corps, passant par Festieux, et n'ayant pas grande difficulté à vaincre, viendrait s'établir sur notre droite dans la plaine de Laon, et, attirant à lui l'attention de l'ennemi, faciliterait à notre colonne principale le passage du défilé d'Étouvelles à Chivy. (Voir la carte n° 64.) Sans doute, il y avait du danger, même dans cette précaution, car sur notre gauche Napoléon débouchant par un défilé étroit, sur notre droite Marmont débouchant à découvert dans la plaine de Laon, à une distance l'un de l'autre de trois lieues, pouvaient être accablés successivement, avant d'avoir eu le temps de se donner la main. Mais que faire? Où n'y avait-il pas danger, et danger plus grand que celui qu'on allait braver? Il n'était pas possible en effet de se détourner de Blucher sans l'avoir battu ; il n'était pas possible de suivre en masse la route de Reims sans livrer celle de Soissons, c'est-à-dire de Paris ; dès lors le débouché par le défilé d'Étouvelles à Chivy étant la suite d'un enchaînement de nécessités, il fallait s'y résigner, en diminuant de son mieux les difficultés de l'opération. Évidemment on se donnait plus de chances de forcer le défilé en ajoutant à l'attaque de gauche une démonstration accessoire sur la droite. D'ailleurs, une fois l'obstacle vaincu, Napoléon s'appliquant à s'étendre rapidement à droite pour donner la main à Marmont, et celui-ci ne se commettant qu'avec mesure dans la plaine de Laon, les principaux dangers de cette manière d'opérer pouvaient être conjurés. Au surplus on n'avait, nous le répétons, que le choix des périls. Le plus grand de tous eût été d'hésiter et de ne pas agir.

La journée du 8 ayant été accordée au repos et au ralliement des troupes, Napoléon résolut de se porter le 9 mars au matin au milieu de la plaine humide de Laon. C'était l'audacieux Ney qui devait marcher en tête, et forcer le défilé d'Étouvelles à Chivy. Pour lui faciliter sa tâche, Napoléon chargea le général Gourgaud de pénétrer pendant la nuit avec quelques troupes légères à travers les monticules boisés qui dominaient notre gauche, et de tourner le défilé en apparaissant brusquement sur le flanc de la chaussée entre Étouvelles et Chivy. La division de dragons Roussel avait ordre, dès que le défilé serait franchi, de se précipiter au galop sur la ville de Laon, pour tâcher d'y pénétrer pêle-mêle avec l'ennemi.

Le maréchal Ney, pour être plus sûr de réussir, se mit en marche le 9, bien avant le jour, lorsque les troupes alliées étaient encore plongées dans un profond sommeil. Les soldats du 2e léger, sous la conduite de cet intrépide maréchal, fondirent en colonne serrée sur Étouvelles, y surprirent une avant-garde de Czernicheff qu'ils passèrent au fil de l'épée, et, après avoir occupé ce petit village, se jetèrent sur Chivy dont ils s'emparèrent également. Il arriva même que la petite colonne du général Gourgaud, chargée de tourner le défilé, ayant trouvé plus de difficulté que la colonne principale, ne parut devant Chivy qu'après le maréchal Ney. Elle se réunit toutefois à lui au moment où il entrait dans la plaine de Laon. La division de dragons Roussel s'élança alors au galop sur la chaussée; mais elle fut contenue par la mitraille d'une batterie de douze pièces, qui lui tua quelques hommes avec un chef d'escadron. Il fallut donc s'arrêter et attendre l'infanterie avant de songer à l'attaque de Laon. Du reste, le défilé qu'on avait cru si redoutable était heureusement franchi, et toute l'armée pouvait se déployer dans la plaine. Ney se rangea en avant de Chivy, vis-à-vis du faubourg de Semilly. (Voir la carte n° 64.) Charpentier prit position à gauche avec les deux divisions de jeune garde du maréchal Victor, Mortier, à droite avec la seconde division de vieille garde, et avec la division de jeune garde Poret de Morvan. Friant, à la tête de la principale division de vieille garde, s'établit au centre, en arrière. Venaient enfin la cavalerie et la réserve d'artillerie, complétant un total de 36 mille combattants. Marmont, à trois lieues sur la droite, séparé de Napoléon par des hauteurs boisées, était avec 12 ou 13 mille hommes sur la route de Reims, attendant notre canon pour se risquer en plaine.

Un épais brouillard couvrait le bassin au milieu duquel Laon s'élève, et on voyait à peine les tours de la ville se dresser au-dessus de ce brouillard comme sur une mer. Favorisé par cette brume épaisse, Ney se jeta sur le faubourg de Semilly, bâti au pied de la hauteur que la ville couronne; Mortier, avec la division Poret de Morvan, se jeta à droite, sur le faubourg d'Ardon situé de même. La vivacité de l'attaque, l'élan d'un heureux début, le brouillard, tout contribua au succès de cette double tentative. En une heure, nous nous rendîmes maîtres des deux faubourgs.

Mais bientôt, nous aperçûmes à travers le brouillard qui commençait à se dissiper, le site singulier qui devait nous servir de champ de bataille, et l'ennemi put se rassurer en voyant le petit nombre de soldats qui venaient attaquer ses cent mille hommes.

Laon s'élève sur un pic de forme triangulaire assez semblable à un trépied, haut de deux cents mètres, et dominant de tout côté le bassin verdoyant qui l'entoure. (Voir la carte n° 64.) La vieille ville, enceinte de murailles crénelées et de tours, occupe en entier le sommet du tertre. Au pied, dans la plaine, se trouvent au sud les deux faubourgs de Semilly et d'Ardon, que nous venions d'occuper, au nord ceux de la Neuville à gauche, de Saint-Marcel au centre, de Vaux à droite, que nous ne pouvions pas voir, parce que la ville nous les cachait. Blucher, après avoir cédé le plateau de Craonne à nos efforts, était bien résolu à disputer la plaine de Laon, en s'attachant fortement au rocher couronné de murs qui la domine, et aux faubourgs bâtis tout autour. Il y avait dans son âme beaucoup trop de courage, de patriotisme, d'orgueil, pour abandonner à 48 mille hommes un champ de bataille qu'il occupait avec 100 mille, qui était de défense facile, d'importance capitale, et après l'abandon duquel il ne lui restait qu'à se retirer, sans savoir où il s'arrêterait, car l'armée de Silésie était séparée de l'armée de Bohême de manière à ne pouvoir plus la rejoindre. Le sort de la guerre tenait donc à cette position de Laon, et, pour les uns comme pour les autres, il fallait en être maître ou périr.

Blucher avait un motif de plus de se battre en désespéré. Par suite de la jalousie qui régnait entre les Prussiens et les Russes, quoiqu'ils fussent les plus unis des coalisés, il s'était répandu chez les

Russes l'idée fausse qu'à Craonne les Prussiens avaient eu la volonté de les laisser écraser. Cette prévention, déraisonnable comme la plupart de celles qui s'élèvent entre alliés faisant la guerre ensemble, avait amené entre eux une mésintelligence des plus graves ; et une bataille, où personne ne se ménagerait, était, outre toutes les nécessités militaires que nous avons rapportées, une véritable nécessité morale et politique. Par ces diverses raisons, Blucher avait résolu de défendre Laon à outrance, et il avait pris dans cette vue de fort bonnes dispositions.

Les troupes prussiennes, qui n'avaient pas combattu la veille, étaient, partie sur la hauteur de Laon, partie en plaine, en face des faubourgs de Semilly et d'Ardon que nous venions d'enlever. Elles devaient défendre le poste principal, celui même de Laon. Sur le côté, vers notre gauche et vers la droite de l'ennemi, Woronzoff se trouvait entre Laon et Clacy, vis-à-vis des hauteurs boisées à travers lesquelles nous avions débouché. Les corps des généraux Kleist et d'York, confondus en un seul, étaient à l'extrémité opposée, c'est-à-dire à notre droite et à la gauche des alliés, faisant face à la route de Reims, sur laquelle Marmont était attendu. Restaient Sacken et Langeron, que Blucher avait placés derrière la hauteur de Laon, à l'abri de nos regards comme de nos coups, et en mesure, suivant le besoin, de se porter librement ou sur la chaussée de Soissons ou sur celle de Reims. Blucher, dans l'ignorance où il était de nos projets, ne savait pas de quel côté aurait lieu la principale attaque; il savait seulement par ses reconnaissances, qu'il y avait des troupes françaises sur les deux routes, et c'est par ce motif qu'il avait disposé une grosse réserve derrière Laon, pour la diriger sur le point où le danger se déclarerait.

Dès que le brouillard fut dissipé, Blucher fit attaquer le faubourg de Semilly dont Ney s'était emparé à l'extrémité de la route de Soissons, et celui d'Ardon que Mortier avait enlevé un peu à droite de cette route dans l'intention de donner la main à Marmont. L'infanterie de Woronzoff attaqua Semilly et celle de Bulow Ardon. Comme il est d'usage dans un retour offensif, les Russes et les Prussiens mirent une grande vigueur dans leur attaque, pénétrèrent dans les deux faubourgs, et en expulsèrent nos soldats. Déjà même la colonne de Woronzoff, qui avait enlevé Semilly, s'avançait en masse sur la chaussée de Soissons, et son mouvement allait couper la retraite aux troupes de Mortier, lesquelles expulsées d'Ardon se trouvaient en l'air sur notre droite. A cet aspect, le maréchal Ney, se saisissant de quelques escadrons de la garde, fond sur l'infanterie russe, l'arrête court, donne à son infanterie le temps de se rallier, et la ramène sur Semilly qu'il réoccupe victorieusement. Tandis qu'il accomplit cet exploit sur notre front, à notre droite le général Belliard, remplaçant Grouchy dans le commandement de la cavalerie, se met à la tête des dragons d'Espagne (division Roussel), charge à son tour l'infanterie de Bulow, la culbute, et rouvre au corps de Mortier le chemin d'Ardon.

Après avoir plusieurs fois pris, perdu, repris ces faubourgs de Semilly et d'Ardon, situés au pied du rocher de Laon, les deux armées restèrent acharnées l'une contre l'autre autour de ces deux points. L'ennemi rentrait dans la moitié d'un faubourg, on l'en chassait, et aussitôt il y revenait. Napoléon, dévoré d'impatience, envoyait aide de camp sur aide de camp au maréchal Marmont, pour presser sa marche, car il se flattait avec raison que l'apparition de ce maréchal produirait chez les coalisés un ébranlement moral, dont on pourrait profiter pour les arracher du pied de cette hauteur à laquelle ils étaient si fortement attachés. Mais trois lieues de marécages et de coteaux boisés à traverser, au milieu d'une nuée de Cosaques, laissaient peu d'espérance de communiquer avec Marmont.

En attendant, Napoléon pensant que s'il y avait moyen de déloger Blucher du pied de ce fatal rocher de Laon, c'était en le débordant, chargea le brave Charpentier avec ses deux divisions de jeune garde, lesquelles s'étaient couvertes de gloire l'avant-veille, de filer le long des coteaux boisés qui enceignent la plaine, et d'aller enlever le village de Clacy sur notre gauche, d'où l'on pouvait partir pour tourner Laon par le faubourg de la Neuville et par la route de la Fère.

Cet ordre fut vaillamment exécuté. Le général Charpentier, longeant le pied des coteaux, et se tenant au-dessus des prairies marécageuses de la plaine, tandis que des tirailleurs jetés en avant dans les bois divisaient l'attention de l'ennemi, traversa successivement Vaucelles, Mons-en-Laonnois, et aborda enfin le village de Clacy qu'occupait une division de Woronzoff. Friant, avec une division de la vieille garde, le suivait pour l'appuyer au besoin. Charpentier se jeta sur Clacy avec une telle vigueur, qu'il y pénétra malgré la plus énergique résistance des Russes. Nos jeunes soldats, exaltés par le carnage, égor-

gèrent quelques centaines d'hommes à coups de baïonnette. On fit plusieurs centaines de prisonniers. Ce succès sur notre gauche était d'assez grande importance pour la suite de la bataille, car il nous donnait quelques chances de tourner Blucher. Il fut compensé cependant vers notre droite par la perte du faubourg d'Ardon. Bulow s'y jeta une dernière fois avec fureur. La division Porct de Morvan eut son général tué, et fut obligée de se replier. Mais au centre Ney était resté maître du faubourg de Semilly, en tête de la chaussée de Soissons. A droite, si nous avions perdu Ardon, nous avions occupé le village de Leuilly; à gauche nous étions en possession de Clacy, d'où il était possible de tourner Laon. Il y avait donc un progrès véritable accompli par la colonne principale que dirigeait Napoléon en personne, et, malgré notre infériorité numérique, on pouvait espérer encore de conquérir cette plaine de Laon, arrosée déjà de tant de sang, mais à condition qu'à notre extrême droite, c'est-à-dire sur la route de Reims, tout se passerait heureusement.

Sur cette route de Reims, en effet, Marmont avait enfin débouché de Festieux dans la plaine de Laon. Son canon s'était fait entendre à deux heures de l'après-midi, et avait rempli Napoléon d'espérance, Blucher d'anxiété.

Il s'était porté par la route de Reims, la jeune division de Padoue en tête, sur le village d'Athies, en présence des flots de la cavalerie ennemie. (Voir la carte n° 64.) Il avait successivement repoussé cette cavalerie, puis s'était approché du village même d'Athies. Les troupes d'York et de Kleist y étaient en position. Marmont, qui entendait de son côté le canon de l'Empereur, et qui sentait le besoin de faire quelque chose dans cette journée pour le seconder, crut devoir emporter Athies. Voulant en faciliter l'attaque à ses jeunes troupes, il plaça quarante bouches à feu sur son front, et canonna impitoyablement ce village. Ensuite il le fit assaillir par l'infanterie du duc de Padoue, et l'enleva. La journée tirant à sa fin, il s'arrêta, et prit position là même où s'était terminé son succès.

Jusque-là tout allait bien, et la journée, quoiqu'on n'eût accompli que la moitié de l'œuvre, promettait de bons résultats pour le lendemain, si on pouvait toutefois conjurer l'infériorité du nombre, grave difficulté, car on se battait dans la proportion d'un contre deux, avec de jeunes troupes contre les plus vieilles bandes de l'Europe. Pourtant on avait exécuté des choses si extraordinaires dans cette campagne, et notamment la veille et l'avant-veille, que si le lendemain on partait vigoureusement du point où l'on était parvenu, et que Marmont attirant à lui la principale masse de l'ennemi, Napoléon pût se lancer de Clacy sur les derrières de Laon, le triomphe était presque certain. Mais il fallait, pour qu'il en fût ainsi, bien des circonstances heureuses; il fallait d'abord réussir à se concerter à grande distance, à travers les bois, les marécages et les Cosaques, puis enfin passer la nuit, Marmont surtout, dans des positions peu sûres.

Marmont, établi en l'air au village d'Athies, au milieu de la plaine, attendait les instructions de Napoléon, et avait envoyé le colonel Fabvier pour aller les chercher à la tête de 500 hommes. Était-ce bien le cas de les attendre immobile où il était, et n'aurait-il pas dû, après avoir aperçu dans la journée des masses immenses de cavalerie, prendre pour la nuit position en arrière, vers Festieux par exemple, espèce de petit col par lequel il avait débouché dans la plaine, et où il aurait été en parfaite sécurité? Mais la crainte mal entendue d'abandonner le terrain conquis dans l'après midi, le retint, et l'empêcha d'opérer un mouvement rétrograde que la prudence conseillait. Ce qui était moins excusable encore en demeurant au milieu de flots d'ennemis, c'était de ne pas multiplier les précautions pour se garantir d'une surprise de nuit. Avec une légèreté qui était à ses qualités une partie de leur prix, Marmont s'en remit à ses lieutenants du soin de sa sûreté. Ceux-ci laissèrent leurs jeunes soldats fatigués se répandre dans les fermes environnantes, et ne songèrent pas même à protéger la batterie de quarante pièces de canon qui avait canonné Athies avec tant de succès. C'étaient de jeunes canonniers de la marine, peu habitués au service de terre, qui étaient attachés à ces pièces, et qui n'eurent pas le soin de remettre leurs canons sur l'avant-train, de manière à pouvoir les enlever promptement au premier danger. Tout le monde, chef et officiers, s'en fia ainsi à la nuit, dont on aurait dû au contraire se défier profondément.

Il n'y avait que trop de raisons, hélas! de se défier de cette nuit fatale, car Blucher, dès qu'il avait entendu le canon de Marmont, s'était persuadé que l'attaque par la route de Reims était la véritable, que celle qui avait rempli la journée sur la route de Soissons était une pure feinte, et qu'il fallait porter par conséquent sur la route

de Reims le gros de ses forces. Il avait sur-le-champ mis en mouvement Sacken et Langeron restés en réserve derrière Laon, les avait envoyés, en contournant la ville, à l'appui de Kleist et d'York, et y avait ajouté la plus grande partie de sa cavalerie qui de ce côté ne pouvait manquer d'être fort utile. La journée étant très-avancée quand ce mouvement finissait, il n'avait pas voulu néanmoins s'en tenir à des dispositions préparatoires, et avait songé à profiter de l'obscurité pour ordonner une surprise de nuit exécutée par sa cavalerie en masse.

Vers minuit, en effet, tandis que les soldats de Marmont s'y attendaient le moins, une nuée de cavaliers se précipitent sur eux en poussant des cris épouvantables. De vieux soldats, habitués aux accidents de guerre, auraient été moins surpris, et plus tôt réunis à leur poste. Mais une panique soudaine se répand dans les rangs de cette jeune infanterie, qui s'échappe à toutes jambes. Les artilleurs qui n'avaient pas disposé leurs pièces de manière à les enlever rapidement, s'enfuient sans songer à les sauver. L'ennemi lui-même au sein de l'obscurité se mêle avec nous, et fait partie de cette cohue, pendant que son artillerie attelée, galopant sur nos flancs, tire à mitraille, au risque d'atteindre les siens comme les nôtres. On marche ainsi au milieu d'un désordre indicible, sans savoir que devenir, et Marmont emporté par la foule s'en va du même pas qu'elle. Heureusement le 6ᵉ corps, qui faisait le fond des troupes de Marmont, retrouve un peu de son sang-froid, et s'arrête à ces hauteurs de Festieux, où il aurait été si facile de se procurer pour la nuit une position sûre. L'ennemi n'osant pas s'engager plus loin suspend sa poursuite, et nos soldats délivrés de sa présence finissent par se rallier, et par se remettre en ordre.

Cet accident, l'un des plus fâcheux qui soient jamais arrivés à un général, surtout à cause des conséquences dont il fut suivi, ne nous avait coûté matériellement que quelques pièces de canon, 2 ou 3 cents hommes mis hors de combat, et un millier de prisonniers, qui revinrent en partie le lendemain; mais il ruinait notre entreprise déjà si difficile et si compliquée. En apprenant dans la nuit cette déplorable échauffourée, Napoléon s'emporta contre le maréchal Marmont, mais s'emporter ne réparait rien, et il s'occupa immédiatement du parti à prendre. Renoncer à son attaque et se retirer, c'était commencer une retraite qui devait aboutir à la ruine de la France et à la sienne. Attaquer, quand la diversion confiée à Marmont n'était plus possible, quand on allait avoir devant soi les masses de l'ennemi accumulées entre Laon et la chaussée de Soissons, était bien téméraire. Tous les partis menaient presque à périr. N'écoutant que l'énergie de son âme, Napoléon voulut essayer sur Laon une tentative désespérée, pour voir si le hasard, qui est si fécond à la guerre, ne lui vaudrait pas ce que n'avaient pu lui procurer les plus savantes combinaisons.

Il allait se précipiter sur Laon lorsque Blucher le prévint. Ce dernier avait songé d'abord à jeter sur Marmont une moitié de son armée, le prenant pour notre colonne principale. Mais dans son état-major des voix nombreuses s'étaient élevées contre ce projet, et on lui avait prouvé qu'il fallait avant tout tenir tête à Napoléon devant la ville de Laon. Blucher, malade ce jour-là, et cédant plus que de coutume à l'avis de ses lieutenants, avait donc suspendu le mouvement prescrit, et s'était décidé à diriger son effort droit devant lui, sur Clacy notamment, par où Napoléon menaçait de le tourner.

Au moment où Napoléon ébranlait ses troupes pour renouveler ses attaques, trois divisions de l'infanterie de Woronzoff se portant à notre gauche, se déployèrent autour du village de Clacy avec l'intention de l'enlever. Le général Charpentier, qui avait remplacé Victor, était à Clacy avec sa division de jeune garde et celle du général Boyer, fort décimées l'une et l'autre par les derniers combats. Ney avait de son côté appuyé à gauche pour soutenir le général Charpentier, et avait disposé son artillerie un peu en arrière et à mi-côte, de manière à prendre d'écharpe les masses russes qui allaient se jeter sur Clacy. Dès neuf heures du matin une lutte opiniâtre recommença autour de cet infortuné village, dont la position, heureusement pour nous, était légèrement dominante. Le général Charpentier, qui dans ces journées montra autant d'énergie que d'habileté, laissa l'infanterie russe s'avancer à petite portée de fusil, et puis l'accueillit avec un feu de mousqueterie épouvantable. Les officiers et sous-officiers se prodiguaient pour suppléer au défaut d'instruction de leurs jeunes soldats, dans lesquels ils trouvaient du reste un dévouement sans bornes. La première division russe essuya un feu si meurtrier, qu'elle fut renversée au pied de la position, et immédiatement remplacée par une autre qui ne fut pas mieux traitée. Les troupes assaillantes

recevaient, outre le feu de Clacy, celui de l'artillerie du maréchal Ney, laquelle, très-avantageusement placée, comme nous venons de le dire, exerçait d'affreux ravages. A la vérité, quelques-uns des projectiles de cette artillerie atteignaient nos soldats à Clacy, mais dans l'ardeur dont on était animé, on ne songeait avant tout qu'à arrêter l'ennemi et à le détruire, n'importe à quel prix.

La même attaque, renouvelée cinq fois par les Russes, échoua cinq fois devant l'héroïsme du général Charpentier et de ses soldats. Les Russes rebutés se replièrent alors sur Laon. Napoléon, reprenant un peu d'espérance, et se flattant d'avoir peut-être fatigué la ténacité de Blucher, porta les deux divisions de Ney (Meunier et Curial) droit sur Laon, par le faubourg de Semilly que nous n'avions pas cessé d'occuper. Nos jeunes soldats, lancés par Ney sur la hauteur, renversèrent tout devant eux, gravirent l'une des faces du pic triangulaire de Laon, et, profitant de la forme du terrain, creuse et rentrante en cet endroit, parvinrent jusqu'aux murailles de la ville. Mais la solide infanterie de Bulow les arrêta au pied du rempart, puis les criblant de mitraille, les força de redescendre de cette hauteur fatale, devant laquelle devait échouer la fortune de nos armes. Napoléon, cependant, qui ne renonçait pas encore à arracher Blucher de ce poste, envoya fort loin sur notre gauche Drouot à la tête d'un détachement, pour voir s'il ne serait pas possible de se porter sur la route de la Fère, et d'inquiéter assez l'ennemi pour lui faire lâcher prise.

Drouot après une hardie reconnaissance, ayant déclaré avec une sincérité qu'on ne mettait jamais en doute, l'impossibilité de cette dernière tentative, Napoléon se résigna enfin à considérer Blucher comme inexpugnable. Depuis quarante-huit heures ils l'étaient l'un pour l'autre, et Blucher avait été aussi impuissant contre les villages de Clacy et de Semilly, que Napoléon contre la hauteur de Laon. Mais Napoléon ne pouvait pas être inexpugnable vingt-quatre heures de plus, si Blucher, revenant au projet de marcher en masse par la route de Laon à Reims, refoulait Marmont sur Berry-au-Bac et passait l'Aisne sur notre droite. Il n'y avait donc pas moyen de demeurer où l'on était, et il fallait rebrousser chemin pour se replier sur Soissons. Quelque douloureuse que fût cette résolution, comme elle était indispensable, Napoléon la prit sans hésiter, et le lendemain, 11 mars au matin, il repassa le défilé de Chivy et d'Étouvelles, pour se reporter sur Soissons, tandis que Marmont, établi au pont de Berry-au-Bac, défendait l'Aisne au-dessus de lui. L'ennemi se garda bien de suivre ce lion irrité, dont les retours faisaient trembler même un adversaire victorieux. Napoléon put donc regagner Soissons sans être inquiété.

Ces trois terribles journées du 7 à Craonne, du 9 et du 10 à Laon, avaient coûté à Napoléon environ 12 mille hommes, et si elles en avaient coûté 15 mille à l'ennemi, c'était une médiocre consolation, parce qu'il lui restait près de 90 mille combattants, et que nous n'en avions guère plus de 40 mille, même avec la petite division du duc de Padoue qui était venue renforcer le maréchal Marmont. Le pis de tout cela, c'étaient non la perte numérique mais la perte morale, et les conséquences militaires des dernières opérations. Négliger un moment Schwarzenberg pour aller de nouveau battre Blucher, et revenir ensuite sur Schwarzenberg, soit qu'on tombât directement sur celui-ci, soit qu'on recueillît auparavant les garnisons, était la dernière combinaison que Napoléon avait imaginée, et qui devait, si la fortune ne le trahissait pas, le conduire à expulser les ennemis du territoire. Mais n'ayant pas battu Blucher, bien qu'il l'eût rudement traité, il allait être suivi par cet infatigable adversaire en se rejetant sur Schwarzenberg, et il était exposé à les voir se réunir tous deux pour l'accabler. Le danger était évident et très-difficile à conjurer.

Napoléon rentra donc fort triste dans Soissons, mais moins triste que l'armée qui comprenait bien la situation et commençait à craindre que tant d'efforts ne fussent impuissants pour sauver la France. Mais l'inflexible génie de Napoléon, éclairé par sa grande expérience, laquelle lui montrait que les chances de la guerre sont inépuisables, et qu'il n'y a jamais à désespérer pourvu qu'on persévère, l'inflexible génie de Napoléon n'était point abattu. Il comptait encore sur de faux mouvements de l'ennemi, et se flattait qu'une faute du présomptueux Blucher, peut-être du prudent Schwarzenberg lui-même, lui rendrait bientôt sa fortune perdue. Il n'avait pas cessé, au surplus, d'être placé entre ses deux adversaires, et en mesure par conséquent d'empêcher leur jonction; il avait encore à Paris quelques ressources, et, s'il livrait cette capitale à elle-même, pour se porter vers les places, il en devait trouver là de bien plus considérables,

avec lesquelles il pourrait peut-être changer la face des choses. Il conserva donc une fermeté dont peu d'hommes de guerre ont donné l'exemple, et peut-être aucun, car jamais mortel n'était descendu d'une position si haute dans une situation si affreuse. Il avait en effet soulevé le monde contre sa personne, et en avait complétement détaché la France ! Il lui restait, à la vérité, un corps d'admirables officiers, formés à son école, remplis d'un saint désespoir qu'ils communiquaient à l'héroïque jeunesse de France, ramassée en marchant pour la faire tuer avec eux; il lui restait son inépuisable génie, l'orgueil de sa grande fortune, et il n'était pas troublé, sans doute aussi parce que, même dans sa chute, il entrevoyait une gloire ineffaçable. Rentré dans Soissons que l'ennemi n'avait pas osé garder, il attendait, l'œil fixé sur ses adversaires, lequel d'entre eux commettrait la faute dont il espérait profiter. Il y était depuis vingt-quatre heures, occupé à donner du pain, des souliers, quelque repos, et une organisation un peu meilleure à ses jeunes soldats, lorsqu'un des nombreux ennemis attachés à sa suite vint se placer à portée de ses coups. C'était le général de Saint-Priest qui amenait un nouveau détachement tiré du blocus des places, où il avait été remplacé par des milices allemandes. Il était venu des Ardennes sur Reims, et avait expulsé de cette ville le détachement de Corbineau. C'étaient 15 mille soldats russes ou prussiens, commandés par un excellent officier, Français malheureusement, que la haine du régime de 1793 avait conduit jadis en Russie, et qui n'avait pas su en revenir lorsque ce régime avait cessé d'ensanglanter la France. Ce n'était pas là une proie assez importante pour dédommager Napoléon de ses derniers échecs, mais en se jetant sur elle il pouvait faire sentir encore le danger de son voisinage, et rendre ses adversaires plus circonspects. En attendant une meilleure fortune, celle-là n'était point à dédaigner.

Tandis que Blucher était arrêté au bord de l'Aisne, par la position que Marmont avait prise à Berry-au-Bac, Napoléon fit ses dispositions pour courir de Soissons à Reims, et accabler le corps de Saint-Priest. Le 12 au soir il prescrivit à Marmont de laisser à Berry-au-Bac les forces indispensables, de se porter sur Reims avec le reste, tandis que lui s'y rendrait par la route de Fismes. Ils devaient, le lendemain 13 au matin, opérer leur jonction à une lieue de Reims. Le plus grand secret fut ordonné et observé.

Le 12 mars, dans la nuit, Napoléon après avoir fait mettre à Soissons trente bouches à feu en batterie, derrière des sacs à terre et des tonneaux, après avoir détruit tous les obstacles qui nuisaient à la défense, après avoir laissé pour garnison quelques fragments de bataillons et un bon commandant, partit pour Reims avec la demi-satisfaction que devait lui inspirer le succès vers lequel il marchait. Dès la pointe du jour, il rencontra le corps de Marmont et le maréchal lui-même, auquel il adressa quelques reproches, moins sévères toutefois qu'il n'aurait eu le droit de les faire, et poussa sur Reims les 30 mille hommes qu'il avait réunis pour ce coup de main.

En route, on trouva sur la droite, au village de Rosnay, deux bataillons prussiens qui faisaient la soupe. (Voir la carte n° 64.) On troubla leur repas en les prenant tous, malgré une certaine résistance de leur part, puis on arriva en face de Reims. Napoléon, qui aurait voulu enlever le corps de Saint-Priest tout entier, songeait à faire passer la Vesle à ses troupes à cheval, et à les porter au delà de Reims pour couper la retraite à l'imprudent ennemi tombé dans ses filets. (Voir la carte n° 62.) Mais les alliés avaient détruit le pont qu'il eût été trop long de rétablir, et il fallut se borner à culbuter sur Reims les troupes de Saint-Priest qui en étaient sorties pour défendre les hauteurs. On les aborda avec la plus grande vigueur, et après un combat fort court on les rejeta des hauteurs sur la ville. Alors l'Empereur lança sur elles les régiments des gardes d'honneur. Le général Philippe de Ségur, qui commandait l'un de ces régiments, tourna l'extrême gauche de l'ennemi, culbuta sa cavalerie, et enleva onze pièces de canon. L'infanterie russe prise à revers par ce mouvement se précipita sur Reims. Elle voulut défendre les portes de la ville, mais on enfonça ces portes à coups de canon, puis on entra pêle-mêle avec elle, et on ramassa 4 mille prisonniers. Ce rapide coup de main, qui nous avait à peine coûté quelques centaines d'hommes, en fit perdre environ 6 mille au corps de Saint-Priest, qui fut pour le moment rejeté assez loin. M. de Saint-Priest lui-même y perdit la vie.

Ce succès, sans rendre à Napoléon l'ascendant qu'il avait après Montmirail, avait l'avantage de procurer quelques consolations à son armée, et de contenir l'ennemi, qui sentait la nécessité de réfléchir à ses moindres mouvements en face d'un tel adversaire. Il s'arrêta à Reims, pour voir

ce qu'allaient lui conseiller les événements.

La situation avait en effet bien changé, militairement et politiquement, pendant les dix ou douze jours qu'il venait d'employer à se mesurer avec Blucher. En quittant Troyes il avait laissé le maréchal Oudinot, le général Gérard, le maréchal Macdonald, à la poursuite du prince de Schwarzenberg, avec ordre de pousser celui-ci jusqu'au delà de l'Aube, pendant qu'on feignait de négocier un armistice à Lusigny. Il avait en même temps ordonné à ses lieutenants, qui comptaient trente et quelques mille hommes à eux trois, de faire crier *Vive l'Empereur!* aux avant-postes, afin de persuader à l'ennemi qu'il n'était pas parti. Mais une telle illusion n'avait pas duré vingt-quatre heures. La manière dont s'était exécutée la poursuite après son départ avait été suffisante pour montrer qu'il n'y était plus, et le prince de Schwarzenberg, qui avait promis de reprendre l'offensive aussitôt que Napoléon se détournerait de lui pour se jeter sur Blucher, avait tenu parole dès le 27 février au matin. Voulant ramener sur l'Aube les troupes françaises qui avaient franchi cette rivière à sa suite, il avait dirigé le maréchal de Wrède vers Bar-sur-Aube, et le prince de Wittgenstein vers le pont de Dolancourt. (Voir la carte n° 62.) Il avait gardé sous la main Giulay et les réserves autrichiennes.

Le maréchal Oudinot et le général Gérard étaient en position sur l'Aube, le maréchal Macdonald sur la Seine. Les deux premiers, particulièrement menacés, ayant aperçu le 27 au matin le retour offensif de l'ennemi, s'étaient portés, le général Gérard à Bar-sur-Aube, et le maréchal Oudinot à Dolancourt, pour disputer sur ces deux points le passage de l'Aube. Le maréchal Oudinot jugeant mauvaise la position de Dolancourt, car elle était dominée de toute part, pensant de plus qu'un mouvement rétrograde décèlerait trop le départ de Napoléon, avait imaginé de se tenir en avant de l'Aube, et de défendre à outrance les hauteurs d'Arsonval et d'Arrentières. Laissant la division des gardes nationales Pacthod pour couvrir le pont de Dolancourt, il avait porté sur la hauteur au delà les deux brigades de la division Leval, et la brigade qui restait de la division Boyer. Ces trois brigades tirées d'Espagne, appuyées par les dragons venus également d'Espagne, et comprenant 7 mille fantassins et 2 mille chevaux, avec tout au plus trente bouches à feu amenées du fond de la vallée de l'Aube, avaient eu grand'peine à se soutenir en présence des cent bouches à feu de l'ennemi. Les brigades Montfort et Chassé, mitraillées d'abord, puis assaillies par les cuirassiers autrichiens, avaient tenu ferme, et repoussé toutes les attaques, tandis que le comte de Valmy, passant l'Aube à gué, venait à leur secours. Ces deux brigades d'infanterie, complétement enveloppées sans en être émues, secourues tour à tour par la brigade Pinoteau, et par les dragons d'Espagne qui avaient chargé au galop la formidable artillerie des Autrichiens et tué les canonniers sur les pièces, avaient conservé leur champ de bataille toute une journée. Enfin vers la nuit, voyant fondre sur elles le reste de la grande armée de Bohême, elles avaient quitté les hauteurs, regagné le bord de la rivière, et opéré leur retraite dans le meilleur ordre. Ce combat admirable de 8 à 9 mille hommes contre 30 mille d'abord, puis contre 40 mille, avait coûté à l'ennemi 3 mille hommes, et à nous 2 mille. Si Napoléon n'avait eu que de pareils soldats, le résultat de cette grande lutte eût été certainement différent.

Tandis qu'Oudinot avec les troupes d'Espagne défendait si bien les hauteurs en avant de Dolancourt, le général Gérard de son côté avait arrêté les Bavarois devant Bar-sur-Aube, et leur avait tué beaucoup d'hommes tout en perdant lui-même très-peu de monde, grâce aux barricades dont il s'était couvert. Macdonald, entendant la canonnade, avait couru de la Seine à l'Aube, pour coopérer à la défense des postes attaqués.

Bien que ce rude combat, dans lequel le prince de Wittgenstein avait été blessé grièvement et le prince de Schwarzenberg légèrement, fût de nature à rendre l'armée de Bohême plus prudente encore que de coutume, pourtant il était facile de reconnaître au nombre de troupes déployées que ce n'était là qu'un rideau, et que Napoléon était ailleurs. Si le prince de Schwarzenberg avait pu conserver encore un seul doute à cet égard, il l'aurait perdu en voyant devant lui tout au plus 8 à 9 mille hommes. Dès lors ses projets de retraite sur Chaumont avaient dû être abandonnés, et soit qu'il fût aiguillonné par le blâme des alliés, soit qu'il fût jaloux de tenir la parole donnée à l'armée de Silésie, il avait résolu de se reporter en avant, et de reprendre la position de Troyes au moins, pendant que Blucher continuait à courir les hasards d'une marche isolée. Le 28 donc il s'était remis en mouvement, et les trois généraux français, ju-

geant avec raison que l'Aube n'était pas tenable, que la position de Troyes elle-même pouvait être tournée de tout côté, s'étaient repliés sur la Seine entre Nogent et Montereau, livrant à chaque pas de vigoureux combats d'arrière-garde. Le prince de Schwarzenberg les avait suivis, avait réoccupé Troyes, et bordé la Seine de Nogent à Montereau. Il avait pris la ferme résolution, Blucher avançant sur Paris, de ne pas le laisser avancer seul.

Militairement la situation s'était donc fort gâtée pendant les dix ou douze jours employés par Napoléon à combattre Blucher. Politiquement, elle était singulièrement empirée.

Les conférences de Lusigny avaient été définitivement abandonnées, le prince de Schwarzenberg n'en ayant plus besoin pour se débarrasser de la poursuite de Napoléon, et Napoléon s'obstinant à cacher une question de frontières sous une question d'armistice. En entrant à Troyes, le prince avait congédié les commissaires qui avaient essayé un instant d'arrêter l'effusion du sang par une suspension d'armes. Du reste, il l'avait fait avec regret, et contraint uniquement par l'esprit qui régnait dans la coalition.

A Châtillon également on était à la veille de rompre. Nous avons dit qu'en faisant signer à Chaumont le traité du 1er mars, lord Castlereagh avait obtenu qu'on fixât un délai fatal, après lequel on cesserait d'attendre le contre-projet demandé à M. de Caulaincourt. Le délai fixé était celui du 10 mars, et on avait déclaré à M. de Caulaincourt qu'après le 10 mars le congrès serait dissous, et toute négociation remise jusqu'à la destruction des uns ou des autres. Le prince Esterhazy, envoyé secrètement par M. de Metternich à M. de Caulaincourt, lui avait renouvelé le conseil de traiter, de traiter à tout prix, car ce moment passé on ne voudrait plus négocier avec Napoléon, et on viserait à lui ôter non-seulement le Rhin, mais le trône. M. de Caulaincourt avait mandé ces détails au quartier général, en suppliant l'Empereur de lui permettre de se désister en quelques points des bases de Francfort, car, s'il persistait dans ses résolutions, la négociation serait rompue à l'instant, et après sa grandeur, son existence même serait mise en question.

Ce qu'écrivait M. de Caulaincourt, d'après les avis enveloppés, mais sincères, du prince Esterhazy, était rigoureusement exact. A l'impatience d'entrer à Paris qu'éprouvait Alexandre, à la haine furieuse qui animait les Prussiens, étaient venues s'ajouter les excitations du parti royaliste. M. de Vitrolles expédié, comme on l'a vu, avec une commission avouée de M. de Dalberg, mais non avouée de M. de Talleyrand, avait réussi, après beaucoup de traverses, à gagner le quartier général des alliés, et à s'y faire admettre, en se servant des signes de reconnaissance dont il était porteur pour M. de Stadion. Quoiqu'il fût tout à fait inconnu des ministres de la coalition, ils avaient fini par prendre confiance en lui, en écoutant son langage sincère et passionné, en écoutant surtout l'énumération des noms considérables dont il s'autorisait. C'était le premier message sérieux que recevaient les souverains alliés, et il produisait chez eux, outre beaucoup de satisfaction, un redoublement de courage, car l'espérance de trouver dans Paris même un parti qui leur en ouvrirait les portes, et une fois entrés les aiderait à constituer un gouvernement avec lequel ils pourraient traiter, cette espérance, d'abord très-vive quand ils avaient passé le Rhin, très-affaiblie depuis en voyant si peu de manifestations royalistes éclater autour d'eux, se réveillait maintenant, et augmentait fort leur résolution de marcher en avant. Ils avaient longuement questionné M. de Vitrolles sur l'intérieur de Paris, s'étaient plaints de n'en rien savoir, et lui avaient répété le thème en usage, que, n'étant pas venus pour ou contre la cause d'une dynastie, ils ne songeraient à écarter Napoléon du trône que si la France en manifestait le vœu formel, qu'alors ils seraient heureux de contribuer à la délivrer du joug qui pesait sur elle et sur l'Europe. A cela M. de Vitrolles, s'appuyant des noms de MM. de Talleyrand et de Dalberg, fort appréciés au camp des alliés, et beaucoup plus que les noms les plus qualifiés parmi les royalistes, avait répondu que la France, tremblante sous la tyrannie impériale, n'osait pas manifester ses véritables sentiments; que sachant d'ailleurs les cours de l'Europe occupées à négocier à Châtillon avec Napoléon, elle était encore moins disposée à lever contre lui l'étendard de la révolte, étendard que les souverains armés n'osaient pas lever eux-mêmes, mais que si on rompait définitivement avec lui, les monarques alliés verraient éclater autour d'eux un élan unanime en faveur de la maison de Bourbon. Il était malheureusement vrai que l'aversion de la France pour le despotisme et pour la guerre affaiblissait en elle l'horreur de l'étranger, et que, bien qu'elle eût

complétement oublié les Bourbons, elle accepterait volontiers tout gouvernement, quel qu'il fût, qui la débarrasserait de souffrances devenues insupportables. Cette vérité, sans doute exagérée par l'envoyé de MM. de Talleyrand et de Dalberg, avait fait naturellement impression sur les ministres et les souverains réunis à Troyes, et ils avaient répondu à M. de Vitrolles qu'on était obligé de continuer jusqu'au terme convenu les conférences de Châtillon; que si Napoléon acceptait les frontières de 1790, on traiterait avec lui; que dans le cas contraire, on romprait, et on entendrait alors tout ce qui pourrait être dit en faveur d'un autre gouvernement que le sien, pourvu que ce gouvernement convînt à la France et présentât des chances de durée. Mais les partisans de la guerre à outrance, quoiqu'ils n'eussent pas besoin d'être excités, en apprenant ces communications, avaient senti redoubler leur désir de rompre à Châtillon, et de marcher sur Paris. C'était là le motif des avis réitérés et secrets que l'Autriche faisait parvenir à M. de Caulaincourt. Quelques moments encore et tout allait donc changer de face[1] !

A Paris la situation prenait également un aspect des plus menaçants. Napoléon avait, comme on l'a vu, envoyé à la régente Marie-Louise le traité proposé par les plénipotentiaires à Châtillon, et s'était flatté que ce traité déshonorant révolterait quiconque sentait couler du sang dans ses veines. Un conseil en effet, réuni le 4 mars en présence de Marie-Louise et de Joseph, avait reçu communication de toutes les pièces de la négociation. Napoléon, qui avait tant altéré la vérité à l'égard des négociations de Prague, et même de celles de Francfort, s'était décidé cette fois à la dire tout entière, parce qu'il espérait qu'elle soulèverait les cœurs ! Hélas! elle n'avait fait que les consterner, énervés qu'ils étaient par un long despotisme ! On comptait, parmi les hommes composant ce conseil, de bons citoyens, d'honnêtes gens, mais ils avaient autant peur de déplaire à Napoléon, en conseillant la paix immédiate, qu'au public, en conseillant la continuation de la guerre. Ils n'avaient donc reçu qu'avec une sorte de crainte l'invitation de délibérer sur ce grave sujet. Dans ce conseil auquel assistaient, outre l'Impératrice et Joseph, les grands dignitaires, les ministres, et quelques présidents du Conseil d'État, on avait, après la lecture des pièces, gardé un long silence de surprise et d'effroi. Puis Joseph qui présidait, forçant chacun par une interpellation directe à rompre ce silence, les vingt membres présents avaient balbutié leur avis en un langage embarrassé, et avec la brièveté non pas de l'énergie mais de la faiblesse. Le traité proposé, suivant ces divers opinants, était désolant; selon même quelques-uns qui avaient appelé les choses par leur nom, il était une véritable capitulation. Il fallait espérer, disaient-ils, que le génie de l'Empereur, qui avait opéré tant de prodiges, accomplirait encore celui de repousser l'ennemi une dernière fois, et de lui arracher des conditions plus acceptables. Toutefois on ne connaissait pas la situation, Napoléon seul la connaissait, seul pouvait la juger, et émettre un avis éclairé (ce qui était bien vrai, grâce à la forme du gouvernement) ; mais si pourtant la situation était aussi désespérée qu'on le disait, et qu'elle paraissait l'être, à juger des choses d'après les apparences, ne conviendrait-il pas mieux de traiter sur le pied des anciennes frontières, que de laisser entrer l'étranger dans Paris? On ne pouvait se le dissimuler, si l'étranger pénétrait dans la capitale, il ne respecterait pas la dynastie glorieuse sous laquelle on avait le bonheur de vivre ; il tenterait un bouleversement intérieur, et c'était là une calamité qu'il fallait écarter à tout prix. Sans doute c'était une perte sensible que celle de la Belgique, mais il valait mieux perdre la Belgique que la France, et surtout que le trône. D'ailleurs la France, après tout, telle qu'elle avait été sous Louis XIV, ayant son empereur à sa tête, serait toujours grande, car sa grandeur ne dépendait pas d'une ou deux provinces. Napoléon avait assez déployé le génie de la guerre, il serait bien à désirer qu'il eût le temps de déployer aussi le génie de la paix, et qu'il pût procurer au pays autant de félicité qu'il lui avait procuré de gloire. Alors, bientôt remise de son épuisement, la France trouverait l'occasion de recouvrer ce que la violence de l'étranger lui enlevait aujourd'hui. Mais en tout cas, répétaient ces hommes asservis qui souhaitaient ardemment la paix sans même oser le dire, en tout cas, si

[1] Le principal personnage employé dans ces négociations, M. de Vitrolles a raconté dans des mémoires spirituels, et encore inédits, sa mission au camp des alliés. J'en ai dû la communication à l'obligeance du dépositaire. Je suis donc certain d'être exact dans le récit que je viens de faire, et d'autant plus que j'ai pu confronter le témoignage de M. de Vitrolles avec celui de quelques-uns des principaux personnages du temps, et que c'est de leurs témoignages comparés que j'ai composé cette narration.

Sa Majesté Impériale, qui seule avait le secret des affaires, qui seule pouvait prononcer en connaissance de cause, inclinait à accepter les anciennes frontières plutôt que de courir de nouveaux hasards, le Conseil était d'avis que l'honneur de l'Empereur le permettait, car son honneur véritable c'était l'intérêt de la France, et l'intérêt de la France c'était la paix immédiate. —

Certes l'intérêt de la France c'était la paix, mais c'était son intérêt un an, deux ans, six ans plus tôt, et c'est alors qu'il aurait fallu le dire. Aujourd'hui, à continuer la guerre, il n'y avait de danger que pour la dynastie, car assurément on ne ferait la France sous les Bourbons ni plus petite, ni plus dénuée d'influence que ne le voulaient les plénipotentiaires de Châtillon; il est même certain que, dans le soin qu'on apportait à l'affaiblir, la crainte de Napoléon entrait pour beaucoup, et qu'avec les Bourbons on chercherait infiniment moins à réduire sa puissance naturelle et séculaire. Les choses en étant à ce point, il n'y avait pas grand péril à risquer encore quelques batailles, pour amener peut-être une transaction entre les anciennes et les nouvelles frontières, pour avoir Mayence en sacrifiant Anvers. Un seul homme, il faut le nommer, M. de Cessac, vota pour qu'on ne souscrivît pas aux propositions de Châtillon. Du reste, même dans ce moment suprême, ce fut de la part des membres du Conseil de régence un concours de soumission inouï. Les plus hardis énonçaient d'un ton un peu plus rogue les mêmes bassesses. — La paix, la guerre, comme l'Empereur voudra!... — Tel était leur unique avis, en laissant voir cependant que si par hasard l'Empereur préférait la paix, c'était bien là ce qu'ils désiraient tous[1].

Napoléon avait toujours manifesté un extrême dédain pour les réunions nombreuses où l'on devait traiter de guerre ou de politique, parce qu'en effet il y avait trouvé les hommes tels que les fait le despotisme, la plupart ayant peu d'opinion, quelques-uns seulement capables de s'en faire une, et parmi ces derniers les uns cherchant la pensée du maître pour y conformer la leur, les autres contredisant par mauvais caractère ou par mécontentement. Ce Conseil, si Napoléon avait pu y assister, aurait bien justifié son sentiment, et révélé les conséquences du régime sous lequel il avait fait succomber la France, et sous lequel il allait succomber lui-même. Au surplus il eût été fort déçu, car c'était une explosion d'indignation patriotique qu'il avait voulu provoquer, et on lui envoyait au contraire une humble et tremblante supplication pour la paix, écrite entre deux peurs : peur de lui; peur de l'ennemi.

Mais l'humilité qu'on avait montrée devant son épouse, devant son frère et son fidèle archichancelier Cambacérès, on la dépouillait hors de la présence de ces témoins redoutés, et on tenait partout ailleurs un langage bien différent. De la soumission on passait brusquement à une véritable fureur contre son entêtement. — *Cet homme est fou !* était le propos qu'on entendait dans toutes les bouches. — Il nous fera tous tuer, disaient des gens qui n'avaient jamais paru sur un champ de bataille. Parmi les hommes particulièrement attachés à Joseph, et en général c'étaient des employés militaires ou civils qui étaient allés chercher à Madrid la faveur qu'ils ne trouvaient point à Paris, on commençait à insinuer qu'il fallait remettre dans les mains de Joseph le pouvoir de sauver la France. Ces amis de Joseph, fort maltraités par Napoléon qui les accusait d'être la cause de nos malheurs en Espagne, lui payaient ses mauvais traitements en mauvais propos, et disaient qu'il fallait proclamer une régence, en donner la présidence à Joseph, avec lequel l'Europe traiterait plus volontiers qu'avec Napoléon. Ils prétendaient que ce serait une manière adroite de dégager l'orgueil des souverains coalisés, comme celui de Napoléon lui-même, et de tirer la France des mains d'un génie qui n'était propre qu'à la guerre, pour la remettre dans les mains d'un génie essentiellement propre à la paix. C'était vouloir tout simplement faire abdiquer Napoléon au profit de Joseph. Aussi n'étaient-ce que les plus téméraires, c'est-à-dire les plus mécontents, qui osaient tenir ce langage. Ceux qui se bornaient à vouloir mettre un terme prochain à la guerre, sans songer à porter la main sur le trône, se contentaient de dire qu'il faudrait, en réponse à l'espèce de consultation provoquée par Napoléon, lui envoyer une adresse dans laquelle on lui demanderait la paix en termes formels.

Les choses furent poussées au point que Joseph, entrant dans la pensée de ceux qui voulaient faciliter la paix à son frère au moyen d'une manifestation pacifique, imagina de consulter M. Meneval, dont la fidélité était inaltérable, et le chargea d'écrire au quartier général, pour

[1] Le procès-verbal de ce conseil existe avec l'avis de chacun, et si jamais il est publié on verra que nous n'exagérons rien.

savoir si une démarche dans le sens de la paix conviendrait à Napoléon, et dans quelle forme il désirerait qu'elle fût faite. M. Meneval déclara qu'il informerait avant tout l'Empereur de ce qui se passait, et qu'il écouterait ensuite les paroles qu'il aurait permission d'entendre. En conséquence il écrivit sur-le-champ à Napoléon avec la réserve délicate qu'il savait allier à une parfaite franchise.

Napoléon en arrivant à Reims trouva la lettre de M. Meneval, et plusieurs autres qui donnaient l'idée de cet état de choses. Grâce à sa prodigieuse sagacité, que la défiance aiguisait sans la troubler, il devina tout, et peut-être dans le premier moment s'exagéra-t-il un peu ce qu'il avait deviné. Il fut surtout très-mécontent de ce que le duc de Rovigo, ne voulant compromettre personne, et n'attachant pas grande importance aux propos tenus autour de Joseph, ne lui avait rien mandé de ce qui se passait. Avec cette promptitude et ce défaut de ménagements qui caractérisaient trop souvent sa manière d'agir, il adressa au duc de Rovigo la lettre suivante, qui ne révélerait qu'un triste despotisme, et ne mériterait pas d'être citée, si en même temps elle ne faisait ressortir une inflexibilité de caractère bien extraordinaire en de telles circonstances.

« *Au ministre de la police.*

« Reims, le 14 mars 1814.

« Vous ne m'apprenez rien de ce qui se fait à « Paris. Il y est question d'adresse, de régence, « et de mille intrigues aussi plates qu'absurdes, « et qui peuvent tout au plus être conçues par « un imbécile comme Miot. Tous ces gens-là ne « savent point que je tranche le nœud gordien « à la manière d'Alexandre. Qu'ils sachent bien « que je suis aujourd'hui le même homme que « j'étais à Wagram et à Austerlitz; que je ne « veux dans l'État aucune intrigue; qu'il n'y a « point d'autre autorité que la mienne, et qu'en « cas d'événements pressés c'est la Régente qui « a exclusivement ma confiance. Le roi (Joseph) « est faible, il se laisse aller à des intrigues qui « pourraient être funestes à l'État, et surtout à « lui et à ses conseils, s'il ne rentre pas bien « promptement dans le droit chemin. Je suis « mécontent d'apprendre tout cela par un autre « canal que par le vôtre... Sachez que si l'on « avait fait faire une adresse contraire à l'autorité, j'aurais fait arrêter le roi, mes ministres « et ceux qui l'auraient signée. — On gâte la « garde nationale, on gâte Paris parce qu'on est « faible et qu'on ne connait point le pays. Je ne « veux point de tribuns du peuple. Qu'on n'oublie pas que c'est moi qui suis le grand tribun : « le peuple alors fera toujours ce qui convient à « ses véritables intérêts, qui sont l'objet de toutes « mes pensées. »

Après cette fâcheuse expérience des hommes qui l'entouraient, Napoléon se chargea seul de la réponse à faire aux plénipotentiaires de Châtillon. Il avait déjà ordonné à M. de Caulaincourt d'user de tous les moyens pour alimenter la négociation et en empêcher la rupture, sans concéder néanmoins les bases proposées. Il s'agissait toujours du contre-projet exigé dans un délai fatal, et que Napoléon, sans s'y refuser absolument, éprouvait une extrême répugnance à présenter. Il renouvela ses instructions, en termes cette fois aussi sages qu'honorables. — Demandez, écrivit-il à M. de Caulaincourt, si les préliminaires proposés, et auxquels on veut que vous opposiez un contre-projet, sont le dernier mot des alliés. S'il en est ainsi, vous romprez immédiatement, quoi qu'il puisse en arriver, et nous dirons à la France ce qu'on a voulu nous faire subir. Si au contraire, comme c'est probable, on vous répond que ce n'est pas le dernier mot, vous répliquerez que, nous aussi, en nous reportant sans cesse aux bases de Francfort, nous n'avons pas dit notre dernier mot, mais qu'on ne peut pas exiger que nous offrions nous-mêmes dans un contre-projet les sacrifices qu'on prétend nous arracher. Car, ajouta-t-il, si on veut *nous donner les étrivières, c'est bien le moins qu'on ne nous oblige pas à nous les donner nous-mêmes.*

Napoléon voulait que M. de Caulaincourt, établissant une discussion de détail, pût s'assurer par lui-même de ce qu'il fallait nécessairement sacrifier, et de ce qu'il était possible de défendre encore, car l'inconvénient d'un contre-projet, c'était, dans l'ignorance où nous étions des intentions définitives des alliés sur chaque point, de céder ce qu'on pourrait peut-être retenir. Il autorisa donc M. de Caulaincourt à abandonner d'abord le Brabant hollandais, c'est à-dire cette partie de la Hollande qu'il avait en 1810 ôtée à son frère Louis. C'était une bien faible concession, car la frontière reportée du Wahal à la Meuse était toujours ce qu'on appelait la frontière naturelle, ou *bases de Francfort*,

et nous conservait l'Escaut et Anvers. Napoléon autorisa en outre son plénipotentiaire à renoncer aux diverses parcelles de territoire que nous possédions sur la rive droite du Rhin, comme annexes de la rive gauche, telles que Wesel, Cassel et Kehl. Dès lors, en gardant la rive gauche, nous abandonnions les ponts qui nous assuraient le débouché sur la rive droite. Napoléon consentit encore à démolir les ouvrages de Mayence, et à faire de cette place une simple ville de commerce. Il se résigna à céder toutes les possessions de la France au delà des Alpes, et tous les États de ses frères soit en Allemagne, soit en Italie, sans en demander d'autre compensation qu'une dotation pour le prince Eugène. Le sacrifice de l'Espagne était fait depuis longtemps : Napoléon le renouvela formellement, et quant à nos colonies, il autorisa M. de Caulaincourt à déclarer que nous rendre quelques comptoirs de l'Inde (ceux que nous avons encore aujourd'hui) sans les îles de France et de la Réunion, que nous rendre la Guadeloupe sans les Saintes, la Martinique sans nos autres Antilles, c'était si peu, qu'on y renonçait pour des possessions continentales. La France, devait-il dire, préférait le commerce libre avec les colonies de toutes les nations, déjà devenues indépendantes ou près de le devenir, à quelques possessions dans le nouveau monde, aussi misérables que difficiles à défendre. M. de Caulaincourt, s'il ne pouvait pas obtenir la discussion sur chaque point, devait remettre un contre-projet sur ces bases, et attendre la réponse, quelle qu'elle fût.

Ces instructions déjà envoyées de Craonne, et renouvelées à Reims en y ajoutant un peu plus de latitude, mais sans aller au delà de ce que nous venons de rapporter, n'étaient que la reproduction des bases de Francfort, et ne pouvaient pas prolonger la négociation au delà de quelques jours. M. de Caulaincourt en les recevant fut fort affligé, car s'il aimait son pays comme un bon citoyen, il aimait aussi la dynastie, et il aurait voulu la sauver, Napoléon dût-il y perdre quelque chose de sa gloire personnelle, ce qu'il regardait comme une punition inévitable et méritée de ses fautes. Mais, lié par des ordres absolus, ayant épuisé tous les prétextes dont il pouvait se servir pour reculer de quelques jours le terme fatal du 10 mars, il fut enfin obligé de s'expliquer. Il le fit donc, mais lorsque, dans une note développée qu'il essaya de lire aux plénipotentiaires, il entreprit de discuter les préliminaires présentés le 17 février, et de prouver qu'ils étaient la violation d'un engagement positif, puisque les bases de Francfort proposées formellement avaient été acceptées de même, que les frontières auxquelles on voulait réduire la France lui ôtaient la puissance relative qu'elle devait conserver dans l'intérêt de l'équilibre européen, que la possession de la rive gauche du Rhin n'était pour elle que la compensation à peine suffisante du partage de la Pologne, de la sécularisation des États ecclésiastiques, de la destruction de la république de Venise, des conquêtes des Anglais dans l'Inde; quand il entreprit, disons-nous, l'exposé de ces considérations, il y eut un cri unanime des sept ou huit plénipotentiaires présents, qui menacèrent de lever la séance et de ne pas écouter davantage si le plénipotentiaire français continuait à développer une pareille thèse. C'était, dirent-ils, un contre-projet que M. le duc de Vicence devait remettre, et non pas une critique; c'était un contre-projet qu'il avait promis, qu'on attendait patiemment depuis un mois, et qu'on avait mission d'exiger, avec ordre de partir si on ne l'obtenait pas. — M. de Caulaincourt essaya toutefois de les calmer et de leur faire accepter sa note. Il n'y réussit qu'après avoir enduré les récriminations les plus amères, qu'en promettant de remettre un contre-projet, et de le remettre sous vingt-quatre heures.

Le 15, en effet, M. de Caulaincourt remit ce contre-projet en se conformant aux bases que nous venons d'indiquer. Après l'énumération des sacrifices auxquels nous étions prêts à nous résigner, calculée de manière à bien faire ressortir toutes nos concessions, telles par exemple que l'abandon de la Westphalie, de la Hollande, de l'Illyrie, de l'Italie, de l'Espagne, il était dit dans le document présenté que la France consentait à ce que la Hollande fût rendue à un prince de la maison d'Orange avec accroissement de territoire (cet accroissement n'était autre que la restitution du Brabant hollandais), à ce que l'Allemagne fût constituée comme l'avaient indiqué les plénipotentiaires, c'est-à-dire, d'*une manière indépendante et sous un lien fédératif*, à ce que l'Italie fût également indépendante, à ce que l'Autriche y eût des possessions tandis que la France reviendrait aux Alpes, à la condition toutefois que le prince Eugène et la princesse Élisa conserveraient une dotation, enfin à ce que le Pape rentrât à Rome, Ferdinand VII à Madrid. La France admettait aussi que l'Angle-

terre conservât Malte et la plupart de ses acquisitions. Mais cette énumération précise des concessions faites par la France impliquait naturellement qu'elle entendait garder le Rhin et les Alpes, c'est-à-dire Anvers, Cologne, Mayence, Chambéry, Nice, puisqu'elle ne déclarait pas les abandonner.

Cette fois M. de Caulaincourt ne fut point interrompu par les plénipotentiaires, car il avait rempli la condition de présenter un contre-projet, et il fut écouté avec un froid silence, mais sans étonnement. La lecture du document à peine achevée, les plénipotentiaires se levèrent, et, après avoir donné acte de la remise de notre contre-projet, et annoncé qu'ils allaient l'envoyer au quartier général des souverains, déclarèrent qu'on pouvait regarder la négociation comme définitivement rompue, et que sous quarante-huit heures ils quitteraient Châtillon. Les Anglais, et notamment lord Aberdeen, qui dans les formes avaient toujours observé les convenances, répétèrent à M. de Caulaincourt qu'ils regrettaient infiniment qu'on n'eût pas conclu la paix aux conditions par eux énoncées, car on aurait fait cesser l'effusion du sang qui désormais allait être sans terme, qu'à ces conditions on aurait traité de bonne foi avec Napoléon, qu'on l'aurait même reconnu comme empereur, ce que l'Angleterre n'avait jamais fait. Ces déclarations, empreintes de la plus évidente sincérité, désolèrent M. de Caulaincourt, qui n'ayant pas pu sauver la grandeur de l'Empire, aurait voulu sauver au moins l'Empire lui-même! Ce citoyen éminent, qui avait représenté la France après Iéna et Friedland, et avait été comblé alors des caresses de l'Europe tremblante, était, dans sa douleur qu'il ne savait pas assez cacher, un exemple frappant des vicissitudes de la fortune, un exemple que les plénipotentiaires n'auraient pas dû envisager sans une vive crainte. Mais les diplomates ne sont pas plus philosophes que les autres hommes, et le présent les enivre, eux aussi, jusqu'à leur faire oublier le passé et l'avenir!

Le contre-projet, remis le 15 mars, devait recevoir sa réponse au plus tard sous deux jours, c'est-à-dire le 17, et le congrès devait être dissous le 18. M. de Caulaincourt le manda sur-le-champ à Napoléon à Reims.

Napoléon le prévoyait, et en avait pris son parti. Arrivé à Reims le 13 au soir, il avait résolu d'y passer le 14, le 15, le 16, peut-être le 17, afin de laisser reposer ses troupes, de fondre les uns dans les autres certains corps organisés à Paris trop à la hâte, et de bien juger la marche des coalisés avant d'arrêter définitivement la sienne. Bien que son second mouvement contre l'armée de Silésie n'eût pas réussi comme le premier, bien qu'il eût été trompé dans ses espérances par la perte de Soissons, et par le résultat des batailles de Craonne et de Laon, néanmoins Blucher avait été fort maltraité, et le prince de Schwarzenberg, quoique revenu de l'Aube sur la Seine, n'avait pas osé se porter au delà de Nogent. Ce prince paraissait attendre pour faire un pas de plus que Napoléon révélât mieux ses desseins. Enfin le combat de Reims, faible dédommagement de cruelles déceptions, avait cependant produit une forte impression sur les coalisés. Napoléon ne se tenait donc pas encore pour vaincu, et il attendait toujours quelque faux mouvement de ses adversaires pour tomber sur eux avec la promptitude de la foudre.

Le plan qu'il continuait de préférer à tout autre, était de se rapprocher de ses places pour en recueillir les garnisons, et pour s'établir sur les communications des généraux ennemis. Il était fort encouragé à suivre ce plan par l'arrivée à Reims du général Janssens avec 5 à 6 mille hommes, tirés des places des Ardennes, lesquels, réunis en un corps bien compacte, avaient traversé heureusement les provinces envahies. Napoléon avait déjà, comme on l'a vu, ordonné au général Maison de prendre à Lille, à Valenciennes, à Mons, dans les forteresses enfin de la Belgique, tout ce qui ne serait pas indispensable pour en garder les murailles pendant quelques jours, d'en former une petite armée, et de le joindre à ce qui viendrait d'Anvers. Il avait prescrit à Carnot, qui tenait toujours les Anglais en échec devant Anvers, de n'y conserver que les gens de marine, les bataillons les plus récemment organisés, et d'envoyer les meilleurs au nombre d'environ 6 mille hommes au général Maison. Il avait encore prescrit au général Merle de sortir de Maestricht et des places de la Meuse, aux généraux Durutte et Morand de sortir de Metz et de Mayence (ordres qui étaient parvenus et allaient s'exécuter), et il comptait ainsi tirer des places, depuis Anvers jusqu'à Mayence, environ 50 mille hommes. Il n'avait pas besoin d'aller à Mayence ou Metz pour recueillir ces divers détachements; un simple mouvement sur la haute Marne par Châlons, Vitry, Joinville, mouvement qui ne l'éloignait pas beaucoup du cercle

de ses opérations, lui permettait de rallier ce renfort, qui, joint à ce qu'il avait entre la Seine et la Marne, porterait son armée à 120 mille hommes, et le placerait en outre sur les derrières de ses adversaires, manière la plus sûre de les attirer loin de Paris. A cette grande conception il y avait néanmoins deux objections : le défaut d'ouvrages défensifs autour de Paris, et la situation morale de cette vaste cité. Napoléon, comme nous l'avons dit, par crainte d'alarmer la population, avait différé jusqu'au dernier moment d'élever les ouvrages nécessaires. Autour de la capitale de la France, où s'élèvent aujourd'hui onze ou douze lieues de murailles et 16 citadelles, il n'y avait pas même des redoutes en terre. Quelques batteries palissadées en avant des portes étaient les seuls travaux qu'on y eût exécutés. 12 mille hommes de gardes nationales, choisis parmi les citoyens les plus paisibles et les moins agissants, et 15 ou 20 mille hommes des dépôts avec une nombreuse artillerie, en composaient la garnison. Toutefois c'eût été assez avec un chef énergique pour en écarter l'ennemi pendant quelques jours, surtout si on avait pu donner des fusils au peuple des faubourgs. Mais l'état moral de la capitale était encore la plus grande des difficultés de la défense. La population, partagée entre l'aversion pour l'étranger et l'aversion pour un despotisme qui, après vingt ans de victoires, avait amené l'Europe armée sous ses murs, était prête à se donner au premier occupant, et un parti de mécontents habiles pouvait, dès que l'ennemi paraîtrait, se faire l'instrument actif d'une révolution déjà opérée dans les esprits. C'était là pour l'Empire une immense faiblesse, plus dangereuse encore que celle qui naissait de notre état militaire presque détruit. Prince légitime, c'est-à-dire issu d'une ancienne dynastie, ou prince sage ayant conservé la confiance du pays, Napoléon aurait pu avoir l'ennemi dans Paris, comme Frédéric le Grand l'avait eu dans Berlin, et n'en éprouver qu'un échec réparable. Pour lui, au contraire, l'entrée des étrangers dans sa capitale, facilitée par le défaut d'ouvrages défensifs, était non pas un revers militaire, mais l'occasion presque assurée d'une révolution.

C'étaient là de graves objections sans doute contre tout plan qui consistait à s'éloigner de Paris, mais le système de se battre alternativement contre Blucher et Schwarzenberg dans l'angle formé par la Seine et la Marne, étant devenu presque impraticable, premièrement parce qu'il était trop prévu, secondement parce que Napoléon étant acculé au fond de l'angle, les deux masses ennemies en se rapprochant allaient n'en plus faire qu'une, il fallait absolument qu'il changeât de tactique, et il n'y en avait pas une meilleure que celle qui, en lui donnant 50 mille hommes de plus, l'établissait sur les derrières de l'ennemi. N'ayant pas le choix, Napoléon cherchait à se persuader que le danger politique n'était pas grand, qu'on n'oserait pas secouer le joug de son autorité, et que les Parisiens d'ailleurs, ayant ses frères à leur tête, sauraient se défendre. Il ne se figurait pas alors, parce qu'il ne l'avait pas éprouvé, ce que deviennent l'incertitude et la faiblesse des volontés lorsqu'un gouvernement est moralement ébranlé, et que les esprits l'abandonnent ! Soit donc par nécessité, soit par un reste d'illusion, il adopta le plan, si profondément conçu sous le rapport militaire, de marcher sur les places, lequel pour réussir exigeait seulement que Paris tînt cinq ou six jours.

Toutefois, avant de s'engager dans cette audacieuse manœuvre, Napoléon avait voulu donner quelques jours de repos à ses troupes, prescrire certaines dispositions indispensables, et voir s'il ne pourrait pas, avant de s'éloigner, tomber encore une fois sur les derrières de l'une des deux armées envahissantes, celle de Bohême, par exemple, qui ayant pris position à Nogent lui prêtait déjà le flanc. C'est à quoi il avait employé les quatre jours passés à Reims, du 14 au 17 mars. Il avait laissé le général Charpentier à Soissons avec quelques débris suffisants pour défendre la place ; il avait réorganisé, en les fondant ensemble, les quatre divisions de jeune garde composant les corps de Victor et de Ney ; il avait ordonné qu'on lui envoyât de Paris, sous la conduite de Lefebvre-Desnouettes, environ 3 à 4 mille hommes d'infanterie de jeune garde, 2 mille cavaliers montés du même corps, le faible reste des troupes polonaises, une nouvelle division de réserve formée avec les gardes nationaux qu'on versait dans les dépôts de ligne, et enfin un immense parc d'artillerie. Cette adjonction devait lui procurer environ 12 mille hommes. Il en avait déjà reçu à peu près 6 mille des places des Ardennes sous le général Janssens, et avec ces divers renforts il lui était possible de reporter son armée à 60 mille hommes. S'il y joignait les corps de Macdonald, d'Oudinot et de Gérard, il devait avoir environ 85 mille combattants, et 135 mille, si sa marche vers les places avait tous les résultats qu'il en attendait.

Le repos accordé à ses troupes lui ayant paru suffisant, et ses dispositions étant terminées, il résolut de partir de Reims le 17 au matin, et de se rendre à Épernay, pour mieux juger de ce qu'il convenait de faire dans les circonstances actuelles. Paris était doublement alarmé par la nouvelle approche du prince de Schwarzenberg qui avait envoyé des avant-gardes jusqu'à Provins, et par les événements survenus à l'armée d'Espagne entre Bayonne et Bordeaux. Placé au bord de la Marne, à Épernay, Napoléon verrait s'il fallait se jeter tout de suite sur les derrières du prince de Schwarzenberg, pour l'arrêter dans sa marche vers la capitale, ou s'il fallait persister dans le projet de se porter sur les places. Ses dispositions étaient dès la veille conçues dans cette double vue, car tout en acheminant la masse de ses forces sur Épernay, il avait envoyé Ney avec l'infanterie de la jeune garde à Châlons. S'il se portait sur les places, il n'avait qu'à diriger tous ses corps vers Châlons à la suite de Ney, ou bien au contraire à les replier vers la Fère-Champenoise, s'il se jetait sur le prince de Schwarzenberg. Ney, expédié en avant, n'aurait pas pour se rendre à la Fère-Champenoise plus de chemin à faire en y allant de Châlons que d'Épernay.

Parti le 17 au matin de Reims, il fut rendu le soir à Épernay. Il avait laissé Mortier à Reims, pour seconder Marmont dans la défense de Berry-au-Bac, et leur avait donné mission à l'un et à l'autre de contenir Blucher pendant quelques jours, en disputant successivement les passages de l'Aisne et de la Marne. Arrivé à Épernay, il y apprit que le prince de Schwarzenberg s'était fort avancé au delà de la Seine. Ce dernier était même si engagé dans la direction de Paris, que tomber sur ses derrières semblait un coup de main assuré, de grande conséquence comme celui de Montmirail, et politiquement nécessaire à cause de l'extrême consternation des esprits dans la capitale. En effet on y appelait Napoléon à grands cris, car on ne pouvait voir approcher les baïonnettes étrangères sans invoquer aussitôt le secours de son bras. Les événements de Bayonne et de Bordeaux avaient ajouté à la désolation des Parisiens. Ces événements, fort graves, comme on va le voir, avaient inspiré aux ennemis du gouvernement une exaltation d'espérance qu'il fallait faire tomber sur-le-champ. Napoléon par tous ces motifs prit sans hésiter le chemin de la Fère-Champenoise, afin de se rendre de la Marne sur la Seine. Le 18 au matin toute l'armée fut mise en mouvement dans cette direction.

Avant de le suivre dans cette nouvelle série d'opérations, il faut retracer brièvement les événements qui venaient de se passer sur les frontières d'Espagne, et qui avaient si fortement ému les esprits. Le maréchal Soult avait continué d'occuper l'Adour par sa droite, et le gave d'Oloron par son centre et sa gauche, tant que lord Wellington n'avait pas été résolu à se porter en avant. Mais le général anglais, ayant reçu les ressources nécessaires pour nourrir les Espagnols, avait pris l'offensive avec huit divisions anglaises, deux divisions portugaises, et quatre espagnoles. Il avait chargé deux divisions anglaises et deux espagnoles de bloquer Bayonne, puis avec le reste (soixante mille hommes environ) il avait marché contre le maréchal Soult, qui lui avait cédé le gave d'Oloron, et était venu prendre position sur le gave de Pau, aux environs d'Orthez.

Le maréchal Soult, après avoir laissé une division entière à Bayonne (indépendamment de la garnison), après avoir envoyé à Napoléon deux divisions d'infanterie et plusieurs brigades de cavalerie, conservait encore six divisions d'infanterie, et une de cavalerie, formant en tout 40 mille hommes de troupes excellentes. Si ce n'était pas assez pour vaincre, surtout en face des troupes anglaises, c'était assez pour disputer le terrain pied à pied, et pour couvrir Bordeaux. Bordeaux était en ce moment la capitale du Midi. Il y régnait, outre un mécontentement particulier aux villes maritimes privées de commerce depuis vingt ans, un esprit religieux et royaliste général dans les provinces méridionales, et ainsi tous les sentiments les plus contraires au régime impérial y fermentaient. Le duc d'Angoulême, fils du comte d'Artois et neveu de Louis XVIII, accouru sur la frontière d'Espagne, n'avait pas été reçu par lord Wellington, grâce au soin que mettaient les Anglais à écarter de cette guerre toute apparence d'une question de dynastie. Mais il se tenait sur les derrières du quartier général, et sa présence causait dans le pays une agitation extraordinaire, ce qui ne s'était pas vu en Franche-Comté et en Lorraine, où l'arrivée du comte d'Artois n'avait produit aucune sensation. De nombreux émissaires royalistes avaient déjà paru à Bordeaux, et il suffisait d'un mouvement de l'ennemi pour y déterminer une explosion.

C'est là ce qui avait décidé Napoléon à laisser

une portion si importante de ses troupes entre Bayonne et Bordeaux, et ce qui devait motiver de la part de son lieutenant les plus énergiques efforts pour arrêter l'armée anglaise. Aussi Napoléon avait-il recommandé plusieurs fois au maréchal Soult de déployer la plus grande vigueur, de faire comme il faisait lui-même, c'est-à-dire d'être le premier et le dernier au feu, car lorqu'on avait à demander aux troupes un dévouement illimité, le vrai moyen de l'obtenir c'était de leur en donner soi-même l'exemple.

Le 26 février, le maréchal Soult avait pris position un peu en arrière d'Orthez, sur les hauteurs qui bordent le gave de Pau, ayant à sa droite le général Reille, au centre le comte d'Erlon, à gauche enfin, à Orthez même, le général Clausel, chacun avec deux divisions. Ce dernier couvrait la route de Sault de Navailles. La cavalerie surveillait les bords du gave. Chaque aile était rangée sur deux lignes, la seconde prête à appuyer la première.

Le 27 février au matin, lord Wellington avait passé le gave, et attaqué avec cinq divisions anglaises la droite des Français confiée au général Reille, tandis qu'à l'extrémité opposée le général Hill avec une division anglaise, avec les Portugais et les Espagnols, abordait le général Clausel à Orthez. La lutte avait été longue et acharnée, et le général Reille à droite comme le général Clausel à gauche avaient dignement soutenu l'honneur de nos armes. Le général Clausel était resté inébranlable à Orthez, et le général Reille, obligé de rétrograder sur une seconde position, avait néanmoins la certitude de se soutenir, si par un vigoureux emploi des deuxièmes lignes, on recommençait le combat contre un ennemi visiblement épuisé. On pouvait, il est vrai, se trouver vaincu après ce nouvel effort, n'ayant pour réserve, en dehors des six divisions engagées, que la brigade du général Paris qui était composée d'un reliquat de tous les corps. Il pouvait se faire aussi qu'on fût vainqueur, et alors les conséquences eussent été considérables. Ce sont là de ces questions que le caractère seul peut résoudre, car l'esprit s'y perd. Le maréchal Soult, considérant que cette armée était la dernière qui restât au midi de l'Empire, avait jugé plus prudent de se retirer, et avait opéré sa retraite sur Sault de Navailles, après avoir tué ou blessé environ six mille hommes à lord Wellington, et en avoir laissé trois ou quatre mille sur le champ de bataille. Les troupes avaient conservé en se retirant un ordre admirable, et inspiré un véritable respect à l'ennemi.

Mais on venait d'abandonner un terrain bien précieux, et à la suite d'une journée qui, sans être une bataille perdue, devait en avoir bientôt toute l'apparence, parce que l'ennemi serait autorisé à l'appeler ainsi en avançant, et parce que les populations malveilllantes du Midi ne la qualifieraient pas autrement. Après cette bataille d'Orthez, il ne restait plus de point où l'on pût s'arrêter jusqu'à la Garonne. Bordeaux allait donc se trouver à découvert, et le grand intérêt politique auquel Napoléon avait sacrifié 40 mille hommes, qui, sur la Seine, eussent sauvé l'Empire, allait être compromis. Il n'y avait qu'une ressource, c'était que le maréchal Soult prît sa ligne d'opération sur Bordeaux, et en fît le but de sa retraite. On était condamné, dans ce cas, à livrer bataille encore une fois, au risque d'être battu, et puis, battu ou non, il fallait se replier sur Bordeaux, établir un vaste camp retranché autour de cette ville, et s'y défendre comme le général Carnot à Anvers. Il est vrai que Bordeaux n'avait pas les murs d'Anvers; mais il avait mieux, il avait une belle armée, qui, en s'appuyant sur cette ville, devait y être inexpugnable. N'y tînt-elle que quinze à vingt jours, c'était assez pour donner à Napoléon le temps de décider du destin de la guerre entre Paris et Langres.

Le maréchal Soult, craignant les rencontres avec l'armée anglaise, qui avaient été presque toujours malheureuses (grâce, il faut le dire, à nos généraux, et non point à nos soldats), avait imaginé de manœuvrer, et au lieu de couvrir directement Bordeaux, de remonter vers Toulouse, croyant que les Anglais n'oseraient pas s'acheminer sur Bordeaux, tant qu'il serait sur leurs flancs et leurs derrières. Ce genre de calcul, convenable à Napoléon dont on avait peur, n'était pas aussi fondé de la part de ses lieutenants, qu'on ne redoutait pas à beaucoup près autant que lui. L'événement le prouva bientôt. En effet, lord Wellington qui, en attirant à lui une partie des troupes laissées autour de Bayonne, disposait de plus de 70 mille hommes, pouvait en détacher 10 ou 12 mille vers Bordeaux, ce qui suffisait pour soulever cette ville, et en garder 60 mille pour suivre le maréchal Soult sur Toulouse. C'est ce qu'il ne manqua pas de faire. Tandis que le maréchal Soult prenait le chemin de Tarbes, lord Wellington détacha de Mont-de-Marsan le maréchal Béresford avec une colonne de troupes anglaises et portugaises, et celui-ci trouvant Bordeaux sans défense y entra le 12 mars.

Le général et le préfet, qui avaient tout au plus 1,200 hommes, se retirèrent sur la Dordogne, et les royalistes de Bordeaux, secondés par les commerçants impatients d'obtenir l'ouverture des mers, demandèrent à grands cris le rétablissement des Baurbons. Le duc d'Angoulême accourut alors, et on proclama la restauration de l'ancienne dynastie en face des Anglais qui ne faisaient rien, n'empêchaient rien, se contentant de répéter que les questions de gouvernement intérieur leur étaient étrangères, qu'ils n'étaient chargés que d'une seule mission, celle d'assurer l'existence de leurs troupes et de garantir la sûreté des populations qui se confieraient à leur loyauté. Le maire de Bordeaux, le comte Lynch, se mettant à la tête du mouvement, fit une proclamation dans laquelle il annonçait le rétablissement des Bourbons, et semblait dire que c'était pour rendre à la France ses princes légitimes que les puissances alliées avaient pris les armes. Lord Wellington, fidèle à ses instructions comme à une consigne militaire, écrivit au duc d'Angoulême pour réclamer contre la proclamation du maire de Bordeaux, et pour déclarer que le renversement d'une dynastie, le rétablissement d'une autre, n'étaient nullement le but des puissances alliées, et qu'il serait obligé de s'en expliquer lui-même devant le public, si on ne revenait pas sur l'assertion qu'on s'était permise.

C'était pousser le scrupule des apparences un peu loin, lorsque, au fond, on ne voulait que ce qu'avait annoncé le maire de Bordeaux. Quoi qu'il en soit, il n'en était pas moins vrai que l'ennemi, profitant d'une fausse manœuvre du maréchal Soult, était entré dans Bordeaux laissé ouvert, et y avait fourni aux royalistes l'occasion facile de proclamer la restauration des Bourbons dans le midi de la France. L'exemple était d'une extrême gravité, et pouvait susciter des imitateurs. Il semble même, pour nous qui raisonnons cinquante ans après l'événement, qu'il aurait dû servir d'avertissement à Napoléon, et le fixer irrévocablement autour de Paris. Mais, outre que Napoléon ne savait pas au juste à quel point il s'était aliéné les cœurs par son système de guerre continue, il était dominé par l'impossibilité de disputer plus longtemps Paris sous Paris, et par la nécessité d'aller chercher à la frontière ses dernières ressources. Au surplus, avant même d'exécuter ce mouvement, il avait résolu, comme on vient de le voir, de porter un coup violent dans le flanc du prince de Schwarzenberg, afin de l'attirer à lui, ou de le retarder au moins dans sa marche sur la capitale. C'était le motif de la direction qu'il avait donnée à ses troupes vers la Fère-Champenoise. Il y était arrivé le 18 au soir, et, chemin faisant, la cavalerie de la garde ayant rencontré les Cosaques de Kaisarow, les avait taillés en pièces et rejetés sur la Seine. On avait bivaqué à la Fère-Champenoise et dans la campagne environnante.

Le lendemain 19, Napoléon, après avoir délibéré s'il marcherait sur Arcis ou sur Plancy (voir la carte nº 62), se dirigea vers ce dernier point, parce que tous les rapports lui représentant le prince de Schwarzenberg comme déjà parvenu à Provins, il croyait, en se portant plus près de Provins, avoir plus de chance de tomber au milieu des colonnes très-peu concentrées de l'armée de Bohême.

Toutefois, en raisonnant ainsi, Napoléon n'était pas complétement informé des derniers mouvements de l'ennemi. Encouragé par les événements de Craonne et de Laon, le prince de Schwarzenberg avait d'abord poussé une avant-garde jusqu'à Provins, sans être bien décidé à tenter quelque chose de décisif, car, outre sa prudence ordinaire, il avait, pour le retenir, un accès de goutte. Mais aussitôt qu'il avait appris le combat de Reims, il avait redouté quelque nouvelle entreprise de Napoléon, et il s'était empressé de revenir à Nogent. De plus, l'empereur Alexandre, inquiet d'apprendre qu'il se trouvait des troupes françaises à Châlons (on a vu que le corps de Ney s'était dirigé sur cette ville), avait craint que Napoléon, se rabattant de Châlons sur Arcis, ne les prît tous à revers, et de Troyes il était allé en toute hâte porter ses craintes au prince de Schwarzenberg, dont le quartier général était entre Nogent et Méry. Le généralissime autrichien, ordinairement moins hardi dans ses projets que l'empereur Alexandre, était cependant moins facile à troubler; et sans être aussi convaincu du péril que le monarque russe, il avait dans la journée du 18 rappelé sur Troyes ses corps trop dispersés, avec l'intention de les concentrer à Bar-sur-Aube, afin de ne pas rester exposé à un mouvement de flanc de son redoutable adversaire.

Ainsi le 19, tandis que Napoléon à la tête de sa cavalerie s'avançait au galop sur Plancy, le maréchal de Wrède qui avait été laissé à la garde de l'Aube et de la Seine, entre Arcis, Plancy et Anglure, était en retraite sur Arcis. (Voir la carte nº 62.) Le corps de Wittgenstein (devenu corps de Rajeffsky), ceux du

prince de Wurtemberg et du général Giulay se repliaient vers Troyes, et les réserves sous Barclay de Tolly se concentraient entre Brienne et Troyes.

Napoléon en débouchant par Plancy avait donc donné un peu trop à droite, c'est-à-dire un peu trop vers Paris, et en fut bientôt convaincu en voyant la marche rétrograde des diverses colonnes de l'armée de Bohême. Néanmoins sachant par expérience qu'en se jetant hardiment au milieu de troupes en retraite, on a plus de chances d'y faire de bonnes prises que d'y rencontrer une forte résistance, il passa sans hésiter le pont de Plancy avec la cavalerie de sa garde et, après avoir traversé l'Aube, se porta sur la Seine. Il laissa le général Sébastiani avec les divisions Colbert et Excelmans sur sa gauche, pour s'éclairer du côté d'Arcis, et, avec la vieille garde à cheval de Letort, il courut droit au pont de Méry sur la Seine. (Voir la carte n° 62.) Méry étant occupé par l'ennemi, Letort franchit la Seine à un gué au-dessous, et tomba au milieu de l'arrière-garde du prince de Wurtemberg. Il sabra quelques centaines d'hommes, et opéra une capture d'une grande valeur, celle d'un équipage de pont appartenant à l'armée de Bohême. Si un mois auparavant Napoléon avait eu cet instrument de guerre, il se serait peut-être débarrassé de tous ses ennemis. On venait de lui en envoyer un de Paris, mais si lourd, qu'il était impossible de s'en servir. Il fut donc enchanté d'en acquérir un bien construit, léger et facile à transporter. Après cette hardie reconnaissance, il laissa vers Méry Letort occupé à courir après la queue des colonnes ennemies, repassa la Seine de sa personne, et vint coucher à Plancy sur l'Aube.

La journée avait parfaitement éclairci la situation. Le prince de Schwarzenberg se retirait en toute hâte, par la seule crainte d'avoir l'armée française sur son flanc droit; que serait-ce lorsqu'il la croirait sur ses derrières? Napoléon résolut donc de profiter de ce que Paris était dégagé, de ce que le prince de Schwarzenberg montrait si peu de fermeté, pour revenir à son projet de se porter sur les places, d'en recueillir les garnisons, et de prendre ainsi position avec des forces presque doublées sur les derrières de l'ennemi. Il devait paraître bien présumable que le prince de Schwarzenberg, déjà en retraite aujourd'hui, s'y mettrait bien davantage quand Napoléon serait à Vitry, à Saint-Dizier, à Toul, à Nancy, et que de son côté Blucher n'avancerait pas lorsque Schwarzenberg rétrograderait [1].

En conséquence, Napoléon fit les dispositions suivantes. Il ordonna aux maréchaux Oudinot et Macdonald, au général Gérard, maintenant débarrassés de la présence de l'ennemi, de remonter vers lui par Provins, Villenauxe, Anglure, Plancy, et de le rejoindre à Arcis par la rive droite de l'Aube. Ney, acheminé sur Arcis par la même rive, devait y parvenir dans la journée avec la jeune garde, et Friant avec la vieille. Napoléon résolut de s'y rendre lui-même le lendemain matin 20, avec la cavalerie de la garde, en remontant l'Aube par la rive gauche. Après avoir rallié autour d'Arcis, Ney, Friant, Oudinot, Macdonald, Gérard, et recueilli chemin faisant quelques dépouilles de l'ennemi, après avoir reçu les convois partis de Paris sous Lefebvre-Desnouettes, il devait tirer droit de l'Aube sur la Marne, et se porter à Vitry, Saint-Dizier, peut-être même à Bar-le-Duc. Les maréchaux Mortier et Marmont, laissés à Reims et à Berry-au-Bac, pouvaient le rejoindre facilement par Châlons, et Napoléon leur en expédia l'ordre. Tout fut ainsi réglé de manière à se diriger avec 70 mille hommes sur les places. Après ces dispositions, Napoléon écrivit à Paris ce qu'il allait faire, recommanda fort le sang-froid à tout le monde, et se montra rempli de confiance. Cette confiance était en partie affectée, mais en grande partie sincère, car il sentait le mérite de ses combinaisons, et ne doutait guère de leur succès.

Le lendemain, 20 mars, jour qui devait être plus d'une fois mémorable dans sa vie, il quitta Plancy pour remonter l'Aube par la rive gauche avec une portion de sa cavalerie. Letort en avait laissé une autre portion autour de Méry, afin de ramasser des bagages et des prisonniers. Le général Sébastiani, avec les divisions Colbert et Excelmans, avait pris les devants et s'était porté sur Arcis. Dans son extrême confiance, Napoléon n'avait pas daigné repasser l'Aube pour cheminer à couvert, et il avait marché sur Arcis par la route qu'il avait tracée aux divers détachements de sa cavalerie.

Parvenu vers le milieu du jour à Arcis (Arcis-sur-Aube), il y trouva le général Sébastiani, fort soucieux de ce qu'il avait vu en route. Le maréchal Ney, qui venait de s'y rendre avec son infanterie par la rive droite de l'Aube, paraissait

[1] Je parle ici d'après la correspondance de Napoléon, retraçant jour par jour, heure par heure, ses résolutions et ses mouvements.

non moins soucieux que le général Sébastiani. L'un et l'autre, après avoir repoussé les avant-postes bavarois, croyaient avoir aperçu entre l'Aube et la Seine, c'est-à-dire entre Arcis et Troyes, toute l'armée de Bohême. Or, s'il en était ainsi, on n'avait pas de temps à perdre pour abandonner Arcis, qui est sur la rive gauche de l'Aube, et pour passer sur la rive droite, afin de mettre cette rivière entre soi et l'ennemi. Tandis que par la réunion de troupes ordonnée sur Arcis on devait y avoir bientôt 70 mille hommes, quand Oudinot, Macdonald, Gérard et Lefebvre seraient arrivés, et 85 mille à Vitry, quand Mortier et Marmont auraient rejoint, on n'en avait pas dans le moment plus de 20 mille. En effet on avait 5 mille hommes de cavalerie de la garde; Ney amenait 9 à 10 mille hommes d'infanterie de la jeune garde, et Friant 5 à 6 mille de la vieille. Ce n'était pas de quoi tenir tête aux 90 mille combattants du prince de Schwarzenberg concentrés entre Arcis et Troyes.

Napoléon, qui avait vu à Méry les colonnes de Schwarzenberg en retraite, ne pouvait pas imaginer que ce prince songeât à faire halte entre Troyes et Arcis pour y risquer une bataille. Une reconnaissance fort légèrement exécutée sur la route de Troyes par un jeune officier, le confirmait dans sa persuasion, et il fit établir l'infanterie de Ney en avant d'Arcis, un peu sur la gauche, au Grand-Torcy; il envoya en même temps chercher sur l'autre rive de l'Aube sa vieille garde qui était près d'arriver, ainsi que Lefebvre-Desnouettes dont on annonçait l'approche. Ce dernier lui amenait 6 mille hommes environ. Dans cette attitude, il résolut d'attendre les événements, qui ne pouvaient manquer de s'éclaircir avant très-peu d'heures. Bientôt en effet ils acquirent la plus effrayante clarté.

Le prince de Schwarzenberg, bien qu'il fût peu téméraire, avait néanmoins la fermeté d'un vieux soldat, et après avoir replié ses principaux corps de Nogent sur Troyes, ne pouvait pas avec 90 mille hommes reculer davantage devant les 30 ou 40 mille qu'il supposait à Napoléon. D'ailleurs il était fatigué des propos des Prussiens, de leurs forfanteries continuelles, et il voulait leur prouver qu'il était aussi capable qu'eux d'affronter la rencontre du terrible empereur des Français. Il résolut donc de faire face à droite, et de se porter sur Arcis, pour accepter la bataille si on la lui offrait, pour empêcher en tout cas les Français de se jeter sur Troyes, et d'y opérer de nouvelles captures. Dans cette vue il ordonna aux Bavarois de s'approcher d'Arcis par sa droite; il porta les corps de Rajeffsky, de Wurtemberg, de Giulay directement sur Arcis, et lia ces deux masses par les gardes et réserves. Vers deux heures il se trouva en face d'Arcis.

Le général Sébastiani, piqué de certaines paroles de Napoléon qui n'avait pas pris ses craintes au sérieux, s'était lancé avec quelques escadrons sur la route de Troyes, pour mieux voir ce qu'il croyait du reste avoir bien vu une première fois. Au delà d'Arcis, dans la direction de Troyes, le sol fortement ondulé peut dans ses plis cacher des quantités considérables de troupes. Bientôt le général Sébastiani, ayant franchi les premières ondulations du terrain, découvrit la cavalerie bavaroise et la cavalerie autrichienne s'avançant en masse, et il revint à toute bride dire à Napoléon ce qui en était. On se hâta de faire monter à cheval les divisions Colbert et Excelmans pour les opposer à l'ennemi. Le général Kaisarow, à la tête de plusieurs milliers de chevaux, chargea la division Colbert qui en comptait à peine 700 à 800, et la rejeta sur la division Excelmans, qui, entraînée elle-même par le choc, fut obligée de céder. Tous ensemble, poursuivis et poursuivants, arrivèrent pêle-mêle sur Arcis. Ney était à gauche au Grand-Torcy avec l'infanterie de la jeune garde. Entre le Grand-Torcy et Arcis il y avait tout au plus trois ou quatre bataillons, au nombre desquels s'en trouvait un, polonais de nation, et commandé par le chef de bataillon Skrzynecki, le même qui, en 1830, a si noblement et si habilement défendu comme général en chef la Pologne expirante. Ce bataillon n'eut que le temps de se former en carré pour recueillir Napoléon, et le soustraire au torrent de la cavalerie ennemie. Les Polonais, fiers du précieux dépôt confié à leurs baïonnettes, tinrent ferme sous une pluie d'obus, et sous les assauts répétés d'innombrables escadrons. Mais Napoléon ne profita pas longtemps de l'asile qu'il avait trouvé au milieu d'eux. Le premier choc de cette cavalerie amorti, il sortit du carré, se transporta vers Arcis, au risque d'être enlevé, arrêta, rallia ses cavaliers en fuite, et les lança lui-même sur l'ennemi. Nos escadrons, électrisés par sa présence, chargèrent avec la plus grande vigueur, et parvinrent à contenir, sans pouvoir la repousser toutefois, la masse trop supérieure des cavaliers bavarois et autrichiens. Pendant ce temps Ney, établi dans le Grand-Torcy, s'apprêtait à résister à tous les efforts de l'armée de

Bohême. L'essentiel était de tenir jusqu'à ce que la vieille garde, dont on apercevait les têtes de colonne sur l'autre rive de l'Aube, eût passé cette rivière et occupé Arcis. Lorsque les 6 mille vieux soldats composant cette troupe d'élite seraient en avant d'Arcis, et se lieraient aux 10 mille jeunes soldats de Ney qui défendaient le Grand-Torcy, on pouvait être tranquille. Mais il fallait qu'ils arrivassent.

En attendant Ney soutenait à Torcy des assauts furieux. Le corps du maréchal de Wrède était entré en ligne, et par sa droite, composée des Autrichiens, attaquait le Grand-Torcy, tandis que par sa gauche, composée des Bavarois, il cherchait à séparer ce village de la petite ville d'Arcis. Toutes les réserves russes, prussiennes, autrichiennes, comprenant les gardes, les grenadiers, les cuirassiers, marchaient à l'appui de cette attaque. Nous avions donc en face de nous plus de quarante mille hommes d'infanterie, sans compter des flots de cavalerie.

Ney défendit le Grand-Torcy avec son énergie accoutumée. Établi dans les maisons et derrière les rues barricadées du village, il arrêta par un feu épouvantable les masses de l'infanterie autrichienne. Vaincu un moment par le nombre, il fut rejeté hors du Grand-Torcy, mais se mettant à la tête de quelques bataillons, et faisant à la baïonnette une charge désespérée, il rentra dans le village, et parvint à s'y maintenir. Au même instant, Napoléon courant sans cesse d'Arcis à Torcy, pour encourager les troupes par sa présence, faillit voir sa prodigieuse destinée terminée d'un seul coup. Un obus tombe devant les rangs d'un jeune bataillon, peu habitué encore à ce genre de spectacle, et les hommes les plus rapprochés du projectile fumant reculent d'un pas. Napoléon pousse son cheval sur l'obus pour leur enseigner le mépris du danger. L'obus éclate, le couvre de feu et de fumée, et il sort sain et sauf du nuage enflammé. Son cheval seul est blessé. Il se jette sur un autre, au milieu des cris d'enthousiasme de ses jeunes soldats.

Grâce à ces actes d'une héroïque témérité, nous conservons notre position. Enfin la vieille garde traverse le pont d'Arcis sous la conduite de l'intrépide Friant. Napoléon la range lui-même en avant d'Arcis, et envoie deux de ses vieux bataillons à l'appui de Ney. Le secours arrive à propos, car en ce moment la garde russe, entrée en ligne, venait renforcer le maréchal de Wrède. Une dernière attaque, encore plus violente que les précédentes, est essayée contre le Grand-Torcy. Ney la soutient avec une fermeté imperturbable, et la repousse victorieusement.

Tandis que ce renfort de vieille infanterie est survenu si à propos, Lefebvre-Desnouettes, parti de Paris pour rejoindre l'armée, débouche par le pont d'Arcis à la tête de deux mille chevaux avec lesquels il avait devancé son infanterie. Le général Sébastiani, disposant alors de quatre mille chevaux, se déploie dans la plaine d'Arcis, laquelle s'élève légèrement vers l'ennemi. Il s'apprête à prendre une revanche. Ses escadrons bien lancés culbutent ceux de Kaisarow, les renversent sur ceux de Frimont, et se vengent de l'échauffourée du matin. Mais bientôt on voit apparaître la cavalerie bavaroise, la grosse cavalerie russe, et la prudence conseille de se retirer sur Arcis. On gagne ainsi la fin du jour, Ney se maintenant au Grand-Torcy, la vieille garde à Arcis, la cavalerie entre deux, et on échappe au désastre qu'avec moins d'énergie nous aurions certainement essuyé. Effectivement nous avions combattu d'abord avec 14 mille hommes contre 40 mille, puis avec 20 contre 60, et enfin avec 22 ou 25 contre 90, car sur notre droite les corps de Giulay, de Wurtemberg, de Rajeffski, avaient débouché de Nozay, et commençaient à prendre part au combat lorsque la nuit était venue séparer les deux armées.

Au loin sur notre droite s'était passé un épisode qui aurait pu avoir des suites fâcheuses, sans la rare vaillance de la cavalerie de la garde. On se souvient que les chasseurs et les grenadiers à cheval avaient été laissés au delà du pont de Méry, sur la gauche de la Seine, avec les captures qu'ils avaient opérées la veille, et notamment avec l'équipage de pont qu'ils avaient pris. Partis le matin de Méry avec cet équipage de pont, ils avaient essayé de rejoindre l'armée en marchant directement de Méry sur Arcis par Premier-Fait. (Voir la carte n° 62.) Ils étaient tombés naturellement au milieu de toute la cavalerie des corps de Rajeffski, de Giulay et de Wurtemberg, réunis sous le commandement du prince de Wurtemberg. Assaillis par une force cinq ou six fois plus considérable qu'eux, ils ne s'étaient sauvés qu'en déployant la plus rare valeur, et en se battant pendant plusieurs heures le sabre à la main. Rejoints enfin par des escadrons du dépôt de Versailles, qui avaient fait route par Méry, ils s'étaient repliés sur Méry même, sans avoir perdu plus d'une centaine de cavaliers, et sans avoir surtout laissé échapper leur équipage de pont. Le lendemain ils gagnèrent Plancy, passè-

rent l'Aube, et vinrent se réunir à l'armée par la rive droite de cette rivière, avec les corps d'Oudinot, de Macdonald, de Gérard, qui étaient en marche de Provins sur Arcis.

Telle fut la bataille d'Arcis-sur-Aube, la dernière que Napoléon livra en personne dans cette campagne, et où l'armée ainsi que lui firent des prodiges d'énergie. Il se regardait comme victorieux, et le croyait sincèrement, car c'était un miracle que 20 mille hommes eussent résisté à une masse qui s'était successivement élevée de 40 à 90 mille. Il était fier de lui-même et de ses soldats, et voyait dans cette possibilité de combattre à forces si inégales, des garanties de succès pour la suite de la guerre. Sa confiance était devenue telle, qu'il voulut le lendemain même tenir tête à toute l'armée du prince de Schwarzenberg. Cependant il ne pouvait être rejoint dans la journée que par le corps d'Oudinot, et en y ajoutant ce que Lefebvre-Desnouettes avait amené, il aurait atteint tout au plus une force de 32 mille hommes. Il n'était donc pas prudent de braver le choc de 90 mille combattants, surtout en ayant une rivière à dos. Aussi finit-il par céder aux conseils de la raison et de ses maréchaux qui insistaient pour qu'il mît l'Aube entre lui et l'ennemi. Après avoir tenu ses troupes déployées en avant d'Arcis, pendant qu'on préparait un deuxième pont, ils les fit replier soudainement à travers les rues de cette petite ville, franchit les deux ponts, et laissa le prince de Schwarzenberg fort surpris et fort déçu de voir lui échapper une proie qui semblait assurée. Les ponts de l'Aube furent rompus, et le maréchal Oudinot vint border la rive droite avec son corps appuyé d'une nombreuse artillerie. L'ennemi ne pouvant se résoudre à laisser l'armée française s'en aller saine et sauve, voulut tenter le passage de la rivière, et demeura pendant cette tentative exposé à un feu meurtrier. Il perdit encore dans cette journée du 21 plus d'un millier d'hommes sans aucun résultat, car partout où il se présenta pour essayer de franchir l'Aube, les troupes d'Oudinot, bien postées, l'accueillirent par un feu nourri de mousqueterie et de mitraille. Ce n'est pas trop de dire que ces deux jours coûtèrent à l'armée de Bohême 8 à 9 mille hommes, tandis que nous n'en perdîmes pas plus de 3 mille, grâce à notre petit nombre et à l'avantage de nous battre à couvert dans des positions défensives.

Au milieu de ces perpétuelles aventures de guerre, Napoléon trouvant l'armée toujours héroïque et dévouée quoique souvent mécontente, comptant sur son génie, croyant plus que jamais aux ressources de son art, était loin de désespérer de sa cause, et toutefois il ne se faisait pas complétement illusion sur sa situation politique. Bien qu'il ne voulût pas s'avouer à quel point il s'était aliéné la nation par ses guerres continuelles et par son gouvernement arbitraire, il n'avait garde cependant de s'aveugler sur l'état moral de la France. Sur le terrain même d'Arcis, et au milieu du feu, s'entretenant familièrement avec le général Sébastiani, Corse comme lui, et doué d'un grand sens politique: Eh bien, général, lui demanda-t-il, que dites-vous de ce que vous voyez? — Je dis, répondit le général, que Votre Majesté a sans doute d'autres ressources que nous ne connaissons pas. — Celles que vous avez sous les yeux, reprit Napoléon, et pas d'autres. — Mais alors, comment Votre Majesté ne songe-t-elle pas à soulever la nation? — Chimères, répliqua Napoléon, chimères, empruntées aux souvenirs de l'Espagne et de la Révolution française! Soulever la nation dans un pays où la Révolution a détruit les nobles et les prêtres, et où j'ai moi-même détruit la Révolution!...

Le général resta stupéfait, admirant ce sang-froid et cette profondeur d'esprit, et se demandant comment tant de génie ne servait pas à empêcher tant de fautes.

Le moment était venu pourtant de prendre une résolution définitive. Entre Arcis et Châlons, l'Aube et la Marne ne sont guère qu'à onze ou douze lieues de distance l'une de l'autre. (Voir la carte n° 62.) Blucher, auquel on avait opposé Marmont et Mortier pour le contenir, pouvait être ralenti, mais non arrêté par ces deux maréchaux. Les armées de Bohême et de Silésie ne devaient pas tarder à se réunir, et on allait être alors étouffé dans leurs bras. Napoléon avec ce qu'il avait de forces, ne pouvant plus les battre séparément, à moins de circonstances extrêmement heureuses que la fortune ne lui ménageait plus guère, pouvait encore moins les battre réunies. Poursuivre son idée de se rapprocher des places, pour s'y procurer un renfort de cinquante mille hommes, et pour attirer l'ennemi loin de Paris, était définitivement la seule ressource qui lui restât, ressource qui, hasardeuse avec lui, eût été mortelle avec un autre.

Il résolut donc de partir le 21 mars pour Vitry sur la Marne. En passant par Sommepuis

il ne lui fallait pas plus de deux jours pour franchir la distance d'Arcis à Vitry. (Voir la carte n° 62.) De Vitry il lui était facile de se porter à Bar-le-Duc, et sans qu'il fît un pas de plus, les garnisons de Metz, de Mayence, de Luxembourg, de Thionville, de Verdun, de Strasbourg, avaient la possibilité de le joindre au nombre de trente et quelques mille hommes. Si Napoléon se portait jusqu'à Metz, ce qui n'exigeait que trois journées, il pouvait, en pivotant autour de cette place, faire insurger la Lorraine, l'Alsace, la Franche-Comté, et recevoir des Pays-Bas 15 mille hommes encore. Il devait donc se trouver à Metz à la tête de 120 mille combattants, au milieu de provinces soulevées contre l'ennemi, et si le maréchal Suchet, envoyé pour remplacer Augereau, recueillant tout ce qui était sur son chemin, remontait sur Besançon avec 40 mille hommes, les destinées devaient certainement être changées.

Napoléon manda à Paris ses dernières résolutions, prescrivit qu'on lui expédiât en matériel d'artillerie, en bataillons de la jeune garde, en bataillons tirés des dépôts, tout ce qui ne serait pas indispensable à la défense de la capitale ; recommanda de nouveau de ne pas se troubler si l'ennemi approchait, ce qui, selon lui, ne pouvait être qu'une apparition de deux ou trois jours, car les alliés le suivraient dès qu'ils le sauraient sur leurs communications. Il renouvela aux maréchaux Marmont et Mortier l'ordre de le joindre sur la Marne par Châlons, et se mit ensuite en route pour Vitry. Précédemment il n'avait jamais quitté la Seine sans laisser de Nogent à Montereau des corps respectables. Ce n'était plus le cas cette fois, puisqu'il était obligé d'exécuter en masse la diversion projetée sur les derrières de l'ennemi, et que c'était sur cette diversion seule qu'il comptait désormais pour sauver Paris. 20 mille hommes laissés entre Nogent et Paris n'eussent pas arrêté le prince de Schwarzenberg, et eussent manqué à Napoléon dans les opérations qu'il méditait. Toutefois, croyant utile de garder les ponts de la Seine, et possible d'y arrêter l'ennemi quelques heures, ce qui dans certains cas n'était pas indifférent, il laissa le général Souham avec un mélange de gardes nationales et de bataillons organisés à la hâte, pour disputer Nogent, Bray, Montereau. Le général Alix qui, avec des forces de cette composition, avait si bien défendu Sens, et qui s'y trouvait encore, fut placé sous les ordres du général Souham.

Le trajet d'Arcis à Sommepuis s'opéra sans difficulté. A peine rencontra-t-on quelques bandes de Cosaques qui voltigeaient entre l'Aube et la Marne, et pillaient le pays, tout ruiné qu'il était. Les corps d'Oudinot, de Macdonald, de Gérard, qui avaient marché de Provins sur Arcis, en côtoyant l'Aube, défendirent successivement la rivière au pont d'Arcis, et défilèrent ainsi en vue de l'ennemi sans en recevoir aucun dommage.

Le 21 au soir Napoléon, avec une partie de l'armée, coucha à Sommepuis. (Voir la carte n° 62.) Le lendemain, 22, il marcha sur Vitry avec une avant-garde. Vitry avait été mis en état de défense par l'armée de Silésie, et cinq à six mille Prussiens et Russes, protégés par des ouvrages de campagne, l'occupaient. Napoléon, ne voulant pas risquer une affaire meurtrière pour un poste qui n'avait pas d'importance, fit chercher un gué entre Vitry et Saint-Dizier. On en découvrit un à Frignicourt, et il y passa avec sa cavalerie et les divisions de jeune garde du maréchal Ney. Il laissa un détachement pour garder ce gué, et il vint coucher au château du Plessis près Orconte. Il lança sur Saint-Dizier la cavalerie légère du général Piré, qui réussit à y entrer, et y enleva deux bataillons prussiens.

Le lendemain 23, Napoléon jugea convenable de s'arrêter à Saint-Dizier pour y attendre la queue de ses colonnes, car Oudinot, Macdonald, Gérard étaient en arrière, et il voulait également rallier Marmont et Mortier, qui avaient ordre de venir à lui par Châlons. Il fallait attendre aussi la division de gardes nationales du général Paethod qui avait bien servi avec Oudinot et Macdonald, et qu'on avait laissée à Sézanne pour escorter un dernier convoi de troupes et de matériel. Toutefois, ayant des doutes sur la possibilité de recueillir ce dernier rassemblement, Napoléon ordonna au ministre de la guerre de veiller à sa sûreté, et de le rappeler même à Paris si on ne croyait pas qu'il lui fût possible de percer jusqu'à Vitry à travers les masses ennemies.

Sans perdre un instant Napoléon poussa sa cavalerie légère sur Bar-le-Duc, afin qu'elle s'emparât du pont de Saint-Mihiel sur la Meuse, de celui de Pont-à-Mousson sur la Moselle, et il expédia de nouveau à toutes les garnisons l'ordre de le rejoindre. Il s'apprêtait à leur épargner la moitié du chemin, en marchant encore une journée ou deux à leur rencontre, et il allait ainsi voir ses forces augmenter d'heure en heure. Sans les maréchaux Mortier et Marmont, sans le

convoi de Sézanne dont il n'avait reçu qu'une partie, et en défalquant les pertes d'Arcis ainsi que les troupes laissées à la garde des ponts de la Seine, il avait environ 55 mille hommes. Il devait en avoir 70 mille avec ces deux maréchaux, 80 avec le dépôt de Sézanne, et arriver successivement à 100 mille et au delà, si les garnisons parvenaient à se réunir à lui. Aussi tout en appréciant la gravité de sa situation, restait-il confiant dans le succès de ses habiles manœuvres, et le 25 mars, écrivant au ministre de la guerre une lettre qui respirait un sang-froid imperturbable, il lui exposait sa marche, ses motifs pour ne pas tenter l'attaque de Vitry, le projet de s'approcher de Metz, et de tirer de cette place et des autres un renfort considérable; la certitude de causer un grand trouble à l'ennemi en se portant sur ses communications; le découragement de la plupart des coalisés qui n'avaient jamais eu d'avantages sérieux sur les troupes françaises, qui tout récemment avaient essuyé des pertes énormes à Arcis sur-Aube, et étaient presque au regret de s'être avancés si loin; l'espérance par conséquent d'amener sous peu des événements nouveaux et importants; l'utilité de veiller sur le rassemblement de Sézanne, de l'augmenter même si les circonstances le permettaient; la possibilité de recourir à la conscription de 1815, car en Champagne, en Lorraine les paysans se levaient en masse, et l'urgence de faire promptement usage de cette ressource; l'importance pour les maréchaux Marmont et Mortier, qui s'étaient repliés sur Château-Thierry, de se reporter en avant pour rejoindre l'armée; la confiance enfin, malgré toutes les angoisses de la situation, de sauver bientôt la France et lui-même de cette crise formidable. Personne n'eût soupçonné en lisant cette lettre, qui devait être la dernière adressée au ministre de la guerre, que Napoléon approchait de la plus grande des catastrophes.

Dans ce moment arriva au quartier général de l'Empereur M. de Caulaincourt, qui venait de quitter le congrès de Châtillon. Ce noble serviteur du prince et du pays avait, comme on l'a vu, remis un contre-projet, afin d'obtempérer aux sommations réitérées des plénipotentiaires alliés, et avait tâché d'en rendre la lecture supportable à ses auditeurs, tout en s'éloignant le moins possible des instructions de Napoléon. Les plénipotentiaires des puissances, après avoir écouté le texte du contre-projet français avec un silence glacial, et avoir pris les ordres de leurs souverains, avaient lu le 18 mars une note solennelle, dans laquelle ils déclaraient que la France ayant exactement reproduit toutes les conditions déjà reconnues inacceptables par l'Europe, les conférences étaient définitivement rompues, et que la guerre serait poursuivie à outrance, jusqu'à ce que la France admît purement et simplement les préliminaires du 17 février. A cette déclaration M. de Metternich avait joint une lettre particulière pour M. de Caulaincourt, dans laquelle il le suppliait encore une fois d'y bien penser avant de quitter le lien du congrès, car, disait-il, la France de Louis XIV, accrue des conquêtes de Louis XV, valait bien qu'on y attachât quelque prix, et méritait qu'on ne la jouât pas plus longtemps à ce jeu si dangereux et si incertain des batailles. Quelque tenté que fût le plénipotentiaire français de suivre un semblable conseil, il n'avait pas osé outre-passer ses instructions au point où il l'aurait fallu pour retenir à Châtillon les membres du congrès. Il se sépara donc des plénipotentiaires le lendemain 19, et le 20 toutes les légations partirent de Châtillon pour regagner les quartiers généraux des armées belligérantes.

M. de Caulaincourt eut quelque peine à rejoindre Napoléon, qu'il trouva à Saint-Dizier. Le retour de la légation française produisit sur l'armée une impression pénible, car il ôtait toute confiance dans les négociations, et n'en laissait plus que dans un duel à mort avec la coalition. Or, si les journées de Montmirail, de Champaubert, de Montereau avaient élevé les cœurs au niveau de celui de Napoléon, celles de Craonne, de Laon, d'Arcis-sur-Aube les avaient fait promptement redescendre de cette hauteur, et la manœuvre aventureuse qu'on essayait loin de Paris, manœuvre dont peu de gens étaient capables d'apprécier le mérite, étonnait, inquiétait des esprits déjà fortement ébranlés. La noble et sévère figure de M. de Caulaincourt, plus triste encore que de coutume, n'était pas propre à dérider les visages au quartier général. Napoléon accueillit son ministre amicalement, en homme qui n'éprouvait pas d'humeur parce qu'il n'éprouvait pas de trouble. Ce retour lui avait cependant causé une certaine impression, mais passagère, et il la domina bientôt. Il était à table, soupant avec Berthier, lorsque M. de Caulaincourt arriva. — Vous avez bien fait de revenir, lui dit-il, car, je ne vous le cacherai pas, si vous aviez accepté l'ultimatum des alliés, je vous aurais désavoué. Mieux vaut pour vous et pour

moi avoir évité un pareil éclat. Au fond ces gens-là ne sont pas de bonne foi. Si vous aviez cédé, bientôt ils auraient demandé davantage. Ils répandent partout qu'ils en veulent à moi et non à la France. Mensonges que tout cela! Ils s'en prennent à moi parce qu'ils savent que seul je puis sauver la France (ce qui était vrai alors, car celui qui l'avait perdue pouvait seul la sauver); mais au fond, c'est à la France et à sa grandeur qu'ils en veulent. L'Angleterre convoite la Belgique pour la maison d'Orange; la Prusse convoite la Meuse pour elle-même; l'Autriche désirerait nous ôter l'Alsace et la Lorraine pour en trafiquer avec la Bavière et les princes allemands. On veut nous détruire, ou nous amoindrir jusqu'à nous réduire à rien. Eh bien, mon cher Caulaincourt, il vaut mieux mourir que d'être amoindris de la sorte. Nous sommes assez vieux soldats pour ne pas craindre la mort. On ne dira pas cette fois que c'est pour mon ambition que je combats, car il me serait aisé de sauver le trône; mais le trône avec la France humiliée, je n'en veux point. Voyez ces braves paysans comme ils s'insurgent déjà, et tuent des Cosaques de toutes parts! Ils nous donnent l'exemple, suivons-le. Croiriez-vous que ces misérables du Conseil de régence voulaient accepter l'infâme traité qu'on vous a proposé? Ah! je leur ai prescrit de se taire et de se tenir tranquilles. Ces pauvres paysans valent bien mieux que ces gens de Paris. Vous allez assister, mon cher Caulaincourt, à de belles choses. Je vais marcher sur les places, et rallier 30 ou 40 mille hommes d'ici à quelques jours. L'ennemi me suit évidemment. On ne peut pas expliquer autrement la masse de cavalerie qui nous entoure. La brusque apparition que j'ai faite sur ses derrières a ramené Schwarzenberg, et en apprenant que je menace ses communications il n'osera pas se risquer sur Paris. Je vais avoir bientôt 100 mille hommes dans la main, je fondrai sur le plus rapproché de moi, Blucher ou Schwarzenberg n'importe, je l'écraserai, et les paysans de la Bourgogne l'achèveront. La coalition est aussi près de sa perte que moi de la mienne, mon cher Caulaincourt, et si je triomphe nous déchirerons ces abominables traités. Si je me trompe, eh bien, nous mourrons! nous ferons comme tant de nos vieux compagnons d'armes font tous les jours, mais nous mourrons après avoir sauvé notre honneur. —

M. de Caulaincourt, qui autant que personne était capable de comprendre cet héroïque langage, se rappelait trop de fautes commises, trop de refus hors de propos et que l'honneur ne commandait point, pour n'être pas mécontent et froidement improbateur. Berthier, devant qui se tenaient ces discours, était consterné. Il était frappé comme Napoléon du tumulte qui se faisait autour de l'armée, doutait comme lui que ce fût là un simple détachement, mais se demandait d'autre part comment 200 mille coalisés, presque victorieux, pouvaient se laisser détourner de Paris, cette grande proie qu'ils avaient sous la main, pour suivre une poignée d'hommes hasardée sur leurs derrières. Il doutait, et, en une si grave circonstance, le doute était une angoisse douloureuse, car si l'ennemi ne suivait pas, il pouvait en quelques jours être dans Paris. Ce sentiment était général. Contenu devant Napoléon, il éclatait ailleurs en très-mauvais propos. Quant à Napoléon lui-même, sans exclure le doute, il répétait toujours à M. de Caulaincourt : Vous avez bien fait de revenir, je vous aurais désavoué. Vous êtes venu à temps pour assister à de grandes choses. —

Toute cette énergie, admirable comme don de Dieu, mais déplorable quand on songe que, si mal employée, elle nous avait conduits au bord d'un abîme, ne se communiquait guère, et chacun s'attendait d'un moment à l'autre à un affreux dénoûment. Ce dénoûment approchait en effet, et l'heure fatale, hélas! était venue. Les combinaisons militaires de Napoléon étaient assurément bien profondes, mais si sa situation militaire pouvait se rétablir à force de génie, il n'y avait pas de génie qui pût rétablir sa situation politique. Paris plein de terreur, plein de dégoût d'un tel régime, régime glorieux mais sanglant, ordonné mais despotique, Paris pouvait au premier contact d'un ennemi qui se présentait en libérateur, échapper à la main de Napoléon, et devenir le théâtre d'une révolution! Or, il suffisait que les coalisés soupçonnassent cette triste vérité, pour que négligeant les considérations de prudence, ils songeassent à tenter sur Paris non pas une opération militaire, mais une opération politique, et alors les plans de Napoléon devaient être déjoués, et son trône, que sa puissante main avait relevé deux ou trois fois depuis un mois, devait enfin s'écrouler. On va voir combien les coalisés étaient près de deviner la redoutable vérité, qui faisait toute notre faiblesse devant les envahisseurs de notre patrie.

Le prince de Schwarzenberg n'avait pas trop compris le mouvement de l'armée française sur

Arcis, et il faut avouer qu'à moins d'être dans le secret, il eût été difficile de le comprendre. Sa première supposition, et la plus naturelle, avait été que Napoléon venait lui livrer bataille, et ce prince s'était décidé à l'accepter à Arcis-sur-Aube, comme Blucher à Craonne et à Laon. Prévoyant une lutte sanglante de plusieurs jours, il était loin de s'en croire quitte le soir du 21. Le 22, en voyant Napoléon s'éloigner, il avait cherché à deviner quels pouvaient être ses projets, avait passé l'Aube à sa suite, et était venu prendre position entre Ramerupt et Dampierre, derrière un gros ruisseau qu'on appelle le Puits, la gauche à l'Aube, le front couvert par le Puits, la droite dans la direction de Vitry. (Voir la carte n° 62.) Il attendait là les nouvelles attaques de son adversaire, craignant toujours de sa part quelque manœuvre extraordinaire.

Mais Napoléon, ainsi qu'on vient de le voir, ne songeait guère à l'attaquer, et lui préparait effectivement une manœuvre bien extraordinaire, en se portant de l'Aube à la Marne, dans la direction de Metz. Le lendemain 23, pendant que Napoléon s'arrêtait à Saint-Dizier pour que les corps formant sa queue eussent le temps de le joindre par le gué de Frignicourt, la cavalerie légère du prince de Schwarzenberg, qui suivait ces corps à la piste, s'était aperçue de la marche de l'armée française et avait reconnu clairement qu'elle se dirigeait sur Vitry. L'intention de Napoléon ne laissait dès lors plus de doute, et il voulait évidemment manœuvrer sur les communications des alliés. Que faire en présence d'une situation si nouvelle? Fallait-il suivre Napoléon vers la Lorraine, ou bien tendre la main à Blucher qui ne pouvait être éloigné, et, uni à ce dernier, marcher sur Paris, à la tête de 200 mille hommes? La question était grave, l'une des plus graves que les chefs d'empire et les chefs d'armée aient jamais eu à résoudre.

A se conduire militairement, dans le sens le plus étroit du mot, il ne fallait pas livrer ses communications; il fallait au contraire veiller sur elles avec d'autant plus de soin qu'on avait affaire à un ennemi plus redoutable et plus audacieux. Puisqu'il les menaçait en ce moment, on devait le suivre, le suivre en compagnie de Blucher, et en finir avec lui avant d'aller recueillir à Paris le prix de la guerre. Sans doute, il y avait quelques avantages à marcher sur Paris, et, notamment, celui d'abréger la lutte; pourtant si on était arrêté devant cette capitale par une résistance, non-seulement militaire, mais populaire, et s'il arrivait qu'en fût retenu quelques jours sous ses murs, on pouvait, pendant qu'en serait occupé à se battre contre la tête barricadée des faubourgs, être assailli en queue par Napoléon revenu avec une armée de 100 mille hommes, et se trouver dans une position des plus périlleuses.

Ces raisons étaient du plus grand poids, et auraient même été décisives, si la situation eût été ordinaire, et si on avait été exposé à rencontrer devant Paris la résistance que l'importance de cette ville, le patriotisme et le courage de son peuple devaient faire craindre. Mais la situation, était telle qu'il n'y avait rien de plus douteux que cette résistance. Bien qu'on n'eût reçu qu'une seule communication de l'intérieur, celle qu'avait apportée M. de Vitrolles, et que jusqu'ici aucune manifestation n'eût démenti la vérité de cette communication, qu'au contraire, les paysans commençassent à prendre les armes dans les provinces envahies, on avait pu reconnaître à plus d'un symptôme que si M. de Vitrolles exagérait les choses en peignant la France comme désirant ardemment les Bourbons, il avait raison toutefois quand il soutenait qu'elle ne voulait plus de la guerre, de la conscription, des préfets impériaux, et que dès qu'on lui fournirait l'occasion de faire éclater ses véritables sentiments, elle se prononcerait contre un gouvernement qui, après avoir porté la guerre jusqu'à Moscou, l'avait ramenée aujourd'hui jusqu'aux portes de Paris. Il y avait un personnage beaucoup plus écouté que M. de Vitrolles, c'était le comte Pozzo di Borgo, revenu de Londres, lequel, ayant acquis sur les alliés une influence proportionnée à son esprit, ne se lassait pas de leur répéter qu'il fallait marcher sur Paris. — Le but de la guerre, disait-il, est à Paris. Tant que vous songez à livrer des batailles, vous courez la chance d'être battus, parce que Napoléon les livrera toujours mieux que vous, et que son armée, même mécontente, mais soutenue par le sentiment de l'honneur, se fera tuer à côté de lui jusqu'au dernier homme. Tout ruiné qu'est son pouvoir militaire, il est grand, très-grand encore, et, son génie aidant, plus grand que le vôtre. Mais son pouvoir politique est détruit. Les temps sont changés. Le despotisme militaire accueilli comme un bienfait au lendemain de la révolution, mais condamné depuis par le résultat, est perdu dans les esprits. Si vous donnez naissance à une manifestation, elle sera prompte, générale, irrésistible, et Napo-

léon écarté, les Bourbons que la France a oubliés, aux lumières desquels elle n'a pas confiance, les Bourbons deviendront tout à coup possibles, de possibles nécessaires. C'est politiquement, et n'est pas militairement qu'il faut chercher à finir la guerre, et pour cela, dès qu'il se fera entre les armées belligérantes une ouverture quelconque, à travers laquelle vous puissiez passer, hâtez-vous d'en profiter, allez toucher Paris du doigt, du doigt seulement, et le colosse sera renversé. Vous aurez brisé son épée que vous ne pouvez pas lui arracher. — Telle est la substance des discours que le comte Pozzo adressait sans cesse à l'empereur Alexandre, et au surplus il travaillait sur une âme facile à persuader. Outre l'esprit très-remarquable d'Alexandre, le comte Pozzo avait pour le seconder toutes les passions de ce prince. Se venger, non de l'incendie de Moscou auquel il ne songeait plus guère, mais des humiliations que Napoléon lui avait infligées, entrer dans Paris, dans la capitale de la civilisation, y détrôner un despote, y tendre aux Français une main généreuse, s'en faire applaudir, était chez lui un rêve enivrant. Ce rêve l'occupait tellement, que pour le réaliser il était capable d'une audace qui n'était ni dans son cœur ni dans son esprit.

Du reste, l'opinion que professait le comte Pozzo di Borgo avait envahi peu à peu toutes les têtes. Née d'abord parmi les Prussiens, chez qui elle avait été engendrée par la haine, elle avait fini par pénétrer chez les Russes, et même chez les Autrichiens. On comprenait très-bien chez ces derniers que frapper politiquement Napoléon était la manière la plus sûre et la plus prompte de le détruire. L'empereur François et M. de Metternich, quoique regrettant en lui, non pas un gendre, mais un chef plus capable qu'aucun autre de gouverner la France, avaient reconnu, depuis la rupture du congrès de Châtillon, qu'il fallait enfin prendre un parti décisif même contre sa personne. Ils avaient longtemps répugné à pousser les choses à la dernière extrémité, mais le Rhin franchi, ayant admis le principe des limites de 1790, ce qui rendait vacants les anciens Pays-Bas qu'on devait leur payer avec l'Italie, connaissant trop bien Napoléon pour croire qu'il se soumettrait jamais à une telle réduction de territoire, ils en étaient venus par avidité aux mêmes conclusions que les Prussiens par haine, les Russes par vanité. Aller chercher à Paris la solution politique qui contiendrait en même temps la solution militaire, leur semblait désormais nécessaire. Le prince de Schwarzenberg, esprit timide mais sûr, en était venu à penser, à cet égard, comme M. de Metternich, et comme l'empereur François, car en ce moment l'Autriche présentait le phénomène singulier d'un empereur, d'un premier ministre et d'un généralissime, identiques dans leurs sentiments, et ne faisant qu'un homme, étranger à l'amour comme à la haine, et conduit uniquement par de profonds calculs. Dans cette disposition, le prince de Schwarzenberg, voyant la route de Paris ouverte, inclinait pour la première fois à la prendre, de manière que l'unanimité était presque acquise à la résolution de marcher sur la capitale de la France, bien que plusieurs officiers fort éclairés opposassent encore à cette marche téméraire l'autorité des règles, qui enseignent qu'il ne faut ni abandonner le soin de ses communications, ni manquer le but par trop d'impatience d'y atteindre. Toutefois, un événement extrêmement favorable à l'opinion la plus hardie s'était passé dans la journée. La cavalerie de Wintzingerode, formant l'avant-garde de Blucher, venait de se rencontrer près de la Marne avec celle du comte Pahlen, appartenant au prince de Schwarzenberg. On s'était félicité, réjoui de cette jonction, qui, du reste, aurait dû s'opérer plus tôt, car la bataille de Laon s'étant livrée les 9 et 10 mars, il était étrange que Blucher n'eût pas suivi Napoléon ou les maréchaux chargés de le remplacer sur l'Aisne, et que le 23 il fût encore à tâtonner entre l'Aisne et la Marne. Mais Blucher avait agi comme les généraux qui ont plus de résolution de caractère que d'esprit. Il avait essayé de prendre Reims, puis Soissons, avait longtemps attendu quelques mille hommes du corps de Bulow restés en arrière, enfin s'était décidé à pousser devant lui les maréchaux Mortier et Marmont, et avait rejoint la Marne par Châlons. Quoi qu'il en soit, il arrivait avec 100 mille hommes, et on en avait ainsi 200 mille pour marcher sur Paris. Une telle force faisait tomber bien des objections tirées des règles de la guerre étroitement entendues.

Dans cet état des choses, le prince de Schwarzenberg se trouvant au château de Dampierre avec l'empereur Alexandre pour y passer la nuit, on apporta tout à coup des dépêches prises sur un courrier de Paris, que la cavalerie légère des alliés avait arrêté. Il y avait dans le château de Dampierre le prince Wolkonski, exerçant auprès d'Alexandre les fonctions de chef de son

état-major, et M. le comte de Nesselrode, exerçant celles de chef de sa chancellerie. On fit appeler ce dernier, qui, ayant longtemps vécu à Paris, pouvait mieux qu'un autre saisir le vrai sens des dépêches interceptées, et on le chargea d'en prendre connaissance. Elles étaient, en effet, d'une importance extrême. Elles consistaient en lettres de l'Impératrice et du duc de Rovigo à l'Empereur. Les unes et les autres exprimaient sur l'état intérieur de Paris les plus vives inquiétudes. Celles de l'Impératrice, empreintes d'une sorte de terreur, n'avaient pas, sans doute, une grande signification, car elles pouvaient bien n'être que l'expression de la faiblesse d'une femme. Mais celles du duc de Rovigo avaient une tout autre valeur, car, ministre de la police et homme de guerre, fort habitué aux positions difficiles, il ne pouvait être suspect de timidité, et il déclarait que Paris comptait dans son sein des complices de l'étranger fort influents, et qu'à l'apparition d'une armée coalisée il était probable qu'ils suivraient l'exemple des Bordelais. Cette révélation était dans le moment d'une immense gravité; elle achevait d'éclairer la situation politique, et faisait cesser toutes les incertitudes qu'on aurait pu conserver sur la conduite à tenir. Après cet aveu involontaire échappé au gouvernement de l'Empereur, à sa femme, à son ministre de la police, on ne pouvait plus douter que son trône ne fût près de tomber en ruine, et que toucher à Paris ne fût le moyen assuré de le faire écrouler. On courut éveiller l'empereur Alexandre et le prince de Schwarzenberg, on leur communiqua les pièces interceptées, et pour l'un comme pour l'autre la démonstration fut complète. Marcher sur Paris parut la résolution à laquelle il fallait s'arrêter tout de suite, et qu'on devait mettre à exécution dès le lever du soleil. Les trois souverains n'étaient pas actuellement réunis. Alexandre, le plus actif des trois, voulant toujours être partout, et particulièrement auprès des généraux, se trouvait auprès du généralissime. Le plus modeste, le plus sage, celui qui se donnait le moins de mouvement, et qui, n'étant pas militaire, prétendait ne devoir causer aux militaires aucun embarras par sa présence, l'empereur François résidait actuellement assez loin, c'est-à-dire à Bar-sur-Aube. Le roi de Prusse, formant entre les deux une sorte de terme moyen, plus réservé que l'un, plus actif que l'autre, avait pris gîte dans les environs. Il fut convenu qu'on irait le chercher immédiatement, qu'on mettrait l'armée en mouvement dès le matin pour se rapprocher de la Marne, où l'on devait rencontrer Blucher, et que là réunis tous ensemble, après une délibération dont le résultat ne pouvait devenir douteux par la présence des Prussiens, on prendrait la route de Paris. Le prince de Schwarzenberg se chargea de mander à son maître le parti qu'on adoptait, et l'engagea, en lui écrivant, à ne pas songer à rejoindre la colonne d'invasion, car il pourrait bien, au milieu du croisement des armées belligérantes, tomber dans les mains de son gendre, ce qui serait une grave complication dans les circonstances actuelles. Il existait à travers la Bourgogne une ligne de communication, pour ainsi dire autrichienne, puisqu'on avait envoyé de Troyes à Dijon des secours au comte de Bubna. Le prince de Schwarzenberg conseilla donc à l'empereur François et à M. de Metternich de se diriger sur Dijon, car outre qu'il était sage de ne pas se faire prendre, il était convenable aussi que l'empereur François n'assistât point au détrônement de son gendre, et surtout de sa fille. Ces dispositions arrêtées, on quitta Dampierre, le 24 au matin, pour se rendre à Sommepuis.

Il ne fallait pas beaucoup de temps pour y arriver, ce point étant à une distance de trois lieues à peine. L'empereur Alexandre, le prince de Schwarzenberg, le chef d'état-major Wolkonski, le comte de Nesselrode, partis tous ensemble du château de Dampierre, rencontrèrent à Sommepuis le roi de Prusse, Blucher et son état-major. On prétend que la résolution fatale qui devait conduire les armées de l'Europe au milieu de Paris, fut prise sur un petit tertre, situé dans les environs de Sommepuis, et que là s'établit la délibération dont le résultat était certain d'avance, puisque à tous les sentiments qui avaient parlé dans le château de Dampierre étaient venues s'ajouter les passions prussiennes. On fut à peu près unanime. Les réponses, en effet, s'offraient en foule aux objections qu'élevaient les militaires méthodiques, qui ne sortaient pas des règles de la guerre servilement comprises. Napoléon allait se placer sur les communications des armées alliées, mais on allait aussi se placer sur les siennes. Le mal qu'il allait causer en saisissant les magasins des alliés, leurs hôpitaux, leurs arrière-gardes, leurs convois de matériel, on le lui rendrait au double, au triple, en capturant tout ce qui devait se trouver entre Paris et l'armée française, sur la route de Nancy.

Il prendrait beaucoup, on prendrait davantage. Et puis, où irait-on, les uns et les autres? Napoléon à Metz, à Strasbourg, où sa présence ne déciderait rien, et les alliés à Paris, où ils avaient la certitude d'opérer une révolution, et d'arracher à Napoléon le pouvoir qui le rendait si redoutable. Le suivre, c'était obéir à ses vues, car c'était évidemment ce qu'il avait voulu, en exécutant ce mouvement si étrange, si imprévu vers la Lorraine. C'était se laisser détourner du but essentiel, et s'exposer à une nouvelle série de hasards militaires, car on le trouverait renforcé par l'adjonction de ses garnisons, on recommencerait avec des armées épuisées, contre des armées récemment recrutées, le jeu redoutable des batailles, où il fallait convenir que Napoléon était le plus fort; on serait entraîné à des longueurs, à des complications interminables, et très-probablement on finirait par tomber dans quelque piége qu'il aurait eu l'art de tendre, qu'on n'aurait pas eu l'art d'éviter, et dans lequel on succomberait. Aller à Paris, frapper Napoléon au cœur, était bien plus court, plus sûr même en paraissant plus hasardeux; et en tout cas, supposé qu'on ne pût point entrer dans la capitale de la France, il restait une ligne de retraite assurée, c'était la route de Paris à Lille, la route de Belgique, où l'on rencontrerait le prince de Suède arrivant avec 100 mille Hollandais, Anglais, Hanovriens et Suédois.

Il n'y avait rien de concluant à opposer à ces raisons. Tout le monde y céda, et déjoua ainsi les calculs de Napoléon, car tout le monde consulta les considérations politiques, tandis que lui, méprisant la politique dont il n'écoutait guère les avis, n'avait tenu compte que des considérations militaires. Comme de coutume, ayant militairement raison, il avait politiquement tort, et à se tromper toujours ainsi, il était inévitable qu'il finît par périr!

Il fut donc immédiatement résolu qu'on arrêterait tous les corps d'armée sur le lieu où ils se trouvaient, et qu'on leur ordonnerait de commencer le lendemain matin leur marche sur Paris. Toutefois, on ne pouvait pas laisser Napoléon sans aucun surveillant à sa suite, soit pour le harceler, soit pour l'observer, et pour être averti de ce qu'il ferait dans le cas où, sa détermination changeant, il reviendrait sur Paris. On chargea le général Wintzingerode de s'attacher à ses pas avec 10 mille chevaux, quelques mille hommes d'infanterie légère, et une nombreuse artillerie attelée. C'était tout ce qu'il fallait pour lui causer çà et là quelques dommages, mais surtout pour être informé de ses résolutions aussitôt qu'elles seraient formées. On aurait voulu, en s'acheminant vers Paris, avoir un émissaire qui précédât l'armée alliée, et qui entrât en rapport avec MM. de Talleyrand et de Dalberg, sur lesquels on comptait pour opérer une révolution. Il y en avait un de fort indiqué, c'était M. de Vitrolles, envoyé par ces chefs des mécontents, et en le renvoyant on n'eût fait que répondre à une ouverture venant de leur part. Mais on n'avait plus M. de Vitrolles. Fidèles, il faut le reconnaître, aux engagements pris à Châtillon, les souverains alliés n'avaient pas voulu entendre M. de Vitrolles avant la dissolution du congrès. Se considérant comme libres depuis, ils avaient consenti à le recevoir et à l'entretenir, et lui avaient manifesté le désir qu'il retournât à Paris. Mais celui-ci, pressé de voir les Bourbons qu'il aimait, et qui allaient devenir les maîtres de la France, avait préféré se rendre en Lorraine, où l'on supposait le comte d'Artois déjà arrivé, que de retourner à Paris, exposé à tomber dans les mains du duc de Rovigo. Il insista donc pour qu'on lui permît de se mettre à la recherche de M. le comte d'Artois. Il y avait, en effet, bien des choses utiles à faire auprès de ce prince, car il était urgent, le jour même où l'on pénétrerait dans ce Paris si redoutable, si redouté, de s'y présenter non en conquérants, mais en libérateurs, d'avoir pour cela un gouvernement tout prêt, dans les bras duquel la France pourrait se jeter, et, bien que les Bourbons ne fussent pas l'objet d'une préférence décidée de la part des puissances coalisées, le retour de ces princes résultait si naturellement de la force des choses, que s'entendre avec eux était de la plus grande importance. Les souverains alliés consentirent donc au départ de M. de Vitrolles pour la Lorraine, et il fut convenu qu'après avoir vu le comte d'Artois, il reviendrait au quartier général sous Paris. Il avait été chargé de dire au comte d'Artois qu'il fallait, en remettant le pied sur le sol de la France, dépouiller bien des préjugés, oublier bien des choses et bien des hommes, et se diriger par le conseil de MM. de Dalberg, de Talleyrand, et autres personnages pareils.

M. de Vitrolles étant ainsi parti avant les événements d'Arcis-sur-Aube, on n'avait en marchant sur Paris aucun moyen préparé de communiquer avec l'intérieur; mais une fois les portes de cette capitale ouvertes par le canon, on présumait que les relations seraient faciles à établir. Le lendemain, 25 mars, jour de funeste mémoire, les

masses de la coalition, désormais réunies, se mirent en mouvement, l'armée de Blucher par la droite, l'armée de Schwarzenberg par la gauche, l'une et l'autre se dirigeant sur la Fère-Champenoise, route de Paris entre la Marne et la Seine.

Dans cette direction, il était impossible qu'on ne rencontrât pas beaucoup de corps, malheureusement désunis, qui avaient ordre et désir de rejoindre Napoléon. Les principaux étaient les corps des maréchaux Mortier et Marmont, laissés en observation devant Blucher, et le grand convoi de renforts et de matériel envoyé sur Sézanne pour y recevoir l'escorte du général Pacthod. Voici, jusqu'au 25 mars au matin, ce qui était avenu des uns et des autres.

Napoléon, en quittant Reims, avait laissé le maréchal Mortier à Reims même pour y servir d'appui au maréchal Marmont qui défendait le pont de l'Aisne à Berry-au-Bac, tandis que le général Charpentier avec quelques débris défendait à Soissons le deuxième pont de l'Aisne. Lorsque Blucher, après avoir perdu six ou sept jours en vaines délibérations à Laon, voulut marcher sur l'Aisne, il trouva le pont de Berry-au-Bac trop bien gardé pour essayer de l'emporter de vive force. Il envoya un fort détachement à quelques lieues au-dessus, à Neufchâtel, où le passage était facile, tandis qu'il faisait un simulacre de passage au-dessous, à Pontavert. Dès que le détachement qui avait franchi l'Aisne à Neufchâtel fut descendu à la hauteur de Berry-au-Bac, Blucher s'avança le 18 sur ce dernier pont pour l'attaquer. Mais le maréchal Marmont l'avait miné, et une affreuse explosion le fit voler dans les airs sous les yeux de l'armée prussienne. Marmont se retira alors par Roucy sur Fismes. Ce fut une faute et une cause de grands malheurs.

Ce qu'il y aurait eu de plus naturel pour le maréchal Marmont, c'eût été de se retirer sur sa réserve, c'est-à-dire sur le maréchal Mortier qui était à Reims. Il est vrai que Napoléon avait donné la double instruction de couvrir Paris et de se tenir en communication avec lui. Mais si Fismes était sur la route de Paris, Reims y était aussi, et on avait l'avantage, en s'y rendant, de réunir ses forces et de rester en communication immédiate avec Napoléon. Il fallait donc se rendre à Reims et non à Fismes, car en marchant vers Fismes on s'exposait presque certainement à être coupé de Napoléon, ce qui était contraire à une moitié de ses ordres, et pouvait amener, comme on va le voir, de funestes conséquences.

Le maréchal Marmont, probablement influencé par la vue des corps ennemis qui avaient passé l'Aisne à Neufchâtel, et qui étaient dirigés contre sa droite, se porta instinctivement à gauche, et c'est par ce motif tout machinal qu'il se replia sur Fismes. Arrivé en cet endroit, il se sentit isolé, et appela à lui le maréchal Mortier. Celui-ci, modeste, nullement jaloux, sachant que le maréchal Marmont avait plus d'esprit que lui et oubliant qu'il n'avait pas autant de bon sens, se fit un devoir de déférer aux avis de son collègue, partit le 19 de Reims, et vint le joindre à Fismes, ce qui prouve que les deux maréchaux auraient pu se rendre d'abord à Reims, sans être pour cela coupés de la route de Paris. Ils avaient environ 15 mille hommes à eux deux.

Ils restèrent en position sur une hauteur dite de Saint-Martin jusqu'au lendemain 20 mars au soir, tant l'ennemi était peu insistant, et tant il eût été possible, dans ces premiers jours, de manœuvrer comme on aurait voulu entre Paris et Napoléon. Le 20, au soir, on reçut des dépêches de Napoléon, écrites de Plancy au moment où il partait pour Arcis, qui blâmaient le mouvement sur Fismes, comme séparant les maréchaux de lui, et prescrivaient de le rejoindre par la route jugée la plus courte et la plus sûre. Revenir sur Reims n'était plus possible, car l'ennemi avait profité de notre retraite pour l'occuper. De Fismes à Épernay, ce qui eût été la route la plus directe pour se réunir à Napoléon, il n'y avait pas de chemins propres à l'artillerie. (Voir la carte n° 62.) Il fallait donc descendre sur Château-Thierry pour y passer la Marne, puis remonter entre la Marne et la Seine par la route de Montmirail, en perdant deux jours, et en s'exposant à beaucoup de rencontres fâcheuses. Comme il n'y avait pas de choix, les deux maréchaux partirent le soir même du 20, et arrivèrent le 21 à Château-Thierry. Ils y rétablirent le passage de la Marne, et le lendemain 22 ils se portèrent sur Champaubert par deux voies différentes, afin ne pas s'embarrasser l'un l'autre en suivant le même chemin. Ils y arrivèrent dans la soirée. Le 23, ils se rendirent à Bergères, et commencèrent à découvrir les partis ennemis. Alors ils ne purent plus marcher qu'en tâtonnant. Ils apprirent là que Napoléon avait eu à Arcis une affaire sanglante, qu'il avait repassé l'Aube, et s'était reporté sur la Marne, aux environs de Vitry. Le chercher dans cette direction, et tâcher d'arriver jusqu'à lui, était le devoir des maréchaux, quelque grand que fût le péril. En conséquence ils résolurent de s'avancer jusqu'à

Soudé-Sainte-Croix, à une demi-marche de Vitry. S'ils trouvaient une issue à travers les colonnes de l'armée coalisée, leur intention était de s'y jeter aveuglément afin de rejoindre Napoléon. S'ils n'y pouvaient réussir, et si cette armée restait interposée en masse compacte entre Napoléon et eux, leur projet était de suivre ses mouvements avec précaution, et de se replier pour couvrir Paris, si elle se dirigeait sur cette capitale. Il n'y avait en effet que cette conduite à tenir, une fois la faute commise de s'être retiré sur Fismes au lieu de se retirer sur Reims.

Le lendemain 24 mars, les deux maréchaux se rendirent à Soudé-Sainte-Croix ; mais le maréchal Mortier, voulant savoir ce qui se passait du côté de Châlons, imagina de prendre la traverse de Vatry qui devait nécessairement allonger sa route. Le soir Marmont, arrivé à Soudé-Sainte-Croix, se trouva seul au rendez-vous, et en fut fort inquiet. Une ligne immense de feux se développait devant lui, et l'horizon en paraissait embrasé. Il choisit trois de ses officiers parlant à la fois allemand et polonais, et les envoya en reconnaissance. L'un de ces trois officiers, Polonais d'origine, aussi brave qu'intelligent, pénétra dans les bivacs ennemis, et y apprit tout ce qu'il voulait savoir. Il revint aussitôt faire son rapport au maréchal Marmont. Suivant ce rapport, on avait devant soi toutes les armées de la coalition, deux cent mille hommes à peu près, et on était par cette masse énorme séparé de Napoléon parti pour Saint-Dizier. Il n'était guère possible de parvenir à travers un pareil obstacle jusqu'à l'armée impériale. Marmont dépêcha un officier à Mortier pour l'inviter à le rejoindre au plus vite, et l'engager à prendre en arrière une position qui les mît à l'abri du dangereux voisinage dont on venait de faire la découverte.

Le jour suivant, 25 mars, Mortier se transporta auprès de Marmont pour avoir un entretien avec lui. Il avait perdu du temps à exécuter le trajet par la traverse de Vatry, et y avait recueilli les mêmes informations que son collègue. En présence de cette conformité de renseignements, tous deux furent d'avis de rétrograder sur la Fère-Champenoise. Les colonnes de l'ennemi paraissant se diriger sur eux, rendaient d'ailleurs ce mouvement inévitable. Marmont s'apprêta donc à se retirer sur Sommesous, en priant instamment son collègue de se diriger sur ce point.

Telles avaient été jusqu'au 25 mars au matin, moment où les armées alliées s'ébranlaient pour marcher sur Paris, les opérations des maréchaux Marmont et Mortier. Deux autres corps, ceux du général Pacthod et du général Compans, allaient se trouver dans une situation à peu près semblable. Le général Pacthod avait été laissé à Sézanne avec sa division de gardes nationales, pour escorter les renforts destinés à l'armée. Il avait successivement recueilli divers bataillons, les uns de ligne, les autres de jeune garde venus de Paris sous le général Compans, et une immense artillerie, le tout comprenant environ une dizaine de mille hommes, sur lesquels Napoléon avait compté pour le renforcer, et qu'il avait plusieurs fois recommandés à la surveillance du ministre de la guerre. Ce ministre ne s'en était guère occupé, et ces bataillons erraient à l'aventure, attendant des instructions qu'on ne leur envoyait point. Le général Pacthod, informé par diverses reconnaissances qu'il était près de Marmont et de Mortier, avait écrit à ce dernier qui n'avait su quoi lui prescrire, et, ne recevant pas de réponse, il s'était acheminé de Sézanne sur la Fère-Champenoise, dans la direction de l'Aube à la Marne, ce qui devait le faire tomber en travers de la ligne suivie par les deux maréchaux, et lui fournir le moyen de se réunir à eux. Dans cette même matinée du 25 il avait déjà traversé cette ligne, et il était près d'un endroit appelé Villeseneux. (Voir la carte n° 62.) Le général Compans avait suivi de très-loin le général Pacthod.

Voilà quelle était la position des divers corps français lorsque le 25 au matin, les armées coalisées, abandonnant à Wintzingerode la poursuite de Napoléon, prirent le chemin de Paris. Blucher s'avançait à droite s'appuyant à la Marne, Schwarzenberg à gauche, s'appuyant à l'Aube. Près de vingt mille hommes de cavalerie précédaient les deux colonnes. L'infanterie suivait à une demi-heure de distance.

Dès que le maréchal Marmont vit l'orage se diriger de son côté, il comprit que l'ennemi délaissait Napoléon pour se porter sur Paris, et il rebroussa chemin vers Sommesous, route de la Fère-Champenoise. Le maréchal, excellent manœuvrier, rétrograda en bon ordre, abritant sa cavalerie, trop peu nombreuse, derrière ses carrés d'infanterie. A chaque position tenable il s'arrêtait, couvrait de mitraille l'ennemi trop pressant, puis se remettait en marche, protégeant toujours son artillerie et sa cavalerie avec ses carrés dont la solidité ne se démentait point.

A Sommesous, il éprouva une nouvelle contrariété. Mortier, quoique en se hâtant, n'avait

pu arriver encore au rendez-vous, et il fallut l'y attendre, afin de prévenir une séparation. Réunis, les deux maréchaux comptaient tout au plus 15 mille hommes : que seraient-ils devenus s'ils avaient été séparés?

Marmont attendit donc de pied ferme l'arrivée de son collègue, mais il lui fallut essuyer bien des charges de cavalerie, et, ce qui était fâcheux, perdre bien des moments précieux, pendant lesquels les colonnes ennemies avaient le loisir d'avancer et de devenir plus menaçantes. Enfin Mortier parut, et on se mit en route pour la Fère-Champenoise.

A peine avait-on franchi quelques mille mètres que l'on fut assailli par une masse effrayante de troupes à cheval, appuyées par de l'infanterie. Les deux maréchaux se réfugièrent dans une position qui leur permettait de résister un certain temps. Deux ravins assez rapprochés et courant, parallèlement, l'un vers Vassimont, l'autre vers Connantray, laissaient entre eux un espace ouvert de peu d'étendue, et assez facile à défendre. Les maréchaux vinrent se placer entre les deux ravins, barrant l'espace qui les séparait, ayant leur gauche au ravin de Vassimont, leur droite à celui de Connantray, et couvrant ainsi la route de la Fère-Champenoise. (Voir la carte nº 62.) Ils tinrent autant qu'ils purent dans cette position en face de la cavalerie et de l'artillerie ennemies. La cavalerie française, restée en plaine, s'y défendit vaillamment, mais fut enfin refoulée par celle de Pahlen, et forcée de se replier derrière notre infanterie.

Sur ces entrefaites, le temps qui était mauvais, étant devenu pire, et une grêle abondante, chassée dans les yeux de nos artilleurs, leur ôtant presque la vue des objets, les gardes russes à cheval s'élancèrent sur les cuirassiers de Bordessoulle qui étaient à notre gauche, un peu en avant de Mortier, et les refoulèrent sur notre infanterie. La jeune garde ayant formé ses carrés en toute hâte, mais privée de ses feux par la pluie, ne put arrêter l'ennemi, et deux carrés de la brigade Jamin furent enfoncés. Au même instant un spectacle inquiétant vint troubler l'esprit des troupes restées jusque-là inébranlables malgré leur jeunesse. Ce n'était pas tout que de disputer pendant une heure ou deux le terrain qui s'étendait entre les ravins de Vassimont et de Connantray, il fallait bien finir par se replier, et défiler alors à travers le village même de Connantray où nous avions appuyé notre droite, et où passait la grande route de la Fère-Champenoise. Or tandis que le gros de la cavalerie ennemie nous chargeait de front, une partie de cette cavalerie ayant franchi le ravin de Connantray à notre droite, galopait sur nos derrières vers la Fère-Champenoise. Des menaces pour nos derrières se joignant ainsi à des attaques réitérées sur notre front, on fit volte-face un peu trop vite, et on se retira sur la Fère-Champenoise avec une certaine confusion. Le corps de Marmont parvint à traverser Connantray sans perdre autre chose que quelques canons, mais Mortier eut de la peine à se tirer d'embarras, et il aurait été accablé si un secours inespéré ne fût survenu tout à coup.

Parmi les troupes des généraux Pacthod et Compans, il y avait des régiments de cavalerie organisés à la hâte dans le dépôt de Versailles. L'un de ces régiments, ayant suivi le mouvement du général Pacthod, parut à l'improviste entre Vassimont et Connantray, chargea la cavalerie ennemie, dégagea notre infanterie, et sauva le corps du maréchal Mortier. Ce dernier en fut quitte comme Marmont en sacrifiant une partie de son artillerie qui ne put franchir le ravin de Connantray pour gagner la Fère-Champenoise.

Cette échauffourée, où le mauvais temps se faisant l'allié d'un ennemi dix fois plus nombreux que nous, avait paralysé la résistance de nos soldats, nous coûta environ 5 mille hommes et beaucoup d'artillerie. C'était une perte cruelle, soit en elle-même, soit relativement à la faiblesse numérique des deux maréchaux, et ce n'était pas la dernière qu'ils dussent éprouver.

Il était impossible de séjourner à la Fère-Champenoise, et on ne pouvait s'arrêter qu'à la nuit. Il fallut donc se mettre en marche sur Sézanne. Mais on n'était pas sûr d'y arriver, pressé qu'on était par des flots d'ennemis. Heureusement que pour se rendre à Sézanne, on côtoyait les hauteurs sur lesquelles passe la grande route de Châlons à Montmirail, et où l'on avait livré un mois auparavant de si beaux combats. L'un des monticules appartenant à ces hauteurs, et formant une sorte de promontoire avancé dans la plaine, se trouvait tout près, et à droite. On alla y prendre position pour la nuit, et s'y mettre à l'abri des attaques incessantes de la cavalerie des alliés. Mais tandis qu'on y marchait, une affreuse canonnade retentissait à droite en arrière. Les maréchaux en furent très-soucieux, et Mortier alors se rappela le brave et infortuné Pacthod, qui lui avait demandé des instructions qu'il n'avait pu lui donner.

Le général Pacthod en effet, cherchant à rejoindre les maréchaux, s'était porté au delà de la Fère-Champenoise, et, pour les retrouver, s'était avancé jusqu'à Villeseneux. Ayant appris là leur mouvement rétrograde, il revenait, poursuivi par la cavalerie de Wassiltsikoff, et se dirigeait sur la Fère-Champenoise au moment même où Mortier en sortait. Le général Pacthod, qui ne se flattait plus d'y arriver, avait pris le parti de se retirer vers Pierre-Morains et Bannes, dans l'espérance de trouver un asile près des marais de Saint-Gond. Il marchait avec trois mille gardes nationaux formés en cinq carrés, et avait été contraint de se réfugier dans un fond couronné de tous côtés par les troupes ennemies. Ces troupes ne se reconnaissant pas d'abord, car elles appartenaient celles-ci à Blucher, celles-là au prince de Schwarzenberg, avaient tiré les unes sur les autres. Bientôt revenues de leur erreur, elles avaient croisé leurs feux sur les malheureux carrés du général Pacthod. Les deux derniers de ces carrés, chargés de faire l'arrière-garde depuis Villeseneux, n'avaient cessé de montrer une contenance héroïque, quoique composés de gardes nationaux qui pour la plupart n'avaient jamais fait la guerre. Entourés et accablés de mitraille, ils avaient tenu ferme jusqu'à ce que démolis par l'artillerie, et enfoncés enfin par la cavalerie, ils fussent sabrés presque jusqu'au dernier homme. Les trois autres, poussés vers le marais de Saint-Gond, finirent par se confondre en une seule masse, se refusant toujours, sous des flots de mitraille, à mettre bas les armes. Chaque décharge d'artillerie y produisait d'affreux ravages.

L'empereur Alexandre et le roi de Prusse, accourus sur les lieux, furent touchés de tant d'héroïsme. Alexandre envoya un de ses officiers les sommer en son nom, et alors ce qui en restait se rendit à lui. Ce prince ne put s'empêcher de concevoir des inquiétudes en voyant de simples gardes nationaux se défendre avec cette énergie, et il en témoigna son étonnement et son admiration quelques jours plus tard. Noble et triste épisode de ces guerres aussi folles que sanglantes!

Cette cruelle journée de la Fère-Champenoise, que les coalisés ont décorée du nom de bataille, et qui ne fut que la rencontre fortuite de 200 mille hommes avec quelques corps égarés qui se battirent dans la proportion d'un contre dix, nous coûta environ 6 mille morts, blessés ou prisonniers, sans compter une artillerie très-nombreuse. Le corps du général Compans, ayant de bonne heure pris le parti de rétrograder, avait marché sur Coulommiers, et il put devancer sain et sauf les masses ennemies sur la route de Meaux.

Le lendemain 26 mars, les deux maréchaux, comptant à peu près 12 mille hommes à eux deux, se dirigèrent sur la Ferté-Gaucher, pour gagner la Marne entre Lagny et Meaux, et venir défendre Paris, car la Marne, comme on sait, se jetant dans la Seine à Charenton, c'est-à-dire au-dessus de Paris, protége cette capitale contre l'ennemi arrivant du nord-est. (Voir la carte nº 62.) Ils traversèrent Sézanne de bonne heure, n'y trouvèrent que quelques Cosaques qu'ils dispersèrent, et continuèrent leur chemin par Mœurs et Esternay. Le maréchal Mortier formait la tête, le maréchal Marmont la queue de la colonne.

Dans la seconde moitié du jour, les postes avancés de notre cavalerie signalèrent l'ennemi à la Ferté-Gaucher, ce qui causa une extrême surprise et une sorte d'épouvante. Le général Compans ayant pu y passer quelques heures auparavant, et l'ennemi qui nous poursuivait étant derrière nous, on ne comprenait pas comment on était ainsi devancé. Pourtant la chose était fort naturelle, quoiqu'elle parût ne pas l'être. Blucher, en se portant sur Châlons pour s'y joindre à l'armée de Bohême, avait laissé Bulow devant Soissons, et lancé Kleist et d'York sur les traces des deux maréchaux. Kleist et d'York les avaient suivis sur Château-Thierry, et de Château-Thierry s'étaient jetés directement sur la Ferté-Gaucher, pour leur couper la route de Paris.

Mortier et Marmont délibérèrent sur le terrain même, et convinrent, le premier de forcer le passage à la Ferté-Gaucher, pendant que le second contiendrait l'ennemi acharné à les poursuivre, en défendant la position de Moutils à outrance. En effet la division de vieille garde Christiani attaqua vigoureusement la Ferté-Gaucher, mais ne put déloger l'ennemi bien posté sur les bords du Grand-Morin. De son côté le maréchal Marmont se défendit vaillamment au défilé de Moutils. On remplit ainsi la journée, mais le cœur dévoré de soucis, et sans savoir comment on sortirait de ce coupe-gorge, car on avait les troupes alliées devant et derrière soi. Vers la nuit cependant on imagina de se rabattre à gauche, en marchant à travers champs, et d'essayer de gagner Provins par la traverse

de Courtacon. (Voir la carte n° 62.) La chose s'exécuta comme elle avait été résolue. Profitant de l'obscurité, on se jeta dans la campagne à gauche, et on parvint à gagner Provins, après d'affreuses angoisses, et sans avoir essuyé d'autre perte que celle de quelques caissons. Heureusement on avait sauvé les hommes et les canons, et à peine en avait-il coûté quelques voitures pour sortir de cette conjoncture effrayante. Seulement la route de l'armée était changée, et il ne restait d'autre moyen d'arriver à Paris que de suivre le chemin qui borde la droite de la Seine, de Melun à Charenton. Dès lors l'ennemi, libre de se porter sur la Marne, et de la passer partout où il voudrait, n'avait d'autre obstacle à craindre dans l'accomplissement de ses desseins que la faible division du général Compans, qui s'était retirée sur Meaux. Il fallait donc se hâter pour être rendu à temps sous les murs de Paris, pour s'y joindre au général Compans s'il avait pu se sauver, pour se réunir en un mot à tout ce qu'il y avait de bons citoyens, et défendre avec eux la capitale de notre pays contre l'Europe avide de vengeance.

Les maréchaux, comprenant qu'il n'y avait pas d'autre conduite à tenir, donnèrent aux troupes un repos qui leur était indispensable, car elles n'avaient cessé depuis trois jours de marcher même la nuit, et partirent le soir du 27 pour s'approcher de Paris, le maréchal Marmont par la route de Melun, le maréchal Mortier par celle de Mormant, afin de ne pas s'embarrasser en suivant le même chemin.

Le lendemain 28, ils vinrent coucher à la même hauteur, l'un à Melun, l'autre à Mormant. Le 29, ils se réunirent, et passèrent la Marne au point où elle se jette dans la Seine, c'est-à-dire au pont de Charenton. Les deux maréchaux allèrent prendre les ordres de Joseph et de la Régente relativement à la défense de la capitale.

De son côté, le général Compans, recueillant sur son chemin les troupes en retraite, celles du général Vincent qui avaient occupé Château-Thierry, celles du général Charpentier qui avaient occupé Soissons, et qui revenaient les unes et les autres poussées par les masses de la coalition, fit halte à Meaux, en détruisit les ponts, en noya les poudres, et se replia par Claye et Bondy sur Paris.

Les deux armées de Silésie et de Bohême, parvenues au bord de la Marne, avaient à prendre leurs dispositions pour se présenter devant Paris. Cette grande capitale, connue du monde entier, est, comme on sait, située au-dessous du confluent de la Marne avec la Seine (voir la carte n° 62), et c'est sa partie la plus considérable, la plus peuplée, qui s'offre à l'ennemi venant du nord-est. Elle n'avait d'autre protection, à l'époque dont nous racontons l'histoire, que les hauteurs de Romainville, de Saint-Chaumont et de Montmartre. Il fallait donc que les alliés franchissent la Marne en masse pour venir forcer nos dernières défenses, et venger vingt années d'humiliations. Ils passèrent cette rivière au-dessus et au-dessous de Meaux, et se distribuèrent comme il suit dans leur marche sur Paris.

D'abord ils mirent de garde à Meaux les corps de Sacken et de Wrède pour y couvrir leurs derrières contre une attaque inopinée, précaution toute naturelle quand on avait laissé Napoléon à Saint-Dizier. Blucher, avec les corps de Kleist et d'York confondus en un seul, avec le corps de Woronzoff (précédemment Wintzingerode), avec celui de Langeron, comprenant 90 mille hommes à eux quatre, dut se porter plus à droite et gagner la route de Soissons, pour s'acheminer par le Bourget sur Saint-Denis et Montmartre. (Voir la carte n° 62.) On avait confié au corps de Bulow le soin de s'emparer de Soissons. Le prince de Schwarzenberg, avec le corps de Rajeffsky (précédemment Wittgenstein) et les réserves, s'élevant en tout à 50 mille hommes, dut venir par la route de Meaux, Claye et Bondy sur Pantin, la Villette et les hauteurs de Romainville. Le prince royal de Wurtemberg, avec son corps et celui de Giulay, forts de 30 mille hommes environ, dut venir par Chelles, Nogent-sur-Marne et Vincennes, sur Montreuil et Charonne. Les trois colonnes avaient ordre de se trouver le 29 au soir devant Paris, afin d'être en mesure d'attaquer le 30. Elles se mirent en effet en marche pour arriver au jour convenu sous les murs de la grande capitale, vieil objet de leur haine et de leur ambition.

On devine, sans qu'il soit nécessaire de le dire, les émotions dont la population parisienne était agitée. Enfin, il n'y avait plus à en douter, les armées réunies de la coalition avaient pris la résolution de marcher sur Paris. Napoléon, soit nécessité, soit combinaison qu'on ne savait comment expliquer, était en ce moment éloigné de sa capitale, et se trouvait dans l'impossibilité de la protéger. A l'exception de quelques hommes aveuglés par l'esprit de parti, la masse des habitants était saisie de douleur, et elle aurait souhaité un dé-

fenseur quel qu'il fût. Le désir d'être débarrassé du gouvernement de Napoléon n'était rien auprès de la crainte d'un assaut, et des horreurs qui pouvaient s'ensuivre. La garde nationale, tirée exclusivement de la classe moyenne, et réduite à 12 mille hommes, n'avait pas 3 mille fusils. Une partie avait des piques qui la rendaient ridicule. Le peuple, quoique ennemi de la conscription et des droits réunis, frémissait à la vue de l'étranger, et aurait volontiers pris les armes, si on avait pu lui en donner, et si on avait voulu les lui confier. Il errait, oisif, inquiet, mécontent, dans les faubourgs et sur les boulevards. Aux barrières se pressait une foule de campagnards poussant devant eux leur bétail, et emportant sur des charrettes ce qu'il avaient pu sauver de leur modeste mobilier. On n'avait pas même songé à les dispenser de l'octroi, et quelques-uns étaient obligés de vendre à vil prix une portion de ce qu'ils apportaient pour acheter le droit d'abriter le reste dans la capitale. Les malheureux aussitôt entrés allaient encombrer les boulevards et les places publiques, et, après s'être fait avec leurs charrettes et leur bétail une espèce de campement, couraient çà et là, demandant des nouvelles, les colportant, les exagérant, et gémissant au bruit du canon qui annonçait le ravage de leurs propriétés. Au-dessus de ce peuple si divers, si confus, si troublé, flottait dans une sorte de désolation le plus étrange gouvernement du monde. L'Impératrice Régente vivement alarmée pour elle-même et pour son fils, craignant à la fois les soldats de son père et le peuple au milieu duquel elle était venue régner, ne trouvant plus auprès de Cambacérès, frappé de stupeur, les directions qu'elle était habituée à en recevoir, se défiant à tort de Joseph, doux et affectueux pour elle, mais signalé à ses yeux comme un jaloux de l'Empereur, ne sachant dès lors où chercher un conseil, un appui, avait été jetée par le bruit du canon dans un état de trouble extrême. Joseph, que le canon n'effrayait point, mais qui, à la vue des trônes de sa famille tombant les uns après les autres, commençait à désespérer de celui de France, Joseph, qui sous les coups d'éperon de l'Empereur, s'était un moment mêlé de l'organisation des troupes, mais sans y rien entendre, n'avait ni le savoir, ni l'activité, ni l'autorité nécessaires pour s'emparer fortement des éléments de résistance existant encore dans Paris. Le ministre de la guerre, Clarke, duc de Feltre, laborieux, mais incapable, faible, très-près d'être infidèle, prenant le contre-pied de tous les avis du duc de Rovigo qu'il détestait, était à peine en état d'exécuter la moitié des ordres de l'Empereur, lesquels du reste se rapportaient exclusivement à l'armée active. Le duc de Rovigo, intelligent, brave, mais décrié comme l'instrument d'une tyrannie perdue, n'était écouté de personne. Les autres ministres, hommes purement spéciaux, ne sortaient pas du cercle de leurs fonctions, et se bornaient, dans les circonstances présentes, à partager la consternation générale. Enfin le seul homme capable, non pas de créer des ressources, car jamais il ne s'était occupé d'administration, mais de donner de bons avis en fait de conduite, M. de Talleyrand, souriait des embarras de tous ces personnages, se moquait d'eux, et leur payait en mépris la défiance qu'il leur inspirait. Tel était l'assemblage confus de princes et de ministres qui en ce moment était chargé du salut de la France! Ainsi se retrouvaient partout les tristes conséquences de la politique de conquête : des ouvrages magnifiques, des armes, des soldats à Dantzig, à Hambourg, à Flessingue, à Palma-Nova, à Venise, à Alexandrie, et à Paris rien, rien! ni une redoute, ni un soldat, ni un fusil, pas même un gouvernement, et pour toute ressource, pour diriger l'énergie du plus brave peuple de l'univers, une femme éplorée, et des frères, non pas sans courage, mais sans autorité, parce que tout dans l'État avait été réduit à un homme, et que, cet homme absent, la pensée, la volonté, l'action semblaient s'évanouir au sein de la France paralysée!

Lorsque le 28 mars on connut la prochaine arrivée des maréchaux, et qu'on ne put conserver aucun doute sur l'approche de l'ennemi, Joseph, qui était dépositaire des instructions de Napoléon, soit écrites, soit verbales, relativement à ce qu'il faudrait faire de l'Impératrice et du Roi de Rome en cas d'une attaque contre Paris, Joseph en fit part à l'Impératrice, à l'archichancelier Cambacérès, au ministre Clarke, et il n'entra dans la pensée d'aucun d'eux de désobéir, bien qu'il s'élevât dans l'esprit de Joseph et de Cambacérès beaucoup d'objections contre la mesure prescrite. L'Impératrice, quant à elle, était prête à partir, à rester, selon ce qu'on lui dirait des volontés de son époux. Il fut convenu qu'on assemblerait sur-le-champ le Conseil de régence, pour lui soumettre la question, et provoquer de sa part une résolution conforme aux intentions de Napoléon, expressément et itérativement exprimées.

Le Conseil fut réuni dans la soirée du 28 mars sous la présidence de l'Impératrice. Il se composait de Joseph, des grands dignitaires Cambacérès, Lebrun, Talleyrand, des ministres, et des présidents du Sénat, du Corps législatif, du Conseil d'État.

A peine était-on rassemblé aux Tuileries qu'avec la permission de la Régente le ministre de la guerre prit la parole, et exposa la situation en termes tristes et étudiés. Il dit qu'on avait pour unique ressource les corps fort réduits des maréchaux Mortier et Marmont, quelques troupes rentrées sous le général Compans, quelques bataillons péniblement tirés des dépôts, une garde nationale de douze mille hommes dont une partie seulement avait des fusils, un peuple disposé à se battre, mais désarmé, quelques palissades aux portes de la ville sans aucun ouvrage défensif sur les hauteurs, en un mot vingt-cinq mille hommes environ, dénués des secours de l'art, obligés de tenir tête à deux cent mille soldats aguerris et pourvus d'un immense matériel. Il accompagna cet exposé des expressions du dévouement le plus absolu à la famille impériale, et conclut au départ immédiat de l'Impératrice et du Roi de Rome qu'il fallait, selon lui, envoyer tout de suite sur la Loire, hors des atteintes de l'ennemi.

M. Boulay (de la Meurthe), impatient d'émettre son avis en écoutant le ministre de la guerre, s'éleva vivement contre une pareille proposition, et en développa avec véhémence les inconvénients faciles à saisir au premier aperçu. Il dit que ce serait à la fois abandonner et désespérer la capitale, qui voyait une sorte d'égide dans la fille et le petit-fils de l'empereur d'Autriche, qu'en paraissant ne songer qu'à son propre salut, ce serait inviter chacun à suivre cet exemple; que dès lors on pouvait regarder la défense de Paris comme impossible, ses portes comme ouvertes d'avance à l'ennemi, et que par ce départ du gouvernement on aurait créé soi-même le vide qu'un parti hostile, soutenu par l'étranger, remplirait en proclamant les Bourbons, ainsi qu'on venait de le voir à Bordeaux. M. Boulay (de la Meurthe), après avoir développé ces idées, proposa de faire jouer à Marie-Louise le rôle de son illustre aïeule Marie-Thérèse, de la conduire à l'hôtel de ville avec son fils dans ses bras, et de faire appel au peuple de Paris, qui fournirait au besoin cent mille soldats pour la défendre.

Cet avis, auquel il n'y aurait pas eu d'objection à opposer, si on avait eu cent mille fusils à donner au peuple de Paris, et si le gouvernement impérial avait voulu les lui confier, cet avis fut approuvé par la majorité, notamment par le ministre de la police, duc de Rovigo, et par le vieux duc de Massa, qui, malgré son âge et le délabrement de sa santé, soutint avec éloquence et presque avec jeunesse l'opinion contraire au départ. Le sage et froid duc de Cadore trouva lui-même une sorte de chaleur pour appuyer l'avis de rester à Paris et de s'y défendre énergiquement. Au milieu de cette sorte d'unanimité, Joseph paraissant approuver ceux qui combattaient la proposition de quitter Paris, se taisait pourtant, comme paralysé par une puissance inconnue. Le prince Cambacérès, courbé sous le poids de ses chagrins, se taisait également. L'Impératrice, vivement agitée, demandait du regard un conseil à tous les assistants.

M. de Talleyrand, avec l'autorité attachée à son nom, prit à son tour la parole, et exprima une opinion vraiment surprenante pour ceux qui auraient connu ses relations secrètes. Avec cette gravité lente, gracieuse et dédaigneuse à la fois, qui caractérisait sa manière de parler, il émit un avis profondément politique, tel qu'il aurait pu l'émettre s'il avait été entièrement dévoué aux Bonaparte. Il s'étendit peu sur l'enthousiasme qu'on pourrait provoquer en allant à l'hôtel de ville avec l'Impératrice et le Roi de Rome, car son esprit n'ajoutait guère foi à ce genre de ressources, mais il insista sur le danger de laisser Paris vacant. Évacuer la capitale c'était, selon lui, la livrer aux entreprises qu'un parti ennemi ne manquerait pas d'y tenter à la première apparition des armées coalisées. Ce parti ennemi que chacun connaissait, était celui des Bourbons. La coalition, dont il avait toute la faveur, approchait. Abandonner Paris, en faire partir Marie-Louise, c'était débarrasser la coalition de toutes les difficultés qu'elle pouvait rencontrer pour opérer une révolution. Telle fut, non dans les termes, mais quant au sens, l'opinion exprimée par M. de Talleyrand, et il était singulier d'entendre l'homme qui devait être le principal auteur de la prochaine révolution, la décrire si parfaitement à l'avance.

Les gens sans finesse, et qui justement parce qu'ils n'en ont pas en supposent partout, crurent dans le moment, et répétèrent que M. de Talleyrand avait soutenu cet avis pour qu'on en suivît un autre. Ils commettaient là une erreur puérile. M. de Talleyrand, consulté à l'improviste, avait

obéi à son bon sens, et conseillé ce qu'il y avait de mieux. De plus, le projet de départ le contrariait. Rester à Paris après avoir conseillé d'en sortir, c'était se mettre gravement en faute; partir, c'était courir les aventures à la suite du gouvernement qui s'en allait, et s'éloigner du gouvernement qui arrivait. Enfin, le conseil de rester avait une couleur de dévouement qui pouvait être utile, si Napoléon, qu'on ne croirait réellement perdu qu'en le sachant mort, venait à triompher. Après avoir ainsi obéi à la nature de son esprit et à ses convenances, M. de Talleyrand se tut, ôtant à tous les assistants le courage d'émettre un avis politique après le sien. On recueillit les voix, et un premier recensement des votes parut assurer une majorité considérable à ceux qui désapprouvaient le départ de l'Impératrice et du Roi de Rome.

Ce résultat était à peine annoncé, qu'une anxiété singulière éclata sur le visage du ministre Clarke, et surtout sur celui du prince Joseph, qui cependant avait encouragé visiblement l'opinion en faveur de laquelle la majorité venait de se prononcer. Alors, comme s'il eût cédé à une nécessité impérieuse, le ministre de la guerre se leva, et prononça un discours développé pour conseiller de nouveau le départ de l'Impératrice et du Roi de Rome. Il en donna des raisons qui, sans être bonnes, étaient les moins mauvaises qu'on pût alléguer. Tout n'était pas dans Paris, disait-il, tout n'y devait pas être, et Paris pris, il fallait défendre à outrance le reste de la France, et le disputer opiniâtrément à l'ennemi. Il fallait, avec l'Impératrice, avec le Roi de Rome, se rendre dans les provinces qui n'étaient pas envahies, y appeler les bons Français à sa suite, et se faire tuer avec eux pour la défense du sol et du trône. Or, cette lutte prolongée n'était pas possible, si, en laissant l'Impératrice et son fils dans la capitale, on les exposait à tomber dans les mains des souverains coalisés. On rendrait ainsi à l'empereur d'Autriche le gage précieux qu'on tenait de lui, et si quelque part on voulait lever l'étendard de la résistance, on n'aurait aucune des personnes augustes autour desquelles il serait possible de rassembler les sujets dévoués à l'Empire. Or, cette probabilité de voir l'ennemi pénétrer dans Paris était plus grande qu'on ne l'imaginait, car il y avait très-peu de chances, avec les ressources restées dans la capitale, de résister aux 200 mille hommes qui marchaient sur elle.

Le ministre de la guerre avait pris tant de peine par pure obéissance. Au fond il n'avait d'avis sur rien. Les arguments qu'il avait fait valoir, et qu'il avait puisés dans le souvenir historique des résistances désespérées, ces arguments, vrais à Vienne sous Marie-Thérèse, à Berlin sous le grand Frédéric, faux à Paris sous un soldat vaincu, ne touchèrent personne, car sans s'en rendre compte, et sans oser le dire, chacun sentait qu'avec un gouvernement d'origine révolutionnaire, dont la faveur était perdue, et auquel il y avait un remplaçant tout préparé, quitter la capitale c'était donner ouverture à une révolution. Chacun donc persista, et les avis ayant été recueillis de nouveau, on vit la presque unanimité se prononcer pour que Marie-Louise et le Roi de Rome restassent dans Paris.

Alors Joseph sortit de son silence obstiné, et ce qui semblait inexplicable dans son attitude s'expliqua. Il lut deux lettres de l'Empereur, l'une datée de Troyes après la bataille de la Rothière, l'autre de Reims après les batailles de Craonne et de Laon, dans lesquelles Napoléon disait qu'à aucun prix il ne fallait laisser tomber son fils et sa femme dans les mains des alliés. Nous avons fait connaître le motif qui avait inspiré Napoléon en écrivant ces deux lettres. C'était, indépendamment de l'affection très-réelle qu'il avait pour sa femme et son fils, le désir de conserver dans ses mains un gage précieux; c'était de plus la crainte que Marie-Louise ne devînt l'instrument docile de tout ce qu'on voudrait tenter contre lui, notamment en créant une régence qui serait son exclusion du trône. Après l'inquiétante bataille de la Rothière, il avait pensé ainsi, et il avait pensé encore de même après les douteuses batailles de Craonne et de Laon. Ces deux lettres furent pour le Conseil de régence un coup accablant. Au premier moment, ceux dont l'opinion était vaincue s'écrièrent qu'on avait eu bien tort de les assembler pour leur demander un avis, s'il y avait un ordre de Napoléon, ordre absolu, n'admettant pas de discussion. Mais bientôt, la réflexion succédant à la première impression, ils examinèrent les lettres citées, et contestèrent l'usage qu'on en faisait. La première avait été écrite dans d'autres circonstances, après la bataille de la Rothière, lorsqu'il paraissait n'y avoir aucune chance de résister à l'ennemi. Depuis, d'éclatants succès, mêlés, il est vrai, d'événements moins heureux, avaient prolongé la guerre, et en avaient rendu le résultat incertain. Les circonstances étaient donc différentes, et Napoléon ne

donnerait peut-être pas aujourd'hui les mêmes ordres.

A cette interprétation la seconde lettre, écrite de Reims le 16 mars, lendemain do l'heureux combat de Reims, et au moment où commençait la marche vers les places fortes, répondait péremptoirement. Il fallut donc se rendre, et consentir au départ pour le lendemain matin 29. Il fut convenu toutefois que Joseph et les ministres resteraient afin de diriger la défense de Paris, et qu'ils ne partiraient que lorsqu'on ne pourrait plus disputer cette ville à l'ennemi. L'archichancelier Cambacérès, peu propre au tumulte des armes, et d'ailleurs conseiller indispensable de la Régente, dut seul accompagner Marie-Louise. On se sépara consterné, et dans un état d'agitation qui n'était pas ordinaire sous ce gouvernement jusque-là si obéi et si paisible. On s'accusait en effet les uns les autres, et on s'imputait la ruine prochaine de l'Empire. Quelques membres des plus ardents reprochèrent au duc de Rovign de n'avoir pas recours aux moyens qui avaient sauvé la France en quatre-vingt-douze, et par exemple de ne pas chercher à soulever le peuple; à quoi il répliqua qu'il était bien de cet avis, mais que pour armer le peuple il lui faudrait deux choses qu'il n'avait pas, des armes d'abord, et ensuite la permission de recourir à un tel moyen. En descendant l'escalier des Tuileries, M. de Talleyrand, qui marchait comme il parlait, c'est-à-dire lentement, dit au duc de Rovigo, en s'appuyant sur la canne dont il s'aidait habituellement : Eh bien, voilà donc comment devait finir ce règne glorieux!... Terminer sa carrière comme un aventurier, au lieu de la terminer paisiblement sur le plus grand des trônes, et après avoir donné son nom à son siècle... quelle fin!... L'Empereur serait bien à plaindre, s'il n'avait pas mérité son sort en s'entourant de pareilles incapacités!... — Le duc de Rovigo, qui lui aussi avait senti sa faveur décroître, et no faisait pas grand cas de ceux qui l'avaient remplacé dans la confiance de l'Empereur, baissa la tête, ne répondit rien, parut même approuver les paroles do M. de Talleyrand. Celui-ci alors, avec un regard qui était une provocation à un peu plus de confiance, ajouta : Pourtant il ne peut convenir à tout le monde de se laisser écraser sous de telles ruines, et c'est le cas d'y songer!... — Puis, trouvant le duc de Rovigo silencieux, car, quoique mécontent, ce serviteur était fidèle, il termina l'entretien par ces simples mots : Nous verrons. — Il se jeta ensuite dans sa voiture, craignant presque d'en avoir trop dit.

Après cette séance, dont les suites furent si graves, Joseph, le prince Cambacérès, Clarke, en accompagnant l'Impératrice dans ses appartements, se communiquèrent ce qu'ils pensaient, et s'avouèrent entre eux que le parti adopté par obéissance à Napoléon avait de bien grands inconvénients. — Mais dites-moi, reprit alors Marie-Louise, ce que je dois faire, et je le ferai. Vous êtes mes vrais conseillers, et c'est à vous à m'apprendre comment je dois interpréter les volontés de mon époux. — Le prince Cambacérès dont la sagesse était désormais sans force, Joseph qui craignait la responsabilité, n'osèrent conseiller la désobéissance aux lettres de Napoléon. Cependant on décida qu'avant do s'y conformer, on s'assurerait bien si le péril était aussi réel qu'on l'avait cru, et si dès lors il était déjà temps de faire application d'ordres jugés si dangereux. Il fut donc résolu que Joseph et Clarke feraient le lendemain matin uno reconnaissance militaire autour do Paris, et quo l'Impératrice ne partirait qu'après un dernier avis de leur part.

Le lendemain 29, la place du Carrousel se remplit des voitures de la Cour. On y avait chargé, outre le bagage de la famille impériale, les papiers les plus précieux de Napoléon, les restes de son trésor particulier qui s'élevaient à environ 18 millions, la plus grande partie en or, et enfin les diamants de la Couronne. Une foule inquiète et mécontente était accourue, car Marie-Louise paraissait à beaucoup d'esprits une garantie contre la barbarie des étrangers. On ne pillerait pas, se disait-on, on ne brûlerait pas, on n'écraserait pas sous les bombes, la ville qui renfermait la fille et le petit-fils de l'empereur d'Autriche. — Le départ de Marie-Louise semblait une désertion, une sorte de trahison. Toutefois la foule restait inactive et muette. Quelques officiers de la garde nationale ayant réussi à pénétrer dans le palais, car dans le malheur l'étiquette tombe devant l'émotion publique, firent effort auprès de Marie-Louise pour l'empêcher de partir, en lui disant qu'ils étaient prêts à la défendre elle et son fils jusqu'à la dernière extrémité. Elle répondit tout en larmes qu'elle était une femme, qu'elle n'avait aucune autorité, qu'elle devait obéir à l'Empereur, et les remercia beaucoup de leur dévouement sans pouvoir ni le refuser ni l'accepter. L'infortunée (elle était sincèrement attachée alors à la cause de son fils et de son époux), l'infortunée allait, venait dans ses appartements, attendant Joseph qui n'arrivait

pas, ne sachant que dire, que résoudre, et pleurant. Enfin des messages réitérés de Clarke annonçant que la cavalerie légère de l'ennemi inondait déjà les environs de la capitale, elle partit vers midi, dévorée de chagrin, emmenant son fils qui trépignait de dépit, et demandait où on le menait. — Où on le menait, malheureux enfant!... A Vienne, où il devait mourir, sans père, presque sans mère, sans patrie, réduit à ignorer son origine glorieuse!... Malheureux enfant, né de la prodigieuse aventure qui avait uni un soldat à la fille des Césars, et dont la destinée, après nos revers, est ce qu'il y a de plus digne de pitié dans ces événements extraordinaires!

Le long cortége de cette cour consternée, triste exemple des vicissitudes humaines, fait pour effrayer tout ce qui est heureux, s'écoula vers Rambouillet, au milieu de la foule mécontente, mais silencieuse, et prévoyant en ce moment l'avenir comme s'il lui eût été dévoilé tout entier. Douze cents soldats de la vieille garde escortaient la Cour fugitive. Cette funeste journée du 29, veille d'une journée plus funeste encore, fut consacrée à quelques préparatifs de défense. Joseph avait employé la matinée à exécuter, en compagnie de plusieurs officiers, une reconnaissance des environs de Paris, ce qui avait retardé ses réponses à l'Impératrice, et il en avait rapporté la conviction qu'avec les moyens dont on disposait, on ne défendrait pas la capitale vingt-quatre heures. Il est certain qu'avec les forces amenées par les deux maréchaux, avec les dépôts existant dans Paris, on ne pouvait guère opposer plus de 22 ou 23 mille soldats à l'ennemi qui en comptait près de 200 mille. La garde nationale comprenait bien 12 mille hommes que le sentiment du devoir, l'horreur de l'étranger, auraient convertis en soldats dévoués, mais il y en avait tout au plus 3 ou 4 mille qui eussent des armes. Parmi le peuple on aurait trouvé des bras vigoureux, et dans ce danger commun très-dociles, mais on n'avait pas de fusils à leur donner. Quant aux ouvrages défensifs, nous avons dit qu'ils se bornaient à quelques redoutes mal armées, et à quelques tambours en avant des portes, construits en palissades et sans fossés. Napoléon cependant avait envoyé des ordres, malheureusement très-généraux, tels qu'il lui était possible de les envoyer de loin, et au milieu des mouvements si multipliés de l'armée active. D'ailleurs, comme il s'agissait d'une résistance irrégulière, soutenue en se servant de tout ce qu'un avait sous la main, rien ne pouvait être prévu ni prescrit d'avance. Il eût fallu que Napoléon fût présent, avec sa volonté, son activité, son esprit inventif, son indomptable énergie, pour tirer parti des ressources qu'offrait Paris ; et l'excellent mais irrésolu Joseph, l'incapable et douteux duc de Feltre, n'étaient guère propres à le suppléer en pareille circonstance. Ils n'étaient frappés que d'une chose, c'est qu'ils avaient 20 ou 25 mille hommes de troupes régulières, et que l'ennemi en avait 200 mille. Certainement l'idée d'une bataille dans ces conditions devait n'inspirer que du désespoir, mais c'était la plus inepte des conceptions que de prétendre livrer bataille sous les murs de Paris, car la bataille perdue, et il était impossible qu'elle ne le fût pas, tout était perdu, la bataille, Paris, le gouvernement et la France. Il fallait défendre Paris comme le général Bourmont quelques jours auparavant avait défendu Nogent, comme le général Alix avait défendu Sens, comme les Espagnols avaient défendu leurs villes, comme le peuple parisien lui-même a trop souvent défendu Paris contre ses gouvernements, avec ses faubourgs barricadés, avec sa population derrière les barricades, sauf à réserver l'armée de ligne pour la jeter sur les points où l'ennemi aurait pénétré. Or, pour une résistance de ce genre, les ressources étaient loin de manquer. L'armée, avec ce qu'on allait adjoindre aux corps des maréchaux Marmont et Mortier, pouvait bien être portée à 24 ou 25 mille hommes. Il y avait 12 mille gardes nationaux, auxquels on aurait pu livrer 5 ou 6 mille fusils ordinairement disponibles sur les 30 ou 40 mille qu'on travaillait à réparer, et que Clarke s'obstinait à conserver pour les troupes actives, ce qui aurait élevé à 8 ou 9 mille le nombre de gardes nationaux qui auraient été régulièrement armés. Le peuple de Paris aurait fourni à cette époque 50 à 60 mille volontaires qu'il eût été facile d'armer avec des fusils de chasse dont la capitale a toujours abondé, que le zèle des habitants eût offerts, et qu'en tout cas on eût trouvé les moyens de prendre administrativement. Vincennes contenait 200 bouches à feu de tout calibre et des munitions immenses. On aurait pu en couvrir les hauteurs de Paris, et assurément personne n'eût refusé ses chevaux pour les y transporter. En barricadant les rues des faubourgs et de la ville, en plaçant la population derrière ces barricades, en couvrant d'artillerie certaines positions choisies, en disposant l'armée sur les points où un succès de l'ennemi était à

craindre, ou bien en la jetant des hauteurs dans le flanc des colonnes d'attaque, comme la configuration des lieux le permettait, il était possible certainement d'interdire à l'ennemi l'entrée de Paris, au moins pour quelques jours. Les lieux eux-mêmes, bien étudiés, eussent offert des ressources dont on aurait pu se servir très-utilement.

Tout le monde connaît, ou pour l'avoir habitée, ou pour l'avoir visitée, la grande capitale qu'il s'agissait de défendre. L'ennemi arrivant par la rive droite de la Seine, rencontrait forcément le demi-cercle de hauteurs qui entoure Paris, de Vincennes à Passy, et qui renferme sa partie la plus populeuse et la plus riche. Du confluent de la Marne et de la Seine, près de Charenton, jusqu'à Passy et Auteuil (voir la carte nº 62), une chaîne de hauteurs plus ou moins élevées, tantôt élargies en plateau comme à Romainville, tantôt saillantes comme à Montmartre, enceignent Paris, et offraient de précieux moyens de résistance, même avant qu'un roi patriote eût couvert ces positions de fortifications invincibles. Au sud et à l'est de ce demi-cercle (en restant toujours sur la rive droite de la Seine), se trouvent Vincennes, sa forêt, son château, et les escarpements de Charonne, de Ménilmontant, de Montreuil. La colonne ennemie qui se présente de ce côté est presque sans communication avec celle qui se présente au nord-est, c'est-à-dire dans la plaine Saint-Denis, à moins qu'elle n'ait eu d'avance la précaution de s'emparer du plateau de Romainville. Si cette précaution n'a pas été prise, une force défensive, bien établie sur le plateau de Romainville, peut tomber dans le flanc de la colonne ennemie qui arrive par Vincennes, ou dans le flanc de celle qui, traversant la plaine Saint-Denis, veut attaquer les barrières de la Villette, de Saint-Denis, de Montmartre. Cette dernière colonne venant par le nord-est à travers la plaine Saint-Denis, rencontre forcément la butte Saint-Chaumont, les hauteurs de Montmartre, de l'Étoile et de Passy, et si elle appuie trop vers l'Étoile, elle s'expose à être acculée sur le bois de Boulogne, et jetée dans la Seine, grâce au retour que cette rivière fait sur elle-même de Saint-Cloud à Saint-Denis.

Les hauteurs de l'Étoile, de Montmartre, de Saint-Chaumont, de Romainville, étant couvertes de fortes redoutes et de beaucoup d'artillerie, la ville étant barricadée et défendue par la population, l'armée étant distribuée entre les barrières les plus menacées, mais réservée surtout pour occuper le plateau de Romainville, une résistance non pas invincible assurément, mais prolongée quelques jours au moins, pouvait être opposée à la coalition, et donner à Napoléon le temps de manœuvrer sur ses derrières, temps sur lequel il avait compté, n'imaginant pas que la défense de Paris se réduisît à une journée, c'est-à-dire au nombre d'heures que 25 mille hommes mettroient à se battre en rase campagne contre 200 mille.

Mais on n'avait songé ni à faire ces études de terrain, ni à se servir de la population de Paris, parce que, Napoléon étant absent, personne ne savait ni penser, ni agir. A peine restait-il à ceux qui le remplaçaient le courage du soldat, qui, dans notre pays, fait rarement défaut. Au-dessous de Joseph, au-dessous de Clarke, qui auraient dû commander et ne commandaient pas, le général Hulin était chef de la place de Paris, et le maréchal Moncey chef de la garde nationale. Chacun des deux s'occupait, sans aucun concert avec l'autre, de ce qui le concernait spécialement. Le général Hulin, brave homme, très-dévoué, mais habitué depuis longtemps à sommeiller dans Paris, s'était hâté d'envoyer quelques pièces de canon sur Montmartre et sur la butte Saint-Chaumont. N'ayant pas l'autorité nécessaire pour employer les chevaux des particuliers à transporter l'artillerie de Vincennes, il avait pu à peine traîner sur les hauteurs quelques bouches à feu, dressées sur des plates-formes inachevées, et pourvues de munitions insuffisantes ou n'allant pas au calibre des canons. Le maréchal Moncey, toujours disposé à remplir son devoir, après avoir vainement réclamé des fusils pour la garde nationale, avait obtenu au dernier moment les 3 mille fusils disponibles, les lui avait fait distribuer, puis avait rangé les 6 mille gardes nationaux qu'il était parvenu à armer, les uns derrière les palissades élevées aux barrières, les autres en réserve afin de les envoyer sur les points les plus menacés.

Quant aux maréchaux Marmont et Mortier, le ministre Clarke s'était borné à leur assigner comme terrain de combat le pourtour de Paris, sans examiner s'il était raisonnable ou non de livrer une bataille en avant de la capitale. Il avait confié la droite de ce pourtour à Marmont, qui devait défendre ainsi le sud et l'est des hauteurs, c'est-à-dire l'avenue de Vincennes, les barrières du Trône et de Charonne, le plateau de Romainville, plus une partie du revers nord de ce plateau, jusqu'aux Prés Saint-Gervais. Il avait confié la gauche à Mortier, qui devait défendre le

terrain depuis le canal de l'Ourcq jusqu'à la Seine, c'est-à-dire la plaine Saint-Denis.

Ces deux maréchaux, après tous les combats qu'ils avaient soutenus pendant leur retraite, ne ramenaient pas en tout plus de 12 mille hommes. On leur adjoignit le général Compans qui s'était sauvé par miracle, et qui avait avec lui la division de jeune garde récemment organisée à Paris, et la division Ledru des Essarts tirée des dépôts. Il avait environ 6 mille baïonnettes. On le plaça sous les ordres du maréchal Marmont. Le général Ornano, commandant les dépôts de la garde, en avait tiré encore une division de 4 mille jeunes gens, n'ayant jamais vu le feu, et arrivés à Paris depuis quelques jours seulement. Elle était commandée par le général Michel, et fut mise sous les ordres du maréchal Mortier. Grâce à ce dernier secours, les forces actives des deux maréchaux s'élevaient à 22 mille hommes. En arrière d'eux, 6 mille gardes nationaux, quelques centaines de vétérans et de jeunes gens des Écoles attachés au service de l'artillerie, portaient à environ 28 ou 29 mille les défenseurs de la capitale, et ces braves gens, comme on vient de le voir, avaient, pour les protéger, quelques pièces de canon sur les hauteurs de Montmartre, de Saint-Chaumont, de Charonne, et quelques palissades en avant des barrières.

Les maréchaux, arrivés dans la soirée du 29, eurent tout juste le temps de voir le ministre de la guerre, et de s'entretenir un instant avec lui, pendant que leurs troupes prenaient un repos indispensable. La confusion était si grande, que quoique l'administration des subsistances eût réuni des vivres en suffisante quantité, les soldats eurent à peine de quoi se nourrir. Ils vécurent uniquement de la bonne volonté des habitants. Les deux maréchaux les laissèrent reposer quelques heures, pour les porter ensuite sur le terrain où ils devaient combattre.

Les souverains alliés étaient le 29 au soir au château de Bondy, et, abordant Paris par le nord-est, ils avaient résolu de l'attaquer par la rive droite de la Seine, car aucun ennemi, à moins d'y être contraint par des circonstances extraordinaires, n'aurait voulu joindre aux difficultés naturelles de l'attaque celles d'une opération exécutée au delà de la Seine, avec charge de repasser cette rivière en cas d'insuccès. Ayant donc à opérer sur la rive droite de la Seine, les généraux de la coalition combinèrent leurs efforts conformément à la nature des lieux. Ils se décidèrent à trois attaques simultanées : une à l'est, exécutée par Barclay de Tolly, avec le corps de Rajeffsky et toutes les réserves (50 mille hommes environ), ayant spécialement pour but d'enlever, par Rosny et Pantin, le plateau de Romainville; une au sud, pour seconder la précédente, exécutée par le prince royal de Wurtemberg, avec son corps et celui de Giulay (à peu près 30 mille hommes), et devant aboutir à travers le bois de Vincennes aux barrières de Charonne et du Trône; enfin, une troisième, au nord, dans la plaine Saint-Denis, exécutée par Blucher à la tête de 90 mille hommes, et particulièrement dirigée contre les hauteurs de Montmartre, de Clichy, de l'Étoile. De ces trois colonnes, la plus avancée dans sa marche était celle de Barclay de Tolly. Celle de Blucher, venue par la route de Meaux, et ayant à gagner la chaussée de Soissons, était, le 29 au soir, moins rapprochée du but que les deux autres. Le prince de Wurtemberg qui avait eu à longer la Marne, et l'avait passée tard, était également en arrière. Il fut convenu que les uns et les autres entreraient en action le plus tôt qu'ils pourraient.

De notre côté les maréchaux Marmont et Mortier, étant arrivés à une heure fort avancée de la soirée, et ayant couché entre Charenton, Vincennes, Charonne, durent venir par le sud occuper les hauteurs. Marmont avec ses troupes gravit les escarpements de Charonne et de Montreuil, pour aller s'établir sur le plateau de Romainville et sur le revers nord de ce plateau jusqu'aux Prés Saint-Gervais. (Voir le plan de Paris dans la carte nº 62.) Mortier avait encore plus de chemin à parcourir. Montant par le boulevard extérieur de Charonne à Belleville, ayant ensuite à descendre sur Pantin, la Villette et la Chapelle, il devait enfin gagner la plaine Saint-Denis, pour s'établir la droite au canal de l'Ourcq, la gauche à Clignancourt, au pied même des hauteurs de Montmartre. Il lui fallait donc, pour être en ligne, beaucoup plus de temps qu'à Marmont. Heureusement il devait avoir affaire à Blucher, qui était lui-même en retard, et il avait ainsi la certitude de n'être pas devancé par l'ennemi.

Marmont, se fiant trop légèrement au rapport d'un officier, n'avait pas cru que le plateau de Romainville fût occupé, et par ce motif ne s'était guère pressé d'y arriver. Lorsqu'il s'y présenta, les troupes de Rajeffsky en avaient déjà pris possession. Avec 1,200 hommes de la division Lagrange, il se jeta sur les avant-postes ennemis, les chassa du plateau, et les refoula sur Pantin

et Noisy. Au même instant la division Ledru des Essarts se logea dans le bois de Romainville, qui couvre le flanc des hauteurs du côté de la plaine Saint-Denis. Marmont distribua ensuite ses troupes de la manière suivante. Il avait à sa disposition l'une des dernières divisions tirées des dépôts de Paris, sous le duc de Padoue, ses anciennes divisions Lagrange et Ricard, le rassemblement du général Compans qu'on lui avait adjoint la veille, et enfin quelque cavalerie sous les généraux Chastel et Bordesoulle. Il laissa sa cavalerie entre Charonne et Vincennes, avec mission de défendre le pied des hauteurs du côté sud, et de couvrir la barrière du Trône; il plaça le duc de Padoue à sa droite, sur le bord extrême du plateau de Romainville, dans les plus hautes maisons de Bagnolet et de Montreuil, qui sont bâties en amphithéâtre sur le revers méridional, ayant besoin de soleil pour leurs arbres fruitiers. Il rangea sur le plateau même et au centre la division Lagrange, adossée aux maisons de Belleville, la division Ricard à gauche dans le bois de Romainville, enfin, sur le penchant nord, la division Ledru des Essarts, du corps de Compans, et au pied dans la plaine, aux Prés Saint-Gervais, la division Boyer de Rebeval. La division Michel, qui attendait le maréchal Mortier pour se ranger sous ses ordres, gardait en son absence la Grande et la Petite-Villette.

La fusillade et la canonnade avaient de bonne heure réveillé Paris, qui du reste n'avait guère dormi, et Joseph, accompagné du ministre de la guerre, du ministre de la police, des directeurs du génie et de l'artillerie, avait établi son quartier général au sommet de la butte Montmartre.

Barclay de Tolly, convaincu que lorsque le prince royal de Wurtemberg au sud, Blucher au nord, seraient entrés en ligne, le combat tournerait bientôt à l'avantage des alliés, ne voulut cependant pas laisser aux défenseurs de Paris le premier succès de la journée. Il résolut en conséquence de reprendre le plateau de Romainville, et il y employa une partie de ses réserves. Ces réserves se composaient des gardes à pied et à cheval, et des grenadiers réunis. Le général Paskewitch dut, avec une brigade de la 2[e] division des grenadiers, gravir le plateau par Rosny; il dut aussi l'attaquer par le sud, en s'y portant par Montreuil avec la seconde brigade de cette 2[e] division, et avec la cavalerie du comte Pahlen. La 1[re] division des grenadiers fut confiée au prince Eugène de Wurtemberg, pour assaillir Pantin et les Prés Saint-Gervais dans la plaine au nord.

Cette attaque, conduite avec vigueur, eut un commencement de succès. Le général Mezenzoff, qui avait été repoussé le matin, renforcé par les grenadiers, remonta sur le plateau malgré la division Lagrange, et parvint à l'occuper. A droite, la 2[e] brigade des grenadiers, après avoir tourné le plateau par Montreuil et Bagnolet, obligea la division du duc de Padoue, en la débordant, à rétrograder. Nous perdîmes donc du terrain, bien que nos soldats résistassent avec une bravoure désespérée soit au nombre, soit à la qualité des troupes qui étaient les plus aguerries de la coalition.

Cependant, tout en perdant du terrain, nous contenions l'ennemi. En effet, les cuirassiers russes, amenés sur le plateau, essayèrent de charger notre infanterie, furent couverts de mitraille, et arrêtés par nos baïonnettes. A mesure qu'on se retirait de Romainville sur Belleville, le plateau se resserrant, nos troupes avaient l'avantage de se concentrer. A droite nous trouvions l'appui des maisons de Bagnolet, à gauche celui du bois de Romainville, et nos soldats, se dispersant en tirailleurs, faisaient essuyer aux assaillants des pertes nombreuses. Notre artillerie, favorisée par le terrain, parce que le plateau s'élevait en rétrogradant vers Belleville, vomissait la mitraille sur les grenadiers russes; et à chaque instant renversait parmi eux des lignes entières. Pendant ce temps les jeunes soldats de Ledru des Essarts avaient reconquis arbre par arbre le bois de Romainville, et débordé ainsi les troupes russes qui avaient occupé la largeur du plateau. Au pied même du plateau, vers le côté nord, le général Compans était resté maître de Pantin avec le secours de la division Boyer de Rebeval, et des Prés Saint-Gervais avec le secours de la division Michel. Il avait même rejeté au delà des deux villages le prince de Wurtemberg qui avait tenté de s'en emparer à la tête de la 1[re] division de grenadiers.

Le maréchal Mortier s'établissant enfin dans la plaine Saint-Denis, avait placé les divisions Curial et Charpentier de jeune garde à la Villette, la division Christiani de vieille garde à la Chapelle, et sa cavalerie au pied même de Montmartre.

Il était dix heures du matin, et si nous avions eu, indépendamment des troupes qui couvraient le pourtour de Paris, une colonne de 10 mille soldats aguerris pour prendre l'offensive, nous

aurions pu en ce moment infliger un grave échec aux alliés. Mais loin d'être en mesure de prendre l'offensive, nous avions à peine de quoi défendre nos positions. Dans cet état de choses, le prince de Schwarzenberg attendant ses deux ailes qui étaient en retard, et nos deux maréchaux étant réduits à la défensive, on se bornait de part et d'autre à canonner et à tirailler, avec grande supériorité, du reste, de notre côté, grâce au zèle des troupes et à l'avantage du terrain.

A cette heure, Joseph tenait conseil sur la butte Montmartre, où il était allé s'établir. Plusieurs officiers envoyés auprès des maréchaux lui avaient apporté de leur part, avec la promesse de se faire tuer eux et leurs soldats jusqu'au dernier homme, de tristes pressentiments pour les suites de la journée, et à peu près la certitude d'être obligés de rendre la capitale. Ces nouvelles agitaient fort Joseph, qui redoutait non pas le danger, mais les humiliations, et qui ne voulait à aucun prix devenir prisonnier de la coalition. Or les progrès de l'attaque lui faisaient craindre d'être en quelques heures au pouvoir de l'ennemi. On voyait du haut de Montmartre les masses noires et profondes de Blucher traverser la plaine Saint-Denis, et des officiers venus des environs de Vincennes affirmaient qu'à l'est et au sud on apercevait une nouvelle armée qui tournait Paris, et cherchait à y pénétrer par les barrières de Charonne et du Trône. Ainsi ce qu'on recueillait par les yeux, ce qu'on recueillait par la bouche des allants et venants, tout annonçait une catastrophe imminente. Joseph en délibéra avec les ministres qui l'avaient accompagné, avec les directeurs du génie et de l'artillerie, et tout le monde fut d'avis que sous quelques heures il faudrait rendre Paris. En effet la défense étant réduite à une bataille livrée en plaine dans la proportion d'un contre dix, le résultat ne pouvait être douteux, quelque braves que fussent nos soldats et nos généraux. En présence d'une telle certitude, Joseph résolut de s'éloigner. Des reconnaissances lui ayant appris qu'on découvrait déjà les Cosaques sur le chemin de la Révolte et à la lisière du bois de Boulogne, il se hâta de partir, en ordonnant aux ministres de le suivre, ainsi qu'on en était convenu, lorsque le moment suprême serait arrivé. Pour toute instruction il autorisa les deux maréchaux, quand ils ne pourraient plus se défendre, à stipuler un arrangement qui garantît la sûreté de Paris, et procurât à ses habitants le meilleur traitement possible.

Sur ces entrefaites, l'attaque de l'ennemi avait fait des progrès inévitables. Au nord, c'est-à-dire dans la plaine Saint-Denis, le maréchal Blucher avait franchi enfin la distance qui le séparait de nos positions. Le général Langeron avait repoussé d'Aubervilliers et de Saint-Denis nos faibles avant-postes, et envoyé sa cavalerie et son infanterie légères par le chemin de la Révolte jusqu'à la lisière du bois de Boulogne. Le gros de son infanterie se dirigeait vers le pied de Montmartre, tandis que le corps du général d'York prenant à gauche (gauche des alliés) se portait sur la Chapelle par la route de Saint-Denis, et que les corps de Kleist et de Woronzoff, prenant plus à gauche encore, marchaient sur la Villette. Le prince de Schwarzenberg, voyant Blucher en ligne, lui demanda un renfort pour aider le prince Eugène de Wurtemberg à enlever Pantin, les Prés Saint-Gervais, tous les villages, en mot, situés au pied du plateau de Romainville. La division prussienne Kotzler, les gardes prussienne et badoise furent alors envoyées au secours du corps de Rajeffsky, et passèrent le canal de l'Ourcq, près de la ferme du Rouvray, pour participer à une nouvelle attaque.

Tandis que ces mouvements s'exécutaient au nord, le prince royal de Wurtemberg au sud avait franchi également la distance qui le séparait du point d'attaque, et apporté son concours aux troupes alliées. Après avoir traversé le pont de Neuilly-sur-Marne, et y avoir laissé le corps de Giulay pour garder ses derrières, il avait marché sur deux colonnes, l'une longeant les bords de la Marne, l'autre traversant par le chemin le plus court la forêt de Vincennes. La première avait enlevé le pont de Saint-Maur, contourné la forêt, et assailli Charenton par la rive droite. Les gardes nationales des environs, qui avec l'École d'Alfort défendaient le pont de Charenton, se trouvant prises à revers, avaient été forcées, malgré une vaillante résistance, d'abandonner le poste, et de se jeter à travers la campagne sur la gauche de la Seine. Cette colonne ennemie ayant atteint son but, qui était d'occuper tous les ponts de la Marne pour empêcher aucun corps auxiliaire de venir troubler l'attaque de Paris, s'était mise à tirailler avec la garde nationale devant la barrière de Bercy. La seconde colonne du prince de Wurtemberg avait traversé en ligne droite le bois de Vincennes, et prêté assistance au comte Pahlen, ainsi qu'aux troupes de Rajeffsky et de Paskewitch qui attaquaient Montreuil, Bagnolet, Charonne.

Toutes les forces alliées se trouvant portées en ligne, l'action recommença avec plus de violence. Au nord, la division du prince Eugène de Wurtemberg, secondée par les grenadiers russes déjà venus à son secours, et par les troupes prussiennes récemment arrivées, se jeta sur Pantin et les Prés Saint-Gervais, mais fut chaudement reçue par les divisions de jeune garde Boyer de Rebeval et Michel, que commandait le général Compans. Un moment les coalisés réussirent à s'emparer des deux villages, mais nos jeunes soldats s'adossant alors au pied des hauteurs où ils rencontraient l'appui d'une artillerie bien postée, reprirent courage, et rentrèrent dans les villages, où le carnage devint épouvantable. De ce côté, l'ennemi ne réussit donc point, quelque vigoureuse que fût son attaque.

Sur le plateau de Romainville, la défense fut non pas moins énergique, mais moins heureuse. Les troupes des généraux Helfreich et Mezenzoff, soutenues par les grenadiers de Paskewitch, quoique d'abord repoussées, avaient fini par gagner du terrain. Ayant réussi notamment à s'emparer de Montreuil et de Bagnolet, elles s'étaient établies sur le versant sud du plateau, et bien secondées par les troupes du comte Pahlen et du prince royal de Wurtemberg qui opéraient entre Vincennes et Charonne, elles avaient conquis les premières maisons de Ménilmontant. La division de réserve du duc de Padoue qui formait la droite de Marmont, se trouvant débordée, avait été forcée de se replier, et de découvrir les divisions Lagrange et Ricard qui occupaient le milieu du plateau. Sur la gauche de Marmont, la division Ledru des Essarts, vivement poussée d'arbre en arbre dans le bois de Romainville, voyait également le bois lui échapper peu à peu.

Se sentant ainsi pressé sur ses deux flancs, Marmont imagina de tenter un effort au centre contre la masse ennemie qui s'avançait bien serrée, couverte sur son front par une artillerie nombreuse, appuyée sur ses ailes par de forts détachements de grosse cavalerie. Le maréchal se mit lui-même à la tête de quatre bataillons formés en colonne d'attaque, et fondit sur les grenadiers russes qui marchaient en première ligne. Douze pièces de canon chargées à mitraille tirèrent de fort près sur nos soldats, qui soutinrent ce feu avec une fermeté héroïque, et continuèrent de se porter en avant. Mais au même instant ils furent abordés de front par les grenadiers russes, et pris en flanc par les chevaliers-gardes que conduisait Miloradowitch. Accablés par le nombre, les quatre bataillons de Marmont furent obligés de plier, après s'être battus corps à corps avec une véritable fureur. Le maréchal les ramena sur Belleville, et il allait succomber sous la masse des assaillants de toutes armes, quand un brave officier nommé Ghesseler, embusqué sur la droite, dans un petit parc dit des Bruyères, dont il ne reste plus aujourd'hui que le souvenir, s'élança à la tête de 200 hommes dans le flanc de la colonne ennemie, et parvint en dégageant le maréchal à lui faciliter la retraite sur Belleville. Dans le même moment le bois de Romainville fut définitivement abandonné, et le plateau étant évacué de toutes parts, la défense se trouva reportée, au centre sur Belleville, à droite (revers sud), vers Ménilmontant que la division de Padoue était venue occuper, à gauche enfin (revers nord), à la côte de Beauregard, où la division Ledru des Essarts avait trouvé un asile. Au pied de celle-ci, les divisions Boyer et Michel luttaient opiniâtrément. Elles avaient perdu Pantin, mais elles défendaient les Prés Saint-Gervais avec la dernière obstination.

Partout le combat était acharné, et les hommes tombaient par milliers, notamment parmi les coalisés qui recevaient de tous côtés un feu plongeant. Dans la plaine Saint-Denis, Kleist et Woronzoff avaient attaqué la Villette, défendue par la division Curial; York attaquait la Chapelle, défendue par la division Christiani, sous les yeux du maréchal Mortier. En avant de Clignancourt, les escadrons de Blucher étaient aux prises avec la cavalerie du général Belliard, et avaient rarement l'avantage.

Ainsi de la plaine Saint-Denis à la barrière du Trône, le combat continuait avec des chances diverses. Notre ligne avait reculé, mais les alliés avaient déjà perdu 10 mille hommes, et nous 5 à 6 mille seulement. Nos soldats épuisés étaient soutenus par cette idée que Paris était derrière eux, et 24 mille hommes luttaient sans trop de désavantage contre 170 mille. Un moment on annonça l'arrivée de Napoléon (c'était la subite apparition du général Dejean qui avait occasionné ce faux bruit), et le cri de *Vive l'Empereur!* propagé par une espèce de commotion électrique, retentit dans nos rangs. Nos troupes, ranimées par l'espérance, se jetèrent avec fureur sur l'ennemi. De part et d'autre on combattait avec une sorte de rage, car pour les uns il s'agissait d'atteindre d'un seul coup le but de la guerre, et pour les autres d'arracher leur patrie à un désastre.

En ce moment se passait à Vincennes un fait à jamais glorieux pour la jeunesse française. En avant de la barrière du Trône se trouvait une batterie servie par des vétérans et par les élèves de l'École polytechnique, que Marmont, exclusivement occupé de ce qui se passait sur le plateau de Romainville, avait presque laissée sans appui. Cette batterie s'étant engagée trop avant sur l'avenue de Vincennes, afin de tirer contre la cavalerie de Pahlen, fut tournée par quelques escadrons qui, passant par Saint-Mandé, vinrent la prendre à revers. Les braves élèves de l'École, abrés sur leurs pièces, résistèrent vaillamment, et furent heureusement secourus par la garde nationale postée à la barrière du Trône, et par un détachement de dragons. Ces derniers, s'élançant sur les pièces, parvinrent à les reprendre. On ramena la batterie sur les hauteurs de Charonne, et là, aidés d'une foule d'hommes du peuple armés de fusils de chasse, nos braves jeunes gens continuèrent à faire un feu meurtrier.

La clef de toute la position était à Belleville : tant que ce point culminant de la chaîne des hauteurs n'était pas emporté, la masse ennemie qui combattait au nord, devant la Villette, la Chapelle et Montmartre, celle qui combattait au sud, entre Vincennes et Charonne, ne pouvaient pas faire de progrès sérieux. La ligne courbe des alliés était comme arrêtée vers son milieu, à un point fixe qui était Belleville. Belleville en effet domine le plateau de Romainville lui-même. Des clôtures nombreuses, jointes à l'avantage de la position, y rendaient la résistance plus facile. Marmont, établi en cet endroit avec les débris des divisions Lagrange, Ricard, Padoue, Ledru des Essarts, disposant en outre d'une nombreuse artillerie de campagne, y tenait ferme contre une multitude d'assaillants, et il avait fait répondre au message de Joseph qui autorisait les maréchaux à traiter, que jusqu'ici il n'était pas encore réduit à se rendre. L'officier du maréchal, porteur de cette réponse, avait trouvé Joseph parti, et il était revenu sans avoir pu remplir sa mission.

Cependant l'heure fatale approchait. Le prince de Schwarzenberg ne voulant pas finir la journée sans avoir enlevé le point décisif, avait ordonné d'y diriger deux colonnes d'attaque, une au sud, qui passant entre Ménilmontant et le cimetière du Père Lachaise, s'emparerait du boulevard extérieur, et séparerait ainsi Belleville de l'enceinte de Paris ; une au nord, qui serait chargée d'emporter à tout prix les Prés Saint-Gervais, la Petite-Villette, la butte Saint-Chaumont, et viendrait par le nord donner la main à la colonne qui aurait passé par le sud.

Vaincre ou périr était dans ce moment la loi des coalisés, et il leur fallait forcer tous les obstacles sans aucune perte de temps, car à chaque instant Napoléon pouvait survenir, et s'il les eût trouvés repoussés de Paris, il les aurait cruellement punis d'avoir osé s'y montrer. Vers trois heures de l'après-midi l'action recommença violemment. Le chef de bataillon d'artillerie Paixhans, qui prouva dans cette journée ce qu'on aurait pu faire avec de la grosse artillerie bien postée, avait placé huit pièces de gros calibre au-dessus de Charonne, sur les pentes de Ménilmontant, quatre sur le revers nord de Belleville, et huit sur la butte Saint-Chaumont. Il était près de ses pièces chargées à mitraille, avec ses canonniers les uns vétérans, les autres jeunes gens des Écoles, et attendait que l'ennemi, maître de la plaine, essayât d'aborder les hauteurs. En effet les grenadiers russes s'avançaient les uns au sud du plateau par Charonne, les autres sur le plateau même en face de Belleville, les autres enfin au nord, à travers les Prés Saint-Gervais. Tout à coup ils sont couverts de mitraille ; des lignes entières sont renversées. Pourtant ils soutiennent le feu avec constance, gravissent au sud les pentes de Ménilmontant, et viennent par le boulevard extérieur prendre Belleville à revers, Belleville où le maréchal Marmont se défend avec acharnement. L'autre division de grenadiers, qui avec les Prussiens et les Badois attaquait Pantin, les Prés Saint-Gervais, la Petite-Villette, et les avait arrachés aux divisions Boyer et Michel presque détruites, gravit la butte Saint-Chaumont sous le feu plongeant des batteries du commandant Paixhans, emporte la butte qui faute de troupes n'était pas défendue par de l'infanterie, et se joint à la colonne qui arrive du revers sud par Charonne et Ménilmontant. Les ennemis, ayant gagné le boulevard extérieur par ses deux pentes nord et sud, se trouvent ainsi entre Belleville et la barrière de ce nom, qu'ils sont près d'enlever.

A cette nouvelle le maréchal Marmont, qui n'avait pas cessé de se maintenir à Belleville, se voyant coupé de l'enceinte de Paris, réunit ce qui lui reste d'hommes, et ayant à ses côtés les généraux Pelleport et Meynadier, le colonel Fabvier, fond l'épée à la main sur les grenadiers russes qui commençaient à pénétrer dans la grande rue du Faubourg du Temple. Il les re-

pousse, ferme la barrière sur eux, et rétablit la défense au mur d'octroi.

Mortier de son côté se bat héroïquement dans la plaine Saint-Denis, entre la Villette et la Chapelle. La Villette, à sa droite, défendue contre Kleist et d'York par les divisions Curial et Charpentier, vient enfin d'être envahie par un flot d'ennemis. A ce spectacle Mortier, qui occupait la Chapelle avec la division de vieille garde Christiani, prend une partie de cette division, et se rabattant de gauche à droite sur la Villette, y entre à la pointe des baïonnettes, et parvient à rejeter en dehors la garde prussienne après en avoir fait un affreux carnage. Mais bientôt de nouvelles masses ennemies prenant la Grande-Villette à revers par le canal de l'Ourcq, et pénétrant entre la Villette et la Chapelle, il est contraint d'abandonner la plaine et de se replier sur les barrières. Au même instant Langeron s'avance vers le pied de Montmartre. Langeron, un Français, dirige sur Paris les soldats ennemis! En se portant sur Montmartre il s'attend à essuyer des flots de mitraille, mais surpris de trouver ces hauteurs silencieuses, il les gravit, et s'empare de la faible artillerie qu'on y avait placée, et que gardaient à peine quelques sapeurs-pompiers. Il marche ensuite sur la barrière de Clichy, que les gardes nationaux, sous les yeux du maréchal Moncey, défendent bravement, et avec un courage qui prouve ce qu'on aurait pu obtenir de la population parisienne!

Telle était la fin de vingt-deux ans de triomphes inouïs, qui ayant eu successivement pour théâtres Milan, Venise, Rome, Naples, le Caire, Madrid, Lisbonne, Vienne, Dresde, Berlin, Varsovie, Moscou, venaient se terminer d'une manière si lugubre aux portes de Paris!

Rien n'ayant été préparé pour une résistance prolongée, avec les rues barricadées, la population derrière les barricades, et les troupes en réserve, toute défense ayant été réduite à une bataille livrée en dehors de Paris avec une poignée de soldats contre une armée formidable, et cette bataille se trouvant inévitablement perdue, ce n'était pas en lui opposant le mur d'octroi qu'il eût été possible d'arrêter l'ennemi. Il fallait donc épargner à Paris un désastre inutile. Marmont, ne voyant plus d'autre ressource, avait songé à user des pouvoirs conférés par Joseph aux deux maréchaux commandant l'armée sous Paris, et avait successivement envoyé deux officiers en parlementaires pour proposer au prince de Schwarzenberg une suspension d'armes. L'animation du combat était si grande, que l'un n'avait pu pénétrer, et que l'autre avait été blessé. Marmont alors en avait dépêché un troisième.

En ce moment était arrivé à perte d'haleine le général Dejean, pour annoncer que Napoléon, apprenant la marche des coalisés sur la capitale, avait changé de direction, qu'il s'avançait en toute hâte vers Paris, qu'il suffisait de tenir deux jours pour le voir paraître à la tête de forces considérables, qu'il fallait donc s'efforcer de résister à tout prix, et essayer, si on ne pouvait résister davantage, d'occuper l'ennemi au moyen de quelques pourparlers. En effet, Napoléon, dans cette extrémité, et le congrès de Châtillon étant dissous, avait écrit à son beau-père pour rouvrir les négociations, et il autorisait à le dire au prince de Schwarzenberg, afin d'obtenir une suspension d'armes de quelques heures. Le maréchal Mortier reçut le général Dejean, sous une grêle de projectiles, et lui montrant les débris de ses divisions qui disputaient encore la Villette et la Chapelle, il l'eut bientôt convaincu de l'impossibilité de prolonger cette résistance. Il fut donc reconnu qu'il n'y avait pas autre chose à faire que de s'adresser au prince de Schwarzenberg, et le maréchal lui écrivit effectivement quelques mots sur la caisse d'un tambour percé de balles. Il lui disait que Napoléon avait rouvert les négociations sur des bases que les alliés ne pourraient pas repousser, et qu'en attendant il était désirable, dans l'intérêt de l'humanité, d'arrêter l'effusion du sang.

Un officier porteur de cette lettre partit au galop, traversa les rangs des deux armées, et parvint à joindre le prince de Schwarzenberg. Celui-ci répondit qu'il n'avait aucune nouvelle de la reprise des négociations et ne pouvait sur ce motif interrompre le combat, mais qu'il était disposé à suspendre cette boucherie si on lui livrait Paris sur-le-champ. Au même instant, le troisième officier envoyé par le maréchal Marmont, ayant réussi à pénétrer auprès du généralissime, et ayant annoncé qu'on était prêt, pour sauver Paris, à souscrire à une capitulation, les pourparlers s'engagèrent plus sérieusement, et un rendez-vous fut assigné à la Villette aux deux maréchaux. Ils s'y rendirent, et y trouvèrent M. de Nesselrode, avec plusieurs plénipotentiaires. On commença, sans perdre un instant, à traiter d'une suspension d'hostilités. Diverses prétentions furent d'abord mises en avant par les représentants de l'armée coalisée. Ils voulaient

que les troupes qui avaient défendu Paris déposassent les armes. Un mouvement d'indignation fut la seule réponse des deux maréchaux. Puis les parlementaires ennemis se réduisirent à demander que les maréchaux se retirassent en Bretagne avec leurs troupes, pour qu'ils ne pussent exercer aucune influence sur la suite de la guerre. Les maréchaux refusèrent de nouveau, et exigèrent qu'on les laissât se retirer où ils voudraient. On en tomba d'accord, moyennant qu'ils évacueraient la ville dans la nuit. Cette condition fut acceptée, et il fut convenu que des officiers se réuniraient dans la soirée pour régler les détails de l'évacuation de la capitale.

Telle fut cette célèbre capitulation de Paris, à laquelle il n'y a rien de sérieux à reprocher, car pour les deux maréchaux elle était devenue une nécessité. Ils avaient assurément fait tout ce qu'on pouvait attendre d'eux, puisque avec 23 ou 24 mille hommes ils avaient pendant une journée entière tenu tête à 170 mille, dont 100 mille engagés, et qu'ayant eu 6 mille hommes hors de combat, ils en avaient tué ou blessé le double à l'ennemi. Qu'on se figure ce qui serait arrivé, si Paris occupant les coalisés trois ou quatre jours encore, ils avaient été surpris par Napoléon paraissant sur leurs derrières avec 70 mille combattants! Et s'il n'en fut pas ainsi, à qui s'en prendre, sinon à Napoléon d'abord, qui se décidant trop tard à avouer sa situation, n'avait pas fait exécuter sous ses yeux les travaux nécessaires autour de la capitale; qui dispersant ses ressources d'Alexandrie à Dantzig, n'avait pas eu cinquante mille fusils à donner aux Parisiens; et après lui, à ceux qui, chargés de le suppléer en son absence, avaient montré si peu d'activité, d'intelligence et d'énergie, et avaient réduit la défense de la capitale à une bataille de 24 mille hommes contre 170 mille?

En traitant pour leurs corps d'armée, les deux maréchaux n'avaient rien pu stipuler relativement à la ville de Paris, et au gouvernement qui résidait en ses murs, car ils n'avaient ni pouvoirs ni mission pour le faire. De plus tous les ministres s'étaient retirés à la suite de Joseph. Le duc de Rovigo, obéissant à ce qui était convenu (on avait réglé que les ministres suivraient la Régente dès que Paris ne serait plus tenable), était parti en laissant aux deux préfets, celui qui dirige l'administration de la capitale et celui qui en dirige la police, le soin d'y maintenir la tranquillité. Il n'y avait donc plus de gouvernement, et le vide, dont le danger avait été tant de fois signalé par ceux qui s'opposaient au départ de la Régente, était enfin produit.

L'homme destiné à remplir bientôt ce vide, M. de Talleyrand, que par un instinct secret Napoléon avait entrevu comme l'auteur probable de sa chute, et que le public, par un instinct tout aussi sûr, regardait comme l'auteur nécessaire d'une révolution prochaine, M. de Talleyrand se trouvait en ce moment dans une extrême perplexité. En sa qualité de grand dignitaire, il devait suivre la Régente; mais en partant il fuyait le grand rôle qui l'attendait, et en ne partant pas il s'exposait à être pris en flagrant délit de trahison, ce qui pouvait devenir grave, si Napoléon, par un coup de fortune toujours possible de sa part, reparaissait victorieux aux portes de la capitale. Pour sortir d'embarras, il imagina de se transporter auprès du duc de Rovigo, afin d'en obtenir l'autorisation de rester à Paris, car, disait-il, en l'absence de tout gouvernement, il serait en position de rendre encore d'importants services. Le duc de Rovigo, soupçonnant que ces services seraient rendus à d'autres qu'à Napoléon, lui refusa cette autorisation, qu'il n'avait pas d'ailleurs le pouvoir d'accorder. M. de Talleyrand alla trouver les préfets, n'obtint pas davantage ce qu'il désirait, et ne sachant comment faire pour couvrir d'un prétexte spécieux sa présence prolongée à Paris, prit le parti de monter en voiture pour feindre au moins la bonne volonté de suivre la Régente. Vers la chute du jour, à l'heure où finissait le combat, il se présenta, sans passe-port et en grand appareil de voyage, à la barrière qui donnait sur la route d'Orléans. Elle était occupée par des gardes nationaux fort irrités contre ceux qui depuis deux jours désertaient la capitale. Il se fit autour de sa voiture une sorte de tumulte, naturel selon quelques contemporains, et, selon d'autres, préparé à dessein. On lui demanda son passe-port qu'il ne put montrer; on murmura contre ce défaut d'une formalité essentielle, et alors, avec une déférence affectée pour la consigne des braves défenseurs de Paris, il rebroussa chemin et rentra dans son hôtel. La plupart de ceux qui avaient contribué à le retenir, et qui ne désiraient pas de révolution, ne se doutaient pas qu'ils avaient retenu l'homme qui allait en faire une.

N'étant pas complétement rassuré sur la régularité de sa conduite, M. de Talleyrand se rendit chez le maréchal Marmont, qui, la bataille finie, s'était hâté de regagner sa demeure, située dans le faubourg Poissonnière. Des gens de toute

espèce y étaient accourus, cherchant quelque part un gouvernement, et allant auprès de l'homme qui en ce moment semblait en être un, puisqu'il était le chef de la seule force existant dans la capitale. Le maréchal Mortier lui était subordonné pour toutes les occasions importantes. Les deux préfets, une partie du corps municipal, et beaucoup de personnages marquants s'y étaient transportés. Chacun y parlait des événements avec émotion, et selon ses sentiments. En voyant le maréchal dont le visage était noirci par la poudre et l'habit déchiré par les balles, on le félicitait sur sa courageuse défense de Paris, et puis on s'entretenait de la situation. Il y avait une sorte d'unanimité contre ce qu'on appelait la lâche désertion de tous ceux que Napoléon avait laissés dans la capitale pour la défendre, et contre Napoléon lui-même dont la folle politique avait amené les soldats de l'Europe au pied de Montmartre. Les royalistes, et il n'en manquait pas dans cette réunion, n'hésitaient plus à dire qu'il fallait se soustraire à un joug insupportable, et prononçaient hardiment le nom des Bourbons. Deux banquiers considérables, liés, l'un par la parenté, l'autre par l'amitié, avec le maréchal duc de Raguse, MM. Perregaux et Laffitte, attirèrent l'attention par la vivacité de leur langage. Le second surtout, dont la fortune était commencée, et dont l'esprit vif et brillant était généralement remarqué, se prononça fortement, et alla jusqu'à s'écrier, en entendant proférer le nom des Bourbons : « Eh bien, soit, qu'on nous donne les Bourbons, si l'on veut, mais avec une constitution qui nous garantisse d'un despotisme funeste, et avec la paix dont nous sommes privés depuis trop longtemps ! » — Cet accord de sentiments contre le despotisme impérial, poussé jusqu'à faire considérer les Bourbons comme très-acceptables par des hommes de la haute bourgeoisie qui ne les avaient jamais connus, produisit une singulière impression sur les assistants. On disait, là aussi, qu'il fallait ne pas s'occuper seulement de l'armée, mais de la capitale. Le maréchal Marmont répondit qu'il n'avait pas pouvoir de stipuler pour elle, et on jugea convenable que les préfets, avec une députation du conseil municipal et de la garde nationale, se rendissent auprès des souverains alliés, pour réclamer le traitement auquel Paris avait droit de la part de princes civilisés, qui depuis le passage du Rhin s'annonçaient comme les libérateurs et non comme les conquérants de la France.

C'est au milieu de ces discours que survint M. de Talleyrand. Il eut un entretien particulier avec le maréchal Marmont. Il voulait d'abord en obtenir quelque chose qui ressemblât à l'autorisation de demeurer à Paris, ce que le maréchal pouvait lui procurer moins que personne, et du reste il y tenait déjà beaucoup moins en voyant ce qui se passait. Il songea sur-le-champ à faire servir cette visite à un dénoûment qu'il commençait à regarder comme inévitable, et comme devant nécessairement s'accomplir par ses propres mains. Aucun homme n'était aussi sensible à la flatterie que le maréchal Marmont, et aucun ne savait la manier aussi bien que M. de Talleyrand. Le maréchal avait commis dans cette campagne de graves fautes, mais connues des militaires seuls, et il y avait déployé la bravoure la plus brillante. Dans cette journée du 30 mars notamment il avait acquis des titres durables à la reconnaissance du pays. Son visage, ses mains, son habit, portaient témoignage de ce qu'il avait fait. M. de Talleyrand vanta son courage, ses talents, son esprit surtout, bien supérieur, affirmait-il, à celui des autres maréchaux. Le duc de Raguse ne se tenait pas d'aise, quand on lui disait qu'il avait de l'esprit, et que ses camarades n'en avaient pas, et il est vrai que sous ce rapport, il avait ce qui manquait à presque tous les autres. Il écouta donc avec un profond sentiment de satisfaction ce que lui dit le dangereux tentateur qui préparait sa chute. M. de Talleyrand s'efforça de lui montrer la gravité de la situation, la nécessité de tirer la France des mains qui l'avaient perdue, et lui fit entendre que, dans les circonstances présentes, un militaire qui venait de défendre Paris avec éclat, qui avait encore sous ses ordres les soldats à la tête desquels il avait combattu, possédait des moyens de sauver son pays qui n'appartenaient à personne. M. de Talleyrand s'en tint là, car il savait qu'une séduction ne s'accomplit jamais en une fois. Mais lorsqu'il se retira, le malheureux Marmont était enivré, et, au milieu des désastres de la France, il rêvait déjà pour lui-même les destinées les plus brillantes, tandis que le soldat simple et sage qui avait été son collègue dans cette journée du 30 mars, qui, lui aussi, avait le visage noirci par la poudre, Mortier, dévorait sa douleur dans l'isolement où le laissaient sa modestie et sa droiture.

La nuit était avancée ; les officiers choisis par les maréchaux allèrent régler avec les représentants du prince de Schwarzenberg les détails de

l'évacuation de Paris, et les deux préfets, avec une députation choisie parmi les membres du conseil municipal et les chefs de la garde nationale, partirent de l'hôtel de ville pour se rendre au château de Bondy, et y invoquer les bons sentiments des souverains victorieux.

En ce moment même Napoléon arrivait aux portes de Paris. On l'a vu s'arrêtant le 23 mars aux environs de Saint-Dizier, pour y faire reposer ses troupes, et se donner le temps de rallier les garnisons dont il était venu chercher le renfort. Le 24, le 25, il avait opéré divers mouvements entre Saint-Dizier et Vassy, se flattant toujours d'avoir attiré à sa suite le prince de Schwarzenberg, et autorisé à le croire par les rapports de ses lieutenants, qui, sous l'impression de la journée d'Arcis-sur-Aube, s'imaginaient voir autour d'eux des masses innombrables d'ennemis. Du reste il était résolu à s'en assurer d'une manière positive, en abordant de très-près, à la première occasion, la nombreuse troupe de cavalerie qui s'était attachée à ses pas. Pendant ce temps, M. de Caulaincourt, inconsolable de la rupture des négociations, insistait pour qu'on essayât de les rouvrir, à quoi Napoléon ne paraissait guère disposé. Une circonstance favorable s'était offerte pourtant, et M. de Caulaincourt lui avait fait une sorte de violence pour l'amener à la mettre à profit. Le général Piré, battant l'estrade avec la cavalerie légère, avait fait prisonniers le baron de Wessenberg, et M. de Vitrolles lui-même qui revenait de sa mission auprès du comte d'Artois, mais qu'heureusement pour lui on ne reconnut point. M. de Caulaincourt, secondé par Berthier, avait obtenu qu'on renverrait M. de Wessenberg libre avec une lettre pour le prince de Metternich, dans laquelle M. de Caulaincourt affirmerait que Napoléon était enfin résigné à de grands sacrifices, sans toutefois dire lesquels. C'est tout ce que M. de Caulaincourt avait pu arracher à son maître, bien qu'il eût voulu donner un peu plus de précision à ces nouvelles ouvertures, afin de les faire accueillir. Délivré à condition de remplir cette mission, M. de Wessenberg s'en était chargé, et faisant passer M. de Vitrolles pour un de ses domestiques, l'avait sauvé du plus grand des périls.

Le 26, l'occasion d'une forte reconnaissance s'étant présentée, Napoléon n'avait eu garde de la laisser échapper. Tandis qu'il était entre Saint-Dizier et Vassy sur la gauche de la Marne, remplissant de ses partis le pays entre la Marne et l'Aube, il avait aperçu une cavalerie très-nombreuse sur la rive droite de la Marne, un peu au-dessous de Saint-Dizier, dans la direction de Vitry. A la vue de l'ennemi se montrant en force, il n'y avait pas à hésiter; il fallait marcher à lui pour le battre d'abord, et ensuite pour savoir qui cet ennemi pouvait être. Malgré le grave inconvénient de traverser une rivière devant une troupe en bataille, on marcha droit au gué d'Hœricourt, on y franchit la Marne en masse, à l'exception du corps d'Oudinot qui fut envoyé un peu au-dessus, pour la passer à Saint-Dizier. L'ennemi fut embarrassé en reconnaissant que c'était à l'armée française tout entière qu'il avait affaire. Néanmoins il avait 10 mille chevaux et quelques mille hommes d'infanterie légère, et il les lança sur nous au moment où nous traversions la Marne. On reçut les uns et les autres comme il convenait. La cavalerie de la garde, après s'être mêlée avec les escadrons ennemis, les mit en complète déroute. Ils furent obligés de se replier, et Wintzingerode, car c'était lui, voyant qu'il s'était engagé fort imprudemment, résolut de gagner la route de Bar-sur-Aube, malgré l'inconvénient de défiler à portée de Saint-Dizier qu'Oudinot venait d'occuper. On chargea à outrance l'ennemi en retraite, et tandis qu'il était vivement poussé en queue, il fut pris en flanc par notre infanterie qui débouchait de Saint-Dizier. Deux bataillons d'infanterie ayant voulu se former en carré, le brave Letort fondit sur eux à la tête des dragons de la garde, et les coucha par terre. L'élan était tel que les dragons continuèrent leur course sans s'inquiéter des fantassins russes qu'ils avaient enfoncés et dépassés. Ces derniers, qui avaient paru se rendre, voyant les dragons partis, essayèrent de se relever, et tirèrent sur eux par derrière. Nos cavaliers alors, rebroussant chemin, les sabrèrent impitoyablement. Cette poursuite dura jusqu'à la nuit, et on revint à Saint-Dizier après avoir tué ou pris à l'arrière-garde de Wintzingerode, chargée de nous suivre et de nous tromper, environ 4 mille hommes et trente bouches à feu. Il nous en avait à peine coûté 3 ou 4 cents hommes, brillant trophée, le dernier, hélas, de cette héroïque et fatale campagne!

Le lendemain 27, Napoléon informé que l'ennemi tenait encore Vitry, s'en approcha pour l'enlever. Mais un vieux mur, un fossé plein d'eau, opposaient un obstacle assez difficile à vaincre. Macdonald, que nos récents malheurs avaient

irrité, en fit la remarque à Napoléon avec quelque aigreur, et une altercation était engagée entre eux à ce sujet, lorsqu'on apporta un bulletin de l'ennemi saisi par nos soldats, et racontant à sa manière la triste journée de la Fère-Champenoise. Ce bulletin, quoique la date en fût inexacte, révélait avec certitude la marche des coalisés sur Paris. Après la triste confirmation de ce fait, obtenue de la bouche de quelques prisonniers, Napoléon se reporta sur Saint-Dizier, fort touché d'une pareille nouvelle, plus touché encore de l'effet qu'elle produisait autour de lui. Les esprits, déjà très-inquiets de ce qui avait pu se passer depuis qu'on s'était dirigé vers la Lorraine, ne gardèrent plus de mesure en apprenant que les coalisés avaient marché sur Paris. On se déchaîna avec une sorte d'emportement contre le fol entêtement de Napoléon, auquel, depuis le retour de M. de Caulaincourt, on attribuait la rupture des négociations. On se mit à dire qu'après avoir fait périr déjà une partie de l'armée dans cette campagne, il allait faire périr la capitale elle-même, et que tandis qu'il bataillait inutilement sur les derrières de la coalition, celle-ci vengeait peut-être l'incendie de Moscou sur Paris en flammes. Bientôt l'émotion devint telle, qu'il fallut en tenir grand compte, et le lendemain 28, Napoléon, revenu à Saint-Dizier, délibéra en compagnie de Berthier, Ney, Caulaincourt, sur le parti à prendre. Si l'on avait pu prévoir qu'il n'était plus temps de secourir Paris, le mieux assurément eût été de persévérer dans un projet, hasardeux sans doute, mais présentant les seules chances de salut qu'il fût permis d'entrevoir encore, de laisser par conséquent l'ennemi faire des révolutions dans la capitale, et de se jeter sur ses derrières avec les 120 mille hommes qu'on serait parvenu à réunir. Mais dans l'espérance, qui n'était pas perdue, de sauver Paris, il était naturel d'y marcher en toute hâte, et puisqu'on n'avait pas réussi à en détourner les généraux alliés par la dernière manœuvre, d'essayer au moins de les surprendre au moment où ils seraient occupés devant cette grande ville, et de tomber sur eux avec la violence de la foudre. Berthier, Ney furent de cet avis, et le soutinrent avec chaleur. Dans l'émotion qu'on éprouvait, courir à Paris était devenu la passion universelle. Napoléon, qui ne se gouvernait point par l'émotion, pensait différemment. Il avait marché vers les places pour se refaire une armée, pour revenir à cette force de 100 mille hommes, qui dans ses mains devait faire trembler la coalition. Paris pris, ou en danger de l'être, ne suffisait pas pour le détourner d'un si grand but, car dès qu'on le saurait en possession d'une force pareille, il était presque certain que les coalisés sortiraient de Paris bien vite, ou expieraient, s'ils y restaient, la satisfaction d'y avoir paru un moment. Napoléon s'arrêtait peu à l'idée d'une révolution politique, parce que, malgré toute sa sagacité, il ne se figurait pas le décri dans lequel son gouvernement était tombé. Il n'envisageait les choses qu'an point de vue militaire, et de ce point de vue il regardait comme plus important d'avoir 100 mille hommes que de sauver Paris. Cependant, seul de son avis, accusé d'un entêtement insensé, il dut céder en présence de la douleur universelle, et se résoudre à venir au secours de la capitale. Mais à y marcher il fallait y marcher sur-le-champ, car pour y arriver à temps il n'y avait pas une minute à perdre. Napoléon prit donc son parti soudainement, et il se mit en route à l'heure même, coupant droit de la Marne à l'Aube, de l'Aube à la Seine, pour revenir sur Paris par la gauche de la Seine, et éviter ainsi la rencontre des armées coalisées.

Parti le 28 de Saint-Dizier, il avait couché avec l'armée à Doulevent (voir la carte n° 62), était reparti le 29, avait passé l'Aube à Dolancourt, et était venu coucher à Troyes, laissant en arrière l'armée qui ne pouvait pas franchir les distances aussi vite que lui. En route il avait reçu un message de M. de Lavalette, qui lui signalait le danger imminent de la capitale, la masse d'ennemis qui la menaçaient au dehors, l'activité des intrigues qui la menaçaient au dedans, et sur ce message il avait encore accéléré sa marche. Le 30 au matin il avait poussé jusqu'à Villeneuve-l'Archevêque, et là, cessant de marcher militairement, voulant apporter au moins à Paris le secours de sa présence, il avait pris la poste, et tantôt à cheval, tantôt dans un misérable chariot, il s'était, avec M. de Caulaincourt et Berthier, dirigé sur Paris. Il avait envoyé en avant, comme on l'a vu, le général Dejean, pour annoncer son arrivée et presser instamment les maréchaux de prolonger la résistance. Vers minuit, ayant couru toute la journée, soit à cheval, soit en voiture, il était enfin parvenu à Fromenteau, impatient de savoir ce qui se passait. Déjà on apercevait une nombreuse cavalerie précédée de quelques officiers. Sans hésiter, Napoléon appela ces officiers à lui. Qui est là? de-

manda-t-il. — Général Belliard, répondit le principal d'entre eux. — C'était en effet le général Belliard, qui, en exécution de la capitulation de Paris, se rendait à Fontainebleau, afin d'y chercher un emplacement convenable pour les troupes des deux maréchaux. Napoléon, se précipitant alors à bas de sa voiture, saisit par le bras le général Belliard, le conduit sur le côté de la route, et là multipliant ses questions, il lui donne à paine le temps d'y répondre, tant elles sont pressées. — Où est l'armée? demande-t-il tout de suite. — Sire, elle me suit. — Où est l'ennemi? — Aux portes de Paris. — Et qui occupe Paris? — Personne; il est évacué! — Comment, évacué!... et mon fils, ma femme, mon gouvernement, où sont-ils? — Sur la Loire. — Sur la Loire!... Qui a pu prendre une résolution pareille? — Mais, Sire, on dit que c'est par vos ordres. — Mes ordres ne portaient pas telle chose... Mais Joseph, Clarke, Marmont, Mortier, que sont-ils devenus? qu'ont-ils fait? — Nous n'avons vu, Sire, ni Joseph, ni Clarke, de toute la journée. Quant à Marmont et à Mortier, ils se sont conduits en braves gens. Les troupes ont été admirables. La garde nationale elle-même, partout où elle a été au feu, rivalisait avec les soldats. On a défendu héroïquement les hauteurs de Belleville, ainsi que leur revers vers la Villette. On a même défendu Montmartre, où il y avait à peine quelques pièces de canon, et l'ennemi, croyant qu'il y en avait davantage, a poussé une colonne le long du chemin de la Révolte pour tourner Montmartre, s'exposant ainsi à être précipité dans la Seine. Ah! Sire, si nous avions eu une réserve de 10 mille hommes, si vous aviez été là, nous jetions les alliés dans la Seine, et nous sauvions Paris, et nous vengions l'honneur de nos armes!... — Sans doute si j'avais été là, mais je ne puis être partout!... Et Clarke, Joseph, où étaient-ils? Mes deux cents bouches à feu de Vincennes, qu'en a-t-on fait? et mes braves Parisiens, pourquoi ne s'est-on pas servi d'eux? — Nous ne savons rien, Sire. Nous étions seuls et nous avons fait de notre mieux. L'ennemi a perdu 12 mille hommes au moins. — Je devais m'y attendre! s'écrie alors Napoléon. Joseph m'a perdu l'Espagne, et il me perd la France... Et Clarke! J'aurais bien dû en croire ce pauvre Rovigo, qui me disait que Clarke était un lâche, un traître, et de plus un homme incapable. Mais c'est assez se plaindre, il faut réparer le mal, il en est temps encore. Caulaincourt! ma voiture... — Ces mots dits, Napoléon se met à marcher dans la direction de Paris, en commandant à tout le monde de le suivre, comme s'il pouvait ainsi gagner du temps. Mais Belliard et ceux qui l'entourent s'efforcent de le dissuader. — Il est trop tard, lui dit Belliard, pour vous rendre à Paris; l'armée a dû le quitter; l'ennemi y sera bientôt, s'il n'y est déjà. — Mais, répond Napoléon, l'armée nous la ramènerons en avant, l'ennemi nous le jetterons hors de Paris; mes braves Parisiens entendront ma voix, ils se lèveront tous pour refouler les barbares hors de leurs murs. — Ah! Sire, il est trop tard, répète Belliard, l'infanterie est là qui me suit; d'ailleurs nous avons signé une capitulation qui ne nous permet pas de rentrer. — Une capitulation! et qui donc a été assez lâche pour en signer une? — De braves gens, Sire, qui ne pouvaient faire autrement. — Au milieu de ce colloque, Napoléon marche toujours, ne voulant rien écouter, demandant sa voiture que Caulaincourt n'amène point, lorsqu'on aperçoit un officier d'infanterie. C'était Curial. Napoléon l'appelle, et apprend alors que l'infanterie est là, c'est-à-dire à trois ou quatre lieues de Paris, et qu'il n'est plus temps d'y rentrer. Vaincu par les faits, par les explications qu'on lui donne, il s'arrête aux deux fontaines qui s'élèvent sur la route de Juvisy, s'assied au bord, et demeure quelque temps la tête dans ses mains, plongé dans de profondes réflexions.

On se tait, on regarde, on attend. Enfin il se lève, il demande un lieu où il puisse s'abriter quelques instants. Il avait fait, outre trente lieues en voiture, trente lieues à cheval, il était accablé par la fatigue, mais il ne la sentait pas. Il voulait une table, de la lumière, pour étaler ses cartes, pour donner ses ordres. On se rend chez le maître de poste voisin. On fait luire un peu de lumière et on aperçoit enfin son visage, qui conservait un reste d'animation, mais sans aucun trouble, et ne laissait paraître qu'une invincible énergie.

On étale des cartes; il examine, il réfléchit, puis il dit : Si j'avais ici l'armée, tout serait réparé! Alexandre va se montrer aux Parisiens; il n'est pas méchant, il ne veut pas brûler Paris, il ne veut que se faire voir à cette grande ville. Il passera demain une revue, il aura une partie de ses soldats à droite de la Seine, une autre à gauche; il en aura une portion dans Paris, une autre dehors, et, dans cette position, si j'avais mon armée, je les écraserais tous. La population

se joindrait à moi, jetterait ce qu'elle a de plus lourd sur la tête des alliés, les paysans de la Bourgogne les achèveraient. Il n'en reviendrait pas un sur le Rhin, la grandeur de la France serait refaite. Si j'avais l'armée !... mais je ne l'aurai que dans trois ou quatre jours. Ah ! pourquoi ne pas tenir quelques heures de plus?... — Et en proférant ces paroles, Napoléon va et vient dans la pièce fort petite, qui le contient à peine avec les témoins peu nombreux de cette scène étrange... — Pour le calmer, M. de Caulaincourt lui dit : Mais, Sire, l'armée viendra, et dans quatre jours Votre Majesté pourra encore faire ce qu'elle ferait aujourd'hui. — Napoléon qui jusque-là ne semblait ni écouter ni saisir ce qu'on lui disait, relève tout à coup la tête, va droit à M. de Caulaincourt, et lui, qui n'avait jamais paru admettre la possibilité d'une révolution, s'écrie : Ah ! Caulaincourt, vous ne connaissez pas les hommes ! Trois jours, deux jours ! vous ne savez pas tout ce qu'on peut faire dans un temps si court. Vous ne savez pas tout ce qu'on fera jouer d'intrigues contre moi ; vous ne savez pas combien il y a d'hommes qui me quitteront. Je vous les nommerai tous, si vous voulez. Tenez, on prétend que j'ai ordonné de faire sortir de Paris l'Impératrice et mon fils; la chose est vraie, mais je ne puis pas tout dire. L'Impératrice est une enfant, on se serait servi d'elle contre moi, et Dieu sait quels actes on lui aurait arrachés !... Mais oublions ces misères. Trois jours, quatre jours, c'est bien long ! Pourtant l'armée arrivera, et si on me seconde, la France peut être sauvée. — Napoléon se tait, réfléchit, fait encore quelques pas toujours rapides, puis, avec l'accent de l'inspiration : Caulaincourt, s'écrie-t-il, je tiens nos ennemis ; Dieu me les livre ! je les écraserai dans Paris, mais il faut gagner du temps. C'est vous qui m'aiderez à le gagner. — Alors, indiquant qu'il voulait être seul, il demeure avec M. de Caulaincourt, et lui expose ses idées, qui sont les suivantes : Il faut que M. de Caulaincourt se rende à Paris, aille voir Alexandre, duquel il sera bien accueilli, qu'il fasse appel aux souvenirs de ce prince, qu'il cherche à réveiller ses anciens sentiments, qu'il lui fasse entrevoir les dangers qui le menacent dans cette grande capitale, Napoléon surtout approchant avec soixante mille hommes, en recueillant vingt mille qui sortent de Paris, les uns et les autres avides de vengeance, et voulant à tout prix relever l'honneur de nos armes. Cette perspective, Alexandre, même sans qu'on la lui montre, doit en avoir l'imagination frappée, et quand on s'appliquera à la placer sous ses yeux, elle produira bien plus d'effet encore. Si, dans cette disposition d'esprit, on lui offre une paix immédiate, à des conditions qui s'approcheront de celles de Châtillon, il ne voudra pas compromettre son triomphe, il prêtera l'oreille, il renverra M. de Caulaincourt au quartier général français. M. de Caulaincourt ira et reviendra. Trois, quatre jours seront bientôt passés, et alors, ajoute Napoléon, j'aurai l'armée, et tout sera réparé ! — Mais, Sire, répond M. de Caulaincourt, ne serait-ce pas le cas de négocier sérieusement, de vous soumettre aux événements si ce n'est aux hommes, et d'accepter les bases de Châtillon, au moins les principales? — Non, réplique Napoléon, c'est bien assez d'avoir hésité un instant. Non, non, l'épée doit tout terminer. Cessez de m'humilier ! on peut aujourd'hui encore sauver la grandeur de la France. Les chances restent belles, si vous me gagnez trois ou quatre jours. — M. de Caulaincourt, tout ferme qu'il était, avait peine à résister au torrent de cette énergie que tant de malheurs n'avaient point abattue, et il demande qu'on lui adjoigne le prince Berthier, qui a le secret des ressources dont l'Empereur dispose encore, qui est connu, estimé des souverains, qui pourra se faire écouter. Napoléon ne laisse pas achever M. de Caulaincourt. D'abord il a besoin de Berthier, qui seul connaît dans tous ses détails la distribution de l'armée sur le théâtre confus de la guerre ; mais ce n'est pas sa plus forte raison. Berthier est excellent, dit Napoléon, il a de grandes qualités, il m'aime, je l'aime, mais il est faible. Vous n'imaginez pas ce qu'en pourraient faire les intrigants qui vont s'agiter. Allez, partez sans lui, il n'y a que vous dont la trempe puisse résister au foyer de ces intrigues.

Après ce colloque si animé, il fut convenu que Napoléon irait s'établir à Fontainebleau, qu'il y concentrerait l'armée, y réunirait les ressources qui lui restaient, et que tandis qu'il préparerait tout pour une dernière et formidable lutte, M. de Caulaincourt s'efforcerait sinon d'arrêter, du moins de ralentir les entreprises politiques que les alliés allaient tenter dans Paris avec le secours des mécontents, qu'il gagnerait ainsi trois ou quatre jours, qu'alors l'heure suprême du salut sonnerait, et que Napoléon paraîtrait aux portes de la capitale pour y succomber peut-être, mais pour y entraîner certainement la coalition dans sa chute. M. de Caulaincourt accepta cette mis-

sion avec sa fidélité ordinaire, non pas toutefois dans l'intention de tromper les souverains alliés, car il n'eût voulu tromper personne, pas même les ennemis de son pays, mais dans l'espérance de faire renaître quelques relations entre un maître intraitable et l'Europe victorieuse. Il partit donc pour Paris, tandis que Napoléon partait pour Fontainebleau après avoir ordonné aux troupes qui arrivaient de prendre position sur la rivière d'Essonne et de s'y établir solidement. C'est derrière cette ligne que Napoléon voulait opérer la concentration de ses forces. Il était si animé qu'on eût pu le croire à la veille de l'une des grandes victoires de sa vie, aussi bien qu'au lendemain du plus grand des désastres. Dans sa tête ardente il avait déjà conçu un dessein qui pouvait, selon lui, changer les destinées. Il amenait à sa suite environ 50 mille hommes, auxquels allaient se joindre les 15 ou 18 mille sortant de Paris. Avec ce qu'il pouvait attirer à lui des bords de la Seine et de l'Yonne, il n'aurait pas moins de 70 mille combattants. Il voulait les concentrer entre Fontainebleau et Paris, le long de l'Essonne, sa droite à la Seine, sa gauche dans la direction d'Orléans, où étaient sa femme et son fils. L'ennemi serait dispersé dans Paris, partagé sur les deux rives de la Seine, et avec 70 mille soldats qui avaient au cœur la rage de l'honneur et du patriotisme, Napoléon ne désespérait pas de frapper encore des coups terribles, des coups qui retentiraient à travers les siècles! Qui sait même! il referait peut-être, en une journée sanglante, la grandeur de la France! — Ces idées s'étaient succédé dans son esprit avec la rapidité de l'éclair, et après avoir expédié M. de Caulaincourt à Paris, il donna des ordres au général Belliard, lui prescrivit de se porter sur la rivière d'Essonne, d'y appeler les deux maréchaux, et de les y établir du bord de la Seine à la route d'Orléans. Il lui annonça que le lendemain il leur fournirait, au moyen du grand parc d'artillerie, de quoi remplacer ce qu'ils avaient perdu dans la glorieuse et funeste bataille de Paris. Cela fait, il quitta MM. de Caulaincourt et Belliard, et partit avec Berthier pour Fontainebleau, afin d'y attendre et d'y rallier l'armée.

Tandis que Napoléon prenait ce chemin, M. de Caulaincourt avait pris celui de Paris, et s'était rendu à l'hôtel de ville, auprès de l'autorité municipale, la seule qui subsistât encore dans notre capitale abandonnée. Mais déjà cette autorité s'était transportée au château de Bondy, pour recommander aux souverains alliés la population parisienne. La moitié de la nuit s'était écoulée. L'empereur Alexandre avait accueilli de son mieux les deux préfets et la députation qui les accompagnait. Ce monarque, maître enfin de Paris, était au comble de la joie. Son orgueil une fois satisfait, tous ses bons sentiments avaient repris le dessus. Son penchant le plus prononcé était le désir de plaire, et il n'était personne à qui il voulût plaire autant qu'à ces Français, qui l'avaient vaincu tant de fois, qu'il venait de vaincre à son tour, et dont il ambitionnait les applaudissements avec passion. Surprendre à force de générosité ce peuple généreux était en ce moment son rêve le plus cher : noble faiblesse, si c'en était une!

Il reçut donc avec une extrême courtoisie les deux préfets et la députation parisienne, leur répéta ce qu'il avait déjà dit si souvent qu'il ne faisait point la guerre à la France, mais à la folle ambition d'un seul homme; qu'il n'entendait imposer à la France ni un gouvernement, ni une paix humiliante, mais la délivrer d'un despotisme dont elle n'avait pas moins souffert que l'Europe. Il garantit pour la capitale les traitements les plus doux, moyennant que le peuple parisien demeurât paisible, et se montrât aussi amical envers ses nouveaux hôtes que ceux-ci voulaient l'être envers lui. Il consentit sans difficulté à laisser la police de Paris à la garde nationale, et à ne pas loger ses soldats chez les habitants. Il demanda seulement des vivres qu'on avait, et qu'on lui promit.

Aussitôt la conversation générale terminée, il s'adressa individuellement à chaque membre de la députation, et affirma de nouveau qu'en apportant à la France la paix la plus honorable, il lui laisserait en outre la plus entière liberté dans le choix de son gouvernement. Il parut surtout fort impatient de savoir ce qu'était devenu M. de Talleyrand, ce que faisait ce grand personnage, et où il était actuellement. M. de Nesselrode, présent à l'entretien, pria M. de Laborde, qu'il connaissait, et qui était membre de la députation, de se rendre auprès de M. de Talleyrand, de le retenir à Paris s'il n'était pas parti, et de l'assurer, de la part des souverains, de toute leur considération.

Pendant que les préfets étaient auprès d'Alexandre, les officiers des deux armées avaient arrêté les conditions de l'évacuation de Paris. Ils étaient convenus que vers sept heures du matin les soldats des maréchaux Marmont et Mortier

livreraient les barrières aux soldats des armées alliées, après quoi les souverains feraient leur entrée dans Paris.

Sur ces entrefaites, M. de Caulaincourt n'ayant pas trouvé à l'hôtel de ville les autorités parisiennes, s'était rendu lui-même au château de Bondy, avait rencontré en route la députation qui s'en retouroait, avait eu quelque difficulté à se faire admettre auprès d'Alexandre, et y avait enfin réussi. En le voyant, Alexandre l'accueillit avec la même cordialité qu'autrefois, l'embrassa même de la manière la plus affectueuse, lui expliqua pourquoi il ne l'avait pas reçu à Prague, puis arrivant aux grands événements du jour, lui dit qu'exempt de tout ressentiment, ne désirant que la paix, la venant chercher à Paris puisqu'il n'avait pu la trouver à Châtillon, il la voulait honorable pour la France, mais sûre pour l'Europe, et que pour ce motif ni lui ni les alliés ne consentiraient plus à négocier avec Napoléon; qu'ils n'auraient pas de peine d'ailleurs à trouver quelqu'un avec qui on pût traiter, car il leur revenait de toute part que la France était aussi fatiguée de Napoléon que l'Europe elle-même, et qu'elle ne demandait pas mieux que d'être débarrassée de son despotisme; qu'au surplus les alliés n'avaient pas le projet de faire violence à cette noble France, qu'ils entendaient au contraire la respecter profondément, lui laisser le choix de son souverain, et conclure la paix avec ce souverain dès qu'elle l'aurait désigné; qu'une fois entrés dans Paris ils consulteraient les gens les plus notables, qu'ils les prendraient dans toutes les nuances d'opinion, et que ce que les personnages les plus accrédités du pays auraient décidé, les alliés l'adopteraient, et le consacreraient par l'adhésion de l'Europe.

Consterné de ce langage calme, doux, mais résolu, M. de Caulaincourt essaya de combattre les idées émises par Alexandre. Il s'efforça de lui faire sentir le danger pour les alliés de se conduire, eux, représentants de l'ordre social et monarchique en Europe, comme des fauteurs de révolution, de détrôner un prince longtemps reconnu, adulé de toutes les cours, accepté par elles comme allié, et par l'une d'elles comme gendre; le danger d'en croire à cet égard des mécontents, qui ne consulteraient que leurs passions, de se tromper ainsi sur les vrais sentiments de la France, qui, tout en désapprouvant les guerres continuelles de Napoléon, restait reconnaissante de la gloire et de l'ordre intérieur dont elle avait joui sous son règne, et était peu disposée à échanger sa puissante et glorieuse main contre la main débile et oubliée des Bourbons; le danger enfin de pousser au désespoir Napoléon et l'armée, de commettre à de nouveaux et affreux hasards un triomphe inespéré, triomphe qu'on pourrait consolider à l'instant même, et rendre définitif par une paix équitable et modérée.

Alexandre parut peu touché de ces raisons. Il répondit qu'on écouterait non pas des mécontents, mais des hommes sensés, n'ayant ni parti pris, ni intérêt suspect; que le goût de renverser des trônes, les souverains alliés ne l'avaient pas et ne pouvaient pas l'avoir; que le danger de réduire Napoléon au désespoir, ils en tenaient compte; mais qu'ils étaient résolus, après être venus si loin, et maintenant surtout qu'ils étaient si unis, de pousser la lutte à bout, pour n'avoir pas à la recommencer dans des conditions peut-être moins favorables; qu'ils s'attendaient sans doute à des coups extraordinaires de la part de Napoléon, tant qu'il lui resterait une épée dans les mains, mais que, fussent-ils repoussés de Paris, ils y reviendraient, jusqu'à ce qu'ils eussent conquis une paix sûre, et qu'une paix sûre on ne pouvait pas l'espérer de l'homme qui avait ravagé l'Europe de Cadix à Moscou.

Il était visible néanmoins que tout en affectant de ne pas craindre un dernier acte désespéré de Napoléon, Alexandre en était intérieurement troublé, et que ce serait un argument d'un poids considérable dans les négociations qui allaient suivre. A propos de ces résolutions qui paraissaient si fermement arrêtées de la part des puissances, M. de Caulaincourt demanda au czar si cependant l'Autriche n'aurait aucune considération pour les liens de famille, et si elle aurait conduit si loin ses soldats pour avoir l'honneur de détrôner sa fille; que ce ne serait plus alors le cas de tant reprocher au peuple français d'avoir égorgé une archiduchesse, quand on venait soi-même en détrôner une autre. — L'Autriche, reprit Alexandre, a eu de la peine à se décider; mais depuis que vous avez refusé l'armistice de Lusigny, imaginé par elle pour ménager un accommodement, elle est aussi convaincue que nous qu'on ne peut pas traiter avec son gendre, et que pour obtenir une paix durable il faut la signer avec un autre que lui.

A cette déclaration Alexandre ajouta de nouvelles assurances d'amitié pour M. de Caulaincourt, l'engagea à venir le revoir dans la journée, lui promit de l'accueillir à toute heure, mais lui

fit promettre à son tour de garder à Paris la réserve d'un parlementaire, puis il le quitta, car l'heure du triomphe approchait, et son orgueil était impatient. Il ne voulait pas brûler Paris, mais y entrer.

Le jeudi 31 mars 1814, jour de douloureuse et ineffaçable mémoire, les souverains alliés se mirent en marche, vers les dix ou onze heures du matin, pour faire dans Paris leur entrée triomphale. L'empereur Alexandre s'était attribué, et on lui avait laissé prendre, le premier rôle. Le roi de Prusse le lui cédait de bien grand cœur, trop heureux du succès des armes alliées, succès que sa défiance du sort lui avait fait mettre en doute jusqu'au dernier instant. L'empereur François et M. de Metternich, séparés du quartier général des alliés par la bataille d'Arcis-sur-Aube, s'étaient retirés à Dijon, où ils ignoraient la prise de Paris. Le prince de Schwarzenberg avait du reste assez d'autorité et de connaissance de leurs intentions pour les remplacer complétement dans ces graves circonstances. Lord Castlereagh, ministre d'un gouvernement où il faut tout expliquer à la nation, était allé donner au Parlement les motifs du traité de Chaumont. Personne ne pouvait donc en ce moment disputer au czar l'empire de la situation, et il y parut bientôt par le dehors aussi bien que par le fond des choses.

Alexandre ayant à sa droite le roi de Prusse, à sa gauche le prince de Schwarzenberg, derrière lui un brillant état-major, et pour escorte cinquante mille soldats d'élite, observant un ordre parfait, et portant au bras une écharpe blanche qu'ils avaient adoptée pour éviter les méprises sur le champ de bataille, Alexandre s'avançait à cheval à travers le faubourg Saint-Martin. Une proclamation des deux préfets, annonçant les intentions bienveillantes des monarques alliés, avait averti la population parisienne de l'événement solennel et douloureux qui allait attrister ses murs. Dire les émotions de cette population, en proie aux sentiments les plus contraires, serait difficile. Le peuple de Paris, toujours si sensible à l'honneur des armes françaises, irrité de n'avoir pas obtenu les fusils qu'il demandait, soupçonnant même des trahisons là où il n'y avait eu que des faiblesses, supportait avec une aversion peu dissimulée la présence des soldats étrangers. La bourgeoisie plus éclairée sans être moins patriote, appréciant les causes et les conséquences des événements, était partagée entre l'horreur de l'invasion, et la satisfaction de voir cesser le despotisme et la guerre. Enfin, l'ancienne noblesse française, à force de haïr la révolution oubliant la gloire du pays qui jadis lui était si chère, éprouvait de la chute de Napoléon une joie folle, qui ne lui permettait pas de sentir actuellement le désastre de la patrie. Quelques membres de cette noblesse, dans le désir d'amener à Paris un événement semblable à celui de Bordeaux, parcouraient le faubourg Saint-Germain, la place de la Concorde, le boulevard, en agitant un drapeau blanc, et en poussant des cris de *vive le roi!* qui restaient sans écho, et provoquaient même assez souvent une désapprobation manifeste. Calme et triste, la garde nationale faisait partout le service, prête à maintenir l'ordre, que personne au surplus ne songeait à troubler.

Tel était l'aspect de Paris. En suivant à travers une foule pressée et silencieuse le faubourg Saint-Martin jusqu'au boulevard, les souverains alliés ne rencontrèrent d'abord que des visages mornes, et parfois menaçants. Du reste pas une insulte, pas une acclamation ne signalèrent leur marche grave et lente. En arrivant au boulevard et en s'approchant des grands quartiers de la capitale, les visages commencèrent à changer avec les sentiments de la population. Quelques cris se firent entendre qui indiquaient qu'on appréciait les dispositions généreuses d'Alexandre. Il y répondit avec une sensibilité marquée. Bientôt ses saluts répétés à la population, l'ordre rassurant observé par ses soldats, amenèrent des manifestations de plus en plus amicales. Enfin parut le groupe royaliste qui depuis le matin se promenait dans Paris en agitant un drapeau blanc. Ses cris enthousiastes de *vive Louis XVIII, vive Alexandre, vive Guillaume*, éclatèrent subitement aux oreilles des souverains, et leur causèrent une satisfaction visible. Aux cris violents de ce groupe vinrent se joindre ceux de femmes élégantes, agitant des mouchoirs blancs, et saluant avec la vivacité passionnée de leur sexe la présence des monarques étrangers: triste spectacle qu'il faut déplorer sans s'en étonner, car c'est celui que donnent en tous lieux et en tout temps les peuples divisés. Les joies des partis y étouffent en effet les plus légitimes douleurs de la patrie!

Ces dernières manifestations rassurèrent les souverains alliés, que la froideur malveillante témoignée par les masses populaires dans le faubourg Saint-Martin et le boulevard Saint-Denis avait inquiétés d'abord, non pour leur

sûreté personnelle, mais pour la suite de leurs desseins. Ils se rendirent sans s'arrêter aux Champs-Élysées, pour y passer la revue de leurs soldats. C'était une manière de remplir, par un grand spectacle militaire, les heures de cette journée, tandis que leurs ministres vaqueraient à des soins plus sérieux et plus pressants. Il était urgent, effectivement, de parler à cette ville de Paris, si redoutée même dans sa défaite, de lui dire qu'on ne venait ni conquérir, ni opprimer, ni humilier la France, qu'on lui apportait seulement la paix, dont n'avait pas voulu un chef intraitable, et que, quant à la forme de son gouvernement, on la laisserait libre de choisir celle qui lui conviendrait. Mais pour concerter ce langage, pour savoir même à qui l'adresser, il fallait s'aboucher avec des personnages accrédités, et pendant la revue des Champs-Élysées, M. de Nesselrode s'était rendu auprès de celui qu'indiquait une sorte de désignation universelle, c'est-à-dire auprès de M. de Talleyrand. Il l'avait trouvé dans son célèbre hôtel de la rue Saint-Florentin, attendant cette démarche si facile à prévoir, et lui avait demandé, au nom des monarques alliés, quel était le gouvernement qu'il fallait constituer, en lui déclarant qu'on s'en fierait à ses lumières plus volontiers qu'à celles d'aucun homme de France. M. de Talleyrand, qui connaissait et appréciait depuis longtemps l'habile diplomate dépêché auprès de lui, l'accueillit avec empressement, et lui dit, ce qui était vrai, que le gouvernement impérial était complétement ruiné dans les esprits, que le régime de la guerre perpétuelle inspirait en 1814 autant d'horreur que celui de la guillotine en 1800, et que rien ne serait plus facile que d'opérer une révolution, si l'on traitait la France avec les égards dont ce grand pays était digne, si on lui prouvait surtout par les faits aussi bien que par les paroles, que les souverains alliés voulaient être non pas ses conquérants, mais ses libérateurs. Dans ces termes généraux il était aisé de s'entendre. M. de Nesselrode répéta les assurances qu'il était chargé de prodiguer, et les deux diplomates commençaient à discuter les graves sujets que comportait la circonstance, lorsque M. de Nesselrode reçut de l'empereur Alexandre un message singulier, dont l'objet était le suivant. Par une modestie pleine de délicatesse, Alexandre avait voulu loger non aux Tuileries, mais à l'Élysée, et pendant la revue on lui avait remis un billet dans lequel on prétendait que l'Élysée était miné. Il avait envoyé ce billet à M. de Nesselrode pour que celui-ci s'informât si un tel avis avait le moindre fondement. M. de Nesselrode communiqua ce message à M. de Talleyrand, qui sourit d'un avis aussi puéril, et qui cependant offrit courtoisement de mettre à la disposition de l'empereur Alexandre son hôtel, où aucun danger n'était à craindre, et où depuis longtemps régnaient des habitudes tout à fait princières. M. de Nesselrode saisit cette offre avec empressement, car c'était donner un haut témoignage de considération à un personnage dont on avait grand besoin, c'était augmenter son influence, et se ménager même bien des commodités pour l'œuvre qu'on allait entreprendre.

Les hommes qui depuis quelque temps étaient ou les confidents ou les visiteurs assidus de M. de Talleyrand, le duc de Dalberg, l'abbé de Pradt, le baron Louis, le général Dessoles, et une infinité d'autres, étaient accourus chez lui pour s'entretenir des prodigieux événements qui étaient en voie de s'accomplir. Il avait donc sa cour toute formée pour recevoir l'empereur Alexandre lorsque celui-ci, après avoir passé ses troupes en revue, se transporterait à l'hôtel de la rue Saint-Florentin. L'empereur Alexandre étant descendu de cheval sur la place de la Concorde, se rendit à pied chez le grand dignitaire impérial, lui tendit la main avec cette courtoisie qui séduisait tous ceux qui ne savaient pas combien il y avait de finesse cachée sous le charme de ses manières, traversa les appartements qui contenaient déjà une foule empressée, se laissa présenter les nouveaux royalistes, dont le nombre augmentait à vue d'œil, et après avoir prodigué à chacun les témoignages les plus flatteurs, s'enferma avec M. de Talleyrand pour le consulter sur les importantes résolutions qu'il s'agissait d'adopter. Le roi de Prusse, le prince de Schwarzenberg, appelés à cette conférence, s'y rendirent immédiatement, et M. de Talleyrand demanda l'autorisation d'y introduire son véritable, son unique complice, le duc de Dalberg, qui, plus téméraire que lui, avait osé envoyer un émissaire au camp des alliés. A peine assemblés, ces éminents personnages entreprirent de traiter le grand sujet qui les réunissait, celui du gouvernement à donner à la France.

Alexandre qui avait déjà pris l'habitude, et qui continua de la prendre chaque jour davantage, d'ouvrir les entretiens et de les clore, Alexandre commença par répéter ce qu'il disait à tout le monde, que lui et ses alliés n'étaient

pas venus en France pour y opérer des révolutions, mais pour y chercher la paix ; qu'ils l'auraient faite à Châtillon, si Napoléon s'y était prêté, mais que n'ayant trouvé à Châtillon que des refus, obligés de venir chercher cette paix jusque dans les murs de Paris, ils étaient prêts à la conclure avec ceux qui la voudraient franchement; qu'il ne leur appartenait pas de désigner les hommes qui seraient chargés de représenter la France en cette circonstance, et de constituer son gouvernement, qu'à cet égard ils n'avaient la prétention d'imposer personne, que Napoléon lui-même ils n'auraient pas pris sur eux de l'exclure, s'il ne s'était exclu en refusant péremptoirement des conditions auxquelles l'Europe attachait sa sûreté; mais qu'après lui la régente Marie-Louise, le prince Bernadotte, la république elle-même, et enfin les Bourbons, ils étaient prêts à admettre tout ce que la nation française paraîtrait désirer. Seulement, dans l'intérêt de l'Europe et de la France, on devait choisir un gouvernement qui pût se maintenir, surtout en succédant à la puissante main de Napoléon, car l'œuvre qu'on allait accomplir, il ne fallait pas qu'on eût à la recommencer.

Alexandre ne dissimula pas que, tout en ayant pour les Bourbons une préférence naturelle, les monarques alliés craignaient que ces princes, inconnus aujourd'hui de la France et ne la connaissant plus, ne fussent incapables de la gouverner; qu'ils n'espéraient pas non plus qu'on parvînt à composer un gouvernement sérieux avec une femme et un enfant, comme Marie-Louise et le Roi de Rome, que c'était l'avis notamment de l'empereur d'Autriche; que cherchant ainsi le meilleur gouvernement à donner à la France il avait, lui, songé quelquefois au prince Bernadotte, mais que, ne trouvant pas beaucoup d'assentiment lorsqu'il parlait de ce candidat, il se garderait bien d'insister; que du reste dans cet état d'indécision, l'avis des souverains serait d'autant plus facile à plier au vœu de la France, seule autorité à consulter ici; que pour eux ils n'avaient qu'un intérêt et un droit, c'était d'avoir la paix, mais de l'avoir sûre en l'accordant honorable, telle qu'on la devait à une nation couverte de gloire, et à laquelle ils ne s'en prenaient point de leurs maux, sachant bien que, sous le joug détesté qu'on venait de briser, elle avait souffert autant que l'Europe.

A ce langage doux, flatteur, insinuant, un seul homme était appelé à répondre, et c'était M. de Talleyrand. C'est à lui que s'adressaient particulièrement ces questions, comme au plus accrédité des personnages auxquels on pouvait les poser. Généralement peu impatient de se prononcer, laissant volontiers les plus pressés dire leur sentiment, mais sachant se décider quand il le fallait, M. de Talleyrand possédait au plus haut point le discernement des situations, savait découvrir ce qui convenait à chacune, et avait de plus l'art de donner à ses avis une forme piquante ou sentencieuse, qui leur valait tout de suite la vogue d'un bon mot, ou d'un mot profond. Il avait clairement discerné qu'élevé par la victoire, Napoléon ne pouvait se soutenir que par elle; que, vaincu, il était détrôné; que la république n'étant pas proposable à une génération qui avait assisté aux horreurs de 1793, la monarchie étant le seul gouvernement alors possible, il n'y avait de dynastie acceptable que celle des Bourbons, car on ne crée pas à volonté et artificiellement les conditions qui rendent une famille propre à régner. Le génie, le hasard des révolutions, peuvent un moment élever un homme, et on venait d'en avoir la preuve, mais ce phénomène passé, les peuples reviennent promptement à ce que le temps et de longues habitudes nationales ont consacré. A l'abri désormais des vengeances impériales, M. de Talleyrand dit lentement mais nettement la vérité à ce sujet. Napoléon, selon lui, n'était plus possible. La France, à laquelle il avait rendu de grands services, qu'il lui avait malheureusement fait payer cher, voyait en lui ce qu'y voyait l'Europe, c'est-à-dire la guerre, et elle voulait la paix. Napoléon était donc en ce moment le contraire du vœu formel, absolu de la génération présente. Consentirait-il à signer la paix, il ne faudrait pas y compter. En effet une paix, même très-honorable, telle que la France pourrait l'accepter, telle que l'Europe dans sa haute raison devrait l'accorder, cette paix quelle qu'elle fût, serait toujours tellement au-dessous de ce que Napoléon devait prétendre, qu'il ne saurait y souscrire sans déchoir, dès lors sans avoir l'intention de la rompre. Il ne fallait donc plus songer à lui, puisqu'il était incompatible avec la paix, qui était le besoin du monde entier, et on verrait bientôt, en laissant éclater l'opinion universelle encore comprimée, que cette manière de penser était au fond de tous les esprits. Que si Napoléon était impossible personnellement, il était tout aussi impossible dans sa femme et son fils. Qui pouvait croire sérieusement qu'il ne serait pas der-

rière Marie-Louise et le Roi de Rome, pour gouverner sous leur nom? Personne. Ce serait Napoléon avec tous ses inconvénients et tous ceux de la dissimulation. Il fallait par conséquent renoncer à une semblable combinaison, et puisque le prince auguste qui avait donné sa fille à Napoléon faisait un généreux sacrifice à l'Europe, on devait accepter ce sacrifice en remerciant l'empereur d'Autriche de si bien comprendre les besoins de la situation. Quant au prince Bernadotte, devenu l'héritier du trône de Suède, c'était chose moins sérieuse encore. Après avoir eu un soldat de génie, la France n'accepterait pas un soldat médiocre, couvert du sang français. Restaient donc les Bourbons. Sans doute la France, qui les avait tant connus, les connaissait peu aujourd'hui, et éprouvait même à leur égard certaines préventions. Mais elle referait connaissance avec eux, et les accueillerait volontiers s'ils apportaient, en revenant, non les préjugés qui avaient déjà perdu leur maison, mais les saines idées du siècle. M. de Talleyrand ajoutait qu'il fallait les lier par de sages lois, et les réconcilier avec l'armée, en plaçant auprès d'eux ses représentants les plus illustres; qu'avec du tact, des soins, de l'application, tout cela pourrait se faire; qu'il fallait bien, d'ailleurs, que ce fût possible, car c'était nécessaire; qu'après tant d'agitations, le besoin le plus impérieux des esprits était de voir l'édifice social rétabli sur ses véritables bases, et qu'il ne semblerait l'être que lorsque le trône de France serait rendu à ses antiques possesseurs. Résumant enfin son opinion en quelques mots, M. de Talleyrand dit : La république est une impossibilité; la régence Bernadotte, sont une intrigue; les Bourbons seuls sont un principe.

Un tel langage avait de quoi plaire aux souverains alliés, et il aurait trouvé parmi eux des approbateurs encore plus chauds, si le vrai représentant de la vieille Europe, l'empereur François, si le chef du parti tory, lord Castlereagh, eussent été présents. Pourtant le rare bon sens du roi Guillaume désirait que tout ce qu'on venait de dire fût vrai. Alexandre, sans le désirer autant, était prêt cependant à l'admettre, si la restauration des Bourbons était un moyen de pacifier la France sans l'humilier, de lui plaire surtout après l'avoir vaincue. M. de Talleyrand voulant donner à son opinion, nette, ferme, mais exprimée sans véhémence, l'appui d'un langage plus vif, plus chaleureux que le sien, proposa aux souverains alliés et à leurs ministres assemblés dans son salon, de leur faire entendre quelques Français, qui, à des titres divers, par leur esprit, leurs fonctions, leur rôle, méritaient d'être écoutés. On introduisit l'abbé de Pradt, archevêque de Malines, récemment ambassadeur à Varsovie, le baron Louis, financier habile, employé par Napoléon dans quelques opérations importantes, le général Dessoles, l'ancien chef d'état-major de Moreau, l'un des hommes les plus estimés de l'armée.

L'entrevue cessa dès lors d'avoir le caractère d'un tête-à-tête. L'entretien devint animé, et quelquefois confus à force de vivacité. L'abbé de Pradt avec la pétulance de son langage, le baron Louis avec la fermeté de son esprit, le général Dessoles avec une haute raison, affirmèrent, chacun à sa manière, que c'en était fait de la domination de Napoléon, que personne ne voulait plus d'un furieux, prêt à immoler la France et l'Europe à de sanglantes chimères; que dans sa femme et son fils on ne verrait que lui sous un nom supposé; que dans Bernadotte on verrait un outrage; que, désirant une monarchie, on ne pouvait admettre que les Bourbons; que sans doute on ne pensait pas à eux, mais qu'on n'avait pas eu le temps d'y penser, que leur nom une fois prononcé franchement, tout le monde comprendrait qu'il n'y avait que ces princes de possibles, et qu'en prenant par de bonnes lois des précautions contre leurs préjugés, on aurait leurs avantages sans leurs inconvénients.

Personne n'était plus influencé que l'empereur Alexandre par l'ensemble et la chaleur des avis. — Si vous êtes tous de cette opinion, s'écria-t-il, ce n'est pas à nous à contredire! Et regardant ses alliés qui donnaient leur assentiment d'un signe de tête, notamment le prince de Schwarzenberg, qui avait très-visiblement approuvé ce qu'on avait dit contre la régence de Marie-Louise, il se montra prêt à accepter les Bourbons; car, ajoutait-il, ce n'étaient pas les représentants des vieilles monarchies européennes qui pouvaient élever des objections contre le rétablissement de cette antique famille. Le principe admis, il s'agissait du moyen à employer pour consommer la déchéance de Napoléon, et pour instituer un gouvernement nouveau qui pacifierait la France avec l'Europe, et la France avec elle-même. M. de Talleyrand et ceux qui composaient son conseil improvisé furent d'avis qu'on pourrait se servir du Sénat, et qu'on le trouverait empressé à renverser le maître qu'il avait adulé si longtemps, car en

l'adulant il l'avait toujours haï au fond du cœur. Mais pour inspirer à ce corps le courage de se prononcer, il fallait que Napoléon parût irrévocablement condamné. Sans cette certitude, la même timidité qui avait tenu le Sénat silencieux devant Napoléon, le tiendrait silencieux encore devant son ombre. Pour lever cette difficulté, il se présentait un moyen fort simple, mais qui devait précéder toute autre démarche, c'était de déclarer que les monarques alliés, réunis à Paris, et disposés à concéder la paix la plus honorable à la France, avaient pris la résolution de ne plus traiter avec Napoléon, avec lequel toute paix sincère et durable était jugée impossible. Bien que ce fût un engagement assez grave à prendre, ce moyen étant le seul qui pût faire éclater l'opinion publique à l'égard de Napoléon, il n'y avait guère à hésiter, et on n'hésita point. Le projet de déclaration fut adopté. Pourtant, au gré de ceux qui désiraient les Bourbons et voulaient être satisfaits le plus tôt possible, ce n'était pas assez de dire qu'on ne traiterait plus avec Napoléon, il fallait dire encore qu'on ne traiterait avec aucun autre membre de sa famille, car si on laissait une chance ouverte en faveur de son fils, ce serait assez pour glacer les gens timides, sur lesquels il importait d'agir dans le moment. Ce complément indispensable fut ajouté sur la proposition de l'abbé de Pradt, et la déclaration suivante, signée par Alexandre au nom de ses alliés, fut immédiatement placardée sur les murs de Paris.

« Les armées des puissances alliées ont occupé la capitale de la France. Les souverains « alliés accueillent le vœu de la nation française.

« Ils déclarent :

« Que si les conditions de la paix devaient « renfermer de plus fortes garanties lorsqu'il « s'agissait d'enchaîner l'ambition de Bonaparte, « elles doivent être plus favorables, lorsque, par « un retour vers un gouvernement sage, la France « elle-même offrira des assurances de repos.

« Les souverains alliés proclament en conséquence :

« Qu'ils ne traiteront plus avec Napoléon Bonaparte ni avec aucun membre de sa famille ;

« Qu'ils respectent l'intégrité de l'ancienne « France, telle qu'elle a existé sous ses rois « légitimes ; ils peuvent même faire plus, parce « qu'ils professent toujours le principe que, « pour le bonheur de l'Europe, il faut que la « France soit grande et forte ;

« Qu'ils reconnaîtront et garantiront la Con- « stitution que la nation française se donnera. « Ils invitent par conséquent le Sénat à désigner « un gouvernement provisoire, qui puisse pour- « voir aux besoins de l'administration, et pré- « parer la constitution qui conviendra au peuple « français.

« Les intentions que je viens d'exprimer me sont « communes avec toutes les puissances alliées.

« ALEXANDRE.

« P. S. M. I.

« *Le secrétaire d'État*, comte de NESSELRODE.

« Paris, le 31 mars 1814, trois heures après midi. »

Il fut convenu que, s'appuyant sur cette déclaration, M. de Talleyrand et ses coopérateurs s'aboucheraient avec les membres du Sénat, les décideraient à nommer un gouvernement provisoire, et qu'on aviserait ensuite aux moyens de prononcer directement et définitivement la déchéance de Napoléon.

Après ce premier acte, les souverains se séparèrent. Alexandre demeura chez M. de Talleyrand, le roi de Prusse alla fixer sa résidence dans l'hôtel du prince Eugène, qui est devenu depuis l'hôtel de la légation de Prusse. Les ordres furent donnés pour que les troupes alliées ne prissent point leur logement chez les habitants, mais que, pourvues des vivres nécessaires, elles établissent leurs bivacs sur les principales places de la capitale, et notamment dans les Champs-Élysées. Le général Sacken fut nommé gouverneur de Paris. Les rédacteurs des divers journaux furent, ou changés, ou invités à parler dans le sens de la révolution nouvelle. On se servit du télégraphe, tel qu'il existait alors, pour annoncer les grands événements accomplis dans la capitale, avec mention réitérée des intentions généreuses des puissances. Les royalistes, anciens ou nouveaux, qui avaient dans cette journée assiégé l'hôtel Talleyrand, se répandirent dans la capitale afin d'y propager l'espérance et presque la certitude du prochain rétablissement des Bourbons. Ceux d'entre eux qui avaient promené le matin dans Paris le drapeau blanc, s'étant assemblés tumultueusement, proposèrent de s'adresser aux souverains étrangers, pour leur demander que les Bourbons fussent immédiatement proclamés. Ils trouvaient que si c'était déjà quelque chose de déclarer qu'on ne traiterait plus avec Napoléon, ce n'était point assez, et qu'il fallait annoncer qu'on traiterait

exclusivement avec les Bourbons, seuls souverains légitimes de la France. Après une délibération vive et confuse, on se sépara d'accord sur un point, l'envoi d'une députation à Alexandre pour lui exprimer le vœu formel des royalistes. En effet, cette députation alla chercher Alexandre à l'Élysée d'abord, puis à l'hôtel de la rue Saint-Florentin, ne fut point reçue par ce prince, mais par M. de Nesselrode, qui, se renfermant dans la réserve convenable, leur répéta que l'Europe réunie à Paris entendait suivre exclusivement le vœu de la France, et que si, comme tout l'indiquait, ce vœu était favorable aux Bourbons, les souverains alliés seraient heureux d'assister à leur restauration, et d'y contribuer par leur plein assentiment.

Le premier acte de cette révolution était donc accompli. Les souverains entrés dans Paris, reçus paisiblement par une population désarmée qu'ils s'attachaient à flatter, s'étaient mis en rapport avec quelques grands personnages, et, sur leur conseil, avaient déclaré qu'ils ne traiteraient plus avec Napoléon, tandis qu'ils étaient prêts, au contraire, à traiter avantageusement avec tout gouvernement issu du vœu de la nation française. C'était assez pour que l'opinion, fatiguée de la domination d'un soldat qui ne prenait jamais de repos et n'en laissait à personne, se prononçât bientôt en faveur de la seule dynastie qui s'offrît à l'esprit en dehors de celle que la victoire avait élevée et que la victoire renversait. Un moment d'hésitation en présence d'un événement si subit, et après vingt-quatre ans d'absence des Bourbons, était bien naturel; mais les heures allaient produire ici l'effet qu'en d'autres temps produisent les mois et les années.

Le soir même, et le lendemain 1er avril, tous ces esprits remuants qui se précipitent dans le torrent des révolutions, les uns pour en profiter, les autres pour le plaisir de s'y mêler, allaient, venaient sans cesse, et de chez M. de Talleyrand couraient chez les personnages dont le concours était nécessaire, en particulier chez les sénateurs. Il n'y avait d'aucun côté grande résistance à craindre, car pour tout le monde Napoléon vaincu était Napoléon détrôné. Il existait bien, dans le peuple de Paris, quelques regrets pour le guerrier éblouissant qui avait longtemps charmé son imagination, et qui, quelques jours auparavant, semblait encore le défenseur de ses murs; mais si, on excepte le peuple de quelques grandes villes, et surtout les paysans dont la chaumière avait été ravagée, pour la France entière, la paix, conséquence assurée de la chute de Napoléon, était un immense soulagement. Du reste, parmi ceux qui mettent plus directement la main aux événements, l'entraînement vers un nouvel état de choses était général. Les anciens révolutionnaires, sans songer que c'étaient les Bourbons qui allaient remplacer Napoléon, se livraient au plaisir de la vengeance contre l'auteur du 18 brumaire. Les gens sensés reconnaissaient dans ce qui arrivait la suite tant prédite des folles témérités qu'ils avaient déplorées, et d'un pouvoir sans contre-poids. Les hommes, occupés particulièrement de leurs intérêts, cherchaient la fortune pour aller vers elle, et, ne la voyant plus du côté de Napoléon, tournaient ailleurs leurs regards. Avec des dispositions aussi unanimes, on n'avait point à craindre que le Sénat se souvînt de sa longue soumission pour en rougir ou pour y persévérer. Ordinairement on s'en prend d'une trop longue soumission à celui qui vous l'a imposée, et loin d'être un embarras pour la pudeur, elle est au contraire un prétexte pour l'ingratitude. Le fidèle et infortuné duc de Vicence avait pu s'en convaincre dans cette même journée du 31 mars, et dans la nuit qui avait suivi, car en sortant de chez l'empereur Alexandre il n'avait cessé de visiter tour à tour les nombreux personnages qui, à des titres divers, avaient servi le gouvernement impérial, et pouvaient en ce moment extrême lui apporter un utile secours. Il lui semblait qu'en invoquant la foi promise, ou au moins la reconnaissance, car il n'y avait pas alors une fortune qui ne fût due à Napoléon, on parviendrait à raffermir les fidélités ébranlées, et que si les souverains alliés, fort soigneux de ménager le sentiment public, le trouvaient tant soit peu persistant en faveur de Napoléon, ils s'arrêteraient, et, au lieu de faire une révolution, se borneraient à faire la paix, œuvre pour laquelle M. de Caulaincourt était aujourd'hui tout préparé. Cette fois, en effet, il avait pris au fond de son cœur la résolution de violer ses instructions, et dût-il être désavoué à Fontainebleau, il était déterminé à signer à Paris la paix de Châtillon. Mais sa tournée, non interrompue pendant vingt-quatre heures, le consterna, l'indigna, le remplit de mépris pour les hommes, qu'il ne connaissait pas assez pour s'attendre à ce qui lui arrivait. Droit, rude, sensé, M. de Caulaincourt n'avait pas cette profonde science des hommes, qui ôte toute colère en ôtant toute surprise. Il passa ces deux jours à s'étonner et à s'emporter. Sa

première visite se dirigea vers l'hôtel de la rue Saint-Florentin, où là son sentiment ne fut point celui de la surprise, car il n'ignorait pas les justes griefs de M. de Talleyrand, et trouvait sa conduite toute naturelle. Seulement il aurait voulu pouvoir le décider à en tenir une autre. — Il est trop tard, lui dit le grand acteur de la scène du jour ; il n'y a plus à s'occuper de Napoléon que pour lui ménager une retraite éloignée. C'est un insensé, qui a tout perdu, qui devait tout perdre, et dont il ne faut plus nous parler. Prenez en votre parti, et songez à vous. Votre honorable renommée, l'amitié de l'empereur Alexandre, vous assurent une place sous tous les gouvernements. Occupez-vous de vous, et oubliez un maître auquel votre droiture était devenue importune. — M. de Caulaincourt, s'attendant à ce langage dans la bouche de M. de Talleyrand, écarta ce qui le concernait, et usant du privilége d'une ancienne amitié, s'efforça de réveiller le penchant qu'on avait supposé à M. de Talleyrand pour la régence de Marie-Louise, sous laquelle il aurait pu être le premier personnage de l'État. — Il est trop tard, répéta le prince de Bénévent. J'ai voulu sauver Marie-Louise et son fils, en les retenant à Paris, mais une lettre de cet homme, destiné à tout perdre, est venue décider le départ pour Blois, et produire le vide que nous cherchons à remplir. Renoncez, vous dis-je, à vos regrets : tout est fini pour Napoléon et les siens ; songez à vos enfants, et laissez-nous sauver la France par les seuls moyens qu'il soit possible aujourd'hui d'employer. — M. de Caulaincourt, trouvant M. de Talleyrand irrévocablement engagé dans la cause des Bourbons, avait désespéré dès lors d'exercer sur lui aucune influence. Quittant M. de Talleyrand, et traversant, au sortir de son cabinet, un groupe tout composé de fonctionnaires de l'Empire, où l'abbé de Pradt faisait, selon sa coutume, entendre les paroles les moins réservées, M. de Caulaincourt qui se rappelait les longues adulations de l'archevêque de Malines, ne put se défendre d'un mouvement d'indignation, marcha droit à lui, et ne lui laissa d'autre asile que l'escalier de l'hôtel Saint-Florentin. On entoura, on essaya de calmer M. de Caulaincourt, en lui disant que son honorable fidélité l'égarait, qu'il se trompait, et qu'il fallait enfin ouvrir les yeux à la vérité. — Mais pourquoi ne pas les ouvrir plus tôt, s'était écrié M. de Caulaincourt en s'adressant à tous ces hommes naguère chauds partisans de l'Empire, pourquoi ne pas les ouvrir plus tôt? Car en m'aidant un peu, il y a six mois, nous aurions pu arrêter sur le bord de l'abîme celui que vous appelez aujourd'hui un fou, un extravagant, un despote intraitable ! — A cela on n'avait répliqué qu'en détournant la tête, et en répétant que Napoléon avait tout perdu. Toujours désolé, M. de Caulaincourt avait ensuite couru chez quelques sénateurs. Il avait vu bien peu de portes ne pas rester fermées, même devant son nom autrefois si honoré, si accueilli. Ceux-ci étaient absents, ceux-là feignaient de l'être. Quelques-uns cependant, pris au dépourvu, étaient demeurés accessibles. Parmi ces derniers, les uns paraissaient embarrassés, consternés, et cherchaient à cacher sous de profonds gémissements la résolution visible de faire tout ce qu'on leur demanderait. Les autres, plus osés, élevant tout à coup la voix, disaient qu'il était temps de penser à la France, trop oubliée, trop sacrifiée à un homme qui l'avait gravement compromise, et qui allait achever de la perdre si on ne se hâtait de l'arracher de ses mains. — Sacrifiée par qui, disait M. de Caulaincourt avec emportement, sinon par ceux qui aujourd'hui s'aperçoivent pour la première fois que le héros, le dieu de la veille, est un insensé, un despote, qu'il faut précipiter du trône pour le salut de la France? — Mais les réflexions de l'honnête duc de Vicence, quelque justes qu'elles fussent, ne réparaient rien, et il voyait bien que la cause de Napoléon était désormais perdue ; que tout au plus, en abandonnant le père, on sauverait peut-être le fils, mais qu'on en aurait à peine le temps, car la rapidité des événements était effrayante. Au surplus, quoique indigné du spectacle qu'il avait sous les yeux, il sentait si bien que ce qu'on disait, déplacé dans les bouches qui le faisaient entendre, était vrai néanmoins, que souvent, prêt à se révolter, il finissait par baisser la tête et par s'éloigner en silence, comme s'il eût été le coupable auquel s'adressaient les justes reproches qui retentissaient de toute part. Désespérant donc d'arrêter le Sénat, il s'était promis de se rejeter sur Alexandre et sur le prince de Schwarzenberg, pour sauver quelque chose de ce grand naufrage.

Mais le succès que M. de Caulaincourt n'obtenait pas auprès des sénateurs, M. de Talleyrand l'obtenait sans difficulté. Quelques-uns feignant l'indignation, le plus grand nombre gémissant, tous cherchant à se bien placer dans l'esprit de l'homme qui allait disposer de l'avenir, semblaient décidés à donner un assentiment complet

à ce qu'on leur proposerait. On avait trouvé plus de caractère chez ceux qui, disciples de M. Sieyès, avaient formé dans le Sénat une opposition inactive, mais sévère. Ceux-là paraissaient prêts à tout oser contre Napoléon, et leur dignité était à l'aise, car ils ne l'avaient jamais encensé, mais leur résignation à tout accepter ne s'était pas montrée égale à celle de leurs collègues. Ils avaient demandé si c'était en vaincus qu'on entendait les amener aux pieds des Bourbons, et si, en rappelant cette famille, on ne songerait pas à garantir les principes de la révolution française, et à relever la liberté immolée si longtemps à l'auteur du 18 brumaire. On avait cherché à les rassurer, en leur disant qu'indépendamment de ses grandes lumières, l'ancien évêque d'Autun était fort intéressé à prendre ses précautions contre les Bourbons, et qu'après avoir écarté Napoléon par les votes du Sénat, il s'occuperait immédiatement de faire rédiger une constitution appropriée aux besoins et aux lumières du siècle.

Les choses ainsi entendues, M. de Talleyrand prit, en sa qualité de grand dignitaire et de vice-président du sénat, la résolution de convoquer ce corps pour le 1er avril, lendemain de l'entrée des armées alliées, afin de pourvoir à la défaillance de l'autorité publique. Bien qu'on eût frappé à beaucoup de portes, qu'on eût visité beaucoup de sénateurs, le nombre de ceux qui avaient quitté la capitale à la suite de Marie-Louise, ou qui étaient par leurs fonctions retenus auprès de Napoléon, le nombre surtout des intimidés était si grand, qu'à peine put-on réunir soixante-dix sénateurs environ sur cent quarante. A trois heures ils étaient en séance, attendant avec résignation ce qu'on allait leur proposer. Dans un discours assez mal écrit par l'abbé de Pradt, M. de Talleyrand leur dit qu'ils étaient appelés à venir au secours d'un *peuple délaissé* (manière de fonder sur le départ de la régente la résolution qu'il s'agissait de prendre), et à pourvoir au plus indispensable besoin de toute société, celui d'être gouvernée; qu'ils étaient donc invités à créer un gouvernement provisoire, lequel saisirait les rênes de l'administration actuellement abandonnées. A ce discours, prononcé avec l'ordinaire nonchalance de M. de Talleyrand, et écouté dans un profond silence, personne n'opposa une objection. Mais les membres de l'opposition libérale demandèrent sur-le-champ que l'œuvre de ce gouvernement provisoire ne consistât pas seulement à se saisir de l'administration de l'État que personne ne dirigeait plus en ce moment, mais à rédiger une constitution qui consacrerait les principes de la révolution française, et un séducteur, aposté pour allécher ses collègues, s'empressa d'ajouter que le Sénat et le Corps législatif devraient occuper la place des grands corps politiques dans la constitution future. On s'accorda réciproquement ces diverses propositions, et il fut entendu que le gouvernement qu'on allait nommer, après s'être emparé du pouvoir, procéderait immédiatement à la rédaction d'une constitution. Ces points convenus, il fallait songer à composer ce gouvernement qualifié de provisoire. Il est inutile de dire que le nombre, le choix des individus, tout avait été arrêté d'avance chez M. de Talleyrand. Le nombre de trois ne répondant pas assez aux divers besoins de la circonstance, on avait adopté celui de cinq, et, quant aux personnes, on avait cherché parmi les amis de M. de Talleyrand les hommes qui, tout en lui étant soumis, avaient d'utiles relations avec les différents partis. A M. de Talleyrand, chef indiqué du nouveau gouvernement, on adjoignit donc quatre personnes. La première fut le duc de Dalberg, peu connu en France, mais l'ouvrier le plus ancien, le plus actif, le plus habile de la trame sourde qui éclatait actuellement au grand jour, et en outre lié intimement avec les princes et les ministres étrangers qui étaient les appuis nécessaires de la nouvelle révolution. Ce choix imaginé pour la diplomatie étrangère, il en fallait un pour l'armée. On songea au vieux Beurnonville, officier des premiers temps de la révolution, médiocrité bienveillante et mobile, tout à l'heure s'apitoyant avec M. de Lavalette sur les malheurs de Napoléon, et à présent indigné contre ses fautes à l'hôtel Talleyrand, ayant du reste de grandes relations d'amitié avec la plupart des mécontents de l'armée. Il fallait aussi répondre le plus possible aux opinions des partis, sans sortir de la société de M. de Talleyrand, essentiellement modérée. On désigna M. de Jaucourt, galant homme, ancien constituant, doux, éclairé, libéral, ayant appartenu à la minorité de la noblesse, et représentant heureusement les hommes qui voulaient unir les Bourbons et la liberté. Enfin pour que le royalisme, influence importante du moment, eût sa part, on choisit M. l'abbé de Montesquiou, l'un des présidents de l'Assemblée constituante, resté pendant l'Empire le correspondant secret de Louis XVIII, homme d'église et homme du

monde à la fois, ne disant point la messe, fréquentant les salons, conservant plus d'un préjugé politique quoique affectant de n'avoir aucun préjugé religieux, instruit, spirituel, indépendant, mais hautain et irritable, adopté aujourd'hui presque comme un accessoire, et destiné à devenir bientôt le personnage principal, parce qu'à l'avantage de représenter une puissance qui grandissait d'heure en heure, il joignait celui d'être, parmi les membres du nouveau gouvernement, l'homme qui avait les sentiments les plus prononcés.

Comme nous venons de le dire, on avait préparé ces choix chez M. de Talleyrand. Le Sénat se forma en groupes, se les communiqua de bouche en bouche, et les confirma par son vote sans avoir l'idée de repousser un seul nom parmi ceux qu'on lui avait présentés. Ces résolutions une fois arrêtées, M. de Talleyrand laissa aux sénateurs le soin de les rédiger en termes officiels, et retourna rue Saint-Florentin, où l'attendaient les nombreux courtisans de sa nouvelle grandeur, tous convaincus qu'il rappellerait les Bourbons, et les dominerait après les avoir rappelés.

Les hommes qu'on venait de désigner pouvaient constituer un gouvernement nominal, nuancé des couleurs du jour, mais non un gouvernement effectif, capable d'administrer les affaires. Pour s'en procurer un pareil, il fallait composer un ministère. A peine revenu du Luxembourg chez lui, M. de Talleyrand, réuni à ses collègues, s'occupa de chercher des ministres. Deux importaient avant tout, celui des finances et celui de la guerre, car il fallait se procurer de l'argent et détacher l'armée de Napoléon. On fit pour les finances un choix dont la France devra éternellement s'applaudir, celui du baron Louis, esprit véhément et vigoureux, comprenant mieux qu'aucun homme de cette époque la puissance du crédit, puissance féconde, seule capable de fermer les plaies de la guerre et de remplacer le génie créateur de Napoléon. Pour la guerre, on céda trop à la passion du jour, et on fit une nomination qui avait malheureusement tous les caractères d'une réaction, en appelant à ce département le général Dupont, l'infortunée victime de Baylen. Dans les derniers temps on avait songé plus d'une fois aux brillants exploits du général Dupont pendant les années 1805 et 1806, on avait plaint ses infortunes imméritées, et depuis que l'on commençait à blâmer Napoléon en secret tout en continuant de l'aduler en public, on avait dit à voix basse que le général Dupont avait été la victime désignée pour abuser l'opinion sur les fautes de la guerre d'Espagne. On crut à tort que ce choix, accusateur pour Napoléon, mais réparateur envers l'armée, plairait à celle-ci, et on ne comprit pas qu'au contraire il l'irriterait. M. de Talleyrand, l'un des juges du général Dupont, l'envoya chercher à Dreux où il était prisonnier. On fit venir également un administrateur impérial, homme de beaucoup d'esprit, qui s'était signalé récemment par de vives épigrammes contre l'Empire, et on le chargea du département de l'intérieur. Cet administrateur était M. Beugnot. On remit la justice à un magistrat respectable et libéral, M. Henrion de Pansey; la marine, à un conseiller d'État disgracié, estimable et laborieux, M. Malouet; les affaires étrangères, à un diplomate instruit, étranger aux partis, ayant la modération ordinaire de sa profession, M. de Laforest. La police, sous la forme de direction générale, fut confiée à un employé de ce département, M. Anglès, ami secret des Bourbons, et les postes furent livrées à un ennemi subalterne de Napoléon, M. de Bourrienne, son ancien secrétaire, éloigné de son cabinet pour des motifs qui n'avaient rien de politique.

A ces nominations, les unes excellentes, les autres médiocres ou fâcheuses, on en ajouta une qui était des mieux entendues. La garde nationale, très-bien composée, avait tenu une conduite ferme et honorable, et elle méritait qu'on lui témoignât de la considération. On lui donna un commandant digne d'elle, M. le général Dessoles, ancien chef d'état-major de Moreau, caractère arrêté, esprit fin et cultivé, jadis républicain, aujourd'hui partisan de la monarchie constitutionnelle, et réunissant en lui le double caractère militaire et civil, qui convient à la tête d'une troupe qu'on a nommée la milice citoyenne.

Ces divers personnages ne reçurent qu'un titre provisoire, comme celui du gouvernement qui les instituait. Ils furent qualifiés de *commissaires délégués à l'administration* de la justice, de la guerre, de l'intérieur, etc. Ils eurent ordre de se rendre immédiatement à leur poste, pour se saisir des affaires le plus tôt et le plus complétement qu'ils pourraient. On avait donc un gouvernement auquel il était possible de s'adresser, avec lequel les souverains avaient le moyen de traiter, et dont ils allaient se servir pour arracher à Napoléon ce qui lui restait de puissance militaire et civile sur la France.

Instituer un gouvernement provisoire, c'était déclarer que celui de Napoléon n'existait plus, et ce pas était considérable. On ne l'eût pas osé faire sans l'appui des deux cent mille baïonnettes étrangères qui occupaient Paris. Ce résultat toutefois ne suffisait pas à l'impatience des royalistes encore peu nombreux, mais zélés, qui s'agitaient dans la capitale, et qui, à défaut du nombre, avaient pour eux l'empire des circonstances. Ils auraient voulu qu'on proclamât sur-le-champ les Bourbons; ils obsédaient M. de Talleyrand et M. de Montesquiou pour qu'on prît à cet égard un parti décidé, et que, sans transition comme sans délai, on déclarât Louis XVIII seul souverain légitime de la France, n'ayant pas cessé de régner depuis la mort de l'infortuné Louis XVII. Aller si vite ne convenait ni aux calculs de M. de Talleyrand qui ne voulait pas des Bourbons sans conditions, ni à son caractère qui n'était jamais pressé, ni à sa prudence qui voyait encore bien des intermédiaires à franchir. A tous les impatients il opposait ses armes habituelles, la nonchalance et le dédain, et il se croyait fondé à leur dire, ce qui était vrai au moins pour quelque temps, que c'était à lui seul à régler le mouvement des choses.

Battus de ce côté, les royalistes ardents s'étaient rejetés sur le conseil municipal de Paris et sur l'état-major de la garde nationale. Il y avait dans l'un et dans l'autre de grands propriétaires, de riches négociants, des membres distingués des professions libérales. On devait donc y trouver des partisans du royalisme. On en trouva en effet dans le conseil municipal, et un avocat de talent ayant plus d'éclat que de justesse d'esprit, M. Bellart, rédigea une adresse aux Parisiens, dans laquelle il énumérait en un langage virulent ce que les partis appelaient alors les crimes de Napoléon, ce que l'histoire plus juste appellera ses fautes, quelques-unes malheureusement fort coupables, presque toutes irréparables. A la suite de cette longue énumération, M. Bellart proposait la déchéance, en ajoutant résolûment que la France ne pouvait se sauver qu'en se jetant dans les bras de la dynastie légitime, et que les membres du conseil municipal, quelque danger qu'ils eussent à courir, se faisaient un devoir de le proclamer à la face de leurs concitoyens. Cette adresse fut adoptée à l'unanimité. La délibération avait lieu en présence du préfet, M. de Chabrol, qui devait à Napoléon sa soudaine élévation, car il avait passé tout à coup de la préfecture de Montenotte à celle de la Seine. Il aurait pu s'y opposer; cependant, il crut avoir concilié ses devoirs envers Napoléon dont il était l'obligé, et envers les Bourbons qu'il aimait, en déclarant que ses convictions étaient conformes à l'adresse proposée, mais que sa reconnaissance l'empêchait de la signer. La pièce, revêtue de la signature de tous les membres présents du conseil municipal, fut, dans la soirée même du 1er avril, moment où le Sénat instituait le gouvernement provisoire, placardée sur les murs de Paris. On courut en même temps à l'hôtel Saint-Florentin pour obtenir du gouvernement provisoire qu'il la fît insérer au *Moniteur*. M. de Talleyrand se montra importuné de cette impatience, qui, selon lui, pouvait tout gâter. Ses collègues, excepté M. de Montesquiou, furent de cet avis, et on se contenta de laisser afficher la pièce dans les rues de la capitale sans lui donner place au *Moniteur*.

L'essai ne fut pas aussi heureux auprès de l'état-major de la garde nationale. Le général Dessoles, qu'on venait de mettre à sa tête, avait sans hésiter pris parti pour les Bourbons, en voulant toutefois qu'on les liât par une sage constitution. Il se prêta aux efforts qui furent tentés pour faire arborer la cocarde blanche à la garde nationale. Mais on fut arrêté par la résistance que l'on rencontra, particulièrement dans le chef de l'état-major, M. Allent, si connu et si estimé pendant trente années comme le membre le plus éclairé du conseil d'État. Il y avait dans cette garde, avec beaucoup de lumières, de sagesse, d'amour de l'ordre, de blâme surtout pour les fautes de Napoléon, un grand sentiment de patriotisme. Elle rougissait de voir l'ennemi au sein de la capitale; elle s'était partiellement battue aux barrières, elle se serait battue tout entière si on lui avait fourni des armes, et surtout si la régente ne l'eût pas abandonnée, et aurait rivalisé avec le peuple dans la défense de Paris. Sans improuver ceux qui cherchaient à remplacer un gouvernement devenu insupportable et impossible, elle voyait avec une sorte de répugnance cette œuvre entreprise de moitié avec l'étranger, et il fallait des ménagements pour la conduire, un acte après l'autre, à la déchéance de Napoléon et à la proclamation des Bourbons. Après quelques tentatives, il fut évident qu'on ne devait pas trop se hâter, et qu'on s'exposait à heurter des sentiments honnêtes, sincères et encore très-vifs.

Ce fut une leçon pour les impatients, une force pour les gens sages qui, comme M. de

Talleyrand, n'aimaient pas qu'on marchât trop vite. Il venait d'arriver à Paris l'un des membres les plus ardents du parti royaliste, et en ce moment le plus utile; nous voulons parler de M. de Vitrolles, dépêché, comme on l'a vu, au camp des souverains alliés, admis auprès d'eux après la rupture du congrès de Châtillon, et envoyé ensuite en Lorraine, pour donner quelques bons avis à M. le comte d'Artois, et le préparer ainsi au rôle que la Providence semblait lui destiner. Le choix pour faire parvenir au prince des conseils de prudence n'était pas le meilleur peut-être; mais M. de Vitrolles, homme d'esprit, longtemps familier de MM. de Talleyrand et de Dalberg, était convaincu qu'on ne pouvait arriver qu'entouré d'eux, et gouverner qu'avec eux. C'était la vérité sur les personnes, si ce n'était pas encore la vérité sur les choses, et l'une pouvait conduire à l'autre. M. de Vitrolles arrivé à Nancy, avait eu de la peine à trouver le prince qui était encore obligé de se cacher, et l'avait rempli de contentement en lui faisant connaître les récentes résolutions des souverains, et les raisons qu'on avait d'espérer un prochain changement dans l'état des choses en France. La nouvelle de la bataille du 30 mars avait changé cette espérance en certitude. Le prince, que la joie rendait facile à tout entendre, à tout accorder, n'avait opposé d'objection à rien. S'entourer d'hommes devenus illustres et restés puissants, bien traiter l'armée, lui semblait tout simple. — D'ailleurs, répétait-il fréquemment, j'ai beaucoup connu M. l'évêque d'Autun, nous avons passé ensemble quelques-unes des plus belles années de notre jeunesse, et je suis certain qu'il a pour moi les sentiments d'amitié que j'ai conservés pour lui. — En effet, M. le comte d'Artois, quand il était jeune et ami des plaisirs, avait rencontré M. de Talleyrand faisant et pensant, sous son habit sacerdotal, ce que faisait et pensait le prince sous son habit de gentilhomme. M. le comte d'Artois s'en était repenti, il est vrai, et M. de Talleyrand pas du tout; mais ces souvenirs formaient entre eux un genre de lien qui ne leur était pas désagréable. M. de Vitrolles, en assurant au prince qu'il trouverait dans M. de Talleyrand des sentiments pareils aux siens, lui avait bien recommandé cependant de ne pas l'appeler évêque d'Autun, et s'était attaché à graver dans sa mémoire que l'évêque d'Autun, sorti des ordres et marié, était devenu prince de Bénévent, grand dignitaire de l'Empire, président du Sénat. M. le comte d'Artois averti se reprenait alors, appelait M. de Talleyrand prince de Bénévent, puis l'instant d'après l'appelait encore évêque d'Autun, se reprenait de nouveau, retombait sans cesse dans la même faute, et dans ces choses insignifiantes donnait déjà l'exemple de cette mémoire malheureuse, de laquelle rien n'était sorti, dans laquelle rien ne devait pénétrer, et qui allait deux fois encore entraîner sa chute et celle de son auguste race[1].

Pour le moment, le seul point dont il fallait convenir, c'est qu'on s'entourerait des hommes de l'Empire qui consentaient à livrer l'Empire aux Bourbons; et sur ce point M. de Vitrolles et le comte d'Artois avaient été naturellement d'accord. Seulement le prince voulait entrer dans Paris tout de suite, et y faire reconnaître son titre de lieutenant général du royaume comme émanant exclusivement de son frère Louis XVIII, lequel n'avait pas quitté Hartwell, résidence située aux environs de Londres. M. de Vitrolles était de cet avis autant que le prince, et il était reparti pour Paris avec mission d'y négocier cette entrée immédiate, et cette reconnaissance sans restriction du titre de lieutenant général. En route, il avait été exposé, comme on l'a vu, aux accidents les plus étranges, avait été pris avec M. de Wessenberg, relâché avec lui, puis arrivé à Paris, était tombé subitement au milieu de l'hôtel Saint-Florentin, dans le moment même où, s'occupant très-peu du comte d'Artois, on songeait à se débarrasser successivement des liens qui attachaient encore hommes et choses à l'Empire. Ces liens, quoique relâchés et presque brisés, il restait à les rompre définitivement, et pour cela même il fallait un peu de temps. Le Sénat, après avoir institué un gouvernement provisoire, se préparait à frapper Napoléon de déchéance, mais ne voulait se donner aux Bourbons qu'au prix d'une constitution. M. de Talleyrand qui partageait cette opinion, promettait depuis vingt-quatre heures à tous les sénateurs qu'il en serait ainsi, et de plus l'empereur Alexandre, sincèrement épris alors des idées libérales, avec la parfaite

[1] Je n'aime point la caricature en histoire, et je ne veux point en faire une ici, mais je rapporte ce détail parce qu'il me paraît caractéristique, et qu'il est contenu dans les mémoires intéressants, spirituels et certainement sincères de M. de Vitrolles.

bonne foi qu'il apportait dans ses premières impressions, se disait qu'il fallait donner à l'Europe non-seulement la paix mais la liberté, et commencer par la France. Il y avait donc bien autre chose à faire dans ces deux ou trois premiers jours qu'à recevoir à bras ouverts M. le comte d'Artois; il y avait à rompre définitivement avec Napoléon en le frappant de déchéance, il y avait à déterminer la forme du futur gouvernement, à rédiger une constitution, et à l'imposer comme condition du nouveau règne.

L'étonnement du messager du comte d'Artois fut extrême. M. de Vitrolles était de sa nature impétueux, aimant à se mêler des choses les plus hautes, même de celles qui étaient supérieures à sa position, fier des dangers qu'il avait courus, et fort enorgueilli de sa nouvelle importance. Doué d'une remarquable intelligence, il sentait très-bien que les Bourbons ne pouvaient pas régner comme autrefois, mais la prétention de leur faire des conditions quelconques, écrites ou sous-entendues, le confondait de surprise et d'indignation (sentiment qui était alors dans le cœur de tous les royalistes), et il se serait volontiers laissé aller à des propos fort déplacés, si la grandeur de tout ce qu'il avait sous les yeux n'avait contenu son impétuosité. Pourtant il comprit qu'avant de recevoir le prince, n'importe à quelle condition, il fallait détrôner Napoléon qui ne l'était pas encore, qu'il fallait amener à cette résolution un grand corps, le Sénat, lequel était peu estimé du public sans doute, mais contenait les meilleurs restes de la révolution française et était armé de ses grands principes, qu'il fallait enfin accomplir cette œuvre devant une armée que Napoléon commandait en personne. En présence des difficultés qui restaient à vaincre, M. de Vitrolles se calma un peu, mais il demeura pressant, il dit et redit que M. le comte d'Artois était là, impatient d'arriver, impatient de témoigner sa gratitude à MM. de Talleyrand et de Dalberg, et que décemment on ne pouvait le faire trop longtemps attendre.

M. de Talleyrand opposa à cette impatience le corps amortissant qu'il opposait à tous les chocs importuns, sa moqueuse insouciance, disant lentement, après avoir promené çà et là des regards distraits, qu'il fallait voir, qu'il restait bien des choses à faire avant d'en arriver au bonheur de se jeter dans les bras de M. le comte d'Artois, et qu'au surplus on s'en occuperait le plus prochainement qu'on pourrait. M. de Vitrolles entendit de la bouche de M. de Dalberg des paroles bien plus capables encore de le glacer, si son ardeur avait été moins grande. M. de Dalberg était des plus décidés contre Napoléon, mais des plus décidés aussi contre le rétablissement inconditionnel des Bourbons. Il était franchement libéral, et ne ménageait à personne l'expression de ses sentiments. — Il s'agit bien d'aller vite! dit-il à M. de Vitrolles, il s'agit d'aller sûrement. Rien n'est aisé ici. On a toutes les peines imaginables à obtenir que la déchéance soit définitivement prononcée. Napoléon intimide encore tout le monde. On ne peut se servir que du Sénat. Le Sénat vaincu par les événements se rendra, mais en exigeant des garanties, et il aura raison. D'ailleurs l'empereur de Russie, par qui tout se fait ici, pense comme le Sénat. Ce n'est pas par goût que ce prince accepte les Bourbons, et il est d'avis qu'on prenne beaucoup de précautions en remettant la France dans leurs mains. Sachez donc attendre, et ne pas vouloir cueillir le fruit avant qu'il soit mûr. — Quelque révoltante que parût à M. de Vitrolles cette manière de procéder, il fallut bien se soumettre et attendre.

Du reste, on n'avait guère perdu de temps. Le 31 mars on avait reçu les souverains étrangers, et fait décider par eux qu'ils ne traiteraient plus avec Napoléon, ni avec aucun membre de sa famille : le 1er avril on avait formé un gouvernement provisoire, et laissé placarder dans Paris l'adresse du corps municipal en faveur des Bourbons. On était au matin du 2 avril : il n'y avait donc aucun instant qui n'eût été employé. Mais l'heure était venue de passer à l'acte essentiel et décisif, celui de prononcer la déchéance de Napoléon. Instituer un gouvernement provisoire, c'était bien déclarer implicitement qu'on ne reconnaissait plus le gouvernement de Napoléon ; mais il fallait le déclarer explicitement, et après avoir franchi le premier pas, le Sénat ne pouvait certainement pas refuser de franchir le second. Pourtant, si on voyait quelques sénateurs pressés de se faire valoir, parlant et agissant assez vivement dans le sens du jour, la masse était consternée, silencieuse, inactive, et quoique prête à prononcer la déchéance de Napoléon, elle demandait des yeux, sinon de la voix, qu'on se chargeât de formuler l'arrêt afin qu'elle n'eût qu'à le signer. Mais il y avait dans le Sénat quelques personnages moins embarrassés et plus enclins à se mettre en avant, c'étaient les anciens

opposants, qui ordinairement se réunissaient à Passy, où, sous l'inspiration de M. Sieyès, ils déversaient leur blâme, hélas! trop justifié, sur tous les actes de l'Empereur. Après douze années d'oppression, leur cœur était plein et sentait le besoin de s'épancher. M. de Talleyrand, qui dans les derniers temps avait raillé l'Empire pour son compte, sans aucun concert avec les opposants de Passy, fut d'avis de donner carrière à leur ressentiment, et de leur laisser proposer et rédiger l'acte de déchéance. On en chargea M. Lambrechts, homme honnête, simple et courageux, qui ne songeait qu'à être utile, sans s'inquiéter de savoir s'il servait les calculs de gens plus avisés que lui. La soirée du 2 avril fut consacrée à préparer la déchéance, en promettant à ceux qui s'en faisaient les instruments de s'occuper sur-le-champ de la constitution, condition formelle et reconnue du retour à l'ancienne dynastie.

Le jour même où l'on devait procéder à cet acte, M. de Talleyrand présenta le Sénat à l'empereur Alexandre. Ce monarque, uniquement occupé de plaire aux Parisiens, s'était déjà promené à pied au milieu d'eux, les caressant du regard, leur arrachant des saluts par sa bonne mine et une affabilité séduisante, prodiguant çà et là les mots heureux, disant à tout venant qu'il admirait les Français, qu'il les aimait, qu'il ne leur imputait aucunement les malheurs de la Russie, qu'il ne voulait pas se venger d'eux, mais au contraire leur faire tout le bien possible, qu'il ne se regardait pas comme leur vainqueur mais comme leur libérateur, et qu'il savait bien que s'il avait triomphé de leur résistance, c'est parce qu'ils sentaient et pensaient comme lui, et avaient horreur du joug qu'on était venu briser. Ces idées, reproduites en cent manières, fines, délicates, gracieuses, avaient produit leur effet, et l'orgueil national désintéressé devant un vainqueur si pressé de plaire aux vaincus, on s'était prêté à ses caresses, on les lui avait rendues, et il est vrai qu'Alexandre était devenu tout à coup le personnage le plus populaire de Paris. Seul regardé, seul compté, seul recherché par ces Parisiens, dispensateurs de la gloire dans les temps modernes, il était enivré de son succès, et disposé à le payer en rendant à la France tous les services compatibles avec l'ambition russe.

On lui présenta donc le Sénat dans la soirée du 2 avril. Il l'accueillit avec la plus parfaite courtoisie, lui répéta qu'il s'était armé non pas contre la France, mais contre un homme, qu'il avait admiré comment les Français se battaient même à contre-cœur, qu'il voyait avec bonheur cette horrible lutte finie, et qu'en preuve de la satisfaction dont il était rempli, et de l'espérance qu'il avait de ne pas la voir renaître, il venait d'ordonner la délivrance immédiate des prisonniers français détenus dans la vaste étendue de son empire. Le Sénat, charmé de tout ce qui pouvait excuser sa soumission, remercia vivement Alexandre de cet acte magnanime, et lui promit de son côté de concourir de son mieux à mettre fin aux malheurs de la France et du monde.

Dans cette même journée le Sénat prononça définitivement la déchéance de Napoléon. La résolution, formulée en deux articles essentiels, portait que la souveraineté héréditaire établie dans la personne de Napoléon et de ses descendants était abolie, et que tous les Français étaient déliés du serment qu'ils lui avaient prêté. La proposition, une fois présentée, ne pouvait être adoptée qu'à l'unanimité. Elle le fut sans aucune résistance, dans une sorte de silence grave et triste, comme un arrêt du destin déjà rendu ailleurs, et plus haut que le Sénat, plus haut que la terre. Il n'y avait de satisfaits, et osant le montrer, que les anciens opposants. Aussi furent-ils chargés de rédiger les considérants de cet acte capital. M. Lambrechts accepta cette mission, et parlant pour le Sénat comme il l'eût fait pour lui-même, il proposa les considérants qui suivent : Napoléon avait violé toutes les lois en vertu desquelles il avait été appelé à régner; il avait opprimé la liberté privée et publique, enfermé arbitrairement les citoyens, imposé silence à la presse, levé les hommes et les impôts en violation des formes ordinaires, versé le sang de la France dans des guerres folles et inutiles, couvert l'Europe de cadavres, jonché les routes de blessés français abandonnés, enfin porté l'audace jusqu'à ne plus respecter le principe du vote de l'impôt par la nation, en levant les contributions dans le mois de janvier dernier sans le concours du Corps législatif, jusqu'à ne pas même respecter la *chose jugée* en faisant casser l'année précédente la décision du jury d'Anvers. Napoléon, par ces motifs, devait être déclaré déchu du trône, et ses descendants avec lui.

M. Lambrechts avait tellement paru oublier que si la liberté individuelle et la liberté de la presse avaient été sacrifiées, c'était au Sénat à l'empêcher, puisqu'il était chargé de l'examen des actes extraordinaires relatifs aux personnes

et aux écrits ; que si des conscriptions sans cesse répétées avaient permis des guerres folles, il ne pouvait s'en prendre qu'à lui-même, car il les avait votées sans mot dire, de 1804 à 1814 ; que si dans la levée des hommes et des impôts les formes avaient été violées, la faute était également à lui, car le vote des hommes et de l'argent avait été transféré du Corps législatif au Sénat, du consentement de ce dernier et en violation des constitutions impériales ; qu'enfin si tout récemment la chose jugée n'avait pas été respectée, il devait encore s'en attribuer le tort, puisqu'il avait consenti à casser la décision du jury d'Anvers ; l'honnête M. Lambrechts, disons-nous, avait tellement paru oublier ces faits, présents cependant à toutes les mémoires, que le Sénat s'était presque trouvé à l'aise, comme s'il eût été devant un public aussi oublieux que lui-même. Du reste, les considérants avaient rencontré la même adhésion silencieuse que l'acte, et on était si pressé de proclamer le résultat que, pour ne pas perdre de temps, on avait placardé dans Paris la déclaration de déchéance, en laissant les anciens opposants la motiver comme ils voudraient.

Dès ce moment l'acte essentiel était accompli, et en prononçant la déchéance, on avait dégagé les Français de leur serment envers Napoléon et envers sa famille. Pourtant ce n'était pas tout que de briser les liens légaux qui attachaient encore la France à la dynastie impériale, il fallait enlever à Napoléon lui-même les moyens de reprendre le sceptre arraché de ses mains, et bien qu'on fût abrité derrière 200 mille hommes, un sentiment d'effroi se répandait de temps en temps parmi les auteurs de la révolution qui s'accomplissait actuellement, surtout quand ils songeaient à l'homme qui était à Fontainebleau, à ce qu'il y faisait, à ce qu'il pouvait y faire. Il lui restait l'armée qui avait combattu sous ses ordres, renforcée de ce qu'il avait ramassé en route, et des troupes qui avaient combattu sous Paris ; il lui restait l'armée de Lyon, mal commandée par Augereau mais excellente, les armées incomparables des maréchaux Soult et Suchet, éloignées sans doute mais faciles à rapprocher en les attirant à soi ou en allant à elles ; il lui restait enfin l'armée d'Italie ! Que ne pouvait-il pas entreprendre avec de tels moyens, exaspéré qu'il était, et jouissant de ses facultés autant que jamais, comme les deux derniers mois en avaient donné de terribles preuves? Et, en cet instant même, ne pouvait-il pas tout de suite, seulement avec ce qu'il avait sous la main, fondre sur Paris, et s'il ne triomphait pas, signaler au moins sa fin par quelque catastrophe tragique, par quelque vengeance éclatante, qui couronneraient dignement sa formidable carrière? On tremblait rien qu'à penser à ces chances diverses, et parmi cette foule d'allants et venants qui remplissaient l'hôtel Talleyrand, les uns royalistes d'ancienne date, les autres royalistes du jour ou tout au plus de la veille, on était loin d'être rassuré : on colportait, on commentait, on affirmait ou niait les nouvelles arrivées de Fontainebleau et des environs.

Il y avait un moyen de conjurer le danger, c'était de provoquer dans l'armée quelque mouvement comme celui qui venait de se produire dans le Sénat. La fatigue certes n'existait pas seulement parmi les serviteurs civils de l'Empire, et elle était aussi grande au moins parmi ses serviteurs militaires. Les infortunés qui, à la suite de Napoléon, avaient promené leur corps souvent mutilé de Milan à Rome, de Rome aux Pyramides, des Pyramides à Vienne, de Vienne à Madrid, de Madrid à Berlin, de Berlin à Moscou, sans jamais entrevoir le terme de leurs peines, rares survivants de deux millions de guerriers, devaient être bien autrement épuisés et dégoûtés que ceux qui dans le Sénat s'étaient fatigués de la fatigue d'autrui. Tant qu'ils avaient eu la gloire et les riches dotations pour prix des périls incessants qui menaçaient leur tête, ils avaient, non sans murmurer, suivi leur heureux capitaine. Mais aujourd'hui que l'édifice des dotations, qui s'étendait comme l'édifice colossal de l'Empire de Rome à Lubeck, venait de s'écrouler, aujourd'hui que la gloire n'était plus cette gloire éclatante qu'on recueille à la suite de la victoire, mais cette gloire vertueuse et amère qu'on recueille à la suite de défaites héroïquement supportées, il n'était pas impossible par d'adroites menées de convertir les murmures en clameurs, les clameurs en sédition militaire. D'ailleurs on avait de fort bonnes raisons à donner aux gens de guerre, déjà persuadés par leurs souffrances, pour les engager à quitter le plus exigeant des maîtres. Il ne s'agissait pas en effet d'abandonner Napoléon pour l'étranger, ou même pour les Bourbons, ce qui aurait inspiré aux uns d'honnêtes scrupules, aux autres de profondes répugnances, mais de l'abandonner pour se rallier au gouvernement provisoire qui venait de surgir des malheurs mêmes que Napoléon avait attirés sur la France. Ce gouver-

nement après tout, ce n'étaient ni les étrangers ni les Bourbons, bien que les étrangers pussent être son appui et les Bourbons sa fin, c'était la réunion des hommes les plus considérables du régime impérial, qui, au milieu de Paris déserté par la femme et les frères de Napoléon, découvert par une fausse manœuvre de sa part, et envahi par l'ennemi, s'étaient concertés pour sauver le pays, le réconcilier avec l'Europe, et faire cesser une lutte désastreuse et désormais inutile. Tant que Napoléon avait représenté le sol et l'avait défendu, quelque coupable qu'il pût être, on devait s'attacher opiniâtrément à lui; mais maintenant qu'à la suite d'une fatale complication de fautes et de revers, il était vaincu, et ne pouvait plus rien pour la France, que la ruiner peut-être par la prolongation d'une guerre calamiteuse, n'était-il pas légitime de se séparer d'un homme en qui ne se personnifiait plus le salut du pays, bien qu'en lui se personnifiât encore la gloire de nos armes, et de se rallier autour d'un gouvernement qui, sans parti pris d'imposer telles ou telles institutions, telle ou telle dynastie, faisait appel aux bons citoyens pour qu'ils l'aidassent à tirer le pays d'une crise épouvantable, sauf à voir ensuite (son titre provisoire l'indiquait assez) sous quelles lois, sous quelle famille souveraine, on placerait définitivement la France affranchie et sauvée.

Des idées si sages devaient avoir accès auprès de tous les hommes sensés, et à plus forte raison auprès d'hommes dégoûtés, épuisés, soucieux pour leurs intérêts, comme l'étaient les chefs de l'armée, ayant pour la plupart, outre les griefs généraux, des griefs particuliers, car Napoléon avait eu plus d'un de ses lieutenants à redresser, notamment pendant la dernière campagne, et il l'avait fait avec la brusquerie d'un caractère impétueux et absolu. Pourtant, il faut dire à leur honneur que devant l'ennemi aucun d'eux n'avait fléchi, et que les plus fatigués, les plus mécontents avaient été souvent les plus braves. Mais il y a terme à tout, même au dévouement, surtout quand on n'en voit plus la cause légitime, et qu'on se croit sacrifié aux passions d'un maître insensé. Or, Napoléon ne devait plus paraître autre chose à des hommes qui étaient persuadés qu'il avait toujours pu faire la paix, et qu'il ne l'avait jamais voulu. Il lui arrivait ce qui arrive à ceux qui ne disent pas constamment la vérité, c'est qu'on ne les croit plus, alors même qu'ils la disent. Napoléon avait été coupable de ne pas conclure la paix à Prague, imprudent de ne pas la conclure à Francfort, mais à Châtillon il était honorable à lui de ne l'avoir pas acceptée, à Fontainebleau il était héroïque de vouloir prolonger la guerre pour tirer Paris des mains de l'ennemi. Mais on ne croyait rien de tout cela, et le chagrin, le noble chagrin de M. de Caulaincourt était presque devenu pour Napoléon une calomnie. Les regrets que M. de Caulaincourt exprimait d'avoir vu la paix tant de fois repoussée, faisaient supposer que récemment encore, notamment à Châtillon, la paix avait été honorablement possible, et follement refusée. On ne voyait plus dans Napoléon qu'un fou furieux, des mains duquel il fallait tout de suite et à tout prix tirer la France et soi-même.

Dans les rangs inférieurs de l'armée, il existait quelquefois le sentiment violent de la fatigue physique, mais un jour de soleil, un bon repas, une heure de repos, la vue de Napoléon, suffisaient pour le faire disparaître. C'était parmi les chefs que se manifestait la plus dangereuse des fatigues, la fatigue morale, et elle était proportionnée au grade, c'est-à-dire à la prévoyance. Grande chez les généraux, elle était extrême chez les maréchaux.

Il y en avait un, entre tous, celui peut-être qu'on en aurait le moins soupçonné, que M. de Talleyrand, avec son aptitude à démêler le côté faible des cœurs, avait d'avance désigné du doigt comme l'homme qui céderait le plus tôt aux bonnes et aux mauvaises raisons qu'on pouvait employer pour détacher de Napoléon ses lieutenants les plus intimes, et celui-là n'était autre que le maréchal Marmont. Cet officier, que Napoléon avait créé maréchal et duc, par complaisance d'ancien condisciple bien plus que par estime pour ses talents, ne se croyait pas, sous le régime impérial, apprécié à sa juste valeur, porté à sa véritable place, et il est vrai qu'en goûtant sa personne, en estimant son brillant courage, Napoléon ne faisait aucun cas de sa capacité. Cet esprit présomptueux et incomplet, à demi ouvert, à demi appliqué, croyant approfondir ce qu'il pénétrait à peine, voulant partout le premier rôle, et tout au plus capable du second, n'ayant pas assez de supériorité pour diriger, pas assez de modestie pour obéir, était antipathique à Napoléon, qui lui préférait de beaucoup l'esprit simple, solide, même un peu borné, mais ponctuel et énergique dans l'obéissance, de plusieurs de ses maréchaux. Aussi avait-il placé au-dessus de Marmont bien des hommes au-dessus desquels Marmont croyait être. Marmont, en outre, avait commis à Craonne

une faute grave, qui cependant ne lui avait pas attiré tous les reproches qu'il aurait mérités, et il en voulait à Napoléon au lieu de s'en vouloir à lui-même. Ces misères de la vanité, M. de Talleyrand les avait parfaitement démêlées dans l'entretien qu'il avait eu avec Marmont le 30 mars au soir, et il avait désigné ce maréchal comme le but auquel devaient tendre toutes les séductions. La vanité mécontente est, en effet, dans les moments de crise, un but vers lequel l'intrigue peut se diriger avec grande probabilité de succès. Ajoutez que Marmont avait dans la circonstance présente une position qui devait, autant que son caractère, attirer sur lui les efforts des séducteurs. Il venait de défendre Paris avec éclat, s'était attribué tout l'honneur de cette défense, bien que la moitié en revint de droit au maréchal Mortier. Il était enfin avec son corps d'armée placé sur l'Essonne, il couvrait le rassemblement qui se formait à Fontainebleau, et le faire passer du côté du gouvernement provisoire, c'était décider la question que le génie et le caractère indomptables de Napoléon semblaient rendre douteuse encore. On avait cherché un intermédiaire qu'on pût employer en cette occasion, et on en avait trouvé un parfaitement choisi, dans la personne d'un ancien ami, d'un ancien aide de camp de Marmont, de M. de Montessuy, qui avait jadis quitté l'armée pour la finance et honorablement réussi dans cette nouvelle carrière, qui partageait toutes les idées saines de la haute bourgeoisie sur le despotisme impérial et sur la guerre, qui avait enfin sur Marmont l'influence qu'ont souvent les aides de camp sur leurs généraux, influence consistant à connaître leurs faiblesses et à savoir s'en servir. On chargea M. de Montessuy de lettres des principaux personnages du nouveau gouvernement, tant pour Marmont que pour d'autres chefs de l'armée, et on l'envoya à Essonne. A ce moyen, on en ajouta un autre non moins efficace. Depuis que Napoléon, retiré à Fontainebleau, avait paru y concentrer ses forces, on avait transporté une partie de l'armée coalisée sur la rive gauche de la Seine. On avait réuni à Paris et dans les environs les réserves des alliés, plus le corps de Bulow employé d'abord au blocus de Châlons, et on avait rangé entre Juvisy, Choisy-le-Roi, Longjumeau, Montlhéry, une portion notable des troupes de la coalition. On avait établi non loin d'Essonne le quartier général du prince de Schwarzenberg, pour que le généralissime se tînt prêt à profiter des premières faiblesses de Marmont. Marmont ne fut pas le seul objet de ces menées; on expédia auprès du maréchal Oudinot un officier de ses parents, on fit écrire par Beurnonville à son ami le maréchal Macdonald, on dépêcha enfin à Fontainebleau une quantité d'émissaires, qui étaient militaires pour la plupart, et que le désir ardent d'avoir des nouvelles devait faire accueillir par la curiosité, la fatigue ou l'infidélité.

Le thème développé dans toutes les communications écrites ou verbales, c'est qu'on appartenait au pays et non à un homme; que cet homme avait perdu la France; que si, après l'avoir compromise, il avait les moyens de la sauver, on devrait peut-être se dévouer encore à lui, mais qu'il ne pouvait plus rien que répandre inutilement un sang généreux déjà versé à trop grands flots; que l'Europe était résolue à ne plus traiter avec lui, et qu'à tout gouvernement, excepté le sien, elle serait prête à concéder des conditions honorables; qu'il fallait donc, sans plus tarder, se rattacher au gouvernement provisoire, avec lequel l'Europe était disposée à traiter; qu'en se rattachant à ce gouvernement on lui donnerait de la force, de l'autorité, tous les moyens en un mot de se faire respecter, soit des monarques coalisés, soit des Bourbons contre lesquels on voulait, en les rappelant, prendre des précautions légales. Enfin à ces raisons parfaitement sensées et honnêtes, on en devait ajouter de moins élevées, quoique avouables, c'est que les Bourbons, dont le retour était prochain, accueilleraient à bras ouverts les militaires qui reviendraient à eux, et particulièrement ceux qui se prononceraient les premiers.

Indépendamment de ces menées, les auteurs principaux de la nouvelle révolution avaient eu soin de faire partir de Paris M. de Caulaincourt, car ce personnage, admis auprès d'Alexandre aussi intimement que lorsqu'il représentait à Saint-Pétersbourg le vainqueur d'Austerlitz et de Friedland, les offusquait par sa présence autant que les avait offusqués naguère le congrès de Châtillon. En effet, tant qu'on semblait négocier avec l'empereur déchu, rien n'était sûr à leurs yeux, et ils avaient fait sentir au czar qu'il n'était ni sage ni généreux de les engager à se compromettre davantage, s'il restait quelque chance de rapprochement avec Napoléon. Alexandre l'avait compris, et bien que par un sentiment de pure honté il lui en coûtât de dire la vérité tout entière à M. de Caulaincourt, il avait fini par le décourager complétement, afin de le contraindre à quitter Paris sans être obligé de lui en donner l'ordre. M. de Caulaincourt lui

répétant sans cesse qu'il était dupe d'intrigants, de gens de parti qui le trompaient sur les sentiments de la France, et que pour vouloir pousser son triomphe à bout, il s'exposait peut-être à quelque catastrophe qui envelopperait dans un désastre commun la capitale de la France et l'armée alliée, Alexandre lui avait dit qu'il n'en croyait ni les gens de parti, ni les intrigants, mais ses propres yeux; que personne ne voulait plus de Napoléon, que la France n'était pas moins fatiguée de lui que l'Europe elle-même, qu'il fallait donc se soumettre à la nécessité et renoncer à le voir régner; qu'on savait bien ce dont il était capable, mais qu'on était prêt, et que sous peu on le serait davantage; que ceux qui aimaient Napoléon n'avaient plus qu'un service à lui rendre, c'était de l'engager à se résigner, et que c'était le seul moyen d'obtenir pour lui un sort moins rigoureux. S'appliquant toujours à ménager M. de Caulaincourt, Alexandre, en parlant d'un sort moins rigoureux pour Napoléon, avait laissé entrevoir qu'il s'agissait pour sa personne d'une retraite meilleure, et pour son fils d'un trône sous la régence de Marie-Louise. M. de Caulaincourt, quoique peu enclin aux illusions, avait alors conçu certaines espérances, et s'était dit que ce trône serait peut-être celui de France, accordé au roi de Rome sous la tutelle de sa mère. Prêt à se rendre à Fontainebleau, il avait tenté un dernier effort auprès du prince de Schwarzenberg, qui, en qualité de représentant du beau-père de Napoléon, d'ancien négociateur du mariage de Marie-Louise, devait être un peu plus disposé à ménager sinon Napoléon lui-même, au moins sa dynastie. Mais M. de Caulaincourt l'avait trouvé encore plus décourageant qu'Alexandre, et beaucoup moins réservé dans ses termes. Le prince de Schwarzenberg, importuné de la présence de M. de Caulaincourt et de ses instances, lui avait dit qu'il fallait enfin s'expliquer franchement; qu'on ne voulait plus de Napoléon ni des siens; que l'Autriche avait lutté pour lui jusqu'au bout; que, dans le désir de faire naître une dernière occasion de rapprochement, elle avait imaginé l'armistice de Lusigny; qu'au lieu de répondre à ses intentions paternelles, Napoléon avait écrit à son beau-père une lettre offensante pour ce monarque, car elle le supposait prêt à tromper ses alliés, et dangereuse pour l'Europe si la cour d'Autriche avait été capable de se laisser séduire; qu'à partir de ce jour l'empereur François profondément blessé avait entièrement adhéré à l'idée de ne plus traiter avec Napoléon; qu'on avait dans cette idée tenté l'opération hasardeuse de marcher sur Paris; qu'on y avait réussi malgré les dangers attachés à une semblable entreprise, et qu'on ne resterait certainement pas au-dessous de sa bonne fortune; qu'on ne voulait donc plus de Napoléon à aucun prix; que trouvant d'ailleurs la France du même avis, il ne voyait pas pourquoi on s'arrêterait dans une voie qui était la seule vraiment sûre, car il n'y avait de repos à espérer qu'en se débarrassant de l'homme qui depuis dix-huit ans bouleversait le monde; que pour ce qui concernait sa femme et son fils, c'était une chimère de chercher à les faire régner, que ni l'un ni l'autre ne le pouvaient; que l'Autriche au surplus ne voulait pas en assumer la responsabilité; que ce serait ou le gouvernement de Napoléon continué sous un nom supposé, ou le plus faible, le plus impuissant des gouvernements, qui ne donnerait ni repos à la France, ni sécurité à l'Europe; qu'il fallait donc en prendre son parti, et que lui, M. de Caulaincourt, au lieu de solliciter vainement des gens qui l'écoutaient avec le visage attentif par politesse, et l'oreille fermée par devoir, ferait mieux d'aller dire la vérité à Napoléon, et en le décidant à se résigner à son sort, terminer pour lui, pour la France, pour tout le monde, une douloureuse et trop longue agonie.

Irrité par cette rude franchise, M. de Caulaincourt, qui aimait beaucoup aussi à dire la vérité sans ménagements, demanda au prince de Schwarzenberg, s'il n'était pas étonnant que, lui ministre du beau-père de Napoléon, affectât d'être contre Napoléon le plus décidé des représentants de l'Europe; que, lui naguère l'humble solliciteur du mariage de Marie-Louise, fût aujourd'hui le contempteur le plus hautain de ce mariage et des devoirs moraux qui en résultaient; que, lui le lieutenant si empressé et si bien récompensé de l'empereur des Français dans la campagne de Russie, se montrât si sévère pour ses entreprises guerrières; qu'il oubliât enfin si tôt, après avoir eu des occasions si récentes de s'en souvenir, ce qu'étaient l'armée française et son chef? — Vous supposez peut-être, ajouta fièrement M. de Caulaincourt, que parce que moi, constant apôtre de la paix, je suis ici en suppliant pour avoir cette paix que je désirais après Wagram, après Dresde comme à présent, vous supposez que mon attitude est celle du maître que je sers! Vous vous trompez. Son génie est aussi indomptable que jamais. Il

est de plus exaspéré. Ses soldats partagent ses ressentiments, et si les Autrichiens ont pu, en ayant l'ennemi dans leur capitale, livrer encore les batailles d'Essling et de Wagram, les Français ne feront pas moins pour arracher leur patrie aux mains de l'étranger, et, après tout, il n'y a pas si grand orgueil à croire que les Français valent les Autrichiens, et Napoléon l'archiduc Charles!

Un peu ramené par la rudesse de M. de Caulaincourt, le prince de Schwarzenberg lui répondit qu'il n'avait jamais oublié ce qu'il devait personnellement à Napoléon, mais qu'il y avait quelqu'un à qui il devait davantage, c'était son propre souverain; que le mariage de Marie-Louise, il l'avait désiré, demandé même, qu'il n'en méconnaissait pas la valeur, qu'il y voyait un lien, mais pas une chaîne; qu'en considération de ce lien, l'Autriche avait tout fait en 1813 et en 1814 pour éclairer Napoléon et l'amener à des résolutions modérées, qu'elle n'y avait pas réussi, et qu'il devait y avoir terme à tout, même aux ménagements de la parenté; que, quant aux actes de désespoir, on en prévoyait de redoutables de la part d'un homme de génie commandant l'armée française, mais qu'on était préparé, qu'on se battrait aussi en désespérés; que si, pour les Français, il s'agissait d'arracher leur patrie aux mains de l'étranger, il s'agissait pour toutes les puissances d'arracher leur indépendance aux mains d'un dominateur impitoyable; qu'on avait été esclave, qu'on ne voulait plus l'être; que s'il fallait sortir de Paris, on en sortirait, mais qu'on y rentrerait, et que les alliés ne seraient pas moins dévoués à leur indépendance que les Français à l'intégrité de leur sol.

Il est évident que si l'Autriche, par convenance et par prudence, avait voulu ménager Napoléon en 1813, et s'était contentée, en lui offrant la paix de Prague, de mettre des bornes à sa domination absolue sur l'Europe, que si à Francfort elle avait encore, par convenance et prudence, offert de lui laisser la France avec le Rhin et les Alpes, et que si en dernier lieu à Châtillon, pour éviter les hasards de la marche sur Paris, elle avait offert de lui laisser la France de 1790, il est évident qu'aujourd'hui, croyant avoir surmonté tous les dangers, et satisfait à toutes les convenances, l'Autriche aimait mieux en finir d'un gendre insupportable, et surtout recueillir tous les fruits de la commune victoire, fruits pour elle inespérés et immenses, car en ôtant à la France les Pays-Bas et les provinces du Rhin et en y renonçant pour elle-même, elle aurait en échange la ligne de l'Inn, le Tyrol, et enfin l'Italie. Le plaisir fort douteux pour elle, et en beaucoup de cas très-embarrassant, de voir une archiduchesse demeurer régente de France, ne valait pas le danger de voir son terrible gendre ressaisir le sceptre, et elle préférait donner à cette archiduchesse une indemnité en Italie, même à ses dépens, que de la laisser à Paris pour y garder la place de Napoléon. Ce calcul, fort naturel, ne prouvait pas que François II fût mauvais père; il prouvait que ce prince aimait mieux l'intérêt de ses peuples que celui de sa fille, et on ne peut pas dire qu'il manquât ainsi à ses véritables devoirs.

C'est là ce qui expliquait le peu d'appui que la cause de Napoléon trouvait auprès du prince de Schwarzenberg, représentant beaucoup trop franc d'une politique que M. de Metternich, s'il eût été à Paris en ce moment, eût suivie avec plus de ménagement, mais avec autant de constance. M. de Caulaincourt, convaincu par tout ce qu'il avait vu et fait pendant ces trois jours, qu'il ne ramènerait personne à Napoléon, ni parmi les serviteurs les plus éminents de l'Empire, ni parmi les représentants des souverains alliés, voulut cependant voir l'empereur Alexandre encore une fois, afin de savoir si la personne de Napoléon étant sacrifiée, il ne resterait pas du moins quelque chance pour sa dynastie. Alexandre le reçut avec la même bonté, mais en lui répétant à peu près ce qu'il lui avait dit de la nécessité d'aller à Fontainebleau conseiller un grand et dernier sacrifice. — Partez, lui dit-il, partez, car on me demande à chaque instant votre renvoi; on me dit que votre présence intimide beaucoup de gens et leur fait craindre de notre part un retour vers Napoléon. Je finirai par être obligé de vous éloigner, car ni mes alliés ni moi ne voulons autoriser de pareilles suppositions. Je n'ai aucun ressentiment, croyez-le. Napoléon est malheureux, et dès cet instant, je lui pardonne le mal qu'il a fait à la Russie. Mais la France, l'Europe ont besoin de repos, et avec lui elles n'en auront jamais. Nous sommes irrévocablement fixés sur ce point. Qu'il réclame ce qu'il voudra pour sa personne : il n'est pas de retraite qu'on ne soit disposé à lui accorder. S'il veut même accepter la main que je lui tends, qu'il vienne dans mes États, et il y recevra une magnifique, et, ce qui vaut mieux, une cordiale hospitalité. Nous donnerons lui et moi un grand exemple à l'univers, moi en offrant, lui en ac-

ceptant cet asile. Mais il n'y a plus d'autre base possible de négociation que son abdication. Partez donc, et revenez au plus tôt avec l'autorisation de traiter aux seules conditions que nous puissions admettre.

M. de Caulaincourt chercha à savoir si, en abdiquant, Napoléon sauverait le trône de son fils. Alexandre refusa de s'expliquer, affirma toutefois que la question relative aux Bourbons n'était pas résolue irrévocablement, bien que tout semblât tendre vers eux, montra toujours la même froideur à leur égard, et insista de nouveau pour que M. de Caulaincourt s'occupât le plus promptement possible du sort personnel de Napoléon. M. de Caulaincourt, voulant jeter la sonde, demanda si en ôtant à Napoléon la France, on lui donnerait la Toscane en indemnité. — La Toscane! repartit Alexandre. Quoique ce soit bien peu de chose en comparaison de l'Empire français, pouvez-vous croire que les puissances laissent Napoléon sur le continent, et que l'Autriche le souffre en Italie? C'est impossible. — Mais Parme, Lucques, reprit M. de Caulaincourt. — Non, non, rien sur le continent, répéta Alexandre; une île, soit!... la Corse, peut-être!... — Mais la Corse est à la France, répliqua M. de Caulaincourt, et Napoléon ne peut consentir à recevoir une de ses dépouilles. — Eh bien, l'île d'Elbe, ajouta Alexandre; mais partez, amenez votre maître à une résignation nécessaire, et nous verrons. Tout ce qui sera convenable et honorable sera fait. Je n'ai pas oublié ce qui est dû à un homme si grand et si malheureux.

M. de Caulaincourt partit sur ces paroles, convaincu que sans un prodige militaire il n'y avait absolument rien à espérer pour Napoléon, et presque rien pour son fils, et que le devoir était de lui faire connaître la vérité. Il se mit en route le 2 avril au soir, au moment où la déchéance allait être prononcée, et certain qu'elle le serait dans quelques heures. Il arriva au milieu de la nuit à Fontainebleau.

Tandis qu'à Paris M. de Caulaincourt s'efforçait en vain de raffermir les fidélités chancelantes, et d'arrêter les souverains dans leurs résolutions extrêmes, Napoléon à Fontainebleau n'avait pas perdu le temps. Les doléances ne convenaient pas plus à son grand caractère, que les illusions à son grand esprit. Si quelquefois il se livrait aux illusions, c'était comme une excuse ou un encouragement qu'il se donnait à lui-même dans ses desseins téméraires, et sans en être tout à fait dupe. Dans le malheur, il ne craignait pas d'ouvrir entièrement les yeux à la vérité, et savait la voir sans pâlir. Quoiqu'il fût hors de Paris, il avait presque deviné ce qui s'y passait; il avait prévu que les souverains chercheraient à tirer les dernières conséquences de leur triomphe, que le Sénat l'abandonnerait, et que, pour conjurer ce double danger, un grand événement militaire était la seule ressource. Aussi, dès son retour à Fontainebleau, avait-il pris ses cartes et ses états de troupes, et saisissant d'un coup d'œil sûr la belle mais terrible chance que la fortune semblait lui ménager encore, avait-il résolu de ne pas la laisser échapper.

Les coalisés, après avoir perdu en morts ou blessés environ 12 mille hommes sous les murs de Paris, et après avoir attiré à eux le corps de Bulow, comptaient encore 180 mille combattants. Napoléon, en ajoutant à ce qu'il amenait les corps des maréchaux Mortier et Marmont, et quelques troupes des bords de l'Yonne et de la Seine, n'en avait pas moins de 70 mille. La disproportion était énorme, mais la passion de l'armée (nous parlons de la passion qui régnait dans les rangs inférieurs), le génie de Napoléon, les circonstances locales, pouvaient compenser cette infériorité numérique, et tout faisait présager une immense catastrophe, pour la capitale ou pour la coalition. Quand on songe au prix du succès, si on avait triomphé, à la France rétablie d'un seul coup dans sa grandeur (il s'agit ici de sa grandeur désirable et non de sa grandeur folle, de la ligne du Rhin et non de celle de l'Elbe), nous n'hésitons pas à dire que le gain possible justifiait l'enjeu, toutes les splendeurs de Paris eussent-elles succombé dans une journée sanglante. La frontière du Rhin valait bien tout ce qui aurait pu périr dans la capitale, et nous ne saurions approuver ceux qui, ayant suivi Napoléon jusqu'à Moscou, ne l'auraient pas suivi cette fois jusqu'à Paris.

Quoi qu'il en soit, Napoléon conçut un plan dont le résultat ne lui paraissait pas douteux, et dont la postérité jugera le succès au moins vraisemblable. Depuis qu'il s'était établi à Fontainebleau pour y concentrer ses troupes, les alliés s'étaient partagés en trois masses, une de 80 mille hommes sur la gauche de la Seine, entre l'Essonne et Paris (voir la carte n° 62), une autre dans l'intérieur même de Paris, une autre enfin au dehors sur la droite de la Seine. Napoléon considérait la situation qu'ils avaient prise comme mortelle pour eux, si on savait en profiter. Il voulait franchir brusquement l'Essonne avec

son armée, refouler les 80 mille hommes de Schwarzenberg sur les faubourgs de Paris, faire appel aux Parisiens pour qu'ils se joignissent à lui, et, profitant du trouble probable des coalisés assaillis à l'improviste, les écraser, soit qu'il entrât dans la ville à leur suite, soit qu'il passât brusquement sur la droite de la Seine par tous les ponts dont il disposait, et qu'il se précipitât sur leur ligne de retraite. Il est en effet probable qu'avec les 70 mille hommes réunis sous sa main, Napoléon culbuterait les 80 mille hommes qui lui étaient directement opposés, que ceux-ci refoulés sur Paris y rentreraient en désordre, que le moindre concours des Parisiens convertirait ce désordre en déroute, et que Napoléon les suivant à brûle-pourpoint, ou se portant par la droite de la Seine sur leur ligne de retraite, placerait la coalition dans une position dont elle aurait beaucoup de peine à se tirer, eût-elle à sa tête ce qu'elle n'avait pas, le plus grand des capitaines. Il est très-probable encore qu'après un tel événement, et aidé des paysans de la Bourgogne, de la Champagne, de la Lorraine, qui ne manqueraient pas de se jeter sur les vaincus puisqu'ils se jetaient déjà sur les vainqueurs, Napoléon aurait bientôt ramené la coalition jusqu'au Rhin. S'il se trompait, il nous semble, quant à nous, qu'il valait mieux se tromper avec lui ce jour-là, que s'être trompé avec lui à Wilna en 1812, à Dresde en 1813. Du reste, s'inquiétant peu des dangers de Paris, il raisonnait à l'égard de cette capitale comme les Russes à l'égard de Moscou, et il pensait qu'on ne pouvait payer d'un prix trop élevé l'extermination de l'ennemi qui avait pénétré au cœur de la France.

Imperturbable au milieu des situations les plus violentes, et toujours passant sur-le-champ de la conception de ses plans aux détails d'exécution, il avait donné ses ordres en conséquence. Il avait rangé les maréchaux Marmont et Mortier le long de la rivière d'Essonne, Marmont à Essonne même, Mortier à Mennecy. Il avait renforcé le corps de Marmont de la division Souham, qui comptait au moins six mille hommes; remplacé l'artillerie de Marmont et de Mortier, restée en partie sous les murs de Paris, et fourni à ces deux maréchaux, au moyen des ressources du grand parc, soixante bouches à feu parfaitement approvisionnées. Il leur avait prescrit d'entourer Corbeil d'ouvrages de campagne, afin de s'en approprier le pont, indépendamment de celui de Melun dont il était maître, de manière à pouvoir manœuvrer à volonté sur l'une et l'autre rive de la Seine; de réunir à Corbeil tous les approvisionnements de grains répandus en abondance sur la droite de cette rivière, et de fabriquer à la poudrerie d'Essonne autant de poudre qu'on pourrait. Il avait échelonné sa cavalerie dans la direction d'Arpajon, afin de se mettre en communication avec Orléans, où il venait d'appeler sa femme, son fils, ses frères et ses ministres. Il avait fait avancer la jeune garde entre Chailly et Ponthierry, pour ménager de la place aux corps d'Oudinot, de Macdonald et de Gérard qui allaient arriver. Enfin il avait mandé les troupes qui, sous le général Alix, avaient si bien défendu l'Yonne, et prenait ainsi toutes ses dispositions pour avoir l'armée entière concentrée derrière l'Essonne dans la journée du 4, terme le plus rapproché possible en considérant la distance à parcourir de Saint-Dizier à Fontainebleau. Chaque jour il passait en revue les corps qui rejoignaient, et, sans s'expliquer clairement, leur laissait entrevoir une éclatante revanche du revers essuyé sous les murs de la capitale. La garde à son aspect poussait des cris frénétiques. Fantassins et cavaliers, agitant les uns leurs fusils, les autres leurs sabres, mêlaient au cri ordinaire de *Vive l'Empereur*, ce cri bien plus significatif: *A Paris! à Paris!* — Les autres corps de l'armée, plus jeunes et plus sensibles à la souffrance, arrivaient quelquefois fatigués et tristes. Mais ils ne résistaient pas à la présence de Napoléon, à la vue de son visage tout à la fois sombre et inspiré, et, après un peu de repos, recevaient la contagion des sentiments dont le foyer ardent était dans la garde impériale. Les chefs de l'armée, au contraire, étaient consternés, et la présence de Napoléon les embarrassait, les irritait même, sans les ranimer. Ils n'osaient pas contester qu'une dernière et sanglante bataille fût un devoir à remplir envers le pays, si on pouvait ainsi le sauver, mais ils se récriaient contre l'idée de la livrer dans l'intérieur de Paris, si c'était là que Napoléon voulût combattre, ce qu'ils ignoraient, mais ce qu'ils répandaient autour d'eux, pour rendre ce projet odieux. Leurs aides de camp et leurs complaisants tenaient le même langage. Il en était autrement des officiers attachés aux troupes. Ceux-là ne parlaient que de venger l'honneur des armes, et soufflaient leurs passions à leurs soldats. Aussi dès que Napoléon se montrait, des transports violents éclataient de toute part, et il se manifestait un sentiment commun, non pas de dévouement à sa personne, mais d'exaspération contre l'ennemi et contre les

traîtres qui, disait-on, avaient livré la capitale.

Il y a des jours, tristes jours! où le devoir est obscur, et où les cœurs les plus honnêtes sont perplexes. C'était le cas ici, et on pouvait très sincèrement être d'un avis à Paris, d'un autre avis à Fontainebleau. Nous comprenons, en effet, qu'à Paris on pût, sans estimer le Sénat, adhérer à ses résolutions, et préférer la paix, la liberté sous l'ancienne dynastie, à la guerre perpétuelle sous un gouvernement arbitraire et violent, et qu'à Fontainebleau, au contraire, pour de braves soldats n'ayant pas à choisir entre deux régimes politiques, mais à expulser l'étranger du sol, la seule espérance d'écraser la coalition, fût-ce au milieu des ruines de Paris, les transportât d'un bouillant enthousiasme. Et, bien que la vérité ne dépende pas des lieux, que vérité ici, elle ne soit pas mensonge là, il nous semble que la manière de l'envisager peut dépendre des situations, et que le devoir peut différer suivant le lieu où l'on se trouve. A Paris, de bons citoyens devaient opter pour la charte et pour les Bourbons; des soldats à Fontainebleau, sur une simple espérance d'expulser l'ennemi du territoire, devaient exposer leur vie encore une fois, et il eût été plus patriotique de mourir dans cette journée en avant d'Essonne que jadis à Austerlitz ou à Iéna, car on serait mort certainement pour le pays, et on se serait dévoué non pas au bonheur, mais au malheur!

Du reste, nous le répétons, il était naturel qu'en face d'événements si graves les âmes fussent profondément agitées. M. de Caulaincourt effectivement les trouva fort émues, et lorsque dans la nuit du 2 avril il parut à la porte de Napoléon, les oisifs d'état-major qui gardaient cette porte l'assaillirent de leurs questions, et le supplièrent de dire la vérité à l'empereur. Ce noble personnage n'avait pas besoin d'y être convié. Il exposa simplement, sans détour, sans réticence, tout ce qu'il avait vu et entendu pendant son séjour à Paris, ne dissimula pas même à Napoléon les colères furieuses dont il était l'objet, ni surtout les résolutions extrêmes des souverains à son égard, et quoiqu'il n'hésitât jamais à donner un avis, il ne l'osa pas cette fois, tant il était difficile de se prononcer, tant le moindre conseil était inutile et cruel, seulement à insinuer. Napoléon accueillit M. de Caulaincourt avec une grande douceur et des marques visibles de gratitude. Il ne parut ni troublé ni étonné de tout ce qu'il entendait. Il avait appris déjà par diverses informations quelques-uns des faits rapportés par M. de Caulaincourt, et avait deviné les autres. Il connaissait l'institution du gouvernement provisoire, même la déchéance, sans les considérants toutefois, et notamment les efforts tentés pour renverser sa statue. — C'est bien fait, dit-il à M. de Caulaincourt, il m'arrive là ce que j'ai mérité. Je ne voulais pas de statues, car je savais qu'il n'y a sûreté à les recevoir que de la postérité. Pour les conserver de son vivant, il faudrait être toujours heureux! Denon a voulu flatter, j'ai eu la faiblesse de céder, et vous voyez ce que j'y ai gagné. Mais passons à un sujet plus important. Rien ne me surprend dans votre récit. Talleyrand se venge de moi, c'est tout simple!... Les Bourbons me vengeront de lui!... Mais tous ces hommes de la révolution qui remplissent le Sénat, et parmi lesquels il y a plus d'un régicide, sont bien imprudents de se jeter ainsi dans les bras de l'étranger, qui les jettera dans les bras des Bourbons. Mais ils sont effrayés, ils cherchent leur sûreté où ils peuvent. Quant aux souverains alliés, ils veulent abaisser la France. Pourtant ils se comportent envers moi peu dignement. J'ai pu détrôner l'empereur François et le roi Guillaume, j'ai pu déchaîner les paysans russes contre Alexandre, je ne l'ai pas fait. Je me suis conduit à leur égard en souverain, ils se conduisent à mon égard en jacobins. Ils donnent là un mauvais exemple. Le moins hostile d'entre eux est Alexandre. Il est vengé, et de plus il est bon, quoique rusé. Les Autrichiens sont ce que je les ai toujours vus, humbles dans l'adversité, insolents et sans cœur dans la prospérité. Ils m'ont presque forcé de prendre leur fille, et maintenant ils agissent comme si cette fille n'était pas la leur. Schwarzenberg est tout à l'émigration, Metternich aux Anglais. Mon beau-père les laisse faire. Nous verrons s'il leur permettra d'aller jusqu'aux dernières extrémités. L'impératrice espère le contraire. Quant aux Anglais et aux Prussiens, ils veulent l'anéantissement de la France. Cependant tout n'est pas fini. On cherche à m'écarter, parce qu'on sent que seul je puis relever notre fortune. Je ne tiens pas au trône, croyez-le. Né soldat, je puis redevenir citoyen. Vous connaissez mes goûts : que me faut-il? Un peu de pain, si je vis; six pieds de terre, si je meurs. Il est vrai, j'ai aimé et j'aime la gloire... Mais la mienne est à l'abri de la main des hommes!... Si je désire commander quelques jours encore, c'est pour relever nos armes, c'est pour arracher la France à ses implacables ennemis. Vous avez bien fait

de ne rien signer. Je n'aurais pas souscrit aux conditions qu'on vous aurait imposées. Les Bourbons peuvent les accepter honorablement; la France qu'on leur offre est celle qu'ils ont faite. Moi, je ne le puis pas. Nous sommes soldats, Caulaincourt, qu'importe de mourir, si c'est pour une telle cause? D'ailleurs, ne croyez pas que la fortune ait prononcé définitivement. Si j'avais mon armée, j'aurais déjà attaqué, et tout aurait été fini dans deux heures, car l'ennemi *est dans une position à tout perdre.* Quelle gloire si nous les chassions, quelle gloire pour les Parisiens d'expulser les Cosaques de chez eux, et de les livrer aux paysans de la Bourgogne et de la Lorraine qui les achèveraient! Mais ce n'est qu'un retard. Après-demain, j'aurai les corps de Macdonald, d'Oudinot, de Gérard, et si on me suit je changerai la face des choses. Les chefs de l'armée sont fatigués, mais la masse marchera. *Mes vieilles moustaches de la garde* donneront l'exemple, et il n'y aura pas un soldat qui hésite à les suivre. En quelques heures, mon cher Caulaincourt, tout peut changer!... Quelle satisfaction!... quelle gloire!...

Après ces paroles prononcées avec un mélange de calme et d'entraînement communicatif, Napoléon envoya M. de Caulaincourt se reposer, et tomba lui-même dans un profond sommeil.

Le lendemain, 3 avril, il passa la journée en revues et en préparatifs, et tantôt plongé dans ses réflexions, tantôt le visage animé et la flamme du génie dans les yeux, il semblait plein d'un vaste projet dont il était impatient de commencer l'exécution. Les troupes en ce moment suprême ne résistaient pas à l'effet de sa présence, et quoique épuisées en arrivant, criaient à son aspect: *Vive l'Empereur!* avec une sorte de frénésie. Les vieux soldats de la garde en leur racontant, avec la crédulité des camps, qu'une indigne trahison avait livré Paris, les remplissaient de colère, et elles ne manifestaient d'autre désir que d'arracher la capitale de la main des traîtres. A la vérité, ces sentiments, particuliers aux soldats et aux officiers des régiments, n'étaient plus, comme nous venons de le dire, les mêmes dans les états-majors. Les émissaires venus de Paris s'étaient glissés parmi ces derniers, et avaient prétendu que Napoléon étant légalement déchu, ceux qui continuaient de le servir ne servaient plus qu'un rebelle, et n'étaient eux-mêmes que des rebelles; qu'il était temps de quitter un homme qui avait perdu la France, qui les perdrait eux-mêmes s'ils ne se séparaient de lui, et de se rallier au gouvernement paternel des Bourbons tout disposé à leur ouvrir les bras, qu'avec ce gouvernement seul on aurait la paix, car l'Europe était résolue à en finir avec Napoléon et ses adhérents; que l'armée, en quittant un camp qui désormais n'était plus que celui de la rébellion, conserverait ses grades, pensions et dignités, et jouirait enfin, à l'ombre d'un trône tutélaire, de la gloire qu'elle avait acquise et qu'on ne lui contestait point; qu'autrement elle allait être enveloppée par quatre cent mille ennemis, et détruite jusqu'au dernier homme. Ce langage avait facilement pénétré dans l'âme fatiguée et soucieuse des principaux chefs, et amené de leur part un singulier déchaînement non-seulement contre les fautes politiques de Napoléon, fautes trop réelles et trop désastreuses, mais contre ses prétendues fautes militaires. Il n'était plus, à les entendre, qu'un aventurier, qui avait rencontré une veine heureuse, et en avait abusé jusqu'à ce qu'il l'eût épuisée. En 1813, il n'avait commis que des bévues, en 1814 également, et tout récemment encore il s'était trompé, en allant chercher à Saint-Dizier un ennemi qu'il fallait venir chercher à Paris. Maintenant rendu plus extravagant que jamais par le malheur, il voulait livrer une dernière bataille, et faire égorger les malheureux restes de son armée. — Une dernière bataille, soit, disaient-ils, si c'était pour relever l'honneur des armes, et surtout pour sauver la France! Mais, dans sa colère contre les Parisiens, Napoléon avait résolu de la livrer au sein même de Paris, apparemment pour tuer autant de Parisiens que d'Autrichiens, de Prussiens ou de Russes! — C'était surtout cette allégation d'une bataille dans Paris qu'on répandait perfidement, pour rendre plus odieuse encore la suprême tentative qui se préparait, et en admettant qu'on ne pouvait se refuser à un dernier effort, s'il y avait chance de le rendre utile à la France, on demandait avec une épouvante quelquefois feinte, quelquefois sincère, s'il ne fallait pas être fou ou barbare pour vouloir convertir Paris en un champ de bataille, et fournir ainsi aux souverains le prétexte légitime de faire de la capitale de la France une nouvelle Moscou!

Ces propos avaient porté l'agitation des états-majors au comble, et, tandis qu'une véritable fureur patriotique animait la garde, et de la garde passait dans les rangs inférieurs de l'armée,

un sentiment tout opposé animait les états-majors et les chefs. La journée du 3 avril ne fit qu'accroître ce double courant d'idées contraires, sous l'influence des communications venues soit de Paris, soit des avant-postes.

Le jour suivant, c'est-à-dire le 4 au matin, Napoléon parut enfin décidé à agir. Il s'en expliqua positivement avec M. de Caulaincourt. Les corps de Macdonald, d'Oudinot, de Gérard, étaient près d'arriver, et en leur accordant cette journée de repos, il comptait pouvoir le lendemain 5, ou le surlendemain 6 au plus tard, les porter en ligne, et attaquer l'ennemi avec 70 mille combattants. Le succès ne lui semblait pas douteux. Il donna de très-grand matin des ordres pour que la garde s'ébranlât tout entière, et allât se placer derrière Marmont et Mortier sur l'Essonne, à l'effet d'appuyer le mouvement, et de laisser la place libre pour les troupes qui arriveraient successivement. Après avoir passé en revue les corps qui allaient partir, il fit former en cercle autour de lui les officiers et sous-officiers, et de sa voix vibrante, il leur adressa ces paroles énergiques :

« Soldats, l'ennemi en nous dérobant trois « marches, s'est rendu maître de Paris. Il faut « l'en chasser. D'indignes Français, des émigrés, « auxquels nous avons eu la faiblesse de par« donner jadis, ont fait cause commune avec « l'étranger, et ont arboré la cocarde blanche. « Les lâches ! ils recevront le prix de ce nouvel « attentat... Jurons de vaincre ou de mourir, « et de venger l'outrage fait à la patrie et à nos « armes. » — Nous le jurons ! répondirent avec ardeur ces vieux officiers passionnés pour leur drapeau, et ils s'en allèrent répandre la flamme dont ils étaient pleins dans les rangs de leurs soldats. Les troupes défilèrent en poussant des acclamations fanatiques.

Cette scène terminée, Napoléon remonta l'escalier du palais, suivi d'une foule d'officiers, animés les uns de l'enthousiasme qui venait d'éclater, les autres de sentiments tout contraires. Sur-le-champ, on se forma en groupe autour des maréchaux, et là il n'y eut qu'un cri, c'est que la résolution de jouer leur existence et celle de la France dans une dernière folie, était évidemment prise, et que c'était le cas de l'empêcher en se prononçant contre un pareil acte de démence. Tous furent de cet avis, mais c'était à qui ne dirait pas les premiers mots. Les aides de camp entourèrent les généraux, les généraux les maréchaux, et, s'excitant les uns les autres, ils demandèrent bientôt que leurs chefs refusassent l'obéissance. Le maréchal Macdonald arrivait à peine, car il n'avait pas quitté son corps. Il descendait de cheval couvert de la boue des grandes routes, et on venait de lui remettre une lettre de Beurnonville, portant l'adresse erronée que voici : *A M. le maréchal Macdonald, duc de Raguse.* — Marmont, à qui le titre de duc de Raguse, inscrit sur l'adresse, avait fait parvenir la lettre en question, l'avait lue, et ayant reconnu qu'elle était destinée au maréchal Macdonald, la lui avait renvoyée. Cette lettre conjurait Macdonald, au nom de l'amitié, au nom de sa famille exposée à périr au milieu des flammes de la capitale, et à laquelle il était tendrement attaché, de se séparer du tyran qui n'était plus qu'un rebelle, pour se donner au gouvernement légitime des Bourbons, qui allaient rentrer en France, la paix dans une main, la liberté dans l'autre. — Macdonald avait conservé dans le cœur les sentiments de l'armée du Rhin, il était irrité de ce qu'il avait vu et souffert dans les deux dernières campagnes, et il aimait ses enfants avec passion. On venait de lui donner de leurs nouvelles et de lui apprendre qu'ils étaient dans Paris. Il en eut l'âme navrée. On l'entoura, on lui dit qu'il devait se joindre aux maréchaux ses collègues, et contribuer à mettre fin à un règne odieux et insensé. Il le promit, et demanda seulement le temps d'aller revêtir un costume plus convenable. On était arrivé ainsi jusqu'à la porte du cabinet de Napoléon, et on s'anima jusqu'à ne plus vouloir quitter l'antichambre, dans l'intention de veiller sur les maréchaux et de les défendre si, à la suite de la scène qui se préparait, l'empereur voulait les faire arrêter. Il y eut même dans cette espèce d'émeute quelques officiers assez égarés pour s'écrier qu'au besoin il fallait se débarrasser de la personne de Napoléon [1]. En un mot, c'était le spectacle d'une de ces révoltes de la soldatesque dont l'empire romain avait fourni autrefois de si odieux exemples, et c'était bien, il faut le reconnaître, une digne fin de ce règne si déplorablement guerrier, que de s'achever au milieu d'une sédition militaire !

Les maréchaux entrèrent : c'étaient Lefebvre, Oudinot, Ney. Macdonald allait les rejoindre. Ils trouvèrent autour de Napoléon le major-général

[1] Je tiens ce déplorable détail de témoins oculaires, hommes respectables que je ne puis nommer, et qui peuvent être rangés au nombre des plus honnêtes gens de leur temps.

Berthier, les ducs de Bassano et de Vicence, et quelques autres personnages éminents. Napoléon venait de se débarrasser de son chapeau, de son épée, et marchait, parlait dans son cabinet avec une véhémence plus qu'ordinaire. Les maréchaux étaient tristes, embarrassés, n'osant pas proférer une parole. Devinant ce que cachait leur silence et voulant les forcer à le rompre, Napoléon les questionna, leur demanda s'ils avaient des nouvelles de Paris, à quoi ils répondirent qu'ils en avaient, et de bien fâcheuses. Puis il leur demanda ce qu'ils pensaient. — Tout ce qui était arrivé, dirent-ils, était bien douloureux, bien déplorable, et ce qu'il y avait de plus désolant, c'est qu'on ne voyait pas la fin de cette cruelle situation. — La fin, repartit Napoléon, elle dépend de nous. Vous voyez ces braves soldats, qui n'ont ni grades ni dotations à sauver, ils ne songent qu'à marcher, qu'à mourir pour arracher la France aux mains de l'étranger. Il faut les suivre. Les coalisés sont partagés entre les deux rives de la Seine dont nous avons les ponts principaux, et dispersés dans une ville immense. Vigoureusement abordés dans cette position, ils sont perdus. Le peuple parisien est frémissant, il ne les laissera pas partir sans les poursuivre, et les paysans les achèveront. Sans doute, ils peuvent revenir : mais Eugène est de retour d'Italie avec trente-six mille hommes; Augereau en a trente, Suchet vingt, Soult quarante. Je vais attirer à moi la plus grande partie de ces forces; j'ai soixante-dix mille hommes ici, et avec cette masse, je jetterai dans le Rhin tout ce qui sera sorti de Paris et voudra y rentrer. Nous sauverons la France, nous vengerons notre honneur, et alors j'accepterai une paix modérée. Que faut-il pour tout cela? Un dernier effort, qui vous permettra de jouir en repos de vingt-cinq années de travaux.

Ces raisons, quoique frappantes, ne parurent pas être du goût des assistants. Ils objectèrent à Napoléon que, s'il était légitime de vouloir livrer une dernière bataille, dans le cas toutefois où elle pourrait être utile et ne serait pas l'occasion d'une irremédiable catastrophe, il était affreux de la livrer dans Paris, et de faire de notre capitale une autre Moscou. Napoléon répondit à cette objection qu'on le calomniait quand on prétendait qu'il voulait se venger des Parisiens, qu'il ne cherchait pas à faire de Paris un champ de bataille, mais qu'il prenait l'ennemi là où la Providence le lui livrait, et que dans la position où étaient les coalisés, ils seraient nécessairement détruits. S'adressant alors à Lefebvre, à Oudinot, à Ney, il leur demanda si leur désir était de vivre sous les Bourbons? A cette question, ils poussèrent de vives exclamations. Lefebvre, avec la violence d'un vieux jacobin, affirma qu'il ne le voulait point, et il était sincère. Ney s'en exprima avec une incroyable véhémence, et dit que jamais ses enfants ne pourraient trouver sous les Bourbons ni bien-être ni même sûreté, et que le seul souverain désirable pour eux était le roi de Rome. — Eh bien, reprit Napoléon, croyez-vous qu'en abdiquant je vous assurerais à vous et à vos enfants l'avantage de vivre sous mon fils? Ne voyez-vous pas tout ce qu'il y a de ruse et de mensonge dans cette idée d'une régence au profit du roi de Rome, imaginée pour vous séparer de moi, et pour nous perdre en nous divisant? Ma femme, mon fils, ne se soutiendraient pas une heure; vous auriez une anarchie qui après quinze jours aboutirait aux Bourbons... D'ailleurs, ajouta-t-il, il y a des secrets de famille que je ne puis divulguer!.. Le gouvernement de ma femme est impossible!.. — Napoléon faisait ainsi allusion aux motifs qui l'avaient porté à ordonner que sa femme sortît de Paris, et le principal de ces motifs, c'était la faiblesse de Marie-Louise qu'il connaissait bien. Mais tandis que les maréchaux avaient éclaté en dénégations violentes lorsque Napoléon leur avait parlé de vivre sous les Bourbons, ils s'étaient tus lorsqu'il avait parlé de son abdication et des conséquences qu'elle pourrait avoir, n'osant pas dire, mais laissant deviner que l'abdication était véritablement ce qu'ils désiraient. Napoléon le comprit sans paraître s'en apercevoir. En ce moment survint Macdonald, ému, troublé de tout ce qu'il avait appris, tenant la lettre de Beurnonville à la main. — Quelles nouvelles nous apportez-vous? lui dit Napoléon. — De bien mauvaises, répondit le maréchal. On assure qu'il y a deux cent mille ennemis dans Paris et que nous allons y livrer bataille. Cette idée est affreuse!.. N'est-il pas temps de finir?... — Il ne s'agit pas, répliqua Napoléon, de livrer bataille dans Paris; il s'agit de profiter des fautes de l'ennemi. — Là-dessus on discuta, et Napoléon demandant ce qu'était la lettre qu'il avait à la main, Macdonald lui dit : Sire, je n'ai rien de caché pour vous, lisez-la. — Ni moi pour vous tous, repartit Napoléon; qu'on la lise à haute voix. — M. de Bassano prit la lettre, la lut avec l'embarras, avec la souffrance d'un sujet resté aussi respectueux que fidèle

envers son maître. Napoléon écouta cette lecture avec un calme dédaigneux, puis sans se plaindre de la franchise du maréchal Macdonald, il répéta que Beurnonville et ses pareils n'étaient que des intrigants, qui, de moitié avec l'étranger, cherchaient à opérer une contre-révolution; qu'ils laisseraient la France ruinée et à jamais affaiblie; que les Bourbons, loin de pacifier la France, la mettraient bientôt en confusion, tandis qu'avec un peu de persévérance il serait facile de changer cette situation en deux heures. — Oui, reprit Macdonald, toujours le cœur navré à l'idée d'une bataille dans Paris, oui, on le pourrait peut-être, mais en nous battant dans notre capitale en cendres, et probablement sur les cadavres de nos enfants. — De plus, sans oser dire qu'il désobéirait, le maréchal déclara qu'on n'était pas sûr de l'obéissance des soldats. Ney sembla confirmer cette déclaration. Arrivés à la limite qui sépare le respect de la révolte, les maréchaux mettaient sur le compte des soldats un refus d'obéir qui n'appartenait qu'à eux. Napoléon le sentit et leur dit fièrement : Si les soldats ne vous obéissent point à vous, ils m'obéiront à moi, et je n'ai qu'un mot à dire pour les conduire où je voudrai!.. — Puis, avec un ton de hauteur qui n'admettait pas de réplique, il ajouta : Retirez-vous, messieurs; je vais aviser, et je vous ferai connaître mes résolutions.

Ils sortirent tout étonnés de s'être montrés si hardis, quoiqu'ils l'eussent été bien peu, et si émerveillés de leur courage, qu'ils se vantèrent auprès de leurs aides de camp d'avoir déchiré tous les voiles, se faisant ainsi beaucoup plus coupables qu'ils ne l'avaient été réellement [1]. Ils se retirèrent, attendant le résultat de cette scène extraordinaire, extraordinaire vraiment, car Napoléon tout-puissant ils n'avaient jamais osé lui adresser une observation, lorsqu'il suffisait peut-être suffi d'un mot pour l'arrêter sur la pente qui menait aux abîmes.

Napoléon, dans cette journée, n'aurait eu qu'un pas à faire en dehors de son cabinet, pour en appeler des maréchaux aux colonels et aux soldats, et il eût trouvé des serviteurs enthousiastes, prêts à le suivre partout, prêts même à lui faire raison de serviteurs ingrats et rassasiés. Mais vouloir que dans ce moment il jetât à la porte de son palais tout un état-major, formé de généraux et de maréchaux qui lui avaient prodigué leur sang pendant vingt années, qu'il en composât un avec des colonels et des chefs de bataillon, pour marcher ainsi à une opération formidable, c'est trop demander même au caractère le plus énergique et le plus résolu.

Resté seul avec Berthier, avec MM. de Caulaincourt et de Bassano, Napoléon donna cours à l'irritation qu'il avait jusque-là contenue. Les avez-vous vus, leur dit-il, ardents quand il s'agissait de ne pas vivre sous les Bourbons, silencieux quand je leur parlais de mon abdication? C'est là en effet ce qu'ils désirent, car on leur a persuadé que moi hors de cause, ils pourront jouir sous mon fils des richesses que je leur ai prodiguées. Pauvres esprits qui ne voient pas qu'entre les Bourbons et moi il n'y a rien, que ma femme et mon fils ne sont qu'une ombre, destinée à s'évanouir en quelques jours ou en quelques mois! — Ensuite Napoléon se plaignit qu'on eût osé lire en sa présence une lettre aussi inconvenante que celle de Beurnonville, et s'étendit sur la faiblesse et l'ingratitude des hommes. M. de Caulaincourt essaya de le calmer, en lui disant que le maréchal Macdonald était un personnage du plus noble caractère, qui n'avait montré cette lettre que parce que Napoléon la lui avait demandée; que cette répugnance à se battre dans Paris, prétexte pour les uns, était pour d'autres un sentiment sérieux et sincère, et il ajouta que l'idée de son abdication en faveur de son fils était fort répandue, et qu'elle était du reste la seule base sur laquelle on pût encore négocier.

Napoléon, revenu bientôt à cette indifférence supérieure avec laquelle les grands esprits se mettent au-dessus des événements, avoua que son abdication au profit du roi de Rome était

[1] On a dit, on a écrit, on a répété sous toutes les formes, que la scène qui s'était passée le 4 avril, au matin, dans le cabinet de l'Empereur, avait été une scène de violence poussée jusqu'à la menace, jusqu'à lui arracher presque son abdication par la force. J'ai eu sous les yeux les mémoires manuscrits des deux témoins les plus respectables de cette scène; j'ai recueilli les souvenirs de témoins oculaires dignes de foi, et j'ai acquis la conviction que les récits qu'on a répandus à ce sujet sont entièrement controuvés. Au fond, la scène eut bien pour but et pour résultat d'arracher à Napoléon son abdication conditionnelle; mais, quant à la forme, les choses se renfermèrent dans la mesure que j'ai gardée dans ce récit. Les versions exagérées dont je conteste l'exactitude ont eu pour origine, et pour triste origine, les vanteries de certains personnages militaires, qui, voulant se faire valoir quelques jours après, se représentèrent comme plus coupables envers Napoléon qu'ils ne l'avaient été véritablement, et eurent fort à le regretter un an après. Ce sont ces vanteries, exagérées encore par des colporteurs de faux bruits, qui ont donné lieu aux versions inexactes répandues sur ce sujet, et je suis certain que la vérité se réduit à ce que je viens d'exposer.

l'idée du moment, que c'était peut-être une satisfaction à donner à des âmes troublées, et il déclara qu'il y était tout disposé, pour leur prouver l'inanité d'une semblable combinaison. — Je consens, dit-il à M. de Caulaincourt, à ce que vous retourniez à Paris pour offrir de négocier sur cette base, à ce que vous emmeniez même avec vous les maréchaux les plus épris de ce projet; vous me délivrerez d'eux, ce qui ne sera pas un médiocre avantage, car j'ai de quoi les remplacer ici, et, pendant que vous occuperez les alliés au moyen de cette nouvelle proposition, moi je marcherai, et je terminerai tout l'épée à la main. Il faut même vous hâter de partir, car, d'ici à vingt-quatre heures, vous ne pourriez plus franchir la ligne des avant-postes.

Napoléon adhéra donc assez promptement à la proposition d'abdiquer au profit de son fils, comme à une nouvelle manière de gagner deux ou trois jours, d'endormir la vigilance de l'ennemi, de satisfaire ses maréchaux, et de se débarrasser de deux ou trois d'entre eux qui étaient devenus singulièrement incommodes. Cependant, il ajouta que si on accordait la régence de sa femme au profil de son fils, à des conditions tout à la fois honorables et rassurantes pour le maintien de ce nouvel ordre de choses, il était possible qu'il acceptât. Malgré ce langage, il y avait bien peu de chances pour que la négociation qu'il se proposait d'interrompre bientôt à coups de canon, pût réussir.

Après avoir donné aussi brusquement cette face nouvelle à la situation, il s'agissait de choisir les hommes chargés d'accompagner M. de Caulaincourt à Paris. M. de Caulaincourt aurait voulu avoir Berthier pour faire valoir les considérations militaires, M. de Bassano pour se tenir le plus près possible de la pensée de Napoléon. Mais Napoléon n'en voulut pas entendre parler. Berthier lui était indispensable pour transmettre ses ordres à l'armée. M. de Bassano, quoiqu'il fût, disait-il, bien innocent des dernières guerres, en était responsable aux yeux du public et des souverains. Il ne consentit qu'à l'envoi de M. de Caulaincourt, accompagné de deux ou trois maréchaux. Il songea d'abord à Ney. — C'est le plus brave des hommes, dit-il, mais j'ai des gens qui en ce moment se battront aussi bien que lui, et vous m'en débarrasserez. Cependant veillez sur lui, c'est un enfant. S'il tombe dans les mains de Talleyrand ou d'Alexandre, il est perdu, et vous n'en pourrez plus rien faire. Prenez Marmont qui m'est dévoué, et qui soutiendra bien les droits de mon fils. — Puis revenant sur ce qu'il avait dit, Napoléon ajouta : Non, ne prenez pas Marmont, il est trop nécessaire sur l'Essonne. — Alors on proposa Macdonald, qui aurait plus de crédit que Marmont parce qu'il n'avait jamais passé pour un complaisant, qui d'ailleurs était un parfait honnête homme, et défendrait les intérêts qu'on lui confierait comme les siens propres. Napoléon adhéra à ces propositions, rédigea lui-même l'acte de son abdication conditionnelle, avec ce tact, cette hauteur de langage qu'il apportait dans toutes les pièces émanées de sa plume, et ordonna qu'on fit rentrer les maréchaux.

— J'ai réfléchi, leur dit-il, à notre situation, à ce qu'elle vous a inspiré, et j'ai résolu de mettre à l'épreuve la loyauté des souverains. Ils prétendent que je suis le seul obstacle à la paix et au bonheur du monde. Eh bien, je suis prêt à m'immoler pour faire tomber cette prévention, et à quitter le trône, mais à la condition de le transmettre à mon fils, qui, pendant sa minorité, sera placé sous la régence de l'impératrice. Cette proposition vous convient-elle? — A ces mots, les maréchaux qu'une pareille solution tirait d'embarras, et à qui elle convenait fort d'ailleurs, car ils aimaient bien mieux vivre sous un enfant et une femme qui leur appartenaient, que sous les Bourbons qui leur étaient absolument étrangers, poussèrent des cris de reconnaissance et d'admiration, saisirent les mains de Napoléon, les serrèrent avec une vive émotion, en s'écriant qu'il n'avait jamais été plus grand à aucune époque de sa vie. Après ces témoignages, qu'il reçut avec une médiocre satisfaction, sans laisser voir toutefois ce qu'il éprouvait, Napoléon leur dit : Mais maintenant que je viens de condescendre à vos désirs, vous me devez de défendre les droits de mon fils, qui sont les vôtres, de les défendre non-seulement de votre épée, mais de votre autorité morale. — Il leur annonça ensuite qu'il avait choisi deux d'entre eux pour accompagner le duc de Vicence à Paris, et pour aller négocier l'établissement de la régence de Marie-Louise. Il désigna Ney et Macdonald, en racontant comment il avait d'abord songé à Marmont, et pourquoi il y avait renoncé. Ney fut extrêmement flatté de ce choix; Macdonald en fut touché, car il n'avait jamais été l'un des amis personnels de l'empereur. — Maréchal, lui dit Napoléon, j'ai eu longtemps des préventions contre vous, mais, vous le savez, elles sont détruites. Je connais votre loyauté, et je suis sûr

que vous serez le plus solide défenseur des intérêts de mon fils. — En proférant ces mots, il lui tendit la main, que Macdonald pressa vivement dans les siennes, en promettant de justifier la confiance que l'empereur lui témoignait en cette occasion, promesse que bientôt il devait tenir noblement. Napoléon, quoiqu'il eût renoncé à envoyer Marmont à Paris, laissa cependant à ses plénipotentiaires la librrté de le prendre avec eux en passant à Essonne, s'ils croyaient sa présence utile, se réservant dans ce cas de le remplacer dans le poste qu'il occupait. Ces explications terminées, Napoléon lut l'acte suivant, qu'il venait de rédiger :

« Les puissances alliées ayant proclamé que l'Empereur Napoléon était le seul obstacle au rétablissement de la paix en Europe, l'Empereur Napoléon, fidèle à son serment, déclare qu'il est prêt à descendre du trône, à quitter la France et même la vie pour le bien de la patrie, inséparable des droits de son fils, de ceux de la régence de l'Impératrice, et des lois de l'Empire. Fait en notre palais de Fontainebleau, le 4 avril 1814. »

Cette rédaction ayant reçu une approbation unanime, Napoléon prit une plume pour y ajouter sa signature. Avant d'y apposer son nom, sentant la gravité de cette démarche malgré les projets secrets qu'il nourrissait, il fut saisi d'un regret douloureux, non pour le trône, mais pour les chances auxquelles on allait peut-être renoncer, et songeant encore à la position si imprudente prise par les alliés, il s'écria : Et pourtant... pourtant nous les battrions si nous voulions!... — Après cette exclamation, qui fit baisser la tête aux assistants, il signa la pièce, la remit à M. de Caulaincourt, et congédia ses trois ambassadeurs, toujours plus porté à combattre qu'à négocier, et résolu, si les moyens qu'il préparait ne se brisaient pas dans ses mains, d'interrompre à coups de canon la négociation nouvelle qu'on allait entamer à Paris.

Les maréchaux, accompagnés de M. de Caulaincourt, quittèrent immédiatement Fontainebleau, afin de se rendre auprès des monarques alliés. Ils devaient passer à Essonne pour se conformer aux intentions de Napoléon, et pour y faire demander au quartier général du prince de Schwarzenberg l'autorisation de traverser les avant-postes. Arrivés à Essonne vers cinq heures après midi, ils y trouvèrent en effet le maréchal Marmont, lui firent part de la mission dont ils étaient chargés, et qu'il était autorisé à partager avec eux. A leur grande surprise, le maréchal se montra froid, embarrassé, et peu disposé à les accompagner. Le malheureux, hélas! avait succombé à tous les piéges qu'on lui tendait depuis quatre jours!

L'ancien aide de camp qu'on lui avait dépêché la veille, M. de Montessuy, l'avait joint, et, après lui avoir communiqué les lettres du gouvernement provisoire, y avait ajouté ses propres exhortations. Il était facile à cet envoyé de parler avec effet, car il était convaincu, et pensait, avec tout le haut commerce de Paris dont il faisait partie, qu'il était temps de se séparer d'un gouvernement arbitraire et désastreusement belliqueux, qui avait jeté la France dans un abîme de maux, et n'était pas capable de l'en tirer. L'agent du gouvernement provisoire s'y était pris de plus d'une manière pour pénétrer dans une âme dont il connaissait toutes les issues. Après avoir parlé au patriotisme de Marmont, il avait passé à sa vanité, à son ambition. Il n'avait pas manqué de dire, en effet, que dans cette campagne Marmont s'était couvert de gloire, que la France, l'Europe avaient les yeux sur lui; que, seul entre les maréchaux, il avait assez d'intelligence politique pour comprendre ce qu'exigeaient les circonstances; que les circonstances commandaient de se séparer de Napoléon, d'entourer, de fortifier le gouvernement provisoire chargé de conclure la paix, de rappeler les Bourbons, et, en les rappelant, de leur imposer une sage constitution; qu'en secondant l'accomplissement de cette œuvre excellente il jouerait dans l'armée le rôle de M. de Talleyrand dans la politique, qu'il n'aurait sous les Bourbons qu'à choisir sa situation, qu'après le service qu'il aurait rendu tout lui serait dû, et qu'il réunirait le double avantage de sauver son pays et d'en être magnifiquement récompensé.

Il y avait assurément beaucoup de vérité dans ce qu'on disait là au malheureux Marmont, et de la part de celui qui le disait une entière sincérité. Il était vrai que pour de simples citoyens exempts de tout engagement personnel, ignorant la situation militaire, ne sachant pas s'il y avait encore des chances de battre la coalition, d'arracher de ses mains la France vaincue, le mieux était de se rattacher aux Bourbons, de tâcher d'obtenir avec eux une paix moins dure et un gouvernement moins despotique. Mais ces considérations devaient demeurer étrangères à un officier comblé

des bontés de Napoléon, à un soldat surtout chargé d'une consigne, celle de garder l'Essonne avec 20 mille hommes, consigne capitale qui intéressait non-seulement Napoléon, mais la France; car tant qu'il restait quelque part une force imposante, ce n'était pas seulement le sort de Napoléon, mais celui de la France qu'on pouvait améliorer en négociant, consigne sacrée enfin comme celle de tout soldat, jusqu'à ce qu'il en soit relevé.

Sans doute, un militaire ne cesse pas d'être citoyen parce qu'il est soldat, et parce qu'il verse son sang pour la patrie, ne perd pas le droit de s'intéresser à ses destinées, et d'y contribuer. Aussi Marmont pouvait-il courir à Fontainebleau auprès de Napoléon, forcer l'entrée de son palais, après l'entrée de son palais celle de son cœur, lui parler au nom de la France, le supplier de ne pas la déchirer davantage, de la céder aux Bourbons plus capables que lui de la réconcilier avec l'Europe et de la rendre libre; il pouvait lui dire toutes ces choses, s'il était de ceux qui les croyaient vraies, et puis s'il n'était pas écouté, il devait remettre à Napoléon son épée, avec son épée le poste qu'il occupait, et se rendre auprès du gouvernement provisoire pour apporter à ce gouvernement, en se ralliant publiquement à sa cause, une chose de grande valeur, une chose dont Marmont pouvait disposer sans ingratitude et sans trahison, son exemple! La reconnaissance, en effet, enchaîne l'intérêt personnel, mais n'enchaîne pas le devoir. Sans cette démarche préalable, livrer secrètement à l'ennemi la position de l'Essonne, était une trahison véritable!

Et pourtant Marmont n'avait pas l'âme d'un traître, loin de là! Mais il était vain, ambitieux et faible, et malheureusement il suffit de ces défauts dans des circonstances graves pour aboutir quelquefois à des actes que la postérité frappe de réprobation. Marmont avait écouté ce qu'on lui disait sur ses talents à la fois militaires et politiques, sur l'importance personnelle qu'il pouvait acquérir, sur les services qu'il pouvait rendre, et, cédant à l'appât trompeur d'une position immense dans l'État, égale peut-être à celle de M. de Talleyrand, il avait consenti à entrer en pourparlers avec le prince de Schwarzenberg, qui s'était, pour ce motif, transporté à Petit-Bourg. Après de nombreuses allées et venues, on était secrètement convenu des conditions suivantes : Marmont devait, avec son corps d'armée, quitter l'Essonne le lendemain, gagner la route de la Normandie où il se mettrait à la disposition du gouvernement provisoire, et comme il ne se dissimulait pas les conséquences d'un acte pareil, car non-seulement il enlevait à Napoléon près du tiers de l'armée, mais la position si importante de l'Essonne, il avait stipulé que si, par suite de cet événement, Napoléon tombait dans les mains des monarques alliés, on respecterait sa vie, sa liberté, sa grandeur passée, et on lui procurerait une retraite à la fois sûre et convenable. Cette seule précaution, dictée par un repentir honorable, condamnait l'acte de Marmont, en révélant toute la gravité que lui-même y attachait.

Ces conditions, consignées par écrit, avaient été remises au prince de Schwarzenberg. Mais ce n'était pas tout que d'avoir été séduit, il en fallait séduire d'autres, il fallait gagner les généraux de division, placés au-dessous du maréchal Marmont, car sans leur concours il était difficile de faire exécuter aux troupes le mouvement convenu. Il n'était pas, du reste, très-difficile de les entraîner. Ils ne savaient rien ou presque rien de la situation générale; ils ne savaient pas s'il était possible, ou non, d'arracher la France des mains de la coalition au moyen d'une dernière bataille; ils se disaient seulement ce que tout le monde se disait alors, c'est que Napoléon après avoir fait tuer le plus grand nombre d'entre eux, était prêt à faire tuer encore ceux qui survivaient pour obéir à son entêtement. Profitant de leur disposition d'esprit, Marmont leur dit qu'après avoir fait faute sur faute, après avoir laissé entrer les coalisés dans Paris, Napoléon voulait commettre la folie insigne de les attaquer dans Paris même, avec 50 mille hommes contre deux cent mille, d'exposer ainsi le peu de soldats qui lui restaient à être tués tous, en leur donnant pour tombeau les ruines de Paris et de la France. On pouvait assurément représenter ainsi les choses, car elles avaient par plus d'un côté cet affreux aspect. A de telles peintures, que répondirent les généraux à qui Marmont s'adressait? Ils répondirent qu'il ne fallait pas suivre Napoléon dans cette dernière et extravagante aventure, et qu'on devait mettre soi-même un terme aux malheurs de la France. Ils promirent donc de suivre Marmont sur Versailles, dès qu'il leur en donnerait l'ordre. Pour eux, ce qui par le fait est devenu une défection, n'était qu'une séparation légitime et urgente d'avec un insensé!

Tels étaient les liens dans lesquels les maréchaux trouvèrent Marmont enlacé, lorsqu'ils

arrivèrent à Essonne. Il hésita d'abord à s'expliquer, et n'opposa que de vains prétextes aux instances qu'ils lui firent pour l'emmener à Paris. Cependant comme il n'avait pas l'âme faite pour enfanter la trahison, pas plus que pour en porter le poids, il finit par tout avouer à Macdonald et à Caulaincourt, en palliant sa conduite le mieux possible, et en la motivant sur toutes les raisons qu'il pouvait donner, et qui ressemblaient fort, il faut le dire, à celles qui avaient porté les maréchaux eux-mêmes à exiger l'abdication de Napoléon. Macdonald, après avoir vivement blâmé l'acte de Marmont, s'efforça de lui démontrer que le meilleur moyen de réparer sa faute, c'était de redemander son engagement au prince de Schwarzenberg, en s'appuyant sur l'abdication conditionnelle de Napoléon, sacrifice qui les obligeait tous à défendre énergiquement les droits de son fils, et puis de se rendre à Paris pour y plaider auprès des souverains la cause du roi de Rome. Marmont, sans rien objecter à ces raisonnements, parut répugner néanmoins à se mettre dans une pareille contradiction avec lui-même, et resta plongé dans les plus vives perplexités. Un moment il se montra prêt à courir à Fontainebleau pour y solliciter l'indulgence de Napoléon, en lui avouant ses torts; mais soit crainte, soit confusion, il ne persista pas dans ce bon mouvement, et revint au conseil de Macdonald, celui de reprendre son engagement des mains du prince de Schwarzenberg, d'aller ensuite à Paris soutenir avec eux la cause du roi de Rome, en ayant soin de suspendre jusqu'au retour tout mouvement de son corps d'armée.

En effet, il appela ses généraux auprès de lui, les entretint de ce nouvel état de choses, leur annonça l'abdication conditionnelle de Napoléon, la négociation qui allait s'entamer sur cette base, et convint avec eux de s'abstenir de tout mouvement jusqu'à de nouveaux ordres de sa part. Il rejoignit ensuite M. de Caulaincourt et les maréchaux, et, l'autorisation de franchir les avant-postes étant arrivée, il les suivit à Petit-Bourg. Toutefois il ne voulut point entrer en même temps qu'eux, sous prétexte qu'il avait à s'expliquer en tête-à-tête avec le prince de Schwarzenberg, avant de prendre part aux conférences communes. M. de Caulaincourt et les maréchaux, introduits dans le château, eurent de vives altercations, d'abord avec le prince de Schwarzenberg qui soutenait imperturbablement la froide politique du cabinet autrichien, puis avec le prince royal de Wurtemberg qui parlait de Napoléon et de la France en termes fort amers. Le maréchal Ney, qui avait eu autrefois ce prince sous ses ordres, et ne l'avait guère ménagé, lui répondit avec hauteur que s'il était une maison en Europe qui eût perdu le droit d'accuser l'ambition de la France, c'était assurément celle de Wurtemberg. On était engagé dans ces fâcheux entretiens, lorsqu'on reçut la permission de se rendre à Paris, demandée pour les représentants de Napoléon. Ceux-ci partirent, et retrouvèrent en sortant le maréchal Marmont qui les attendait, après avoir obtenu, disait-il, de la loyauté du prince de Schwarzenberg la restitution de son engagement. Malgré cette assertion, tout porte à croire que le prince ne lui avait rendu sa parole que temporairement, pour la durée seule d'une négociation dont, à ses yeux, le succès était impossible, et à la condition d'exiger l'exécution de l'engagement pris, si cette négociation était rompue. Ce qui le prouve, c'est la publicité que les coalisés donnèrent immédiatement à la convention signée avec le maréchal Marmont.

M. de Caulaincourt et les maréchaux arrivèrent à l'hôtel de la rue Saint-Florentin, le 5 avril, vers une ou deux heures du matin. Quand on sut qu'ils venaient offrir l'abdication de Napoléon au profit du roi de Rome et de Marie-Louise, et appuyer cette négociation de toute l'autorité de l'armée, l'émotion fut grande autour du gouvernement provisoire, qui ne cessait d'avoir jour et nuit de nombreux assidus à sa porte, solliciteurs ou curieux. On tremblа à l'idée de voir Napoléon exerçant le pouvoir derrière sa femme et son fils, et se vengeant de ceux qui l'avaient abandonné. Depuis le 2 avril au soir, moment où la déchéance avait été prononcée, les royalistes s'étaient fort multipliés, les uns s'enhardissant peu à peu à professer une foi ancienne chez eux, les autres sentant le royalisme naître dans leur cœur avec le succès. Le nombre des gens compromis et disposés à s'alarmer s'était donc augmenté considérablement, et les alarmes furent poussées à ce point que le plus engagé de tous, M. de Talleyrand, se demanda lui-même s'il ne faudrait pas s'arrêter dans la voie où il avait fait tant de pas qu'on devait croire sans retour. En effet, importuné par M. de Vitrolles, qui insistait, comme on l'a vu, sur l'admission immédiate et sans condition de M. le comte d'Artois à Paris, il en était à débattre ces exigences, et allait même remettre une

lettre pour le prince à M. de Vitrolles, lorsqu'on avait annoncé les maréchaux. Frappé de leur apparition inattendue, il avait retenu cette lettre, et engagé M. de Vitrolles à rester jusqu'à ce que les derniers doutes fussent levés, ce que celui-ci avait accepté, voulant, lorsqu'il irait rejoindre le prince, n'avoir à lui annoncer que des résolutions certaines et définitives.

M. de Caulaincourt et les maréchaux eurent avec les membres du gouvernement provisoire un premier entretien court et froid, et qui serait devenu orageux, si la question n'avait pas dû se vider ailleurs. La nuit était avancée, et le roi de Prusse s'était retiré dans l'hôtel qui lui servait de résidence. L'empereur Alexandre, établi à l'hôtel Talleyrand, reçut tout de suite les envoyés de Napoléon. Avant de livrer ce prince à l'influence des nouveaux venus, M. de Talleyrand, qui craignait sa mobilité, s'efforça de fixer dans son esprit les idées qu'il avait déjà essayé d'y faire entrer, en lui répétant que Napoléon était impossible, parce qu'il était la guerre; que Marie-Louise était également impossible, parce qu'elle était Napoléon à peine dissimulé; que Bernadotte était ridicule; qu'il n'y avait d'admissible que les Bourbons; que d'ailleurs depuis cinq jours on avait marché constamment dans cette voie, et que la raison comme la loyauté voulaient qu'on n'abandonnât point des gens qui s'étaient compromis sur la foi des souverains alliés, à la puissance et à la parole desquels ils avaient dû croire. M. de Talleyrand ne s'en tint point à cette précaution, et il donna à l'empereur Alexandre une espèce de gardien, le général Dessoles, esprit ferme, avons-nous dit, engagé dans la cause des Bourbons, non par intérêt, mais par conviction, et capable de soutenir son opinion contre toute sorte de contradicteurs. Bien que n'ayant pas les mêmes titres que les maréchaux Ney et Macdonald pour parler au nom de l'armée, il avait cependant quelque droit de répondre à ceux qui, en parlant pour elle, ne se renfermeraient pas dans l'exacte vérité des choses.

Alexandre accueillit M. de Caulaincourt et les maréchaux avec la courtoisie qui lui était naturelle, et dont il ne faisait jamais plus volontiers étalage qu'en présence des militaires français. Après les avoir complimentés sur leurs exploits dans la dernière campagne, et sur le dévouement héroïque avec lequel ils avaient rempli leurs devoirs militaires, après avoir ajouté que, ces devoirs accomplis, il était temps pour eux de choisir entre un homme et leur pays, et de ne plus sacrifier leur pays par fidélité pour cet homme, il s'appliqua, ce qu'il faisait souvent, à retracer l'origine de la présente guerre, et à montrer, en remontant jusqu'à 1812, que c'était Napoléon seul qui l'avait provoquée. Il dit que la Russie avait supporté patiemment en 1809, en 1810, en 1811, toutes les charges de l'alliance, avait privé ses sujets de tout commerce pour se prêter aux combinaisons politiques de la France contre l'Angleterre, lorsque Napoléon, mobile autant qu'absolu, avait soudainement inventé une législation commerciale nouvelle, et prétendu l'imposer à ses alliés; qu'à cette époque, lui Alexandre, avait fait les représentations les plus amicales et les plus irréfutables; que néanmoins, malgré l'injustice de ce qu'on lui demandait, il était disposé à un dernier sacrifice, quand Napoléon avait brusquement envahi son territoire et l'avait mis dans la nécessité de se défendre; qu'alors, secondé par le courage de son armée et par son climat, il avait repoussé l'envahisseur; qu'arrivé sur la Vistule il se serait arrêté, si l'Europe opprimée n'avait imploré son secours; qu'après Lutzen et Bautzen, les souverains alliés avaient voulu s'entendre avec Napoléon, lui laisser ses immenses conquêtes, et alléger seulement le joug qui pesait sur eux, mais qu'il s'y était obstinément refusé; que sur le Rhin on s'était arrêté de nouveau pour lui offrir ce beau fleuve comme frontière, et qu'il n'avait pas répondu; qu'à Châtillon on lui avait offert la France de Louis XIV et de Louis XV, qu'il avait refusé encore, et qu'alors il avait bien fallu venir chercher à Paris la paix qu'on n'avait pu trouver nulle part; qu'entrés dans Paris, les souverains alliés ne voulaient ni humilier la France, ni lui imposer un gouvernement; qu'ils étaient occupés de bonne foi à découvrir celui qu'elle désirait véritablement, celui qui, en lui donnant le bonheur, assurerait à l'Europe le repos; qu'ils n'avaient aucun pacte avec les Bourbons, et que s'ils inclinaient vers eux, c'était plutôt par nécessité que par choix; qu'ils étaient prêts, tant leur déférence pour l'opinion de la France était grande, à adopter le gouvernement que les députés de l'armée, ici présents, désigneraient, à condition seulement que ce gouvernement n'eût rien d'alarmant pour l'Europe. Redoublant alors de flatteries à l'égard de ses interlocuteurs, Alexandre ajouta : Entendez-vous, messieurs, entre vous; adoptez la constitution qui vous plaira; choisissez le chef qui conviendra le mieux

à cette constitution, et, si c'est parmi vous, qui par vos services et votre gloire réunissez tant de titres, qu'il faut aller prendre ce nouveau chef de la France, nous y consentirons de grand cœur, et nous l'adopterons avec empressement, pourvu qu'il ne menace ni notre repos ni notre indépendance. —

Le maréchal Ney, que son impétuosité naturelle portait toujours à se mettre en avant, se hâta de répondre aux paroles courtoises du czar, et, trop pressé même d'entrer dans ses idées, il dit qu'ils avaient souffert plus que personne de ces guerres incessantes dont se plaignait l'Europe, que ce dominateur absolu dont elle ne voulait plus, ils en avaient été les premières victimes, car le continent était couvert des corps de leurs compagnons d'armes, et que, quant à eux, ils ne seraient pas les moins ardents à désirer son éloignement du trône. — Ce langage, quelque vrai qu'il pût être, était peu adroit, et peu fait surtout pour imposer à des souverains dont on ne pouvait modifier les résolutions qu'en leur exagérant le dévouement de l'armée pour Napoléon. Il produisit sur Alexandre une impression sensible, que regrettèrent les collègues du trop fougueux maréchal. Il poursuivit son discours, et répondant à l'insinuation flatteuse d'Alexandre en faveur d'un candidat choisi parmi les militaires français, insinuation qui, si elle avait été sérieuse, n'aurait pu se rapporter qu'à Bernadotte, il donna à entendre que, parmi les hommes d'épée, il n'y en avait qu'un qui fût parvenu à cette hauteur d'où l'on peut régner sur les peuples, que celui-là, condamné par la fortune, s'était mis lui-même hors de cause par son abdication, qu'après lui aucun militaire n'oserait afficher de telles prétentions, et que le seul qui osât peut-être y penser, couvert du sang français, révolterait tous les cœurs; que le fils de Napoléon, avec sa mère pour régente, était donc le seul gouvernement présentable à l'armée et à la France.

Cette proposition nettement formulée, Ney et Macdonald, l'un après l'autre, défendirent avec véhémence, et une sorte d'éloquence toute militaire, la cause du roi de Rome. Ils s'élevèrent avec passion contre l'idée du rappel des Bourbons, s'attachant à démontrer la difficulté de les faire admettre par la France nouvelle qui ne les connaissait pas, et de leur faire accepter à eux-mêmes cette France qu'ils ne connaissaient pas davantage, la probabilité par conséquent de voir bientôt éclater entre le trône et le pays une incompatibilité de sentiments qui amènerait des troubles fâcheux, et tromperait les espérances de repos que l'Europe fondait sur la restauration de l'ancienne dynastie. Puis ils firent valoir la convenance, bien grande suivant eux, de laisser les générations nouvelles sous un gouvernement de même nature qu'elles, composé des hommes qui depuis vingt ans administraient les affaires publiques, qui détestaient autant que l'Europe elle-même le système de la guerre continue, car ils en avaient supporté tout le poids, et qui d'ailleurs auraient à leur tête une princesse dont les souverains alliés ne pouvaient se défier, puisqu'elle était la fille de l'un d'entre eux. Parlant enfin pour l'armée en particulier, les maréchaux dirent qu'il était bien dû quelque chose à ces guerriers qui avaient tant versé leur sang pour la France, et qui étaient prêts à en verser le reste si on les y obligeait, qui seuls en ce moment retenaient le désespoir de Napoléon, et qu'on leur devait au moins, au lieu de les faire vivre sous des princes qui les flatteraient en les détestant, de les placer sous le fils du général auquel ils avaient dévoué leur existence, et qui les avait conduits vingt ans à la victoire.

Ces considérations, présentées avec une extrême chaleur, ne laissèrent pas de produire sur Alexandre une impression visible. Essayant de contredire les deux maréchaux, plutôt pour les pousser à donner toutes leurs raisons que pour les combattre, il leur cita les actes récents du Sénat, leur fit remarquer qu'on avait déjà fait bien des pas vers la restauration de l'ancienne dynastie, et que les représentants les plus qualifiés de la Révolution et de l'Empire n'avaient pas hésité à se prononcer en sa faveur.

Au premier mot dit sur le Sénat, le maréchal Ney ne put contenir sa colère. — Ce misérable Sénat, s'écria-t-il, qui aurait pu nous épargner tant de maux en opposant quelque résistance à la passion de Napoléon pour les conquêtes, ce misérable Sénat toujours pressé d'obéir aux volontés de l'homme qu'il appelle aujourd'hui un tyran, de quel droit élève-t-il la voix en ce moment? Il s'est tu quand il aurait dû parler, comment se permet-il de parler maintenant que tout lui commande de se taire? La plupart de messieurs les sénateurs jouissaient paisiblement de leurs dotations pendant que nous arrosions l'Europe de notre sang. Ce n'est pas eux qui ont droit de se plaindre du règne impérial, c'est nous, militaires, qui en avons supporté les rigueurs; et si, oubliant toute convenance, ils osent afficher des prétentions, mettez-nous en

face d'eux, Sire, et vous verrez si leur bassesse pourra élever la voix en notre présence.

Ému par ces paroles, Alexandre parut prêt à consentir à une conférence des maréchaux avec les principaux sénateurs. Le général Dessoles, voyant combien on perdait de terrain, essaya d'intervenir dans cette discussion. Il le fit avec véhémence, et même avec une certaine rudesse. On l'interrompit plusieurs fois, et le débat devint confus et violent. Ne trouvant guère d'appui autour de lui, le général Dessoles fit alors une sorte d'appel à la loyauté d'Alexandre, et lui représenta qu'on s'était bien engagé dans la voie du rétablissement des Bourbons pour reculer, qu'une foule d'honnêtes gens s'étaient compromis sur la foi des souverains alliés, et qu'il ne serait pas loyal de les abandonner. Cet argument vrai, mais un peu égoïste, et déjà allégué par M. de Talleyrand, n'allait guère au noble caractère du général Dessoles, qui n'était conduit en ceci que par des convictions désintéressées; il finit aussi par blesser l'empereur Alexandre. Ce prince répondit fièrement que personne n'aurait jamais à regretter de s'être fié à lui et à ses alliés, qu'ils ne s'agissait pas ici d'intérêts personnels, mais d'intérêts généraux, embrassant la France, l'Europe et le monde, et quo c'était par des vues plus élevées qu'il fallait se guider. Rompant l'entretien qui avait duré presque toute la nuit, et faisant remarquer qu'il était seul présent parmi les souverains, car le roi de Prusse lui-même était absent, Alexandre congédia gracieusement les maréchaux en leur donnant rendez-vous pour le milieu de la matinée, afin de leur communiquer ce qu'après de mûres réflexions auraient décidé les monarques alliés.

Bien qu'on eût fait trop de pas sur le chemin qui menait à la restauration des Bourbons pour revenir aisément en arrière, la cause du roi de Rome et de Marie-Louise ne semblait pas tout à fait perdue, et les maréchaux, se faisant illusion, sortirent de cette première entrevue avec plus d'espérance qu'il n'était raisonnable d'en concevoir. Écoutés par Alexandre avec complaisance, traités avec des égards qui étaient presque du respect, échauffés par la discussion, ils se retirèrent de chez lui fort animés, et en apercevant dans l'antichambre de l'empereur de Russie les hommes qui naguère faisaient foule dans les antichambres de Napoléon, ils ne surent pas se contenir, quoiqu'ils dussent bientôt donner eux-mêmes le spectacle qui les blessait si fort en cet instant. La discussion reprit sur-le-champ avec les membres du gouvernement provisoire et avec plusieurs de ses ministres. Elle fut moins mesurée que devant l'empereur Alexandre. Le général Beurnonville ayant voulu s'adresser au maréchal Macdonald: Retirez-vous, lui dit celui-ci; votre conduite a effacé en moi une amitié de vingt années. — Puis rencontrant sur ses pas le général Dupont: Général, lui dit-il, on avait été injuste, cruel peut-être à votre égard, mais vous avez bien mal choisi l'occasion et la manière de vous venger. — Le maréchal Ney ne fut pas plus réservé, et cette scène allait prendre un caractère fâcheux, lorsque M. de Talleyrand fit remarquer aux interlocuteurs que le lieu n'était pas convenable pour discuter de la sorte, car on était chez l'empereur de Russie auquel on manquait ainsi de respect, et il les invita à descendre chez lui, où ils se trouveraient dans les appartements du gouvernement provisoire. — Nous ne reconnaissons pas votre gouvernement provisoire, et nous n'avons rien à lui dire, répondit le maréchal Macdonald; puis il sortit brusquement, emmenant avec lui ses collègues.

Les négociateurs de Napoléon se rendirent chez le maréchal Ney pour y passer le reste de la nuit, et attendre la réponse des souverains alliés, qui devait leur être remise dans le courant de la matinée.

Pendant que cette grave question se discutait avec des chances diverses dans l'hôtel de la rue Saint-Florentin, elle se résolvait ailleurs, non par des arguments vrais ou faux, mais par le plus mauvais de tous, par une défection. Napoléon, comme on l'a vu, n'attachait pas grande importance à la démarche tentée par les maréchaux, et no songeait qu'au projet de passer l'Essonne avec les 70 mille hommes qui lui restaient, pour accabler les coalisés, ou s'ensevelir avec eux sous les ruines de Paris. Ayant besoin de Marmont qui commandait le corps établi sur l'Essonne, il l'avait mandé à Fontainebleau afin de lui donner ses dernières instructions. Prévoyant toutefois que Marmont aurait pu suivre les maréchaux à Paris, il avait prescrit qu'on lui envoyât à son défaut le général chargé de le remplacer.

Il avait confié cette commission au colonel Gourgaud. Cet officier, brave et dévoué, mais ne transmettant pas toujours les ordres de l'empereur avec la mesure convenable, se montra surpris de ne pas trouver le maréchal Marmout à son poste, et demanda d'un ton presque menaçant l'officier qui commandait à sa place. A le

voir, on eût dit qu'il représentait un maître irrité, instruit de ce qui s'était passé à Petit-Bourg entre Marmont et le prince de Schwarzenberg. Il n'en était rien pourtant. Napoléon et le colonel Gourgaud ignoraient tout, mais ce dernier, cédant aux fâcheuses habitudes de l'état-major impérial, allait à son insu déterminer un événement de grande importance. Il y a des temps où la fortune, après vous avoir tout pardonné, ne vous pardonne plus rien, et vous punit non-seulement de vos fautes, mais de celles d'autrui. Napoléon l'éprouva cruellement en cette circonstance.

C'était le vieux général Souham qui, en sa qualité de plus ancien divisionnaire, commandait en l'absence du maréchal Marmont. Le colonel Gourgaud parla du même ton, tant à lui qu'aux autres généraux, Compans, Bordessoulle, Meynadier, et, par surcroît de malheur, un nouvel ordre arriva en cet instant, ordre écrit cette fois, adressé directement au général Souham, et lui prescrivant de se rendre immédiatement à Fontainebleau. C'était la suite naturelle d'un usage établi à l'état-major impérial, et consistant à répéter par écrit tous les ordres verbaux de l'empereur. Le vieux Souham ne fit pas cette réflexion si simple, mais frappé de la manière dont le colonel Gourgaud avait parlé, frappé plus encore de la répétition écrite des mêmes ordres, et ayant en ce moment la défiance d'une conscience qui n'était pas irréprochable, il conçut sur-le-champ une pensée des plus malheureuses. Napoléon, suivant lui, savait tout ; il connaissait non-seulement la convention secrète conclue par le maréchal Marmont avec le prince de Schwarzenberg, mais l'adhésion qu'elle avait reçue des généraux divisionnaires du 6e corps, et il les appelait à Fontainebleau pour les faire arrêter, peut-être même fusiller. Le général Souham était un général de la révolution, excellent homme de guerre, ancien ami de Moreau, ayant conservé pour Napoléon la haine sourde de tous les généraux de l'armée du Rhin, se plaignant comme Vandamme, et avec autant de motifs, de n'avoir pas été fait maréchal, resté républicain au fond du cœur, et assez habitué aux procédés révolutionnaires pour croire Napoléon capable des actes les plus violents. Il assembla tout de suite ses collègues, les généraux Compans, Bordessoulle, Meynadier, leur dit que Napoléon, évidemment informé de ce qui s'était passé, les appelait auprès de lui pour les faire fusiller, et qu'il n'était pas d'humeur à s'exposer à une fin pareille. Ils n'en étaient pas plus d'avis que lui, et après quelques objections qui tombèrent devant l'affirmation répétée que Napoléon savait tout, ils consentirent à ce que proposait le général Souham, c'est-à-dire à ne pas attendre le retour du maréchal Marmont pour exécuter la convention conclue avec le prince de Schwarzenberg, et par conséquent à passer l'Essonne pour se mettre aux ordres du gouvernement provisoire. Le général Souham était si rempli de l'idée qu'on l'appelait pour s'emparer de sa personne, qu'il avait établi un piquet de cavalerie sur la route de Fontainebleau, avec ordre d'arrêter et d'abattre le premier officier d'état-major qui paraîtrait, si Napoléon, par impatience d'être obéi, renouvelait ses messages. Le colonel Fabvier, attaché à l'état-major du maréchal Marmont, désolé de ces résolutions si légères et si fâcheuses, s'efforça en vain de calmer le général Souham, de lui prouver qu'il s'exagérait le danger de sa situation, qu'au surplus les précautions qu'il venait de prescrire pour garder la route devaient le rassurer, qu'il n'avait qu'à y joindre celle de rester de sa personne au delà de l'Essonne, de manière à s'échapper au premier signal, que ne pas s'en tenir là, mais prendre sur soi le déplacement des troupes, c'était mériter et peut-être encourir le traitement qu'il redoutait bien à tort en ce moment. Rien ne put calmer cet esprit effaré, et aux excellentes raisons du colonel Fabvier il ne sut opposer que cet adage vulgaire de la soldatesque : *Il vaut mieux tuer le diable que se laisser tuer par lui.* Il persista donc dans son erreur.

Poussés par cette fatale illusion, les généraux divisionnaires du 6e corps avertirent le prince de Schwarzenberg, ou ceux qui le remplaçaient, de leur prochain mouvement, et craignant de rencontrer de fortes oppositions de la part des troupes, ordonnèrent que tous les officiers des régiments, depuis les colonels jusqu'aux sous-lieutenants, marchassent avec leurs soldats et à leur poste, de peur que les officiers se réunissant pour s'entretenir, ne vinssent à se communiquer leurs réflexions, peut-être leurs doutes, et ne fussent ainsi amenés à un soulèvement contre des chefs dont ils auraient deviné la défection.

Ces précautions une fois prises, le 6e corps conduit par ses généraux franchit l'Essonne vers quatre heures du matin, le 5, pendant que les maréchaux étaient en conférence rue Saint-Florentin. Il s'avança en silence vers les avant-postes ennemis. Les troupes obéirent, ignorant la faute

qu'on leur faisait commettre, les unes supposant que c'était la suite de l'abdication dont la nouvelle s'était répandue dans la soirée, les autres que c'était un mouvement concerté pour surprendre l'ennemi. Pourtant en voyant les soldats alliés border paisiblement les routes, et les laisser passer sans faire feu, elles commencèrent à concevoir des soupçons. Bientôt même elles murmurèrent. Quelques officiers complices de la défection cherchèrent à les apaiser, en alléguant divers prétextes, et firent continuer la marche sur Versailles. Mais les murmures allaient croissant à chaque pas, et tout présageait un soulèvement en arrivant à Versailles même. Ainsi passa à l'ennemi le 6e corps, à une seule division près, celle du général Lucotte, à qui l'ordre parut suspect et qui refusa de l'exécuter. La ligne de l'Essonne resta donc découverte, et le 6e corps, si nécessaire à l'exécution des projets de Napoléon, fut complétement perdu pour lui.

Le brave colonel Fabvier, n'ayant aucun moyen d'empêcher cette triste résolution, n'avait vu d'autre ressource, pour en prévenir les effets, que de se transporter en toute hâte à Paris auprès du maréchal Marmont. Mais dépourvu d'autorisation, il eut beaucoup de peine à franchir les avant-postes ennemis, n'y réussit qu'à force de sollicitations et de faux prétextes, arriva enfin à l'hôtel Talleyrand, n'y rencontra plus le chef qu'il cherchait, courut chez le maréchal Ney, y trouva les trois maréchaux assemblés, et fit à Marmont le récit qu'on vient de lire.

En apprenant cette terrible nouvelle, Marmont éprouva une violente émotion. — Je suis perdu, s'écria-t-il, déshonoré à jamais! — Le malheureux, hélas! ne crut pas assez ce qu'il disait, car il aurait fait les derniers efforts pour écarter de lui toute part de responsabilité dans cette défection. Mais il se contenta de gémir, de se plaindre, et de demander des consolations à ses collègues (fort peu disposés à lui en offrir), au lieu d'aller lui-même à Versailles afin de ramener ses troupes à leur poste à travers tous les périls. Tandis qu'il consumait le temps en doléances inutiles, un message de l'empereur de Russie vint annoncer aux représentants de Napoléon qu'ils étaient attendus rue Saint-Florentin. Ils partirent, suivis de Marmont qui ne cessait de se lamenter sans agir, et dépourvus d'espérance depuis la fatale nouvelle qui était venue les surprendre.

Pendant que cette scène se passait sur la route de Versailles, les auteurs de la restauration des Bourbons s'étaient donné eux aussi beaucoup de mouvement. L'empereur Alexandre avait paru si ému du langage tenu par les maréchaux, et ses alliés eux-mêmes, bien que naturellement portés pour les Bourbons, avaient paru si touchés de l'avantage de terminer immédiatement la guerre par un accord avec Napoléon, que les royalistes réunis chez M. de Talleyrand conçurent de véritables alarmes. Ils redirent à l'empereur Alexandre tout ce qu'ils lui avaient déjà dit bien des fois depuis cinq jours; ils dépêchèrent le général Beurnonville auprès du roi de Prusse, pour lui répéter les mêmes choses; ils n'avaient rien à faire pour persuader le prince de Schwarzenberg, mais ils le supplièrent de ne pas faiblir. En un mot ils ne négligèrent aucun soin pour prévenir un retour de fortune qui dépendait surtout de la mobile volonté d'Alexandre. Ces efforts du reste étaient à peu près superflus, car on n'avait rien à dire aux cours alliées pour leur démontrer que les Bourbons valaient mieux que Napoléon caché derrière la régence de sa femme, mais elles craignaient de pousser Napoléon au désespoir, et ce motif était le seul qui pût les faire hésiter. Pourtant, après s'être réunis à l'hôtel Saint-Florentin, et avoir délibéré, les représentants de la coalition furent d'avis de persévérer, premièrement parce qu'ils s'étaient déjà fort avancés en faisant prononcer la déchéance de Napoléon et de ses héritiers, secondement parce que les Bourbons étaient bien autrement rassurants pour eux qu'une régence qui laisserait à Napoléon la tentation et le moyen de reprendre le sceptre, avec le sceptre l'épée; enfin parce que l'œuvre de se débarrasser de l'oppresseur commun étant si avancée, il valait mieux la pousser à terme, même au prix d'une dernière effusion de sang, que de l'abandonner presque accomplie. Ils avaient donc chargé Alexandre de déclarer qu'on persistait dans ce qui avait été primitivement décidé, mais sans lui communiquer une résolution énergique qu'ils n'avaient pas eux-mêmes, et sans lui donner pour les Bourbons une ardeur de zèle qui leur manquait.

Alexandre, entouré du roi de Prusse et des ministres de la coalition, reçut les maréchaux présentés par M. de Caulaincourt, avec la même bienveillance que la veille. Il exprima encore une fois cette idée, reproduite depuis quelques jours jusqu'à satiété, que les souverains alliés étaient venus à Paris pour y chercher la paix, et nullement pour humilier la France ou lui imposer un gouvernement; puis il répéta, d'une manière

précise et résolue, les raisons déjà énoncées contre le maintien personnel de Napoléon sur le trône de France, mais d'une manière beaucoup moins ferme celles qu'on pouvait alléguer contre la régence de Marie-Louise. Il se prononça sur cette dernière partie du sujet d'une façon qui n'avait rien d'absolu, et qui laissait même ouverture au renouvellement de la discussion. Elle recommença en effet; les maréchaux répétèrent avec une extrême véhémence ce qu'ils avaient dit contre le rappel des Bourbons, et se montrèrent presque menaçants en parlant des forces qui restaient à Napoléon, et du dévouement qu'il trouverait de leur part pour la défense des droits du roi de Rome. Alexandre, vivement perplexe, regardait tantôt les interlocuteurs, tantôt ses alliés, comme s'il eût songé à une solution autre que celle qu'il avait mission de notifier[1], lorsque entra tout à coup un aide de camp qui lui adressa en langue russe quelques mots à voix basse. M. de Caulaincourt, comprenant un peu cette langue, crut deviner qu'on annonçait au czar la défection du 6e corps, évidemment ignorée de ce monarque, à en juger par son étonnement. — Tout le corps? demanda Alexandre en avançant son oreille qui était un peu dure. — Oui, tout le corps, répondit l'aide de camp. — Alexandre revint aux négociateurs, mais distrait, et paraissant écouter à peine ce qu'on lui disait. Il s'éloigna ensuite un instant, pour s'entretenir avec ses alliés. Pendant que les trois négociateurs étaient seuls (Marmont n'avait pas osé se joindre à eux cette fois), M. de Caulaincourt dit aux deux maréchaux que tout était perdu, car il ne pouvait plus douter que la nouvelle apportée à l'empereur Alexandre ne fût celle de la défection du 6e corps, et que cette nouvelle ne changeât toutes les dispositions du czar. Alexandre reparut bientôt, mais cette fois ferme dans son attitude, décidé dans son langage, et déclarant qu'il fallait renoncer soit à Napoléon, soit à Marie-Louise, que les Bourbons seuls convenaient à la France comme à l'Europe, que du reste l'armée au nom de laquelle on parlait était au moins divisée, car il apprenait à l'instant qu'un corps entier avait passé sous la bannière du gouvernement provisoire, que toute l'armée suivrait sans doute ce bon exemple, qu'elle rendrait ainsi à la France un service au moins égal à tous ceux qu'elle lui avait déjà rendus, que sa gloire et ses intérêts seraient soigneusement respectés, que les princes rappelés au trône fonderaient sur elle, sur son appui, sur ses lumières, le nouveau règne; que pour ce qui regardait Napoléon, il n'avait qu'à s'en fier à la loyauté des souverains alliés, et qu'il serait traité, lui et sa famille, d'une manière conforme à sa grandeur passée. Ces paroles dites, Alexandre entretint les maréchaux l'un après l'autre, témoigna à Macdonald l'estime qui lui était due, caressa Ney de manière à troubler la tête malheureusement faible de ce héros, et retint quelques instants M. de Caulaincourt. Là, dans un court entretien, il laissa voir à celui-ci que les dernières indécisions des alliés avaient été terminées par l'événement qui s'était passé la nuit sur l'Essonne, car à partir de ce moment on avait bien compris que Napoléon ne pouvait plus rien tenter, et qu'il ne lui restait qu'à se résigner à sa destinée. L'empereur Alexandre renouvela les assurances qu'il avait déjà données du traitement le plus généreux à l'égard de Napoléon, ne dissimula pas qu'il s'était peut-être beaucoup avancé en offrant l'île d'Elbe, mais il ajouta qu'il tiendrait son engagement, et promit d'une manière formelle de faire accorder à Marie-Louise et au roi de Rome une principauté en Italie. Puis il congédia M. de Caulaincourt en le pressant de revenir au plus tôt avec les pouvoirs de son maître afin d'achever cette négociation, car d'heure en heure la situation de Napoléon perdait ce que gagnait celle des Bourbons, et les dédommagements qu'on était disposé à lui accorder devaient en être fort amoindris.

M. de Caulaincourt, resté seul avec Macdonald, qui ne l'avait pas quitté, s'apprêta à retourner à Fontainebleau. Ney, entouré par les membres et les ministres du gouvernement provisoire, retenu au milieu d'eux, fut comblé de témoignages capables d'ébranler la tête la plus solide. Le maréchal Marmont, de son côté, était venu chez M. de Talleyrand, où il allait être exposé à de nouvelles séductions. Il arrivait consterné de ce qui s'était passé sur l'Essonne, et cherchant dans les yeux des assistants un jugement qu'il craignait de trouver sévère, surtout en se rappelant ce que les maréchaux, ses collègues, lui avaient dit le matin. Mais au lieu d'expressions improbatives, ou au moins équivoques, il ne rencontra partout que l'assentiment le plus flatteur, les serrements de main les plus expressifs. On lui dit qu'après avoir héroïquement fait son devoir dans la dernière campagne, il venait de

[1] Je parle d'après le témoignage écrit des hommes les plus dignes de foi, et les moins hostiles au maréchal Marmont et aux Bourbons.

mettre le comble à sa belle conduite en sauvant la France par la détermination qu'il avait prise, qu'il n'était aucun prix trop grand pour un tel service, et que les Bourbons se hâteraient d'acquitter ce prix, quel qu'il pût être. L'infortuné Marmont était prêt d'abord à protester contre les faux mérites qu'on lui attribuait. Mais, assailli de félicitations, il n'eut pas la force de repousser tant d'honneur, tant d'espérances brillantes, et sans s'en douter, sans le vouloir, acceptant les compliments, il accepta la réprobation qui depuis est restée si cruellement attachée à sa mémoire.

Dans les révolutions, les péripéties sont promptes et brusques. Tandis que les allants et venants de l'hôtel Talleyrand, ravis d'apprendre la défection du 6e corps et la résolution définitive des alliés, comblaient Marmont de compliments, cherchaient ainsi à l'associer à leur joie et à leurs espérances, une nouvelle soudaine vint altérer un instant leur félicité. Tout à coup, on répandit le bruit qu'une sédition militaire avait éclaté à Versailles parmi les soldats du 6e corps; que ces soldats, se disant trompés par leurs généraux, voulaient les fusiller, et qu'on n'était pas bien sûr des conséquences de cet accident imprévu. Avec plus de calme qu'on n'en conserve en pareille circonstance, on aurait compris qu'un corps de 15 mille hommes, séparé du gros de l'armée française, complétement entouré par les troupes alliées, serait anéanti ou désarmé s'il essayait de revenir sur ce qu'il avait fait. Mais on ne raisonne pas aussi juste dans le tumulte des journées de révolution. On craignit que ce corps, revenant en arrière par un coup de désespoir héroïque, ne rallumât les passions des troupes restées à Fontainebleau ainsi que l'ardeur belliqueuse de Napoléon, ne donnât même une forte émotion au peuple de Paris, tranquille en apparence, mais frémissant à la vue des étrangers, et ne fût en quelque sorte la cause d'un changement complet de scène. On fut ému et profondément troublé.

Un homme seul pouvait empêcher que l'heureux événement de la nuit ne devînt si promptement malheureux, et cet homme, c'était le maréchal Marmont. Ce maréchal effectivement devait avoir sur les troupes du 6e corps une grande influence, et plus que personne il était capable de les maintenir dans la voie où elles avaient été engagées. On l'entoura donc, et on le supplia d'aller achever l'œuvre commencée. On lui répéta pour la centième fois que le rétablissement de Napoléon contre l'Europe entière était impossible; que l'Europe, fût-elle vaincue sous les murs de Paris, ne se tiendrait point pour battue, recommencerait la guerre avec un nouvel acharnement; que la France serait ainsi exposée à une affreuse prolongation de maux; que la paix avec les frontières de 1790, que les Bourbons avec des garanties légales, étaient bien préférables à des chances pareilles, qu'au surplus, lui Marmont, était entré dans cette voie, qu'il y avait poussé son corps d'armée, que reculer maintenant serait hors de son pouvoir, resterait inexplicable, et que, déjà perdu avec Napoléon, il le serait à jamais avec les Bourbons. — Marmont qui ne voulait pas être ainsi perdu avec tout le monde, et qui, d'ailleurs, après avoir eu la faiblesse d'accepter des félicitations imméritées, désirait acquérir des titres incontestables à la faveur royale, se décida à partir pour Versailles, afin de ramener à l'obéissance les troupes mutinées du 6e corps. Il s'y rendit sur-le-champ, et, arrivé sur les lieux, trouva ses soldats en pleine insurrection, réunis hors de la ville, et refusant de reprendre leurs rangs malgré les efforts du général Bordessoulle auquel ils reprochaient vivement la conduite qu'on leur avait fait tenir. L'arrivée imprévue du maréchal Marmont leur causa une véritable satisfaction. Comme il était absent au moment où la défection s'était accomplie, ils supposaient qu'il l'avait ignorée, et en le voyant accourir, ils furent persuadés qu'il venait les tirer du mauvais pas où on les avait engagés. En outre, Marmont s'était acquis leurs sympathies par sa brillante bravoure dans la dernière campagne. Il se présenta donc à eux, fit appel à leurs souvenirs, retraça les circonstances périlleuses où il les avait commandés, et où il avait toujours été le premier au danger, réussit ainsi à leur arracher des acclamations, et, après avoir établi ses droits à leur confiance, leur dit que les ayant toujours conduits dans le chemin de l'honneur, il ne les en ferait pas sortir maintenant, qu'il les y conduirait encore lorsque ce chemin s'ouvrirait devant eux; mais que dans l'état de trouble où il les voyait, ils ne pouvaient être que des instruments de désordre, destinés à être vaincus par le premier ennemi qu'ils rencontreraient sur leurs pas, qu'il les suppliait donc de rentrer dans le devoir, de se replacer sous leurs chefs, promettant, dès qu'ils seraient redevenus une véritable armée, de revenir parmi eux, et d'y demeurer jusqu'à ce que la France fût sortie de la crise affreuse où elle se trouvait.

— Marmont n'en dit pas davantage, et ses soldats expliquèrent ses réticences par le voisinage de l'ennemi qui les entourait de toutes parts. Ils se calmèrent, reprirent leurs rangs, et parurent disposés à attendre patiemment ce qu'il ferait d'eux. Au surplus il suffisait de quelques instants de soumission pour qu'on n'eût plus rien à craindre de leur mutinerie. Les coalisés naturellement allaient placer entre le 6e corps et Fontainebleau une barrière impossible à franchir.

Marmont retourna tout de suite à Paris pour annoncer l'heureux résultat de sa courte mission, pour recevoir les flatteries de cet hôtel de la rue Saint-Florentin qui l'avaient perdu, et dont il ne pouvait plus se passer. On l'y entoura de nouveau, on le combla de plus de caresses que jamais, et on lui promit cette éternelle reconnaissance, qui, de la part des peuples, des partis et des rois, n'est pas toujours assurée aux services même les plus purs et les plus avouables!

Ainsi s'accomplit cette défection, qu'on a appelée la trahison du maréchal Marmont. Si l'acte de ce maréchal avait consisté à préférer les Bourbons à Napoléon, la paix à la guerre, l'espérance de la liberté au despotisme, rien n'eût été plus simple, plus légitime, plus avouable. Mais même en ne tenant aucun compte des devoirs de la reconnaissance, on ne peut oublier que Marmont était revêtu de la confiance personnelle de Napoléon, qu'il était sous les armes, et qu'il occupait sur l'Essonne un poste d'une importance capitale : or, quitter en ce moment cette position avec tout son corps d'armée, par suite d'une convention secrète avec le prince de Schwarzenberg, ce n'était pas opter comme un citoyen libre de ses volontés, entre un gouvernement et un autre, c'était tenir la conduite du soldat qui déserte à l'ennemi! Cet acte malheureux, Marmont a prétendu depuis n'en avoir qu'une part, et il est vrai qu'après en avoir voulu et accompli lui-même le commencement, il s'arrêta au milieu, effrayé de ce qu'il avait fait! Ses généraux divisionnaires, égarés par une fausse terreur, reprirent l'acte interrompu et l'achevèrent pour leur compte ; mais Marmont en venant s'en approprier la fin par sa conduite à Versailles, consentit à l'assumer tout entier sur sa tête, et à en porter le fardeau aux yeux de la postérité!

Les agitations étaient tout aussi grandes mais d'une autre nature à Fontainebleau. Les trois plénipotentiaires y étaient retournés vers la fin de cette journée du 5, pour y transmettre la réponse définitive des souverains alliés. Le maréchal Ney, comblé des caresses du gouvernement provisoire, s'était fait fort d'obtenir et de rapporter l'abdication pure et simple de Napoléon. Aussi n'avait-il point attendu ses deux collègues pour partir, soit désir d'être seul, soit excès d'empressement à tenir ses promesses. Il avait trouvé Napoléon instruit de la défection du 6e corps, en appréciant mieux que personne les conséquences militaires et politiques, calme d'ailleurs, montrant d'autant plus de hauteur que la fortune montrait plus d'acharnement contre lui, et n'étant disposé à laisser voir ce qu'il éprouvait qu'aux deux ou trois personnages qui avaient exclusivement sa confiance. Napoléon remercia poliment le maréchal Ney d'avoir accompli sa mission, mais ne le mit guère sur la voie des épanchements et des conseils, devinant à son attitude, à son empressement à arriver le premier, qu'il avait un vif désir de contribuer au dénoûment, et peut-être de s'en faire un mérite. Il écouta, presque sans répondre, tout ce que voulut dire le maréchal, et en effet celui-ci s'étendit longuement sur la résolution irrévocable des souverains, sur l'impossibilité de les en faire changer, sur l'espèce d'entraînement avec lequel on se prononçait à Paris pour la paix et pour les Bourbons, sur l'état de délabrement de l'armée, sur l'impossibilité d'en obtenir de nouveaux efforts, et, à propos du sang si abondamment versé par elle, il parla des malheurs présents avec vérité, mais sans ménagement, car cette âme guerrière était plus forte que délicate. Toutefois il ne s'éloigna point du respect dû à un maître sous lequel lui et ses compagnons d'armes avaient contracté l'habitude de courber la tête [1]. Napoléon après l'avoir écouté froidement et patiemment,

[1] Il est aussi difficile de savoir ce qui s'est passé dans cette dernière entrevue que dans la précédente, dont nous avons parlé, pages 778 et suivantes. Le maréchal Ney n'a rien écrit, et Napoléon, dans ses Mémoires de Sainte-Hélène, par respect pour l'infortune et l'héroïsme du maréchal, a gardé un complet silence. Seulement il est facile de reconnaître à quelques-unes de ses expressions, qu'il avait senti vivement l'attitude du maréchal Ney dans les derniers jours de l'Empire. Le maréchal eut le tort en entrant à Paris de se vanter, notamment auprès du général Dupont, ministre de la guerre, qui en a consigné le souvenir dans ses Mémoires, d'avoir forcé Napoléon à abdiquer. Tout prouve que le maréchal en cette occasion s'accusa mal à propos, et qu'il s'était borné, dans la scène de Fontainebleau, à manquer de ménagements envers le malheur, sans se permettre une violence de propos qui n'était guère possible. Ce qui nous porte à le croire, c'est que M. de Caulain-

lui répondit qu'il aviserait, et qu'il lui ferait connaître le lendemain ses résolutions définitives. Après cette entrevue, le maréchal Ney, pressé d'acquitter sa promesse, se hâta d'adresser au prince de Bénévent une lettre, dans laquelle racontant son retour à Fontainebleau à la suite de l'insuccès des négociations du matin, insuccès qui était *dû*, écrivait-il, *à un événement imprévu* (l'événement d'Essonne), il ajoutait que l'empereur Napoléon, *convaincu de la position critique où il avait placé la France, et de l'impossibilité où il se trouvait de la sauver lui-même, paraissait décidé à donner son abdication pure et simple*. Après cette assertion, au moins prématurée, le maréchal disait qu'il espérait pouvoir porter lui-même l'acte authentique et formel de cette abdication. La lettre était datée de Fontainebleau, onze heures et demie du soir.

M. de Caulaincourt et le maréchal Macdonald arrivèrent immédiatement après le maréchal Ney. Ils trouvèrent Napoléon déjà profondément endormi, et, après l'avoir réveillé, ils lui racontèrent avec les mêmes détails que le maréchal Ney, mais en termes différents, tout ce qui s'était passé à Paris depuis la veille, c'est-à-dire leurs négociations d'abord heureuses, du moins en apparence, et bientôt suivies d'un insuccès complet après la défection du 6e corps. Ils ne dissimulèrent pas à Napoléon que, dans leur conviction profonde, quelque douloureux qu'il lui fût pour eux de se prononcer de la sorte, il n'avait pas autre chose à faire que de donner son abdication pure et simple, s'il ne voulait pas empirer sa situation personnelle, ôter à sa femme, à son fils, à ses frères, toute chance d'un établissement convenable, et attirer enfin sur la France de nouveaux et irremédiables malheurs. Ce conseil se reproduisant coup sur coup, quoique présenté cette fois dans les termes les plus respectueux, importuna Napoléon. Il répondit avec une sorte d'impatience qu'il lui restait beaucoup trop de ressources pour accepter sitôt une proposition aussi extrême. — Et Eugène, s'écria-t-il, Augereau, Suchet, Soult, et les 50 mille hommes que j'ai encore ici... croyez-vous que ce ne soit rien?... Du reste, nous verrons!... A demain!... — Puis, montrant qu'il était tard, il envoya ses deux négociateurs prendre du repos, en leur témoignant à quel point il appréciait leurs procédés nobles et délicats.

A peine les avait-il congédiés qu'il fit rappeler M. de Caulaincourt, pour lequel il avait non pas plus d'estime que pour le maréchal Macdonald, mais plus d'habitude de confiance. Toute trace d'humeur avait disparu. Il dit à M. de Caulaincourt combien il était satisfait de la conduite du maréchal Macdonald qui, longtemps son ennemi, se comportait en ce moment comme un ami dévoué, parla avec indulgence de la mobilité du maréchal Ney, et s'exprimant sur le compte de ses lieutenants avec une douceur légèrement dédaigneuse, dit à M. de Caulaincourt : Ah! Caulaincourt, les hommes, les hommes!... Mes maréchaux rougiraient de tenir la conduite de Marmont, car ils ne parlent de lui qu'avec indignation, mais ils sont bien fâchés de s'être autant laissés devancer sur le chemin de la fortune!... Ils voudraient bien, sans se déshonorer comme lui, acquérir les mêmes titres à la faveur des Bourbons. — Puis il parla de Marmont avec chagrin, mais sans amertume. — Je l'avais traité, dit-il, comme mon enfant. J'avais eu souvent à le défendre contre ses collègues qui, n'appréciant pas ce qu'il a d'esprit, et ne le jugeant que par ce qu'il est sur le champ de bataille, ne faisaient aucun cas de ses talents militaires. Je l'ai créé maréchal et duc, par goût pour sa personne, par condescendance pour des souvenirs d'enfance, et je dois dire que je comptais sur lui. Il est le seul homme peut-être dont je n'aie pas soupçonné l'abandon : mais la vanité, la faiblesse,

court en arrivant vers minuit, c'est-à-dire quelques instants après le maréchal Ney, trouva Napoléon parfaitement calme, n'ayant ni dans son attitude ni dans son langage l'animation qu'une scène violente aurait dû lui laisser, n'ayant de plus aucune résolution arrêtée. M. de Caulaincourt, dans quelques souvenirs consignés par écrit, dit positivement qu'en comparant ce qu'il avait vu à Fontainebleau avec ce qu'il entendit raconter quelques jours plus tard de la conduite du maréchal Ney, il eut de la peine à s'expliquer les versions répandues, et qu'il ne put s'empêcher de croire que le maréchal Ney s'était calomnié lui-même. Sans doute il ne fut content ni du langage ni de l'attitude du maréchal Ney à l'hôtel Saint-Florentin, mais il ne put croire à la réalité des scènes de violence qu'on racontait à Paris, et que beaucoup d'historiens ont rapportées depuis. Quant au maréchal Macdonald, tout en se montrant, dans ses Mémoires manuscrits, peu satisfait du maréchal Ney, il raconte les scènes auxquelles il a pris part d'une manière qui exclut complétement l'idée d'une violence exercée sur Napoléon. Nous citons ces deux personnages éminents, les seuls qui aient écrit, comme témoins oculaires, les scènes de Fontainebleau en 1814, et les plus dignes de foi entre tous ceux qui auraient pu les écrire, pour ramener toutes choses au vrai. Aussi nous flattons-nous d'avoir donné, ici comme ailleurs, la vérité aussi exactement que possible, et ne craignons-nous pas d'affirmer que tous les récits qui s'écartent de la mesure dans laquelle nous nous renfermons, sont ou entièrement faux, ou au moins singulièrement exagérés

l'ambition l'ont perdu. Le malheureux ne sait pas ce qui l'attend; son nom sera flétri. Je ne songe plus à moi, croyez-le, ma carrière est finie, ou bien près de l'être. D'ailleurs, quel goût puis-je avoir à régner aujourd'hui sur des cœurs las de moi, et pressés de se donner à d'autres?... Je songe à la France qu'il est affreux de laisser dans cet état, sans frontières, quand elle en avait de si belles! C'est là, Caulaincourt, ce qu'il y a de plus poignant dans les humiliations qui s'accumulent sur ma tête. Cette France que je voulais faire si grande, la laisser si petite!... Ah! si ces imbéciles ne m'eussent pas délaissé, en quatre heures je refaisais sa grandeur, car, croyez-le bien, les alliés en conservant leur position actuelle, ayant Paris à dos et moi en face, étaient perdus. Fussent-ils sortis de Paris pour échapper à ce danger, ils n'y seraient plus rentrés. Leur sortie seule devant moi eût été déjà une immense défaite. Ce malheureux Marmont a empêché ce beau résultat. Ah! Caulaincourt, quelle joie c'eût été de relever la France en quelques heures!... Maintenant, que faire? Il me resterait environ 150 mille hommes, avec ce que j'ai ici et avec ce que m'amèneraient Eugène, Augereau, Suchet, Soult, mais il faudrait me porter derrière la Loire, attirer l'ennemi après moi, étendre indéfiniment les ravages auxquels la France n'est déjà que trop exposée, mettre encore bien des fidélités à l'épreuve, qui peut-être ne s'en tireraient pas mieux que celle de Marmont, et tout cela pour continuer un règne qui, je le vois, tire à sa fin! Je ne m'en sens pas la force. Sans doute, il y aurait moyen de nous relever en prolongeant la guerre. Il me revient que de tous côtés les paysans de la Lorraine, de la Champagne, de la Bourgogne, égorgent les détachements isolés. Avant peu le peuple prendra l'ennemi en horreur; on sera fatigué à Paris de la générosité d'Alexandre. Ce prince a de la séduction, il plaît aux femmes, mais tant de grâce dans un vainqueur révoltera bientôt le sentiment national. De plus, les Bourbons arrivent, et Dieu sait ce qui les suit! Aujourd'hui ils vont pacifier la France avec l'Europe, mais demain, dans quel état ils la mettront avec elle-même! Ils sont la paix extérieure, mais la guerre intérieure. D'ici à un an, vous verrez ce qu'ils auront fait du pays. Ils ne garderont pas Talleyrand six mois. Il y aurait donc bien des chances de succès dans une lutte prolongée, chances politiques et militaires, mais au prix de maux affreux... D'ailleurs, pour le moment, il faut autre chose que moi. Mon nom, mon image, mon épée, tout cela fait peur... Il faut se rendre... Je vais rappeler les maréchaux, et vous verrez leur joie, quand ils seront par moi tirés d'embarras, et autorisés à faire comme Marmont, sans qu'il leur en coûte l'honneur! —

Ce complet détachement des choses, cette indulgence envers les personnes, tenaient chez Napoléon à la grandeur de l'esprit et au sentiment de ses immenses fautes. Si, en effet, ses infatigables lieutenants étaient aujourd'hui si fatigués, c'est qu'il avait atteint en eux le terme des forces humaines, et qu'il n'avait su s'arrêter à la mesure ni des hommes ni des choses. Ce n'étaient pas eux seulement qui étaient fatigués, c'était l'univers, et leur défection n'avait pas d'autre cause. Mais, après de telles fautes, il sied au génie de les sentir, de puiser dans ce sentiment une noble justice et de s'élever ainsi à cette hauteur de langage qui donne tant de dignité au malheur.

Napoléon parla ensuite du sort qu'on lui réservait. Il accepta l'île d'Elbe, et pour ce qui le concernait, se montra extrêmement facile. — Vous le savez, dit-il à M. de Caulaincourt, je n'ai besoin de rien. J'avais 150 millions économisés sur ma liste civile, qui m'appartenaient comme appartiennent à un employé les économies qu'il a faites sur son traitement. J'ai tout donné à l'armée, et je ne le regrette pas. Qu'on fournisse de quoi vivre à ma famille, c'est tout ce qu'il me faut. Quant à mon fils, il sera archiduc, cela vaut peut-être mieux pour lui que le trône de France. S'il y montait, serait-il capable de s'y tenir? Mais je voudrais pour lui et pour sa mère la Toscane. Cet établissement les placerait dans le voisinage de l'île d'Elbe, et j'aurais ainsi le moyen de les voir.

M. de Caulaincourt répondit que le roi de Rome n'obtiendrait jamais une telle dotation, et que, grâce à Alexandre, il aurait Parme tout au plus. — Quoi! reprit Napoléon, en échange de l'empire de France, pas même la Toscane!... — Et il se soumit aux affirmations réitérées de M. de Caulaincourt. Après son fils, il s'occupa de l'impératrice Joséphine, du prince Eugène, de la reine Hortense, et insista pour que leur sort fût assuré. — Du reste, dit-il à M. de Caulaincourt, toutes ces choses se feront sans peine, car on ne sera pas assez mesquin pour les contester. Mais l'armée, mais la France, c'est à elles surtout qu'il faudrait songer. Puisque j'abandonne le trône et que je fais plus, que je remets mon

épée, ayant encore tant de moyens de m'en servir, n'ai-je pas le droit de prétendre à quelque compensation? Ne pourrait-on pas améliorer la frontière française, puisque la force qui en résultera pour la France ne sera pas dans mes mains, mais dans celles des Bourbons? Ne pourrait-on pas stipuler pour l'armée le maintien de ses avantages, tels que grades, titres, dotations? ne pourrait-on pas, ce qui lui serait si sensible, conserver ces trois couleurs qu'elle a portées avec tant de gloire dans toutes les parties du monde? Puisque, enfin, nous nous rendons sans combattre, lorsqu'il nous serait si facile de verser tant de sang encore, ne nous doit-on pas quelque chose, moi, moi seul, l'objet de toutes les haines et de toutes les craintes, n'en devant pas profiter?... — Et s'étendant longuement sur ce thème qui lui tenait à cœur, Napoléon voulait qu'on stipulât quelque chose pour la France et pour l'armée. M. de Caulaincourt essaya de le désabuser à cet égard, en lui montrant que ces intérêts si grands, si respectables, il ne lui serait plus donné de les traiter; que d'après le principe posé, celui de sa déchéance, la faculté de représenter la France, de négocier pour elle, avait passé au gouvernement provisoire, et qu'on n'écouterait rien de ce qui serait dit par lui sur ce sujet. — Mais, repartit Napoléon, ce gouvernement provisoire, quelle force a-t-il autre que la mienne, autre que celle que je lui prête en me tenant ici à Fontainebleau avec les débris de l'armée? Lorsque je me serai soumis, et l'armée avec moi, il sera réduit à la plus complète impuissance; on l'écoutera encore moins que nous, et il sera contraint de se rendre à discrétion.

Telle était en effet la situation, et on ne pouvait mieux la décrire, mais celui qui la déplorait ainsi en était le principal auteur, et il devait s'y résigner comme à tout le reste. M. de Caulaincourt s'appliqua de son mieux à le lui faire comprendre, et ce grave personnage mettant une sorte d'insistance à ramener Napoléon au seul sujet qui le regardât désormais, c'est-à-dire à sa personne et à sa famille, l'ancien maître du monde impatienté s'écria : On veut donc me réduire à discuter de misérables intérêts d'argent!... C'est indigne de moi!... Occupez-vous de ma famille, vous, Caulaincourt!... Quant à moi, je n'ai besoin de rien!... Qu'on me donne la pension d'un invalide, et ce sera bien assez!

Après ces entretiens qui remplirent la nuit et la matinée du 6 avril, après la rédaction de l'acte qui contenait son abdication définitive, à laquelle il apporta beaucoup de soin, Napoléon rappela les maréchaux pour leur faire connaître ses dernières résolutions. Admis auprès de lui, et ne sachant pas ce qu'il avait décidé, ils renouvelèrent leurs doléances; ils recommencèrent à dire que l'armée était épuisée, qu'elle n'avait plus de sang à répandre, tant elle en avait répandu, et ils étaient si pressés d'obtenir la faculté de courir auprès du nouveau gouvernement, qu'ils en seraient venus peut-être, s'ils avaient trouvé de la résistance, à manquer pour la première fois de respect à Napoléon. Mais après avoir mis une sorte de malice à les laisser quelques instants dans cette anxiété, Napoléon leur dit : Messieurs, tranquillisez-vous. Ni vous, ni l'armée, n'aurez plus de sang à verser. Je consens à abdiquer purement et simplement. J'aurais voulu pour vous, autant que pour ma famille, assurer la succession du trône à mon fils. Je crois que ce dénoûment vous eût été encore plus profitable qu'à moi, car vous auriez vécu sous un gouvernement conforme à votre origine, à vos sentiments, à vos intérêts. C'était possible, mais un indigne abandon vous a privés d'une situation que j'espérais vous ménager. Sans la défection du 6e corps, nous aurions pu cela et autre chose, nous aurions pu relever la France!... Il en a été autrement... Je me soumets à mon sort, soumettez-vous au vôtre... Résignez-vous à vivre sous les Bourbons, et à les servir fidèlement. Vous avez souhaité du repos, vous en aurez. Mais, hélas! Dieu veuille que mes pressentiments me trompent!... Nous n'étions pas une génération faite pour le repos. La paix que vous désirez moissonnera plus d'entre vous sur vos lits de duvet, que n'eût fait la guerre dans nos bivacs. — Après ces paroles prononcées d'un ton triste et solennel, Napoléon leur lut l'acte de son abdication, conçu dans les termes suivants :

« Les puissances alliées ayant proclamé que « l'Empereur Napoléon était le seul obstacle au « rétablissement de la paix en Europe, l'Empe- « reur Napoléon, fidèle à ses serments, déclare « qu'il renonce, pour lui et ses héritiers, aux « trônes de France et d'Italie, parce qu'il n'est « aucun sacrifice personnel, même celui de la « vie, qu'il ne soit prêt à faire à l'intérêt de la « France. »

En entendant cette lecture, les lieutenants de Napoléon se précipitèrent sur ses mains pour le remercier du sacrifice qu'il faisait, et lui répé-

tèrent ce qu'ils lui avaient déjà dit à propos de son abdication conditionnelle, c'est qu'en descendant ainsi du trône il se montrait plus grand que jamais. Il permit à leur joie secrète ces dernières flatteries, et les laissa dire, car il ne voulait pas plus les abaisser que s'abaisser lui-même par de misérables récriminations. D'ailleurs, qui les avait faits tels? Lui seul, par le despotisme qui avait brisé leur caractère, par les guerres interminables qui avaient épuisé leurs forces : il n'avait donc pas droit de se plaindre, et il agissait noblement en reconnaissant les conséquences inévitables de ses erreurs, et en s'y soumettant sans éclat humiliant ni pour lui ni pour les autres.

Il fut ensuite convenu que M. de Caulaincourt, suivi comme auparavant des maréchaux Macdonald et Ney, se rendrait à Paris, pour porter à Alexandre l'acte définitif de l'abdication, acte dont il resterait l'unique dépositaire, et qu'il devait échanger contre le traité qui assurerait à la famille impériale un traitement convenable. Napoléon insista encore une fois pour qu'il ne fût fait d'efforts, s'il en fallait pour réussir, qu'en ce qui concernait son fils et ses proches. Il congédia les maréchaux et serra affectueusement la main à M. de Caulaincourt, toujours le dépositaire principal de sa confiance.

A peine cette nouvelle fut-elle connue dans Fontainebleau, que la tristesse se répandit dans les rangs des vieux soldats. Au contraire, parmi les officiers de haut grade, on éprouva un immense soulagement. On pouvait, en effet, quitter sans trop d'embarras l'ancien maître pour le nouveau. La plupart des maréchaux cherchèrent comment ils feraient arriver leur adhésion au gouvernement provisoire. Ils auraient volontiers chargé M. de Caulaincourt de ce soin, si sa hauteur n'eût écarté ce genre de confiance. Mais leur supplice touchait à son terme, et vingt-quatre heures allaient suffire pour que les modèles d'adhésion abondassent, avec des signatures capables de mettre les plus scrupuleux d'entre eux à leur aise.

M. de Caulaincourt et les deux maréchaux repartirent immédiatement pour Paris, où ils arrivèrent à une heure fort avancée de la journée du 6. A minuit ils étaient chez l'empereur de Russie, qui les attendait avec une extrême impatience, impatience partagée par le gouvernement provisoire et par ses nombreux adhérents. Bien que la défection du 6e corps eût fort diminué les craintes qu'inspirait encore Napoléon, bien que les assurances données par le maréchal Ney et par la plupart des personnages militaires avec lesquels on s'était mis en correspondance, eussent laissé peu de doute sur la prochaine adhésion de l'armée, on était toujours saisi d'un sentiment de terreur en songeant à tout ce que pouvait tenter le génie infernal, comme on l'appelait, qui s'était retiré à Fontainebleau, et qu'on honorait par la peur qu'on éprouvait, tout en cherchant à le déshonorer par un débordement d'injures inouï. Ce fut une sorte de joie universelle, quand le maréchal Ney eut dit aux plus pressés de l'hôtel Saint-Florentin, qu'ils pouvaient être tranquilles, et qu'on apportait l'abdication pure et simple. Lorsque les envoyés de Napoléon entrèrent chez l'empereur Alexandre, ce prince, qui réservait toujours à M. de Caulaincourt son premier serrement de main, courut cette fois au maréchal Ney pour le remercier de ce qu'il avait fait, et lui dire qu'entre tous les services qu'il avait rendus à sa patrie, le dernier ne serait pas le moins grand. Le monarque russe faisait allusion à la lettre de la veille, dans laquelle le maréchal Ney s'était vanté d'avoir décidé l'abdication, et avait promis d'en apporter l'acte formel. M. de Caulaincourt et le maréchal Macdonald, ignorant l'existence de cette lettre, et n'ayant rien vu qui pût leur faire considérer le maréchal Ney comme l'auteur des dernières résolutions de Napoléon, furent singulièrement surpris, et laissèrent apercevoir leur surprise au maréchal Ney qui en parut embarrassé. Alexandre se hâta de rendre communs aux deux autres négociateurs les remercîments qu'il avait d'abord adressés au maréchal Ney, et s'étant enquis des conditions auxquelles ils livreraient l'acte essentiel dont ils étaient dépositaires, il n'y trouva rien à objecter. Quant à l'île d'Elbe pourtant, il déclara qu'il tiendrait sa parole, parce qu'il se regardait comme engagé par les quelques mots qu'il avait dits à M. de Caulaincourt, mais que ses alliés jugeaient cette concession imprudente, et la blâmaient ouvertement, qu'il en serait néanmoins comme il l'avait promis ; que, relativement au roi de Rome, à Marie-Louise, une principauté en Italie était le moins qu'on pût faire, et que l'Autriche allait recouvrer assez de territoire dans cette contrée pour ne pas marchander avec sa propre fille ; que, quant aux frères de Napoléon, à sa première femme, à ses enfants adoptifs, au prince Eugène, à la reine Hortense, on accorderait tout ce qui serait dû, qu'il s'y engageait personnellement, que son ministre M. de Nesselrode serait

au besoin le défenseur des intérêts de la famille Bonaparte, qu'on eût à s'adresser à ce ministre pour les détails, sauf à recourir à lui, Alexandre, en cas de difficulté. En congédiant les négociateurs, l'empereur de Russie retint M. de Caulaincourt, s'expliqua plus franchement encore avec ce noble personnage qu'il traitait toujours en ami, et lui avoua que les nouvelles qu'il venait de recevoir du soulèvement des paysans français, sans l'alarmer, l'inquiétaient cependant, car ces paysans avaient égorgé un gros détachement russe dans les Vosges. Il s'apitoya ensuite sur les abandons qui allaient se multiplier autour de Napoléon, recommanda de ne pas perdre de temps pour régler ce qui le concernait, car deux choses faisaient, disait-il, de grands progrès en ce moment, la bassesse des serviteurs de l'Empire, et l'enivrement des serviteurs de l'ancienne royauté. A ce sujet il parla des Bourbons et de leurs amis avec une liberté singulière, montra à la fois de la surprise, du dégoût, de l'humeur de ce qu'il voyait de toutes parts, et dit qu'après avoir eu tant de peine à se sauver des folies guerrières de Napoléon, on aurait bien de la peine aussi à se garantir des folies réactionnaires des royalistes. Il congédia M. de Caulaincourt en lui promettant toute son amitié pour lui même, et son appui pour l'infortune de Napoléon.

Même après la déchéance prononcée par le Sénat, la crainte que Napoléon à Fontainebleau ne cessait d'inspirer, avait contenu encore les royalistes, et les avait empêchés de se livrer à toutes leurs passions. La défection du 6e corps, qui réduisait Napoléon à une complète impuissance, les avait déjà fort rassurés; mais en apprenant son abdication pure et simple, c'est-à-dire la remise faite par lui-même de sa terrible épée, ils n'avaient plus gardé de mesure dans l'explosion de leurs sentiments. Qu'ils fussent, après tant de souffrances, de sang versé, de désastres publics et privés, qu'ils fussent joyeux de revoir les princes sous lesquels ils avaient été jeunes, riches, puissants, heureux, rien n'était plus naturel et plus légitime! Qu'à la joie ils ajoutassent toutes les fureurs de la haine triomphante, hélas! rien n'était plus naturel aussi, mais plus déplorable pour la dignité de la France! Jamais en effet on n'a surpassé, dans aucun temps, dans aucun pays, l'explosion de colère qui signala la déchéance constatée de Napoléon, et il faut reconnaître que les partisans de l'ancienne royauté, qualifiés spécialement du titre de royalistes, n'étaient pas les seuls à vociférer les plus violentes injures. Les pères et mères de famille, réduits jusqu'ici à maudire en secret cette guerre qui dévorait leurs enfants, libres désormais de faire éclater leurs sentiments, n'appelaient Napoléon que des noms les plus atroces. On n'avait pas plus maudit Néron dans l'antiquité, Robespierre dans les temps modernes. On ne le désignait plus que par le titre de l'*Ogre de Corse*. On le représentait comme un monstre, occupé à dévorer des générations entières, pour assouvir une rage de guerre insensée. Un écrit, secrètement préparé par M. de Chateaubriand dans les dernières heures de l'Empire, mais publié seulement à l'abri des baïonnettes étrangères, était l'expression exacte de ce débordement de haines sans pareilles. Dans un style où il semblait que la passion eût surexcité le mauvais goût trop fréquent de l'écrivain, M. de Chateaubriand attribuait à Napoléon tous les vices, toutes les bassesses, tous les crimes. Cet écrit était lu avec une avidité incroyable à Paris, et de Paris il passait dans les provinces, excepté toutefois dans celles où l'ennemi avait pénétré. Contraste singulier! les provinces qui souffraient le plus des fautes de Napoléon, lui en voulaient moins que les autres, parce qu'elles s'obstinaient à voir en lui l'intrépide défenseur du sol. Partout ailleurs la colère allait croissant, et comme un homme irrité s'irrite encore davantage en criant, l'esprit public paraissait s'enivrer lui-même de sa propre fureur. Le meurtre du duc d'Enghien sur lequel on s'était tu si longtemps, le perfide rendez-vous de Bayonne où avaient succombé les princes espagnols, étaient le sujet des récits les plus noirs, comme si à la vérité déjà si grave on avait eu besoin d'ajouter la calomnie. Le retour d'Égypte, le retour de Russie, étaient qualifiés de lâches abandons de l'armée française compromise. Napoléon, disait-on, n'avait pas fait une seule campagne qui fût véritablement belle. Il n'avait eu, dans sa longue carrière, que quelques événements heureux, obtenus à coups d'hommes. L'art militaire, corrompu en ses mains, était devenu une vraie boucherie. Son administration, jusque-là si admirée, n'avait été qu'une horrible fiscalité destinée à enlever au pays son dernier écu et son dernier homme. L'immortelle campagne de 1814 n'était qu'une suite d'extravagances inspirées par le désespoir. Enfin, un ordre donné par l'artillerie dans la bataille du 30 mars, à l'insu de Napoléon qui était à quatre-vingts lieues de

Paris, et prescrivant de détruire les munitions de Grenelle pour en priver l'ennemi, était considéré comme la résolution de faire sauter la capitale. Un officier, cherchant à flatter les passions du jour, prétendait s'être refusé à l'exécution de cet ordre épouvantable. Le monstre, disait-on, avait voulu détruire Paris, comme un corsaire qui fait sauter son vaisseau, avec cette différence qu'il n'était pas sur le vaisseau. Du reste, ajoutait-on, il n'était pas Français, et on devait s'en féliciter pour l'honneur de la France. Il avait changé son nom de *Buonaparte*, il en avait fait *Bonaparte*, et c'était *Buonaparte* qu'il le fallait appeler. Le nom de Napoléon même ne lui était pas dû. Napoléon était un saint imaginaire; c'est Nicolas qu'il fallait joindre à son nom de famille. Ce monstre, disait-on encore, cet ennemi des hommes, était un impie. Tandis qu'en public il allait entendre la messe à sa chapelle ou à Notre-Dame, il faisait, dans son intimité, avec Monge, Volney et autres, profession d'athéisme. Il était dur, brutal, battait ses généraux, outrageait les femmes, et, comme soldat, n'était qu'un lâche. Et la France, s'écriait-on, avait pu se soumettre à un tel homme? On ne pouvait expliquer cette aberration que par l'aveuglement qui suit les révolutions! A ce débordement de paroles s'étaient ajoutés des actes du même caractère. La statue de Napoléon, à laquelle on avait vainement attaché une corde pour la renverser le jour de l'entrée des coalisés, attaquée quelques jours plus tard avec les moyens de l'art, avait été descendue de la colonne d'Austerlitz dans un obscur magasin de l'État, et, en contemplant le monument, la haine publique avait la satisfaction de n'apercevoir que le vide sur son sommet dépouillé.

Telle était l'explosion de colère à laquelle, par un terrible retour des choses d'ici-bas, l'homme le plus adulé pendant vingt années, l'homme qui avait le plus joui de l'admiration stupéfaite de l'univers, devait assister tout vivant. Au surplus, il était assez grand pour se placer au-dessus de telles indignités, et assez coupable aussi pour savoir qu'il s'était attiré par ses actes ce cruel revirement d'opinion. Mais il y avait quelque chose de plus triste encore dans ce spectacle, c'étaient les flatteries prodiguées en même temps aux souverains alliés. Sans doute Alexandre, par la conduite qu'il tenait et dont il donnait l'exemple à ses alliés, méritait les remerciments de la France. Mais si l'ingratitude n'est jamais permise, la reconnaissance doit être discrète quand elle s'adresse aux vainqueurs de son pays. Il n'en était pas ainsi, et on s'évertuait à redire qu'il était bien magnanime à des souverains qui avaient tant souffert par les mains des Français, de se venger d'eux aussi doucement. Les flammes de Moscou étaient rappelées tous les jours, non par des écrivains russes, mais par des écrivains français. On ne se contentait pas de louer le maréchal Blucher, le général Sacken, braves gens dont l'éloge était naturel et mérité dans les bouches prussiennes et russes, on allait chercher un émigré français, le général Langeron, qui servait dans les armées du czar, pour raconter avec complaisance combien il s'était distingué dans l'attaque de Montmartre, et combien de justes récompenses il avait reçues de l'empereur Alexandre. Ainsi, dans les nombreuses péripéties de notre grande et terrible révolution, le patriotisme devait, comme la liberté, avoir ses revers, et, de même que la liberté, idole des cœurs en 1789, était devenue en 1793 l'objet de leur aversion, de même le patriotisme devait être foulé aux pieds jusqu'à faire honorer l'acte, coupable en tout temps, de porter les armes contre son pays. Tristes jours que ceux de réaction, où l'esprit public, profondément troublé, perd les notions les plus élémentaires des choses, bafoue ce qu'il avait adoré, adore ce qu'il avait bafoué, et prend les plus honteuses contradictions pour un heureux retour à la vérité!

Naturellement si Napoléon était un monstre auquel il fallait arracher la France, les Bourbons étaient des princes accomplis auxquels il fallait la rendre le plus tôt possible, comme un bien légitime qui leur appartenait. La France ne les avait pas précisément oubliés, car vingt ans ne suffisent pas pour qu'on oublie une illustre famille qui a grandement régné pendant des siècles; mais la génération présente ignorait absolument comment et à quel degré ils étaient les parents de l'infortuné roi mort sur l'échafaud, et de l'enfant, non moins infortuné, mort entre les mains d'un cordonnier. On se demandait si c'étaient des fils, des frères, des cousins de ces princes malheureux, car, excepté quelques gens âgés, la masse n'en savait rien. La flatterie, prompte à courir de celui qu'on appelait le tyran déchu, à ceux qu'on appelait des anges sauveurs, attribuait à ces derniers toutes les vertus, et ils en avaient assurément qui auraient mérité d'être célébrées dans un langage plus noble et plus sérieux. On disait que Louis XVI avait laissé un frère, Louis-Sta-

nislas-Xavier, destiné aujourd'hui à lui succéder sous le nom de Louis XVIII, lequel était un savant, un lettré et un sage; qu'il avait laissé un autre frère, le comte d'Artois, modèle de bonté et de grâce françaises, enfin des neveux, le duc d'Angoulême, le duc de Berry, types de l'antique honneur chevaleresque. Sous ces princes, doux, justes, ayant conservé les vertus qu'une affreuse révolution avait presque emportées de la terre, la France, aimée, estimée de l'Europe, trouverait le repos et le laisserait au monde. Elle trouverait même la liberté, qu'elle n'avait pas rencontrée au milieu des orgies sanguinaires de la démagogie, et que lui apporteraient des princes formés vingt ans à l'école de l'Angleterre. Il y avait une incontestable portion de vérité dans ce langage de la flatterie impatiente, et tout cela pouvait devenir vrai, si les passions des partis ne venaient corrompre tant d'heureux éléments de prospérité et de repos.

Quoi qu'il en soit, les Bourbons, outre leur mérite, avaient pour eux la puissance de la nécessité. En effet, la République, toute souillée encore du sang versé en 1793, n'étant pas proposable à la France épouvantée, la royauté seule étant possible, et des deux royautés alors présentes aux esprits, celle du génie, celle de la tradition, la première s'étant perdue par ses égarements, que restait-il, sinon la seconde, consacrée par les siècles, et rajeunie par le malheur? Il était donc bien naturel qu'après avoir employé quelques jours à se remettre les Bourbons en mémoire, on se ralliât à eux avec un entraînement qui croissait d'heure en heure.

Il fallait donc se hâter de faire deux choses: rédiger la constitution qui lierait les Bourbons en les rappelant, et en même temps recevoir M. le comte d'Artois à Paris. M. le comte d'Artois était demeuré caché à Nancy, comme on l'a vu, attendant le retour de M. de Vitrolles, qui était venu se concerter avec le gouvernement provisoire, et qui n'avait pas voulu retourner auprès du prince avant que la question de la régence de Marie-Louise fût vidée. Cette régence étant définitivement repoussée, le rappel des Bourbons restant la seule solution imaginable, il fallait renvoyer M. de Vitrolles à Nancy pour qu'il y allât chercher le prince. M. de Talleyrand et les membres du gouvernement provisoire, malgré les exigences de M. de Vitrolles, lui donnèrent pour instruction de dire à M. le comte d'Artois qu'il serait reçu aux portes de Paris avec tous les honneurs dus à son rang; qu'il serait conduit à Notre-Dame pour y entendre un *Te Deum*, et de Notre-Dame aux Tuileries; qu'il devrait entrer avec l'uniforme de garde national; qu'il était même à désirer qu'il prît la cocarde tricolore, car ce serait un moyen certain de s'attacher l'armée; que tel était l'avis des hommes éclairés dont le concours était actuellement indispensable; que le pouvoir qu'on lui attribuerait serait celui de représentant de Louis XVIII, dont il avait les lettres patentes; que ces lettres seraient soumises au Sénat, qui, s'appuyant sur elles, décernerait au prince le titre de lieutenant-général du royaume, aux conditions, bien entendu, de la constitution nouvelle.

M. de Vitrolles, sous l'inspiration des sentiments qui animaient le vieux parti royaliste, se récria fort contre la cocarde tricolore, les couleurs blanches étant, selon lui, celles de l'antique royauté, et l'emblème de son droit inaliénable; contre la prétention du Sénat d'investir lui-même M. le comte d'Artois du pouvoir royal, et pardessus tout contre l'idée d'imposer une constitution au souverain légitime. M. de Talleyrand n'aimant point à lutter, et comptant sur le temps pour arranger toutes choses, dit assez légèrement à M. de Vitrolles qu'il fallait partir sans délai pour aller chercher le prince, qu'on verrait au moment même de l'entrée de M. le comte d'Artois comment on pourrait résoudre la difficulté de la cocarde; que, relativement à la constitution, il était indispensable d'en faire une, mais qu'on la rendrait la moins gênante possible, et qu'on tâcherait surtout de lui ôter l'apparence d'une loi imposée. Il lui répéta, en un mot, qu'il fallait partir, et ne pas retarder par des difficultés puériles la marche des événements. Il le chargea en même temps de porter au prince l'assurance de son dévouement personnel le plus absolu.

Afin de convaincre davantage M. de Vitrolles qu'il n'y avait pas mieux à faire que de s'en aller avec ces conditions, on lui procura une audience de l'empereur Alexandre. Pendant cette audience M. de Vitrolles ayant voulu, avec l'arrogance des partis victorieux, plaider pour les anciennes couleurs et pour la pleine liberté du roi de France, l'empereur Alexandre, sortant de sa douceur habituelle, lui dit que les monarques alliés n'avaient pas franchi le Rhin avec 400 mille hommes pour rendre la France esclave de l'émi-

gration; que sans avoir la prétention de lui imposer un gouvernement, ils suivraient l'avis de l'autorité actuellement la seule admise et admissible, celle du Sénat; que s'étant servis de cette autorité pour détrôner Napoléon, ils ne la payeraient pas d'ingratitude en la détrônant elle-même; que l'autorité du Sénat d'ailleurs était à leurs yeux la seule sage, la seule éclairée, et qu'il n'y avait qu'elle qui pût imprimer à tout ce qu'on ferait un caractère à la fois régulier et national; qu'après tout la puissance qui avait enfoncé les portes de Paris était là, que cette puissance était celle de l'Europe, qu'il fallait la subir, et surtout ne pas lui inspirer le regret de s'être déjà si fort engagée en faveur des Bourbons.

M. de Vitrolles aurait été bien tenté de contredire, car il trouvait maintenant odieuse l'influence étrangère qu'il n'avait pas craint d'aller chercher à Troyes, et la regardait comme insupportable depuis qu'elle donnait de bons conseils. Pourtant il n'y avait pas à répliquer, et il se mit en route porteur des conditions du gouvernement provisoire, se promettant bien avec ses amis d'en rabattre dans l'exécution le plus qu'ils pourraient.

La plus pressante des mesures à prendre, c'était de rédiger la constitution. Il importait de se hâter, premièrement pour rendre définitive la déchéance de Napoléon en lui donnant les Bourbons pour successeurs, secondement pour lier les Bourbons eux-mêmes en les rappelant, et les astreindre aux principes de 1789. Cette double idée de rappeler les Bourbons et de leur imposer de sages lois, propagée par M. de Talleyrand, avait pénétré dans toutes les têtes. D'après le plan primitif, c'était le gouvernement provisoire lui-même qui devait arrêter le projet de constitution. Afin d'accomplir cette tâche il avait voulu s'aider des membres les plus éclairés et les plus accrédités du Sénat, et les avait réunis auprès de lui. Aux premiers mots proférés sur ce grave sujet, on avait vu surgir les idées les plus contradictoires, toutes celles qui en 1791 dominaient les esprits et les entraînaient en sens divers. En effet l'instruction politique de la France, successivement interrompue par la Terreur et par l'Empire, avait en quelque sorte été suspendue, et on en était aux idées de l'Assemblée constituante, modérées toutefois par le temps. M. de Talleyrand, qui haïssait la dispute, avait alors résolu de laisser faire les sénateurs eux-mêmes, en leur recommandant trois choses: d'aller vite, de lier les Bourbons en les rappelant, et pour les mieux lier d'établir le Sénat dans la nouvelle constitution à titre de chambre haute de la monarchie restaurée. Il cherchait ainsi à contenter le Sénat dont on avait besoin, et à en faire un obstacle contre l'émigration. Après ce conseil, M. de Talleyrand avait abandonné l'œuvre, et des membres du gouvernement provisoire il n'était resté sur le terrain que M. l'abbé de Montesquiou, disputeur opiniâtre et hautain, tenant beaucoup à savoir quelles conditions on imposerait aux Bourbons, dont il était l'agent secret et très-fidèle.

Les discussions furent vives entre ce personnage et les sénateurs chargés de rédiger la constitution. Voici sur quoi portèrent ces discussions. Le Sénat voulait d'abord que Louis XVIII, frère et héritier de l'infortuné Louis XVI, depuis la mort de l'auguste orphelin resté prisonnier au Temple, fût considéré comme *librement* rappelé par la nation, et saisi de la royauté seulement après qu'il aurait prêté serment à la constitution nouvelle. On s'adressait à ce prince, sans doute à cause de son origine royale dont on reconnaissait ainsi la valeur héréditaire, mais on allait le chercher *librement*, et on le prenait *à condition*, en vertu du droit qu'avait la nation de disposer d'elle-même. Le Sénat prétendait concilier ainsi l'un et l'autre droit, celui de l'ancienne royauté, et celui de la nation, en les admettant tous les deux, et en les liant par un contrat réciproque. Ce point, vivement contesté, une fois établi, venait la question de la forme du gouvernement, sur laquelle heureusement il n'y avait pas de contestation même entre les esprits les plus opposés. Ainsi un roi inviolable, dépositaire unique du pouvoir exécutif, l'exerçant par des ministres responsables, partageant le pouvoir législatif avec deux chambres, l'une aristocratique, l'autre démocratique, était admis universellement. Sur certains détails seulement, tenant à la pratique de ce système, il y avait des divergences. Les esprits imbus des préjugés de la Constituante souhaitaient que les deux chambres jouissent de l'initiative en fait de présentation de lois, le roi conservant toujours la faculté de les sanctionner, faculté que personne du reste ne songeait à lui contester. On n'avait pas alors appris par expérience que sous cette forme de gouvernement, l'essentiel pour les chambres c'est d'arriver par le mécanisme de la constitution à obtenir des ministres de leur choix. Ces ministres obtenus font ensuite les lois généralement dési-

rées, car autrement des ministres contraints de présenter et d'exécuter des lois qu'ils n'auraient pas voulues, seraient les exécuteurs ou les plus gauches ou les moins sincères. On discutait donc, faute d'expérience, sur l'importance de l'initiative. Faute aussi d'expérience, ou pour mieux dire, sous l'influence d'expériences trop récentes et trop douloureuses, on parlait d'ôter au roi le droit de paix et de guerre, oubliant encore que toutes ces prérogatives qu'on revendiquait pour les chambres sont renfermées bien plus convenablement dans une seule, celle d'éloigner ou d'amener à volonté les ministres, qui, étant les élus de la majorité, font suivant ses désirs la paix ou la guerre. Enfin un autre sujet, tout de circonstance, celui qui concernait la composition des deux chambres, était l'objet de nombreuses discussions. La seconde, dite *chambre basse* par les Anglais, qui sont assez fiers pour tenir non pas aux mots mais aux choses, ne donnait matière à aucun dissentiment. Au lieu de la faire nommer par le Sénat sur des candidats que présenteraient les corps électoraux, ainsi que cela se pratiquait sous l'Empire, on était d'accord de la faire élire directement par les colléges électoraux, en renvoyant à la législation ordinaire le soin d'organiser ces colléges. Le conflit le plus grave s'élevait au sujet de la *chambre haute*. M. de Talleyrand et ses collaborateurs voulaient que sous la monarchie restaurée des Bourbons, toute influence appartînt au Sénat, composé des illustrations de la Révolution et de l'Empire. C'eût été assurément la chose la plus désirable, car les membres de ce Sénat avaient assez l'habitude de la soumission pour ne pas devenir gênants envers la royauté, et étaient assez imbus des sentiments de la révolution française pour opposer à l'émigration un obstacle invincible. Aussi M. de Talleyrand les avait-il encouragés à s'établir solidement dans la constitution nouvelle, en se déclarant pairs héréditaires. Il avait en cela trouvé l'empereur Alexandre complétement de son avis, car ce prince généreux et enthousiaste, ayant auprès de lui son ancien instituteur, M. de Labarpe, et mis par celui-ci en rapport avec les sénateurs libéraux, abondait entièrement dans leurs idées, répugnait à placer la France sous le joug de l'émigration après l'avoir arrachée au joug de l'Empire, et voulait se servir exclusivement du Sénat, soit pour détrôner Napoléon, soit pour lier les Bourbons en les rappelant.

Encouragés dans ces tendances par des convictions sincères, par leurs intérêts, par de hautes approbations, les sénateurs n'entendaient pas faire les choses à demi. Ils voulaient que le Sénat tout entier composât la chambre haute sous les Bourbons, et pour qu'il n'y fût pas noyé dans une immense promotion de pairs appartenant à l'émigration, ils prétendaient limiter le nombre des membres de cette chambre au nombre actuel des sénateurs, et accorder seulement au roi la faculté de pourvoir aux vacances, faculté singulièrement restreinte, l'hérédité de la pairie étant admise. A ces avantages politiques ils avaient le projet d'ajouter des avantages pécuniaires, en s'attribuant la propriété de leur dotation, qui serait divisée par égale part entre les sénateurs vivants. Du reste pour ne pas paraître songer exclusivement à eux, les sénateurs voulaient encore que le Corps législatif actuel, jusqu'à son remplacement successif, composât la chambre *basse* de la monarchie.

Enfin venaient les points sur lesquels il y avait unanimité : le vote de la dépense et de l'impôt par les chambres, l'égalité de la justice pour tous, l'inamovibilité de la magistrature, la liberté individuelle, la liberté des cultes, la liberté de la presse sauf la répression des délits par les tribunaux, l'égale admissibilité des Français à tous les emplois, le maintien des grades et dotations de l'armée, la conservation de la Légion d'honneur, la reconnaissance de la nouvelle noblesse avec rétablissement de l'ancienne, le respect absolu de la dette publique, l'irrévocabilité des ventes des biens dits *nationaux*, et enfin l'oubli des actes et opinions par lesquels chacun s'était signalé depuis 1789. Ainsi dès cette époque on était d'accord, sauf quelques points de circonstance, sur la forme de monarchie, qualifiée de *constitutionnelle*, consistant dans un roi héréditaire, inviolable, représenté par des ministres responsables devant deux chambres diverses d'origine et pourvues des moyens de plier les ministres à leur opinion, monarchie qui n'est ni anglaise, ni française, ni allemande, mais de tous les pays et de tous les temps, car elle est la seule possible dès qu'on repousse la monarchie absolue.

En général la masse des royalistes, enivrée de joie à l'idée de revoir les Bourbons, ne s'occupait guère de questions constitutionnelles. Pourvu qu'on lui rendît le roi d'autrefois, c'était assez pour elle. A la vérité elle l'aimait mieux maître de tout comme jadis, qu'entouré de gênes révolutionnaires; mais enfin, qu'on le lui rendît,

n'importe comment, et elle se croyait sûre de retrouver son bonheur passé. Cependant quelques personnages, plus avisés ou plus subtils, ayant systématisé leurs préjugés, prétendaient recouvrer le roi *libre*, et à aucun prix ne le voulaient recevoir chargé d'entraves. M. l'abbé de Montesquiou était des principaux. Pour lui, comme pour ceux qui partageaient sa manière de voir, le roi était seul souverain, et la prétendue souveraineté de la nation n'était qu'une impertinence révolutionnaire. Sans doute le Roi, qui n'avait pas les yeux fermés à la lumière, pouvait de temps en temps, tous les siècles ou demi-siècles, s'apercevoir qu'il y avait des abus, et les réformer, mais de sa pleine autorité, en octroyant une *ordonnance réformatrice*, laquelle irait au besoin jusqu'à modifier les formes du gouvernement, jamais jusqu'à aliéner le principe absolu de l'autorité royale. Voilà tout ce qu'ils étaient capables de concéder ; mais imposer des conditions à la souveraineté du roi, souveraineté d'ordre divin, venant de Dieu non des hommes, la soumettre à un serment, et ne rendre qu'à ce prix la couronne à son possesseur légitime, c'étaient, suivant eux, autant d'actes de révolte et d'insurrection.

M. de Talleyrand, n'ayant guère le temps et pas davantage le goût de s'occuper de questions de ce genre, s'en fiant d'ailleurs au Sénat du soin d'enchaîner les Bourbons, avait laissé M. de Montesquiou aux prises avec les sénateurs chargés de rédiger la nouvelle constitution. Cet abbé philosophe et politique ne se tenait pas de colère, quand on énonçait devant lui le principe de la souveraineté nationale. Pourtant il n'était pas assez aveugle pour oser soutenir ouvertement le principe opposé, et pour espérer surtout de le faire prévaloir, car on aurait fait tourner notre planète en sens contraire plutôt que d'amener les hommes de la révolution à reconnaître que le roi seul était souverain, que la nation était sujette, et n'avait que le droit d'être par lui bien traitée, comme les animaux par exemple ont le droit de n'être pas accablés par l'homme de souffrances inutiles. Aussi, tout en s'emportant, et se récriant contre ceci, contre cela, M. de Montesquiou n'osa-t-il pas aborder de front la difficulté, et contester le principe d'une sorte de contrat entre la royauté et la nation. Mais il profita de ce que le Sénat avait donné prise, en se faisant une trop grande part dans la future constitution, pour se montrer à son égard violent et presque injurieux. — Qu'êtes-vous donc, dit-il aux sénateurs, pour vous imposer ainsi à la nation et au roi ? A la nation ? mais quel autre titre auriez-vous, qu'une constitution que vous venez de renverser, ou une confiance que la nation ne vous a pas témoignée, et qu'il est douteux qu'elle éprouve ? Au roi ?... mais il ne vous connaît pas, il est mon souverain et le vôtre, il revient par des décrets providentiels dont ni vous ni moi ne sommes les auteurs, et n'a aucune condition à subir de votre part. Limiter le nombre des pairs ! Ne donner au roi que la faculté de remplir les vacances !... Mais c'est violer les principes de la monarchie constitutionnelle, tels qu'on les entend dans le pays où on la connaît le mieux, en Angleterre ; c'est faire de la pairie une oligarchie omnipotente, contre laquelle le roi n'ayant pas la faculté de la dissolution comme à l'égard de la seconde chambre, et privé des promotions par la limitation du nombre des pairs, resterait absolument impuissant. La pairie serait tout simplement un souverain absolu, et cette pairie ce serait vous-mêmes ! Vous auriez rappelé le roi seulement pour servir de voile à votre omnipotence !

Sur ce dernier point, il faut le reconnaître, M. l'abbé de Montesquiou avait raison, et limiter le nombre des pairs c'était rendre la pairie omnipotente. Mais il fut blessant, impertinent même, et sembla dire aux sénateurs qu'on pourrait bien leur laisser à tous leurs pensions, à quelques-uns leurs siéges, mais que c'était tout ce qu'on pouvait faire pour une troupe de révolutionnaires qui n'avaient plus la faveur populaire, qui n'auraient jamais la faveur royale, et qui avaient brisé leur seul appui en brisant Napoléon.

Les sénateurs auraient pu répondre que s'ils ne représentaient ni le roi ni la nation, personne dans le moment ne les représentait plus qu'eux, mais qu'avec leurs fautes et leurs faiblesses ils représentaient quelque chose de fort considérable, la Révolution française ; qu'ils étaient les dépositaires fidèles de ses principes, que c'était là une force morale immense, qu'ils y joignaient une force de fait tout aussi incontestable, celle d'être la seule autorité reconnue, notamment par les étrangers tout-puissants à Paris ; qu'ils avaient la couronne dans les mains, qu'ils la donneraient *à condition*, sauf à ceux qui prétendaient la recouvrer, à la refuser si les conditions ne leur convenaient point. Malheureusement parmi ces hommes, dont les opinions

étaient tenaces, mais le caractère brisé, personne n'était capable de parler avec vigueur. Au lieu de répondre, ils se contentèrent d'agir. Regardant M. de Montesquiou comme un arrogant, avant-coureur d'autres bien pires que lui, ils se hâtèrent d'écrire ce qui leur convenait dans leur projet de constitution, encouragés qu'ils étaient par l'approbation secrète de M. de Talleyrand, et par l'approbation peu dissimulée de l'empereur Alexandre. Il faut ajouter que ces altercations avaient acquis leur plus grande vivacité le 5 avril, le jour même où les maréchaux traitaient à Paris la question de la régence de Marie-Louise, et où les représentants du royalisme étaient en proie aux plus grandes alarmes. Obtenir dans un pareil moment la proclamation des Bourbons par le Sénat, n'importe à quelle condition, était un avantage inestimable.—Finissons-en, dit M. de Talleyrand à M. de Montesquiou, obtenons de la seule autorité reconnue l'exclusion des Bonaparte et le rappel des Bourbons, et puis on s'appliquera, ou à se débarrasser de gênes importunes, ou à les subir. — Finissez-en, dit-il également aux sénateurs, proclamez les Bourbons, car Bonaparte vous ferait payer cher vos actes du 1er et du 2 avril. Proclamez les Bourbons, et imposez-leur les conditions que vous voudrez. Si elles ne leur conviennent pas, ils refuseront la couronne, mais n'en croyez rien. Ils prendront la couronne n'importe comment, et nous serons sortis des mains du furieux qui est à Fontainebleau. — Ces conseils, excellents pour ajourner les difficultés, fort insuffisants pour les résoudre, étaient un moyen de se tirer actuellement d'embarras. Le Sénat les suivit, et le lendemain 6, tandis que les maréchaux retournaient à Fontainebleau pour demander l'abdication pure et simple, il vota la constitution en la fondant sur les bases que nous avons exposées.

Le Sénat, dans cette constitution, *rappelait librement au trône*, sous le titre de Roi des Français, Louis-Stanislas-Xavier, frère de Louis XVI, et lui conférait la royauté héréditaire, dont ce prince ne devait être saisi qu'après avoir prêté serment d'observer fidèlement la constitution nouvelle; il établissait ensuite un roi inviolable, des ministres responsables, deux chambres, l'une héréditaire, l'autre élective; il composait avec le Sénat la chambre héréditaire, dont il limitait le nombre à 200 membres, ce qui laissait à la royauté une cinquantaine de nominations à faire; il composait la chambre élective avec le Corps législatif actuel, jusqu'au renouvellement légal de ce corps; il assurait aux membres du Sénat leurs dotations, à ceux du Corps législatif leurs appointements; il réservait au roi le pouvoir exécutif tout entier, le droit de paix et de guerre compris; il partageait le pouvoir législatif entre le roi et les deux chambres, admettait une magistrature inamovible, consacrait la liberté des cultes, la liberté individuelle, la liberté de la presse; il maintenait la Légion d'honneur, les deux noblesses, les avantages attribués à l'armée, la dette publique, les ventes dites nationales, et proclamait enfin l'oubli des votes et actes antérieurs, etc.

Ces dispositions rédigées en termes simples, clairs, et assez généraux pour laisser beaucoup à faire au temps, furent votées le 6 au soir. Le 7, on imprima la constitution; le 8, on la publia dans les divers quartiers de la capitale. L'effet, il faut le dire, n'en fut pas heureux. Le Sénat, qu'on aurait dû fortement appuyer, car lui seul pouvait transporter la couronne de Napoléon aux Bourbons, lui seul pouvait dans cette transmission représenter la nation à un titre quelconque, et faire de sages conditions pour elle, le Sénat, disons-nous, que par ces motifs on aurait dû appuyer, n'était ni estimé ni aimé de personne. Les bonapartistes reprochaient à ce corps d'avoir levé sur son fondateur une main parricide; les amis de la liberté, à peine réveillés d'un long sommeil, ne voyaient en lui que le servile instrument d'un insupportable despotisme; enfin, les royalistes systématiques, détestant en lui la Révolution et l'Empire, étaient indignés de ce qu'il osait surgir du milieu de sa honte pour dicter des conditions au roi légitime; et quelles conditions! celles qu'il empruntait à une révolution abhorrée. C'était à leurs yeux un acte de révolte, d'impudence, de cynisme inouï. Ils eurent recours au moyen le plus aisé, celui dont avait usé M. de Montesquiou, ils attaquèrent le Sénat par son côté faible, et ils se récrièrent, avec tout le public du reste, contre le soin qu'il avait eu de garantir ses intérêts en spécifiant le maintien de sa dotation. On venait de lâcher la bride à la presse, non pas celle des journaux, mais celle des pamphlets, la seule en vogue alors, et ce fut un déluge d'écrits, de plaisanteries amères contre ce Sénat *conservateur*, qui, de tout ce qu'il était chargé de conserver, n'avait su conserver que ses dotations. L'avidité prise sur le fait est l'un des vices dont il est toujours facile de faire rire les hommes, ordinairement impitoyables pour

les travers dont ils sont le plus atteints. Aussi provoqua-t-on contre le Sénat un rire de mépris universel. Le public se laissa prendre au piége, et ne s'aperçut pas qu'en riant de ce corps il se faisait le complice de l'émigration, dont les vices étaient en ce moment bien plus à craindre que ceux du Sénat. C'était un malheur, que les hommes calmes et éclairés, toujours si peu nombreux dans les révolutions, pouvaient seuls apprécier. Mais le public tout entier, unissant sa voix à celle des royalistes, sembla dire aux sénateurs : Disparaissez avec le maître que vous n'avez su ni contenir, ni défendre! —

Les royalistes, quoique peu habiles encore, car ils sortaient d'une longue inaction, essayèrent de tirer quelque parti du Corps législatif contre le Sénat, mais sans beaucoup de succès. Le Corps législatif, prorogé par Napoléon pour sa manifestation récente, n'était pas légalement réuni. Mais la légalité n'est pas une difficulté dans un moment où l'on détrône les souverains, et ce corps s'était assemblé en aussi grand nombre qu'il avait pu, pour jouer son rôle dans la nouvelle révolution. Trouvant le premier rôle pris par le Sénat, qui seul avait prononcé la déchéance, qui seul rappelait les Bourbons, et que les souverains étrangers reconnaissaient comme la seule autorité existante, il devait se borner à suivre, et il était visiblement jaloux. Quoique n'ayant pas été plus ferme que le Sénat, et possédant moins de lumières, il avait acquis une certaine popularité pour la conduite qu'il avait tenue au mois de décembre précédent, et les royalistes, devinant sa jalousie, se mirent à le flatter, dans l'espérance de s'en servir. Pourtant ces menées ne pouvaient pas être de grande conséquence. Le Corps législatif, réduit à proférer quelques paroles d'adhésion aux importantes résolutions qui venaient d'être adoptées, pouvait bien tenir un langage un peu différent de celui du Sénat, mais il était incapable d'émettre des résolutions véritablement divergentes, et les Bourbons allaient rentrer liés par la constitution du 6 avril, ou par une autre à peu près semblable : c'était là le résultat essentiel.

M. de Caulaincourt, particulièrement chargé de stipuler les intérêts de Napoléon et de sa famille, voyait avec douleur le torrent des adhésions se précipiter vers Paris, depuis la nouvelle répandue de l'abdication pure et simple. Les maréchaux Oudinot, Victor, Lefebvre, et une foule de généraux, s'étaient hâtés d'envoyer leur soumission au gouvernement provisoire. Les ministres de l'Empire, réunis autour de Marie-Louise à Blois, avaient fait de même pour la plupart, et, à leur tête, le prince archichancelier Cambacérès. Il n'y avait que les chefs d'armée éloignés, le maréchal Soult, commandant l'armée d'Espagne, le maréchal Suchet celle de Catalogne, le maréchal Augereau celle de Lyon, le maréchal Davoust celle de Westphalie, le général Maison celle de Flandre, qui n'eussent point parlé, car ils n'en avaient pas eu le temps. Mais le gouvernement provisoire leur avait dépêché des émissaires pour les sommer officiellement, et les prier officieusement de se rallier au nouvel ordre de choses, en leur montrant l'inutilité et le danger de la résistance, et sauf un peut-être, le maréchal Davoust, dont le caractère opiniâtre était connu, on espérait des réponses conformes aux circonstances, et, il faut le dire, à la raison, car, après l'abdication de Napoléon, on ne comprend pas quel intérêt, soit public, soit privé, on aurait pu alléguer en faveur d'une résistance prolongée.

Chaque jour qui s'écoulait, en rendant le nouveau gouvernement plus fort, rendait Napoléon plus faible, et ses représentants plus dépendants des négociateurs avec lesquels ils avaient à traiter. Alexandre en avait averti loyalement M. de Caulaincourt, et lui avait conseillé de se hâter, car c'est tout au plus, avait-il dit, si je pourrai, en y employant toute mon autorité, faire accorder ce que je vous ai promis. — En effet, on se récriait dans le camp des souverains, et dans les salons du gouvernement provisoire, contre la faiblesse que ce monarque avait eue d'accorder l'île d'Elbe, et de placer ainsi Napoléon si près du continent européen. Il y avait surtout un personnage, récemment arrivé, le duc d'Otrante, qui, envoyé en mission auprès de Murat pendant la dernière campagne, était désespéré de s'être trouvé absent tandis qu'une révolution s'accomplissait à Paris, et d'avoir par là laissé le premier rôle à M. de Talleyrand. Moins propre que celui-ci à traiter avec les cabinets européens, il était bien plus apte à diriger les intrigues dans les grands corps de l'État, et présent à Paris, il aurait acquis une importance presque égale à celle de M. de Talleyrand. Condamné à n'être que le second personnage, il allait, venait, blâmait, approuvait, conseillait, et jetait les hauts cris contre l'idée d'accorder l'île d'Elbe à Napoléon, pour lequel il avait autant de haine que de crainte. Il qualifiait de folie la généreuse imprudence d'Alexandre, et à force de se donner du

mouvement, il avait soulevé à lui seul une forte opposition contre les conditions promises à l'empereur déchu. L'Autriche, de son côté, répugnait à concéder une principauté en Italie à Marie-Louise, laissait douter de son consentement pour Parme et Plaisance, et le refusait absolument pour la Toscane. Enfin le gouvernement provisoire lui-même avait ses objections. Il ne voulait pas laisser à Napoléon l'honneur de stipuler certains avantages pour l'armée, comme la conservation de la cocarde tricolore et de la Légion d'honneur, prétendant que les intérêts de cette nature ne le regardaient plus, et il contestait même les conditions pécuniaires, moins à cause de ce qu'il en coûterait au Trésor, qu'à cause de l'espèce de reconnaissance du règne impérial qui semblerait en résulter. Mais Alexandre s'était prononcé avec une sorte d'irritation, et avait fait sentir à ses alliés qu'on lui avait assez d'obligation pour ne pas l'exposer à manquer à sa parole. Il voulait donc qu'on en finît sur-le-champ. Mais M. de Metternich, resté à Dijon auprès de l'empereur d'Autriche, et ne tenant pas à être à Paris pendant qu'on détrônait Marie-Louise, lord Castlereagh ne voulant pas être responsable auprès des chambres anglaises du rappel des Bourbons qu'il désirait cependant avec ardeur, se faisaient attendre l'un et l'autre. On annonçait pour le 10 avril l'arrivée de ces deux ministres, et il était impossible de conclure sans eux.

Tout à coup un incident léger faillit interrompre la négociation, et donner aux événements un cours entièrement nouveau. Si auprès de Napoléon certains courages faiblissaient d'heure en heure, la plupart au contraire s'exaltaient par le spectacle de la faiblesse générale. Ces derniers ne se disaient pas que quelques jours auparavant ils partageaient eux-mêmes la fatigue commune, qu'ils avaient maudit cent fois l'ambition exorbitante qui avait fait couler leur sang sur tant de champs de bataille, et ils étaient tout pleins de l'impression que leur causait la vue du grand homme abandonné, et resté presque seul à Fontainebleau. Quelques-uns sans doute songeaient surtout à leur carrière brusquement interrompue, mais tous étaient sincèrement révoltés de la défection de Marmont et du caractère d'ingratitude qu'elle avait pris; ils criaient à la trahison et étaient prêts à se jeter sur leurs chefs qu'on accusait d'être les auteurs de l'abdication forcée de l'empereur. Le bruit s'était répandu en effet que les maréchaux avaient fait violence à Napoléon pour l'obliger à renoncer au trône. A un fait faux on ajoutait des détails plus faux encore, et bien des têtes exaltées n'étaient pas loin de se porter à des violences réelles, représailles des violences imaginaires qu'on se plaisait à raconter. Quand Napoléon paraissait dans la cour du palais de Fontainebleau, beaucoup d'officiers brandissaient leurs sabres et lui offraient le sacrifice de leur vie. Profondément touché de ces témoignages, revenant au calcul des forces qui restaient à ses lieutenants, Soult, Suchet, Augereau, Eugène, Maison, Davoust, il n'avait pu dans certains moments s'empêcher d'éprouver quelques regrets, et de les laisser voir. S'associant à ce sentiment, les hommes jeunes, généreux, mais irréfléchis, qui éprouvaient pour lui un redoublement d'enthousiasme, s'étaient, dans la nuit du 7 au 8, livrés à plus d'agitation que de coutume. Les anciens chasseurs et grenadiers de la garde notamment, restés à Fontainebleau, avaient parcouru les rues de cette petite ville aux cris de : *Vive l'empereur! à bas les traîtres!* Ils avaient menacé d'égorger ceux qu'on qualifiait ainsi, et demandé à se précipiter sur Paris en désespérés. Cependant après un instant de condescendance, Napoléon, ne prévoyant pas dans sa froide raison qu'on pût tirer un grand résultat d'un mouvement pareil, avait envoyé ses plus fidèles serviteurs pour calmer une effervescence inutile, et cette émotion n'avait été que le dernier éclat d'une flamme près de s'éteindre.

Un des officiers qui ne partageaient pas ces regrets imprudents et en craignaient l'effet, avait eu la lâcheté de les dénoncer aux alliés, en ajoutant la fausse nouvelle que Napoléon s'était échappé de Fontainebleau pour aller se mettre à la tête des armées d'Italie, de Catalogne et d'Espagne [1]. Quand ce renseignement parvint à l'état-major des souverains, il y causa la plus vive agitation. Après la désertion du 6e corps, involontaire de la part des soldats, la désertion individuelle avait commencé à s'introduire dans l'armée, et il ne restait pas plus d'une quarantaine de mille hommes à Napoléon. Ces quarante mille hommes, conduits par lui, et pouvant être soutenus par le peuple parisien, causaient aux deux cent mille coalisés qui étaient dans Paris et que deux cent mille autres étaient prêts à rejoindre, une terreur indicible, et ne leur laissaient pas de repos tant que durait l'état

[1] M. de Caulaincourt, qui avait connu l'auteur de la dénonciation, n'a pas voulu le livrer au mépris de la postérité, et a refusé d'en consigner le nom dans ses souvenirs.

d'incertitude où l'on se trouvait. Alexandre, passant tout à coup avec la mobilité de sa nature d'une extrême confiance à une extrême défiance, se crut trompé par les représentants de Napoléon, et oubliant même la loyauté de M. de Caulaincourt. qui pourtant lui était si connue, supposa que la fidélité faisait taire chez lui la sincérité, que par conséquent lui et les deux maréchaux étaient à Paris pour cacher une grande manœuvre militaire. La supposition aurait pu être vraie quelques jours auparavant lorsqu'ils avaient été envoyés pour la première fois, et qu'ils n'avaient pas engagé leur parole, mais actuellement ce n'était qu'une illusion de la crainte. Alexandre fit appeler les trois plénipotentiaires, leur témoigna son mécontentement, et alla jusqu'à leur dire que s'il avait suivi son premier mouvement et les conseils de ses alliés, il les aurait fait arrêter. M. de Caulaincourt répondit avec hauteur au soupçon dont ils étaient l'objet; il dit qu'après le noble abandon que le monarque russe avait montré en traitant avec eux, ils n'auraient jamais voulu être les complices même d'une ruse de guerre; il soutint qu'on avait menti indignement aux monarques alliés, et offrit de se constituer prisonnier jusqu'à ce que le fait eût été vérifié. Alexandre n'accepta point cette proposition, et pour prouver qu'il n'avait pas conçu ces défiances à la légère, il communiqua la dénonciation et le nom du dénonciateur à M. de Caulaincourt. Celui-ci fut indigné, et d'un commun accord on envoya des officiers à Fontainebleau pour aller aux informations. Quelques heures après, ces officiers revinrent avec la relation exacte de ce qui s'était passé. D'après leur rapport, tout se bornait à une espèce de sédition militaire qui s'était apaisée d'elle-même, Napoléon n'ayant pas voulu en profiter.

C'était pour tout le monde une raison de hâter le dénoûment. Cette raison n'était pas la seule, car on annonçait à chaque instant l'arrivée de M. le comte d'Artois, et ce prince reçu dans Paris avec les acclamations qui ne manquent jamais aux nouveaux arrivants, il pouvait devenir impossible de rien obtenir pour Napoléon. Alexandre avait bien promis de ne pas admettre M. le comte d'Artois à Paris avant la signature des conventions relatives à la famille impériale, mais c'était un motif de plus d'en finir. On se hâta donc. D'abord, on pensa qu'il n'était pas sage de vivre sur un armistice tacite qui pouvait à tout moment être rompu, sans qu'il y eût à accuser personne. On convint d'un armistice formel et écrit pour toutes les armées, et particulièrement pour celle qui campait autour de Fontainebleau. Il fut stipulé quant à celle-ci, que la Seine, depuis Fontainebleau jusqu'à Essonne, la séparerait des troupes alliées, et à partir de la ville d'Essonne, l'Essonne elle-même, en suivant cette rivière aussi loin que l'exigerait l'extension des cantonnements. Cet armistice signé, on s'occupa du traité qui devait régler le sort de Napoléon et de sa famille.

L'île d'Elbe, quoique contestée plus d'une fois à l'instigation de M. Fouché et des ministres autrichiens, ne fut plus mise en question grâce à la volonté bien prononcée d'Alexandre. Il fut convenu que Napoléon posséderait cette île en toute souveraineté, en conservant pendant sa vie le titre dont le monde était habitué à le qualifier, celui d'EMPEREUR. Il fut convenu en outre qu'il pourrait se faire accompagner de sept à huit cents hommes de sa vieille garde, lesquels lui serviraient d'escorte d'honneur et de sûreté. Restait à fixer le sort de Marie-Louise et de son fils. M. de Metternich était arrivé le 10 avril, et avait refusé la Toscane, disant qu'Alexandre, en se montrant disposé à l'accorder, n'était généreux que du bien d'autrui. Parme et Plaisance avaient été assignés à la mère et au fils. On s'était ensuite occupé des arrangements pécuniaires. On avait consenti à un traitement annuel de deux millions pour Napoléon, et à pareille somme à partager entre ses frères et sœurs. Ces sommes devaient être prises tant sur le Trésor français que sur le revenu des immenses pays cédés par la France. A cette condition Napoléon s'engageait à livrer toutes les valeurs du Trésor extraordinaire ainsi que les diamants de la couronne. Sur ce Trésor extraordinaire on lui permettait de distribuer 2 millions en capital aux officiers dont il voudrait récompenser les services. Une principauté était promise au prince Eugène, lorsqu'on arrêterait les arrangements définitifs de territoire. Enfin la dotation de l'impératrice Joséphine devait être maintenue, mais réduite à un million.

Ce n'est qu'après de longs débats que ces arrangements furent adoptés. Le gouvernement provisoire y faisant obstacle, non à cause de l'étendue des sacrifices pécuniaires, mais à cause de la reconnaissance du règne impérial qu'on pouvait en induire, Alexandre voulut que les

représentants de Napoléon fussent placés en présence de M. de Talleyrand et des ministres alliés, dans une réunion commune. La discussion fut vive, et le maréchal Macdonald, que les petitesses de cette discussion indignaient, y soutint avec énergie la cause de la famille impériale. Enfin, la rudesse et la fierté de M. de Caulaincourt, qui surpassèrent même les hauteurs habituelles de M. de Talleyrand, mirent un terme au débat, et on tomba d'accord. On était au 10 avril, et on annonçait l'arrivée prochaine de M. le comte d'Artois.

Le 11, il y eut une réunion générale des ministres des puissances, des membres du gouvernement provisoire et des représentants de Napoléon. Le traité fut signé par les ministres des monarques alliés, sur des instruments séparés, et M. de Talleyrand, au nom du gouvernement royal, sans adhérer au traité lui-même, garantit l'exécution des conditions qui concernaient la France. M. de Caulaincourt, pour la première fois alors, se dessaisit de l'abdication de Napoléon, et la remit à M. de Talleyrand qui la reçut avec une joie peu dissimulée. Ainsi devait finir la plus grande puissance qui eût régné sur l'Europe depuis Charlemagne, et le conquérant qui avait signé les traités de Campo-Formio, de Lunéville, de Vienne, de Tilsit, de Bayonne, de Presbourg, était réduit à accepter, par son noble représentant, non pas le traité de Châtillon dont il avait eu raison de ne pas vouloir, mais le traité du 11 avril, qui lui accordait l'île d'Elbe, avec une pension pour lui et les siens : terrible exemple du châtiment que la fortune réserve à ceux qui se sont laissé enivrer par ses faveurs!

Ces signatures échangées, M. de Talleyrand prenant la parole avec un mélange de dignité et de courtoisie, dit aux trois envoyés de Napoléon, que leurs devoirs envers leur maître malheureux étant largement remplis, le gouvernement comptait maintenant sur leur adhésion, et y tenait à cause de leur mérite et de leur honorable renommée. A cette ouverture, M. de Caulaincourt répondit que ses devoirs envers Napoléon ne seraient pleinement accomplis que lorsque toutes les conditions qu'on venait de souscrire auraient été fidèlement exécutées. Le maréchal Ney répondit qu'il avait déjà adhéré au gouvernement des Bourbons, et qu'il y adhérait de nouveau. — Je ferai, dit le maréchal Macdonald, comme M. de Caulaincourt. — On se quitta après ces déclarations, et M. de Caulaincourt, suivi du maréchal Macdonald, repartit immédiatement pour Fontainebleau.

Un peu avant la signature de ce traité du 11 avril, Napoléon avait fait redemander à M. de Caulaincourt l'acte de son abdication. Bien qu'il n'eût aucune illusion sur l'Autriche, et qu'il comprît que, tout en aimant sa fille, François II dût lui préférer l'intérêt de son empire, il s'était flatté que si Marie-Louise voyait son père, elle en obtiendrait quelque chose, la Toscane peut-être, précieuse par le voisinage de l'île d'Elbe. Il lui avait donc conseillé, par la correspondance secrète qu'il avait établie avec elle, de s'adresser à l'empereur François. Marie-Louise, suivant ce conseil, avait envoyé plusieurs émissaires à Dijon, et avait reçu de son père des protestations de tendresse qui étaient de nature à lui laisser quelque espérance. En même temps un faux avis parvenu à Napoléon lui avait fait croire que François II désapprouvait la précipitation avec laquelle on condamnait la régence de Marie-Louise au profit des Bourbons. C'est à la suite de ce faux avis que Napoléon avait redemandé l'acte de son abdication, mais sans insister, ayant bientôt reconnu lui-même la légèreté des informations qu'on lui avait fait parvenir. M. de Caulaincourt avait nettement refusé pour ne pas rompre les négociations. Napoléon, appréciant ses motifs, accueillit M. de Caulaincourt et le maréchal Macdonald avec beaucoup de cordialité et de témoignages de gratitude. Il prit le traité de leurs mains, le lut, l'approuva, sauf le refus de la Toscane qu'il regrettait, et remercia vivement ses deux négociateurs, surtout le maréchal Macdonald, duquel il n'aurait pas attendu une conduite aussi amicale. Il les renvoya ensuite tous deux, comme s'il eût voulu prendre quelque repos, et remettre au lendemain la suite de cet entretien.

A peine les deux négociateurs étaient-ils sortis, qu'il fit, selon son habitude, rappeler M. de Caulaincourt, pour s'épancher avec lui en toute confiance. Il était calme, plus doux que de coutume, et avait dans ses paroles et dans son attitude quelque chose de solennel. Bien qu'il eût mis à se modérer dans ces circonstances extraordinaires toute la force de son âme, et que sur les ailes de son génie il se fût comme élevé au-dessus de la terre, ce que M. de Caulaincourt n'avait pu s'empêcher d'admirer profondément, il sembla en ce moment s'élever plus haut encore, et parler de toutes choses avec un désintéressement extraordinaire. Il remercia de nouveau M. de Caulaincourt, mais cette fois très-personnellement, de ce qu'il avait fait, et en

parut pénétré de gratitude, quoique n'en éprouvant aucune surprise. Il répéta que le traité était suffisant pour sa famille, plus que suffisant pour lui-même qui n'avait besoin de rien, mais exprima encore une fois ses regrets quant à la Toscane. — C'est une belle principauté, dit-il, qui aurait convenu à mon fils. Sur ce trône, où les lumières sont restées héréditaires, mon fils eût été heureux, plus heureux que sur le trône de France toujours exposé aux orages, et où ma race n'a pour se soutenir qu'un titre, la victoire. Ce trône, en outre, eût été nécessaire à ma femme. Je la connais, elle est bonne, mais faible et frivole... — Mon cher Caulaincourt, ajouta-t-il, César peut redevenir citoyen, mais sa femme peut difficilement se passer d'être l'épouse de César. Marie-Louise aurait encore trouvé à Florence un reste de la splendeur dont elle était entourée à Paris Elle n'aurait eu que le canal de Piombino à traverser pour me rendre visite; ma prison aurait été comme enclavée dans ses États; à ces conditions j'aurais pu espérer de la voir, j'aurais même pu aller la visiter, et quand on aurait reconnu que j'avais renoncé au monde, que, nouveau *Sancho*, *je ne songeais plus qu'au bonheur de mon île*, on m'aurait permis ces petits voyages; j'aurais retrouvé le bonheur dont je n'ai guère joui, même au milieu de tout l'éclat de ma gloire. Mais, maintenant, quand il faudra que ma femme vienne de Parme, traverse plusieurs principautés étrangères pour se transporter auprès de moi... Dieu sait!... Mais laissons ce sujet, vous avez fait ce que vous avez pu... je vous en remercie; l'Autriche est sans entrailles!... — Il serra de nouveau la main à M. de Caulaincourt, et parla de sa vie tout entière avec une rare impartialité et une incomparable grandeur.

Il convint qu'il s'était trompé, qu'épris de la France, du rang qu'elle avait dans le monde, de celui qu'elle pouvait y avoir, il avait voulu élever avec elle et pour elle un empire immense, un empire régulateur, duquel tous les autres auraient dépendu, et il reconnut qu'après avoir réalisé presque en entier ce beau rêve, il n'avait pas su s'arrêter à la limite tracée par la nature des choses. Puis il parla de ses généraux, de ses ministres, donna un souvenir à Masséna, affirma que c'était celui de ses lieutenants qui avait fait les plus grandes choses, ne reparla plus de cette campagne de Portugal, trop justifiée, hélas! par nos malheurs dans la Péninsule, mais répéta ce qu'il avait dit plus d'une fois, qu'à la belle défense de Gênes, en 1800, il n'avait manqué qu'une chose, vingt-quatre heures de plus dans la résistance. Il parla de Suchet, de sa profonde sagesse à la guerre et dans l'administration, dit quelques mots du maréchal Soult et de son ambition, ne prononça pas une parole sur Davoust, qui depuis deux ans avait échappé à ses regards, et faisait en ce moment à Hambourg des prodiges d'énergie ignorés en France; il s'entretint enfin de Berthier, de son sens si juste, de son honnêteté, de ses rares talents comme chef d'état-major. — Je l'aimais, dit-il, et il vient de me causer un vrai chagrin. Je l'ai prié de passer quelque temps avec moi à l'île d'Elbe, il n'a pas paru y consentir... pourtant, je ne l'aurais pas retenu longtemps. Croyez-vous que je veuille prolonger indéfiniment une vie oisive et inutile? Cette preuve de dévouement lui eût peu coûté; mais son âme est brisée, il est père, il songe à ses enfants; il se figure qu'il pourra conserver la principauté de Neufchâtel; il se trompe, mais c'est bien excusable. J'aime Berthier... je ne cesserai pas de l'aimer... Ah! Caulaincourt, sans indulgence il est impossible de juger les hommes, et surtout de les gouverner! — Puis Napoléon parla de ses autres généraux, cita Gérard et Clausel comme l'espoir de l'armée française, et fit quelques réflexions non pas amères mais tristes sur l'empressement de certains officiers à le quitter. — Que ne le font-ils franchement? dit-il. Je vois leur désir, leur embarras, je cherche à les mettre à l'aise, je leur dis qu'ils n'ont plus qu'à servir les Bourbons, et au lieu de profiter de l'issue que je leur ouvre, ils m'adressent de vaines protestations de fidélité, pour envoyer ensuite sous main leur adhésion à Paris, et prendre un faux prétexte de s'en aller. Je ne hais que la dissimulation. Il est si naturel que d'anciens militaires, couverts de blessures, cherchent à conserver sous le nouveau gouvernement le prix des services qu'ils ont rendus à la France! Pourquoi se cacher? Mais les hommes ne savent jamais voir nettement ce qu'ils doivent, ce qui leur est dû, parler, agir en conséquence. Mon brave Drouot est bien autre. Il n'est pas content, je le sens bien, non à cause de lui, mais de notre pauvre France. Il ne m'approuve point; il restera cependant, moins par affection pour ma personne, que par respect de lui-même... Drouot... Drouot, c'est la vertu!

Napoléon s'entretint ensuite de ses ministres. Il parut affecté de ce qu'aucun d'eux n'était venu de Blois lui faire ses adieux. Il parla du duc de Feltre, comme il en avait toujours pensé, peu

favorablement. Il vanta la probité, le savoir, l'application au travail du duc de Gaëte et du comte Mollien. Puis il s'étendit sur l'amiral Decrès. Il semblait attacher à ce ministre, qu'il aimait peu, une importance proportionnée à son esprit. — Il est dur, impitoyable dans ses propos, dit Napoléon, il prend plaisir à se faire haïr, mais c'est un esprit supérieur. Les malheurs de la marine ne sont pas sa faute, mais celle des circonstances. Il avait préparé avec peu de frais un matériel magnifique. J'avais, Caulaincourt, cent vingt vaisseaux de ligne! L'Angleterre, tout en se promenant sur les mers, ne dormait pas. Elle m'a fait beaucoup de mal sans doute, mais j'ai laissé dans ses flancs un trait empoisonné. C'est moi qui ai créé cette dette, qui pèsera sur les générations futures, et sera pour elles un fardeau éternellement incommode, s'il n'est accablant. — Napoléon parla aussi de M. de Bassano, de M. de Talleyrand, du duc d'Otrante.— On accuse Bassano bien à tort, dit-il. En tout temps il faut une victime à l'opinion. On lui impute mes plus graves résolutions. Vous savez, vous qui avez tout vu, ce qui en est. C'est un honnête homme, instruit, laborieux, dévoué, et d'une fidélité inviolable. Il n'a pas l'esprit de Talleyrand, mais il vaut bien mieux. Talleyrand, quoi qu'il en dise, ne m'a pas beaucoup plus résisté que Bassano dans les déterminations qu'on me reproche. Il vient de trouver un rôle, et il s'en est emparé. Du reste, on doit souhaiter que les Bourbons gouvernent dans son esprit. Il sera pour eux un précieux conseiller, mais ils ne sont pas plus capables de le garder six mois, que lui de demeurer six mois avec eux. Fouché est un misérable. Il va s'agiter, et tout brouiller. Il me hait profondément, autant qu'il me craint. C'est pour cela qu'il me voudrait voir aux extrémités de l'Océan. —

Cette conversation était interminable, et M. de Caulaincourt admirait le jugement impartial, presque toujours indulgent, de Napoléon, où il restait à peine quelques traces des passions de la terre. Dans ce moment, on annonça le comte Orloff, qui apportait les ratifications du traité du 11 avril, que l'empereur Alexandre avait mis une extrême courtoisie à expédier sur-le-champ. Napoléon en parut importuné, et ne voulut pas se séparer de M. de Caulaincourt, peu pressé qu'il était d'apposer sa signature au bas d'un tel acte. Il poursuivit cet entretien, et, après avoir parlé des autres, arrivant à parler de lui-même, de sa situation, il dit avec un accent de douleur profond : Sans doute, je souffre, mais les souffrances que j'endure ne sont rien auprès d'une qui les surpasse toutes! finir ma carrière en signant un traité où je n'ai pas pu stipuler un seul intérêt général, pas même un seul intérêt moral, comme la conservation de nos couleurs, ou le maintien de la Légion d'honneur! signer un traité où l'on me donne de l'argent!... Ah! Caulaincourt, s'il n'y avait là mon fils, ma femme, mes sœurs, mes frères, Joséphine, Eugène, Hortense, je déchirerais ce traité en mille pièces!... Ah! si mes généraux qui ont eu tant de courage et si longtemps, en avaient eu deux heures de plus, j'aurais changé les destinées!... Si même ce misérable Sénat qui, moi écarté, n'a aucune force personnelle pour négocier, ne s'était mis à ma place, s'il m'eût laissé stipuler pour la France, avec la force qui me restait, avec la crainte que j'inspirais encore, j'aurais tiré un autre parti de notre défaite. J'aurais obtenu quelque chose pour la France, et puis je me serais plongé dans l'oubli... Mais laisser la France si petite, après l'avoir reçue si grande!... quelle douleur!... —

Et Napoléon semblait accablé sous le poids de ses réflexions, qui dans les fautes d'autrui lui montraient les siennes mêmes, car effectivement si ses généraux ne l'avaient pas voulu suivre une dernière fois, c'est qu'il les avait épuisés; si le Sénat ne l'avait pas laissé faire, c'est qu'on sentait la nécessité de lui arracher le pouvoir des mains pour terminer une affreuse crise. Toutes ces vérités il les apercevait distinctement sans les exprimer, et se punissait lui-même en se jugeant, car c'est ainsi que la Providence châtie le génie : elle lui laisse le soin de se condamner, de se torturer par sa propre clairvoyance. Puis avec un redoublement de douleur, Napoléon ajouta : Et ces humiliations ne sont pas les dernières!... Je vais traverser ces provinces méridionales, où les passions sont si violentes. Que les Bourbons m'y fassent assassiner, je le leur pardonne ; mais je serai peut-être livré aux outrages de cette abominable populace du Midi. Mourir sur le champ de bataille ce n'est rien, mais au milieu de la boue et sous de telles mains!... —

Napoléon semblait en ce moment entrevoir avec horreur, non pas la mort qu'il était trop habitué à braver pour la craindre, mais un supplice infâme!... S'apercevant enfin que cet entretien avait singulièrement duré, s'excusant d'avoir retenu si longtemps M. de Caulaincourt, il le renvoya avec des démonstrations encore plus affectueuses, répétant qu'il le ferait rappeler

quand il aurait besoin de lui. M. de Caulaincourt le quitta, vivement frappé de ce qu'il avait entendu, et persistant à voir dans ces longues récapitulations, dans ces jugements suprêmes sur lui-même et sur les autres, un adieu aux grandeurs et non pas à la vie. Il se trompait. C'était un adieu à la vie que Napoléon avait cru faire en s'épanchant de la sorte. Il venait en effet de prendre la résolution étrange, et peu digne de lui, de se donner la mort. Les caractères très-actifs éprouvent rarement le dégoût de la vie, car ils s'en servent trop pour être tentés d'y renoncer. Napoléon, qui a été l'un des êtres les plus actifs de la nature humaine, n'avait donc aucun penchant au suicide; il le dédaignait même comme une renonciation irréfléchie aux chances de l'avenir, qui restent toujours aussi nombreuses qu'imprévues pour quiconque sait supporter le fardeau passager des mauvais jours. Néanmoins dans toute adversité, même la plus courageusement supportée, il y a des moments d'abattement, où l'esprit et le caractère fléchissent sous le poids du malheur. Napoléon eut dans cette journée l'un de ces moments d'insurmontable défaillance. Le traité relatif à sa famille étant signé, l'honneur des souverains y étant engagé, le sort de son fils, de sa femme, de ses proches lui paraissant assuré, il crut s'être acquitté de ses derniers devoirs. Il lui semblait d'ailleurs que pour d'honnêtes gens sa mort imprimerait aux engagements pris envers lui un caractère plus sacré, et qu'en cessant de le craindre on cesserait de le haïr. Dès lors jugeant sa carrière finie, ne se comprenant pas dans une petite île de la Méditerranée, où il ne ferait plus rien que respirer l'air chaud d'Italie, ne comptant pas même sur la ressource des affections de famille, car dans cet instant de sinistre clairvoyance il devinait qu'on ne lui laisserait ni son fils, ni sa femme, humilié d'avoir à signer un traité dont le caractère était tout personnel et pour ainsi dire pécuniaire, fatigué d'entendre chaque jour le bruit des malédictions publiques, se voyant avec horreur, dans son voyage à l'île d'Elbe, livré aux outrages d'une hideuse populace, il eut un moment l'existence en aversion, et résolut de recourir à un poison qu'il avait depuis longtemps gardé sous la main pour un cas extrême. En Russie, au lendemain de la sanglante bataille de Malo-Jaroslawetz, après la soudaine irruption des Cosaques qui avait mis sa personne en péril, il avait entrevu la possibilité de devenir prisonnier des Russes, et il avait demandé au docteur Yvan une forte potion d'opium pour se soustraire à l'insupportable supplice d'orner le char du vainqueur. Le docteur Yvan, comprenant la nécessité d'une telle précaution, lui avait préparé la potion qu'il demandait, et avait eu soin de la renfermer dans un sachet, pour qu'il pût la porter sur sa personne, et n'en être jamais séparé. Rentré en France, Napoléon n'avait pas voulu la détruire, et l'avait déposée dans son nécessaire de voyage, où elle se trouvait encore.

A la suite des accablantes réflexions de la journée, regardant le sort des siens comme assuré, ne croyant pas le compromettre par sa mort, il choisit cette nuit du 11 avril pour en finir avec les fatigues de la vie, qu'il ne pouvait plus supporter après les avoir tant cherchées, et tirant de son nécessaire la redoutable potion, il la délaya dans un peu d'eau, l'avala, puis se laissa retomber dans le lit où il croyait s'endormir pour jamais.

Disposé à y attendre les effets du poison, il voulut encore adresser un adieu à M. de Caulaincourt, et surtout lui exprimer ses dernières intentions relativement à sa femme et à son fils. Il le fit appeler vers trois heures du matin, s'excusant de troubler son sommeil, mais alléguant le besoin d'ajouter quelques instructions importantes à celles qu'il lui avait déjà données. Son visage se distinguait à peine à la lueur d'une lumière presque éteinte; sa voix était faible et altérée. Sans parler de ce qu'il avait fait, il prit sous son chevet une lettre et un portefeuille, et les présentant à M. de Caulaincourt, il lui dit : Ce portefeuille et cette lettre sont destinés à ma femme et à mon fils, et je vous prie de les leur remettre de votre propre main. Ma femme et mon fils auront l'un et l'autre grand besoin des conseils de votre prudence et de votre probité, car leur situation va être bien difficile, et je vous demande de ne pas les quitter. Ce nécessaire (il montrait son nécessaire de voyage) sera remis à Eugène. Vous direz à Joséphine que j'ai pensé à elle avant de quitter la vie. Prenez ce camée que vous garderez en mémoire de moi. Vous êtes un honnête homme, qui avez cherché à me dire la vérité... Embrassons-nous. — A ces dernières paroles qui ne pouvaient plus laisser de doute sur la résolution prise par Napoléon, M. de Caulaincourt, quoique peu facile à émouvoir, saisit les mains de son maître et les mouilla de ses larmes. Il aperçut près de lui un verre portant encore les traces du breuvage mortel. Il interro-

gea l'empereur, qui, pour toute réponse, lui demanda de se contenir, de ne pas le quitter, et de lui laisser achever paisiblement son agonie. M. de Caulaincourt cherchait à s'échapper pour appeler du secours. Napoléon, d'abord avec prière, puis avec autorité, lui prescrivit de n'en rien faire, ne voulant aucun éclat, ni surtout aucun œil étranger sur sa figure expirante.

M. de Caulaincourt, paralysé en quelque sorte, était auprès du lit où semblait près de s'éteindre cette existence prodigieuse, quand le visage de Napoléon se contracta tout à coup. Il souffrait cruellement, et s'efforçait de se roidir contre la douleur. Bientôt des spasmes violents indiquèrent des vomissements prochains. Après avoir résisté à ce mouvement de la nature, Napoléon fut contraint de céder. Une partie de la potion qu'il avait prise fut rejetée dans un bassin d'argent que tenait M. de Caulaincourt. Celui-ci profita de l'occasion pour s'éloigner un instant, et appeler du secours. Le docteur Yvan accourut. Devant lui tout s'expliqua. Napoléon réclama de sa part un dernier service, c'était de renouveler la dose d'opium, craignant que celle qui restait dans son estomac ne suffît pas. Le docteur Yvan se montra révolté d'une semblable proposition. Il avait pu rendre un service de ce genre à son maître, en Russie, pour l'aider à se soustraire à une situation affreuse, mais il regrettait amèrement de l'avoir fait, et, Napoléon insistant, il s'enfuit de sa chambre où il ne reparut plus. En ce moment survinrent le général Bertrand et M. de Bassano. Napoléon recommanda qu'on divulguât le moins possible ce triste épisode de sa vie, espérant encore que ce serait le dernier. On avait lieu de le penser en effet, car il semblait accablé, et presque éteint. Il tomba dans un assoupissement qui dura plusieurs heures.

Ses fidèles serviteurs restèrent immobiles et consternés autour de lui. De temps en temps, il éprouvait des douleurs d'estomac cruelles, et il dit plusieurs fois : Qu'il est difficile de mourir, quand sur le champ de bataille c'est si facile ! Ah ! que ne suis-je mort à Arcis-sur-Aube ! —

La nuit s'acheva sans amener de nouveaux accidents. Il commençait à croire qu'il ne verrait pas cette fois le terme de sa vie, et les personnages dévoués qui l'entouraient l'espéraient aussi, bien heureux qu'il ne fût pas mort, sans être très-satisfaits pour lui qu'il vécût. Sur ces entrefaites, on annonça le maréchal Macdonald qui, avant de quitter Fontainebleau, désirait présenter ses hommages à l'empereur sans couronne. — Je recevrai bien ce digne homme, dit Napoléon, mais qu'il attende. Je ne veux pas qu'il me voie dans l'état où je suis. — Le comte Orloff, de son côté, attendait les ratifications qu'il était venu chercher. On était au matin du 12; à cette heure M. le comte d'Artois allait entrer dans Paris, et beaucoup de personnages étaient pressés de quitter Fontainebleau. Napoléon voulut être un peu remis avant de laisser qui que ce fût approcher de sa personne.

Après un assez long assoupissement, M. de Caulaincourt et l'un des trois personnages initiés au secret de cet empoisonnement, prirent Napoléon dans leurs bras, et le transportèrent près d'une fenêtre qu'on avait ouverte. L'air le ranima sensiblement. — Le destin en a décidé, dit-il à M. de Caulaincourt, il faut vivre, et attendre ce que veut de moi la Providence. — Puis il consentit à recevoir le maréchal Macdonald. Celui-ci fut introduit, sans être informé du secret qu'on tenait caché pour tout le monde. Il trouva Napoléon étendu sur une chaise longue, fut effrayé de l'état d'abattement où il le vit, et lui en exprima respectueusement son chagrin [1]. Napoléon feignit d'attribuer à des souffrances d'estomac dont il était quelquefois atteint, et qui annonçaient déjà la maladie dont il est mort, l'état dans lequel il se montrait. Il serra affectueusement la main du maréchal. — Vous êtes, lui dit-il, un brave homme, dont j'apprécie la généreuse conduite à mon égard, et je voudrais pouvoir vous témoigner ma gratitude autrement qu'en paroles. Mais les honneurs, je n'en dispose plus ; de l'argent, je n'en ai point, et d'ailleurs, il n'est pas digne de vous. Mais je puis vous offrir un témoignage auquel vous serez, je l'espère, plus sensible. — Alors, demandant un sabre placé près de son chevet, et le présentant au maréchal. Voici, lui dit-il, le sabre de Mourad-Bey, qui fut un des trophées de la bataille d'Aboukir, et que j'ai souvent porté. Vous le garderez en mémoire de nos dernières relations, et vous le transmettrez à vos enfants. — Le maréchal accepta avec une vive émotion ce noble témoignage, et embrassa l'Empereur avec effusion. Ils se quittèrent pour ne plus se revoir, bien que leur carrière à l'un et à l'autre ne fût pas finie. Le maréchal partit immédiatement pour Paris. Berthier était parti aussi en promettant de revenir, mais d'une manière qui n'avait pas per-

[1] C'est le propre récit du maréchal dans ses Mémoires encore manuscrits.

suadé son ancien maître. — Vous verrez qu'il ne reviendra pas, avait dit Napoléon, tristement mais sans amertume. —

Durant cet intervalle, M. de Caulaincourt avait enfin trouvé le temps d'expédier les ratifications du traité du 11 avril, et de les remettre au comte Orloff, revêtues de la signature impériale. Il était retourné auprès de Napoléon, qui venait de recevoir de Marie-Louise une lettre extrêmement affectueuse. Cette lettre lui donnait les nouvelles les plus satisfaisantes de son fils, lui témoignait le dévouement le plus complet, et exprimait la résolution de le rejoindre aussi promptement que possible. Elle produisit sur Napoléon un effet extraordinaire. Elle le rappela en quelque sorte à la vie. C'était comme si une nouvelle existence se fût offerte à sa puissante imagination. — La Providence l'a voulu, dit-il à M. de Caulaincourt, je vivrai... Qui peut sonder l'avenir? D'ailleurs ma femme, mon fils me suffisent. Je les verrai, je l'espère, je les verrai souvent; quand on sera convaincu que je ne songe plus à sortir de ma retraite, on me permettra de les recevoir, peut-être de les aller visiter, et puis j'écrirai l'histoire de ce que nous avons fait... Caulaincourt, s'écria-t-il, j'immortaliserai vos noms!... Puis il ajouta : Il y a encore là des raisons de vivre!... — Alors se rattachant avec une prodigieuse mobilité à cette nouvelle existence dont il venait de se tracer l'image, il s'occupa des détails de son établissement à l'île d'Elbe, et voulut que M. de Caulaincourt allât lui-même, soit auprès de Marie-Louise, soit auprès des souverains, pour régler la manière dont sa femme le rejoindrait. Il n'avait songé à se réserver aucun argent; tout le trésor de l'armée avait été épuisé pour la solde. Il restait quelques millions à Marie-Louise. Son intention était de les lui laisser, afin qu'elle n'eût de service à réclamer de personne, et surtout pas de son père. Seulement d'après la nécessité démontrée de recourir à cette unique ressource, il consentit à ce qu'on partageât avec elle. Il chargea M. de Caulaincourt d'aller la voir, et de lui conseiller de nouveau de demander une entrevue à l'empereur François qui, touché peut-être par sa présence, lui accorderait la Toscane. Elle devait ensuite venir le trouver par Orléans sur la route du Bourbonnais. Toutefois il recommanda itérativement à M. de Caulaincourt de ne pas presser Marie-Louise de le rejoindre, de laisser à cet égard ses résolutions naître de son cœur, car, dit-il plusieurs fois, je connais les femmes et surtout la mienne! Au lieu de la cour de France, telle que je l'avais faite, lui offrir une prison, c'est une bien grande épreuve! Si elle m'apportait un visage triste ou ennuyé, j'en serais désolé. J'aime mieux la solitude que le spectacle de la tristesse ou de l'ennui. Si son inspiration la porte vers moi, je la recevrai à bras ouverts; sinon, qu'elle reste à Parme ou à Florence, là où elle régnera enfin. Je ne lui demanderai que mon fils. — Après l'expression de ces scrupules, Napoléon s'occupa des détails de son voyage. On était convenu de le faire accompagner à l'île d'Elbe par des commissaires des puissances, et il parut tenir surtout à la présence du commissaire anglais. — Les Anglais, dit-il, sont un peuple libre, et ils se respectent. — Tous ces détails réglés, il se sépara de M. de Caulaincourt, en lui renouvelant ses témoignages de confiance absolue et de gratitude éternelle. M. de Caulaincourt partit pour aller remplir sa mission auprès de Marie-Louise et des souverains.

Tandis que cette scène lugubre avait lieu à Fontainebleau, une scène toute différente se passait à Paris, car au milieu des perpétuelles vicissitudes de ce monde, la joie, incessamment portée des uns aux autres, vient luire tout à coup sur des visages longtemps assombris, en laissant plongés dans une noire tristesse les visages sur lesquels elle n'avait cessé de briller. En effet tout était agitation, empressement, démonstrations de dévouement autour de M. le comte d'Artois, qui allait faire dans Paris son entrée solennelle.

M. de Vitrolles avait rejoint le prince le 7, et l'avait trouvé à Nancy assistant à un *Te Deum* que l'on chantait pour célébrer ce qu'on appelait la délivrance de la France. M. le comte d'Artois fut saisi d'une émotion bien naturelle en apprenant qu'il allait enfin rentrer dans cette ville de Paris qu'il avait quittée en 1790, pour vivre proscrit environ un quart de siècle. Il avait autour de lui quelques amis fidèles, MM. François d'Escars, Jules de Polignac, Roger de Damas, de Bruges, l'abbé de Latil, qui partageaient son bonheur et se préparaient à l'accompagner dans la capitale. Il laissa M. le comte Roger de Damas à Nancy pour y prendre, sous le titre de gouverneur, l'administration de la Lorraine, et après s'être muni d'un uniforme de garde national, il se mit en route de manière à être dans les environs de Paris le jour qui serait choisi pour son entrée.

Les provinces qu'on traversait étaient horri-

blement ravagées. Des cadavres d'hommes et de chevaux infectaient les chemins ; les bâtiments de ferme étaient en cendres ; les ponts étaient barricadés ou coupés; la population était en fuite ou cachée, et accourait quand elle entendait un roulement de voiture autre que celui des canons. On la comblait de joie quand on lui annonçait la paix, et d'étonnement quand à cette nouvelle on ajoutait celle du retour des Bourbons. Elle restait froide au nom de ces princes, car, dans les provinces de l'Est, Napoléon était encore pour les habitants le défenseur du sol, bien que par sa politique il y eût attiré les ennemis. A Châlons, presque tout le monde était absent. A Meaux, l'évêque, le préfet, les fonctionnaires, les principaux habitants avaient quitté la ville pour ne pas assister à l'arrivée du prince. Pourtant M. le comte d'Artois, dès qu'il pouvait se faire voir ou entendre, ne manquait jamais de réussir. Avec peu de savoir, mais avec une remarquable facilité d'expression, une bonne grâce parfaite, une noble figure à laquelle un nez aquilin, une lèvre pendante donnaient tout à fait le caractère de sa famille, et qu'une grande expression de bonté, un extrême désir de plaire rendaient agréable à tous, il avait de quoi ramener les cœurs à lui. A Châlons, à Meaux, il finit par vaincre la froideur de ceux qu'il put joindre, et les laissa beaucoup mieux disposés qu'il ne les avait trouvés.

En approchant de Paris, M. de Vitrolles reçut une lettre de M. de Talleyrand qui lui mandait ce qui s'était passé, c'est-à-dire l'adoption et la publication de la constitution du Sénat, l'obligation imposée au Roi de jurer cette constitution avant d'être mis en possession de la royauté, par conséquent l'obligation pour M. le comte d'Artois de prendre un engagement quelconque avant d'être reconnu comme lieutenant général du royaume, enfin le désir universel des gens raisonnables et notamment des souverains alliés, de voir la cocarde tricolore adoptée par les princes de Bourbon. M. de Vitrolles, en recevant cette lettre, courut chez M. le comte d'Artois, se récria fort contre ce qu'il appelait la nonchalance, la légèreté de M. de Talleyrand qui ne savait, disait-il, résister à aucune demande, et, faute de fermeté dans les vues, promettait tantôt à l'un tantôt à l'autre, sans jamais tenir parole à personne. M. le comte d'Artois avait l'âme tellement remplie de joie qu'il était difficile dans le moment d'y faire entrer un sentiment triste. Lui et ses amis avaient bien pour la cocarde tricolore une répugnance instinctive, mais les subtilités constitutionnelles les touchaient moins, et le comte d'Artois, étonné du courroux de M. de Vitrolles, lui demanda si tout ce qu'on lui annonçait était vraiment assez mauvais pour prendre feu comme il faisait, et surtout pour en venir à un éclat. Le prince s'attacha donc lui-même à calmer M. de Vitrolles, et il fut convenu que ce dernier irait clandestinement à Paris, pour y lever ou éluder les principales difficultés. Pendant ce temps, le prince continua son voyage, et vint coucher au château de Livry.

M. de Vitrolles s'étant transporté le 11 au soir rue Saint-Florentin, chez M. de Talleyrand, y trouva ce qu'il y avait laissé, c'est-à-dire une confusion extrême, des Cosaques étendus dans la cour sur de la paille, au premier étage l'empereur Alexandre entouré de son état-major, à l'entre-sol le gouvernement provisoire, les membres de ce gouvernement dans une pièce, quelques copistes dans une autre, et M. de Talleyrand, tantôt dans celle-ci, tantôt dans celle-là, accueillant les solliciteurs avec un sourire insignifiant, les donnant de conseils avec un mouvement de tête qui n'engageait à rien, concluant le moins qu'il pouvait, et laissant faire le temps, qui fait beaucoup de choses, mais qui cependant ne les fait pas toutes. M. de Vitrolles, toujours fort actif, mais moins condescendant à mesure que son prince était plus près de Paris, s'emporta vivement contre la cocarde aux trois couleurs, et contre le serment exigé du roi Louis XVIII avant l'investiture de la royauté. Il semblait dire que l'on refuserait de telles conditions. Le visage incolore et ironique de M. de Talleyrand était fort déconcertant pour les gens impétueux ; il sourit des menaces de M. de Vitrolles, et puis il en vint aux explications.

Au sujet de la cocarde, il était survenu un incident assez singulier, fortuit ou combiné, qui avait beaucoup simplifié la difficulté. A peine la Constitution avait-elle été publiée que beaucoup de royalistes, ivres de joie, s'étaient répandus dans les provinces, annonçant le retour des Bourbons, et portant la cocarde blanche à leur chapeau, comme si ce signe était désormais universellement adopté. Deux ou trois d'entre eux s'étant rendus à Rouen, auprès du maréchal Jourdan, qui commandait dans cette division militaire, et que son aversion pour l'Empire, ses opinions libérales et monarchiques, disposaient favorablement à l'égard des Bourbons rappelés avec de bonnes lois, ils l'avaient trouvé

prêt à adhérer aux actes du Sénat; et comme, de plus, ils lui avaient dit que la cocarde blanche avait été prise à Paris, le maréchal Jourdan n'attachant d'importance qu'à l'acte essentiel, celui du rappel des Bourbons avec une constitution libérale, avait fait une adresse aux troupes pour leur annoncer la nouvelle révolution, les inviter à s'y rallier, et leur prescrire la cocarde blanche. Il leur avait même donné l'exemple en la prenant lui-même. N'ayant affaire qu'à des détachements épars, à des dépôts sans consistance, le maréchal n'avait rencontré aucune résistance. La cocarde blanche avait été acceptée par les troupes, et on était venu en donner la nouvelle à Paris comme une circonstance déterminante, de manière qu'on avait pris cette cocarde à Rouen en croyant suivre l'exemple de Paris, et on allait la prendre à Paris en croyant suivre l'exemple de Rouen. Considérant ainsi la question comme résolue, on avait, par une décision du 9, ordonné à la garde nationale parisienne d'arborer la cocarde blanche, bien qu'elle y eût répugné d'abord. Sur ce point la difficulté se trouvait à peu près surmontée, du moins pour la garde parisienne, et M. le comte d'Artois devant porter l'uniforme de cette garde, qui était tricolore, on se flattait d'avoir opéré une sorte de transaction entre les deux drapeaux. Il fut donc admis que M. le comte d'Artois entrerait ayant la cocarde blanche à son chapeau, et sur sa personne l'uniforme tricolore de garde national.

Quant à la constitution, l'arrangement était plus difficile. MM. de Talleyrand, de Jaucourt, de Dalberg, membres du gouvernement provisoire, discutaient la question avec M. de Vitrolles, et ne savaient plus à quel expédient recourir pour résoudre la difficulté. Sur ces entrefaites, quelques allants et venants s'étant introduits chez M. de Talleyrand, on les admit à la consultation, et on chercha comment on pourrait saisir M. le comte d'Artois de la lieutenance générale du royaume, sans violer les décisions du Sénat, et sans faire contracter à M. le comte d'Artois un engagement dont il n'avait pas le goût, et qu'il n'était pas autorisé à prendre, n'ayant pas eu le temps de consulter Louis XVIII. Un expédient se présenta, c'était de faire donner par M. de Talleyrand sa démission de président du gouvernement provisoire, et de transmettre cette présidence à M. le comte d'Artois. Mais, même dans ce cas, il fallait l'intervention du Sénat, et, pour l'obtenir, on ne pouvait se dispenser de se lier de quelque manière envers ce corps. Importuné de pareilles difficultés, M. de Talleyrand dit à M. de Vitrolles : Entrez d'abord, et nous verrons ensuite... — Ainsi, selon sa coutume, il s'en fiait aux choses du soin de s'arranger elles-mêmes, si on ne savait pas les arranger de sa propre main.

M. de Vitrolles retourna, le 11 au soir, au château de Livry, après être convenu que le lendemain, 12 avril, M. le comte d'Artois ferait son entrée dans Paris. M. de Talleyrand qui avait sous la main M. Ouvrard, sortant à peine des prisons impériales et toujours renommé pour son luxe, le chargea d'aller à Livry faire tous les préparatifs de la réception. On envoya aussi à Livry la garde nationale à cheval, et six cents hommes à pied de cette même garde, pour servir d'escorte d'honneur au prince. Celui-ci, rayonnant de joie, les accueillit avec une cordialité qui les toucha beaucoup, et comme s'il eût voulu corriger l'effet de la cocarde blanche placée à son chapeau, il leur dit qu'il s'était procuré à Nancy un uniforme pareil au leur, et qu'il entrerait le lendemain dans Paris avec le même habit qu'eux, comme avec les mêmes sentiments. Des acclamations répondirent à ces gracieuses paroles, et pour le moment gens d'autrefois, gens d'aujourd'hui, parurent du meilleur accord.

Le lendemain 12, une affluence considérable s'était formée dès le matin sur la route et dans les rues aboutissant à la barrière de Bondy. Les hommes qui étaient nés royalistes, ceux que la révolution avait faits tels, et le nombre de ces derniers était grand, avaient pris les devants afin d'assister à un spectacle bien imprévu pour eux, car après l'échafaud de Louis XVI, après les victoires de Napoléon, qui aurait jamais cru que Paris s'ouvrirait encore pour recevoir les Bourbons en triomphe? Pourtant, avec un peu de réflexion, on aurait pu le prédire, car il faut compter sur de brusques et violents retours, dès qu'on dépasse le but raisonnable et honnête des révolutions. Mais qui est-ce qui réfléchit, surtout parmi les masses? A cette époque, tant de gens avaient perdu leurs pères, leurs frères, leurs enfants sur l'échafaud ou sur les champs de bataille; tant de gens avaient eu leur famille dispersée, leur patrimoine envahi, que leur émotion était profonde à la seule idée de revoir un prince qui était pour eux la vivante image d'un temps où ils avaient été jeunes, où ils croyaient avoir été heureux, et dont ils avaient oublié les vices. Aussi, dans l'attente de la prochaine apparition

du prince, des milliers de visages étaient-ils fortement émus, et quelques-uns mouillés de larmes. La sage bourgeoisie de Paris, expression toujours juste du sentiment public, longtemps attachée à Napoléon qui lui avait procuré le repos avec la gloire, et détachée de lui uniquement par ses fautes, avait bientôt compris que, Napoléon renversé, les Bourbons devenaient ses successeurs nécessaires et désirables, que le respect qui entourait leur titre au trône, que la paix dont ils apportaient la certitude, que la liberté qui pouvait se concilier si bien avec leur antique autorité, étaient pour la France des gages d'un bonheur paisible et durable. Cette bourgeoisie était donc animée des meilleurs sentiments pour les Bourbons, et prête à se jeter dans leurs bras, s'ils lui montraient un peu de bonne volonté et de bon sens. La figure si avenante de M. le comte d'Artois était tout à fait propre à favoriser ces dispositions, et à les convertir en un élan universel.

Dès onze heures du matin, M. le comte d'Artois, entouré d'un grand nombre de personnages à cheval appartenant à toutes les classes, mais surtout à l'ancienne noblesse, se dirigea vers la barrière de Bondy. A chaque instant de nouveaux venus, des fonctionnaires de haut rang, des officiers français, des officiers étrangers, accouraient pour se joindre au cortége, et quand ils étaient reconnus, les rangs s'ouvraient pour les laisser parvenir jusqu'au prince. Les royalistes réunis autour de lui étaient singulièrement animés. Si, parmi les personnages qui survenaient, il y en avait quelques-uns de l'ancienne noblesse dont la fidélité eût chancelé un moment, des cris frénétiques de *Vive le roi!* éclataient à leur présence, et prouvaient que l'oubli ne serait pas pratiqué par les royalistes, même à l'égard les uns des autres. M. de Montmorency, rattaché à l'Empire quand tout le monde l'était en France, aide-major général de la garde nationale, arrivant avec son chef, le général Dessoles, fut assailli de ces cris affectés de *Vive le roi!* comme si l'on avait eu besoin d'enseigner aux Montmorency l'amour des Bourbons. En avançant vers la barrière, on vit paraître un groupe de cavaliers en grand uniforme et en panache tricolore : c'étaient les maréchaux Ney, Marmont, Moncey, Kellermann, Sérurier, n'ayant pas quitté des couleurs qui étaient encore celles de l'armée. Les cris recommencèrent, mais sans violence, car en présence de ces hommes redoutables, un instinct des plus prompts avait appris, même aux plus fougueux amis du prince, qu'il fallait se contenir. Le maréchal Ney se trouvait en tête du groupe. Son énergique figure, violemment contractée, décelait un extrême malaise, sans aucune crainte toutefois, car personne n'eût osé lui manquer d'égards. Au cri : *Voilà les maréchaux!* l'entourage du prince s'ouvrit avec empressement. M. le comte d'Artois, poussant son cheval vers eux, leur serra la main à tous. — Messieurs, leur dit-il, soyez les bienvenus, vous qui avez porté en tous lieux la gloire de la France. Croyez-le, mon frère et moi n'avons pas été les derniers à applaudir à vos exploits. — Placé auprès du prince, touché de son accueil, le maréchal Ney reprit bientôt une attitude plus aisée et plus naturelle. Près de la barrière, on trouva le gouvernement provisoire, son président en tête, qui venait recevoir M. le comte d'Artois aux portes de la capitale. M. de Talleyrand prononça quelques paroles courtoises, respectueuses et brèves, auxquelles le prince répondit par les mots heureux que lui inspirait la situation. Puis on s'achemina vers Notre-Dame, en suivant les grands quartiers de Paris. Dans les faubourgs, le spectacle ne fut pas des plus animés; il changea sur les boulevards. La bourgeoisie, sensible à l'espérance de la paix et du repos, fortement émue par les souvenirs qui se pressaient dans tous les esprits, charmée de la bonne mine du prince, lui fit l'accueil le plus cordial. L'émotion alla croissant en approchant de la cathédrale. A la porte de l'église, M. le comte d'Artois fut reçu par le chapitre. On s'était appliqué à éloigner le cardinal Maury, archevêque de Paris non institué, en l'accablant d'outrages pendant huit jours dans tous les journaux de la capitale. Ainsi l'intrépide défenseur de la cause royale dans l'Assemblée constituante, pour quelques actes de faiblesse envers l'Empire, n'obtenait pas l'oubli promis à tous. Le prince, conduit sous le dais au fauteuil royal, y fut dans l'église même l'objet de démonstrations bruyantes. Tous les grands fonctionnaires de l'État, tous les états-majors étaient réunis dans la basilique; le Sénat seul y manquait. Revenu à la dignité d'attitude dont il n'aurait jamais dû s'écarter, il ne voulait assister à aucune cérémonie qui pût signifier, de sa part, la reconnaissance de l'autorité des Bourbons, tant qu'il n'y aurait pas un engagement pris à l'égard de la constitution. Les cris éclatèrent de nouveau lorsque le clergé prononça ces paroles sacra-

mentelles : *Domine, salvum fac regem Ludovicum*, et le comte d'Artois, qui ne les avait pas entendues depuis que son auguste frère avait porté la tête sur l'échafaud, ne put retenir ses pleurs.

La cérémonie terminée, M. le comte d'Artois fut conduit aux Tuileries, au milieu de la même affluence et d'acclamations toujours plus significatives. A la porte du palais de ses pères, il fallut le soutenir, tant était forte son émotion, et les assistants, les larmes aux yeux, firent retentir l'air des cris de *Vive le roi!* Monté au premier étage du palais, il remercia ceux qui l'avaient accompagné, et les maréchaux en particulier, qui durent alors se retirer. Ces derniers, en quittant les Tuileries et en laissant le prince au milieu des grands personnages de l'émigration, sentirent déjà qu'ils seraient étrangers dans cette cour, au rétablissement de laquelle ils venaient de participer, et un regard de défiance et de regret indiqua ce pénible sentiment sur leur visage [1].

L'impression causée par cette journée dans la capitale avait été des plus vives. Le prince, par sa bonne grâce, son émotion sincère, l'à-propos de son langage, y avait contribué sans doute; mais elle était due surtout aux grands souvenirs du passé, si puissamment réveillés en cette occasion. Il semblait que la nation et l'ancienne royauté s'adressassent ces paroles : Nous avons cherché le bonheur les uns sans les autres, nous n'avons marché qu'à travers le sang et les ruines, réconcilions-nous, et soyons heureux en nous faisant des concessions réciproques. — Certainement on ne se le disait pas avec cette clarté, mais on le sentait confusément et profondément, et si les souvenirs qui en ce moment remuaient fortement les âmes et les rapprochaient, ne venaient pas bientôt les éloigner après les avoir réunies, la France pouvait être heureuse en jouissant, sous ses anciens rois, d'une paisible liberté. Mais que de sagesse il eût fallu à tous pour qu'il en fût ainsi! Cependant il était permis de l'espérer, et l'on était fondé à croire que la grande victime de Fontainebleau, immolée par sa faute au bonheur public, suffirait pour l'assurer.

Les Tuileries restèrent ouvertes le lendemain, et quiconque se présentait avec un nom, peu ou point qualifié, s'il pouvait rappeler qu'en telle ou telle circonstance il avait vu les princes, avait souffert avec eux ou pour eux, était accueilli, et sentait sa main affectueusement serrée par M. le comte d'Artois. En un instant on répétait dans tout Paris les paroles sorties de la bouche du prince, et la flatterie, prompte à aider le sentiment, comparait sa personne gracieuse et affable à la personne brusque et dure de l'usurpateur déchu. On n'entendait, on ne lisait que de perpétuelles comparaisons entre la tyrannie ombrageuse, défiante, souvent cruelle du soldat parvenu, et l'autorité paternelle, douce et confiante des anciens princes légitimes. On faisait sur ce thème mille jeux d'esprit plus ou moins justes. — Nous avons eu assez de gloire, disait M. de Talleyrand à M. le comte d'Artois, apportez-nous l'honneur. — Le génie était autant en discrédit que la gloire. Ces mots de génie et de gloire, si fastidieusement répétés depuis quinze ans, avaient fait place à d'autres dans le vocabulaire des flatteurs, et on n'entendait parler que du droit, de la légitimité, de l'antique sagesse. Ainsi, chaque époque a son langage en vogue qu'il faut lui concéder, sans y attacher plus d'importance qu'il ne convient.

Les Bourbons étant rentrés aux Tuileries, il ne restait plus qu'à emporter hors de France, et dans la retraite qui lui était destinée, le lion vaincu et enfermé à Fontainebleau. M. de Caulaincourt avait reçu mission de régler avec les souverains étrangers les détails du voyage de Napoléon à travers la France, voyage difficile à cause des provinces méridionales par lesquelles il fallait passer. Il avait été convenu que chacune des grandes puissances belligérantes, la Russie, la Prusse, l'Autriche, l'Angleterre, enverrait un commissaire chargé de la représenter auprès de Napoléon, et d'assurer le respect de sa personne et l'exécution du traité du 11 avril. En désignant M. de Schouvaloff comme son commissaire, Alexandre lui avait dit en présence de M. de Caulaincourt : Votre tête me répond de celle de Napoléon, car il y va de notre honneur, et c'est le premier de nos devoirs de le faire respecter et arriver sain et sauf à l'île d'Elbe. — Ce monarque avait en même temps expédié un de ses officiers auprès de Marie-Louise, pour qu'elle ne fût inquiétée ni par les Cosaques, ni par les furieux du parti royaliste, naturellement plus nombreux sur les bords de la Loire qu'ailleurs.

Marie-Louise, que nous avons laissée sur la route de Blois après la bataille de Paris, avait voyagé à petites journées, le désespoir dans l'âme, craignant pour la vie de son époux, pour

[1] C'est le propre récit de M. de Vitrolles.

la couronne de son fils, pour son sort à elle-même, et, faute de lumières, ne sachant pas mesurer ces différentes craintes à l'étendue réelle du danger. Les nouvelles de la prise de Paris, du retour do Napoléon vers cette capitale, de son abdication, et enfin de l'attribution du duché de Parme à elle et à son fils, lui étaient successivement parvenues. Elle avait cruellement souffert pendant ces diverses péripéties, car bien qu'elle ne fût pas douée de la force qui produit les grands dévouements, elle était douce, bonne, elle avait de l'attachement pour Napoléon, et une véritable tendresse maternelle pour le roi de Rome. Le beau duché de Parme, où ello allait régner seule, était sans doute un certain dédommagement de ce qu'elle perdait; pourtant elle y songeait à peino dans le moment, et la vue de son époux tombé du plus haut des trônes dans une sorto de prison, touchait son âme faiblo mais nullement insensible. D'après sa propre impulsion, et sur les conseils do madame de Luçay, elle avait songé un instant à courir à Fontainebleau pour se jeter dans les bras de Napoléon, et ne plus le quitter. Mais le désir do voir son père afin d'en obtenir la Toscane, désir dans lequel Napoléon l'avait lui-même encouragée, l'avait fait hésiter. De plus un incident qui, bien qu'insignifiant, avait produit sur elle une pénible impression, l'avait singulièremont indisposée contre les Bonaparte. Ses beaux-frères, voyant l'ennemi approcher de la Loire, l'avaient engagée à se retirer au delà, ce qu'elle répugnait à faire, et ce qui avait amené une scène tellement vive, que ses serviteurs, l'entendant, étaient pour ainsi dire accourus à son secours. Elle en avait conservé une extrême irritation, et quand des officiers d'Alexandre et de l'empereur François étaient venus la prendre sous leur protection, elle s'était livrée volontiers à eux, ne se doutant pas qu'elle allait devenir avec son fils un gago dont la coalition ne so dessaisirait jamais. Il avait été ensuite convenu qu'elle se rendrait à Rambouillet pour y recevoir la visite de son père.

Avant son départ, la protection do la Russie et de l'Autriche ne put lui épargner un genre d'outrage qui n'est que trop ordinaire au milieu de semblables catastrophes. En quittant Paris, elle avait emporté le reste du trésor personnel de Napoléon, consistant en 18 millions, or ou argent, et en une riche vaisselle. A ce trésor étaient joints les diamants de la couronne. Les 18 millions étaient le dernier débris des économies de Napoléon sur sa liste civile, et la vaisselle d'or était sa propriété personnelle. Sur ces 18 millions, il avait été envoyé quelques millions à Fontainebleau, soit pour la solde de l'armée, soit pour la dépense du quartier général, et d'après l'ordre formel de Napoléon lui-même, Marie-Louise avait mis environ 2 millions dans ses voitures, pour son propre usage. Il restait à peu près 10 millions dans les fourgons de la cour fugitive. Le gouvernement provisoire, manquant d'argent, imagina d'envoyer des agents à la suite de Marie-Louise, pour saisir ce trésor, sous prétexte qu'il se composait de sommes dérobées aux caisses de l'État. Il n'en était rien, mais on ne s'inquiète guèro d'être vrai et juste en de pareilles circonstances.

Suivant une autre coutumo do ces temps de crise, on choisit pour agent un ennemi, et on le prit en outre dans les rangs inférieurs de l'administration. C'était M. Dudon, expulsé du conseil d'État par ordre de Napoléon. Cet agent, s'étant rendu à Orléans, se saisit des 10 millions placés dans les fourgons du Trésor, de la vaisselle personnelle de Napoléon, d'une partie des diamants de Marie-Louise, malgré les réclamations de celle-ci et les efforts des commissaires étrangers pour lui épargner une telle avanie. On rapporta à Paris ces dépouilles impériales, dont le nouveau gouvernement avait grand besoin.

D'Orléans, Marie-Louise se rendit à Rambouillet pour y attendre son père. L'empereur d'Autriche, entré le 15 avril à Paris, où il avait été reçu en grande pompe par ses alliés, et avec beaucoup de froideur par le peuple parisien, qui jugeait sévèrement la conduite du père de l'impératrice, se rendit à Rambouillet afin de voir sa fille. Il la combla de témoignages de tendresse, et s'efforça de lui persuader que tous ses malheurs étaient imputables à son mari; que l'Autriche n'avait rien négligé pour amener une paix honorable, tantôt à Prague, tantôt à Francfort, tantôt enfin à Châtillon; que jamais Napoléon n'avait voulu y souscrire; que c'était un homme de génie sans doute, mais absolument dépourvu de raison, et avec lequel l'Europe avait été réduite à en venir aux dernières extrémités; que lui, empereur d'Autriche, n'avait pu agir autrement qu'il n'avait fait; que ses devoirs de souverain avaient dû passer avant sa tendresse de père; que sa tendresse do père d'ailleurs n'était pas restée inactive, car il avait ménagé à sa fille une belle principauté en Italie; qu'elle y serait souveraine, qu'elle pourrait s'y

occuper de son fils, et lui préparer un doux et paisible avenir; que les plus favorisées des branches de la maison impériale étaient rarement traitées aussi bien; que, lorsque ce terrible orage serait passé, si elle voulait visiter son époux, et même vivre avec lui, elle en aurait la liberté, mais qu'actuellement, le plus sage était d'aller se reposer à Vienne des émotions qui l'avaient si profondément agitée; qu'elle y serait entourée des soins de sa famille jusqu'à ce qu'elle pût se rendre soit à Parme, soit même à l'île d'Elbe; mais qu'actuellement, il serait pénible, inconvenant de chercher à se réunir à Napoléon, pour traverser la France en prisonnière; qu'elle serait pour lui un embarras plutôt qu'un secours; que la vie, la sûreté de l'empereur vaincu et désarmé étaient un dépôt confié à l'honneur des monarques alliés; qu'elle devait donc être tranquille à ce sujet, et suivre le conseil de venir passer les premiers instants de cette séparation au milieu des embrassements de sa famille et des souvenirs de son enfance.

Marie-Louise, trouvant commode pour sa faiblesse ce qu'on lui proposait du reste avec les formes les plus affectueuses, adhéra aux désirs de son père, et consentit à se diriger sur Vienne, tandis que Napoléon s'acheminerait vers l'île d'Elbe. Elle chargea M. de Caulaincourt d'assurer Napoléon de son affection, de sa constance, de son désir de le rejoindre le plus tôt possible, et de sa résolution de lui amener son fils, dont elle promettait de prendre, et dont elle prenait en effet le plus grand soin.

Quant aux frères de Napoléon, à ses sœurs, à sa mère, ils se dispersèrent tous après le départ de Marie-Louise, et cherchèrent à gagner au plus vite les frontières de Suisse et d'Italie, pour s'y soustraire aux avanies dont ils étaient menacés. Quant aux divers ministres et agents du gouvernement impérial qui avaient accompagné la régente à Blois, ils se dispersèrent également, et la plupart pour venir à Paris adhérer aux actes du Sénat.

Tel fut le sort de tout ce qui appartenait à Napoléon durant ces derniers jours. En attendant il était à Fontainebleau, parfaitement résigné aux rigueurs du destin, impatient de voir les préparatifs de son voyage terminés, et d'être enfin rendu dans le lieu où il allait goûter un genre de repos dont il ne pouvait pressentir encore ni la nature, ni la durée. Chaque jour il voyait la solitude s'accroître autour de lui. Il trouvait tout simple qu'on le quittât, car ces militaires qui l'avaient suivi partout, le dernier jour excepté, devaient être pressés de se rallier aux Bourbons, pour conserver des positions qui étaient le juste prix des travaux de leur vie. Il aurait voulu seulement qu'ils y missent un peu plus de franchise, et, pour les y encourager, il leur adressait le plus noble langage. — Servez les Bourbons, leur disait-il, servez-les bien; il ne vous reste pas d'autre conduite à tenir. S'ils se comportent avec sagesse, la France sous leur autorité peut être heureuse et respectée. J'ai résisté à M. de Caulaincourt dans ses vives instances pour me faire accepter la paix de Châtillon. J'avais raison. Pour moi ces conditions étaient humiliantes; elles ne le sont pas pour les Bourbons. Ils retrouvent la France qu'ils avaient laissée, et peuvent l'accepter avec dignité. Telle quelle, la France sera encore bien puissante, et quoique géographiquement un peu moindre, elle demeurera moralement aussi grande par son courage, son génie, ses arts, l'influence de son esprit sur le monde. Si son territoire est amoindri, sa gloire ne l'est pas. Le souvenir de nos victoires lui restera comme une grandeur impérissable, et qui pèsera d'un poids immense dans les conseils de l'Europe. Servez-la donc sous les princes que ramène en ce moment la fortune variable des révolutions, servez-la sous eux comme vous avez fait sous moi. Ne leur rendez pas la tâche trop difficile, et quittez-moi, en me gardant seulement un souvenir. —

Tel est le résumé du langage qu'il tenait tous les jours dans la solitude croissante de Fontainebleau. On a vu comment Ney et Macdonald s'étaient séparés de lui. Oudinot, Lefebvre, Moncey l'avaient quitté, chacun à sa manière. Berthier s'était retiré aussi, mais en quelque sorte par un ordre de son maître. Napoléon lui avait confié le commandement de l'armée pour qu'il le transmît au gouvernement provisoire, et qu'à pendant cette transmission il pût confirmer les grades qui étaient le prix du sang versé dans la dernière campagne. Berthier avait promis de revenir; Napoléon l'attendait, et en voyant les heures, les jours s'écouler sans qu'il reparût, désespérait de le voir, et en souffrait sans se plaindre. Au lieu de l'arrivée de Berthier, c'était chaque jour un nouveau départ de quelque officier de haut grade. L'un quittait Fontainebleau pour raison de santé, l'autre pour raison de famille ou d'affaires; tous promettaient de reparaître bientôt, aucun n'y songeait. Napoléon feignait d'entrer

dans les motifs de chacun, serrait affectueusement la main des partants, car il savait que c'étaient des adieux définitifs qu'il recevait, et leur laissait dire, sans le croire, qu'ils allaient revenir. Peu à peu le palais de Fontainebleau était devenu désert. Dans ses cours silencieuses on avait quelquefois encore l'oreille frappée par des bruits de voitures, on écoutait, et c'étaient des voitures qui s'en allaient. Napoléon assistait ainsi tout vivant à sa propre fin. Qui n'a vu souvent, à l'entrée de l'hiver, au milieu des campagnes déjà ravagées, un chêne puissant, étalant au loin ses rameaux sans verdure, et ayant à ses pieds les débris desséchés de sa riche végétation! Tout autour règnent le froid et le silence, et par intervalles on entend à peine le bruit léger d'une feuille qui tombe. L'arbre immobile et fier n'a plus que quelques feuilles jaunies prêtes à se détacher comme les autres, mais il n'en domine pas moins la plaine de sa tête sublime et dépouillée. Ainsi Napoléon voyait disparaître une à une les fidélités qui l'avaient suivi à travers les innombrables vicissitudes de sa vie. Il y en avait qui tenaient un jour, deux jours de plus, et qui expiraient au troisième. Toutes finissaient par arriver au terme. Il en était quelques-unes pourtant que rien n'avait pu ébranler. Drouot, l'improbation dans le cœur, la tristesse sur le front, le respect à la bouche, était demeuré auprès de son maître malheureux. Le général Bertrand avait suivi ce généreux exemple. Les ducs de Vicence et de Bassano étaient restés aussi. Le duc de Vicence n'était pas plus flatteur qu'autrefois, le duc de Bassano l'était presque davantage, et donnait ainsi de sa longue soumission une honorable excuse, en prouvant qu'elle tenait à une admiration de Napoléon, sincère, absolue, indépendante du temps et des événements. Napoléon, touché de son dévouement, lui adressa plus d'une fois ces paroles consolatrices : — Bassano, ils prétendent que c'est vous qui m'avez empêché de faire la paix !... qu'en dites-vous?... Cette accusation doit vous faire sourire, comme toutes celles qu'on me prodigue aujourd'hui...—Et Napoléon lui avait autant de fois serré la main, avouant ainsi de la manière la plus noble qu'il était le seul coupable.

Cette longue agonie devait finir. Les commissaires des puissances étaient arrivés, et Napoléon les avait parfaitement accueillis, excepté le commissaire prussien, qui lui rappelait deux souvenirs pénibles : ses anciens torts envers la Prusse, et la conduite odieuse de l'armée prussienne envers nos provinces ravagées. Il l'avait traité avec politesse et froideur. Tout étant prêt dès le 18, Napoléon, mieux informé de ce qui s'était passé à Rambouillet entre sa femme et son beau-père, comprit que cette entrevue, de laquelle il avait espéré quelque chose, moins pour lui que pour Marie-Louise et le roi de Rome, n'aboutirait qu'à le priver de leur présence, et que ces êtres chéris, considérés non comme une famille, mais comme une partie des grandeurs du trône, lui seraient probablement enlevés avec le trône lui-même. Il en conçut un mouvement d'irritation fort vif, et un instant fut prêt à briser le traité du 11 avril, et à se précipiter dans de nouvelles aventures. Revenu bientôt à la raison et à la résignation, il se montra résolu à partir. Mais les ordres pour le gouverneur de l'île d'Elbe n'étant pas assez explicites, M. de Caulaincourt courut de nouveau à Paris pour les faire préciser. Enfin le 20 au matin, plus rien ne manquant, Napoléon se décida à quitter Fontainebleau. Le bataillon de sa garde destiné à le suivre à l'île d'Elbe était déjà en route. La garde elle-même était campée à Fontainebleau. Il voulut lui adresser ses adieux. Il la fit ranger en cercle autour de lui, dans la cour du château, puis, en présence de ses vieux soldats profondément émus, il prononça les paroles suivantes : « Soldats, vous mes vieux compagnons d'armes, que j'ai toujours trouvés sur le chemin de l'honneur, il faut enfin nous quitter. J'aurais pu rester plus longtemps au milieu de vous, mais il aurait fallu prolonger une lutte cruelle, ajouter peut-être la guerre civile à la guerre étrangère, et je n'ai pu me résoudre à déchirer plus longtemps le sein de la France. Jouissez du repos que vous avez si justement acquis, et soyez heureux. Quant à moi, ne me plaignez pas. Il me reste une mission, et c'est pour la remplir que je consens à vivre, c'est de raconter à la postérité les grandes choses que nous avons faites ensemble. Je voudrais vous serrer tous dans mes bras, mais laissez-moi embrasser ce drapeau qui vous représente... — Alors attirant à lui le général Petit, qui portait le drapeau de la vieille garde, et qui était le modèle accompli de l'héroïsme modeste, il pressa sur sa poitrine le drapeau et le général, au milieu des cris et des larmes des assistants, puis il se jeta dans le fond de sa voiture, les yeux humides, et ayant attendri les commissaires eux-mêmes chargés de l'accompagner.

Son voyage se fit d'abord lentement. Le général Drouot ouvrait la marche dans une voiture.

Napoléon suivait, ayant dans la sienne le général Bertrand; les commissaires des puissances venaient ensuite. Pendant les premiers relais, des détachements à cheval de la garde accompagnèrent le cortége. Plus loin, les détachements manquant on marcha sans escorte. Dans la partie de la France qu'on traversait, et jusqu'au milieu du Bourbonnais, Napoléon fut accueilli par les acclamations du peuple, qui, tout en maudissant la conscription et les droits réunis, voyait en lui le héros malheureux et le vaillant défenseur du sol national. Tandis que la foule entourait sa voiture en criant : *Vive l'empereur!* elle faisait entendre autour de celle des commissaires le cri : *A bas les étrangers!* Plusieurs fois Napoléon s'excusa auprès d'eux de manifestations qu'il ne dépendait pas de lui d'empêcher, mais qui prouvaient cependant qu'il n'était pas dans toute la France aussi impopulaire qu'on avait voulu le dire. En général il s'entretenait librement et doucement avec les fonctionnaires qu'il rencontrait sur la route, recevait leurs adieux, et leur faisait les siens, avec une parfaite tranquillité d'esprit.

Bientôt le voyage devint plus pénible. Aux environs de Moulins, les cris de *Vive l'empereur!* cessèrent, et ceux de *Vive le roi! Vivent les Bourbons!* se firent entendre. Entre Moulins et Lyon, le peuple ne montra que de la curiosité, sans y ajouter aucun témoignage significatif. A Lyon, Napoléon avait toujours compté beaucoup de partisans, sensibles à ce qu'il avait fait pour leur ville et pour leur industrie; néanmoins il y avait aussi une portion de la population qui professait des sentiments entièrement contraires. Afin d'éviter toute manifestation, on traversa Lyon pendant la nuit. Pourtant quelques cris de *Vive l'empereur!* accueillirent le cortége impérial. Mais ce furent les derniers. En traversant Valence, Napoléon rencontra le maréchal Augereau qui venait de publier une proclamation indigne, rédigée, dit-on, par le duc d'Otrante, et se terminant par ces mots : « Soldats, vous êtes « déliés de vos serments; vous l'êtes par la na- « tion en qui réside la souveraineté; vous l'êtes « encore, s'il était nécessaire, par l'abdication « même d'un homme qui, après avoir immolé « des millions de victimes à sa cruelle ambition, « *n'a pas su mourir en soldat.* » Le pauvre Augereau l'avait su encore moins, et ne s'était pas exposé à mourir sur la Saône et le Rhône, où il avait contribué, par sa faiblesse et son ineptie, à ruiner les affaires de la France. Napoléon qui ne connaissait pas sa proclamation, mais qui connaissait sa triste campagne, ne lui fit cependant aucun reproche, l'accueillit avec une familiarité indulgente, et l'embrassa même en le quittant. En avançant vers le Midi, les cris de *Vive le roi!* se multiplièrent, et bientôt s'y ajoutèrent ceux-ci : *A bas le tyran! A mort le tyran!* — A Orange, notamment, ces cris furent proférés avec violence. A Avignon, la population ameutée demandait avec emportement qu'on lui livrât *le Corse* pour le mettre en pièces et le précipiter dans le Rhône. Tandis qu'on traitait de la sorte le génie, coupable mais glorieux, dans lequel s'étaient longtemps personnifiées la prospérité et la grandeur de la France, on criait : *Vivent les alliés!* autour de la voiture des commissaires. Du reste cette faveur pour l'étranger était heureuse en ce moment, car sans la popularité dont jouissaient les représentants des puissances, Napoléon égorgé eût devancé dans les eaux du Rhône l'infortuné maréchal Brune. Il fallut en effet tous les efforts des commissaires, des autorités, de la gendarmerie, pour empêcher un horrible forfait. A Orgon, on annonçait un nombreux rassemblement de peuple, et des scènes plus violentes encore. Ces populations ardentes, exaspérées par la conscription, par les droits réunis, et par une longue privation de tout commerce, étaient royalistes en 1814, comme elles avaient été terroristes en 1793, et n'avaient besoin que d'une occasion pour se montrer aussi sanguinaires. Les commissaires, chargés d'une immense responsablité, ne virent d'autre moyen d'échapper au péril que de faire prendre à Napoléon un déguisement, et on l'obligea de revêtir un uniforme étranger, afin qu'il parût être un des officiers composant le cortége. Cette humiliation, la plus douloureuse qu'il eût encore subie, avait été, on s'en souvient, présente à son esprit lorsqu'il avait avalé le poison préparé par le docteur Yvan; et pourtant, toute douloureuse qu'elle était, on put bientôt reconnaître à quel point elle était nécessaire. Lorsqu'on eut atteint la petite ville d'Orgon, le peuple armé d'une potence, se présenta en demandant le tyran, et se jeta sur la voiture impériale pour l'ouvrir de force. Elle ne contenait que le général Bertrand, qui peut-être eût payé de sa vie la fureur excitée contre son maître, si M. de Schouvaloff se jetant à bas de sa voiture, et comme tous les Russes parlant très-bien le français, n'eût cherché à réveiller chez ces furieux les sentiments que devait inspirer un vaincu, un prisonnier. Au surplus

son uniforme russe servit M. de Schouvaloff plus que son langage, et il parvint à calmer les plus emportés. Pendant ce temps, les voitures échappèrent au péril. Aux relais suivants, les scènes de violence allèrent en diminuant, et elles cessèrent tout à fait en approchant de la mer.

Durant ces cruelles épreuves, Napoléon immobile, silencieux, affectant le plus souvent le mépris, ne put cependant demeurer toujours insensible aux cris répétés de la haine publique, et une fois enfin il fondit en larmes. Il se remit promptement, et tâcha de reprendre une hautaine impassibilité, sans pouvoir toutefois s'empêcher de sentir, à travers la bassesse de ces démonstrations, cette tardive mais infaillible justice des choses, qui serait odieuse à contempler si on ne la considérait que dans les vils instruments qu'elle emploie, mais qui paraît bientôt, si on élève la vue jusqu'à elle, aussi profonde que terriblement rémunératrice. Il ne reste aux grands esprits qui l'ont provoquée par leurs fautes, qu'un honneur, une consolation, c'est de la reconnaître, de la comprendre, et de se résigner à ses arrêts. Après avoir fait couler, non par méchanceté de cœur, mais par excès d'ambition, plus de sang que n'en versèrent les conquérants d'Asie, Napoléon sentait bien, sans le dire, qu'il s'était exposé à ces violentes manifestations de la multitude. Hélas! elle a souvent traîné dans une boue sanglante des sages, des héros vertueux, qui n'avaient mérité que ses hommages, et il faut bien avouer que si elle n'avait jamais été plus basse qu'en cette occasion, il lui était souvent arrivé d'être plus injuste!

Ce supplice fut terrible, mais heureusement court. Napoléon trouva au golfe de Saint-Raphaël une frégate anglaise, l'*Undaunted*, que le colonel Campbell (commissaire pour l'Angleterre) avait fait préparer. Il s'embarqua, le 28 avril, pour l'île d'Elbe, et jeta l'ancre, le 3 mai, dans la rade de Porto-Ferrajo. Le lendemain 4, il débarqua au milieu des cris de joie d'une population qui était fière d'avoir pour souverain ce monarque tombé du plus grand des trônes, apportant, disait-on, d'immenses trésors, et devant combler l'île de bienfaits. Pour le dédommager des hommages de l'univers, il avait ainsi les applaudissements de quelques mille insulaires vivant de la pêche ou du travail des mines! Vaine et cruelle comédie des choses humaines! Napoléon, empereur du grand Empire qui s'était étendu de Rome à Lubeck, Napoléon était aujourd'hui le monarque applaudi de l'île d'Elbe!

CONCLUSION.

En voyant finir si désastreusement ce règne prodigieux, les réflexions se pressent en foule dans l'esprit, suggérées par la grandeur, l'abondance, le caractère étrange des événements! Recueillons-les avant de clore ce récit, pour notre instruction et pour celle des siècles à venir.

Le gouvernement républicain en 1795, ayant cessé d'être sanguinaire sans cesser d'être persécuteur, avait imposé la paix à l'Espagne, à la Prusse, à l'Allemagne du Nord, et restait engagé dans une guerre traînante avec l'Autriche, obstinée avec l'Angleterre, guerre qu'il soutenait pour ainsi dire par habitude, au moyen de soldats admirables, de généraux excellents mais désunis, lorsque apparut tout à coup à l'armée des Alpes un jeune officier d'artillerie, de petite taille, de visage sauvage mais superbe, d'esprit singulier mais frappant, tour à tour taciturne ou prodigue de ses paroles, un moment disgracié par la République, et relégué alors dans les bureaux du Directoire dont il attira l'attention par des opinions justes et profondes sur chaque circonstance de la guerre, ce qui lui valut le commandement de Paris dans la journée du 13 vendémiaire, et bientôt le commandement des troupes d'Italie. Reparaissant au milieu d'elles comme général en chef, il imprima tout à coup aux événements un mouvement extraordinaire, franchit les Alpes dont on n'avait jamais fait que toucher le pied, envahit la Lombardie, y attira toute la guerre, vainquit l'une après l'autre les armées de l'Autriche, lassa sa constance, lui arracha la reconnaissance de nos conquêtes, la força de souscrire à des pertes immenses pour elle-même, donna ainsi la paix au continent, et à ses actes étonnants ajouta un langage entièrement nouveau par son originalité et sa grandeur, langage qu'on peut appeler l'éloquence militaire. Que ce jeune homme extraordinaire, apparaissant comme un météore sur cet horizon troublé et sanglant, n'y attirât pas tous les regards, et ne finît par les charmer, c'était impossible! La France eût-elle été de glace, ce qu'elle ne fut jamais, la France eût été séduite. Elle fut séduite en effet, et le monde avec elle.

Entre les puissances auxquelles la Révolution avait jeté le gant, une seule restait à vaincre, c'était l'Angleterre. Retirée sur son élément, inaccessible pour nous comme nous l'étions pour elle, on eût dit qu'elle ne pouvait être ni vaincue ni victorieuse. Le Directoire cherchant à occuper le conquérant de l'Italie, et le regardant comme le capitaine non-seulement le plus grand du siècle, mais le plus fécond en ressources, le

chargea de surmonter la difficulté physique qui nous sépare de notre éternelle rivale. Le jeune Bonaparte, nommé général de l'armée de l'Océan, ne trouvant pas suffisants les apprêts qu'on avait faits pour franchir le Pas-de-Calais, et dominé par sa puissante imagination, voulut attaquer l'Angleterre en Orient. Il fit décider l'expédition d'Égypte, franchit, sous les yeux mêmes de Nelson, la Méditerranée avec cinq cents voiles, prit Malte, en passant, descendit au pied de la colonne de Pompée, vainquit les mameluks aux Pyramides, les janissaires à Aboukir, et devenu maître de l'Égypte, se livra pendant quelques mois à des rêves merveilleux qui embrassaient à la fois l'Orient et l'Occident. Tout à coup, en apprenant que, par sa nature anarchique, le Directoire s'était attiré de nouveau la guerre, et que, grâce à son incapacité, il la faisait mal, le général Bonaparte abandonna l'Égypte, traversa la mer une seconde fois, et, par sa subite apparition, surprit, ravit la France désolée. Il n'avait pas été plus prompt à désirer le pouvoir que la France à le lui offrir, car à le voir diriger la guerre, administrer les provinces conquises, manier en un mot toutes choses, elle avait reconnu en lui un chef d'empire autant qu'un grand capitaine. Devenu Premier Consul, il signa dans l'espace de deux ans la paix du continent à Lunéville, la paix des mers à Amiens, pacifia la Vendée, réconcilia l'Église avec la Révolution française, releva les autels, rétablit le calme en France et en Europe, et fit respirer le monde fatigué de douze ans d'agitations sanglantes. En récompense de tant de prodiges, revêtu en 1802 du pouvoir pour la durée de sa vie, il travaillait, au milieu de l'admiration universelle, à reconstituer la France et l'Europe!

Qui pouvait empêcher un tel homme de demeurer en repos, et de jouir paisiblement du bonheur qu'il avait procuré aux autres et à lui-même? Quelques esprits pénétrants, en voyant son activité dévorante, éprouvaient une sorte de terreur involontaire, mais la génération de cette époque se livrait à lui en toute confiance, et, en effet, à entendre ce jeune homme, il était difficile de mettre en doute sa profonde sagesse. Il ne ressortait pas des événements de cette terrible Révolution française un seul enseignement qui n'eût profondément pénétré dans son esprit, et n'y eût jeté une abondante lumière. Il ne parlait du régicide et de l'effusion du sang humain qu'avec horreur. Il jugeait extravagantes et odieuses les fureurs des partis, et avait voulu y mettre un terme en pacifiant la Vendée et en rappelant les émigrés. Il trouvait la prétention de la Révolution française, de régler à elle seule les affaires de religion sans tenir aucun compte de l'autorité pontificale, tyrannique pour les consciences, dangereuse pour l'État, et après s'être entendu avec le Pape, il avait rouvert les églises, et assisté à la messe en présence des révolutionnaires courroucés. Il avait horreur du désordre financier, du papier-monnaie, de la banqueroute, et traitait avec mépris ces flatteurs de la populace qui avaient aboli les impôts indirects. En outre, la guerre qui était son art, sa gloire, sa puissance, il s'était attaché à la décrier dans des diatribes éloquentes contre M. Pitt, insérées au *Moniteur*, et disait qu'il voudrait bien qu'on envoyât M. Pitt et ses adhérents bivaquer sur des champs de bataille ensanglantés, ou croiser jour et nuit au milieu des tempêtes de l'Océan, pour leur enseigner ce que c'était que la guerre. Enfin, il n'avait pas assez de raillerie pour les inventeurs de la République universelle, qui voulaient soumettre l'Europe à une seule puissance, et prétendaient de plus la constituer sur un type imaginaire tiré de leur cerveau! Qui donc avait quelque chose à enseigner à ce jeune homme que la Révolution française avait si bien instruit? Hélas! il était si sage, si bien pensant, quand il s'agissait de juger les passions des autres; mais quand il s'agirait de résister aux siennes, qu'adviendrait-il?

Pour le moment le jeune Consul n'avait rien à désirer, et ne laissait rien à désirer au monde. Son pouvoir était sans limites, en vertu non-seulement des lois, mais de l'adhésion universelle. Ce pouvoir, il l'avait pour la vie, ce qui était bien suffisant pour un mari sans enfants, et il avait la faculté de choisir son successeur, ce qui lui permettait de régler l'avenir selon l'intérêt public et selon ses propres affections. Quant à la France, elle avait, grâce à la Révolution et à lui, une position qu'elle n'avait jamais eue dans le monde, qu'elle ne devait point avoir, même quand elle commanderait de Cadix à Lubeck. Elle avait pour frontières les Alpes, le Rhin, l'Escaut, c'est-à-dire tout ce qu'elle pouvait souhaiter pour sa sûreté et pour sa puissance, car au delà il n'y avait que des acquisitions contre la nature et contre la vraie politique. Elle avait affranchi l'Italie jusqu'à l'Adige, en ayant soin de donner aux princes autrichiens, autrefois apanagés dans ce pays, des dédommagements en Allemagne. Reconnaissant la nécessité de l'autorité pontificale d'après le dogme, sa

haute utilité d'après la politique, elle avait rétabli le Pape qui lui devait la sûreté et le respect dont il jouissait, et qui attendait d'elle la restitution complète de ses États. Elle dédaignait sagement l'impuissante colère des Bourbons de Naples. Elle avait réglé l'état de la Suisse avec une raison admirable. Admettant à la fois de grands et de petits cantons, des cantons aristocratiques et des cantons démocratiques, parce qu'il y a des uns et des autres, les forçant à vivre en paix et en égalité, faisant cesser les sujétions de classes, les sujétions de territoire, appliquant en un mot dans les Alpes les principes de 1789, sans violenter la nature toujours invincible, elle avait donné dans l'acte de médiation le modèle de toutes les constitutions futures de la Suisse. C'est en Allemagne surtout que la profonde sagesse de la politique consulaire avait éclaté. Il y avait des princes allemands dépouillés de leurs États par la cession de la rive gauche du Rhin à la France; il y avait des princes autrichiens dépouillés de leur patrimoine par l'affranchissement de l'Italie. Le Premier Consul n'avait pas pensé qu'on pût laisser les uns et les autres sans dédommagement, et l'Allemagne sans organisation. La Révolution française avait déjà posé en France le principe des sécularisations par l'aliénation des biens ecclésiastiques, et c'était l'étendre à l'Allemagne, le lui faire reconnaître, que de s'en servir pour indemniser les princes dépossédés. Avec ce qui restait des États des archevêques de Trêves, de Mayence, de Cologne, avec ceux de quelques autres princes ecclésiastiques, le Premier Consul avait composé une masse d'indemnité, suffisante pour satisfaire toutes les familles princières en souffrance, et pour maintenir en Allemagne un sage équilibre. Après avoir savamment combiné les indemnités et les influences dans la Confédération, après avoir assuré des pensions convenables aux princes ecclésiastiques dépossédés, il avait mûrement arrêté son plan, et n'ayant pas alors la prétention d'écrire les traités avec son épée seule, il avait associé à son œuvre la Prusse par l'intérêt, la Russie par l'amour-propre, amené par ces diverses adhésions celle de l'Autriche, et accompli, en faisant adopter le recez de la diète de 1803, un chef-d'œuvre de politique patiente et profonde. Ce recez, en effet, sans nous trop engager dans les affaires allemandes, faisait rentrer en Allemagne l'ordre, le calme, la résignation, et plaçait en nos mains la balance des intérêts germaniques. Il nous préparait surtout l'unique alliance alors désirable et possible, celle de la Prusse. La France était en ce moment si puissante, si redoutée, qu'avec l'alliance d'un seul des États du continent elle était assurée de la soumission des autres, et avec le continent soumis, l'Angleterre devait dévorer en silence son chagrin de voir sa rivale si grande. Or, cette alliance, on pouvait la trouver alors en Prusse, et seulement chez elle. L'Autriche ayant perdu les Pays-Bas, la Souabe, presque toute l'Italie, et les principautés ecclésiastiques qui formaient sa clientèle en Allemagne, était en Europe la grande victime de la Révolution française, et c'était là un mal inévitable. La politique conseillait de la ménager, de la dédommager même s'il était possible, mais ne permetait pas d'espérer en elle une amie, une alliée. La Russie ne pouvait donner son alliance qu'au prix de concessions funestes en Orient. Il fallait avec elle de la courtoisie sans intimité et presque sans affaires. Restait donc la Prusse, avec laquelle en effet il était aisé de s'entendre. Cette puissance, gorgée de biens d'Église, et ne demandant pas mieux que d'en avoir davantage, était devenue ce qu'en France on appelait un *aquéreur de biens nationaux*. En la respectant, en la favorisant, sans toutefois pousser l'Autriche à bout, on était certain de l'avoir avec soi. Son monarque prudent et honnête était ravi de la politique du premier consul, et recherchait son amitié. L'union avec la Prusse nous assurait dès lors la soumission du continent, et la résignation de la fière Angleterre. Le Premier Consul avait arraché à celle-ci, avec la paix d'Amiens, la reconnaissance de nos conquêtes, et de la plus difficile à lui faire supporter, celle d'Anvers. Il n'y avait plus avec elle qu'une difficulté à vaincre, c'était de nous faire pardonner, à force de ménagements, tant de grandeur acquise en quelques années, et on le pouvait, car les Anglais admiraient le Premier Consul avec toute la vivacité de l'engouement britannique, au moins égal à l'engouement parisien. Une flatterie de lui, en descendant de la hauteur de son génie comme du plus haut des trônes, était assurée de toucher vivement la fière Angleterre. Il était possible qu'on ne lui rendit pas toujours flatterie pour flatterie; mais qu'au faîte de la gloire où il était alors parvenu, quelques orateurs anglais, ou quelques journalistes émigrés essayassent de l'insulter, il pouvait bien n'en pas tenir compte, et laisser au monde, à la nation anglaise elle-même, le soin de le venger!

Restait une puissance, bien considérable jadis,

bien déchue à cette époque, l'Espagne, demeurée sous le sceptre des Bourbons, mais tombée dans un tel état de décomposition, et, dans cet état, tellement prosternée aux pieds du Premirr Consul, qu'il n'y avait, pour la gouverner de Paris, qu'un mot à dire au pauvre Charles IV, ou au misérable Godoy. En laissant même la décomposition s'achever, on devait la voir bientôt demander au Premier Consul, non-seulement une politique, ce qu'elle faisait déjà, mais un gouvernement, un roi peut-être!

Qu'avait-il donc à désirer, pour lui, pour la France, l'heureux mortel qui en était devenu le chef? Rien, que d'être fidèle à cette politique, qui était celle de la force rendue supportable par la modération. Le vainqueur de Rivoli, des Pyramides, de Marengo, auteur aussi du Concordat, des traités de Lunéville et d'Amiens, de l'acte de la médiation suisse, du recez de la diète de 1803, du Code civil, du rappel des émigrés, avait plus de gloires diverses qu'aucun mortel n'en a jamais eu. Si un mérite pouvait manquer au faisceau de tous ses mérites, c'était peut-être de n'avoir pas donné la liberté à la France. Mais alors la peur de la liberté, loin d'être un prétexte de la servilité, était un sentiment insurmontable. Pour la génération de 1800, la liberté, c'était l'échafaud, le schisme, la guerre de la Vendée, la banqueroute, la confiscation. La seule liberté qu'il fallait alors à la France, c'était la modération d'un grand homme. Mais, hélas! la modération d'un grand homme, doté de tous les pouvoirs, fût-il, en outre, doté de tous les génies, n'est-elle pas de toutes les chimères révolutionnaires la plus chimérique?

La liberté, même lorsqu'elle est hors de saison, n'en fait pas moins faute là où elle n'est point. Cet homme si admirable alors, par cela même qu'il pouvait tout, était au bord d'un abîme. A peine, en effet, la paix d'Amiens était-elle signée depuis quelques mois, et la joie de la paix un peu refroidie chez les Anglais, qu'il resta sous leurs yeux, éclatante comme une lumière importune, la grandeur de la France, malheureusement trop peu dissimulée dans la personne du Premier Consul. Quelques caresses à M. Fox, en visite à Paris, n'empêchèrent pas que le Premier Consul n'eût l'attitude du maître, non-seulement des affaires de la France, mais des affaires de l'Europe. Son langage plein de génie et d'ambition offusquait l'orgueil des Anglais, son activité dévorante inquiétait leur repos. Il expédiait une armée à Saint-Domingue, ce qui était fort permis assurément, mais il envoyait publiquement le colonel Sébastiani en Turquie, le colonel Savary en Égypte, le général Decaen dans l'Inde, chargés de missions d'observation qui pouvaient difficilement être prises pour des missions scientifiques. C'était plus qu'il n'en fallait pour éveiller les ombrages britanniques. A cette époque, des émigrés, obstinément restés en Angleterre, malgré la gloire et la clémence du Premier Consul, publiaient contre lui et sa famille des écrits que la réprobation universelle de l'Angleterre eût étouffés un an auparavant, qu'aujourd'hui sa jalousie imprudemment excitée accueillait avec complaisance, que ses lois ne permettaient pas d'interdire. C'était bien le cas du dédain, car quel sommet plus élevé que celui où était placé le Premier Consul, pour regarder de haut en bas les indignités de la calomnie? Hélas! il descendit de ce faîte glorieux pour écouter des pamphlétaires, et se livra à des emportements aussi violents qu'indignes de lui. L'outrager lui, le sage, le victorieux, quel crime irrémissible! Comme si dans tous les temps, dans tous les pays, libres ou non, on n'outrageait pas le génie, la vertu, la bienfaisance! Non, il fallait que des torrents de sang coulassent, parce que des pamphlétaires injuriant tous les jours leur gouvernement, avaient insulté un étranger, grand homme sans doute, mais homme après tout, et de plus chef d'une nation rivale!

Dès cet instant, le défi fut jeté entre le guerrier en qui s'était résumée la Révolution française, et le peuple anglais dont la jalousie avait été trop peu ménagée. Il suffisait de quelques jours pour que Malte fût évacuée, et, par une fatalité singulière, il fallut que, dans ce moment où toutes les passions britanniques étaient excitées, le Premier Consul, exerçant en Suisse sa bienfaisante dictature, envoyât une armée à Berne. Un ministère faible, humble serviteur des passions britanniques, y chercha un prétexte de suspendre l'évacuation de Malte. Si le Premier Consul eût pris patience, s'il eût insisté avec fermeté mais douceur, la frivolité du motif n'eût pas permis de différer longtemps l'évacuation solennellement promise de la grande forteresse méditerranéenne. Mais le Premier Consul éprouvant outre le sentiment de l'orgueil offensé, celui de la justice blessée, demanda qu'on exécutât les traités, car il n'était, disait-il, aucune puissance qui pût manquer impunément de parole à la France et à lui. Tout le monde se souvient de la scène tristement héroïque avec

lord Whitworth, et de la ruptnre de la paix d'Amiens. Le Premier Consul jura dès lors de périr ou de punir l'Angleterre. Funeste serment! Les émigrés, nous voulons parler des irréconciliables, ne se bornèrent pas à écrire, ils conspirèrent. Le Premier Consul avec son œil pénétrant découvrant les trames que sa police ne savait pas découvrir, frappa les conspirateurs, et croyant apercevoir parmi eux des princes, ne pouvant pas saisir ceux qui paraissaient les vrais coupables, alla en pleine Allemagne, sans s'inquiéter du droit des gens, arrêter le descendant des Condé! Il le fit fusiller sans pitié, et lui, le sévère improbateur du 21 janvier, égala autant qu'il put le régicide, et sembla éprouver une sorte de satisfaction de le commettre à la face de l'Europe, à son mépris, en la bravant! Le sage Consul était devenu tout à coup un furieux, ayant deux égarements : l'égarement de l'homme blessé qui ne respire que vengeance, l'égarement du victorieux bravant volontiers les ennemis qu'il est sûr de vaincre! Puis pour mieux braver ses adversaires, et satisfaire son ambition en même temps que sa colère, il posa la couronne impériale sur sa tête. L'Europe, offensée et intimidée à la fois, regarda d'un œil nouveau la France et son chef. Au bruit de la fusillade de Vincennes, la Prusse qui allait nouer avec la France une alliance formelle, recula, garda le silence, et renonça à une intimité qui cessait d'être honorable. L'Autriche, plus calculée, ne manifesta rien, mais profita de l'occasion pour ne plus observer de mesure dans l'exécution du recez de 1803. Le jeune empereur de Russie, Alexandre, bonnête et plein d'honneur, osa seul, comme garant de la constitution germanique, demander une explication pour la violation du territoire badois. Napoléon lui répondit par une allusion injurieuse à la mort de Paul Ier. Le czar se tut, blessé au cœur, et avec la résolution de venger son outrage. Ainsi la Prusse glacée, l'Autriche encouragée dans ses excès, la Russie outragée, assistèrent dans ces dispositions aux débuts de notre lutte avec l'Angleterre.

Alors fut préparée l'expédition de Boulogne. Napoléon aurait pu organiser lentement sa marine, diriger des expéditions lointaines contre les colonies anglaises, et laissant tranquille le continent mal disposé mais intimidé, attendre que ses expéditions causassent de sensibles dommages à l'Angleterre, que nos corsaires désolassent son commerce, et qu'elle se fatiguât d'une guerre où nous pouvions peu contre elle, mais où elle ne pouvait rien contre nous, notre trafic étant alors purement continental. Mais ce génie puissant, le plus grand triomphateur de difficultés physiques qui ait peut-être existé, voulut prendre l'Angleterre corps à corps, et fit bien, car s'il était permis à quelqu'un de tenter le passage du détroit de Calais avec une nombreuse armée, c'était à lui sans aucun doute. Il joignait, en effet, au génie profond des combinaisons, le génie foudroyant des batailles; il y joignait surtout le prestige qui fascine les soldats, qui déconcerte l'ennemi, et il pouvait, après avoir opéré le prodige de franchir le détroit, en opérer un second, celui de terminer la guerre d'un seul coup. Ses préparatifs, demeurés sans résultat, seront, pour les militaires et les administrateurs, des monuments immortels de l'esprit de ressource. Mais admirez la conséquence des caractères! Cet homme qui avait la plus grande des difficultés à vaincre, celle de passer la mer avec une armée de cent cinquante mille soldats, qui avait besoin par conséquent de la parfaite immobilité du continent, cet homme audacieux, étant allé prendre à Milan la couronne d'Italie, déclara de sa seule autorité que Gênes serait réuni à l'Empire. Sur-le-champ la coalition européenne fut formée de nouveau. La Russie, blessée au cœur par l'outrage qu'elle avait reçu du Premier Consul, mais offusquée aussi par les prétentions maritimes de l'Angleterre, avait songé à se poser en médiatrice, et n'avait pu se dispenser de demander l'évacuation de Malte. A la nouvelle de l'annexion de Gênes, elle ne demanda plus rien; elle se coalisa avec l'Angleterre et l'Autriche, mit ses armées en mouvement, et se promit d'entraîner la Prusse en passant, la Prusse que la prudence et la modération de son roi retenaient encore. Ainsi, dès ce jour, le sage pacificateur de 1803 était devenu le provocateur d'une guerre générale, uniquement pour n'avoir pas su maîtriser ses passions!

Mais cet homme était un homme de génie, comme Alexandre ou César, et la fortune pardonne beaucoup et longtemps au génie. Les menaces du continent n'avaient point interrompu les apprêts de sa grande expédition : la faute d'un amiral la fit échouer, et ce fut heureux, car s'il eût été embarqué au moment où l'armée autrichienne passait l'Inn, il eût été bien possible que, tandis qu'il se serait ouvert la route de Londres, l'armée autrichienne se fût ouvert celle de Paris. Quoi qu'il en soit, son expédition ajournée, il s'élança comme un lion qui d'un

ennemi bondit sur un autre, courut en quelques jours de Boulogne à Ulm, d'Ulm à Austerlitz, accabla l'Autriche et la Russie, puis vit la Prusse, qui allait se joindre à l'Europe, tomber tremblante à ses pieds, et demander grâce au vainqueur de la coalition !

A partir de ce moment, la guerre à l'Angleterre s'était convertie en guerre au continent, et ce n'était certainement pas un malheur, si on savait se conduire politiquement aussi bien que militairement. Les puissances du continent, en prenant les armes pour l'Angleterre, nous fournissaient un champ de bataille qui nous manquait, un champ de bataille où nous trouvions Ulm et Austerlitz au lieu de Trafalgar. Il n'y avait donc pas à se plaindre. Mais après les avoir bien battues et convaincues de l'inanité de leurs efforts, il fallait se comporter à leur égard de manière qu'elles ne fussent pas tentées de recommencer ; il fallait punir l'Autriche sans la désespérer, la consoler même de ses grands malheurs, si on pouvait lui procurer un dédommagement ; il fallait laisser la Russie à sa confusion, à l'impuissance résultant des distances, sans lui rien demander ni lui rien accorder, et quant à la Prusse enfin, il fallait ne pas trop abuser de ses fautes, ne pas trop se railler de sa médiation manquée ; il fallait lui montrer le danger de céder aux passions des coteries, se l'attacher définitivement en lui donnant quelques-unes des dépouilles opimes de la victoire, et puis revenir avec nos forces victorieuses vers l'Angleterre, privée désormais d'alliés, effrayée de son isolement, assaillie de nos corsaires, menacée d'une expédition formidable. La raison dit, et les faits prouvent qu'elle n'eût pas attendu qu'on eût traité avec ses alliés battus, pour traiter elle-même. On aurait eu la paix d'Amiens, agrandie.

Après Ulm et Austerlitz, Napoléon se trouvait dans une position unique pour réaliser en Europe cette sage et profonde politique qui aurait consisté à séparer le continent de l'Angleterre, et à forcer ainsi cette dernière à la paix. L'Autriche, habituée à lutter cinq ans, trois ans au moins contre nous, se voyant en deux mois envahie jusqu'à Vienne et jusqu'à Brunn, perdant en un jour des armées entières, réduites à poser les armes comme celle de Mack, n'avait plus aucune idée de nous résister, à moins toutefois qu'on ne la poussât au dernier degré du désespoir. Le jeune empereur de Russie qui, à la tête des soldats de Souvarof, avait cru pouvoir jouer un rôle important et n'en avait joué qu'un fort humiliant, était tombé dans un abattement extrême. La Prusse qui, avec les 200 mille soldats du grand Frédéric, était venue à Vienne pour dicter la loi, et nous trouvait en mesure de la dicter à tout le monde, était à la fois tremblante et presque ridicule. Qu'il eût été facile, séant, habile, d'être généreux envers de tels ennemis !

Sans doute on ne pouvait pas faire une amie de l'Autriche, et nous avons dit pourquoi ; mais en renonçant à en faire à cette époque l'alliée de la France, il ne fallait pas ajouter inutilement à ses chagrins, et les convertir en haine implacable. En dédommagement des Pays-Bas, de la Souabe, du Milanais, de la clientèle des États ecclésiastiques qu'elle avait perdus, on lui avait donné les États vénitiens. Les lui retirer était dur. Pourtant comme la guerre ne peut être un jeu qui ne coûte rien à ceux qui la suscitent, on conçoit qu'on lui reprît les États vénitiens, bien que le motif d'affranchir l'Italie ne pût être allégué décemment, depuis que nous avions pris le Piémont, et converti la Lombardie en apanage de la famille Bonaparte. Mais en ôtant Venise à l'Autriche, lui ôter encore Trieste, lui ôter l'Illyrie, comme le fit alors Napoléon, lui enlever tout débouché vers la mer, la réduire ainsi à étouffer au sein de son territoire continental, était une rigueur sans profit véritable pour nous, et qui ne pouvait que la désespérer. Ne pas même s'en tenir là, lui ravir de plus le Tyrol, le Vorarlberg, les restes de la Souabe, pour enrichir la Bavière, le Wurtemberg, Baden, petits et faux alliés qui devaient nous exploiter pour nous trahir, c'était la rendre implacable. A traiter les gens ainsi, il faut les tuer, et quand on ne peut pas les tuer, c'est se préparer des ennemis, qui, à la première occasion, vous égorgent par derrière, et qui en ont le droit.

Oter à l'Autriche les États vénitiens, seule consolation de toutes ses pertes, était dur, disons-nous, et cependant résultait presque inévitablement de la troisième coalition. La bonne politique eût consisté à lui trouver un dédommagement de cette inévitable rigueur. Il y en avait un facile alors, à la manière dont on traitait le monde, c'était de la pousser à l'orient et de lui donner les provinces du Danube. Le sort de l'Europe dans ce cas eût été changé, car l'Autriche assise sur le Danube, son véritable siége, eût acquis plus qu'elle n'avait perdu, eût à jamais couvert Constantinople, eût à jamais été brouillée avec la Russie. Le procédé eût été dictatorial sans doute, mais puisqu'on devait un peu

plus tard donner ces provinces à la Russie, mieux valait assurément en gratifier l'Autriche dès cette époque. La Russie l'eût trouvé mauvais, mais c'eût été sa punition de cette guerre. Quant aux Turcs, incapables de comprendre le bien qu'on leur faisait, on ne s'en serait guère occupé, et l'Autriche, qui cherchait à se dédommager, n'importe où, à tel point qu'elle nous demandait le Hanovre pour les archiducs dépossédés, le Hanovre patrimoine de son amie l'Angleterre, l'Autriche eût certainement accepté les provinces danubiennes.

Loin de songer à l'indemniser, Napoléon ne songea qu'à la dépouiller, à la bafouer, à en faire la victime du temps plus encore que le temps ne l'exigeait. Il lui prit donc sans compensation, et indépendamment des États vénitiens, l'Illyrie, le Tyrol, le Vorarlberg, les restes de la Souabe. En général on punit pour ôter l'envie de recommencer, ici, loin d'en ôter l'envie, on en mettait la passion au cœur de l'Autriche. Quant à la Prusse, Napoléon n'eut qu'un sentiment, celui de se moquer d'elle. Assurément il y avait de quoi! M. de Haugwitz, arrivant à Vienne au nom de son roi, que le czar avait entraîné à la guerre en y employant une noblesse étourdie, une reine belle et imprudente, M. de Haugwitz arrivant la veille d'Austerlitz pour dicter la loi, et la recevant à genoux le lendemain, présentait un spectacle comique, comme le monde en offre quelquefois. Mais s'il est permis de rire des choses humaines, souvent risibles en effet, c'est quand on les regarde, ce n'est jamais quand on les dirige. Napoléon eut à la fois tous les caprices de la puissance : en faisant ce qui lui plaisait, il voulait de plus railler : c'était trop, cent fois trop!

L'Autriche, en lui demandant le Hanovre pour ses archiducs, lui inspira l'idée, qu'il trouva piquante, de faire accepter aux alliés de l'Angleterre, les dépouilles de l'Angleterre. Seulement, au lieu de donner le Hanovre à l'Autriche, il en fit don à la Prusse. La géographie pouvait être satisfaite, mais il s'en fallait que la politique le fût. Loin de se moquer de la Prusse, il aurait dû au contraire compatir à sa fausse position. Elle avait toujours désiré le Hanovre avec ardeur, mais elle venait, par la faute de la cour, de s'associer aux passions européennes contre la France; et la forcer en ce moment d'accepter le Hanovre, c'était mettre en conflit, dans son cœur profondément troublé, l'avidité et l'honneur, c'était la placer dès lors dans une situation cruelle. Sans doute c'est quelque chose, c'est même beaucoup que de satisfaire l'intérêt des hommes, ce n'est rien si on les humilie, car heureusement il y a dans le cœur humain autant d'orgueil que d'avidité. Enrichir la Prusse et la couvrir de confusion, ce n'était pas en faire une alliée, mais une ingrate, qui serait d'autant plus ingrate qu'elle serait plus honnête. Napoléon offrit le Hanovre à la Prusse l'épée sur la gorge. — Le Hanovre ou la guerre, sembla-t-il dire à M. de Haugwitz, qui n'hésita pas, et qui préféra le Hanovre. Napoléon ne s'en tint pas là, et il lui fit payer ce don, déjà si amer, par le sacrifice du marquisat d'Anspach et du duché de Berg, de manière qu'il diminuait le don sans diminuer la honte. C'était de plus une grave imprudence, car c'était rendre la guerre interminable avec l'Angleterre. En effet, il était impossible que le vieux George III consentît jamais à céder le patrimoine de sa famille, et les rois anglais avaient alors dans la république monarchique d'Angleterre une influence qu'ils n'ont plus. M. de Haugwitz parti de Potsdam pour Schœnbrunn aux grands applaudissements de la cour, parti pour faire la loi à la France, et lui déclarer la guerre au profit de l'Angleterre, revint donc à Berlin après avoir reçu la loi, et en rapportant la plus belle des dépouilles britanniques. Quelle ne devait pas être l'agitation d'un roi honnête, d'une nation fière, d'une cour vaine et passionnée!

Ainsi, Napoléon, au lieu de tirer de son incomparable victoire d'Austerlitz la paix continentale et la paix maritime, double paix qu'il lui était facile de s'assurer en décourageant pour jamais ou en désintéressant les alliés de l'Angleterre, avait désolé les uns, humilié les autres, et laissé à tous une guerre désespérée comme seule ressource. Il avait même créé à la paix un obstacle invincible par le don du Hanovre à la Prusse.

Tout était donc faute dans les arrangements de Vienne en 1806, mais Napoléon ne se borna pas même à ces fautes déjà si graves. Revenu à Paris, une ivresse d'ambition, inconnue dans les temps modernes, envahit sa tête. Il songea dès lors à un empire immense, appuyé sur des royaumes vassaux, lequel dominerait l'Europe et s'appellerait d'un nom consacré par les Romains et par Charlemagne, Empire d'Occident. Napoléon avait déjà préparé deux royaumes vassaux, dans la république Cisalpine convertie en royaume d'Italie, et dans l'État de Naples ôté aux Bourbons pour le donner à son frère Joseph. Il y ajouta la Hollande convertie de république en monarchie, et attribuée à Louis Bonaparte. Mais

ce n'était pas tout encore. L'Empire d'Occident pour être complet devait embrasser l'Allemagne. Napoléon s'y était créé pour alliés les princes de Bavière, de Wurtemberg, de Baden. Il leur abandonna les dépouilles de l'Autriche, de la Prusse, des princes ecclésiastiques non sécularisés, leur livra la noblesse immédiate, les fit rois et leur demanda pour ses frères, ses enfants adoptifs et ses lieutenants, des princesses qu'ils livrèrent avec empressement. À ce même moment l'Allemagne, qui n'était pas remise encore des bouleversements que le système des sécularisations y avait produits, chez laquelle restaient une foule de questions pendantes, tomba dans un état de désordre extraordinaire. Les princes souverains, demeurés électeurs ou devenus rois, pillaient les biens de la noblesse et de l'Église, ne payaient pas les pensions des princes ecclésiastiques dépossédés, et tous les opprimés, dans leur désespoir, invoquaient, non l'Autriche vaincue ou la Prusse frappée de ridicule, mais le maître unique des existences, c'est-à-dire Napoléon. De ce recours universel à lui, naquit l'idée d'une nouvelle confédération germanique, qui porterait le titre de Confédération du Rhin, et serait placée sous le protectorat de Napoléon. Elle se composa de la Bavière, du Wurtemberg, de Baden, de Nassau, et de tous les princes du midi de l'Allemagne. Ainsi l'Empereur d'Occident, médiateur de la Suisse, protecteur de la Confédération du Rhin, suzerain des royaumes de Naples, d'Italie, de Hollande, n'avait plus que l'Espagne à joindre à ces États vassaux, et il serait alors plus puissant que Charlemagne. Voilà jusqu'où était montée la fumée de l'orgueil dans le vaste cerveau de Napoléon.

En présence d'une pareille dislocation, François II ne pouvant conserver le titre d'Empereur d'Allemagne, abdiqua ce titre pour ne plus s'appeler qu'Empereur d'Autriche. C'était, après toutes ses pertes de territoire, la plus humiliante des dégradations à subir. La Prusse, chassée elle aussi de la vieille Confédération germanique, avait pour ressource de rattacher autour d'elle les princes du nord de l'Allemagne, et de se faire ainsi le chef d'une petite Allemagne réduite au tiers. Elle en demanda la permission qu'on lui accorda froidement, avec la secrète pensée de décourager ceux qui seraient tentés de se confédérer avec elle. C'étaient donc griefs sur griefs, et pour l'Autriche qu'il eût fallu punir sans la pousser au désespoir, et pour la Prusse qu'il eût fallu chercher à s'attacher en servant ses intérêts, et en ménageant son honneur. Enfin, c'était la plus illusoire de toutes les politiques que d'entrer à ce point dans les affaires germaniques. En effet, dans le cours du moyen âge, l'Allemagne, ne pouvant arriver à l'unité, s'était arrêtée à l'état fédératif. Tout en réservant leur indépendance, les États qui la composent s'étaient confédérés, pour se défendre contre leurs puissants voisins, et naturellement contre le plus puissant de tous, contre la France. A cela la France avait répondu par une politique tout aussi naturelle et tout aussi légitime. Profitant des jalousies allemandes, elle avait appuyé les petits princes contre les grands, et la Prusse contre l'Autriche. Mais de cette politique traditionnelle et légitime, aller jusqu'à créer une Confédération germanique, qui ne serait pas germanique mais française, qui nous chargerait de toutes les affaires des Allemands, nous exposerait à toutes leurs haines, nous donnerait des alliés du jour destinés à être des traîtres du lendemain, était de la folie d'ambition, et rien de plus. Dans tout pays qui a une politique traditionnelle, il existe un but assigné par cette politique, et vers lequel on marche plus ou moins vite selon les temps. Faire à chaque époque un pas vers ce but, c'est marcher comme la nature des choses. En faire plus d'un est imprudent ; les vouloir faire tous à la fois c'est se condamner certainement à manquer le but en le dépassant. Par le recez de 1803, Napoléon avait approché autant que possible du but de notre politique traditionnelle en Allemagne. Par la Confédération du Rhin, il l'avait désastreusement dépassé. Il était ainsi dans le droit international ce que les Jacobins avaient été dans le droit social. Ils avaient voulu refaire la société, il voulait refaire l'Europe. Ils y avaient employé la guillotine ; il y employait le canon. Le moyen était infiniment moins odieux, et entouré d'ailleurs du prestige de la gloire. Il n'était guère plus sensé.

Tels étaient les fruits de la grande victoire d'Austerlitz. Malgré ces erreurs la victoire subsistait, éclatante, écrasante. La Russie profondément abattue, l'Angleterre effrayée de son isolement, souhaitaient la paix, et rien n'était plus facile que de la conclure avec ces deux puissances. Napoléon en laissa passer l'occasion, et mit ainsi le comble à ses fautes.

Au sujet des bouches du Cattaro que les Autrichiens avaient perfidement livrées aux Russes, au lieu de nous les remettre, le czar avait envoyé M. d'Oubril à Paris. L'Autriche, la Prusse, ayant directement traité leurs affaires avec la France,

le czar renonçait à se mêler de ce qui les concernait. Mais il y avait deux familles souveraines dont la Russie s'était constituée la patronne, celle de Savoie et celle des Bourbons de Naples. La Russie aurait voulu la Sardaigne pour l'une, et la Sicile pour l'autre. A cette condition elle était prête à sanctionner tout ce que Napoléon avait fait. L'Angleterre avait passé des mains de M. Pitt aux mains de M. Fox. Le moment était des plus favorables pour conclure la paix maritime. M. Fox avait accrédité à Paris les lords Yarmouth et Lauderdale. L'Angleterre entendait garder Malte et le Cap, et moyennant cette concession elle nous laissait bouleverser l'Europe comme nous l'avions bouleversée, seulement elle aurait bien voulu aussi qu'on accordât la Sicile aux Bourbons de Naples, et la Sardaigne à la maison de Savoie. Ainsi le continent de l'Italie eût appartenu aux Bonaparte, auxquels il eût fourni des apanages, et les deux grandes îles italiennes, la Sardaigne et la Sicile, seraient devenues l'indemnité des vieilles familles dépossédées. A ce prix le grand Empire d'Occident, tel qu'on l'avait constitué, eût été accepté par la Russie et surtout par l'Angleterre. C'était bien le cas de traiter sur de semblables bases, mais l'orgueil, et une faute d'habileté (genre de faute que Napoléon commettait rarement) empêchèrent ce prodigieux résultat.

Napoléon ne voulait traiter que séparément avec la Russie et l'Angleterre, pour mieux leur faire la loi. Elles s'y prêtèrent à un certain degré, par désir d'avoir la paix. M. d'Oubril négocia d'un côté, les lords Yarmouth et Lauderdale négocièrent de l'autre, mais en s'entendant secrètement. Napoléon, en effrayant M. d'Oubril, lui arracha la signature d'un traité séparé, qui, au lieu de la Sicile, attribuait aux Bourbons de Naples les Baléares qu'il se proposait d'obtenir de l'Espagne moyennant échange. Cette signature alarma l'Angleterre, et c'était le moment ou jamais de terminer avec elle, pendant qu'elle était effrayée de son isolement. Napoléon crut habile d'attendre les ratifications russes, se flattant de faire alors de l'Angleterre ce qu'il voudrait. Mais pendant qu'il attendait, M. Fox mourut; l'Angleterre obtint que les ratifications russes ne fussent pas données, et la paix fut ainsi manquée. Le calcul raffiné est permis, mais à la condition de réussir. Quand il échoue, il vaut à ceux qui se sont trompés le titre de renards pris au piége.

Cependant la paix n'était pas encore absolument impossible. En ce moment la fermentation prussienne, que Napoléon avait produite, était parvenue au comble. Placée entre l'honneur et le Hanovre, la Prusse était horriblement agitée, et en voulait cruellement à celui qui la mettait dans cette alternative. De plus, il lui arriva coup sur coup deux nouvelles qui la poussèrent au désespoir. D'une part elle crut découvrir que la France décourageait secrètement les princes allemands du Nord de se confédérer avec elle, ce qui était vrai dans une certaine mesure, et ce que l'électeur de Hesse lui exagéra jusqu'à la calomnie; d'autre part elle apprit que pour avoir la paix maritime, Napoléon était prêt à rendre le Hanovre à la maison royale d'Angleterre. Il ne l'avait pas dit, mais laissé entendre, et en effet son intention était de s'adresser à la Prusse, de lui restituer Anspach et Berg, et de lui reprendre le Hanovre, en lui déclarant franchement que la paix du monde était à ce prix. Mais il avait eu le tort de différer cette franche ouverture. La Prusse se considéra comme jouée, bafouée, traitée en puissance de troisième ordre, et passa de l'agitation à la fureur. Napoléon la laissa dire et faire, ne crut pas de sa dignité de lui donner des explications qui auraient pu être parfaitement satisfaisantes, et comme elle montrait son épée, il lui montra la sienne. Il était importuné d'entendre parler sans cesse des soldats du grand Frédéric qu'il n'avait pas vaincus, et la guerre de Prusse s'ensuivit. Naturellement l'Angleterre et la Russie furent de la partie, et la paix générale sur terre et sur mer que Napoléon aurait pu obtenir avec la reconnaissance de son titre impérial et de son immense empire, fut ajournée jusqu'à de nouveaux prodiges.

Le génie de Napoléon et la valeur de son armée étaient à leur apogée. En un mois il n'y eut plus ni armée ni monarchie prussiennes, et à l'aspect de la mer du Nord ses soldats s'écrièrent spontanément : *Vive l'empereur d'Occident*[1] ! Leur enthousiasme avait deviné son ambition. Il en conçut une joie profonde, sans avouer du reste la passion secrète qu'il nourrissait pour ce beau titre. Les Russes s'étaient avancés au secours des Prussiens. Napoléon courut à eux, les rejeta au delà de la Vistule, et trouvant sur son chemin

[1] Les lecteurs de cette histoire se souviennent sans doute qu'à l'époque de la capitulation de Prenzlow, les soldats de Lannes poussèrent ce cri à la vue de la mer du Nord, et que Lannes l'écrivit à Napoléon qui ne répondit rien.

la Pologne, songea à la relever, sans se demander si on peut ressusciter les États plus facilement que les individus. Il était animé contre les Russes, et ne songeait qu'à leur causer les plus grands déplaisirs et les plus grands dommages. Il livra à Czarnowo, à Pultusk, de sanglantes batailles, fit à Eylau une première expérience de ce climat du Nord et de ce désespoir des peuples, devant lesquels il devait succomber plus tard, et, pendant un hiver passé sur la neige, opéra des prodiges d'habileté et d'énergie. Enfin le printemps venu, il livra et gagna la bataille de Friedland, la plus belle peut-être de tous les siècles par la promptitude et la profondeur des combinaisons, par la grandeur des conséquences. Alexandre tomba à ses pieds comme avaient fait François II et Frédéric-Guillaume, et le grand conquérant des temps modernes s'arrêta, car il avait senti à cette distance la terre manquer sous ses pas. Seul aux extrémités du continent, entouré d'États détruits, éprouvant pourtant le besoin de s'appuyer sur un allié quel qu'il fût, Napoléon imagina de s'appuyer sur son jeune ennemi vaincu. En effet l'alliance autrichienne, toujours impossible à cette époque, l'était devenue davantage depuis les rigueurs qui avaient suivi Austerlitz; l'alliance prussienne avait été manquée, et il ne restait plus que l'alliance russe. Mobile par défaut de principes arrêtés, en présence d'un prince mobile par nature, Napoléon passa brusquement d'une politique à l'autre, en entraînant son jeune émule à sa suite. Il conçut alors le système de deux grands empires, un d'Occident qui serait le sien, un d'Orient qui serait celui d'Alexandre, le sien bien entendu devant dominer l'autre, lesquels décideraient de tout dans le monde. Il eut une entrevue sur le radeau de Tilsit avec le czar, le releva de sa chute, le flatta, l'enivra, et sortit de ce célèbre radeau avec l'alliance russe. Pourtant il eût fallu s'expliquer, et l'alliance devant reposer sur des complaisances réciproques, déterminer l'étendue de ces complaisances. Napoléon était pressé, Alexandre séduit, on s'embrassa, on se promit tout, mais on ne s'expliqua sur rien. Alexandre laissa voir le dessein de prendre la Finlande, à quoi Napoléon consentit, ayant de nombreuses raisons d'en vouloir à la Suède. De plus Alexandre laissa percer tous les désirs d'un jeune homme à l'égard de l'Orient. Au mot de Constantinople Napoléon bondit, puis se contint, et permit à son nouvel allié tous les rêves qu'il lui plut de concevoir. C'est sur de telles bases que dut reposer l'union des deux empires. On signa le traité de Tilsit. Napoléon enleva à la Prusse une moitié de ses États, et lui rendit l'autre moitié à la prière d'Alexandre. D'une partie des États prussiens et de quelques sacrifices demandés à Alexandre, Napoléon composa le grand-duché de Varsovie, fantôme agitateur pour les Polonais, alarmant pour les anciens copartageants, lequel fut donné au roi de Saxe. Avec le surplus des dépouilles prussiennes, et avec l'électorat de Hesse, Napoléon composa le royaume de Westphalie, destiné à son frère Jérôme. La Saxe, agrandie du grand-duché, et le nouveau royaume de Westphalie, durent faire partie de la Confédération du Rhin, qui s'étendit ainsi jusqu'à la Vistule. On ne pouvait certes accumuler plus de contre-sens. Une Allemagne sous un empereur français, comprenant un royaume français, celui de Westphalie, un duché français, celui de Berg (conféré à Murat), comprenant la Saxe agrandie sans l'avoir voulu, et la Pologne à moitié restaurée, ne comprenant ni la Prusse à demi détruite, ni l'Autriche, que l'extension promise à la Russie sur le Danube achevait de désoler; aux deux extrémités de cette Allemagne, si peu allemande, deux empereurs, l'un de Russie, l'autre de France, se promettant une amitié inviolable pourvu que chacun des deux laissât faire à l'autre ce qui lui plairait, et se gardant bien de s'expliquer de peur de n'être pas d'accord, l'un notamment rêvant d'aller à Constantinople où son allié ne voulait pas le laisser aller, l'autre ayant commencé une Pologne que son allié ne voulait pas lui laisser achever; enfin, en dehors de ce chaos, l'Angleterre se promenant autour des deux empires alliés avec cent vaisseaux et deux cents frégates, l'Angleterre implacable, résolue de hâter la ruine de cet extravagant édifice, tel fut le système dit de Tilsit, imaginé au lendemain de l'immortelle victoire de Friedland. Quel fruit politique d'un si beau triomphe militaire!

Assurément, si au milieu du torrent qui l'entraînait, Napoléon avait été capable de s'arrêter et de réfléchir, il aurait pu après Friedland, encore mieux qu'après Austerlitz, revenir d'un seul coup à la belle politique du Consulat, complétée, consolidée, et n'ayant qu'un inconvénient, celui d'être trop agrandie. Le continent, qu'on pouvait regarder déjà comme vaincu à Austerlitz, l'était définitivement et sans appel après Friedland. L'armée du grand Frédéric, toujours citée pour piquer l'orgueil du vainqueur de Marengo et d'Austerlitz, n'était plus. Les distances qui

protégeaient la Russie, comme le détroit de Calais protégeait l'Angleterre, avaient été surmontées. Il ne restait nulle part une résistance imaginable sur le continent. De la hauteur de sa toute-puissance Napoléon pouvait relever la Prusse comme si elle n'avait pas été vaincue, en lui rendant la totalité de ses États moins le Hanovre consacré à payer la paix maritime. A ce prix il eût conquis tous les cœurs prussiens, même celui de la reine, même celui de Blucher, et la Prusse eût été dès lors une solide alliée, car, après la leçon d'Iéna, après l'acte de générosité qui l'aurait suivie, il n'y avait pas une suggestion anglaise, russe ou autrichienne qui pût pénétrer dans ses oreilles ou dans son cœur. Napoléon, dans cette hypothèse, n'aurait rien demandé à Alexandre, si ce n'est de souffrir pour punition de sa défaite que les provinces danubiennes passassent à l'Autriche. Celle-ci, dédommagée, eût été à demi calmée. Enfin, s'il avait voulu pousser la sagesse au comble, Napoléon aurait pu reconstituer l'Allemagne, en la confédérant autour de la Prusse et de l'Autriche, habilement balancées l'une par l'autre, et, à défaut de ce grand effort de raison, il aurait pu, en conservant la ridicule Confédération du Rhin, ne pas faire de nouvelles victimes parmi les princes allemands, pardonner, par exemple, à l'électeur de Hesse, et permettre à la Prusse de confédérer l'Allemagne du Nord autour d'elle. A cette condition Napoléon eût été le vrai maître du continent, et l'Angleterre, définitivement isolée, lui eût demandé la paix à tout prix. Mais, nous le reconnaissons, c'est là un rêve ! On ne s'arrête pas au milieu de tels entraînements ! Napoléon emporté au gré des événements et de ses passions, renversant un État après l'autre, prenant, rejetant successivement les alliances, alla jusqu'au bord du Niémen ramasser l'alliance russe dans les boues de la Pologne, et revint la tête ivre d'orgueil, d'ambition, de gloire, laissant derrière lui la Prusse, l'Allemagne, l'Autriche désespérées, et croyant leur imposer par l'alliance de la Russie à laquelle il préparait une Pologne, et à laquelle il ne voulait donner ni Constantinople, ni même Bucharest et Yassi ! Si on nous demande comment, avec un si grand génie guerrier et même politique, on arrive à commettre de telles erreurs, nous demanderons comment, avec tant de talents et de sentiments généreux, la Révolution française en arriva aux folies sanguinaires de 1793, et nous dirons que c'est en mettant la raison de côté pour se livrer aux passions. Seulement il y aura pour Napoléon une excuse de moins, car un homme devrait être plus facile à contenir que la multitude. Malheureusement, l'exemple le prouve, un homme entraîné par l'orgueil, l'ambition, le sentiment de la victoire, ne sait guère plus se dominer que la multitude elle-même.

Au retour de Tilsit, on joua une comédie dont on était convenu. La Russie, la Prusse et l'Autriche, contraintes, s'unirent à la France pour déclarer à l'Angleterre que si elle n'écoutait pas la voix de ses anciens alliés, et refusait la paix, on lui ferait une guerre générale et acharnée, et surtout une guerre commerciale par la clôture des ports du continent. Et certainement, si on lui avait adressé une telle déclaration au nom de la Prusse rétablie par la générosité de Napoléon, de l'Autriche consolée par sa politique, et de la Russie dégoûtée, par des défaites répétées, de guerroyer pour autrui, l'Angleterre se serait rendue. Mais elle se rit d'une déclaration arrachée aux uns par la force, aux autres par une combinaison éphémère, et brava fièrement les menaces de cette prétendue coalition européenne. Toutefois le blocus continental commença. L'Angleterre avait frappé le continent d'interdit ; Napoléon à son tour frappa la mer d'interdit, en fermant tous les ports européens, soit à l'Angleterre, soit à ceux qui se seraient soumis à ses lois maritimes. De tout ce qu'il avait imaginé dans cette campagne, c'était ce qu'il y avait de plus sérieux et de plus efficace. Cet interdit maintenu quelques années, l'Angleterre aurait été probablement amenée à céder. Malheureusement le blocus continental devait ajouter à l'exaspération des peuples obligés de se plier aux exigences de notre politique, et Napoléon allait lui-même préparer à l'Angleterre un immmense dédommagement en lui livrant les colonies espagnoles.

L'une des causes qui avaient précipité la résolution de Napoléon à Tilsit, c'était l'Espagne. Le trône de Philippe V était resté aux Bourbons. Il était naturel que, dans l'élan de son ambition, Napoléon songeât à se l'approprier. C'était le plus beau des trônes, après celui de France, à faire entrer dans les mains des Bonaparte, et le complément le plus indiqué de l'empire d'Occident. Ce grand empire, suzerain de Naples, de l'Italie, de la Suisse, de l'Allemagne, de la Hollande, devenant encore suzerain de l'Espagne, n'avait plus rien à désirer que la soumission des peuples à ce gigantesque édifice. Mais le prétexte pour une telle annexion n'était pas facile à trouver. Au nombre des bassesses qui déshonoraient

alors la famille d'Espagne, on pouvait compter sa docilité envers Napoléon. Le bon Charles IV avait pour le héros du siècle une admiration, un dévouement sans bornes. La nation elle-même, enthousiaste du Premier Consul devenu Empereur, semblait demander ses conseils pour les suivre. Comment à de telles gens répondre par la guerre? De plus il y avait en Espagne un peuple ardent, fier, neuf, et capable d'une résistance imprévue, qui pourrait bien n'être pas aisée à dompter. Sous l'impuissance apparente de la cour d'Espagne se cachaient donc des difficultés graves. Peut-être en sachant attendre, on eût trouvé la solution dans la corruption même de la cour d'Aranjuez. Un roi honnête, mais d'une faiblesse, d'une incapacité extrêmes, et telles qu'on les voit seulement à l'extinction des races, une reine impudique, un favori effronté déshonorant son maître, un mauvais fils voulant profiter de ces désordres pour hâter l'ouverture de la succession, et une nation indignée prête à tout pour se délivrer de ce spectacle odieux, offraient des chances à un voisin ambitieux et tout-puissant. Il était possible que la cour d'Espagne s'abîmât dans sa propre corruption, et demandât un roi à Napoléon. Déjà on lui avait demandé une reine pour être l'épouse de Ferdinand, et ce moyen moins direct de rattacher l'Espagne au grand Empire avait été mis à sa disposition. Mais Napoléon ne voulait rien d'indirect ni de différé. Il voulait tout entière et tout de suite la couronne d'Espagne. Il imagina une série de moyens qui aboutirent à une révolte universelle.

Il avait déjà envahi le Portugal sous prétexte de le fermer à l'Angleterre, et la famille de Bragance avait fui au Brésil. Ce fut pour lui un trait de lumière. Il imagina en accumulant les troupes sur la route de Lisbonne, avec tendance à prendre la route de Madrid, d'effrayer les Bourbons, de les faire fuir, et puis de les arrêter à Cadix. Grâce à cette machination, la cour d'Espagne allait s'enfuir, et le complot réussir, quand le peuple espagnol indigné courut à Aranjuez, empêcha le départ, faillit égorger Godoy, et proclama Ferdinand VII qui accepta la couronne arrachée à son père. Napoléon, dans cet acte dénaturé, trouvant un nouveau thème, en place de celui que le peuple d'Aranjuez venait de lui enlever, attira le père et le fils à Bayonne, et les mit aux prises. Le père leva sa canne pour battre son fils devant Napoléon, qui poussa des cris d'indignation, prétendit qu'on lui avait manqué de respect, fit abdiquer le père pour incapacité, le fils pour indignité, et en présence de l'Europe révoltée de ce spectacle, de l'Espagne confondue et furieuse, osa mettre la couronne de Philippe V sur la tête de son frère Joseph, et transporta celle de Naples sur la tête faible et ambitieuse du pauvre Murat. Ainsi commença cette fatale guerre d'Espagne, qui consuma, pendant six ans entiers, les plus belles armées de la France, et prépara aux Anglais un champ de bataille inexpugnable.

Cette dernière faute commise, les conséquences se précipitèrent. Napoléon avait cru que quatre-vingt mille conscrits avec quelques officiers tirés des dépôts suffiraient pour mettre à la raison les Espagnols. Mais sous un tel climat, en présence d'une insurrection populaire qu'on ne pouvait pas vaincre avec des masses habilement maniées, et qu'on ne pouvait soumettre qu'avec des combats opiniâtres et quotidiens, ce n'étaient pas des conscrits qu'il aurait fallu. Baylen fut la première punition d'une grave erreur militaire et d'un coupable attentat politique. Ce premier acte de résistance au grand Empire émut l'Europe, et rendit l'espérance à des cœurs que la haine dévorait. Napoléon, frappé du mouvement qui s'était manifesté dans les esprits depuis Séville jusqu'à Kœnigsberg, appela son allié Alexandre à Erfurt pour s'entendre avec lui, et fut obligé alors de sortir du vague de ses promesses magnifiques. Il en sortit en accordant les provinces danubiennes. C'était trop, mille fois trop, car c'était mettre les Russes aux portes de Constantinople. Alexandre, qui avait rêvé Constantinople, feignit d'être satisfait, parce qu'il voulait achever la conquête de la Finlande, et qu'il trouvait bon de prendre au moins les bords du Danube en attendant mieux. Napoléon et lui se quittèrent en s'embrassant, en se promettant de devenir beaux-frères, mais à moitié désenchantés de leur menteuse alliance. Rassuré par l'entrevue d'Erfurt, Napoléon mena en Espagne ses meilleures armées, celles devant lesquelles le continent avait succombé. C'était le moment attendu par l'Autriche et par tous les ressentiments allemands. Alors eut lieu une nouvelle levée de boucliers européenne, celle de 1809. Napoléon, après avoir chassé devant lui, mais non dompté les Espagnols qui fuyaient sans cesse, allait détruire l'armée anglaise de Moore qui ne savait pas fuir aussi vite, quand l'Autriche, en passant l'Inn, le rappela au nord. Il quitta Valladolid à franc étrier, en promettant que dans

trois mois il n'y aurait plus d'Autriche, vola comme l'éclair à Paris, de Paris à Ratisbonne, et avec un tiers de vieux soldats restés sur le Danube, et deux tiers de conscrits levés à la hâte, opéra des prodiges à Ratisbonne, entra encore en vainqueur à Vienne, et contint toutes les insurrections allemandes prêtes à éclater.

Pourtant à la manière dont la victoire fut disputée à Essling d'abord, à Wagram ensuite, au frémissement de l'Allemagne et de l'Europe, Napoléon sentit quelques lueurs de vérité pénétrer dans son âme. Il comprit que le monde avait besoin de repos, et que s'il ne lui en donnait pas, il s'exposerait à un soulèvement général des peuples. Il prit donc certaines résolutions qui étaient le résultat de cette sagesse passagère. Il projeta de retirer ses troupes de l'Allemagne (des territoires du moins qui ne lui appartenaient pas), afin de diminuer l'exaspération générale; il résolut de terminer, en y mettant de la suite, les affaires d'Espagne qui offraient à l'Angleterre un prétexte et un moyen de perpétuer la guerre; il s'occupa de contraindre cette puissance à céder par l'interdiction absolue du commerce, et systématisa dans cette vue le blocus continental. Enfin il songea à se remarier, comme si, en s'assurant des héritiers, il avait assuré l'héritage, comme si la félicité impériale avait dû être la félicité des peuples!

Pourtant, si ces résolutions prises sous une sage inspiration eussent été sérieusement exécutées, il est possible que l'ordre de choses exorbitant que Napoléon prétendait établir, eût acquis de la consistance, peut-être même de la durée, du moins en tout ce qui ne contrariait pas invinciblement les sentiments et les intérêts des peuples. S'il eût réellement évacué l'Allemagne, employé en Espagne des moyens proportionnés à la difficulté de l'œuvre, et persévéré sans violence dans le blocus continental, il aurait probablement obtenu la paix maritime, ce qui eût fait cesser les principales souffrances des populations européennes, supprimé une grave cause de collision avec les États soumis au blocus continental, et enfin s'il eût couronné le tout d'un mariage qui eût été une véritable alliance, il aurait vraisemblablement consolidé un état de choses excessif, et l'eût perpétué dans ce qu'il n'avait pas d'absolument impossible. Mais le caractère, les habitudes prises conduisirent bientôt Napoléon à des résultats diamétralement contraires à ses velléités passagèrement pacifiques. Ainsi, en évacuant quelques parties de l'Allemagne, il accumula ses troupes de Brême à Hambourg, de Hambourg à Dantzig, sous le prétexte du blocus continental. Il fit mieux: pour plus de simplicité, il réunit à l'Empire la Hollande, Brême, Hambourg, Lubeck, et le duché d'Oldenbourg qui appartenait à la famille impériale russe. En même temps il réunit la Toscane et Rome à l'Empire. Le Pape lui avait résisté, il le fit enlever, conduire à Savone, puis à Fontainebleau, où il le détint respectueusement. Il fit exécuter, depuis Séville jusqu'à Dantzig, des saisies de marchandises, qui, sans ajouter beaucoup à l'efficacité du blocus continental, ajoutèrent cruellement à l'irritation des peuples contre ce système. Tandis qu'il était si rigoureux dans l'exécution du blocus, surtout à l'égard de ceux que le blocus n'intéressait point, il y commettait lui-même les plus étranges infractions en permettant au commerce français de trafiquer avec l'Angleterre au moyen des licences, ce qui donnait au système un aspect intolérable, car la France semblait ne pas vouloir endurer les peines d'un régime imaginé pour elle seule. Quant à l'Espagne, dont il importait tant de terminer la guerre, Napoléon, s'abusant sur la difficulté, eut le tort ou de n'y pas envoyer des forces plus considérables, ou de n'y pas aller lui-même, car sa présence eût au moins permis de faire concourir les forces existantes à un résultat décisif. La guerre d'Espagne s'éternisa, aux dépens de l'armée française qui s'y épuisait, à la plus grande gloire des Anglais qui paraissaient seuls tenir le grand Empire en échec. Enfin, le mariage de Napoléon, qui aurait pu être comme un signal de paix, comme une espérance de repos pour l'Europe épuisée, au lieu de procurer une solide alliance, fut au contraire une occasion de rompre l'alliance russe, sur laquelle on avait fait reposer toute la politique impériale depuis Tilsit. C'était une princesse russe que Napoléon devait épouser, d'après ce qu'on s'était promis à Erfurt. Mais Alexandre qui, en se jetant dans notre alliance, s'y était jeté tout seul, car sa cour, sa nation, moins mobiles et moins rusées que lui, ne voyaient pas que s'il était inconséquent, il gagnait à son inconséquence la Finlande et la Bessarabie, Alexandre, pour disposer de sa sœur, avait besoin de quelques ménagements envers sa mère, et dès lors de quelques délais. Napoléon, ne souffrant pas qu'on le fit attendre, abandonna brusquement cette négociation à peine commencée, et sans prendre la peine de se dégager, épousa une princesse autrichienne.

L'Autriche s'était hâtée de la lui offrir, moins pour former des liens avec la France, que pour rompre les liens de la France avec la Russie, et il l'avait acceptée, parce qu'on lui avait fait attendre la princesse russe, parce que la princesse autrichienne était de plus noble extraction, parce qu'elle lui procurait un mariage comme les Bourbons en contractaient jadis. A partir de ce jour, l'alliance avec la Russie, alliance fausse, mensongère, mais spécieuse, et par cela momentanément utile, était brisée. Napoléon était seul dans le monde avec son orgueil et son armée, armée admirable, mais éparpillée de Cadix à Kowno.

Ainsi le résultat de ses vues pacifiques à la suite de Wagram était celui-ci : Réunion à l'Empire de la Hollande, des villes hanséatiques, du duché d'Oldenbourg, de la Toscane, de Rome; captivité du Pape; rigueurs intolérables et infractions inexplicables dans l'exécution du blocus continental; prolongation indéfinie de la guerre d'Espagne; rupture de l'alliance russe, sans avoir acquis l'alliance de la cour d'Autriche, avec laquelle on avait contracté un mariage de vanité!

Telle était la situation de Napoléon en 1811, après douze années d'une règne absolu, soit comme Premier Consul, soit comme Empereur. Il fallait une solution. Se lassant de la chercher dans la Péninsule, depuis que Masséna avait été arrêté devant les lignes de Torrès-Védras, Napoléon s'occupa de la trouver ailleurs. L'Autriche, la Prusse, profondément soumises en apparence, le cœur ulcéré mais la tête basse, ne proféraient pas une parole qui ne fût une parole de déférence, et faisaient entendre tout au plus une prière si elles avaient quelque intérêt trop souffrant à défendre. La Russie, un peu moins humble, osait seule discuter avec le maître du continent, mais du ton le plus doux. On voyait qu'elle n'avait pas cessé de compter sur son éloignement géographique, bien qu'à Friedland elle eût senti qu'à la distance de la Seine au Niémen les coups de Napoléon étaient encore bien rudes. Elle se plaignait modérément de ce qu'on avait dépouillé son parent le duc d'Oldenbourg. Elle demandait que par une convention secrète on la rassurât sur l'avenir réservé au grand-duché de Varsovie, que Napoléon avait agrandi après Wagram, et qui n'était rien, ou devait être la Pologne. Enfin, elle résistait à la nouvelle forme donnée au blocus continental. Elle disait que chacun devait être libre d'établir chez soi les lois commerciales qu'il jugeait les meilleures; qu'elle avait promis de fermer les rivages russes au commerce britannique, et qu'elle tenait parole; qu'il entrait sans doute quelques bâtiments anglais sous le pavillon américain, mais qu'ils étaient infiniment peu nombreux, et qu'elle ne pouvait l'empêcher sans révolter ses peuples. Tout cela, on s'en souvient, était dit avec une modération infinie, et appuyé de raisonnements très-solides. Quant à l'outrage fait à la princesse russe, la Russie se taisait, mais de manière à prouver qu'elle l'avait vivement senti.

Ces objections indignèrent Napoléon. Lui avoir résisté, même sans bruit, même sans que le monde en sût rien, c'était à ses yeux avoir donné le signal de la révolte. De ce que quelqu'un, quelque part, opposait une objection à ses volontés arbitraires, il se tenait pour bravé. A la colère de l'orgueil se joignit chez lui un calcul. Achever la guerre d'Espagne en Espagne semblant difficile, et surtout long, les effets du blocus continental se faisant attendre, l'expédition de Boulogne étant depuis longtemps abandonnée, il crut qu'il fallait aller tout terminer sur les bords de la Dwina et du Dniéper. Il se figura que lorsque de Cadix à Moscou il n'y aurait plus une ombre de résistance, et que la Russie serait réduite à l'état de la Prusse ou de l'Autriche, il aurait résolu la question européenne, que l'Angleterre à bout de constance se rendrait, que l'Empire français s'étendant de Rome à Amsterdam, d'Amsterdam à Lubeck, serait fondé, avec les royaumes d'Espagne, de Naples, d'Italie, de Westphalie, pour royaumes vassaux! Ainsi colère d'orgueil, calcul de finir au Nord ce qui ne finissait pas au Midi, telles furent les véritables et seules causes de la guerre de Russie.

Cette funeste entreprise fut tentée avec des moyens formidables, et commença à Dresde par un spectacle inouï de puissance d'un côté, de dépendance de l'autre, donné par Napoléon et les souverains du continent pendant un mois tout entier. Ceux-ci, plus ulcérés et plus humbles que jamais, se présentèrent devant leur maître l'humilité sur le front, la haine dans le cœur. Bien que Napoléon, loin d'avoir perdu de ses facultés comme capitaine, possédât au contraire ce que la plus grande expérience pouvait ajouter au plus grand génie, cependant l'art de la guerre lui-même avait perdu quelque chose sous l'influence de l'immensité et de la précipitation des entreprises. Dans tous les arts en effet, il arrive souvent qu'on fait mal en faisant trop.

Les conceptions étaient plus vastes sans doute, l'exécution était moins parfaite. Dans la guerre de Russie notamment, le luxe introduit parmi nos généraux, les précautions imaginées contre un climat inconnu et redouté, avaient chargé l'armée d'équipages, embarrassants même à de faibles distances, accablants à des distances considérables. De plus le désir de pousser au nombre, l'habitude de tout terminer par un habile maniement des masses, avaient fait négliger la qualité des troupes. Un seul corps était resté modèle, celui du maréchal Davoust, et 200 mille hommes comme les siens eussent gagné la cause que perdirent les 600 mille transportés au delà du Niémen. Mais, singulier exemple des progrès de la bassesse sous le despotisme ! on en voulait presque au maréchal Davoust d'être demeuré si sévère, si correct dans la tenue de ses troupes, au milieu de la corruption générale. Ainsi l'art, parvenu à sa perfection théorique dans les conceptions de Napoléon, s'était quelque peu corrompu dans la pratique. La campagne de 1812 présenta l'image d'une expédition à la manière de Xerxès. Huit jours s'étaient à peine écoulés depuis le passage du Niémen, que 200 mille hommes avaient déjà quitté les drapeaux, et donnaient le spectacle déplorable et contagieux d'une dissolution d'armée. Peut-être en s'arrêtant Napoléon aurait-il resserré ses rangs, consolidé sa base d'opération, et réussi à porter un coup mortel au colosse russe. Mais en présence de l'Europe attentive, sourdement et profondément haineuse, désirant notre ruine, il fallait un de ces prodiges sous lesquels Napoléon l'avait accoutumée à fléchir, comme Austerlitz, Iéna, Friedland. Napoléon courut après ce prodige jusqu'aux bords de la Moskowa, y trouva un prodige, en effet, dans la journée du 7 septembre 1812, mais un prodige de carnage, et rien de décisif, alla chercher du décisif jusqu'à Moscou même, y trouva du merveilleux, puis un sacrifice patriotique effroyable, l'incendie de Moscou, et resta ainsi tout un mois hésitant, incertain à l'extrémité du monde civilisé. Jamais assurément il ne montra plus de ténacité, d'esprit de combinaison que dans les vingt et quelques jours passés et perdus à Moscou. Mais la constance épuisée de ses lieutenants manqua aux combinaisons par lesquelles il voulait sortir de l'abîme où il s'était jeté. Il fallut revenir. Le climat, la distance, agissant à la fois sur une armée accablée des fardeaux qu'elle portait avec elle, et qui comptait dans ses rangs trop d'étrangers, trop de jeunes gens, cette armée tomba en dissolution au milieu de l'immensité glacée de la Russie. Au début de la retraite Napoléon eut quelques jours de stupéfaction qui donnèrent à son caractère une apparence de défaillance, mais ce furent quelques jours perdus à contempler, à reconnaître son prodigieux changement de fortune. A la Bérézina son caractère reparut tout entier, et il ne faillit plus même à Waterloo. Ceux qui accusent ici le génie militaire de Napoléon commettent une erreur de jugement. Ce n'est pas au génie militaire de Napoléon qu'il faut s'en prendre, mais à cette volonté délirante, impatiente de tous les obstacles, qui des hommes voulant s'étendre à la nature, trouva dans la nature la résistance qu'elle ne trouvait plus dans les hommes, et succomba sous les éléments déchaînés. Ce n'est donc pas le militaire qui eut tort et fut puni par le résultat, c'est le despote à la façon des despotes d'Asie. Avec moins d'esprit qu'il n'en avait, et dans un autre siècle, Napoléon aurait peut-être comme Xerxès fait fouetter la mer pour lui avoir désobéi. Pourtant on vit bien quelque chose qui rappelait cette extravagance, car pendant plusieurs mois ce fut un déchaînement inouï de ses écrivains contre le climat de la Russie, seule cause, affirmaient-ils, de tous nos malheurs. Ainsi la forme des choses change, mais la folie humaine persiste!

Napoléon désertant son armée, disent ses détracteurs, la quittant sans pitié, dira l'impartiale histoire, afin d'aller en préparer une autre, traversa l'Allemagne en secret, l'Allemagne plus stupéfaite que lui, et ayant besoin, elle aussi, de se reconnaître pour croire à son changement de fortune. Il eut le temps d'échapper et de ressaisir à Paris les rênes de l'Empire. La France consternée lui fournit avec un empressement où il n'entrait aucune indulgence pour ses erreurs, de quoi venger et relever nos armes. Il employa ces dernières ressources avec un génie militaire éprouvé et agrandi par le malheur. L'Allemagne soulevée avait tendu les mains à la Russie, et à l'union de l'Europe contre nous il ne manquait que l'Autriche. De la conduite qu'on tiendrait envers cette puissance allait dépendre le salut ou la ruine de la France. L'Autriche prit tout à coup une attitude aussi honorable qu'habile, à laquelle on n'avait pas même droit de s'attendre, et qu'on dut uniquement au ministre négociateur du mariage de Marie-Louise, lequel cherchait à ménager convenablement la transition de l'alliance à la guerre. Entre les peuples de l'Europe

voulant que tous les opprimés s'unissent contre le commun oppresseur, et la France invoquant les liens du sang, l'Autriche se posa hardiment et franchement en arbitre. Elle demandait certes bien peu de chose, elle demandait qu'on renonçât à cette Allemagne française qualifiée de Confédération du Rhin, qu'on rendît à l'Allemagne ses ports indispensables, Lubeck, Hambourg, Brême, qu'on lui rendît à elle-même Trieste, qu'enfin on renonçât à cette fausse-Pologne appelée grand-duché de Varsovie. A ce prix elle nous laissait la Westphalie, la Lombardie et Naples à titre de royaumes vassaux, la Hollande, le Piémont, la Toscane, les États romains constitués en départements français, et ne parlait pas de l'Espagne. Elle nous concédait donc deux fois plus que nous ne devions désirer, et deux fois plus que le fils de Napoléon n'aurait pu garder. Napoléon ne voulant pas croire que l'Autriche osât sérieusement se constituer arbitre entre lui et l'Europe, se flattant, depuis que la guerre s'était rapprochée du Rhin, de la soutenir victorieusement, se hâta, pendant qu'on négociait, de gagner deux batailles, celles de Lutzen et de Bautzen, où, sans cavalerie et avec une infanterie composée d'enfants, il battit les meilleures troupes de l'Europe; puis traitant l'Autriche en subalterne, ne tenant aucun compte de ses avis, même de ses prières, convaincu qu'il referait sa grandeur sans elle, malgré elle, il rompit l'armistice de Dresde, et recommença cette funeste lutte avec l'Europe entière, qu'il ouvrit par une des plus belles victoires de son règne, celle de Dresde, lutte dont il serait peut-être sorti victorieux s'il se fût borné à défendre la ligne de l'Elbe, de Kœnigstein à Magdebourg. Mais dans la téméraire espérance de refaire d'un seul coup et tout entière son ancienne grandeur, il voulut étendre sa gauche jusqu'à Berlin, sa droite jusqu'aux environs de Breslau, afin d'intercepter les secours qu'on aurait pu envoyer de Prague à Berlin, et tandis que sa personne il restait victorieux sur l'Elbe, il fut vaincu dans la personne de ses lieutenants, tant sur la route de Breslau que sur celle de Berlin, fut alors obligé de se concentrer, se concentra trop tard, perdit la ligne de l'Elbe, essaya de la reconquérir à Leipzig, et là, dans la plus grande action guerrière des siècles, lutta trois jours consécutifs sans perdre son champ de bataille. Mais réduit à battre en retraite, il fut atteint par un accident funeste, l'explosion du pont de Leipzig, accident fortuit en apparence, en réalité inévitable, car il résultait des proportions exorbitantes que Napoléon avait données à toutes choses. Il y perdit une partie de son armée, et ce déplorable accident lui valut, de la Saale au Rhin, une seconde retraite, moins longue mais presque aussi triste que celle de Russie. Le typhus acheva sur le Rhin cette armée que la France lui avait fournie pour réparer le désastre de 1812.

Une fois sur le Rhin, l'Autriche persistant dans sa prudence, fit offrir à Napoléon la paix aux conditions du traité de Lunéville, c'est-à-dire la France avec ses frontières naturelles. Il ne la refusa point, mais il exprima son acceptation avec une ambiguïté de langage qui tenait à la fois à l'orgueil et à la crainte de s'affaiblir par trop d'empressement à traiter : nouvelle faute qui, cette fois, était la suite presque inévitable des fautes antérieures. Mais l'Europe, qui avait tremblé à l'idée d'envahir la France, apprit bientôt en approchant combien Napoléon s'était aliéné les esprits; elle profita dès lors de l'ambiguïté de l'acceptation pour retirer ses offres, et marcha droit sur Paris. Napoléon, qui croyait avoir le temps de réunir des forces suffisantes, et se regardait comme invincible en deçà du Rhin, n'eut que les tristes restes de Leipzig pour tenir tête à l'Europe, c'est-à-dire 60 à 70 mille hommes, les uns épuisés, les autres enfants, contre 300 mille soldats aguerris. En ce moment on lui proposa encore la paix, mais avec la France de 1790. Ayant pour la première fois raison contre ses conseillers, au lieu du fol orgueil d'un conquérant asiatique déployant le noble orgueil du citoyen, comprenant que la France de 1790 serait mieux placée dans les mains des Bourbons que dans les siennes, il refusa les conditions de Châtillon, et, n'ayant que des débris, lutta jusqu'au dernier jour avec une énergie indomptable.

L'histoire, on peut le dire, ne présente pas deux fois le spectacle extraordinaire qu'il offrit pendant ces deux mois de février et mars 1814. En effet, ses lieutenants assaillis par toutes les frontières se retirent en désordre, et arrivent à Châlons consternés. Il accourt, seul, sans autre renfort que lui-même, les rassure, les ranime, rend la confiance à ses soldats démoralisés, se précipite au-devant de l'invasion à Brienne, à la Rothière, s'y bat dans la proportion d'un contre quatre, et même contre cinq, étonne l'ennemi par la violence de ses coups, parvient ainsi à l'arrêter, profite alors de quelques jours de répit, conquis à la pointe de l'épée, pour munir de forces indispensables la Marne, l'Aube, la Seine,

l'Yonne, conserve au centre une force suffisante pour courir au point le plus menacé, et là, comme le tigre à l'affût, attend une chance qu'il a entrevue dans les profondeurs de son génie, c'est que l'ennemi se divise entre les rivières qui coulent vers Paris. Cette prévision se trouvant justifiée, il court à Blucher séparé de Schwarzenberg, l'accable en quatre jours, revient ensuite sur Schwarzenberg séparé de Blucher, le met en fuite, le ramène des portes de Paris à celles de Troyes, voit alors l'ennemi lui offrir une dernière fois la paix, c'est-à-dire la couronne, refuse l'offre parce qu'elle ne comprend pas les limites naturelles, court de nouveau sur Blucher, l'enferme entre la Marne et l'Aisne, va le détruire pour jamais, et relever miraculeusement sa fortune, quand Soissons ouvre ses portes! Nullement troublé par ce changement soudain de fortune, il lutte à Craonne, à Laon, avec une ténacité indomptable, est près de ressaisir la victoire que Marmont lui fait perdre par une faute, se retire à demi vaincu sans être ébranlé, ne désespère pas encore, bien que la manœuvre de courir de Blucher à Schwarzenberg ne soit plus possible, parce qu'elle est trop prévue, parce qu'il n'a pas vaincu Blucher, parce qu'enfin on est trop près les uns des autres! Toujours inépuisable en ressources, il imagine alors de se porter sur les places pour y rallier les garnisons et s'établir sur les derrières de l'ennemi avec 100 mille hommes. Avant d'exécuter cette marche audacieuse, il donne à Arcis-sur-Aube un coup dans le flanc de Schwarzenberg afin de l'attirer à lui, court ensuite vers Nancy, lorsque l'ennemi, se décidant à marcher sur Paris, parvient à en forcer les portes. Napoléon y revient en toute hâte, trouve l'ennemi dispersé sur les deux rives de la Seine, s'apprête à l'accabler, quand ses lieutenants lui arrachent son épée, le punissant ainsi trop tard d'en avoir abusé, et lui, l'homme des guerres heureuses, termine sa carrière après avoir déployé toutes les ressources du caractère et du génie dans une guerre désespérée, où il ajoute à l'éclat, à l'audace, à la fécondité de ses premières campagnes, une qualité qui lui restait à déployer, et qu'il déploie jusqu'au prodige, la constance inébranlable dans le malheur!

Telle fut la carrière de Napoléon de son commencement à sa fin. Nous l'avons résumée en quelques pages pour la mieux faire saisir; résumons ce résumé pour en tirer les leçons profondes qu'il contient.

Au milieu de la France épuisée de sang, révoltée du spectacle auquel elle avait assisté pendant dix années, le général Bonaparte s'empara de la dictature au 18 brumaire, et ce ne fut là, quoi qu'on en dise, ni une faute ni un attentat. La dictature n'était pas alors une invention de la servilité, mais une nécessité sociale. La liberté, pour qu'elle soit possible, exige que, gouvernements, partis, individus, se laissent tout dire avec une patience inaltérable. C'est à peine s'ils en sont capables lorsque n'ayant rien de sérieux à se reprocher, ils n'ont à s'adresser que des calomnies. Mais lorsque les hommes du temps pouvaient justement s'accuser d'avoir tué, spolié, trahi, pactisé avec l'ennemi extérieur, les imaginer en face les uns des autres, discutant paisiblement les affaires publiques, est une pure illusion. Ce n'est donc pas d'avoir pris la dictature qu'il faut demander compte au général Bonaparte, mais d'en avoir usé comme il le fit de 1800 à 1814.

Lorsque en présence des affreux désordres d'une longue révolution, son génie, sensé autant qu'il était grand, s'appliquait à réparer les fautes d'autrui, il ne laissa rien à désirer. Il avait trouvé les Français acharnés les uns contre les autres, et il pacifia la Vendée, rappela les émigrés, leur rendit même une partie de leurs biens. Il avait trouvé le schisme établi et troublant toutes les âmes : il n'eut pas la prétention de le faire cesser avec son épée; il s'adressa respectueusement au chef spirituel de l'univers catholique qu'il avait rétabli sur son trône, le remplit de sa raison, l'amena à reconnaître les légitimes résultats de la Révolution française, obtint de lui notamment la consécration de la vente des biens d'Église, la déposition de l'ancien clergé et l'institution d'un clergé orthodoxe et nouveau, l'absolution des prêtres assermentés ou sortis des ordres, et après une négociation de près d'une année, chef-d'œuvre d'adresse autant que de patience, composa de tous les rapports de l'État avec l'Église une admirable constitution, la seule de nos constitutions qui ait duré, le Concordat. La Révolution avait commencé nos lois civiles sous l'inspiration des passions les plus folles; il les reprit et les acheva sous l'inspiration du bon sens et de l'expérience des siècles. Il rétablit les impôts nécessaires, abolis par les complaisants de la multitude, organisa une comptabilité infaillible, créa une administration active, forte et probe. Au dehors fier, résolu, mais contenu, il sut se servir de la force en y joignant la persua-

sion. En Suisse, il opéra une seconde pacification de la Vendée, au moyen de l'acte de médiation, qui, en changeant de nom, est resté la constitution définitive de la Suisse. Il reconstitua l'Allemagne bouleversée par la guerre en indemnisant les princes dépossédés avec les biens d'Église, et en rétablissant entre les confédérés un juste équilibre. Tenant ainsi d'une main équitable et ferme la balance des intérêts allemands, et la faisant légèrement pencher vers la Prusse sans révolter l'Autriche, il prépara l'alliance prussienne, seule possible alors, et en même temps suffisante. Après avoir ainsi, au dedans comme au dehors, opéré le bien praticable et désirable, admiré du monde, adoré de la France, il ne lui restait qu'à s'endormir au sein de cette gloire si pure, et à permettre au monde fatigué de s'endormir avec lui.

Vain rêve! cet homme qui avait si bien jugé, si bien réprimé les passions d'autrui, ne sut pas se contenir dès qu'on eut blessé les siennes. Des émigrés réfugiés à Londres l'insultèrent : l'Angleterre les laissa dire, parce que, d'après ses lois, elle ne pouvait les en empêcher, et de plus elle les écouta, parce qu'ils flattaient sa jalousie. Quel miracle qu'il en fût ainsi, et quelle raison de s'en étonner, de s'en irriter surtout! Mais ce héros, ce sage, que le monde admirait, ne se possédait déjà plus. Il demanda vengeance, et ne l'obtenant pas au gré de sa colère, il outragea l'ambassadeur de la Grande-Bretagne. Tandis qu'il n'aurait fallu que patienter quelques jours pour que l'Angleterre évacuât Malte, il rompit la paix d'Amiens, et mit ainsi Malte pour jamais dans les mains britanniques. Les émigrés qui l'avaient injurié conspirèrent contre sa vie, ayant malheureusement des princes pour confidents ou pour complices. Dans l'impuissance d'atteindre les uns et les autres, il alla sur le territoire neutre saisir un prince qui peut-être n'ignorait pas ces complots, mais qui n'y avait point trempé, et il le fit fusiller impitoyablement. L'Europe, révoltée de cette violation de territoire, réclama; il insulta l'Europe. Hélas! dans son âme bouleversée, les passions avaient vaincu la raison, et les révolutions de cette âme puissante devenant celles du monde, la politique forte et contenue du Consulat fit place à la politique aveugle et désordonnée de l'Empire. Ce fut la première des grandes fautes du Premier Consul, et la plus décisive, car elle devint la source de toutes les autres.

Aux prises avec la Grande-Bretagne, le Premier Consul voulut la saisir corps à corps en traversant le détroit. Mais pour passer la mer avec sécurité il aurait fallu apaiser le continent, et il prit Gênes! Alors le continent éclata, et la guerre, de maritime devint continentale, ce qui n'était pas à regretter, car on lui fournit ainsi l'occasion de battre l'Angleterre dans la personne de ses alliés, et de résoudre la question sur terre au lieu de la résoudre sur mer. Après avoir écrasé l'Autriche à Ulm et à Austerlitz, il renvoya chez elle la Russie battue et confuse, et couvrit de ridicule la Prusse accourue pour lui faire la loi. C'était le cas de revenir à la raison, et de se replacer dans la paix de Lunéville et d'Amiens consolidée et agrandie. En ne faisant subir à l'Autriche que les pertes inévitables, en la dédommageant même au besoin; en consolant la Prusse de l'embarras de sa position par des égards, par des dons qui ne la couvrissent pas de honte, en ne demandant rien à la Russie que de se tenir hors d'une querelle qui lui était étrangère, Napoléon aurait isolé l'Angleterre, l'aurait contrainte de traiter aux conditions qu'il voulait, et il serait rentré dans la politique consulaire avec son titre impérial universellement reconnu, avec quelques acquisitions de plus, inutiles sans doute, mais brillantes. Malheureusement au lieu de faire de ses triomphes d'Ulm et d'Austerlitz ce qu'ils étaient, ce qu'ils devaient être, le moyen de vaincre l'Angleterre par terre, il y chercha l'occasion de la monarchie universelle. Ce fut la seconde de ses grandes fautes et celle qui définitivement devait l'engager dans la voie de la politique follement conquérante. Alors on le vit coup sur coup prendre Naples pour son frère Joseph, la Lombardie pour son fils adoptif Eugène, la Hollande pour son frère Louis, destinés tous les trois à devenir rois vassaux du grand empire d'Occident, briser l'Allemagne qu'il avait reconstituée et qui était l'un de ses plus glorieux ouvrages, créer une Allemagne française sous le titre de Confédération du Rhin, une Allemagne dont la Prusse et l'Autriche étaient exclues, mettre la couronne des Césars sur sa tête, humilier la Prusse par le don du Hanovre! et cependant, il était si puissant à cette époque, qu'il n'avait pas encore rendu la paix impossible par ces excès, tant on la désirait avec lui pour ainsi dire à tout prix. La Russie lui avait envoyé M. d'Oubril, l'Angleterre lord Lauderdale, et elles ne demandaient d'autre satisfaction, après tant d'entreprises exorbitantes, que la Sicile pour la maison de Bourbon, la Sardaigne pour la maison de Savoie. Napo-

léon voulant traiter séparément avec l'une et avec l'autre, pour les mieux plier à ses volontés, manqua la paix avec toutes deux, la paix qui eût été la consécration de tout ce qu'il avait osé, refusa une simple explication à la Prusse, au sujet de la restitution du Hanovre à Georges III, et se retrouva rejeté dès lors dans la guerre universelle. Mais il avait les premiers soldats du monde, et il était le premier capitaine des temps modernes, peut-être même de tous les temps. On le vit en quelques mois anéantir l'armée prussienne à Iéna, et achever la destruction de l'armée russe à Friedland. A partir de ce jour, l'envie n'avait plus une seule piqûre à faire à son orgueil : elle ne pouvait plus lui opposer ni l'armée du grand Frédéric, évanouie en une journée, ni les distances qui devaient rendre la Russie invincible. C'était le cas, bien plus encore qu'après Austerlitz, de rentrer dans la vraie politique, de se servir de sa puissance sur le continent pour priver à jamais l'Angleterre d'alliés, en gratifiant par exemple l'Autriche des provinces danubiennes, en faisant de ce don à l'Autriche la seule punition de la Russie, en relevant la Prusse abattue, en lui rendant tout ce qu'elle avait perdu par son imprudence, en la comblant ainsi de surprise, de joie, de reconnaissance; et certes avec l'Autriche consolée, avec la Prusse à jamais rattachée à la France, avec la Russie deux fois punie de son intervention imprudente, l'Angleterre isolée pour toujours eût rendu les armes, et l'empire gigantesque déjà imaginé par Napoléon eût été consacré. Mais la cause qui l'avait fait sortir de la politique modérée de 1803, qui l'avait empêché d'y rentrer après Austerlitz, subsistait, et enivré d'orgueil, cherchant à systématiser ses fautes pour les excuser à ses propres yeux, supprimant de sa pensée, comme s'ils n'existaient pas, la plupart des États de l'Europe, il ne voulut plus voir que deux grands Empires, celui d'Occident et celui d'Orient, s'appuyant l'un sur l'autre, et, forts de cet appui, se permettant tous les excès de pouvoir sur le monde esclave. Ce fut la troisième des grandes fautes de Napoléon, car cette alliance russe, unique fondement désormais de sa politique, ne pouvait être qu'un mensonge ou un attentat contre l'Europe, un mensonge s'il voulait tout se permettre de son côté sans rien permettre à la Russie, un attentat contre l'Europe s'il ouvrait à son alliée la route de Constantinople. Hélas! emporté par le torrent de la conquête, il allait si vite, et réfléchissait si peu, qu'il ne s'était pas dit jusqu'où il laisserait la Russie s'avancer sur la route de Constantinople, et ce qu'il ferait de ce grand-duché de Varsovie, qui n'était rien s'il n'était la Pologne! Ce qu'il s'était dit, c'est qu'avec la complaisance de la Russie il résoudrait la question d'Espagne, et c'était désormais sa pensée dominante. L'Espagne restée aux Bourbons manquait seule à son vaste Empire, et il était pressé d'en faire l'un des royaumes vassaux de l'Occident. L'Espagne soumise, honteuse de son état, lui demandant une politique, un gouvernement, une épouse, eût peut-être été amenée à lui demander un roi, à condition qu'il sût attendre. Mais il était devenu incapable de patience comme de modération, et il avait imaginé de faire fuir les Bourbons d'Aranjuez, pour les arrêter à Cadix. Le peuple espagnol s'étant opposé à leur fuite, il les avait attirés à Bayonne, avait précipité le père et le fils l'un sur l'autre, s'était autorisé de leurs divisions pour déclarer l'un incapable, l'autre indigne, et avait terminé cette sombre comédie par une usurpation qui révolta l'Europe, souleva l'Espagne, et fit de celle-ci une immense Vendée, au sein de laquelle un peuple neuf comme les Espagnols, un peuple opiniâtre comme les Anglais, nous suscitèrent une guerre sans fin! Cette faute fut la quatrième du règne impérial, et la plus grande assurément après celle d'être sorti de la politique modérée de 1803, car elle entraîna la ruine de l'armée française, seul appui de la dynastie des Bonaparte, depuis que Napoléon avait fait de son règne le règne de la force.

Baylen, nom funeste, Baylen fut la première punition de l'attentat de Bayonne. A l'aspect de paysans révoltés tenant tête à nos soldats et les forçant à capituler, on vit l'Europe abattue reprendre courage, et l'Autriche impatiente donner en 1809 le signal de la révolte générale. Napoléon, privé de ses meilleurs soldats employés en Espagne, courut sur l'Autriche avec des conscrits, accomplit des prodiges à Ratisbonne, s'exposa à un grand danger à Essling par excès de précipitation, opéra de nouveaux prodiges à Wagram, et fit tomber ainsi cette première révolte européenne dont l'Autriche avait prématurément donné le signal.

Pourtant la terre avait tremblé sous les pieds de Napoléon, et quelques lumières avaient pénétré dans sa tête enivrée. Il avait senti le besoin d'apaiser l'Europe, et avait formé le projet d'évacuer l'Allemagne, d'appliquer le blocus

continental avec persévérance, de terminer la guerre d'Espagne en s'occupant exclusivement de cette guerre, de réduire par ce double moyen l'Angleterre à la paix, de se reposer alors, de laisser reposer le monde, et de se marier pour donner un héritier à la monarchie universelle.

Avec ces vues pacifiques, Napoléon en quinze mois avait réuni à l'Empire, la Hollande, Brême, Hambourg, Lubeck, Oldenbourg, la Toscane, Rome, avait fait enlever le Pape, défendu aux commerçants du continent de communiquer avec les Anglais, tout en accordant aux commerçants français la faculté d'aller à Londres et d'en revenir au moyen des licences, épousé enfin une archiduchesse autrichienne, sans daigner se dégager avec la sœur d'Alexandre, parce qu'on la lui avait fait attendre, et terminé ainsi ce mensonge de l'alliance russe, qui avait valu à la Russie la Finlande, la Bessarabie, et à nous la faculté de nous perdre en Espagne!

Néamoins le continent, quoique plein de haine, se soumettait sous l'impression de la bataille de Wagram. La Russie seule avait présenté quelques observations sur le territoire d'Oldenbourg enlevé à un prince de sa famille, sur la manière d'entendre le blocus continental, sur le grand-duché de Varsovie successivement augmenté jusqu'à devenir bientôt une Pologne. Là-dessus Napoléon trouvant trop longue la guerre d'Espagne, trop long le blocus continental, voulut s'enfoncer en Russie, s'imaginant que lorsqu'il aurait puni à cette distance une puissance qui avait osé élever la voix, il aurait terminé la terrible lutte entreprise avec le monde civilisé. Ce fut la cinquième de ses grandes fautes, et nous ne saurions dire à quel degré elle est plus ou moins grande que les précédentes, car on est embarrassé de prononcer entre elles, et de décider quelle est la plus grave, d'avoir rompu hors de propos la paix d'Amiens, d'avoir rêvé la monarchie universelle après Austerlitz, d'avoir après Friedland fondé sa politique sur l'alliance inexpliquée de la Russie, de s'être engagé en Espagne, ou d'être allé se précipiter sur la route de Moscou. Quoi qu'il en soit, il se fit suivre de six cent mille soldats, et entreprit cette fois de lutter contre les hommes et contre la nature. Mais la nature se défend mieux que les hommes, et elle résista en opposant tour à tour au vainqueur des Alpes la distance, les chaleurs, le froid, la disette. Et pourtant elle-même aurait pu être vaincue avec le temps! Mais du temps, Napoléon n'en avait pas. Le monde sourdement conjuré ne lui en laissait point, et il fallait qu'il fût vainqueur en une campagne. Il succomba alors dans une catastrophe qui sera la plus tragique des siècles.

La France désolée lui donna généreusement de quoi refaire sa grandeur et la nôtre, et il était près de la refaire après Lutzen et Bautzen, au delà même de ce qui était désirable, lorsque le fol espoir de la refaire tout entière et d'un seul coup, lui fit commettre la sixième de ses grandes fautes, et la dernière parce qu'elle consomma sa ruine, celle de refuser les conditions de Prague, et d'étendre le rayon de ses opérations de Dresde à Berlin, tandis qu'en concentrant ses forces derrière l'Elbe, il aurait pu se rendre inexpugnable. Contraint d'abandonner l'Allemagne, il reçut une dernière offre, celle de la frontière du Rhin, à quoi il eut le tort de faire une réponse ambiguë, par crainte de se montrer trop pressé de traiter, et tandis qu'il perdait un mois à s'expliquer, l'Europe usant de ce mois pour s'éclairer sur la situation de la France, retira son offre, et passa le Rhin. Napoléon alors employant à résister à des conditions humiliantes les talents, le caractère qu'il avait employés à se perdre, finit en grand homme un règne commencé en grand homme, mais vicié à son milieu par une ambition à la façon des conquérants d'Asie, règne étrange duquel on peut dire qu'il n'y a rien de plus parfait que le début, de plus extravagant que le milieu, de plus héroïque que la fin.

Ainsi cet homme grand et fatal, après avoir atteint la perfection pendant le Consulat, sort de la politique forte et modérée de 1803 à la première blessure faite à son orgueil, veut se jeter sur l'Angleterre, en est détourné par le continent qu'il a lui-même provoqué, le châtie cruellement; pourrait alors par un effort de générosité et de sagesse rentrer dans la vraie politique, une première fois à Austerlitz, une seconde fois à Friedland; mais tout-puissant sur le monde, profondément faible sur lui-même, il se lance dans le champ des chimères, rêve un vaste empire d'Occident qui doit embrasser l'Europe civilisée depuis la Pologne jusqu'à l'Espagne, pour s'aider à réaliser son rêve, flatte le rêve russe, reçoit cependant à Essling, à Wagram, un premier avertissement de l'Europe exaspérée, songe à en profiter; pourrait, avec de la modération, de la patience, consolider peut-être son chimérique empire, mais, incapable de patience autant que de modération, veut préci-

piter ce résultat, court en Russie, ne précipite que sa propre fin ; pourrait, après Lutzen et Bautzen, sauver de sa grandeur plus qu'il n'est désirable d'en sauver, et pour n'avoir pas accepté à Prague cette transaction avec la fortune, tombe pour ne plus se relever ! Tel est le règne en quelques mots.

Si, pour trouver le vrai sens de ce spectacle extraordinaire, nous reculons d'un pas en arrière, comme on fait devant un objet trop grand pour être jugé de près, si nous remontons à la Révolution française elle-même, alors tout s'explique, et nous voyons que c'est une des phases de cette immense révolution, phase tragique et prodigieuse comme les autres, et nous le reconnaissons à ce caractère essentiel du règne impérial : l'intempérance. De 1789 à 1800, nous assistons au premier emportement de la Révolution française ; de 1800 à 1814, nous assistons à sa réaction sur elle-même, réaction dont l'Empire est la souveraine expression, et, dans l'un comme dans l'autre, le délire des passions est le trait essentiel. La Révolution française se lance dans le champ des réformes sociales avec le cœur plein de sentiments généreux, avec l'esprit plein d'idées grandes et fécondes, elle rencontre des obstacles, s'en étonne, s'en irrite, comme si le char de l'humanité en roulant sur cette terre ne devait pas y trouver de frottement, s'emporte, devient ivre et furieuse, verse en abondance le sang humain sur l'échafaud, révolte le monde, est elle-même révoltée de ses propres excès, et de ce sentiment naît un homme, grand comme elle, comme elle voulant le bien, le voulant ardemment, précipitamment, par tous les moyens, et le bien alors c'est de la faire reculer elle-même, de lui infliger démentis sur démentis, leçons sur leçons. Ah ! quand il ne faut que donner des leçons à la Révolution française, Napoléon les lui donne admirables! Il condamne le régicide, la guerre civile, le schisme, la captivité du Pape, la république universelle, la fureur de la guerre, et rappelle les émigrés, remet le Pape à Rome, conclut le Concordat, accorde à l'Europe la paix de Lunéville et d'Amiens. Mais le monde n'est qu'obstacles, dans quelque sens qu'on marche, en avant ou en arrière. Au premier tort de ses adversaires, digne fils de sa mère, intempérant comme elle, n'admettant ni une résistance ni un délai, le sage Consul s'emporte, commet le régicide à Vincennes, rouvre le schisme, détient le Pape à Fontainebleau, retombe dans la guerre, cette fois générale et continue, à la république universelle substitue la monarchie universelle, et, phénomène de passion inouï, de même que la Révolution dont il n'est que le continuateur, le représentant, ou le fils, comme on voudra l'appeler, laisse après lui d'immenses calamités, de grands principes et une gloire éblouissante. Les calamités et la gloire sont pour la France, les principes pour le monde entier.

Si, après l'étonnement, l'admiration, l'effroi, qu'on éprouve devant ce spectacle, on veut en tirer une leçon profonde, une leçon à ne jamais oublier, il faut se dire que, fût-on la plus belle, la plus généreuse des révolutions, fût-on le plus grand des hommes, se contenir est le premier devoir. Leçon banale, dira-t-on ! Oui, banale dans son énoncé, mais toujours neuve, à voir comment en profitent les générations en se succédant ; leçon qu'il faut répéter sans cesse, et qui est, à elle seule, le résumé de la sagesse privée ou publique. En effet, l'élan ne manque jamais ni aux individus ni aux nations, surtout aux grandes nations et aux grands individus. Ce qui leur manque, c'est la retenue, la raison, le gouvernement d'eux-mêmes. Pour les hommes, privés ou publics, ordinaires ou extraordinaires, pour les nations, pour les révolutions surtout, qui ne sont le plus souvent qu'un élan irréfléchi vers le bien, se contenir est le secret pour être honnête, pour être habile, pour être heureux, pour réussir en un mot. Si on ne sait se contenir, c'est-à-dire se gouverner, on perd la cause que dans l'excès de son amour on a voulu faire triompher par la violence ou la précipitation ! Ayons toujours trois exemples mémorables sous les yeux : la Convention a perdu la liberté, Napoléon la grandeur française, la maison de Bourbon la légitimité, c'est-à-dire ce qu'ils étaient spécialement chargés de faire triompher ! Mais nous disons trop quand nous disons perdu, car les nobles choses ne sont jamais perdues en ce monde, elles ne sont que compromises.

Après avoir jugé le règne de Napoléon il resterait à juger l'homme lui-même, comme militaire, politique, administrateur, législateur, penseur, écrivain, et à lui assigner sa place dans cette glorieuse famille où l'on compte Alexandre, Annibal, César, Charlemagne, Frédéric le Grand. Mais pour que le jugement fût complet, il faudrait que la carrière de l'homme fût terminée. Or elle ne l'est pas à l'île d'Elbe. La Providence réservait encore à Napoléon deux épreuves : elle devait le remettre en présence des puissances de

l'Europe occupées à se partager nos dépouilles, et troublées dans ce partage par son retour de l'île d'Elbe ; elle devait surtout le placer un moment en présence de la liberté renaissante. C'est le spectacle donné en 1815, pendant la période dite des *Cent Jours*, spectacle triste et tragique, qui nous reste à retracer. Après quoi nous pourrons juger l'homme tout entier, et après avoir jugé l'homme impartialement, notre tâche sera finie, et nous laisserons la postérité juger notre jugement lui-même, si elle daigne s'en occuper pour le reviser ou le confirmer.

FIN DU TOME CINQUIEME.

NOTE

SUR LE

MARIAGE DU PRINCE JÉROME BONAPARTE.

(VOIR TOME II, PAGE 456.)

M. Jérôme-Napoléon Bonaparte, citoyen français, résidant aux États-Unis, à Baltimore, a fait aux éditeurs, à la date du 7 mai 1859, sommation d'insérer dans ce nouveau volume la note suivante, qu'ils croient de leur devoir d'insérer, n'étant pas juges d'une question d'état que les tribunaux seuls peuvent décider.

« C'est le 24 décembre 1803 que M. Jérôme Bonaparte, alors simple officier de marine au service de la République française, épousa mademoiselle Élisabeth Paterson, fille d'un honorable citoyen des États-Unis; ce mariage fut célébré à Baltimore par l'évêque de Baltimore, suivant le rit de la sainte Église catholique, et l'acte de célébration fut inscrit le même jour sur le registre des mariages de la cathédrale de la ville de Baltimore.

« M. Jérôme Bonaparte, alors âgé de dix-neuf ans, avait dépassé l'âge requis par la loi française pour contracter un mariage valable. (Art. 144 du Code civil.)

« Ce mariage n'était entaché d'aucune des nullités absolues prononcées par l'article 184 du même Code.

« Le père de M. Jérôme Bonaparte était décédé; sa mère, Mme Lætitia Bonaparte, survivait seule; son consentement n'était exigé pour la validité du mariage ni par la loi américaine ni par le droit canonique. Suivant la loi française, la nullité résultant du défaut de consentement paternel ou maternel n'était point absolue; cette nullité n'ayant point été demandée dans l'année où le mariage a été connu de la dame sa mère. (Art. 183 du Code civil.)

« Mme Lætitia n'a jamais demandé judiciairement que le mariage de son fils Jérôme fût déclaré nul; au contraire, dans sa correspondance ultérieure, Mme Lætitia appelait son *cher fils* M. Jérôme Napoléon Bonaparte, issu de ce mariage, et notamment, dans une lettre du 10 novembre 1829, elle le félicite de son mariage, et signe en ces termes : *Votre bien affectionnée mère.*

« Les princes Joseph et Louis Bonaparte l'ont de même toujours et par écrit qualifié du titre de leur neveu.

« En 1803, Napoléon Bonaparte partageait la dignité de Consul de la République avec deux autres citoyens français; il n'était investi d'aucun des droits qui sont attribués aux chefs des maisons souveraines à l'égard des membres de leur famille qui ne peuvent se marier sans leur consentement. Le Premier Consul n'avait aucune autorité légale pour reconnaître ou *refuser de reconnaître* la validité du mariage de son frère.

« En 1805, le 24 mai, l'empereur Napoléon écrivait au pape Pie VII : « *Je désirerais une bulle de Votre Sainteté qui annulât ce mariage. Que Votre Sainteté veuille bien faire cela sans bruit; ce ne sera que lorsque je saurai qu'elle veut le faire que je ferai faire la cassation civile.* »

« Le Saint-Père répondit à l'Empereur par un bref « fort développé sous la date du 27 juin 1805 ; on y lit : « Pour garder un secret impénétrable, nous nous som- « mes fait un honneur de satisfaire avec la plus grande « exactitude aux sollicitations de Votre Majesté ; c'est « pourquoi nous avons évoqué entièrement à nous- « même l'examen touchant le jugement sur le mariage « en question. . . . . *Il nous peina de ne* « *trouver aucune raison qui puisse nous autoriser à* « *porter notre jugement pour la nullité de ce mariage.* « . . . . . . Si nous usurpions une autorité que « nous n'avons pas, nous nous rendrions coupable d'un « *abus le plus abominable* de notre ministère sacré de- « vant le tribunal de Dieu et devant l'Église entière. « Votre Majesté même, dans sa justice, n'aimerait pas « que nous prononçassions *un jugement contraire au* « *témoignage de notre conscience* et aux principes inva- « riables de l'Église. »

« Il importait peu, quant à la validité du mariage « contracté en 1803 par le citoyen Jérôme Bonaparte, « que ce mariage fût plus tard contraire au plus haut « point aux desseins politiques de l'empereur des Fran- « çais. »

TABLE DES SOMMAIRES

DU TOME CINQUIÈME.

LIVRE QUARANTE-HUITIÈME.

LUTZEN ET BAUTZEN.

LIVRE QUARANTE-NEUVIÈME.

DRESDE ET VITTORIA.

LIVRE CINQUANTIÈME.

LEIPZIG ET HANAU.

Événements accomplis en Silésie et dans les environs de Berlin pendant les opérations des armées belligérantes autour de Dresde. — Forces et instructions laissées au maréchal Macdonald lorsque Napoléon était revenu du Bober sur l'Elbe. — Pressé d'exécuter ses instructions et craignant de perdre les avantages de l'offensive, ce maréchal avait mis ses trois corps en mouvement le 26 août. — Le général Blucher s'était jeté sur la division Charpentier et la cavalerie Sébastiani, et les avait culbutées du plateau de Janowitz. — Cet accident avait entraîné la retraite de toute l'armée, qu'une pluie torrentielle de plusieurs jours avait rendue presque désastreuse. — Prise et destruction de la division Puthod. — Le maréchal Macdonald réduit de 70 mille hommes à 50 mille. — Son mouvement rétrograde sur le Bober. — Événements du côté de Berlin. — Marche du maréchal Oudinot à la tête des 4e, 12e et 7e corps. — Composition et force de ces corps. — Armée du prince royal de Suède. — Arrivée devant Trebbin. — Premières positions de l'ennemi enlevées dans les journées des 21 et 22 août. — Isolement des trois corps français dans la journée du 23, et combat malheureux du 7e corps à Gross-Beeren. — Retraite du maréchal Oudinot sur Wittenberg. — Beaucoup de soldats se débandent, surtout parmi les alliés. — C'est la connaissance de ces graves échecs qui, le 28 août, avait ramené Napoléon de Pirna sur Dresde, et avait détourné son attention de Kulm. — Ne sachant pas encore ce qui était arrivé à Vandamme, il avait formé le projet de déplacer le théâtre de la guerre, et de le transporter dans le nord de l'Allemagne. — Vastes conséquences qu'aurait pu avoir ce projet. — A la nouvelle du désastre de Kulm, Napoléon, obligé de restreindre ses vues, réorganise le corps de Vandamme, en confie le commandement au comte de Lobau, envoie le maréchal Ney pour remplacer le maréchal Oudinot dans le commandement des trois corps retirés sur Wittenberg, et se propose de s'établir avec ses réserves à Hoyerswerda, afin de pousser d'un côté le maréchal Ney sur Berlin, et de prendre de l'autre une position menaçante sur le flanc du général Blucher. — Départ de la garde pour Hoyerswerda. — Nouvelles inquiétantes de Macdonald, qui détournent encore Napoléon de l'exécution de son dernier projet, et l'obligent à se porter tout de suite sur Bautzen. — Arrivée de Napoléon à Bautzen le 4 septembre. — Prompte retraite de Blucher dans les journées des 4 et 5 septembre. — A peine Napoléon a-t-il rétabli le maréchal Macdonald sur la Neisse qu'une seconde apparition de l'armée de Bohême sur la chaussée de Péterswalde le ramène à Dresde. — Son entrevue aux avant-postes avec le maréchal Saint-Cyr dans la journée du 7. — Projet pour le lendemain 8 septembre. — Dans cet intervalle, Napoléon apprend un nouveau malheur arrivé sur la route de Berlin. — Le maréchal Ney ayant reçu l'ordre de se porter sur Baruth, avait fait dans la journée du 5 septembre un mouvement de flanc devant l'ennemi, avec les 4e 12e et 7e corps. — Ce mouvement, qui avait réussi le 5, ne réussit pas le 6, et amène la malheureuse bataille de Dennewitz. — Retraite le 7 septembre sur Torgau. — Débandade d'une partie des Saxons. — Napoléon reçoit cette nouvelle avec calme, mais commence à concevoir des inquiétudes sur sa situation. — Avis indirect, donné par l'intermédiaire de M. de Bassano, au ministre de la guerre pour l'armement et l'approvisionnement des places du Rhin. — Conformément au plan convenu le 7 avec le maréchal Saint-Cyr, Napoléon, dans la journée du 8, pousse vivement les Prussiens et les Russes, afin de les rejeter en Bohême. — Sur l'avis du maréchal Saint-Cyr, on suit le 9 et le 10 la vieille route de Bohême, celle de Furstenwalde, par laquelle on a l'espérance de tourner l'ennemi. — L'impossibilité de faire passer l'artillerie par le Geyersberg empêche d'achever le mouvement projeté. — Ignorant qu'en ce moment les Autrichiens sont séparés des Prussiens et des Russes, et pressé de réparer les échecs de ses lieutenants, Napoléon s'arrête et revient à Dresde. — Évidence du plan des coalisés, consistant à courir sur les armées françaises dès que Napoléon s'en éloigne, et à se retirer dès qu'il arrive, à fatiguer ainsi ses troupes, pour l'envelopper ensuite, et l'accabler lorsqu'on le jugera suffisamment affaibli. — Déplorable réalisation de ces vues. — Les forces de Napoléon réduites de 360 mille hommes de troupes actives sur l'Elbe à 250 mille. — En considération de cet état de choses, Napoléon resserre le cercle de ses opérations, ramène Macdonald avec les 8e, 5e, 11e, 3e corps près de Dresde, établit le comte de Lobau et le maréchal Saint-Cyr au camp de Pirna, derrière de bons ouvrages de campagne, afin que l'ennemi ne puisse plus se faire un jeu de ses apparitions sur la route de Péterswalde, envoie un fort détachement de cavalerie sur ses derrières pour disperser les troupes de partisans, réorganise le corps de Ney sur l'Elbe, place le maréchal Marmont et Murat à Grossenhayn pour protéger l'arrivée de ses approvisionnements, et se concentre à Dresde avec toute la garde, de manière à ne plus être mis en mouvement par de vaines démonstrations de l'ennemi. — Troisième apparition des Prussiens et des Russes sur Péterswalde. — Les ouvrages ordonnés entre Pirna, Giesshübel et Dohna, n'étant pas achevés, Napoléon est obligé d'accourir encore une fois sur la route de Péterswalde pour rejeter l'ennemi en Bohême. — Prompte retraite des coalisés. — Retour de Napoléon à Pirna, et ses soins pour bien asseoir sa position, afin de ne plus s'épuiser en courses inutiles. — Sa résolution de s'établir sur l'Elbe, de Dresde à Hambourg, pour la durée de l'hiver. — Projets de l'ennemi. — Napoléon étant partout resserré sur l'Elbe, et la saison avançant, les souverains coalisés songent à mener la guerre à fin par une tentative décisive sur les derrières de notre position. — Blucher fait prévaloir l'idée d'employer en Bohême la réserve du général Benningsen, et, après avoir ainsi renforcé la grande armée des alliés, de la faire descendre sur Leipzig, tandis qu'il ira lui-même joindre Bernadotte, passer l'Elbe avec lui aux environs de Wittenberg, et remonter sur Leipzig avec les armées du Nord et de Silésie. — Premiers mouvements en exécution de ce dessein. — Napoléon découvre sur-le-champ l'intention de ses adversaires, et fait repasser toutes ses troupes sur la gauche de l'Elbe. — Il ne laisse sur la droite de ce fleuve que Macdonald avec le 11e corps; il achemine Marmont et Souham, l'un par Leipzig, l'autre par Meissen, sur le bas Elbe, afin d'appuyer Ney; il envoie Lauriston et Poniatowski sur la route de Prague à Leipzig pour soutenir Victor contre l'armée de Bohême. — Attente de quelques jours pour laisser dessiner plus clairement les projets de l'ennemi. — Blucher s'étant dérobé pour se joindre à Bernadotte et passer l'Elbe à Wartenbourg, Napoléon quitte Dresde le 7 octobre avec la garde et Macdonald, et descend sur Wittenberg dans le dessein de battre Blucher et Bernadotte d'abord, et puis de se reporter sur la grande armée de Bohême. — Belle et profonde conception de Napoléon tendant à refouler Blucher et Bernadotte sur Berlin, et à surprendre ensuite Schwarzenberg en remontant la rive droite de l'Elbe pour repasser ce fleuve à Torgau ou à Dresde. — Mouvement prononcé de Blucher et de Bernadotte sur Leipzig, qui change tous les projets de Napoléon. — Celui-ci, voyant les coalisés près de se réunir tous sur Leipzig, se hâte d'y arriver le premier pour s'interposer entre eux, et empêcher leur jonction. — Retour de la grande armée française sur Leipzig. — Terrible bataille, la plus grande du siècle et probablement des siècles, livrée

---

LIVRE CINQUANTE ET UNIÈME.

L'INVASION.

LIVRE CINQUANTE-DEUXIÈME.

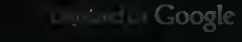
BRIENNE ET MONTMIRAIL.

LIVRE CINQUANTE-TROISIÈME.

PREMIÈRE ABDICATION.

conception du projet de marcher sur les places fortes pour y rallier les garnisons, et tomber à la tête de 100 milles hommes sur les derrières de l'ennemi. — Il est nécessaire auparavant d'aborder Blucher et de lui livrer bataille. — Napoléon enlève le pont de Berry-au-Bac, et passe l'Aisne avec 50 mille hommes en présence des 100 mille hommes de Blucher. — Dangers de la bataille qu'il faut livrer avec 50 mille combattants contre 100 mille. — Raison qui décident Napoléon à enlever le plateau de Craonne pour se porter sur Laon par la route de Soissons. — Sanglante bataille de Craonne, livrée le 7 mars, et dans laquelle Napoléon enlève les formidables positions de l'ennemi. — Après s'être emparé de la route de Soissons, Napoléon veut pénétrer dans la plaine de Laon pour achever la défaite de Blucher. — Nouvelle et plus sanglante bataille de Laon, livrée les 9 et 10 mars, et restée indécise par la faute de Marmont qui s'est laissé surprendre. — Napoléon est réduit à battre en retraite sur Soissons. — Son indomptable énergie dans une situation presque désespérée. — Le corps de Saint-Priest s'étant approché de lui, il fond sur ce corps qu'il met en pièces dans les environs de Reims, après en avoir tué le général. — Napoléon, menacé d'être étouffé entre Blucher et Schwarzenberg, se résout à exécuter son grand projet de marcher sur les places, pour en rallier les garnisons et tomber sur les derrières des alliés. — Ses instructions pour la défense de Paris pendant son absence. — Consternation de cette capitale. — Le conseil de régence consulté veut qu'on accepte les propositions du congrès de Châtillon. — Indignation de Napoléon, qui menace d'enfermer à Vincennes Joseph et ceux qui parlent de se soumettre aux conditions de l'ennemi. — Événements qui se sont passés dans le Midi, et bataille d'Orthez, à la suite de laquelle le maréchal Soult s'est porté sur Toulouse, et a laissé Bordeaux découvert. — Entrée des Anglais dans Bordeaux, et proclamation des Bourbons dans cette ville le 12 mars. — Fâcheux retentissement de ces événements à Paris. — Napoléon, en voyant l'effroi de la capitale, vers laquelle le prince de Schwarzenberg s'est sensiblement avancé, se décide, avant de marcher sur les places, à faire une apparition sur les derrières de Schwarzenberg pour le détourner de Paris en l'attirant à lui. — Mouvement de la Marne à la Seine, et passage de la Seine à Méry. — Napoléon se trouve à l'improviste en face de toute l'armée de Bohême. — Bataille d'Arcis-sur-Aube livrée le 22 mars, dans laquelle 20 mille Français tiennent tête pendant une journée à 90 mille Russes et Autrichiens. — Napoléon prend enfin le parti de repasser l'Aube et de se couvrir de cette rivière. — Il se porte sur Saint-Dizier dans l'espérance d'avoir attiré l'armée de Bohême à sa suite. — Son projet de s'avancer jusqu'à Nancy pour y rallier 40 à 50 mille hommes des diverses garnisons. — En route il est rejoint par M. de Caulaincourt, lequel a été obligé de quitter le congrès de Châtillon par suite du refus d'admettre les propositions des alliés. — Fin du congrès de Châtillon et des conférences de Lusigny. — Napoléon n'a aucun regret de ce qu'il a fait, et ne désespère pas encore de sa fortune. — Pendant ce temps les armées de Silésie et de Bohême, entre lesquelles il a cessé de s'interposer, se sont réunies dans les plaines de Châlons, et délibèrent sur la marche à adopter. — Grand conseil des coalisés. — La raison militaire conseillerait de suivre Napoléon, la raison politique de le négliger, pour se porter sur Paris et y opérer une révolution. — Des lettres interceptées de l'Impératrice et des ministres décident la marche sur Paris. — Influence du comte Pozzo di Borgo en cette circonstance. — Mouvement des alliés vers la capitale. — Marmont et Mortier s'étant laissé couper de Napoléon, rencontrent l'armée entière des coalisés. — Triste journée de la Fère-Champenoise. — Retraite des deux maréchaux. — Apparition de la grande armée coalisée sous les murs de Paris. — Incapacité du ministre de la guerre et incurie de Joseph, qui n'ont rien préparé pour la défense de la capitale. — Conseil de régence où l'on décide la retraite du gouvernement et de la cour à Blois. — Au lieu d'organiser une défense populaire dans l'intérieur de Paris, on a la folle idée de livrer bataille en dehors de ses murs ! — Bataille de Paris livrée le 30 mars avec 25 mille Français contre 170 mille coalisés. — Bravoure de Marmont et de Mortier. — Capitulation forcée de Paris. — M. de Talleyrand s'applique à rester dans Paris, et à s'emparer de l'esprit de Marmont. — Entrée des alliés dans la capitale ; leurs ménagements ; attitude à leur égard des diverses classes de la population. — Empressement des souverains auprès de M. de Talleyrand, qu'ils font en quelque sorte l'arbitre des destinées de la France. — Événements qui se passent à l'armée pendant la marche des coalisés sur Paris. — Brillant combat de Saint-Dizier ; circonstance fortuite qui détrompe Napoléon, et lui apprend enfin qu'il n'est pas suivi par les alliés. — Le danger évident de la capitale et le cri de l'armée le décident à rebrousser chemin. — Son retour précipité. — Napoléon, pour arriver plus tôt, se sépare de ses troupes, et parvient à Fromenteau entre onze heures du soir et minuit, au moment même où l'on signait la capitulation de Paris. — Son désespoir, son irritation, sa promptitude à se remettre. — Tout à coup il forme le projet de se jeter sur les coalisés disséminés dans la capitale et partagés sur les deux rives de la Seine, mais comme il n'a pas encore son armée sous la main, il se propose de gagner en négociant les trois ou quatre jours dont il a besoin pour la ramener. — Il charge M. de Caulaincourt d'aller à Paris afin d'occuper Alexandre en négociant, et se retire à Fontainebleau dans l'intention d'y concentrer l'armée. — M. de Caulaincourt accepte la mission qui lui est donnée, mais avec la secrète résolution de signer la paix à tout prix. — Accueil fait par l'empereur Alexandre à M. de Caulaincourt. — Ce prince, désarmé par le succès, redevient le plus généreux des vainqueurs. — Cependant il ne promet rien, si ce n'est un traitement convenable pour la personne de Napoléon. — Les souverains alliés, moins l'empereur François retiré à Dijon, tiennent conseil chez M. de Talleyrand pour décider du gouvernement qu'il convient de donner à la France. — Principe de la légitimité heureusement exprimé et fortement soutenu par M. de Talleyrand. — Déclaration des souverains qu'ils ne traiteront plus avec Napoléon. — Convocation du Sénat, formation d'un gouvernement provisoire à la tête duquel se trouve M. de Talleyrand. — Joie des royalistes ; leurs efforts pour faire proclamer immédiatement les Bourbons ; voyage de M. de Vitrolles pour aller chercher le comte d'Artois. — M. de Talleyrand et quelques hommes éclairés dont il s'est entouré, modèrent le mouvement des royalistes, et veulent qu'on rédige une constitution, qui sera la condition expresse du retour des Bourbons. — Empressement d'Alexandre à entrer dans ces idées. — Déchéance de Napoléon prononcée le 3 avril, et rédaction par le Sénat d'une constitution à la fois monarchique et libérale. — Vains efforts de M. de Caulaincourt en faveur de Napoléon, soit auprès d'Alexandre, soit auprès du prince de Schwarzenberg. — On le renvoie à Fontainebleau pour persuader à Napoléon d'abdiquer ; en même temps on cherche à détacher les chefs de l'armée. — D'après le conseil de M. de Talleyrand, toutes les tentatives de séduction sont dirigées sur le maréchal Marmont, qui forme à Essonne la tête de colonne de l'armée. — Événements à Fontainebleau pendant les événements de Paris. — Grands projets de Napoléon. — Sa conviction, s'il est secondé, d'écraser les alliés dans Paris. — Ses dispositions militaires et son extrême confiance dans Marmont qu'il a placé sur l'Essonne. — Réponses évasives qu'il fait à M. de Caulaincourt, et ses secrètes résolutions pour le lendemain. — Le lendemain, 4 avril, il assemble l'armée, et annonce la détermination de marcher sur Paris. — Enthousiasme des soldats et des officiers naguère abattus, et consternation des maréchaux. — Ceux-ci, se faisant les interprètes de tous les hommes fatigués, adressent à Napoléon de vives représentations. — Napoléon

FIN DE LA TABLE DES SOMMAIRES.


Google